

Voltaire

2024

(brèves 0001 à 2672)

Voltaire

Actualité internationale

N°68-69 - 12 janvier 2024

ÉDITORIAL

0001 Substituer un conflit Occident/Axe de la Résistance à celui Israël/Hamas

• Israël assassine Saleh al-Aroui à Beyrouth

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, s'est fixé comme objectif officiel d'« anéantir le Hamas » (branche palestinienne des Frères musulmans). Cependant à ce jour ni Mohammad Deif (commandant des Brigades Izz al-Din al-Qassam), ni Yahya Sinouar (chef politique et militaire du Hamas à Gaza) et encore moins Mahmoud Al-Zahar (guide des Frères musulmans à Gaza) n'ont été inquiétés.

Benjamin Netanyahu avait déclaré, lors d'une conférence de presse à Tel-Aviv, le 22 novembre 2023, avoir donné pour instruction au Mossad d'élargir son champ d'action et « d'agir contre les dirigeants du Hamas où qu'ils se trouvent ».

Le 2 janvier 2024, six missiles guidés (et non pas des drones comme annoncé initialement) ont assassiné six personnes au bureau du Hamas dans le faubourg Sud de Beyrouth (Dahieh Janoubyé, Liban), parmi elles :

- Saleh al-Aroui, numéro deux de la branche politique du Hamas (branche palestinienne des Frères musulmans),
- Azzam el-Aqraa, un chef des Brigades Ezzeddine el-Qassam (branche militaire du Hamas),
- Mohammad el- Raïs, un cadre du mouvement,
- enfin un responsable de la Jama Islamiya (branche libanaise des Frères musulmans).

Cet attentat est intervenu alors que le Hamas allait participer à une réunion de cinq factions palestiniennes à Beyrouth. Il est probable qu'Israël espérait que Khalil Hayya serait présent à cette heure-là dans le bureau de Saleh al-Aroui, dont il était proche. Dans un premier temps les deux ont d'ailleurs été déclarés morts.

Il révèle qu'Israël connaissait l'emploi du temps de Saleh al-Aroui. Le Hezbollah a ouvert une enquête pour démasquer l'indicateur.

Selon *Le Figaro*, Saleh al-Aroui avait été averti de l'opération « Déluge d'Al-Aqsa » par Yahya Sinwar, le 7 octobre 2023, une demi-heure avant son début. Il en aurait informé son « ami proche », Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah libanais.

☞ Il s'agit du premier assassinat à l'étranger de responsables du Hamas depuis le 7 octobre. Contrairement à l'interprétation qu'en ont les principaux médias occidentaux, il ne s'agissait pas de tuer n'importe quel leader du Hamas, mais celui qui dirigeait le courant nationaliste, qui s'est séparé de la Confrérie des Frères musulmans pour se rapprocher de la Résistance palestinienne et faire alliance avec la Syrie. Saleh al-Arouri avait été prisonnier administratif durant 16 ans en Israël, puis expulsé vers la Türkiye et le Qatar. Il avait été également expulsé de Doha en raison de ses liens conflictuels avec la Confrérie des Frères musulmans.

☞ Cette opération militaire viole, de manière flagrante, la résolution 1701 du Conseil de sécurité des Nations unies. Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah, a déclaré : « Ce crime ne restera pas sans riposte ou impuni ».

Le Liban a déposé plainte contre Israël devant le Conseil de sécurité. La plainte précise par ailleurs qu'Israël utilise l'espace aérien libanais pour mener des attaques en Syrie.

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a exigé que ses ministres s'abstiennent de tout commentaire sur cet assassinat.

« Toutes les ambassades et les institutions israéliennes et juives ont été invitées à redoubler de vigilance », rapporte la chaîne publique israélienne Kan.

L'ancien Premier ministre Ehud Barak a déclaré à Channel 12 : « Il est illusoire de penser que cette affaire va ébranler le Hamas et qu'il [Al-Arouri] n'y aura pas de remplaçant dans les 24 heures. Et celui qui croit que ce remplaçant sera moins compétent se trompe également. Bien sûr qu'il y a un successeur pour lui, et pour chaque membre [du Hamas] ».

☞ La branche militaire du Hamas a, pour sa part, déclaré que cet assassinat renforçait sa détermination.

☞ Le Fatah (opposé au Hamas historique, mais lié au courant du Hamas ayant rallié la Résistance palestinienne) a annoncé une grève générale en Cisjordanie.

☞ Washington a décliné toute responsabilité dans cette opération.

☞ Les négociations entre le Hamas et Israël ont été rompues.

• Israël assassine Razi Moussavi à Damas

Israël a bombardé à Damas (Syrie) la résidence et tué Razi Moussavi, une personnalité du Corps des Gardiens de la Révolution, qui supervisait l'ensemble des transferts d'armes d'Iran vers l'Iraq, la Syrie, le Liban et le Yémen. Il résidait en Syrie depuis les années 80.

☞ Cet assassinat est très important. Il intervient après celui du responsable militaire du Hezbollah Imad Moughniyah, celui du chef de la brigade iranienne al-Quods (2008), du général Qassem Soleimani (2020) et celui du physicien nucléaire iranien Mohsen Fakhrizadeh (2020).

☞ Prononçant l'oraison funèbre de Razi Moussavi, le général Hossein Salami, commandant du Corps des Gardiens de la révolution, a déclaré : « Notre vengeance pour le martyr de Sayyed Razi ne sera rien de moins que l'éradication du régime sioniste (...) J'espère que bientôt, si Dieu le permet, les grands et honorables combattants palestiniens anéantiront le nom géographique et politique de ce régime maléfique ». La foule lui a répondu en scandant : « Mort à l'Amérique ! Mort à Israël ! ».

☞ En outre, Israël a assassiné Hassan Akkacha à Beit Jinn (Sud-Ouest de Damas). Il s'agit d'un responsable local du courant du Hamas ayant rejoint la Résistance palestinienne.

• La Coalition internationale contre Daesh assassine Mushtaq Talib el-Saïdi à Bagdad

Officiellement, la Coalition internationale en Iraq et en Syrie a pour objectif de lutter contre

Daesh. Cependant elle a assassiné, à Bagdad (Iraq), le 4 janvier 2024, avec un drone, des responsables des Unités de mobilisation populaire (Hachd el-Chaabi). Ces milices, principalement chiïtes, comprennent aussi des sunnites, des chrétiens et des yazidis. Elles sont soutenues par l'Iran.

Le gouvernement du Premier ministre Mohammad Chia al-Soudani a qualifié d'« escalade et d'agression dangereuses » cette frappe dont il a rendu la Coalition internationale responsable.

En privé, des responsables du Pentagone ont reconnu devant des journalistes US que l'assassinat avait été mené par les seuls États-Unis.

Depuis le 7 octobre, des membres des Hachd el-Chaabi regroupés sous l'étiquette « Résistance islamique en Iraq » ont attaqué une centaine de fois des bases états-uniennes en Iraq et en Syrie.

• Le Pentagone réactive Daesh en Syrie et en Iran

Un double attentat a tué 84 Iraniens et en a blessés 284 autres lors de la cérémonie d'hommage au général Qassem Soleimani, à Kerman (Iran).

Dans un entretien télévisé, le président Ebrahim Raïssi a déclaré : « Vous n'avez pas pu utiliser votre pouvoir contre les forces de résistance, et maintenant vous l'utilisez contre des personnes innocentes, mais sachez que vous paierez un lourd tribut pour ce crime (...) Je préviens l'Amérique et l'entité sioniste, qui joue un rôle direct dans tous les crimes commis en Palestine et à Gaza, vous paierez sans aucun doute un prix lourd et douloureux pour ce crime et les autres crimes que vous avez commis ».

Ce crime a en définitive été revendiqué par Daesh. La revendication a été confirmée par la NSA états-unienne qui a indiqué avoir intercepté des communications de Daesh en Afghanistan ne laissant aucun doute. Aux yeux des opinions publiques occidentales, cela

exonère les États-Unis et Israël de toute responsabilité. Mais aux yeux des opinions publiques du Levant, pour qui Daesh est un proxy du Pentagone, cela, au contraire, les accuse.

Simultanément Daesh a attaqué plusieurs installations dans l'Est et le Nord de la Syrie.

• Stratégie d'ensemble

Les États-Unis et Israël ont fait le ménage au sein du Hamas pour éliminer le courant nationaliste qui s'était inscrit dans l'« Axe de la résistance » qu'avait créé le général Qassem Soleimani. Simultanément, ils ont éliminé l'homme qui assurait les transferts d'armes de l'Axe et un des dirigeants d'une milice de cet Axe en Iraq, tandis que Daesh a été réveillé contre l'Axe.

☞ Il s'agit probablement de substituer un affrontement Occident/Axe de la Résistance à celui d'Israël/Hamas.

Depuis le 7 octobre, seul le Straussien états-unis-israélien Elliott Abrams préconise de transformer le conflit israélo-arabe en attaquant l'Iran. Or, c'est le même Elliott Abrams qui a organisé et financé la prise de pouvoir par la Coalition suprémaciste de Benjamin Netanyahu.

AMÉRIQUES

0002 Les armées US et chinoise rétablissent leur communication

Le général Charles Q. Brown Jr., président du Comité des chefs d'état-major US, et son homologue chinois, le général Liu Zhenli, se sont entretenus par téléphone sécurisé. C'était la première communication militaire de haut niveau entre les États-Unis et la Chine depuis août 2022, lorsque Bieijing a suspendu tous ces contacts pour protester contre la visite à Taïwan de l'ancienne présidente de la Chambre, Nancy Pelosi.

0003 Le Pentagone rappelle l'USS Gerald Ford

Le Pentagone a rappelé le groupe naval de l'USS *Gerald Ford* à sa base en Virginie. Il était stationné en Méditerranée et veillait à « protéger » Israël de son opposition interne durant le massacre des Gazaouis.

0004 Le département d'État offre des récompenses pour toute information sur les réseaux de financement du Hamas

Le département d'État a annoncé offrir des récompenses pouvant aller jusqu'à 10 millions de dollars pour toute information sur les facilitateurs financiers du Hamas. Un [communiqué](#) précise : « Des récompenses peuvent être fournies pour les informations conduisant à l'identification et à la perturbation de toute source de revenu du Hamas ou de ses principaux mécanismes de facilitation financière ; les principaux donateurs ou facilitateurs financiers du Hamas ; les institutions financières ou sur les sociétés de change facilitant les transactions du Hamas ; les entreprises ou les investissements détenus ou contrôlés par le Hamas ou ses financiers ; les sociétés écrans engagées dans l'achat international de technologies à double usage pour le compte du Hamas ; les régimes criminels impliquant des membres du Hamas et des partisans qui bénéficient financièrement à l'organisation ».

0005 Le Conseil national de Sécurité défend l'UNRWA

« L'UNRWA fait un travail important. Il fait beaucoup de déblocage en ce moment en ce qui concerne la tentative d'obtenir de la nourriture, de l'eau, des médicaments à la population de Gaza en haut et en bas de la bande. Ils font beaucoup de travail, et ils le font malgré le danger (...) Vous ne pouvez pas le tenir responsable des déprédations du Hamas et de la façon dont le Hamas utilise l'infrastructure civile, y compris les hôpitaux, pour le commandement et le stockage des armes et la détention d'otages » a déclaré l'amiral John

Kirkby, porte-parole du Conseil national de Sécurité.

0006 Selon le NYT, le raid des FDI sur l'hôpital al-Shifa était fondé sur des renseignements obsolètes

Selon le *New York Times*, se fondant sur les Renseignements des agences états-unienues, le Hamas et le Jihad islamique auraient bien utilisé l'hôpital al-Shifa de Gaza, mais s'en seraient retiré bien avant le raid des FDI.

0007 Le New York Times publie une tribune libre d'un dirigeant du Hamas

Le *New York Times* a publié une [tribune libre](#) de Yahya Sarraj, intitulée *I Am Gaza City's Mayor. Our Lives and Culture Are in Rubble* (Je suis le maire de la ville de Gaza. Nos vies et notre culture sont en décombres).

Yahya Sarraj étant membre du Hamas, le quotidien a été accusé d'antisémitisme.

0008 Démission d'un second haut-fonctionnaire US pour protester contre la politique vis-à-vis du génocide à Gaza

Après le haut-fonctionnaire juif Josh Paul au département d'État, c'est le haut-fonctionnaire musulman Tariq Habash qui a démissionné du département de l'Éducation. Selon ce dernier, l'Administration doit protéger tous les étudiants qui souhaitent protester contre la guerre, mais on observe un accroissement dramatique des violences contre eux.

« Je ne peux pas rester silencieux car cette administration ferme les yeux sur les atrocités commises contre des vies palestiniennes innocentes, dans ce que les principaux experts des Droits de l'homme ont appelé une campagne génocidaire du gouvernement israélien », a-t-il écrit. « Tout simplement, les critiques à l'égard du gouvernement israélien et ses violations du Droit international humanitaire ne sont pas antisémites (...) Les réclamations qui confondent les critiques du gouvernement israélien avec l'antisémitisme ne cherchent qu'à

faire taire la dissidence contre un gouvernement étranger », a-t-il poursuivi.

0009 Fin de l'aide US à l'Ukraine

L'amiral John Kirby, porte-parole du Conseil national de Sécurité a confirmé que le paquet d'aide à l'Ukraine de 250 millions de dollars, attribué par la Maison-Blanche fin décembre 2023, était probablement le dernier.

Pour être envoyée, l'aide à l'Ukraine doit être approuvée par les deux assemblées. Si le Sénat est dominé par la majorité présidentielle, la Chambre des représentants a exigé qu'en échange la Maison-Blanche renforce la protection aux frontières. Mais celle-ci a été refusée. Il n'y aura donc pas d'accord.

☞ La Maison-Blanche va devoir solliciter ses alliés afin qu'ils remplacent l'aide US. L'Union européenne devrait en prendre la plus grande part.

0010 L'affaire Epstein n'est pas close

Le représentant républicain Tim Burchett (Tennessee) a déclaré à *Rob Schmitt Tonight* sur Newsmax que les carnets de vol de *Lolita Express*, l'avion privé du milliardaire pédophile Jeffrey Epstein, n'avaient pas été publiés parce qu'il mettait en cause de nombreuses personnalités qui avaient fait chanter les parlementaires. Selon lui, la plupart des élus ont été saoulés un jour et se sont retrouvés nus dans une chambre de motel avec des prostitués, sous les yeux de caméras qui les enregistraient. Ils n'ont pas forcément fait quelque chose, mais ont perdu leur liberté.

☞ De nombreuses personnalités ont pris l'avion de Jeffrey Epstein, notamment les anciens présidents Bill Clinton et Donald Trump, le candidat à la présidentielle Robert F. Kennedy Jr., le prince Andrew, le milliardaire Bill Gates et l'acteur Kevin Spacey.

☞ Les efforts de la sénatrice républicaine Marsha Blackburn (Tennessee) pour divulguer

les carnets de vols de Jeffrey Epstein ont été longtemps bloqués par les démocrates.

Des documents révélant les noms de 170 personnalités amies ou impliquées avec Jeffrey Epstein viennent d'être révélés.

0011 Une étude sur la politisation du Renseignement US

John Gentry, ancien officier de la CIA et actuel éditeur de l'*International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, a publié un livre intitulé *Neutering the CIA : Why US Intelligence Versus Trump Has Long-Term Consequences* (Neutraliser la CIA : pourquoi les Renseignements US contre Trump ont des conséquences à long terme).

Selon lui, dès 2006, lorsque Michael Hayden était directeur de l'Agence, mais surtout à partir de 2016, lorsque Robert Gates lui avait succédé, la hiérarchie donnait instruction de fausser des rapports sur des personnalités politiques. Michael J. Morell avait alors publié une tribune libre en faveur de la candidature d'Hillary Clinton, puis l'Agence avait adopté le faux dossier de Christopher Steele contre la candidature de Donald Trump. Progressivement cela serait devenu une habitude à grande échelle. « Une nouvelle forme de politisation, considérablement plus forte et préjudiciable – un activisme politique partisan visant à nuire ou à détruire politiquement un président US en exercice – a pris racine dans certaines parties de la communauté du Renseignement. Cela éclipse les épisodes de politisation du passé en termes d'ampleur et d'importance, et cela promet d'avoir des conséquences négatives et durables ». Ce phénomène aurait atteint son apogée, en 2020, avec la publication d'une lettre de 51 hauts-responsables dénonçant les informations (aujourd'hui vérifiées) concernant Hunter Biden comme de la désinformation russe.

Citant des responsables actuels du Renseignement connaissant les activités internes, John Gentry estime que le nombre d'activistes radicaux au sein des 18 agences de Renseignement US, y compris la CIA, est faible.

Mais leur influence est significative et portée par les bureaux créés sous Barack Obama pour promouvoir et appliquer les politiques dites de diversité, d'équité et d'inclusion (DEI).

☞ Un débat se développe aux États-Unis sur la « militarisation » du gouvernement fédéral, c'est-à-dire sur l'organisation des fonctionnaires comme une armée au service d'un clan politique. Ainsi, la commission de la Chambre des représentants enquêtant sur la famille Biden se présente comme voulant démasquer la « militarisation » de l'administration Biden.

☞ Cette crise est distincte de celle provoquée par les Straussiens dans les années 80 à 2003.

0012 Joe Biden autorise l'interception de toutes communications électroniques des Européens

Le président Joe Biden a signé la prolongation de la section 702 du *Foreign Intelligence Surveillance Act* (FISA) jusqu'au 19 avril 2024.

Cette disposition, présentée comme une arme dans la lutte contre le terrorisme, est utilisée en fait, par la National Security Agency (NSA) pour intercepter la totalité des communications électroniques en Europe. Elle réduit à néant l'accord USA-UE en la matière (Data Privacy Framework).

0013 Trois nouveaux suspects de participation à la « tentative de coup d'État du 6 janvier »

Le FBI a arrêté en Floride trois nouvelles personnes pour leur participation à la « prise » du Capitole, le 6 janvier 2021. La réalité d'une tentative de coup d'État avait été établie par une commission *ad hoc* de la Chambre des représentants avant d'être remise en cause par la nouvelle Chambre.

0014 Donald Trump déclaré inéligible dans le Colorado et le Maine

Le Maine, prenant exemple sur le Colorado, a exclu Donald Trump de la prochaine campagne

électorale présidentielle. Il ne s'agit pas cette fois d'une décision de la Cour suprême de l'État fédéré, mais d'une décision unilatérale de son secrétaire d'État.

Dans les deux cas, ces décisions interprètent l'article 3 du 14^e amendement de la Constitution fédérale. Celui-ci dispose : « Nul ne sera sénateur ou représentant au Congrès, ou électeur des président et vice-président, ni n'occupera aucune charge civile ou militaire du gouvernement des États-Unis ou de l'un quelconque des États, qui après avoir prêté serment, comme membre du Congrès, ou fonctionnaire des États-Unis, ou membre d'une législature d'État, ou fonctionnaire exécutif ou judiciaire d'un État, de défendre la Constitution des États-Unis, aura pris part à une insurrection ou à une rébellion contre eux, ou donné aide ou secours à leurs ennemis. Mais le Congrès pourra, par un vote des deux tiers de chaque Chambre, lever cette incapacité ».

Elles s'appuient sur le rapport du Congrès sur la tentative de coup d'État du 6 janvier 2021. Problème, ce rapport a été démenti lors du changement de Congrès : il n'y a jamais eu de tentative de coup d'État, mais une manifestation qui a mal tournée du fait de l'incapacité de la police du Capitole à la gérer selon les procédures en vigueur.

Il appartiendra à la Cour fédérale de dire si ces exclusions sont compatibles ou pas avec la Constitution de l'État fédéral.

0015 La contestation de l'élection présidentielle US de 2020 se renforce

Le *Washington Post* a posé les mêmes questions qu'en 2021 pour un sondage sur la légitimité de l'élection présidentielle de 2020.

Alors qu'ils étaient 29 %, il y a trois ans, à penser que Joe Biden avait été déclaré vainqueur de manière illégale, ils sont aujourd'hui 36 % à le penser. 33 %, affirment qu'il existe des « preuves solides » d'une fraude électorale généralisée.

Ils étaient 69 % à penser que Joe Biden avait été légitimement élu, ils sont aujourd'hui 62 %.

0016 Le NYT fait un procès à OpenAI et Microsoft

Le *New York Times* réclame des milliards de dollars de dommages et intérêt à OpenAI et à son bailleur de fonds, Microsoft, pour s'être emparés de ses articles et les avoir utilisés pour développer leurs programmes d'Intelligence artificielle en violation des droits d'auteur.

0017 États d'urgence en Équateur

Adolfo Macias, alias « oncle Fito », chef d'un gang de 8 000 hommes, Los Choneros, détenu dans une prison de haute sécurité de Guayaquil, s'est évadé, le 7 janvier. Immédiatement des révoltes ont éclaté dans différentes prisons. Des gardiens ont été pris en otage et exécutés. Le nouveau président Daniel Noboa, le « roi de la banane », a déclaré l'état d'urgence.

Des gangsters ont fait une apparition sur le plateau d'une télévision publique et pris en otage les journalistes.

Lors de la dernière élection présidentielle, le candidat anti-corruption, Fernando Villavicencio, avait été assassiné le 9 août durant le premier tour, puis ses assassins avaient eux mêmes été assassinés. On avait alors cité Los Choneros pour l'exécution du contrat, mais pas le donneur d'ordre.

Dès sa prise de fonction, le président Daniel Noboa avait abrogé la tolérance en matière de drogues instituée par son lointain prédécesseur Rafael Correa.

0018 La Colombie et l'épave du San José

Juan David Correa, ministre colombien de la Culture, a annoncé que son gouvernement tenterait de fouiller l'épave du galion *San José* au printemps prochain. Il a précisé qu'il s'agirait d'une expédition scientifique et non pas d'une exploitation commerciale de l'épave.

Le trésor du « Saint Graal des épaves » est estimé entre 10 et 17 milliards d'euros. Le galion transportait 200 tonnes d'or, d'argent et de pierres précieuses lorsqu'il a été coulé, en 1708, par la marine britannique.

La propriété de l'épave est revendiqué par la société Sea Search Armada qui prétend l'avoir découverte en 1982, soit 48 ans avant la Colombie, et par l'Espagne, au nom de la convention de l'Unesco, sur la protection du patrimoine culturel subaquatique. Cependant la Colombie n'est pas signataire de ce traité.

0019 Le Guyana demande l'aide militaire des États-Unis contre le Venezuela

Le Guyana a officiellement demandé aux États-Unis de l'aider à assurer sa sécurité face aux menaces du Venezuela. Ces déclarations font suite au voyage sur place de Daniel P. Erikson, secrétaire adjoint US à la Défense pour l'hémisphère occidental. Cette évolution contredit l'esprit de l'accord en 11 points signé par les présidents Irfaan Ali et Nicolás Maduro (VAI n°67).

0020 La droite sud-américaine et l'Ukraine

Les présidents uruguayen et argentin (le libéral Luis Alberto Lacalle Pou et le libertaire Javier Milei) devraient participer à la réunion organisée, le 14 janvier à Davos (Suisse), par leur homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky.

👉 Historiquement, l'Uruguay et l'Argentine étaient très engagés dans le mouvement nazi international avant la Seconde Guerre mondiale. Ils disposaient aussi de minorités « nationalistes intégrales » ukrainiennes.

0021 L'Argentine renonce aux BRICS

Dans une lettre adressée par le président argentin Javier Milei à chaque membre des BRICS, il écrit : « L'incorporation de la République argentine aux BRICS en tant que membre à part entière à partir du 1er janvier 2024 n'est pas considérée comme appropriée ».

Il avait déclaré le 16 août à Bloomberg : « D'un point de vue géopolitique, nous nous alignerons avec l'Occident, incarné pour nous, par les États-Unis et par Israël ».

0022 Manifestations monstres en Argentine

Les manifestations monstres se succèdent en Argentine contre le « décret de nécessité et d'urgence » (DNU). Ce document de 83 pages prévoit la modification ou l'abrogation de plus de 300 normes en vigueur : dérégulation du locatif immobilier, privatisations d'entreprises publiques, suppression des « prix justes » dans les super-marchés, flexibilisation de la loi du travail, etc. Un paquet de projets de lois accompagne ce grand chamboulement, en proposant la refonte de multiples domaines : droit du travail, fiscalité, politique électorale, calcul des retraites, etc. Le point le plus controversé reste celui instituant « l'état d'urgence en matière économique, financière, fiscale, de Sécurité, de Défense, tarifaire, énergétique, sanitaire, administrative et sociale jusqu'au 31 décembre 2025 ».

0023 Préparation d'attentat anti-israélien à Buenos Aires

La police argentine a déclaré : « Des faits ont été évoqués dans le pays : trois citoyens d'origine syrienne et libanaise qui, après leur arrivée sur différents vols, devaient se réunir dans la ville de Buenos Aires pour planifier un éventuel acte terroriste ». Elle n'a pas précisé si des arrestations avaient eu lieu. Le quotidien *Clarín* avait révélé qu'un attentat se préparait lors des Jeux panaméricains.

☞ Cette affaire intervient après une autre au Brésil où le Mossad — et lui seul — avait accusé des immigrés d'ourdir un attentat pour le compte du Hezbollah libanais. L'Argentine a déjà connu deux attentats (en 1992 contre l'ambassade d'Israël et en 1994 contre l'Association mutuelle israélite argentine) tuant 113 personnes et en blessant 472. Des enquêtes contradictoires n'ont pas permis de déterminer les auteurs. Une partie de la classe politique

argentine et les États-Unis persistent à en tenir le Hezbollah pour responsable, ce qu'il dément.

EUROPE

0024 Deux navires de la Royal Navy interdits dans les détroits du Bosphore et des Dardanelles

En application de la Convention de Montreux sur la circulation dans les détroits, la Türkiye a interdit le passage à deux navires de la Royal Navy. Celle-ci a prétendu qu'Ankara n'en avait pas le droit car elle n'est pas en guerre contre l'Ukraine, mais la Convention interdit aussi les navires « en cas de menace d'agression ».

0025 Le pape François ne mâche pas ses mots sur la répression israélienne des Palestiniens

Dans son [message de Noël](#), le pape François a qualifié la guerre à Gaza de « voyage sans but, défaite sans vainqueur, folie sans excuse ». Pour qu'il n'y ait pas d'erreur d'interprétation, il a évoqué « l'odieuse attaque du 7 octobre », signifiant qu'il rejetait la narration de Benjamin Netanyahu selon laquelle la guerre serait une riposte à cette attaque. Enfin, il a demandé « que cessent les opérations militaires, avec leur effroyable suite de victimes civiles innocentes » et a plaidé pour une solution de la question palestinienne.

Lors d'un appel téléphonique, le pape François avait déjà répondu au président israélien, Isaac Herzog, stupéfait : « Il est interdit de répondre à la terreur par la terreur ».

0026 Le Saint-Siège amende son autorisation de bénédiction des couples de même sexe

Faisant marche arrière sur la question de la bénédiction des couples de même sexe, la Congrégation pour la doctrine de la Foi a publié une note explicative de *Fiducia supplicans*. Elle présente cette disposition comme une possibilité et non plus comme une obligation et confie le soin aux évêques de décider sa mise en œuvre.

L'essentiel pour le Saint-Siège est d'affirmer que cette pratique n'est pas hérétique.

0027 François appelle au respect du Droit international humanitaire

Recevant le corps diplomatique, le pape François a déclaré : « Au début de cette année, l'exhortation du Concile Vatican II, dans *Gaudium et spes*, résonne plus que jamais actuelle : "Il existe, pour tout ce qui concerne la guerre, diverses conventions internationales, qu'un assez grand nombre de pays ont signées en vue de rendre moins inhumaines les actions militaires et leurs conséquences. [...] Ces accords doivent être observés ; bien plus, tous, particulièrement les autorités publiques ainsi que les personnalités compétentes, doivent s'efforcer autant qu'elles le peuvent de les améliorer et de leur permettre ainsi de mieux contenir, et de façon plus efficace, l'inhumanité des guerres" ».

0028 La Cour des comptes française repousse la publication d'un de ses rapports pour que les parlementaires n'en aient pas connaissance en temps voulu

La Cour des comptes française vient de rendre un rapport intitulé *La politique de lutte contre l'immigration irrégulière*.

La Constitution française dispose : « La Cour des comptes assiste le Parlement dans le contrôle de l'action du Gouvernement. Elle assiste le Parlement et le Gouvernement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances et de l'application des lois de financement de la sécurité sociale ainsi que dans l'évaluation des politiques publiques. Par ses rapports publics, elle contribue à l'information des citoyens. Ses rapports sont purement informatifs et les incitent à se réformer » (art. 47-2).

Problème : le président de la Cour, Pierre Moscovici, s'est vanté d'avoir repoussé sa publication jusqu'à ce que le parlement ait terminé le débat et le vote de la loi sur l'immigration. Mis en cause pour avoir failli à son mandat, il a indiqué avec arrogance qu'il

aurait pu tout simplement empêcher sa publication.

0029 La France, l'Espagne et l'Italie refusent de soutenir les hostilités contre les Gazaouis

La France, l'Espagne et l'Italie se sont officiellement retirées de la coalition créée par les États-Unis pour assurer la liberté de circulation en mer Rouge face à Ansar Allah (*Operation Prosperity Guardian*). C'est un revers majeur pour Washington. Paris, Madrid et Rome considèrent qu'un cessez-le-feu pérenne à Gaza serait plus efficace qu'une action militaire.

☞ Cette décision n'a pas été rendue publique en France. Il semble qu'elle soit imputable à un refus des militaires et que le président Emmanuel Macron s'y soit résigné.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

0030 Le soutien allemand à l'Ukraine n'a servi à rien

Selon *Der Spiegel*, le député Sebastian Schäfer (Alliance 90/Les Verts) s'est rendu en Lituanie et en Ukraine. Il a pu constater que la grande majorité des chars Leopard 2 qui devaient faire la différence sur le champ de bataille ukrainien sont aujourd'hui hors d'usage.

0031 Grande grève en Allemagne contre la coalition du chancelier Olaf Scholz

Les agriculteurs, les transporteurs routiers et les cheminots, ainsi que de nombreuses petites entreprises organisent une grève en Allemagne. Ils dénoncent la politique du gouvernement de

la coalition du chancelier Olaf Scholz (libéraux-socialistes-verts) et réclament un changement profond de cap. On s'attend à ce que tous les axes de communication soient saturés jusqu'à ce que le gouvernement cède, au moins partiellement.

0032 Siemens accuse 600 millions d'euros de perte du fait des « sanctions » contre la Russie

La transnationale allemande Siemens a révélé avoir subi une perte de 600 millions d'euros, suite à sa décision de quitter le marché russe sur fond de pression occidentale et de mesures coercitives unilatérales (qualifiées de « sanctions » par la propagande atlantiste) contre Moscou.

Les pertes auraient été subies par la filiale du groupe Mobility. Le conglomerat avait créé un réseau de dépôts en Russie pour l'entretien et la réparation des trains Sapsan et Lastochka en coopération avec les chemins de fer russes. Ses filiales produisaient des convertisseurs de fréquence et des moteurs de traction.

Plusieurs grandes entreprises, dont Siemens et Volkswagen, ont demandé des indemnités au gouvernement fédéral.

0033 Pour Martin Wijnen, les Pays-Bas doivent s'armer face à la Russie

Le général Martin Wijnen, commandant de l'Armée de Terre néerlandaise, a affirmé que Moscou avait des visées sur les pays baltes, après en avoir fini avec l'Ukraine. Dans un entretien à *De Telegraaf*, il a déclaré : que les Pays-Bas « doivent travailler sur [leur] préparation opérationnelle, s'assurer que nous disposons d'une dissuasion suffisante pour priver tout adversaire du courage de [nous attaquer] ».

0034 Accord de Défense dano-US

Les États-Unis et le Danemark sont convenus d'un accord de coopération en matière de Défense qui donnera aux forces US l'accès aux bases militaires du pays. Les États-Unis seront

autorisés à stationner en permanence des soldats dans les bases militaires de Karup, Skrydstrup et Aalborg, et à stocker des armes et du matériel sur le sol danois, a déclaré la Première ministre Mette Frederiksen.

0035 L'Estonie prête à arrêter les immigrés ukrainiens pour les contraindre à la mobilisation

Lauri Läänemets, ministre estonien de l'Intérieur (social-démocrate), s'est dit prêt à arrêter les hommes immigrés ukrainiens, entre 25 et 60 ans, et à les extraditer pour les soumettre à la conscription.

La Verkhovna Rada (parlement) ukrainienne s'apprête à adopter un projet de loi faisant obligation aux hommes émigrés de se faire connaître à leur ambassade afin de pouvoir être mobilisés.

Il y a si peu d'hommes acceptant de servir le régime de Kiev que l'âge moyen des conscrits ukrainiens est désormais de 43 ans.

0036 Les agriculteurs polonais bloquent à nouveau la frontière ukrainienne

Les agriculteurs polonais, secondés par les transporteurs routiers, ont repris leur mouvement de blocage de la frontière ukrainienne. Constatant la passivité du gouvernement de Donald Tusk face à la concurrence déloyale de l'Ukraine, il l'ont mis en demeure de convenir d'un accord écrit, faute de quoi, leur mouvement pourrait durer très longtemps.

0037 L'UE souhaite imposer une solution au conflit israélo-palestinien

Josep Borrell, haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, a déclaré : « Je crois que nous avons appris au cours de ces 30 années que la solution doit être imposée de l'extérieur parce que les deux parties ne seront jamais en mesure de parvenir à un accord (...) Si cette tragédie ne

s'arrête pas rapidement, tout le Moyen-Orient pourrait finir par être en flammes ».

0038 Les Kosovars exemptés de visas dans l'espace Schengen

À partir du 1^{er} janvier 2024, les ressortissants kosovars sont dispensés de passeport et de visa dans l'espace Schengen.

Le patronat kosovar craint que cette mesure n'incite à une forte émigration. Le gouvernement du Premier ministre Albin Kurti a mené depuis plusieurs mois une campagne de sensibilisation pour inviter ses concitoyens à ne pas abuser de cette facilité de voyage.

0039 Manifestations pro-occidentale en Serbie

Selon les résultats officiels des législatives serbes, le parti SNS (droite nationaliste) du président Aleksandar Vučić a remporté 46% des voix contre 23,5% à la coalition de l'opposition.

« La Serbie contre la violence » réclame l'invalidation du scrutin auquel des Serbes de Bosnie ont participé. Elle est rejointe par des groupes d'étudiants depuis près de deux semaines. Elle a participé à une manifestation d'un groupe d'intellectuels, d'artistes et de célébrités, ProGlass (jeu de mot qui signifie à la fois « proclamation » et « pro-vote »).

Des banderoles « Euromaidan Serbie » ont fait leur apparition dans ces manifestations.

0040 Les États-Unis s'opposent à la sécession des Serbes de Bosnie

Deux F-16 Fighting Falcon de l'US Air Force ont survolé la Bosnie en signe de soutien à l'intégrité de ce pays des Balkans face à la politique sécessionniste de plus en plus forte du dirigeant des Serbes de Bosnie, Milorad Dodik.

Selon l'ambassade US à Sarajevo : « Les États-Unis ont souligné que la Constitution [de Bosnie-Herzégovine] ne prévoit aucun droit à la sécession et qu'ils agiront si quelqu'un tente de

modifier cet élément fondamental des accords de paix de Dayton qui ont mis fin à la guerre de 1992 dans le pays ».

☞ En 1992, la délégation de Bosnie-Herzégovine à Dayton était présidée par l'ancien collaborateur nazi Alija Izetbegović, assisté du Straussien états-unien Richard Perle.

☞ En vertu du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », le droit de sécession n'a pas à être indiqué dans une Constitution lorsqu'il concerne un peuple distinct

0042 La crise Zelenski/Zaloujny

Le général Valeri Zaloujny, commandant en chef des forces armées d'Ukraine, a démenti les propos tenus par le président Volodymyr Zelenski lors d'une de ses adresses à la Nation. Selon lui, il n'a jamais demandé la mobilisation de 450 000 à 500 000 hommes.

L'affrontement entre les deux personnalités est désormais public.

- 1 - Le général Valeri Zaloujny a déclaré à *The Economist* que la guerre était dans une impasse, alors que le président annonçait la victoire ;
- 2 - Le président avait envisagé de nommer le général ministre de la Défense pour l'éloigner du terrain, mais l'intéressé a refusé.
- 3 - Selon Strana.ua, le président a repoussé l'élection présidentielle car il craint une candidature du général.
- 4 - Le président a qualifié dans le *Sun* de grave erreur la volonté de militaires d'entrer en politique.

0043 Les orthodoxes ukrainiens adoptent le calendrier occidental

Le président Volodymyr Zelensky a décidé que les Ukrainiens ne fêteraient plus Noël selon le calendrier orthodoxe, le 7 janvier, mais conformément au calendrier occidental, le 25 décembre.

0044 Les services russes sont parvenus à effacer le cœur du principal opérateur de télécom ukrainien

Selon Illia Vitiuk, chef du service de cybersécurité du service de Sécurité de l'Ukraine (SBU), cité par [Reuters](#), les hackers russes sont parvenus, au début de la guerre, à pénétrer les services du principal pourvoyeur d'accès télécom d'Ukraine. Ils ont effacé « presque tout », y compris des milliers de serveurs virtuels et d'ordinateurs personnels, a-t-il dit, la décrivant comme probablement le premier exemple d'une cyberattaque qui « a complètement détruit le cœur d'un opérateur de télécommunications ».

0045 La guerre ne fait plus recette en Ukraine

Selon le *New York Times*, l'émission de la télévision ukrainienne chargée de la narration de la guerre, *Telemarathon United News*, a perdu les trois-quarts de son audience.

0046 L'Ukraine utilise des missiles tchèques contre des civils en Russie

Utilisant des missiles tchèques, l'armée ukrainienne a bombardé la ville de Belgorod tuant 24 civils et en blessant 108 autres. En réplique, l'armée russe a bombardé l'hôtel Kharkov Palace, éliminant les responsables des services de Renseignement impliqués dans l'attaque. L'immeuble abritait aussi 200 mercenaires. D'autres cibles militaires ont été détruites dont l'unité Kraken, le centre du commandement spatial, des dépôts de fuel à Kharkov.

La Russie a convoqué une réunion du Conseil de Sécurité sur l'attaque ukrainienne contre des civils. Elle a demandé à la République tchèque de venir s'expliquer. Mais celle-ci n'a pas souhaité participer aux débats.

👉 Selon le Droit international, tout État producteur d'armes est responsable de leur usage. À la différence des armes mises à disposition de l'Ukraine depuis le début du conflit, les missiles tchèques ont été utilisés

contre des civils en Russie et non pas contre des militaires dans les zones contestées du pays.

Washington avait jusqu'ici pris grand soin à ne pas étendre le conflit. La République tchèque est présidée depuis le 9 mars par le général Petr Pavel, qui fut président du comité militaire de l'Otan de 2015 à 2018.

0047 La Russie enseigne ce que les Occidentaux considèrent comme des fake news

Les nouveaux manuels scolaires russe présentent la défaite de Donald Trump à l'élection présidentielle de 2020 comme le résultat d'une vaste fraude électorale orchestrée par le Parti démocrate.

Le 24 novembre, le président Vladimir Poutine, visitant une exposition sur l'Intelligence artificielle, s'est fait expliquer que les images des astronautes états-uniens de la mission Apollo XV marchant sur la lune ont été trafiquées. Jusqu'ici, la communauté scientifique russe était divisée : les pro-États-Unis affirmant que l'homme a marché sur la Lune et les pro-Russie qu'il s'agit d'une intoxication typique de la Guerre froide.

AFRIQUE

0048 L'Égypte et la Jordanie face à la guerre à Gaza

Le président égyptien, Abdel Fattah el-Sisi, a reçu le roi de Jordanie, Abdullah II. Les deux hommes ont souligné la nécessité de contrer toute tentative d'occuper des parties de Gaza, de construire des zones tampons dans la bande de Gaza ou de la séparer de la Cisjordanie. Ils ont mis en garde contre la poursuite de la guerre, qui pourrait plonger la région dans une catastrophe que tout le monde paiera.

0049 Vers un rétablissement des relations diplomatiques égypto-iraniennes

L'Égypte et l'Iran mènent des pourparlers qui devraient se conclure par le rétablissement de leurs relations diplomatiques, interrompues depuis 40 ans.

0050 Le Burkina Faso rétablit ses relations avec la Russie

La Russie a rouvert son ambassade au Burkina Faso, fermée en 1992. Le poste est actuellement occupé par l'ambassadeur russe en Côte d'Ivoire, mais un diplomate permanent sera bientôt désigné par le président Vladimir Poutine.

0051 Accord Éthiopie-Somaliland

L'Éthiopie a signé un accord avec le Somaliland. En échange d'un accès à 20 kilomètres de ses côtes et d'une partie du port de Berbera pour 50 ans, l'Éthiopie reconnaît le Somaliland comme un État indépendant.

La Somalie, qui considère le Somaliland comme une de ses provinces, a dénoncé cet accord et adopté une loi l'invalidant. Simultanément, la Somalie cherche le soutien de l'Éthiopie et de l'Égypte qui l'ont poussée à l'affrontement.

0052 Attaque de Peuls au Nigeria

Au Nigeria des Peuls ont attaqué et incendié 17 villages de la région du Plateau. Cette attaque a fait au moins 200 morts, 500 blessés et des milliers de déplacés.

0053 Hemeti noue des alliances

Le « général » Mohamed Hamdan Dagalo, dit « Hemeti » s'est rendu en visite officielle en Ouganda et en Éthiopie après que la réunion prévue à Djibouti avec son rival, le général Abdel Fattah al Burhan, ait été annulée.

0054 La candidature d'Ousmane Sonko rejetée par le Conseil constitutionnel

La Cour suprême du Sénégal a confirmé la condamnation d'Ousmane Sonko à six mois de prison avec sursis et 200 000 millions de francs CFA (soit 305 000 euros) pour diffamation envers le ministre du Tourisme, Mame Mbaye Niang.

Puis, le Conseil constitutionnel a rejeté sa candidature à l'élection présidentielle dans laquelle il partait favori.

0055 Nana Akufo-Addo accusé de couvrir la corruption

Le procureur spécial ghanéen, Kissi Agyebeng, a décidé de ne pas poursuivre pour corruption l'ancien ministre adjoint des Finances, Charles Adu Boahen. Or, celui-ci a été piégé par l'association Tiger Eye PI qui l'a enregistré en vidéo. On l'y voit demander à un investisseur de prévoir 200 000 dollars de pot-de-vin au vice-président, Mahamudu Bawumia, et 20 % de ses gains.

Le magistrat a considéré que ces propos n'ayant pas été suivis d'effet, il n'y avait pas lieu à poursuite.

L'ensemble de l'opposition accuse le président Nana Akufo-Addo de couvrir la corruption de son administration.

0056 Nouvelle constitution au Tchad

Le référendum constitutionnel tchadien n'a intéressé que 63 % des inscrits. Il visait à substituer un régime semi-présidentiel au régime présidentiel actuel, comme celle de 1996, mais ne traitait pas de la question fédérale.

Les résultats ont été : « Pour » 85,90 %, « Contre » 14,10 %. L'adoption de la nouvelle constitution ouvre la voie à un retour du pouvoir aux civils, via l'organisation d'élections législatives et d'une élection présidentielle à laquelle pourra se présenter l'actuel président du

Conseil militaire de transition, le général Mahamat Idriss Déby.

0057 Difficile élection présidentielle en RDC

L'élection présidentielle en République démocratique du Congo (RDC) s'est en définitive terminée avec les résultats suivants :

- Félix Tshisekedi (UDPS), 13 215 366 voix, soit 73,34 % des suffrages exprimés
- Moïse Katumbi (EPR), 3 258 538 voix, 18,08 % des suffrages exprimés
- Martin Fayulu (ECiDé), 960 478 voix, 5,33 % des suffrages exprimés
- Adolphe Muzito (Nouvel élan), 201 066 voix, 1,12 % des suffrages exprimés

Chacun des 15 autres candidats a obtenu moins d'1 % des suffrages. Parmi eux, le Prix Nobel de la paix Denis Mukwege (Indépendant) n'a obtenu que 0,22 % des suffrages.

L'Union européenne et la Communauté de l'Afrique de l'Est, dont le RDC est membre, ont refusé d'envoyer des équipes d'observateurs électoraux, invoquant des problèmes de sécurité et, à l'avance, des questions sur l'intégrité des élections.

0058 L'Afrique du Sud saisit la Cour internationale de Justice contre Israël pour génocide

Le 29 décembre 2023, l'Afrique du Sud a déposé plainte contre Israël devant la Cour internationale de Justice. Dans sa plainte, elle explique que « les actes et omissions d'Israël revêtent un caractère génocidaire, car ils s'accompagnent de l'intention spécifique requise (...) de détruire les Palestiniens de Gaza en tant que partie du groupe national, racial et ethnique plus large des Palestiniens » et que, « par son comportement — par l'intermédiaire de ses organes et agents et d'autres personnes et entités agissant sur ses instructions ou sous sa direction, son contrôle ou son influence — à l'égard des Palestiniens de Gaza, Israël manque aux obligations qui lui incombent au titre de la convention contre le génocide ». La

demanderesse avance également qu'« Israël, en particulier depuis le 7 octobre 2023, manque à son obligation de prévenir le génocide, ainsi qu'à son obligation de punir l'incitation directe et publique à commettre le génocide ». Enfin qu'Israël « s'est livré, se livre et risque de continuer à se livrer à des actes de génocide contre le peuple palestinien à Gaza ».

La [requête de l'Afrique du Sud](#) s'appuie sur de nombreux documents des Nations unies et comprend sept pages de citations des officiels israéliens revendiquant d'éliminer physiquement les Gazaouis (cf. pp. 59 à 66).

C'est la première fois qu'Israël comparaît devant la CIJ. Pour ce faire, il a désigné Malcolm Shaw, professeur de Droit international à l'université de Leicester, pour le représenter. Dans les années 90, il avait représenté le Cameroun contre le Nigeria devant la CIJ. La Cour avait alors donné raison au plaignant et avait confirmé la validité des frontières coloniales. En outre, il a désigné Aharon Barak, ancien président de la Cour suprême, comme juge israélien à la CIJ.

☞ Cette plainte ne vise pas à faire cesser l'action des FDI. Israël ne respecte aucune décision du Droit international et la procédure pourrait durer plusieurs années. Elle vise à condamner moralement le camp occidental, ce qui est la première étape pour le contraindre à respecter le Droit international. La Cour pourrait aussi, à un moment de la procédure, prendre une ordonnance provisoire exigeant qu'Israël prenne des mesures pour prévenir des actes qui pourraient être ultérieurement considérés comme génocidaires. Si Israël ne les exécute pas, les États membres des Nations unies seront contraints de limiter leurs relations diplomatiques avec lui.

☞ L'amiral John Kirby, porte-parole du Conseil national états-unien de Sécurité, a commenté : « Nous trouvons cette plainte sans fondement juridique, contre-productive et totalement dénuée de fondements factuels ».

☞ Le ministère turc des Affaires étrangères a, au contraire, félicité l'Afrique du Sud, déclarant : que les actions israéliennes « ne devraient en aucun cas rester impunies, et les responsables de cette obligation doivent être tenus responsables devant le droit international ».

Identiquement, la Malaisie a communiqué : « L'action en justice contre l'État hébreu devant la CIJ est un pas opportun et tangible vers la responsabilité juridique des atrocités commises par les Israéliens à Gaza et dans l'ensemble du territoire palestinien occupé ».

Cependant, pour le moment, aucun État n'a annoncé se joindre à la procédure. À titre d'exemple, ils furent 22 à se joindre à l'Ukraine contre la Russie.

☞ L'Afrique du Sud a subi les exactions des sionistes révisionnistes durant l'apartheid. Ceux sont eux qui sont venus organiser les bantoustans, expérimenter leur bombe atomique dans le désert et lancer un programme d'armes biologiques.

0059 L'ANC se prépare à perdre la majorité absolue

Le Congrès national africain (ANC) devrait perdre sa majorité absolue lors des prochaines élections générales. Selon les sondages, il ne devrait plus obtenir que de 45 à 49 % des suffrages. Cela impliquera un changement profond des mentalités dans un pays où l'ANC est incontesté depuis la fin de l'apartheid, mais ne menacera pas son pouvoir car il pourra aisément obtenir une majorité à l'Assemblée nationale. Le président Cyril Ramaphosa pourrait cependant être renversé par ses rivaux au sein de son propre parti, principalement l'ancien président Jacob Zuma.

Les dernières vidéos de Thierry Meyssan pour le *Courrier des stratégies*

Dans [la première](#), il explique que seul Ansar Allah a trouvé un moyen de faire cesser le massacre : interrompre les transports maritimes israéliens via le canal de Suez et la mer Rouge. Cependant, les États-Unis, qui prétendent par ailleurs vouloir ramener Israël à la raison, continuent de fournir Tel-Aviv en obus et en bombes. Surtout, ils relancent la guerre au Yémen et mettent en place une force occidentale contre Ansar Allah.

Dans [la seconde](#), il traite de la mutation du conflit israélo-arabe. Selon lui, le gouvernement suprémaciste de Benjamin Netanyahu tente de substituer un conflit Occident/Axe de la Résistance à celui d'Israël/Hamas. Il explique en détail la manière dont le Mossad procède au nettoyage intérieur du Hamas en éliminant les leaders de son courant indépendantiste au profit de la Confrérie des Frères musulmans ; un sujet totalement occulté par les grands médias. En outre, il exprime sa surprise et son admiration devant le refus de l'état-major français de participer à l'opération états-unienne Gardien de la Prospérité pour couvrir le massacre à Gaza.

ASIE

0060 La Cour suprême invalide la prise du pouvoir par la coalition suprémaciste juive de Benjamin Netanyahu

La Cour suprême israélienne a invalidé un article de la réforme judiciaire voulue par la coalition de Benjamin Netanyahu. Il interdisait aux juges de la Cour suprême de s'opposer à des décisions, ou le plus souvent des nominations, du gouvernement au motif qu'elles seraient « déraisonnables ».

Cette décision rétablit une partie de l'équilibre des pouvoirs dans un pays ne disposant pas de Constitution.

L'ancien Premier ministre Yair Lapid, a déclaré « soutenir totalement » la Cour, qui « protège les

citoyens israéliens ». Benny Gantz, un rival de Netanyahu mais aujourd'hui membre du cabinet de guerre, a souligné que la décision devait « être suivie ». Shikma Bressler, l'un des leaders de la contestation, a fait part de son « soulagement » de voir écarter « la menace d'une dictature » tandis que l'association des Frères d'armes assure que « l'ordre du jour doit être l'unité » et qu'« Israël ne doit pas revenir à l'heure des divisions ».

Durant dix mois, Israël avait été traversé par une profonde crise politique, la moitié du pays manifestant contre l'autre moitié. Seule, l'attaque de la Résistance palestinienne, le 7 octobre, avait interrompu la crise.

0061 Tzvika Foghel réserve le même sort à la Cour suprême qu'au Hamas

Tzvika Foghel, député du parti suprémaciste Otzma Yehudit (Force juive), a déclaré sur X : « Nous détruirons d'abord le Hamas. Bientôt, nous nous occuperons du Hezbollah et, pour le dessert, nous finirons par la Cour suprême. Il y a du temps pour tout. Patience ».

0062 Le bombardement du couvent des Missionnaires de la Charité n'était pas un accident

Selon *Politico*, les FDI ont utilisé les coordonnées satellites détaillées des propriétés de l'Église catholique à Gaza pour les attaquer. Elles avaient été transmises par Catholic Relief Services au Congrès des États-Unis qui les avaient fait suivre aux FDI.

Les FDI ont prétendu ignorer qu'ils ciblaient le couvent des Missionnaires de la Charité et croyaient viser un repaire du Hamas. Ils disposaient pourtant des coordonnées GPS exactes ainsi que l'attestent les mails échangés entre le Congrès et l'état-major.

0063 Eli Cohen refuse le renouvellement des visas du personnel de l'Onu

Eli Cohen, ministre israélien des Affaires étrangères, a posté sur X qu'il avait ordonné à

son personnel de refuser la prolongation du visa et de rejeter une demande de visa pour les employés de l'Onu en raison de la conduite de l'organisation après le massacre du 7 octobre et tout au long de la guerre à Gaza.

0064 Mgr. Moussa el-Hage dément avoir été reçu par Isaac Herzog

Selon un communiqué de la présidence israélienne, Mgr. Moussa el-Hage, vicaire patriarcal maronite de Haïfa et de Jérusalem, et Mgr. Camille Semaan, évêque de l'Église syriaque-catholique à Jérusalem, ont participé aux côtés de divers ecclésiastiques chrétiens à la cérémonie de vœux du président israélien Isaac Herzog.

☞ Mgr. Moussa el-Hage est Libanais, or le Liban et Israël sont en guerre. L'annonce de sa rencontre avec Isaac Herzog a soulevé un tollé au Liban. Cependant, il a démenti s'être rendu à cette cérémonie.

0065 Négociations israélo-Hamas

Les négociations conduites par le Qatar, interrompues après l'assassinat de Saleh al-Aroui à Beyrouth, reprennent au Caire. Elles portent sur un cessez-le-feu en plusieurs temps :

- Phase I : libération de 40 à 50 otages israéliens en échange de 120 à 150 otages palestiniens (qualifiés de « prisonniers » par Israël, même s'ils n'ont pas été inculpés, ni jugés).
- Phase II : création d'une autorité politique pour l'ensemble des Territoires palestiniens, incluant des technocrates issus des différents partis, dont le Hamas et le Fatah.
- Phase III : libération des otages restants, y compris des soldats israéliens et des combattants palestiniens.

Plusieurs problèmes restaient en suspens :

- le rôle de Mohamed Dahlan, qui fut nommé ministre de la Sécurité par le Premier ministre Mahmoud Abbas contre l'avis du président Yasser Arafat. Il est considéré comme ayant ourdi l'empoisonnement d'Arafat même si les

faits n'ont pas été prouvés. Des lettres échangées avec les autorités israéliennes attestent en tous cas qu'il entendait l'assassiner. Cet ami d'enfance de Yahya Sinwar est aujourd'hui réfugié aux Émirats arabes unis. Il a envoyé son assistant en Égypte prendre contact avec le Hamas et s'est rendu quatre fois au Qatar depuis le 7 octobre.

- la libération par Israël de trois prisonniers importants :

1 - Marwan Barghouti, leader de Tanzim, une milice du Fatah opposée aux accords d'Oslo ;

2 - Ahmad Saadat, secrétaire général du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) ;

3 - Abdullah Barghouti, cadre du Hamas.

0066 Tony Blair et Israël

Comme nous l'avions annoncé, l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair s'est rendu en Israël. Il y a rencontré le Premier ministre Benjamin Netanyahu et le général Benny Gantz.

Tony Blair pourrait être chargé de l'« évacuation humanitaire » des deux millions de Gazaouis.

0067 Les FDI torturent et pillent systématiquement les civils gazaouis

Le *Magazine 972* a interrogé de nombreux civils palestiniens qui avaient été arrêtés à Gaza par les FDI, déshabillés en sous-vêtements et emmenés en camion de chantier pour être interrogés. Tous, sans exception, ont raconté les tortures qu'ils ont subies attachés à des grillages, électrocutés et brûlés avec des cigarettes.

« L'armée israélienne a libéré ses soldats dans la bande de Gaza non seulement pour tuer, mais aussi pour se livrer à des activités immorales telles que le vol de biens et les pillages lors de raids sur des maisons civiles palestiniennes », a déclaré l'ONG suisse Euro-Med Human Rights Monitor. Selon elle, ces « vols et ces pillage » se situent dans le cadre d'une « stratégie systématique ».

0068 Selon Yitzhak Brik les victoires des FDI sur le Hamas sont exagérées

Le général Yitzhak Brik (cf VAI n°58) a déclaré : « Le nombre de victimes du Hamas sur le terrain est bien inférieur à celui dont les FDI font état. Il est évident que le porte-parole des FDI et l'échelon de Sécurité cherchent à dépeindre à tort la guerre comme une grande victoire. À cette fin, ils font venir des médias, dont de grandes chaînes de télévision, à Gaza pour filmer des scènes de victoire. »

0069 Bezalel Smotrich plaide pour le transfert de deux millions de Palestiniens

Bezalel Smotrich, ministre israélien des Finances, a pris la parole lors d'une réunion de son parti. Il a déclaré qu'il « contrôlait de façon permanente la bande de Gaza pour assurer la sécurité » tout en établissant des colonies juives, qui sont « l'épine dorsale de la sécurité, comme c'est le cas aujourd'hui en Judée et en Samarie [Cisjordanie] ».

Il a en outre déclaré à la radio militaire : « Pour avoir la sécurité, nous devons contrôler le territoire et pour contrôler militairement le territoire sur le long terme, nous avons besoin d'une présence civile ». Il conviendrait alors de rétablir les colonies juives à Gaza et de favoriser l'exil volontaire des arabes gazaouis. « Si nous agissons de manière stratégiquement correcte et encourageons l'émigration, s'il y a 100 000 ou 200 000 Arabes à Gaza et non pas 2 millions, tout le discours du jour d'après [guerre] sera complètement différent », a-t-il poursuivi. Par ailleurs, « Nous aiderons à réhabiliter ces réfugiés dans d'autres pays d'une manière appropriée et humaine, avec la coopération de la communauté internationale et des pays arabes autour de nous ».

0070 Danny Danon travaille au transfert des Gazaouis

Danny Danon, député du Likoud et ancien ambassadeur d'Israël aux Nations unies, a déclaré à la radio Kan Bet qu'il avait été

contacté par « des pays d'Amérique latine et d'Afrique qui sont prêts à absorber les réfugiés de la bande de Gaza ». Il a précisé que tous ces États seraient rémunérés.

☞ Pour le moment, seule l'Union européenne a officiellement accepté de recevoir des Palestiniens expulsés. Il pourraient être 1 million, principalement répartis en Allemagne et en France.

0071 Benjamin Netanyahu confirme travailler au transfert des Gazaouis

Selon *Israel Hayom*, le 28 décembre, lors d'une réunion à huis-clos du Likoud, le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, a déclaré : « Notre problème, c'est de savoir quels sont les pays qui sont prêts à les absorber [les Gazaouis] et nous y travaillons ».

☞ Catherine Colonna, ministre française des Affaires étrangères, a qualifié sur CNN les appels à la « relocation volontaire » des Gazaouis d'« irresponsables ». « Ce n'est pas à Israël de déterminer l'avenir de Gaza, qui est la terre palestinienne. Nous devons revenir sur le principe du droit international et le respecter ».

Elle a ajouté que « Gaza est une terre palestinienne, qui veut devenir une partie du futur État palestinien. Nous soutenons la solution à deux États, qui est la seule option viable. Gaza et la Cisjordanie doivent faire partie ensemble du futur État palestinien ».

☞ [Humza Yousaf](#), Premier ministre écossais, a commenté les propos de Benjamin Netanyahu et des ministres de sa coalition dans un tweet : « Les principaux ministres du gouvernement Netanyahu ont fait des déclarations selon lesquelles la population de Gaza devrait être réinstallée et déplacée hors de Gaza, allant même jusqu'à dire que des colonies israéliennes devraient être à Gaza. C'est la définition classique du nettoyage ethnique et elle doit être dénoncée ».

☞ Les ministères slovaque et néerlandais des Affaires étrangères ont également rejeté les

déclarations de Bezalel Smotrich et d'Itamar Ben-Gvir, évitant de désigner nommément Benjamin Netanyahu. Le Royaume-Uni s'est joint à eux.

0072 Bezalel Smotrich refuse de reverser les impôts prélevés pour l'Autorité palestinienne

Selon *Walla*, le président Joe Biden a demandé, lors d'une conversation avec le Premier ministre, Benyamin Nétanyahou, que les impôts palestiniens prélevé par Israël soient transférés sans tarder à l'Autorité palestinienne

Bezalel Smotrich, ministre israélien des Finances, a déclaré que tant qu'il continuerait à exercer sa fonction, il n'en serait pas question.

Le porte-parole du Conseil national états-unien de Sécurité, l'amiral John Kikby, a commenté : « C'est de l'argent palestinien. Nous avons été clairs sur le fait que ces recettes devraient être transférées au peuple palestinien ».

0073 Le Likoud prétend recevoir des pressions généralisées pour anéantir les Gazaouis

Moshe Saada, un député du parti du Premier ministre Benyamin Nétanyahou, a déclaré lors d'une interview à Channel 14 qu'il « entend les Israéliens déclarer vouloir "anéantir" les habitants de la bande de Gaza. Même dans les kibboutz, ils disent : "Anéantissez-les". Mes amis du bureau du procureur, qui se sont battus avec moi sur des questions politiques, dans les débats, me disent : "Moshe, il est clair que tous les habitants de Gaza doivent être anéantis", et ce sont des déclarations que je n'avais jamais entendues jusqu'à présent »

0074 Itamar Ben-Gvir plaide pour un retour des colonies juives à Gaza

Itamar Ben-Gvir, ministre de la Sécurité nationale, a pris la parole lors d'une réunion de son parti. Il a appelé à élaborer un plan pour l'émigration des Palestiniens vivant à Gaza vers d'autres pays. Selon lui, cela « aidera les

communautés [juives] près de Gaza à rentrer chez elles notamment à Gush Katif ».

Tzvika Foghel, membre du parti suprémaciste Otzma Yehudit (Force juive) d'Itamar Ben-Gvir, a déclaré à la radio publique Reshet Bet qu'Israël devait « prendre le contrôle du territoire à Gaza et établir une nouvelle colonie juive ».

☞ Mathew Miller, porte-parole du département d'État, a commenté, citant nommément Smotrich et Ben Gvir : « Cette rhétorique est incendiaire et irresponsable. Le gouvernement israélien nous a dit à maintes reprises et systématiquement, y compris par le Premier Ministre, que de telles déclarations ne reflétaient pas la politique du gouvernement israélien. Elles devraient s'arrêter immédiatement ».

☞ Itamar Ben-Gvir lui a répondu : « J'apprécie beaucoup les États-Unis d'Amérique, mais avec tout le respect que je vous dois, Israël n'est pas une autre étoile du drapeau américain (...) La migration de centaines de milliers de personnes en provenance de Gaza permettra aux habitants de la périphérie de Gaza de rentrer chez eux. Les États-Unis sont nos bons amis, mais nous ferons ce qui est le mieux pour Israël ».

0075 La phase III de la riposte israélienne

Selon le général Herzl Halevi, chef d'état-major de l'armée israélienne, cité par Reuters, après les phases des bombardements massifs et de l'opération terrestre, Israël lancera pour au moins six mois une troisième phase. Des troupes seront démobilisées afin de relancer l'économie israéliennes, mais les combats se poursuivront jusqu'à la défaite du Hamas.

Par la suite, les déclarations officielles se sont succédées. On parle aujourd'hui de bombardements durant 1 an 2 ans.

0076 Gaza après la guerre

Selon Yoav Galland, ministre de la Défense, un mécanisme multipolaire de gouvernance civile

sur Gaza doit être mis en place, à parti de quatre éléments :

- 1 - une force multinationale, dirigée par les États-Unis, les nations d'Europe occidentale et les pays arabes modérés, prendra la tête de la reconstruction de la bande de Gaza et servira de point de contact aux agences internationales d'aide humanitaire ;
- 2 - un mécanisme administratif palestinien composé de comités locaux qui ne sont pas hostiles à l'égard d'Israël ;
- 3 - l'Égypte qui contrôlera la frontière de Raffah.
- 4 - et l'État hébreu qui supervisera l'entrée de marchandises dans la bande de Gaza.

0077 Un corridor maritime vers Gaza

Eli Cohen, ministre israélien des Affaires étrangères, a annoncé sur la radio 103 FM qu'Israël pourrait accepter un corridor maritime entre Chypre et Gaza pour acheminer de l'aide humanitaire. Conformément à une proposition chypriote, les navires seraient soumis à une inspection de sécurité au port de Larnaca, puis autorisés à se rendre à Gaza, à 370 kilomètres de là.

Cependant Gaza n'a pas de port en eaux profondes. La France, la Grèce, les Pays-Bas et le Royaume-Uni disposent de bateaux de débarquement à fond plat susceptibles d'effectuer ces transports.

0078 Audit sur les responsabilités israéliennes dans l'attaque du 7 octobre

Matanyahu Englman, contrôleur de l'État et ancien président de l'Organisation des institutions supérieures de contrôle des finances publiques d'Europe (EuroSai), a annoncé l'ouverture d'un audit sur l'attaque du 7 octobre. Il a déclaré : « La nature du massacre, ses répercussions et les échecs qui en découlent, ainsi que notre devoir moral et éthique envers les morts, les blessés, les enfants enlevés et les soldats qui mettent leur vie en jeu et se battent pour défendre leur patrie (...) exigent que le contrôleur de l'État examine la responsabilité

personnelle à tous les niveaux qu'ils soient civils, militaires et gouvernementaux ».

0079 Gil Limon remet en question les permis d'armes en Israël

Gil Limon, procureur général adjoint, a pris la parole devant le Comité de la Sécurité nationale. Il a déclaré que certains permis d'armes avaient été approuvés illégalement par le Ministère de la Sécurité nationale et que son bureau examinait maintenant ce qu'il fallait faire de ces autorisations.

0080 Le cabinet de guerre israélien toujours divisé

La réunion du cabinet de guerre, jeudi 6 janvier, a été le théâtre d'un affrontement entre les ministres de la coalition Netanyahu et le chef d'état-major des armées, le général Herzi Halevi. La « discussion » n'a pas permis d'évoquer les questions stratégiques.

Le général Benny Gantz a pris la défense de son successeur, tandis que le Likoud a publié un communiqué assurant n'avoir fait que son travail.

0081 Israël prélève des organes sur des cadavres avant de les restituer

Israël a restitué, le 27 décembre 2023, 80 cadavres de Gazaouis qui n'avaient pas été demandés. Selon le Hamas, des organes auraient systématiquement été prélevés sur eux par les FDI afin de soigner des soldats blessés (cf. VAI n° 64).

0082 Benjamin Netanyahu annonce que les FDI poursuivront leur objectif au Liban

Recevant l'envoyé spécial états-unien Amos Hochstein, le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, a affirmé que les opérations se poursuivront à la frontière libanaise tant que les FDI n'auront pas apporté « un changement fondamental afin que les habitants du Nord

retournent dans leurs foyers et vivent en sûreté et en sécurité ».

Le 7 janvier, Benjamin Netanyahu a déclaré lors d'une réunion de cabinet : « Je suggère que le Hezbollah apprenne ce que le Hamas a déjà appris ces derniers mois : aucun terroriste n'est à l'abri. Nous sommes déterminés à défendre nos citoyens et à faire que les habitants du Nord soient en toute sécurité dans leurs foyers ».

☞ Israël interprète la résolution 1701 comme obligeant le Hezbollah à se retirer au Nord du fleuve Litani, c'est-à-dire à 30 kilomètres de la ligne de cessez-le-feu. Cependant la résolution ne stipule pas que cette zone doit être démilitarisée, mais contrôlée à la fois par la FINUL et l'armée libanaise, laquelle a donné au Hezbollah le droit de s'y déployer sous son contrôle.

☞ Selon Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah, la zone de sécurité entre les deux pays a été créée par l'évacuation des populations du Nord d'Israël. Ceux-ci « ont tort d'exiger une guerre contre le Hezbollah, cela ne les aidera pas. Au contraire, ce qui les aidera à retourner dans leurs foyers, c'est faire pression sur le gouvernement pour qu'il mette un terme à l'agression à Gaza ».

☞ Au 5 janvier, selon le Hezbollah, il y avait eu 670 accrochages entre Israël et le Liban depuis l'opération « Déluge d'Al-Aqsa ».

☞ Les experts sont divisés après l'attaque par le Hezbollah contre la base aérienne israélienne de Meron. Israël était persuadé qu'elle était hors de portée du Hezbollah. Or celui-ci l'a attaquée avec 62 missiles, dont aucun n'a pu être intercepté. En outre ils étaient accompagnés de drones qui ont filmé l'opération. Les nouvelles armes israéliennes de défense laser antiaérienne se sont avérées inopérantes.

☞ Selon le *Washington Post* du 7 janvier, le Pentagone a évalué les forces d'Israël et du Hezbollah. Il en a conclu, qu'après trois mois de guerre contre le Hamas, l'État hébreu serait mis en difficulté par le Hezbollah. L'Administration

Biden a donc mis en garde le cabinet Netanyahu face à une extension de la guerre.

0083 Bombardement de la Résistance islamique en Iraq sur le Golan syrien

La Résistance islamique en Iraq, affiliée aux Unités de mobilisation populaire (Hachd el-Chaabî), a déclaré avoir attaqué une « cible vitale » à Moshav Al-Yaad, dans la région nord du Golan (Syrie occupée) et un « centre d'espionnage et de technologie » au Nord-Est d'Erbil en Iraq.

Les Unités de mobilisation populaire (Hachd el-Chaabî) et la milice iranienne des Bassij ont organisé des exercices communs sur le fleuve frontière de Chatt-el-Arab/Arvandroud à l'occasion du quatrième anniversaire du martyr d'Abou Mahdi al-Mohandes et du général Qassem Soleimani.

0084 L'Iraq envisage le départ des forces occidentales

Le gouvernement a envoyé par SMS une question à 20 millions d'électeurs : « Cher citoyen, souhaitez vous que la mission de la Coalition globale en Iraq se poursuive ? ». Les destinataires étaient invités à voter en cliquant un lien pour « Oui » et un autre pour « Non », mais beaucoup ne l'ont pas fait, inquiets que leur opinion soit fichée.

☞ Cette question a été posée après que la Coalition eut assassiné un des responsables des Unités de mobilisation populaire (Hachd el-Chaabî).

Le gouvernement de Mohammed Chia al-Soudani organise divers séminaires pour préparer le départ des forces occidentales. Il s'agit d'appliquer, enfin, la résolution du Parlement iraquien du 5 janvier 2020. La fin de la présence occidentale en Iraq contraindra les Etats-Unis à quitter la Syrie qu'ils occupent illégalement.

0085 Les Émirats arabes unis poursuivront les Accords d'Abraham

Anwar Gargash, conseiller diplomatique du président des Émirats arabes unis, a confirmé que son pays poursuivrait la normalisation de ses relations avec Israël, indépendamment du conflit à Gaza.

« Il n'y a pas d'alternative à la recherche d'une voie politique pour mettre fin à l'occupation israélienne (...) L'affrontement arabe avec l'État hébreu n'a pas été couronné de succès ».

Les Émirats sont les principaux signataires des Accords d'Abraham, proposés par le président Donald Trump, pour substituer le business à la guerre.

☞ Les Émirats arabes unis distinguent l'État d'Israël, appelé à durer, de la coalition suprémaciste de Benjamin Netanyahu. Ils souhaitent faire la paix avec le premier et condamner la seconde.

Analyse du Réseau Voltaire

• « [Moyen-Orient : les incendiaires crient "Au feu !"](#) », par Manlio Dinucci

Alors qu'ils prétendent le contraire, l'Otan et l'UE poursuivent ensemble le projet de destruction de l'État palestinien. L'attaque du Hamas n'est qu'un prétexte pour accomplir enfin le plan des « sionistes révisionnistes », énoncé dans les années 30 par Vladimir Jabotinsky et son secrétaire particulier, Bension Netanyahu (père de Benjamin Netanyahu).

• [Entretien de Thierry Meyssan avec Monika Berchvok](#) sur le conflit à Gaza

0086 Combats en mer Rouge

Des hélicoptères de l'US Navy ont coulé trois bateaux d'Ansar Allah, qui avaient attaqué le porte-conteneurs danois *Maersk Hangzhou* en mer Rouge. Après des tirs visant des hélicoptères US, ces derniers « ont riposté en état de légitime défense, coulant trois des quatre petits navires et

tuant les équipages », a assuré le Commandement militaire états-unien pour le Moyen-Orient (CentCom). Il a précisé que le quatrième bateau avait « fui la zone ».

Ansar Allah disposerait de missiles balistiques anti-navires. Nul ne sait d'où ils proviennent. Cette technologie, très rare, pourrait être chinoise selon l'amiral Harry B. Harris Jr, ancien commandant de la flotte de l'IndoPacifique.

0087 Manifestation monstre d'Ansar Allah à Sanaa

Ansar Allah a organisé une [manifestation monstre](#) de soutien au peuple palestinien à Sanaa.

☞ Washington, Londres et Paris envisagent de bombarder le Yémen

0088 La coalition contre Ansar Allah se resserre

Dans une déclaration commune, les gouvernements des États-Unis, de l'Australie, de Bahreïn, de la Belgique, du Canada, du Danemark, de l'Allemagne, de l'Italie, du Japon, des Pays-Bas, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni condamnent les attaques des « Houthis » (dénomination péjorative d'Ansar Allah) en mer Rouge.

Ni l'Espagne, ni la France n'ont signé ce communiqué. Ces deux États ont déjà quitté la coalition.

0089 Accord de paix Ansar Allah-Arabie saoudite

Ansar Allah et l'Arabie saoudite ont signé un accord de paix comprenant un cessez-le-feu complet et l'élimination du blocus sur le port d'Al-Hudaydah et sur l'aéroport international de Sanaa. En outre, Riyad paiera, au nom du gouvernement officiel du Yémen, les salaires des fonctionnaires qui n'ont pas été versés depuis des années.

La signature de ce traité avait été repoussée sous l'influence des États-Unis. Ils exigeaient qu'Ansar Allah prennent l'engagement de cesser ses attaques en mer Rouge, mais cette clause n'a pas été incluse.

0090 Recep Tayyip Erdoğan compare Benjamin Netanyahu à Adolf Hitler

Lors d'une cérémonie de remise de prix, le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, a déclaré : « Du Conseil de sécurité de l'Onu à la presse, de l'UE aux associations de journalistes, toutes les institutions qui servent d'apôtres de la démocratie ont échoué face à la crise de Gaza. Nous avons réalisé que des institutions qui dépensent de gros budgets sont complètement vides lorsqu'il s'agit d'Israël et de ses atrocités. Quatre-vingt-onze jours exactement se sont écoulés depuis le début des attaques. Toutes les valeurs humanitaires ont été exécutées par balles sous nos yeux. Nous avons regardé dans les stades, les camps nazis, n'est-ce pas ? Qu'est-ce que c'est que cette entreprise ? Ils parlaient étrangement d'Hitler. En quoi différez-vous de Hitler ? Cela nous permettra de chercher aussi Hitler. Y a-t-il quelque chose que Netanyahu fait de moins qu'Hitler ? Non. Hitler n'était pas aussi riche que lui. Il est plus riche qu'Hitler. Il reçoit le soutien de l'Occident. Il reçoit tous les types de soutien de l'Amérique. Avec eux, il a tué plus de 20 000 Gazaouis ».

Eli Cohen, ministre israélien des Affaires étrangères, a répondu à ces propos en déclarant que « tant qu'Erdoğan sera le président de la Turquie, l'ambassadeur israélien n'y retournera pas ».

Benjamin Netanyahu, quant à lui, a répondu : « Erdoğan est en train de commettre le génocide des Kurdes. Il a battu le record du monde d'emprisonnement de journalistes qui critiquent son gouvernement. C'est la dernière personne qui peut nous donner des leçons morales ».

0091 La Türkiye arrête des espions du Mossad qui préparaient des assassinats sur son sol

Les services secrets turcs ont perquisitionné 37 domiciles dans tout le pays. Ils ont arrêté 34 personnes, tandis que 13 autres ont pris la fuite. Ces individus sont soupçonnés de participer au programme du Mossad d'assassinat à l'étranger de dirigeants du Hamas.

Un tribunal a placé 15 des prévenus en détention provisoire et ordonné l'expulsion de 8 autres. Le tribunal n'a pas encore statué sur les 11 derniers.

0092 Ismaël Haniyeh adresse publiquement un message à Antony Blinken

Isamaël Haniyeh, chef de la branche politique du Hamas en exil au Qatar, a publié une déclaration à propos du voyage du secrétaire d'Etat US Antony Blinken au Moyen-Orient. Il lui demande « d'axer sa visite sur la fin de l'attaque contre le peuple palestinien, et sur le chemin de la fin de l'occupation ». Selon lui, « la violence et la destruction, sans progrès, ne contiendront pas la sécurité et la stabilité tant que le peuple palestinien n'aura pas atteint sa liberté et un État indépendant ».

0093 Polémique entre les Gardiens de la Révolution et le Hamas

Ramezan Sharif, porte-parole du Corps des gardiens de la Révolution islamique (CGRI), a déclaré que l'attaque sanglante du 7 octobre était « l'une des opérations menées pour venger l'assassinat du général (Qassem Soleimani) », en référence à l'ex-chef de la Force al-Qods, chargée des opérations extérieures du CGRI, tué en janvier 2020 par une frappe de drone US en Iraq.

Ce faisant, il contredisait la version officielle selon laquelle l'Iran n'avait pas participé à l'attaque de la Résistance palestinienne.

👉 L'ayatollah Ali Khamenei, guide de la Révolution islamique, avait déclaré le 10 octobre : « Ceux qui disent que la récente saga est l'œuvre de non-Palestiniens se trompent ».

Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah libanais, avait qualifié l'opération Déluge d'Al-Aqsa, dans un discours le 3 novembre, de « 100 % palestinienne ».

👉 Le Hamas a immédiatement publié un démenti par communiqué : « Nous nions la véracité des déclarations du porte-parole des Gardiens de la Révolution islamique concernant l'opération Déluge d'al-Aqsa et ses motivations. Nous avons déjà annoncé à plusieurs reprises ses motivations et ses raisons, en soulignant notamment les dangers qui guettent la mosquée al-Aqsa (à Jérusalem) ».

0094 La France met l'Iran en garde

Catherine Colonna, ministre française des Affaires étrangères a exhorté son homologue iranien, Hossein Amir-Abdollahian, à ce que « l'Iran et ses affidés » cessent « immédiatement » leurs « actions déstabilisatrices ».

0095 L'Iran poursuit sa procédure contre les États-Unis, assassins de Qassem Soleimanu

L'Iran a ouvert une procédure au titre de la Convention sur la protection des diplomates, un traité des Nations Unies de 1973, afin de régler son litige avec les États-Unis après l'assassinat du général Qassem Soleimani le 3 janvier 2020.

Il a d'abord notifié Washington qui n'a pas répondu dans les six mois. À l'issue de ce délai, il a réitéré sa demande. Si il ne reçoit pas de réponse, il sera autorisé à saisir la Cour internationale de Justice.

0096 Élections générales au Bangladesh

La Première ministre bengalie, Sheikh Hasina (Ligue Awami), a emporté sans surprise les élections générales en l'absence de l'opposition.

Elle entame un cinquième mandat. Elle a restreint les droits de la presse. Loin de calmer les tensions, ces élections controversées vont les renforcer. Sa rivale, l'ancienne Première ministre, Khaleda Zia, est hospitalisée après une longue période d'emprisonnement. Tarique Rahman, le fils de cette dernière, exilé à Londres, est accusé d'avoir institué un régime de corruption sous le règne de sa mère.

0097 Kim Jong-un incarne un mythe coréen

Kim Jong-un, suprême leader nord-coréen, s'est rendu sur un cheval blanc au mythique mont Baekdu, une montagne sacrée dans la mythologie coréenne.

Son grand-père et son père y auraient établi leurs quartiers généraux durant les guerres contre les Japonais et les États-Uniens. C'est là qu'il aurait d'ailleurs été conçu.

À l'appel de Kim Jong-un, de nombreuses associations du pays organisent désormais des randonnées sur le mont Baekdu.

0098 Exercice de tir de la Corée du Nord

La Corée du Nord a réalisé un exercice de tir à balles réelles à proximité des îles sud-coréennes de Yeonpyeong et Baengnyeong. Environ 250 obus ont été tirés après que la Corée du Nord ait informé les habitants des deux îles par SMS et leur ait demandé de rester chez eux. Les obus ont atterri dans la zone tampon entre les deux pays.

0099 Épuration à la tête de l'Armée populaire de libération

Neuf généraux de haut rang ont été retirés du parlement chinois. Ceux qui étaient responsables de l'Armée de l'Air auraient été mis en examen pour corruption.

Le ministre de la Défense, Li Shangfu, a été officiellement limogé et remplacé par Dong Jun, ancien chef d'état-major de la Marine.

☞ En principe, on modifie la hiérarchie militaire à la veille de confrontations.

0100 La Chine prend des mesures contre cinq sociétés US qui arment sa province de Taïwan

Beijing a pris des contre-mesures à l'encontre de cinq sociétés états-uniennes (BAE Systems Land and Armament, Alliant Techsystems Operation, AeroVironment, ViaSat et Data Link Solutions) qui ont participé à un appel d'offre du Pentagone de 300 millions de dollars et livré des armes à la province chinoise de Taïwan.

« Les contre-mesures consistent à geler les actifs de ces sociétés en Chine, y compris leurs biens meubles et immeubles, et à interdire aux organisations et aux individus en Chine de réaliser des transactions et de coopérer avec elles (...) Les ventes d'armes états-uniennes à la région chinoise de Taïwan (...) nuisent gravement à la souveraineté et aux intérêts de la Chine en termes de sécurité », a communiqué le ministère chinois des Affaires étrangères.

0101 La Chine inquiète de l'espionnage britannique

Selon le ministère chinois de la Sécurité de l'État (MSS), le MI6 britannique a embauché des individus d'autres nationalités, employé dans des agences de conseil aux étrangers, pour des opérations de Renseignement.

En juillet 2023, Richard Moore, directeur du MI6, avait déclaré que son agence concentrait en Chine l'essentiel de ses activités.

Le Royaume-Uni étant membre des « Cinq yeux », il participe aux opérations communes de l'Australie, du Canada, des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande.

0102 CBS dément l'existence de prisons de masse au Xinjiang

Une enquête de la chaîne de télévision états-unienne CBS sur le Xinjiang n'a trouvé aucune preuve de « centres de détention et de prisons ».

Au contraire, les journalistes ont été impressionnés par l'ambiance détendue de la province et par sa modernisation.

0103 Premières arrestations dans l'affaire du financement occulte du Parti libéral-démocrate japonais

Les députés Yoshitaka Ikeda et Yoshitaka Ikeda sont les premières personnes arrêtées dans le cadre de l'enquête sur le financement occulte du Parti libéral-démocrate. Au moins 500 millions de dollars ont été perçus de sources non-identifiées par les parlementaires du PLD durant les cinq dernières années. Les affaires précédentes sont prescrites.

Les deux députés ont été immédiatement exclus du parti, faisant figure de boucs-émissaires.

0104 Soutien du Japon à l'Ukraine

Yoko Kamikawa, ministre japonais des Affaires étrangères, s'est rendu à Kiev pour redire le soutien de Tokyo. Le gouvernement de Fumio Kishida, qui ne peut pas constitutionnellement exporter d'armes vers un État en guerre, a annoncé qu'il livrerait à l'Ukraine un système de détection de drones ainsi que cinq générateurs mobiles et sept transformateurs.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

0105 Sigrid Kaag, coordinatrice de l'action humanitaire et de la reconstruction à Gaza

António Guterres, secrétaire général des Nations unies, a désigné la Néerlandaise Sigrid Kaag comme coordinatrice de l'action humanitaire et de la reconstruction à Gaza.

☞ Avant d'avoir été la vice-Première ministre de Mark Rutte aux Pays-Bas, elle avait travaillé à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et dirigé la mission conjointe de l'OIAC et des Nations unies pour la destruction des armes chimiques de la Syrie.

☞ Sigrid Kaag est mariée à Anis al-Qaq, qui fut ministre de l'Autorité palestinienne et ambassadeur en Suisse.

0106 Bilan de situation de l'OMS à Gaza

Selon l'OMS, 180 000 Gazaouis souffrent déjà d'infections respiratoires, tandis que plus de 136 000 enfants de moins de 5 ans souffrent actuellement de diarrhée, ce qui peut entraîner une perte d'eau et de minéraux vitaux mortels à cet âge s'ils ne sont pas traités. Il y a aussi plus de 55 000 cas de poux et de gale.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),
46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°70 - 19 janvier 2024

ÉDITORIAL

0107 L'Iran attaque en Syrie occupée, en Iraq et au Pakistan

En représailles, non pas uniquement contre les opérations terroristes où des Iraniens ont été assassinés, mais aussi à celles qui ciblaient des personnalités de premier plan en Syrie, au Liban, en Palestine et en Iraq, l'Iran a bombardé simultanément des bases de Daesh en Syrie, du Mossad en Iraq et de Jaish ul-Adl au Pakistan.

Cette opération est interprétée au Moyen-Orient élargi comme un signal aux alliés de l'Iran : ce n'est pas parce que Téhéran ne réagit pas militairement au massacre de Gaza qu'il se laissera faire. Elle est interprétée, par contre, à Washington et à Tel-Aviv comme une entrée en guerre directe de l'Iran.

- Téhéran a visé des installations de Daesh dans la partie occupée par les Etats-Unis du désert syrien.

- Téhéran a visé à Erbil (région du Kurdistan iraquien) la résidence du milliardaire Peshraw Dizayee qui était selon lui, une base du Mossad. Le conseiller iraquien à la Sécurité nationale, Qassem al-Aaraji, a dénoncé des « allégations fausses et incorrectes » sur la présence dans la capitale kurde d'un siège des services secrets israéliens. L'Iraq a rappelé son ambassadeur à Téhéran et déposé une plainte devant le Conseil de Sécurité.

👉 Le promoteur immobilier Peshraw Dizayee était un proche de la famille Barzani. Durant la Guerre froide, Mullah Mustafa Barzani (le grand-père de l'actuel président Nechirvan Barzani) était officiellement un agent du Mossad. Lors du référendum sur l'indépendance du Kurdistan, en 2017, le magazine *Israel-Kurd* avait révélé qu'un accord entre les Barzani et Israël prévoyait l'installation de 200 000 Israéliens dans le nouvel État de sorte que Tel-Aviv puisse attaquer la Syrie sur deux fronts. L'écrasante victoire du « Oui » avait été célébrée à Erbil avec des drapeaux israéliens. Les Barzani avaient en définitive reconnu le caractère illégal de ce référendum.

Deux jours avant l'attaque iranienne, le président du gouvernement régional, Nechirvan Barzani, avait été menacé à Bagdad de ne pas pouvoir résister au retrait des forces de la Coalition internationale contre Daesh, c'est-à-dire des forces US.

- Téhéran considère que Jaish ul-Adl (L'Armée de la Justice), organisation indépendantiste du Balouchistan, est une création de l'Arabie saoudite pour le compte des États-Unis (...)

(...) ☞ Les accords secrets entre le Pakistan et l'Iran contre le terrorisme ne semblent plus tenir depuis le renversement par le Parlement du très populaire Premier ministre Imran Khan. Le Pakistan, désormais clairement pro-US, a rappelé son ambassadeur à Téhéran et convoqué pour explication l'ambassadeur iranien à Islamabad. Ce nouveau problème pourrait avoir de graves conséquences sur l'Organisation de Coopération de Shanghai dont l'Iran et le Pakistan sont membres.

Depuis plusieurs mois des négociations secrètes se déroulent entre le Pakistan, l'Arabie saoudite et la Türkiye. Elles viseraient à former un partenariat militaire capable d'influer sur la politique régionale.

AMÉRIQUES

0108 Selon Washington l'accusation de l'Afrique du Sud contre Israël est sans fondement

Le département d'État US a publié une déclaration à propos de l'accusation d'Israël par l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de Justice : « Les allégations selon lesquelles Israël est coupable de génocide sont dénuées de fondement. En fait, ce sont ceux qui attaquent violemment les Israéliens qui continuent d'appeler ouvertement à l'anéantissement d'Israël et à l'assassinat de masse de Juifs. Le génocide est l'un des actes les plus odieux que toute entité ou individu puisse commettre, et ces allégations ne devraient être faites qu'avec le plus grand soin. Israël a le droit de se défendre contre les actes terroristes du Hamas — des actes que le Hamas a promis de répéter encore et encore jusqu'à ce qu'Israël soit complètement détruit. Il opère dans un environnement exceptionnellement difficile à Gaza, un espace de bataille urbain où le Hamas se mêle intentionnellement aux civils et se cache derrière eux ».

0109 La nomination de l'avocat spécial contre Donald Trump ne serait pas valide

L'ancien procureur général, Edwin Meese, et les professeurs de droit Steven Calabresi et Gary Lawson ont déclaré dans un dossier de 25 pages déposé auprès de la Cour suprême que le procureur général Merrick Garland n'avait aucune autorité constitutionnelle ou statutaire pour nommer Jack Smith pour mener l'enquête criminelle de haut niveau sur Donald Trump parce qu'il n'était alors qu'un simple citoyen et non un haut-fonctionnaire confirmé par le Sénat.

0110 John Kerry va rejoindre la campagne de Joe Biden

John Kerry devrait démissionner de ses fonctions d'envoyé spécial du président Joe Biden pour le climat afin de se consacrer à la campagne électorale présidentielle de celui-ci.

0111 Mike Johnson souhaite licencier les fonctionnaires qui s'opposent à la politique étrangère de Joe Biden

Mike Johnson, président de la Chambre des représentants, a déclaré : « Tout fonctionnaire du gouvernement fédéral qui se met à l'écart du travail pour protester contre le soutien des États-Unis à notre allié, Israël, ignore sa responsabilité et abuse de la confiance des contribuables. Il mérite d'être licencié ».

0112 Hunter Biden devant la Justice

Le 11 janvier, Hunter Biden a comparu devant un tribunal fédéral de Los Angeles pour avoir omis de payer ses impôts et déposé de fausses déclarations de revenus pendant quatre ans.

Les charges fiscales – trois crimes et six délits – pourraient lui valoir une peine de prison pouvant aller jusqu'à 17 ans. La date du procès est fixée au 20 juin.

Selon l'acte d'accusation : « Le défendeur a reçu plus de 1,2 million de dollars en soutien

financier qui a été utilisé pour payer diverses dépenses personnelles, dont certaines de ses dettes fédérales en matière d'impôt sur le revenu des particuliers pour 2016-2019. Entre 2016 et le 15 octobre 2020, l'accusé a dépensé cet argent en drogues, escortes et petites amies, hôtels de luxe et propriétés de location, voitures exotiques, vêtements et autres objets à caractère personnel, bref, tout sauf acquitter ses impôts ».

0113 Hunter Biden fait marche arrière face au Congrès

L'avocat de Hunter Biden a écrit au Congrès pour annoncer que son client accepterait de se rendre à une comparution à huis-clos si une troisième convocation lui était envoyée.

Hunter Biden avait rejeté les deux premières convocations et s'était offert le luxe d'aller provoquer la Commission lorsque, la semaine dernière, elle a adopté une motion demandant à la Chambre de le poursuivre pour « outrage au Congrès ».

La même commission vient d'appeler à comparaître l'archiviste Colleen Shogan. Les parlementaires souhaitent l'entendre expliquer pourquoi elle n'a pas remis les correspondances électroniques de Joe Biden sous pseudonymes, alors qu'il était vice-président. Elle a également bloqué les efforts du Congrès pour obtenir les carnets de vol d'*Air Force Two*, ainsi que les ébauches d'un discours qu'il a prononcé devant la Rada ukrainienne en décembre 2015.

0114 L'évaluation des peintures de Hunter Biden semble liée aux avantages distribués par son père

Le galeriste George Berges a vendu les œuvres picturales de Hunter Biden au cours des trois dernières années. Il se trouve que l'artiste a demandé à avoir communication des noms des acheteurs de ses tableaux, ce qui très inhabituel dans ce milieu. Il se trouve aussi que les acheteurs ont, par la suite, bénéficié de nominations par le président Joe Biden, père de l'artiste.

0116 Le Pentagone a perdu pour 1 milliard de dollars d'armement

Selon un nouvel audit du Bureau de l'Inspecteur général du Pentagone, des stocks d'armes d'une valeur de plus d'un milliard de dollars, notamment des missiles tirés à l'épaule, des lunettes de vision nocturne et des drones kamikazes unidirectionnels, destinés à l'Ukraine, ont disparu sans laisser de trace.

Parmi elles, des armes antiaériennes Stinger et des armes antichars FGM-148 Javelin qui nécessitent une « protection renforcée » quant à leur utilisation finale.

👉 [Nous avons indiqué](#), en mai 2022, il y a plus d'un an et demi, que ces matériels étaient destinés à alimenter une prochaine guerre au Sahel.

0117 Les fanfaronnades du Pentagone

Selon le *New York Times*, les bombardements de la Coalition Gardien de la Prospérité n'ont pas détruit 90 % des installations militaires d'Ansar Allah, mais au mieux 20 %.

0118 La CIA à Gaza

Selon le *New York Times*, la CIA recueille des informations sur les hauts responsables du Hamas et l'emplacement des otages à Gaza. Elles les partagent avec l'État hébreu.

0119 Les partisans de Guy Philippe bloquent Port-au-Prince

L'ancien sénateur haïtien Guy Philippe a été libéré aux États-Unis. Il purgeait une peine de prison de neuf ans pour blanchiment d'argent provenant de trafic de drogue. Il n'en a fait que cinq ans et neuf mois. À Haïti, ses partisans ont bloqué les grandes villes en exigeant la démission d'Ariel Henry, Premier ministre.

👉 Formé dans les forces spéciales états-uniennes, Guy Philippe est un admirateur du général chilien Augusto Pinochet. Il a déjà tenté un coup d'État à Haïti, en 2001, puis une autre

en 2004 après l'enlèvement du père Jean-Bertrand Aristide par la France et les États-Unis.

0120 L'ordre public est rétabli en Équateur

En Équateur, au moins deux gardiens de prison ont été exécutés par les mutins, dont un a été pendu, alors que 175 personnes, gardiens et fonctionnaires de l'administration pénitentiaire, avaient été pris en otage à la suite de l'évasion d'Adolfo Macias, le leader des Choneros. Une quarantaine d'entre eux ont été libérés le 13 janvier dans la journée, suite à une médiation de l'Église catholique.

L'ordre public a été rétabli après l'intervention de 22 000 soldats. 46 gardiens et un fonctionnaire ont été libérés de la prison de Cotopaxi (centre), 13 de la prison de Tungurahua (centre), et 15 autres de la prison d'El Oro (sud-ouest), où a été retrouvé le corps sans vie d'un fonctionnaire.

0121 Assassinat du procureur équatorien chargé des cartels de la drogue

Le procureur équatorien, Cesar Suarez, a été abattu au volant de sa voiture. très médiatisé, il était chargé d'enquêter sur la criminalité transnationale.

EUROPE

0122 La Marine britannique n'a pas les moyens de ses missions

Le porte-avions *HMS Queen Elizabeth* (3 milliards de livres sterling) n'a pour le moment pas pu être déployé au Yémen en raison d'un manque de main d'œuvre qualifiée pour le navire d'escorte, le RFA *Fort Victoria*.

0123 Le Royaume-Uni interdit le Hizb Ut-Tahrir

James Cleverly, ministre britannique de l'Intérieur, a annoncé qu'il interdisait le « Hizb Ut-Tahrir, une organisation antisémite qui

défend et encourage le terrorisme, et a notamment salué et

célébré l'attaque du 7 octobre ».

Le Hizb Ut-Tahrir est une organisation dissidente de la Confrérie des Frères musulmans, créée en 1953. Son guide suprême actuel est le Palestinien Ata Abu Rashta. Cette organisation est surtout présente en Asie centrale. Cependant, c'est elle qui a organisé [l'affaire des « caricatures de Mahomet »](#).

0124 La Haute Cour de Londres confirme le droit du gouvernement contre les opinions dissidentes

La Haute Cour de Londres a confirmé les sanctions du gouvernement de Sa Majesté contre le journaliste britannique Graham Philips, au nom de la « protection de la Sécurité nationale du Royaume-Uni ». Il avait été sanctionné pour avoir écrit des articles et publié des vidéos opposés aux nationalistes intégraux ukrainiens et favorables à l'intervention russe.

0125 Les amours de Gabriel Attal

L'hebdomadaire allemand *Bild* a annoncé la composition du gouvernement français de Gabriel Attal en ces termes : « Mini-Macron fait de son ex, son ministre des Affaires étrangères ».

Le pacs liant les deux hommes a été rompu il y a deux ans.

0126 La France ne soutiendra pas l'Afrique du Sud contre Israël

Stéphane Séjourné, ministre français des Affaires étrangères, a déclaré à l'Assemblée nationale : « Accuser l'État juif de génocide, c'est franchir un seuil moral. On ne peut exploiter la notion de génocide à des fins politiques ».

0127 La Cour de cassation valide l'inculpation de Lafarge

La Cour de cassation française a validé l'inculpation du cimentier Lafarge pour complicité avec une entreprise terroriste, mais elle a annulé celle pour mis en danger de la vie d'autrui.

☞ l'usine [Lafarge-Holcim](#) de Syrie a fourni les matériaux nécessaires à Daesh pour construire un vaste réseau de bunkers et de tunnels, mais ce n'est pas pour cela que la transnationale est poursuivie. Par la suite, elle est devenue une base secrète de l'Otan. Elle n'est pas non plus poursuivie pour cela.

Il lui est reproché d'avoir versé des impôts à Daesh pour sécuriser ses employés, puis de les avoir mis en danger.

0128 Le Sénat français contre le traité de libre-échange MercoSur-Union européenne

Le Sénat français a voté à l'unanimité une résolution refusant l'accord de la France au traité de libre-échange entre MercoSur et l'Union européenne. Il s'oppose à l'importation annuelle de 99 000 tonnes de bœuf, 180 000 tonnes de sucre, 1 million de tonnes de maïs, 650 000 tonnes d'éthanol et 180 000 tonnes de volaille ne respectant pas les normes sanitaires européennes.

0129 La Bundeswehr se prépare à la Guerre mondiale sur fond d'expulsion des apatrides de Lettonie

Selon *Bild*, s'appuyant sur un document secret de la Bundeswehr, l'Allemagne se prépare à une confrontation avec la Russie au mois de septembre 2024.

L'attaque russe commencerait sur le corridor de Suwałki (frontière polono-lituanienne). Elle trouverait une justification dans un soulèvement des Apatrides russes de Lituanie à l'instigation du président Vladimir Poutine.

☞ Lors de l'indépendance de la Lettonie et de la dissolution de l'URSS, les russes présents en Lettonie n'ont pas obtenu la nationalité lettone, ni celle de la Russie. Ils représentent environ 36 % de la population. Aux yeux des Lettons, qui sont convaincus d'avoir été « libérés » par les nazis, ils sont les descendants des « envahisseurs » soviétiques. À ce titre, ils sont considérés comme des sous-citoyens. Des tests linguistiques ont été rendus obligatoires, le 1er septembre 2023, pour renouveler les permis de séjour de ces apatrides. Dans la pratique, 8 % de la population, n'ayant pas passé les examens linguistiques à temps, pourrait être priée de quitter le territoire, même si la Lettonie ne peut pas les expulser vers la Russie dont ils n'ont pas la nationalité.

0130 Les agriculteurs bloquent Berlin

La manifestation des agriculteurs allemands a bloqué Berlin avec plus de 5 000 tracteurs. La population lui a apporté son soutien. Les manifestants se disent persécutés par les Verts qui ont obtenu la fin des subventions au diesel agricole. Ils font valoir que les écologistes prétendent sauver la planète en baissant les 2 % de gaz à effet de serre émis par le pays.

Le gouvernement Scholz a annulé la « prime climat » censée redistribuer les recettes de la « taxe carbone ».

0131 Participation de politiciens de l'AfD à une réunion néo-nazie

Selon le magazine *Correctiv*, le professeur de dentisterie à la retraite Gernot Mörig a invité le militant néo-nazi autrichien Martin Sellner pour élaborer un plan de remigration de millions d'étrangers non-assimilables.

Selon *Die Zeit*, ce serait la septième réunion du genre. Plusieurs personnalités politiques de l'AfD et de la CDU y ont participé, parmi elles Ulrich Siegmund, président de l'AfD en Saxe-Anhalt.

Ces réunions n'auraient pas eu pour but de déterminer un moyen d'expulser simplement les

migrants illégaux, mais aussi des migrants légaux et même des citoyens non-assimilables. *Correctiv* assure que les participants auraient clairement fait allusion aux couleurs de peau ; ce qu'ils réfutent.

La réunion s'est tenue dans un hôtel particulier de Postdam ayant servi de décors pour une série Netflix sur la montée du nazisme. Il est situé non loin de celui où s'est tenue la Conférence de Wannsee sur la « solution finale » (1942).

Le magazine établit un parallèle avec la version allemande du plan Madagascar sur l'expulsion des juifs (1938-40).

À la suite de ces révélations, une centaine de milliers de personnes ont manifesté pour demander l'interdiction de l'AfD.

La radicalisation de l'AfD va de pair avec sa popularité : 36 % des électeurs de Thuringe, 34 % de ceux de Saxe et 32 % de ceux du Brandebourg envisagent de voter pour l'AfD, selon le dernier sondage Forsa-RTL.

0132 La Pologne renoue avec l'armée allemande

Le nouveau ministre-adjoint polonais des Affaires étrangères, Andrzej Szejna, a déclaré au quotidien économique *Rzeczpospolita* : « Si les Allemands veulent renforcer le flanc oriental de l'OTAN en Pologne, comme ils l'ont fait en Lituanie, alors bienvenue »,

L'Allemagne s'apprête à déployer 5 000 hommes en Lituanie. la Pologne héberge déjà 10 000 hommes des États-Unis.

☞ L'actuel gouvernement de Donald Tusk abandonne l'« Initiative des trois mers » (et donc le contrôle de l'Europe centrale) pour revenir à l'Union européenne (et donc à la suzeraineté allemande).

0133 Levée du blocage de la frontière ukraïno-polonaise

Les manifestants ont levé le blocus de la frontière ukraïno-polonaise jusqu'au 1er mars. Ils pourraient reprendre leur action s'ils n'obtiennent pas satisfaction.

0134 La Bulgarie entre partiellement dans l'espace Schengen

Le conseil des ministres européens a décidé l'inclusion de la Bulgarie à l'espace Schengen, à partir du 31 mars, pour ses frontières aériennes et maritimes, mais pas pour ses frontières terrestres : environ 1 200 migrants tentent d'entrer illégalement chaque jour dans l'Union via la Bulgarie.

0135 Volodymyr Zelensky ne souhaite pas de cessez-le-feu

En voyage en Estonie, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a écarté toute proposition de cessez-le-feu. « Une pause sur le champ de bataille ukrainien ne signifiera pas une pause dans la guerre. Une pause ferait le jeu de la Russie. Elle pourrait nous écraser par la suite ».

0136 Le beau rêve du plan de paix ukrainien

La quatrième réunion des conseillers de Sécurité nationale et des conseillers politiques auprès des chefs d'État sur la mise en œuvre de la formule de paix ukrainienne s'est tenue à Davos. La réunion a été présidée par Klauss Schwab, président-fondateur du Forum économique mondial, et Ignazio Cassis, Conseiller fédéral suisse pour les Affaires étrangères.

39 pays d'Europe, 18 d'Asie, 12 d'Afrique, 6 d'Amérique du Sud, 3 d'Amérique du Nord et 2 d'Océanie, ainsi que 3 organisations intergouvernementales ont participé à la réunion.

Les débats ont porté sur

- Le retrait des troupes russes et cessation des hostilités ;

- La restauration de la justice ;
- La sécurité environnementale ;
- La prévention de l'escalade et répétition de l'agression ;
- La confirmation de la fin de la guerre.

L'Ukraine était représentée par son Premier ministre, Denys Chmyhal, son ministre de la Défense, Rustem Umerov, son ministre de la Justice, Denys Maliuska, et par le chef de l'Administration présidentielle, Andriy Yermak. La délégation s'est particulièrement félicitée que l'Ukraine soit le premier État au monde à baser son plan de paix sur la sécurité environnementale et l'écologie.

La présidente de la Confédération helvétique, Viola Amherd, qui a reçu son homologue ukrainien, Volodymyr Zelenski, dès son arrivée en Suisse, a annoncé que son pays souhaitait organiser le sommet pour la paix en Ukraine.

Éditions étrangères

Voltaire, *actualité internationale* est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

0137 Le Groupe d'experts de Yermak-McFaul sur les sanctions russes dénonce la livraison de composants occidentales à l'industrie d'armement russe

Le Groupe d'experts de Yermak-McFaul sur les sanctions russes a publié son seizième rapport : *Challenges of Export Controls Enforcement : How Russia Continues to Import Components for Its Military Production (Les défis de l'application des contrôles à l'exportation : comment la Russie continue d'importer des composants pour sa production militaire)*.

Selon l'ambassadeur Michael McFaul, « Des produits de plus de 250 sociétés occidentales ont été trouvés dans des échantillons d'armes russes

détruites ou capturées. Au cours des dix premiers mois de 2023, les entreprises occidentales ont fourni à la Russie des composants critiques pour un total de 2,9 milliards de dollars ». Il préconise donc renforcer les « sanctions » en ce domaine.

0138 Vladimir Poutine annonce que la Russie prendra Odessa

Le président russe, Vladimir Poutine, a décrit la ville ukrainienne d'Odessa comme une « ville de culture russe ».

☞ Odessa a été créé par la tsarine Catherine II. Son premier gouverneur fut le Français Armand-Emmanuel du Plessis de Richelieu sous l'autorité du prince Grigori Potemkine (amant de la tsarine). Il veilla à administrer cette nouvelle région, la Novorossia, sur le modèle des philosophes des Lumières.

☞ Aujourd'hui, Odessa permettrait à la Russie de relier son territoire à la République moldave du Dniestr (Transnistrie), un État non-reconnu qui fonctionne selon l'idéal social soviétique (sans la pratique autoritaire de l'URSS).

0139 Le ministère russe de la Défense assure avoir tué une soixantaine de « mercenaires » français en Ukraine

Selon le ministère russe de la Défense, le 17 janvier 2024, l'aviation russe a tiré deux missiles de haute précision sur un bâtiment militaire à Kharkiv/Kharkov, l'ancienne capitale soviétique de l'Ukraine durant l'entre-deux-guerres.

Le bâtiment a été entièrement détruit. La cible abritait des « mercenaires étrangers », principalement français. Une soixantaine de corps ont été retrouvés, tandis que 20 personnes ont été hospitalisées.

Le ministère a précisé qu'il resterait environ 2 000 « mercenaires étrangers » en Ukraine.

Selon le chef de la police régionale, l'Ukrainien Vladimir Tymoshko, le bâtiment n'était pas

militaire, mais exclusivement civil. « Il s'agit d'un génocide », a-t-il déclaré.

Selon le président français, Emmanuel Macron, Paris ne peut pas « permettre à la Russie de gagner » en Ukraine. Il s'est engagé à envoyer 40 missiles de croisière SCALP et « des centaines de bombes » à Kiev.

Le 18 août 2023, l'ancien chef-d'état-major français, Jean-Louis Georgelin, serait mort lors d'une promenade à Bordes-Uchentein (Ariège). Des obsèques nationales lui ont été consacrées. Cependant son corps n'a jamais été exposé. Il serait en réalité mort lors d'un bombardement en Ukraine.

0140 Accord stratégique russo-iranien

La Russie et l'Iran vont prochainement signer un accord de Défense stratégique fondé sur le respect inconditionnel de la « souveraineté et de l'intégrité territoriale » de chacun.

☞ Depuis la Révolution islamique d'une part et, d'autre part, la dissolution de l'Union soviétique, les relations entre l'Iran et la Russie étaient marquées par une certaine méfiance. Cependant, la guerre contre la Syrie et les réactions occidentales à l'opération spéciale russe en Ukraine ont changé la donne. Les deux États n'ont cessé de tenter de se rapprocher, d'abord avec les négociations tripartites Russie/Ukraine/Iran sur la Syrie, puis avec l'Organisation de coopération de Shanghai, enfin en construisant le corridor de transport international Nord-Sud.

AFRIQUE

0141 Difficile sécurisation du corridor de Philadelphie

Selon *Al-Araby al-Jadeed*, les forces armées égyptiennes et israéliennes mènent des patrouilles aériennes communes au-dessus du corridor de Philadelphie. Il s'agit de s'assurer qu'aucune activité militaire des Frères musulmans ne s'y tienne.

Cependant, des individus ont tenté de s'infiltrer à Gaza près de Nitzana. Les FDI les ont repoussés. Il s'agirait, selon elles, de trafiquants de drogue, même si on ne comprend pas pourquoi des trafiquants tenteraient aujourd'hui d'entrer dans Gaza. C'est le premier incident relaté dans ce corridor.

☞ Le corridor de Philadelphie est une zone tampon de 14 kilomètres de long sur 100 mètres de large, située à la frontière entre l'Égypte et la bande de Gaza. Depuis 2005, la responsabilité de cette zone a été transférée à l'Égypte et à l'Autorité palestinienne.

☞ Selon le *Wall Street Journal*, les Israéliens prépareraient une opération le long du corridor de Philadelphie. L'Autorité palestinienne se retirerait des points de passage tandis que les FDI se déploieraient le long du corridor, prévenant tout passage de ou vers Gaza. Cette tactique viole à la fois le traité israélo-égyptien et les accords actuels.

0142 Les États-Unis envisagent de rétablir la monarchie en Libye

Afin de récupérer le contrôle de l'ensemble de la Libye, les États-Unis envisagent de relancer la monarchie.

☞ Le prince Mohammed El-Senussi, qui vivait en exil à Londres, est l'héritier du roi Idris Ier qui fut renversé par les officiers unionistes libres de Mouamar Kadhafi. Son régime s'identifiait avec la Confrérie islamiste dont il était le guide.

0143 Alger sollicité par Washington pour abriter le Hamas

Le département d'État Us aurait proposé le désarmement et la déportation des commandants des Brigades Al-Qassam palestiniennes vers l'Algérie, en échange de l'intégration du Hamas à l'Organisation de libération de la Palestine et de son acceptation de ses règles politiques.

0144 Hemeti invité de l'IGAD

Le « général » Mohamed Hamdan Dogolo, dit « Hemeti », chef des Forces d'action rapide, a été invité par l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) à Kampala (Ouganda). En rétorsion, « Le ministère des Affaires étrangères [soudanais] a informé (...) l'IGAD de la décision du Soudan de cesser de collaborer et de geler ses relations ».

☞ Dans la rivalité qui oppose Hemeti au général Abdel Fattah al-Burhan, président du Conseil de souveraineté de transition, le premier accumule les points à l'international.

0145 La Namibie recadre le soutien allemand à Israël

L'Allemagne a annoncé qu'elle interviendrait dans la procédure de la Cour internationale de Justice contre Israël. Selon elle, l'accusation portée par l'Afrique du Sud est sans fondement.

En réponse, la présidence namibienne a publié un tweet sur X, déclarant qu'elle déplore « le soutien de l'Allemagne à l'intention génocidaire de l'État israélien raciste contre des civils innocents à Gaza ».

☞ L'empire allemand du kaiser Guillaume II a perpétré le premier génocide du XX^e siècle (1904-08) contre les peuples Herero et Nama, massacrant 70 000 civils.

0146 L'Afrique du Sud parle d'apartheid en Israël parce qu'elle l'a vécu

Le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a déclaré à propos de l'affaire devant la CIJ : « En tant que peuple qui a goûté aux fruits amers de

la dépossession, de la discrimination, du racisme et de la violence d'État, nous sommes du bon côté de l'histoire ».

ASIE

0147 Benjamin Netanyahu récuse l'accusation de génocide

Le Premier ministre Netanyahu a déclaré qu'Israël « est accusé d'assassinat alors qu'il se bat contre un génocide ». Il a dénoncé l'« hypocrisie de l'Afrique du Sud ». « Israël combat les terroristes meurtriers qui commettent des crimes brutaux contre l'humanité. Ils ont massacré, violé, brûlé, mutilé, décapité des enfants, des femmes, des personnes âgées et des jeunes (...) L'organisation terroriste qui a commis le crime le plus atroce contre la nation juive depuis l'Holocauste est aujourd'hui défendue au nom de l'Holocauste. C'est le monde à l'envers », a-t-il poursuivi.

☞ L'Afrique du Sud n'a pas porté plainte contre Israël pour génocide, mais a demandé des mesures conservatoires pour éviter qu'Israël commette un génocide.

0148 Israël dénonce l'hypocrisie de l'Afrique du Sud

Le ministère israélien des Affaires étrangères a publié un commentaire après la première séance de son procès devant la Cour internationale de Justice. Il a dénoncé la « plus grande démonstration d'hypocrisie de l'histoire ». Il a attaqué l'Afrique du Sud, l'accusant de « chercher à permettre au Hamas de commettre des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et des crimes sexuels comme ceux commis le 7 octobre, encore et encore ».

« L'Afrique du Sud, qui sert de branche juridique à l'organisation terroriste Hamas, a présenté la réalité à Gaza de manière déformée depuis le 7 octobre, tout en ignorant le fait que les terroristes du Hamas se sont infiltrés dans le pays, ont assassiné, exécuté, massacré, violé et

Analyse du Réseau Voltaire

« [La plainte de l'Afrique du Sud contre Israël](#) », par Thierry Meyssan

La plainte déposée par l'Afrique du Sud contre l'État d'Israël ne l'accuse pas de génocide, mais de laisser des éléments de ses forces de sécurité le pratiquer. Elle se fonde sur les intentions énoncées par certains responsables politiques et militaires, sur l'observation des pratiques israéliennes depuis 75 ans vis-à-vis de l'ensemble du peuple palestinien et enfin sur la manière dont il se comporte aujourd'hui à Gaza.

enlevé des citoyens israéliens, simplement parce qu'ils étaient Israéliens, dans une tentative de commettre le génocide ».

0149 Benjamin Netanyahu fait marche arrière à propos de Gaza

Dans un post sur X, le Premier ministre, Benjamin Netanyahu a écrit : « Je veux faire quelques remarques tout à fait claires : Israël n'a pas l'intention d'occuper en permanence Gaza ou de déplacer sa population civile. Il combat les terroristes du Hamas, et non la population palestinienne, et nous le faisons dans le plein respect du Droit international ».

☞ Cette déclaration infirme les précédentes. Elle a été formulée alors que celles-ci sont cotées à titre de preuve par l'Afrique du Sud devant la CIJ.

0150 Benny Gantz n'a pas les mêmes objectifs que le cabinet de guerre

Le général Benny Gantz a déclaré que le gouvernement adhère à des « objectifs à long terme » qui incluent le retour des otages israéliens et la dissuasion de la menace du Hamas. « Dans la plupart des régions, nous avons achevé la phase de contrôle opérationnel, et nous sommes maintenant au cœur du démantèlement des infrastructures terroristes, ce qui conduira à la démilitarisation de la bande de Gaza ». Il a souligné que l'objectif le plus urgent est de ramener les otages. Il a ajouté que « nos ennemis doivent savoir que notre détermination est sans fin, et les citoyens israéliens comprennent que les actions à Gaza se poursuivront pendant longtemps de manière différente et dans les intensités requises ».

0151 La version saoudienne de l'attaque du 7 octobre

Asharq Al-Awsat, quotidien saoudien basé à Londres et propriété du prince Faisal bin Salman Al Saud, a donné sa version de l'attaque du 7 octobre. Selon lui, la préparation de l'opération aurait débuté en 2014, mais ne se serait concrétisée qu'à partir de 2021.

La décision finale de prendre l'assaut n'aurait été prise que par cinq personnes :

- Yahya Sinwar, chef militaire de Gaza ;
- Muhammad Deif, commandant de l'aile armée ;
- Muhammed Sinwar (frère du dirigeant du Hamas) ;
- Rawhi Mushtaha, membre principal du Hamas politburo et confident de Sinwar ;
- et Ayman Nofal, un membre du Conseil militaire général du groupe terroriste.

Ayman Siam, chef du réseau de tirs de roquettes, a été sommé de préparer une opération de grande envergure qui devait se dérouler lors de l'assaut.

Le 4 octobre, des groupes ont été déterminés et des réunions organisées pour fixer le rôle de chacun, mais la date de l'opération n'était pas encore choisie.

Ismail Haniyeh et son adjoint, Saleh Al-Arouri, ont été prévenus qu'une attaque d'ampleur se préparait, mais ils n'ont été informés de son déclenchement que dans les heures la précédant.

L'ordre d'exécution n'a été donné que le 6 octobre à minuit.

Par la suite, le coordonnateur des ailes armées de la Brigade Al-Qassam a informé d'autres groupes qu'ils pouvaient se joindre à l'opération, en attribuant des tâches spécifiques à chacun d'entre eux.

0152 Qui a tué les victimes du 7 octobre ?

Des familles endeuillées d'un kibboutz attaqué le 7 octobre demandent immédiatement des réponses. Elles exigent de savoir si leurs défunts ont été tués par des Palestiniens ou par l'armée israélienne en vertu de la « directive Hannibal » (cf. VAI n°63).

0153 Des Israéliens mettent en cause l'UNRWA

Des familles d'otages détenus à Gaza ont fait appel au ministre des Finances, Bezalel Smotrich, et au directeur de l'Autorité fiscale, en exigeant l'annulation des allègements fiscaux de l'UNRWA en Israël. Selon elles, l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) ignore les droits des otages, et est exempté chaque année du paiement de 26 millions de shekels pour le transfert de diesel à Gaza.

0154 Yoav Galland explique sa stratégie

Yoav Gallant, ministre de la Défense, lors d'une tournée dans la division des FDI en Cisjordanie, a déclaré que le Hamas « essaie de relier Gaza avec la Judée et la Samarie [c'est-à-dire la Cisjordanie] et de mettre le feu à la région. Nous devons empêcher cela de quelque manière que ce soit et régler la question des travailleurs ».

0155 Le directeur du Shin Bet devrait démissionner

Jacob Perry, ancien chef du Shin Bet, a déclaré sur la radio militaire que son successeur, Ronen Bar, démissionnera en raison de l'échec de ses services qui a conduit à l'attaque 7 octobre.

0156 La Haute Cour annule les permis de port d'armes abusivement octroyés par Itamar Ben-Gvir

La Haute Cour israélienne a ordonné l'annulation des permis d'armes illégaux octroyés par l'administration d'Itamar Ben-Gvir. Les plaignants demandaient aussi « l'ouverture d'une enquête pénale, ou à défaut, à tout le moins d'une procédure d'examen préliminaire, contre le ministre de la Sécurité nationale et le président de la Knesset ». Ils n'ont pas été suivis sur ce point.

0157 Israël essaie-t-il de déplacer les Palestiniens en Afrique ?

Selon la [presse israélienne](#), le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, poursuit ses négociations

avec le Congo, le Rwanda et le Tchad pour qu'ils « accueillent » des migrants palestiniens « volontaires ».

Les trois États africains ont, chacun, démenti ces informations.

0158 Mahmoud Abbas rappelle avoir toujours été présent à Gaza

Le président palestinien, Mahmoud Abbas, a déclaré à la chaîne de télévision égyptienne ON qu'une « Autorité palestinienne réformée » pourrait exercer la souveraineté à Gaza après la guerre. Il a rappelé qu'il avait toujours été présent sur place, rémunérant 40 000 fonctionnaires de la Santé et de l'Éducation, alors que le Hamas y exerçait le pouvoir.

0159 Mohammad Chtayyeh dénonce le focus sur le « jour d'après »

Mohammad Chtayyeh, Premier ministre palestinien, a déclaré que le focus médiatique sur le « jour d'après » à Gaza n'était qu'un moyen pour distraire l'opinion publique internationale du génocide en cours à Gaza.

0160 Nouvel affrontement au sein du cabinet de guerre

Le ministre de la Défense, Yoav Gallant, a quitté brusquement le conseil de guerre, le 13 janvier, et claqué la porte. Il est revenu un peu plus d'une heure plus tard. L'algarade portait sur le refus du Premier ministre, Benjamin Netanyahu, de laisser les principaux collaborateurs du ministre assister à la séance.

0161 Les exigences de Najib Mikati

Najib Mikati, Premier ministre démissionnaire libanais, a déclaré à Amos Hochstein, envoyé spécial états-unien, que lorsque les populations du Nord d'Israël retourneraient chez elles, rien ne changera. Le matin, en ouvrant leurs fenêtres, elles verront le Hezbollah de l'autre

côté de la ligne bleue (ligne de démarcation). Il a présenté quatre remarques :

1. La Situation au Sud du Liban ne se normalisera pas tant que le massacre continue à Gaza.
2. L'application de la résolution 1701 doit être le fait non seulement du Liban, mais aussi d'Israël, ce qui implique notamment la libération des fermes de Chebaa et de Northern Ghajar.
3. La mise en œuvre de la résolution 1701 fournit l'occasion d'une paix perenne.
4. Le Liban est prêt à faire reculer le Hezbollah de 7 kilomètres, mais uniquement lorsque les points précédents auront été actés.

0162 La vision du Hezbollah sur le conflit en mer Rouge

Le Hezbollah a communiqué : Les attaques des Anglo-Saxons contre Ansar Allah « constituent une violation manifeste de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Yémen, ainsi qu'une violation des lois internationales (...) L'agression US confirme une fois de plus que les États-Unis sont un partenaire à part entière dans les tragédies et les massacres commis par l'ennemi sioniste à Gaza et dans la région ».

0163 Une paix israélo-libanaise ne rompra pas l'unité de l'Axe de la résistance

Le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a redit son ouverture à des négociations de paix avec l'ennemi israélien (le Liban et Israël sont en guerre depuis 1948), incluant la définition de frontières définitives. Cependant, il a rejeté l'idée de négociations pendant la guerre en Palestine, considérant que les propositions états-uniennes actuelles sont juste des tentatives pour neutraliser le front israélo-libanais et ne traitent pas les problèmes de fond.

Cette position est également tenue par le Premier ministre démissionnaire, Nagib Mikati, et par le président de la Chambre, Nabih Berry.

Hassan Nasrallah a confirmé que cette position était aussi celle de tous les membres de l'Axe de la Résistance : pas de paix séparée durant la guerre de Gaza.

0164 Les Brigades islamiques El-Ess interviennent à la frontière libano-israéliennes

Les Brigades islamiques El-Ess ont revendiqué deux infiltrations en territoire israélien depuis les fermes de Chebaa. Selon l'armée israéliennes elles auraient accusé au moins six morts.

On ignore tout de ce groupe, sa nationalité et son parti politique.

0165 Dissolution du Tribunal spécial des Nations unies pour le Liban

Le prétendu « Tribunal spécial des Nations unies pour le Liban » n'était pas un tribunal et ne dépendait pas des Nations unies. Il a été institué par un accord personnel entre le secrétaire général des Nations unies Kofi Annan et le Premier ministre démissionnaire libanais, Fouad Siniora. De ce fait l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et la République libanaise sur la création d'un Tribunal spécial pour le Liban joint à la résolution 1757 du Conseil de sécurité n'a jamais été signé.

Cet organisme a été officiellement dissout le 31 décembre 2022 après avoir dépensé 1,2 milliards de dollars pour rien. Il n'a jamais fait la lumière sur l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafiq Hariri, ni sur aucun des autres cas qui lui ont été soumis. Il n'a condamné que des membres du Hezbollah par contumace et des journalistes qui avaient rapporté la corruption des juges, les faux témoignages etc.

Une structure résiduelle devrait être créée pour veiller à l'application des trois condamnations prononcées par contumace contre Salim Jamil Ayache, Hassan Habib Merhi et Hussein Hassan Oneïssi.

0166 Damas reprend le contrôle du pèlerinage des Syriens à La Mecque

Mohammad Abdul Sattar al-Sayed, ministre syrien des biens religieux, a rencontré Toufik Bin Fouzan, ministre saoudien du Hajj, à Djeddah. L'Arabie saoudite a convenu que le pèlerinage serait cette année confié à Damas et non plus à l'opposition armée syrienne.

0167 L'Arabie saoudite ne veut pas se lancer à nouveau dans une guerre au Yémen

L'Arabie saoudite, qui vient de signer un traité de paix avec Ansar Allah, a appelé la coalition « Gardien de la prospérité » à la retenue. Riyad a souligné sa préoccupation, notant que « l'importance du maintien de la sécurité et la stabilité de la région de la mer Rouge, car la liberté de navigation y est une demande internationale ».

0168 Les Anglo-Saxons poursuivent leur guerre au Yémen

La coalition « Gardien de la prospérité » a repris ses bombardements illégaux du Yémen, alors même qu'Ansar Allah avait interrompu ses actions. Cette fois, selon le Commandement états-unien pour le Moyen-orient élargi (CentCom), il se serait agi de détruire un site de radars.

Les responsables états-uniens avaient souligné que les bombardements massifs de la semaine dernière avaient détruit leurs cibles, notamment des centres logistiques, des systèmes de défense aérienne et des arsenaux. De son côté Ansar Allah a démenti et affirmé qu'ils n'avaient causé aucun dommage matériel significatif.

Par ailleurs, les États-Unis ont réinscrit Ansar Allah sur leur liste d'organisations terroristes.

0169 Selon Ansar Allah, les États-Unis agissent de manière tribale

Mahdi al-Mashat, président du conseil politique d'Ansar Allah, a déclaré : que « Les États-Unis interviennent en faveur d'Israël tandis que nous intervenons en faveur de nos proches dans la bande de Gaza ».

Abdelaziz al-Jabari, vice-président du Parlement et leader de l'opposition à Ansar Allah, a déclaré : « Nous rejetons toute attaque américano-britannique contre le Yémen, car son but n'est pas de protéger les navires internationaux, mais l'État hébreu. Au Yémen, quelles que soient les différences entre nous, nous n'accepterons jamais aucune agression américano-britannique contre notre pays.

0170 Pour le Qatar, l'expulsion des Palestiniens est une ligne rouge

Cheikh Tamim bin Hamad al-Thani, émir du Qatar, a déclaré que le meurtre et le déplacement des Palestiniens franchissent une ligne et ne peuvent être acceptés, ajoutant que la cause palestinienne est une question de principe.

0171 Pour Hamad Bin Jassem at-Thani, ce n'est pas aux Arabes, mais à Israël de payer la reconstruction de Gaza

Cheikh Hamad Bin Jassem at-Thani, ancien Premier ministre du Qatar, a déclaré : « J'ai entendu, et je ne sais pas à quel point c'est vrai, que certains États de notre région se sont engagés à payer pour la reconstruction de la bande de Gaza et à assumer la gestion de la bande de Gaza une fois la guerre terminée. Parlons tout d'abord de l'engagement de paiement. La partie qui devrait supporter le coût de la destruction massive dans la bande de Gaza est celle qui l'a provoquée, avec ceux qui l'ont aidé à commettre un crime de génocide, détruit tous les bâtiments et les maisons, tué des dizaines de milliers de personnes. Quant aux États arabes, ils ne devraient pas être contraints d'assumer ce coût et de payer sans avoir d'opinion, comme cela a été le cas depuis de nombreuses années ».

« La Cisjordanie et la bande de Gaza devraient être gérées par les Palestiniens, même si j'apprécie les Arabes qui ont proposé de le faire à leur place. Entre-temps, s'il est prévu d'imposer la tutelle et l'administration internationales pendant une période limitée et transitoire jusqu'à ce que les Palestiniens puissent gérer leurs affaires de manière

véritablement démocratique, cette tutelle devrait couvrir toutes les régions occupées en 1967, c'est-à-dire la Cisjordanie et la bande de Gaza, en supposant qu'il y ait de sérieuses intentions d'établir un État palestinien indépendant, y compris dans les territoires qui ont vu la construction de colonies juives, que l'Onu a reconnu. Et s'il est nécessaire d'échanger des territoires, cela doit se faire par le biais d'un accord direct avec les Palestiniens, qui devraient assumer la gestion de toutes leurs régions avec une totale liberté et sans aucune tutelle sur eux », a-t-il poursuivi.

0172 Le message de la Türkiye à Israël

Le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, a déclaré : « Le MiT, qui a révélé le réseau israélien d'espionnage dans notre pays, a donné une réponse très claire à ceux qui nous menacent. Bien sûr, cela a considérablement surpris l'État hébreu ».

0173 Pour Recep Tayyip Erdoğan, les Anglo-Saxons veulent transformer la mer Rouge en une mer de sang

Interrogé sur l'attaque des États-Unis et du Royaume-Uni contre le Yémen, le président turc, Recep Tayyip Erdoğan a répondu : « Tout d'abord, ce n'est pas un acte proportionné. Tous ces actes constituent un recours disproportionné à la force. Israël procède actuellement au même usage disproportionné de la force en Palestine. Face à tout cela, l'Iran cherche à se protéger. Le Royaume-Uni a toujours pris des mesures conjointes avec les États-Unis tout au long de ce processus, et continue de le faire. Ils sont impatients de transformer la mer Rouge en un bain de sang ».

0174 Levée de boucliers contre deux footballeurs israéliens

Le bureau du procureur général turc à Antalya a ouvert une enquête judiciaire contre le joueur de football israélien Sagiv Yehezkel, 28 ans, du club d'Antalya, pour crime d'« incitation publique à la haine et à l'hostilité ». Le joueur avait dessiné

une étoile de David et marqué « 100 jours » en solidarité avec les otages du Hamas.

Un autre joueur israélien jouant en Türkiye, Eden Karzev, 23 ans, du club de Basaksehir (Istanbul) a brandi sur Instagram un panneau « 100 – Ramenez-les à la maison MAINTENANT ».

Israël Katz, ministre israélien des Infrastructures, a interprété les réactions turques comme un soutien au terrorisme. Il a déclaré : « Celui qui arrête un footballeur pour un acte d'identification avec 136 personnes enlevées, aux mains d'une organisation terroriste meurtrière depuis plus de 100 jours, représente une culture de meurtre et de haine ». Il a ajouté : « La communauté internationale et les organisations sportives internationales doivent agir contre la Türkiye

et contre son recours politique à la violence et aux menaces contre les athlètes. Aujourd'hui, c'est Sagiv Yehezkel, demain, ce sera contre un autre athlète ».

0175 La Türkiye réplique au PKK

Réagissant à une attaque du PKK contre une base militaire turque, qui a fait 9 morts et 4 blessés, Ankara a arrêté 113 personnes liées à l'organisation et lancé une attaque contre 29 cibles dans les régions de Metina, Hakurk, Gara et Qandil.

0176 Le regard iranien sur les combats en mer Rouge

Nasser Kannani, porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, a condamné l'attaque états-unis-britannique contre Ansar Allah au Yémen. Selon lui, elle alimente « l'insécurité et l'instabilité » dans la région

0177 Selon l'ambassadeur iranien aux Nations unies, Washington et Tel-Aviv se partagent les rôles

Dans une interview à *Newsweek*, Amir Saeid Iravani, représentant permanent de l'Iran aux Nations unies, a déclaré : « Les mesures prises par les États-Unis et le Royaume-Uni pour

attaquer le Yémen constituent une violation flagrante de la souveraineté nationale, une violation du Droit international et une transgression de la Charte des Nations Unies. Elles constituent, en fin de compte, une déclaration de guerre contre le peuple yéménite. Cette agression militaire est révélatrice du succès du lobbying du régime israélien à Washington pour attirer les États-Unis dans une guerre directe et exacerber les conflits vers d'autres parties de la région (...) Plus précisément, le régime [de Tel-Aviv] prévoit que les conflits à Gaza, au Liban et en Syrie relèvent de sa juridiction, tandis que les guerres en Iraq et au Yémen doivent être associées aux États-Unis ».

0178 Les Maldives choisissent le commerce chinois plutôt que la suzeraineté indienne

Après un voyage à Beijing, le président des Maldives. Mohamed Muizzu, a annoncé que son pays rompt avec la suzeraineté indienne. Il a donné deux semaines aux troupes indiennes pour le quitter.

Erratum

Dans notre brève 0103, le nom du député japonais manquant est Mito Kakizawa.

0179 Nauru ne reconnaît plus Taïwan

Le gouvernement de Nauru, petite île du Pacifique, a déclaré qu'il ne reconnaissait plus Taïwan « comme un pays distinct », mais « plutôt comme une partie inaliénable du territoire chinois ». Nauru « rompra immédiatement ses relations diplomatiques » et « ne développera plus de relations officielles ou d'échanges officiels avec Taïwan », a-t-il précisé.

0180 La Corée du Sud, dépassée par les nouveaux missiles nord-coréens

Le nouveau missile balistique hypersonique à portée intermédiaire (IRBM) à combustible solide lancé par la Corée du Nord ne pourrait pas être intercepté par la Corée du Sud. Celle-ci va devoir réviser sa défense anti-aérienne.

0181 La Chine souhaite une conférence internationale sur la Palestine

Wang Yi, ministre chinois des Affaires étrangères, a déclaré lors d'une conférence de presse au Caire que son pays est favorable à l'établissement d'un calendrier réel pour la mise en œuvre de la solution à deux États par la convocation d'une « conférence de paix internationale plus grande, faisant plus autorité et plus efficace ».

☞ Pour être efficace, une conférence de paix ne devrait pas se limiter à Israël et à la Palestine, y compris le Hamas, mais inclure au moins les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Axe de la Résistance.

MOUVEMENTS INTERNATIONAUX

0182 Pétition de parlementaires du monde entier pour un cessez-le-feu immédiat à Gaza

Plus de 380 parlementaires du monde entier, menés par la représentante US Ilhan Omar (Parti démocrate) et la députée fédérale allemande Sevim Da'delen (Bündnis Sahra Wagenknecht), ont publié une [déclaration commune](#). Elle déclare : « Nous nous unissons pour appeler à un cessez-le-feu multilatéral immédiat en Israël et en Palestine, à la libération de tous les otages israéliens et internationaux restants et à la facilitation de l'entrée de l'aide humanitaire à Gaza. Nous exhortons en outre nos propres gouvernements respectifs et la communauté internationale à défendre le Droit international et à demander à rendre compte des violations graves des Droits de l'homme ».

0183 La prochaine pandémie au menu du Forum de Davos

Le 17 janvier, au Forum économique mondial de Davos, s'est tenu un débat sur la « maladie X ». Les participants ont été appelés à anticiper une nouvelle pandémie, vingt fois plus dangereuse que celle du coronavirus.

La maladie X serait issue d'une arme biologique.

Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), Nisia Trindade, ministre brésilienne de la Santé, et d'autres experts y ont participé.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#), 46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

0184 Israël empêche les secours des Nations unies à Gaza

Selon Andrea De Domenico, chef du Bureau des Affaires humanitaires de l'Onu (Ocha) : « Les opérations dans le Nord [de la Bande de Gaza] sont devenues de plus en plus compliquées. Nous essuyons un refus systématique de la part des Israéliens pour y accéder ».

0185 Le Conseil de Sécurité s'oppose unanimement au transfert forcé des Palestiniens en dehors de leurs terres

Un « consensus rare » a prévalu parmi les membres du Conseil de Sécurité pour rejeter « tout projet de transfert forcé des Palestiniens en dehors de leurs terres », projet dont Israël a nié l'existence.

☞ Les autorités israéliennes sont parfaitement conscientes de ne pas pouvoir ni expulser les Palestiniens, ni les massacrer. Leur projet est donc de leur rendre la vie impossible à Gaza et de leur offrir la possibilité d'un transfert « volontaire » dans d'autres pays.

0186 La représentante US au Conseil de Sécurité ne sait pas lire une résolution

Linda Thomas-Greenfield, représentante permanente des États-Unis aux Nations unies, a déclaré au Conseil de Sécurité que les frappes effectuées contre les « Houthis » (dénomination péjorative d'Ansar Allah) étaient conformes au Droit international, en vertu du droit à la légitime défense (article 51 de la Charte des Nations unies).

☞ Le Conseil de Sécurité a condamné les actions d'Ansar Allah contre des navires civils, mais il n'a jamais autorisé d'action militaire au Yémen (résolution 2722). Au contraire, il a spécifié que la paix en mer Rouge ne serait trouvée qu'après la solution en Palestine.

Le Mozambique, l'Algérie et l'Équateur ont souligné que l'escalade de la violence ne résoudra pas le conflit.

0187 Le haut-commissaire aux Droits de l'homme dénonce les échecs d'Israël en matière humanitaire

Elizabeth Throssell, porte-parole du haut-commissariat des Nations unies aux Droits de l'homme, a déclaré : « Nous avons souligné à maintes reprises les échecs récurrents d'Israël à défendre les principes fondamentaux du droit international humanitaire : distinction, proportionnalité et précautions dans la réalisation d'attaques (...) Le Haut-Commissaire a souligné que les violations de ces obligations risquaient d'être exposées à la responsabilité pour les crimes de guerre et a également mis en garde contre les risques d'autres atrocités ».

Voltaire

Actualité internationale

N°71 - 26 janvier 2024

ÉDITORIAL

0188 La guerre secrète de la France contre la Russie

- Selon le ministère russe de la Défense, le 17 janvier 2024, l'aviation russe a tiré deux missiles de haute précision sur un bâtiment militaire à Kharkiv/Kharkov, l'ancienne capitale soviétique de l'Ukraine durant l'entre-deux-guerres.

Le bâtiment a été entièrement détruit. La cible abritait des « mercenaires étrangers », principalement français. Une soixantaine de corps ont été retrouvés, tandis que 20 personnes ont été hospitalisées.

Le ministère a précisé qu'il resterait environ 2 000 « mercenaires étrangers » en Ukraine.

- Selon le chef de la police régionale, l'Ukrainien Vladimir Tymoshko, le bâtiment n'était pas militaire, mais exclusivement civil. « Il s'agit d'un génocide », a-t-il déclaré.

- Le ministère russe des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur de France, Pierre Lévy, pour explication.

Le ministre français des Affaires étrangères, Séphane Séjourné, a déclaré au Parisien : « Notre ambassadeur à Moscou a été convoqué, c'est un moyen de mettre la pression de temps en temps sur les États européens. La Russie nous a habitués à des manipulations grossières. C'en est une, il y en aura d'autres. Ne nous laissons pas entraîner là-dedans ».

☞ Les diplomates français ne savent pas ce que leurs collègues militaires font. les deux ministères ne communiquent pas.

☞ Le 18 août 2023, l'ancien chef d'état-major français, Jean-Louis Georgelin, serait mort lors d'une promenade à Bordes-Uchentein (Ariège). Des obsèques nationales lui ont été consacrées. Cependant son corps n'a jamais été exposé. Il serait en réalité mort lors d'un bombardement en Ukraine.

- La Douma russe devrait s'adresser au Parlement français à propos de la présence de « mercenaires » français en Ukraine.

Officiellement, la France ne participe pas aux opérations militaires en Ukraine, mais soutient (...)

(...) cette dernière en lui fournissant de l'armement.

Si des soldats français participaient aux combats, la République française entrerait en guerre contre la Fédération de Russie.

Il semble que la Douma souhaite révéler la présence de Forces spéciales françaises en Ukraine sans autorisation du Parlement français. L'article 35 de la Constitution française dispose :

« Le Gouvernement informe le Parlement de sa décision de faire intervenir les forces armées à l'étranger, au plus tard trois jours après le début de l'intervention. Il précise les objectifs poursuivis. Cette information peut donner lieu à un débat qui n'est suivi d'aucun vote.

Lorsque la durée de l'intervention excède quatre mois, le Gouvernement soumet sa prolongation à l'autorisation du Parlement. Il peut demander à l'Assemblée nationale de décider en dernier ressort. »

- La presse russe a publié une liste de 13 noms correspondants à certaines des victimes du bombardement de Kharkiv/Kharkov le 17 janvier.

L'agence de presse RIA-Novosti publie des photographies extraites du compte [Facebook](#) de l'un d'entre eux, Alexis Drion, ouvert en décembre 2011.

Bien que peu fourni, il laisse apparaître le jeune homme dès 2013 en tenue militaire. Il est alors âgé de 27 ans. Diverses photos semblent le lier à la Légion étrangère. En définitive, on le retrouve en Ukraine avec des insignes de la France et de l'OUN, la milice des « nationalistes intégraux ».

AMÉRIQUES

0189 Les États-Unis s'agrandissent d'1 million de km²

Les États-Unis ont redéfini leur plateau continental et invoqué la Convention des Nations unies sur le Droit de la mer pour étendre subitement leur espace maritime d'un

million de kilomètres carrés. Les zones englobées dans cette revendication comprennent l'Arctique, la côte est Atlantique, la mer de Béring, la côte ouest du Pacifique, les Îles Mariannes, et deux régions du golfe du Mexique.

« Ce n'est pas tout à fait l'achat de la Louisiane. Ce n'est pas tout à fait l'achat de l'Alaska, mais la nouvelle zone de ressources terrestres et souterraines sous les terres contrôlées par les États-Unis est deux fois plus grande que la Californie », a déclaré Mead Treadwell, ancien président de la Commission de recherche sur l'Arctique.

☞ Si personne ne conteste les découvertes océanographiques des États-Unis, ils ne sont pas signataires de la Convention des Nations unies sur le Droit de la mer. C'est d'ailleurs l'origine de leur litige avec Beijing sur les eaux territoriales chinoises.

0190 Selon Joe Biden, Benjamin Netanyahu ne s'opposerait pas à la création d'un État palestinien

Le président états-unien, Joe Biden, a déclaré avoir conversé une quarantaine de minutes par téléphone avec le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu. Selon lui, ce dernier ne s'opposerait pas à la création d'un État palestinien.

0191 Pour le département d'État, il n'y aura pas de paix durable sans État palestinien

Selon Matthew Miller, porte-parole du département d'État US, « Il n'y a aucun moyen de relever les défis [de la Palestine] à long terme pour assurer une sécurité durable et il n'y a aucun moyen de relever les défis à court terme de la reconstruction de Gaza, ni de l'établissement de la gouvernance à Gaza, ni de la sécurité de Gaza, sans la création d'un État palestinien ».

0192 Washington s'oppose à un cessez-le-feu à Gaza

L'amiral John Kirby, porte-parole du Conseil national de Sécurité US, a déclaré : « Nous soutenons les pauses humanitaires, comme je l'ai dit, pour essayer d'obtenir des otages et plus d'aide, mais nous ne soutenons pas un cessez-le-feu en ce moment ».

0193 Des images de décapitation, le 7 octobre

CNN a diffusé des images montrant un combattant du Hamas décapitant deux Israéliens le 7 octobre. Les images ont été prises à partir d'une caméra de sécurité dans le kibboutz Nir Oz, et ont été fournies à la chaîne par une source israélienne.

0194 Les Alliés des États-Unis devront armer l'Ukraine à leur place

Le général Lloyd Austin, secrétaire à la Défense, a organisé une réunion virtuelle avec les principaux alliés de l'Ukraine, depuis son domicile où il se remet de son opération.

Il s'est efforcé de convaincre chaque participant de suppléer à l'impossibilité pour le Pentagone de fournir de nouvelles armes à Kiev. Le Congrès a interdit toute nouvelle dépense en ce sens.

0195 53 % des États-Uniens envisagent que Joe Biden ne soit qu'une marionnette de Barack Obama

Selon un sondage de Rasmussen Report, 37 % des électeurs états-uniens approuvent l'idée suivante que 16 autres % considèrent comme proche de la réalité : Joe Biden n'est pas en mesure de concourir pour un second mandat présidentiel. « C'est la marionnette d'un groupe de gauche progressiste... dirigé par Barack Obama ».

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

0196 Un faux message de Joe Biden contre lui

Selon *Associated Press*, un message imitant la voix du président Joe Biden a été envoyé par téléphone à de nombreux électeurs afin de lui faire perdre les élections.

0197 La Chambre des représentants ne parvient pas à trouver les archives de ses prédécesseurs sur le pseudo-« coup d'État » du 6 janvier

Les représentants chargés d'enquêter sur l'enquête de la précédente chambre sur les événements du 6 janvier 2021 ont découvert 117 fichiers secrets. Ils exigent de leurs prédécesseurs, et notamment du président de la défunte commission, Bennie Thompson (Mississippi), la transmission des codes de décryptage. En outre, ils exigent de savoir où se trouvent les enregistrements vidéo des dépositions des témoins, des transcriptions et d'autres documents manquants sur l'assaut du Capitole.

0198 La Fondation Heritage note l'armée des États-Unis

La [Fondation Heritage](#) a publié son enquête annuelle sur l'état des armées US. Selon elle, celle-ci ont perdu en puissance principalement en raison de leur difficulté à engager du personnel. Seul le corps des Marines (infanterie de Marine) aurait conservé son niveau d'antan. La Marine (*Navy*) elle-même serait complètement dépassée.

0199 Le coût direct de l'immigration aux USA

Selon l'association [Open The Books](#), les agences fédérales chargées de transporter, d'héberger et de soutenir les immigrés ont dépensé près de 20 milliards de dollars au cours des deux dernières années.

0200 Donald Trump rouvre le dossier des attentats du 11 septembre 2001

Lors d'un meeting électoral à Laconia (New Hampshire), le candidat à la présidentielle états-unienne, Donald Trump, a rappelé qu'il n'y avait jamais eu d'attaque étrangère le 11 septembre 2001, ainsi qu'il l'avait dit le jour même sur la chaîne de télévision New York One.

Il a rappelé que cette mise en scène sanglante avait causé non seulement 3 000 victimes aux États-Unis, mais surtout servi de prétexte pour le massacre de millions d'innocents au Moyen-Orient élargi.

Thierry Meyssan a été le premier au monde à expliquer, sur [Voltaire.net.org](#), que la narration officielle des événements du 11-Septembre n'avait aucun rapport avec la réalité. Puis il a publié un best-seller mondial, *L'Effroyable imposture*, pour analyser les conséquences de ce mensonge : d'abord l'installation d'un système de surveillance de masse aux États-Unis et dans tout l'Occident (confirmé par Edward Snowden), puis l'extension de l'impérialisme au Moyen-Orient élargi (confirmé par Julian Assange). En 2005, Thierry Meyssan a organisé un colloque à Bruxelles avec 150 personnalités du monde entier pour élaborer une réponse aux Straussians et autres néo-conservateurs. Un des avocats de Donald Trump (qui n'était pas encore entré en politique) y participait.

Depuis, deux interventions officielles ont contredit la version bushienne des événements :

- Le FBI a établi que le témoignage de l'avocat général des États-Unis, Theodore Olson, selon lequel il avait discuté avec son épouse à bord du

vol AA 77 avant qu'il ne s'écrase sur le Pentagone, était un faux.

- Un officier du Bureau des commissions militaires, Daniel Canestraro, a déposé que deux des prétendus pirates de l'air étaient des agents de la CIA.

0201 Le Mexique et le Chili face au massacre des Gazaouis

Le Mexique et le Chili ont exprimé jeudi une « inquiétude « croissante » » au sujet de l'escalade de la violence à Gaza après plusieurs mois de guerre entre l'État hébreu et le Hamas dans le cadre d'un renvoi devant la Cour pénale internationale (CPI) [à ne pas confondre avec la Cour de Justice internationale (CJI)] pour d'éventuels crimes.

Le ministère des Affaires étrangères du Mexique a fait valoir que la Cour pénale internationale (CPI) était l'instance appropriée pour établir la responsabilité pénale potentielle, « que les crimes soient commis par des agents de la puissance occupante ou de la puissance occupée ».

Erratum

La brève 0120 ne se situe pas au Guatemala, mais en Équateur.

0202 Début de la campagne électorale vénézuélienne

Les autorités vénézuéliennes ont arrêté 32 personnes, civils et soldats, impliqués dans un complot visant à assassiner le président, Nicolás Maduro. Selon elles, cette opération, comme les précédentes, aurait été organisée par les États-Unis.

La présidente de l'opposition, María Corina Machado, a dénoncé l'attaque du siège de son parti par des individus, selon elle liés au parti présidentiel.

Les deux formations ont défilé dans les rues de Caracas. Le Parti socialiste unifié du Venezuela

(PSUV) du président Maduro a réuni des dizaines de milliers de personnes. La coalition de María Corina Machado n'a réuni que quelques milliers de manifestants.

EUROPE

0203 La France met en place une coalition pour l'artillerie ukrainienne

Les présidents français et ukrainien, Emmanuel Macron et Volodymyr Zelensky, ont discuté par téléphone de la mise en place d'une coalition pour l'artillerie contre la Russie.

La France s'est engagée à produire des dizaines de systèmes d'artillerie avancés CAESAR et de munitions pour l'Ukraine en 2024.

0204 La Cour européenne des Droits de l'homme condamne la France

Dans l'affaire Vanessa Allée, la Cour européenne des Droits de l'homme a condamné la France pour avoir violé la liberté d'expression de la requérante.

La France l'avait condamnée pour avoir envoyé six courriels relatant des faits de harcèlement et d'agression sexuelle dont elle se dit victime, mais qui n'ont pas fait l'objet de jugement.

0205 La Belgique rejoint la coalition US en mer Rouge

La Belgique, qui a rejoint l'opération *Gardien de la prospérité* en mer Rouge, va envoyer un navire de guerre sur place.

0206 Renaissance des dynasties politiques en Belgique

Selon une étude du Centre de recherche et d'information socio-politiques (CRISP), le taux de parlementaires belges qui sont enfants de parlementaires, n'a cessé de baisser de 1974 à 1991, mais remonte depuis. On retrouve aujourd'hui des dynasties dans 12 à 15 % des cas, selon les assemblées, soit la même proportion qu'au XIX^e siècle. Cette proportion

atteint 50 % chez les centristes. Selon ces sociologues, la réapparition des héritiers serait due à :

- la transformation des partis politiques vers des appareils professionnels centrés autour des élections ;
- le renforcement du poids des dirigeants ;
- la diminution des liens avec les organisations d'un même pilier ;
- et la réduction du nombre d'adhérents aux partis politiques.

0207 Pedro Sánchez soutien les manifestations pro-palestiniennes

Pedro Sánchez, Premier ministre espagnol, a annoncé son soutien aux manifestations pro-palestiniennes. « Ce que nous voyons à Gaza est inadmissible. Je doute qu'Israël respecte le droit international humanitaire », avait-il déclaré en novembre dernier.

0208 En Italie, le salut fasciste n'est un délit que sous conditions

La cour de cassation italienne, toutes chambres réunies, a confirmé que la cérémonie d'appel, par laquelle les participants à une manifestation fasciste répondent « présents », ainsi que le « salut romain » - bras tendu - sont punissables par la loi. Ce sont des rituels « évocateurs de la gestuelle propre au parti fasciste dissout » après la Seconde Guerre mondiale et à ce titre ils tombent sous le coup de l'article 5 de la loi dite « Scelba » datant de 1952.

Cependant, le délit n'est toutefois pas manifeste dans le cadre d'une commémoration et s'il n'est pas prouvé que les personnes qui l'exécutent ont pour dessein de ressusciter le parti fasciste.

👉 Le 7 janvier, des milliers de fascistes ont célébré le bras levé l'assassinat de militants à Acca Larentia, en 1978.

0209 Les migrants vers l'Italie pourraient attendre... en Albanie

L'Italie pourrait expulser ses migrants vers l'Albanie comme le Royaume-Uni tente de le faire vers le Rwanda, c'est le projet que le Parlement italien vient d'approuver. Il prévoit de créer deux centres d'accueil des migrants dans le port de Shëngjin, l'un pour le dépôt des demandes d'asile et l'autre pour attendre leur réponse.

Cependant la Cour constitutionnelle albanaise a suspendu la ratification du projet. Elle doit rendre sa décision au plus tard le 6 mars.

0210 Robert Fico met en garde contre l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan

Robert Fico, Premier ministre slovaque, a donné une interview à RTVS avant sa rencontre avec son homologue ukrainien, Denys Chmygal. Il a déclaré : « Je lui dirai que je suis contre l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan et que j'y mettrai mon veto. Cela déclencherait la Troisième Guerre mondiale, ni plus ni moins ». Il a ajouté vouloir lui confirmer qu'il « ne recevra pas d'armes de la part de l'armée et l'État slovaque ».

Il a également accusé l'Ukraine d'être l'un des pays les plus corrompus au monde : « Dieu seul sait où l'aide qui vous est envoyée disparaît », et de ne plus être « un pays indépendant et souverain » étant « sous le contrôle total et l'influence des États-Unis ».

À ses yeux, le conflit avec la Russie qui dure depuis deux ans est sans solution du point de vue militaire et l'Ukraine va devoir céder des portions de territoire : « Il devra y avoir une forme de compromis qui sera très douloureux pour les deux parties ». « Qu'est-ce qu'on attend ? Que les Russes s'en aillent...? C'est irréaliste », a-t-il estimé.

0211 Josep Borrell dénonce le soutien d'Israël au Hamas

Josep Borrell, haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, s'exprimant à Valadolid, a déclaré : « Nous pensons qu'une solution à deux États [israélien et palestinien] doit être imposée de l'extérieur pour ramener la paix. Même si, et j'insiste, Israël réaffirme son refus [de cette solution] et, pour l'empêcher, est allé jusqu'à créer lui-même le Hamas (...) Le Hamas a été financé par le gouvernement israélien pour tenter d'affaiblir l'Autorité palestinienne du Fatah. Mais si nous n'intervenons pas fermement, la spirale de la haine et de la violence se poursuivra de génération en génération, de funérailles en funérailles ».

0212 Le Parlement européen contre un État-membre, la Hongrie

Le Parlement européen a adopté une résolution déplorant le déblocage par la Commission d'une partie des sommes dues à la Hongrie (10,2 milliards d'euros) (Cf. VAI n°66). Celle-ci a été accordée en échange d'un vote sur l'aide à l'Ukraine que la Hongrie bloquait. Mais la Commission retient toujours 20,4 milliards d'euros.

Le Parlement se demande si le gouvernement hongrois sera en mesure de s'acquitter de ses fonctions au cours du second semestre de 2024. Il avertit que, si Charles Michel (fonctionnaire désigné) démissionnait de ses fonctions de président du Conseil européen, elles incomberaient au Premier ministre hongrois, Viktor Orbán (élu), et se cumuleraient avec la présidence tournante du Conseil. Les députés demandent au Conseil de trouver des « solutions appropriées » pour atténuer ce risque et appellent « à des réformes du processus décisionnel du Conseil afin de mettre fin à l'abus du droit de veto et au chantage ».

☞ Les Traités définissent les règles de l'Union. La majorité des parlementaires européens, proposent de les changer lorsque leur application les gêne.

0213 Les États-Unis arment une armée kosovare

Les États-Unis ont envoyé 24 lanceurs de Javelin et autres 246 missiles à l'État non-reconnu du Kosovo, pour un montant de 75 millions de dollars. Il s'agit pour le Pentagone de commencer à former une armée kosovare sur les normes de l'Otan, conformément aux souhaits exprimés par la présidente, Vjosa Osmani

0214 L'armée ukrainienne drogue ses soldats à l'ibogaïne

Selon *The Intercept*, le militant des drogues Irvin Dana Beal a contacté le psychologue militaire ukrainien Oleksii Skyrtach. Il lui aurait proposé de doper les soldats ukrainiens avec un dérivé de synthèse de l'ibogaïne afin de palier à leur manque de personnel.

L'ibogaïne est une drogue hallucinogène gabonaise. Elle est interdite dans de nombreux pays. Depuis quelques années, elle est utilisée, souvent avec succès, pour rompre l'addiction à la cocaïne et à l'héroïne.

Après la publication de cet article, Irvin Dana Beal a été arrêté aux États-Unis.

0215 Volodymyr Zelensky institue la double nationalité

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky a signé le 22 janvier un décret no. 17/2024 « Sur les territoires de la Fédération de Russie habités par des Ukrainiens » immédiatement exécutoire.

Selon ce texte, le Conseil des ministres « est chargé d'élaborer et de soumettre au Conseil national de la Sécurité et de la Défense un plan d'action pour préserver l'identité ethnique des Ukrainiens en Russie, y compris les terres historiquement habitées par eux dans les régions du Kouban, de Starodobshchina et de Slobozhanshchina du Nord et de l'Est dans les régions actuelles de Krasnodar, Belgorod, Bryansk, Voon ».

Le décret prévoit une enquête sur les « crimes » qui ont été commis contre des Ukrainiens qui

vivent dans ces territoires, « la russification forcée, la répression politique et les déportations ». Il institue également un centre pour de telles études.

☞ À compter du 22 janvier, Kiev revendique de nouveaux territoires jusqu'ici considérés comme russes.

0216 Le CIA en appelle aux Bachkirs en Ukraine

Ruslan Gabbasov, un bachkir réfugié en Lituanie, a appelé à la constitution d'un bataillon bachkir dans l'armée ukrainienne avec les bachkirs de l'armée de la Fédération de Russie qui ont été faits prisonniers.

☞ Les bachkirs, une ethnie turcophone, est la quatrième de la Fédération de Russie, après les russes, les ukrainiens et les tatars.

AFRIQUE

0217 Une délégation des Frères musulmans à Gaza

L'Union internationale des érudits musulmans, organe la Confrérie des Frères musulmans, a constitué une délégation pour se rendre à Gaza sous la présidence de cheikh Ali Muhiuddin Al-Qurra Daghi. Elle a demandé au gouvernement égyptien de lui accorder l'entrée.

0218 Élection présidentielle déjà faussée au Sénégal

La commission électorale sénégalaise a invalidé les candidatures de Karim Wade (fils de l'ancien président Abdoulaye Wad) et d'Ousmane Sonko, principal leader de l'opposition (cf. VAI n°44 et 68-69). Le premier avait été condamné pour détournement de fonds, puis gracié par le président Macky Sall. Le second est emprisonné suite à un procès manifestement truqué. le principal bénéficiaire de cette manipulation devrait être le premier ministre Amadou Ba.

En l'absence d'Ousmane Sonko, les Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et

la fraternité (PASTEF) ont présenté Bassirou Diomaye Faye, un universitaire basé aux États-Unis, qui a été validé par la commission électorale.

0219 Joseph Boakai, victime d'un malaise durant son discours d'investiture

Lors de son discours d'investiture, Joseph Boakai (79 ans), président du Libéria, a soudain montré des signes de faiblesse. Il a dû être évacué par son système de sécurité. Son bureau a assuré que cet incident n'avait aucun rapport avec sa santé.

Joseph Boakai est le président le plus âgé du Libéria.

0220 L'Afrique du Sud pourrait bloquer le passage du Cap de Bonne-Espérance

L'Afrique du Sud, qui concentre toutes les attentes juridiques avec sa plainte contre l'État d'Israël à la Cour internationale de Justice, dispose d'une seconde arme : elle pourrait à nouveau organiser des manœuvres militaires maritimes jointes, avec les pays des BRICS, à proximité du cap de Bonne-Espérance. Le trafic alternatif occidental, qui n'ose plus emprunter la mer Rouge et le canal de Suez, se trouverait soudain bloqué.

ASIE

0221 Israël rejette la proposition saoudienne

Israël a rejeté une proposition saoudienne, soutenue par trois États arabes, que le secrétaire d'État US, Antony Blinken, lui avait transmise. Riyad proposait de reconnaître Israël et de financer la reconstruction de Gaza après la restructuration de l'Autorité palestinienne dès que Tel-Aviv cesserait de bombarder les Palestiniens.

Les États arabes plaident pour des étapes irréversibles créant un État palestinien ; une position qui était déjà celle de l'[initiative de paix](#)

[arabe](#) présentée par le prince Abdullah bin Abdul-Aziz, en 2002, et adoptée par la Ligue arabe.

0222 Gaby Eskenazi et Benny Gantz ont évité une attaque contre le Hezbollah

Le général Gaby Eskenazi, ancien chef d'état-major et membre consultatif du cabinet de guerre, a révélé dans l'émission *Uvda* qu'avec son ami le général Benny Gantz, ils avaient convaincu leurs collègues de ne pas lancer une attaque contre le Hezbollah, le 11 octobre dernier.

« Nous avons empêché une décision gravement erronée. Si nous avions attaqué au Liban, nous aurions réalisé la vision stratégique de [Yahyah] Sinwar. Notre présence [dans le cabinet de guerre] a empêché l'État israélien de commettre une très grave erreur stratégique », a-t-il poursuivi.

Par ailleurs, selon lui « Le Premier ministre a été informé à la fois par les FDI et par le Shin Bet, et il a été impliqué, je sais qu'il a participé à la construction de la clôture et à d'autres activités. Il porte une responsabilité précise et claire. Vous n'avez pas besoin d'assumer la responsabilité, elle est évidente ».

0223 Nouveaux affrontements au cabinet de guerre

Selon Mikhail Shemsh, de la chaîne israélienne Kan 11, la réunion du cabinet de guerre, le 21 janvier, a de nouveau été l'occasion de durs affrontements. Les ministres se sont plaints de l'écart entre le rapport des FDI et ce que chacun voit.

Le général Eliezer Toledano, conseiller militaire du Premier ministre Benjamin Netanyahu et responsable de la Stratégie et Direction du troisième cercle, c'est-à-dire de l'Iran, venait de présenter son rapport hebdomadaire.

0224 Benjamin Netanyahu ne veut pas d'un État palestinien

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a déclaré : « Le "jour d'après", c'est le lendemain de la plupart des citoyens israéliens. Cela fait 30 ans que je suis cohérent, en disant une chose simple : ce conflit ne provient pas d'un manque d'État, mais de l'existence d'un État »

« Israël doit avoir le contrôle de la sécurité sur l'ensemble du territoire situé à l'Ouest du Jourdain. Il s'agit d'une condition nécessaire qui est en contradiction avec l'idée de souveraineté palestinienne (...) Je dis cette vérité à nos amis états-uniens, et j'ai bloqué la tentative [US] de dicter une réalité qui aurait nui à la sécurité d'Israël. Un Premier ministre doit être capable de dire "non" en cas de besoin, même à nos meilleurs amis ».

Précédemment il avait déclaré à propos d'un éventuel cessez-le-feu : « Interrompre la guerre sans atteindre nos objectifs nuira à la sécurité israélienne pendant des générations. Cela délivrerait un message de faiblesse et le prochain massacre ne sera qu'une question de temps ». Il a ajouté qu'il contrôlerait la sécurité de la bande de Gaza, même après la fin de la guerre, y compris tout ce qui y entrerait.

0225 Destruction de l'université d'Al-Isra'

Les FDI ont détruit la totalité de la dernière université gazaouie. Ils ont placé des explosifs dans les sous-sols et ont pulvérisé tous les bâtiments. Al-Isra' était connue pour la qualité de ses formations scientifiques. Il y avait 7 universités dans la Bande de Gaza.

0226 Le procès de Benjamin Netanyahu se poursuit

Le Premier ministre, Benyamin Nétanyahou, a déclaré que la poursuite de la guerre n'empêcherait pas la poursuite du procès contre lui. « Jusqu'à ce jour, la guerre ne l'a pas perturbée et il n'y a pas eu de problème, mes avocats mènent le procès et continueront à le

mener », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse. Au début du mois, l'avocat de Netanyahou, Amit Hadad, a demandé à réduire le nombre de jours de débats par semaine et a expliqué qu'il ne pouvait pas être en contact permanent avec le Premier Ministre pendant la guerre.

Analyse du Réseau Voltaire

« [Le voile se déchire : les vérités cachées de Jabotinsky et Netanyahu](#) », par Thierry Meyssan

Le groupe qui a assassiné 25 000 Palestiniens à Gaza n'est pas représentatif des juifs en général. C'est un héritier d'une idéologie qui n'a pas cessé de commettre de tels crimes depuis un siècle. Thierry Meyssan retrace l'histoire des « sionistes révisionnistes » de Vladimyr Ze'ev Jabotinsky à Benjamin Netanyahu.

0227 Israël pourrait transférer à d'autres la gestion des impôts de l'Autorité palestinienne

Sous pression des USA, le ministre des Finances, Bezalel Smotrich, a proposé au gouvernement de transférer la responsabilité de la gestion des impôts prélevés par Israël au nom de l'Autorité palestinienne aux États-Unis ou à la Norvège.

👉 Pour le moment, Israël a proposé de ne restituer, à l'Autorité palestinienne, que la seule partie prélevée pour la Cisjordanie, mais pas celle prélevée pour Gaza. Ramallah a refusé et les fonds ont été bloqués.

0228 Itamar Ben Gvir donne ordre de tirer sans sommation

Itamar Ben Gvir, ministre de la Sécurité nationale, a ordonné, à sa police des frontières, que « lorsque les terroristes armés entreront en action, ils doivent être éliminés avant même qu'ils ne tirent, et ne pas attendre qu'ils ouvrent le feu ».

0229 Benjamin Netanyahu revendique attaquer l'Iran

En réponse à un journaliste désirant savoir pourquoi l'armée israélienne se contente de frapper les alliés de l'Iran et pas directement l'Iran, Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien a rétorqué : « Qui a dit que nous n'attaquions pas l'Iran ? Nous attaquons l'Iran ».

« L'Iran est la tête de la pieuvre, vous voyez les armes tout autour. Tout ce que vous voyez, des Houthis au Hezbollah en passant par le Hamas, l'Iran est derrière ».

0230 L'Axe de la Résistance répondra-t-il aux assassinats ciblés israéliens ?

Selon *Al-Jomhouria*, la seconde phase de la guerre israélienne est basée sur la technologie de surveillance, les violations de données, les frappes et les assassinats ciblés à l'aide de roquettes ou de drones de précision à Gaza et dans l'ensemble du Moyen-Orient élargi. Cependant, cela pourrait pousser l'Axe de la Résistance à répondre avec les mêmes moyens, c'est-à-dire à assassiner des personnalités israéliennes.

0231 Le bilan de la mort des journalistes en Palestine

Le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) a confirmé la mort de 83 journalistes et professionnels des médias, dont 76 Palestiniens, 4 Israéliens et 3 Libanais. « Les journalistes de Gaza sont confrontés à des risques particulièrement élevés lorsqu'ils tentent de couvrir le conflit à l'ombre de l'assaut terrestre israélien, des frappes aériennes dévastatrices, des communications interrompues, des pénuries d'approvisionnement et des pannes d'électricité de grande ampleur », a-t-il communiqué.

0232 Une brochure ambiguë du Hamas

Le bureau des médias du Hamas a publié une brochure en anglais, intitulée *Ce que nous avons à dire : opération déluge d'Al-Aqsa*. Si elle clarifie la

question des exactions qui sont attribuées au Hamas, elle accroît la confusion sur sa nature et ses objectifs.

Après avoir décrit les souffrances du peuple palestinien depuis la fin du Califat ottoman, il nie avoir commis des exactions contre des civils et assure qu'« éviter de nuire aux civils, en particulier aux enfants, aux femmes et aux personnes âgées, constitue un engagement religieux et moral de la part de tous les combattants des Brigades Al Qassam ». Sans nier que « peut-être certaines erreurs se sont produites », il précise : « Les allégations selon lesquelles les Brigades Al Qassam, le 7 octobre, ciblaient des civils israéliens, ont été promues par l'occupation israélienne, ce ne sont que des mensonges et de totales fabrications. La source de ces allégations est le récit officiel israélien et aucune source indépendante ne les a recoupées. C'est un fait bien connu que le discours officiel israélien a toujours cherché à diaboliser la Résistance palestinienne, tout en légalisant son agression brutale contre Gaza ».

« Nous sommes convaincus que toute enquête juste et indépendante prouvera la véracité de notre discours et prouvera l'ampleur des mensonges et des informations trompeuses du côté israélien. Cela inclut également les allégations israéliennes concernant les hôpitaux de Gaza selon lesquelles la Résistance palestinienne les utilisait comme centres de commandement ; une allégation qui n'a pas été prouvée et qui a été réfutée par les informations de nombreuses agences de presse occidentales », poursuit-il.

Le Hamas appelle la Cour pénale internationale à mener une enquête indépendante sur ces faits afin d'identifier et de condamner les individus qui les ont perpétrés.

En outre, la brochure se termine par une description de l'organisation qui contredit ses documents précédents. Le Hamas assure que : « Son objectif est de libérer la Palestine et de faire face au projet sioniste. Son cadre de référence est l'Islam, qui en détermine les principes, les objectifs et les moyens. Le Hamas

rejette la persécution de tout être humain ou toute atteinte à ses droits pour des raisons nationalistes, religieuses ou sectaires ».

Il « affirme que son conflit concerne le projet sioniste et non les Juifs en raison de leur religion. Le Hamas ne mène pas une lutte contre les Juifs parce qu'ils sont juifs, mais mène une lutte contre les sionistes qui occupent la Palestine ».

La brochure se conclut en posant des revendications pour la fin de l'occupation israélienne et la liberté des palestiniens de décider seuls de leur avenir. Cependant, jamais la brochure n'évoque d'« État » palestinien. De même elle ne fait référence à la Cour internationale de Justice qu'à propos de sa décision sur l'illégalité du Mur de Séparation, c'est-à-dire qu'elle ne l'envisage pas comme un tribunal des États.

👉 Historiquement, le Hamas est la branche palestinienne de la Confrérie des Frères musulmans, dont il prétend s'être détaché depuis la défaite de la Confrérie en Syrie, en 2017. À l'époque, il ne luttait pas pour l'indépendance de la Palestine, mais pour la restauration d'un Califat. Aujourd'hui, le Hamas est divisé en deux courants, l'un sous l'autorité du guide palestinien des Frères musulmans, Mahmoud Al-Zahar, l'autre lié à la Résistance palestinienne, sous la conduite de Khalil Hayya. Cette brochure est donc loin de clarifier son positionnement politique. Le titre de l'opération du 7 octobre, « Déluge d'Al-Aqsa », fait référence à la libération de la mosquée Al-Aqsa ; une « vérité coranique », selon le guide Mahmoud Al-Zahar. Israël a soutenu le courant fidèle à la Confrérie afin qu'il lutte contre le Fatah, mais assassine les leaders du courant ayant rejoint la Résistance palestinienne, comme Saleh al-Arouri.

0233 Les Forces libanaises contre les réfugiés syriens

Les Forces libanaises de Samir Geagea ont édité une application afin de permettre à chaque Libanais de signaler les délits et crimes commis par les réfugiés syriens.

Le député Ghassan Hasbani, ancien ministre de la santé et ancien vice-Premier ministre, a déclaré : « Chaque citoyen doit être une sentinelle ».

Le député Bilal al-Husheimi a dénoncé une campagne raciste. Il a ajouté : « Les nouvelles campagnes d'incitation visent à tenir les réfugiés responsables des répercussions des crises sécuritaires, sociales et économiques auxquelles le pays est confronté ».

0234 Les pressions occidentales sur le Liban

Les États-Unis s'évertuent à contraindre l'armée libanaise à concentrer ses troupes au Sud pour que le Hezbollah s'en retire. Cependant l'armée n'en a pas les moyens, sauf à se retirer du centre du pays et à laisser la situation s'y détériorer.

Les Européens, quant à eux, veillent à maintenir les réfugiés syriens au Liban, par crainte de voir la Syrie se relever.

Aucune des parties occidentales ne s'intéresse plus à la question de l'élection d'un président de la République.

Vidéo : Thierry Meyssan sur l'idéologie de Benjamin Netanyahu

Thierry Meyssan a été une nouvelle fois interviewé par le *Courrier des stratèges*. Il fait le point sur le massacre des civils palestiniens. Il relate les crimes et meurtres de masse commis par les « sionistes révisionnistes » de Benjamin Netanyahu, hors du Moyen-orient durant la Guerre froide.

Vidéo : Thierry Meyssan sur Kairo

Thierry Meyssan a donné un entretien au bimestriel belge *Kairo* sur la situation à Gaza et la fin de l'Occident.

0235 Nominations en Syrie

Le président Bachar el-Assad a nommé le général Ali Mamelouk conseiller de la

présidence et le général Kifah Melhem pour le remplacer à la tête du Bureau de la Sécurité nationale.

0236 La Jordanie s'inquiète de « Jour d'après » à Gaza

Jawad Anani, ancien chef de la Cour royale de Jordanie, a déclaré au quotidien *Al-Quds al-Arabi* : « Si les pourparlers occidentaux aboutissent à la création d'un État palestinien, par exemple, avons-nous achevé les mesures constitutionnelles nécessaires pour relier Gaza à la Cisjordanie ? ».

☞ Amman s'inquiète de ce que l'accord pour le « Jour d'après » ne se fasse à son détriment. Si les deux parties du Territoire palestinien n'étaient pas liées, des Palestiniens pourraient s'enfuir vers la Jordanie.

0237 Israël assassine Youssef Omid Zadeh à Damas

Selon l'agence Sana, une attaque menée par Israël a visé un bâtiment de quatre étages dans le quartier de Mazzé à Damas. Une réunion se tenait dans un des appartements. Cinq officiers iraniens, dont le commandant du service de Renseignement des forces spéciales Al-Qods des gardiens de la révolution islamique, le général Youssef Omid Zadeh, ont été tués.

0238 Nouvelles attaques contre la Coalition internationale en Iraq

La base militaire iraquienne d'Aïn al-Assad a été visée par 15 roquettes tirées depuis la province d'al-Anbar. Cette base abrite la Coalition internationale contre Daesh. Un soldat iraquien a été grièvement blessé.

0239 Mohamed Chia al-Soudani appelle au départ de la Coalition internationale

Mohamed Chia al-Soudani, Premier ministre iraquien, a réitéré au Forum de Davos son appel au retrait d'Iraq de la Coalition internationale antidjihadiste. Selon lui, mettre un terme à la

mission de ces troupes étrangères est « une nécessité pour la sécurité et la stabilité » du pays.

0240 L'Arabie saoudite pourrait ne pas adhérer aux BRICS

Majid Al-Kasabi, ministre saoudien du commerce, a précisé en marge du Forum de Davos, que son pays n'avait toujours pas formellement validé son adhésion au BRICS, en août prochain.

☞ L'Arabie saoudite conduit des négociations militaires secrètes avec la Türkiye et le Pakistan. Elle pourrait à nouveau rentrer en conflit avec l'Iran à propos du Pakistan et des rebelles balouches. La question se pose déjà au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS).

0241 L'avenir économique de l'Arabie saoudite est assuré

Bandar Ibrahim Alkhoayef, ministre saoudien de l'Industrie et des Ressources minérales s'est félicité des découvertes faites dans son pays lors du Future Minerals Forum. Alors que seul un tiers du « bouclier arabe » a été exploré, le sous-sol de l'Arabie saoudite regorge de 48 minéraux, notamment de cuivre, de nickel, d'or, d'argent et de lithium.

Grace à ces atouts, l'Arabie saoudite espère jouer un rôle central dans les nouvelles industries comme avec le pétrole au XX^e siècle. Cependant, « Il ne s'agit pas seulement d'avoir des machines d'excavation, mais aussi l'accès à l'électricité sur les sites, ainsi que des voies ferrées pour transporter les matériaux vers des usines locales, ou vers des ports pour les exporter. Tout cela n'en est encore qu'au stade de projet ».

0242 Ansar Allah fait le bilan des bombardements anglo-saxons

Selon Ansar Allah, les bombardements des Anglo-Saxons ont touché des sites utilisés lors de la guerre avec l'Arabie saoudite, mais aucune des installations actuelles.

0243 Ansar Allah précise ses cibles

Abdel-Malek al-Houthi, président d'Ansar Allah (qualifiés de « Houthis » dans le langage occidental), a promis de poursuivre les attaques des navires dans la mer Rouge et le golfe d'Aden. « Nous continuerons à frapper des navires qui sont connectés à l'État hébreu. Nos opérations concerneront également des navires états-uniens et britanniques ».

« Le gouvernement de Sana et la marine yéménite sont prêts à coopérer avec tous les pays qui ont des intérêts, tels que la Chine, l'Inde, l'Égypte et les pays de l'Union européenne, ainsi qu'avec les pays riverains de la mer Rouge, pour sécuriser le trafic des navires et contrecarrer les efforts états-uniens pour transférer les affrontements [de Gaza] en mer Rouge », a déclaré Abdul Malik Al-Ajri, un des responsables d'Ansar Allah pour les négociations.

0244 « Gardien de la prospérité » communique

« En réponse à la poursuite des attaques illégales et insouciantes des Houthis contre les navires traversant la mer Rouge et les voies navigables environnantes, les forces armées des États-Unis et du Royaume-Uni, avec le soutien de l'Australie, de Bahreïn, du Canada et des Pays-Bas ont mené aujourd'hui des frappes supplémentaires contre huit cibles dans les zones du Yémen contrôlées par les Houthis, conformément au droit inhérent à la légitime défense individuelle et collective, qui concorde avec la Charte des Nations Unies. Ces frappes avaient pour but de perturber et de réduire la capacité des Houthis à poursuivre leurs attaques contre le commerce mondial et contre les marins innocents du monde entier, tout en évitant une escalade ».

☞ Contrairement à ce qu'indique ce communiqué, le droit à la légitime défense ne peut être appliqué que par celui qui a subi un dommage.

0245 Les EAU achètent les personnalités de l'île Socotra

Les Émirats arabes unis et le Royaume-Uni partagent une base militaire sur l'île yéménite de Socotra. Ils s'y sont installés à la faveur de la guerre saoudo-yéménite et sentent aujourd'hui leur installation menacée par la paix. Aussi Abu Dhabi a constitué un programme de subventions à des personnalités locales afin de s'assurer qu'elles ne demanderont pas son départ.

0246 Le Qatar confirme la livraison de matériel médical à Gaza

Le Dr. Majed al-Ansari, porte-parole du ministère qatari des Affaires étrangères, a déclaré à CNN que 11 tonnes de matériel médical avaient été livrées à Gaza via l'Égypte. Selon lui, les autorités sanitaires de la bande de Gaza - qui sont sous le contrôle du Hamas - sont seules responsables de la distribution de l'aide médicale.

0247 La Türkiye pourrait lancer une attaque contre le PKK en Syrie occupée

Le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, a déclaré : « Comme vous le savez, des promesses ont été faites à notre pays dans ces régions [Iraq et Syrie] par le passé et sont restées lettre morte. Puisque ces promesses n'ont pas été tenues, personne ne peut s'opposer à ce que la Turquie prenne les mesures nécessaires pour sa propre sécurité ».

De son côté, Hakan Findan, le ministre turc des Affaires étrangères, affirmait que Moscou « fermait les yeux sur la présence du PKK » en Syrie.

☞ La Türkiye pourrait lancer une opération terrestre contre le PKK en Syrie et en Iraq. La Syrie a déjà lancé une opération de bombardement des jihadistes de Hayat Tahrir al-Cham. Les opinions publiques internationales, les yeux rivés sur Gaza, ignorent ces combats.

0248 Ibrahim Raïssi à Ankara

Le président iranien, Ibrahim Raïssi, s'est rendu en Türkiye où il a rencontré son homologue Recep Tayyip Erdoğan. Les négociations ont bien sûr porté sur la situation en Palestine sur laquelle les deux États partagent la même analyse, même s'ils diffèrent sur les liens commerciaux avec Israël. Ils ont aussi porté sur la situation en Azerbaïdjan, qui abrite des installations du Mossad. Téhéran observe la montée en puissance des Azéris après leur victoire sur l'Arménie. Elle pourrait amplifier les ambitions séparatistes de sa propre minorité azérie. En outre, l'Iran s'inquiète du projet azéri de couloir en territoire arménien vers l'enclave du Nakhitchevan qui longe la frontière nord de l'Iran, ce qui pourrait compliquer l'accès iranien à l'Arménie.

0249 L'armée indienne en mer d'Oman

La marine indienne a annoncé le déploiement de trois navires de guerre et d'avions de patrouille maritime P8I en mer d'Oman. Il s'agit de prévenir de nouvelles actions d'Ansar Allah.

Erratum

Dans l'éditorial de notre parution précédente (brève 0107), Imran Khan était décrit par erreur comme ancien président du Pakistan. Il fut Premier ministre.

0250 Le Pakistan soutient l'Iran

Contrairement à ce qu'il avait annoncé, le Pakistan n'a pas déposé de plainte contre l'Iran devant le Conseil de Sécurité. Au contraire, il a lui aussi bombardé Jaish ul-Adl, mais en Iran. Son ministère des Affaires étrangères a publié un [communiqué](#) réaffirmant son respect et son affection pour le peuple iranien. « Nous avons toujours mis l'accent sur le dialogue et la coopération face aux défis communs, y compris la menace du terrorisme, et nous continuerons de nous efforcer de trouver des solutions communes », a-t-il précisé.

0251 Les charges contre Pita Limjaroenrat sont abandonnées

La Cour constitutionnelle thaïlandaise a reconnu que Pita Limjaroenrat n'avait pas violé la loi électorale et qu'il pouvait donc siéger au Parlement.

👉 *Move Forward*, le parti de Pita Limjaroenrat, avait emporté les élections législatives. Les accusations lancées contre lui l'avaient empêché d'être élu Premier ministre. Son ancien allié, le magnat de l'immobilier, Srettha Thavisin (Pheu Thai), avait été désigné à sa place.

Celui-ci avait immédiatement fait arrêter l'ancien Premier ministre, Thaksin Shinawatra (« chemise jaune »), qui venait de rentrer dans son pays. Il a été condamné à 8 ans de réclusion et a rapidement bénéficié d'une grâce royale.

0252 Hun Manet met en garde contre une « révolution de couleur »

Le général Hun Manet, Premier ministre du Cambodge, a demandé aux forces armées de réprimer durement de toute tentative d'organiser une révolution de couleur afin que le pays continue de jouir de la paix en vigueur.

0253 La Corée du sud sceptique sur le missile hypersonique du Nord

La présidence sud-coréenne estime que les allégations de la Corée du Nord selon lesquelles elle aurait testé un système d'armes nucléaires sous-marines, le Haeil-5-23, sont « exagérées ». Elle fait remarquer qu'« Il n'y a pas de cas de développement d'un petit réacteur qui puisse être installé dans une torpille d'un diamètre inférieur à 1 mètre ».

0254 Vladimir Poutine se rendra bientôt en Corée du Nord

Selon l'Agence centrale de presse nord-coréenne (KCNA), le président russe, Vladimir Poutine, « se rendra en République populaire démocratique de Corée (RPDC) à une date rapprochée ».

0255 La Chine s'inquiète de la guerre cognitive états-unienne

Selon un article de Guo Yonghu et Zhang Hanyu, paru dans le *Journal du Front uni des Sciences Science* (중경사회주의학원학보), les États-Unis ont élevé la « guerre cognitive » au même niveau stratégique que le combat physique. Ils mènent une guerre contre la Chine par le biais de l'internet, des médias sociaux, de la presse, du discours officiel et par des moyens plus directs et plus insidieux tels que leur soutien aux groupes séparatistes et autres groupes radicalisés. Ses cibles principales sont les intérêts fondamentaux de la Chine, à savoir : la mer de Chine méridionale, Hong Kong, Taiwan, le Tibet et le Xinjiang.

A l'international, la Chine devrait systématiser ses réponses à ces attaques, au plan national, elle devrait mieux filtrer les messages US.

0256 Les Taïwanais n'ont pas confiance dans les USA

Deux tiers des Taïwanais se considèrent Taïwanais avant d'être Chinois, tandis qu'un tiers se considère à la fois Taïwanais et Chinois.

Au vu du retrait US d'Afghanistan et du comportement de Washington en Ukraine et en Israël, seuls 34 % des Taïwanais considèrent les États-Unis comme un allié sûr.

D'une manière générale, ceux qui ont suivi des études aux États-Unis y ont souffert de racisme anti-asiatique.

Les engagements de volontaires dans l'armée taïwanaise sont en baisse depuis 2021.

En définitive, les Taïwanais considèrent que la pression US vise uniquement à leur faire acheter plus d'armement.

0257 Le Parti libéral-démocrate japonais dissout trois de ses factions

Après que *Kyodo News* ait publié un sondage selon lequel 80 % des personnes interrogées sont

favorables à un démantèlement des factions du Parti libéral-démocrate (LPD), le Premier ministre, Fumio Kishida, s'y est résigné. Identiquement, les deux autres plus grandes factions se sont dissoutes.

Si le scandale porte sur environ 500 millions de dollars de pots-de-vin durant les cinq ans entre 2018 et 2022. Plus de 10 hauts responsables de la faction de feu Shinzo Abe auraient reçu au moins 10 millions de dollars.

Selon les médias, les pratiques illégales se sont arrêtées après que Shinzo Abe soit devenu le dirigeant de son groupe, mais ont repris après sa mort.

Les procureurs ont inculpé les comptables des trois principales factions du LPD, mais pas ceux des factions du secrétaire général du PLD, Toshimitsu Motegi, ni de la faction du vice-président Taro Aso.

Selon un sondage mensuel de *Jiji Press*, le taux de soutien au Parti Libéral démocrate (et non pas à telle ou telle faction) s'est effondré. Il ne serait plus que de 14,6 %, soit le score le plus bas depuis que ce sondage a été créé en 1960. Le soutien au gouvernement ne serait plus que de 23 ou 24 %. Cependant, le taux d'approbation des autres partis n'a pas augmenté pour autant. Les électeurs se défient désormais encore plus de la politique.

Depuis les années 90, les factions sont des écuries politiques. Elles disposent de leur propre système de financement. Elles proposent, en outre, une liste de candidats aux fonctions ministérielles (*de facto*, le LPI est inamovible au pouvoir). Leur dissolution complète rendra impossible le fonctionnement du LPD qui n'a pas de programme susceptible de les réunir.

OCÉANIE

0258 L'Australie et l'Autorité palestinienne

La ministre australienne des Affaires étrangères, Penny Wong, qui s'est rendue en Cisjordanie et

a rencontré le Premier ministre de l'Autorité palestinienne, Mohammad Shtayyeh, a déclaré que son pays était profondément préoccupée par la poursuite de la violence par des colons de Cisjordanie.

MOUVEMENTS INTERNATIONAUX

0259 Le classement occidental des puissances militaires

Global Firepower vient de publier son classement des puissances militaires 2024. Le *Power Index* maximum est de 0,00000.

1. États-Unis : 0.0699
2. Russie : 0.0702
3. Chine : 0.0706
4. Inde : 0.1023
5. Corée du Sud : 0.1416
6. Royaume-Uni : 0.1443
7. Japon : 0.1601
8. Türkiye : 0.1697
9. Pakistan : 0.1711
10. Italie : 0.1863
11. France : 0.1878
12. Brésil : 0.1944
13. Indonésie : 0.2251
14. Iran : 0.2269
15. Égypte : 0.2283
16. Australie : 0.2515
17. Israël : 0.2596
18. Ukraine : 0.2598
19. Allemagne : 0.2847
20. Espagne : 0.2882

☞ Ce classement est établi sur des critères états-uniens de quantité. Il ignore la qualité des hommes et des matériels et ne correspond pas à l'efficacité de ces armées sur des champs de bataille.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

0260 Le haut-commissaire aux Droits de l'homme dénonce les attaques contre des arabes en Cisjordanie

Selon le haut-Commissaire des Nations unies aux Droits de l'homme (HCDH), il y a eu 431 attaques contre des Palestiniens par des colons en Cisjordanie depuis le 7 octobre. Il a affirmé que, dans près de la moitié des cas, les soldats accompagnaient ou aidaient les colons.

0261 De nombreuses délégations se rendent au Conseil de Sécurité pour demander la solution à deux États

La séance du 24 janvier du Conseil de sécurité a donné lieu à une longue litanie des 70 délégations qui y ont participé, en plus de ses membres. Toutes ont appelé à respecter les Droits des civils palestiniens. La plupart ont exprimé leur souhait de voir la Cour internationale de Justice édicter les mesures provisoires requises par l'Afrique du Sud.

La veille le secrétaire général, António Guterres, avait jugé « inacceptable », le rejet « clair et répété » de la solution à deux États exprimé par le Gouvernement israélien

0262 L'Otan organise les plus grandes manœuvres militaires depuis la fin de la Guerre froide

Steadfast Defender 24 est une manœuvre de l'Otan qui se déroulera de février à mai 2024 en Europe. Elle simulera la réponse à une agression de la Fédération de Russie contre un Etat membre, en activant l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord.

90 000 soldats (et non pas 9 000 comme annoncé dans la bande vidéo du service de communication de l'Alliance), 50 navires, 80 avions de chasse, hélicoptères et drones ainsi que 1 100 véhicules de combat y participeront. Il s'agit de la plus grande manœuvre de l'Otan depuis la fin de la Guerre froide.

0263 Un des deux obstacles à l'adhésion de la Suède à l'Otan a été levé

La Grande Assemblée turque a approuvé l'adhésion de la Suède à l'Otan. Simultanément, le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, a

annoncé que la son pays pourrait aussi valider l'adhésion suédoise.

0264 La Russie soutient les Non-Alignés

Adressant un message au 19e sommet du Mouvement des non-alignés, qui s'est ouvert à Kampala (Ouganda), le président Vladimir Poutine, a déclaré aux 15 000 délégués et 28 chefs d'États présents : « La Russie soutient systématiquement les participants au Mouvement dans leurs efforts pour protéger les principes de l'égalité inconditionnelle de tous les États, du respect de leur souveraineté et de leurs intérêts légitimes, dans le strict respect de l'esprit et de la lettre de la Charte des Nations unies ».

« Nous sommes pleinement unis dans notre rejet des ambitions néocoloniales, du deux poids, deux mesures, de la politique de pouvoir, des diktats et du chantage pour imposer des objectifs économiques étrangers », a-t-il poursuivi.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),
46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°72 - 2 février 2024

ÉDITORIAL

0265 Israël détruit l'UNRWA pour empêcher l'exécution de l'ordonnance de la CIJ

La Cour internationale de Justice a rendu son ordonnance dans l'affaire opposant l'Afrique du Sud à Israël à propos d'actes génocidaires en cours à Gaza. Celle-ci stipule, entre autres, que : « L'État d'Israël doit prendre sans délai des mesures effectives pour permettre la fourniture des services de base et de l'aide humanitaire requise de toute urgence afin de remédier aux difficiles conditions d'existence auxquelles sont soumis les Palestiniens de la bande de Gaza ».

Or, les services de base et l'aide humanitaire ne peuvent être distribués que par l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

L'État d'Israël a lancé, dans les heures suivant le prononcé, une campagne contre cette Agence des Nations unies. Il a immédiatement fait savoir que 12 employés de l'UNRWA avaient participé à l'opération « Déluge d'Al-Aqsa », le 7 octobre dernier. Sans attendre, Washington a retiré son financement à l'Agence. Le secrétaire général des Nations unies a appelé à ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain afin de garantir la continuité des opérations de l'UNRWA. « Si l'UNRWA s'effondre, l'ensemble des opérations humanitaires à Gaza s'effondrera. Aucune organisation ne peut remplacer l'Office à Gaza » a déclaré la directrice du bureau de New York, Greta Gunnarsdottir.

L'ambassadeur d'Israël aux Nations unies, Gilad Erdan, a alors déclaré : « Le Secrétaire général de l'Onu prouve une fois de plus que la vie et la sécurité des citoyens israéliens ne sont pas vraiment importantes pour lui. Après des années au cours desquelles il n'a pas tenu compte des éléments de preuve qui lui ont été présentés personnellement sur l'appui et la participation de l'UNRWA à l'incitation et au terrorisme, et avant de mener une enquête approfondie pour localiser tous les terroristes et tous les assassins du Hamas au sein de l'Office, il se concentre sur la collecte de fonds pour l'organisation d'assassinats et de terrorisme. Tout pays qui continue de financer l'UNRWA avant qu'une enquête approfondie ne soit menée sur l'organisation doit savoir à quoi son argent sera utilisé, si l'aide qui sera transférée à l'UNRWA peut bénéficier aux terroristes du Hamas au lieu de parvenir à la population de Gaza. J'appelle tous les pays donateurs à geler leur soutien et à exiger une enquête approfondie sur tous les employés de l'organisation ».

Une douzaine d'États occidentaux se sont alors alignés sur les États-Unis (le Canada, l'Australie, l'Italie, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Finlande, l'Allemagne, la France, le Japon, l'Autriche, la Roumanie, la Nouvelle-Zélande). À ce jour 500 millions de dollars ont été bloqués (...)

(...) Selon le *New York Times* du 29 janvier, les rapports israéliens sur le rôle des employés de l'UNRWA dans l'attaque du 7 octobre portent notamment sur un premier qui aurait enlevé une Israélienne, un second qui aurait pris part à l'attaque d'un kibboutz, un troisième qui aurait distribué des munitions, et un quatrième qui gérât un entrepôt d'armes. Dix des employés ont été identifiés comme des agents du Hamas et un onzième comme un agent du Jihad islamique. Sept d'entre eux sont des enseignants travaillant dans les écoles de l'agence.

Selon le *Wall Street Journal* du 29 janvier environ 10 % des employés de l'UNRWA à Gaza ont des liens avec le Hamas ou le Jihad islamique, et la moitié d'entre eux ont des proches qui appartiennent à ces organisations.

12 employés, cela signifie 0,09 % des employés de l'UNRWA à Gaza et seulement 0,04 % de ses employés au Levant.

Eylon Levy, porte-parole du gouvernement israélien, a déclaré que « l'UNRWA est une organisation de façade du Hamas. C'est l'organisation utilisée par le Hamas pour blanchir les informations aux médias étrangers ». « Maintenant que nous apprenons la profondeur de la pourriture de cette organisation, nous pouvons commencer à lui demander des comptes, même si elle porte les initiales de l'Onu dans son nom », a-t-il poursuivi.

Aujourd'hui, la situation des Gazaouis est désespérée. Selon Martin Griffiths, secrétaire général adjoint aux Affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, 700 000 d'entre eux souffrent de maladies contagieuses, notamment de maladies de la peau, d'infections, de diarrhées et de jaunisse. 1 700 000 d'entre eux ont été déplacés et survivent dans des camps de tentes inondés. La plupart des 2,2 millions de Gazaouis souffrent de faim et n'ont plus accès à de l'eau potable. L'UNRWA ne sera plus en mesure de poursuivre ses services avant la fin du mois.

AMÉRIQUES

0266 Attaque contre des soldats US en Jordanie

Trois soldats états-uniens ont été tués et trente-quatre autres blessés à la suite d'une attaque de drone contre un avant-poste militaire en Jordanie, situé à la frontière irako-jordano-syrienne, la « Tour 22 ». Elle a été revendiquée par la Résistance islamique en Iraq. Il s'agit des premiers morts de l'armée US au Moyen-Orient depuis l'opération du 7 octobre 2023.

La Maison-Blanche a communiqué : « Nous savons que cela a été mené par des groupes de combattants radicaux soutenus par l'Iran, opérant en Syrie et en Iraq (...) N'ayez aucun doute : nous allons faire rendre des comptes à tous les responsables, au moment et de la manière que nous voulons ».

Nasser Kanaani, porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, a répondu : « Ces accusations sont faites dans un but politique visant à inverser les réalités de la région. Elles montrent aussi qu'elles sont influencées par des tiers, y compris le régime sioniste tueur d'enfants (...) Comme nous l'avons clairement dit auparavant, les groupes de résistance dans cette région répliquent aux crimes de guerre et au génocide commis du régime sioniste (...) Ils ne prennent pas d'ordre » auprès de l'Iran et « ils décident de leurs actions sur la base de leurs propres principes ».

0267 Les juifs réformés US pour la « solution à deux États »

Les dirigeants de l'Union des juifs réformés, qui regroupe un tiers des juifs états-uniens, se sont déclarés « profondément consternés » par le rejet de la « solution à deux États » par le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu. En outre, ils condamnent le retour de colonies juives à Gaza.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

0268 Procédure de destitution d'Alejandro Mayorkas

La Chambre des représentants devrait débiter une procédure de destitution du secrétaire à la Sécurité de la Patrie, Alejandro Mayorkas. Elle lui reproche de ne pas appliquer les lois restreignant l'immigration et, au contraire, de favoriser les entrées sur le territoire des États-Unis.

0269 Vers une agence US de Renseignement du Commerce

Le Congrès envisage de créer une 19^e agence de Renseignement états-unienne au sein du secrétariat au Commerce. Il s'agit de trouver une parade au copiage des techniques US, principalement par la Chine.

0270 Peter Navarro condamné pour outrage au Congrès

Après la condamnation de Steve Bannon à quatre mois de prison pour outrage au Congrès, c'est un autre collaborateur de l'ancien président Donald Trump, Peter Navarro qui a été condamné à la même peine.

Les deux hommes avaient refusé de comparaître. Ils ont fait appel. Celui-ci est suspensif.

0271 Moratoire sur le gaz liquéfié aux USA

Le président Joe Biden a décrété un moratoire sur le Gaz naturel liquéfié (GNL). Il espère ainsi

conquérir de jeunes électeurs sensibles à la théorie de l'origine anthropocentrique du réchauffement climatique.

Il devrait s'ensuivre une baisse des approvisionnements en Europe, alors que les États-Unis prétendaient suppléer au gaz russe. Cette baisse devrait elle-même provoquer une hausse des prix de l'énergie en Europe et une baisse de la production industrielle européenne.

0272 Évolution de la population US

Le [Public Religion Research Institute](#) (PRRI) a réalisé un vaste sondage et organisé des groupes de discussion avec des États-Uniens de 13 à 25 ans (dits « Génération Z »).

Il montre que cette génération est ethniquement beaucoup plus diverse et plus préoccupée de l'inclusion de tous dans la société que les précédentes. Seule la moitié d'entre eux pense que l'université est un investissement intelligent.

Deux évolutions des mentalités sont à signaler :

- 72 % des États-Uniens âgés de 18 et 25 ans se déclarent hétérosexuels (contre 90 % des autres)
- 15 % se déclarent bisexuels (contre 5 % chez les autres)
- 5 % se déclarent homosexuels (contre 3 % chez les autres)
- 8 % se déclarent être autre chose indéfini (contre 2 % chez les autres).

- 58 % des États-Uniens âgés de 18 et 25 ans sont persuadés qu'ils ne pourront pas changer les choses tant que les autres générations seront au pouvoir (contre 43 % chez les autres).
- 64 % pensent que les autres générations ne comprennent pas leurs luttes (contre 38 % chez les autres)

0273 Sommet international sur la liberté religieuse

La National Endowment for Democracy et l'United States Institute of Peace, deux structures créées simultanément en 1984, en partenariat avec les départements d'État et de la

Défense, pour prolonger le travail de la CIA dans le domaine public, organisent un [sommet international sur la liberté religieuse dans le monde](#).

0274 Les USA sont désorganisés face aux « Ovnis »

Selon un [rapport de l'Inspecteur général du département de la Défense](#) dont une version déclassifiée vient d'être publiée, les différences de points de vue et l'absence d'approche coordonnée face aux objets volants non-identifiés (Ovni) pourrait ouvrir des brèches dans le système de sécurité.

0276 George Soros milite pour une forme de vote préférentiel

George Soros appuie les associations qui promeuvent une modalité de vote préférentiel comme celle déjà pratiquée pour les primaires en Alaska et dans le Maine. Lors d'élections avec un grand nombre de candidat, les électeurs doivent exprimer leurs préférences. Si aucun n'obtient 50 % des voix, le candidat arrivé en dernier est retiré des listes de préférence et l'on recompte les bulletins. Si à nouveau personne n'obtient 50 % des voix, on recommence et ainsi de suite.

☞ Aux États-Unis, les primaires permettant de désigner le candidat d'un parti politique ne sont pas organisées par les partis politiques eux-mêmes, mais par les États fédérés.

☞ Ce mode de scrutin est comparable au « centralisme démocratique » des bolchéviques. Lorsqu'il y a plusieurs postes à pourvoir, il élimine tous les candidats marginaux.

0277 Le nombre de migrants à la frontière mexicaine divisé par deux

L'accord passé entre le président Joe Biden et son homologue mexicain, Andrés Manuel López Obrador, commence à porter ses fruits. La police mexicaine arrête désormais les migrants bien avant qu'ils n'atteignent la frontière des

États-Unis. Ils sont alors raccompagnés dans leur pays d'origine. Le nombre de tentatives d'entrées illégales aux États-Unis a été diminué par deux en un mois.

0278 Confirmation des condamnations de María Corina Machado et d'Henrique Capriles

Le Tribunal suprême du Venezuela a confirmé les interdictions de se présenter aux élections pendant quinze ans de María Corina Machado et d'Henrique Capriles. Il a par contre invalidé celles qui avaient été prononcées contre quatre autres figures de l'opposition.

La semaine dernière, le président Nicolás Maduro avait déclaré que les tentatives d'assassinat dont il venait d'être victime mettaient fin aux accords de réconciliation de La Barbade.

☞ María Corina Machado participa au coup d'État contre le président Hugo Chávez, en 2005. Elle fut candidate libérale contre lui, en 2012. Elle préconisait alors la privatisation des ressources naturelles, notamment du pétrole. Elle a qualifié le président Chávez de « voleur » pour avoir procédé à des expropriations. Elle fut destituée de son mandat parlementaire, en 2014, car elle avait accepté d'être nommée par le président panaméen Martín Torrijos, ambassadrice à l'Organisation des États américains (OEA). En 2005, alors que son parti était financé par la NED, elle a été reçue par le président états-unien George W. Bush dans le Bureau ovale. En 2014, elle fut l'une des principales figures de La Salida, une campagne visant à renverser le président Nicolás Maduro. En 2020, elle signe la *Charte de Madrid* qui rassemble des nostalgiques des dictatures latino-américaines et décrit les gouvernements de gauche latino-américains comme des affidés du communisme cubain. Elle a été condamnée sur la base de ses courriels qui attestaient de la préparation d'un coup d'État.

☞ L'Administration Biden a réagi en réactivant certaines des mesures coercitives unilatérales

qu'elle avait levées après les accords de La Barbade.

EUROPE

0279 La France dément avoir des « mercenaires » en Ukraine

Le [ministère français de la Défense a publié un communiqué](#) pour démentir les informations de son homologue russe et de la presse russe relatives à la présence de mercenaires français en Ukraine et la destruction d'un système sol-air franco-italien SAMP/T-Mamba.

0280 Le Conseil constitutionnel français censure des amendements parlementaires parce qu'ils sont éloignés du texte initial

Le Conseil constitutionnel a censuré, totalement ou partiellement, 35 articles de la loi sur l'immigration. Il n'a pas trouvé de contradiction entre ce texte et celui de la Constitution, mais a dit que les amendements parlementaires avaient été adoptés selon une procédure non-conforme aux exigences du « bloc de constitutionnalité » (c'est-à-dire d'un ensemble de textes divers et variés) pour s'éloigner du texte du gouvernement.

☞ Jean Maïa est le secrétaire général du Conseil constitutionnel. C'est un haut-fonctionnaire qui fut proche de Dominique Strauss-Kahn et conseiller juridique de Pierre Moscovici au ministère de l'Économie.

☞ Pierre Moscovici, proche de Dominique Strauss-Kahn et actuel président de la Cour des comptes, avait différé la publication du rapport *La politique de lutte contre l'immigration irrégulière* (cf. 0028).

0281 France-Télévisions censure ses propres journalistes

La direction de France-Télévisions a notifié à ses journalistes de marquer une « pause » s'agissant des portraits de responsables politiques d'ici les élections européennes du 9 juin prochain.

Ils travaillaient à des portraits d'Alexis Kohler, secrétaire général de l'Élysée, de Rachida Dati, nouvelle ministre de la Culture, et de Gabriel Attal, nouveau Premier ministre.

La Société des journalistes (SDJ) de France Télévision a commenté : « Nous ne pouvons accepter que notre travail d'enquête soit interrompu. Il y va de notre indépendance ».

0282 La France replie le *Dixmude*

Le porte-hélicoptères français *Dixmude*, mobilisé pour soigner des civils palestiniens blessés dans la bande de Gaza, « a terminé sa mission », quelque 120 blessés graves ayant été traités à son bord en deux mois, a annoncé l'état-major des armées.

0283 Reuven Rivlin accuse à nouveau les Polonais d'avoir massacré les juifs

Visitant l'ancien camp d'extermination d'Auschwitz à l'occasion de la journée mondiale du souvenir de la solution finale nazie, l'ancien président israélien Reuven Rivlin a réaffirmé au *Times of Israël* que les juifs ont également été assassinés par les Polonais.

☞ Considérant les slaves polonais comme de « sous-hommes », les nazis décidèrent d'anéantir la culture polonaise. Tous les établissements secondaires, les universités et la vie culturelle artistique et scientifique polonaise furent interdits. Des persécutions violentes furent lancées contre le clergé polonais. Environ 6 millions de Polonais furent exterminés, moitié de catholiques et moitié de juifs.

☞ Déjà en 2018, une polémique avait opposé Reuven Rivlin, alors président d'Israël, à la Pologne, lors du vote d'une loi pénalisant la condamnation de tous les Polonais pour les crimes des nazis (auxquels certains d'entre eux ont participé).

☞ La presse polonaise réagit avec indignation aux propos de Reuven Rivlin. Selon elle, il est très difficile pour les Juifs d'accepter le fait que d'autre qu'eux ont été victime de crimes nazis.

Ils ne sont pas non plus en mesure d'accepter que les Polonais en tant que peuple et qu'État n'aient pas participé à l'Holocauste.

Apparemment, même le sacrifice de Polonais pour sauver des Juifs n'a pas été important pour eux.

☞ Reuven Rivlin est descendant du rabbin Gaon de Vilna dont les disciples, au XVIII^e siècle, furent les premiers juifs d'Europe centrale à émigrer en Palestine. C'est un « sioniste révisionniste », opposé à la création d'un État palestinien et publiquement partisan d'un Grand Israël.

0284 L'Union européenne et le Conseil de l'Europe lorgnent sur les avoirs russes confisqués

- Les intérêts des fonds russes bloqués par l'Union européenne seront comptabilisés de manière distincte, a déclaré la présidence belge du Conseil des chefs d'État et de gouvernement. Il s'agit du premier pas vers la confiscation des ces intérêts.

- Simultanément, le Conseil de l'Europe, dont la Russie ne fait plus partie, a adopté en commission le rapport de Lulzim Basha (Albanie, PPE/DC) selon lequel la Russie, en tant qu'« État agresseur », devrait « indemniser pleinement les préjudices causés par ses actes internationalement illicites, notamment la destruction d'infrastructures, la perte de vies humaines, les difficultés économiques et d'autres effets préjudiciables ». Elle recommande la mise en place d'un « mécanisme international d'indemnisation » sous les auspices du Conseil de l'Europe, comprenant un fonds fiduciaire international dans lequel seraient déposés les avoirs de l'État russe (416 milliards de dollars) détenus par les États membres et non membres du Conseil de l'Europe, et une commission internationale des réclamations « impartiale et efficace », fonctionnant selon des normes judiciaires reconnues, pour statuer sur les demandes présentées par l'Ukraine et les autres entités touchées par l'agression.

☞ La Russie a mis en garde contre toute violation du droit de propriété. Elle a assuré que toute confiscation entraînerait des mesures de rétorsion. Il s'en suivrait une instabilité généralisée.

0285 Les manipulations de l'information selon l'UE

Le service d'action extérieure de l'Union européenne (EEAS) a publié son second rapport sur « Les manipulations étrangères d'informations et les menaces d'interférence » (*Foreign Information Manipulation and Interference Threats*).

L'EEAS quantifie des incidents et décrit des processus, malheureusement il ne donne aucun exemple détaillé de sorte que l'on est tenu de le croire sur parole.

Selon lui, la majeure partie de ces incidents est fomentée par la Russie pour influencer sur le soutien à sa guerre en Ukraine.

0286 L'Ukraine constitue un groupe de haut niveau pour s'immiscer dans les débats publics en Occident

L'Équipe spéciale internationale sur la sécurité et l'intégration euro-atlantique de l'Ukraine a tenu sa première réunion le 30 janvier 2023. Outre les coprésidents Andriy Yermak (directeur de l'administration présidentielle d'Ukraine) et Anders Fogh Rasmussen (ancien secrétaire général de l'Otan), elle est composée de :

- Dalia Grybauskaitė, ancienne présidente lituanienne ;
- Aleksander Kwaśniewski, ancien président polonais ;
- Boris Johnson, ancien Premier ministre du Royaume-Uni ;
- Sanna Marin, ancienne Premier ministre finlandaise ;
- Hillary Clinton, ancienne secrétaire d'État américaine ;
- Marek Belka, ancien Premier ministre polonais ;

- Lord William Hague, ancien secrétaire d'État aux Affaires étrangères et au Commonwealth du Royaume-Uni ;
- Michèle Alliot-Marie, ancienne ministre des Affaires étrangères, de l'Intérieur et de la Défense de la France ;
- Omid Nouripour, Coprésidente de la commission des Affaires étrangères et de la Défense du Bundestag allemand ;
- Peter MacKay, ancien ministre de la Défense, de la Justice, des Affaires étrangères du Canada et Procureur général ;
- Général Wesley Clark, ancien suprême commandeur des forces alliées ;
- Kurt Volker, ancien représentant permanent des États-Unis auprès de l'Otan ;
- Heinrich Brauss, ancien sous-secrétaire général de l'Otan pour la Politique de défense et les Forces armées ; ancien sous-secrétaire général de l'Otan pour la Gestion exécutive.

Cette équipe devra utiliser ses contacts en Occident pour raviver les débats sur l'adhésion de l'Ukraine à l'UE et à l'Otan.

0287 Détournement de munitions en Ukraine

Selon un rapport du Service de Sécurité de l'Ukraine (SBU), 100 000 obus auraient été détournés, en août 2022, par des responsables du ministère de la Défense et des arsenaux pour un montant de 1,5 milliards d'hryvnia, soit 40 millions de dollars.

0288 La Hongrie demande à l'Ukraine de rétablir les droits des magyars

Le ministre hongrois des Affaires étrangères, Péter Szijjártó, a effectué une visite en Ukraine. Il a demandé à son homologue le rétablissement des droits dont disposait la minorité magyare jusqu'en 2015. Il a déposé une demande en 11 points notamment le rétablissement des écoles hongroises nationales, la possibilité de préparer le certificat d'études supérieures en langue hongroise et d'utiliser le hongrois dans la vie publique.

0289 La Douma adopte une loi prévoyant la confiscation des biens individuels portant atteinte à la Sécurité de l'État

La [Douma](#) a adopté, par 395 voix sur 450, une loi étendant la peine de confiscation aux crimes contre l'État.

Ces crimes comprennent la « diffusion publique d'informations sciemment fausses sur l'utilisation des forces armées de la Fédération de Russie, l'exécution par les organes de l'État de la Fédération de Russie de leurs pouvoirs, la fourniture d'une assistance par des formations, des organisations ou des individus volontaires dans l'accomplissement des tâches assignées aux forces armées de la Fédération de Russie ou aux troupes de la Garde nationale de la Fédération de Russie » et les « Appels publics à des activités dirigées contre la sécurité de l'État ».

AFRIQUE

0290 Rien ne va plus entre l'Égypte et Israël

Selon le *Wall Street Journal* du 27 janvier, l'Égypte a envisagé de rappeler son ambassadeur en Israël après les allégations des avocats israéliens devant la Cour internationale de Justice au sujet de l'incapacité du Caire à apporter de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza. En définitive, après cinq heures de discussion, les responsables sécuritaires ont renoncé au rappel de l'ambassadeur et ont publié un communiqué de démenti.

Ils n'ont « pas trouvé de preuve d'un plan d'expulsion des Palestiniens, mais les déclarations [israéliennes] ont convaincu le gouvernement égyptien qu'il existait un programme israélien secret ».

Les relations israélo-égyptiennes sont au plus bas depuis deux décennies. Le président Abdel Fattah al-Sissi a refusé un entretien téléphonique avec Benjamin Netanyahu.

0291 L'Égypte prend contact avec Ansar Allah

L'Égypte, qui a perdu 45 % du trafic du Canal de Suez avec l'extension de la guerre de Gaza en mer Rouge, a pris contact avec Ansar Allah. Elle aurait approuvé les initiatives des Yéménites, mais leur aurait demandé de n'intervenir que de manière intermittente.

0292 La Tunisie choisit de financer son budget par l'inflation

La Tunisie a décidé de faire fonctionner sa planche à billets pour couvrir son déficit. Sa Banque centrale devra verser au Trésor 7 milliards de dinars (2 milliards d'euros) afin de « financer une partie du déficit budgétaire de l'État » de 2024. Cette solution devrait provoquer une période d'inflation.

0293 L'Algérie se protège du Maroc et d'Israël

L'Algérie, qui se considère menacé par le rapprochement entre Rabat et Tel-Aviv, est parvenu à contraindre les transporteurs maritimes Maersk et CMA-CGM de ne plus faire escales au Maroc lorsqu'ils s'arrêtent chez lui.

0294 Le Burkina Faso, le Mali et le Niger quittent la Cedeao

Les gouvernements de transition du Burkina Faso, du Mali et du Niger ont annoncé par communiqué que « prenant toutes leurs responsabilités devant l'histoire et répondant aux attentes, préoccupations et aspirations de leurs populations, [ils] décident en toute souveraineté du retrait sans délai du Burkina Faso, du Mali et du Niger de la Communauté économique des États d'Afrique de l'ouest [Cedeao] ».

☞ Les trois pays avaient été suspendus de la Cedeao après leurs coups d'État respectifs. Le Niger et le Mali avaient même dû endurer de lourdes sanctions. Cependant, l'organisation a

perdu de sa crédibilité vu son incapacité à mettre ses menaces à exécution.

0295 L'Iran soutient Abdul Fattah al-Burhan

Le général Abdul Fattah al-Burhan, président du Conseil soudanais de souveraineté de transition recevrait un soutien militaire de l'Iran, assure le général Mohamed Hamdan Dogolo (dit Hemedtp). Il aurait reçu des drones de Téhéran.

0296 L'envoi d'une mission de police kényane en Haïti est inconstitutionnelle

La Haute Cour de Nairobi, saisie par l'opposant Ekuru Aukot, a reconnu que l'envoi d'une mission de police kényane en Haïti n'avait pas de fondement constitutionnel.

☞ Les États-Unis, qui ont été militairement présents 41 ans au cours des 100 dernières années, ne parvenaient pas à trouver d'État volontaire pour « rétablir l'ordre » à Haïti, devenu particulièrement dangereux. Ils ont donc inventé, en octobre 2023, un nouveau concept de « Mission d'appui à la sécurité multinationale » et recruté le Kenya, soutenu par la Jamaïque, les Bahamas et Antigua-et-Barbuda, pour s'en charger. Surtout, ils ont annoncé qu'elle serait financée à hauteur de 100 millions de dollars et qu'ils aideraient le Kenya à lutter contre les jihadistes d'al-Shabab.

0297 Premier investissement US en Afrique depuis des décennies

Le secrétaire d'État US, Antony Blinken, a décidé que les États-Unis investiraient en Afrique en concurrençant la Chine. Washington n'a rien entrepris sur le continent noir depuis des décennies. Le premier projet devrait être la rénovation du Lobito Atlantic Railway, reliant, sur 1 300 kms, le port de Lobito en Angola, aux mines de la République démocratique du Congo, via la Zambie. Selon Washington, cet investissement « garantira des chaînes d'approvisionnement en minerais qui sont

essentiels à l'avenir économique de tous nos pays, de nos industries ».

☞ Depuis la fin de la guerre civile, en 2002, l'Angola a bénéficié de 45 milliards de dollars chinois.

☞ Antony Blinken a déclaré : « Certains pays prêtent beaucoup d'argent, par exemple, mais ce faisant, ils créent des dettes insoutenables, c'est un problème. Nous ne voulons pas agir comme eux ».

Analyse du Réseau Voltaire

« [Les mesures conservatoires de la Cour internationale de Justice](#) », par Thierry Meyssan

La Cour internationale de Justice vient de prendre des mesures conservatoires pour protéger la population gazaouie d'un éventuel génocide. Une décision qui n'apporte rien de neuf, mais accorde un soutien juridique à la position politique des États-Unis. Cette décision ne préjuge en rien de l'arrêt sur le fond qui condamnerait Israël s'il était reconnu coupable, mais ne le sera probablement jamais. La Justice internationale n'en est qu'à ses débuts et peine toujours à appliquer le Droit.

ASIE

0298 Étude sur l'évolution de la pensée de la population israélienne face à la « question palestinienne »

L'Université de Tel-Aviv a réalisé une importante étude sur l'opinion publique israélienne durant la période du 8 et au 15 janvier 2024. Ses résultats sont surprenants.

Nous ne comprenons pas, hors d'Israël, la manière dont la population israélienne a vécu l'attaque du 7 octobre et l'évolution de sa pensée depuis. Les Israéliens juifs étaient persuadés que leur pays était un sanctuaire inviolable qui leur procurait une sécurité absolue. Par son existence, l'État d'Israël les protégeait d'une nouvelle « shoah ». Pour eux, en démentant

cette conviction, le 7 octobre a déclenché une panique inextinguible.

Ils se sont tournés vers leur gouvernement pour retrouver cette sécurité, mais celui-ci n'a pas voulu les rassembler derrière un gouvernement d'union nationale. Après de longues hésitations, il a constitué un cabinet de guerre qui s'est avéré n'être qu'un lieu de discorde. À chaque réunion, les ministres s'insultent et les portes claquent. Il manifeste son impuissance. Le mythe de l'idéal sioniste ne fonctionne plus. La panique que la population israélienne ressentait s'est alors muée en rage ; une rage qui appelle du sang et encore du sang.

Les premiers jours de la guerre, les Israéliens dénonçaient la spirale de la violence et appelaient à la retenue. La coalition de Benjamin Netanyahu hésitait à envoyer ses soldats combattre au sol à Gaza,

Ils sont aujourd'hui 88 % des Israéliens juifs à dire que les 25 000 victimes civiles palestiniennes sont justifiées. Seule la moitié des Israéliens arabes se comportent de manière humaine et pleurent les morts des deux côtés.

Dans leur aveuglement, les Israéliens juifs se divisent selon leurs convictions préalables. Ceux qui pensent appartenir à un peuple supérieur et qui soutenaient la coalition de Benajmin Netanyahu veulent avant tout exterminer le Hamas, tandis que ceux qui souhaitent vivre en paix à côté de leurs voisins et s'opposaient donc à la coalition entendent libérer les otages.

Lorsqu'ils envisagent l'après-guerre, les partisans de la coalition pensent à 61 % qu'il n'y aura pas de vraie paix à Gaza. C'est pourquoi, ils exigent à 90 % le contrôle sécuritaire de Gaza par Israël. Cependant, l'opposition préfère un contrôle international, et non pas israélien, sur Gaza. Si la moitié des Israéliens arabes pensent une paix possible, ils ne sont que 9 % des Israéliens juifs à l'attendre. En définitive, si les trois-quarts des Israéliens dans leur ensemble sont opposés au status quo, ils ne sont que 37 % des Israéliens arabes à considérer la création d'un État binational où tous seraient égaux, tel

que voulu par les Nations unies depuis 1948, comme souhaitable, et seulement 6 % des Israéliens juifs à le penser aussi.

Concernant l'installation de colonies israéliennes dans le Territoire palestinien de Gaza, 79 % des soutiens de la coalition l'approuvent, tandis que 74 % de l'opposition la rejette.

On remarque donc que seuls un tiers de la population israélienne respecte le Droit international.

0299 Benjamin Netanyahu et les familles des otages

Les familles des otages israéliens de la Résistance palestinienne multiplient les manifestations contre l'inefficacité du gouvernement.

Commentant ces protestations, Benyamin Netanyahu, Premier ministre, a déclaré : « Je comprends que vous ne pouvez pas contrôler vos émotions, mais cela n'aide pas et, selon tout ce que je vois, ne fait que renforcer les exigences du Hamas ».

0300 Israël Katz présente son projet d'île artificielle au large de Gaza

Le ministre israélien des Affaires étrangères, Israël Katz, a avancé l'idée de créer une île artificielle au large de la côte de Gaza lors d'une réunion avec les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne. Il leur a présenté une vidéo qu'il avait promue en 2017, lorsqu'il était ministre des Transports et du Renseignement. Il s'agissait alors de créer une île artificielle de 534 hectares qui serait utilisée pour inspecter les marchandises et les personnes entrant dans la bande de Gaza par la mer. L'île comprendrait également une usine de dessalement, une centrale électrique et un port de marchandises. Elle pourrait voir l'établissement d'un aéroport à l'avenir. Un pont de 4,5 kilomètres reliant l'île à l'enclave palestinienne permettrait de décharger les marchandises. Selon le *New York Times*, la

présentation d'Israël Katz a laissé de nombreux Européens perplexes.

0301 Selon le *WSJ*, les FDI ne parviennent pas à détruire les tunnels du Hamas

Selon le *Wall Street Journal* du 28 janvier, environ 80 % des tunnels du Hamas sont intacts après trois mois et demi d'opérations des FDI.

0302 Benjamin Netanyahu ouvre la crise avec le Qatar

Avec autorisation de la censure militaire, la chaîne 12 a publié un enregistrement audio de Benjamin Netanyahu, Premier ministre, déclarant que le Qatar est plus un problème que les Nations unies et la Croix-Rouge.

Le ministère des Affaires étrangères du Qatar a commenté : « Si ses paroles sont vraies, elles contraignent la médiation de l'accord pour des raisons conçues pour servir la carrière politique [de M. Netanyahu] au lieu de donner la priorité au sauvetage de vies innocentes ».

Vedant Patel, porte-parole adjoint du département d'État US, a déclaré : « Le Qatar a été un partenaire régional essentiel, indépendant, non seulement en ce qui concerne ce conflit actuel, mais aussi d'autres priorités que les États-Unis ont eues dans la région, et nous nous réjouissons à la perspective de continuer à approfondir notre partenariat avec eux et à travailler avec eux sur un certain nombre de questions clés »

Interrogé lors d'une conférence de presse, le Premier ministre Benjamin Netanyahu a confirmé l'enregistrement : « Je ne reprend pas un mot que j'ai dit à propos du Qatar ».

👉 [Nous avons rendu compte en décembre](#) de la découverte par les membres de l'ex-opposition au sein du cabinet de guerre du rôle réel du Qatar. Aujourd'hui, Benjamin Netanyahu n'a plus la possibilité de prétendre que Doha est neutre.

0303 Le gouvernement Netanyahu créera une commission d'enquête pour vérifier ses propres agissements

Ronen Bar, directeur du Shin Bet (contre-espionnage) a demandé au gouvernement Netanyahu de créer une commission d'enquête sur les échecs qui ont rendus l'opération du 7 octobre possible.

☞ De nombreux responsables de l'opposition israélienne accusent Ronen Bar et Benjamin Netanyahu d'être les principaux responsables de l'attaque du Hamas. Une enquête gouvernementale, et non pas parlementaire, les protégerait.

0304 Itamar Ben-Gvir souhaite que ses soldats puissent tirer sans sommation

Itamar Ben-Gvir, ministre de la Sécurité nationale, a déclaré que « d'après les enquêtes que j'ai faites aujourd'hui, il y a trop de soldats ne sont pas autorisés à tirer [sur les Palestiniens qui s'approchent du Mur de séparation]. C'est une ligne rouge, si une telle instruction existe, nous perturberons les opérations de la coalition ».

0305 Les ministres de la Coalition participent à un événement pour des colonies juives à Gaza

Un évènement festif, intitulé « Conférence pour la victoire d'Israël - les colonies apportent la sécurité : retourner dans la bande de Gaza et le nord de la Samarie », a été organisé par la radio *Kol Barama* au Centre international des congrès de Jérusalem. De nombreux ministres, dont Benjamin Netanyahu, y ont participé. Les organisateurs entendaient utiliser l'actuelle guerre à Gaza pour racheter le péché du retrait des colonies juives de Gaza, en 2005. Le conflit actuel est l'occasion pour le peuple juif de parvenir à la rédemption.

Yaakov Margi (Shas), ministre de la Protection sociale et des Affaires sociales, a déclaré que ses collègues auraient dû « réfléchir » avant de se rendre à ce cirque.

Le chef de l'opposition, Yaïr Lapid, a déploré que Benjamin Netanyahu « qui était autrefois au centre du camp national soit entraîné sans but par les extrémistes » ait « touché le fond. »

Le général Benny Gantz, a déclaré que cette conférence était « une injure à la société israélienne en temps de guerre. Cela nuit à notre légitimité dans le monde et aux efforts visant à créer un cadre pour le retour de nos otages ». À propos de la participation du Premier ministre, il a poursuivi : « Celui qui danse et divise, ne décide pas, et celui qui est silencieux et se laisse entraîner, n'est pas un dirigeant ».

Le gouvernement allemand a réaffirmé son opposition à la réinstallation de colonies juives à Gaza.

0306 La Knesset délibère pour la destitution de son unique membre juif anti-sioniste

La Knesset a délibéré sur l'éventuelle destitution du député juif antisioniste Ofer Cassif. Il avait appelé au soutien de la plainte de l'Afrique du Sud devant la CIJ. Cette destitution n'est possible que « pour des actes d'incitation au racisme ou d'appui à une lutte armée contre l'État hébreu ».

0307 Négociations pour un cessez-le-feu et la libération des otages

Le Hamas, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et le Jihad islamique ont réaffirmé qu'ils ne signeraient aucun accord concernant les otages israéliens sans avoir l'assurance d'un cessez-le-feu global et du retrait des forces israéliennes de la bande de Gaza.

Des délégations de l'Égypte, du Qatar et des États-Unis se sont réunies à Paris pour élaborer un plan de paix. William Burns, directeur de la CIA, présidait les séances.

Le plan prévoirait la libération de tous les otages civils lors d'un cessez-le-feu de 6 semaines. Cependant les différentes parties ne seraient

toujours pas d'accord entre elles sur le calendrier des libérations.

0308 La Knesset allonge encore les délais de garde à vue

La Knesset a prolongé les délais de garde à vue des individus soupçonnés de terrorisme à 45 jours. Dans la pratique, les autorités israéliennes ne placent qu'exceptionnellement des juifs en garde à vue pour ce chef d'accusation.

☞ Au plan international, on considère qu'au-delà de trois jours de garde à vue, on ne peut assurer que les prévenus ne sont pas torturés.

0309 Washington et Tel-Aviv préparent la « réforme » de l'Autorité palestinienne

Selon le *New York Times*, les États-Unis et Israël pousseraient à une passation de pouvoir du président Mahmoud Abbas à un Premier ministre qui pourrait être Salam Fayd (qui fut déjà Premier ministre) ou Nasser al-Kidwa (ancien ministre des Affaires étrangères et neveu de Yasser Arafat). Le président palestinien ne conserverait plus qu'un rôle cérémoniel.

En attendant, l'actuel Premier ministre, Mohammad Chtayyeh, a annoncé de vastes réformes administratives. Elles devraient en réalité se limiter à la perception des factures d'eau et d'électricité impayées.

0310 La position libanaise face à l'ennemi israélien

Abdallah Bou Habib, ministre libanais des Affaires étrangères et des Émigrants, a donné un entretien à la chaîne émiratie *Sky News Arabia*, le 29 janvier. Il a déclaré que la situation actuelle donnait une chance historique au Liban pour négocier des frontières stables avec Israël. Beyrouth appliquera la résolution 1701 quand Israël aura fait un pas en se retirant des fermes Chabaa et de Kfarchouba. Cependant, il ne sera possible de signer de traité de paix israélo-libanais que lorsque la guerre à Gaza aura cessé. Alors, si ça leur chante, les Israéliens pourront

même construire un Mur de séparation à la frontière.

0311 Les États-Unis évaluent les conséquences de leur départ de Syrie

Selon *Foreign Policy*, le Conseil national de sécurité US s'est réuni le 18 janvier pour examiner les conditions de retrait des forces US de Syrie et d'Iraq. Environ 900 GI's sont présents en Syrie. Ils sont alimentés par les bases US en Iraq. Washington ne souhaite pas se retirer de Syrie au risque de voir ses mercenaires kurdes écrasés, surtout après le retrait calamiteux d'Afghanistan.

0312 Les États-Unis négocient leur éventuel départ d'Iraq

Washington a adressé au gouvernement iraquien une proposition de retrait de ses troupes avec un calendrier et des engagements. Il semble que le Conseil de sécurité US soit principalement préoccupé par le contrôle des milices pro-iraniennes. Il disposerait d'un moyen de pression avec la gestion du compte bancaire des autorités pétrolières irakiennes institué en application de la résolution 1483 des Nations unies.

Mohamed Chia al-Soudani, Premier ministre iraquien, « parraine le lancement du premier round du dialogue bilatéral entre l'Iraq et les États-Unis pour mettre fin à la mission de la Coalition internationale ».

« Trois facteurs clés » seront examinés, selon le Pentagone : « la menace de l'EI, les exigences opérationnelles (...) et le niveau des capacités des forces de sécurité irakiennes ».

☞ Il ne semble pas que les pourparlers portent effectivement sur le départ des troupes US, mais plutôt sur les missions que le gouvernement iraquien devrait assurer pour qu'elles partent.

0313 Les Émirats arabes unis ont assassiné une centaine de Frères musulmans au Yémen durant la guerre

Selon la BBC, l'Unité [yémenite] du contre-terrorisme, qui a assassiné une centaine de Frères musulmans entre 2015 et 2018, avait en réalité été formée par des mercenaires états-unis travaillant pour les Émirats arabes unis. Elle procédait toujours de la même manière : le bruit d'une détonation détournait l'attention de la victime qui était alors abattue par balle.

0314 Le département d'État valide la vente de F-16 à la Türkiye, mais de F-35 à la Grèce

Le département d'État US a validé l'acquisition par la Türkiye de 40 nouveaux F-16 et par la Grèce de 40 F-35 pour un montant de 8 milliards de dollars. Ces ventes avaient été bloquées dans l'attente du vote par la Grande Assemblée turque de l'adhésion de la Suède à l'Otan.

Intervenant sur CNNTurk, la secrétaire d'État adjoint Victoria Nuland a déclaré que les USA ne livreraient de F-35 à la Türkiye que lorsque celle-ci aura renoncé au système de défense anti-aérienne russe S-400 pour le système états-unien Patriot.

0315 La Türkiye exporte le pétrole russe en Occident

Selon le *Financial Times*, le port turc de Durtyol a été réhabilité et sert au transfert de pétrole russe en dépit des « mesures coercitives unilatérales » occidentales (qualifiées de « sanctions » par la propagande atlantiste).

La Türkiye est aujourd'hui le troisième plus grand bénéficiaire du pétrole brut russe après l'Inde et la Chine, et le plus grand marché pour les hydrocarbures raffinés russes.

0316 L'Iran maîtrise les lanceurs de satellite en orbite basse

Depuis la base spatiale Imam Khomeiny, Iran est parvenu à lancer une fusée Simorgh lui permettant de placer sur orbite basse trois satellites.

👉 Selon les États-Unis, la technologie des fusées Simorghs rapproche l'Iran du moment où il pourra fabriquer des missiles balistiques intercontinentaux.

0317 L'Iran accuse l'Otan de provoquer l'instabilité mondiale

Répondant aux accusations de l'Otan, selon lesquelles l'Iran est source d'instabilité Nasser Kanaani, porte-parole du gouvernement iranien a déclaré : « Les affirmations avancées par le secrétaire général de l'Otan sont d'une amère ironie. L'Otan et certains de ses membres, avec leur sombre passé de colonialisme, complotant et mettant en œuvre des politiques destructrices et d'ingérence, ainsi que des actions militaires en Asie occidentale et ailleurs, sont la cause profonde de l'instabilité et de l'insécurité, non seulement dans la région mais dans le monde entier ».

0318 Le Pakistan accuse Bharat d'exécutions extrajudiciaires sur son sol

Muhammad Syrus Sajjad Qazi, ministre pakistanais des Affaires étrangères, a accusé Bharat d'avoir orchestré le meurtre de deux de ses ressortissants, Shahid Latif et Mohammad Riaz, au Pakistan l'année dernière. Latif aurait été impliqué dans une attaque en 2016 contre une base de l'armée de l'air indienne au Pendjab, tandis que Qasim aurait été l'un des principaux conspirateurs derrière une attaque au Jammu-et-Cachemire le 1er janvier 2023. Tous deux étaient considérés comme des terroristes par New Delhi.

Lors d'un point de presse télévisé, Qazi a affirmé qu'Islamabad disposait de « preuves documentaires, financières et médico-légales » liant des agents indiens aux décès. « Il s'agit

d'affaires de meurtres contre rémunération, impliquant un dispositif international sophistiqué réparti dans plusieurs juridictions », a-t-il poursuivi.

Randhir Jaiswal, porte-parole du ministère indien des Affaires étrangères, a répondu en déclarant que le Pakistan « est depuis longtemps l'épicentre du terrorisme, du crime organisé et des activités transnationales illégales ». Il a ajouté que « Bharat et de nombreux autres pays ont publiquement averti le Pakistan qu'il serait rongé par sa propre culture de terreur et de violence ».

☞ Des allégations similaires d'exécutions extrajudiciaires ont déjà été formulées contre Bharat par le Canada et les États-Unis.

0319 Condamnations en chaîne pour Imran Khan

L'homme le plus populaire du Pakistan, Imran Khan, ancien Premier ministre, qui purge déjà une peine de 3 ans de prison pour corruption, a été condamné le 30 janvier à 10 ans de prison supplémentaires pour divulgation de secrets d'État, puis le 31 janvier à encore 14 ans de prison pour vente illégale de cadeaux d'État.

Ces procès n'ont été que des simulacres. Imran Khan avait osé défier l'armée de son pays. Selon la transcription d'une conversation entre hauts fonctionnaires états-uniens publiée par *The Intercept*, Washington voulait se débarrasser à tous prix de ce gêneur.

0320 Narendra Modi inaugure le temple de Ram à Ayodhya

Narendra Modi, Premier ministre indien, a débuté sa campagne électorale en inaugurant le nouveau temple de Ram à Ayodhya. En 1992, les nationalistes hindous avaient détruit la mosquée de Babur construite sur le même lieu. L'émeute fit environ 2 000 morts. Le parti au pouvoir, le Bharatiya Janata Party (BJP), avait fait de la reconstruction de l'antique temple de Ram, sur le lieu de naissance du Dieu, une de ses promesses électorales phares. C'est chose

faite en grande pompe. La presse indienne qualifie le Premier ministre d'incarnation divine.

0321 Tentative de révolution de couleur au Bangladesh

Selon le Parti nationaliste du Bangladesh, « La cheikha Hasina n'a que les voix de 7 % du pays, tandis que notre candidat, Tarique Rahman, a les 93 % restants d'électeurs. Le gouvernement bengali ne nous appartient pas, il appartient à la Chine, à l'Inde et à la Russie ».

☞ La cheikha Hasina a gagné (Cf. 0096) les dernières élections auxquelles le Parti nationaliste du Bangladesh n'a pas participé. Peu après, elle a dénoncé l'organisation d'une révolution de couleur dans son pays par les États-Unis.

0322 Contacts sino-US en Thaïlande

Le patron de la diplomatie chinoise, Wang Yi, a discuté de Taïwan avec Jake Sullivan, conseiller à la Sécurité nationale du président US Joe Biden, a indiqué la Chine, sur fond d'apaisement entre les deux puissances. Les rencontres ont duré 12 heures. Les deux hommes ont réaffirmé leurs déclarations communes précédentes selon lesquelles Taïwan est une province chinoise, indépendamment des élections qui peuvent y être organisées.

☞ Les contacts précédents entre les deux hommes se sont tenus en Autriche et à Malte. Cependant, la Chine ne considérant plus ces deux États comme « neutres » au sens des conventions internationales, cette troisième rencontre s'est tenue en Thaïlande.

☞ Un accord de lutte contre les stupéfiants a été acté à Bangkok. Les États-Unis accusent depuis des années la Chine de fournir les cartels sud-américains en produits chimiques précurseur leur permettant de fabriquer du fentanyl. Beijing, indigné, avait répondu à ces accusations en rappelant que les vendeurs de ces précurseurs ne sont pas responsables de leur usage. Cependant, suite à la rencontre entre Joe Biden et Xi Jinping, Beijing a sensibilisé ses vendeurs.

Désormais, les deux nations vont joindre leurs efforts sans s'accuser mutuellement.

0323 Un nouveau roi en Malaisie pour cinq ans

Le sultan Ibrahim Iskandar de Johor a pris ses fonctions de Yang di-Pertuan Agong (chef du Royaume-Uni de Malaisie) pour cinq ans. La Malaisie dispose d'une monarchie tournante.

☞ Le nouveau souverain ne bénéficiera d'aucun privilège avec ses fonctions et devra gagner sa vie par ailleurs.

0324 Selon Beijing, l'usage de la force en mer Rouge ne peut qu'empirer la situation

Selon le *Quotidien du peuple* du 30 janvier, « Les actions militaires des États-Unis et du Royaume-Uni au Yémen, non seulement ont causé des dégâts à l'infrastructure et des pertes civiles, mais n'ont pas amélioré la sécurité des transports maritimes commerciaux, ce qui a aggravé les risques globaux pour la sécurité dans la région. Ce n'est pas ce que la communauté internationale veut voir(...) Le Conseil de sécurité des Nations unies n'a jamais autorisé aucun pays à recourir à la force contre le Yémen (...) il est évident qu'ignorer le conflit à Gaza et essayer d'utiliser une épée rapide pour couper des nœuds enchevêtrés par le biais d'opérations militaires ne résoudra pas la cause profonde du problème ».

0325 Liquidation de China Evergrande

Le groupe immobilier China Evergrande, le second de Chine, a été placé en liquidation judiciaire. Il avait accumulé 328 milliards de dollars de dette. Eddie Middleton (qui avait été le syndic de liquidation de Lehman Brothers en Asie) et Tiffany Wong Wing-sze (ancienne liquidatrice de Luckin Coffee), directeurs généraux du cabinet de conseil Alvarez et Marsal, ont été désignés comme administrateurs provisoires.

Les actions du groupe ont plongé de 20 % à la banque de Hong Kong avant que leur cotation ne soit suspendue.

0326 La Chine dénonce le déploiement de l'armée US alentour de Taïwan et déplace ses routes aériennes civiles

« Les navires de guerre et les avions US ont semé le trouble et la provocation aux portes de la Chine et ont mené des activités à grande échelle et à haute fréquence dans les eaux et l'espace aérien autour de la Chine », a déclaré le colonel Wu Qian, porte-parole du ministère de la Défense.

L'Administration de l'aviation civile de Chine (CAAC) a modifié le tracé de ses vols. Depuis 2015, les Occidentaux considéraient qu'une « ligne médiane » du détroit séparait les zones aériennes et maritimes de la Chine continentale et de province autonome de Taïwan. À l'époque Beijing avait aménagé ses tracés de vol dans un esprit de conciliation avec Taïwan. Cependant, du son point de vue, il n'y a jamais eu de « ligne médiane », car la Chine est une et indivisible (principe d'« une seule Chine »). Désormais la route aérienne continentale sera déplacée de 7 kilomètres. Compte tenu des nouvelles manœuvres militaires US, ce changement rendra plus facile la navigation en les repoussant, mais plus difficiles les réponses de l'armée taïwanaise à une éventuelle intervention de la Chine populaire sur son sol.

☞ Cette décision intervient deux semaines après l'élection du séparatiste Lai Ching-te à la présidence de la République de Chine (Taïwan).

0327 Des experts contestent la théorie de la diffusion du Covid depuis le marché aux poissons de Wuhan

Dietrich Stoyan, mathématicien à la TU Bergakademie Freiberg en Allemagne, et Chiu Sung-nok, professeur au département de mathématiques de l'Université baptiste de Hong Kong, ont révisé l'étude de *Science* du 26 août 2022 concluant au commencement de la pandémie de Covid-19 sur le marché de

poissons de Wuhan. Selon eux, elle ne tient pas statistiquement. « Du point de vue d'un statisticien, l'origine du Covid-19 reste une question sans réponse », ont-ils affirmé.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

0328 La CIJ ordonne le rétablissement en Crimée de l'Assemblée des tatars et de l'enseignement en ukrainien

La [Cour internationale de Justice \(CIJ\)](#) a rendu son arrêt dans une affaire opposant l'Ukraine à la Fédération de Russie. Elle a fait injonction à la Russie de rétablir l'Assemblée tatare en Crimée et l'enseignement scolaire en langue ukrainienne. Elle n'a par contre pas fait droit aux griefs ukrainiens accusant la Russie de financement du terrorisme.

0329 Pramila Patten enquête sur les crimes sexuels du 7 octobre

La Mauricienne Pramila Patten, représentante spéciale des Nations Unies pour les violences sexuelles dans les conflits, s'est rendue en Israël avec son équipe pour enquêter.

Sa mission « vise à donner la parole aux survivants, aux témoins, aux otages récemment libérés et aux personnes touchées ; à identifier les possibilités d'appui, y compris la justice et la responsabilisation ; et de recueillir, analyser et vérifier les informations à communiquer au Conseil de sécurité dans l'exercice de son mandat. La Représentante spéciale se rendra également en Cisjordanie occupée, où elle rencontrera l'Autorité palestinienne, des organisations de la société civile, des détenus récemment libérés et d'autres acteurs concernés ».

0330 La CPI enquête sur le Soudan plutôt que sur Gaza

Le procureur général de la Cour pénale internationale (CPI), Karim Khan, a témoigné devant le Conseil de sécurité des Nations unies de ses efforts d'enquête au Soudan. Selon lui, les

deux parties sont l'une et l'autre responsables de graves crimes de guerre.

La Russie, la Chine et l'Algérie ont immédiatement mis en cause le « prétendu procureur », l'accusant de ne s'intéresser qu'aux bourreaux qui gênent les Occidentaux et pas à ceux qui font la même chose à Gaza. Le représentant russe a fait remarquer que le Conseil ne pouvait pas juger des crimes au Soudan car il n'avait pas transmis ce dossier à la CPI.

0331 La vision des BRICS de Sergei Lavrov

Ouvrant la réunion des sherpas des BRICS, Sergei Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, a déclaré que l'objectif de ce groupe d'États est une « transformation en profondeur des relations internationales », un monde « plus démocratique et multipolaire, reflétant la diversité culturelle et le droit de chaque peuple à disposer de lui-même ». « Les pays occidentaux cherchent à maintenir leur domination... ou ce qu'il en reste, après en avoir joui pendant 500 ans », a-t-il poursuivi. « Il n'est pas possible de défendre ses intérêts aux dépens de ceux des autres », a-t-il fait valoir, ajoutant que « c'est ce que nous faisons au sein des BRICS ».

👉 Les BRICS n'ont pas de secrétariat permanent. La Russie hébergera la prochaine réunion des chefs d'État à Kazan en octobre 2024.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),
46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°73 - 9 février 2024

ÉDITORIAL

0332 Les Anglo-Saxons changent de stratégie en Ukraine

Suite au voyage du président Volodymyr Zelensky à Washington, à la mi-décembre, les Anglo-Saxons ont décidé de changer leur stratégie en Ukraine après l'échec de la « contre-offensive ». L'armée ukrainienne a désormais de graves problèmes logistiques car elle est équipée de manière hétéroclite par les dons des Alliés, et non pas par l'acquisition de son propre arsenal de manière cohérente. En outre, elle a de graves problèmes de personnel. Il n'est plus possible de mobiliser et ses soldats actuels sont souvent âgés et malades. Surtout, elle souffre d'un manque cruel de formation. Ses soldats se sont certes formés au combat, mais ignorent les bases de leur métier. Au contraire, l'armée russe dispose d'une ligne de défense infranchissable et d'armes nouvelles lui permettant de combattre au-delà et surtout de perturber les communications et les commandes de l'Otan. En outre la Russie s'appuie sur une industrie d'armement sans équivalent et sur une économie toujours florissante.

Dans ces conditions, les Anglo-Saxons sont contraints d'abandonner l'espoir de récupérer les territoires perdus. Ils doivent donc se focaliser sur la préservation de leur territoire actuel (notamment se préparer à une attaque russe sur Odessa) et se tourner vers des opérations de sabotage en Russie.

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, s'est rendu à Washington, les 11 et 12 janvier. Il n'a pas été capable de convaincre le Congrès de voter de nouvelles subventions à l'Ukraine. Les Républicains pensent qu'il a perdu la guerre et qu'investir dans son pays est de l'argent perdu.

Immédiatement, les Anglo-Saxons ont changé de stratégie. Le département d'État s'est donc tourné vers l'UE pour compenser les dons US, tandis que le Pentagone a élaboré une « formule d'Athènes » pour fournir indirectement des armes (voir brève 0351).

Le Premier ministre du Royaume-Uni, Rishi Sunak, s'est rendu à Kiev où il s'est exprimé, le 12 janvier, devant la Verkhovna Rada. Il a signé un nouvel accord de sécurité pour les 10 ans à venir et annoncé une augmentation du financement militaire de l'Ukraine pour l'achat de drones, aériens et maritimes. Il a annoncé que Londres s'engageait dans une guerre longue contre la Russie, l'Iran et la Corée du Nord.

Victoria Nuland, secrétaire d'État adjointe, s'est précipitée cette semaine à Kiev pour résoudre la crise militaire et politique. Aucune photographie de ses entretiens n'a été publiée. Elle s'est (...)

(...) contentée d'une conférence de presse improvisée.

Le commandant en chef des forces armées ukrainiennes, le général Valeri Zaloujny, que Volodymyr Zelensky considère comme un rival, a accepté de démissionner et de devenir ambassadeur à Londres. Il est, de fait, rendu responsable de l'échec de la « contre-offensive », que tous avaient pourtant décidée ensemble. Cependant, avant son départ, il a publié une [tribune libre](#) sur le site de CNN posant que la guerre ne pourra pas être gagnée par des moyens classiques, mais nécessite une adaptation aux nouvelles armes de la Russie, particulièrement à ses drones et à ses moyens électronique de brouillage des communication et d'effacement des commandes de l'Otan.

Il devrait être remplacé par le général Kyrylo Boudanov, actuel directeur du Renseignement militaire. Si cette nomination est confirmée, elle confirmera l'importance des opérations de sabotage en Russie.

Si les Ukrainiens les réalisent seuls, la Russie les frappera, mais si Moscou montre qu'ils sont aidés par les Occidentaux, ce sera la Guerre mondiale.

Cependant, le président Volodymyr Zelensky s'est exprimé à la télévision. Il a annoncé une vaste réorganisation des armées et de son gouvernement, sans précision.

Josep Borrell, haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, s'est également précipité à Kiev. Il s'est enquis des changements des besoins militaires qu'impose cette nouvelle stratégie et a assuré le président ukrainien que l'UE lui fournirait un million d'obus durant l'année 2024. Les diverses instances européennes sont tombées d'accord pour une aide de 50 milliards d'euros (33 milliards d'euros de prêts et 17 milliards d'euros de subventions) pour les trois ans à venir. C'est évidemment loin du compte pour compenser les donations US.

Le président français, Emmanuel Macron, devrait prochainement se rendre à Kiev. Il devrait y révéler le rôle de son pays dans la stratégie anglo-saxonne.

AMÉRIQUES

0333 Joe Biden édicte des sanctions contre tous ceux qui soutiennent les suprémacistes juifs en Cisjordanie

[Joe Biden a décrété](#), en « urgence nationale », des sanctions contre des Israéliens de Cisjordanie dont « les actions sapent les objectifs de la politique étrangère des États-Unis, y compris la viabilité d'une solution à deux États et la garantie que les Israéliens et les Palestiniens puissent atteindre des mesures égales de sécurité, de prospérité et de liberté. Elles compromettent également la sécurité israélienne et peuvent conduire à une déstabilisation régionale plus large dans l'ensemble du Moyen-Orient, menaçant le personnel et les intérêts des États-Unis ».

La section 6 du décret interdit aux associations états-uniennes de financer les individus et associations impliqués dans ces actions. Elle s'applique aussi aux banques qui transféreraient des avoirs pour les soutenir, et bien sûr aux transferts d'armes.

☞ Il s'agit de sa réponse à la « Conférence pour la victoire d'Israël - les colonies apportent la sécurité : retourner dans la bande de Gaza et le nord de la Samarie » (cf. 0305).

0334 Lloyd Austin intervient pour l'acheminement de l'aide humanitaire à Gaza

Lloyd J. Austin III, secrétaire US à la Défense, s'est entretenu avec son homologue israélien, Yoav Gallant, du passage aux opérations de faible intensité à Gaza, de l'appui à une solution diplomatique le long de la frontière israélo-libanaise et de la stabilité en Cisjordanie. Il a réaffirmé qu'il importait d'assurer l'acheminement ininterrompu de l'aide humanitaire à Gaza.

0335 Jack Sullivan réitère le soutien humanitaire des États-Unis aux Palestiniens

Interrogé à *Meet the press* (NBC) Jacob "Jack" Sullivan, conseiller national US de Sécurité, a indiqué à propos des négociations israélo-Hamas : « À ce stade, c'est au Hamas de se présenter et de répondre à une proposition sérieuse, et nous continuons à faire pression sur le Qatar et l'Égypte pour qu'ils essaient d'obtenir une réponse positive ».

Il a déclaré que les États-Unis « ont clairement compris que nous devons veiller sur les souffrances immenses et terribles du peuple palestinien. Et cela signifie qu'il faut faire pression sur les questions liées à l'aide humanitaire que nous avons aidée à débloquent et à entrer dans la bande de Gaza. Le secrétaire Blinken est en route vers la région au moment où nous parlons, et ce sera une priorité absolue de son point de vue, lorsqu'il verra le gouvernement israélien, de lui dire que les besoins du peuple palestinien sont au premier plan dans l'approche états-unienne et que nous voulons nous assurer qu'ils ont accès à la nourriture, aux médicaments, à l'eau, à des abris et qui s'en sortent. Et nous continuerons à faire pression jusqu'à ce que ce soit fait ».

0336 Washington élabore un règlement global au Moyen-Orient élargi

Les États-Unis envisagent un règlement global des conflits au Moyen-Orient élargi afin de se sortir du guêpier palestinien.

- Une autorité palestinienne remaniée prendrait le contrôle de Gaza et de la Cisjordanie ;
- Elle gouvernerait aussi la diaspora des réfugiés dans les pays de la région, bien que l'on ne sache pas ce qu'il adviendra de l'UNRWA ;
- Le Pentagone sortirait de Syrie si la Russie s'engage à limiter les marges de manœuvres des Iraniens ;
- Les relations entre Israël et l'Arabie saoudite seraient normalisées ;
- Le Yémen ne serait pas divisé.

- Les Émirats arabes unis obtiendraient le Soudan avec le général Hemeti ;
- On ne sait toujours pas ce que deviendront les Kurdes, ni qui contrôlera le détroit de Bab el-Mandeb.

☞ On en revient à la question posée par Donald Trump lorsqu'il était président : le Pentagone doit-il poursuivre la [stratégie Rumsfeld-Cébrovski](#) de destruction de toutes structures politiques du Moyen-Orient élargi ou changer de logiciel ?

0337 Les États-Unis dépassés par leur dette

Jamie Dimon, directeur de la plus grande banque des États-Unis, JPMorgan, a déclaré à Fox News que le niveau de la dette états-unienne avait atteint un montant critique. « Nous voyons la falaise. Cela fait environ 10 ans. Nous roulons à 60 milles à l'heure [vers elle] ».

Paul Ryan, ancien président de la Chambre des représentants, a comparé la dette à une « boule de neige » qui grossit en roulant. « C'est la crise la plus prévisible que nous n'ayons jamais connue ».

Jerome Powell, président de la Banque fédérale, a déclaré à *60 Minutes* (CBS) qu'« À long terme, les États-Unis s'engagent sur une voie budgétaire insoutenable (...) Cela signifie simplement que la dette augmente plus vite que l'économie (...) En fait, nous empruntons à la place des futures générations ». Selon lui, il est « grand temps de reprendre une conversation entre adultes avec les élus pour remettre le gouvernement fédéral sur une voie budgétaire durable ».

Janet Yellen, secrétaire au Trésor, a déclaré, quant à elle, que le niveau absolu de la dette publique était « un chiffre effrayant ». Cependant « Jusqu'à présent, elle est tout à fait gérable ».

La dette fédérale a dépassé les 34 000 milliards de dollars pour la première fois de l'histoire fin décembre. Elle s'élève désormais à environ 102

000 dollars par famille états-unienne moyenne de trois personnes. Rien qu'en 2023, elle a augmenté de plus de 4 000 milliards de dollars. La dette publique totale des États-Unis équivaut à peu près aux économies combinées de la Chine, de l'Allemagne, du Japon, de l'Inde et du Royaume-Uni, a souligné la Fondation Peter G. Peterson.

0338 La Maison-Blanche a tenté d'empêcher la diffusion de livres

Selon la Commission des Lois de la Chambre des représentants, la Maison-Blanche a contacté Amazon en mars 2021, pour lui demander de retirer de la vente les livres mettant en question la sécurité des médicaments anti-Covid à l'ARN messenger (abusivement qualifiés de « vaccins »). À défaut, elle a demandé de les rendre moins visibles sur les sites du groupe.

Cette opération de censure a été organisée par Andy Slavitt dont le nom avait déjà été cité dans les affaires de suppressions de comptes sur les réseaux sociaux.

La sous-commission sur la militarisation du gouvernement s'est saisie de l'affaire. Par militarisation du gouvernement, il faut comprendre que tous les fonctionnaires et conseillers n'avaient plus d'esprit critique, mais obéissaient au doigt et à l'œil comme dans une armée.

☞ En 2003, la Maison-Blanche avait tenté d'acheter tous les livres en version anglaise de Thierry Meyssan. En définitive, un accord avait été conclu avec l'éditeur pour qu'ils ne soient pas diffusés. Déjà à l'époque, Amazon avait résisté à ces injonctions.

0339 Interview de Vladimir Poutine par Tucker Carlson

Tucker Carlson, ancien journaliste vedette de Fox News, désormais indépendant, diffusera sur le Net l'interview qu'il a réalisé du président russe Vladimir Poutine au Kremlin.

☞ L'annonce de cette émission a provoqué un séisme à Washington où la presse dominante considère *a priori* les points de vue russes comme dénués de crédibilité et n'en rend donc jamais complètement compte. Tucker Carlson, soutien de Donald Trump, est aujourd'hui le journaliste audio-visuel le plus écouté aux États-Unis et le plus vilipendé par la presse dominante. L'ancien Premier ministre belge, Guy Verhofstadt, a immédiatement demandé que l'Union européenne prenne des sanctions contre Tucker Carlson.

0340 Un fonctionnaire interpellé pour avoir organisé une fraude électorale en 2020

Les procureurs fédéraux ont montré qu'un fonctionnaire du New Jersey, Craig Callaway, a mis au point un système frauduleux lors de l'élection de 2020. Il a payé des collecteurs de bulletins de vote pour qu'ils demandent des bulletins vierges aux fonctionnaires électoraux, prétendument au nom d'électeurs valides qui ne les ont jamais eus. Ces bulletins ont par la suite été comptés comme ceux de votants.

☞ Il s'agit du premier cas attesté de fraude électorale organisée en 2020.

0341 Réélection de Nayib Bukele

Les résultats de l'élection présidentielle salvadorienne sont :

- Nayib Bukele et Félix Ulloa (Nuevas ideas) : 83,14 % des voix.
- Manuel Flores et Werner Marroquín (Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional - FMLN) : 6,95 %
- Joel Sánchez et Hilcia Bonilla (Alianza Republicana Nacionalista - ARENA) : 6,15 %

La gauche et la droite sont donc écrasées par le « dictateur le plus cool du monde ».

0342 Les États-Unis arment le Guyana contre le Venezuela

Jon Finer, conseiller adjoint US à la Sécurité nationale, et Juan Gonzalez, directeur du

département d'Etat pour l'hémisphère occidental, se sont rendus au Guyana. À l'issue des pourparlers, la présidence du Guyana a annoncé que l'administration Biden s'engage à l'aider à acheter de nouveaux avions, des hélicoptères, une flotte de drones militaires et, pour la première fois, une technologie radar.

Washington se prépare à un affrontement militaire avec le Venezuela pour protéger les investissements d'Exxon-Mobil dans la zone contestée de l'Essequibo.

0343 Les exportations de l'Équateur menacées

Rosselkhoznadzor a annoncé suspendre ses importations de bananes et d'œilletons équatoriens en Russie en raison de la détection systématique de parasites dangereux. Quito pourrait perdre jusqu'à 754 millions de dollars par an.

Sans qu'un lien de causalité soit établi, cette décision intervient après que le président équatorien Daniel Noboa, ait accepté une aide militaire des États-Unis contre les gangs et annoncé l'envoi de l'ancien équipement militaire soviétique en Ukraine.

EUROPE

0344 La pape François contre l'antijudaïsme et l'antisémitisme

Dans une lettre, le pape François a écrit : « [L'Église] rejette toutes les formes d'antijudaïsme et d'antisémitisme, condamnant sans équivoque les manifestations de haine à l'égard des Juifs et du Judaïsme comme un péché contre Dieu ». Il a assuré la communauté juive de sa proximité et de son affection, « en particulier (ceux) qui sont consumés par l'angoisse, la douleur, la peur et même la colère (...) Mon cœur est proche de vous, de la Terre sainte, de tous les peuples qui l'habitent, Israéliens et Palestiniens, et je prie pour que le désir de paix puisse prévaloir en tous ».

0345 Navettes d'avions de l'armée de l'Air israélienne au Royaume-Uni

Selon *Declassified UK*, au moins six avions de l'armée de l'air israélienne ont atterri au Royaume-Uni depuis l'opération du 7 octobre.

1. Un avion a quitté l'aéroport de Glasgow Prestwick, dans le sud-ouest de l'Écosse, le 18 novembre, bien que son arrivée ne semble pas avoir été enregistrée.

2. Le vol, numéroté IAF680, a décollé d'Écosse juste après 13 heures et a atterri à Beersheba, en Israël, environ 5 heures plus tard. Cet aéroport est celui utilisé par les États-Unis pour leurs livraisons d'armes.

3. Un vol est parti de l'aéroport de Birmingham à Nevatim le 2 décembre. Des photos indépendantes de l'avion montrent qu'il s'agissait d'un Boeing 707-300C.

4 et 5. Au cours de la quinzaine suivante, deux avions militaires israéliens ont décollé de la base de Mildenhall, qui abrite 4 245 militaires US, la deuxième plus grande concentration de troupes US en Grande-Bretagne. Le premier de ces vols de l'IAF a été effectué de Mildenhall à Nevatim le 7 décembre. Puis un Boeing 707-300 de l'IAF a volé de Mildenhall à Douvres, une base de l'US Air Force au Delaware le 13 décembre.

6. Le jour de Noël, un avion est arrivé de Nevatim à la base de la RAF de Brize Norton dans l'Oxfordshire, à l'ouest de Londres. Le lendemain, le même avion a volé de Brize Norton à Dover aux États-Unis.

0346 Vers la réunification de l'Irlande

Michelle O'Neill a été nommée Première ministre d'Irlande du Nord. Elle est membre du Sinn Féin, c'est-à-dire militante de la fin du colonialisme et de la réunification irlandaise. Prenant ses fonctions, elle a souhaité un référendum sur la réunification dans les 10 ans à venir.

Elle aurait dû devenir Première ministre après sa victoire électorale de mai 2022, mais les

unionistes (c'est-à-dire les partisans de la domination britannique) l'en ont empêché. De nouvelles élections ont eu lieu et un accord a été conclu avec Londres.

En application des accords du Vendredi Saint (1998), la Première ministre adjointe sera l'unioniste Emma Little-Pengelly.

Le problème principal est advenu lors du Brexit. S'appuyant sur les accords précédents, les indépendantistes s'opposaient à la création d'une frontière entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord, tandis que les unionistes s'opposaient à une frontière en mer d'Irlande, c'est-à-dire entre deux régions du Royaume-Uni. Bien que rien de fondamental n'ait changé, les unionistes ont accepté de débloquer la situation.

0347 Selon la France, l'Ukraine a abattu un avion russe de prisonniers ukrainiens avec un missile Patriot

L'état-major français aurait conclu que l'avion russe, transportant 65 prisonniers de guerre ukrainiens pour les échanger, a été abattu par un missile Patriot US tiré par l'Ukraine, indique l'[Associated Press](#). Ce faisant, il confirme les accusations du président russe, Vladimir Poutine.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

0348 La France condamne les suprémacistes juifs

Le porte-parole du le ministère français des Affaires étrangères a condamné la conférence des sionistes révisionnistes pour la recolonisation

de Gaza et de la Cisjordanie. « Nous attendons des autorités israéliennes une dénonciation claire de ces positions ».

0349 Emmanuel Macron rend hommage aux victimes françaises juives du 7 octobre

Le 7 février 2024, Emmanuel Macron, président français, a rendu un hommage national, à l'Hôtel des Invalides, aux 42 Français « victimes du plus grand massacre antisémite de l'Histoire », le 7 octobre en Israël.

☞ En distinguant les victimes israéliennes des victimes arabes, Emmanuel Macron participe au narratif du gouvernement suprémaciste juif de Benjamin Netanyahu. Il oppose les communautés ethniques et religieuses, et masque l'alliance entre les suprémacistes juifs et les Frères musulmans du Hamas.

0350 L'Agence belge de développement bombardée à Gaza

Hadja Lahbib, ministre belge des Affaires étrangères, a convoqué l'ambassadeur d'Israël pour obtenir des éclaircissements sur le bombardement des bureaux de l'Agence belge de développement, Enabel, à Gaza. « Réduire en cendres des bâtiments civils est inacceptable ».

0351 La « formule d'Athènes »

La Grèce ne recevra ses F-35 (cf. 0134) que si elle donne ses anciennes armes soviétiques à l'Ukraine, selon *Kathimerini*. Il s'agit de systèmes antiaériens Tor, Osa, S-300 et des systèmes antiaériens zU-23-2.

En outre, la Grèce recevra du matériel militaire excédentaire des armées US, y compris trois patrouilleurs de classe Protector, une paire d'avions de transport Lockheed Martin C-130H, dix turbopropulseurs Allison T56 qui alimentent les avions de patrouille Lockheed P-3, sans parler des 60 véhicules de combat et des camions de transport M-2 Bradley.

☞ L'expression « formule d'Athènes » désigne désormais au Pentagone le fait d'envoyer des armes à un pays allié qui doit en échange en envoyer à l'Ukraine. Ces transactions permettent de contourner le refus du Congrès d'offrir des armes à Kiev.

☞ Le Pentagone étudie actuellement la possibilité de doter ses alliés de missiles de précision d'une portée de plus de 500 kilomètres dans le cadre de la « formule d'Athènes ». Le ministère russe des Affaires étrangères a envoyé des lettres à ses homologues pour leur rappeler que si de telles armes arrivaient sur le champ de bataille, leur responsabilité serait engagée.

0352 Andrzej Duda reconnaît que la Crimée est historiquement russe

Andrzej Duda, président polonais, a donné une interview à la chaîne YouTube Kanal Zero. Il a déclaré : « Je ne sais pas si [l'Ukraine] reconquerra la Crimée, mais je crois qu'elle retrouvera Donetsk et Lougansk (...) En fait, si nous regardons l'histoire, la Crimée était la plupart du temps au sein de la Russie ».

0354 Guerre électronique en mer Baltique et à la frontière polono-biélorusse

L'activité électronique des forces russes en mer Baltique a provoqué de graves perturbations des signaux GPS dans l'espace aérien de l'Allemagne et de la Pologne.

☞ Depuis 2014, les [armes électroniques russes](#) sont capables de perturber les communications et commandes de l'Otan. À ce jour, celle-ci n'a pas trouvé de réponse à des actions qui réduisent les siennes à néant.

☞ Simultanément, les forces de l'Otan en Pologne ont commencé une guerre électronique contre la Biélorussie. Un avis a été émis par Varsovie pour de possibles opérations militaires d'ici le 5 mai. Les couloirs aériens de l'aviation civile ont été détournés.

0355 Le Parlement hongrois n'a pas voté l'adhésion de la Suède à l'Otan

Le Parlement hongrois n'a pas pu valider l'adhésion de la Suède à l'Otan : le parti majoritaire, le Fidesz, ayant boycotté la séance. Celle-ci n'a pu se tenir faute de quorum.

☞ Le Premier ministre, Viktor Orbán, avait invité son homologue suédois, le libéral Ulf Kristersson, à venir à Budapest pour « clarifier » les relations entre les deux pays. Au sein de l'Union européenne, celui-ci n'avait pas eu de mots assez durs contre le « régime illibéral » hongrois. Ulf Kristersson avait accepté le principe d'une invitation, tout en rejetant l'idée de « négociations » et « d'exigences » autour de la candidature suédoise à l'Otan.

0356 La Norvège accorde de nouvelles facilités au Pentagone

Le Pentagone a signé un accord avec la Norvège. Il pourra non seulement utiliser les quatre bases militaires auxquelles il avait accès depuis 2021 (les bases aériennes de Rygge, de Sola, Ed'venes et la base navale de Ramsund), mais aussi huit nouvelles (les bases d'Andaya, d'Erland, de Bardufos, de Setermoen, de Vurnes, le terrain d'entraînement de Haakonvern, le complexe souterrain d'Osmark et le terminal de carburant de Namsen).

0357 L'Estonie déplace des tombes de soldats soviétiques sans en informer leurs familles

Le musée militaire d'Estonie s'apprête, sans en informer qui que ce soit, à démonter les pierres tombales et à déplacer les restes de 38 soldats soviétiques.

L'usage international est de ne pas déplacer les tombes des soldats étrangers sans l'accord de leurs familles.

Moscou a convoqué la chargée d'affaires estonienne.

☞ Moscou a expulsé l'ambassadeur estonien en janvier 2023 à la suite de ses prises de position sur l'opération militaire russe en Ukraine.

0358 Maccarthysme au Parlement européen

Le Parlement européen a exprimé son indignation totale et sa profonde préoccupation face aux efforts continus déployés par la Russie pour saper la démocratie européenne, par différentes formes d'ingérence et de désinformation. Il a repris les allégations du journal de l'opposition russe en exil *The Insider*, selon lesquelles la députée européenne communiste lettone, Tatjana Ždanoka, serait un agent du FSB russe.

0359 Le Parlement européen dénonce la situation politique en Grèce

Le Parlement européen a exprimé de vives inquiétudes face aux très sérieuses menaces qui pèsent, selon lui, sur la démocratie, l'État de droit et les droits fondamentaux en Grèce.

0360 La Moldavie pourrait participer aux actions militaires ukrainiennes contre la Russie

La Moldavie (non-membre de l'Otan) pourrait autoriser l'Ukraine à utiliser ses propres bases aériennes pour lancer des opérations contre la Russie. Les F-16, battant pavillon ukrainien, sont basés en Roumanie, (membre de l'Otan).

☞ Tout État laissant une opération militaire partir de son territoire doit en assumer les conséquences. Sans aucun doute, si des actions sont menées depuis la Moldavie, Moscou reconnaîtra la République moldave du Dniestr (Transnistrie) et lui proposera d'adhérer à la Fédération de Russie.

0361 Le Kosovo confisque des dinars serbes

La police kosovare a perquisitionné des locaux d'institutions administrées par la Serbie et d'une organisation non gouvernementale originaire de

Serbie. Elle a notamment saisi tous les dinars serbes qu'elle a pu trouver.

☞ Le dinar est utilisé par les Kosovars serbes, principalement pour recevoir des paiements depuis leur pays d'origine, mais seuls les euros sont acceptés au Kosovo, bien que celui-ci ne soit pas membre de l'UE.

0362 La Russie sermonne l'ambassadrice israélienne

L'ambassadrice d'Israël à Moscou a accordé une interview à *Kommersant*. Après avoir rappelé sa vie en Russie et en Israël, elle a posé que les désaccords sur l'opération militaire russe en Ukraine et celle israélienne à Gaza ne doivent pas éloigner les deux pays l'un de l'autre.

Cependant, elle a aussi affirmé que Sergey Lavrov « minimise la mémoire de l'Holocauste » et que la Russie n'aurait pas condamné les attaques des « Houthis » [comprendre Ansar Allah] en mer Rouge.

Le ministère russe des Affaires étrangères l'a convoquée pour explication : d'une part, jamais la Russie n'a minimisé la « solution finale » et, d'autre part, devant le Conseil de sécurité, elle a condamné les attaques d'Ansar Allah contre des navires civils.

[L'ambassadrice a été reçue](#) une heure et demi au ministère. Elle n'a pas fait de déclaration en sortant.

Il lui a été rappelé que c'est Moscou qui a initié en 2005 la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui a contribué à l'instauration de la Journée internationale de commémoration de l'Holocauste le 27 janvier. La date n'a pas été choisie par hasard : soixante ans auparavant, l'Armée rouge a libéré le camp de concentration d'Auschwitz-Birkenau.

En outre, le ministère des Affaires étrangères a conseillé à l'ambassadrice de ne pas oublier qu'elle « n'a pas de monopole ni d'autorité morale suprême dans les discussions sur le thème de l'Holocauste ». En outre, le thème de la lutte contre le nazisme unit la Russie et Israël ;

les deux pays doivent être très attentifs à leur histoire commune.

0363 Dmitry Medvedev met en garde l'Otan contre l'apocalypse nucléaire

Dmitry Medvedev, président du conseil russe de sécurité, a déclaré sur sa chaîne [Télégram](#) : que si l'Otan livrait une guerre à la Russie, celle-ci n'aurait d'autre choix « en raison de l'incommensurabilité de nos potentiels militaires (...) que d'une réponse symétrique. Afin de protéger l'intégrité territoriale de notre pays, nous utiliserons des missiles balistiques et de croisière à ogives nucléaires spéciales. Cela est fondé sur nos documents militaires doctrinaux et est bien connu de tous. C'est précisément l'Apocalypse. La fin de tout ».

AFRIQUE

0364 Le Mali censure France-Télévisions

La Haute autorité de la communication malienne a exclu France-Télévisions de tous les bouquets audiovisuels pendant quatre mois, en raison d'un reportage sur le pays après le départ de l'armée française. Il présentait une situation sécuritaire catastrophique et parlait de la puissance de feu des jihadistes comparée aux pauvres moyens de l'armée nationale.

0365 Macky Sall suspend de fait les pouvoirs constitutionnels

Le président sénégalais, Macky Sall, a annoncé le report de l'élection présidentielle quelques heures avant le début de la campagne électorale. Dans une allocution télévisée, il a indiqué : « Notre pays est confronté depuis quelques jours à un différend entre l'Assemblée nationale et le Conseil constitutionnel, en conflit ouvert sur fond d'une supposée affaire de corruption de juges ».

👉 Les observateurs craignent que le président Macky Sall ait l'intention, non pas de reporter l'élection, mais de l'annuler.

Le Conseil constitutionnel avait exclu du scrutin deux ténors de l'opposition. D'abord, le candidat antisystème Ousmane Sonko, en prison depuis juillet 2023 notamment pour appel à l'insurrection et disqualifié par le Conseil pour diffamation dans un dossier distinct. Puis, Karim Wade, ministre et fils de l'ex-président Abdoulaye Wade (2000-2012). Ce dernier a initié une commission d'enquête parlementaire sur l'intégrité de deux juges du Conseil constitutionnel.

Le bureau de l'Assemblée nationale a adopté une proposition, à l'initiative de la coalition de Karim Wade, pour un « report de six mois maximum » de la présidentielle du 25 février, a annoncé la télévision publique. Les députés devaient ensuite se réunir en commission pour l'examiner, avant une plénière à une date non précisée. L'armée a envahi l'hémicycle durant le vote des députés. Elle a exclu les représentants de l'opposition, puis fait voter la majorité présidentielle en faveur d'un report au 25 décembre.

En outre, une des vingt candidats, Rose Wardini, a été placée en garde à vue par la police judiciaire pour « faux et usage de faux et escroquerie au jugement », dans une enquête sur sa nationalité franco-sénégalaise présumée. La loi précise que les candidats doivent être exclusivement de nationalité sénégalaise.

Le remplaçant d'Ousmane Sonko, Bassirou Diomaye Faye, a été arrêté en avril dernier pour avoir diffamé les juges qui avaient condamné son champion. Bien qu'incarcéré, le Conseil Constitutionnel a validé sa candidature.

0366 Le Gabon désormais pavillon de complaisance de la Russie

Le Gabon offre désormais son pavillon de complaisance pour contourner les mesures coercitives unilatérales (qualifiées de sanctions par la propagande atlantiste) des Etats occidentaux. Une centaine de navires de la flotte marchande russe est passée sous pavillon gabonais durant le dernier trimestre 2023.

ASIE

0367 Les suprémacistes juifs comparent David Cameron à Neville Chamberlain

Après avoir déclaré « Ce que nous devons faire, c'est donner au peuple palestinien un horizon vers un avenir meilleur, l'avenir de son propre État », le ministre des Affaires étrangères britannique, David Cameron, s'est rendu en Israël.

Il a été accueilli par les propos d'Amichai Chikli, ministre de la Diaspora israélienne, qui l'a comparé à Neville Chamberlain signant les accords de Munich avec Adolf Hitler. « Bonjour à David Cameron, qui veut apporter "La paix à notre temps" et accorder aux nazis, qui ont commis les atrocités du 7 octobre, un prix sous la forme d'un État palestinien en signe de reconnaissance pour le meurtre de bébés dans leurs berceaux, les viols massifs et l'enlèvement de mères avec leurs enfants », a-t-il poursuivi.

0368 Manifestation juive antisioniste à Haïfa

La conférence annuelle « Standing Together » s'est tenue à Haïfa, en présence d'un millier de personnes. Des messages vidéo des parlementaires états-uniens Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez ont été projetés.

Lors de son intervention, un des leaders, Alon-Lee Green, a déclaré : « Nous sommes le camp de vie contre le camp de la mort... contre ceux qui disent qu'il n'y a pas de peuple innocent à Gaza... demandons de libérer tous les otages maintenant, de quitter Gaza, et de mettre fin immédiatement à la guerre et à l'occupation. Les Israéliens et les Palestiniens sont là pour rester. Nous soutenons chaque accord visant à libérer des otages et à mettre fin au meurtre de civils innocents à Gaza ».

L'écrivaine Fania Oz-Salzberger, fille de l'écrivain emblématique Amos Oz, a déclaré lors d'un meeting à Haïfa : « Avant tout renouveau, de restauration, de fusion et de guérison, le gouvernement du 7 octobre devrait

démissionner. (...) Nous ne bougerons pas tant que le gouvernement de la catastrophe et du massacre n'aura pas rouler dans les escaliers, dans le sous-sol des pires souvenirs du peuple israélien. Alors un gouvernement bien meilleur se lèvera sur ces ruines ». Elle a précisé qu'elle n'était pas contre la droite, mais contre « le messianisme politique d'aujourd'hui », qu'elle a décrit comme « le fanatisme, un danger pour toutes nos vies, et une honte morale et culturelle »

Son fils et donc petit fils de l'écrivain, Nadav Oz-Salzberger, qui est le chef du mouvement de protestation universitaire contre le coup d'État de Benjamin Netanyahu, a déclaré : « Le 7 octobre, nous avons tout quitté et nous nous sommes levés, nous avons replié le drapeau de notre protestation face à l'importance du moment, et nous nous attendions à ce que les dirigeants agissent en conséquence. Et qu'ont-ils fait ? Dès le premier jour, ils fuient leurs responsabilités. Il n'a pas fallu longtemps jusqu'à ce qu'ils commencent à danser sur le sang après une attaque à Ra'anana, ou à célébrer un futur retour [des colonies de Gaza] à Gush Katif ».

Le général à la retraite Amir Haskel a déclaré que Netanyahu « ne sera pas retiré par des manifestations à la petite semaine - quatre orateurs et la performance d'un chanteur. Nous devons l'attaquer, être plus agressifs et déterminés – et il y a des prix que nous payons à l'ère d'une force de police qui est devenue une milice pour le ministre de la disgrâce nationale. »

0369 Manifestation juive antisioniste à Césarée

Lors d'un meeting à Césarée, Avivit John, une évacuée du kibboutz Be'eri, a parlé du manque de leadership de Netanyahu. Elle a déclaré : « C'est comme si nous roulions dans une voiture avec un conducteur qui ne se soucie pas de savoir si une voiture vient d'en face. Un conducteur qui conduit indépendamment des conditions de terrain ou des capacités de la voiture. Nous nous sommes déjà écrasés avec lui le 7 octobre (...) Je ne suis pas venue vous

promettre un jardin de roses. Une lutte difficile et agressive est devant nous. Il y aura des moments difficiles, des confrontations avec la police, des arrestations - mais il n'y a probablement pas d'autre solution ».

Analyse du Réseau Voltaire

« [La situation mondiale au regard du massacre à Gaza](#) », par Thierry Meyssan

À chaque instant, les hommes se demandent si le massacre à Gaza ne va pas dégénérer en Guerre mondiale. Ce pourrait être le cas, mais cela ne l'est pas. Tous les protagonistes du Levant agissent avec retenue, chacun évitant l'irréparable, tandis que les suprémacistes juifs de la coalition de Benjamin Netanyahu avancent inexorablement leurs pions.

0370 L'Allemagne interdit la venue d'un ministre suprémaciste juif

Die Welt et *The Jerusalem Post* ont annulé l'invitation d'Amichai Chikli, ministre des Affaires de la diaspora, à la conférence qu'ils organisent à Berlin, le 15 février. Gideon Sa'ar (Nouvel Espoir) y interviendra à sa place. Le ministre allemand de la Justice, Marco Buschmann, y prononcera le discours d'ouverture.

Amichai Chikli s'est distingué par ses déclarations en faveur de la colonisation de Gaza lors de la « Conférence pour la victoire d'Israël » la semaine dernière (cf. 0305). En outre, il vient de recevoir une délégation des Démocrates de Suède, un parti fondé par des militants néo-nazis.

0371 Israël a déjà bloqué les comptes de l'UNRWA

Une banque israélienne, dont le nom n'a pas été divulgué, a bloqué les comptes de l'UNRWA pour soupçons de participation à des actions terroristes.

0372 Les Nations unies face à Gaza, la « cocotte-minute du désespoir »

« Des milliers de Palestiniens ont continué de fuir vers le sud, qui accueille déjà plus de la moitié de la population de quelque 2,3 millions d'habitants. ... Rafah est une cocotte-minute du désespoir, et nous craignons pour ce qui va suivre », a déclaré Jens Laerke, porte-parole du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies.

0373 L'état de santé des enfants palestiniens séparés

Selon Jonathan Crickx, chef de la communication de l'Unicef pour les territoires palestiniens occupés, il y a désormais 17 000 enfants séparés de leurs familles à Gaza. « Ils présentent des symptômes comme des niveaux extrêmement élevés d'anxiété persistante, une perte d'appétit. Ils ne peuvent pas dormir, ils ont des traumatismes émotionnels ou paniquent chaque fois qu'ils entendent exploser une bombe ».

0374 Le véritable objectif des bombardements israéliens actuels

Des experts assurent que les bombardements israéliens actuels visent principalement à rendre absolument inhabitable une bande d'un kilomètre de large qui deviendrait une zone tampon avec Israël, en territoire palestinien.

0375 5 ans de prison pour toute contestation de la narration officielle des événements du 7 octobre

La Knesset vient de voter une loi punissant de 5 ans de prison toute remise en cause de la narration officielle des événements du 7 octobre et du travail de la Zaka.

Cette loi fait suite à l'étude de l'Institute for the Study of Contemporary Antisemitism (Indiana University) *Distorsions de l'Holocauste sur les réseaux sociaux après le 7/10. La mobilisation antisémite (Holocaust Distortions on Social Media After 10/7. The Antisemitic Mobilization)*.

La justification de cette loi est fondée sur une série de mensonges :

- elle attribue l'attaque du 7 octobre au seul Hamas, masquant le rôle du FLPL et du Jihad islamique ;
- elle qualifie cette attaque de plus grand pogrom du XXI^e siècle, maquant son objectif politique ;
- elle assimile la contestation du narratif du 7 octobre à la négation de l'existence de la solution finale nazie.

☞ La Zaka est une association religieuse qui collecte des restes des victimes de catastrophes en tout genre afin de pouvoir leur donner des funérailles selon les rites de la halaka.

Entretien vidéo exceptionnel de Thierry Meyssan

Thierry Meyssan a expliqué au [Courrier des stratégies](#) sa vie après la parution de son livre sur les attentats du 11-Septembre. Il y donne un aperçu de son travail au Venezuela, aux Émirats arabes unis, au Liban, en Iran, en Libye, et en Syrie.

0376 La Jordanie dément avoir participé aux bombardements états-unis

Dans une déclaration officielle, les forces armées jordaniennes ont déclaré que « L'armée de l'Air royale jordanienne n'a pas participé aux frappes aériennes menées par l'armée de l'Air états-unienne à l'intérieur du territoire iraquien. Il n'y a aucune vérité dans les articles de presse sur la participation d'avions jordaniens aux opérations menées par les forces US à l'intérieur de l'Iraq ».

0377 L'Arabie saoudite organise le retour de Saad Hariri

L'Arabie saoudite organise un éventuel retour de l'ancien Premier ministre Saad Hariri au Liban. Sa popularité sera testée lors des quatre jours de cérémonies d'hommage à son défunt père, l'ancien Premier ministre Rafic Hariri, assassiné en 2005.

Ryad cherche une personnalité capable de rassembler les Libanais sunnites.

0378 L'UNRWA fermera des services au Liban au 1^{er} mars

Dorothee Klaus, directrice de l'UNRWA au Liban, a informé le gouvernement libanais sortant que, faute de financement, l'Agence devra suspendre partiellement ses services aux 120 000 réfugiés palestiniens dans le pays, dès le 1^{er} mars. Elle n'a pas encore décidé quels services seront supprimés et quels autres pourront être poursuivis.

Ceux-ci comprennent la fourniture de papiers d'identité pour les apatrides, de soins de santé et d'éducation, d'aide alimentaire et en espèces ainsi que le ramassage des ordures dans les camps de réfugiés.

Personne ne dispose des moyens nécessaires pour suppléer à l'UNRWA.

0379 La Résistance islamique en Iraq attaque des bases US en Syrie occupée

La « Résistance islamique en Iraq » a mené une action contre une des bases militaires illégales des États-Unis en Syrie, sur le champ pétrolier d'al-Omar. Ceux-ci l'avaient bombardée la semaine dernière. Il ne semble pas qu'il y ait eu d'autres actions depuis.

0380 Le Hamas et la Türkiye

Le Hamas a multiplié les contacts avec le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan. Il est improbable que la Türkiye puisse jouer un rôle d'intermédiaire dans le conflit israélo-palestinien compte tenu des prises de position du président turc, Recep Tayyip Erdoğan. Il est par contre possible que le Hamas souhaite pousser la Türkiye à peser internationalement dans le débat.

0381 Brusque changement à la tête de la Banque de Türkiye

Hafize Gaye Erkan, gouverneure de la Banque centrale turque, a présenté sa démission à la révélation d'un scandale. Selon la presse, elle aurait accordé un bureau, une voiture de fonction et des gardes du corps à son père qui aurait pris des décisions au sein de la banque. Elle a été remplacée par Fatih Karahan, ancien économiste d'Amazon. Ce changement est généralement interprété comme une inflexion du président Recep Tayyip Erdoğan en faveur du monde des entreprises.

0382 Madame Demirtas pourrait remplacer son mari

Basak Demirtas, épouse de l'ancien coprésident du parti HDP, Selahattin Demirtas, emprisonné depuis 2016 et officiellement retiré de la politique, pourrait être la candidate du DEM à la mairie d'Istanbul, le 31 mars.

0383 Les États-Unis voulaient bombarder l'Iran sans lui faire mal

En réponse aux attaques qu'ils subissent, les États-Unis ont envisagé de bombarder l'Iran, révèle *Asas Media*. Ils sont entrés en contact avec Téhéran via la Suisse et le Sultanat d'Oman. Ils lui ont proposé de bombarder une zone désertique pour affirmer leur autorité et demandé de ne pas y répliquer. Mais le gouvernement d'Ebrahim Raïssi a refusé. Ils ont donc bombardé des milices pro-iraniennes en Syrie et en Iraq.

0384 Ebrahim Raïssi appelle au retrait des forces US du Moyen-Orient élargi

Recevant le corps diplomatique accrédité à Téhéran, Ebrahim Raïssi, président iranien a déclaré :

« La présence des forces états-uniennes dans notre région n'a aucune justification ». « La présence US en Iraq, en Syrie et en Afghanistan ne constitue pas un facteur de sécurité, elle

est une menace pour la Sécurité. Partout où elles ont été présentes, elles ont été la source du mal ».

0385 Imran Khan emprisonné fait néanmoins campagne

Un tribunal pakistanais a, de nouveau, condamné l'ancien Premier ministre Imran Khan et son épouse, Bushra Bibi. Cette fois, il leur a été reproché de ne pas avoir attendu le délai de 3 mois prévu par la loi islamique entre un divorce et un mariage. Ils ont été condamnés à 7 ans de prison s'ajoutant aux 10 puis 14 ans précédents.

Imran Khan est l'homme le plus populaire de son pays. Il a osé défier le pouvoir du chef d'état-major des armées.

Pour participer aux élections législatives, son parti, le PTI, a réalisé trois vidéos grâce à la société d'intelligence artificielle ElevenLab. On peut y voir un Imran Khan reconstitué disant un texte qu'il a écrit en prison.

0386 La Corée du Nord envisage un septième essai nucléaire

Alexander Matsegora, ambassadeur de Russie à Pyongyang, a déclaré à l'agence Tass que la Corée du Nord pourrait décider de mener son septième essai nucléaire si Washington continue de prendre des « mesures provocatrices » sur et autour de la péninsule coréenne.

0387 Le scandale des financements de la secte Moon se poursuit

Masahito Moriyama, ministre de l'éducation, a clairement bénéficié de dons de l'Église de l'unification (dite « secte Moon »). Selon *Asahi Shimbun*, il a signé à cette occasion un accord avec la secte pro-états-unienne qui contenait des propositions de politique générale sur des sujets tels que l'Éducation, les révisions constitutionnelles et contre les LGBTQ.

Interrogé par une commission parlementaire, le ministre a déclaré ne pas s'en souvenir, y

compris quand on lui a montré une photo de lui signant cet accord.

Fumio Kishida, Premier ministre, a nié que les dons d'entreprises au Parti libéral-démocrate (PLD) puissent influencer sur la politique du parti. Il a fait valoir que les dons sont une forme légale d'activité politique autorisée par la Constitution.

L'enquête n'a toujours pas déterminé ce qui a motivé le don de plus d'un demi-milliard de dollars de la secte Moon aux députés du PDL. Les partis d'opposition ont exigé que la répartition nominative de ces fonds de corruption soit publiée. Les factions d'Aso et de Motegi refusent toujours de se dissoudre. Le soutien des Japonais à leur gouvernement s'est effondré un peu plus, à 24,5 %.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

0388 António Guterres présente son bilan annuel

António Guterres, secrétaire général de l'Onu, a présenté son bilan 2023 à l'Assemblée générale (Ref. A/78/1*). Il a fait le point sur la situation à Gaza, en Ukraine, au Sahel, dans la Corne de l'Afrique, au Soudan et en Libye, au Congo, au Yémen et au Myanmar, enfin à Haïti et dans les Balkans occidentaux.

Puis, il a demandé aux États Membres de respecter la Charte des Nations Unies qui garanti le droit de chaque individu de vivre dans la paix et la dignité. Le Nouvel Agenda pour la paix a été élaboré en vue du renouvellement des cadres mondiaux de paix et de sécurité. Le monde a grand besoin d'une réforme du Conseil de sécurité. Il est inacceptable, a-t-il déclaré, que le continent africain attende toujours un siège permanent au Conseil de sécurité.

0389 Vassily Nebenzia rappelle aux Occidentaux qu'ils jouent avec le feu

Vassily Nebenzia, représentant permanent de la Russie, a longuement mis en cause, devant le Conseil de Sécurité, le 6 février, le rôle des États-

Unis dans le bombardement par l'Ukraine d'une boulangerie à Lisichansk (Lougansk). En effet, il a été effectué avec un missile HIMARS. Cette insistance visait à rappeler aux Occidentaux que, si un bombardement de cette nature avait atteint une ville qu'ils considèrent comme russe et non pas contre ukrainienne, cela justifierait une riposte russe contre eux.

0390 Le parti pris d'Alice Wairimu Nderitu mis en cause

De nombreuses ONG ont accusé la conseillère spéciale du secrétaire général de l'Onu pour la prévention du génocide, la Kényane Alice Wairimu Nderitu de faillir à son devoir en ne mentionnant pas le génocide en cours à Gaza dans son dernier rapport.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),

46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°74 - 16 février 2024

ÉDITORIAL

0391 Des indépendantistes juifs du Biafra veulent proclamer un second Israël

L'indépendantisme igbo est de retour au Nigeria. Il fut le déclencheur de la « guerre civile nigérienne » ou « guerre du Biafra » (1967-70). Sauf que, cette fois, le leader séparatiste, Nnamdi Kanu, assure que les Igbo sont une tribu perdue d'Israël.

Nnamdi Kanu est le propriétaire de Radio Biafra. Il a été proclamé chef du Peuple indigène du Biafra (IPOB). Ancien agent immobilier à Londres, il dispose de la double nationalité nigéro-britannique. En 2015, il intervient devant le World Igbo Congress (WIC) à Los Angeles. Il appelle à un soulèvement armé contre le Nigeria. À son retour, il est arrêté par le Département des services de l'État (DSS), puis libéré sous caution. En 2018, il fuit et [se réfugie en Israël](#).

Il est de nouveau arrêté, probablement au Kenya, en 2021 et extradé au Nigeria. Son procès à rebondissement, pour terrorisme, est toujours en cours.

Depuis 2021, il emploie la société de lobbying états-unienne Mercury LLC. Ce qui lui a permis de rencontrer Mike Pompeo, ancien directeur de la CIA. La société Jetblack Corp est chargée, quant à elle, de promouvoir le narratif de la tribu perdue d'Israël et d'obtenir des soutiens chez les chrétiens évangéliques et à Washington.

En son absence, l'athlète nigero-finlandais Simon Ekpa a été proclamé Premier ministre du gouvernement non-reconnu du Biafra. Ce dernier est lié à l'Église de l'unification (dite « secte Moon ») qui lui a décerné en 2023 le titre d'« ambassadeur pour la Paix ».

☞ Durant la guerre civile nigérienne, le Biafra était soutenu par la France. Jacques Foccart, chef des services secrets du président Charles De Gaulle, entendait empêcher la création de l'État nigérian qu'il considérait comme trop puissant par rapport à ses voisins francophones.

Simultanément, Israël, l'Afrique du Sud et la Rhodésie se sont investis dans cette guerre, également aux côtés du Biafra.

Selon des [documents révélés par les Archives de l'État d'Israël](#), en 2023, l'État hébreu a soutenu ses entreprises présentes au Nigeria depuis l'indépendance. Ce faisant, il a pris le parti des (...)

(...) indépendantistes biafraïses. Sollicité par Félix Houphouët-Boigny, président de Côte d'Ivoire, Israël a fourni de l'armement tanzanien aux Biafraïses et financé leur représentation à Paris. L'ensemble de l'opération a été imaginée par l'ambassadeur sioniste révisionniste Ram Nirgad, qui s'illustra par la suite avec la dictature argentine du général Jorge Rafael Videla.

AMÉRIQUES

0392 Le Canada refuse d'extrader le SS Yaroslav Hunk

Le [SS Yaroslav Hunk avait été applaudi](#) par l'ensemble des parlementaires canadiens et par les ministres du gouvernement de Justin Trudeau lors de la venue du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, le 24 septembre 2023.

L'affaire avait provoqué un scandale international et la démission du président de la Chambre des communes, Anthony Rota. Des excuses avaient été présentées aux familles juives des victimes des SS de la division ukrainienne Galicia, mais pas aux familles des victimes russes ou polonaises.

Le gouvernement canadien vient de refuser la demande d'extradition de Yaroslav Hunk déposée par la Fédération de Russie. Il n'a pas à justifier publiquement de sa décision.

👉 [Chrystia Freeland](#), vice-Premier ministre canadienne est une nationaliste intégrale ukrainienne.

0393 Joe Biden s'oppose à une opération militaire à Rafah

À l'issue de sa rencontre avec le roi Abdullah II de Jordanie, le président états-unien, Joe Biden, a présenté son plan de cessez-le-feu à Gaza. Il a plaidé pour une trêve d'au moins six semaines durant laquelle un cessez-le-feu durable devrait être négocié. « Nous œuvrons activement pour la paix, la sécurité et la dignité tant pour le peuple palestinien que pour le peuple israélien. Et je travaille à cela jour et nuit ».

Il a tenu à préciser : « La grande opération militaire à Rafah ne devrait pas se dérouler sans un plan crédible visant à assurer la sécurité et l'appui à plus d'un million de personnes qui y résident. De nombreuses personnes ont été déplacées, à plusieurs reprises, fuyant la violence dans le nord. Maintenant, ils sont entassés à Rafah, exposés et vulnérables. Ils doivent être protégés. Nous avons également été clairs dès le départ contre tout déplacement forcé de Palestiniens de Gaza ».

0394 Joe Biden qualifie Benjamin Netanyahu de « trou du cul »

Exaspéré par le refus borné de Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, de cesser les combats à Gaza, Joe Biden, président des États-Unis, l'a qualifié en privé de « trou du cul » (*asshole*), selon trois témoins.

0395 Robert Hur affirme qu'il ne faut pas poursuivre Joe Biden pour avoir stocké des documents confidentiels parce qu'il est sénile

Le conseiller spécial Robert Hur a publié un rapport dans l'affaire des documents classifiés conservés par Joe Biden dans ses résidences personnelles. Il a conclu que le prévenu était conscient de violer la loi, mais n'avait plus toute sa mémoire. Il n'a donc pas demandé de poursuites pénales contre lui.

Joe Biden, qui est aujourd'hui président des États-Unis, est immédiatement intervenu à la télévision pour démentir avoir des problèmes de mémoire et être en mesure de remplir sa charge. Ce démenti, s'il est censé rassurer ses interlocuteurs, l'expose à nouveau à des poursuites judiciaires.

0396 Patrick Morrissey demande que l'on tire les conclusions du rapport de Robert Hur

Patrick Morrissey, procureur général de Virginie-Occidentale, a écrit à la vice-présidente Kamala Harris afin qu'elle déclare le président Joe Biden

incapable de gouverner et lui succède en vertu du 25^e amendement.

☞ Le 25^e amendement a été adopté après l'assassinat du président John Kennedy. En vertu de son article 4, le vice-président et le cabinet peuvent révoquer le président s'il est jugé physiquement incapable d'exercer ses fonctions et refuse de quitter ses fonctions.

0397 La Cour suprême délibère sur l'exclusion de Donald Trump du scrutin présidentiel au Colorado

La Cour suprême a entendu les plaidoiries dans l'affaire opposant Donald Trump au Colorado qui lui a interdit de se présenter à l'élection présidentielle. Les débats n'ont pas porté sur l'implication du plaignant dans une tentative de coup d'État, mais sur les raisonnements juridiques du Colorado pour l'exclure du scrutin. Ils ne semblent pas avoir convaincus.

0398 La Chambre des représentants vote la destitution d'Alejandro Mayorkas

La Chambre des représentants a voté la destitution du secrétaire à la Sécurité de la patrie, Alejandro Mayorkas, au motif qu'il avait reçu une frontière avec le Mexique plus ou moins sûre et l'avait transformée en un endroit chaotique (Cf. 0268).

Le Sénat ne devrait pas voter cette destitution.

0399 Le House Freedom Caucus remet en cause l'espionnage de masse aux États-Unis et dans les États alliés

Le Caucus de la Liberté de la Chambre des représentants (*House Freedom Caucus*) a saisi le président, Mike Johnson, afin qu'il mette des limites claires à l'article 702 du *Reforming Intelligence and Securing America Act*.

☞ C'est cet article qui a permis à la National Security Agency (NSA) d'effectuer un espionnage de masse des États-Unis et de leurs alliés à l'étranger. Or, il avait initialement été rédigé pour quelques cas seulement.

0400 Les États-Unis ignorent comment fonctionnent leurs institutions

Selon une [étude de la Fondation de la Chambre de commerce](#) états-unienne, un tiers des électeurs états-unis ne savent pas que le gouvernement est divisé en trois branches ; l'Exécutif, le Législatif et le Judiciaire. Seule la moitié des électeurs identifient le Congrès comme la source des lois. Encore la moitié d'entre eux ignorent que la Cour suprême a neuf juges.

0401 Les « vaccins » anti-Covid augmentent considérablement les risques de myocardie

Selon l'Association médicale états-unienne (American Medical Association), les risques de myocardie sont environ 133 fois plus élevés chez les personnes ayant bénéficié de médicaments ARN messagers contre la Covid.

0402 Les États-Unis volent un Boeing 247 vénézuélien

Un Boeing 747 de la compagnie vénézuélienne Emtrasur, qui avait été immobilisé sur l'aéroport de Buenos Aires, a été saisi et transféré, transpondeurs éteints, aux États-Unis où il sera détruit.

La Justice états-unienne estime que l'achat de cet avion à la compagnie iranienne Mahan Air « viole les lois US sur le contrôle des exportations et profite directement au Corps des Gardiens de la révolution islamique ». Mahan Air affirme n'avoir jamais possédé cet avion.

Caracas a promis une « réponse énergique, directe et proportionnée à cette attaque » et a déclaré qu'il prendrait « toutes les mesures nécessaires pour rétablir la justice et obtenir la restitution de l'avion à son propriétaire légitime ».

☞ Les mesures coercitives unilatérales des Occidentaux, abusivement qualifiées de « sanctions », violent le Droit international.

EUROPE

0403 David Cameron « sanctionne » les colons suprémacistes juifs de Cisjordanie

Suivant l'exemple des États-Unis, le Royaume-Uni a pris des mesures coercitives (décrites abusivement comme des sanctions par la propagande atlantiste) à l'encontre de quatre colons de Cisjordanie. Washington et Londres craignent des attaques terroristes des juifs nostalgiques du Gang Stern.

Sont concernés : Moshe Sharvit, Yinon Levy (chef de la colonie de Havat Meitarim), 'vi Bar Yosef (chef de la colonie de Havat') et Ely Federman.

Selon David Cameron, ministre britannique des Affaires étrangères, ils « sont impliqués dans certaines des violations les plus effroyables des Droits de l'homme. Nous devons être clairs sur ce qui se passe ici. Les colons extrémistes menacent les Palestiniens, parfois avec des armes, et les éloignent de force des terres qui leur appartiennent légalement. Nous devons faire beaucoup plus pour mettre fin à la violence des colons (...) Les colons extrémistes, qui ciblent et attaquent des citoyens palestiniens, sapent la sécurité et la stabilité dans la région ».

0404 Le plan de paix libano-israélien de David Cameron

Lors de son passage à Beyrouth, le ministre britannique des Affaires étrangères, David Cameron, a présenté un plan de paix avec Israël.

Il prévoit la construction de tours de surveillance entre les deux pays et le renforcement de l'armée libanaise entre 7 000 et 12 000 hommes.

Le Liban s'est montré ouvert à cette proposition si les tours de surveillance étaient confiées à l'armée libanaise et si elles étaient placées sur la frontière et non pas sur la ligne de démarcation (dite « ligne bleue »).

0405 Le plan de paix libano-israélien de Stéphane Séjourné

Lors de son passage à Beyrouth, le ministre français des Affaires étrangères, Stéphane Séjourné, a présenté un plan de paix avec Israël incluant la délimitation des frontières.

Ce plan prévoit que tous les groupes armés libanais et israéliens cessent leurs opérations militaires. L'ensemble des forces armées se retireraient à plus de 10 kilomètres de la ligne de démarcation (et non pas à la rivière Litani, c'est-à-dire à environ 30 kms en arrière). 15 000 soldats de l'armée régulière libanaise se déploieraient dans cette zone.

Il se fonde sur l'accord de Naqoura (1996) qui mit fin à l'opération « Raisins de la colère » contre le Hezbollah et sur la résolution 1701 qui mit fin à la guerre israélienne contre le Liban (2006). L'accord de 1996 avait créé un comité de surveillance France-Liban-Syrie-USA qui s'était opposé à toute action israélienne ou libanaise contre des civils. En outre, il avait limité le conflit armé à la zone contestée entre les deux pays. La résolution de 2006 avait imposé le retrait d'Israël du sud du Liban qu'il avait placé sous la responsabilité de l'armée libanaise. Immédiatement celle-ci avait autorisé le Hezbollah à s'y déployer, ce qu'Israël conteste aujourd'hui.

Le Hezbollah refuse toute proposition tant que les armes ne se seront pas tues à Gaza. Dans le contexte de la guerre actuelle, il considère la proposition française comme une nouvelle tentative pour diviser l'Axe de la Résistance au seul profit d'Israël. Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah, a commenté : « Il prend la feuille de route d'Israël, texto, et la transmet au Liban ».

0406 La France dénonce un « réseau de propagande pro-russe »

[Selon Viginum](#), le service du Secrétariat général de la Défense nationale (SGDN) chargé de la vigilance et de la protection contre les ingérences numériques, a publié une étude sur

un réseau structuré et coordonné de propagande pro-russe dénommé « Portal Kombat ».

Il liste 193 sites, principalement destinés à un public ukrainien. Bien que le rapport ne le cite pas, les fonctionnaires du SGDN dénoncent auprès des journalistes la liste des « 13 mercenaires français » morts en Ukraine comme un exemple de manipulation de l'Information (cf. 0188).

0407 Le Conseil d'État français remet en question la liberté d'expression dans l'audiovisuel

Le Conseil d'État français a saisi l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) à « prendre en compte la diversité des courants de pensée et d'opinions représentés par l'ensemble des participants aux programmes diffusés, y compris les chroniqueurs, animateurs et invités, et pas uniquement le temps d'intervention des personnalités politiques ».

Le Conseil d'État est un tribunal chargé de veiller à la conformité des lois entre elles et à leur respect par l'administration. Il faisait suite à une plainte de Reporters sans frontières (RSF), qui est, en principe, une association de défense de la liberté de la presse.

0408 Les Pays-Bas ne pourront pas livrer de F-35 à Israël

Une cour d'appel des Pays-Bas a ordonné au gouvernement de Mark Rutte de suspendre toutes les livraisons d'avions F-35 et de pièces détachées à destination de l'État hébreu.

0409 L'industrie d'armement allemande se développe

Le chancelier allemand, Olaf Scholz, a posé la première pierre d'une usine de Rheinmetall, un industriel de l'armement. Elle devrait produire, à partir de 2025, des munitions d'artillerie de 155 millimètres, en visant progressivement une capacité de 200 000 obus par an.

Rheinmetall espère produire en 2025, 700 000 obus par an, sur tous ses sites, soit dix fois plus qu'avant l'opération militaire spéciale russe en Ukraine.

0410 Nancy Fraser veut pouvoir fermer des comptes bancaires pour menace « potentielle » à l'ordre public

Suite à la réunion de Postdam (Cf. 0131), Nancy Faeser, ministre de l'Intérieur allemande (SPD), a annoncé vouloir « détruire les réseaux d'extrême droite. Nous voulons les priver de leurs revenus, nous voulons leur retirer leurs armes ». Elle entend notamment étendre les compétences de l'Office fédéral de protection de la Constitution (BfV). Celui-ci devrait disposer de la capacité de fermer des comptes bancaires pour « menace potentielle à l'ordre public ». Aucune preuve, ni jugement ne serait plus nécessaire.

0411 La Norvège soutient l'UNRWA

La Norvège accordera, cette année, 26 millions de dollars à l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens, UNRWA. Elle pourrait augmenter cette somme si nécessaire, a-t-elle déclaré, quelques jours après que l'agence eut averti qu'elle pourrait cesser toute activité d'ici la fin du mois février.

0412 Élections présidentielle en Finlande

Le résultat du second tour de l'élection présidentielle en Finlande est :

- Alexander Stubb – Parti de la coalition nationale (Kok), 1 574 414 voix, soit 51,62 % des suffrages exprimés ;
- Pekka Haavisto – Ligue verte (Vihr), 1 475 478 voix, soit 48,38 % des suffrages exprimés.

Le nouveau président est atlantiste et europhile.

0413 La Pologne aurait utilisé Pegasus contre son opposition

Donald Tusk, Premier ministre polonais, a affirmé qu'il disposait de documents montrant que les autorités de l'État, sous le précédent

gouvernement de Mateusz Morawiecki (Droit et Justice - PiS), avaient utilisé illégalement le puissant logiciel espion israélien Pegasus pour écouter illégalement de nombreux opposants.

0414 L'Union européenne limite provisoirement les autorisations d'importations agricoles ukrainiennes

Pour répondre à la colère des agriculteurs qui s'est étendue à travers l'Europe, fustigeant sa politique, la Commission européenne a annoncé fin janvier un « frein d'urgence » pour limiter le volume des importations des produits « sensibles »- volaille, œufs et sucre -, aux niveaux moyens observés en 2022 et 2023, niveaux au-delà desquels des droits de douane seront réimposés.

Début février, le président français Emmanuel Macron a affirmé que les mécanismes mis en place pour freiner les importations massives de volaille, sucre et œufs ukrainiens, seront étendus aux céréales, revendication clé de la filière céréalière française.

Thierry Breton, commissaire européen au marché intérieur, a commenté : « Ce qu'il faut, c'est trouver un équilibre et la solution proposée va dans le bon sens (...) Bien sûr, on soutient l'Ukraine. Mais l'Europe, c'est aussi un équilibre et dans cet équilibre, il y a nos agriculteurs ».

0415 Washington déclare violer les résolutions du Conseil de sécurité sur le Kosovo

« Les États-Unis, un des fondateurs de l'Onu et membre permanent de son Conseil de sécurité, en sont arrivés à déclarer publiquement leur intention de violer une de ses résolutions », s'est indigné le représentant adjoint de la Fédération de Russie auprès de l'ONU, Dmitri Poliansky, lors d'une réunion du Conseil de sécurité.

Il faisait référence à la vente de 246 missiles antichars Javelin et 24 lanceurs au Kosovo, annoncée le 11 janvier sur le site de la Defense Security Cooperation Agency (DSCA), l'agence

du Pentagone chargée des exportations d'équipements militaires.

0416 L'Ukraine confisque les biens des expatriés qui refusent de partir au front

La Verkhovna Rada d'Ukraine, a adopté en première lecture le projet de loi n° 10449 sur le service militaire, la mobilisation et la comptabilité. Il prévoit la confiscation des biens des hommes, partis à l'étranger, n'ayant pas été enregistrés auprès de leur consulat ou n'ayant pas répondu à un ordre de mobilisation.

0417 Un nouveau chef des forces armées ukrainiennes

Le général Oleksandr Syrskyi, jusqu'ici commandant des forces terrestres, a été nommé chef d'état-major des armées ukrainiennes (et non pas le général Kyrylo Boudanov comme nous l'avions envisagé). Le général Alexander Pavlyuk lui a succédé.

👉 Les parents d'Oleksandr Syrskyi vivent en Russie et soutiennent l'armée russe face aux nationalistes intégraux ukrainiens.

0418 La Russie lance des mandats d'arrêt contre des ministres estoniens

La Justice russe a lancé un mandat d'arrêt contre :

- Kaja Kallas, Première ministre estonienne ;
- Taimar Peterkop, secrétaire d'État estonien (c'est-à-dire secrétaire du Conseil des ministres) ;
- et Simonas Kairys, ministre estonien de la Culture.

Il leur est reproché d'avoir détruit les tombes de soldats soviétiques morts en luttant contre le nazisme (CF ; 0357).

0419 La Russie dénonce les combats à Gaza

Mikhail Bogdanov, ministre-adjoint russe des Affaires étrangères a donné une interview à l'Agence Tass à propos de la situation à Gaza : « Malheureusement, que les hostilités

continuent, c'est simplement une catastrophe. Des dizaines, voire même des centaines de personnes sont tuées chaque jour. La quantité de morts est considérable - des femmes, des enfants. C'est une tragédie ».

0420 La Russie n'acceptera pas la confiscation de ses avoirs par l'Union européenne

Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, a mis l'Union européenne en garde contre une confiscation des avoirs russes déjà saisis (Cf. 0284). Elle a déclaré que « l'appropriation de ce que vous ne possédez pas » est « un vol ». Elle a annoncé que, si Bruxelles avançait dans cette voie, la Russie prendrait des contre-mesures à la hauteur de ce vol.

AFRIQUE

0421 Négociations au Caire pour l'avenir de Gaza

William Burns (directeur de la CIA), David Barnea (directeur du Mossad), Ronen Bar (directeur du Shin Bet), le général Nitzan Alon (chargé de la recherche des otages) et Mohammed Tamim ben Hamad al-Thani (Premier ministre du Qatar) se sont réunis au Caire pour envisager l'après-guerre à Gaza. Cette rencontre prolonge, à la demande insistante de Joe Biden, celle de Paris.

Les premières discussions s'étaient closes lorsque Benjamin Netanyahu a qualifié de « délirante » la proposition du Hamas de cessez-le-feu permanent, en échange du retrait des troupes israéliennes de Gaza, de la reconstruction de l'enclave et de la libération de 1 500 « otages » palestiniens (c'est-à-dire de prisonniers administratifs, mais aussi de terroristes condamnés par les tribunaux).

Israël s'est depuis montré disposé à envisager une pause humanitaire en trois phases, avec 35 à 40 otages israéliens – des femmes, des hommes de plus de 60 ans et des personnes souffrant de graves problèmes de santé – libérés au cours de

la première phase, d'une durée de six semaines. Les soldats israéliens et les corps des otages tués seraient restitués au cours des deuxième et troisième phases.

La proposition de Joe Biden est de procéder à un cessez-le-feu de six semaines en échange de la libération de tous les otages et prisonniers de part et d'autre.

0422 L'Égypte se prépare à recevoir un million de Gazaouis

Selon la Sinai Foundation for Human Rights, basée au Royaume-Uni, des travaux de nivellement et de construction ont débuté dans le Sinaï. Le groupe al-Arjani, mandaté par le gouvernement égyptien, construit une vaste zone clôturée par un mur de 7 mètres de haut, capable de recevoir 1 million de Gazaouis.

0423 Manifestation au Maroc pour Gaza

Plus de 10 000 personnes ont manifesté au centre de Rabat contre la guerre à Gaza. Le royaume chérifien entretient de bonnes relations avec Israël.

0424 La famille Déby Itno se déchire au Tchad

Mahamat Idriss Déby, président de la Transition de la république du Tchad, se présente à l'élection présidentielle. Il devrait affronter son oncle, Saleh Déby Itno, qui a rejoint le Parti socialiste sans frontières (PSF) de son cousin, Yaya Dillo Djerou (ancien ministre des Mines).

Yaya Dillo Djerou avait été licencié en juillet 2020 de son poste de représentant tchadien à la Commission économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac). Il avait ensuite voulu se présenter à la présidentielle de 2021 sous la bannière du PSF, avant de se retirer. Les forces de sécurité avaient tenté de l'arrêter à son domicile, en 2021, provoquant une fusillade au cours de laquelle cinq de ses proches avaient été tués, dont sa mère et son fils.

En janvier 2023, Saleh Déby Itno avait été révoqué de son poste de contrôleur général de la police pour faute grave contre l'honneur. Il venait de publier un enregistrement audio dans lequel il émettait des doutes sur la mort de son frère, l'ancien président Idriss Déby Itno, et menaçait les assassins de ce dernier.

Le président de transition, Mahamat Idriss Déby, a pris une septième épouse à la fin du mois de janvier, qui n'est autre que Amzina Daoussa Déby, fille de son oncle Daoussa Déby Itno (lui-même frère de feu le président Idriss Déby Itno).

ASIE

0425 Les comptes-rendus de réunion du gouvernement israélien sont tronqués

Gil Limon, procureur général adjoint, a écrit au secrétaire général du gouvernement, Yossi Shelli. Il lui a demandé de respecter les procédures de décision. À titre d'exemple, Limon mentionne la discussion sur le secteur de l'immobilier lors du conseil des ministres de cette semaine. À la fin de la réunion, écrit Limon, le ministre des Finances, Bezalel Smotrich, a présenté des ajouts substantiels qui n'ont pas été inclus dans le compte-rendu distribué aux ministres.

0426 Israël affirme que le Hamas avait un quartier général sous le siège de l'UNRWA

L'armée israélienne et le Shin Bet ont déclaré qu'ils avaient découvert un tunnel du Hamas passant sous le quartier général central de l'UNRWA dans la bande de Gaza et avoir trouvé des armes dans les bureaux des responsables de l'Agence.

0427 Gilad Erdan met en cause le directeur de l'UNRWA

Gilad Erdan, représentant permanent d'Israël aux Nations unies, a [posté un tweet](#) à Philippe Lazzarni, directeur de l'UNRWA. Il écrit : « Ce n'est pas que vous ne saviez pas, c'est que vous

ne voulez pas le savoir. Nous avons montré les tunnels des terroristes sous les écoles de l'UNRWA et fourni des preuves que le Hamas exploite l'UNRWA. Nous vous avons imploré de procéder à une fouille globale de toutes les installations de l'UNRWA à Gaza. Mais non seulement vous avez refusé, mais vous avez choisi d'enfouir votre tête dans le sable. Assumez vos responsabilités et démissionnez aujourd'hui. Chaque jour, nous trouvons plus de preuves qu'à Gaza, le Hamas=l'Onu et vice-versa. On ne peut pas faire confiance à tout ce que dit l'Onu ou à ce qu'on dit de Gaza ».

0428 Manifestation contre Benjamin Netanyahu

Lors d'une manifestation à Haifa, Adar Ayalon, sœurs de Sarah assassinée le 7 octobre, a déclaré : « Celui qui nous a amenés à cet endroit n'est pas en état de diriger le pays. Celui qui l'a détruit ne peut pas le réparer. Celui qui a encouragé le Hamas pendant une décennie ne peut pas le soumettre ».

0429 Manifestation pour des législatives anticipées

Des milliers de manifestants ont défilé à Tel-Aviv pour demander des élections législatives immédiates. Des affrontements ont éclaté avec la police.

Il semble que la coalition de Benjamin Netanyahu n'est plus soutenue par la majorité des électeurs.

0430 Amir Ohana boycotte le secrétaire général de l'Onu

Amir Ohana, président de la Knesset, s'est rendu à New York pour participer à la conférence de l'Union interparlementaire. Il a annoncé l'annulation de sa rencontre prévue avec António Guterres, secrétaire général des Nations unies. Il a déclaré : « J'avais l'intention d'essayer de le persuader, mais hier, il a de nouveau appelé l'État israélien à cesser de se battre et l'a critiqué. Il y a des causes perdues et

des lignes rouges. Je ne blanchirai pas Guterres ».

0431 L'agence Mody's baisse la cotation de l'économie israélienne

L'agence Mody's a baissé la cotation d'Israël de A1 à A2. « Si les combats à Gaza risquent de diminuer en intensité ou de connaître une pause, il n'y a actuellement aucun accord pour mettre fin aux hostilités durablement et aucun accord sur un plan à plus long terme qui rétablirait complètement la sécurité israélienne (...) Le conflit militaire en cours avec le Hamas et ses conséquences plus larges soulèvent le risque politique pour Israël d'un affaiblissement de ses institutions gouvernementales et législatives, ainsi que de sa force budgétaire, dans un avenir prévisible ».

Le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, a commenté : « Rien d'inquiétant (...) L'économie israélienne est forte. La dégradation n'est pas liée à l'économie, elle est entièrement due au fait que nous sommes en guerre (...) La note va monter au moment où nous gagnerons la guerre - et nous la gagnerons ».

0432 Un journaliste israélien sanctionné

Gil Tamari, journaliste de Channel 13 News, a déclaré à l'antenne que le Premier ministre Benyamin Nétanyahou ne se préoccupe pas de la libération des otages à Gaza et « les a tous tués ».

Il a immédiatement été suspendu de ses fonctions. Il a dû présenter ses excuses et a pu alors être réintégré.

0433 Tsahal libère 2 otages en tuant 67 innocents

Les FDI sont parvenues à libérer deux otages – Louis Norberto Har, 70 ans, et Fernando Marman, 60 ans – qui avaient été enlevés au kibboutz Nir Yitzhak le 7 octobre. Ils étaient retenus dans un appartement de Rafah.

Ce faisant, les FDI ont tué 67 civils palestiniens et blessé des dizaines d'autres.

Analyse du Réseau Voltaire

« [À Jérusalem, la "Conférence pour la Victoire d'Israël" menace Londres et Washington](#) », par Thierry Meyssan

La « Conférence pour la victoire d'Israël - les colonies apportent la sécurité : retourner dans la bande de Gaza et le nord de la Samarie » n'était pas une simple réunion de suprémacistes juifs. Un rabbin, condamné en Israël à la prison à perpétuité pour ses crimes, s'y est exprimé au nom des successeurs du groupe Stern qui assassina les dirigeants britanniques de la Palestine mandataire. C'était une déclaration de guerre contre les Anglo-Saxons. En participant à cet événement, le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, menaçait Washington et Londres. Le président Joe Biden a immédiatement interdit toute collecte de fonds et transfert d'argent vers ces extrémistes. C'est la première fois que les États-Unis prennent des sanctions contre des Israéliens.

0434 Tzav 9 contre l'aide humanitaire aux Gazaouis

Le mouvement Tzav 9 a bloqué l'entrée de l'aide humanitaire au point de passage de Nitzana. Selon les manifestants cette aide pourrait être détournée par le Hamas dès son entrée à Gaza.

0435 Itamar Ben-Gvir refuse de participer à une réunion de la Knesset

La Knesset a annoncé une quatrième réunion de sa commission d'audit au sujet de la distribution d'armes par des fonctionnaires du ministère de la Sécurité nationale. Itamar Ben-Gvir a déjà indiqué qu'il n'enverrait personne représenter son administration.

Lors de la réunion précédente, le représentant du ministre, David Bavli, était sorti de la salle quand il avait été interrogé par le président de la

commission, le député laïque Mickey Levy (Yesh Atid).

0436 Possible retour de Saad Hariri au Liban

Georges Chaabane, conseiller de Saad Hariri, s'est entretenu avec le ministre russe des Affaires étrangères, Sergey Lavrov. La discussion a porté sur un éventuel retour de Saad Hariri au Liban. L'ancien Premier ministre libanais vit aujourd'hui en exil à Abou Dhabi. Il serait la seule personnalité capable d'unir les sunnites libanais. Moscou pourrait intercéder en sa faveur auprès de Riyad.

Walid Jumblatt, président du Parti socialiste progressiste (PSP) et l'un des deux leaders de la communauté druze, s'est également rendu à Moscou. Il aurait aussi plaidé pour un retour de Saad Hariri sur la scène sunnite libanaise.

Saad Hariri, quant à lui, s'est rendu au Liban, le 14 février, pour célébrer le 19^e anniversaire de l'assassinat de son père, Rafiq Hariri. Il a été accueilli en grande pompe, au Grand Sérail, par le Premier ministre démissionnaire, Nagib Miqati.

0437 Abdallah II de Jordanie précise son point de vue aux côtés de Joe Biden

À l'issue de sa rencontre avec le président états-uniens, Joe Biden, le roi Abdallah II de Jordanie a déclaré : « Nous ne devons pas ignorer la situation en Cisjordanie et des lieux saints de Jérusalem. Près de 400 Palestiniens ont été tués en Cisjordanie depuis le 7 octobre, dont près de 100 enfants, et plus de 4 000 ont été blessés. L'escalade continue des colons extrémistes en Cisjordanie et dans les lieux saints de Jérusalem, et l'expansion des colonies illégales, déclencheront le chaos sur l'ensemble de la région (...) Presque 100 000 personnes ont été tuées, blessées ou portées disparues - la majorité des femmes et des enfants. Nous ne pouvons pas permettre une attaque israélienne contre Rafah. Israël est certain d'ajouter une nouvelle catastrophe humanitaire à la situation, déjà insupportable, de plus d'un million de personnes

(...) Les restrictions imposées à l'aide vitale et aux matériaux médicaux conduisent à des conditions inhumaines. Aucune autre agence de l'Onu ne peut faire ce que fait l'UNRWA. Ses actions dans d'autres pays, en particulier en Jordanie, où 2,3 millions d'habitants sont enregistrés, sont également essentiels. Il est impératif que l'UNRWA reçoive l'appui dont il a besoin pour s'acquitter de son mandat ».

0438 La Chine, vedette du salon de l'armement saoudien

Le salon saoudien de l'armement a été l'occasion d'exposer une trentaine de drones chinois. La Chine autorise leur vente sans restriction alors que la demande est exponentielle et que la vente de drones états-uniens est soumise à des restrictions.

0439 Narendra Modi en campagne électorale aux Émirats arabes unis

Narendra Modi, Premier ministre indien, s'est rendu aux Émirats arabes unis pour inaugurer le plus grand temple hindouïste du Moyen-Orient, stimuler les investissements et les liens commerciaux bilatéraux. Cette visite de deux jours est la troisième du chef du gouvernement indien au cours des huit derniers mois. Le voyage intervient avant les élections nationales indiennes qui devraient débuter en avril. Narendra Modi doit s'adresser à 60 000 expatriés indiens dans un stade d'Abou Dhabi.

👉 Rappelons que durant la colonisation britannique, les Émirats n'étaient pas considérés comme arabes et étaient reliés à l'Empire des Indes.

0440 Le Qatar précise son point de vue sur la guerre à Gaza

Le cheikh Tamim ibn Hamad Al Thani, émir du Qatar, a reçu Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne. Doha est prêt à un gouvernement unique pour tous les Territoires palestiniens, à la condition qu'il soit approuvé aussi bien par le Hamas que par le Fatah.

0441 L'aide humanitaire turque bloquée par Israël

Hakan Fidan, ministre turc des Affaires étrangères, conduit des négociations avec l'État israélien à propos des 1049 conteneurs d'aide alimentaire bloqués dans un port israélien. Il s'agit principalement de farine, de pois chiches, de sucre et d'huile de cuisson pour couvrir les besoins de 1,1 million de personnes pendant un mois.

0442 Deux Afghans emprisonnés sans inculpation durant 14 ans et torturés par le « pays de la Liberté »

Abdul Karim et le mollah Abdul Zahir Saber ont été libérés. Ils avaient été incarcérés à la prison illégale de l'US Navy à Guantánamo de 2002 et 2003 à 2017, puis placés en résidence surveillée à Oman jusqu'à aujourd'hui

Une cérémonie de bienvenue a été organisée pour eux, à Kaboul, par le gouvernement taliban.

Au premier abord, ils n'avaient commis aucun crime, n'ont pas été inculpés, ni jugés. Ils ont juste été enlevés, incarcérés et torturés par les États-Unis.

0443 Beijing ne tuera pas d'autres Chinois

Cui Tiankai, ancien ambassadeur de Chine populaire à Washington, a déclaré lors d'une conférence de l'Asia Society Policy Institute : « Quelqu'un pourrait se préparer à fournir des armes [à Taïwan] pour une guerre par procuration, pour que des Chinois tuent d'autres Chinois. Nous ne tomberons pas dans ce piège ».

0444 Les grandes banques chinoises se plient aux interdictions états-uniennes de commercer avec la Russie

La Chouzhou Commercial Bank a cessé ses transferts de fonds vers la Russie et la Biélorussie par crainte des mesures coercitives occidentales

(décrites abusivement comme des « sanctions » par la propagande atlantiste).

La Banque de Chine, la Banque industrielle et commerciale de Chine, la Nouvelle Banque de développement et la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures auraient déjà limité l'accès de la Russie à leurs activités.

Selon le chef de la Banque centrale russe, Elvira Nabiullina, un tiers des exportations russes sont maintenant réglées en yuans.

Les échanges entre la Chine et la Russie ont atteint 240,1 milliards de dollars en 2023, soit une hausse de 26,3 % par rapport à l'année précédente. La Russie est le principal fournisseur de la Chine en pétrole, en gaz, en charbon et en engrais, selon les douanes chinoises.

0445 La Chine précise sa position face à la guerre contre les Gazaouis

Le ministère chinois des Affaires étrangères a publié une déclaration : « La Chine suit de près les développements à Rafah. Nous nous opposons et condamnons les actes contre des civils et contre le droit international. Nous appelons Israël à mettre fin aux opérations militaires dès que possible, à faire tout son possible pour éviter des pertes parmi les civils innocents et à empêcher une catastrophe humanitaire encore plus dévastatrice à Rafah ».

0446 Les États-Unis stationnent secrètement des troupes à Taïwan

Le 1er Special Forces Group du Commandement des forces spéciales des États-Unis (SoCom) forme secrètement l'armée taïwanaise, [informe Newsweek](#).

Les instructeurs ont été envoyés dans les îles taïwanaises Penghu/Pescadores, mais aussi à Kinmen/Quemoy, un archipel visible depuis la ville portuaire de Xiamen, dans l'Est de la Chine, du côté continental du détroit de Taïwan.

☞ Si les États-Unis assuraient officiellement la sécurité de Taïwan/Formose durant la Guerre froide, notamment avec la dictature de Tchang Kaï-chek et la Ligue anticomuniste mondiale, ils n'y ont plus officiellement d'hommes depuis la résiliation du Traité de défense mutuelle, en 1980.

Beijing considère que Taïwan est une province rebelle, autonome depuis la fin de la guerre civile, et que tout soutien militaire à son indépendance constitue un *casus belli*.

0447 Les révélations sur la « secte Moon » provoqueraient la chute du gouvernement

Après la démission de députés du LPD impliqués dans le scandale du financement occulte de l'Église de l'unification (dite « secte Moon »), le Japon doit organiser trois élections législatives partielles en avril. Cependant, Selon les sondages, le LPD au pouvoir, qui a perdu une grande partie de ses soutiens, ne serait plus en mesure de conserver ses sièges.

0448 Le Japon s'engage pour l'Ukraine

Fumio Kishida, Premier ministre japonais, et Masakazu Tokura, président de la Fédération japonaise des entreprises (Keidanren), assisteront à la conférence de reconstruction de l'Ukraine.

Tokyo s'est engagé à abonder un fonds de l'Otan à hauteur de 15.8 milliards de yens (soit 98 millions d'euros), principalement pour fournir du matériel de déminage et des ponts provisoires.

ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

0449 L'Institut international d'études stratégiques interprète le développement du marché mondial de l'armement

L'Institut international d'études stratégiques (IISS) a publié son étude annuelle sur l'équilibre des forces, *The Military Balance 2024*.

☞ Cet institut est britannique. Il conclut donc que le monde est entré dans une ère d'instabilité croissante alors que les pays du monde entier augmentent leurs dépenses militaires en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, à l'attaque du Hamas contre Israël et à l'affirmation croissante de la Chine en mer de Chine méridionale. S'il avait été russe ou chinois, il aurait identiquement observé l'augmentation de 9 % des dépenses militaires mondiales, mais aurait conclu en dénonçant les violations du Droit international par l'Ukraine, les États-Unis et Israël.

0450 Le FMI et la Banque mondiale sont pessimistes

Lors du sommet mondial des gouvernements à Dubaï qui, contrairement à son nom, n'est pas une organisation intergouvernementale, Kristalina Georgieva, directrice du FMI, a indiqué qu'elle s'attendait à une envolée des taux d'intérêts en raison de l'inflation.

Ajay Banga, président de la Banque mondiale, a de son côté déclaré que « ce qui se passe à Gaza, mais aussi les défis en Ukraine [...] et en mer Rouge » se traduisent par le « taux de croissance le plus bas des 55 dernières années ».

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

0451 La Russie plaide au Conseil de sécurité pour l'application des accords de Minsk

Le Conseil de Sécurité s'est réuni le 12 février pour débattre de l'Ukraine, à la demande de la Russie. Celle-ci s'est appliquée à montrer qu'elle n'avait pas envahi l'Ukraine, mais était intervenue pour faire appliquer les Accords de Minsk, adoptés par le Conseil lors du vote de la résolution 2202 (2015). La non-application de ces accords a provoqué la mort de milliers d'Ukrainiens et la fuite de 7 millions d'entre eux vers la Russie.

- Le représentant des États-Unis a accusé la Russie de réécrire l'histoire en masquant son sabotage systématique de la mission de l'OSCE.

☞ L'OSCE n'a jamais accusé la Russie de saboter sa mission au Donbass.

- Le représentant de Malte a accusé la Russie d'avoir envahi l'Ukraine alors qu'elle avait préalablement déclaré devant le Conseil que les Accords de Minsk constituaient la seule base juridique internationale pour le règlement du conflit.

☞ Le président ukrainien Petro Porochenko avait publiquement déclaré qu'il n'appliquerait jamais les Accords qu'il avait signé. Tandis que la chancelière allemande Angela Merkel et le président français, François Hollande, se sont ultérieurement vantés de ne pas s'être portés garants de ces accords pour les faire appliquer, mais uniquement pour gagner le temps d'armer l'Ukraine.

- Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que « C'est l'agression de la Russie qui a tué le processus de Minsk ».

☞ Aucun des engagements du processus de Minsk n'a été honoré par les présidents Porochenko et Zelensky. Ce dernier avait centré sa campagne électorale sur la dénonciation du blocage par son prédécesseur et promis qu'il les appliquerait enfin. Ce qu'il n'a pas fait non plus.

0452 Le Conseil de sécurité condamne l'interdiction du dinar au Kosovo

Le Conseil de Sécurité s'est réuni le 8 février pour débattre de la situation au Kosovo, à la demande de la Serbie. Le président serbe Aleksandar Vučić et le Premier ministre de l'État non-reconnu du Kosovo, Albin Kurti, ont participé aux discussions.

La Banque centrale kosovare a fait de l'euro la seule monnaie du pays, alors que le dinar serbe était utilisé dans les zones à majorité serbe (cf. 0361). Le nouveau règlement prive *de facto* de salaire de nombreux Serbes du Kosovo, et

pourrait asphyxier plusieurs pans du service public financé par la Serbie en dinars, tels que le fonctionnement des écoles.

La totalité des membres du Conseil ont réprouvé un règlement unilatéral qui contrevient à l'esprit des accords de Bruxelles de 2013 et 2015.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

0453 Selon l'OMS, les hôpitaux de Gaza n'ont plus de fournitures

Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), a déclaré que 15 des 36 hôpitaux de Gaza continuent à fonctionner, au moins partiellement. Toutefois, en termes de fournitures médicales, l'aide n'est « une goutte d'eau dans l'océan qui continue de croître chaque jour ».

0454 L'Afrique du Sud saisit la CIJ à propos de l'opération militaire israélienne contre Rafah

L'Afrique du Sud a saisi la Cour internationale de Justice afin qu'elle se prononce sur les éventuelles violations des droits des civils palestiniens, si Israël poursuit son offensive à Gaza et attaque Rafah.

0455 Emmanuel Macron polémique avec Francesca Albanese

Francesca Albanese, rapporteur spéciale des Nations unies pour les Territoires palestiniens occupés, a [publié un post sur X](#). Elle écrit : « Le "plus grand massacre antisémite de notre

siècle" ? Non, M. @EmmanuelMacron. Les victimes du 7/10 n'ont pas été tuées à cause de leur judaïsme, mais en réaction de l'oppression d'Israël. La France et la communauté internationale n'ont rien fait pour l'empêcher. Mes respects aux victimes ».

Le ministère français des Affaires étrangères a condamné les propos de Francesca Albanese, en réaffirmant que le 7 octobre est le plus grand massacre antisémite du XXI^e siècle et « le litige est une erreur ». Albanese a déclaré plus tard qu'elle ne justifiait pas les crimes du 7 octobre et rejetait l'antisémitisme, cependant, selon elle, affirmer que la mort des victimes était le résultat de l'antisémitisme « obscurcit leur véritable cause ».

0456 Corruption au sein du programme HYPREP du PNUE

Le Projet de dépollution des hydrocarbures (HYPREP) du delta du Niger (l'Ogoniland) est en panne. L'HYPREP dépend du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), ce qui ne l'a pas empêché d'être extrêmement corrompu. Malgré des injonctions de tribunaux, les comptes de ce projet n'ont jamais été publiés. Le directeur de l'HYPREP est Philip Shekwolo, ancien responsable de la filiale de Shell qui a pollué la région.

👉 Le 10 novembre 1995, l'écrivain et militant écologiste nigérian Ken Saro-Wiwa et huit de ses compagnons ont été exécutés par la junte du général-président Sani Abacha à l'issue d'un procès controversé. Fondateur du Mouvement pour la survie du peuple ogoni (Mosop) au début des années 1990, Ken Saro-Wiwa avait alerté l'opinion mondiale sur les désastres écologiques liés à l'exploitation du pétrole dans le delta du Niger.

En 2011, le PNUE avait dressé un état des lieux. Ce constat avait conduit à la création de l'HYPREP ; un programme de dépollution appelé à durer une trentaine d'années.

0457 Les nations du Forum des îles du Pacifique perturbées par les avancées chinoises

Le Forum des îles du Pacifique a été dominé par la question chinoise.

En 2019, Kiribati a résilié ses relations diplomatiques avec Taïwan pour en développer avec Beijing. En 2022, les Îles Salomon, ont signé un accord de sécurité avec la Chine populaire. En 2023, Nauru a suivi l'exemple de Kiribati.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),
46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°75 - 23 février 2024

ÉDITORIAL

0458 L'Ukraine au cœur de la Conférence sur la sécurité de Munich

L'Ukraine était au cœur des débats de la Conférence sur la sécurité (Munich). Le président Volodymyr Zelensky y a plaidé une nouvelle fois pour l'adhésion de son pays à l'Otan.

Cependant, si le sommet de 2023 était dominé par l'idée qu'il suffisait de fournir assez d'armes à Kiev pour qu'il vainque Moscou, celui de cette année a été beaucoup plus pessimiste. Les participants occidentaux se sont rendus compte que leurs capacités de production d'armes réunies n'équivalaient pas celles de la Russie. Il n'a pas été pour le moment question de la qualité des armes, juste de leur quantité. La Russie se borne à utiliser des armes classiques, comparables à celles des Occidentaux. Elle affirme détenir un nouvel arsenal, mais le conserve secret afin de ne pas en dévoiler les capacités. Les Occidentaux savent, depuis la guerre de Syrie, que certaines de ces armes existent et sont fonctionnelles, mais ils ignorent si elles existent toutes ; si Moscou exagère sa puissance et si certaines ne sont que des intoxications. Dans le cas où la Russie utiliserait celles auxquelles elle a déjà eu recours en Syrie, les armées occidentales seraient battues en trois jours au plus, sauf recours aux armes nucléaires. Mais les armes nucléaires ne donnent pas l'avantage sur le champ de bataille, elles permettent juste de détruire massivement. Et en ce domaine justement, la Russie prétend pouvoir frapper beaucoup plus vite que les Occidentaux.

- Boris Pistorius, ministre allemand de la Défense, a déclaré que la Russie pourrait attaquer l'Otan d'ici 5 à 8 ans. *Bild* avait déjà révélé, le 16 janvier (Cf. 0121), un plan de son ministère en prévision d'une attaque russe en septembre 2024.

- Kamala Harris, vice-présidente des États-Unis, a déclaré : « L'Amérique ne peut pas reculer [face à la Russie]. L'Amérique doit défendre fermement la démocratie. Nous devons défendre les règles et les normes internationales, et nous devons nous tenir aux côtés de nos alliés ».

- Wang Yi, ministre chinois des Affaires étrangères, a souligné que les liens entre la Chine et la Russie ne cessaient de se renforcer sur la base d'une non-alliance militaire, d'un refus de la confrontation et de la poursuite de la stabilité mondiale. Il a redit la conception chinoise pour aborder les conflits : non-ingérence dans les affaires intérieures ; opposition à l'imposition de la volonté à l'autre ; défense de l'impartialité et de la justice ; primauté des intérêts collectifs ; recherche de règlements politiques et opposition au recours à la force ; enfin considérer à la fois les symptômes et les causes profondes.

AMÉRIQUES

0459 Une partie de la classe dirigeante US envisage de reculer

Foreign Affairs, la revue du Council on Foreign Relations, publie un article de Stephen Wertheim intitulé : « Pourquoi l'Amérique ne peut pas tout avoir » (*Why America Can't Have It All*).

L'auteur montre qu'il n'est plus possible pour les États-Unis de prétendre être la puissance organisatrice des relations internationales. Il plaide pour une hiérarchisation des objectifs. Il écrit :

« Washington devrait différencier les régions et établir des divisions claires du travail entre lui-même et ses partenaires de sécurité. Cela signifie retirer les États-Unis du Moyen-Orient, déplacer la majeure partie du fardeau de la défense européenne sur les alliés européens, et travailler à établir une coexistence compétitive avec la Chine afin que les relations politiques et économiques entre les deux pays se stabilisent tandis que les États-Unis continuent d'utiliser la puissance militaire pour empêcher une tentative chinoise d'hégémonie régionale ».

☞ C'est la première fois qu'une revue de l'élite politique US envisage que Washington ne soit plus le maître du monde.

0460 La Chambre des représentants se prononce pour affamer les Syriens

La Chambre des représentants a adopté l'*Assad Regime Anti-normalization Act* (Loi contre la normalisation des relations avec le régime d'Assad) par 389 voix pour et 32 voix contre.

La Syrie est déjà soumise à un régime de sanctions par la Loi Caesar. La Chambre entend priver le gouvernement syrien de ressources, notamment en gelant l'aide à la reconstruction du pays. Elle empêche également les entreprises travaillant avec le gouvernement syrien de commercer avec l'extérieur et d'importer des produits.

☞ Avant la guerre de 2011, il fallait 50 livres syriennes pour obtenir un dollar. Aujourd'hui, le billet vert vaut 8 400 livres syriennes, soit une multiplication par 168 en l'espace de 12 ans. En 2023, selon les Nations unies, 90% de la population vivait sous le seuil de pauvreté.

☞ L'objectif de ces privations économiques est d'empêcher la Syrie de proclamer sa victoire militaire sur les alliés de l'« Empire américain ».

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

0461 Le Pentagone s'apprête à livrer de nouvelles armes à Israël bien que la Maison-Blanche dénonce une éventuelle opération à Rafah

Selon le *Wall Street Journal*, le Pentagone s'apprête à livrer à Israël un millier de bombes MK-82 de 500 livres (227 kg), des détonateurs de bombes FMU-139, ainsi que des kits de KMU-572 (JDAM), capables de convertir des munitions non guidées en bombes à guidage de précision.

Israël a déjà reçu 21 000 munitions à guidage de précision depuis le début de son opération contre les civils gazaouis.

0462 Le département d'État n'a pas confirmation des viols de femmes et fillettes palestiniennes

Matthew Miller, porte-parole du département d'État, a déclaré : « J'ai vu les allégations [de violences des FDI contre les femmes et les fillettes palestiniennes], je ne peux pas confirmer les rapports de manière indépendante. Je dirais que nous avons été clairs sur le fait que les civils

et les personnes détenues doivent être traités avec humanité et conformément au Droit international humanitaire. Nous demandons instamment à ce pays [Israël] d'enquêter de manière approfondie et transparente sur les allégations crédibles [des Nations unies] et de veiller à ce que les auteurs d'abus et de violations répondent de leurs actes ».

0463 L'amiral Samuel Paparo met en garde contre les problèmes de la logistique militaire

L'amiral Samuel Paparo, qui devrait prochainement prendre le commandement de l'IndoPacCom (commandement des États-Unis pour l'Indo-Pacifique) a mis en garde contre l'insuffisance des transports logistiques. Les forces armées US ont été conçues pour être approvisionnées par un vaste système de bases à l'étranger. Cependant, de nombreux alliés font désormais passer en premier des considérations nationales. Ils sont susceptibles de ne plus autoriser certaines opérations et les États-Unis n'ont plus les moyens d'intervenir sans eux partout dans le monde.

0464 Les États-Unis ne sont plus le leader mondial en matière d'innovation

La représentante Zoe Lofgren (Démocrate, Californie), présidente de la Commission scientifique du Congrès, a déclaré : « Les États-Unis ne sont plus le leader incontesté en matière de science, de technologie et d'innovation ».

0465 Les armes US se détériorent dans les entrepôts des armées

Selon l'Inspecteur général de la Défense, une partie des armes et des équipements militaires livrés à l'Ukraine n'ont pu être utilisés car défectueux. La faute en revient aux conditions de stockage et d'entretien dans les entrepôts des armées.

0466 Suite de l'enquête sur les Biden

- James Biden, frère du président Joe Biden, a été interrogé à huis clos par la sous-commission

de la Chambre des représentants enquêtant sur les accusations de corruption de sa famille. Il a démenti savoir que certaines des commissions qu'il a touchées provenaient du CEFC, une société liée au Parti communiste chinois.

- Alexander Smirnov, qui avait fourni des informations confidentielles au FBI sur la corruption des Biden par l'entreprise énergétique ukrainienne Burisma, a été arrêté pour faux témoignage. À supposer que sa déposition soit écartée, cela ne modifierait pas l'enquête sur les Biden qui repose sur de très nombreux éléments.

0467 Luiz Inácio Lula da Silva condamne autant Israël que le Hamas

Luiz Inácio Lula da Silva, président du Brésil, a déclaré à la presse en marge du sommet de l'Union africaine auquel il assiste : « « Nous devons arrêter d'être petits quand nous devons être grands. Ce qui se passe dans la bande de Gaza n'est pas une guerre, c'est un génocide (...) Ce n'est pas une guerre de soldats contre des soldats. C'est une guerre entre une armée hautement préparée et des femmes et des enfants (...) Ce qui se passe dans la bande de Gaza avec le peuple palestinien ne s'est produit à aucun autre moment de l'histoire. En fait, cela s'est déjà produit : lorsque Hitler a décidé de tuer les juifs (...) Qui aidera à reconstruire ces maisons qui ont été détruites ? Qui remboursera la vie des 30 000 personnes déjà décédées et des 70 000 blessés ? Qui redonnera la vie à des enfants morts sans savoir pourquoi ils mouraient ? ».

Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, a vivement réagi en dénonçant des propos « honteux et graves » et en convoquant l'ambassadeur brésilien en Israël. Yoav Gallant, ministre israélien de la Défense, a accusé le Brésil de « soutenir » le Hamas. Pourtant, le président Luiz Inácio Lula da Silva a déjà qualifié l'attaque perpétrée par le Hamas, le 7 octobre 2023, d'acte « terroriste ».

Israël Katz, ministre israélien des Affaires étrangères, a immédiatement informé la

présidence brésilienne que Luiz Inácio Lula da Silva n'était plus le bienvenu en Israël tant qu'il n'aura pas retiré ses propos et présenté des excuses. Il a commenté qu'il « n'oubliera pas, ni ne pardonnera » et a qualifié les propos de Lula de « grave attaque antisémite ».

Mauro Vieira, ministre brésilien des Affaires étrangères, lui a répondu : « Pour un ministère des Affaires étrangères, s'adresser ainsi à un chef d'État d'un pays ami est inhabituel et révoltant ». En définitive, il a convoqué Daniel Zonshine, ambassadeur israélien à Brasilia, et rappelé Frederico Meyer, ambassadeur brésilien à Tel-Aviv.

☞ La déclaration du président brésilien est importante, non pas parce qu'elle condamne la riposte armée israélienne, mais parce qu'elle rompt avec le narratif israélien : elle condamne à la fois le Hamas et Israël. C'est le point de vue que nous avons présenté depuis le tout début des opérations.

0468 Javier Milei vend le lithium argentin à Israël

Javier Milei, président argentin, s'est rendu en Israël pour apporter son soutien à l'État hébreu contre les Palestiniens. Il y a signé un accord avec la [société XtraLit](#) à qui il a confié l'exploitation du lithium du Nord de son pays. Cette société exploite déjà le lithium au Chili pour le compte de la Sociedad Qu'mica y Minera de Chile (SQM). L'Israélien XtraLit est principalement détenu par l'États-unien Halliburton.

Le lithium est aujourd'hui une ressource des plus recherchée. Le Premier ministre britannique Boris Johnson a organisé le [renversement du président bolivien, Evo Morales](#), par un groupe d'oustachis croates pour s'emparer du lithium bolivien. Il avait doublé Jared Kushner, le gendre de Donald Trump, qui lorgnait aussi sur ces gisements.

EUROPE

0469 Londres se moque de la frise du Parthénon

Lina Mendoni, ministre grecque de la Culture, a vivement condamné le défilé de mode de Erdem Moralioglu, dans la salle d'exposition des frises du Parthénon du British Museum. « Les responsables du British Museum dévalorisent et insultent non seulement le monument, mais aussi les valeurs universelles dont il est porteur. Les conditions d'exposition des sculptures dans la galerie Duveen se détériorent de jour en jour. Il est temps que ce chef d'œuvre volé et maltraité resplendisse à nouveau sous la lumière de l'Attique », a-t-elle déclaré.

☞ Les fresques du Parthénon ont été volées à la Grèce par l'ambassadeur britannique Lord Elgin, lors de l'occupation ottomane. Depuis 1834, troisième année de son indépendance, la Grèce en réclame vainement la restitution.

0470 Le prince William se rend à nouveau en Cisjordanie

Le prince William, prince héritier du Royaume-Uni, en visite en Cisjordanie, a déclaré : « Je demeure profondément préoccupé par le terrible coût humain du conflit au Moyen-Orient depuis l'attaque terroriste du Hamas le 7 octobre. Trop de gens ont été tués. Je suis comme tant d'autres, je veux voir la fin des combats le plus rapidement possible. Il est absolument nécessaire d'accroître l'aide humanitaire à Gaza. Il est essentiel que l'aide entre, et que les otages soient libérés ».

☞ Le prince William avait été, en 2018, la première personnalité du Royaume-Uni à se rendre dans les Territoires palestiniens.

0471 La France signe un traité de Défense avec l'Ukraine

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, s'est rendu à Paris pour signer un traité de Défense, comparable à celui qu'il a déjà signé avec le Royaume-Uni.

« Dans le cadre de cet accord, la France s'est engagée à apporter jusqu'à trois milliards d'euros d'aide militaire supplémentaire pour l'Ukraine en 2024 », a déclaré le président Emmanuel Macron, « après les 1,7 milliard d'euros de 2022 et les 2,1 milliards d'euros de 2023 ».

La Constitution interdit au président de la République d'appliquer un Traité de Défense tant que le texte n'est pas approuvé par le Parlement. Deux parlementaires ont déposé un recours en annulation devant le Conseil d'État.

0472 La France censure 20 canaux Télégram

Suite au rapport de Viginum (Cf. 0406), la France a censuré 20 canaux Télégram, dont ceux de Géopolitique profonde, de Kompromat ou celui d'Erwan Castel.

0473 L'Allemagne signe un traité de Défense avec l'Ukraine

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, s'est rendu à Berlin pour signer un traité de Défense, comparable à ceux qu'il a déjà signé avec le Royaume-Uni et la France et à celui qu'il négocie avec le Danemark.

Le chancelier allemand, Olaf Scholz, a déclaré : « Deux ans après le début de cette guerre épouvantable, nous envoyons aujourd'hui un message très clair au président russe : nous ne relâcherons pas notre soutien à l'Ukraine ».

Le document signé à Berlin contient une aide militaire supplémentaire et immédiate à l'Ukraine d'un montant de 1,1 milliard d'euros, qui est une tranche des 7 milliards de soutien déjà annoncés par Berlin pour 2024.

0474 L'Italie transférera des demandeurs d'asile en Albanie pour y attendre leur statut

Le Parlement italien a approuvé pour cinq ans la loi prévoyant le transfert en Albanie de 3 000

demandeurs d'asile en attente de leur régularisation.

0475 Olaf Scholz a fait obstacle à la nomination d'Ursula von der Leyen à l'Otan

Selon *Die Welt*, le chancelier allemand, le socialiste Olaf Scholz, s'est opposé l'année dernière à la nomination de la chrétienne-démocrate Ursula von der Leyen au secrétariat général de l'Otan. Il se serait inquiété des conséquences à long terme de l'opposition systématique de la présidente de la Commission européenne à la Russie.

0476 Selon Vladimir Poutine, l'Allemagne s'oppose à la fourniture de gaz russe à ses industriels

Le président russe, Vladimir Poutine, a confirmé que le redémarrage de l'une des deux voies du pipe-line *Nord Stream 2* pourrait être effectué en une semaine. Cependant, la partie allemande s'y oppose.

Suite au sabotage de *Nord Stream 2*, l'Allemagne est entrée en récession. Plusieurs de ses usines ont été délocalisées, par exemple celles du chimiste BASF en Chine ou du fabricant d'électroménager Miele en Pologne. D'autres ont été carrément fermées comme celles des équipementiers automobiles Continental et Bosch. La valeur de l'immobilier d'entreprise a chuté de 12 % l'an dernier.

0477 Le Saint-Siège s'oppose à la cogestion des évêchés allemands

Dans une lettre aux évêques allemands, approuvée par le pape François, trois cardinaux Pietro Parolin, secrétaire d'État, Victor Manuel Fernandez, préfet du dicastère pour la Doctrine de la foi, et Robert Francis Prevost, préfet du dicastère pour les Évêques, ont dénoncé la tentative de cogestion des diocèses mise en place par la Conférence des évêques allemands.

Selon eux, ce type de gestion contrevient à la responsabilité de la hiérarchie définie lors du

concile Vatican II. En outre, ce type de gestion n'est pas prévu par le droit canon et les institutions qu'il met en place sont nulles et non avenues.

0478 Les États-Unis tentent de contrôler toute publication les concernant dans le monde

- Ögmundur Jónasson, ancien ministre islandais de la Justice, puis de l'Intérieur, a donné une interview au *Soir* de Bruxelles. Il y révèle, qu'en juin 2011, Washington a envoyé une équipe de sept à neuf agents du FBI et des procureurs fédéraux à Reykjavik pour organiser un piège contre Julian Assange. Ögmundur Jónasson leur a refusé toute coopération et leur a demandé de quitter le pays, ce qu'ils ont fini par faire.

☞ Ögmundur Jónasson a été durant une décennie journaliste de télévision. Selon lui, en poursuivant l'Australien Julian Assange, qui ne publiait pas aux États-Unis, ceux-ci tentent de se donner un droit de regard sur toute publication contre eux dans le monde.

- Selon *Declassified UK*, la juge qui présidera la Haute Cour de Londres pour statuer sur l'extradition de Julian Assange, Dame Victoria Sharp, est très liée au pouvoir et particulièrement au Premier ministre, Rishi Sunak, dont elle a supervisé le travail lorsqu'ils travaillaient à la banque Goldman Sachs. Un second juge, Jeremy Johnson, travaille régulièrement pour le MI6. C'est lui, par exemple, qui supervisa l'enquête sur l'assassinat de Dodi al-Fayed et la mort de Lady Diana, ou celle ayant réfuté les allégations du gouvernement iraquien sur les tortures infligées à ses ressortissants par des soldats britanniques.

0479 Le « deux poids, deux mesures » de l'UE face à la Pologne

Le nouveau gouvernement polonais (pro-européen) a exclu deux députés de son opposition du parlement et prit le contrôle des radiodiffuseurs publics sans soulever d'objection de Bruxelles.

Le précédent gouvernement (anti-européen) avait été condamné à de lourdes sanctions par Bruxelles en raison de ses actions anti-démocratiques.

0480 Les agriculteurs polonais bloquent la frontière ukrainienne

Les agriculteurs polonais ont à nouveau bloqué la frontière ukrainienne. Ils protestent contre l'exemption de leurs collègues ukrainiens de la totalité des règlements européens, sans exception. Le blocus est total : aucun camion n'a pu passer d'Ukraine en Pologne. « La situation la plus critique se situe au point de contrôle "Iagodyn-Dorohusk", où le trafic des camions s'est complètement arrêté. Les marchandises humanitaires, périssables et le carburant » sont bloquées, a précisé le ministre-adjoint ukrainien des Infrastructures, Serguïi Derkach.

Le président Volodymyr Zelensky s'est adressé aux Polonais et à la Commission européenne pour les appeler à la solidarité.

0481 Robert Fico s'oppose à l'entrée de l'Ukraine dans l'Otan

Le Slovaque Robert Fico a donné un entretien à *Hlavné spravy*. Il a déclaré : « Tant que je serais Premier ministre, j'affirmerais que l'entrée de l'Ukraine dans l'Otan est un motif de déclenchement d'une Troisième Guerre mondiale ».

0482 La Serbie n'appliquera pas les « sanctions » de l'UE contre la Russie

Aleksandar Vučić, président serbe, a confirmé que son pays n'appliquerait pas les 12 paquets de « sanctions » de l'Union européenne contre la Russie, même s'il ambitionnait d'adhérer à l'Union.

Il a rappelé que son pays avait souffert de ces mesures coercitives unilatérales, abusivement qualifiées de « sanctions », et que la Russie était un « État ami ».

0483 Accord azéri-arménien pour un Traité de paix

Ilham Aliyev, président azerbaïdjanais, et Nikol Pashinyan, Premier ministre arménien, se sont rencontrés à Munich en présence d'Olaf Scholz, chancelier allemand, en marge de la Conférence de Munich sur la sécurité.

Le secrétariat du chancelier « a expressément salué l'engagement pris aujourd'hui par les deux parties pour résoudre les divergences d'opinions existantes et les questions en suspens exclusivement par la voie pacifique et sans recours à la violence ». Les deux États sont convenus d'une procédure et d'un calendrier pour rédiger un Traité de paix.

0484 L'Otan contrôlerait les possibles lancements de missiles ukrainiens sur la Russie

Selon l'agence Tass, Il a été demandé à Kiev de fournir une liste de cibles sur le territoire russe, particulièrement en Crimée, et de les frapper. L'opération et l'utilisation au combat de missiles MGM-140 ATACMS donnés à l'Ukraine devraient être menées sous le contrôle de l'Otan, qui transforme le régime de Kiev en une organisation terroriste comme Daesh.

0485 Le Bélarus dénonce des tentatives occidentales de « révolution colorée »

Ivan Tertel, président du Comité de la sécurité de l'État du Bélarus, a déclaré que les Occidentaux préparaient de nouveaux troubles dans son pays grâce à une « cinquième colonne » opérant en Pologne, en Lituanie et en Ukraine sous la forme d'organisations distinctes de furtifs [c'est-à-dire de l'opposition], qui se sont essentiellement transformées en centres d'activités subversives contre le Bélarus ».

0486 La Russie libère Avdeïevka

La ville du Donbass Avdeïevka/Avdiïvka a été libérée par l'armée russe. Les pertes ukrainiennes seraient très importantes. Le général Oleksandr Syrsky, nouveau

commandant en chef des armées ukrainiennes, a ordonné à ses troupes de se replier. L'armée russe ne les a pas bombardées durant leur fuite.

Après les batailles de Marioupol et de Bakhmout/Artiomovsk, c'est la troisième défaite significative des nationalistes intégraux ukrainiens d'Andriy Biletsky (le « Führer blanc »), d'abord avec la division Azov, puis avec la 3e brigade d'assaut.

Selon le général Sergey Rudskoy, chef d'état-major adjoint russe, de nombreux cadavres de Polonais, d'Allemands et de Français ont été ramassés sur place. Ce ne seraient pas des mercenaires, mais des soldats réguliers de l'Otan en mission.

☞ Pour la Russie, Avdeïevka est un territoire du Donbass, donc de la Fédération de Russie.

Pour l'Ukraine, Avdiïvka n'a jamais fait partie de la République populaire ukrainienne (1917-21), mais des territoires anarchistes (de culture russe) de Nestor Makhno. Ce sont les Soviétiques qui l'ont incluse dans leur Ukraine administrative.

0487 Vladimir Poutine précise l'importance du conflit ukrainien pour la Russie

Interrogé par Pavel Zaroubine pour l'émission « Moscou-Kremlin-Poutine », le président russe, [Vladimir Poutine](#), a déclaré à propos du conflit en Ukraine : « Pour (l'Occident), il s'agit d'une amélioration de sa position tactique. Mais pour nous, c'est notre destin, c'est une question de vie ou de mort ». Il a estimé qu'il était « important » pour les Russes comme les étrangers « de comprendre notre état d'esprit, de comprendre à quel point ce qui se passe autour de l'Ukraine est sensible et important pour notre pays ».

0488 La Russie abroge l'autorisation accordée aux pêcheurs anglais en mer de Barents

La Russie a abrogé le traité de pêche en mer de Barents qu'elle avait signé en 1956 avec le

Royaume-Uni. Il était valable 5 ans, automatiquement reconductibles. Cependant, avec la rupture par Londres, en 2022, de la clause de la « nation la plus favorisée », les contreparties du traité n'existent plus.

40 % de cabillaud et de l'aiglefin consommés au Royaume-Uni provenaient de Russie.

0489 La Russie pourrait redéfinir son plateau continental

Suite à la redéfinition de leur plateau continental par les États-Unis (Cf. 0189), la Russie étudie l'intérêt de procéder de même [en mer de Barents et en mer de Bering](#).

0490 Mort d'Alexeï Navalny

Candidat aux élections municipales à Moscou, en 2013, Alexeï Navalny a obtenu 27 % des suffrages exprimés. Il avait fait campagne sur des [thèmes racistes anti-Tchéchènes](#) et sur la dénonciation des détournements de fonds et de la corruption de la société de pipe-lines Transneft. Il bénéficie du soutien financier de la CIA via le [National Endowment for Democracy](#).

En 2013, il est condamné pour détournement des fonds de la société d'exploitation forestière Kirovles.

En 2014, il est condamné pour détournement des fonds de la société française Yves Rocher.

En 2020, il est victime d'un empoisonnement. Selon l'Allemagne, où il est hospitalisé, il aurait été empoisonné avec un dérivé du Novitchok.

En 2021, il reçoit le prix Sakharov du Parlement européen.

En 2022, il est condamné pour apologie du nazisme, pour escroquerie et pour outrage à magistrat.

Décrit par la presse occidentale comme le « principal adversaire de Vladimir Poutine », il était peu connu en Russie. Il était incarcéré dans une colonie pénitentiaire de l'Arctique.

0491 Le Kremlin et la mort d'Alexeï Navalny

Dmitri Peskov, porte-parole de l'administration présidentielle russe, a déclaré qu'il ne savait pas quand le corps d'Alexeï Navalny serait restitué à sa famille. « Cette question n'est pas de notre ressort. Et nous ne sommes pas impliqués dans cette affaire. Ce n'est pas une fonction de l'administration présidentielle ». L'enquête est « en cours », a-t-il poursuivi, soulignant que les conclusions n'étaient « pour le moment » pas disponibles. « Dans ces circonstances, en l'absence d'informations, nous pensons qu'il n'est absolument pas permis de faire des déclarations aussi odieuses ».

☞ On peut observer qu'à l'approche de chaque élection en Russie, un opposant à Vladimir Poutine meurt mystérieusement. La prochaine élection présidentielle se tiendra dans un mois (15 au 17 mars). Il est de bon ton en Occident, d'accuser Vladimir Poutine de faire assassiner ses opposants. Pourtant, en période électorale de tels agissements seraient contre-productifs.

☞ Ioulia Navalnaïa, épouse d'Alexeï Navalny, s'est exprimée ce week-end devant la Conférence sur la Sécurité (Munich). Son discours avait été programmé avant le décès de son mari, mais a été particulièrement suivi en raison de celui-ci. Ioulia Navalnaïa n'attendait pas la sortie de prison de son époux : elle s'était remise en couple, cet été, avec une autre personne.

0492 Le directeur de Nativ interpellé à l'aéroport de Moscou

Alon Shoham, directeur de Nativ, l'agence israélienne pour l'*aliyah* depuis l'Europe de l'Est, a été retenu par la police russe à l'aéroport de Moscou. Son passeport arborait de nombreux tampons ukrainiens. Disposant du statut diplomatique, il a été libéré.

0493 Le British Council servirait de couverture au MI6 en Ukraine

Selon le FSB, le British Council de Kershon (Ukraine) se livre à des activités de Renseignement pour le compte du gouvernement de Kiev.

👉 Le British Council est interdit en Russie depuis mars 2018.

0494 Radio Free Europe interdit en Russie

La Justice russe a interdit le média Radio Free Europe/Radio Liberty.

👉 Jusqu'en 1972, Radio Free Europe/Radio Liberty était financée par la CIA. Elle est désormais financée par l'Agence des États-Unis pour les médias globaux (*U.S. Agency for Global Media*), dont la directrice, Amanda Bennett, a été nommée par le président Joe Biden.

Identiquement, Russia Today est censuré au Canada, au Royaume-Uni et dans toute l'Union européenne, y compris via internet.

AFRIQUE

0495 Libération d'Hisham Kassem

Hisham Kassem, leader de l'opposition libérale égyptienne, a été libéré après l'élection présidentielle et 6 mois d'incarcération. Il avait été condamné à « trois mois ferme et 20 000 livres égyptiennes d'amende » pour « diffamation » envers un ancien ministre et à « trois mois ferme pour outrage à agents ».

0496 La Turquie abroge la citoyenneté turque de Mahmud Huseyin

La citoyenneté turque de l'Égyptien Mahmud Huseyin, guide suprême des Frères musulmans depuis le 16 novembre 2022, a été annulée après le voyage de Recep Tayyip Erdoğan au Caire.

Mahmud Huseyin réside à Istanbul.

0497 Rached Ghannouchi en grève de la faim par solidarité avec d'autres islamistes

Rached Ghannouchi (82 ans), leader d'Ennadha (branche tunisienne des Frères musulmans), a débuté une grève de la faim en prison. Son secrétariat a publié un communiqué : Rached Ghannouchi « a décidé d'entamer une grève de la faim (...) en solidarité avec les (autres) prisonniers en grève de la faim et pour soutenir tous les opposants (incarcérés) dans les différentes prisons » du pays.

Plusieurs leaders islamistes sont en grève de la faim depuis une semaine.

0498 Confusion autour de l'élection présidentielle sénégalaise

Abdou Latif Coulibaly, secrétaire général de la présidence sénégalaise, a démissionné en protestation face à la gestion par le président Macky Sall de sa succession (Cf. 0365). Le Conseil constitutionnel sénégalais a invalidé le décret du président Macky Sall suspendant les élections.

La commission des Affaires étrangères du Sénat des États-Unis a déclaré que le report de l'élection « met le pays sur une voie dangereuse vers la dictature et ne doit pas être maintenu ».

Le président Macky Sall, dont le mandat expire le 2 avril, s'est engagé à suivre l'avis du Conseil constitutionnel et à tenir les élections au plus tôt.

La répression officielle vise les médias : Walf TV, le seul réseau couvrant les manifestations en direct, a reçu l'ordre de fermer le 10 février, mais a depuis repris ses activités. Il semble que le gouvernement soit préoccupé par les images de la répression par les gendarmes et de leur utilisation du matériel anti-émeutes fourni par la France.

15 candidats à la présidence de la République ont signé un texte appelant à l'organisation de l'élection avant la fin du mandat de Macky Sall, le 2 avril.

0499 Mamadi Doumbouya renvoie son gouvernement

Mamadi Doumbouya, président guinéen de transition, a renvoyé son gouvernement. « Le gouvernement est dissous. La gestion des affaires courantes sera assurée par les directeurs de cabinet, les secrétaires généraux et les secrétaires généraux adjoints jusqu'à la mise en place d'un nouveau gouvernement », a annoncé son porte-parole.

Bernard Goumou, Premier ministre, s'était heurté à son ministre de la Justice, Alphonse Charles Wright, lorsque ce dernier avait émis des interdictions de voyager de certains cadres de l'administration.

0500 Les réfugiés soudanais menacés de famine

Selon le Programme alimentaire mondial, environ 10 millions de Soudanais ont déjà quitté leurs foyers et ont besoin d'aide. Cependant les combats rendent impossible son acheminement.

Poussés par la faim, des centaines de milliers d'entre eux émigrent au Tchad qui a déclaré sur tout son territoire un « état d'urgence alimentaire ».

Il s'agit de la plus grave crise alimentaire mondiale.

0501 La Russie est prête à aider les Comores à recouvrer sa souveraineté sur Mayotte

Andrey Andreev, ambassadeur de Russie à Madagascar et aux Comores, a confirmé que son pays était prêt à aider Moroni à recouvrer sa souveraineté sur l'île de Mayotte, occupée par la France (Cf. Éditorial de VAI n°38).

ASIE

0502 Benny Gantz fixe les conditions de l'opération à Rafah

« Si d'ici le ramadan, les otages ne sont pas à la maison, les combats continueront partout, y compris dans la région de Rafah », a déclaré le général Benny Gantz, ministre israélien sans portefeuille.

L'offensive se déroulerait dans le cadre d'un dialogue avec les « partenaires US et égyptiens », « en facilitant l'évacuation des civils » pour « minimiser (...) autant que possible » le nombre de victimes civiles.

0503 Bezalel Smotrich considère que le sort des otages est moins important que la maîtrise du Hamas

Bezalel Smotrich, ministre des Finances, a déclaré lors d'une interview sur le retour des otages : « Non, ce n'est pas la chose la plus importante. Pourquoi voulez-vous une compétition ? Tout est important ». Il a ajouté que les appels à libérer les otages à tout prix « sont des déclarations incorrectes et irresponsables ». Selon lui, le seul moyen de les récupérer est de maîtriser le Hamas « et d'exercer encore plus de pression militaire. C'est ce qui a entraîné l'accord précédent ».

0504 Miki Zohar soutient une incursion terrestre à Rafah

Miki Zohar, ministre de la Culture et des Sports, a clarifié sa position sur le retour des otages après une séance houleuse de la Knesset : « Le seul moyen de parvenir à un accord passe par une pression militaire massive sur le Hamas, y compris une incursion terrestre à Rafah (...) Malgré le risque lié à la manœuvre militaire, c'est la seule manière de ramener tous les otages chez eux et d'assurer l'élimination complète du Hamas ».

Miki Zohar est président du Likoud Global, c'est-à-dire du parti du Premier ministre dans la diaspora.

0505 Témoignage des pillages des FDI

Le chroniqueur Nahum Barnea a cité, dans un article du *Yedioth Ahronoth*, le témoignage d'un médecin réserviste : « Des forces plus petites et moins disciplinées ont pillé des téléphones, des Dysons, des motocyclettes et des vélos. C'est juste ? J'étais embarrassé. À un moment donné, j'ai arrêté de faire des remarques, parce que j'étais considéré comme un *nudnik* (emmerdeur) ».

0506 Isaac Herzog justifie les interdictions de rassemblement durant le ramadan

Le président israélien, Isaac Herzog, a justifié l'interdiction des rassemblements à la mosquée al-Aqsa durant le ramadan : « Je l'indique clairement à la communauté internationale et, bien sûr, à nos frères et sœurs musulmans en Israël et dans le monde entier, il y a toujours, et nous maintiendrons toujours la liberté de culte et de religion à Jérusalem, bien sûr, et dans tous les sites religieux à travers le pays, et certainement au Mont du Temple (...) Nous savons qu'il y a des éléments voyous, des groupes fondamentalistes islamiques extrémistes qui cherchent toujours à profiter des fêtes, des célébrations et des prières. Nous ne le permettons pas. Cela dit, il faut dire clairement : Israël est attaché à la liberté de religion depuis sa fondation, il l'a toujours maintenue, il l'a pratiquée, et toutes les décisions qui ont été prises même cette semaine sont en conformité avec elle ».

0507 Mahmoud Abbas dénonce le veto US

Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne, a déclaré que le veto US à la proposition de résolution de l'Algérie « donne un autre feu vert à l'État d'occupation israélien pour poursuivre son agression contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza et mener son attaque sanglante à Rafah ». Il a ajouté que « les mesures prises par le gouvernement des États-Unis fournissent une protection aux autorités d'occupation. « Cette politique rend les États-Unis complices du crime de génocide, de celui

de nettoyage ethnique et des crimes de guerre commis par les forces d'occupation israéliennes contre les Palestiniens de la bande de Gaza et de la Cisjordanie, y compris Jérusalem ».

0508 Où sont Yahya et Mohammed Sinwar ?

Un haut responsable des FDI a déclaré qu'ils n'avaient aucune information selon laquelle le dirigeant du Hamas à Gaza, Yahya Sinwar, avait quitté la bande de Gaza. Il infirmait une information du quotidien saoudien *Elaph* assurant que Yahya et Mohammed Sinwar avaient fui par des tunnels en Égypte.

0509 Le 7 octobre, le Hamas aurait manqué la prison de Shikma

Selon le quotidien *Asharq Al-Awsat*, les forces du Hamas ont commis une erreur de navigation, le 7 octobre, et se sont rendus à Netiv Ha'asara, alors qu'ils devaient attaquer la prison de Shikma à Ashkelon.

Analyse du Réseau Voltaire

« [Benjamin Netanyahu en sursis](#) », par Thierry Meyssan

Les provocations de Benjamin Netanyahu ont suscité des réactions que le massacre de 29 000 civils gazaouis n'a pas provoquées. Tous les protagonistes du Moyen-Orient élargi et d'Occident, qui s'affrontent en permanence, se sont soudain rejoints contre lui. Si chacun envisage différemment l'avenir de Gaza, tous s'accordent pour dire qu'Israël ne peut plus continuer avec des suprémacistes juifs dans son gouvernement. On se dirige vers un déplacement provisoire des Gazaouis sous protection égyptienne, suivi d'une purge en Israël.

0510 Nagib Mikati désigne le nouveau chef d'état-major

Alors que la loi ne l'autorise pas à nommer un fonctionnaire de catégorie A, le Premier ministre libanais sortant, Nagib Mikati, a

désigné le général druze Hassane Audi, chef d'état-major des armées, sans le feu vert de Maurice Slim, ministre de la Défense sortant.

Gibran Bassil, secrétaire général du Courant patriotique libre (CPL), a dénoncé cette grave infraction. Il a déposé une plainte devant le Conseil d'État pour la faire annuler et une autre devant la Haute Cour pour juger le Premier ministre.

0511 Nissan fouille par effraction la résidence de Carlos Ghosn à Beyrouth

Quatre employés de Nissan ont été inculpés à la suite d'une effraction dans la résidence de Carlos Ghosn à Beyrouth pour « vol de documents, de fichiers, d'appareils électroniques, accès à son système d'information privé et copie de données ».

👉 Arrêté en 2018, au Japon, deux fois incarcéré, libéré sous caution, puis ayant fui au Liban, l'ancien PDG de Renault-Nissan crie toujours son innocence.

0512 L'exploitation des hydrocarbures libanais repoussée

Le consortium composé par le Français TotalEnergies, l'italien Eni et QatarEnergy n'a pas signé dans les délais les contrats pour l'exploration et l'exploitation des blocs 8 et 10 de la zone économique exclusive (ZEE) du Liban. Il n'a pas non plus réclamé d'extension, probablement en raison de son refus de certaines conditions d'exploitation posées par l'État libanais.

0513 Les Émirats poursuivent des Frères musulmans

La Justice émiratie a requis la peine maximum pour « terrorisme » contre 84 individus et entités liés au « Comité de la justice et de la dignité ». Il s'agit de Frères musulmans, dont la plupart avaient déjà été arrêtés pour des attentats précédents.

0514 Nouvelles armes iraniennes

Mohammad Reza Gharaei Ashtiani, ministre iranien de la Défense, a dévoilé deux nouveaux systèmes de défense anti-aérienne. Il s'agit du système anti-missiles balistiques « Arman » (« aspiration ») et du système de défense aérienne à basse altitude « Azarakhsh » (« foudre »). Le premier dispose d'« une portée moyenne et une altitude élevée ». Il serait capable de traiter simultanément six cibles à une distance de 120 à 180 km. Le second opère à « faible portée et altitude ». Il « utilise simultanément un radar et un système électro-optique » pour intercepter ses cibles.

Le mois dernier, Téhéran avait dévoilé la dernière version de son missile balistique Khorramshahr. Appelé Kheibar Shekan (« Briseur de forteresse »), il serait capable de délivrer une ogive d'1,5 tonne jusqu'à 2 000 kilomètres de distance.

0515 Israël sabote la distribution du gaz en Iran

Deux gazoducs intérieurs, alimentant les foyers iraniens, ont été sabotés cette semaine par Israël. Il s'agit d'une intensification de la guerre secrète entre les deux pays. Jusqu'ici, Israël n'attaquait pas d'objectifs civils. Le pas a été franchi avec l'attentat de Kerman (84 morts), attribué à Daesh, mais organisé par le Mossad.

👉 Depuis toujours, le gaz est une matière première partagée en Iran. Il y en a tellement qu'il sort souvent spontanément de la terre. Il était vénéré dans l'antiquité et déjà utilisé pour l'éclairage et la cuisine.

0516 Les Talibans toujours pas reconnus par l'Onu

Les Talibans ont décliné une invitation à une réunion des Nations unies au Qatar parce que l'Organisation ne les reconnaît pas comme représentants exclusifs de l'Afghanistan.

L'Onu reconnaît encore l'ancien président afghano-états-unien Ashraf Ghani.

☞ Les États-Unis ont tenté de se rapprocher des Talibans après la chute de Kaboul, sans y parvenir, tandis que la Chine a reconnu leur gouvernement.

0517 Libération de Thaksin Shinawatra

6 mois après son incarcération, l'ancien Premier ministre thaïlandais, Thaksin Shinawatra, qui avait été condamné à 8 ans de prison, a été libéré par anticipation, comme nous l'avions annoncé (cf VAI n°51 et 0251). Il a quitté l'hôpital-prison où il était soigné et a rejoint son manoir familial. Il est encore trop tôt pour savoir quel rôle il sera conduit à jouer pour son pays.

0518 Kim Yo-jong et le Japon

Kim Yo-jong, sœur du dirigeant suprême nord-coréen Kim Jong-un, a proposé d'améliorer les relations entre son pays et le Japon. Elle a évoqué une éventuelle future invitation à Pyongyang du Premier ministre japonais.

0519 La Corée du Sud censure des chaînes favorables à la Corée du Nord

La Corée du Sud a censuré les chaînes internet de « Sally Parks SongA », d'« Olivia Natasha-YuMi Space » de la « Nouvelle République populaire démocratique de Corée », qualifiées de « propagande nord-coréenne ».

0520 La Chine n'arme pas l'Ukraine, mais lui vend des produits à double usage

En marge de la Conférence sur la Sécurité en Europe (Munich), le ministère chinois des Affaires étrangères a rappelé que la Chine n'arme pas des États en guerre. Elle n'exporte donc pas d'armes létales ni en Ukraine, ni en Russie.

L'UE s'apprêtait à condamner 55 entreprises et 60 personnalités chinoises pour commerce de produits à double usage avec la Russie.

☞ La Chine a refusé de condamner l'opération spéciale militaire en Ukraine pour appliquer la résolution 2202 (Accords de Minsk).

0521 L'opposition dépose une motion de censure contre un ministre financé par la « secte Moon »

Le Parti démocrate constitutionnel (PDC) a durci sa position contre le gouvernement de Fumio Kishida, soumettant une motion de défiance contre Masahito Moriyama, ministre de l'Éducation (Cf. 0387). En outre, il insiste sur la convocation d'une réunion du comité d'éthique afin de faire la lumière sur le scandale de la corruption par l'Église de l'unification (dite « secte Moon ») (Cf. VAI n°66).

La motion de censure a été rejetée à une large majorité.

OCÉANIE

0522 L'Australie demande la libération de Julian Assange

Anthony Albanese, Premier ministre australien, a dénoncé les poursuites états-uniennes contre l'Australien Julian Assange, fondateur de WikiLeaks, et le Parlement australien a adopté une motion demandant d'y mettre un terme.

« Cette affaire ne peut pas durer indéfiniment », a déclaré Anthony Albanese au Parlement, ajoutant que les Australiens de tous bords étaient d'accord pour dire que « trop c'est trop ». Il a indiqué qu'il avait soulevé le cas d'Assange « au plus haut niveau » au Royaume-Uni et aux États-Unis.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

0523 Vifs affrontements aux Nations unies à propos de l'interprétation de la Charte

Le Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de

l'Organisation a désigné l'Allemand Michael Hasenau pour le présider. Sa première séance a été l'occasion de vifs affrontements entre le Mouvement des pays non alignés et le Groupe des Amis pour la défense de la Charte des Nations Unies, d'une part et, d'autre part, l'Union européenne et le Royaume-Uni, à propos des « sanctions ». La Russie a qualifié de « honte » les mesures coercitives unilatérales des Occidentaux. Tandis que l'UE et le Royaume-Uni les ont décrites comme « légitimes ». De nouveaux affrontements ont eu lieu à propos des conflits en Ukraine et en Palestine. Enfin, le Mexique a ouvert un troisième thème conflictuel : l'interprétation de l'article 51 de la Charte (la légitime défense) évoqué par les États-Unis à propos de navires commerciaux en mer Rouge.

0524 Veto US au Conseil de sécurité et algarade avec la Chine

Le Conseil de sécurité a examiné une proposition de résolution algérienne exigeant un cessez-le-feu humanitaire immédiat à Gaza et la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages, rejetant le déplacement forcé de la population civile palestinienne et demandant à nouveau que soit ménagé un plein accès humanitaire rapide, sûr et sans entrave dans l'ensemble de la bande de Gaza.

Les États-Unis et le Royaume-Uni, relativisant le massacre en cours, ont plaidé que ce texte pourrait nuire aux efforts diplomatiques. Washington y a apposé son veto.

La Chine, furieuse, a exprimé « sa forte déception et son mécontentement à l'égard du veto des États-Unis ». Selon elle, cela ressemble à un « feu vert pour la poursuite des hostilités » et fait courir le risque d'un embrasement régional. Elle a estimé que leur veto foulait aux pieds le Droit international, invoquant, à l'instar de plusieurs délégations, d'une part, la lettre adressée au Conseil de sécurité par le Secrétaire général en vertu de l'Article 99 de la Charte des Nations Unies et, d'autre part, l'ordonnance de la Cour internationale de Justice (CIJ).

0525 Premières auditions de la CIJ sur les conséquences juridiques de l'occupation israélienne

La Cour internationale de Justice (CIJ) a débuté les auditions en vue de répondre à la question qui lui a été posée, le 31 décembre 2022, par l'Assemblée générale des Nations unies (ref : A/RES/77/24). « Quelles sont les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est ? ». 52 États déposeront. La Cour rendra une décision pour avis.

Lors de la première journée d'audience, Riad Al-Maliki, ministre des Affaires étrangères de l'Autorité palestinienne, a déclaré que les Palestiniens subissent « le colonialisme et l'apartheid » et « certains s'indignent de ces paroles mais ils devraient s'indigner de la réalité qui est la nôtre ». Il a appelé la Cour à déclarer l'occupation illégale et à ordonner d'y mettre fin « immédiatement, totalement et sans condition ». « Une justice retardée équivaut à un déni de justice, et le peuple palestinien est privé de justice depuis bien trop longtemps », a-t-il affirmé. « Il est temps de mettre fin aux deux poids, deux mesures » dont souffre le peuple palestinien « depuis trop longtemps ».

0526 La CIJ et la prise de Rafah

La Cour internationale de Justice (CIJ) a rendu une ordonnance provisoire en réponse à une demande additive de l'Afrique du Sud dans le litige qui l'oppose, ainsi que le Nicaragua, à Israël. La Cour devait statuer sur l'annonce d'une opération militaire contre la ville de Rafah. Elle a décidé :

« La Cour note que les événements intervenus tout récemment dans la bande de Gaza, et en particulier à Rafah, “entraîneraient une aggravation exponentielle de ce qui est d'ores et déjà un cauchemar humanitaire aux conséquences régionales insondables”, ainsi que l'a indiqué le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (Remarks to the General Assembly on priorities for 2024 (7 Feb. 2024)).

Cette situation alarmante exige la mise en œuvre immédiate et effective des mesures conservatoires indiquées par la Cour dans son ordonnance du 26 janvier 2024, qui sont applicables à l'ensemble de la bande de Gaza, y compris Rafah, et ne nécessitent pas l'indication de mesures additionnelles.

La Cour souligne que l'État d'Israël demeure pleinement tenu de s'acquitter des obligations lui incombant au titre de la convention sur le génocide et d'exécuter ladite ordonnance, notamment en assurant la sûreté et la sécurité des Palestiniens dans la bande de Gaza ».

0527 Le PAM suspend son aide alimentaire au Nord de Gaza

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a annoncé un gel de ses expéditions d'aide vers le nord de la bande de Gaza. Son dernier convoi a été attaqué par une foule affamée et un de ses chauffeurs a été tué.

700 000 Palestiniens souffrent déjà de la faim.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),
46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros.

Les abonnements sont automatiquement renouvelés.

Pour annuler le renouvellement de votre abonnement : envoyez à l'avance un e-mail à thierry.meyssan@voltairenet.org.

Pour nous écrire, ne répondez pas aux mails automatiques vous informant des liens de téléchargement. Ils ne nous parviennent pas. Mais composez vous-même l'adresse courriel de votre destinataire.

r 2024

Voltaire

Actualité internationale

N°76 - 1er mars 2024

ÉDITORIAL

0528 La Transnistrie appelle la Russie à l'aide

Lors de la dissolution de l'Union soviétique, en 1991, des États se sont créés selon les divisions régionales de l'URSS. Cependant la Transnistrie, qui était rattachée par l'administration soviétique à la Moldavie après la Seconde Guerre mondiale, s'est déclarée indépendante cinq jours après celle-ci.

Les Moldaves rêvaient du modèle états-unien, tandis que les Transnistriens ont poursuivi celui de Mikhaïl Gorbatchev : construire une nation à la fois démocratique et communiste. Furieux, [les États-Unis tentèrent, en 1992, de détruite ce pays](#) en recrutant une armée roumaine sous le commandement du colonel Howard J. T. Steers (conseiller spécial de l'Otan). La Russie de Boris Eltsine la laissa tomber, mais les Transnistriens se défendirent seuls et gagnèrent leur liberté.

Aujourd'hui les allocations sociales et les salaires des employés du secteur public ne sont pas payés par Chisinau qui ne reconnaît pas l'indépendance de la République moldave du Dniestr, mais prétend que les Transnistriens sont ses citoyens.

Alors qu'un accord était intervenu entre la Moldavie et la République non-reconnue moldave du Dniestr (Transnistrie) pour qu'elle ait accès à la fois au marché de l'Union européenne et au marché global, Chisinau a édité de nouvelles normes au début 2024. Les entreprises transnistriennes, qui commercent avec 90 pays, doivent être enregistrées en Moldavie pour pouvoir y transiter. Or, elles ne le peuvent pas car les banques moldaves le leur refusent. Elles ne peuvent pas non plus le faire via l'Ukraine en raison de la guerre.

Durant tout le mois de janvier, des manifestations se sont tenues à Tiraspol pour protester contre cet étranglement économique. Les deux tiers des Transnistriens ont la triple nationalité moldave/transnistrienne/russe. 1 500 à 2 000 soldats russes constituent une mission de paix permanente sur place.

Le 21 février, le président transnistrien, Vadim Krasnosselski, a annoncé la convocation de tous les députés en Congrès, pour la première fois depuis 18 ans. L'Ukraine, qui avait tenté d'assassiner le président transnistrien en septembre dernier, a envoyé immédiatement son ambassadeur, Paun Rogovei, pour s'assurer que la situation ne dégénère pas. Le département d'État US a dépêché, le 27 février, Christopher W. Smith, un adjoint de la sous-secrétaire Victoria Nuland (...)

(...) Le 28 février, le Congrès des députés s'est réuni. Il a appelé la Russie à l'aide, mais n'a pas demandé le rattachement à la Fédération, alors que ses citoyens l'avaient fait par référendum à 97 % des suffrages exprimés en 2006 et son gouvernement, en 2014, lors du rattachement de la Crimée.

En 2019, la Rand Corporation, think tank du complexe militaro-industriel états-unien, avait rédigé un plan visant à [affaiblir le rival russe en le contraignant à intervenir en Ukraine, puis en Transnistrie](#). Le plan avait été présenté à la Chambre des représentants le 5 septembre 2019.

En janvier 2022, Josep Borrell, haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, s'était rendu à la frontière ukraino-transnistrienne pour y rencontrer la Mission d'assistance de l'Union européenne aux frontières de la Moldavie et de l'Ukraine (European Union Border Assistance Mission to Moldova and Ukraine - EUBAM). Il s'agissait de [planifier la crise actuelle](#).

AMÉRIQUES

0529 Le Canada signe un accord de défense avec l'Ukraine

En application de la déclaration du G7 du 12 juillet dernier, Justin Trudeau, Premier ministre canadien, s'est rendu à Kiev. À la suite du Royaume-Uni, de la France et de l'Allemagne, il a signé un [Traité de Défense](#) pour 10 ans avec l'Ukraine. Le Canada fournira 3 milliards de dollars d'assistance en 2024.

0530 Samantha Power inquiète du rôle des Israéliens dans les émeutes de la faim à Gaza

Samantha Power, directrice de l'USAID, se rendra en Israël, en Cisjordanie et en Jordanie dans le courant de la semaine. Les États-Unis sont particulièrement préoccupés des pillages des camions d'aide des Nations unies. Contrairement à ce que l'on avait cru *a priori*, ces

pillages ne sont intervenus qu'en présence de la police israélienne qui les escortait.

0531 Le *New York Times* soutient que le photographe Yousef Masoud, qui a pris des photos du 7 octobre avant qu'Israël ne réagisse, n'est pas un membre du Hamas

Le *New York Times* a écrit au consulat d'Israël à New York pour protester contre la campagne organisée contre son photographe, Yousef Masoud. L'association Honest Reporting avait insinué que ce journaliste avait été informé à l'avance de l'attaque du 7 octobre.

☞ Yousef Masoud a commencé à diffuser des photographies de l'attaque à 7 heures du matin, soit 90 minutes après son commencement. Elles ont été relayées par le site du *New York Times*, Associated Press et Reuters. Au contraire, les autorités israéliennes n'ont débuté leur réplique que 7 heures et demi après le début de l'opération. C'est dire que pendant 6 heures, les Israéliens ignoraient ce qui se passait chez eux, mais que le reste du monde en avait déjà conscience.

Le comité de sélection des George Polk Awards 2024 a nommé Yousef Masoud pour ses photographies du 7 octobre. Itay Milne, porte-parole du consulat israélien à New York lui a écrit en l'accusant de soutenir « un journaliste dont le travail est profondément vicié, et d'envoyer un message dangereux selon lequel la reconnaissance journalistique peut être complètement séparée de tout forme d'éthique. Masoud était intimement lié à un groupe terroriste vicieux désigné comme tel par les États-Unis, l'UE et une grande partie du monde civilisé ».

☞ Cette affaire s'ajoute aux informations que nous avons déjà signalées : les responsables israéliens de sécurité ont débuté une réunion au siège du Shin Bet, le 7 octobre à 8h du matin, alors que l'opération avait déjà débuté, mais que les attaques contre les villes frontalières n'avaient pas encore commencé. Ils y sont restés jusqu'à 13h sans intervenir.

Cette chronologie réfute la position du gouvernement israélien selon qui il aurait été surpris par l'attaque. Au contraire, elle est une preuve supplémentaire de la responsabilité des dirigeants israéliens dans l'attaque du 7 octobre contre leur propre population.

0532 Le soutien des États-Unis à Israël désormais soumis à des engagements écrits de respect du Droit humanitaire international

Quatre sénateurs démocrates, Chris Van Hollen (Maryland), Brian Schatz (Hawaï), Ben Ray Lujan et Martin Heinrich (tous deux du Nouveau Mexique), ont écrit au président Joe Biden : « Nous soutenons pleinement les demandes visant à aider à reconstituer le Dôme de fer et à soutenir d'autres systèmes de défense, mais étant donné le niveau inacceptable de morts, de destruction et de dévastation à Gaza, nous demeurons extrêmement préoccupés par la manière dont le gouvernement Nétanyahou choisit de poursuivre cette guerre et vous prions instamment de demander au Premier ministre Nétanyahou de garantir ses engagements et de l'en tenir fermement responsable ».

Le président Joe Biden a réformé les conditions de ventes d'armes US à l'étranger. Dans un mémorandum (*National Security Memorandum-20*), publié le 8 février, il a spécifié que celles-ci sont désormais soumises à la signature préalable par l'État client d'engagements écrits de respecter le Droit international humanitaire et les Droits de l'homme (mais pas le Droit international tout court puisque Washington lui substitue ses propres règles). Cette exigence s'applique à Israël qui dispose d'un délai allant jusqu'au 10 mars (début du ramadan) pour s'exécuter.

Selon le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), 70 % des armes utilisées par l'armée israélienne proviennent des États-Unis.

0533 Les exigences de Lloyd Austin à Yoav Galland

Le secrétaire US à la Défense, Lloyd Austin, a déclaré par téléphone à son homologue israélien, Yoav Galland, qu'il avait besoin d'un « plan crédible pour assurer la sécurité et le soutien à plus d'un million de personnes se trouvant à Rafah avant que toute opération militaire y ait lieu ». Il a en outre souligné, « la nécessité d'améliorer le processus de désaffrontement avec les groupes humanitaires et de faire en sorte que davantage d'aide parvienne aux civils palestiniens, alors que le pillage et la violence entravent l'accès aux convois humanitaires à Gaza ».

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

0534 Suite de l'enquête sur la corruption de la famille Biden

Un quatrième témoin ancien associé des Biden, Jason Galanis, a détaillé au moins deux appels entre Hunter Biden et son père, alors vice-président, au sujet d'accords commerciaux lucratifs avec la Chine et la Russie.

Jason Galani purge une peine de 11 ans de prison pour fraude sur des valeurs immobilières. Il n'obtiendra pas de réduction de sa peine en portant témoignage.

Par ailleurs, Hunter Biden a longuement témoigné à huis clos devant la Chambre des représentants. Il pourrait à nouveau témoigner, en séance publique cette fois.

Par ailleurs, America First Legal (proche de Donald Trump) a porté plainte contre la

Commission électorale fédérale (FEC) pour ne pas avoir porté plainte contre le Parti démocrate (DNC) qui avait masqué son implication dans la lettre des 51 responsables du renseignement affirmant que l'ordinateur d'Hunter Biden n'existait pas et n'était qu'une désinformation russe. Or, aujourd'hui, selon les sondages, 79 % des électeurs US pensent que s'il y avait eu une couverture précise de l'ordinateur portable de Hunter Biden, Trump aurait gagné l'élection.

0535 Les évangéliques US en faveur d'Israël

L'association des National Religious Broadcasters, qui, selon les agences de publicité, vise un public de 140 millions d'États-Uniens, a publié un communiqué dans lequel elle affirme : « L'histoire d'Israël, y compris la création et l'existence continue de l'État moderne d'Israël, atteste de la main providentielle de Dieu et de l'accomplissement de ses promesses dans les Écritures ». Elle a appelé ses membres à « faire preuve d'intégrité et de clarté morale lorsqu'ils abordent ces questions difficiles [la guerre de Gaza] dans un environnement médiatique hostile, biaisé et déformé ».

EUROPE

0536 Rishi Sunak dénonce l'intimidation de parlementaires

[Rishi Sunak](#), Premier ministre britannique a tweeté : « Cette semaine, au Parlement [qui débat de trois propositions distinctes sur la guerre à Gaza], un signal dangereux a été envoyé : l'intimidation fonctionne. C'est toxique pour notre société et notre politique. C'est un affront aux libertés et aux valeurs qui nous sont chères en Grande-Bretagne. Notre démocratie ne peut et ne doit pas céder à la menace de violence et d'intimidation ».

0537 L'ambassadeur britannique dénonce le projet de colonisation de la Cisjordanie

[Simon Walters](#), ambassadeur britannique en Cisjordanie, a tweeté : « L'annonce de projets de

construction de plus de 3 000 nouveaux logements dans les colonies en Cisjordanie occupée est profondément préoccupante. La politique britannique est claire. Les colonies sont illégales au regard du droit international et rendent encore plus difficile la progression vers une solution à ce conflit ».

0538 Emmanuel Macron hué au Salon de l'Agriculture

La visite du président français, Emmanuel Macron, au Salon de l'Agriculture a failli tourner à l'affrontement. Benoît Faraco, chef du pôle écologie, agriculture, énergie, transports, logement à l'Élysée, et Mathias Ginot, conseiller agriculture rattaché à la fois à l'Élysée et Matignon, avaient invité le Soulèvement de la Terre à participer à un débat avec le président et les syndicats agricoles. Or, le Soulèvement de la Terre est un groupement « écolo-terroriste » qui se heurte violemment aux paysans. Après quelques bousculades, des déploiements de forces de l'ordre et une longue attente, le Salon a été ouvert au public avec 4 heures de retard.

0539 Tamim ben Hamad al-Thani à Paris

Tamim ben Hamad al-Thani, émir du Qatar, s'est rendu en visite officielle en France. Ses entretiens avec le président Emmanuel Macron ont porté sur les négociations en cours à Gaza. La France, qui s'est ralliée à la position des États-Unis, fait tout ce qui est en son pouvoir pour faire libérer les otages avant le ramadan et décourager la coalition suprémaciste juive de Benjamin Netanyahu d'attaquer Rafah.

Des avions-cargos franco-qatariens ont dépêché une aide humanitaire et médicale vers el-Arich, ville égyptienne proche de Rafah, comprenant 75 tonnes de fret, dix ambulances, des rations alimentaires ainsi que près de 300 tentes familiales.

Lors de ces entretiens, le Qatar s'est engagé par écrit à investir 10 milliards d'euros en France.

0540 La France et la Jordanie larguent de l'aide alimentaire sur les plages de Gaza

Les armées françaises et jordaniennes ont largué des colis d'aide alimentaire sur les plages de Gaza. Elles n'ont pas pu le faire au Nord du Territoires et certains des colis se sont abîmés en mer. Cependant, la plupart ont pu être récupérés par les Gazaouis affamés.

0541 Le possible envoi de troupes occidentales en Ukraine fait polémique

À l'issue de la conférence de soutien à l'Ukraine qui se tenait à Paris, le président français, Emmanuel Macron, a déclaré que l'envoi de troupes au sol en Ukraine « ne devait pas être exclu ». « Nous ferons tout ce qu'il faut pour que la Russie ne puisse pas gagner cette guerre », a-t-il déclaré.

Il a immédiatement été contredit par ses partenaires. Le chancelier allemand, Olaf Scholz, a rappelé qu'il avait été décidé qu'aucun soldat de l'Otan ou de l'Union européenne ne serait impliqué dans la guerre contre la Fédération de Russie.

0542 L'Italie signe un accord de défense avec l'Ukraine

En application de la déclaration du G7 du 12 juillet, Giorgia Meloni, Première ministre italienne, s'est rendue à Kiev. À la suite du Royaume-Uni, de la France, de l'Allemagne et du Canada, elle a signé un [Traité de Défense](#) pour 10 ans avec l'Ukraine.

0543 L'Allemagne pourrait livrer des missiles Taurus à l'Ukraine

Le Bundestag devrait voter un texte promettant « la livraison des systèmes d'armes longue portée et de leurs munitions pour permettre à l'Ukraine de mener des attaques ciblées, conformes au droit international, sur des objectifs stratégiques loin à l'arrière des lignes de l'agresseur russe ».

Contrairement à un présupposé courant, la livraison de missiles Taurus ne changera pas le champ de bataille. Cependant, elle engagera l'Allemagne s'ils sont utilisés pour frapper le territoire russe d'avant la guerre.

0544 La Suède adhère à l'Otan

Le parlement hongrois a autorisé l'adhésion de la Suède à l'Otan. Alors que le Premier ministre Viktor Orbán avait rapidement donné son accord, il en faisait trainer la ratification depuis.

☞ De même que la Turquie a monnayé son accord en F-16 états-uniens, de même la Hongrie a obtenu 14 exemplaires du Saab JAS 39 Gripen suédois pour son armée de l'Air. La Suède n'a cependant pas présenté d'excuses pour ses propos désobligeants sur la gouvernance hongroise.

0545 La Commission européenne veut limiter les délais de paiement inter-entreprises

La Commission européenne a décidé de limiter à 30 jours, sans dérogation possible, les délais de paiements inter-entreprises, contre 60 jours actuellement en France par exemple.

Cette réforme entraînerait des besoins de trésorerie gigantesques et provoquerait la mort d'au moins un quart des petites entreprises.

0546 La corruption au Parlement européen (suite)

Selon *Le Soir*, Éva Kailí, ancienne vice-présidente du Parlement européen tombée lors de la révélation du Qatargate, est secrétaire général de l'association Brussels Council for Technological innovation and Global Development. À ce titre, elle aurait favorisé « l'immersion des écosystèmes innovants des pays tiers dans ceux des pays de l'UE » en violation de son statut de députée européenne.

Elle se serait appuyée sur Jacques Bughin, ancien Senior Partner de McKinsey. Or, ce dernier est actuellement soupçonné d'avoir sous-

évalué de 7 millions d'euros l'entreprise Win, permettant son rachat par Nethis.

Par ailleurs, dans l'affaire du Qatargate, l'ancien eurodéputé italien Antonio Panzeri a obtenu le statut de « repent ». Dans ses déclarations, il a déclaré travailler pour le compte du Qatar, du Maroc et de la Mauritanie. Il accuse les députés Éva Kaili, Andrea Cozolino, Marc Tarabela et Lara Comi, qui ne figurait pas dans le dossier jusque-là, d'être ses relais au parlement européen. Il accuse aussi des conseillers du groupe Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D) au Parlement européen et des syndicalistes tels que Luca Visentini (secrétaire général de la Confédération syndicale internationale au moment des faits) et une Italienne dont le nom n'a pas été divulgué. L'enquête se poursuit pour vérifier ces allégations.

0547 Le Parlement européen soutient l'Ukraine et Israël

Le Parlement européen a adopté le rapport du député germano-britannique David McAllister sur la Politique étrangère, de sécurité et de défense (Ref. P9_TA(2024)0105). Il apporte son soutien inconditionnel à l'Ukraine et à Israël.

Par ailleurs, lors du débat budgétaire, il a approuvé une facilité de 50 milliards d'euros à l'Ukraine.

0548 Le Parlement européen affirme que les principes de l'Union sont en danger dans de nombreux États de l'Union

Le Parlement européen a adopté le rapport sur « Les droits de l'homme et la démocratie dans le monde et la politique de l'Union européenne en la matière » (Ref. P9_TA(2024)0106). Il affirme que :

- la démocratie, l'État de droit et les droits fondamentaux sont en danger dans l'ensemble de l'UE
- la société civile, les médias, les autorités indépendantes et les groupes vulnérables sont menacés dans plusieurs États membres

- qu'il existe des menaces spécifiques ou systémiques en Espagne, en France, en Grèce, en Slovaquie, à Malte et en Hongrie.

0549 L'Europe du Sud-Est soutient l'Ukraine

Edi Rama, Premier ministre albanais, a organisé à Tirana un sommet entre l'Ukraine et l'Europe du Sud-Est. Tous les participants, dont la présidente de l'État non-reconnu du Kosovo, Vjosa Osmani, et le président serbe, Aleksandar Vučić, se sont ralliés au narratif de l'Otan et appelé au soutien militaire de l'Ukraine.

0550 Volodymyr Zelensky appelle à la confiscation des avoirs russes partout dans le monde

Au forum « Ukraine 2024 », le président ukrainien Volodymyr Zelensky a plaidé pour la [confiscation des avoirs russes](#) partout dans le monde. Selon lui, la guerre est d'abord une question de moyens. En confisquant les avoirs russes, on prive la Russie de la poursuivre. En les confiant à l'Ukraine, on lui donne les moyens de la gagner.

👉 Les avoirs russes ont déjà été saisis. Ils ne profitent donc pas à l'effort de guerre russe. Par contre les voler profiterait à l'Ukraine.

0551 Le groupe Yermak-McFaul jette les bases des nouvelles « sanctions » occidentales contre la Russie

Le Groupe de travail international, présidé par Andriy Yermak, chef de l'administration présidentielle ukrainienne, et l'ambassadeur US Michael McFaul, directeur du Freeman Spogli Institute for International Studies (FSI), a jeté les bases de la prochaine série de « sanctions » des États-Unis, du Canada, du Royaume-Uni et de l'Union européenne aux individus et aux entreprises qui facilitent l'opération militaire russe.

Les listes de sanctions comprennent des individus associées à l'« enlèvement d'enfants ukrainiens » ; des entreprises du secteur de

l'énergie, y compris celles affiliées à Rosatom ; des fournisseurs de microélectroniques, y compris des entreprises des Émirats et de la Chine ; le système de carte bancaire Mir ; des sociétés de technologie financière et 25 société pétrolifères transportant des produits iraniens et russes.

0552 La Commission présidentielle ukrainienne du Renseignement met en garde contre un « Maidan-3 »

La Commission présidentielle ukrainienne du Renseignement a annoncé qu'une opération de déstabilisation du président Volodymyr Zelensky était en préparation sous le nom de « Maidan-3 ». Elle serait conduite entre mars et mai pour aboutir le 20 mai en coordination avec une offensive russe.

0553 La Russie reçoit toutes les composantes, sans exception, de la Résistance palestinienne

Moscou accueillera une réunion de toutes les composantes de la Résistance palestinienne. La Russie affiche ainsi sa position. Tout en se déclarant neutre dans le conflit israélo-palestinien, elle tente de faire adhérer le Hamas et le Jihad islamique à l'OLP, ce qui implique la reconnaissance par les deux factions de l'État d'Israël. En outre, Moscou a renforcé ses liens avec l'Axe de la Résistance (dont le Jihad islamique fait partie).

0554 Oleg Orlof condamné à 2 ans et demi de prison

L'opposant russe Oleg Orlof a été condamné par le tribunal de Moscou à deux ans et demi de prison pour avoir dénigré l'armée russe.

Oleg Orlof est le principal animateur de l'association Mémorial qui œuvre à la dénonciation des crimes soviétiques. Il affirme défendre les Droits de l'homme et s'est improvisé négociateur avec les jihadistes tchétchènes. Il a largement bénéficié de subventions de l'Union européenne.

0555 La Russie envisage de mettre en place une plate-forme de monnaie numérique

[Anton Silouanov](#), ministre russe des Finances, a annoncé que son pays avait proposé aux BRICS de créer une plate-forme de monnaie numérique pour faire face aux « sanctions » bancaires occidentales.

Il ne s'agit pas ici de créer des monnaies numériques privées, mais d'échapper au contrôle du système bancaire occidental.

Dans le même temps, les entreprises russes, stimulées par des baisses d'impôts, se tournent vers l'exportation. Les pays privilégiés sont surtout la Serbie, les Émirats arabes unis, l'Arménie et le Kirghizistan, mais pas les pays dépendants du système bancaire occidental.

AFRIQUE

0556 L'Égypte et l'Érythrée pour la Somalie contre l'Éthiopie

Abdel Fattah el-Sissi, président égyptien, a reçu au Caire son homologue érythréen, Isaias Afwerki. Les deux hommes se sont accordés pour soutenir la Somalie dans sa condamnation de l'accord survenu entre l'État non-reconnu du Somaliland et l'Éthiopie (Cf. 0051).

0557 L'Égypte vend la presqu'île de Ras al-Hekma aux Émirats arabes unis

Alors que l'économie égyptienne connaît une crise structurelle sans précédent, Le Caire a signé un accord avec Abou Dhabi pour l'exploitation de la péninsule de Ras al-Hekma à l'ouest d'Alexandrie. On ignore les détails de ce qui a été convenu dans un moment où l'Égypte n'était pas vraiment en position de négocier, seulement que les Émirats investiront 35 milliards de dollars, dont 24 ont été immédiatement transférés. Il s'agirait de construire une station balnéaire et un aéroport, tous deux gérés directement par les Émirats arabes unis.

0558 Un nouveau parti politique en Tunisie

Le Parti de l'action et de la réalisation a tenu son premier congrès. Il s'est formé à partir d'éléments d'En-Nahdha dans le contexte de l'arrestation de ses principaux dirigeants, dont son fondateur, Rached Ghannouchi. Il est trop tôt pour dire s'il s'agit d'une nouvelle formation avec un programme distinct, ou simplement d'un nouvel habillage de la branche tunisienne de la Confrérie des Frères musulmans.

0559 Le Maroc dubitatif sur les efforts de rapprochement français

Les princesses Lalla Meryem, Lalla Asmaa et Lalla Hasnaa, ont été accueillies par Brigitte Macron, « Première Dame française », à l'Élysée. Le président Emmanuel Macron a téléphoné au roi du Maroc, Mohamed VI. Le ministre français des Affaires étrangères, Stéphane Séjourné, s'est rendu à Rabat. Il a assuré qu'il veillerait personnellement à rétablir la qualité des relations entre les deux pays et a confirmé la volonté de son président de se rendre au Maroc.

Mohamed VI est particulièrement circonspect sur tous ces efforts. Avant toute chose, il exige que Paris clarifie sa position sur la souveraineté marocaine sur l'ex Sahara espagnol.

0560 Le général Abdel Fattah al-Burhan se présente comme ouvert à la négociation

Le général Abdel Fattah al-Burhan, président du Conseil de souveraineté de transition de la république du Soudan, a effectué un voyage officiel à Tripoli. Il entendait ainsi s'afficher avec Abdul Hamid Dbeibeh, Premier ministre intérimaire libyen proche de la Confrérie des Frères musulmans, et se montrer ouvert à un règlement du conflit soudanais. Il aurait dû y rencontrer son rival, le « général » Mohamed Hamdan Dogolo (dit « Hemeti »).

☞ D'un point de vue humanitaire, la crise soudanaise est aujourd'hui la pire au monde, bien avant celle de Gaza ou d'Ukraine.

ASIE

0561 Bezalel Smotrich annonce de nouvelles colonies en Cisjordanie

Bezalel Smotrich, ministre israélien des Finances, a annoncé que l'État présentera des plans pour la construction de 2 350 habitations à Ma'aleh Adumim, 300 à Keidar et 694 à Efrat. Au total plus de 3 000 logements devraient être construits pour les colons dans les Territoires palestiniens.

☞ La construction de colonies juives dans les Territoires palestiniens est une violation caractérisée des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité des Nations unies.

0562 Ehud Olmert accuse la coalition de Benjamin Netanyahu de vouloir annexer tous les Territoires palestiniens dans un climat apocalyptique contre les États-Unis

Selon Ehud Olmert, ancien Premier ministre israélien, s'exprimant dans *Haaretz*, l'objectif final des suprémacistes juifs n'est pas de recoloniser Gaza, mais d'épurer la Cisjordanie de ses habitants arabes, de nettoyer le Mont du Temple de ses fidèles musulmans et d'annexer l'ensemble des Territoires palestiniens. C'est pourquoi, ils ont sacrifié, le sort des otages plutôt que de mettre fin à la guerre et ont décrété l'interdiction des rassemblements sur l'esplanade des Mosquées durant le ramadan. Pour ce faire, ils tentent d'ouvrir une guerre avec le Liban et de rompre avec l'Égypte et la Jordanie. Ainsi, dans un climat d'Armageddon, le conflit se jouerait entre Jérusalem et Washington (jusqu'ici meilleur allié d'Israël).

0563 L'armée israélienne prépare l'évacuation des Gazaouis

L'armée israélienne a présenté, au Cabinet de guerre, un plan visant à évacuer la population civile des zones de combat dans la bande de Gaza, et les plans opérationnels pour la poursuite des combats. En outre, le cabinet a

approuvé un plan d'aide humanitaire à la bande de Gaza. Il vise à prévenir de nouveaux pillages.

0564 La police israélienne réprime violemment les manifestations de l'opposition juive

Pour la première fois, le 24 février, les manifestations de juifs protestant contre le Premier ministre Benjamin Netanyahu ont été réprimées violemment. La police a utilisé des gaz lacrymogènes, des canons à eaux et des unités à cheval.

Yaïr Lapid, chef de l'opposition, a déclaré sur X : « La violence de la police à l'égard des manifestants, y compris les familles des otages, est dangereuse et antidémocratique. Ce genre de violence ne peut pas continuer ».

0565 Les FDI remodelent la Bande de Gaza

Les FDI sont non seulement en train de déblayer une bande d'un kilomètre de large à la frontière palestinienne de Gaza, mais aussi de construire une large route pour couper la bande en deux. De cette manière, une zone tampon est organisée dans les Territoires palestiniens qui sont autoritairement réduits d'environ 40 kilomètres carrés. En outre, il ne sera plus possible aux Gazaouis de se diriger vers le Nord. Lorsque l'évacuation de Rafah commencera, ils seront forcés de fuir vers le Sinaï où l'Égypte construit un camp pour les accueillir (Cf. 0422).

0566 Manifestation pour le changement en Israël

Ou Sheinberg, un réserviste qui a été grièvement blessé au combat à Gaza, a déclaré lors d'un discours dans une manifestation anti-

gouvernementale : « Le 7 octobre, nous nous sommes réveillés devant un pays en désintégration - un leadership gelé et confus qui a disparu au moment de la vérité (...) Les citoyens israéliens et ses forces de sécurité ont remis le pays sur ses pieds ... La majorité silencieuse, la génération du changement, la

tierce partie, libérée des extrémistes nationalistes » doit reconstruire l'État hébreu. « Nous bâtirons une société fondée sur l'égalité, la liberté, la sécurité et la croissance. Plus de discrimination et d'incitation, plus de pauvreté et d'ignorance, plus de favoritisme de la part du peuple – ni des chevaux de la police... Laissons la génération du changement établir le nouvel État israélien ».

Analyses du Réseau Voltaire

« [L'Union européenne contre les paysans](#) », par Thierry Meyssan

Partout dans l'Union européenne, les paysans se dressent contre la Politique agricole commune (PAC) qui pourtant les subventionne. Les gouvernements leur répondent avec des mesures d'ajustement, des simplifications bureaucratiques et quelques paroles de réconfort. En réalité, ils sont impuissants face à une structure conçue pour appliquer une idéologie qui se révèle folle.

« [Le silence des coupables](#) », par Manlio Dinucci

Alexeï Navalny est mort la veille de la prise de parole de son épouse à la Conférence sur la Sécurité de Munich. Opportunément, à chaque campagne électorale un adversaire de Vladimir Poutine meurt mystérieusement. Cette fois, c'est durant la campagne électorale présidentielle.

« [Entretien de Thierry Meyssan avec le quotidien serbe Večernje Novosti](#) », par Dragan Vujičić

Le journaliste et auteur serbe Dragan Vujičić a interviewé Thierry Meyssan pour le quotidien *Večernje Novosti*. L'entretien porte sur les constantes entre la guerre du Kosovo (1998), celle d'Ukraine (2021) et le massacre de Gaza (2023).

0567 Le général Amos Malka dénonce la mauvaise guerre de Benjamin Netanyahu

Le général Amos Malka, ancien chef du renseignement militaire des FDI, a déclaré lors d'une manifestation à Haïfa que le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, ne menait « pas la bonne guerre ». Il l'a accusé de n'avoir aucune empathie et de ne pas reconnaître sa responsabilité dans l'attaque du 7 octobre. Il a appelé à des élections anticipées.

Yaakov Godu, père de Tom Godu, qui a été assassiné au kibboutz Kissufim le 7 octobre, a déclaré que Benyamin Nétanyahou « et ses envoyés messianiques dérangés transforment les familles des otages en ennemis ». Il l'a accusé de ne pas lever le petit doigt pour les otages. Il a conclu en disant qu'il resterait jusqu'à ce que Netanyahu s'en aille.

0568 « Le jour après le Hamas à Gaza », selon Benjamin Netanyahu

Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, a publié un document intitulé « Le jour après le Hamas à Gaza ».

Le texte, d'un peu plus d'une page, distingue trois phases :

1. « Dans l'immédiat »

Il explique que la guerre se poursuivra pendant une période non spécifiée jusqu'à ce que les objectifs israéliens soient atteints (A- destruction des capacités du Hamas ; B- retour des otages ; C- écarter toute menace de Gaza à long terme).

☞ L'objectif à court terme est donc que la guerre se poursuive jusqu'à ce qu'elle se termine !

2. « Phase intermédiaire »

Au plan militaire, « Israël conservera sa liberté d'action dans l'ensemble de la Bande de Gaza, sans limite de temps, dans le but d'empêcher une recrudescence du terrorisme et de

contrecarrer les menaces en provenance de Gaza », « La zone de sécurité qui sera établie dans la partie de la Bande de Gaza adjacente à Israël restera en place tant que les besoins en matière de sécurité le nécessiteront », « La Bande de Gaza sera complètement dépossédée de toute capacité militaire, au-delà de ce qui est nécessaire au maintien de l'ordre public », « Israël contrôlera la sécurité de toute la zone située à l'ouest du Jourdain », etc.

Au plan civil, « L'administration civile et la responsabilité de l'ordre public dans la Bande de Gaza seront basées, autant que possible, sur des fonctionnaires locaux ayant une expérience administrative. Ces entités locales ne seront pas liées à des États ou à des entités qui soutiennent le terrorisme et ne recevront pas de fonds de leur part ».

☞ Bref, l'occupation militaire se perpétuera et les structures gazaouïes ne changeront pas.

3. « Le long terme »

« Israël s'efforcera de fermer l'UNRWA, dont les membres ont participé au massacre du 7 octobre et dont les écoles enseignent le terrorisme et la destruction d'Israël (...) Il la remplacera par des agences d'aide internationale responsables ». « La reconstruction de Gaza ne sera possible qu'une fois que la bande de Gaza aura été démilitarisée et qu'une fois qu'un processus de déradicalisation aura commencé. Le plan de réhabilitation sera mis en œuvre avec un financement et sous la direction de pays approuvés par l'État hébreu » (probablement les Émirats arabes unis et non plus le Qatar). « Israël rejette catégoriquement les diktats internationaux concernant un règlement permanent avec les Palestiniens. Un tel arrangement ne peut être obtenu que par des négociations directes entre les deux parties, sans conditions préalables », « Israël continuera à s'opposer à la reconnaissance unilatérale d'un État palestinien (...) [En effet cela] accorderait un énorme prix au terrorisme, comme nous n'en avons jamais vu auparavant, et empêcherait tout accord de paix futur »

☞ Ce plan prévoit donc d'écarter l'Autorité palestinienne de Gaza au motif qu'elle n'a pas condamné l'attaque du 7 octobre ; de dissoudre l'UNRWA. Mais il ne stipule pas la recolonisation de Gaza. En définitive il se propose de gérer le conflit sans jamais le résoudre.

- Nabil Abu Rudeineh, porte-parole du président palestinien Mahmoud Abbas, a déclaré : « Gaza fera partie de l'État palestinien indépendant avec Jérusalem-Est pour capitale, et tout autre plan est voué à l'échec »

0569 Israël Katz dénonce les Nations unies

Israël Katz, ministre israélien des Affaires étrangères, a violemment réagi au rapport du Conseil des Nations unies pour les droits de l'homme appelant à un embargo sur les armes vendues à Israël : « Depuis le massacre du 7 octobre, les Nations unies ont coopéré avec les terroristes du Hamas et tentent de porter atteinte au droit d'Israël à se défendre et à défendre ses citoyens. Ignorer les crimes de guerre, les crimes sexuels et les crimes contre l'humanité commis par les terroristes du Hamas constitue une tache qui ne peut être effacée aussi bien pour l'Onu en tant qu'organisation que personnellement pour son secrétaire général lui-même ».

0570 La participation d'Israël à l'Eurovision remise en question

La société de radiodiffusion israélienne KAN a publié le refrain de la chanson d'Eden Golan, *October Rain* (Pluie d'octobre), candidat à l'Eurovision 2024. « Dansant dans l'orage/Nous n'avons rien à cacher/Ramène-moi à la maison/Et laisse le monde derrière/Et je te promets que ça n'arrivera plus jamais/Je suis toujours mouillée par cette pluie d'octobre/Pluie d'octobre ».

L'Union européenne de radiotélévision (UER), organisatrice du concours, y a opposé son veto faisant valoir que l'allusion à l'attaque du 7 octobre était trop flagrante et politisait le spectacle. Plusieurs membres du concours

avaient demandé l'exclusion d'Israël dans le contexte du massacre à Gaza.

La perspective d'une interdiction a suscité l'indignation de Miki Zohar, ministre israélien de la Culture et des Sports, qui l'a jugée « scandaleuse ». Isaac Herzog, président israélien, a appelé chacun au calme et à la discussion.

L'Eurovision a été créée par l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (Otan) en 1956. Israël y participe depuis 1973. Israël l'a gagné quatre fois en 1978, 1979, 1998 et 2018. En 2019, la chanteuse Madonna, qui y avait été invitée, avait habillé ses danseurs avec des drapeaux israéliens et palestiniens provoquant l'ire de Benjamin Netanyahu.

0571 Des soldats d'élite israéliens refusent de rencontrer Benjamin Netanyahu

Les réservistes servant dans l'unité alpiniste spéciale de l'armée israélienne ont refusé de rencontrer le Premier ministre Benjamin Nétanyahou, qui s'est rendu dans leur base au nord d'Israël

0572 Des colons juifs attaquent des soldats israéliens

Des colons ont attaqué des soldats israéliens aidant des bergers palestiniens dans leur recherche de 250 chèvres volées non loin du poste de garde illégal de Hava (Cisjordanie).

0573 Abstention massive aux élections municipales israéliennes

Les élections municipales se sont tenues en Israël le 27 novembre. Elles avaient été plusieurs fois reportées en raison de la guerre. Les communes à la frontière de Gaza ou du Liban n'étaient pas concernées, elles ont été partiellement évacuées et ne voteront qu'à l'issue de la guerre.

La consultation de 2018 n'avait intéressé que 70 % des électeurs. Cette fois, ils n'étaient plus que 40 % à se déplacer aux urnes. Le second

tour se tiendra le 10 mars, juste avant de le début du ramadan.

0574 Démission du gouvernement de Mohammad Shtayyeh

Mohammad Shtayyeh et son gouvernement ont remis leur démission au président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas. Rien ne les contraignait à le faire. Il semble que cette démission reflète la volonté de « renouveler l'Autorité palestinienne » conformément à la volonté du département d'État US. Il pourrait être remplacé par un gouvernement de technocrates qui administrerait alors la Cisjordanie et Gaza.

L'Arabie saoudite, la Jordanie, l'Égypte, les Émirats arabes unis, le Qatar et la Turquie soutiendraient le plan US.

Le prochain gouvernement palestinien pourrait être dirigé par Mohammad Mustafa, directeur du Fonds d'investissement palestinien. Il pourrait en devenir Premier ministre, à moins qu'une fonction de vice-président ne soit instituée et lui permette de prendre le pouvoir sans avoir à renverser le président Mahmoud Abbas.

0575 Moustafa Barghouti plaide pour un nouveau projet national palestinien

Moustafa Barghouti, ancien candidat à la présidence de l'Autorité palestinienne, a publié un article sur le site *Al-Araby Al-Jadid*. Il y affirme qu'un nouveau projet national palestinien est nécessaire. En effet, « dans les années 1980, l'OLP, le représentant officiel des Palestiniens, a renoncé au projet d'un État palestinien et a adopté la solution à deux États ; en d'autres termes, la création d'un État palestinien aux frontières de 1967 avec une solution convenue au problème des réfugiés... Cet objectif reposait sur deux illusions : la possibilité de parvenir à un compromis avec le mouvement sioniste et que les États-Unis pourraient remplir le rôle d'intermédiaire qui garantirait cette solution ». Pour ce faire, Moustafa Barghouti persiste à plaider pour l'unité de toutes les factions

palestiniennes, sans hégémonie d'aucune d'entre elles.

0576 Nasser Al Qudwa appelle au départ du président Mahmoud Abbas

Nasser Al Qudwa, neveu de Yasser Arafat, qui a servi en tant que ministre palestinien des Affaires étrangères en 2003-2005, appelle l'éviction de Mahmoud Abbas. Dans une interview à l'Agence France-Presse, il a déclaré, « Un divorce volontaire devrait être obtenu » avec Abbas, qui resterait président honoraire, et permettrait à un Premier ministre palestinien de diriger la Cisjordanie et la bande de Gaza.

0577 Jibril Rajoub plaide pour l'intégration du Hamas à l'OLP

Jibril Rajoub, président du Comité olympique palestinien, ne cache pas ses intentions et sa capacité de remplacer le président Mahmoud Abbas. Il plaide pour l'inclusion du Hamas au sein de l'OLP. Cependant le Hamas, compte tenu de son affiliation à la Confrérie des Frères musulmans, n'a jamais envisagé de rejoindre l'OLP, dont il ne partage que certains objectifs.

0578 Israël bombarde Baalbeck

Le Hezbollah a détruit à haute altitude un drone Hermes 450 de l'armée israélienne. Cet engin de plus de 10 mètres de long valait 2 millions de dollars. Grâce à une défense aérienne sophistiquée, cette destruction a été réalisée au-dessus de Nabatiyé (Liban). Ce drone survolait le Liban en violation du Droit international.

Pourtant les FDI ont répliqué attaquant une cible du Hezbollah, non plus au Liban-Sud, mais à Baalbeck qu'ils n'avaient pas bombardé depuis 5 ans.

Ils auraient attaqué un entrepôt d'emballage alimentaire d'une coopérative du Hezbollah qui, selon eux, aurait servi de couverture à leur système de défense anti-aérien.

À son tour, en réplique, le Hezbollah a bombardé la base aérienne israélienne de Meron et le poste de commandement de la 146e division à Gaaton.

Toute nouvelle attaque d'ampleur contre le Parti à Beyrouth ou à Baalbeck est susceptible de provoquer une guerre régionale. Le Hezbollah dispose actuellement d'environ 150 000 missiles dont certains ont une portée de plus de 100 kilomètres. Il serait capable de détruire l'armée israélienne si les États-Unis cessaient de la soutenir.

0579 Le Hamas tire des roquettes sur Israël depuis le Liban

Le Hamas a attaqué Israël depuis le Liban. Il a tiré, le 28 février, une quarantaine de roquettes sur des cibles militaires.

L'armée israélienne tient le Hezbollah pour responsable de ce qui se passe sur le territoire qu'il contrôle.

0580 Guerre psychologique sur Tinder

Selon *L'Orient-Le Jour*, les utilisateurs de l'application de rencontre Tinder au Liban se voient proposer des partenaires de l'armée israélienne vivant à côté de chez eux. Le quotidien affirme que les FDI pourraient modifier le GPS de leurs smartphones pour lier des contacts à distance.

0581 Daesh de retour en Syrie

Dans le contexte de la guerre à Gaza, Daesh est de retour en Syrie. L'Organisation y disposerait à nouveau d'au moins 10 000 hommes. Elle a lancé une série d'attaques contre l'Armée arabe syrienne et ses milices affiliées, principalement dans le désert syrien. Daesh serait dirigé par Abou Fatima al-Iraqi.

0582 La Syrie met en garde le Liban contre l'espionnage britannique

La Syrie a écrit au Liban pour présenter des objections à la construction de tours

d'observations à sa frontière. Les premières tours ont été construites par les Britanniques dans le contexte de la guerre occidentale contre la Syrie qui était présentée à l'époque par les Occidentaux comme une « guerre civile ». Ces tours permettaient à l'Armée libanaise de surveiller les passages de jihadistes de la Syrie vers le Liban. Damas les avait approuvées dans le contexte de la lutte conjointe contre les jihadistes.

Elles devraient aujourd'hui servir de modèle à des tours, toujours construites avec les Britanniques, à la frontière libano-israélienne (Cf. 0404).

Selon Damas, ce système de surveillance serait connecté non-seulement à l'Armée libanaise, mais aussi, à son insu, à l'ambassade du Royaume-Uni, sous-entendu : si vous en construisez à la frontière israélienne, vos informations seront automatiquement transmises à Israël.

0583 La Résistance islamique en Iraq suspend ses actions

La Résistance islamique en Iraq (membre de l'« Axe de la résistance ») a annoncé mettre ses attaques contre les États-Unis et Israël en pause. Dans un communiqué, elle a précisé qu'il ne s'agissait nullement d'un abandon, mais d'une décision prise en coordination avec ses partenaires.

0584 Le CentCom dénonce les dégâts environnementaux d'Ansar Allah

Le Rubymar, un navire battant pavillon bélizien, a été attaqué par Ansar Allah. Il a été immobilisé et a perdu du carburant. Il transportait 41 000 tonnes d'engrais destinées à Israël. Le Commandement des États-Unis pour le Moyen-Orient élargi (CentCom) dénonce des dommages à l'environnement sur une trentaine de kilomètres.

☞ Les arguments du CentCom masquent la réalité : Toutes les guerres provoquent des dommages considérables à l'environnement,

mais celle-ci a pour but de faire cesser les massacres d'êtres humains à Gaza.

0585 Unité au parlement pakistanais contre la majorité relative d'Imran Khan

Une alliance a été scellée entre la Ligue musulmane du Pakistan (PML-N) de Nawaz Sharif (soutenue par l'armée) et le Parti du peuple pakistanais (PPP) de Bilawal Bhutto Zardari. Elle disposera d'une majorité à l'Assemblée, écartant ainsi le retour au pouvoir Tehreek-e-Insaf (PTI) d'Imran Khan, arrivé premier aux élections.

Le PTI a commenté : « Le PML-N et le Parti du peuple méritent des éloges pour leur parcours épique de 30 ans, du vol de l'argent des contribuables au vol d'élections ensemble ».

0586 La dynastie Widodo

Joko Widodo, président indonésien, cédera ses fonctions à son actuel ministre de la Défense, Prabowo Subianto, qui vient d'être élu avec 57,95 % des suffrages exprimés.

Le président Prabowo Subianto est le gendre du dictateur Suharto (1965 - 1998). C'est un officier des forces spéciales, impliqué dans de multiples exactions au Timor oriental, en Papouasie et lors des manifestations anti-Suharto de 1998.

Or il a choisi Gibran Rakabuming Raka comme vice-président. Ce dernier, un jeune homme sans expérience, ni maturité, est le fils de Joko Widodo. En cas de décès ou d'incapacité du président Prabowo Subianto, il deviendra président de l'Indonésie, créant une dynastie politique.

0587 Des hackers chinois ont pénétré dans les ordinateurs de l'Otan

Selon les entreprises de cybersécurité états-uniennes SentinelLabs et Malwarebytes, les hackers de l'entreprise chinoise I-Soon ont infiltré les comptes d'une dizaine de gouvernements (dont celui de l'Inde, de la Thaïlande, du Vietnam et de la Corée du Sud)

ainsi que le système interne de l'Otan pour le compte de Beijing. Ils étaient capables de violer à peu près tous les systèmes, y compris des iPhones d'Apple. De manière inexplicable, une grande quantité des données volées ont été stockées sur GitHub.

0588 Vers des contacts entre la Corée du Nord et le Japon

Dans les années 1970-80, 17 Japonais avaient été enlevés par la Corée du Nord. 5 d'entre eux ont été autorisés à rentrer chez eux après que le Premier ministre de l'époque, Junichiro Koizumi, se soit rendu à Pyongyang en 2002. Les familles des disparus ont accepté que Tokyo lève ses sanctions à l'égard de Pyonyang en vue d'organiser une visite du Premier ministre en Corée du Nord.

Kim Yo Jong, la puissante sœur du dirigeant suprême nord-coréen, a offert un rameau d'olivier rare au Japon.

0589 Le Japon soutient l'Ukraine

Fumio Kishida, Premier ministre japonais, a averti à plusieurs reprises que « l'Ukraine d'aujourd'hui pourrait être l'Asie de l'Est demain » et répété que « la sécurité de l'Europe et de l'Indo-Pacifique sont inséparables ».

Le Japon est le seul État membre du G7 dans lequel le soutien à l'Ukraine n'a pas été remis en question. Cependant, sa constitution lui interdit d'exporter des armes à un pays en guerre. Il se contente donc de fournir une assistance logistique et financière.

0590 Remise en question des Abenomics à la faveur du scandale de la « secte Moon »

La dissolution de la faction créée par Shinzo Abe au sein du PLD suscite une remise en question de sa politique économique, les « Abenomics » (une politique monétaire très accommodante et audacieuse, une relance budgétaire et une stratégie de croissance à long terme).

La dette publique s'élève désormais à 263 % du PIB, soit par habitant à plus de 10,4 millions de yens (66 000 euros).

0591 Réunion de la Commission d'éthique de la Diète pour examiner le scandale de la « secte Moon »

La Commission d'éthique de la Diète se réunira pour examiner le scandale des fonds occultes du Parti libéral-démocrate (PLD). Actuellement,

- Yasutoshi Nishimura, ancien ministre du Commerce, a admis avoir accepté 1 million de dollars entre 2018 et 2022.
- Hirokazu Matsuno, ancien Secrétaire d'État, a reconnu avoir reçu 10,5 millions de dollars au cours de la même période.
- Ryu Shionoya, ancien ministre de l'Éducation, a accepté 2,34 millions de dollars.
- Tsuyoshi Takagi, ancien président de la Diète, a reçu environ 10,2 millions de dollars.

La faction Abe a admis que le total des pots-de-vin atteignait 676 millions de dollars en cinq ans. Ces quatre personnalités se sont succédées à sa tête. Elles savaient donc qui sont les donateurs et pourquoi ils dépensaient cet argent. L'enquête a montré que l'Église de l'unification (dite « secte Moon ») avait organisé ce système de corruption, mais pas si elle l'avait initié seule ou si elle l'avait fait pour le compte de Central Intelligence Agency US (CIA) (Cf. VAI n°66).

Un cinquième membre du PLD, Ryota Takeda, qui était secrétaire général de la faction Nikai, a reconnu avoir touché 19,26 millions de dollars et accepté de témoigner devant la Commission parlementaire. un sixième, Hiroshige Seko, a admis avoir reçu 15,42 millions de dollars et déclaré qu'il pourrait également témoigner.

Fumio Kishida, Premier ministre, a annoncé qu'il participerait à la réunion.

La Commission d'éthique tient en principe ses auditions à huis clos. Elle ne dispose pas de pouvoir de sanction. Au demeurant, sa majorité est composée de membres de PLD ou de son allié le Kōmeitō, lui-même lié à la secte Sōka gakkai. La Commission a été créée en raison du

scandale de la Lockheed Corporation qui, en 1976, avait provoqué la démission de l'ancien Premier ministre Kakuei Tanaka.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

0592 L'OIAC admet que Daesh utilise des armes chimiques

Selon l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL/Daech) était responsable d'une attaque à l'arme chimique le 1er septembre 2015 dans la ville de Marea, au nord-ouest de la Syrie.

0593 Désaccord persistant au sein du Comité spécial de la Charte des Nations unies

Pour une troisième année consécutive, le Comité spécial de la Charte des Nations unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation a achevé les travaux de sa session de 2024 sans parvenir à adopter l'intégralité de son rapport annuel. Les désaccords ont porté sur l'interprétation des conflits en Ukraine et à Gaza, ainsi que sur l'interprétation des mesures coercitives unilatérales.

0594 La situation à Gaza examinée par le Conseil de sécurité

L'Italien Maurizio Martina, directeur général adjoint de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a expliqué, le 27 février, devant le Conseil de sécurité que 378 000 personnes sont désormais dans des conditions catastrophiques ou proches de la famine à Gaza.

Le Sri Lankais Ramesh Rajasingham, directeur de la coordination du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), a décompté à ce jour 161 travailleurs humanitaires tués durant les hostilités.

0595 La situation en Syrie examinée par le Conseil de sécurité

Le Conseil de sécurité a examiné la situation en Syrie. Les Occidentaux se sont une nouvelle fois opposés à la Chine et à la Russie accusant le président Bachar el-Assad d'être le seul responsable des malheurs de son pays. Ils l'ont en outre accusé de trafiquer du captagon. Au contraire, la Chine et la Russie ont souligné que seuls 40 % des crédits votés pour la Syrie avaient été réunis ce qui est très insuffisant. En outre ceux-ci sont concentrés sur la région rebelle d'Idleb et ne parviennent pas aux régions contrôlées par la République arabe syrienne.

0596 La situation en Ukraine examinée par le Conseil de sécurité

Le Conseil de sécurité a examiné la situation en Ukraine sans apporter d'élément nouveau. De nombreux ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne y sont intervenus se répétant les uns les autres. Le représentant de la Russie a alors fait remarquer que tous ces ministres ne l'étaient qu'en titre puisque l'Union européenne fixe leur politique sous les ordres du département d'État US.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),
46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros.

Les abonnements sont automatiquement renouvelés.

Pour annuler le renouvellement de votre abonnement : envoyez à l'avance un e-mail à thierry.meyssan@voltairenet.org.

Pour nous écrire, ne répondez pas aux mails automatiques vous informant des liens de téléchargement. Ils ne nous parviennent pas. Mais composez vous-même l'adresse courriel de votre destinataire.

Voltaire

Actualité internationale

N°77 - 8 mars 2024

ÉDITORIAL

0597 Les gangs passent à l'attaque du pouvoir en Haïti

Des gangs, coalisés par Jimmy Chérizier, dit « Barbecue », leader du groupe G9, ont attaqué les deux principales prisons de Haïti, le pénitencier national de Port-au-Prince et la prison civile de la Croix des Bouquets. Environ 3 700 prisonniers se sont échappés. Puis ils ont aussi attaqué des commissariats de police et l'Académie de Police. Les gangs coalisés ont tenté d'enlever le chef de la Police et réclament la démission du chef de l'État, le président Ariel Henry.

Celui-ci s'est déplacé au Kenya pour tenter de persuader le gouvernement de participer à un projet de « Mission d'appui à la sécurité multinationale » en Haïti, conformément à ce que les États-Unis avaient élaboré devant le Conseil de sécurité de l'Onu. Mais saisie par l'opposant Ekuru Aukot, la Haute Cour de Nairobi a statué que mourir à Haïti ne faisait partie des missions constitutionnelles de la police kenyane. Tout au plus le président Henry a-t-il pu signer un accord précisant les fonctions de cette mission si elle devait être déployée.

Les États-Unis ont démenti avoir demandé à leur protégé, le président Ariel Henry, de démissionner. Cependant, celui-ci semble s'être exilé chez eux. Sa légitimité est contestée depuis de début. En effet, il a été imposé par les puissances occidentales après l'assassinat du président Jovenel Moïse. Il n'a jamais été confirmé par des élections.

Daniel Foote, envoyé spécial du président états-unien, Joe Biden, avait lui-même dénoncé cette ingérence : « Je pense qu'Haïti ne connaîtra jamais la stabilité tant que ses citoyens ne seront pas jugés dignes de choisir leurs dirigeants en toute équité et honnêteté [...] On ne peut qu'être effaré par cette illusion de toute-puissance qui nous persuade que ce serait à nous, une fois de plus, de désigner le vainqueur ».

☞ De 1957 à 2005, les États-Unis n'ont cessé d'intervenir à Haïti, renversant tout pouvoir démocratique. Dernière opération en date, le renversement du président [Jean-Bertrand Aristide](#) avec l'aide de la France et plus particulièrement de [Régis Debray](#), en 2004.

AMÉRIQUES

0598 Le commandant du CentCom en tournée au Moyen-Orient élargi

Le général Michael Erik Kurilla, commandant des forces états-uniennes pour le Moyen-Orient élargi (CentCom), s'est rendu en Égypte, en Jordanie, en Syrie occupée et en Israël.

0599 Kamala Harris joue le « mauvais flic » de Gaza

La vice-présidente Kamala Harris a attaqué le gouvernement israélien pour contrebalancer les propos du président Joe Biden. Elle a déclaré : « Ce que nous voyons tous les jours à Gaza est désastreux. Nous avons vu des rapports attestant que des familles mangent des feuilles ou des aliments pour animaux ; des femmes donnent naissance à des bébés sous-alimentés avec peu ou pas de soins médicaux ; des enfants meurent de malnutrition et de déshydratation (...) Trop de Palestiniens innocents ont été tués. Il y a quelques jours à peine, nous avons vu des personnes désespérées qui ont faim s'approcher des camions humanitaires, essayant simplement d'obtenir de la nourriture pour leurs familles après des semaines sans qu'il leur soit possible d'obtenir une aide dans le Nord de Gaza. Ils ont été accueillis avec des coups de feu et le chaos (...) Les habitants de Gaza sont affamés. Les conditions sont inhumaines. Notre humanité commune nous oblige à agir. Comme le président Joe Biden l'a déclaré vendredi, les États-Unis se sont engagés à obtenir d'urgence une aide vitale supplémentaire pour les Palestiniens innocents, dans le besoin (...) Le gouvernement israélien doit faire davantage pour augmenter considérablement le flux d'aide. Pas d'excuses. Ils doivent ouvrir de nouveaux points de passage des frontières, ils ne doivent pas imposer de restrictions inutiles à la fourniture de l'aide. Ils doivent veiller à ce que le personnel humanitaire, les sites et les convois ne soient pas ciblés. Ils doivent travailler à rétablir les services de base et promouvoir l'ordre à Gaza afin que plus de nourriture, d'eau et de carburant puissent atteindre ceux qui sont dans le besoin ».

0600 Benny Gantz vient s'assurer du soutien de Washington contre Benjamin Netanyahu

Le général Benny Gantz, membre du cabinet de guerre israélien, s'est rendu en visite privée à Washington et à Londres. Il a d'abord rencontré le Conseil d'administration de l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC) dirigé par Howard Kohr, puis le conseiller à la sécurité nationale, Jacob « Jake » Sullivan et la vice-présidente, Kamala Harris.

0601 Washington condamne une société de logiciels espions israélienne

L'Office of Foreign Assets Control (OFAC) a annoncé des sanctions contre le groupe Intellexa avant le troisième Sommet pour la démocratie que la Corée du Sud prévoit d'accueillir du 18 au 20 mars.

☞ Intellexa est une société israélienne productrice du logiciel espion *Predator*. Elle a été condamnée en Grèce (cf. VAI n°17 et 24), mais a développé ses activités dans de nombreux pays dont la Tchéquie et Chypre.

0602 Le Congrès pourrait annuler l'exemption de responsabilité des laboratoires ayant fabriqué des médicaments ARN messenger contre la Covid

Le représentant républicain Chip Roy (Texas) et 19 de ses collègues ont déposé un projet de loi *Let Injured Americans Be Legally Empowered* (LIABLE). Il vise à rendre rétrospectivement à chaque citoyen états-unien la possibilité de se retourner contre les laboratoires ayant fabriqué des médicaments ARN messenger anti-Covid en cas d'effets secondaires.

☞ Les médicaments ARN messenger ne sont pas des vaccins au sens médical du terme. Leur mode d'interaction est complètement différent. Cependant, ils sont considérés comme des « vaccins » par la loi fiscale états-unienne.

0603 Le Nicaragua porte plainte à la CIJ contre l'Allemagne

Le Nicaragua a introduit une requête contre l'Allemagne devant la Cour internationale de Justice. Selon Managua : « Chacune des parties contractantes à la convention sur le génocide est tenue par cet instrument de faire tout son possible pour prévenir la commission d'un génocide » et qu'il existe, depuis octobre 2023, « un risque reconnu de génocide du peuple palestinien et, avant tout, de la population de la bande de Gaza ». Le Nicaragua avance que, en fournissant un appui politique, financier et militaire à Israël et en cessant de financer l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA), « l'Allemagne facilite la commission de ce génocide et, en tout état de cause, a manqué à son obligation de faire tout son possible pour en prévenir la commission ».

0604 Javier Milei prêt à la confrontation avec son parlement

Javier Milei, président argentin, s'est déclaré « prêt à la confrontation », alors que le Parlement tente de contester sa politique de réforme structurelle.

Il a proposé la signature, le 25 mai, date anniversaire de la Révolution, d'un « Pacte de Mai ». Il serait signé par les gouverneurs des provinces, les dirigeants de partis et les ex-présidents de la République, pour forger un « nouveau contrat social ». Il serait fondé sur dix principes libéraux : notamment, l'équilibre budgétaire « non négociable », la propriété privée « inviolable » et les dépenses publiques réduites au niveau « historique » de 25% du PIB.

EUROPE

0605 George Galloway réélu à la Chambre des Communes

George Galloway a été élu au nom du parti travailliste à la Chambre des Communes lors de l'élection partielle de Rochdale, une ville à forte

proportion musulmane. Il n'y siégeait plus depuis 9 ans. Il s'était opposé à la guerre contre l'Iraq, apportant son soutien au peuple iraquien. Il soutient le peuple palestinien, affirme que le Royaume-Uni n'avait pas le droit de donner aux juifs un territoire qui ne lui appartenait pas, enfin il nie le droit d'Israël à exister en tant qu'État indépendant. Il a travaillé pour Russia Today, pour Al-Mayadeen et pour Press TV. Il a mené campagne sous le slogan : « Les habitants de Gaza ne peuvent pas voter, vous le pouvez ! ».

Rishi Sunak, Premier ministre, a qualifié son retour d'« inquiétant ». George Galloway lui a répondu : « Sunak a emprunté une voie dangereuse dans sa politique et le Parti travailliste est un antidote à l'extrémisme, pas un partisan de celui-ci ».

0606 La France inscrit le droit à l'avortement dans sa constitution

Le Congrès, c'est-à-dire les deux chambres réunies, a inscrit dans la Constitution, par 780 voix pour et 72 contre, la phrase : « La loi détermine les conditions dans lesquelles s'exerce la liberté garantie à la femme d'avoir recours à une interruption volontaire de grossesse ».

L'IVG est légalisée depuis l'adoption de la « loi Veil » du 17 janvier 1975. Elle n'est aucunement menacée en France. Il s'agit d'une réponse à l'abrogation par la Cour suprême des États-Unis de l'arrêt Roe v Wade qui en faisait un droit fédéral.

👉 Les débats sur l'avortement n'ont rien à voir aux États-Unis et en France : aux Amériques on discute du droit à avorter ou non, tandis qu'en Europe on s'intéresse à savoir à quel moment un embryon devient un être humain.

0607 L'armée allemande réfléchit aux armes nécessaires pour que l'Ukraine détruise le pont de Kertch

Des individus non-identifiés ont intercepté, le 19 février, une conférence vidéo de l'état-major allemand. RT l'a diffusée. Au cours des débats,

le général Ingo Gerhartz, chef d'état-major de l'armée de l'Air, et trois officiers supérieurs confirment le rôle de leurs collègues français et britanniques dans le maniement des missiles Scalp sur le champ de bataille en Ukraine. Ils évaluent également, entre 10 et 20, le nombre de missiles allemands Taurus qui serait nécessaire pour détruire le pont de Kertch sur la mer Noire. Ils semblent ignorer qu'une attaque allemande contre la Russie serait une déclaration de guerre et convaincus que toute opération secrète serait sans danger pour leur pays.

Selon *Der Spiegel*, la réunion n'aurait pas été sécurisée et se serait déroulée via Microsoft WebEx .

Le chancelier Olaf Scholz avait déjà évoqué la présence de soldats français et britanniques conseillant leurs homologues ukrainiens pour le maniement des Scalp.

Le ministère russe des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur d'Allemagne à Moscou, Alexander Graf Lambsdorff.

0608 Viktor Orbán constate la fin de l'hégémonie occidentale

Viktor Orbán, Premier ministre hongrois, a déclaré à la conférence des ambassadeurs de son pays, que l'époque de la domination occidentale touche à sa fin et qu'un nouvel ordre mondial se crée. Il a donné instruction pour établir de nouveaux partenariats avec des États souverains, sachant que la marge de manœuvre au sein de l'Otan et de l'Union européenne, ne laisse pas une grande latitude à son pays,

0609 Petr Pavel au secours de l'Ukraine

Le général Petr Pavel, président tchèque, a identifié 800 000 obus de 155 mm et 300 000 obus de 122 mm disponibles sur les marchés internationaux. Il sollicite les membres de l'Otan pour réunir les 1,5 milliards nécessaires à leur achat pour le front ukrainien.

0610 L'Union européenne devrait créer une zone provisoire de libre-échange avec l'Ukraine et la Moldavie

La Commission du Commerce international du Parlement européen a approuvé la suspension des droits d'importation de la Moldavie et de l'Ukraine pour une année.

0611 Pour la Russie, la Suède et le Danemark ont admis que ce sont les États-Unis qui ont saboté Nord Stream

Sergueï Narychkine, directeur du service russe de Renseignement extérieur (SVR), a déclaré que la clôture des enquêtes suédoise et danoise sur le sabotage des gazoducs *Nord stream* ne laissait plus de doute sur la responsabilité des États-Unis. Dès le début, tout les désignait, aujourd'hui eux seuls pouvaient contraindre ces deux pays à clôturer leurs enquêtes.

0612 Les ambassadeurs des membres de l'Otan à Moscou contre la Russie

Les ambassadeurs occidentaux à Moscou ont décliné, deux jours à l'avance, l'invitation de Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères. Ils étaient invités à une réflexion sur l'ingérence étrangère durant les prochaines élections.

Les ambassadeurs des membres de l'Otan soutiennent ouvertement une certaine forme d'opposition. Ils étaient présents aux obsèques d'Alexeï Navalny qu'ils ont présenté comme victime des tueurs du Kremlin, malgré les déclarations du SBU ukrainien reconnaissant qu'il n'avait pas été assassiné, mais était décédé de mort naturelle.

AFRIQUE

0613 Négociations sur la Palestine au Caire

Des diplomates états-uniens et des négociateurs israéliens ont multiplié les allers et venues au Caire. Tous venaient négocier avec le Hamas. Rien de crédible n'a filtré. La seule chose établie

est qu'Israël a refusé de discuter de la situation au Liban, considérant que c'est un dossier distinct de celui de la Palestine.

0614 Inquiétude égyptienne à propos de l'implication du général Abdul Fattah al-Burhan avec la Confrérie des Frères musulmans

Lors de sa visite en Égypte, le général soudanais, Abdul Fattah al-Burhan, a tenté de calmer les inquiétudes du président Abdel Fattah al-Sissi à propos de sa rencontre secrète, à Tripoli, avec l'ancien mufti El-Sadeq el-Gheryani. Ce dernier est en effet un des leaders de la Confrérie secrète des Frères musulmans.

Sans nier ses liens avec la Confrérie, le général Abdul Fattah al-Burhan a expliqué qu'il traitait chaque pays comme indépendant l'un de l'autre ; des explications qui n'ont pas rassuré ses interlocuteurs.

0615 En Égypte, les Frères musulmans hésitent à changer de stratégie

Alors que la Justice égyptienne vient de condamner à mort 8 Frères musulmans, Mahmoud Fathi a proposé de rassembler tous les groupes adhérant à l'Islam politique autour de la question gazaouie. Ce serait un moyen de rebondir pour la Confrérie des Frères musulmans, vu l'incapacité des Iraniens à influencer les événements et la soumission de l'Égypte aux États-Unis. Cependant la direction de la société secrète craint que cette stratégie ne dilue progressivement sa spécificité.

0616 Le Maroc ne tire aucun intérêt à sa normalisation avec Israël

Le Maroc n'est toujours pas parvenu à exfiltrer sa dizaine de ressortissants à Gaza, malgré ses accords de normalisation avec l'État hébreu.

0617 Échec de la médiation libyenne du conflit soudanais

Le « général » Mohamed Hamdan Dagalo (dit « Hemedti ») s'est rendu en Libye à l'invitation

d'Abdul Hamid Dbeibeh, Premier ministre du Gouvernement d'unité nationale. Cette visite faisait suite à celle de son rival, le général Abdul Fattah al-Burhan et avait pour but de rapprocher leurs points de vue. Aucun progrès ne semble avoir été accompli.

0618 Macky Sall s'en va

Sous la pression internationale, le président sénégalais, Macky Sall, a, en définitive, admis de ne pas imposer son dauphin pour lui succéder. Il a fixé la date de la prochaine élection présidentielle. Il consacre ses derniers jours à recevoir des amis européens dont il finance les campagnes électorales avec l'argent de son pays.

0619 Le Burkina Faso, le Mali et le Niger créent une force conjointe anti-jihadistes

Après avoir créé l'Alliance des États du Sahel (AES) et s'être retirés de la CEDEAO, le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont créé une force conjointe pour lutter contre les jihadistes. À terme, ils préparent une monnaie commune à la place du Franc CFA.

☞ Contrairement au narratif français, les États du Sahel se préparent à une guerre organisée par les États-Unis dans leur région afin de détruire toutes structures politiques et d'exploiter leurs ressources naturelles (stratégie Rumsfeld/Cebrowski). Ils ont expulsé les forces françaises lorsqu'ils ont compris que, tout en les protégeant des jihadistes, elles couvraient les activités pro-jihadistes des services secrets français (DGSE), en lien avec l'AfriCom. Les États du Sahel ont envisagé un accord avec les États-Unis, mais ils ont constaté que le Pentagone n'envisageait que de choisir des marionnettes locales et pas de changer de stratégie. Ils se sont alors ravisés.

ASIE

0620 Les FDI massacrent 112 personnes lors d'une distribution de nourriture

Selon l'[United Church of Christ](#), la majorité des 112 personnes décédées lors d'une distribution

d'aide alimentaire au rond-point de Naboulsi (sud de la ville de Gaza) ont été tuées par balles.

Selon le personnel soignant, 95 % des blessures seraient imputables à des balles.

Ce rapport contredit les premières constatations des FDI selon qui les victimes sont mortes piétinées, tandis que les soldats israéliens tentaient de rétablir l'ordre en tirant en l'air.

La semaine dernière, Samatha Power, directrice de l'USAID, s'était inquiétée en observant que les pillages de convois humanitaires n'intervenaient qu'en présence des forces de sécurité israéliennes (Cf. 0530)

La Ligue arabe a condamné « dans les termes les plus forts un acte barbare et brutal qui méprise totalement la vie humaine ».

António Guterres, secrétaire général des Nations unies, s'est déclaré « choqué » par le drame du 29 février et a plaidé pour « une enquête indépendante efficace ».

Le Conseil de sécurité de l'Onu s'est réuni en urgence et à huis clos.

Un nouveau massacre a eu lieu, quatre jours plus tard, au rond-point du Koweït, lors d'une nouvelle distribution d'aide humanitaire en présence des FDI.

L'Afrique du Sud a vu dans ce massacre la preuve qu'Israël n'appliquait pas l'ordonnance de la Cour internationale de Justice lui enjoignant de prendre des mesures afin de prévenir un éventuel génocide.

0621 Des colons juifs commencent à investir la Bande de Gaza

Selon le *Times of Israël*, 500 colons de Cisjordanie ont pénétré dans la bande de Gaza par le passage d'Eretz/Beit Hanoune pour poser les premières pierres de New Nisanit. Ils ont construit deux bâtiments en bois et en plastique à proximité de la barrière de séparation, pour relancer le mouvement de colonisation qui avait

Analyse du Réseau Voltaire

• « [L'idéologie de la guerre en Ukraine et en Israël](#) », par Thierry Meyssan

Les guerres d'Ukraine et de Gaza se ressemblent plus qu'on ne le croit, tout au moins si l'on connaît leur Histoire. Celle d'Ukraine n'a pas commencée avec l'opération militaire russe, mais avec les massacres au Donbass, tandis que celle de Gaza n'a pas débuté avec l'opération déluge d'Al-Aqsa, mais 75 ans plus tôt avec la Nakhsa. Sur le temps long, les responsables des deux guerres se réclament de la même idéologie.

été rompu en 2005, sous le mandat du Premier ministre Ariel Sharon.

Ils ont été évacués par les FDI.

0622 L'UNRWA prépare un rapport sur les tortures pratiquées par les FDI

Selon le *New York Times*, l'UNRWA termine la rédaction d'un rapport fondé sur une centaine de témoignages des tortures subies par les Gazaouis qui ont été emmenés en Israël pour interrogatoire. Il en resterait environ 3 000 là-bas. Le rapport comprend « des récits de détenus qui ont déclaré avoir été battus, dépouillés, volés, bandés, abusés sexuellement et privés d'accès à des avocats et à des médecins, souvent pendant plus d'un mois ».

0623 Démission en chaîne de responsables de la propagande israélienne

Selon la 14ème chaîne israélienne, de hauts responsables de l'appareil de propagande de l'armée d'occupation et un grand nombre de fonctionnaires du Département de l'information ont présenté leur démission. Parmi eux, les colonels Botbol et Moran Katz, ainsi que le lieutenant Richard Hecht.

La plupart des officiers démissionnaires serait proches du général Benny Gantz.

0624 Mohammad Barakeh dénonce la responsabilité collective de ceux qui soutiennent les massacres israéliens

Mohammad Barakeh, président de la Haute Commission arabe de suivi en Israël, a déclaré à *Haaretz*, au cours de la manifestation à Kafr Kana contre la guerre à Gaza, que « quiconque soutient cette guerre – de Biden au dernier soldat [israélien] qui tire sur un Palestinien – est en dehors de l'humanité et devrait être derrière les barreaux ».

0625 Le Comité pour la protection des journalistes dénonce les meurtres israéliens de journalistes

Le [Comité pour la protection des journalistes a écrit une lettre](#) au gouvernement israélien. Il déclare : « Nous, soussignés, sommes unis aux journalistes palestiniens dans leur appel à la sécurité, à la protection, et la liberté de signaler ce qui suit : Pendant près de cinq mois, les journalistes et professionnels des médias à Gaza – dans leur très grande majorité, les seules sources de reportages sur le terrain depuis le territoire palestinien – ont travaillé dans conditions sans précédent : au moins 89 personnes ont été tuées pendant la guerre, selon le Comité pour protéger les journalistes, plus de journalistes que jamais ont été tués dans un seul pays au cours d'une année entière. Ces journalistes – sur lesquels comptent les médias internationaux et la communauté internationale pour obtenir des informations sur la situation à l'intérieur de Gaza – continuent à rendre compte malgré de graves risques personnels. Ils continuent malgré la perte de membres de leur famille, d'amis et de collègues, la destruction de leurs maisons et de leurs bureaux, les déplacements constants, les coupures de communications et les pénuries de nourriture et de carburant. Les journalistes sont des civils et les autorités israéliennes doivent les protéger en tant que non-combattants conformément au Droit international. Les autorités violant cette règle de protection doivent être tenues pour responsables. Les attaques contre les journalistes sont aussi des attaques contre la vérité. Nous nous engageons à défendre la sécurité des

Thierry Meyssan en vidéo

• [Thierry Meyssan sur Radio principes TV](#)

Thierry Meyssan a participé à une très longue émission de Radio principes TV, une chaîne française et musulmane. Il y passe en revue les points communs des attentats du 11-Septembre et de l'opération Déluge d'Al-Aqsa. Il traite aussi bien du remplacement des diplomates français par des hauts fonctionnaires d'autres corps que de la fin des capacités de prospective des services secrets. Le débat se clôture avec l'analyse du massacre de Gaza.

• [La chronique de Thierry Meyssan sur *Le Courrier des stratèges*](#)

Thierry Meyssan poursuit sa chronique bimensuelle sur *Le Courrier des stratèges*. Cette fois-ci, il observe le conflit entre Washington et Tel-Aviv débuté avec la « [Conférence pour la Victoire d'Israël](#) », début février (et non pas avec le massacre des civils Gazaouis).

Il narre la fracture au sein de l'administration Biden et le renvoi de Victoria Nuland, puis celle au sein du cabinet de guerre israélien avec l'invitation de Benny Gantz à Washington et à Londres pour renverser le pouvoir de Benjamin Netanyahu et des suprémacistes juifs.

Selon lui, on se dirige vers un cessez le feu de six semaines à Gaza, pendant tout le ramadan, mais, pour le moment, pas vers la paix au Liban, ni en mer Rouge.

Interrogé sur la fin d'un « siècle juif », il déclare que ce concept est une erreur d'analyse. Les juifs sont un peuple comme les autres. Ils ne sont collectivement coupables de rien, mais ne sont pas plus collectivement exonérés de tout. Avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, il a existé un groupe fasciste juif, comme il a existé des groupes fascistes un peu partout dans le monde. Ils ont combattu les Alliés, puis ont été récupérés par eux durant la Guerre froide. Nous ne nous en sommes pas rendus compte, mais ne pouvons plus être aveugles depuis le massacre de Gaza. Ce n'est pas un problème judéo-musulman, mais le prolongement de la Guerre mondiale.

journalistes à Gaza, qui est fondamentale pour la protection de la liberté de la presse partout ».

Cette lettre est signée par les dirigeants des 36 médias suivants : ABC NEWS, Agence France-Presse, Al-Araby Al-Jadeed, The Asahi Shimbun, Associated Press, Association for International Broadcasters, BBC News, CNN Worldwide, Community Media Network, Daily Maverick, Daraj, Financial Times, The Guardian, Haaretz, The Independent, Inquirer Group of Companies, The Irish Times, ITN, ITV News, Los Angeles Times, Nawaiwaqt Group, Nation Media Group, NBC News, The New Yorker, The New York Times, Organización Editorial Mexicana, Postimees Grupp, Prospect magazine, The Quint, Rappler Inc., Reuters, The Sowetan, Der Spiegel, Süddeutsche Zeitung, The Washington Post, World Association of News Publishers (WAN-IFRA)

0626 50 journalistes internationaux réclament de pouvoir entrer dans la Bande de Gaza

50 journalistes internationaux anglophones, dont Christiane Amanpour de CNN, Jeremy Bowen de la BBC et Alex Crawford de Sky News, ont écrit une lettre ouverte aux autorités égyptiennes et israéliennes. Ils écrivent : « Nous exhortons les gouvernements israélien et égyptien à permettre un accès libre et sans entrave à Gaza pour tous les médias étrangers (...) Nous demandons au gouvernement israélien de donner publiquement l'autorisation aux journalistes internationaux d'opérer à Gaza et aux autorités égyptiennes d'autoriser les journalistes internationaux à accéder au passage de Rafah ».

0627 Yoav Gallant entre à nouveau en conflit avec Benjamin Netanyahu

Le 25 mars 2023, le général Yoav Gallant avait mis en cause, en conseil des ministres, la passivité du Premier ministre face à la préparation d'une attaque majeure par le Hamas (celle qui est survenue le 7 octobre 2023). Le soir, il donnait une conférence de

presse au cours de laquelle il mettait en cause la réforme judiciaire qui, à ses yeux, encourageait le Hamas à passer à l'acte et mettait ainsi en danger la survie d'Israël. Le lendemain, il était limogé avant d'être réintégré après des manifestations de soutien massives.

Le 29 février 2024, le général Yoav Gallant a donné une conférence de presse pour dénoncer le projet de prolongation de l'exemption des Haredi du service militaire. Le général Benny Gantz lui a immédiatement tweeté son soutien.

Itamar Ben-Gvir, ministre de la Sécurité nationale, l'a violemment mis en cause. Il lui a demandé s'il était membre du Likoud (qui a signé un accord prévoyant l'exemption des Haredi) ou du parti de Benny Gantz.

Selon Channel 12, des manifestants Haredi ont scandé : « Nous mourons, nous ne nous enrôlons pas dans l'armée » en bloquant l'autoroute de Jérusalem/Al-Qods.

L'exemption de service militaire pour les juifs Haredi expire le 31 mars.

Cette crise ne porte pas uniquement sur les relations des Haredi avec l'État. En toile de fond, les FDI traversent une profonde crise d'organisation. Il leur manquerait 7 500 officiers et sous-officiers.

On ignore l'importance réelle des pertes militaires des FDI à Gaza. Les estimations varient de 1 à 10. Selon les chiffres officiels environ 15 000 soldats auraient été physiquement blessés et 10 000 placés en soins psychiatriques.

0628 Avigdor Lieberman plaide pour des législatives anticipées

Avigdor Lieberman, président d'Israel Beytenou (« Israël est notre maison »), a changé d'opinion. Il a déclaré sur la radio de l'armée : « Le gouvernement a suivi son cours, il n'est plus capable de nous diriger et de nous unir... il n'a plus le droit d'exister (...) Nous avons accordé du crédit au gouvernement pendant cinq

mois », sans jamais présenter de motion de censure à la Knesset. Désormais, il nous faut des élections législatives anticipées.

0629 Manifestations israéliennes contre Benjamin Netanyahu

Des manifestations ont eu lieu ce week-end dans tout Israël contre le gouvernement. Les principales étaient à Tel-Aviv, Haïfa et Césarée.

0630 Benjamin Netanyahu pour la liberté de culte des musulmans

Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, est revenu sur l'interdiction de célébration du ramadan à la mosquée Al-Aqsa. Il a déclaré : « La politique israélienne a toujours été et sera toujours de maintenir la liberté de culte pour toutes les religions. C'est ainsi que nous avons bien sûr agi pendant les vacances du ramadan, et c'est ainsi que nous agissons maintenant. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour maintenir la liberté de culte sur le mont du Temple, tout en maintenant les besoins de sécurité et la sûreté, et nous permettrons au public musulman de célébrer la fête ».

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

0631 Israël accuse à nouveau l'UNRWA

Après avoir accusé 12 employés de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) d'avoir participé à l'attaque du 7 octobre, Israël a affirmé qu'au moins 450 employés de l'Agence étaient des membres du Hamas.

Le directeur de l'UNRWA, Philippe Lazzarini, a souligné qu'il remet chaque année une liste de son personnel à Israël et n'a jamais reçu la moindre remarque à ce sujet. Il souligne, en outre, qu'il attend toujours les preuves annoncées sur la culpabilité des 12 personnes accusées de terrorisme et n'a rien reçu non plus concernant ces 450 employés.

0632 Itamar Ben-Gvir demande des mesures contre Benny Gantz

Lors d'une réunion de son parti, Otzma Yehudit, ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, a déclaré : « Nous pensons qu'il est nécessaire d'ordonner la cessation des négociations et de passer à une autre phase de combat avec plus d'intensité ». Puis il a continué : « En voyant le comportement de Gantz, il faut prendre des décisions quant à la manière dont le gouvernement devrait se conduire lui-même ».

0633 Pouvoir juif demande un durcissement de la loi anti-terroriste

Zvi Sukkot, directeur de Otzma Yehudit (Pouvoir juif), a proposé de renforcer la législation antiterroriste. Le fait de parler positivement d'un terroriste et celui d'évoquer des actes terroristes sans les inciter deviendraient des crimes passibles de 13 ans d'emprisonnement.

0634 En Israël, des prisonniers en cages

Faute de place de prison, les services pénitentiaires israéliens utilisent des cages sans murs, ni lits, ni toilettes.

0635 La Jordanie et les États-unis larguent quelques repas sur les plages de Gaza

Les forces armées de Jordanie et des États-Unis ont procédé à leur premier largage joint d'aide humanitaire sur les plages de Gaza. Ils ont envoyé un total de 38 000 repas pour les 2,2 millions de Gazaouis. La semaine dernière la Jordanie opérait avec la France.

0636 Toutes les factions palestiniennes se rassemblent à Moscou

Toutes les factions palestiniennes se sont réunies à Moscou au grand complet. À l'issue de la séance, le Hamas s'est engagé par écrit à respecter la charte de l'OLP s'il y adhérerait. Celle-ci stipule la reconnaissance de l'État d'Israël.

0637 Pour Roni Strier, le gouvernement israélien ne peut pas s'exonérer de sa responsabilité

Le professeur Roni Strier, président du Conseil national de sécurité alimentaire (un organisme du ministère israélien de la Protection sociale), a déclaré : « Les règles [du Droit international humanitaire] exigent le maintien d'un approvisionnement constant en nourriture, en eau, en médicaments et autres produits de base pour la population civile (...) Le gouvernement israélien ne peut pas s'exonérer de la responsabilité de cette situation ».

0638 La Résistance islamique au Liban cible les FDI

La « Résistance islamique au Liban – Hezbollah » a ciblé plusieurs points de rassemblement de forces israéliennes à la frontière des deux pays.

0639 Mohammad Raad attend l'erreur d'Israël

Mohammad Raad, président du bloc parlementaire de la Fidélité à la Résistance (Hezbollah), a déclaré que « l'ennemi israélien s'approche rapidement du moment de sa disparition et de sa fin, car la brutalité ne crée pas du tout une victoire, mais plutôt l'image d'un crime et d'une vengeance (...) Nous disons à l'ennemi israélien que nous attendons qu'il commette une erreur majeure pour que nous mettions en jeu le sort de votre entité [c'est-à-dire de votre État] ».

0640 Le Hamas demande aux USA de cesser de livrer des armes à Israël

Osama Hamdan, un des porte-parole du Hamas, a déclaré lors d'une conférence de presse à Beyrouth, que son organisation demandait aux États-Unis plus encore que de l'aide humanitaire, de cesser de livrer des armes à Israël.

0641 Les États-Unis ne parviennent pas à conclure de paix séparée au Liban

Amos Hochstein a effectué une troisième visite au Liban depuis l'opération Déluge d'Al-Aqsa. Il n'est pas parvenu à faire avancer son point de vue. Sa visite avait pourtant été précédée de deux tentatives d'infiltration des FDI dans la zone contrôlée par le Hezbollah. Loin de le menacer, elles ont eu l'effet inverse, les commandos israéliens ayant rebroussé chemin en transportant leurs morts et blessés.

Les États-Unis, qui tentaient une dernière fois de dissocier le front libanais de celui de Palestine, ont dû conclure que, comme en mer Rouge, il ne sera pas possible de briser l'unité de l'Axe de la Résistance et de négocier des paix séparées.

0642 Des Forces spéciales néerlandaises et espagnoles sous couverture au Liban

Le Hezbollah a arrêté six soldats de l'armée néerlandaise dans la banlieue de Beyrouth. Il les a remis à la Direction du Renseignement libanais. Ils ont déclaré être chargés de préparer l'évacuation des ressortissants néerlandais du Liban, mais n'avaient pas été coordonnés avec leur ambassade. Celle-ci a immédiatement négocié leur libération.

Précédemment, la Résistance avait arrêté un étranger qui a avoué être un agent du Royaume d'Espagne. Là encore, après avoir prétendu s'être perdu, il a déclaré préparer l'évacuation de ses ressortissants et son ambassade est intervenue pour le récupérer.

☞ Les Libanais se souviennent que, durant la guerre civile, des commandos israéliens s'infiltraient dans le pays pour assassiner des dirigeants de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP). Souvent, ils prétendaient être d'autres nationalités. Ainsi, en 1973, Ehud Barak (futur Premier ministre israélien) s'était-il infiltré, déguisé en femme voilée, avec un passeport allemand. Ils craignent que les infiltrations actuelles soient coordonnées avec Israël pour assassiner des responsables du Hezbollah et de la Résistance palestinienne.

0643 Abdallah II inquiet de l'interdiction de célébrer le ramadan à Al-Qods

Ayman Odeh, Ahmad Tibi et Youssef Atauna, députés arabes à la Knesset, ont rencontré le roi Abdullah II en Jordanie. Le roi « a souligné la nécessité de mettre un terme aux mesures unilatérales à la mosquée Al-Aqsa et la nécessité d'une coopération avec toutes les parties concernées pour prévenir et freiner l'escalade, et a mis en garde contre la violence des colons contre les Palestiniens en Cisjordanie ».

0644 Le Canada et les Pays-Bas contre la Syrie devant la CIJ

Le Canada et les Pays-Bas ont introduit une requête contre la Syrie devant la Cour internationale de Justice : Ottawa et La Haye accusent Damas de torturer ses opposants.

0645 La Syrie se retient d'intervenir

Suite aux avertissements de Moscou, d'Oman et d'Abou Dhabi, les autorités syriennes ont demandé à toutes leurs associations et milices de ne pas intervenir contre Israël dans la période actuelle. Le pays est déjà épuisé et ne peut pas se permettre une nouvelle guerre. Le président syrien, Bachar el-Assad, a fait connaître sa position et son pays en reste là.

Une rencontre entre les présidents turc, Recep Tayyip Erdoğan, et syrien, Bachar el-Assad, pourrait avoir lieu sous les auspices de la Russie, une fois la situation en Palestine stabilisée.

0646 L'Iran revendique une part du gaz de Durra

L'Iran a vivement protesté auprès du Koweït, après que sa presse eut présenté le gisement de gaz de Durra comme se situant uniquement sur ses terres et celles de l'Arabie saoudite ;

Téhéran en revendique une part.

0647 L'Iran saisit du pétrole états-unien

La justice iranienne a saisi une cargaison de pétrole états-unienne en compensation des torts subis par des patients atteints d'épidermolyse bullosa (EB) qui avaient été privés de soins en raison des mesures coercitives unilatérales (qualifiées abusivement de « sanctions ») états-unienne.

☞ La société suédoise Muhnlycke Health Care avait refusé de vendre à l'Iran des médicaments contre l'EB au motif qu'elle encourait des sanctions US.

0648 Ansar Allah menace les navires britanniques

Hussein al-Ezzi, ministre adjoint des Affaires étrangères du gouvernement de Sanaa, a déclaré : « Le Yémen continuera à couler des navires britanniques (...) C'est un État voyou qui attaque le Yémen et s'associe avec les États-Unis pour parrainer les crimes en cours contre des civils à Gaza ».

0649 Les Anglo-Saxons coupent les communications au Yémen

Selon le gouvernement de Sanaa, « Les États-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne utilisent des méthodes hostiles et illégales dans leur guerre contre le Yémen afin de servir l'ennemi israélien afin qu'il continue de commettre le crime de génocide contre les Palestiniens dans la bande de Gaza ». Les Anglo-Saxons auraient coupé les câbles sous-marins de communication. « Sanaa tient à la sécurité et à la sûreté des câbles sous-marins ».

dans les eaux yéménites, conformément aux lois et accords internationaux », a-t-il poursuivi.

Selon Londres, au contraire, c'est un navire britannique, touché par des missiles des Houthis, qui, en dérivant à coupé les câbles sous-marins.

0650 Ansar Allah revoit sa stratégie

Ansar Allah (qualifiés de « Houthis » par la propagande atlantiste) a précisé qu'il ciblait désormais non seulement les navires israéliens ou faisant escale en Israël, mais aussi britanniques et états-uniens en raison du soutien militaire de leur pays au massacre des Gazaouis.

Simultanément, Ansar Allah a annoncé revoir sa stratégie militaire. Désormais des communications radio sont établies avec les navires croisant en mer Rouge pour s'assurer qu'ils respectent les décisions de Sanaa. Les opérations militaires ne sont lancées que si les navires tombent sous le coup des sanctions yéménites contre Israël et les Anglo-Saxons et s'ils refusent de rebrousser chemin. En outre, Ansar Allah a indiqué qu'il verserait une indemnisation à toute victime civile étrangère égale à celle qu'Israël reconnaîtrait à toute victime civile gazaouie.

Les États-Unis et le Royaume-Uni ont bombardé l'aéroport international Hodeidah après qu'Ansar Allah eut attaqué le vraquier états-unien *MV True Confidence*

☞ Aucun navire russe ou chinois n'a été attaqué. Beijing affirme n'être l'ennemi, ni l'allié militaire de personne, mais l'ami de tous. Moscou tente d'unir toutes les factions palestiniennes pour réaliser le plan des Nations unies énoncé dans la résolution 181 du 29 novembre 1947. La Russie et la Chine ont publiquement dénoncé le massacre des civils gazaouis et déclaré que le conflit en mer Rouge ne pourrait pas trouver de solution tant que la guerre se poursuit à Gaza.

0651 Les Iraniens boudent les urnes

Les élections législatives en Iran ont largement désavoué le régime du président Ebrahim Raïssi. Seuls 27 % des électeurs se sont déplacés durant les heures de scrutin, dont 12 % seulement à Téhéran. Les horaires d'ouverture des bureaux ont alors été prolongés de deux heures et le parti présidentiel a appelé à rameuter les électeurs. Cette extension des horaires a été prolongée à nouveau deux fois, jusqu'à ce que le taux de participation atteigne 40 %.

☞ Il y a plusieurs manières d'interpréter ce rejet du processus électoral. Il semble que les Iraniens ne voient plus de raison de soutenir un régime dont les résultats économiques sont catastrophiques (40 % d'inflation annuelle) et qui ne parvient pas pour autant à sauver les Gazaouis.

0652 Du lithium au Kazakhstan

L'Institut sud-coréen de géosciences et de ressources minérales (KIGAM) a reconnu avoir découvert des gisements de lithium d'une valeur de 15 milliards de dollars à l'Est du Kazakhstan.

0653 Bharat renforce sa présence dans l'océan indien

Alors que Bharat retire ses soldats des Maldives après que celles-ci eurent signé un accord de Défense avec la Chine, elle vient de terminer la construction de sa base navale de Minicoy (archipel Lakshadweep) pour prendre le relais.

En outre New Delhi a placé un escadron d'hélicoptères états-uniens MH-60R Seahawk au Kerala.

0654 Le PTI conteste l'élection du président de l'Assemblée pakistanaise

Sardar Ayaz Sadiq, membre de la Ligue musulmane du Pakistan (PML-N), a été largement élu à la tête de l'Assemblée nationale par les députés de son parti et ses alliés, au cours d'une séance perturbée par les soutiens du

Pakistan Tehreek-e-Insaf (PTI), le parti d'Imran Khan.

Au moment de voter, Omar Ayub Khan (PTI) a levé le poing au-dessus de sa tête et crié : « Qui sauvera le Pakistan ? » « Imran Khan », ont répondu en cœur les autres députés pro-PTI.

0655 Accrochage sino-philippin sur le second banc Thomas Shoal

Les gardes cotes chinois ont empêché une mission de ravitaillement de la Marine philippine du *BRP Sierra Madre* échoué sur le second banc Thomas Shoal. Ils sont entrés en collision avec le navire qu'ils ont endommagé.

La veille, Enrique Manalo, ministre philippin des Affaires étrangères, avait appelé la Chine à ne plus « harceler » son pays.

👉 Il y a 24 ans, les Philippines ont volontairement échoué le *BRP Sierra Madre* sur cet atoll afin de revendiquer leur souveraineté sur l'ensemble des îles Spratleys. Comme cette zone est administrée par la Chine, les 11 soldats qui occupent l'épave sont habituellement approvisionnés par largage depuis un avion.

La Chine assure que les Philippines s'étaient engagées à remorquer le *BRP Sierra Madre*. Nous n'avons pas trouvé trace de cette décision.

0656 La Corée du Sud accuse une nouvelle fois la Corée du Nord de hacker ses serveurs

Selon le Service sud-coréen du Renseignement (NEI), ce sont les hackers nord-coréens du groupe Lazarus qui ont attaqué les serveurs de la Cour suprême, probablement à la recherche de documents financiers confidentiels d'entreprises de semi-conducteurs.

👉 Il est extrêmement difficile, sinon impossible, d'identifier des hackers. Le NIE, quant à lui, affirme dans 20 % des cas ne parvenir à les identifier et dans les 80 % qu'ils sont Nord-Coréens.

0657 Le scandale de la « secte Moon » piétine au Japon

Takumi Shibata, leader du Nippon Ishin no Kai (Parti de l'innovation japonaise) au Sénat, a demandé que 32 parlementaires du Parti libéral-démocrate (PLD) soient auditionnés par le Comité de l'éthique politique.

Fumio Kishida, Premier ministre, a infirmé la rumeur selon laquelle il dissoudrait le Parlement courant avril.

Kiyomi Tsujimoto, vice-président exécutif du principal parti d'opposition, le Parti démocrate constitutionnel, a proposé de considérer les parlementaires responsables des crimes et délits commis en leur nom par leurs trésoriers.

Toshimitsu Motegi, numéro 2 du Parti libéral-démocrate, a systématiquement transféré, pendant au moins 14 ans, une grosse somme du PLD vers deux autres structures lui permettant d'en masquer l'utilisation. À ce jour, aucun membre de la faction Motegi n'a été inculpé.

👉 Depuis le début du scandale des fonds secrets (Cf. VAI n°66) on sait qu'au moins 500 millions de dollars ont été versés à 99 députés du PLD de source inconnue entre 2018 et 2022. Il s'est rapidement avéré que ces fonds proviennent de l'Église de l'Unification (dite « secte Moon »), sans que l'on puisse en savoir la contrepartie. Quatre mois plus tard, six personnes ont été mises en examen, mais toutes les questions restent ouvertes.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

0658 Volker Turk relance la rumeur des crimes chinois au Xinjiang

L'Autrichien Volker Turk, haut-commissaire des Nations unies pour les Droits de l'homme, a accusé la Chine populaire de graves infractions au Xinjiang et au Tibet.

👉 Volker Turk n'avait jamais repris les allégations de son prédécesseur, la Chilienne

Michelle Bachelet, qui, quelques heures avant la fin de son mandat, avait évoqué d'éventuels « crimes contre l'humanité » commis contre les Ouïghours.

Selon les États-Unis, la Chine aurait interné 1 million de musulmans Ouïghours dans le cadre de sa lutte contre le jihadisme ; allégation violemment contestée par Beijing.

0659 Tedros Adhanom Ghebreyesus scandalisé par le bombardement de tentes de civils à Gaza

[Tedros Adhanom Ghebreyesus](#), directeur général de l'OMS, a déclaré : « Les informations selon lesquelles les tentes abritant des personnes déplacées à Rafah ont été bombardées - tuant 11 personnes et en blessant 50 autres, y compris des enfants - sont scandaleuses et inqualifiables ». Il a poursuivi : « Nous exhortons Israël à cesser le feu ».

0660 L'agence Onu-Femmes dénonce une guerre contre les femmes à Gaza

L'Agence des Nations unies pour l'égalité des hommes et des femmes, a tweeté : « La guerre contre-Gaza est une guerre contre les femmes. Selon les estimations, au moins 9 000 femmes ont été tuées à ce jour à Gaza. Les femmes continuent de subir ses effets dévastateurs. Nous réitérons notre appel en faveur d'un cessez-le-feu humanitaire immédiat ».

0661 L'ASEAN et l'Australie réaffirment leur appartenance à un « monde fondé sur des règles »

L'Association of Southeast Asian Nations (ASEAN) et l'Australie ont tenu un sommet commun. Ils ont réaffirmé que la paix régionale passait par le respect des « règles », et non par celui du Droit international. L'Australie a annoncé des aides à l'exportation et des prêts orientés principalement vers le financement d'infrastructures et de projets d'énergie renouvelable.

👉 L'ASEAN a été créée durant la Guerre froide, à l'initiative des États-Unis, pour lutter contre le communisme. Elle est progressivement devenue une zone de libre-échange.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),
46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros.

Les abonnements sont automatiquement renouvelés.

Pour annuler le renouvellement de votre abonnement : envoyez à l'avance un e-mail à thierry.meyssan@voltaire.net.

Pour nous écrire, ne répondez pas aux mails automatiques vous informant des liens de téléchargement. Ils ne nous parviennent pas. Mais composez vous-même l'adresse courriel de votre destinataire.

Voltaire

Actualité internationale

N°78 - 15 mars 2024

ÉDITORIAL

0662 Israël se prépare à attaquer le Liban

Israël se prépare à attaquer le Liban, soit à la fin du ramadan, à la mi-avril, soit plus tôt encore. Son objectif serait de créer une zone tampon en territoire libanais au sud du fleuve Litani, comme il avait vainement tenté de le faire en 2006. Il s'est donc d'abord engagé dans une destruction systématique de toutes les infrastructures construites dans cette zone par le Hezbollah depuis quatorze ans.

De manière à se prévenir d'accusations de crimes de guerre, les FDI ont largué des tracts au Sud du Liban. On peut y lire : « Habitants du Sud, le Hezbollah met en danger votre vie, celle de vos familles et de vos maisons. Le Hezbollah installe ses membres et ses dépôts d'armes dans vos quartiers ». Ils peuvent ainsi faire valoir qu'ils n'ont pas ciblé de population civile, mais au contraire les ont prévenues à l'avance.

Depuis le début de l'opération « Glaive de fer », les FDI ont bombardé 4 500 cibles, principalement situées au Sud, mais aussi à Baalbeck, tout en évitant de s'en prendre aux autres composantes de la société libanaise. Le gouvernement Netanyahu espère que l'absence d'unité du pays lui permettra de détruire progressivement l'arsenal du parti de Dieu, sans susciter de réaction notable. Il revendique avoir déjà éliminé 300 combattants chiïtes. Le Hezbollah en reconnaît 244.

L'unité 8200 des FDI intercepte toutes les communications téléphoniques et internet libanaises ainsi que presque toutes les caméras de sécurité des particuliers. Elle recoupe ces informations et parvient à identifier presque toutes ses cibles humaines et physiques. C'est ainsi qu'elle a pu, par exemple, localiser le leader du Hamas opposé aux Frères musulmans, Saleh Al-Arouri, en janvier et l'assassiner (cf. 0001).

Simultanément, Israël se prépare à une riposte d'ampleur du Hezbollah. Il vient d'acheter des [installations portuaires à Larnaca](#) (Chypre) en préparation de la destruction du port d'Haïfa. Ces installations seront, de toute manière, utilisées par la suite pour établir le couloir de transport reliant l'Inde à l'Europe, via Israël.

Identiquement, de nombreux parkings souterrains ont été aménagés au Nord de l'État hébreu pour accueillir des civils en cas de bombardements. Outre l'installation de sanitaires, de conduits d'aération, de médicaments et de mobilier, de la nourriture pour deux jours y sera stockée.

AMÉRIQUES

0663 Kamala Harris distingue le gouvernement et le peuple israélien

Kamala Harris, vice-présidente des États-Unis, a déclaré dans une interview accordée à *CBS News* qu'« il est important de faire la distinction entre le gouvernement israélien et le peuple israélien. Le peuple israélien a le droit à sa sécurité, tout comme les Palestiniens ».

0664 Joe Biden aborde Benjamin Netanyahu en chrétien

Le président des États-Unis, Joe Biden, a déclaré par inadvertance devant un micro allumé : « Je lui ai dit, Bibi, et ne le répétez pas, mais vous et moi allons avoir une réunion « viens à Jésus » (*Come to Jesus*) ».

0665 En cas d'attaque de Rafah, les États-Unis pourraient ne plus livrer d'armes à Israël

35 représentants et 13 sénateurs, tous du Parti démocrate, ont averti le président Joe Biden qu'une invasion de Rafah violerait le *Mémorandum de sécurité nationale*. Les États-Unis ne devraient alors plus soutenir militairement Israël.

0666 La « ligne rouge » de Joe Biden

Interviewé par [Jonathan Capehart sur MSNBC](#), le président états-unien, Joe Biden, a déclaré que Benjamin Netanyahu « nuit plus à Israël qu'il ne l'aide ». Il a décrit une possible attaque de Rafah comme une « ligne rouge ». Il a évoqué la possibilité « de couper tous les envois le munitions pour qu'il ne soit plus protégé par le Dôme de Fer ».

☞ Au cours de l'entretien, Joe Biden a semblé se contredire lui-même. Sa « ligne rouge », c'est l'attaque de Rafah, cependant il ne « laissera jamais tomber Israël ». Dans la pratique, il pourrait accepter que Rafah soit attaqué pour lutter contre le Hamas, mais pas pour expulser les Palestiniens de chez eux.

0667 Le Message de Joe Biden aux musulmans

Dans son [message à l'occasion du ramadan](#) le président états-unien, Joe Biden, a écrit : « Alors que les musulmans se rassemblent dans le monde entier au cours des jours et des semaines à venir pour rompre leur jeûne, les souffrances du peuple palestinien seront à l'esprit pour beaucoup. Pour moi aussi. Les États-Unis continueront de diriger les efforts internationaux visant à obtenir davantage d'aide humanitaire à Gaza par voie terrestre, aérienne et maritime. Au début de cette semaine, j'ai demandé à nos militaires de diriger une mission d'urgence pour établir une île artificielle temporaire au large de Gaza qui puisse permettre de débarquer d'importantes cargaisons d'aide. Nous effectuons par ailleurs des parachutages d'aide, en coordination avec nos partenaires internationaux, y compris la Jordanie. Et nous continuerons à travailler avec l'État hébreu pour étendre les livraisons par voie terrestre, en insistant pour qu'il facilite davantage d'itinéraires et ouvre davantage de points de passage pour obtenir plus d'aide pour un plus grand nombre de personnes. Alors que nous obtenons davantage d'aide vitale à Gaza, les États-Unis continueront de travailler sans relâche pour établir un cessez-le-feu immédiat et durable pendant au moins six semaines dans le cadre d'un accord qui libère des otages. Et nous continuerons à construire un avenir à long terme de stabilité, de sécurité et de paix. Cela inclut la "solution à deux États" pour garantir que les Palestiniens et les Israéliens partagent des dispositions égalitaires de liberté, de dignité, de sécurité et de prospérité. C'est la seule voie vers une paix durable ».

☞ Précisément, la « solution à deux États » s'oppose à celle des Nations unies, qui ont prévu dès 1948, un État binational. Celle-ci instaurerait une parfaite égalité en droits des juifs et des arabes, alors que la formule retenue par les Anglo-Saxons (et qui n'est autre que la dernière proposition coloniale de l'Empire) n'assure que l'égalité en droits des juifs entre eux et des arabes entre eux.

0668 Le Pentagone a approuvé plus de 100 contrats de livraisons d'armes à Israël

Selon le *Washington Post*, s'appuyant sur un exposé confidentiel du Congrès, « Les États-Unis ont discrètement approuvé et livré plus de 100 contrats de ventes militaires étrangères distinctes à l'État hébreu » depuis le début de la guerre en octobre. Ces ventes comprenaient des « milliers de munitions guidées de précision, des bombes de petit diamètre, des armes légères et d'autres formes d'aide mortelle ».

0669 Le Pentagone dément avoir eu des communications avec des extraterrestres

Aucune preuve ne vient étayer les affirmations selon lesquelles des éléments obscurs au sein du gouvernement états-unien auraient pris contact avec des formes de vie extraterrestres, auraient procédé à la rétro-ingénierie de vaisseaux spatiaux extraterrestres ou auraient systématiquement caché ces informations au public pendant des décennies, selon un [rapport du Pentagone](#).

0670 Démission d'Ariel Henry

Le Premier ministre et président par intérim haïtien auto-proclamé, Ariel Henry, a démissionné à l'issue d'une réunion de l'Onu, des États-Unis, du Canada, de la France, de la Caricom, du Mexique, du Bénin et du Kenya. Il a cependant déclaré continuer à gérer les affaires courantes depuis Porto-Rico (USA). La démission du « président » Ariel Henry était la principale revendication de Jimmy Cherizier, alias « Barbecue », le parrain du gang G9.

EUROPE

0671 François invite l'Ukraine à négocier la paix

Dans une interview à la Radio-Télévision suisse (RTS) non encore diffusée, le pape François, interrogé sur la situation de l'Ukraine, a appelé à ne pas avoir « honte de négocier avant que les choses n'empirent ». « Je crois que les plus forts

sont ceux qui voient la situation, pensent aux gens et ont le courage de hisser le drapeau blanc et de négocier », a-t-il estimé. « Négocier est un mot courageux », a-t-il ajouté.

Dmytro Kuleba, ministre ukrainien des Affaires étrangères, lui a répondu : « Notre drapeau est jaune et bleu. C'est le drapeau pour lequel nous vivons, mourrons et triompherons. Nous ne hisserons jamais d'autres drapeaux (...) Quand il s'agit de drapeau blanc, nous connaissons la stratégie du Vatican lors de la première partie du XXe siècle. J'appelle à éviter de répéter les erreurs du passé et à soutenir l'Ukraine et son peuple dans son combat pour la vie ».

Volodymyr Zelensky, président ukrainien, a commenté, quant à lui, que les personnalités religieuses qui tentent d'aider l'Ukraine sont « avec le peuple, et non quelque part, à deux mille cinq cents kilomètres ».

Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin, a commenté les propos de François : « L'idée évoquée par [le pape] est tout à fait compréhensible ». « Vous savez que [le président russe Vladimir Poutine] a parlé à plusieurs reprises de notre volonté et de notre ouverture à résoudre nos problèmes par la négociation et c'est la voie privilégiée ».

0672 La classe dirigeante britannique et la définition de l'extrémisme

Michael Gove, ministre des communautés, prépare un nouveau plan de lutte contre les extrémismes. Son projet accorde une place centrale aux idéologies et non plus aux comportements. Il pourrait mettre en cause toute forme de contestation du régime politique britannique.

Quelques illustres personnalités ont alors rendu cette lettre publique : « La sécurité des citoyens est la première responsabilité du gouvernement. Il est donc essentiel de traiter l'extrémisme étant donné les menaces réelles des extrémistes islamistes, des extrémistes d'extrême droite et d'autres.

Il faut un consensus aussi large que possible si nous réussissons à le marginaliser et à le vaincre.

À la hauteur des élections générales, il est particulièrement important que ce consensus soit maintenu et qu'aucun parti politique n'utilise la question pour rechercher un avantage tactique à court terme.

Nous exhortons le Parti travailliste et le parti conservateur à travailler ensemble pour construire une compréhension commune de l'extrémisme et une stratégie qui puisse résister à l'épreuve du temps, quel que soit le parti qui remporte une élection.

Notre pays est plus efficace dans la lutte contre l'extrémisme lorsque nous le faisons ensemble ».

0673 Nigel Farage conteste l'élection de George Galloway

Nigel Farage, ancien leader du Brexit, a mis en cause l'élection de George Galloway à Rochdale (cf. 0605). Il attire l'attention sur le nombre particulièrement élevé de votes par correspondance : 43,2 %.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

0674 Stéphane Séjourné prépare une coalition de troupes étrangères en Ukraine

Stéphane Séjourné, ministre français des Affaires étrangères, s'est rendu en Lituanie où il a rencontré ses homologues de la Baltique et de l'Ukraine pour soutenir l'idée que des troupes étrangères pourraient finir par aider l'Ukraine dans des domaines tels que le déminage.

☞ Le Droit international n'interdit pas d'envoyer des troupes dans un pays en guerre pourvu qu'elles ne participent pas aux combats. Le Royaume-Uni, la France, la Pologne et les États baltes s'opposent à l'Allemagne sur ce sujet. Les premiers entendent organiser des actions communes de déminage et de formation, les seconds ne veulent pas mettre les pieds en Ukraine.

0675 Inculpation d'Émile Salamé à Paris

Émile Salamé, fils de Raja Salamé et neveu de Riad Salamé, ancien gouverneur de la Banque du Liban, a été mis en examen à Paris pour association de malfaiteurs délictuelle, blanchiment en bande organisée et recel. Il a assuré tout ignorer de l'origine délictueuse des fonds que lui ont été transmis par son père et ne pas avoir participé à un quelconque délit.

0676 L'Assemblée nationale ratifie le Traité de Défense franco-ukrainien

L'Assemblée nationale a ratifié le Traité de Défense franco-ukrainien. Les orateurs ont tous considéré la Russie comme « l'agresseur ».

- Ils n'ont pas accordé de crédit aux propos du président russe, Vladimir Poutine, qui avait qualifié, en mars 2022, les autorités ukrainiennes de « [bande de drogués et de néo-nazis](#) ».

Pourtant :

- septembre 2023, le Parlement, le gouvernement et l'état-major canadiens ont applaudi à tout rompre l'ancien SS [Yaroslav Hunk](#) en présence du président Volodymyr Zelensky ;

- l'ordinateur de Hunter Biden (administrateur de la société d'hydrocarbures ukrainienne Burisma et fils du président des États-Unis) a attesté de manière indiscutable que lui et ses associés ukrainiens étaient plus préoccupés de consommer des drogues que de l'avenir de l'Ukraine.

• Ils n'ont pas accordé plus de crédit aux propos du président François Hollande au *Kyiv Independent*. Il reconnaissait avoir signé les accords de Minsk, non pas pour sauver la paix, mais pour se donner le temps de préparer la guerre actuelle.

0677 Manifestation contre l'amnistie des séparatistes catalans

400 000 manifestants se sont rassemblés, place de Cybèle à Madrid, pour s'opposer à la loi d'amnistie pour les séparatistes catalans et réclamer la démission du gouvernement de Pedro Sánchez.

0678 Percée des populistes au Portugal

Le résultat des élections législatives au Portugal a donné :

- Alliance démocratique (AD) – Luís Montenegro, 29,50 % des suffrages exprimés , 79 sièges ;
- Parti socialiste (PS) – Pedro Nuno Santos, 28,66 % des suffrages exprimés, 77 sièges ;
- Chega (CH) – André Ventura, 18,06 % des suffrages exprimés, 48 sièges ;
- Initiative libérale (IL) – Rui Rocha, 5,08 % des suffrages exprimés, 8 sièges ;
- Bloc de gauche (BE) – Mariana Mortágua (pt), 4,46 % des suffrages exprimés, 5 sièges.

L'Alliance démocratique (sociaux-démocrates) n'obtient qu'une majorité relative. Le Parti socialiste connaît un recul historique, tandis que Chega (populistes) réalise une percée notable. Un gouvernement de coalition sera particulièrement difficile à former.

0679 Robert Jucci accuse l'Otan d'être impliquée dans l'assassinat d'Aldo Moro

Roberto Jucci, ancien commandant général des carabinieri, a donné un entretien à *La Repubblica*.

Le vieil homme (98 ans) y raconte comment il fut exclu de l'enquête sur l'enlèvement de l'ancien président du conseil italien, [Aldo Moro](#) (1978). Selon lui, l'opération fut supervisée par

les États-Unis pour empêcher un gouvernement avec la participation des communistes.

0680 Isaac Herzog contesté par les juifs et les musulmans d'Amsterdam

Le musée de l'Holocauste d'Amsterdam avait invité à son inauguration le président israélien, Isaac Herzog, bien avant l'opération « Glaive de fer ». Celui-ci s'y est rendu malgré les manifestations des organisations juives et palestiniennes ainsi que de l'Internationale socialiste. Amnesty International avait balisé le sol, suggérant qu'Isaac Herzog devrait se rendre à la Cour internationale de Justice (CIJ) où son pays est jugé.

Les remarques du président Herzog selon lesquelles non seulement des combattants, mais aussi « une nation entière » sont responsables de l'attaque du 7 octobre et qu'il combattrait « jusqu'à ce que nous brisions leur épine dorsale » ont été citées par l'Afrique du Sud dans le cadre de son procès devant la CIJ. Il a assuré que ses commentaires avaient été déformés.

Par ailleurs, Isaac Herzog a rencontré Geert Wilders, chef du Parti pour la liberté (PVV). Il considère l'islam comme une « forme de fascisme » et le *Coran* comme équivalent à *Mein Kampf*.

0681 Des ONG poursuivent le Danemark pour complicité de génocide

Amnesty International Danemark, Oxfam Danemark, MS Action Aid et l'organisation palestinienne de défense des Droits de l'homme Al-Haq, ont annoncé qu'ils engageaient une action en justice contre le gouvernement danois. Ces ONG lui reprochent de livrer des armes à Israël malgré le risque avéré de génocide.

Erratum

Dans certaines éditions du numéro 77, de *Voltaire, actualité internationale*, nous avons par erreur assimilé les missiles de croisière Scalp à des drones (cf 0607).

0682 Les Allemands ne souhaitent pas s'impliquer davantage avec l'Ukraine et Israël

L'Institut [Infratest Dimap](#) a réalisé un sondage auprès des électeurs allemands pour la chaîne publique ARD.

La majorité s'oppose au transfert de missiles Taurus vers l'Ukraine, pensant qu'ils augmenteraient les risques de guerre. Seuls les électeurs des Verts et du FPD sont d'avis contraire.

Six Allemands sur dix approuvent la décision du chancelier, Olaf Scholz, d'augmenter les dépenses militaires à hauteur de 2 % du PIB (comme l'exige l'Otan). Selon eux, ce serait un moyen de repousser les risques de guerre. Seuls les électeurs des Verts, du FPD et de BSW s'y opposent.

61 % se demandent si l'opération israélienne « Glaive de fer » est justifiée par l'attaque du 7 octobre. 62 % estiment qu'Israël est responsable du massacre à Gaza.

0683 La Finlande saisira les véhicules immatriculés en Russie

À partir du 15 mars, la police finlandaise saisira tout véhicule immatriculé en Russie.

Il s'agit-là d'une application des mesures coercitives unilatérales de l'Union européenne interdisant l'importation de voitures fabriquées en Russie.

0684 Petr Pavel a réuni des munitions pour l'Ukraine

Petr Pavel, président tchèque, a déclaré : « Depuis ce matin, nous avons collecté le montant total [1,5 milliards d'euros] pour l'achat de toutes les munitions, soit 800 000 pièces ». Elles seront bientôt acquises et expédiées en Ukraine.

0685 Le Conseil de l'Union européenne s'opposera-t-il à une attaque de Rafah ?

Le Conseil de l'Union européenne délibérera le 21 mars d'une déclaration dans laquelle on peut lire : « Le Conseil européen demande instamment au gouvernement israélien de s'abstenir d'une opération au sol à Rafah, où plus d'un million de Palestiniens cherchent actuellement à se mettre à l'abri des combats et à avoir accès à l'aide humanitaire ».

0686 L'Union européenne ouvre les négociations d'adhésion de la Bosnie-Herzégovine

La Commission européenne a officiellement ouvert les négociations d'adhésion de la Bosnie-Herzégovine. Les Serbes de La République serbe de Bosnie n'y ont pas fait opposition dans la mesure où l'adhésion simultanée de la Serbie les réunifierait. Par contre, les États membres de l'Union ne les ont pas publicisées dans la mesure où la majorité des électeurs y est opposée.

0687 Philippe Lazzarini explique l'enjeu de l'UNRWA

Philippe Lazzarini, commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), a déclaré à la Radio-Télévision suisse (RTS) : « L'agence risque de mourir, elle risque d'être démantelée (...) Ce qui est en jeu, c'est le sort des Palestiniens à Gaza à court terme, qui traversent une crise humanitaire sans précédent ».

Les principaux bailleurs de fonds ont interrompu leurs versements suite aux accusations israéliennes de collusion de l'agence avec le Hamas.

L'Union européenne, le Canada, l'Espagne et la Suède ont repris leur financement.

0688 La Justice suisse poursuit Rifaat el-Asaad

La Justice suisse a décidé de juger Rifaat el-Assad pour crimes de guerre et crimes contre l'Humanité.

☞ Rifaat el-Assad joua un rôle dans le coup d'État qui porta son frère, Hafez el-Assad, au pouvoir en Syrie. En retour, il fut nommé vice-président. Durant la guerre du Liban, il développa le commerce des drogues. En 1982, il réprima la tentative de coup d'État de la Confrérie des Frères musulmans à Hama avec une cruauté notable. Il mitrailla en hélicoptère les terroristes dans la cour de la prison où il les détenait. Il fut alors éloigné du pouvoir. En 1984, il organisa un coup d'État manqué contre son frère. Celui-ci refusa de le juger et l'exila. Il se plaça alors au service de l'Arabie saoudite. Résidant en France, il organisa un attentat contre un journal arabe qui l'avait brocardé. Ami personnel du président François Mitterrand, avec lequel il jouait régulièrement au golf, il ne fut pas poursuivi.

0689 La Suisse saisit 8 milliards de dollars de fonds russes gelés

La Suisse, qui a gelé plus de 8 milliards de dollars de réserves de l'État russe dans ses institutions financières, a été autorisé par son parlement à les consacrer à un mécanisme de réparation au profit de l'Ukraine conforme au Droit international. Or, le Droit international consacre le principe d'immunité des États.

Le ministère russe des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadrice de Suisse à Moscou, Krystyna Marty Lang.

0690 La Russie interdit son entrée à des personnalités baltes

Le ministère russe des Affaires étrangères a publié une liste des personnalités les plus hostiles au pays qu'il a privé du droit d'y entrer. Elle comprend les Premiers ministres de Lettonie et d'Estonie Evika Silina et Kaja Kallas, ainsi que les ministres lettons, lituaniens et estoniens des

Affaires étrangères, Krisjanis Karins, Gabrielijs Landsbergis et Margus Tsahkna, le ministre letton de la défense Andris Spruds, le ministre letton de l'intérieur, Rihards Kozlovskis, le commandant de l'armée lituanienne, le général Valdemaras Rupsis, les anciens présidents lettons Vaira Vike-Freiberga et Egils Levits et l'ancien président estonien Kersti.

AFRIQUE

0691 Stagnation politique en Libye

Les présidents du Haut Conseil d'État, Mohammed Takala, du Conseil présidentiel, Mohamed el-Meni et de la Chambre des représentants, Aguila Saleh, se sont rencontrés au Caire à l'invitation du secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Aboul Gheit. Sans surprise, ils ne sont pas parvenus à s'entendre.

Le Premier ministre, Abdelhamid Dbeibah, n'est plus soutenu par les hommes d'affaires de Misrata (historiquement liés à la Turquie). Le maréchal Haftar est courtisé par les Russes qui comptent installer une base navale à Tobrouk et un centre d'entraînement pour leurs mercenaires africains à côté de Benghazi.

0692 Karim Wade demande l'annulation du scrutin présidentiel sénégalais

Karim Wade, dont la candidature a été exclue du scrutin pour double nationalité, a entrepris de faire annuler la convocation de l'élection présidentielle au 24 mars.

Karim Wade, fils de l'ancien président Abdoulaye Wade, a été condamné en 2015 pour enrichissement illicite à une amende d'environ 210 millions d'euros et à 6 ans de prison ferme. Au cours du même procès, il a été blanchi des accusations de détournement d'argent public. Gracié par le président Macky Sall, en 2016, il a quitté la prison et s'est réfugié au Qatar.

Considérant qu'il n'était pas coupable de corruption ou de blanchiment, le Tribunal de grande instance de Paris et le Tribunal

correctionnel de Monaco se sont opposé à la saisie de ses biens

0693 Laurent Gbagbo sera candidat à la présidentielle ivoirienne de 2025

L'ancien président Laurent Gbagbo sera le candidat du Parti des peuples africains Côte d'Ivoire, le PPA-Côte d'Ivoire, à l'élection présidentielle de 2025.

☞ Laurent Gbagbo fut président de 2000 à 2011. D'abord inféodé aux États-Unis, il opéra progressivement un virage favorable aux intérêts de son pays. Les Occidentaux menèrent alors campagne contre lui en jouant sur les clivages ethniques du pays. Le Nord rebelle s'affronta au Sud loyaliste. En 2004, les forces françaises qui s'étaient interposées sont attaquées par des avions ivoiriens pilotés par des mercenaires biélorusses et par des snipers du Mossad israéliens. Des documents publiés par Wikileaks suggèrent une manipulation occidentale pour justifier une intervention militaire. L'élection présidentielle de 2011 est contestée. La France intervient pour arrêter Laurent Gbagbo et le traduire devant la Cour pénale internationale, ainsi que pour placer Alassane Ouattara à la présidence. Cependant, à l'issue de huit ans de procès, Laurent Gbagbo est blanchi par la CPI.

ASIE

0694 Benjamin Netanyahu pour l'éradication du Hamas

Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, a déclaré : « Les FDI continueront d'opérer contre tous les bataillons du Hamas dans toute la bande de Gaza, y compris Rafah – le dernier bastion du Hamas. Quiconque nous dit de ne pas agir à Rafah nous dit de perdre la guerre et cela n'arrivera pas. Nous agissons fermement dans les autres secteurs contre quiconque cherche à nous détruire, y compris sur le front nord (...) Il y a une pression internationale qui augmente, mais c'est précisément lorsqu'elle augmente que nous devons resserrer les rangs et nous opposer aux tentatives d'arrêter la guerre ».

0695 Nadav Argaman dénonce le gouvernement désastreux de Benjamin Netanyahu

Nadav Argaman, ancien directeur du Shin Bet, a déclaré lors de la conférence annuelle de l'Institute for National Security Studies (INSS) : « Avant toute chose, nous devons remplacer ce gouvernement désastreux, nous n'avons pas d'autre choix (...) Son échec nous prive d'un avenir différent dans la bande de Gaza. Il nous empêche de former une coalition dirigée par les États-Unis avec la participation d'États sunnites contre l'Iran ».

0696 730 universitaires israéliens dénoncent la catastrophe humanitaire à Gaza

730 universitaires ont appelé le gouvernement israélien à « prendre des mesures urgentes pour prévenir la famine dans la bande de Gaza » avant que « la catastrophe humanitaire devienne incontrôlable, cause des morts massives et devienne une tache indélébile ». « Nous avons tous été choqués par l'attaque terroriste meurtrière du Hamas le 7 octobre, qui s'est accompagnée d'un grave coup de pied de toutes les normes humaines fondamentales, et qui se poursuit avec la détention criminelle des otages israéliens - qui doivent être immédiatement libérés - et la fusillade aveugle de civils israéliens. C'est précisément pour cette raison que nous ne pouvons pas rester à l'opposé de la catastrophe humanitaire qui se déroule sous nos yeux ces dernières semaines dans la bande de Gaza ».

Parmi les signataires figurent les professeurs Eva Illouz, Nadav Davidovitch, Ruth Halperin-Kaddari Avishai Margalit et Oded Goldreich

0697 Les rapporteurs des Nations unies demandent à pouvoir enquêter en Israël

Alice Jill Edwards, rapporteure spéciale des Nations unies sur la torture, a demandé à se rendre en Israël. Elle a été chargée, en collaboration avec son collègue, Morris Tidball-Bin, rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, de mener une enquête

approfondie et indépendante sur tous les crimes commis en Israël, en Cisjordanie et à Gaza depuis le 7 octobre.

Analyse du Réseau Voltaire

« [Les derniers balbutiements du fascisme juif](#) », par Thierry Meyssan

Toute personne de bonne foi comprend qu'assassiner 30 000 civils n'a aucun rapport avec éliminer le Hamas. L'opération « Glaive de fer » apparaît pour ce qu'elle est : une couverture pour réaliser le vieux rêve poursuivi par les fascistes juifs de Jabotinsky à Netanyahu : expulser la population arabe de Palestine. Dès lors, ce crime de masse, commis pour la première fois en direct sur les télévisions, bouleverse l'échiquier politique mondial. Se sentant menacés, les suprémacistes juifs ont eux-mêmes menacés les États-Unis. Soucieux de rester les maîtres du « monde libre », ces derniers s'apprêtent à les faire chuter. Mais comment se débarrasser des fascistes juifs tout en conservant Israël ?

0698 Les FDI sanctionnent le général qui a détruit l'université d'Israa

Le général Herzl Halevi, chef d'état-major des FDI, a adressé une note disciplinaire au général Barak Hiram, commandant de la division 99, pour avoir ordonné la démolition d'un complexe universitaire d'Israa, dans le sud de la ville de Gaza, sans autorisation en bonne et due forme.

0699 Yaïr Lapid soutient la conscription des haredim

Yaïr Lapid, chef de l'opposition, a déclaré : « Si l'État n' enrôle pas les jeunes haredim [c'est-à-dire les ultra-orthodoxes], il n'a pas le droit d'envoyer d'ordres de mobilisation à des personnes qui ont déjà fait des dizaines de jours de service de réserve cette année, et il n'a pas non plus le droit d'étendre le service régulier de nos enfants (...) les haredim doivent s'enrôler comme nos enfants, ce n'est plus un débat théorique. S'ils ne s'enrôlent pas, ils ne recevront pas d'argent ».

0700 Le général Herzl Halevi soutient la conscription des haredim

Le général Herzl Halevi, chef d'état-major, a déclaré, lors d'une cérémonie de remise de diplômes à des officiers : « Il ne suffit pas de faire l'éloge de la diversité qui existe au sein des FDI, il faut plutôt appeler à son élargissement et à l'ajout de recrues de toutes la société (...) C'est l'ordre du moment, non seulement parce que les FDI doivent restaurer les forces manquantes, mais surtout pour renforcer la cohésion social : la source de notre résilience et de nos forces est une composante importante de la lutte contre la fragilité israélienne ».

0701 Le grand rabbin Yitzhak Yosef prévient que les haredim quitteront Israël si on les force à s'enrôler dans les armées

Yitzhak Yosef, grand rabbin sépharade, et le parti Degel HaTorah ont déclaré : « tout succès de l'armée n'est dû qu'à la Torah – c'est la Torah qui nous protège » et « s'ils nous forcent à rejoindre l'armée, nous irons tous à l'étranger ».

« Rabbi Yosef a raison. Aujourd'hui nous n'avons pas le droit d'exister en tant que peuple. Dieu nous garde sur la terre d'Israël grâce aux érudits de la Torah pour lesquels la Torah est leur art. C'est la Torah, et ce sont ses apprenants. Ils nous ont soutenus à travers les milliers d'années d'exil et les nombreuses difficultés que nous avons endurées. Avec l'aide de Dieu, nous avons survécu et nous sommes revenus sur notre terre ».

Revenant à la charge, le rabbin Yitzhak Yosef a prévenu « Si l'on contraint les étudiants de yeshiva à s'enrôler, ils partiront à l'étranger ». « Tous ces laïcs doivent comprendre que sans la Torah, sans les kollels, sans les yeshivas, il n'y aurait pas de succès pour l'armée. Si les soldats réussissent, c'est grâce aux enfants de la Torah ».

☞ Yitzhak Yosef est le fils du grand rabbin Ovadia Yosef (1920-2013), connu pour ses prêches racistes, sexistes et homophobes

0702 Manifestions en Israël contre Benjamin Netanyahu

Samedi 9 mars, des manifestations ont eu lieu dans tout Israël contre le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, et exigeant des élections anticipées

À Tel-Aviv, ils étaient des milliers rue Kaplan. L'un des orateurs, le général Ofer Doron, a déclaré, s'adressant à Netanyahu : « Votre politique se concentre sur une seule chose - rester au gouvernement à tout prix. La guerre sert bien votre but ». Les manifestants ont tenté de bloquer la route malgré les barricades mises en place par la police. Des affrontements ont éclaté entre la police et les manifestants, et plusieurs personnes ont été arrêtées.

0703 Yoav Galland est féministe, à sa manière

À l'occasion de la « journée des femmes » (8 mars), Yoav Galland, ministre de la Défense, s'est félicité du rôle des femmes dans les armées israéliennes. Selon lui, « la guerre est un endroit où les choses prennent forme, au moins une génération, et peut-être deux, avant [la paix] ». Il a déclaré que la guerre affectait les « relations de la société et de l'armée » plus largement, où, selon lui, « nous avons beaucoup de travail à faire ».

0704 Le rabbin Eliyahu Mali appelle à massacrer tous les gazaouis

Le rabbin Eliyahu Mali, directeur de la Yeshiva Hesder Shirat Moshe à Jaffa a déclaré lors d'une conférence de la yeshiva à Yavneh que toute la population de la bande de Gaza devrait être massacrée. « Le message est très clair, si vous ne les tuez pas, ils vous tueront (...) Les terroristes d'aujourd'hui sont les enfants de l'opération précédente que vous avez gardés en vie, et les femmes sont celles qui engendrent les terroristes ». Lorsqu'on lui a demandé si les personnes âgées devaient également être tuées durant cette guerre, il a répondu : « Il n'y a pas d'innocents, même un vieil homme est capable de ramasser un fusil et de tirer ».

0705 Israël prend désormais en compte la crise humanitaire à Gaza

L'amiral Daniel Hagari, porte-parole des FDI, a déclaré que désormais la priorité d'Israël était d'ouvrir de nombreuses voies d'approvisionnement pour les civils gazaouis, par terre, par mer et par air.

0706 Selon l'UNRWA, les FDI ont torturé des Palestiniens pour les obliger à témoigner contre elle

Selon un bref rapport de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), des tortures ont été infligées aux prisonniers palestiniens par l'armée israélienne et des membres de son personnel ont été forcés de faire de fausses déclarations contre l'agence.

0707 Le Hamas appelle à se rassembler à la mosquée Al-Aqsa

Dans une longue déclaration retransmise sur Al-Jazeera, le porte-parole du Hamas à Gaza, Abou Obeida, a appelé les Palestiniens à se rassembler à la mosquée Al-Aqsa pour le ramadan.

Dès le premier jour du ramadan, la police israélienne a bloqué l'accès de la mosquée, contredisant les propos publics du Premier ministre.

0708 Le Hamas interdit aux gazaouis de collaborer avec Israël y compris pour la distribution d'aide humanitaire

À ce jour, on ignore qui distribuera l'aide humanitaire qui parviendra à Gaza par le couloir maritime. Les responsables du Hamas font valoir que seule leur organisation a la capacité de le faire. En outre, ils considèrent les Palestiniens qui travailleraient avec les Israéliens pour les distribuer comme des collaborateurs. C'est-à-dire qu'il les exécutera.

0709 Pourquoi le Hamas a-t-il enlevé des Palestiniens ?

Ali Alziadana, un citoyen bédouin israélien dont quatre membres de sa famille ont été enlevés, a pris à partie le représentant spécial de l'Autorité palestinienne au Conseil de sécurité, Riyad Mansour. Il lui a demandé : « Je suis un musulman comme vous. Nous pratiquons tous les deux le jeûne du ramadan. Pourquoi le Hamas a-t-il kidnappé mes frères ? Quel était leur péché ? » .

0710 Le premier navire d'aide humanitaire quitte Chypre pour Gaza

L'*Open Arms*, un navire transportant près de 200 tonnes de farine, de riz et de protéines, a quitté Larnaca (Chypre) pour Gaza dans le cadre d'un projet pilote visant à ouvrir un couloir maritime d'aide humanitaire à la population gazaouie au bord de la famine.

0711 Ayman Safadi met en garde contre l'interdiction du culte à la mosquée Al-Aqsa

Ayman Safadi, ministre jordanien des Affaires étrangères, a déclaré que les restrictions imposées par les Israéliens à l'accès des fidèles musulmans à l'enceinte de la mosquée Al-Aqsa pendant le ramadan poussaient la situation vers une « explosion ».

0712 Hassan Nasrallah reçoit le Hamas

Khalil al-Hayya, adjoint du commandant militaire du Hamas à Gaza, Yahia Sinwar, s'est rendu en délégation à une audience d'Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah.

0713 Les clips vidéo d'Ansar Allah

Ansar Allah a diffusé un nouveau clip vidéo. Ses militants y chantent : « Nous nous fichons d'une guerre mondiale. Pour Dieu, nous avons goûté l'amertume. Bienvenue à la mort, la mort vivante ».

0714 La Chine, la Russie et l'Iran concurrencent l'opération *Prosperity Guardian*

La Chine, la Russie et l'Iran ont organisé des manœuvres maritimes communes dans le golfe d'Oman afin de « maintenir conjointement la sécurité maritime régionale », selon le ministère chinois de la Défense. Ces manœuvres concurrencent l'opération occidentale *Prosperity Guardian*. À ce jour, Ansar Allah n'a jamais attaqué de navires chinois, russes ou iraniens. Selon Beijing, Moscou et Téhéran, les entraves à la navigation ne sont que des conséquences du massacre en cours à Gaza et de l'intervention des États-Unis.

0715 Négociations secrètes états-uno-iraniennes

Selon le *Financial Times*, des négociations secrètes états-uno-iraniennes se sont tenues à Oman.

La délégation Us était dirigée par Brett McGurk, conseiller de la Maison-Blanche pour le Moyen-Orient, tandis que la délégation iranienne l'était par le ministre adjoint des Affaires étrangères Ali Bagheri Kani. Les deux délégations ne discutaient pas directement, mais par l'intermédiaire des négociateurs omanais.

Les pourparlers auraient porté sur la situation en mer Rouge.

0716 Des espions du Mossad arrêtés en Türkiye

Les autorités turques ont arrêté six personnes et les ont inculpées d'espionnage pour le service de renseignement israélien du Mossad.

En janvier, un tribunal turc a ordonné l'arrestation de 15 personnes et l'expulsion de huit autres soupçonnées d'avoir des liens avec le Mossad et de prendre pour cible des Palestiniens vivant en Turquie. En février, la Turquie a arrêté sept autres personnes soupçonnées de vendre des informations au Mossad.

0717 La Marine indienne intervient en mer Rouge

La Marine de Bharat a évacué les 20 membres d'équipage principalement indiens du vraquier *True Confidence*, un navire marchand libérien, exploité par des Grecs, immatriculé à La Barbade, qui avait été attaqué par Ansar Allah. Trois membres de l'équipage sont morts, deux Philippins et un Vietnamien.

Le *True Confidence* naviguait de Chine à Djedda (Arabie saoudite) et Aqaba (Jordanie). Il transportait une cargaison d'acier et de camions.

0718 Narendra Modi développe une région indienne contestée par la Chine

Narendra Modi, Premier ministre indien, a inauguré le tunnel Sela reliant Tezpur en Assam et Tawang à Arunachal. Or, ce territoire est contesté par Bharat et la Chine.

Wang Wenbin, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, a marqué l'opposition de Beijing à la construction de ce tunnel. Selon lui, il ne fera que rendre plus difficiles les négociations sur la délimitation de la frontière.

0719 Les émigrés indiens en Israël sont en danger

En mai 2023, les gouvernements indien et israélien ont signé un accord facilitant le recrutement de 42 000 Indiens pour travailler dans les secteurs israéliens de la construction et des soins infirmiers. Cet accord a été accéléré après l'attaque du 7 octobre, Israël interdisant à 80 000 Palestiniens l'accès du territoire contrôlé par Tel-Aviv.

Les entreprises de construction israéliennes offrent environ 137 000 roupies (environ 1 650 dollars) par mois, soit cinq à six fois plus que ce que les travailleurs indiens gagnent généralement chez eux.

Nibin Maxwell, un immigré indien, est mort la semaine dernière, probablement des suites d'un bombardement du Hezbollah. L'ambassade de

l'Inde en Israël a tweeté qu'il s'agissait d'une « lâche attaque terroriste lancée par l'organisation de terreur chiite, le Hezbollah, contre des travailleurs agricoles pacifiques qui cultivaient un verger ».

La presse indienne n'a presque pas rendu compte de l'incident, le gouvernement de Narendra Modi ayant pris position pour Israël contre les musulmans.

0720 La succession du dalaï lama et la Realpolitik

Tenzin Gyatso (88 ans), XIV^e dalaï lama, qui vit en exil à Dharamsala, (Bharat), a évoqué sa succession. Il a déjà abandonné ses fonctions politiques et n'exerce plus que son autorité au sein de son Église. Cependant, il a évoqué le fait qu'à sa mort, son successeur pourrait être pour la première fois une femme ou que lui-même pourrait être le dernier dalaï lama. Dans ces deux cas, il pourrait renaître dans le corps d'un lama né à l'étranger.

Une autre hypothèse fait son chemin, celle de son abdication au profit d'un lama plus jeune dans lequel son esprit migrerait bien avant sa mort.

👉 Le XIV^e dalaï lama a été élevé par l'alpiniste nazi Heinrich Harrer après que celui-ci ait été récupéré par la CIA, suite à la chute du III^e Reich. Il s'est allié à Tchang Kai-chek contre les communistes de Mao Zedong, soutenant que le Tibet et Formose ne sont pas chinois. Pour ses services rendus durant la Guerre froide, il a reçu le prix Nobel de la paix.

0721 Un missionnaire sud-coréen arrêté pour espionnage en Russie

Baek Won-soon, un missionnaire sud-coréen, a été arrêté à Vladivostok (Russie), accusé d'avoir transmis des informations classifiées aux agences de renseignement étrangères

0722 La Chine prend position pour la reconnaissance de la Palestine à l'Onu

Wang Yi, ministre chinois des Affaires étrangères, a déclaré : « la catastrophe à Gaza a une fois de plus rappelé au monde que le fait que les territoires palestiniens soient occupés depuis longtemps ne peut plus être ignoré (...) Le désir du peuple palestinien d'établir un pays indépendant ne peut plus être éludé, et l'injustice historique subie par le peuple palestinien ne peut durer pendant des générations sans être corrigée ». Il s'est donc prononcé officiellement pour une adhésion pleine et entière de l'État de Palestine à l'Onu. Il a exhorté les Israéliens et les Palestiniens à « reprendre des pourparlers de paix dès que possible » dans le cadre d'une « conférence de paix plus grande, plus large et disposant de plus d'autorité ».

0723 La Chine développe ses missiles balistiques intercontinentaux mobiles

Selon le [général Anthony J. Cotton](#), commandant du Commandement stratégie US (UsStratCom), la Chine développe une nouvelle génération de missiles balistiques intercontinentaux mobiles, dans le cadre d'un renforcement à grande échelle de son arsenal nucléaire. Elle en disposerait désormais trois fois plus que les États-Unis.

0724 La Chine propose un traité sur le non-recours à l'arme nucléaire

Sun Xiaobo, directeur général du Département de contrôle des armements du ministère chinois des Affaires étrangères, a demandé aux puissances nucléaires de signer un traité sur le non-recours mutuel aux armes nucléaires.

Cette proposition, plus réaliste que celle de l'abandon des armes nucléaires, n'a pour le moment pas fait l'objet de commentaires.

0725 Le PLD englué dans le scandale de la « secte Moon »

Le taux d'approbation par les Japonais du gouvernement de Fumio Kishida a à nouveau chuté. Il est désormais de 20,1 %. 91,4 % des électeurs pensent que les parlementaires du Parti libéral-démocrate (PLD) impliqués dans le scandale des fonds occultes n'ont pas été inquiétés et n'ont pas rendu compte de leur comportement au public.

Hiroshige Seko, ancien Secrétaire général de la Chambre haute, Seiko Hashimoto, ancien ministre des Jeux olympiques et Shoji Nishida, simple député, ont volontairement accepté de comparaître devant la Commission d'éthique de la Diète. Leurs dépositions de 90 minutes seront filmées et diffusées en direct. Tous trois sont membres de la faction Abe et ont reconnu avoir touché 35,5 millions de yens (environ 220 000 euros).

Le PLD devrait modifier son règlement intérieur lors de son congrès, le 17 mars. Selon toute vraisemblance, les factions seront dissoutes et les parlementaires mis en examen seront exclus du parti.

Par ailleurs, le Sankei Shimbun a révélé que lors d'une fête organisée par le mouvement des Jeunes du PLD, un des organisateurs a embrassé une danseuse. En outre, une députée du parti, Megumi Hirose, membre du mouvement des femmes, a reconnu avoir eu une liaison avec un saxophoniste canadien.

OCÉANIE

0726 Penny Wong exhorte Israël à changer de cap

Penny Wong, ministre australienne des Affaires étrangères, a déclaré mardi que le Premier ministre Benjamin Nétanyahou sapait l'existence de l'État hébreu avec son approche de la guerre à Gaza. Elle a exhorté le pays à changer de cap, sinon à perdre son soutien international.

ASSOCIATION INTERNATIONALE

0727 Mutation du marché mondial de l'armement

Selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), l'Ukraine est devenue le quatrième importateur mondial d'armes (derrière l'Inde, l'Arabie saoudite et le Qatar sur la période 2019-23) et la France a remplacé la Russie en tant que deuxième exportateur mondial, derrière les États-Unis. Moscou a vu ses exportations chuter de 53% entre 2014 et 2023.

Sur la période 2019-2023, le commerce des armes a baissé à l'échelle mondiale de 3,3 %. Cependant,

les importations d'armes en Europe ont bondi de 94 % par rapport aux cinq années précédentes.

0728 « Nous ne serons pas complices des graves violations du droit international par Israël »

Plus de 200 parlementaires, principalement australiens, britanniques, français, espagnols et turcs ont signé un appel pour suspendre les livraisons d'armes à Israël.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

0729 António Guterres appelle au respect de la résolution 1701

Dans son dernier rapport trimestriel sur l'application de la résolution 1701 du Conseil de sécurité, António Guterres, secrétaire général de l'Onu, a exprimé sa crainte de voir « la possession d'armes non autorisées, ne relevant pas de l'autorité de l'État, dans la zone située entre le fleuve Litani et la ligne bleue, par le Hezbollah et d'autres groupes armés non étatiques, en violation de la résolution 1701 ».

👉 La résolution 1701 invite à la conclusion d'un cessez-le-feu sur la base d'un retrait, du

Sud du fleuve Litani, « de tous personnels armés, biens et armes autres que ceux déployés dans la zone par le Gouvernement libanais et les forces de la FINUL autorisées en vertu du paragraphe 11 ». Cependant, ce cessez-le-feu n'a jamais été acté, Israël ne se soumettant pas aux exigences le concernant.

0730 Le Conseil de sécurité auditionne Pramila Patten sur les violences sexuelles lors de l'opération « Déluge d'Al-Aqsa »

À la requête des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France, le Conseil de sécurité a examiné le [rapport de Pramila Patten](#) sur les violences sexuelles commises lors de l'opération « Déluge d'Al Aqsa ».

En vertu de son mandat, la représentante spéciale du secrétaire général sur la violence sexuelle dans les conflits a recueilli, analysé et vérifié la crédibilité (et non pas la véracité) des informations.

Elle a d'abord confirmé n'avoir pas reçu de pression de sa hiérarchie et avoir pu travailler en toute sérénité. Selon elle, « il y a des motifs raisonnables de croire que la violence sexuelle liée aux conflits, y compris des viols et viols collectifs, s'est produite dans au moins à trois endroits, à savoir le site du festival de musique de Nova et ses environs, la route et le kibboutz ». il existe également des informations claires et convaincantes selon lesquelles plusieurs otages ont subi divers types de violences sexuelles, y compris des viols, de la torture à caractère sexuel ainsi que des traitements cruels, inhumains et dégradants, et qu'il y a des motifs raisonnables de penser que cette violence peut se poursuivre encore aujourd'hui.

Pramila Patten a réfuté les allégations de mutilations génitales. Dans un cas, elle a trouvé une preuve numérique d'un viol.

Dans son rapport, elle a noté qu'il n'est pas possible de déterminer l'ampleur de cette violence sexuelle.

0731 Le Bureau des droits de l'homme de l'Onu met en garde contre une attaque de Rafah

Jeremy Laurence, porte-parole du Bureau des droits de l'homme des Nations unies, a déclaré : « Si l'État hébreu devait lancer sa menace d'offensive militaire à Rafah, où 1,5 million de personnes ont été déplacées dans des conditions déplorables et inhumaines, toute attaque terrestre contre Rafah entraînerait des pertes massives en vies humaines et augmenterait le risque de nouvelles atrocités (...) Cela ne doit pas se produire ».

☞ Après la réception du général Benny Gantz à Washington, on se dirige vers une attaque limitée de Rafah, soutenue par les États-Unis. Il s'agirait effectivement d'éliminer le Hamas et non plus de terroriser les gazaouis pour les contraindre à fuir.

0732 Selon Volker Turk, la colonisation empêchera de créer un État palestinien viable

Selon le rapport A/HRC/55/28, « des milliers de tonnes de munitions ont été déversées par Israël sur Gaza, y compris l'utilisation répétée d'armes explosives à large rayon d'impact. Ces armes créent un énorme effet de souffle à haute pression qui peut entraîner une rupture des organes internes, ainsi que des projectiles à fragmentation et une chaleur si intense qu'elle provoque des brûlures profondes, et elles ont été utilisées dans des quartiers résidentiels densément peuplés ».

Selon l'Autrichien Volker Turk, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, les colonies israéliennes en Cisjordanie « ont atteint de nouveaux niveaux choquants et risquent d'éliminer toute possibilité pratique de créer un État palestinien viable ».

0733 L'Onu établit que, l'année dernière, Israël a volontairement assassiné Issam Abdallah

Une enquête des Nations unies a établi que le tir de l'armée israélienne qui a tué le journaliste de Reuters, Issam Abdallah, et blessé six autres journalistes, le 13 octobre 2023 au Liban, était conscient. Leur groupe était « clairement identifiable ».

0734 Le Royaume-Uni contrôlera l'enquête de la CPI sur les crimes de guerre à Gaza

La Cour pénale internationale (CPI) a désigné Me Andrew Cayley, ancien procureur militaire de la Couronne, pour enquêter sur les crimes de guerre présumés commis dans les Territoires palestiniens. Il rendra compte de ses investigations directement au procureur de la Cour, Me Karim Khan, également avocat britannique.

☞ Au Royaume-Uni la Justice militaire ne dépend pas du Premier ministre, mais directement du monarque. Me Andrew Cayley avait été nommé procureur militaire par la reine Elisabeth II, sans intervention politique.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#), 46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros.

Les abonnements sont automatiquement renouvelés.

Pour annuler le renouvellement de votre abonnement : envoyez à l'avance un e-mail à thierry.meyssan@voltairenet.org.

Pour nous écrire, ne répondez pas aux mails automatiques vous informant des liens de téléchargement. Ils ne nous parviennent pas. Mais composez vous-même l'adresse courriel de votre destinataire.

Voltaire

Actualité internationale

N°79 - 22 mars 2024

ÉDITORIAL

0735 La France s'oppose à un projet russe de paix de type coréen en Ukraine

- Dans son discours de réélection, le président russe, Vladimir Poutine, a fait allusion à un possible compromis en Ukraine. Il s'agirait de la proposition de l'ancien commandeur suprême de l'Otan, l'amiral James Stavridis : une solution de type coréen. La rivière Dniepr servirait de barrière naturelle entre la partie russe et la partie ukrainienne. La Russie abandonnerait alors son projet de libération d'Odessa et de jonction avec la Transnistrie. L'Ukraine abandonnerait la Crimée, le Donbass et l'essentiel de la Novorossia.

- Avant que l'Otan ne réponde, la France a déployé sa Légion étrangère à Odessa. Le président Emmanuel Macron estime que la Russie n'osera pas ainsi attaquer Odessa et réunir la Novorossia et la Transnistrie.

Selon [Sergueï Narychkine](#), directeur du service de renseignement extérieur de Russie, la France a prévu de déployer 2 000 hommes. Il a déclaré que l'« épée » de la Fédération les attendait.

☞ Le président français ne semble pas comprendre la culture russe. Il se trompe lorsqu'il pense que Moscou n'osera pas attaquer en raison de la présence de militaires d'une puissance nucléaire. Il risque de découvrir, aux dépens de ses soldats, que la puissance atomique de la France lui permet de se défendre, mais pas d'imposer sa volonté.

☞ Odessa est à la fois historiquement russe et française. Elle a été fondée par le maréchal Potemkine, amant de la tsarine Catherine II, qui souhaitait en faire un territoire administré selon les principes du philosophe français Voltaire. Le tsar Paul en confia d'ailleurs, en 1801, l'administration à Armand-Emmanuel du Plessis de Richelieu (dont la statue s'élève au centre de la ville) avant que celui-ci ne devienne, en 1815, le Premier ministre du roi de France, Louis XVIII.

- Le ministère français des Armées a qualifié les propos Sergueï Narychkine de « nouvel exemple du recours systématique à la désinformation massive par la Russie » et appelé « à la plus grande vigilance pour éviter toute instrumentalisation par ce type de campagne ».

Sergueï Narychkine a précisé que des « dizaines » de citoyens français, vraisemblablement des soldats volontaires, ont été tués en Ukraine depuis le début des combats, il y a plus de deux ans. « Comme l'admet officiellement le ministère français des Armées, le pays n'a pas connu de telles pertes à l'étranger depuis la guerre d'Algérie dans la seconde moitié du XXe siècle » (...)

(...) ☞ Nous avons régulièrement suivi les imputations russes de présence de « mercenaires » français en Ukraine. Surtout, en août dernier, lors du décès du général Jean-Louis Georgelin, ancien chef d'état-major de la présidence de la République et ancien chef d'état-major des armées, nous avons rapporté que son corps n'avait pas été exposé et qu'il était probablement mort en mission en Ukraine (cf VAI n°50).

- La Suisse a annoncé se préparer à héberger des négociations russo-ukrainiennes, mais Moscou a déjà fait savoir que, si c'était pour discuter du plan en dix points du président Volodymyr Zelensky, il n'y participerait pas.

AMÉRIQUES

0736 Le Canada qualifie l'élection présidentielle russe de « non démocratique »

Dans un communiqué, Mélanie Joly, ministre canadienne des Affaires étrangères, a décrit l'élection présidentielle russe : « C'est un processus non démocratique qui n'est pas conforme aux normes internationales. Les irrégularités comprennent une procédure de nomination partielle et excluante, l'abus de ressources publiques en faveur de la candidature de Vladimir Poutine, une couverture médiatique extrêmement déséquilibrée, l'absence de débat public sur les questions politiques et l'absence de garanties de secret dans le vote électronique. Le système a été conçu de manière à avantager le candidat choisi et à priver les électeurs d'un choix réel bien avant le début du scrutin ».

0737 Le Canada interrompt ses livraisons d'armes à Israël

Le Canada a décidé de suspendre toute livraison d'armes à Israël.

[Israël Katz](#), ministre israélien des Affaires étrangères, a commenté : « Il est regrettable que le gouvernement canadien franchisse un pas en sapant le droit à la légitime défense contre les terroristes du Hamas, qui ont commis de

terribles crimes contre l'humanité et contre des civils israéliens innocents, y compris des personnes âgées, des femmes et des enfants. L'histoire jugera sévèrement l'action actuelle du Canada ».

0738 La Chambre des représentants publie des preuves de la corruption de la famille Biden

La Commission de surveillance de la Chambre des représentants accuse les Biden d'avoir mélangé leurs affaires personnelles avec la position officielle de Joe Biden. Elle a établi que le président chinois, Xi Jinping, s'était lui-même enquis avec surprise de l'engagement de Joe Biden dans le contrat signé par son fils Hunter avec la société pétrolière chinoise CEFC. Identiquement, Joe Biden est intervenu par téléphone lors d'une négociation avec Iouri Loujkov (ancien maire de Moscou) et sa femme, la milliardaire Elena Baturina.

À titre de preuves, la Commission a rendu publiques les témoignages à huis clos de Tony Bobulinski et de Jason Galanis, deux anciens partenaires commerciaux des Biden. Surtout, elle a lu en public un ancien courriel de Hunter Biden, fils du président Joe Biden, qui contredit ses déclarations antérieures et prouve la corruption.

Le Parti démocrate a réagi en affirmant que ces faits ne prouvaient rien du tout.

0739 Pour World Central Kitchen, conduire un bateau à Gaza est un exploit

Jose Andres, fondateur de l'association World Central Kitchen a déclaré lors de l'émission *Meet the Press* (NBC) que le fait d'acheminer de l'aide humanitaire jusqu'aux côtes de Gaza était en soi un exploit, comme tenu des années de blocus naval.

0740 Manifestation au siège du *New York Times*

Des manifestants pro-Palestiniens se sont barricadés dans le hall d'entrée du *New York*

Times empêchant toute entrée et sortie de ses bureaux. D'autres manifestants ont distribué un pamphlet du quotidien de quatre pages, intitulée *Les crimes de guerre du New York Times*.

0741 Pour Chuck Schumer, il est possible d'être contre Netanyahu et pour Israël

Dans un discours passionné à la tribune de la haute assemblée, Chuck Schumer, chef de la majorité démocrate au Sénat et à ce titre personnalité politique juive la plus importante des États-Unis, a demandé la tenue d'élections générales en Israël et a appelé au renversement du Premier ministre, Benjamin Netanyahu.

Ce discours marque le basculement de la faction des juifs qui traditionnellement soutenaient le gouvernement israélien quel qu'il soit.

Schumer a expliqué à la chroniqueuse du *Washington Post*, EJ Dionne Jr. : « J'ai passé deux mois à penser à cela pour finalement le faire (...) Trop de gens se retournent contre l'État hébreu en raison de leur aversion pour Netanyahu (...) Il était impératif pour moi de montrer que vous pouvez être contre Netanyahu et, néanmoins, être très pro-israélien ».

L'Union pour la réforme du judaïsme, la plus grande association religieuse juive des États-Unis, a reconnu la judéophilie du sénateur Schumer, mais s'est demandée si son intervention dans les affaires intérieures israéliennes était légitime. Notant sa proximité avec les ultra-orthodoxes, elle a observé que s'il : « réclame parler au nom d'une majorité silencieuse d'États-Unis juifs, il n'a pourtant pas parlé au nom d'un grand nombre d'entre nous ».

Dans un communiqué, le Likud a écrit : « Israël est une démocratie indépendante et fière qui a élu le Premier ministre Netanyahu, et non une république bananière »,

Le Premier ministre israélien a déclaré : « il est inapproprié d'aller donner des ordres à une démocratie sœur et d'essayer d'en remplacer les dirigeants élus (...) Le seul gouvernement que

nous devrions faire tomber maintenant est la tyrannie terroriste à Gaza qui a assassiné plus de 1000 Israéliens, dont des dizaines de double-nationaux États-Unis, et détient des États-Unis et des Israéliens en otage ».

Nancy Pelosi, ancienne présidente de la Chambre des représentants, a commenté : « La réaction du Premier ministre a prouvé la nécessité du discours de Chuck Schumer ». Celui-ci a posé « un acte de courage, un acte d'amour pour Israël. Et j'aimerais que le Premier ministre lise l'intégralité de son discours »

Benjamin Netanyahu a souhaité s'adresser séparément, par vidéo, avec les sénateurs républicains puis aux démocrates, mais Chuck Schumer a considéré qu'aborder la question de vies humaines de manière partisane n'était pas la bonne.

0742 Chris Murphy demande un cessez-le-feu immédiat à Gaza

Le sénateur démocrate Chris Murphy (Connecticut), leader de la sous-commission sénatoriale sur le Moyen-Orient élargi, a déclaré sans ambage : « Je veux une cessation négociée à long terme des hostilités. J'espère qu'un accord est imminent. Mais la famine arrive à Gaza. Il faut une pause dans les opérations militaires - tout de suite - pour rétablir l'ordre et distribuer l'aide humanitaire afin d'empêcher une famine de masse. Le moment est venu d'éliminer tous les obstacles à l'acheminement complet et soutenu de l'aide humanitaire ».

0743 Joe Biden savait, dès octobre, que les FDI bombardaient des civils sans raison

Selon le *Washington Post*, de hauts fonctionnaires du département d'État avaient prévenu le président Joe Biden, dès le début de la guerre, que les FDI n'avaient pas de stratégie pour vaincre le Hamas. Surtout, ils lui ont dit qu'elles n'avaient pas de renseignements solides pour déterminer leurs cibles.

0744 Au conseil de sécurité de l'Onu, les États-Unis dénoncent la famine à venir à Gaza

Linda Thomas-Greenfield, représentante permanente des États-Unis à l'Onu, a qualifié la famine imminente à Gaza de « crise grave. Les quantités de nourriture, d'eau et d'autres produits de première nécessité pour atteindre les civils palestiniens à Gaza sont insuffisantes ».

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

0745 Les États-Unis incarcèrent un conseiller de la Maison-Blanche pour refus de témoigner au Congrès contre le président

Peter Navarro, ancien collaborateur du président Donald Trump, a été incarcéré après sa condamnation pour outrage au Congrès. Il avait refusé de témoigner contre Donald Trump devant la commission de la Chambre des représentants enquêtant sur la prise du Capitole, le 6 janvier 2021. C'est la première fois dans l'histoire qu'un conseiller d'un président des États-Unis est condamné pour un tel refus.

0746 Depuis 2008, Google favorise les Démocrates

Selon le [Media Research Center](#), le moteur de recherche Google a privilégié, durant les quatre derniers cycles électoraux US, les positions libérales par rapport aux conservatrices.

EUROPE

0747 Des journalistes portent plainte pour abus de pouvoir contre la police d'Irlande du Nord

Les journalistes britanniques Trevor Birney et Barry McCaffrey ont porté plainte contre le Service de police d'Irlande du Nord (PSNI), le Durham Constabulary (police locale), le GCHQ (service d'Interception des communications) et le MI5 (Renseignement intérieur) devant le Tribunal des pouvoirs d'enquête ; une juridiction secrète siégeant dans les locaux du ministère de l'Intérieur.

La police a perquisitionné les domiciles et bureaux de ces journalistes, qui enquêtaient sur 6 meurtres, afin de démasquer leurs sources. Leur matériel informatique a été entièrement saisi.

La Haute Cour d'Irlande du Nord a déjà déclaré illégales ces perquisitions et saisies. Elle a accordé des dommages et intérêts aux plaignants

Les plaignants espèrent que les investigations du Tribunal des pouvoirs d'enquête permettront d'établir que la police de l'Irlande du Nord surveille tous les journalistes de « manière industrielle ».

☞ Au cours de son histoire, le Tribunal des pouvoirs d'enquête n'a jamais donné raison aux requérants.

0748 Une enquête officielle conclut que la police d'Irlande du Nord a fermé les yeux sur des assassinats et des tortures de militants de l'IRA

Iain Livingstone, ancien directeur de la police écossaise, est mandaté depuis sept ans, pour déterminer si le Service de police d'Irlande du Nord (PSNI) a volontairement ou non évité d'enquêter sur 18 meurtres pour protéger un agent double, Freddie Scappaticci alias Stakeknife. Il vient de publier un [rapport intérimaire](#) qui laisse une impression

nauséabonde sur la lutte antiterroriste de la Couronne contre l'IRA. Il a également transmis au procureur 32 dossiers d'officiers pour enlèvements et tortures. Il y a peu de chances pour qu'ils donnent lieu à des condamnations.

0749 Un Israélien obtient l'asile politique au Royaume-Uni

Un tribunal britannique a accordé l'asile politique à un Israélien arabe selon qui son retour dans son pays natal l'exposerait à une persécution par le « régime d'apartheid ».

0750 Démission du taoiseach irlandais

Le taoiseach (chef du gouvernement) irlandais, Leo Varadkar, s'est rendu en visite officielle à Washington. Il a dit au président états-unien, Joe Biden, qu'il soutenait son travail et celui de son administration pour obtenir un cessez-le-feu humanitaire à Gaza. Il a ajouté « La population de Gaza a désespérément besoin de nourriture, de médicaments et d'abris sûrs. Surtout, elle a besoin que les bombardements s'arrêtent. Ils doivent s'arrêter des deux côtés. Les otages doivent être ramenés chez eux et les secours humanitaires doivent être autorisés à entrer ».

De retour à Dublin, il a présenté sa démission, sans explication claire. D'origine indienne, il était le premier taoiseach ouvertement gay.

0751 Le Conseil d'État ne voit pas de mal à qualifier le premier parti de France d'« extrême-droite »

La plus haute juridiction administrative française, le Conseil d'État, a jugé que le ministère de l'Intérieur avait légalement considéré le Rassemblement national (ex-Front national) de formation politique d'« extrême-droite ». Selon lui, « l'attribution d'une nuance politique différente de l'étiquette politique n'affecte pas, et n'est entachée d'aucune erreur manifeste d'appréciation ».

☞ Il ne s'est bien sûr pas prononcé sur la signification de l'expression « extrême-droite ».

0752 Emmanuel Macron propose à la Russie une trêve olympique

Le président français, Emmanuel Macron, a annoncé dans la presse ukrainienne qu'il propose à la Russie une trêve durant les Jeux Olympiques.

Le président russe, Vladimir Poutine, lui a répondu qu'il était d'accord sur le principe, mais que cela suppose l'arrêt des livraisons d'armes par Paris à Kiev.

☞ La France appréhende le conflit en Ukraine sur le court terme, tandis que la Russie le pense sur le long terme. Paris pense pouvoir livrer des armes et, du jour au lendemain, pouvoir décréter une trêve. Moscou, au contraire, évalue les livraisons d'armes au regard du moment, parfois fort lointain, où elles seront utilisées.

0753 Les Français impliqués dans les crimes israéliens à Gaza ne seront pas poursuivis

Le porte-parole adjoint du ministère des Affaires étrangères a déclaré à propos des 4 000 franco-israéliens qui se battent à Gaza : « La binationalité, c'est une double allégeance, donc on n'enquêtera pas sur ce que feront les franco-israéliens vis-à-vis de leurs obligations militaires en Israël ».

Les FDI sont accusés de ne pas protéger les gazaouis face à un génocide.

0754 La France pourrait partager ses bases en Afrique avec les États-Unis

Au Sénégal et en Côte d'Ivoire, la France pourrait partager ses bases militaires avec les États-Unis. C'est déjà le cas à Djibouti.

0755 L'idée des missiles Taurus en Ukraine proviendrait des États-Unis

La conversation du 19 février, enregistrée à son insu, du chef d'état-major de l'armée de l'Air allemande (cf. 0607) n'a pas livré tous ses secrets. Les officiers y parlent de l'utilisation possible de

missiles Taurus en Ukraine pour détruire le pont de Kertch, déjà discutée « il y a quatre mois » avec « Schneider », le successeur de « Wilsbach ».

Selon *Free21* (qui a publié des textes de Thierry Meyssan), « Schneider » et « Wilsbach » ne seraient pas des officiers allemands, mais des États-Uniens. À savoir : Kevin B. Schneider et Kenneth Wilsbach, officiellement commandants de l'armée de l'Air états-unienne dans le Pacifique. L'état-major allemand aurait donc déjà envisagé avec le Pentagone de l'envoi de Taurus en Ukraine.

Par ailleurs, selon un sondage Civey pour l'hebdomadaire *Focus*, Seuls 10 % des Allemands ont confiance en leur armée pour défendre le pays, 45 % ont une faible confiance et 30 % n'ont aucune confiance en ses capacités.

0756 Olaf Scholz soutient la « solution à deux États »

L'armée de l'Air allemande a participé à des largages d'aide humanitaire sur les plages de Gaza.

Steffen Seibert, ambassadeur d'Allemagne en Israël, a participé à la manifestation du 16 mars à Tel-Aviv pour la libération des otages.

En visite officielle à Tel-Aviv, le chancelier allemand, Olaf Scholz, a déclaré : « Nous ne pouvons pas rester les bras croisés et regarder les Palestiniens souffrir de la faim ». Le nombre de victimes civiles depuis le 7 octobre « est devenu extrêmement élevé, certains diraient beaucoup trop », « Nous avons besoin d'un accord pour la libération des otages avec un cessez-le-feu plus durable ». Enfin, il a redit la nécessité, selon lui, d'une « solution à deux États ».

0757 La Pologne se place sous la protection de l'Allemagne

La Pologne de Donald Tusk a abandonné le rêve du parti Droit et justice (PiS) : [réaliser l'Initiative des trois mers](#) (Intermarium). Elle

vient de faire une alliance plus sûre, mais bien moins ambitieuse avec l'Allemagne.

Après des accords économiques, les deux États ont conclu des accords en matière d'éducation, de justice et de diplomatie. Dans les faits, la Pologne se place sous suzeraineté allemande. Il est probable que les États baltes suivront.

☞ La France, de son côté s'appuie sur la Roumanie et la Moldavie. L'ensemble de ce dispositif permet au Triangle de Weimar (France, Allemagne et Pologne) de bloquer l'influence russe en Europe.

0758 La Lettonie punit les électeurs russes

La Lettonie a annoncé considérer les électeurs russes qui se rendraient à leur ambassade pour voter, comme supportant l'agression de la Russie contre l'Ukraine. En conséquence de quoi, les abords de l'ambassade ont été bouclés et les papiers d'identité des Russes ont été vérifiés par la police lettone. Ceux dont le permis de séjour venait à expiration se sont vu notifier qu'il ne serait pas renouvelé et leurs papiers lettons ont été confisqués.

0759 La Comece appelle à voter pour les partis pro-européens

La Commission des évêquats catholiques de l'Union européenne (Comece) a publié une [lettre aux fidèles](#) au sujet des élections au Parlement européen.

Après avoir noté que la Communauté économique européenne (CEE), ancêtre de l'UE, était une idée portée par des catholiques militants, elle constate que cette organisation n'est plus ce qu'elle était. Pourtant, elle invite chacun à voter pour des partis politiques qui entendent poursuivre sur cette mauvaise voie.

0760 La Commission européenne temporise avec les petits paysans

En période électorale européenne, la Commission de Bruxelles a proposé d'exempter,

jusqu'en 2027, les paysans du respect de ses propres normes (dont la rotation des cultures ou les jachères). En outre, elle propose de supprimer les contrôles et les éventuelles amendes liées au respect de ces normes pour les exploitations qui font moins de dix hectares de superficie. « C'est important : cela concerne 65 % des agriculteurs, mais cela porte sur seulement 10 % des superficies agricoles totales ».

Ces propositions seront examinées par le Conseil européen, le 26 mars.

En outre, la Commission a déclaré vouloir réduire les importations de blé ukrainien à leur niveau de la première année de la guerre (et non pas d'avant la guerre).

☞ La Commission européenne se propose de lâcher beaucoup de lest au niveau des petits agriculteurs afin de [maintenir le libre-échange global](#) (et non pas le libre-échange européen) exigé par les très gros agriculteurs. En outre, elle entend soutenir les paysans ukrainiens en défavorisant un peu moins les paysans de l'Union.

0761 Pour Josep Borrell, Israël provoque la famine à Gaza

Josep Borrell, haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, a déclaré que l'État hébreu provoque la famine à Gaza et qu'il l'utilise comme arme de guerre. Selon lui, la levée des réserves de la Hongrie conduira le Conseil européen à sanctionner à la fois le Hamas et les colons violents de Cisjordanie.

Israël Katz, ministre israélien des Affaires étrangères, lui a rétorqué : « Malgré que le Hamas perturbe violemment les convois d'aide et la collaboration de l'UNRWA avec eux, nous persistons. Il est temps que Josep Borrell, cesse d'attaquer l'État hébreu et reconnaisse notre droit à la légitime défense contre les crimes du Hamas ».

0762 La Commission européenne inquiète de la famine à Gaza

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a déclaré au Caire où elle était en visite officielle : « Gaza est confrontée à la famine et nous ne pouvons pas l'accepter (...) Il est essentiel de parvenir rapidement à un accord sur un cessez-le-feu qui libère les otages et permette à davantage d'aide humanitaire d'entrer à Gaza »

0763 La Commission européenne signe un accord avec l'Égypte contre les réfugiés soudanais

Après la Tunisie et la Mauritanie, l'UE a signé un accord avec l'Égypte pour stopper les flux de réfugiés. Bruxelles versera 7,4 milliards d'euros à la police égyptienne pour qu'elle empêche les Soudanais fuyant la guerre de venir en Europe.

☞ La guerre civile soudanaise suscite le plus important problème humanitaire au monde. Plus de 3,5 millions de personnes ont été déplacées. 800 000 ont obtenu le statut de réfugié.

0764 La CEDH instruira une accusation de torture dans une prison secrète de la CIA en Lituanie

Le tribunal du Conseil de l'Europe, la Cour européenne des Droits de l'homme, a déclaré recevable la plainte du Saoudien Abd al-Rahim al-Nashiri contre la Lituanie.

☞ La CIA, considérant qu'Abd al-Rahim al-Nashiri est probablement le responsable des attentats contre l'*USS Cole* et le *MV Limburg*, l'a enlevé aux Émirats arabes unis, puis transféré d'abord en Thaïlande, puis dans le « site violet », une prison secrète de la CIA en Lituanie. Il déclare y avoir été torturé. Michael Hayden, ancien directeur de la CIA, a reconnu qu'il avait été soumis à des simulations de noyade. Jose Rodriguez, ancien directeur des services clandestins de la CIA, a détruit volontairement les enregistrements des tortures qu'il a subies.

0765 La Russie réclame que l'Allemagne reconnaisse sa responsabilité dans le siège de Léninegrad

La Fédération de Russie a, une nouvelle fois, demandé à l'Allemagne de reconnaître sa responsabilité dans le siège de Léninegrad (Saint-Petersbourg). Jusqu'ici Berlin évitait de parler de génocide et ne prenait soin que des victimes juives qu'il indemnise.

☞ Durant deux ans et demi, l'Allemagne nazie, les volontaires espagnols et la Finlande ont assiégé Léninegrad, provoquant la mort de faim d'un million de Soviétiques. En outre les attaques de la SS firent environ 450 000 morts supplémentaires.

Aujourd'hui, Berlin indemnise symboliquement les seules victimes juives. En outre, il continue à verser les pensions des anciens soldats du Troisième Reich, y compris aux membres de la SS et à leurs collaborateurs, notamment aux volontaires de la Division Azul espagnole.

La réactivation de ce litige est une des conséquences du soutien militaire de Berlin à Kiev. En janvier dernier, le président [Vladimir Poutine a inauguré un mémorial](#) de ce drame à Zaitsevo.

0766 Élection présidentielle russe

Le résultat de l'élection présidentielle russe est :

- Vladimir Poutine Russie unie (ER) 88,48 % des suffrages exprimés
- Nikolai Kharitonov Parti communiste (KPRF) 4,37 %
- Vladislav Davankov Nouvelles personnes (NL) 3,90 %
- Leonid Sloutski Libéral démocrate (LDPR) 3,24 %

Vladimir Poutine fait mieux en Russie que Jacques Chirac en France, avec 82,21 % des voix, le 5 mai 2002.

AFRIQUE

0767 Les milliards de dollars pleuvent sur l'Égypte

L'Égypte a reçu en quelques semaines une quantité incroyable d'investissements, de dons et de prêts :

- 35 milliards de dollars des Émirats arabes unis ;
- 9,5 milliards du FMI ;
- 3 milliards de la Banque mondiale ;
- 8 milliards de l'Union européenne ;

En outre, 20 milliards supplémentaires sont en cours de négociation avec la Banque africaine de développement, la Banque européenne, le Fonds monétaire arabe et le Japon.

☞ Officiellement cette manne a pour but de stabiliser le pays, mais beaucoup se demandent si elle ne vise pas à accueillir les Palestiniens une fois déportés.

0768 Un modèle coréen pour une paix en Libye ?

Les États-Unis ont déployé des sociétés de sécurité privées en Libye. Leur mission est de fusionner les différentes milices libyennes au sein de l'armée tripolitaine. Ce serait une réponse de l'Ouest à l'installation imminente d'une base russe à l'Est du pays. Si c'est bien le cas, on se dirige vers une partition du pays sur le modèle coréen.

0769 Le Maroc saisit l'ancienne ambassade d'Algérie

Le Maroc a saisi la propriété de l'ancienne ambassade d'Algérie à Rabat, probablement en rétorsion après l'invitation par Alger du Parti nationaliste du Rif. Alger y a vu une violation de la Convention de Vienne sur les représentations diplomatiques, mais celle-ci ne s'applique pas en l'espèce : l'Algérie a rompu ses relations diplomatiques en 2021.

0770 Les services spéciaux ukrainiens se battent au Soudan

Une centaine de membres des [services spéciaux ukrainiens interviennent au Soudan](#) aux côtés de la Confrérie des Frères musulmans et du général Abdel Fattah al-Burhan, tandis que la Russie (anciennement le Groupe Wagner) et les Émirats arabes unis soutiennent le « général » Mohamed Hamdan Dagalo (dit « Hemedti »).

0771 Le Niger rompt avec les États-Unis

Selon la presse occidentale, le Niger aurait débuté des négociations pour vendre de l'uranium à l'Iran, provoquant une vive réaction de Washington. Cependant, Niamey assure que ces contacts portaient en réalité sur la lutte contre le terrorisme.

Le major Amadou Abdramane, porte-parole du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie, a commenté : « Le Niger regrette l'intention de la délégation états-unienne de refuser au peuple nigérien souverain le droit de choisir ses partenaires et ses types de partenariats capables de les aider réellement à lutter contre le terrorisme ». Il a annoncé que le Niger mettait fin à sa coopération militaire avec les États-Unis. Or, ceux-ci disposent sur place d'une usine de fabrication de drones. Leur retrait du Niger handicaperait grandement les actions de leurs troupes pour l'Afrique (AfriCom), basées à Stuttgart (Allemagne).

Le Niger a déjà rompu avec la France et avec l'Union européenne.

ASIE

0772 Israël a délivré 100 000 permis de port d'arme depuis le 7 octobre

Itamar Ben-Gvir, ministre de la Sécurité nationale, s'exprimant devant les députés de son parti Force juive, a déclaré que son ministère avait délivré 100 000 permis de port d'arme depuis le début de l'opération « Glaive de fer ».

0773 L'île flottante des États-Unis au large de Gaza n'est peut être pas humanitaire

Selon le Front populaire de libération de la Palestine (PFLP), la construction par le Pentagone d'une île flottante au large de Gaza est « suspecte et douteuse ». Elle pourrait certes permettre de livrer de l'aide humanitaire à Gaza, mais pourrait aussi permettre d'expulser les gazaouis vers l'Europe.

Par ailleurs, la création de cette île flottante devrait diminuer considérablement l'importance du passage de Rafah et, partant de là, l'influence de l'Égypte sur la question palestinienne.

0774 Le Hamas exécute des notables palestiniens

Le *Yédiot Aharonot* a rapporté l'exécution par le Hamas de plusieurs leaders de grandes familles dans la Bande Gaza. Selon le quotidien israélien, il s'agirait d'une punition infligée à tous ceux qui participent à la distribution de l'aide humanitaire avec les FDI. Au contraire, selon le Hamas, elle sanctionnerait des vols effectués au profit de certaines familles et au détriment du peuple.

☞ Israël envisage de remplacer l'Autorité palestinienne et le Hamas par un gouvernement choisi parmi les notables des grandes familles palestiniennes.

0775 La Haute Cour israélienne accorde un délai au gouvernement

La Haute Cour israélienne a repoussé au 27 mars le délai accordé au gouvernement pour dire s'il prolonge ou pas l'exemption de service militaire dont jouissent les étudiants des yeshivas.

0776 Le père d'un Israélien assassiné met en cause le commandement militaire

Eyal Eshel, père du sergent Roni Eshel, qui a été assassiné à la base militaire de Nahal Oz, près

de la frontière de Gaza, a affronté son commandant lors d'une cérémonie officielle. Il l'a accusé d'être responsable de la mort de son fils et de nombreuses autres personnes. Il lui a dit qu'il le hanterait jusqu'à son dernier jour.

0777 Bezalel Smotrich s'inquiète de l'idéologie des officiers

Bezalel Smotrich (Parti sioniste religieux), ministre des Finances, a solennellement demandé au Premier ministre, Benjamin Netanhayu, de suspendre les nominations des officiers supérieurs. En effet, selon lui, l'état-major de guerre qui les désigne n'est pas représentatif de la société israélienne en temps de paix. Or, les nominations actuelles détermineront les orientations de l'armée de demain.

0778 Bezalel Smotrich persiste à s'opposer à un cessez-le-feu

Bezalel Smotrich (Parti sioniste religieux), ministre des Finances, a écrit dans un billet sur X : « Je me suis opposé au départ de notre délégation à Paris et au Qatar la dernière fois, et j'ai eu raison. La position délirante du Hamas montre que les partisans de l'accord dans le cabinet de guerre et les services de sécurité ont perdu leur chemin, et leur comportement ne fait que conforter le dirigeant du Hamas, Yahya Sinwar, et repousse le retour des otages (...) Nétanyahou doit renforcer la pression militaire jusqu'à ce que le Hamas soit détruit, c'est la seule façon pour lui, avec l'aide de Dieu, de gagner et de récupérer les otages ».

0779 Pour Herzl Halevi, la guerre ne se limite pas à Gaza

Le général Herzl Halevi, chef d'état-major de l'armée israélienne, a déclaré à ses soldats : « Nous sommes dans une guerre à plusieurs fronts (...) le Liban, la Syrie, la Cisjordanie, Gaza, et au-delà (...) Chaque incident qui se produit sur l'un des fronts de la guerre a un impact réel et peut également s'étendre à d'autres régions ».

Analyse du Réseau Voltaire

« [Washington, Londres et Tel-Aviv empêtrés en Palestine](#) », par Thierry Meyssan

Suite à l'intervention de Washington, Israël a cessé de massacrer les gazaouis afin de nettoyer ethniquement la Palestine et d'y étendre ses colonies. En outre, Israël a accepté le passage d'une aide humanitaire aux civils qu'il a piégé.

Cependant rien n'est résolu à la fois du fait des sionistes révisionnistes de Benjamin Netanyahu et de celui du Hamas d'Ismail Haniyeh. Ces deux groupes, qui prétendent défendre respectivement les juifs et les arabes, poursuivent en fait le projet colonial britannique, formulé en 1915 par lord Spencer, d'une région incapable de se défendre elle-même.

Depuis 1948, la seule solution, toujours repoussée, est celle d'un seul État binational, tel qu'énoncé par la résolution 181 des Nations unies.

0780 Ayman Odeh expulsé de la Knesset

Le député arabe à la Knesset, Ayman Odeh, a été expulsé de l'Assemblée après qu'il ait déclaré : « Ce que fait l'armée israélienne, c'est un massacre, c'est affamer des enfants ».

0781 La moitié de Khan Youness a été détruite

Les images satellites de Kahn Youness (440 000 habitants) montrent des destructions considérables. Au moins la moitié de la ville a été bombardée. Des quartiers entiers ne sont plus que des ruines.

0782 Mohammad Mustafa nouveau Premier ministre de l'Autorité palestinienne

Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne, a nommé un haut fonctionnaire, Mohammad Mustafa, Premier ministre.

Le Conseil états-unien de Sécurité s'est félicité de cette nomination. Il a communiqué : « Une Autorité palestinienne réformée est essentielle pour obtenir des résultats pour le peuple palestinien et établir les conditions de stabilité en Cisjordanie et à Gaza ».

Le Hamas, le Jihad islamique, le Front populaire de libération de la Palestine (PFLP) et l'Initiative nationale palestinienne ont rejeté cette nomination. Ils ont fait valoir qu'ils avaient rencontré une délégation du parti présidentiel, le Fatah, à Moscou, qui ne les en avait pas informés.

☞ Toutes les factions palestiniennes sont menacées d'être exclues du prochain pouvoir qui sera mis en place par les États-Unis à Gaza et en Cisjordanie. L'initiative de Mahmoud Abbas est la dernière chance de l'Autorité palestinienne, s'y opposer est la dernière chance du Hamas, du Jihad islamique du FPLP et de l'Initiative nationale.

Lors de la réunion de Moscou, toutes les factions sont convenues que la seule autorité représentative doit être l'OLP et non pas l'Autorité palestinienne. Au contraire, les Occidentaux ne se préoccupent pas de l'unité palestinienne, mais de la docilité du prochain pouvoir.

0783 Les musulmans n'ont pas provoqué de heurts à la mosquée Al-Aqsa

Selon la police de Jérusalem, environ 50 000 musulmans ont participé au premier jour de prière du ramadan à la mosquée Al-Aqsa, sans provoquer de trouble.

0784 Les FDI imaginent la vie gay à Gaza délivré du Hamas

Les FDI ont publié des photos et une animation vidéo montrant une manifestation gay imaginaire à Gaza. Ils entendent souligner que ce mode de vie est légal en Israël et pourrait le devenir aussi à Gaza une fois ce territoire débarrassé du Hamas.

☞ En avril 2023, un jeune Palestinien, Zuhair Ghalit, a été exécuté par le Hamas. Dans une vidéo, enregistrée juste avant, il déclare : « Je m'appelle Zuhair Ghalit, je suis de Naplouse. J'ai été piégé par Israël, ils m'ont attrapé en obtenant une vidéo de moi ayant une relation sexuelle avec un homme. » Avec désespoir, il liste les missions que le Renseignement israélien lui a confiées, moyennant quelques centaines de shekels et des paquets de cigarettes. « Ils m'ont demandé d'observer, de surveiller », explique-t-il. Forcé à devenir un indicateur, Ghalit a ainsi aidé Israël à éliminer cinq autres résistants. Lui-même militait à la « Tanière du lion ».

0785 Les négociations de paix

Selon *Al-Akhbar*, lors de sa visite en Israël et au Qatar fin février, le directeur de la CIA, William Burns, a proposé que, conformément aux accords de Paris sur un plan de libération des otages, un cessez-le-feu complet soit mis en œuvre dans toute la bande de Gaza du début du Ramadan jusqu'après le jour férié de l'Eid al-Fitr au début du mois d'avril. Au cours de ce cessez-le-feu, les vols de l'armée de l'air israélienne au-dessus de Gaza seraient limités à huit heures par jour ; les troupes israéliennes quitteraient les zones urbaines ; 500 camions d'aide entreraient chaque jour, dont un tiers iraient dans le nord de Gaza ; et les femmes et les enfants seraient autorisés à rentrer dans le nord de Gaza depuis le sud où ils sont réfugiés. Le Hamas, pour sa part, libérerait 35 Israéliens au cours de ce mois, y compris des femmes, des enfants, des hommes âgés et cinq femmes soldats, en échange de 404 prisonniers palestiniens, dont quatre purgeant des peines d'emprisonnement à vie, qui seront choisis par les Israéliens. Cette proposition a été rejetée.

À la fin des pourparlers de Burns au Qatar et des pourparlers d'Ismail Haniyeh en Égypte, il est apparu très clairement que l'aile militaire du Hamas à Gaza, dirigée par Yahya Sinwar, insistait sur un cessez-le-feu complet et un retrait total des troupes israéliennes à la frontière de Gaza. De son côté, Israël insistait pour obtenir une liste complète des otages détenus par la

Résistance palestinienne, et dont le Hamas affirme ne pas disposer.

Au cours de la visite de Burns, la semaine dernière, qui comprenait une réunion en Jordanie avec le directeur du Mossad, David Barnea, de nouvelles discussions ont eu lieu sur la possibilité de faire administrer Gaza par une force régionale, composée de soldats d'Égypte, du Qatar, de Türkiye, d'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis. Elle travaillerait avec l'État hébreu et les États-Unis. Une Autorité palestinienne revitalisée serait, sous les auspices de cette force régionale, en mesure de prendre en charge la gestion des opérations d'aide, et plus tard aussi de reconstruction d'institutions civiles. La Jordanie et les Émirats arabes ont approuvé, le Qatar et la Türkiye ont conditionné leur participation à une demande palestinienne explicite, l'Arabie saoudite a exprimé des réserves et l'Égypte a refusé d'entrer en Palestine.

Pour la première fois, Yayah Sinwar, depuis Gaza, interviendra directement dans les négociations, ce qui demandera un certain temps pour faire transiter ses réponses. Les négociations dureront probablement au moins deux semaines.

David Barnea, directeur du Mossad, le général Nitzan Alon, qui dirige le groupe de travail de l'armée chargé de traiter avec les otages, et Ronen Bar, directeur du Shin Bet, forment la délégation israélienne qui, sous la pression des États-Unis, négocie la libération des otages au Qatar. Il est clair pour leurs interlocuteurs qu'ils y participent contraints et forcés et sont opposés à tout accord.

0786 Benjamin Netanyahu persiste et signe : il veut prendre Rafah

Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, a appelé tous les Israéliens à s'unir pour s'opposer aux États-Unis, prendre Rafah et vaincre le Hamas.

Ron Dermer, ministre des Affaires stratégiques et membre du cabinet de la guerre, et Tzachi

Hanegbi, conseiller à la Sécurité nationale, se rendront à Washington pour expliquer encore et encore à l'Administration Biden la nécessité de prendre Rafah.

Vidéo : chronique de Thierry Meyssan sur *Le Courrier des stratèges*

Thierry Meyssan a enregistré [un très long épisode de sa chronique](#) avec le *Courrier des stratèges*. Il y expose le conflit entre quatre acteurs distincts : les Anglo-Saxons et les Frères musulmans, les sionistes révisionnistes de Benjamin Netanyahu, les Israéliens du général Benny Gantz, et la Résistance palestinienne. Il s'attarde sur la famine qui débutera dans deux semaines inexorablement à Gaza.

0787 Mohammad Dahlan organise la distribution de l'aide humanitaire à Gaza

Israël a assassiné le général de la police palestinienne, Faye al-Mabhouh. Ce faisant il a privé Gaza de la seule autorité capable de superviser la distribution de l'aide humanitaire.

C'est à ce moment-là que Mohammad Dahlan, l'ancien ministre du Fatah en exil aux Émirats arabes unis, a organisé à distance une réunion des factions palestiniennes pour organiser cette distribution.

☞ Des documents rendus publics par le Hamas en 2006 attestent qu'en 2004, Mohammad Dahlan assurait aux Israéliens qu'il allait régler le « problème Arafat » (c'est-à-dire l'assassiner) par ses propres moyens.

0788 Si Israël attaque le Liban, le Hezbollah lui répondra sans l'Iran

Recevant le chef des brigades Al-Qods (Gardiens de la Révolution), le général Esmail Qaani, le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a précisé que son organisation ne voulait pas plus la guerre que l'Iran. Si Israël entre en guerre contre le Liban, le Hezbollah ripostera seul, sans impliquer l'Iran.

0789 Les jihadistes s'entre-déchirent au Nord de la Syrie

Des manifestations se multiplient dans le gouvernorat d'Idleb, occupé par les jihadistes, contre Abou Mohammad al-Jolani, chef du Hay'at Tahrir al-Cham (HTC) anciennement dénommé Front al-Nosra affilié à al-Qaïda). La population proteste après la mort sous la torture d'un combattant d'un autre groupe jihadistes, l'Armée syrienne libre.

Abdel Rahman Taleb, leur porte-parole a déclaré : « Nous voulons un conseil décisionnel élu qui représente réellement le peuple et la fin du monopole des ressources financières et commerciales par le pouvoir en place ».

0790 Les FDI bombardent Deraa

Les FDI ont bombardé des installations de l'armée syrienne à Deraa. C'est ainsi qu'ils avaient débuté leur guerre contre la Syrie, en 2011. Situé à la frontière jordano-syro-israélienne, Deraa est un observatoire permettant de surveiller l'activité militaire en Israël.

0791 L'Onu appelle à de nouvelles négociations inter-syriennes

Le Norvégien Geir Pedersen, envoyé spécial des Nations unies pour la Syrie, a exhorté la Syrie à participer à un round de négociations, le 22 avril, en vue de réviser la constitution.

Depuis 2019, une commission a été créée sur le sujet et s'est réunie en vain. Les revendications de l'opposition armée n'ont jamais été clairement formulées.

Les différentes parties ne parviennent pas à s'accorder sur le lieu de la réunion. La Suisse n'étant plus un État neutre, la Russie s'oppose à ce que les négociations se poursuivent à Genève. Petersen et Washington ont proposé Nairobi (Kenya), tandis que Moscou envisageait Bagdad (Iraq). En définitive, on se dirige vers Riyad (Arabie saoudite).

0792 L'Iraq interdit le PKK

Le Conseil de sécurité iraquien a décidé d'interdire le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) après avoir reçu le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan.

0793 La Résistance palestinienne a rencontré Ansar Allah

Les menaces des Anglo-Saxons n'ont eu aucun impact sur Ansar Allah, pas plus que leurs bombardements. Il s'agit là d'une défaite d'un genre nouveau dans la mesure où ils ne sont parvenus à rien et que leurs alliés se montrent très prudents.

Selon l'Agence France-Presse, une délégation du Hamas, du Jihad islamique et du Front populaire de libération de la Palestine a rencontré la semaine dernière une délégation d'Ansar Allah (brocardé comme « houthistes » par la propagande atlantiste) dans un lieu tenu secret.

0794 Ansar Allah déplore la déclaration du Conseil de sécurité

Le ministère des Affaires étrangères yéménite a vivement protesté contre la déclaration (et non pas la résolution) du Conseil de sécurité condamnant les attaques en mer Rouge. Il fait remarquer que le Conseil n'a pas été capable de condamner les attaques israéliennes contre le peuple palestinien afin de nettoyer ethniquement la Palestine, mais est parvenu à condamner celle d'Ansar Allah qui n'ont d'autre but que de se porter au secours de ce peuple martyrisé.

☞ Le Conseil de sécurité publie des déclarations lorsqu'il ne parvient pas à s'entendre sur une résolution. Ses déclarations n'ont pas de valeur en Droit international.

0795 L'armée pakistanaise bombarde le Tehrik-e-Taliban Pakistan en Afghanistan

L'armée pakistanaise a attaqué un village afghan pour y détruire une base du Tehrik-e-Taliban Pakistan (Mouvement des taliban pakistanaïs). L'Afghanistan a vivement condamné cette attaque étrangère.

☞ Le Tehrik-e-Taliban Pakistan est un mouvement constitué par les Anglo-Saxons, en 2007, pour lutter contre la percée chinoise au Pakistan. En août 2021, lors de la chute de Kaboul, le nouveau gouvernement taliban afghan avait pris l'engagement auprès de son voisin pakistanaïs de ne pas laisser le Tehrik-e-Taliban Pakistan mener des actions contre Islamabad depuis son territoire.

0796 Démission du président vietnamien

Le président vietnamien, Võ Văn Thưởng, a présenté sa démission après un scandale de corruption. Le Parti communiste a déploré qu'il ait tâché l'image du pays. Son prédécesseur, Nguyễn Xuân Phúc, avait également démissionné pour les mêmes motifs, en janvier 2023.

OCÉANIE

0797 L'Australie reprend son soutien à l'UNRWA

Suite à la publication du rapport officiel sur les aveux extorqués sous la torture aux employés de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) prétendument membres du Hamas, l'Australie a annoncé reprendre son soutien financier à l'agence. Presque tous les États occidentaux l'ont déjà fait, à l'exception notable des États-Unis. L'Arabie saoudite a comblé le déficit de l'agence.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

0798 António Guterres alerte sur la famine à venir à Gaza

António Guterres, secrétaire général de l'Onu, a présenté le dernier rapport de ses services sur la situation alimentaire à Gaza. Il a déclaré : « il s'agit du plus grand nombre de personnes confrontées à une famine catastrophique jamais enregistré par le système intégré de classification de la sécurité alimentaire, où que ce soit, n'importe quand (...) Il s'agit d'une catastrophe entièrement causée par l'homme - et le rapport indique clairement qu'elle peut être arrêtée ». Le rapport a été classé « Pièce A », en faisant une priorité d'urgence absolue.

0799 Israël interdit l'entrée de Gaza à Philippe Lazzarini

Les autorités israéliennes ont refusé l'entrée à Gaza de Philippe Lazzarini, directeur général de l'UNRWA.

Lors d'une conférence de presse, Philippe Lazzarini a précisé : « Nous sommes engagés dans une course contre la montre pour tenter d'inverser l'impact de la propagation de la famine imminente dans la bande de Gaza ».

Selon les projections, de la mi-mars au mois de mai 2024, 1,1 million de personnes pourraient mourir de faim.

0800 Les rumeurs du Comité des sanctions du Conseil de sécurité

Le Comité des sanctions du Conseil de sécurité (CSNU) a accusé la Corée du Nord de financer son programme d'armement avec des actions malveillantes dans le cyberspace.

Ce rapport se fonde exclusivement sur des articles de la presse occidentale.

0801 Le sommet pour la démocratie entend lutter contre la désinformation

Le 3^e Sommet pour la démocratie s'est tenu à Séoul. Le président Joe Biden y a participé par vidéoconférence. Le président sud-coréen, Moon Jae-in, a plaidé pour une coordination globale dans la lutte contre la désinformation.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),

46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros.

Les abonnements sont automatiquement renouvelés.

Pour annuler le renouvellement de votre abonnement : envoyez à l'avance un e-mail à thierry.meyssan@voltairenet.org.

Pour nous écrire, ne répondez pas aux mails automatiques vous informant des liens de téléchargement. Ils ne nous parviennent pas. Mais composez vous-même l'adresse courriel de votre destinataire.

Voltaire

Actualité internationale

N°80 - 29 mars 2024

ÉDITORIAL

0802 Volodymyr Zelensky obligé de limoger Oleksiy Danilov, mais les nationalistes intégraux restent au pouvoir

- Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a limogé le secrétaire général du Conseil de défense et de sécurité nationale, Oleksiy Danilov. Il pourrait être nommé ambassadeur en Norvège.

Grand-père de la chanteuse [Masha Danilova](#), Oleksiy Danilov n'a cessé d'exiger que l'Union européenne donne toutes ses armes lourdes à l'Ukraine pour lutter contre la Russie. Selon lui, les Russes sont « moins humains » que les autres hommes, car « asiatiques ». La semaine dernière, il a provoqué un très grave incident diplomatique avec la Chine car celle-ci avait annoncé qu'elle ne participerait pas à la conférence sur la paix prévue en Suisse, si la Russie n'était pas invitée. Il s'était livré alors à un jeu de mots obscène à partir du nom de l'envoyé spécial chinois, Li Hui.

Après avoir remercié le président Zelensky pour les années passées à la tête du Conseil de défense, il a déclaré : « Le monstre russe sera détruit. Cette créature fantastique mourra et périra dans les ténèbres de l'Histoire. Cela sera fait par un guerrier ukrainien, derrière qui se trouvent notre histoire, notre destin et notre mission : "être une épée dans l'obscurité ; des gardiens sur le Mur ; un bouclier protégeant le royaume des peuples" » (citation du fondateur du nationalisme intégral Dmytro Dontsov).

- Le président Zelensky a désigné son adjoint, Oleksandr Lytvynenko, pour le remplacer. Ce dernier est également un nationaliste intégral, directeur de l'Institut national d'études stratégiques et directeur

du Renseignement extérieur (S-RU). Depuis 2009, il développe la théorie selon laquelle la Fédération de Russie tente de rétablir l'ancien Empire russe. Au nom de quoi, il met en garde l'Occident contre la Guerre Mondiale que lui livre Vladimir Poutine. Au cours des derniers mois, il a dénoncé un prétendu plan du Kremlin, intitulé « Maidan-3 », de renversement du président Zelensky (cf. 0552).

- En outre, selon le *Financial Times* du 22 mars, Washington a demandé au Service de sécurité d'Ukraine (SBU) et au Renseignement militaire ukrainien (GUR) de ne plus frapper les infrastructures énergétiques russes (...)

(...) En pleine campagne électorale présidentielle, l'équipe de Joe Biden redoute une augmentation des cours mondiaux du pétrole.

- Enfin, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a accusé la France de déployer des espions dans le Caucase. Selon elle, Paris aurait tout fait pour faire échouer les accords de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

AMÉRIQUES

0803 Le soutien US à Israël

Les États-Unis fourniront 3,3 milliards d'aide annuelle à Israël et 175 millions d'aide aux Palestiniens. En outre, ils ne financeront pas le Conseil des droits de l'homme des Nations unies et s'opposeront à toute enquête internationale sur le territoire israélien. Enfin, ils s'interdisent pour un an de verser le moindre dollar à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

Le sénateur Bernie Sanders (Vermont), qui n'a pas voté ces crédits, a déclaré : « Cela ne fera qu'aggraver la situation déjà horrible à Gaza. Ce projet de loi prévoit également une aide militaire supplémentaire de 3,3 milliards de dollars pour le gouvernement de droite de Netanyahu afin de poursuivre cette guerre barbare. Le gouvernement de Netanyahu ne devrait pas recevoir un autre centime des contribuables états-uniens ».

0804 Selon les États-Unis, la résolution 2728 n'est pas contraignante pour Israël

La représentante permanente des États-Unis au conseil de Sécurité, Linda Thomas-Greenfield, a dénié que la résolution 2728 soit contraignante pour Israël.

Le représentant permanent de la Russie, Vasily Nebenzya, « Si c'est le cas, alors il n'y a aucun intérêt dans nos discussions dans la salle ».

Le représentant permanent du Sierra Leone et coauteurs de la résolution, a déclaré : « Ce ne sont pas seulement des mots (...) C'est aussi le propos de la Cour internationale de Justice dans l'avis consultatif de 1971. Je pense donc qu'il devrait être clair pour tout le monde que cette résolution est contraignante pour les parties ».

0805 Llyod Austin met en garde Yoav Galland

Le général Llyod Austin, secrétaire US à la Défense, a reçu son homologue israélien, le général Yoav Galland. Bien qu'il a reconnu le droit d'Israël à se défendre, il a spécifié que celui des civils gazaouis à la Sécurité était prioritaire.

De son côté, Yoav Galland a souligné « l'importance des relations entre les États-Unis et Israël. Nous partageons 100 % des valeurs et 99 % des intérêts avec les États-Unis ».

0806 Israël menace les juifs pacifistes à l'étranger

Offir Gutelzon, citoyen états-unien juif et résident de Californie, a été contacté par le Shin Bet israélien. Il est le fondateur de l'association UnXeptable qui a organisé des manifestations contre le coup d'État judiciaire en Israël. Il a également organisé la manifestation contre Benjamin Netanyahu lors de sa rencontre avec le multi-millionnaire Elon Musk. Le Shin Bet, qui dispose d'un département spécial de surveillance de la diaspora juive, l'a alors menacé, lui et sa famille.

Yair Netanyahu, le fils du Premier ministre, vit la majeure partie du temps à Miami et non pas en Israël. Il est protégé à l'étranger par le Shin Bet, pour un coût d'environ 1 million de shekels (277 000 dollars) pendant les sept premiers mois de son séjour aux États-Unis. Yair Netanyahu avait déjà tenté de faire délivrer une ordonnance à Offir Gutelzon qu'il craint. Mais cela n'avait pas été possible devant un tribunal israélien pour étranger vivant aux États-Unis.

0807 Affaire Biden

Lorsque, en août 2021, l'administration fiscale a souhaité interroger Me Patrick Kevin Morris, un avocat d'Hollywood qui avait prêté 7 millions de dollars à Hunter Biden, le fils du président Biden, la CIA est intervenue. Elle a convoqué les inspecteurs du fisc et leur a signifié que Me Morris ne pouvait pas être témoin.

Hunter Biden est accusé, entre autres, de fraude fiscale et de fausses déclarations de revenus. Il a omis de payer au moins 1,4 million de dollars d'impôts de 2016 à 2019 et produit de fausses déclarations pour échapper à l'impôt en 2018.

Par ailleurs, la Commission de la Chambre des représentants enquêtant sur la famille Biden ne devrait pas mettre aux voix la destitution du président Joe Biden, compte tenu de l'étroite majorité républicaine. Elle déposera par contre une plainte au ministère de la Justice contre Hunter Biden, son père (Joe Biden), et plusieurs membres de leur famille pour « trafic d'influence ».

0808 Selon le Pentagone, l'IA n'est pas un remède miracle

Craig Martell, directeur de l'Intelligence artificielle (IA) au Pentagone, a été auditionné à la Chambre des représentants par la Commission des Forces armées. Il a dénoncé la prétendue magie de l'IA. « Il est extrêmement important de ne pas la considérer comme une technologie monolithique. Elle est vendue en ces termes : 'Obtenez là : si nous l'avons, nous gagnons et s'ils l'ont, nous perdons' (...) Je pense que c'est fondamentalement erroné. Ce n'est ni une panacée ni une boîte de Pandore », a-t-il déclaré.

0809 Donald Trump et Israël

L'ancien président Donald Trump a accordé une interview à *Israel Hayom*. Il y déclare qu'il aurait riposté à l'attaque du 7 octobre à peu près de la manière dont les Israéliens l'ont fait. Il déplore que le président Joe Biden soit si peu dissuasif que le Hamas ait pu l'enclencher.

Enfin, il a dénoncé les juifs qui luttent contre Israël comme les propriétaires du *New York Times*.

☞ Ces déclarations surviennent alors que des propos clivants de son gendre, Jared Kushner, ont été divulgués. Il s'y prononçait pour l'expulsion rapide des gazaouis et annonçait soutenir un vaste projet immobilier sur les plages de Gaza. À l'évidence, en pleine campagne présidentielle US, la famille Trump tente de se rallier les soutiens traditionnels d'Israël.

0810 Les États-Unis ne voient pas la Russie en « ennemi principal »

Selon un sondage Gallup réalisé en février, l'ennemi principal des États-Unis est

- la Chine pour 41 % des électeurs US,
- la Russie pour 25 %
- l'Iran pour 9 %
- les États-Unis eux-mêmes pour 5 %
- la Corée du Nord pour 4 %
- Israël pour 2 %
- l'Ukraine pour 2 %
- le Moyen-Orient en général pour 1 %
- l'Iraq pour 1 %

0811 Le secrétariat US à la Justice sanctionne des hackers chinois

Le [secrétariat états-unien à la Justice](#) a pris des mesures coercitives unilatérales (qualifiées abusivement de « sanctions ») contre la société chinoise Wuhan Xiaoruishan Science and Technology Co. et sept de ses dirigeants. Il les accuse d'avoir piraté les ordinateurs de hauts responsables du gouvernement et leurs conseillers, notamment des membres du personnel de la Maison-Blanche, des départements de la Justice, du Trésor, du Commerce et d'État, des membres démocrates et républicains du Congrès, ainsi que du China Maritime Studies Institute du US Naval War College. Cette société serait une devanure du groupe APT 31, lui-même émanation des services de Renseignement chinois.

0812 Le secrétariat US à la Justice sanctionne des entreprises liées à l'« Axe de la Résistance »

Le secrétariat états-unien à la Justice a pris des mesures coercitives unilatérales (qualifiées abusivement de « sanctions ») contre six entreprises pétrolières basées ou immatriculées au Liberia, en Inde, au Vietnam, au Liban et au Koweït pour avoir facilité des opérations financières et des transports pour la Force Al Qods du corps des Gardiens de la révolution islamique, Ansar Allah et le Hezbollah.

En outre, il a pris d'autres mesures à l'encontre de 11 personnes et entités liées à la République arabe syrienne pour la facilitation des transferts financiers illicites et du trafic de drogues.

0813 BlackRock abandonne sa politique climatique

Dans sa lettre annuelle aux investisseurs, Larry Fink, Pdg du fonds de placement BlackRock, ne met plus l'accent sur les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), mais sur la sécurité énergétique.

En 2023, il écrivait que les entreprises sans être « des polices de l'environnement », devaient prendre en compte « le risque climatique comme un risque d'investissement ». Cette année, il condamne ceux qui disent « que les États doivent choisir entre les énergies renouvelables et le pétrole et le gaz ». Il estime désormais que « le monde a encore besoin des deux ». Il prêche « le pragmatisme en matière d'énergie plutôt que le dogmatisme ».

0814 Meta censure les textes arabes exprimant des points de vue palestiniens

Les sénateurs démocrates Elizabeth Warren (Massachusetts) et Benny Sanders (Vermont) s'interrogent sur le traitement par Meta des textes arabes sur la Palestine. Ils ont adressé, en décembre, une lettre en ce sens au Pdg de la société, Mark Zuckerberg, sans obtenir de réponse.

90 organisations de défense des Droits de l'homme et des Droits civiques ont établi que Meta censurait le point de vue palestinien et ne laissait s'exprimer que le point de vue israélien.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

0815 Le Mexique pose ses conditions pour ralentir les migrations vers les États-Unis

Le président mexicain, [Andrés Manuel Lopez Obrador](#), a affirmé à *60 minutes* (CBS) que si les États-Unis voulaient que le Mexique aide à ralentir l'immigration illégale, l'administration Biden devrait en traiter les causes profondes et en tirer les conséquences. Cela signifie fournir aux pays d'Amérique latine et des Antilles 20 milliards de dollars par an, légaliser les millions d'immigrants illégaux aux États-Unis, mettre fin à l'embargo contre Cuba et supprimer les sanctions contre le Venezuela.

0816 La Colombie appelle à rompre les relations diplomatiques avec Israël

Le président colombien, [Gustavo Petro](#), a appelé la communauté internationale à rompre ses relations diplomatiques avec l'État hébreu s'il ne se conforme pas à la décision du Conseil de sécurité des Nations unies exigeant un cessez-le-feu immédiat à Gaza.

0817 L'opposition vénézuélienne pro-US renonce à se présenter à l'élection présidentielle

L'opposition vénézuélienne pro-US a désigné Corina Yoris comme sa candidate à l'élection présidentielle après l'invalidation de la

candidature de Maria Corina Machado (cf. 0278) qui avait participé à deux tentatives de coup d'État pour le compte des États-Unis. Cependant, Madame Yoris n'a pas été en mesure de déposer sa candidature à temps.

Corina Yoris (80 ans) est inconnue du grand public. C'est une professeure de philosophie reconnue, violemment opposée au marxisme.

EUROPE

0818 Les magistrats britanniques repoussent l'extradition de Julian Assange

La Haute Cour britannique a statué que l'Australien Julian Assange, animateur de Wikileaks, ne pourrait pas être extradé aux États-Unis tant que ceux-ci n'auront pas admis qu'il dispose des mêmes droits d'expression que les citoyens états-uniens et qu'ils ne se seraient pas engagés à ne pas recourir à la peine de mort contre lui.

0819 L'Irlande interviendra à la CIJ aux côtés de l'Afrique du Sud

Le ministre des Affaires étrangères irlandais, [Micheál Martin](#), a annoncé que son pays déposerait une intervention devant la Cour internationale de Justice, une fois que l'Afrique du Sud aura déposé son mémoire, ce qui peut demander plusieurs mois.

« Il appartient à la Cour de déterminer si un génocide est commis. Mais je tiens à dire clairement en réitérant ce que j'ai dit à maintes reprises ces derniers mois ; ce que nous avons vu le 7 octobre en Israël, et ce que nous voyons aujourd'hui à Gaza, représente une violation flagrante du droit international humanitaire à grande échelle. La prise d'otages. La rétention délibérée de l'aide humanitaire aux civils. La cible de civils et d'infrastructures civiles. L'emploi aveugle d'armes explosives dans des zones peuplées. L'utilisation de biens de caractère civil à des fins militaires. Le châtimement collectif de toute une population ... La liste continue. Il doit s'arrêter. L'opinion de la

communauté internationale est claire. Assez, c'est assez. Le Conseil de sécurité des Nations unies a exigé un cessez-le-feu immédiat, la libération inconditionnelle des otages et la levée de tous les obstacles à la fourniture d'une aide humanitaire à grande échelle ».

0820 Le Sénat français rejette le CETA

Le Sénat français a rejeté l'accord de libre-échange Union européenne-Canada (CETA) par 211 voix contre 44. L'Assemblée nationale aura le dernier mot.

Ce Traité est pourtant appliqué, à titre provisoire, depuis 2017. Il a pourtant également été rejeté par Chypre, mais Nicosie ne l'a pas signifié à Bruxelles.

0821 En octobre, la France a fourni 100 000 cartouches à Israël

Selon l'association *Disclose*, subventionnée par George Soros, la France a autorisé fin octobre la livraison à Israël de 100 000 cartouches. La licence d'exportation n'est valable que si ces cartouches sont réexpédiées par Israël à l'étranger.

0822 L'Italie reconnaît que le naufrage du Goduria n'était pas un accident, mais une affaire d'État

À l'occasion de la Journée du souvenir du personnel de l'[Agence de renseignement et de sécurité intérieure](#) (AISE), l'Italie a reconnu que les espions italiens morts dans le naufrage du *Goduria* sur le lac Majeur, le 28 mai 2023, n'étaient pas en voyage d'agrément, mais en mission opérationnelle « délicate ».

Le bateau n'avait que 15 sièges, mais 23 passagers, dont 21 appartenaient aux services secrets italiens ou israéliens. Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, était un habitué secret du *Il Verbano*, le restaurant où les espions s'étaient retrouvés (cf. VAI n°45).

0823 Les Pays-Bas se préparent à participer à l'évacuation des gazaouis vers Chypre

La Marine des Pays-Bas souhaite renouveler les patrouilleurs *HRMS Hollande*, *HMRS Friesland*, *HMRS Groningen* et *HRMNS Zeeland* qui sont très lents. L'un d'entre eux a été envoyé à Chypre pour, éventuellement, participer à l'expulsion des 2,2 millions de gazaouis. Chacun d'entre eux peut, à chaque traversée, évacuer confortablement une centaine de civils, voire beaucoup plus sur son pont de 107 mètres de long. En outre, il peut remorquer d'autres navires.

0824 L'Allemagne et la France produiront des munitions en Ukraine

La holding franco-allemande KNDS (KMW+Nexter Defense Systems), spécialiste des chars et des canons, installera une usine de fabrication de munitions en Ukraine, ont annoncé les ministres de la défense allemand, Boris Pistorius, et français, Sébastien Lecornu.

☞ D'un point de vue du Droit international, si les États tiers sont responsables des munitions qu'ils produisent et exportent, leur responsabilité n'est pas engagée lorsque ces munitions sont fabriquées par des entreprises privées à l'étranger. L'Ukraine pourra donc utiliser les munitions de KNDS pour attaquer la Russie, sans provoquer de Troisième Guerre mondiale.

0825 Quatre États-membres de l'UE pourraient reconnaître l'État de Palestine

L'Espagne a annoncé qu'au nom de la paix au Moyen-Orient, elle était d'accord avec l'Irlande, Malte et la Slovénie pour accomplir les premiers pas vers la reconnaissance du statut d'État déclaré par les Palestiniens en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Le porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères, Lior Haiat, a commenté : « Un règlement du conflit ne sera possible que par des négociations directes entre les parties.

Tout engagement dans la reconnaissance d'un État palestinien s'éloigne d'une résolution et augmente l'instabilité régionale ».

0826 L'Allemagne demande la circulation de l'aide humanitaire à Gaza

La ministre allemande des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, a déclaré : « La situation humanitaire à Gaza est un enfer (...) Les organisations internationales doivent être en mesure de fournir une aide vitale sans entrave ».

Berlin a augmenté de 10 millions de dollars son aide au Programme alimentaire mondial.

0827 Selon la Pologne, un missile russe a violé sa frontière

« L'espace aérien polonais a été violé par l'un des missiles de croisière lancé cette nuit par l'aviation (...) de la Fédération de Russie », a accusé le commandement opérationnel des forces armées polonaises. « L'objet a volé dans l'espace polonais à la hauteur du village d'Oserdow (est) et y est resté pendant 39 secondes ». « L'armée polonaise surveille en permanence la situation sur le territoire ukrainien et reste en état d'alerte permanent pour assurer la sécurité de l'espace aérien polonais ».

Sergueï Andreïev, ambassadeur de Russie en Pologne, ne s'est pas rendu à la convocation du ministre des Affaires étrangères polonais. Il a indiqué qu'il ne pouvait pas discuter d'un tel événement faute de preuve.

0828 Le candidat de Robert Fico en tête de l'élection présidentielle

11 candidats se sont affrontés pour le premier tour de l'élection présidentielle slovaque. Seuls 51 % des inscrits se sont déplacés aux urnes. L'ancien ministre des Affaires étrangères, l'atlantiste et europhile Ivan Korčok, est arrivé en tête avec 42 % des suffrages exprimés. Le président du Conseil national (Assemblée), Peter Pellegrini, est arrivé en second avec 37 % des suffrages exprimés. Il pourrait bénéficier au

second tour du soutien du troisième candidat, l'ancien président de la Cour suprême, Štefan Harabin, qui a obtenu 11 %. Ce serait alors la victoire du président du gouvernement, Robert Fico, eurosceptique et non anti-Russe.

Analyse du Réseau Voltaire

« [Yugoslavie 24 mars 1999 : la guerre fondatrice de la nouvelle Otan](#) », par Manlio Dinucci

L'agression illégale de l'Otan contre la Serbie, il y a exactement 25 ans, a été le premier pas vers la transformation de l'Otan. D'une alliance visant, non pas à protéger d'une éventuelle attaque de l'URSS, mais à « Garder l'Union soviétique à l'extérieur, les Américains à l'intérieur et les Allemands sous tutelle », selon les mots de son premier secrétaire général, Lord Hastings Lionel Ismay, elle est devenue une organisation visant à détruire la Fédération de Russie.

0829 Peter Szijarto dénonce des déclarations irresponsables qui pourraient provoquer la Troisième Guerre mondiale

Le ministre hongrois des Affaires étrangères, Peter Szijarto, a mis en garde ses partenaires européens contre toute rhétorique qui pourrait provoquer une Troisième Guerre mondiale. « Dans une situation aussi critique, ce ne sont pas seulement les actes, mais aussi les paroles qui ont une importance énorme. Donc, quand il s'agit de déclarations sur la possibilité d'envoyer des troupes en Ukraine au nom de certains États membres de l'Otan, c'est vraiment dangereux », a-t-il déclaré.

0830 Les diamantaires européens menacés par les interdictions d'importation de diamants russes

L'importation de diamants russes est interdite dans l'Union européenne depuis janvier. Pour le moment, tous les diamants importés de plus de 0,5 carat doivent entrer par Anvers pour être certifiés. Il n'y a pas de différence de

composition entre les diamants selon leur provenance. Leur certification ne peut donc pas reposer sur des critères techniques, mais exclusivement sur des certificats d'extraction.

« Maintenant, avec toute la bureaucratie, cela prend jusqu'à deux semaines. Avec des taux d'intérêt de 10 ou 11 %, je perdrais de l'argent chaque jour », a indiqué un courtier à Russia Today. Si ces vérifications sont étendues aux diamants de moins de 0,5 carats, les professionnels seront obligés de se délocaliser à Surate (Bharat), à Dubaï ou Tel-Aviv/Al Qods qui ne pratiquent pas les mêmes interdictions.

0831 La Serbie commémore l'agression illégale de l'Otan

- Le président de la République serbe, Aleksandar Vučić, a déclaré : « Aujourd'hui, 25 ans se sont écoulés depuis le début de l'agression de l'Otan. Dix-neuf des plus puissants États ont attaqué la Serbie. Sans aucun droit et pour la première fois sans décision du Conseil de sécurité de l'ONU, ils ont détruit notre pays pendant 78 jours. Ils ont tué des enfants ». La Serbie est néanmoins aujourd'hui « un État vivant, fort et libre », a-t-il poursuivi.

- La Russie, soutenue par l'Algérie et la Chine) vient de demander une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies sur l'agression illégale de l'Otan en 1999. Cependant, l'ordre du jour n'a pas été adopté, faute de voix pour l'approuver. La Russie a déposé une seconde demande auprès de la présidence polonaise du Conseil. Elle ne devrait pas plus être adoptée, mais il ne sera pas possible indéfiniment de la reporter.

0832 Aleksandar Vučić annonce une nouvelle épreuve pour la Serbie et la Srpska

Le président de la République serbe, Aleksandar Vučić a déclaré sur Instagram : « Des jours difficiles attendent la Serbie. Actuellement, il n'est pas facile de dire quel genre de nouvelles nous avons reçu au cours des dernières 48 heures... Elles menacent directement nos

intérêts vitaux, tant ceux de la Serbie que de la Srpska [République serbe de Bosnie], a-t-il annoncé. Dans les prochains jours, je présenterai au peuple serbe tous les défis qui l'attendent. Ce sera difficile, le plus difficile jusqu'à présent. Nous allons nous battre. La Serbie gagnera ».

Aleksandar Vulin, ancien commandant de l'Agence serbe de sécurité et d'information, a déclaré que des agents de la CIA avaient été introduits dans l'entourage du président. « Vučić décidera si nous dirons un jour toute la vérité et ce que nous ferons à ce sujet. Il y a des individus dans l'environnement immédiat du président Vučić qui ne travaillent pas dans l'intérêt de ce pays, mais contre. Vučić décidera de toute nouvelle mesure, ses sources d'information sont excellentes et il sait souvent des choses avant même que nos services officiels ne lui en parlent ».

Analyse du Réseau Voltaire

« [L'attentat de Moscou rappelle les liens entre les islamistes et les "nationalistes intégraux" de Kiev](#) », par Thierry Meyssan

Il importe peu de savoir si l'attentat contre le public du concert du Crocus City Hall de Moscou a été préparé par Daesh avec ou sans les Ukrainiens : ces gens ont l'habitude de travailler ensemble.

Cela dure depuis trois quart de siècle, mais n'est toujours pas intégré dans la conscience collective : les « nationalistes intégraux » aujourd'hui au pouvoir à Kiev travaillent de concert avec la Confrérie des Frères musulmans et leurs milices, sous la supervision des services secrets anglo-saxons. Leur fonction fondamentale est de lutter contre les Russes

AFRIQUE

0833 Élection présidentielle anticipée en Algérie

L'Algérie a annoncé qu'elle procédera à une élection présidentielle anticipée, mais nul ne sait si le président Abdelmadjid Tebboune se représentera ou pas.

Les spéculations vont bon train pour expliquer cette précipitation. Certains la relie à une menace extérieure, d'autre à la visite présidentielle prévue en fin d'année à Paris. L'Algérie aurait intérêt à présenter un président fort de sa nouvelle élection, plutôt que faible, en pleine campagne électorale.

0834 Le Niger se rapproche de la Russie

Après avoir rompu avec la France, l'UE et les États-Unis (0771), le général Abdourahamane Tchiani, président du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie de la république du Niger, s'est entretenu par téléphone avec le président russe, Vladimir Poutine. Ils ont « échangé sur la nécessité de renforcer la coopération sécuritaire » entre la Russie et le Niger « pour faire face aux menaces actuelles ».

La junte nigérienne comme celles du Burkina-Faso et du Mali, avec qui elle forme l'alliance du Sahel, a renversé le président élu Mohamed Bazoum car il ne se préparait pas à [la guerre que les États-Unis planifient dans la région](#).

0835 Bassirou Diomaye Faye, nouveau président du Sénégal

Les résultats de l'élection présidentielle sénégalaise sont :

Bassirou Diomaye Faye – PASTEF : 53,89 % des suffrages exprimés

- Amadou Ba – APR : 37,08 %

- Aliou Mamadou Dia : 2,37 %

- Khalifa Sall MTS : 1,59 %

Aucun des 15 autres candidat n'a atteint les 1 % des voix.

La victoire de Bassirou Diomaye Faye n'est pas contestable. Il avait fait sa campagne électorale avec son mentor, Ousmane Sonko, qui avait été empêché de se présenter (cf. 0064). Le président sortant, Macky Sall, et son candidat, Amadou Ba, ont accepté leur défaite (cf. 0365).

- Ibrahim Gambari, chef de la mission d'observation de la Cedeao, a déclaré : « Le scrutin s'est généralement déroulé sans heurts et dans une atmosphère largement pacifique ». La Suédoise Malin Björk, cheffe de la mission d'observation de l'Union européenne (UE), Malin Björk, a décrit « une élection bien organisée et ouverte qui a montré la solidité des institutions démocratiques sénégalaises ».

- Le nouveau président sénégalais, Bassirou Diomaye Faye, a déclaré que son pays resterait « l'allié sûr et fiable » de tous les partenaires étrangers « respectueux » et a défendu une relation gagnant-gagnant avec la France tout en esquissant une sortie du franc CFA.

« La rupture, c'est par rapport à nous-mêmes, à nos pratiques de gouvernance, à nos relations avec les partenaires, quels qu'ils soient. La France n'est pas sortie du Sénégal, elle est au Sénégal. Le partenariat entre la France et le Sénégal, jusqu'au moment où je vous parle, est un partenariat correct mais qui doit être revisité. Il doit être plus gagnant pour nous (...) L'Afrique, c'est 54 pays, il n'y a que 14 pays qui n'ont pas leur propre monnaie, les 40 autres ont leur monnaie. Pourquoi devons-nous renoncer à un levier de financement aussi important quand on aspire au développement ? Nous sommes très pauvres, très endettés, très en retard sur le monde. Voilà un levier que vous devez pouvoir activer pour aller plus vite vers le développement endogène. On vous dit : 'non, non, non, catastrophe, n'en parlez pas'. Cette souveraineté-là, comme les autres souverainetés, on ne peut pas y renoncer. Au contraire, on va davantage l'affirmer parce qu'un pays souverain doit être totalement souverain. Pas à moitié ».

0836 Le président Yoweri Kaguta Museveni prépare sa succession

Le président ougandais, Yoweri Kaguta Museveni (79 ans), a désigné son fils, le général Muhoozi Kainerugaba, chef des armées.

En avril 2013, le général David Sejusa, ancien conseiller du président Museveni et coordinateur des services de Renseignement, avait évoqué un plan pour éliminer toute opposition à la succession présidentielle, le *Muhoozi Project*.

0837 Construction d'une base militaire russe en RCA

Le gouvernement centrafricain a fourni un terrain à Berengo, à 80 kilomètres à l'ouest de Bangui, pour y édifier une base militaire russe où ses soldats seront formés. Fin 2023, 1 890 instructeurs russes, parmi lesquels des spécialistes militaires de différents profils, étaient en RCA pour former la police nationale et l'armée.

Le conseil de Sécurité des Nations unies a créé une force de maintien de la paix en 2014. Plus de 13 000 soldats sont actuellement déployés dans le pays pour protéger les civils de la violence des groupes armés. Les attaques rebelles contre le gouvernement se poursuivent cependant.

0838 La Zambie restructure sa dette

Trois ans après avoir fait défaut sur sa dette extérieure (3 milliards de dollars), la Zambie serait parvenue à un accord avec ses créanciers validé par le Fonds monétaire international (FMI).

Le gouvernement du président Hakainde Hichilema se concentrerait sur l'investissement dans le secteur minier, y compris les réserves de cobalt, qu'il vante comme un chemin de retour à la croissance économique.

0839 L'Afrique du Sud espère l'application de la résolution 2728

Le département des Relations internationales et de la Coopération de l'Afrique du Sud a publié un communiqué se félicitant de l'adoption de la résolution 2728. Il y déclare : « Il incombe maintenant au Conseil de sécurité des Nations unies de veiller à ce que la résolution soit respectée. Elle a une force obligatoire pour les parties ».

ASIE

0840 Force juive entend expulser les gazaouis

Le député Zvika Fogel (Otzma Yehudit — Force juive) a déclaré : « L'État hébreu doit mettre fin à cette guerre à Gaza. Les Palestiniens paieront le prix du 7 octobre d'une seule façon : ils n'auront tout simplement pas de terre là-bas, ce sera la nôtre ».

0841 Israël Katz accuse António Guterres d'antisémitisme

[Israël Katz](#), ministre israélien des Affaires étrangères, a tweeté qu'António Guterres « a blâmé l'État hébreu pour la situation humanitaire à Gaza, sans condamner en aucune manière les terroristes du Hamas-Daesh qui pillent l'aide humanitaire ». En conséquence de quoi, selon lui, sous son leadership, « l'organisation [les Nations unies] qu'il dirige est devenue antisémite, anti-israélienne et soutient la terreur ».

0842 La police israélienne interroge le rabbin Yosef Elitzur

Le rabbin Yosef Elitzur, chef de la Yeshiva Od Yosef Chai dans la colonie de Yitzhar, est largement considéré comme l'un des chefs spirituels des militants radicaux de droite dans les colonies.

Il a été interrogé par la police israélienne à propos d'une série d'infractions qui auraient été commises par des étudiants de sa yeshiva,

notamment des incendies criminels, des destructions de véhicules, des graffitis et des jets de pierres.

Elitzur est l'un des auteurs de *Torat Hamelech*, un ouvrage paru en 2009 sur les circonstances dans lesquelles la loi religieuse permet le meurtre de non-Juifs. Il a été reconnu coupable d'incitation à la violence en 2021 au sujet d'articles qu'il a publiés sur un site d'information, mais n'a pas été condamné à une peine de prison.

0843 Les FDI ouvrent une enquête sur des faits révélés par Al-Jazeera

La chaîne de télévision qatarie panarabe, Al-Jazeera, a publié une vidéo où l'on voit quatre Palestiniens marchant sans armes sur une route à Khan Yunis. Un drone tire deux missiles qui tuent trois des individus. Le quatrième s'enfuit avant d'être abattu par un troisième tir.

Les FDI ont déclaré ouvrir une enquête.

0844 Bezalel Smotrich nationalise 800 hectares dans la vallée du Jourdain

Bezalel Smotrich, ministre israélien des Finances, a annoncé « La déclaration d'environ 8 000 dounams [800 hectares] comme terres domaniales de l'État d'Israël dans la vallée du Jourdain ».

Le communiqué précise qu'il s'agit « d'une nouvelle mesure spectaculaire et importante pour la colonisation » juive de la Cisjordanie. « Au moment où certains en Israël et dans le monde cherchent à saper notre droit à la Judée-Samarie [la Cisjordanie], nous promouvons l'installation des implantations [colonies] par un travail acharné et de manière stratégique dans tout le pays ».

0845 Les FDI utilisent des logiciels de reconnaissance faciale

Le *New York Times* révèle que les FDI utilisent désormais des logiciels de reconnaissance faciale à Gaza. Cependant ceux-ci commettent encore beaucoup d'erreurs ce qui a conduit, parfois, à arrêter des innocents.

0846 La Knesset envisage l'emprisonnement des « terroristes » âgés de 12 à 14 ans

La Commission des lois de la Knesset a adopté un projet de loi qui permettrait d'emprisonner les mineurs âgés de 12 à 14 ans condamnés pour homicide involontaire dans le cadre d'actions terroristes.

Analyse du Réseau Voltaire

« [La Palestine dans l'œil du crime. Non-assistance à Peuple en danger de génocide](#) », par Hassan Hamadé

Hassan Hamade, personnalité intellectuelle du monde arabe, qui joua un rôle de premier plan dans le camp de la paix, hurle sa douleur face au nettoyage ethnique en cours à Gaza. Pour les lecteurs du Réseau Voltaire, il appelle à sauver dans l'urgence le peuple palestinien et à résoudre enfin le problème israélo-arabe. À le résoudre sur le fond, en proclamant l'égalité de chaque homme, qu'il soit juif ou arabe.

0847 Sondage du Palestinian Center for Policy and Survey Research

Le Palestinian Center for Policy and Survey Research (PCPSR) est parvenu à réaliser un [sondage](#) parmi les Palestiniens déplacés dans la Bande de Gaza. Le PCPSR est basé à Ramallah et financé par l'Union européenne et la Ford Foundation. Il n'est donc pas suspect d'acointance avec le Hamas.

70 % des arabes de Palestine soutiennent aujourd'hui le Hamas contre 27 % pour l'Autorité palestinienne.

71 % estiment que la décision de lancer l'attaque du 7 octobre était juste (ils étaient seulement 60 % à le dire en décembre). Selon eux, elle a fait avancer la cause palestinienne dans l'opinion publique mondiale.

83 % pensent que les déclarations occidentales sur la « solution à deux États » ne sont pas sérieuses.

0848 Les FDI multiplient les bombardements au Liban

Israël multiplie les attaques au Liban, non seulement à la frontière, mais aussi à l'intérieur des terres, à Saïda et à Baalbeck. Tel-Aviv menace Washington d'entrer en guerre contre le Hezbollah s'il ne peut pas continuer ses opérations contre le Hamas.

0849 Les États-Unis reprennent le dialogue avec la Syrie

Les négociations ont repris entre Washington et Damas après treize ans d'interruption. L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis favorisent ces contacts.

Les États-Unis en sont aux premiers contacts. Ils n'ont pas encore défini la manière dont ils envisagent le Moyen-Orient après la guerre de Gaza.

0850 Les Barzani se préparent à un affrontement avec Bagdad

Le Parti démocratique du Kurdistan (c'est-à-dire le clan Barzani) a annoncé qu'il ne participerait pas aux élections législatives du 10 juin. Ce faisant, il laisse le champ libre à son rival de toujours, l'Union patriotique du Kurdistan (c'est-à-dire le clan Talabani).

Il est probable que le PDK, au pouvoir dans la région dite du « Kurdistan iraquien », se prépare à un affrontement majeur avec les institutions fédérales de Bagdad.

Cette nouvelle stratégie des Barzani prend forme au moment où Bagdad a reçu le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan. À la suite de quoi, l'Iraq a interdit le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Il semble qu'en coulisse, la Türkiye et l'Iran aient conclu un accord global pour l'après-guerre de Gaza. L'Iran a en effet cessé tout contact avec le PKK, alors que jusqu'ici ses services secrets en avaient parfois. Ankara et

Téhéran pourraient se partager le marché du Moyen-Orient.

0851 L'Iraq négociera le retrait US de son pays et de la Syrie

Le Premier ministre iraquien, Mohammed Chia al-Soudani, se rendra à Washington le 15 avril. Il demandera une nouvelle fois le retrait des forces états-uniennes de son pays, tel que déjà voté par son parlement. Si les États-Unis quittent l'Iraq, ils seront forcés de quitter aussi la Syrie qu'ils occupent illégalement.

0852 Les Émirats arabes unis dialoguent avec le Hezbollah libanais

Les Émirats arabes unis ont adopté une politique visant à réduire leurs conflits où qu'ils soient et à améliorer leur image. Dans ce cadre, ils ont débuté à la mi-2023 des négociations indirectes avec le Hezbollah libanais. Le président du parlement libanais, Nabih Berri, l'ancien directeur général de la Sécurité générale libanaise, Abbas Ibrahim, puis le président syrien Bachar el-Assad ont servi de médiateurs. Des prisonniers libanais, suspectés d'être membres du Hezbollah, ont été libérés par Abou Dhabi. En définitive, le négociateur Wafiq Safa et deux autres personnes se sont rendus de Beyrouth aux Émirats. Cependant, ils sont rentrés les mains vides : les derniers prisonniers n'ont pas été libérés.

Il semble que les Émirats ont posé trois conditions :

- Reconnaître que les prisonniers travaillaient pour le Hezbollah ;
- S'engager à ne pas répéter des activités d'espionnage aux Émirats arabes unis ;
- Enrayer les menaces du Hezbollah contre les intérêts des Émirats arabes unis.

0853 L'Iran aurait tenté de faire entrer des armes en Cisjordanie

Selon le Shin Bet, la division 4000 (division des opérations spéciales de l'organisation de renseignement des Gardiens de la révolution

dirigée par Jaoud Afari) et l'unité d'opérations spéciales de la Force Al Qods en Syrie, qui opère sous les auspices d'Azhar Bakri, ont planifié l'introduction d'armes en Cisjordanie. Cependant, leur opération a été déjouée.

0854 Bharat reconnaît l'implication d'un haut fonctionnaire dans un complot aux USA

L'enquête commanditée par le gouvernement indien a établi qu'un ancien haut responsable des services secrets avait engagé Nikhil Gupta pour assassiner le leader sikh Gurbatwant Singh Pannun aux États-Unis (cf. VAI n°66).

Cependant, le gouvernement indien n'aurait pas lancé de procédure pénale contre cet ancien haut fonctionnaire.

0855 L'armée indienne au large du Yémen

Bien qu'elle ne participe pas à l'opération états-unienne *Prosperity Guardian*, Bharat poursuit son déploiement militaire au large du Yémen. New Delhi a placé deux navires de guerre dans le golfe d'Aden et pas moins de dix navires en mer d'Arabie, en plus de ses avions de surveillance. En février, elle avait déployé pas moins de douze navires de guerre au large de la Somalie pour protéger la navigation contre les pirates.

0856 Arrestation d'une figure de l'opposition à Narendra Modi

Le ministre en chef de Delhi, Arvind Kejriwal, a été arrêté. Il est accusé de corruption.

Arvind Kejriwal est le fondateur de l'Aam Aadmi Party (Parti de l'homme ordinaire). C'est un des principaux opposants au Premier ministre, Narendra Modi. Celui-ci avait déjà fait changer les attributions du ministre en chef élu, lui retirant ses compétences en matière de lutte contre la corruption, d'éducation, de santé, de bien-être social, de tourisme, d'hôpitaux et de transports.

Les ambassadeurs des États-Unis et d'Allemagne ont tenté de prendre sa défense, appelant à un procès équitable. Ils ont été convoqués au ministère des Affaires étrangères qui leur a signifié de ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures indiennes.

0857 Le Myanmar commence à recruter de force dans ses armées

Le Myanmar a débuté sa campagne de mobilisation. Sont éligibles à un service militaire de deux ans, tous les hommes âgés de 18 à 45 ans et toutes les femmes âgées de 18 à 35 ans. La désertion est passible d'une peine de trois à cinq ans d'emprisonnement et d'une amende.

Les ordres de mobilisation seraient envoyés au hasard, mais de nombreuses personnes, refusant d'entrer dans les armées, préfèrent fuir leur pays.

0858 Nouvel accrochage sino-philippin

Alors que la Marine philippine tentait de ravitailler le *BRP Sierra Madre* sur le banc second Thomas des îles Spratleys avec un petit bateau civil, les [gardes-côtes chinois l'ont repoussé](#) en utilisant des canons à eau. Selon Manille, l'*Unaizah May 4* a été gravement endommagé.

Les Philippines s'étaient engagées à retirer le *BRP Sierra Madre*, au lieu de cela, elles ont tenté de l'installer sur place.

👉 Les Philippines occupent le banc Second Thomas ; un atoll des îles Spratleys. Celles-ci sont revendiquées par Brunei, la Chine, la Malaisie, les Philippines, et le Vietnam. Cependant cet atoll n'est revendiqué que par la Chine et les Philippines. En 1999, le *BRP Sierra Madre*, un navire de la marine philippine, a été volontairement échoué sur le banc. Il sert aujourd'hui de base militaire à une douzaine d'hommes. En 2016, la [Cour d'arbitrage de La Haye](#) a donné raison aux Philippines contre la Chine. Mais cette cour n'a pas de compétence en matière de différents frontaliers.

Vidéo

[Thierry Meyssan invité de Steven K.](#) et de Chloé Frammery

Thierry Meyssan a été l'invité de Steven K. et de Chloé Frammery. L'entretien porte sur sa conception du journalisme. L'intervieweuse le questionne aussi bien sur les attentats du 11-Septembre que sur la réponse politique au Covid-19. Il se prolonge sur la fin de l'hégémonie occidentale, l'agenda 2030, le Droit international qui s'oppose aux règles des occidentaux, les guerres à Gaza et en Ukraine, Il conclut sur les critères de la vérité.

0859 Publication de la pensée Xi en matière financière

Le président chinois, Xi Jinping, a publié un volume d'extraits de ses discours sur les Finances. Il y expose sa compréhension de l'essence de la « Finance socialiste aux caractéristiques chinoises ».

0860 Fumio Kishida accepte de rencontrer Kim Jong Un

Le Premier ministre japonais, Fumio Kishida, a répondu positivement à la proposition d'un sommet avec le dirigeant suprême nord-coréen, Kim Jong Un.

Les négociations entre les deux pays sont bloquées sur la question des enlèvements sur des plages de 17 sujets japonais par des sous-marins nord-coréens dans les années 70 et 80. Cinq d'entre eux ont été autorisés à rentrer chez eux après que le Premier Ministre de l'époque, Junichiro Koizumi, se soit rendu à Pyongyang en 2002. Mais la Corée du Nord a dit que sur les 12 autres, huit étaient morts et quatre n'étaient jamais entrés sur son territoire.

0861 Le PLD tente d'échapper aux conséquences du scandale de corruption

Toshimitsu Motegi, secrétaire général du parti libéral démocrate (PLD) s'est engagé à prendre des sanctions sévères contre les membres du

parti impliqués dans le scandale des fonds occultes du parti (environ un demi-milliard de dollars).

L'ancien ministre de l'Éducation Ryu Shionoya, l'ancien chef de la politique du PLD, Hakubun Shimomura, l'ancien ministre du Commerce Yasutoshi Nishimura et Hiroshige Seko, ancien secrétaire général du PLD à la Chambre des conseillers (sénat) pourraient être suspendus de leurs fonctions.

L'ancien secrétaire général du PPLD, Toshihiro Nikai, a annoncé qu'il ne briguerait pas sa réélection.

Takashi Kimura a remporté la mairie de Kumamoto aux élections partielles. Il était soutenu par le PLD.

Le Parti japonais de l'innovation (Nippon Ishin no Kai), de tendance sociale-libérale et régionaliste, a réformé ses statuts et se prépare à remporter des élections anticipées.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

0862 Le Conseil de sécurité adopte une résolution exigeant un cessez-le-feu immédiat à Gaza

Les dix membres non-permanents du Conseil de sécurité (Algérie, Équateur, Guyana, Malte, Mozambique, Sierra Leone, Japon, Corée, Slovaquie et Suisse) ont déposé un projet de résolution qui a été adopté sous le numéro 2728.

Ce texte est une réponse au projet états-unien qui appelait à un cessez-le-feu, mais ne l'exigeait pas. La Russie et la Chine y avaient opposé leur veto.

- Le ministre israélien des Affaires étrangères, Israël Katz, a réagi à l'adoption d'une résolution par le Conseil de sécurité : « L'État israélien n'éteindra pas l'incendie. Nous détruirons le Hamas et continuerons à nous battre jusqu'à ce que le dernier des otages soit rentré chez nous ».

- Le ministre israélien des Affaires stratégiques, Ron Dermer, a assuré : « Le Hamas pense qu'il va obtenir un cessez-le-feu sans renoncer aux otages - parce que c'est ce que dit la résolution ».

- À la suite d'une réunion avec le sénateur républicain Rick Scott (Floride), le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a déclaré qu'il avait annulé la visite de sa délégation aux États-Unis après que ceux-ci aient laissé passer la résolution 2728. Selon lui, Washington « a encouragé le Hamas à prendre une position plus stricte, et à compter sur la pression internationale pour empêcher l'État hébreu de libérer les otages et de détruire l'organisation ».

- Le ministre israélien de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, a accusé le président Joe Biden de soutenir tacitement les ennemis d'Israël comme Yahya Sinwar, le dirigeant du Hamas à Gaza, et Rashida Tlaib, une députée démocrate d'origine palestinienne qui représente un district du Michigan ».

- Le Hamas a publié une déclaration affirmant qu'il est prêt à s'engager dans des échanges de prisonniers immédiats de part et d'autre.

- L'amiral John Kirkby, porte-parole du Conseil national de sécurité états-unien a déclaré : « Il n'y a aucune raison pour que cette résolution soit considéré comme une sorte d'escalade... La raison pour laquelle nous nous sommes abstenus est que ce texte n'a pas condamné le Hamas ».

0863 Israël s'oppose aux convois de l'UNRWA

Philippe Lazarrini, directeur de l'UNRWA, a déclaré le 24 mars : « Malgré la tragédie qui se déroule sous notre surveillance, les autorités israéliennes ont informé les Nations unies qu'elles n'approuveraient plus aucun convoi de vivres de l'UNRWA dans le nord [de la Bande de Gaza]. C'est scandaleux et cela rend intentionnel l'obstruction de l'aide vitale pendant la famine provoquée par l'homme ».

0864 Francesca Albanese demande un embargo sur les armes à destination d'Israël

La rapporteuse spéciale des Nations unies pour les Droits de l'homme dans les territoires occupés, Francesca Albanese, a déclaré au Conseil des droits de l'homme (Genève) que les actions entreprises par les FDI sous couvert de l'opération « Glaive de fer » s'apparentent à un génocide. Elle a plaidé pour des sanctions internationales immédiates et un embargo sur les armes.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),
46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros.

Les abonnements sont automatiquement renouvelés.

Pour annuler le renouvellement de votre abonnement : envoyez à l'avance un e-mail à thierry.meyssan@voltairenet.org.

Pour nous écrire, ne répondez pas aux mails automatiques vous informant des liens de téléchargement. Ils ne nous parviennent pas. Mais composez vous-même l'adresse courriel de votre destinataire.

Voltaire

Actualité internationale

N°81 - 5 avril 2024

ÉDITORIAL

0865 L'affaire von der Leyen

Le lobbyiste belge Frédéric Baldan a déposé une plainte pénale contre la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, le 5 avril 2023, pour « usurpation de fonctions et de titre », « destruction de documents publics », « prise illégale d'intérêts et corruption ». Par la suite, la Hongrie et la Pologne s'y sont joints. Cependant, à l'initiative du nouveau Premier ministre polonais, Donald Tusk, Varsovie a annoncé retirer sa plainte.

☞ La Hongrie et la Pologne sont simultanément poursuivies par Pfizer, cette fois pour non-paiement des doses commandées en leur nom par la Commission européenne. Le tribunal de Bruxelles a rendu un premier jugement provisoire le 3 avril 2023 et doit se prononcer maintenant sur le fond.

Frédéric Baldan est proche de l'association [Bon sens](#) de Xavier Azalbert (*France Soir*) et du professeur Christian Perronne. Son accréditation de lobbyiste lui a été retiré par la Commission quelques heures après qu'il eut donné une conférence de presse avec la députée européenne (aujourd'hui décédée) Michèle Rivasi.

L'enjeu de la plainte est le contrat de 20 milliards d'euros, et potentiellement 35, passé entre l'UE et la multinationale pharmaceutique Pfizer. Par ailleurs des doses de médicaments ARN-messager anti-Covid (abusivement qualifiés de « vaccins ») ont été perdues pour 4 milliards de dollars.

La plainte est centrée sur un échange de SMS, révélé par le *New York Times*, entre von der Leyen et le patron de Pfizer, Albert Bourla.

Le journaliste Alexander Fanta (*Netzpolitik.org*) a tenté en vain de se procurer une copie des SMS. Les démarches entreprises par la médiatrice de l'UE, Emily O'Reilly, ont échoué. Le *New York Times*, a porté plainte contre Ursula von der Leyen au titre des articles 41 et 42 de la *Charte des droits fondamentaux de l'UE* qui accordent un droit d'accès aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission.

Une circulaire impose aux parquets nationaux de notifier au Parquet européen les dossiers pour lesquels ils pensent que celui-ci pourrait être compétent. Mais, un an plus tard, le Parquet européen n'a toujours pas répondu à la notification que lui a présenté le parquet de Bruxelles. Les textes ne lui imposent aucun délai (...)

(...) Le parquet européen n'est pas un organe communautaire, mais de coopération renforcée. Seuls 22 États sur 28 le reconnaissent. Mais ni la Hongrie, ni la Pologne. La Roumaine Laura Codruța Kövesi a été désignée procureure générale par la Commission à l'issue d'une négociation avec le Parlement européen.

L'époux de la présidente, Heiko von der Leyen, est subitement devenu administrateur d'Orgenesis, une société qui a joué un rôle central dans la campagne de vaccination de l'UE. Or Orgenesis et Pfizer ont le même actionnaire principal. En 2022, la Commission a octroyé 320 millions d'euros de subventions à Orgenesis. La révélation de ces subventions a conduit Heiko von der Leyen à démissionner de ses fonctions.

☞ Cette affaire survient alors qu'Ursula von der Leyen brigue un second mandat à la tête de la Commission.

AMÉRIQUES

0866 Le Canada « horrifié » par le bombardement des travailleurs humanitaires de World Central Kitchen

La ministre canadienne des Affaires étrangères, Mélanie Joly, a tweeté : « Je suis horrifiée d'entendre hier des informations faisant état d'un bombardement des FDI qui aurait coûté la vie à 7 employés de World Central Kitchen à Gaza, dont un citoyen canadien. Nous condamnons ces bombardements et demandons une enquête approfondie. Le Canada entend établir la pleine responsabilité de ces meurtres. Les bombardements sur le personnel humanitaire sont absolument inacceptables. Le droit international humanitaire doit être respecté ».

0867 Le Congrès appelle le président Joe Biden à témoigner

La Commission de la Chambre des représentants qui enquête sur la famille Biden développe une narration très différente de celle des personnes qu'elle incrimine. Cependant elle

n'a pas trouvé de preuve irréfutable et s'est vue opposer un refus de communication de pièces indispensables à son enquête. Aussi a-t-elle demandé au président Joe Biden de bien vouloir présenter sa version des faits.

☞ Il est extrêmement rare qu'un président en exercice vienne témoigner devant le Congrès. Les deux derniers cas furent le président Woodrow Wilson à propos de la création de la Société des Nations, en 1919, et le président Gerald Ford à propos de la grâce qu'il avait accordée à Richard Nixon, en 1974.

0868 Les États-Unis ne soutiennent plus Israël

Selon un [sondage Gallup](#), seuls 36 % des États-Unis soutiennent l'action de Tsahal à Gaza, contre 55 % qui la désapprouvent. 75 % des Démocrates s'y opposent, tandis que 64 % des Républicains la soutiennent.

0869 Le Pentagone fournit à Israël les bombes qui détruisent la Bande de Gaza

Selon le *Washington Post*, les États-Unis ont livré à Israël, depuis le début de la guerre à Gaza, 1 800 bombes Mark 84 (Mk 84). Il s'agit de bombes à fragmentation, non guidées, qui pèsent 920 kilos chacune.

Le sénateur démocrate Bernie Sanders (Vermont) a commenté : « Les États-Unis ne peuvent pas demander à Netanyahu d'arrêter de bombarder des civils un jour et lui envoyer ensuite des milliers de bombes supplémentaires de 2 000 livres qui peuvent détruire des quartiers entiers. C'est obscène. Nous devons mettre fin à notre complicité : il ne doit plus y avoir de bombes pour Israël ».

0870 Les États-Unis inquiets de se rendre complices de génocide

Selon le *Wall Street Journal*, des fonctionnaires états-uniens s'inquiètent que les Renseignements transmis par leur pays à Israël soient utilisés pour tuer des civils.

Si cela se produisait, les États-Unis seraient complices du génocide des gazaouis.

0871 Joe Biden « brisé » par la mort d'un travailleur humanitaire états-unien

Le président états-unien, Joe Biden, s'est déclaré « brisé par la mort de sept travailleurs humanitaires, [de World Central Kitchen] dont un États-unien, à Gaza hier ». « Ce conflit a été l'un des pires récents en termes de nombre de travailleurs humanitaires tués. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles la distribution de l'aide humanitaire à Gaza a été si difficile : parce qu'on n'en a pas fait assez pour protéger les travailleurs humanitaires qui tentent d'apporter une aide dont les civils ont désespérément besoin. Des incidents comme ceux d'hier ne devraient tout simplement pas se produire. Il n'en est pas fait assez non plus pour protéger les civils », a-t-il poursuivi.

Le chef d'état-major des FDI, le général Herzi Halevi, a présenté ses excuses pour cet « acte non-intentionnel ». « Cela n'aurait pas dû arriver »

0872 Selon CBS, le syndrome de La Havane est une attaque russe

Dans une enquête conjointe de *60 minutes* (CBS), *Der Spiegel* et *The Intercept*, des journalistes affirment que le syndrome de La Havane (des acouphènes particulièrement violents) est causé par une arme à laser russe.

Depuis 2016, environ 1 500 diplomates, militaires et agents de Renseignement états-uniens et canadiens ont rapporté en souffrir.

☞ En 2023, le bureau du Directeur national du renseignement avait conclu, à l'issue d'une longue enquête, que le syndrome de La Havane ne pouvait pas être imputé à une puissance étrangère. En effet, on ne voit pas comment elle aurait pu déterminer ses cibles, sauf à avoir pénétré toutes les agences états-uniennes et canadiennes.

Ces « révélations » sortent au moment où la Maison-Blanche tente de faire voter par le Congrès de nouveaux budgets contre la Russie.

0873 CNN souhaite faire protéger Hawaï par l'Otan ou l'AUKUS

CNN a lancé une campagne pour que Hawaï soit défendue par le Traité de l'Atlantique-Nord ou celui de l'AUKUS.

☞ En effet, la zone d'intervention de l'Otan, selon l'article 6 du Traité rédigé en 1949 :

« Pour l'application de l'article 5 [de défense collective], est considérée comme une attaque armée contre une ou plusieurs des parties, une attaque armée : contre le territoire de l'une d'elles en Europe ou en Amérique du Nord, contre les départements français d'Algérie, contre le territoire de la Turquie ou contre les îles placées sous la juridiction de l'une des parties dans la région de l'Atlantique Nord au nord du Tropique du Cancer ».

De facto, cela ne s'applique pas à Hawaï, pas plus qu'aux Antilles britanniques (Antigua, îles Caïman, îles Vierges, Monserrat, Îles Turques-et-Caïques), françaises (Guadeloupe, Martinique, Saint-Barthélemy, Saint Martin), ou néerlandaises (Aruba, Bonaire, Curaçao, Saba, Saint-Eustache et Saint-Martin), ni autres territoires d'outre mer britanniques (Îles Pitcairn, Sainte-Hélène, Ascension et Tristan da Cunha, Îles Falkland, Géorgie du Sud-et-les Îles Sandwich du Sud, Territoire britannique de l'océan Indien et Territoire britannique de l'Antarctique), ou français (Guyane, La Réunion, Mayotte, Wallis-et-Futuna, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Terres australes et antarctiques françaises, et Clipperton).

0874 Les États-Unis n'aideront pas la Russie dans l'enquête sur l'attentat terroriste du Crocus City Hall

L'amiral John Kirby, porte-parole du Conseil national de Sécurité états-unien, a confirmé que son pays ne participerait pas aux investigations

de la Russie sur l'attentat du Crocus City Hall de Moscou.

C'est la première fois que les États-Unis refusent une demande d'entraide policière dans une affaire de terrorisme.

👉 Le *Washington Post* avait rapporté que Washington avait prévenu Moscou deux semaines à l'avance d'une possible opération terroriste.

Au contraire, le *New York Times*, avait affirmé que les services de Renseignement US avaient préféré garder cette information pour eux plutôt que de risquer de dévoiler leur source.

En définitive, Moscou a démenti toute coopération de Washington.

Analyse du Réseau Voltaire

« [Sous surveillance : Cruelles manigances de Jared Kushner avec les plages de Gaza](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

Les propos horribles de Jared Kushner sur le nettoyage ethnique de la Palestine ont été prononcés à Harvard le mois dernier, mais ils n'ont été connus que cette semaine. Au moment où le candidat Donald Trump (le beau-père de Kushner) accordait une interview à Israel Hayom, le quotidien gratuit pro-Netanyahu.

À l'évidence, le clan Trump, en pleine campagne électorale, tente de séduire les juifs conservateurs à n'importe quel prix.

Au passage, nous félicitons notre ami Alfredo Jalife-Rahme qui a été intronisé [docteur honoris causa](#) par l'université royale et pontificale San Francisco Xavier de Chuquisaca.

0875 Le SouthCom et la CIA s'installent en Essequibo guyanais

Selon le président vénézuélien, Nicolas Maduro, le Commandement des forces états-uniennes pour l'Amérique latine (SouthCom) et la Central Intelligence Agency (CIA) ont installé des bases

secrètes en Guyane dans la région contestée de l'Essequibo. Il s'agirait de la mise en application de l'application de l'accord états-uno-guyanais négocié en avril (cf. 0342), en violation de l'accord vénézuélo-guyanais de décembre 2023 (Cf. VAI n°66).

EUROPE

0876 Discours de Pâques du pape François

Prononçant sa bénédiction pascale Urbi et Orbi, le pape François a déclaré : « Ma pensée va d'abord aux victimes des conflits nombreux qui se déroulent dans le monde, à commencer par celui en Israël et en Palestine, et celui en Ukraine. Que le Christ ressuscité ouvre un chemin de paix pour les populations meurtries de ces régions. Tout en appelant au respect des principes du droit international, j'appelle de mes vœux à un échange général de tous les prisonniers entre la Russie et l'Ukraine : tous pour tous !

Par ailleurs, j'appelle une nouvelle fois à ce que l'accès des aides humanitaires à Gaza soit garanti, en exhortant de nouveau à une libération rapide des otages enlevés le 7 octobre, ainsi qu'à un cessez-le-feu immédiat dans la bande de Gaza.

Ne laissons pas les hostilités en cours continuer à toucher gravement la population civile qui est maintenant épuisée, surtout les enfants. Combien de souffrance nous voyons dans les yeux des enfants. Les enfants de ces terres en guerre ont oublié de sourire. Par leurs regards ils nous demandent : pourquoi ? Pourquoi tant de morts ? Pourquoi tant de destructions ? La guerre est toujours une absurdité, la guerre est toujours une défaite ! Ne laissons pas les vents de la guerre souffler toujours plus fort sur l'Europe et sur la Méditerranée. Ne cédon pas à la logique des armes et du réarmement. La paix ne se construit jamais avec des armes, mais en tendant les mains et en ouvrant les cœurs.

Frères et sœurs, n'oublions pas la Syrie qui souffre depuis treize ans des conséquences d'une

guerre longue et dévastatrice. Tant de morts, de personnes disparues, tant de pauvreté et de destructions attendent des réponses de la part de chacun, y compris de la Communauté internationale.

Aujourd'hui, mon regard se tourne tout particulièrement vers le Liban qui connaît depuis longtemps un blocage institutionnel et une profonde crise économique et sociale, aujourd'hui aggravée par les hostilités à la frontière avec Israël. Que le Ressuscité reconforte le peuple libanais bien-aimé et soutienne le pays tout entier dans sa vocation à être une terre de rencontre, de coexistence et de pluralisme.

J'adresse une pensée particulière à la région des Balkans occidentaux où des pas importants sont accomplis vers l'intégration dans le projet européen : que les différences ethniques, culturelles et confessionnelles ne soient pas une cause de division, mais deviennent une source de richesse pour l'ensemble de l'Europe et du monde entier.

De même, j'encourage les discussions entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan afin que, avec le soutien de la Communauté internationale, ils puissent poursuivre le dialogue, secourir les personnes déplacées, respecter les lieux de culte des différentes confessions religieuses et parvenir le plus rapidement possible à un accord de paix définitif.

Que le Christ ressuscité ouvre un chemin d'espérance pour les personnes qui, dans d'autres parties du monde, souffrent de violences, de conflits, d'insécurité alimentaire, ainsi que des effets du changement climatique. Que le Seigneur reconforte les victimes de toutes les formes de terrorisme. Prions pour tous ceux qui ont perdu la vie et implorons la repentance et la conversion des auteurs de tels crimes.

Que le Ressuscité assiste le peuple haïtien, afin que les violences qui déchirent et ensanglantent le pays cessent au plus vite et que celui-ci puisse progresser sur le chemin de la démocratie et de la fraternité.

Qu'Il reconforte les Rohingyas, touchés par une grave crise humanitaire, et qu'Il ouvre la voie de la réconciliation au Myanmar déchiré par des années de conflits internes, afin que toute logique de violence soit définitivement abandonnée.

Que le Seigneur ouvre des voies de paix sur le continent africain, notamment pour les populations éprouvées au Soudan et dans toute la région du Sahel, dans la Corne de l'Afrique, dans la région du Kivu en République Démocratique du Congo et dans la province du Cap Delgado au Mozambique, et qu'Il mette fin à la situation de sécheresse prolongée qui touche de vastes régions et provoque la pénurie et la famine ».

0877 Le Royaume-Uni pourrait être complice de génocide

[Alicia Kearns](#), présidente de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des Communes, a affirmé lors d'une réunion privée : « Le ministre des Affaires étrangères [David Cameron] a reçu des conseils juridiques officiels indiquant qu'il a enfreint le droit humanitaire international, mais que le gouvernement ne l'a pas annoncé. Ils ne l'ont pas dit, ils n'ont pas arrêté les exportations d'armes. Ils ont juste pris quelques très petites sanctions contre les colons israéliens, sachant que tout le monde est convenu au plan international que les colonies sont illégales ».

0878 Six cent experts juridiques mettent en garde le gouvernement britannique d'être complice de génocide

600 experts juridiques (avocats, universitaires et juges de haut niveau à la retraite, dont l'ancienne présidente de la Haute Cour, Lady Hale) ont adressé une lettre au Premier ministre britannique, Rishi Sunak, l'avertissant que le Royaume-Uni devait prendre des mesures en application de la décision de la Cour internationale de Justice (CIJ) sur l'éventuel génocide en cours à Gaza. Ils soulignent que Londres

- doit prendre des sanctions contre « les individus et entités qui ont fait des déclarations en faveur du génocide des Palestiniens » ;

- doit poursuivre le financement de l'UNRWA, indispensable à « l'entrée et à la distribution effectives des moyens d'existence aux Palestiniens à Gaza, et par extension à la prévention du génocide » ;

- et surtout, doit interrompre la livraison d'armes à Israël tant qu'il y a risque de génocide.

0879 Tsalal attaque les bureaux de Sky News à Gaza

Sky News en langue arabe a rapporté que les FDI avaient attaqué un bâtiment à Gaza où se trouvent ses bureaux et d'autres organes de presse et où il n'y a pas eu de victimes. Selon les FDI, ce bâtiment n'était plus utilisé et représentait une menace pour ses soldats.

0880 Rishi Sunak et la mort des travailleurs de World Central Kitchen

L'ambassadeur israélien a été convoqué à Whitehall. Le Premier ministre britannique, Rishi Sunak, a demandé à Israël d'enquêter sur la mort des trois travailleurs humanitaires britanniques de World Central Kitchen.

0881 L'Assemblée nationale française voudrait condamner la France en condamnant le massacre du 17 octobre 1961 à Paris

L'Assemblée nationale a adopté une [résolution n°273](#) condamnant « la répression sanglante et meurtrière des Algériens commise sous l'autorité du préfet de police Maurice Papon, le 17 octobre 1961 ». Ce jour-là, « des familles algériennes manifestèrent pacifiquement à Paris contre le couvre-feu discriminatoire imposé par la préfecture de Paris aux seuls "français musulmans d'Algérie" ». Des corps furent retrouvés dans la Seine, mais la censure militaire ne permit pas de couvrir l'évènement.

Ce texte a été rédigé à l'initiative de la députée Sabrina Sebaihi (La France insoumise). Dans son esprit, c'est le premier pas vers la reconnaissance d'un crime d'État.

Seuls 82 députés étaient présents sur 577. 78 ont voté. 4 se sont abstenus. 67 ont voté « pour », 11 « contre ».

Le préfet de police Maurice Papon avait servi le régime de l'État français de Philippe Pétain. Il devint préfet du Général De Gaulle dans le contexte de la « réconciliation nationale ». Il fut jugé et condamné, en 1997, pour sa responsabilité dans la déportation de juifs de Bordeaux, les faits n'ayant été connus qu'en 1981.

☞ Apprenant le massacre, le général De Gaulle décida de prendre des sanctions, mais en fut empêché par sa propre majorité. Maurice Papon avait été récupéré par les Anglo-Saxons à la Libération et faisait partie des services secrets *stay-behind* de l'Otan. En organisant ce massacre, l'Alliance tentait d'empêcher la France d'envisager l'indépendance de l'Algérie. En effet, celle-ci était protégée par l'Otan, d'où le soutien US au putsch des généraux d'Alger, six mois plus tôt.

0882 Où l'on reparle d'Édith Bouvier

La journaliste Édith Bouvier et sa consœur Céline Martelet ont été condamnées par le tribunal de grande instance de Paris à 10 et 12 mois de prison avec sursis pour financement du terrorisme (article 421-2-2 du Code pénal).

☞ En 2012, Édith Bouvier était journaliste pour *Le Figaro Magazine* à l'émirat islamique de Baba Amr, un quartier de Homs. Elle a raconté sa version des faits dans un livre *Chambre avec vue sur la guerre* (Flammarion, 2012). Thierry Meyssan était, quant à lui tiers de confiance entre les gouvernements français et syrien lors des négociations qui précédèrent. Il a raconté sa version des événements dans une série d'articles publiés par le *Réseau Voltaire*. Les deux narrations n'ont aucun rapport l'une avec l'autre, hormis de se dérouler dans le même lieu. Le chef d'état-

major français, l'amiral Édouard Guillaud, s'est rendu au Liban, à la frontière, pour accueillir Edith Bouvier et ses compagnons.

La faiblesse de la peine d'Édith Bouvier par rapport à la gravité des faits qui lui ont été reprochés laisse entrevoir une condamnation de complaisance.

Erratum

Nous avons par erreur écrit dans la brève 0676 que l'Assemblée nationale française avait ratifié le traité de Défense franco-ukrainien signé par le président Emmanuel Macron. C'est faux. Ce texte est toujours secret. Il n'a pas été transmis à l'Assemblée nationale. Les débats publics n'ont porté que sur une déclaration de la Présidence relative au Traité et non pas sur le Traité lui-même. Ils n'ont pas été suivis de vote.

Dans la brève 0821, nous avons écrit que, selon [Disclose](#), la France avait livré 100 000 cartouches à Israël en octobre dernier. Ce n'est pas exact, la France a livré 100 000 équipements qui permettent d'utiliser des cartouches en l'absence de chargeur.

0883 Les Îles Canaries au secours de l'ex-Sahara espagnol

La communauté autonome des Îles Canaries (Espagne) s'inquiète des manœuvres militaires navales marocaines à 125 kilomètres de ses côtes. Elle ne parvient pas à obtenir d'information du gouvernement de Pedro Sánchez à Madrid.

☞ La Cour de justice de l'Union européenne (JCE) a recommandé l'annulation de l'accord de pêche entre l'UE et le Maroc, en soulignant qu'il ne tient pas compte des intérêts du peuple sahraoui.

Pedro Sánchez s'est rendu à Rabat en février dernier. Il a abandonné la République arabe sahraouie démocratique et reconnu l'irrédentisme marocain sur l'ancienne colonie espagnole.

0884 Gigantesque scandale en Allemagne : les protocoles de l'IRK prouvent que la panique de la Covid a été organisée sans aucune base scientifique

Le magazine *Multipolar* a intenté une action en justice sur la base de la loi sur la liberté d'information. Il a obtenu la publication de 1 000 pages de procès-verbaux des réunions de l'équipe allemande de crise Corona, celles de l'Institut Robert Koch (IRK).

Bien que 148 pages aient été caviardées, l'étude de ces documents atteste

- qu'il n'y avait aucune raison scientifique à la panique généralisée. L'IRK a suivi des instructions politiques extérieures, le 20 mars 2020, pour présenter le risque comme « élevé ». La Covid-19 n'était pas plus dangereuse que certaines grippe.

- que le 8 février 2021 les autorités de santé établissent que les prétendus vaccins n'empêchent ni la transmission, ni l'infection (rappelons que les médicaments à ARN messagers ne sont considérés comme des « vaccins » que depuis l'adoption d'un amendement à la loi fiscale des États-Unis. D'un point de vue médical, ils fonctionnent différemment et ont des effets différents). Ils savent déjà que les masques généralisés n'ont aucune utilité.

- que le 19 mars 2021, l'IRK établit que le principal risque de mortalité est l'âge (âge médian des décès : 83 ans).

- que les effets secondaires des prétendues vaccinations ont été volontairement sous-estimés.

☞ Le Bundestag devrait constituer une commission d'enquête parlementaire. Les documents caviardés ne permettent pas pour le moment de déterminer qui tirait les ficelles. Cette affaire aura sans aucun doute d'importantes conséquences dans plusieurs mois dans l'ensemble de l'Union européenne.

0885 Une commission allemande justifie le droit de l'État à limiter les libertés individuelles

Selon le [Comité d'éthique allemand](#), l'État est en droit de limiter les libertés individuelles afin de lutter contre le réchauffement climatique.

0886 La Pologne se retire du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe

La Pologne s'est retirée du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (FCE). Celui-ci fixe la quantité maximum pour chaque bloc (Pacte de Varsovie et Otan) des armements conventionnels par catégorie, dont les chars, les véhicules blindés, l'artillerie, les hélicoptères d'assaut et les avions de combat. Cependant, il n'a jamais été mis à jour après la dissolution du pacte de Varsovie, les États-membres de l'Otan exigeant le retrait préalable des forces russes de de Transnistrie, d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud.

0887 Donald Tusk met en garde contre le retour de la guerre en Pologne

Le Premier ministre polonais, Donald Tusk, a déclaré en conférence de presse : « Je ne veux effrayer personne, mais la guerre n'appartient plus au passé. C'est réel et en fait cela a commencé il y a plus de deux ans. Je comprends que cela semble épouvantable, surtout pour la jeune génération, mais nous devons nous préparer mentalement à l'arrivée d'une nouvelle ère. Nous sommes dans une période d'avant-guerre. Je n'exagère pas ».

0888 Incident polono-israélien

La presse polonaise a vivement réagi après l'attaque par les FDI d'un convoi humanitaire de World Central Kitchen à Gaza. Son trajet avait été préalablement annoncé. Sept travailleurs humanitaires sont morts, dont un Polonais. Une polémique s'est ouverte après la publication d'un article d'*Haaretz* décrivant l'attaque comme « intentionnelle », les FDI ayant cru qu'un terroriste s'était mêlé au convoi.

L'ambassadeur d'Israël à Varsovie a alors qualifié la presse polonaise d'« antisémite », suscitant un forte colère dans l'opinion publique.

☞ Les relations de la Pologne et d'Israël ont été empoisonnées durant des années par un conflit sur l'attitude des Polonais durant la Seconde Guerre mondiale. Plusieurs Premiers ministres israéliens ont soutenu que les Polonais en général avaient livré leurs compatriotes juifs aux nazis. Au contraire, la Pologne fait valoir qu'elle a été l'un des pays les plus marqués par la violence nazie et que les collaborateurs de l'occupant n'y ont pas été plus nombreux qu'ailleurs.

Le ministre polonais des Affaires étrangères, Radek Sikorski, a déclaré : « Je conseillerais à l'Ambassadeur israélien en Pologne de faire preuve de plus de retenue et d'humilité. C'est le moment pour lui de s'excuser plutôt que d'enflammer les émotions. Si ce que la presse israélienne écrit est vrai, alors je ne connais pas de système éthique qui le justifierait, et cela suscite mon indignation morale. S'il y a eu une volonté de sacrifier la vie de sept civils afin de tuer un terroriste, alors Israël devrait s'excuser et payer des indemnités ».

0889 La Roumanie envisage d'entrer en guerre contre la Russie

Le [ministre de la Défense roumain](#) a déposé un projet de loi de programmation militaire. Il autorise son pays à venir au secours de ses compatriotes à l'étranger.

1,5 million de double nationaux roumains vivent en Moldavie. Les deux pays, qui ont un héritage ethno-linguistique commun, ont plusieurs fois envisagé de fusionner.

☞ Cette proposition de loi prend son sens si l'on admet que, lors du dégel en Ukraine, les forces russes libéreront/attaqueront Odessa et joindront la Novorossia à la Transnistrie. Dans ce cas, la Pologne et la France assurent que la Russie attaque la Moldavie. En effet, la Transnistrie n'est pas un État reconnu, mais son territoire est juridiquement rattaché à la

Moldavie qui n'y a pourtant jamais exercé d'autorité.

0890 La Finlande signe un Traité de Sécurité avec l'Ukraine

Le président finlandais, Alexander Stubb, a signé un accord de coopération de Sécurité avec son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky. Par ce document, qui doit être ratifié par le Parlement finlandais, Helsinki

- garantit une assistance militaire et financière à long terme .

- s'engage à reconstruire le secteur de l'énergie, à évaluer les dommages environnementaux, à renforcer la protection des frontières et des infrastructures critiques et à fournir un traitement médical aux soldats ukrainiens.

- s'engage à faire payer par la Russie l'indemnisation des dommages et à traduire ses dirigeants en justice.

- s'engage à soutenir l'adhésion de l'Ukraine à l'UE et à l'Otan.

0891 Lourde facture pour les entreprises occidentales qui ont quitté la Russie

Selon [Reuters](#), le millier d'entreprises occidentales qui ont quitté la Russie depuis l'« invasion » de l'Ukraine ont perdu 107 milliards de dollars.

Moscou exige des rabais d'au moins 50 % sur les ventes d'actifs étrangers et a régulièrement durci les exigences de sortie,

AFRIQUE

0892 Human Rights Watch accuse d'exécutions sommaires le Mali, aidé par la Russie,

[Human Rights Watch](#) a accusé les forces maliennes et celles du groupe Wagner d'avoir exécuté sommairement plusieurs dizaines de civils dans des opérations anti-insurrectionnelles

dans les régions du centre et du nord du Mali depuis décembre.

ASIE

0893 Israël reconnaît la disette à Gaza et décline toute responsabilité

L'organe du ministère israélien de la Défense qui coordonne les activités civiles de l'armée dans les territoires palestiniens (Cogat) a reconnu la situation alimentaire catastrophique de la population gazaouie dénoncée par un rapport de l'Integrated Food Security Phase Classification (IPC). Cependant, il décline toute responsabilité d'Israël en ce qui concerne la distribution de vivres à Gaza et accuse les agences des Nations unies de ne pas faire leur travail. « À tout moment, des centaines de camions sont bloqués du côté gazaoui au point de passage de Kerem Shalom après avoir été entièrement traités par les autorités israéliennes », a indiqué le Cogat.

👉 Les agences des Nations unies n'ont pas la possibilité de distribuer l'aide humanitaire, particulièrement l'eau potable et la nourriture, car elles n'ont plus accès à la Bande de Gaza et, dans le cas de l'UNRWA, n'ont plus les moyens de payer leurs employés (Cf. 0799 et 0863).

0894 Israël fera toute la vérité sur la mort des travailleurs humanitaire de World Central Kitchen

Le [bureau du président israélien](#) a tweeté : « Le Président [Isaac] Herzog a exprimé sa profonde tristesse et ses excuses sincères à propos des pertes tragiques en vies humaines du personnel de la WCK dans la bande de Gaza la nuit dernière, et a adressé ses condoléances à leurs familles et à leurs proches.

Le président a réaffirmé l'engagement d'Israël à assurer une enquête approfondie sur la tragédie, qui s'est produite au milieu de la guerre en cours contre l'organisation terroriste Hamas.

Le président a affirmé l'engagement d'Israël de fournir et d'améliorer l'aide humanitaire à la

population de Gaza et a déclaré que les efforts devaient se poursuivre pour la libération immédiate de tous les otages détenus par le Hamas.

Le Président Herzog a remercié le chef cuisinier [José] Andrés et le WCK de leur attachement au bien-être des Israéliens et des Palestiniens, ainsi que de leurs valeurs d'humanité ».

0895 La Haute Cour israélienne ne voit pas de raison à déclarer Netanyahu inapte

La Haute Cour israélienne a rejeté une pétition qui visait à déclarer le Premier ministre Benjamin Netanyahu inapte à ses fonctions.

L'ancien ministre de la Défense, Moshe Ya'alon, et le député travailliste Naama Lazimi, avaient affirmé que Netanyahu est dans un « conflit d'intérêts qui nuit à la sécurité de l'État » et que ses actions depuis le début de la guerre démontrent que les intérêts et les considérations qui le motivent sont « personnelles, étroites, sans importance et étrangères aux intérêts de l'État, du public, des otages et de leurs familles ».

0896 Israël s'en prend aux familles des dirigeants du Hamas

Un membre de la famille du chef du politburo du Hamas, Ismail Haniyeh, qui réside en Israël, a été arrêté parce qu'il était soupçonné d'être en contact avec des membres du Hamas et de soutenir le terrorisme. Âgé de 57 ans, il ne devrait pas être jugé, mais emprisonné administrativement.

0897 Manifestation anti-Netanyahu à Jérusalem

À Jérusalem, une énorme foule s'est rassemblée devant la Knesset pour appeler à des élections générales pour mettre le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, hors d'état de nuire.

Le chef de l'opposition, Yaïr Lapin, haranguant la foule a déclaré : « Le gouvernement est en vacances. Les réservistes militaires n'ont pas la

possibilité de prendre des vacances. Les otages n'ont pas le droit de prendre des vacances. Vous, les citoyens, vous n'avez pas l'occasion de prendre des vacances. Mais d'une certaine manière, eux, ils le peuvent ! ».

Carmit Palty Katzir, fille d'une otage âgée libérée, a déclaré : « J'ai toujours pensé que les otages étaient la priorité avant tout, et je croyais que les récupérer n'était pas politique. Je dis clairement au Premier ministre Netanyahu, si vous ne pouvez pas les ramener tout de suite, écarter-vous. Partez ! Nous avons besoin de quelqu'un à votre place qui en est capable ».

Certains des manifestants ont bloqué un accès de la ville sainte. La police les a dispersés au canon à eau, utilisant un produit malodorant. De son côté, le Premier ministre a déclaré que s'il y avait des élections anticipées, le Hamas serait le premier à s'en réjouir.

Vidéo : Thierry Meyssan sur *Le Courrier des Stratèges*

La [chronique vidéo de Thierry Meyssan](#) sur le *Courrier des Stratèges* revient cette quinzaine sur la résolution 2728 du Conseil de sécurité exigeant un cessez-le-feu immédiat à Gaza. Ce texte s'impose à tous, mais personne n'en a tiré de conséquences. Ainsi la France n'enquêtera pas sur les activités des doubles-nationaux qui ont rejoint les FDI.

La chronique de Thierry Meyssan sur le *Courrier des Stratèges*, [il y a quinze jours](#), a été traduite en italien par *Visione TV*

Vidéo : conférence de Thierry Meyssan à Colmar

Thierry Meyssan et Pierre-Antoine Plaquevent ont donné une [conférence](#) à la section alsacienne d'Égalité et Réconciliation. La conférence elle-même est disponible librement sur YouTube, la séance questions-réponses ne l'est que pour les adhérents de cette association.

Les deux auteurs expliquent leur vision du monde multipolaire.

0898 Benjamin Netanyahu veut augmenter la production d'armement

Recevant Amir Yaron, gouverneur de la Banque d'Israël, le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, a insisté sur le fait que leur pays devait augmenter sa production d'armes.

Il a déclaré : « Nous devons être à l'abri des pressions extérieures parce que nous devons prendre nos propres décisions ».

0899 La police de Tel-Aviv demande une enquête contre la députée Naama Lazimi

La police de Tel-Aviv souhaite ouvrir une enquête pénale contre la députée travailliste à la Knesset, Naama Lazimi, qui a participé au blocage de la rue Bégin en allumant un feu de joie.

Cette dernière a répondu : « Si protester contre le sort des otages est un crime, préparez des salles d'interrogatoire remplies à ras bord d'un public déterminé et des membres de la Knesset qui n'ont pas perdu la conscience. Plus important encore, il s'agit d'un voyant qui devrait nous inquiéter tous. Toutes les mesures que j'ai prises étaient avec les familles des otages et pour leur retour, et contre l'anarchie du gouvernement. Je suggère que la police enquête sur ceux qui empêchent délibérément un accord et laissent nos 134 otages être tués petit à petit. Ben-Gvir [ministre de la Sécurité pour qui le sort des otages est secondaire], je n'ai pas peur de toi ! »

0900 Les familles des otages contre Benjamin Netanyahu

Lors d'une grande manifestation à Jérusalem pour la libération des otages, Einav Zanguke, mère de l'un d'entre eux, a qualifié le Premier ministre, Benyamin Netanyahu, de « pharaon qui nous inflige un fléau ». « Nous continuerons à vous poursuivre : nous brûlerons le pays, nous secouerons la terre, vous n'aurez pas de jour et vous n'aurez pas de nuit. Tant que mon fils n'aura ni jour ni nuit, vous ne l'aurez pas non plus (...) Vous avez échoué. Par vos mains, le

sang de 1 400 d'entre nous a été versé, 240 ont été enlevés sur votre garde. Vous parlez contre nous, votre gouvernement, et vos trompettes nous appellent des traîtres. Mais vous êtes le traître, vous avez trahi votre peuple, vous avez trahi vos électeurs, vous avez trahi l'État d'Israël », a-t-elle poursuivi.

Plusieurs centaines de tentes ont été installées devant la Knesset.

0901 La Knesset autorise l'interdiction des visites des avocats des prisonniers arabes durant 120 jours

La Knesset a adopté l'extension d'un règlement qui permet aux autorités pénitentiaires de reporter les visites des avocats aux prisonniers arabes de 60 jours, et selon les cas, de 120 jours.

0902 La Knesset autorise la censure des médias étrangers

La Knesset a adopté une loi autorisant le gouvernement à censurer des médias étrangers. Les débats ont principalement porté sur *Al-Jazeera* (Qatar).

Al-Mayadeen (Liban) est déjà brouillé, mais ne dispose pas de bureaux en Israël.

0903 Le soutien à l'État hébreu par la diaspora juive

Selon le ministère de la Diaspora, les communautés juives du monde entier ont fait don de plus de 5 milliards de shekels (1,35 million de dollars) à l'État hébreu depuis le début de la guerre.

0904 La police israélienne autorise une manifestation arabe

Des milliers d'arabes israéliens ont manifesté à l'occasion de la Journée de la Terre. La police avait autorisé la manifestation pourvu qu'aucun drapeau palestinien n'y soit déployé.

Par ailleurs, la police israélienne a arrêté 23 musulmans, généralement à leur domicile, pour

avoir chanté leur soutien au Hamas ou des appels au Hezbollah durant la prière de vendredi à la mosquée Al-Aqsa.

0905 Nouveau gouvernement de l'Autorité palestinienne

Le nouveau Premier ministre palestinien, Mohammad Mustafa, a composé son gouvernement. Il a fixé une foule d'objectifs outre l'aide humanitaire à Gaza, notamment la stabilisation de la situation économique en Cisjordanie, la réforme administrative au sein de l'Autorité palestinienne, la lutte contre la corruption et l'amélioration des services publics.

0906 Le Hamas accuse Israël de faire traîner les négociations

Osama Hamdan, haut responsable du Hamas au Liban, a déclaré à *Al-Jazeera* que si les négociations pour la libération des otages stagnaient, c'est parce qu'Israël procrastine. En outre, 60 000 volontaires sont arrivés de l'étranger, principalement pour servir dans les FDI.

0907 Bombardement israélien du consulat iranien à Damas

L'armée de l'air israélienne a détruit, lors d'un bombardement ciblé effectué depuis l'espace aérien libanais, le consulat d'Iran à Damas ainsi que la résidence de l'ambassadeur.

👉 Le bombardement d'objectifs diplomatiques est extrêmement grave dans la mesure où toutes ces cibles jouissent du privilège d'exterritorialité. À l'ère moderne, il a très peu de précédents. On pense au bombardement du convoi de l'ambassadeur soviétique en Iraq par l'armée de l'Air états-unienne, lors de l'opération « Tempête du désert », en 1991, ou au bombardement de l'ambassade de Chine par l'Otan, à Belgrade, en 1999.

L'Iran a immédiatement accusé les États-Unis de complicité, mais ceux-ci ont affirmé sans attendre : « Nous n'avons rien à voir avec la frappe à Damas. Nous ne sommes impliqués

d'aucune manière. Donc les commentaires du ministre iranien des Affaires étrangères affirmant que nous devons d'une certaine manière être tenus pour responsables ou que nous sommes à blâmer sont juste un non-sens. Nous n'avons rien à voir avec cela ».

La Russie et la Chine ont été les premiers États à dénoncer ce bombardement.

👉 En posant un acte de cette gravité, Israël espère déclencher une guerre régionale. Téhéran a réuni son Conseil national de Sécurité. Toutes les options militaires ont été envisagées, y compris une frappe sur Tel-Aviv. Cependant, les conseillers ont, conformément à leur culture, examiné la manière dont les différents imams avaient pu répondre à ce type d'agression dans l'Histoire. Ils ont constaté que les imams Ali et Hussein ont toujours privilégié des réponses pacifiques de crainte de provoquer des massacres. Ils se sont donc tournés vers le Guide de La Révolution, l'ayatollah Ali Khamenei, seule personnalité disposant, selon leur Constitution, du savoir militaire et théologique pour répondre à la question. Ce dernier a clairement donné l'ordre de riposter.

👉 Plusieurs options sont possibles, soit de riposte directe, soit de riposte par des membres non-Iraniens de l'« Axe de la Résistance ». Plusieurs cibles sont possibles, soit en Israël même, soit à l'étranger. Dans ce cas, il peut s'agir aussi bien d'une ambassade israélienne que d'installations militaires ou de Renseignement, comme celle du Mossad à Erbil.

0908 Les Émirats arabes unis outragé par le bombardement de World Central Kitchen

Les Émirats arabes unis, principaux partenaires des États-Unis dans l'opération humanitaire de World Central Kitchen, ont signé en 2020 un accord de sécurité avec Israël.

Dans un communiqué officiel, ils écrivent : « Les Émirats arabes unis tiennent l'État hébreu pour pleinement responsable de cette dangereuse

évolution et demandent que des enquêtes urgentes, indépendantes et transparentes soient menées contre ceux qui ont commis ce crime odieux en violation du droit international humanitaire ».

0909 Le Hamas et le Jihad islamique reçus par l'ayatollah Khamenei

Ismaël Haniyeh (Hamas), puis Ziad Al-Nakhalah (Jihad islamique) ont été reçus par le Guide suprême de la Révolution, l'ayatollah Ali Khamenei. Ce dernier a qualifié la guerre de Gaza de « phénomène divin », vu le « summum de dignité et de détermination démontré » par les Palestiniens ainsi que « les échecs » d'Israël et ce, « malgré son équipement militaire considérable et le soutien des puissances mondiales oppressives ».

0910 Les Talibans expulsent Gulbuddin Hekmatyar

Les Talibans ont expulsé Gulbuddin Hekmatyar de la résidence qui lui avait été donnée par le gouvernement du président Ashraf Ghani. Il fait suite à la longue liste d'expulsion de personnalités afghanes et à l'interdiction des partis politiques aussi bien qu'ethno-confessionnels.

☞ L'érudit Gulbuddin Hekmatyar, le « boucher de Kaboul », a souvent changé de camp. Il était reçu par Margaret Thatcher, en 1986, et déclaré terroriste international par les Nations unies, en 2003.

0911 L'Ukraine ne parvient pas à briser l'alliance indo-russe

Le ministre ukrainien des Affaires étrangères, [Dmitry Kuleba](#), s'est rendu en voyage officiel en Bharat. Il entendait éloigner New Delhi de son « héritage soviétique » et lui demander de faire pression sur Moscou pour qu'il accepte la « formule de paix » de Kiev. Mais il n'est pas parvenu à faire entendre son point de vue. Au contraire, son homologue indien, Subrahmanyam Jaishankar, a réaffirmé sa

confiance vis-à-vis de la Russie quelles que soient ses relations avec son rival chinois.

0912 La libération d'Imran Khan avance

La Haute Cour d'Islamabad a suspendu la condamnation de l'ancien Premier ministre pakistanais, Imran Khan (71 ans), et de sa femme à 14 ans de prison pour corruption. Le jugement qui avait été prononcé à la hâte pour l'empêcher de participer aux élections n'a pas respecté les obligations procédurales. Les prévenus purgent actuellement deux autres condamnations dans des affaires distinctes : 10 ans de prison pour divulgation de documents classifiés et sept ans pour mariage illégal.

0913 Les Philippines s'apprêtent à riposter à la Chine

Le président philippin, Ferdinand Marcos Jr., a annoncé que son gouvernement appliquerait un « ensemble de contre-mesures » en réponse aux « attaques agressives et dangereuses » des garde-côtes chinois en mer de Chine méridionale contestée, avertissant : « Les Philippines ne cèdent pas. ».

0914 La Malaisie arrête un espion israélien

La police a arrêté un individu dans un hôtel de Kuala Lumpur. Il était en possession de six armes à feu et de 200 balles. Il était entré en Malaisie en provenance des Émirats arabes unis avec un faux passeport français. Lors de son interrogatoire, il a présenté un passeport israélien. La police cherche à établir pour quelle agence de Renseignement israélienne il travaille.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

0915 La Russie pose son veto à une résolution contre la Corée du Nord

Alors que le Conseil de sécurité des Nations unies examinait la reconduction du mandat du Groupe d'experts chargé d'assister le Comité des sanctions contre la République populaire

démocratique de Corée (RPDC), la Russie a posé son veto.

Moscou souhaitait que les sanctions soient revues chaque année afin d'inciter Pyongyang à abandonner son programme nucléaire et de les adapter à l'évolution de la situation. Au contraire Washington entendait pointer tous les manquements de la Corée du Nord.

Moscou a dénoncé une tentative d'asphyxier le régime de Kim Jong-un, tandis que Londres s'est interrogé sur les liens croissants entre la Russie et la Corée du Nord.

Analyse du Réseau Voltaire

« [Linda Thomas-Greenfield, Madame Veto a du sang sur les mains](#) », par Thierry Meyssan

Depuis six mois, l'ambassadrice des États-Unis au Conseil de sécurité, Linda Thomas-Greenfield, tente de gagner le plus de temps possible pour que les FDI puissent vaincre en Palestine. Elle enchaîne les vetos, les uns après les autres, en espérant que l'Occident ne connaîtra pas à Gaza une troisième défaite, après celles de Syrie et d'Ukraine. Pourtant, le 22 décembre, elle a fini par reconnaître la nécessité d'une aide humanitaire aux civils abandonnés dans cette enclave fermée. Enfin le 25 mars, elle a admis qu'il fallait imposer un cessez-le-feu aux deux parties... pour immédiatement prétendre que les décisions du Conseil ne sont pas contraignantes.

0916 Le Conseil de sécurité ne parvient toujours pas à inscrire la guerre de Yougoslavie à son ordre du jour

Jeudi 28 mars, le Conseil de sécurité des Nations unies n'a pas pu inscrire à l'ordre du jour de débat sur le bombardement de la Yougoslavie, il y a vingt cinq ans, alors qu'il n'y était pas parvenu non plus le 25 mars. Cependant, le Guyana, le Mozambique et le Sierra Leone, qui s'étaient abstenus la première fois, se sont joints à l'Algérie, la Chine, et la Russie, et ont voté « pour » la seconde fois.

La France, qui s'est abstenue, a plaidé qu'il n'était pas de la vocation du Conseil de débattre de faits historiques du siècle dernier. La Russie a répondu que les questions des violences contre la communauté serbe du Kosovo et de l'adhésion éventuelle du Kosovo à l'Onu découlaient de la compréhension de la guerre de 1995.

Il faut neuf voix, et non pas six, pour inscrire un point à l'ordre du jour.

0917 António Guterres inquiet des conséquences du bombardement israélien contre une représentation diplomatique iranienne

Réagissant au bombardement israélien sur la consulat iranien à Damas, le porte-parole du secrétaire général des Nations unies, Stéphane Dujarric, a déclaré : « António Guterres met en garde contre le fait que toute erreur de calcul pourrait conduire à un conflit plus large dans une région déjà instable, avec des conséquences dévastatrices pour les civils qui voient déjà des souffrances sans précédent en Syrie, au Liban, dans le territoire palestinien occupé et au Moyen-Orient ».

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),
46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros.

Les abonnements sont automatiquement renouvelés.

Pour annuler le renouvellement de votre abonnement : envoyez à l'avance un e-mail à thierry.meyssan@voltaire.net.org.

Voltaire

Actualité internationale

N°82 - 12 avril 2024

ÉDITORIAL

0918 La riposte iranienne à l'attaque de son consulat à Damas pourrait généraliser la guerre

- L'ayatollah Ali Khamenei, guide la Révolution iranienne, a écrit sur X : « Si Dieu le veut, nous allons faire repentir les sionistes de leur crime d'attaquer l'ambassade d'Iran à Damas ».
- « Aucune ambassade israélienne n'est plus en sécurité », a menacé le 7 avril le général des Gardiens de la révolution [Yahya Rahim Safavi](#). « Les témoignages [des martyrs de Damas] doublent la motivation à lutter contre l'Amérique et le régime sioniste. Nous avons conclu un pacte avec Dieu pour continuer à lutter contre l'oppression et partout où musulmans et non-musulmans crient à l'aide, nous irons les aider selon le plan de notre Commandant en chef [l'Ayatollah Ali Khamenei] (...) Cette récente guerre changera à la fois le visage de la sécurité et celui de la culture et des médias dans le monde. Bien entendu, tous les crimes commis dans la région se produisent avec le soutien de l'Amérique et le silence traître de certains pays arabes ».
- Selon l'agence [Bloomberg](#), l'Iran s'apprêterait à bombarder avec des missiles à longue portée des objectifs gouvernementaux en Israël, en rétorsion de l'attaque contre son consulat à Damas.
- À ce jour, nul n'a proposé de réparation envers l'Iran après la destruction par Israël de son consulat et de la résidence de son ambassadeur à Damas (cf. 0907). Il s'agit pourtant, de l'avis de tous, d'un crime d'une extrême gravité.
- Recevant le Premier ministre japonais, le président états-unien Joe Biden a déclaré : « Nous avons également abordé la question iranienne. Téhéran menace de lancer une attaque importante contre l'État hébreu. Comme je l'ai dit au Premier ministre Benjamin Nétanyahou, notre engagement en faveur de la sécurité israélienne contre ces menaces de la part de l'Iran et de ses mandataires est vêtu de fer. Permettez-moi de le répéter. Nous allons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour protéger la sécurité d'Israël ».
- Le secrétaire d'État des États-Unis, Antony Blinken, dans un appel avec le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, lui a confirmé qu'en cas d'attaque iranienne, Washington se tiendrait aux côtés de Tel-Aviv.
- Yoav Gallant a déclaré : « Nous saurons réagir très rapidement dans le cadre d'une offensive nécessaire sur le territoire de ceux qui attaquent Israël, où qu'ils se trouvent (...) »

(...) n'importe où au Moyen-Orient ».

- Le ministère iranien des Affaires étrangères a indiqué, le 10 avril, que les ministres des Affaires étrangères d'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis, du Qatar et de l'Iraq ont communiqué par téléphone avec le ministre iranien des Affaires étrangères. Chacun était porteur du même message du département d'État des États-Unis : ne ripostez pas à l'attaque d'Israël contre votre représentation diplomatique à Damas, vous risquez de provoquer une Guerre mondiale.

- L'ayatollah Ali Khamenei, guide la Révolution iranienne, a écrit sur X : « Il est regrettable que certains gouvernements musulmans aident le régime sioniste en plein conflit en Palestine. Les sionistes sucent le sang d'un pays pour leur propre bénéfice lorsqu'ils prennent pied dans ce pays. Ceux qui aident le régime sioniste contribuent à provoquer leur propre destruction. Les gouvernements musulmans devraient rompre leurs relations économiques et politiques avec le régime sioniste – au moins temporairement ! Les relations devraient être rompues et personne ne devrait les aider tant qu'ils commettent ces crimes. Les pays musulmans rompant leurs relations avec le régime sioniste ne sont pas seulement nos attentes. Les nations musulmanes l'attendent. Si les pays musulmans organisaient un référendum, tout le monde voterait sans aucun doute pour que leur gouvernement mette fin à leurs relations ».

- La compagnie allemande Lufthansa a interrompu ses vols en direction de l'Iran du 6 au 11 avril « en raison de la situation actuelle au Moyen-Orient ».

De son côté, l'Iran a suspendu tous les vols civils au-dessus de Téhéran, le 10 avril, en raison d'exercices militaires. L'agence Mehr a retiré la dépêche qu'elle avait publiée à ce sujet.

AMÉRIQUES

0919 Réforme du *Foreign Intelligence Surveillance Act* en cours

Le Congrès délibère sur la réforme de l'article 702 du *Foreign Intelligence Surveillance Act (FISA)* (loi sur la surveillance du Renseignement étranger). Celui-ci permet aux agences de l'État d'intercepter toutes les communications à l'étranger, mais aussi, sans supervision judiciaire, de collecter nombre de données aux États-Unis. Les agences ont par exemple le droit de les acheter à des opérateurs privés à l'insu de leurs clients.

Le tribunal qui supervise la FISA, dans deux avis publiés l'année dernière, a également déclaré que l'article 702 avait été utilisé pour contrôler certains immigrants potentiels, enquêter sur les militants de Black Lives Matter, des donateurs politiques, sur la campagne de Donald Trump et sur l'attaque du 6 janvier 2021 contre le Capitole.

On se dirige vers cinq réformes :

- Limiter le nombre d'employés du FBI pouvant accéder aux données de l'article 702 et exiger qu'ils suivent une formation annuelle.
- Exiger l'approbation préalable du directeur adjoint du FBI pour les requêtes portant sur des sujets sensibles, comme celles impliquant un élu états-unien, un journaliste ou une personnalité religieuse majeure.
- Exiger du FBI qu'il prépare une déclaration écrite préalable sur les bases factuelles à l'appui des recherches sur les citoyens états-uniens.
- Interdire aux personnes nommées à des postes politiques d'approuver des requêtes du FBI au titre la loi FISA.
- Édicter des mesures disciplinaires, y compris le licenciement ou la suspension sans salaire, pour toute faute intentionnelle.

0920 L'Administration Biden exagère considérablement le coût des catastrophes naturelles

Selon les données de Protect the Public's Trust, l'Administration Biden aurait falsifié les données

concernant le coût des catastrophes naturelles afin de les attribuer aux modifications du climat et de justifier de ses programmes.

Ainsi, la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) a considéré que l'ouragan Idalia avait causé 3,6 milliards de dollars de dégâts quand il n'y en avait, en réalité, que 12 fois moins, soit 310 millions.

Selon la NOAA, il y a eu en moyenne 8,5 catastrophes météorologiques par an entre 1980 et 2023, causant chacune des pertes dépassant 1 milliard de dollars. Toujours selon la NOAA, le nombre de catastrophes météorologiques de ce type a grimpé à 20,4 au cours des cinq dernières années.

Le professeur Roger A. Pielke Jr., qui croit dans les conclusions du GIEC, a le premier mis en doute les travaux de la NOAA. Selon lui, les dommages ne sont pas aussi importants et ils ne sont pas dus aux modifications du climat.

☞ Les conclusions du groupe d'experts des Nations unies (NB. Ses membres ne siègent pas en tant que scientifiques, mais en tant que fonctionnaires de leurs États) sont déjà largement contestées par les académies scientifiques. S'ajoute désormais un débat sur les conséquences actuelles des changements climatiques en cours.

0921 Joe Biden prévient le licenciement de fonctionnaires par son successeur

Le président Joe Biden a promulgué un nouveau règlement pour garantir aux fonctionnaires qu'ils ne pourront plus être licenciés pour des motifs politiques.

Le candidat Donald Trump avait annoncé que, s'il était élu, il licencierait tous ceux qui refuseraient d'appliquer sa politique.

0922 Joe Biden précise sa vision d'un cessez-le-feu à Gaza

Accordant une interview à la chaîne hispanophone états-unienne Univision, le

président Joe Biden a déclaré : « Eh bien, je vais vous dire, je pense que ce que Netanyahu fait est une erreur. Je ne suis pas d'accord avec son approche (...) Ce que je demande aux Israéliens, c'est simplement un cessez-le-feu ; de laisser durant les six, huit, prochaines semaines un accès total à tous les repas et à tous les médicaments qui entrent dans le pays ».

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

0923 La mention d'origine des produits des colonies israéliennes bientôt obligatoire aux USA

Selon le *Financial Times*, l'Administration Biden a préparé un règlement rendant obligatoire l'origine de la provenance des produits israéliens fabriqués en Cisjordanie. Il s'agit, en fait, d'un retour à une disposition de l'Administration Obama, abrogée par l'administration Trump.

0924 Contre l'avis de l'administration démocrate, des élus démocrates identifient un « génocide » à Gaza

S'exprimant, le 9 avril, devant la commission sénatoriale des Forces armées, le secrétaire à la Défense, Lloyd Austin, a indiqué que les États-Unis n'avaient pour le moment pas observé de génocide à Gaza.

Au contraire, la sénatrice démocrate Elizabeth Warren (Massachusetts) a déclaré que, lorsque les enquêteurs de la Cour internationale de Justice chercheront les preuves d'un génocide à Gaza, ils les trouveront.

0925 Mike Johnson accuse Joe Biden de céder à l'antisémitisme des Démocrates

Mike Johnson, président de la Chambre des représentants, a déclaré : « Depuis octobre, Joe Biden s'est transformé en président anti-israélien. Il n'y a vraiment pas d'autre moyen de le caractériser. Il est plus préoccupé, apparemment, d'apaiser l'antisémitisme de sa base que de se tenir avec notre allié historique, pourtant cela est d'une importance vitale ».

0926 Gregory Meeks met en cause la livraison de F-35 à Israël

Le représentant républicain Gregory Meeks (New York), principal leader républicain à la Commission des Affaires étrangères, a annoncé qu'il regarderait en détail le dossier de livraison de F-35 à Israël pour 18 millions de dollars. Il demandera notamment des précisions sur les bombes qui pourront être utilisées avec ces appareils. Selon lui, Israël a le droit de pourchasser le Hamas, mais pas d'utiliser des bombes aveugles d'une tonne.

0927 Washington recrute, dans ses prisons, des criminels pour combattre en Ukraine

Selon l'agence [Tass](#), la Drug Enforcement Administration et le FBI, ont commencé à recruter des membres mexicains et colombiens de cartels de la drogue, qui purgent leur peine dans les prisons états-uniennes. Ils leur proposent d'aller se battre contre la Russie. Il leur serait proposé une amnistie totale en cas d'engagement dans une armée privée en Ukraine.

0928 Rupture des relations diplomatiques mexicano-équatoriennes

L'ancien vice-président équatorien, Jorge Glas, s'est réfugié le 17 décembre 2023 à l'ambassade du Mexique à Quito. Il venait de purger une première peine de prison pour corruption. Il était encore condamné à une seconde peine de huit ans. Il conteste toujours les faits qui lui sont reprochés.

Le président mexicain, Andrés Manuel López Obrador, a accusé, le 3 avril, les autorités équatoriennes d'avoir exploité l'assassinat du candidat socialiste Fernando Villavicencio, en août 2023, pour parvenir à faire élire le président libéral Daniel Noboa.

En réponse, l'Équateur a déclaré, le lendemain 4 avril, l'ambassadrice du Mexique, Raquel Serur, *persona non grata*.

Le 6 avril, la police équatorienne a attaqué l'ambassade mexicaine pour arrêter Jorge Glas. Il a été violemment frappé et trainé sur le sol alors qu'il ne pouvait plus marcher. Plusieurs diplomates ont été blessés au cours de l'assaut. Le Mexique a alors organisé une vidéo-conférence avec ses homologues de la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC). À la suite de quoi, il a rompu ses relations diplomatiques avec l'Équateur et annoncé qu'il déposerait une plainte devant la Cour internationale de Justice.

Le président bolivien, Luis Arce, a également retiré son ambassadeur de Quito.

0929 Le Guyana remet en cause l'accord à l'amiable avec le Venezuela

Le Guyana, qui vient d'autoriser l'installation de bases militaire et de Renseignement US sur le territoire de la région contestée de l'Essequibo (cf. 0875), a remis en cause l'accord signé avec le Venezuela.

0930 Nouvelle affaire de corruption aux pétroles du Venezuela

Le procureur général vénézuélien, Tarek Wiliam Saab, a annoncé, le 9 avril, l'arrestation de Tareck El Aissami, ancien vice-président de la République (2017-18) puis ministre de l'Énergie et du Pétrole (2020-23), et de Simón Serpa, ancien ministre des Finances.

Ils sont accusé de corruption dans le dernier volet de la gestion de PdVsa (Petróleos de Venezuela SA)

EUROPE

0931 Le Vatican remet en cause la chirurgie de transition sexuelle et la maternité de substitution comme contraires à la dignité humaine

Le dicastère pour la Doctrine de la foi a publié une déclaration sur la dignité humaine, *Dignitas Infinita*. Il y condamne la chirurgie de transition sexuelle et la maternité de substitution, l'avortement et l'euthanasie, les mettant sur un pied d'égalité avec « les conditions de vie sous-humaines, les emprisonnements arbitraires, les déportations, l'esclavage, la prostitution, le commerce des femmes et des jeunes ; ou encore les conditions de travail dégradantes qui réduisent les travailleurs au rang de purs instruments de rapport, sans égard pour leur personnalité libre et responsable ».

L'Église catholique part du principe de « l'égale dignité de tous les êtres humains, quelles que soient leur condition de vie et leurs qualités ». Selon elle, le corps et l'âme incarnent les qualités divines. La dignité humaine provient moins de son origine que sa finalité : la révélation de Dieu en l'homme, la Parousie.

Dignitas Infinita contient une critique implacable de la « théorie du genre ».

0932 Le NHS britannique met en cause les pratiques de transition sexuelle

Le ministère de la Santé britannique a rendu un [rapport](#) édifiant du Dr. Hillary Cass sur les pratiques de transition sexuelle sur les enfants et les jeunes adultes. L'activité de la célèbre clinique spécialisée Tavistock est au centre de l'étude. Tavistock a refusé aux autorités l'accès aux dossiers de ses 9 000 patients.

Il apparaît, entre autres, que la prescription d'inhibiteurs de puberté ne repose sur aucune base scientifique et qu'elle provoque des conséquences irréparables à long terme.

0933 Londres envisage de quitter la Cour européenne des droits de l'Homme

Le Premier ministre britannique, Rishi Sunak, a menacé de retirer le Royaume-Uni de la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) afin de permettre à son pays de transférer au Rwanda ses immigrés illégaux.

👉 À ce jour, seule la Fédération de Russie s'est retirée de la juridiction de cette Cour. Cependant, celle-ci continue à la juger *in abstentia* et à la condamner.

0934 Les juifs de France et le soutien des Français à Israël

Selon un [sondage de l'Ifop](#), réalisé pour le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), 56 % des Français considèrent comme justifié l'objectif des FDI de détruire le Hamas (contre 65 % en octobre dernier). Il est évident que la réponse aurait été très différente, si la question avait été celle d'un soutien aux FDI.

- 71 % des Français redoutent une attaque similaire dans leur pays.
- 73 % des Français se disent opposés aux manifestations pro-palestiniennes en raison des slogans antisémites et anti-républicains qui pourraient y être scandés.
- 33 % ont de sympathie pour Israël, 15 % pour l'Autorité palestinienne et 4 % pour le Hamas. Là encore, la réponse aurait été très différente si la question avait été celle d'avoir de la sympathie pour les Israéliens et pour les Palestiniens.

0935 Tribune libre du roi Abdullah II et des présidents Abdel al-Sissi et Emmanuel Macron

Le roi de Jordanie, Abdullah II bin Al-Hussein, le président français, Emmanuel Macron, et le président égyptien, Abdel al-Sissi, ont rédigé une [tribune libre](#) paraissant dans le *Washington Post*.

Ils y écrivent : « Nous demandons une mise en œuvre immédiate et inconditionnelle de la

résolution 2728 du Conseil de sécurité des Nations Unies (...) Nous affirmons notre détermination à intensifier nos efforts conjoints pour faire aboutir effectivement la solution des deux États. L'établissement d'un État palestinien indépendant et souverain sur la base de la solution des deux États, conformément au droit international et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies, vivant côte à côte avec Israël dans la paix et la sécurité, est la seule manière de réaliser une paix durable ».

0936 Le Parlement européen réforme la politique migratoire

À la veille des élections européennes, le Parlement européen a adopté dix textes législatifs réformant la politique d'asile et de migration.

Une définition commune des normes de reconnaissance du statut de réfugié a été adoptée.

Les données des personnes arrivant irrégulièrement dans l'UE, y compris les empreintes digitales et les images faciales, à partir de l'âge de six ans, seront stockées dans la base de données Eurodac.

☞ Ces nouvelles règles devraient limiter les entrées irrégulières, déjà très peu nombreuses, mais augmenter les entrées régulières. Par la suite les migrants entrés régulièrement, mais non autorisés à rester, ne seront plus expulsables.

0937 La Cour européenne des droits de l'homme condamne la Suisse pour manquement à ses obligations en matière de lutte contre le changement climatique

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), qui ressort du Conseil de l'Europe, n'a pas considéré comme recevable les plaintes dans les affaires *Carême contre France* et *Duarte Agostinho et autres contre Portugal et 32 autres*. Les plaignants accusaient les États de ne pas prendre les mesures nécessaires pour les protéger du

changement climatique. Ils n'avaient pas fait la preuve de leur qualité de victime et n'avaient pas épuisé toutes les recours juridiques dans leur pays.

Par contre, la CEDH a jugé la plainte de *Verein KlimaSeniorinnen Schweiz et autres contre Suisse*.

La Cour a jugé que la Convention européenne consacrait un droit à une protection effective, par les autorités de l'État, contre les effets néfastes graves du changement climatique sur la vie, la santé, le bien-être et la qualité de vie. Elle a conclu à la violation du droit au respect de la vie privée et familiale de la Convention et à celle du droit à l'accès à un tribunal. La Cour a conclu que la Confédération suisse avait manqué aux obligations qui lui incombait en vertu de la Convention en matière de changement climatique.

Erratum

Dans la brève 0865, Frédéric Bladan et l'association Bons sens du professeur Christian Perronne ont démenti travailler ensemble.

0938 Guerre de Yougoslavie : Tony Blair a piégé Bill Clinton pour provoquer l'occupation du Kosovo

Dans l'imaginaire collectif, l'Otan a attaqué la Yougoslavie (1998-99) pour mettre fin au génocide des Kosovars. Cependant :

- La [Commission des Affaires étrangères de la Chambre des Communes](#) a établi que la totalité des mauvais traitements de citoyens yougoslaves d'ethnie albanaise (les Kosovars) a eu lieu après les bombardements de l'Otan et non pas avant.
- Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, un organe des Nations unies, a établi que le gouvernement yougoslave n'avait jamais eu l'intention de procéder à un génocide. Il n'est d'ailleurs pas parvenu à condamner le président yougoslave, Slobodan Milošević, mort en détention.
- En février 2007, la Cour internationale de justice (CIJ), tribunal interne des Nations unies, jugea la Serbie non coupable de génocide et

conclut que le gouvernement de Belgrade n'avait pas planifié le massacre de Srebrenica, • Des [documents officiels britanniques](#), récemment ouverts au public, attestent que le Royaume-Uni de Tony Blair a piégé les États-Unis de Bill Clinton pour provoquer la guerre et occuper le Kosovo.

0939 La Russie met en garde contre un éventuel déploiement d'armes nucléaires de l'Otan en Finlande

[Pavel Kouznetsov](#), ambassadeur de Russie à Helsinki, a déclaré à propos d'un éventuel déploiement d'armes nucléaires de l'Otan en Finlande. « Des mesures spécifiques seront élaborées en fonction des menaces réelles que ces actions feront peser sur notre sécurité. Nous espérons cependant que la raison prévaudra toujours. Les Finlandais doivent comprendre qu'une démarche provocatrice aussi grave ne restera pas sans réponse de la part de la Russie ».

0940 Enquête sur l'attentat du Crocus City Hall

L'analyse des téléphones portables des terroristes de Moscou a permis de découvrir d'une part des photographies des accès du Crocus City Hall et, d'autre part, des photographies prises sur le champ de bataille ukrainien.

AFRIQUE

0941 Le Maroc condamne un manifestant anti-israélien

Un sujet marocain qui a critiqué la décision du Maroc de normaliser ses relations avec Israël a été reconnu coupable d'insulte à l'égard d'une institution constitutionnelle et d'outrage. Il a été condamné à une amende de 50 000 dirhams (5 000 dollars) et à cinq ans de prison.

0942 Retournement des armes au Soudan

Les forces armées soudanaises du général Abdel Fattah al-Burhan, soutenues par la Confrérie des

Frères musulmans, reprennent du terrain. Après avoir repris Khartoum avec l'aide des Forces spéciales ukrainiennes (cf. 0770), elles ont repris Omdurman en utilisant des drones modernes de provenance iranienne.

Au contraire, les Forces d'action rapide du « général » Mohamed Hamdan Dogolo (alias « Hemedti ») se replient sur le Darfour. Elles sont soutenues par le Tchad, la Libye et le Soudan du Sud, mais aussi par les Émirats arabes unis et l'Égypte.

0943 Élections législatives reportées au Togo

Le Parlement du Togo a adopté la nouvelle Constitution. Le régime est devenu parlementaire et non plus présidentiel. Le chef du gouvernement est désormais le président du Conseil des ministres, tandis que la fonction de chef de l'État assumée par le président de la République est devenue essentiellement symbolique, avec un rôle de soutien à la cohésion et à l'unité de la nation.

En conséquence de cette transformation, le président a repoussé les élections du 20 avril au 29 avril.

Elles sont boycottées par la Dynamique Mgr Kpodzro (DMK) — du nom de son dirigeant, l'évêque catholique d'Atakpamé Philippe Kpodzro, ancien président de l'Assemblée nationale —, regroupant sept partis politiques d'opposition et sept organisations de la société civile. Jugeant toujours illégitimes le pouvoir issu des modifications constitutionnelles de 2019, le DMK refuse de participer à ce qu'il considère comme un « simulacre d'élections ». Seule l'Alliance nationale pour le changement (ANC) de Jean-Pierre Fabre juge le boycott contre-productif et participera aux élections.

👉 Le président togolais, Faure Gnassingbé, est au pouvoir depuis 2005. Il a succédé à son père, Eyadéma Gnassingbé, qui avait passé près de trente-huit ans à la tête du Togo à la suite d'un coup d'État militaire. Selon l'opposition, la réforme constitutionnelle n'a d'autre but que de

permettre à la famille Gnassingbé de se maintenir au pouvoir.

0944 La Cour constitutionnelle ougandaise confirme la constitutionnalité de la répression des homosexuels

La Cour constitutionnelle ougandaise a déclaré que la loi criminalisant l'homosexualité, y compris dans certains cas la punissant de mort, avait été adoptée de manière conforme à la Constitution et ne la viole pas.

0945 Le Rwanda dénonce la responsabilité des Occidentaux dans le génocide de 1994

Célébrant les victimes du génocide de 1994, le président rwandais, Paul Kagame, a affirmé que celui-ci aurait pu être évité si les Occidentaux étaient intervenus dès le début. « C'est la communauté internationale qui nous a tous laissé tomber, que ce soit par mépris ou par lâcheté », a-t-il déclaré en allumant la flamme du souvenir des 250 000 victimes.

☞ Les massacres ont débuté après l'attentat qui coûta la vie aux président rwandais, Juvénal Habyarimana, et burundais, Burundi Cyprien Ntaryamira, le 6 avril 1994. Or, selon des acteurs de l'attentat qui ont déposé devant des magistrats français, c'est l'actuel président rwandais, Paul Kagame, qui est le donneur d'ordre de l'attentat.

☞ Toute interprétation du génocide rwandais est vouée à l'échec si elle n'est pas resituée dans l'ensemble du conflit des grands lacs.

ASIE

0946 Les FDI démentent l'enquête de +972 Magazine sur le logiciel Lavande

Les FDI ont contesté avoir assimilé les travailleurs humanitaires de l'ONG World Central Kitchen à des terroristes sur la base d'une estimation d'un logiciel d'intelligence artificielle. Ils ont remis en cause l'article de +972 Magazine, du [30 novembre 2023](#) et sa suite du [3 avril 2024](#), selon lequel le logiciel « Lavande » se substitue désormais à l'homme.

Le magazine affirme qu'au début de la guerre, la machine a identifié 37 000 cibles comme membres du Hamas et du Jihad islamique. Les officiers auraient consacré en moyenne 20 secondes pour approuver ces cibles. Ils auraient autorisé une vingtaine de victimes collatérales par cible et même une centaine pour les cibles prioritaires, c'est-à-dire les leaders de la Résistance palestinienne. +972 Magazine, explique en détail pourquoi et comment ces bombardements n'ont souvent pas touché la cible déterminée, mais juste tué des civils.

☞ Les révélations de +972 Magazine sont les seules qui expliquent pourquoi et comment les FDI ont multiplié leurs cibles et fait plus de 100 000 morts et blessés depuis le 7 octobre.

Elles montrent que les soldats israéliens dans leur ensemble n'ont plus de contrôle de leur machine de guerre. Si les commandos présents sur le terrain choisissent sur qui ils tirent, les artilleurs et les pilotes qui massacrent des civils ne savent pas sur qui ils tirent. Ils obéissent juste à des ordres pour éliminer le Hamas.

0947 Le prix de l'opposition à Benjamin Netanyahu

La police israélienne a distribué un dépliant précisant :

- Tout attroupement de trois personnes ou plus troublant l'ordre public est passible d'un an d'emprisonnement ;

- Si cet attroupement incite à la violence, la peine est portée à deux ans d'emprisonnement.

Plus tard, la police a qualifié les manifestations anti-Netanyahu d'« émeutes » et a arrêté plusieurs manifestants.

0948 Sondages en vue d'éventuelles élections législatives en Israël

Les sondages diffusés par les chaînes 11 (Kantar Institute) et 12 (Midgam Institute) donnent, en cas d'élections législatives anticipées, 67 à 68 sièges à la coalition du général Benny Gantz et Yaïr Lapid, contre 47 à 48 sièges pour celle du Premier ministre, Benjamin Netanyahu.

Selon les deux enquêtes, le Parti de l'unité nationale de Benny Gantz apparaît comme le plus important, avec 30 à 32 sièges, suivi par le Likoud de Benjamin Netanyahu avec 19 à 21 sièges, et au troisième rang, Yesh Atid, dirigé par le chef de l'opposition Yaïr Lapid avec 14-15 sièges. Shas et Yisrael Beiteinu d'Avigdor Lieberman se tiennent avec 11 à 10 sièges chacun, suivis par l'extrême droite d'Itamar Ben-Gvir Otzma Yehudit avec 10 à 9 sièges. L'UTJ détient 8 à 7 sièges, tandis que les partis arabes Hadash-Ta'al et Ra'am obtiennent 5 sièges chacun.

Le parti de droite nationale de Gideon Saar, anciennement New Hope, détiendrait 4 sièges selon l'enquête de Channel 11, tandis que l'enquête de Channel 12 indique qu'il n'atteindrait pas le seuil électoral. Les deux sondages indiquent que le parti de gauche Meretz atteindrait le seuil électoral et rentrerait à la Knesset, alors que le Parti travailliste de centre-gauche serait éliminé. Les deux enquêtes montrent que le sionisme religieux du ministre des Finances Bezalel Smotrich ne dépasserait pas le seuil électoral.

Erratum

Dans la brève 0903, 5 milliards de shekels ne font pas 1,35 millions de dollars, mais 1,35 milliards de dollars.

0949 Israël assassine la famille d'Ismaël Haniyeh

Les FDI auraient tué à Gaza les fils et les petits-enfants d'Ismaël Haniyeh (chef de la branche politique du Hamas, réfugié au Qatar) : Hazem et sa fille Amal ; Amir et ses fils Khalid et Rizan ; et Mohammed.

À l'annonce de ces assassinats, Ismaël Haniyeh a déclaré : « L'ennemi croit qu'en ciblant les familles des dirigeants, il les poussera à renoncer aux exigences de notre peuple ... quiconque croit que cibler mes fils poussera le Hamas à changer de position est délirant ».

☞ Durant les guerres contre la Libye et contre la Syrie, l'Otan et ses affidés ont systématiquement assassiné des [membres des familles des proches de Mouamar el-Kadhafi](#) et de Bachar el-Assad.

0950 L'ampleur de la famine à venir à Gaza est plus important qu'on ne l'a cru

David Satterfield, envoyé spécial des États-Unis pour les efforts humanitaires à Gaza, a déclaré lors d'un entretien vidéo organisé par l'American Jewish Committee : « Il y a un risque imminent de famine pour la majorité, sinon la totalité, d'une population de 2,2 millions d'habitants de Gaza. Ce n'est pas un point de débat. C'est un fait établi, que les États-Unis, leurs experts, la communauté internationale, ses experts, évaluent et estiment réel ».

La situation sanitaire à Rafah est la pire jamais observée par les organisations internationales.

Par ailleurs, Israël a autorisé l'Autorité palestinienne à réparer l'acqueduc qui alimente le sud de la bande de Gaza, dans les villes de Khan Yunis et Bani Suheila.

0951 Le Hezbollah abat un second drone Hermes

Le Hezbollah a abattu un drone Hermes 900, le 6 avril. C'est la deuxième interception d'un drone israélien dans le ciel libanais depuis le

déclenchement de la guerre de Gaza, après celle d'un Hermes 450 en février.

0952 Le Koweït renouvelle son Parlement

Les résultats des élections des 50 membres élus du parlement du Koweït sont :

- Indépendants : 82 % des suffrages exprimés, 38 sièges
- Alliance islamique salafi : 3,41 % des suffrages, 3 sièges
- Mouvement constitutionnel islamique (branche koweïtienne des Frères musulmans) : 3,36 % des suffrages, 1 siège.

La majorité sortante renouvelle exactement ses 29 sièges. La Confrérie des Frères musulmans est en déroute, ici comme ailleurs. Il sera difficile à l'émir Mechaal al-Ahmad al-Jaber al-Sabah de faire adopter par l'assemblée son prince héritier.

☞ 15 membres supplémentaires du Parlement ne sont pas élus, mais désignés.

0953 La Türkiye interdit les exportations vers Israël

La Türkiye imposera des restrictions à l'exportation de 54 catégories différentes de produits vers l'État hébreu jusqu'à ce qu'un cessez-le-feu soit déclaré à Gaza, a déclaré le ministère turc du commerce, le 9 avril, ajoutant que les mesures prendraient immédiatement effet.

Selon l'Office turc de statistique, les exportations turques vers l'État hébreu se sont élevées à 5,4 milliards de dollars en 2023.

En rétorsion, le ministre israélien des Affaires étrangères, Israël Katz, a annoncé qu'il préparait des restrictions commerciales sur les produits en provenance de la Turquie.

Analyses du Réseau Voltaire

« [Anatomie d'un génocide : Le syndrome de Massada de Netanyahu et le rapport de Francesca Albanese de l'Onu](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

Le massacre de 33 000 civils palestiniens par le cabinet de guerre de Benjamin Netanyahu, puis son refus de prendre les dispositions ordonnées par la Cour internationale de Justice, et enfin son refus de se conformer aux exigences de la résolution 2728 du Conseil de Sécurité rappellent le syndrome de Massada. Ce jusqu'au-boutisme fanatique ressort plutôt de la psychiatrie que de la politique.

« [L'éventualité d'une Guerre mondiale est-elle réelle ?](#) », par Serge Marchand et Thierry Meyssan

Une guerre atomique est possible. La paix du monde est suspendue au doigté des États-Unis que les « nationalistes intégraux » ukrainiens et les « sionistes révisionnistes » israéliens font chanter. Si Washington ne livre pas des armes pour massacrer les Russes et les Gazaouis, ils n'hésiteront pas à lancer l'Armageddon.

0954 À son tour, la Türkiye se retire du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe

Le président turc Recep Tayyip Erdoğan a signé, le 4 avril, un décret portant suspension des obligations d'Ankara en vertu du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe.

Ce texte fixait la quantité d'armes autorisées dans certains États du Pacte de Varsovie et de l'Otan.

Face au refus de l'Otan de ratifier une version mise à jour en 1999, les Occidentaux exigeant au préalable le retrait des forces russes de Transnistrie, d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, la Russie a suspendu sa participation au Traité en 2007 et s'en est définitivement retirée en 2023.

La Pologne l'a suivie la semaine dernière (cf. 0886).

0955 L'Iran s'inquiète de la présence militaire d'Israël aux Émirats arabes unis

L'amiral Alireza Tangsiri, commandant de la Marine des Gardiens de la Révolution iraniens, a déclaré que la présence israélienne dans les Émirats arabes unis constituait une menace pour Téhéran.

« Nous savons que les sionistes [Israéliens] n'ont pas été amenés aux Émirats arabes unis à des fins économiques, mais plutôt pour des travaux de sécurité et pour l'armée. C'est une menace pour nous ».

0956 Les Iraniens soutiennent les Palestiniens, tout en contestant les Gardiens de la Révolution

Des millions d'Iraniens ont participé à la Journée de la Terre, célébrant la prochaine libération des arabes de Palestine. De très nombreuses manifestations ont eu lieu dans tout le pays, en présence des autorités religieuses, politiques et militaires.

Cependant, lors d'un match de football, le public a utilisé des trompettes pour protester contre une minute de silence imposée en souvenir des Gardiens de la Révolution tués lors du bombardement du consulat de Damas.

0957 L'Iran achemine des armes en Cisjordanie

Selon le *New York Times*, l'Iran maîtrise une route clandestine lui permettant d'acheminer des armes en Cisjordanie. D'après un officiel iranien, cité par le quotidien, « La Cisjordanie doit être la prochaine frontière à travers laquelle l'Iran pénétrera et fera proliférer les armes. Si nous sommes capables de le faire, alors la situation en Cisjordanie deviendra tout aussi grave, sinon plus, qu'à Gaza ».

0958 Le Pakistan reprend la construction du gazoduc le reliant à l'Iran

Le Pakistan devrait reprendre la construction de sa portion du gazoduc reliant le champ gazier de South Pars en Iran à l'Inde. Cependant, il ne construira pour le moment que les 81 kilomètres jusqu'à Gwadar sur les 781 kilomètres prévus.

La Première ministre pakistanaise, Benazir Bhutto, avait fait de ce vieux projet le symbole de la réconciliation régionale, mais les États-Unis s'y étaient opposés. Après son assassinat, lorsque son époux, Asif Ali Zardari, devint à son tour Premier ministre, il signa un traité avec le président iranien, Mahmoud Ahmanidejad (2013). Cependant, les États-Unis s'y opposèrent toujours.

L'Iran avait exigé que le Pakistan commence la construction du gazoduc, faute de quoi, il aurait demandé à la Cour d'arbitrage de Paris de fixer des indemnités. Celles-ci pourraient atteindre 18 milliards de dollars.

Le président iranien, Ebrahim Raïssi, est attendu prochainement au Pakistan.

0959 La Justice thaïlandaise n'en a toujours pas terminé avec Thaksin Shinawatra

Le procureur général de Thaïlande a annoncé qu'il n'avait toujours pas fini d'instruire la plainte de l'armée contre l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra (le leader des « chemises rouges »), accusé de crime de lèse-majesté pour des propos tenus en 2005.

☞ Thaksin Shinawatra s'était exilé durant 15 ans pour ne pas avoir à répondre à une justice politique. À son retour d'exil, il avait été emprisonné dans un hôpital militaire où il avait subi une opération prévue de longue date. À la fin de sa rémission, il avait bénéficié d'une grâce royale.

0960 La Corée du Nord abandonne le culte de Kim Il-sung/Soleil

Les médias nord-coréens ont célébré le 112^e anniversaire de la naissance du fondateur du régime, Kim Il-sung. Cependant, pour la première fois, ils n'ont pas utilisé l'expression « Jour du Soleil », mais celui de « fêtes d'avril ».

☞ La mythologie nationale associe Kim Il-sung au Soleil et lui attribue d'être né sur le légendaire mont Paektu

0961 Pour la Chine et la Russie, la paix en Ukraine doit prendre en compte les intérêts des deux parties au conflit

Recevant son homologue russe, Sergey Lavrov, le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a déclaré : « Sur la base des principes de non-alignement, de non-confrontation et de non-ciblage de tiers, la Russie et la Chine ont adhéré à des relations permanentes de bon voisinage et d'amitié, approfondi une coopération stratégique globale et forgé un nouveau paradigme de relations avec les grands pays, tout à fait différent de la période de la Guerre froide. Cette relation a une valeur irremplaçable dans le maintien de la stabilité stratégique mondiale et la promotion de la coopération entre les puissances émergentes ».

Selon le *Quotidien du Peuple*, « les deux parties devraient saisir l'occasion pour la Russie de prendre la présidence tournante des BRICS cette année et pour la Chine d'assumer la présidence tournante de l'Organisation de coopération de Shanghai pour la coopération au cours du second semestre afin de renforcer la coordination et la collaboration stratégique entre les deux pays, de pratiquer un véritable multilatéralisme, et de promouvoir une gouvernance mondiale plus juste et plus raisonnable, de promouvoir efficacement une multipolarisation et une démocratisation des relations internationales ».

Sergey Lavrov a déclaré : « Les questions que nous traitons dans l'économie, le commerce,

l'investissement et les technologies innovantes sont directement liées à l'effort visant à établir un bon ordre mondial multipolaire exempt de diktat, d'hégémonie et de pratiques néocoloniales et coloniales, qui sont utilisées dans la plus grande mesure par les États-Unis et le reste de l'Occident collectif qui s'est incliné sans aucun doute sur la volonté de Washington. La Chine et la Russie continueront à défendre la nécessité de remédier à cette situation dans les relations économiques internationales et à s'engager à démocratiser ces relations et à revenir aux principes qui ont été proclamés il y a un certain temps déjà. Ils consistent en l'obligation de respecter les processus du marché, la concurrence loyale, l'inviolabilité de la propriété, la présomption d'innocence, et bien plus encore, que l'Occident bafoue de la plus grossière des manières. Parmi elles des sanctions illégales contre un certain nombre d'États, dont la Russie. Mais ils commencent à utiliser la même politique en ce qui concerne la République populaire de Chine, y compris pour tenter de restreindre ses capacités de développement économique et technologique ou, pour le moins, de se débarrasser d'un rival. »

• Concernant le conflit en Ukraine, les deux ministres sont convenus que toute négociation de paix devait prendre en compte les revendications des deux parties au conflit, particulièrement en matière de sécurité.

La partie ukrainienne a présenté un plan de paix qui ignore non seulement la réalité sur le terrain, mais surtout la totalité des revendications russes.

Sergey Lavrov a déclaré : « Nous sommes reconnaissants à nos amis chinois pour leur position impartiale et équilibrée et pour leur volonté de jouer un rôle positif dans le règlement politique et diplomatique. Les « 12 points » bien connus que la Chine a avancés en 2023 énoncent clairement la nécessité, premièrement, de prendre en compte les causes profondes de ce conflit, et deuxièmement, des efforts visant à le résoudre, à chercher à éliminer ses causes, d'abord et avant tout, dans le contexte d'une sécurité égale et indivisible, y

compris en Europe et dans le monde entier. Nos amis chinois montrent clairement qu'il est nécessaire de tenir compte des préoccupations légitimes de toutes les parties concernées, en premier lieu de leur sécurité. Dans ce contexte, mes collègues chinois et moi-même avons confirmé la futilité de tous les efforts internationaux qui ne tiennent pas compte de la position de la Russie, mais l'ignorent complètement et la promotion d'une formule de paix absolument vide, de type ultimatum, et qui est donc complètement détachée de la réalité »

0962 L'ancien président taïwanais reçu à Beijing

L'ancien président de la République de Chine (Taïwan), Ma Ying-jeou (2008-16), membre du Kuomintang, s'est rendu en visite à Beijing (République populaire de Chine).

Lors de sa réception dans la Grande salle du peuple par le président Xi Jinping, ce dernier a déclaré : « L'ingérence extérieure [référence aux États-Unis] ne peut pas arrêter la tendance historique à la réunification du pays et de la famille chinoise (...) Il n'y a pas de rancœur qui ne puisse être résolue, aucun problème qui ne peut être discuté, et aucune force qui puisse nous séparer ». Ma lui répondit : « S'il devait y avoir une guerre entre les deux camps, ce serait insupportable pour le peuple chinois ».

☞ La Chine populaire n'acceptera de discuter avec l'actuelle présidente taïwanaise, Tsai Ing-wen, que lorsque celle-ci aura reconnu que les Taïwanais sont des Chinois.

0963 Des élections générales en juin permettrait au PLD japonais de clore le plus grand scandale de corruption de l'Histoire

Depuis le début du scandale des fonds secrets du parti libéral-démocrate (PLD) au pouvoir, le Premier ministre japonais, Fumio Kishida, cherche des boucs émissaires pour sauver les principaux responsables politiques.

Hiroshige Seko, ancien Secrétaire général de la Chambre haute de PLD, a été prié de disparaître de la vie publique. Il avait touché 15,4 millions de yens. Koichi Hagiuda, ancien chef de politique du parti, a été suspendu des postes de direction du parti pendant un an. Il avait touché 27,2 millions de yens.

En définitive, le PLD n'a poussé vers la sortie que cinq politiciens de la faction de Shinozono Abe et a pris des mesures contre 37 autres.

Le Premier ministre, Fumio Kishida, a annoncé qu'il allait promouvoir une réforme des lois sur le financement des partis politiques. Les partis d'opposition ont demandé l'interdiction complète des dons des entreprises et des organisations et l'introduction d'un système de culpabilité par association.

☞ On se dirige vers une dissolution du Parlement. Kishida sera en Italie entre le 13 et le 15 juin pour le sommet du G7, et la session en cours du Parlement se termine le 23 juin. La Constitution stipule qu'une élection à la Chambre basse doit avoir lieu dans les 40 jours suivant la date de la dissolution. Elle devrait donc avoir lieu fin juin et les élections fin juillet ou début août.

Au moins 500 millions de dollars auraient été répartis entre 99 députés sur des comptes secrets, entre 2018 et 2022, selon l'*Asahi Shimbun*. Les fonds proviendraient de la CIA via l'Église de l'Unification (dite « secte Moon »). On ignore la contrepartie de ces pots-de-vin qui ont conduit à l'assassinat du Premier ministre Shinzo Abe (2022).

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

0964 Le Comité d'admission saisit de la demande d'adhésion de la Palestine

Lors du débat de l'Assemblée générale sur le blocage du Conseil de sécurité face au massacre de Gaza, la Russie a appelé tous les États-membres des Nations unies à voter en faveur de l'adhésion de l'État de Palestine.

En définitive, le Conseil de sécurité a décidé le renvoi de la demande, formulée le 2 avril 2024, de l'Autorité palestinienne au Comité d'admission de nouveaux membres.

0965 L'Onu confirme les conditions de la mort des travailleurs humanitaires de World Central Kitchen

Ramesh Rajasingham, directeur du Bureau de la coordination des affaires humanitaires a confirmé au Conseil de sécurité que World Central Kitchen avait informé l'armée israélienne du mouvement de son convoi. La mort de ses sept travailleurs humanitaires s'ajoute donc à celles de 220 précédents dont celles de 179 membres du personnel de l'Onu.

0966 Rafael Grossi dénoncera les attaques ukrainiennes contre la centrale de Zaporijia

Le directeur général de l'Agence internationale de l'Énergie atomique (AIEA), l'Argentin Rafael Grossi, s'est engagé à dénoncer la semaine prochaine devant le Conseil de sécurité, le danger que représente les attaques répétées contre les abords de la centrale civile atomique de Zaporijia.

0967 Le Conseil des Droits de l'homme demande un embargo sur les armes à destination d'Israël

Dans une résolution (A/HRC/55/L.30) sur « la situation des Droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et sur l'obligation de rendre les comptes et la justice », adoptées par 28 voix pour, 6 voix contre (Argentine, Bulgarie, Allemagne, Malawi, Paraguay et États-Unis) et 13 abstentions (dont la France), le Conseil des Droits de l'homme de l'Onu

- exige qu'Israël mette fin à l'occupation du territoire palestinien occupé depuis 1967, y compris Jérusalem-Est ;
- exige également qu'il lève immédiatement le blocus de la bande de Gaza et de toutes les autres formes de châtement ;

- demande à tous les États de prendre des mesures immédiates pour empêcher le transfert forcé de Palestiniens à l'intérieur ou à partir de Gaza ; Il demande à tous les États de cesser la vente, le transfert et le détournement d'armes, de munitions et d'autres équipements militaires à destination d'Israël ;
- demande instamment à tous les États de continuer à fournir une aide d'urgence au peuple palestinien et demande à tous les États de veiller à ce que l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient ;
- prie la Commission internationale d'enquête indépendante sur le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et le Gouvernement israélien, de faire rapport sur le transfert ou la vente directs et indirects d'armes, de pièces, de composants et d'articles à double usage à Israël, et d'analyser les conséquences juridiques de ces transferts, et de lui présenter son rapport à sa cinquante-neuvième session.

👉 Francesca Albanese, rapporteur de l'Onu sur les Droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé, avait demandé ([A/HRC/55/73](#)), le 25 mars, à tous les États-membres de l'Onu de procéder à un embargo sur leurs armes à destination d'Israël.

👉 Le Nicaragua a déjà porté plainte devant la Cour internationale de Justice contre l'Allemagne qui, selon lui, soutient financièrement, politiquement et militairement Israël sachant que cette aide sera utilisée pour commettre un génocide (cf. 0603).

0968 L'Otan ouvre un bureau permanent à Kiev

À l'issue de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Otan, le secrétaire général Jens Stoltenberg, a indiqué que les alliés étaient « convenus d'avancer dans la planification d'un rôle accru de l'Otan dans la coordination de l'assistance à la sécurité et de la formation. Les détails prendront forme dans les semaines à venir, mais ne vous y trompez pas : l'Ukraine peut compter sur le soutien de l'Otan maintenant et pour longtemps ».

De son côté, le ministre polonais, Radosław Sikorski, a déclaré que les ministres avaient décidé de créer une mission permanente à Kiev. « Cela ne signifie pas que nous entrons en guerre, mais que nous pourrions désormais utiliser les capacités de coordination, d'entraînement et de planification de l'Otan pour soutenir l'Ukraine de manière plus coordonnée ».

0969 Washington, Londres et Canberra renforcent leur alliance militaire

Les ministres de la Défense de l'AUKUS (Australie, Royaume-Uni et États-Unis) ont publié une [déclaration commune](#). Ils y lancent une nouvelle phase de leur alliance militaire.

Le premier pilier était l'acquisition par l'Australie de sous-marins à propulsion nucléaire, mais ne transportant que des armes conventionnelles ;

Le second pilier est le renforcement de la collaboration en matière d'industrie et d'innovation.

Washington, Londres et Canberra ont par ailleurs discuté de la manière d'associer le Japon, non pas au Traité AUKUS, mais au second pilier de son programme.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),
46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros.

Les abonnements sont automatiquement renouvelés.

Pour annuler le renouvellement de votre abonnement : envoyez à l'avance un e-mail à thierry.meyssan@voltairenet.org.

Pour nous écrire, ne répondez pas aux mails automatiques vous informant des liens de téléchargement. Ils ne nous parviennent pas. Mais composez vous-même l'adresse courriel de votre destinataire.

Voltaire

Attualità internazionale

N° 83 – 19 aprile 2024

EDITORIALE

0970 Quando l'Occidente confonde Diritto e Politica

L'attacco israeliano ai locali diplomatici iraniani a Damasco è una chiara violazione della Convenzione di Vienna. Nessuno lo contesta. La giustificazione israeliana secondo cui in quell'edificio si tenevano riunioni di miliziani non inficia il principio. La risposta iraniana all'attacco, indipendentemente da come la si giudichi, è quindi legittima ai sensi dell'art. 51 della Carta delle Nazioni unite e tutti dovrebbero riconoscerlo. La tesi secondo cui l'Iran non aveva diritto di far attraversare ai propri droni lo spazio aereo di Paesi terzi non invalida il principio.

Tuttavia il Consiglio di sicurezza non è riuscito a trovare un accordo per condannare l'attacco israeliano in Siria. Non è riuscito nemmeno a pronunciarsi sulla risposta iraniana.

Sono posizioni che pertengono l'ambito politico, non più quello giuridico.

Infatti, fuori del Consiglio, la segreteria del presidente argentino Javier Milei ha «espresso solidarietà e sostegno indefettibile allo Stato israeliano dopo gli attacchi della Repubblica islamica d'Iran. la Repubblica argentina riconosce il diritto degli Stati-nazione a difendersi e appoggia con fermezza lo Stato israeliano, che difende la propria sovranità, in particolare contro regimi che alimentano il terrore e cercano di distruggere la civiltà occidentale».

Il primo premio per la confusione spetta senz'altro a Ursula von der Leyen, presidente della Commissione europea, che su X ha dichiarato: «Condanno fermamente il palese e ingiustificabile attacco dell'Iran a Israele. E invito l'Iran e i suoi mandatarî a cessare immediatamente queste aggressioni. Tutte le parti devono desistere da atti che esasperino la situazione e adoperarsi per il ripristino della stabilità regionale». Josep Borrell, alto rappresentante dell'Unione europea per gli Esteri e la Politica di sicurezza, ha aggiunto: «L'Ue condanna fermamente l'inaccettabile aggressione iraniana allo Stato ebraico. Si tratta di un'escalation senza precedenti e di una grave minaccia per la sicurezza regionale».

Dmitri Polyansky, vice-rappresentante permanente russo al Consiglio di sicurezza, ha postato su Telegram: «Abbiamo una nuova conferma che il cinismo dei colleghi occidentali e la loro cecità selettiva non hanno limiti. Si sono già dimenticati di essersi rifiutati d'impedire un'escalation opponendosi alla nostra proposta di una dichiarazione pubblica del Consiglio di sicurezza dell'Onu di condanna dell'attacco israeliano al consolato iraniano (...)

(...) Come già all'inizio della nostra difesa militare in Ucraina, la narrazione della storia di questo Paese comincia solo con le rappresaglie iraniane. E, come c'era da aspettarsi, gli israeliani giustificano l'intensificazione della loro azione a loro modo: Israele è la vittima, tutti gli altri sono da biasimare (...) E ora questa banda franco-anglosassone-Netanyakha s'impegnerà a scuotere la regione, addossando ogni colpa all'Iran. Lo abbiamo già visto altrove, vero?»

AMERICHE

0971 Il Canada condanna la risposta iraniana

Il primo ministro canadese Justin Trudeau ha dichiarato: «Il Canada condanna inequivocabilmente gli attacchi aerei dell'Iran allo Stato ebraico. Siamo a fianco di Israele. Dopo il brutale attacco del 7 ottobre, le ultime operazioni del regime iraniano destabilizzano ulteriormente la regione e renderanno più difficile una pace duratura.

«Questi attacchi dimostrano ancora una volta il disprezzo del regime iraniano per la pace e la stabilità della regione. Sosteniamo il diritto di Israele a difendere se stesso e il suo popolo da questi attacchi».

0972 Le riserve indiane degli Stati Uniti infiltrate dai cartelli della droga messicani

Jeffrey Stiffarm, presidente della comunità indiana di Fort Belknap, nel Montana, ha dichiarato al Congresso che un altro capo-tribù non aveva osato testimoniare dopo aver ricevuto minacce di morte da un cartello della droga messicano.

Stiffarm ha inoltre affermato che i messicani si confondono facilmente con gli indiani, quindi s'infiltrano in massa nelle riserve.

0973 Il Congresso adotta un'estensione anticostituzionale dei poteri di controllo della NSA

Secondo Edward Snowden, a differenza di quanto si crede, la riforma della sezione 702 del *Foreign Intelligence Surveillance Act* non ridurrà i poteri intrusivi dei servizi d'intercettazione statunitensi, anzi li aumenterà cospicuamente.

La discussione sulla supervisione di un giudice non ha dato esito; quindi la National Security Agency (NSA) continua a non essere giuridicamente responsabile dei propri atti. Ma, soprattutto, il nuovo testo estende il potere della NSA di costringere, non solo gli operatori internet, ma anche qualunque gestore delle comunicazioni WiFi o di *routers*, di consentirle di prendere il controllo dei computer dei privati.

☞ Ricordiamo che il IV emendamento della Costituzione degli Stati Uniti sancisce: «Il diritto dei cittadini di godere della sicurezza personale, della loro casa, dei loro documenti e dei loro beni nei confronti di perquisizioni e sequestri ingiustificati non potrà essere violato; e non si emetteranno mandati giudiziari se non su fondati motivi, sostenuti da giuramento o da dichiarazione solenne e con descrizione precisa del luogo da perquisire e delle persone da arrestare o delle cose da sequestrare.»

09874 Washington garantisce la difesa di Israele

Il presidente statunitense Joe Biden ha dichiarato: «Ho incontrato i miei collaboratori per la sicurezza nazionale per fare il punto sugli attacchi dell'Iran contro lo Stato ebraico. Il nostro impegno per la sicurezza israeliana contro le minacce dell'Iran e dei suoi mandatarì è incrollabile».

0975 Mike Johnson esorta a sostenere Israele

Mike Johnson, presidente della Camera dei rappresentanti statunitense, ha dichiarato: «Nel momento in cui Israele deve far fronte allo sleale attacco dell'Iran, l'America deve dimostrare

tutta la sua determinazione a stare a fianco del suo storico alleato. Il mondo non deve avere dubbi: Israele non è solo».

0976 Washington non sosterrà un attacco militare israeliano

Secondo *Axios*, il presidente statunitense Joe Biden ha chiamato il primo ministro israeliano informandolo che, in caso di attacco di Israele contro l'Iran, gli Stati Uniti si terranno da parte. Biden ha dichiarato: «Ho detto al primo ministro Netanyahu che ha dimostrato una capacità di difendersi e di vincere notevole e senza precedenti; voglio così inviare un chiaro messaggio ai suoi nemici: non possono minacciare impunemente la sicurezza di Israele».

0977 Washington adotterà nuove sanzioni contro l'Iran

[Janet Yellen](#), segretaria al Tesoro degli Stati Uniti, ha dichiarato: «Il Tesoro non esiterà a lavorare con gli alleati per rafforzare le sanzioni contro l'Iran allo scopo di perturbare l'attività malevola e destabilizzatrice del regime iraniano».

0978 I predicatori evangelici più influenti pregano per un attacco israeliano contro l'Iran

Molti esponenti cristiani sionisti sono andati al Congresso degli Stati Uniti per implorare i parlamentari di non opporsi a un attacco israeliano all'Iran. Tra loro c'era John Hagee, fondatore di [Christians United for Israel](#) (CUFI), secondo cui l'operazione iraniana dimostra che «profeticamente siamo sull'orlo della guerra di Gog e Magog, descritta da Ezechiele nei capitoli 38 e 39». E quindi bene precipitare la fine dei tempi affinché Cristo possa trionfare.

0979 Foreign Affairs riconosce che a marzo 2022 la Russia fece una proposta di pace all'Ucraina

Foreign Affairs, la rivista del Council on Foreign Relations, pubblica un articolo di Samuel

Charap (Rand Corporation) e dello storico britannico Sergey Radchenko, intitolato: «I colloqui che avrebbero potuto mettere fine alla guerra in Ucraina». Gli autori sostengono che a marzo 2022 la Russia propose all'Ucraina la pace, in cambio della trasformazione dell'Ucraina in Stato neutrale. Mosca si offrì inoltre di sostenere l'adesione di Kiev all'Unione europea. Londra e Washington fecero fallire i negoziati.

0980 Il Messico esorta il Medio Oriente a mantenere la calma

Alicia Bárcera Ibarra, ministra degli Esteri messicana, ha affermato: «Il governo messicano si dichiara profondamente preoccupato per l'attacco dell'Iran sul territorio israeliano, nonché per le conseguenze che questo potrebbe avere su migliaia di vite umane. Il Messico condanna il ricorso alla forza nelle relazioni internazionali ed esorta le parti a moderarsi e a cercare soluzioni pacifiche per evitare la generalizzazione del conflitto in Medio Oriente. Il Messico sottolinea inoltre l'importanza del rispetto del diritto internazionale, nell'interesse della pace e della sicurezza internazionali».

0981 Bogotà denuncia la follia di Benjamin Netanyahu

Il presidente colombiano Gustavo Petro ha dichiarato: «Siamo al preludio della terza guerra mondiale, l'umanità dovrebbe invece ricostruire l'economia ponendosi l'obiettivo di una rapida decarbonizzazione. Il sostegno degli Stati Uniti a quello che è di fatto un genocidio, ha infiammato il mondo. Si sa come le guerre cominciano, ma nessuno sa come finiranno. Se il popolo israeliano avesse almeno la dignità dei propri antenati e mettesse fine alla follia di chi che lo governa! L'Organizzazione delle Nazioni Unite deve riunirsi d'urgenza e schierarsi immediatamente per la pace».

EUROPA

0982 Londra sostiene la difesa d'Israele

- Rishi Sunak, primo ministro britannico, ha dichiarato: «Condanno nel modo più energico l'imprudente attacco del regime iraniano allo Stato ebraico. Queste offensive rischiano di rinfocolare le tensioni e destabilizzare la regione. L'Iran ha ancora una volta dimostrato la sua determinazione a seminare il caos a casa propria. Il Regno Unito continuerà a difendere la sicurezza israeliana e quella di tutti i nostri partner regionali, anche di Giordania e Iraq. A fianco dei nostri alleati facciamo sforzi per stabilizzare con urgenza la situazione e impedire una nuova escalation. Non vogliamo più vedere sangue.»
- Lord David Cameron, ministro degli Esteri britannico, in visita ufficiale a Gerusalemme, ha dichiarato: «È chiaro che gli israeliani decideranno di agire (...) Speriamo lo facciano in modo da limitare il più possibile un aggravamento della situazione.»

0983 Parigi sostiene la difesa d'Israele

[Emmanuel Macron](#), presidente francese, ha postato su X: «Condanno con la massima fermezza l'attacco senza precedenti dell'Iran a Israele, che minaccia di destabilizzare la regione.

Esprimo la mia solidarietà al popolo israeliano e ribadisco l'impegno della Francia per la sicurezza d'Israele e la stabilità regionale. La Francia è al lavoro con i propri partner per la de-escalation ed esorta alla moderazione.»

0984 Un soldato franco-israeliano denunciato per tortura

Gli avvocati Gilles Devers e Lucie Simon hanno presentato una denuncia per tortura contro ignoti dopo la diffusione, sull'account Telegram di un soldato franco-israeliano, Y.O., di un video di 58 secondi.

«La giustizia francese è competente se viene a conoscenza di crimini commessi da cittadini francesi all'estero, anche nell'ambito di un conflitto in atto» ha precisato il Quai d'Orsay, rivedendo la propria posizione (Cf. 0753).

Analisi di Rete Voltaire

- «[Propaganda di guerra - Il crimine contro la pace di Angela Merkel e François Hollande](#)», di Thierry Meyssan

Si è aperta una polemica a proposito delle mie analisi sulla responsabilità personale dell'ex cancelliera Angela Merkel e dell'ex presidente François Hollande nella guerra in Ucraina. I miei colleghi sostengono abbia inventato tutto e che Merkel e Hollande sono innocenti: non farei che diffondere la disinformazione russa.

Questa controversia non è irrilevante: chi mi confuta cerca di discolpare i nostri esponenti politici e si mette al servizio della versione occidentale della guerra in Ucraina, giustificandola.

- «[Il costo della guerra](#)», di Manlio Dinucci

Le guerre costano molto. Il prezzo della guerra contro le popolazioni russofone dell'Ucraina lo pagano soprattutto gli europei, quello della guerra contro gli arabi di Palestina lo pagano gli statunitensi.

Queste spese sono funzionali alla medesima strategia: il dominio globale degli anglosassoni.

0985 Amsterdam sostiene la difesa di Israele

Mark Rutte, primo ministro olandese, ha dichiarato: «Oggi stesso i Paesi Bassi e altri Paesi hanno inviato un messaggio forte e chiaro all'Iran affinché si astenga dall'attaccare lo Stato ebraico. I Paesi Bassi condannano con fermezza gli attacchi dell'Iran allo Stato ebraico. Bisogna prevenire una nuova escalation... Seguiamo molto da vicino l'evoluzione della situazione».

0986 Oslo fornisce F-16 all'Ucraina per colpire la Russia

In una conferenza stampa congiunta con l'omologo ucraino, Dmitri Kuleba, il ministro norvegese degli Esteri, Espen Barth Eide, ha esplicitamente affermato che gli F-16 forniti all'Ucraina dovevano consentirle di colpire la Russia [ben] oltre la linea del fronte.

0987 La Danimarca licenzia il capo di stato-maggiore dopo il fallimento dell'operazione contro Ansar Allah

Il generale Flemming Lentfer, capo di stato-maggiore danese, è stato destituito dopo lo scacco subito dalle forze armate danesi in Yemen: la risposta danese alle azioni di Ansar Allah contro navi israeliane o facenti scalo in Israele è miseramente fallita.

0988 Berlino sostiene la difesa d'Israele

Steffen Siebert, ambasciatore tedesco a Tel-Aviv, ha dichiarato: «La Germania esprime solidarietà a tutti gli israeliani – ebrei, arabi, cristiani, beduini del Negev, nonché drusi del Golan – nel momento in cui l'Iran li ha terrorizzati con un attacco spietato senza precedenti. Vogliamo che siano tutti in sicurezza!»

0989 Berlino esorta il Medio Oriente alla calma

Annalena Baerbock, ministra degli Esteri tedesca, durante una conferenza congiunta con l'omologo giordano, Ayman Safadi, ha dichiarato: «È estremamente importante per noi, che siamo al governo in Germania in questi tempi così delicati, lavorare insieme agli altri per contribuire alla de-escalation in tutta la regione».

0990 I Lloyd's di Londra e Arch Insurance non indennizzeranno Nord Stream

I Lloyd's e Arch Insurance hanno sostenuto davanti all'Alta Corte di Londra che rifiutano di

versare indennizzi per le esplosioni dei gasdotti Nord Stream del 26 settembre 2022.

Secondo *Kommersant*, le società di assicurazione ritengono che l'oleodotto sia stato danneggiato da operazioni militari, eventi che la polizza non copre. I convenuti contestano inoltre l'ammontare del premio assicurativo che, secondo loro, ammonta al massimo a 200 milioni di euro, anche se il danno è pari a 1,3-1,5 miliardi.

☞ A oggi tutte le inchieste ufficiali, tranne quella della Germania, si sono chiuse senza seguito e nessuna ha collegato l'incidente alla guerra in Ucraina.

0991 Denunce contro Alp Services

A luglio 2023 l'European Investigative Collaborations (EIC) rivelò che una società d'intelligence privata, Alp Services, era stata incaricata dagli Emirati Arabi Uniti di stilare una lista delle personalità europee collegate alla Confraternita dei Fratelli Mussulmani, società politica segreta combattuta da Abu Dhabi.

A oggi tre persone hanno denunciato Alp Services. Due di loro sono conosciute:

-
- L'intellettuale svizzero Tariq Ramadan, che smentisce pubblicamente di esserne membro, benché abbia accettato incarichi, non per le sue qualità personali, ma in quanto nipote del fondatore della Confraternita.
- Il ministro belga per l'Ambiente e il Clima, Zakia Khattabi (Ecolo).

0992 Bloccati i negoziati sul Caucaso del Sud

- La Russia ha ritirato le proprie forze di pace alla frontiera armeno-azera.
- Mosca non vuole che i negoziati sul futuro del Caucaso del Sud si svolgano in Svizzera, Stato che ha rinunciato a essere neutrale e ha aderito alla retorica occidentale.

0993 Kiev condanna la risposta iraniana

Volodymyr Zelensky, presidente ucraino, ha dichiarato: «Noi ucraini conosciamo bene l'orrore di questi attacchi, simili a quelli che subiamo dalla Russia; l'Iran usa droni Shahed e gli stessi missili della Russia, di cui adotta anche la tattica dei bombardamenti a tappeto... È evidente che tra questi due Paesi c'è collaborazione. Due regimi [Iran e Russia] che propagano il terrore devono far fronte a una risposta risoluta e univoca da parte di tutto il mondo».

0994 L'Ucraina minaccia gli Stati Uniti di provocare una crisi petrolifera

L'Ucraina preme sugli Stati Uniti minacciando di bombardare, in piena campagna elettorale statunitense, raffinerie russe: il candidato Joe Biden non può assumersi la responsabilità di un rialzo del prezzo della benzina alla pompa.

Dmitri Kuleba, ministro degli Esteri ucraino, ha dichiarato a Rada TV: «Si deve pensare ai propri interessi. Se i partner vi dicono: “Vi diamo sette batterie Patriot, ma abbiamo una richiesta da farvi: per favore non fate questo, non fate quello”, allora bisogna discuterne».

0995 Fallito il nuovo accordo per il trasporto dei cereali nel Mar Nero

L'accordo russo-ucraino sul trasporto dei cereali nel Mar Nero, negoziato dalle Nazioni unite, è entrato in vigore il 17 novembre 2022, è stato prorogato più volte in un anno, infine è stato rinegoziato.

Tuttavia, secondo l'agenzia [Reuters](#), dopo che il presidente turco Recep Tayyip Erdogan ha annunciato il raggiungimento dell'accordo, l'Ucraina si è improvvisamente ritirata.

☞ Le condizioni russe del primo accordo non erano state applicate. Gli Occidentali non avevano rimosso le misure coercitive unilaterali (abusivamente definite “sanzioni”) contro le esportazioni agricole russe. Inoltre, a disdoro delle motivazioni ufficiali, i cereali ucraini non

erano destinati ai Paesi in via di sviluppo, bensì ai Paesi occidentali.

0996 La partecipazione russa alla risposta iraniana

L'aeronautica militare iraniana ha guidato i droni e i missili lanciati su Israele con il sistema russo Glonass.

0997 La CSI fa il bilancio delle azioni segrete occidentali

Il Consiglio dei ministri degli Esteri della Comunità degli Stati indipendenti (CSI) si è riunito a Minsk. È composto da Armenia, Azerbaijan, Bielorussia, Kazakhstan, Kirghizistan, Uzbekistan, Tajikistan e Russia.

I ministri hanno stilato un bilancio delle operazioni di destabilizzazione che l'Occidente compie a danno delle loro popolazioni.

0998 Mosca si preoccupa delle accuse francesi

L'ambasciatore francese in Russia, Pierre Lévy, è stato convocato il 12 aprile al ministero degli Esteri russo.

Mosca ha precisato di considerare le dichiarazioni del ministro degli Esteri francese, Stéphane Séjourné, «un atto consapevole e ponderato della Francia, finalizzato a sabotare ogni possibile dialogo tra i due Paesi».

L'8 aprile il ministro francese aveva affermato che non è «interesse» di Parigi «discutere con dirigenti russi perché i loro comunicati e i loro resoconti sono menzogneri».

AFRICA

0999 Guerra civile a Tripoli

Abdel Hamid Dbeibah, primo ministro libico, aveva annunciato che dopo il ramadan avrebbe riorganizzato le forze di sicurezza di Tripoli.

Tuttavia, il 15 aprile, nelle strade della capitale le due formazioni più importanti – la Forza di dissuasione e l'Apparato di sostegno alla stabilità – sono entrate in guerra tra loro. La Sicurezza generale, la brigata 444 e la brigata 111 non hanno partecipato agli scontri.

1000 Per il Sudan 840 milioni di dollari

La Conferenza umanitaria internazionale per il Sudan e i Paesi vicini si articola in tre settori: un settore politico, cui partecipano soprattutto ambasciatori e ministri degli Esteri (in particolare Sud Sudan, Gibuti, Kenya, Ciad); un settore umanitario per la raccolta di donazioni; infine un settore formato da una quarantina di membri della società civile.

Francia, Germania, Unione Europea e Stati Uniti hanno annunciato un sostegno di oltre 840 milioni di dollari per il Sudan: 110 milioni da Parigi, 244 milioni da Berlino, 350 milioni da Bruxelles, 138 milioni da Washington.

ASIA

1001 Errore della propaganda israeliana

Tsahal ha diffuso immagini del 2017 spacciandole per un video dell'attacco iraniano del 14 febbraio 2024.

1002 Bilancio della risposta iraniana in Israele

Secondo il generale Bagheri, capo di stato-maggiore delle forze armate iraniane, citato dall'agenzia [Isna](#), i due principali obiettivi iraniani in Israele erano:

- La base aerea di Nevatim, nel deserto del Negev, da dove sono partiti i bombardieri che hanno attaccato dallo spazio aereo libanese (non sono entrati in quello siriano) il consolato iraniano a Damasco e la residenza dell'ambasciatore. Ma, soprattutto, Nevatim sarà la base degli F-35 ordinati da Israele, dai quali potranno essere sganciate bombe atomiche.

- La base d'intelligence di Monte Hermon, nei territori siriani occupati, dalla quale viene spiato il Libano: è indispensabile per qualsiasi azione israeliana contro Hezbollah.

La base di Nevatim è stata colpita da cinque missili iraniani che hanno danneggiato un aereo da trasporto C-130, una pista inutilizzata e strutture d'immagazzinamento vuote. Quattro missili balistici supplementari hanno colpito la base aerea di Monte Hermon.

1003 Gli israeliani contrari a un attacco all'Iran che minaccerebbe le loro alleanze difensive

Secondo un sondaggio dell'Università ebraica di Gerusalemme:

-
- il 74% degli israeliani è contrario a una risposta israeliana all'Iran se minacciasse di scalzare l'alleanza per la sicurezza con gli Stati occidentali e quelli arabi sionisti;
- il 52% preferirebbe che Israele non rispondesse per mettere fine alla serie di conflitti in corso; il 48% invece ritiene che Israele dovrebbe reagire anche se ciò provocasse un allargamento dell'attuale conflitto; il 25% è favorevole a un'operazione sul territorio iraniano; oltre un terzo è favorevole a un'operazione strategica, finalizzata a eliminare la minaccia nucleare dell'Iran.

1004 Benjamin Netanyahu favorevole a un attacco all'Iran

Il primo ministro israeliano Benjamin Netanyahu ha dichiarato: «In questi ultimi anni, e in particolare queste ultime settimane, Israele si è preparata a un attacco diretto dell'Iran. I nostri sistemi difensivi sono schierati; siamo pronti a qualunque scenario, sia difensivo sia offensivo. Lo Stato israeliano è forte. Le FDI sono forti. Il nostro popolo è forte. Apprezziamo il sostegno degli Stati Uniti che sono a fianco di Israele, nonché quello della Gran Bretagna, della Francia e di tanti altri Stati. abbiamo stabilito un principio chiaro: a chiunque ci farà

del male, noi faremo del male. Ci difenderemo da ogni minaccia e lo faremo con determinazione».

1005 L'esorbitante costo della difesa antiaerea israeliana

Secondo il generale [Reem Aminoach](#), ex consigliere finanziario del capo di stato-maggiore delle FDI, il costo della difesa antiaerea israeliana per l'operazione di ritorsione dell'Iran sarebbe dell'ordine di 4/5 miliardi di shekel, ossia 1/1,2 miliardi di euro.

[Scott Ritter](#), ex ispettore della commissione speciale delle Nazioni unite, ritiene invece che questo importo debba essere raddoppiato più volte.

1006 La coalizione di Netanyahu spinge per un attacco all'Iran

- Itamar Ben-Gvir, ministro israeliano per la Sicurezza, ha presentato l'attacco iraniano del 14 aprile come «un'occasione per stabilire un'alleanza strategica contro la grave minaccia di Teheran, ossia che l'Iran possa caricare di materiale esplosivo nucleare i propri missili». Il ministro ha inoltre dichiarato: «Per essere dissuasivo in Medio Oriente», Israele «deve diventare folle», riferendosi alla frase di Moshe Dayan: «Israele deve essere come un cane rabbioso: troppo pericoloso perché lo si possa controllare».
- Bezalel Smotrich, ministro israeliano delle Finanze, ha chiesto una risposta adeguata d'Israele all'attacco iraniano. «Gli occhi di tutto il Medio Oriente e di tutto il mondo sono rivolti allo Stato israeliano (...) Se la nostra risposta avrà una eco in Medio Oriente, sarà una vittoria per le future generazioni. Se invece facciamo finta di nulla, Dio ce ne scampi, metteremo noi stessi e i nostri figli sotto una minaccia esistenziale immediata».
- Miki Zohar (Likud), ministro della Cultura e dello Sport, ha dichiarato che «una risposta

lassista all'aggressione iraniana senza precedenti sarebbe la continuazione della dottrina, ormai superata, ispirata alla logica della ragionevolezza di fronte a terroristi brutali»; una dottrina «come abbiamo visto il 7 ottobre, fallimentare contro Hamas. Fallimentare contro Hezbollah che ci attacca in continuazione. E sarà fallimentare anche contro l'Iran, che non ha esitato ad attaccare direttamente lo Stato ebraico».

1007 Israel Katz prepara l'attacco israeliano contro l'Iran

[Israel Katz](#), ministro degli Esteri israeliano, ha pubblicato un post su X: «Parallelamente alla risposta militare al lancio di missili e droni, sto conducendo un'offensiva diplomatica contro l'Iran.

«Questa mattina ho inviato lettere a 32 Stati e ho parlato con decine di ministri degli Esteri, nonché con personalità del mondo intero per chiedere che vengano imposte sanzioni contro il progetto di missili iraniani, nonché che il Corpo dei Guardiani della rivoluzione islamica sia dichiarato organizzazione terrorista; lo scopo è frenare e indebolire l'Iran».

1008 Benny Ganz si congratula per il successo dell'alleanza per difendere Israele

Il generale Benny Ganz ha dichiarato: «Questa sera il mondo intero ha visto cos'è l'Iran: uno Stato terrorista che attacca lo Stato d'Israele da una distanza di 1.500 chilometri e tenta di mobilitare tutti i suoi mandatarî. Ma il mondo ha visto anche la potenza della coalizione: come Israele, con l'aiuto degli Stati Uniti e di altri Paesi, si sia sollevato e abbia fermato questo attacco senza precedenti».

Poi Ganz ha aggiunto: «Questo incidente non è finito qui. L'alleanza strategica e il sistema di cooperazione regionale messo in atto, che già hanno dato prova di saper fronteggiare una importante sfida, devono essere immediatamente rafforzati. Di fronte alla minaccia dell'Iran, costituiremo una coalizione

regionale e faremo in modo che l'Iran ne paghi il prezzo, nel modo e nel momento che riterremo opportuni».

1009 Yair Lapid chiede di nuovo le dimissioni di Benjamin Netanyahu

Yair Lapid, capo dell'opposizione israeliana, ha dichiarato che «per la sicurezza di Israele, occorre mandare a casa il governo del primo ministro». Lapid, parlando dei ministri Benny Gantz e Gadi Eisenkot, ha aggiunto: «Sono brave persone, ma non hanno alcuna influenza. Non capisco perché non se ne vadano [dal governo]».

1010 Itamar Ben-Gvir risponde ad Ali Khamenei

La guida suprema dell'Iran, Ali Khamenei, ha pubblicato su X immagini delle intercettazioni di droni iraniani nel cielo sopra Gerusalemme, commentandole con queste parole in ebraico: «Al Qods (Gerusalemme) sarà nelle mani dei mussulmani e il mondo mussulmano celebrerà la liberazione della Palestina». Itamar Ben-Gvir, ministro israeliano per la Sicurezza, gli ha replicato con un altro post: «È la stessa Al Qods che la ritenete sacra a tal punto da aver avuto l'intenzione di bombardarla la notte scorsa? È la difesa israeliana che vi ha fermati».

1011 Rilevante fuga di dati in Israele

Il [sito internet](#) CyberCourt e i suoi [account X](#) e [Telegram](#) diffondono documenti sottratti a diverse istituzioni israeliane, tra cui l'Istituto nazionale di assicurazione e il ministero della Difesa. Avrebbero contribuito all'operazione diversi gruppi di hacker, tra cui NetHunters, Makhlab al-Nasr, Memetic Warfare, Soudan Anonyme, Mysterious Team Bangladesh, Cyb3r Avengers.

La censura militare israeliana ha vietato la menzione di questi siti e la diffusione dei documenti rivelati.

Contrariamente alle consuetudini dell'ambiente in cui operano, questi hacker non si limitano a

piratare fonti, ma si propongono di avviare un'azione politica.

1012 Hamas appoggia la risposta iraniana

Hamas ha dichiarato: «Noi di Hamas riteniamo l'azione militare della Repubblica islamica d'Iran come un diritto naturale e una risposta meritata per il crimine commesso contro il consolato iraniano a Damasco, nonché per l'uccisione di alcuni capi dei Guardiani della rivoluzione».

Edizioni straniere

Voltaire, attualità internazionale è pubblicato in sei lingue

- [Francese](#)
- [Inglese](#)
- [Italiano](#)
- [Olandese](#)
- [Spagnolo](#)
- [Tedesco](#)

1013 Amman sostiene di fatto la Difesa israeliana

I piloti giordani hanno intercettato circa il 20% dei droni iraniani che tentavano di attraversare lo spazio aereo della Giordania.

Secondo l'agenzia Fars, l'Iran ha minacciato la Giordania di diventare «il prossimo bersaglio» se «coopererà» con Israele. «La Giordania e altri Paesi della regione sono stati avvertiti prima dell'operazione» ha aggiunto l'agenzia, vicina al Corpo dei guardiani della rivoluzione islamica (CGRI).

La Giordania smentisce di cooperare con Israele e sostiene di aver solamente difeso il proprio spazio aereo.

I diplomatici di Teheran e di Amman hanno ostentato grande «cortesia» ed esortato a sviluppare buone relazioni per fronteggiare il nemico sionista.

1014 Israele annulla due attacchi all'Iran

Secondo *ABC News*, in due giorni Israele avrebbe annullato due ritorsioni contro l'Iran.

Secondo *Sky News*, Israele avrebbe valutato di usare i 39 F-35, con a bordo missili Jericho 3, che a loro volta potrebbero trasportare cariche convenzionali, nonché chimiche o nucleari.

Il *Financial Times*, ha invece ipotizzato tiri da sommergibili.

La stampa israeliana parla a sua volta di una possibile collaborazione cipriota, di cui però s'ignora la natura.

1015 Bezalel Smotrich accusa l'opposizione di dividere Israele

Durante una conferenza organizzata dal quotidiano *Israël Hayom*, alcuni manifestanti hanno attaccato Bezalel Smotrich, ministro israeliano delle Finanze, il quale ha dichiarato: «Bisogna essere in due per litigare. Non sarò uno dei due. Se esiste una piccola ed estrema minoranza che tenta di trascinare con la forza la società israeliana nell'odio, nella divisione – ce l'avete sotto gli occhi – amici, qui non ci sono acquirenti per i prodotti dell'odio che cercate di vendere» e ha lasciato la sala.

1016 Il Mossad uccide a Beirut Ahmed Srour

Ahmed Srour (57 anni), ufficiale del finanziamento dello Hezbollah, è stato rapito a sud di Beirut dal Mossad israeliano. Il suo corpo, con evidenti segni di tortura, è stato ritrovato in una villa a nord della città. Ahmed Srour era colpito da sanzioni da parte del dipartimento del Tesoro statunitense.

Il Mossad ha agito indisturbato nella capitale libanese.

1017 L'Arabia Saudita e gli Emirati Arabi Uniti hanno partecipato alla difesa d'Israele

Secondo il *Wall Street Journal*, l'Arabia Saudita e gli Emirati Arabi Uniti hanno rifiutato di aprire i rispettivi spazi aerei agli aerei occidentali che difendevano Israele, però hanno accettato di condividere i dati dei propri radar.

☞ È la conferma dell'esistenza della MEAD (Middle East Air Defence Alliance), alleanza tra gli Stati arabi del Golfo e gli Stati Uniti.

1018 Gravi dissensi tra l'Arabia Saudita e gli Emirati Arabi Uniti

Allorché le differenze di valutazione tra Riyad e Abu Dhabi sulla situazione in Yemen si fanno sempre più evidenti, riemergono due contese territoriali.

- La prima riguarda il giacimento petrolifero di Chaybah;
- La seconda riguarda la zona costiera di Al-Yasat. Questo conflitto è diventato così rilevante che l'Arabia Saudita si è rivolta all'Onu.

☞ Il 21 agosto 1974 Arabia Saudita ed Emirati firmarono un accordo sui confini: l'Arabia Saudita cedeva agli Emirati l'oasi di Buraimi, in cambio di un accesso costiero di circa cinquanta chilometri tra il Qatar e l'emirato di Abu Dhabi. Ma gli Emirati, all'epoca piccolo Paese di pescatori, dichiararono unilateralmente questo accesso comune al mare «zona marittima protetta».

1019 Riyad esorta il Medio Oriente alla calma

Il ministero degli Esteri saudita ha espresso «profonda preoccupazione per l'escalation militare nella regione e la gravità delle ripercussioni». Il Regno ha chiesto a tutte le parti di mostrare «moderazione al massimo livello» per risparmiare alla regione e ai suoi abitanti le sofferenze di nuove guerre.

1020 Il Qatar rivede la propria posizione su Hamas

[Lolwah Al-Khater](#), ministra per la Cooperazione internazionale del Qatar, durante una missione in Israele, il 25 novembre 2023 aveva involontariamente svelato i rapporti gerarchici tra Doha e Hamas. Nosha Zarka, vicedirettore generale degli Affari strategici del ministero israeliano degli Esteri, aveva in quell'occasione dichiarato che «Israele regolerà i conti con il Qatar» non appena terminato il ruolo di mediatore.

Gli israeliani hanno attivato le loro reti finanziarie e cominciano a far pressione sul Qatar per indurlo a rompere i rapporti con Hamas. Doha si trova in posizione scomoda perché la sua politica estera si basa proprio sulle relazioni con la Confraternita dei Fratelli mussulmani e con i gruppi armati della regione a loro affiliati.

1021 Teheran cattura un portacontainer israeliano

Il 13 aprile il portacontainer *MSC Aries* è stato fermato dalle forze eltrasportate dei guardiani della Rivoluzione iraniani. Il portacontainer era stato noleggiato da Mediterranean Shipping Company (MSC); è di proprietà di Gortal Shipping Inc, società affiliata a Zodiac Maritime, che appartiene al miliardario israeliano, residente a Monaco, Eyal Ofer.

«Chiedo all'Unione europea e al mondo libero di dichiarare immediatamente il corpo dei Guardiani della rivoluzione iraniani organizzazione terrorista e di sanzionare subito l'Iran» ha dichiarato, in un messaggio su X, Israel Katz, ministro israeliano degli Esteri.

1022 Gli iraniani avevano preavvertito il Consiglio di sicurezza delle conseguenze delle sue indecisioni

Sul suo conto X, la missione iraniana alle Nazioni unite ha postato, l'11 aprile (cioè tre giorni prima della ritorsione contro Israele): «Se il Consiglio di sicurezza delle Nazioni unite

avesse condannato il repressibile atto di aggressione del regime sionista sui nostri locali diplomatici a Damasco e avesse tradotto in giustizia i responsabili, l'imperativo, per l'Iran, di punire questo regime canaglia avrebbe potuto essere scongiurato».

VIDEO

«[Thierry Meyssan rivela i retroscena delle relazioni tra Iran e Israele](#)»

Thierry Meyssan dedica la rubrica video bimensile su *Le Courier des Stratèges* all'operazione iraniana di ritorsione al bombardamento dei propri locali diplomatici a Damasco, spiegando che si tratta di un dossier del tutto indipendente da quello della Palestina. Rivela le relazioni che da molto tempo intercorrono tra i due Paesi: dal trattato di Difesa tra Iran e Siria, imposto dal presidente Eisenhower nel 1953, all'elezione del presidente Hassan Rohani (2013-2020), alleato di lunga data di Benjamin Netanyahu, passando per il gasdotto iraniano-israeliano che collega Eilat a Ashkelon.

Un passato così particolare che ci fa comprendere in modo molto diverso quanto accaduto.

Durata: 1 ora e 15 minuti.

1023 Teheran aveva preavvertito del proprio attacco

Secondo Hossein Amirabdollahiann, ministro iraniano degli Esteri, Teheran aveva informato con 72 ore di anticipo gli Israeliani, gli Stati arabi sionisti e gli Stati Uniti del proprio attacco.

Gli Stati Uniti hanno negato di essere stati avvisati in anticipo. Teheran ha precisato di aver informato dei propri obiettivi e di aver esortato Washington a farli evacuare. In particolare, avrebbe precisato il giorno dell'attacco, ma non l'ora. Questo messaggio sarebbe stato inviato tramite la Turchia, il Qatar e la Svizzera. La Turchia, la Giordania e l'Iraq hanno confermato di essere stati avvertiti in anticipo.

1024 Teheran valuta la propria azione

Secondo il sito internet delle Forze di difesa israeliane (FDI), le forze armate iraniane hanno lanciato circa 170 droni, oltre 120 missili balistici e oltre 30 missili da crociera sul territorio israeliano.

Secondo PressTV, «almeno sette missili ipersonici lanciati dal territorio iraniano in risposta all'aggressione israeliana hanno colpito la base aerea di Nevatim».

Mohammad-Bagher Ghalibaf, presidente del Majlis (parlamento iraniano), ha sottolineato come l'attacco contro Israele sia una risposta «dissuasiva e spiacevole» all'aggressione.

Il generale Mohammad Bagheri, capo di stato-maggiore delle forze armate iraniane, ha dichiarato alla televisione pubblica; «La nostra risposta [a eventuali altri attacchi israeliani] sarà molto più importante dell'azione militare di questa sera, se lo Stato ebraico ribatte all'Iran». Ha aggiunto che Teheran ha avvertito Washington, tramite la Svizzera, che ogni sostegno a rappresaglie israeliane indurrebbe l'Iran a prendere di mira basi militari statunitensi nella regione. «Le nostre operazioni sono terminate e non abbiamo intenzione di continuarle», ha concluso.

1025 Traffico aereo interrotto in Medio Oriente

Lo [spazio aereo](#) di numerosi Paesi è stato chiuso per parecchie ore, provocando la più importante confusione nel trasporto aereo mondiale dall'11 settembre 2001.

1026 Teheran s'indigna della retorica dell'Europa occidentale

Il 14 aprile il ministro iraniano degli esteri ha convocato gli amministratori di Gran Bretagna, Francia e Germania per contestare quella che ha definito la loro «posizione irresponsabile» nei confronti degli attacchi di rappresaglia di Teheran.

«L'azione militare dell'Iran contro le basi del regime sionista – ha detto – s'inscrive nel quadro del diritto alla legittima difesa, così come espresso dall'articolo 51 della Carta delle Nazioni unite, ed è in risposta a una serie di crimini, compreso il recente attacco al complesso dell'ambasciata in Siria».

1027 Ibrahim Raissi mette in guardia contro ogni sostegno a un attacco israeliano contro l'Iran

Ibrahim Raissi, presidente iraniano, ha ammonito: «Dichiariamo categoricamente che la più piccola azione contro gli interessi iraniani sarà certamente accolta con una risposta severa, generalizzata e dolorosa contro chi la commettesse».

1028 Le Isole Salomone proseguono il loro avvicinamento alla Cina

Il risultato delle elezioni legislative nelle Isole Salomone è:

- Partito democratico, Matthew Wale: 13,64% (8 seggi)
- Partito unificato, Peter Kenilorea junior: 10,43% (2 seggi)
- Partito Kadere: 9,50% (8 seggi)
- Alleanza democratica (pro-Taiwan): 6,37 % (3 seggi)
- Alleanza popolare: 6% (2 seggi)
- Il partito del popolo innanzitutto: 3,69% (1 seggio)
- Partito per lo sviluppo rurale: 3,19% (1 seggio)

Il tentativo Usa di assassinare il primo ministro pro-cinese, Manasseh Sogavare, è fallito. Gli annunci occidentali di una prossima presenza militare cinese non erano che propaganda.

1029 Beijing condanna un'eventuale estensione dell'AUKUS

L'ambasciata cinese in Gran Bretagna ha espresso ferma opposizione all'insistenza di Stati, Regno Unito e Australia nel promuovere il sedicente partenariato trilaterale in materia di sicurezza (AUKUS), nel disprezzo delle grandi

preoccupazioni dei Paesi della regione e della comunità internazionale concernenti i rischi di proliferazione nucleare.

1030 La Cina dinanzi alla crisi ucraina

Ricevendo il cancelliere tedesco Olaf Scholz, il presidente cinese, [Xi Jinping](#), ha esposto i principi che dovrebbero permettere la pace in Ucraina:

- innanzitutto, concentrarsi sull'interesse globale della pace e della stabilità invece di ricercare guadagni egoisti;
- in secondo luogo, calmare la situazione invece di gettare benzina sul fuoco;
- terzo, creare le condizioni necessarie al ristabilimento della pace invece di esacerbare le tensioni;
- quarto, ridurre l'impatto negativo sull'economia mondiale invece di compromettere la stabilità della rete produttiva e delle vie di approvvigionamento mondiali.

ASSOCIAZIONI INTERNAZIONALI

1031 Conferenza della Edmund Burke Foundation a Bruxelles

Il 16 e 17 aprile l'Edmund Burke Foundation (creata da David Brog, ex direttore di Christians United for Israel – CUFI – dopo la chiusura dello *Weekly Standard*), ha organizzato una conferenza sul tema «Preservare lo Stato-nazione in Europa». La fondazione fu creata a Washington, ma oggi è basata all'Aia. Il primo ministro ungherese, Viktor Orban, poi: il ministro israeliano della Diaspora, Amichai Chikli; il deputato Vlaams Belang; l'eurodeputato Tom Vandendriessche, l'eurodeputata del Rassemblement national Patricia Chagnon; l'ex direttore dell'Ufficio tedesco per la protezione della Costituzione, Hans-Georg Maaßen, o ancora il politico britannico Nigel Farage vi hanno partecipato, dinanzi a 500 persone. Nel 2020 l'evento aveva ospitato Marion Maréchal e Giorgia Meloni.

La quota partecipativa oscillava da 1.000 a 20.000 euro.

ORGANIZZAZIONI INTERGOVERNATIVE

1032 Antonio Guterres mette in guardia contro l'escalation

Antonio Guterres, segretario generale delle Nazioni unite, ha dichiarato: «Condanno fermamente la grave escalation che rappresenta il grande attentato lanciato questa sera contro Israele da parte della Repubblica islamica d'Iran. Chiedo la cessazione immediata di tali ostilità.

«Sono profondamente allarmato dal pericolo assai reale di una progressione devastatrice su scala regionale. Esorto tutte le parti a dar prova della massima moderazione per scongiurare ogni azione che potrebbe condurre a scontri militari maggiori e su più fronti in Medio Oriente.

«Ho sottolineato a più riprese che né la regione né il resto del mondo possono permettersi un'altra guerra».

1033 L'UNRWA denuncia il flagrante disprezzo di Israele per gli operatori umanitari

Il Commissario generale dell'Agenzia delle Nazioni unite per il soccorso e l'occupazione dei profughi palestinesi nel Vicino Oriente (UNRWA), ha fatto il punto, dinanzi al Consiglio di sicurezza, sulla difficile situazione in cui l'Agenzia versa. Ma ha aggiunto che, secondo lui, tale struttura resta «la spina dorsale delle operazioni umanitarie a Gaza» e una forza stabilizzatrice in un Medio Oriente scosso da profondi sconvolgimenti. Ha preteso un'inchiesta approfondita sul «flagrante disprezzo» di Israele verso il proprio obbligo di proteggere le operazioni umanitarie a Gaza e quanti vi si dedicano.

1034 L'AIEA riprende le ispezioni in Iran

Rafael Grossi, direttore generale dell'AIEA, ha dichiarato che domenica l'Iran aveva chiuso le

proprie installazioni nucleari per «ragioni di sicurezza» e che, benché siano state riaperte il 15 aprile, le ha precluse agli ispettori dell'AIEA «sino a quando non vedremo che la situazione si è completamente tranquillizzata. 120 ispettori dell'Agenzia le hanno riprese il 16 aprile.

1035 Kristalina Georgieva riprende il timone del FMI

Il consiglio d'amministrazione del Fondo monetario internazionale (FMI) il 12 aprile ha annunciato che la sua direttrice generale, la bulgara Kristalina Georgieva, è stata designata, senza bisogno di votazioni, a rimanere alla testa dell'istituzione per i prossimi cinque anni.

1036 Il G7 sostiene Israele e condanna l'Iran

Il G7 rende noto: «Noi, capi di Stato e di governo del Gruppo dei Sette (G7), condanniamo senza equivoci e nei termini più duri l'attacco diretto e senza precedenti condotto dall'Iran contro Israele. L'Iran ha lanciato centinaia di droni e di missili in direzione di Israele, che grazie all'aiuto dei propri alleati è riuscito a respingere l'attacco.

«Esprimiamo solidarietà e sostegno a Israele e al suo popolo, riaffermando il nostro impegno a favore della sua sicurezza.

«Con le sue azioni, l'Iran ha compiuto un altro passo verso la destabilizzazione della regione, con il rischio di scatenare una progressione incontrollabile della violenza. Ciò deve essere evitato. Noi continueremo a operare per stabilizzare la situazione ed evitare ogni ulteriore peggioramento. In questo spirito, invitiamo l'Iran e i suoi mandatarî a sospendere ogni attacco, mentre noi ci teniamo pronti sin da ora ad adottare misure per rispondere a ulteriori iniziative di destabilizzazione.

Al tempo stesso rafforziamo la nostra cooperazione per mettere fine alla crisi di Gaza, soprattutto continuando a operare per ottenere un cessate-il-fuoco immediato e duraturo, nonché la liberazione degli ostaggi da parte di

Hamas e la fornitura di aiuti umanitari accresciuti e adeguati ai palestinesi».

Voltaire, attualità internazionale

Editore : Thierry Meyssan, SASU con capitale di 1.000 euro.

Via Antigna 23, 45000 Orléans, Francia,
Direttore responsabile : Thierry Meyssan,
thierry.meyssan@voltairenet.org

46 numeri l'anno.

[Abbonamento annuale : 150 euro](#)

[Abbonamento mensile : 15 euro](#)

Un numero : 5 euro.

Gli abbonamenti vengono automaticamente rinnovati.

Per annullare il rinnovo dell'abbonamento: inviate una e-mail a

thierry.meyssan@voltairenet.org.

Per scrivervi non rispondete alle mail automatiche che inviano i link per scaricare le edizioni di Attualità internazionale: non ci arrivano. Scriveteci invece digitando l'indirizzo di posta elettronica del destinatario.

Voltaire

Actualité internationale

N°84 - 26 avril 2024

ÉDITORIAL

1037 La Géorgie et le financement d'organisations politiques depuis l'étranger

Une semaine après le Kirghizistan, la Géorgie a adopté une loi sur le financement d'organisations politiques depuis l'étranger. De petites manifestations ont eu lieu durant trois jours devant le Parlement, se concluant par un rassemblement de plus de 10 000 personnes. Les protestataires ont qualifié le texte de « loi Poutine » car il s'inspire, selon eux, d'une loi en vigueur en Russie. Le gouvernement leur a répondu en distribuant des copies de son équivalent états-unien, le *Foreign Agents Registration Act* (FARA), en vigueur... depuis 1938.

Lors du débat, le député Aleko Elissachvili a bondi à la tribune pour frapper d'un coup de poing au visage le rapporteur, Mamouka Mdinaradze.

☞ Aleko Elissachvili est journaliste de presse écrite et de radio. Il s'est [battu en Ukraine](#) contre la Russie au sein de la « Légion internationale pour la défense territoriale de l'Ukraine ». Selon lui, contraindre les journaux financés à plus de 20 % de l'étranger à le dire à leurs lecteurs serait une atteinte à la liberté d'expression.

☞ Les liens entre des Géorgiens et des « nationalistes intégraux » ukrainiens sont nombreux. Ainsi, l'ancien président pro-US de Géorgie, Mikheil Saakashvili (qui avait multiplié les incarcérations d'opposants) s'était exilé en 2013. Il avait abandonné la nationalité géorgienne pour acquérir la nationalité ukrainienne, en 2015. Sur pression des « nationalistes intégraux », il avait alors été nommé gouverneur de l'oblast d'Odessa. Il avait été déchu de sa nationalité ukrainienne par le président Petro Porochenko et s'était donc trouvé apatride, avant d'être rétabli dans sa dernière nationalité par le président Volodymyr Zelensky.

Simultanément, sa ministre de l'Intérieur, Eka Zgouladze, est également devenue ministre de l'Intérieur en Ukraine. Elle avait été renvoyée en même temps que lui. Durant cette période elle se maria avec Raphaël Glucksmann, futur président du Comité spécial du Parlement européen sur l'interférence étrangère. Ce dernier est le fils du philosophe anti-communiste et collaborateur de l'agence de presse de la Freedom House, André Glucksmann (Freedom House était la prolongation de l'effort de la CIA pour des publications de gauche anti-communistes).

AMÉRIQUES

1038 Des entreprises occidentales autorisées à se fournir en métal russe

Airbus Canada a confirmé avoir obtenu une dérogation aux sanctions canadiennes contre les importations russes. Il continue donc à se fournir en titane auprès de VSMPO-AVISMA.

Selon le *Washington Post*, ce serait également le cas de Safran et de Rolls-Royce.

1039 La Chambre des représentants vote une aide de 95 milliards de dollars à des États étrangers

La Chambre des représentants a voté, le 20 avril, 95 milliards de dollars d'aide à des États étrangers.

1) • une subvention de 26 milliards de dollars pour Israël. Elle est répartie comme suit :

- 4 milliards de dollars affectés à la reconstitution des systèmes de défense antimissile Dôme de Fer et Fronde de David ;
- 1,2 milliard de dollars pour le système de défense Poutre de Fer, conçu pour contrer les roquettes à courte portée et les menaces de mortier ;
- 3,5 milliards de dollars pour l'achat de systèmes d'armes avancés, de systèmes et de services de défense par le biais du Programme de financement militaire étranger ;
- 1 milliard de dollars à la production et au développement de l'artillerie et des munitions ;
- 4,4 milliards de dollars pour reconstituer les fournitures militaires et les services de défense fournis à l'État hébreu ;
- 2,4 milliards de dollars pour les opérations militaires US actuelles dans la région en réponse aux récentes attaques ;
- 9 milliards de dollars pour l'aide humanitaire.

2) • une subvention de 61 milliards de dollars pour le théâtre ukrainien, divisés en 34,5 milliards pour le Pentagone et 26,5 milliards pour l'Ukraine. Ce paquet comprend :

- 23,2 milliards de dollars pour reconstituer les armes, les stocks et les installations des États-Unis ;
- 11,3 milliards de dollars pour les opérations militaires des États-Unis en Europe ;
- 13,8 milliards de dollars pour l'achat de systèmes d'armes avancés pour l'Ukraine ;
- 26 millions de dollars pour « poursuivre le contrôle et la responsabilisation » de l'aide fournie à l'Ukraine

3) • une subvention de 8 milliards de dollars pour les alliés de l'Indo-Pacifique. Elle comprend :

- 3,3 milliards de dollars pour le développement de l'infrastructure sous-marine états-unienne en Asie ;
- 2 milliards de dollars de financement militaire pour Taïwan et d'autres alliés

4) • une quatrième loi, *21st Century Peace through Strength Act* (la loi sur la paix au XXI^e siècle par la force), H.R.8038, sanctionne l'Iran, la Russie et la Chine et utilise les actifs russes saisis pour financer une partie des dépenses ukrainiennes en violation du droit de propriété. Elle comprend également une disposition obligeant la société de médias sociaux TikTok à se désengager de la Chine d'ici un an.

☞ Ces subventions sont financées par la dette extérieure US. À ce jour Washington est la puissance la plus endettée au monde.

1040 Mike Johnson change radicalement de ligne politique

Mike Johnson, président républicain de la Chambre des représentants a déclaré : « Je pense que [le président chinois] Xi [Jinping], [le président russe] Vladimir Poutine et l'Iran forment vraiment un Axe du Mal. Je pense qu'ils se coordonnent. Je suis convaincu que Vladimir Poutine continuerait pour traverser l'Europe si on le lui permettait ».

☞ Mike Johnson rompt ainsi avec la rhétorique de Donald Trump et restaure celle de George Bush Jr.

La représentante trumpiste Marjorie Taylor Greene (Géorgie) a déposé une motion de destitution contre Mike Johnson.

☞ Selon *Breitbart*, le revirement de Mike Jonson s'expliquerait par les liens son directeur de cabinet, Dan Ziegler, et de son conseiller de sécurité, Joshua Hodges, avec des sociétés ayant intérêt à la guerre en Ukraine et en Palestine.

1041 La Chambre des représentants poursuit ses auditions sur la vague d'antisémitisme dans les universités

La Commission de l'Éducation et du Travail de la Chambre des représentants a tenu sa quatrième audition sur l'antisémitisme dans les campus universitaires, le 18 avril. La présidente républicaine Virginia Fox (Caroline du Nord) avait convoqué la présidente de l'université de Columbia, Minouche Shafik. Bien que celle-ci se soit montrée très coopérative, les parlementaires n'ont cessé de mettre en cause sa bonne volonté.

☞ C'est la quatrième audition sur l'antisémitisme dans les universités. Les précédentes ont conduit à la démission des présidentes des universités de Pennsylvanie et de Harvard.

Les parlementaires considèrent le slogan « Du fleuve à la mer, la Palestine sera libre » comme des marques d'antisémitisme et non pas comme un soutien à la Résistance palestinienne.

1042 Manifestations pro-palestiniennes généralisées dans les campus états-uniens

Après l'arrestation de 133 manifestants pro-palestiniens (étudiants et professeurs), le 22 avril, à l'université de New York, les campements de protestation se sont multipliés dans les universités, notamment à Columbia, Yale, Tufts et au Massachusetts Institute of Technology. Ce mouvement semble équivalant par son ampleur à celui contre la guerre du Vietnam.

☞ Les universités états-uniennes sont gérées grâce à des fonds alimentés par des donations. Ces fonds placent leurs avoirs, souvent en Israël. Les étudiants et professeurs réclament qu'ils soient réinvestis ailleurs et ne financent pas le génocide en cours à Gaza. Dans les années 2000, le mouvement BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions) avait failli faire triompher cette revendication, mais l'intellectuel [Noam Chomsky](#) avait défendu Israël et s'y était opposé.

1043 L'immunité présidentielle devant la Cour suprême

Le candidat Donald Trump a saisi la Cour suprême fédérale. Il assure disposer d'une immunité pour tous les actes commis durant son mandat. À ce titre, il estime illégitimes les poursuites dont il fait l'objet de la part du procureur spécial Jack Smith pour tentatives illicites d'inverser les résultats de l'élection de 2020. La seule exception constitutionnelle à l'immunité absolue d'un président est sa mise en accusation par la Chambre et sa condamnation par le Sénat.

18 États républicains (Alabama, Floride, Idaho, Indiana, Iowa, Kansas, Louisiane, Mississippi, Missouri, Montana, Nebraska, Dakota du Nord, Oklahoma, Caroline du Sud, Texas, Utah et Virginie occidentale) ont déposé un mémoire pour soutenir son point de vue. Cependant l'Ohio, soutenue par l'Alaska et le Wyoming, soutient que l'immunité présidentielle n'est pas totale. Selon eux, elle ne s'appliquerait qu'aux décisions liées à sa fonction constitutionnelle.

Quelques personnalités ont déposé un mémoire en *Amicus Curiae*. Parmi elles, l'ancien directeur de la CIA Michael Hayden, l'amiral à la retraite Thad Allen, les généraux à la retraite George Casey et Charles Krulak. Selon eux, l'immunité présidentielle si elle s'applique à des actions pénales pourrait conduire à des activités qui mettent en danger la Sécurité nationale des États-Unis.

1044 Bennie Thompson propose de lever la protection de l'ancien président Donald Trump s'il est condamné

Le représentant démocrate Bennie Thompson (Mississippi), ancien président de la Commission sur l'attaque du Capitole du 6 janvier 2021 et actuel leader démocrate de la Commission de sécurité de la patrie, a déposé une proposition de loi (H.R.8081) pour retirer sa protection policière à Donald Trump, s'il devait être condamné et incarcéré.

Selon lui, maintenir la protection du Secret Service (service de protection des hautes personnalités) conduirait à le faire bénéficier de conditions inégalitaires de détention.

De son côté, le Secret Service a élaboré un plan en cas d'incarcération.

1045 Selon Tucker Carlson, la CIA fait chanter des parlementaires

Tucker Carlson, journaliste le plus populaire des États-Unis, a affirmé que certains parlementaires qui ont en définitive voté l'extension de la section 702 du *Foreign Intelligence Surveillance Act* (cf. 0973) craignaient que les services de Renseignement ne les fassent chanter. Selon lui, ils peuvent aussi bien révéler leur vie sexuelle, parfois étrange, qu'implanter à leur insu de la pédopornographie dans leurs ordinateurs personnels.

👉 Durant la guerre du Vietnam, la CIA avait fait chanter des parlementaires en les conduisant à fréquenter des bordels d'enfants aux Philippines de Ferdinand Marcos ou en Thaïlande.

1046 Les États-Unis et le bataillon criminel « Netzah Yehuda »

Washington a pris des mesures coercitives unilatérales (qualifiées abusivement de « sanctions ») contre le bataillon ultra-orthodoxe « [Netzah Yehuda](#) » (anciennement « Nahal Haredi ») des FDI, impliqué dans des violences gratuites contre les Palestiniens de Cisjordanie.

Ces soldats ont notamment tué un arabe-États-unien de 80 ans, Omar As'ad.

Cette unité est essentiellement composée de Hassidim des communautés de Habad et de Breslev et de sionistes religieux. Elle a été créée en 1999 et s'est fait connaître par des violences gratuites répétées contre des arabes. En 2005, elle refusa de participer à la fin de l'occupation de la Bande de Gaza et au démantèlement des colonies illégales qui s'y trouvaient. Elle acquiesça à cette occasion le surnom de « bataillon orange ».

1047 Nouvelles directives de vocabulaire au *New York Times*

Susan Wessling, rédactrice en chef des normes du *New York Times* a adressé un mémo à ses journalistes. Elle leur demande de limiter, autant que faire se peut, l'emploi des mots « génocide » et « Palestine », et des expressions « nettoyage ethnique », « territoire occupé » et « camps de réfugiés ».

1048 La FCC corrompue par George Soros

Le sénateur républicain Chip Roy (Texas) a déclaré que George Soros aurait fait pression sur la Commission fédérale des communications (FCC) pour qu'elle n'examine pas son rachat des chaînes de radios du groupe Audacy selon la procédure normale.

1049 Les États-Uniens pensent que leur presse n'est pas libre

Selon une enquête du Pew Research Center,

- 83 % des États-Uniens pensent que les agences de presse US sont influencées par des entreprises et des intérêts financiers ou par le gouvernement et des intérêts politiques.
- 21 % des États-Uniens pensent que les médias US n'ont pas la possibilité de rapporter certaines nouvelles.
- 51 % estiment que la liberté de la presse devrait être limitée pour empêcher la publication de fake news, tandis que 46 %

considèrent que la liberté de la presse devrait toujours l'emporter.

1050 Le Nicaragua permute son ambassade de Séoul à Pyongyang

Le Nicaragua a annoncé l'ouverture d'une ambassade en Corée du Nord et la fermeture de son ambassade en Corée du Sud.

1051 Nouveau gouvernement sans légitimité à Haïti

Le Premier ministre et président intérimaire et démissionnaire haïtien, Ariel Henry, a nommé par décret le gouvernement de transition qui lui succédera. Ce dernier n'a pas plus de légitimité que lui. Aucune élection n'a été organisée depuis huit ans. Ce gouvernement est composé de neuf personnalités représentatives de courants différents.

De son côté, le Forum permanent des Nations Unies pour les personnes d'ascendance africaine (PFPAD) a réclamé que la France rembourse les 150 millions de francs-or payés pour la reconnaissance de l'indépendance de l'île, en réparation des pertes subies par les propriétaires des esclaves affranchis. Le haut-commissaire des Nations unies aux Droits de l'homme, l'Autrichien Volker Türk, leur a apporté son soutien.

1052 « Sanctions » de Washington contre le Venezuela

Le département d'État a rétabli ses mesures coercitives unilatérales (abusivement qualifiées de « sanctions ») contre le Venezuela. Washington avait exigé que des élections libres soient organisées et que l'opposition pro-US puisse y participer. Cependant, Maria Corina Machado avait été interdite de se présenter compte tenu de ses crimes (cf. 0278) et sa remplaçante, Corina Yoris, avait renoncé à se présenter (cf. 0817).

1053 L'Argentine demande à devenir « partenaire mondial » de l'Otan

Le président argentin, Javier Milei, a demandé à l'Otan que son pays soit considéré comme « partenaire mondial ».

À l'heure actuelle, la Colombie est le seul pays partenaire de l'Otan en Amérique latine. Dans les années 1990, elle avait participé aux opérations de soutien de la paix menées par l'Alliance en Bosnie-Herzégovine.

EUROPE

1054 Le scandale du sang contaminé au Royaume-Uni

Une enquête de la [BBC](#) a établi que, durant les années 1970-80, des cliniques privées ont mené des essais sur des enfants sans le consentement de leurs parents. Les médecins administraient des transfusions sanguines à partir de sang prélevé aux États-Unis et potentiellement contaminés au VIH et à l'hépatite C. Ils voulaient savoir s'il était possible de détecter les maladies transmises à partir d'une nouvelle version du facteur VIII ; un produit sanguin contaminé diminuant les saignements.

1055 La France réduit ses armées

Le président français Emmanuel Macron ne manque pas une occasion pour souligner que son pays est en guerre contre la Russie. Aussi le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, annonce un renforcement des effectifs et des matériels. Pourtant, en 2023, les Armées ont engagé 1 143 civils et [supprimé 3 599 postes militaires](#).

1056 Les Pays-Bas appellent à étendre les sanctions prises contre les colons de Cisjordanie

La ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, Henke Bruins Sloot, a appelé l'UE à étendre les sanctions qu'elle a prise vis-à-vis des colons de Cisjordanie.

1057 Andrzej Duda déclare la Pologne prête à héberger des bombes atomiques états-uniennes

Le président polonais, Andrzej Duda, a accordé un entretien à *Fakt* lors de son déplacement à New York où il a rencontré le candidat Donald Trump. Il y déclare : « S'il y avait une décision de nos alliés de déployer des armes nucléaires, également sur notre territoire, dans le cadre du partage nucléaire pour renforcer la sécurité du flanc oriental de l'Otan, nous sommes prêts à l'appliquer. Nous sommes un allié de l'Alliance de l'Atlantique Nord et nous avons également des engagements à cet égard, c'est-à-dire que nous mettrions simplement en œuvre une politique commune ».

☞ Le président Andrzej Duda est un partisan de l'alliance avec les États-Unis et un admirateur de Donald Trump. Il a toujours privilégié « l'initiative des trois mers ». Au contraire, son nouveau Premier ministre, Donald Tusk (ancien ami d'enfance d'Angela Merkel), est un partisan de l'alliance avec l'Allemagne. Il privilégie donc l'Union européenne. Lors de son entretien avec *Fakt*, le président Duda a critiqué l'euro et s'est proposé de recevoir des bombes atomiques états-uniennes. Cette prise de position se comprend au vu de la politique intérieure polonaise. Il n'est pas certain que ces propos doivent être pris au pied de la lettre : entreposer des armes nucléaires US à proximité de la Russie serait une violation indiscutable de la Déclaration d'Istanbul (Osce, 1999).

1058 Andrzej Duda dénonce le rachat des terres agricoles ukrainiennes par des transnationales US

Répondant à la télévision lituanienne, le président polonais, Andrzej Duda, est revenu sur les [révélations de l'Oakland Institute](#) de février 2023. Il a souligné que les agriculteurs polonais ne luttent pas contre leurs homologues ukrainiens, mais contre les intérêts capitalistes occidentaux.

1059 Viktor Orbán dénonce le bellicisme de l'UE

Viktor Orbán, Premier ministre hongrois, a [déclaré](#) : « Aujourd'hui, il y a une majorité favorable à la guerre. L'humeur en Europe est belliqueuse. La logique de la guerre domine la politique. Je vois des préparatifs de guerre par tous et partout. Le secrétaire général de l'Otan a déclaré qu'il souhaitait mettre en place une mission de l'Alliance en Ukraine. Les dirigeants européens sont déjà impliqués dans la guerre (...) ils voient cette guerre comme leur propre guerre et la mènent en tant que telle. Au début, il s'agissait presque d'envoyer des observateurs, puis il s'agissait de sanctions, mais pas d'agir, bien sûr. Mais l'UE en est arrivée à l'envoi d'armes : d'abord, des armes à feu, puis des chars, des avions, une aide financière de plusieurs dizaines de milliards d'euros, et maintenant environ 100 milliards d'euros. Mais cet argent et ces armes ne rendent pas la situation meilleure. En fait, cela l'aggrave. Nous sommes à juste un pas de l'Occident envoyant ses armées en Ukraine. Ce tourbillon militaire peut entraîner l'Europe vers le fond. Bruxelles joue avec le feu et la colère Dieu ».

1060 Pour Peter Szijjarto, Bruxelles et Washington se concurrencent pour renforcer la guerre en Ukraine

Peter Szijjarto, ministre hongrois des Affaires étrangères a déclaré : « Les préparatifs d'une guerre mondiale s'intensifient à Bruxelles ». Selon lui, les États-Unis, l'Otan et l'UE sont maintenant en concurrence pour l'aide militaire à l'Ukraine, « au lieu de se concentrer sur le renforcement de la paix et la recherche de solutions diplomatiques ». « Il faut mettre fin aux préparatifs d'une nouvelle guerre mondiale ».

1061 Le Parlement européen défend l'utilisation de fonds venant de l'étranger pour des campagnes politique

Le Parlement européen a adopté, le 24 avril, une résolution (P9_TA(2024)0367) condamnant la loi hongroise sur la souveraineté. Celle-ci

introduit dans le *Code pénal* « une peine d'emprisonnement frappant l'utilisation de fonds venant de l'étranger pour des campagnes politiques ».

1062 Le Parlement européen limite à 10 000 euros les paiements en espèces

Le Parlement européen a adopté, le 24 avril, plusieurs textes visant à lutter contre le blanchiment d'argent, notamment l'interdiction de payer un bien ou un service en espèces lorsque la facture s'élève à plus de 10 000 euros.

1063 Vers un Traité de paix arméno-azéri

Ilham Aliyev, président de l'Azerbaïdjan, a déclaré que son pays pourrait signer un accord de paix avec l'Arménie avant la conférence de la COP 29 qui sera organisée par Bakou en novembre.

1064 La Gagaouzie sous pression

La Moldavie exercerait des pressions sur sa région autonome de Gagaouzie pour qu'elle rompe ses liens avec la Russie. Selon Yevgenia Gutsul, présidente de cette région : « Nous ne sommes pas séparatistes, comme ils nous appellent. Ils essaient de nous faire ressembler à des ennemis de la Moldavie. Nous voulons juste être amis avec tout le monde. Nous ne voulons pas rompre les relations amicales et de partenariat avec la Russie (...) Ils nous punissent simplement parce que nous pensons différemment et avons nos propres opinions (...) Nos droits sont violés, nos pouvoirs sont retirés, et ils essaient de liquider l'autonomie de la Gagaouzie qui a été obtenue en 1994 ».

1065 L'interprétation eschatologique d'Andriy Yermak sur la guerre en Ukraine

Andriy Yermak, directeur de l'administration présidentielle ukrainienne, a participé le 19 avril à une réunion par vidéo avec la Conference of Presidents of Major American Jewish Organizations (organe de coordination des principales organisations juives des États-Unis).

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

Il a déclaré : « Comme Israël, l'Ukraine ne peut pas déposer les armes parce qu'il s'agit d'une question existentielle. Et bien que nous soyons à distance, l'Ukraine et Israël sont du même côté contre des pays qui sont interconnectés ». Le partenariat entre la Russie et l'Iran acquiert de plus en plus les caractéristiques d'une alliance militaire : technologies, drones et systèmes de défense anti-aériens, échange d'expérience et de tactique. Tout cela constitue une menace pour le Moyen-Orient, l'Europe et le monde. « C'est maintenant le moment où le Bien ou le Mal prévaudront. Nous sommes certains que la bonne volonté l'emportera. Mais il n'y a pas de temps pour le doute, pas l'occasion de vérifier quoi que ce soit d'autre. Tout est évident. L'Ukraine voit comment cela peut être résolu »

1066 Volodymyr Zelensky remercie les États-Unis

Téléphonant au président états-unien Joe Biden pour le remercier du vote de la Chambre des représentants, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a déclaré : « Au nom de tous les Ukrainiens, je vous remercie personnellement, votre Administration, les deux partis du Congrès et l'ensemble de la nation américaine pour la décision qui rapproche certainement notre victoire commune. Nous attendons avec intérêt l'achèvement rapide de ce processus au Sénat ».

1067 Bonne santé de l'économie russe

Les recettes budgétaires russes ont augmenté de plus de 50 % au premier trimestre de cette année par rapport à 2023. En mars, le budget

de l'État a enregistré un excédent global de 867 milliards de roubles (9,3 milliards de dollars).

Les revenus pétroliers et gaziers au premier trimestre étaient de 79 % supérieurs à ceux de la même période de l'année dernière, à 2 900 milliards de roubles (32 milliards de dollars). Les revenus non pétroliers et gaziers se sont élevés à 3 300 milliards de roubles (35 milliards de dollars), en hausse de 24 %.

Le Fonds monétaire international (FMI) a relevé ses prévisions de croissance économique de la Russie à 3,2 % en 2024, dépassant les prévisions du ministère russe de l'Économie (2,3 %) et celles de la banque centrale (1,2 %).

L'inflation annuelle s'est accélérée, passant de 7,79% à 7,83%.

1068 Révélations de Sergueï Lavrov sur le projet de traité de paix avec l'Ukraine de 2022

[Sergueï Lavrov](#), ministre russe des Affaires étrangères, a indiqué, dans une interview à l'agence Sputnik, que le projet de Traité de paix avec l'Ukraine, discuté lors des négociations d'Istanbul, au printemps 2022, comportait une garantie de sécurité très sérieuse comparable à l'article 5 du Traité de l'Atlantique-Nord.

1069 Selon Sergueï Lavrov, Washington bloque toute négociations sur les armes nucléaires

Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, s'est adressé à la Conférence de Moscou sur la non-prolifération nucléaire. Il s'est longuement exprimé sur la crise des mécanismes de contrôle des armements, de désarmement et de non-prolifération. Selon lui, Washington bloque les négociations sur le Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et ouvre un nouveau front avec l'alliance AUKUS (Australie/Royaume-Uni/États-Unis).

L'année dernière la Russie a suspendu sa participation au Traité de réduction des armements stratégiques (« New Start ») en

raison du soutien militaire états-unien à l'Ukraine.

1070 Arrestation du ministre adjoint de la Défense russe

Timur Ivanov, ministre-adjoint russe de la Défense, a été arrêté dans le cadre d'une enquête pour corruption. Il avait été chargé des constructions de logements et d'hôpitaux pour les militaires.

Selon l'équipe de l'opposant Alexeï Navalny, Ivanov et sa femme auraient mené grand train de vie durant leurs vacances.

1071 Vidéo de l'équipe Navalny

L'équipe que l'opposant pro-US Alexeï Navalny avait composée autour de Maria Pevchikh a réalisé une vidéo en trois épisodes, intitulée *Traîtres*. Le premier épisode raconte comment Boris Bereзовsky aurait acquis la chaîne de télévision ORT (actuellement 1^o chaîne).

1072 La Russie renforce la coordination anti-terroriste

La 12e Réunion internationale des hauts représentants chargés des questions sécuritaires s'est tenue à Saint-Petersbourg. Le président Vladimir Poutine y a envoyé un message vidéo. La Russie renforce ses liens anti-terroristes avec ses partenaires, après l'attentat du Crocus City Hall du 22 mars. La Chine était représentée par Chen Wenqing, membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois (PCC) et chef de la Commission pour les affaires politiques et juridiques du Comité central du PCC.

AFRIQUE

1073 Le Maroc s'implique dans les négociations palestino-israéliennes

Abdellatif Hammouchi, directeur général de la Sûreté nationale et de la Surveillance du territoire marocaine (DGSN et DGST), s'est rendu au Qatar. Il y a rencontré son homologue,

Abdallah Ben Mohammed Al-Khulaifi, chef du Service de sécurité de l'État qatari.

Ces contacts seraient liés aux négociations pour la libération des otages civils et l'échange des prisonniers militaires de la Résistance palestinienne.

1074 Le « général » Mohamed Hamdan Dagalo dans le viseur de Washington

Les présidents des commissions des Affaires étrangères de la Chambre et du Sénat, ainsi que les chefs de leur opposition, [ont écrit](#) conjointement au président Joe Biden pour lui demander de prendre des sanctions contre le « général » Mohamed Hamdan Dagalo (dit « Hemedti ») en vertu de la loi Magnitsky. Les parlementaires, qui se souviennent de son rôle durant la guerre du Darfour, le considèrent comme seul responsable des crimes de guerre au Soudan.

☞ En septembre 2023, les États-Unis ont imposé des sanctions au frère de Hemedti, Abdelrahim Hamdan Dagalo, qui est le commandant adjoint des RSF, et Abdul Rahman Juma, le principal général du groupe au Darfour-Ouest.

☞ Selon les Nations unies, près de 25 millions de personnes, soit la moitié de la population soudanaise, a un besoin urgent d'aide humanitaire, tandis qu'au moins 8 millions de Soudanais ont fui le pays. Le danger de famine a été provisoirement écarté grâce aux fonds récoltés par la Conférence de Paris (cf. 1000).

1075 Le franc CFA en question

Bassirou Diomaye Faye, nouveau président sénégalais, a annoncé durant sa campagne électorale sa volonté de quitter le franc CFA. Celui-ci est bien moins lié à la France que par le passé puisqu'aucun représentant de Paris ne siège encore au conseil d'administration de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Cependant, il s'accompagne toujours de dépôts africains à la Banque de France.

Alassane Ouattara, président ivoirien et ancien directeur général-adjoint du Fonds monétaire international, préparait une réforme du franc CFA qui a été interrompue par le coup d'État militaire au Niger. Son idée était de changer le nom de la monnaie et de l'appuyer sur un panier de devise composé d'euros et de dollars.

1076 Le Niger rompt avec les armées états-uniennes

Le Pentagone a accepté de retirer plus de 1 000 soldats US du Niger. La base militaire états-unienne de 100 millions de dollars, construite il y a six ans à Agadez, sera fermée. Elle était indispensable aux vols des drones de surveillance de l'AfriCom.

Le Conseil national pour la protection de la patrie (SNSP) a très mal pris la déclaration du département d'État US selon laquelle il aurait conclu un accord de vente d'uranium avec l'Iran. Il y a vu une manœuvre de l'ambassadrice US au Niger, Kathleen A. FitzGibbon (ancienne responsable des services de Renseignement du département d'État). Surtout, les Nigériens se sont rappelés que ce type d'accusation gratuite n'est pas la première : en 2002, le général Colin Powell, alors secrétaire d'État, avait prétendu au Conseil de sécurité des Nations unies que le Niger vendait de l'uranium au président irakien, Saddam Hussein ; allégation rapidement démentie (affaire Joseph Wilson/Valérie Plame).

☞ Le Niger a considéré qu'il n'avait pas de raison de maintenir les troupes US dans la mesure où celles-ci refusent de partager les données qu'elles récoltent. Il reste dans le pays quelques troupes italiennes et allemandes dans le cadre d'un accord avec l'Union européenne. Mais le Niger vient de résilier l'accord avec l'UE sur le contrôle des migrations.

1077 Le Tchad se prépare à rompre avec les Occidentaux

Le Tchad a demandé aux États-Unis de lui fournir une copie de l'accord sur le statut des forces (SOFA) qui gère la présence militaire US

dans le pays. Cette démarche semble indiquer que N'Djamena s'apprête à renvoyer les GI's chez eux, comme le Niger voisin vient de le faire.

La France a déplacé ses forces au Tchad après leur expulsion du Niger.

L'entourage du président de transition Mahamat Idriss Déby (dit « Kaka ») comporte de plus en plus de militaires formés en Union soviétique ou en Russie. C'est notamment le cas de Mahamat Ahmat Alhabo, ministre de la Justice, et du général Idriss Amine Ahmed, chef de l'armée de l'air, qui vient de signer la lettre en lieu et place du ministre des Affaires étrangères.

Selon l'opposition, le président de transition aurait convenu, en janvier dernier, avec le président russe Vladimir Poutine de rompre avec les Occidentaux et de rejoindre l'Alliance des États du Sahel (AES).

ASIE

1078 L'attaque israélienne de l'Iran, le 19 avril

L'attaque israélienne du 19 avril contre une base militaire dans le centre de l'Iran a été menée par de petits drones aériens, très probablement lancés depuis l'intérieur du territoire iranien. Un autre groupe de petits drones a été abattu dans la région de Tabriz, à environ 800 kilomètres au nord d'Ispahan.

Des avions de guerre israéliens ont également tiré des missiles sur l'Iran pendant l'attaque, ce qui suggère qu'une puissance de feu plus avancée était impliquée, contrairement à ce que les premiers rapports avaient indiqué.

Selon la chaîne 11, un [missile hypersonique dénommé Rampage](#) (Carnage), aurait également été utilisé. Il aurait été tiré par des avions israéliens, mais ne pouvait franchir qu'une distance que de 145 kilomètres.

1079 Itamar Ben-Gvir se gausse de l'attaque israélienne contre l'Iran

Itamar Ben-Gvir, ministre israélien de la Sécurité nationale, a [commenté sur X](#) l'attaque israélienne contre l'Iran, le 19 avril, d'un seul mot : « Boiteux ! ».

Ce faisant, il a confirmé la responsabilité israélienne de l'attaque et l'a critiquée comme inefficace, soulevant un vent de protestation dans la classe politique.

1080 Les précédentes attaques de drones israéliens

Selon le *New York Times*, Israël avait déjà réalisé au moins cinq opérations avec des drones quadricoptères avant celle contre l'Iran, le 19 avril :

- Août 2019 : Israël a envoyé un drone explosif au cœur d'un quartier dominé par le Hezbollah à Beyrouth, au Liban, pour détruire ce que les responsables israéliens ont décrit comme des machines utilisées dans la production de missiles de précision.
- Juin 2021 : un quadricoptère a explosé près de Téhéran dans l'un des principaux centres de fabrication iraniens de centrifugeuses, qui purifient l'uranium et sont utilisées dans les deux principales installations d'enrichissement d'uranium du pays. Les responsables occidentaux ont surveillé de près l'activité dans ces installations à la recherche de signes indiquant que l'Iran pourrait s'orienter vers la production d'armes nucléaires. L'Iran a affirmé qu'il n'y avait eu aucun dommage sur le site en dehors de Téhéran, mais les images satellite ont montré des preuves de dégâts importants.
- Février 2022 : Six quadricoptères explosent à Kermanshah, la principale usine iranienne de fabrication et de stockage de drones militaires.
- Mai 2022 : une frappe a ciblé le site militaire très sensible de Parchin, à l'extérieur de Téhéran, où l'Iran développe des technologies de missiles et de drones. Des drones quadricoptères ont explosé dans un bâtiment,

tuant un ingénieur et blessant une autre personne.

- Janvier 2023 : Une attaque de drones contre une installation militaire iranienne en janvier 2023 a provoqué une importante explosion dans le centre d'Ispahan, ville proche de la base aérienne frappée vendredi. À l'époque, l'Iran n'avait fait aucun effort pour cacher le fait qu'une attaque avait eu lieu, mais avait déclaré qu'elle avait causé peu de dégâts. Les médias officiels iraniens ont rapporté que des drones avaient visé une usine de fabrication de munitions mais avaient été abattus par un système de défense sol-air.

1081 Le général Yitzhak Brik prévoit une catastrophe

Dans un entretien à *Maariv*, le général Yitzhak Brik (cf. VAI n°58) a déclaré : « Vous ne pouvez pas mentir à beaucoup de gens pendant longtemps. Ce qui se passe dans la bande de Gaza et contre le Hezbollah au Liban va tôt ou tard nous exploser au visage ». Selon lui, le front israélien « n'est pas préparé à une guerre régionale, qui sera des milliers de fois plus difficile et plus grave que la guerre dans la bande de Gaza ». Le chef d'état-major, le général Herzi Halevi, est « détaché » de la réalité. « Il a perdu le contrôle du sol il y a longtemps, mais il a nommé des colonels et des lieutenants-colonels à sa ressemblance ». « C'est le scandale le plus grave depuis la création de l'armée : Nous avons déjà perdu la guerre avec le Hamas, et nous perdons également nos alliés dans le monde à un rythme vertigineux.

1082 Bezalel Smotrich légalise des colonies juives en Cisjordanie

Bezalel Smotrich, ministre israélien des Finances, a donné pour instruction aux ministères de légaliser des dizaines de postes de colons de Cisjordanie afin de les relier aux infrastructures, de leur fournir des services municipaux et de construire des bâtiments publics.

☞ Ces postes sont illégaux au regard du Droit international

Analyses du Réseau Voltaire

- « [Les relations complexes d'Israël avec l'Iran](#) », par Thierry Meyssan

Si la rhétorique des mollahs est clairement anti-israélienne, les relations entre les deux pays sont beaucoup plus complexes qu'on le croit. Il existe en effet deux groupes opposés en Iran, l'un entend faire des affaires par tous les moyens avec le reste du monde, tandis que l'autre ambitionne de libérer les peuples de la colonisation. Le premier n'a pas cessé de faire des affaires avec Israël, tandis que le second le combat, au même titre qu'il lutte contre l'impérialisme du Royaume-Uni et des États-Unis.

- « [Les missiles hypersoniques iraniens instaurent la dissuasion par la terreur, selon Scott Ritter](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

Malgré l'offensive de la propagande israélienne persuadant les médias occidentaux que la riposte iranienne n'a pas fait de dégâts, la vérité se fait jour. Téhéran n'a pas cherché à attaquer la population civile israélienne, mais à tester les défenses des FDI. Pour la première fois, il a utilisé des missiles hypersoniques que ni les alliés d'Israël, ni son armée, n'ont pu intercepter.

- « [Les falsifications autour de l'attentat contre l'AMIA et la "piste des 3 États"](#) », par José Petrosino

Un tribunal argentin vient de juger, le 12 avril 2024, que l'Iran et le Hezbollah seraient responsables des attentats meurtriers contre l'ambassade d'Israël à Buenos-Aires et l'Association mutuelle israélite argentin (AMIA) dans les années 90. C'est l'aboutissement d'un long processus de falsification qui révolte les victimes.

1083 Le Sin Beth inquiet des conditions de détention trop favorables des terroristes juifs

Le Shin Beth, agence israélienne de Sécurité intérieure, a saisi le Procureur général, Gali Baharav-Miara, à propos de l'assouplissement des conditions de détention des terroristes juifs. Depuis la nomination du nouveau directeur intérimaire de l'administration pénitentiaire, le général Kobi Yaakobi, les terroristes juifs ont été déplacés dans des quartiers plus confortables et autorisés à recevoir de nombreuses personnalités.

Le général Kobi Yaakobi est l'ancien secrétaire de son ministre de tutelle, Itamar Ben-Gvir, ouvertement favorable aux terroristes juifs.

1084 Avner Netanyahu demande le retrait de sa notice Wikipedia

Avner Netanyahu, le plus jeune fils de Benjamin Netanyahu et de son épouse Sarah, a demandé la suppression de sa fiche biographique par Wikipedia en hébreu. Elle est encore [disponible ici](#).

1085 Le centre de torture israélien de Sde Teiman

Surnommée le « Guantánamo israélien », la [prison de Sde Teiman](#) accueille un nombre indéterminé de prisonniers en haute sécurité. Ils y sont attachés par les quatre membres 24h/24 et soumis à des tortures. Une tente accueille une vingtaine de malades qui sont soignés entre des séances de tortures. Les conditions sont tellement épouvantables que de nombreux prisonniers ont dû être amputés, leurs membres ayant été gravement endommagés.

1086 Meir Porush exige que l'Onu apporte du pain non levé et du vin aux otages à Gaza

Le rabbin Meir Porush (Judaïsme unifié de la Torah), ministre des Affaires de Jérusalem et de la Tradition juive, a écrit au coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de

paix au Moyen-Orient, Tor Wennesland, afin que les otages israéliens à Gaza puissent recevoir du matza (pain azyme) et du vin pour la fête de la Pâque juive.

« Nous exigeons catégoriquement que l'Onu prenne des mesures pour livrer des matzos et du vin aux otages, afin qu'ils puissent marquer des vacances – même symboliques (...) [Cela] élèvera leur esprit et leur permettra de survivre dans leurs conditions difficiles (...) Il s'agit d'une demande humanitaire fondamentale ».

1087 Démission de généraux israéliens

Le général Aharon Haliva, directeur du Renseignement militaire depuis trois ans, a présenté sa démission en raison de son échec à prévoir l'attaque de la résistance palestinienne, le 7 octobre 2023. « Je suis convaincu, pour le bien de l'État d'Israël, du peuple israélien et des générations futures, qu'il est approprié de créer une commission d'enquête d'État qui puisse enquêter de manière approfondie, exhaustive et critique sur tous les facteurs et circonstances qui ont conduit à ces événements tragiques », a-t-il précisé.

Le général Yehuda Fuchs, chef du commandement central, a annoncé qu'il quitterait ses fonctions en août. Il intégrera alors une société privée. Il avait été contesté par le ministre du Patrimoine, Amichai Eliyahu (partisan de l'emploi de la bombe atomique contre les arabes).

1088 Le Hamas cherche un nouvel asile

Le bureau politique du Hamas pourrait prochainement quitter le Qatar (cf 1010). Selon le *Wall Street Journal*, des contacts ont été pris avec le sultanat d'Oman et la Turquie. Le Hamas se refuse à tout commentaire.

1089 Les prisonniers de guerre du Hamas

Selon *Al-Araby al-Jadeed*, quotidien qatari édité à Londres, les prisonniers du Hamas sont plus nombreux que ce qu'Israël reconnaît. Ils

comprendraient 30 officiers supérieurs des FDI et du Shin Bet, dont des généraux.

☞ En droit international, les militaires ne sont pas otages, mais des prisonniers de guerre. La Palestine étant occupée par Israël, le Hamas est en droit de les détenir. Au contraire, il n'a pas le droit de détenir des civils, pas plus qu'Israël n'a le droit d'incarcérer des détenus administratifs, c'est-à-dire des civils sans inculpation, ni procès.

1090 Pogroms anti-arabes en Cisjordanie

Selon Yesh Din, association de défense des Droits de l'homme, des colons israéliens ont attaqué 11 villages et villes palestiniens, le 20 avril, en Cisjordanie occupée. Ils ont lancé des pierres, mis le feu à plus de 100 véhicules, endommagé des dizaines de maisons et d'entreprises, massacré des centaines de têtes de bétail et tué au moins trois personnes. Ils agissaient en représailles après la mort de Binyamin Ahimeir (14 ans), qui avait quitté la colonie, illégale, selon le droit international, de Malachei HaShalom (« Anges de la paix »).

1091 La Türkiye envisage d'expulser l'Otan d'Incirlik

La Türkiye a changé le nom de sa base militaire d'Incirlik. Désormais, elle s'appellera 10^e base de l'armée de l'Air. Ce changement de dénomination laisse à penser qu'elle ne sera bientôt plus partagée avec l'Otan.

Des sources turques affirment qu'en conséquence, les États-Unis envisagent de [déménager leurs installations sur une base illégale en territoire syrien occupé.](#)

1092 L'Iran va recevoir des Sukhoi SU-35

L'Iran devrait recevoir prochainement des Sukhoi SU-35 russes. Ces avions sont parmi les meilleurs du monde, bien supérieurs aux F-35 états-uniens.

1093 La campagne électorale indienne entachée de sectarisme

Lors d'un meeting électoral, le Premier ministre indien, Narendra Modi, a déclaré que lorsque le parti du Congrès était au gouvernement, « il disait que les musulmans avaient un droit prioritaire sur les ressources du pays ». S'il revient au pouvoir, il « rassemblera toutes vos richesses et les distribuera à ceux qui ont le plus d'enfants (...) Il les distribuera aux infiltrés. Pensez-vous que votre argent durement gagné devrait être donné aux infiltrés ? ».

Il faisait référence à une déclaration de 2006 du Premier ministre de l'époque, Manmohan Singh (parti du Congrès), qui avait déclaré que les castes inférieures, les tribus, les femmes et « en particulier la minorité musulmane » méritent de participer de manière égale au développement du pays. « Ils doivent être les premiers à revendiquer les ressources » avait-il résumé.

Le parti du Congrès a saisi la commission électorale nationale, dont le code de conduite interdit aux candidats de faire appel « aux sentiments de caste ou de communauté ». Selon le parti du Congrès, le parti du Premier ministre, le Bharatiya Janata Party (BJP) a utilisé à plusieurs reprises et en toute impunité des symboles et des sentiments religieux au cours de leur campagne électorale. « Ces actions ont été encore renforcées par l'inaction de la commission chargée de pénaliser le Premier ministre et le BJP pour leurs violations flagrantes des lois électorales ».

☞ Narendra Modi poursuit le but de V. D. Savarkar (1883-1966), l'« Hindutva », c'est-à-dire un État confessionnel hindou à l'opposé de la Constitution laïque indienne. Durant son premier mandat de ministre en chef du Gujarat (2002), il avait affirmé [ne pas être responsable des pogroms anti-musulmans](#) qui firent environ 2 000 morts. En attisant à nouveau les haines religieuses, il prend le risque de voir ces massacres se reproduire.

☞ Au plan électoral, la stratégie du BJP fonctionne à merveille. Les sondages le créditent de 75 % d'opinions favorables.

1094 Le Pakistan et l'Iran saisissent les Nations unies du bombardement de locaux diplomatiques par Israël

À l'issue de la visite du président iranien, Ebrahim Raïssi, au Pakistan, les ministères des Affaires étrangères des deux pays ont saisi le Conseil de Sécurité des Nations unies afin qu'il sanctionne Israël. Les deux États ont pointé le bombardement par Tel-Aviv des locaux diplomatiques iraniens en Syrie.

1095 La Corée du Nord renforce sa coopération économique et militaire avec l'Iran

Une importante délégation nord-coréenne, présidée par Yun Jong-ho, ministre des relations économiques extérieures, s'est rendue en Iran, le 23 avril.

Un rapport de 2019 de la Defense Intelligence Agency des États-Unis affirme que les missiles balistiques Shahab-3 de l'Iran ont été mis au point sur la base des missiles nord-coréenne de Rodong. Le missile iranien Khorramshahr est considéré comme lié techniquement aux missiles Musudan de la Corée du Nord.

Il semble que les missiles balistiques hypersoniques iraniens qui ont touché Israël soient des répliques des missiles hypersoniques nord-coréens, Roudtghizbe.

1096 Xi Jinping déclare que les États-Unis doivent cesser d'armer l'Ukraine

À propos de la guerre en Ukraine, le président, Xi Jinping, a demandé au chancelier allemand, Olaf Scholz, « de ne pas jeter de l'huile sur le feu ». S'adressant à son homologue états-unien, Joe Biden, il a condamné l'armement occidental de l'Ukraine en disant : « Celui qui a attaché la cloche au tigre doit l'enlever ».

1097 Réforme des armées chinoises

La Chine a placé au même niveau ses armées de Terre, de Mer, de l'Air, ses Roquettes, et ses quatre forces aérospatiale, du cyberspace,

d'appui à l'information et d'appui logistique. La nouvelle Force d'appui à l'information est censée permettre des communications sécurisées entre toutes les unités.

1098 Wang Yi condamne le veto des États-Unis à l'adhésion de la Palestine à l'Onu

Selon Wang, ministre chinois des Affaires étrangères, évoquant le veto US à l'adhésion de la Palestine aux Nations unies : « Les États-Unis se sont une fois de plus ouvertement opposés à la morale internationale, et à la communauté internationale, laissant un bilan déshonorant dans l'histoire ».

1099 Sanae Takaichi honore le militarisme japonais

Sanae Takaichi, ministre japonaise de la Sécurité économique a visité le sanctuaire Yasukuni dédiés aux militaires morts durant la Seconde Guerre mondiale, le 23 avril.

Ce sanctuaire shinto rend hommage aux âmes des Japonais « ayant donné leur vie au nom de l'empereur du Japon ». Y compris celles des 1068 criminels de guerre de classe B, jugés par les différentes juridictions états-uniennes, soviétique, chinoise, britannique, australienne et néerlandaise, et les 14 criminels de guerre de classe A, jugés par le Tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient. En outre, le temple accueille des monuments dédiés aux personnels décédés de la Kempetai, la « Gestapo japonaise », ou de l'Unité 731, responsable des expérimentations et des vivisections humaines pour la guerre bactériologique.

👉 Sanae Takaichi et le Premier ministre Fumio Kishida sont membres de l'organisation révisionniste Nippon Kaigi, qui remet en question les crimes attribués à l'armée impériale et les conclusions du Tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient.

OCÉANIE

1100 Joe Biden insulte la Papouasie-Nouvelle-Guinée

James Marape, Premier ministre de Papouasie-Nouvelle-Guinée, a réagi aux propos du président états-unien Joe Biden sur son oncle, Ambrose J. Finnegan Jr., sous-lieutenant et pilote de l'Army Air Corps, abattu au-dessus de la Papouasie-Nouvelle-Guinée durant la Seconde Guerre mondiale. M. Biden a déclaré : « Ils n'ont jamais retrouvé le corps parce qu'il y en avait autrefois – il y avait vraiment beaucoup de cannibales dans cette partie de la Nouvelle-Guinée ».

James Marape a rappelé que « La Seconde Guerre mondiale n'était pas l'œuvre de mon peuple ; cependant, il a été inutilement entraîné dans un conflit dont il n'était pas responsable ».

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

1101 Selon le Sipri, les Occidentaux augmentent dangereusement leurs dépenses militaires

Les dépenses militaires mondiales ont augmenté pour la neuvième année consécutive pour atteindre un niveau record de 2 440 milliards de dollars, selon le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI).

Les États occidentaux renforcent leur réarmement au moment où leur influence économique s'estompe. S'ils représentaient encore 56,36 % de la production économique mondiale en 2000 (calculée en parité de pouvoir d'achat) ils ne représentent plus que de 40,62 % à l'heure actuelle.

L'augmentation des dépenses militaires provoque la diminution des autres. À ce rythme, on pourrait rapidement avoir des canons, sans avoir de beurre.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

1102 Le Mécanisme illégal d'enquête sur la Syrie se poursuit

La Française Catherine Marchi-Uhel, cheffe du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011, a présenté son dixième rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations unies.

La Russie a fait valoir que cet organe avait été créé en violation flagrante du droit international par l'« Occident collectif », puisque seul le Conseil de sécurité avait autorité pour le faire.

Cuba a noté que, dans un contexte de pénurie aiguë de ressources qui conduisent à l'annulation ou au report de nombreux événements importants, y compris dans le domaine du développement durable, « pas un centime du budget de l'ONU » ne devrait être consacré au financement de ce mécanisme, qui continue pourtant de « siphonner » 17 millions de dollars par an.

L'Assemblée générale a pourtant adopté le budget 2024 du Mécanisme.

1103 La Russie pose son veto à une résolution redondante sur les armes nucléaires dans l'espace

La Russie a posé son veto à un projet de résolution des États-Unis et du Japon visant à encadrer l'usage des armes de destruction massive dans l'espace extra-atmosphérique. Selon Moscou, le texte ne faisait que réaffirmer l'interdiction de l'installation d'armes de destruction massive dans l'espace qui est déjà inscrite dans le Traité sur l'espace extra-atmosphérique, en vigueur depuis 57 ans. Le Kremlin avait déposé un projet d'amendement interdisant également les armes de la Terre vers l'Espace qui a été rejeté par les auteurs du projet de résolution.

1104 Les États-Unis posent leur veto à l'adhésion plénière de la Palestine

Les États-Unis ont posé leur veto à une proposition de résolution algérienne (S/2024/312) reconnaissant l'adhésion plénière de l'État de Palestine à l'Onu. Le Royaume-Uni et la Suisse se sont abstenus.

Israël a « remercié les États-Unis et plus particulièrement le président Biden d'être en faveur de la morale et de la vérité face à l'hypocrisie et au jeu politique ». L'Autorité palestinienne ne répond pas aux plus simples critères pour que la Palestine soit admise en tant qu'État, elle n'a aucun contrôle sur son territoire et de surcroît elle appuie une entité terroriste. « Comment pouvez-vous dire que les Palestiniens sont pacifistes alors qu'ils paient des terroristes pour nous massacrer ? ».

La Russie a regretté que cette journée ne soit pas entrée dans l'Histoire en corrigeant l'injustice historique faite à la Palestine et en répondant aux aspirations légitimes de son peuple « héroïque ». « Pour la cinquième fois depuis le début de la crise à Gaza, les États-Unis ont démontré leur véritable égard par rapport aux Palestiniens qui ne sont qu'un obstacle sur la voie de la réalisation des intérêts d'Israël. »

👉 L'Assemblée générale a le pouvoir de contourner le Conseil de sécurité (article 4 de la Charte). Ce devrait être effectif lors de sa prochaine session.

1105 Le PAM participera aux distributions de nourriture à Gaza

Le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies a annoncé qu'il participerait à la distribution de nourriture à Gaza lorsque l'île flottante, permettant le débarquement de l'aide humanitaire, aura été construite par le Pentagone.

1106 L'enquête indépendante de l'Onu établit que l'UNRWA est bien neutre

Le groupe d'enquête sur le respect par l'UNRWA du principe humanitaire de neutralité était présidé par Christine Colonna, ancienne ministre française des Affaires étrangères, et composée de responsables d'ONG indépendantes des Nations unies. À l'issue de trois mois de travail, il a rendu son [rapport](#) au secrétaire général, le Portugais António Guterres. Il a conclu qu'aucune preuve n'avait été fournie par Israël pour étayer ses accusations.

Le porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères a déclaré sur X que le rapport « ignore la gravité du problème et offre des solutions cosmétiques qui ne traitent pas de l'énorme portée de l'infiltration de l'UNRWA par le Hamas ». Selon lui « plus de 2 135 travailleurs de l'UNRWA sont membres du Hamas ou du Jihad islamique palestinien (JIP), tandis qu'un cinquième des administrateurs d'écoles de l'UNRWA sont membres du Hamas. L'UNRWA ne peut faire partie de la solution à Gaza, ni de son avenir ».

L'Allemagne a immédiatement repris son financement de l'UNRWA.

1107 Vers une enquête sur les fosses communes des hôpitaux Shifa et Nasser

L'Autrichien Volker Türk, haut-commissaire des Nations unies pour les Droits de l'homme, a déclaré qu'il était « horrifié » par la destruction du centre médical Shifa dans la ville de Gaza et de l'hôpital Nasser dans la ville méridionale de Khan Younis, ainsi que par la découverte de fosses communes autour des installations après le départ des Israéliens.

Les FDI ont indiqué que les corps qu'ils ont trouvés dans les fosses communes avaient été enterrés respectueusement. Selon eux, il doit s'agir de personnes décédées lors des batailles autour de ces hôpitaux.

António Guterres, secrétaire général des Nations unies, a demandé « une enquête claire, transparente et crédible ».

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),

46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros.

Les abonnements sont automatiquement renouvelés.

Pour annuler le renouvellement de votre abonnement : envoyez à l'avance un e-mail à thierry.meyssan@voltairenet.org.

Pour nous écrire, ne répondez pas aux mails automatiques vous informant des liens de téléchargement. Ils ne nous parviennent pas.

Mais composez vous-même l'adresse courriel de votre destinataire.

Voltaire

Actualité internationale

N°85 - 3 mai 2024

ÉDITORIAL

1108 L'affaire Kastner resurgit

Au début de l'État d'Israël, un juif hongrois, Rezső Kasztner (dit « Rudolf Ysrael Kastner ») fut nommé porte-parole du ministre du Commerce et de l'Industrie. Cependant il s'avéra que durant la Seconde Guerre mondiale il avait négocié avec les nazis la fuite de juifs hongrois. Selon les uns, il était un héros, selon les autres un collaborateur des nazis. Un journaliste hongrois l'accusa de n'avoir sauvé que sa famille, ses amis, et de riches personnalités capables de payer leur rançon. Il est établi qu'il discutait avec un émissaire spécial d'Heinrich Himmler et qu'il a rencontré, probablement en 1944, Adolf Eichmann. Il récolta pour eux au moins 8,6 millions de francs suisses. David Ben Gourion fut informé de ces négociations probablement dès 1942. Deux procès agitérent la société israélienne de l'après-guerre. En définitive, Kastner fut assassiné en 1957.

L'historien Nadav Kaplan vient de publier un livre « [מדוע חוסל קסטנר](#) » (*Pourquoi Kastner a-t-il été assassiné ?*) aux éditions Steimatzky. Il n'y étudie pas le passé de Kastner, mais les conditions de son assassinat et l'invraisemblable immunité dont ont bénéficié ses meurtriers. Selon lui, l'élimination aurait été réalisée par des « sionistes révisionnistes », mais commanditée par le Shin Bet avec l'accord de David Ben Gourion. Cette affaire d'État aurait eu pour finalité de masquer à la population israélienne l'importance des négociations des dirigeants sionistes avec les nazis.

En mai 1942, David Ben Gourion présidait le congrès des organisations sionistes à l'hôtel Baltimore de New York. Il les plaçait sous la protection, non plus du Royaume-Uni, mais des États-Unis. Les résolutions de Baltimore ont fixé la politique d'Israël dès sa création. Si l'hypothèse de Nadav Kaplan est exacte, dès 1948 Israël a été dirigé à l'insu de sa population par une bande de criminels.

AMÉRIQUES

1109 La division du Parti républicain redessine la ligne de fracture de la vie politique états-unienne

La minorité démocrate de la Chambre des représentants a annoncé qu'elle soutiendrait le président républicain Mike Johnson si la motion de révocation déposée par la jacksonienne Marjorie Taylor Greene (Géorgie) et le libertarien Thomas Massie (Kentucky) était mise aux voix.

On assiste, *de facto*, à une alliance des démocrates et des républicains historiques contre les jacksoniens qui avaient pris le contrôle du Parti républicain avec Donald Trump et le Tea Party. Si l'opinion publique semble donner plus de crédit aux jacksoniens qu'aux partisans des idéologies classiques, la représentation nationale est beaucoup plus conservatrice.

Le maintien de Mike Johnson, qui a fait voter l'aide à l'Ukraine, sera donc vécu par les États-Uniens comme une trahison de ses engagements et un complot des élites.

1110 La stratégie de sécurité de la Santé globale

Le président Joe Biden a révélé sa « Stratégie de sécurité de la Santé globale » (*US Global Health Security Strategy* - GHSS).

Le document indique que, dans les situations d'urgence, les États-Unis ne se soumettront pas à la législation en vigueur sur la sécurité des médicaments. En outre, ils élaboreront des outils pour promouvoir l'acceptation des vaccins par la population et contre la désinformation.

1112 Bernie Sanders utilise l'expression « nettoyage ethnique »

Le sénateur démocrate Bernie Sanders (Vermont) a déclaré, le 28 avril, sur CNN : « Je ne pense pas qu'il y ait aucun doute sur ce que Netanyahu fait maintenant - déplacer 80 % de la population de Gaza - est un nettoyage ethnique ».

C'est la première fois que Bernie Sanders applique l'expression « nettoyage ethnique » au traitement israélien de la population gazaouie.

1113 Le plan Biden pour le Moyen-Orient selon le *New York Times*

Selon Thomas Friedman, éditorialiste du *New York Times*, l'attaque de Rafah par les FDI ferait échouer les trois objectifs des États-Unis :

- Un accord de paix entre Israël et la Résistance palestinienne ;
- La création d'une force arabe de maintien de la paix à Gaza ;
- Une alliance militaire entre Israël et les États arabes « modérés », c'est-à-dire pro-Occidentaux.

1114 Les confusions de Joe Biden se multiplient

Selon le *Daily Caller*, le service de communication de la Maison-Blanche a corrigé 148 erreurs du président Joe Biden dans les retranscriptions de ses discours des quatre derniers mois. C'est-à-dire plus d'une faute par jour. Il s'agit principalement de confusions de noms de personnalités et de lieux.

1115 Selon le Renseignement US, Alexeï Navalny n'a pas été assassiné

D'après le *Wall Street Journal*, la direction nationale du Renseignement serait convaincue que le président russe, Vladimir Poutine n'a pas fait assassiner l'opposant pro-occidental Alexeï Navalny.

1116 George Soros financerait les manifestations contre le nettoyage ethnique à Gaza

Selon le *New York Post*, l'Open Society Foundation financerait les associations pro-palestiniennes sur les campus états-uniens. Le quotidien lie cette surprenante décision au fait que le fils et successeur du spéculateur George Soros, Alexandre Soros, sortirait avec l'ancienne directrice de cabinet d'Hillary Clinton, Huma Abedin, dont les parents sont membres de la Confrérie des Frères musulmans.

1117 Donald Trump et Israël

Le candidat Donald Trump a déclaré sur TruthSocial : « Le Hamas est incapable de détenir des Juifs pendant une longue période sans les tuer, et la situation ne fera qu'empirer ! ». Selon lui, le Hamas ne dispose

plus de beaucoup d'otages à libérer ce qui rend un accord de cessez-le-feu improbable.

Dans un entretien à *Time Magazine*, il a déclaré : « Le 7 octobre n'auraient jamais dû se produire. Tout était là pour arrêter ça. Et beaucoup de gens le savaient. Des milliers et des milliers de personnes le savaient, mais Benjamin Netanyahu ne le savait pas. Je pense qu'il doit être très fortement blâmé pour cela ». « J'ai eu une mauvaise expérience avec Bibi. Je n'étais pas content à ce sujet. C'était quelque chose que je n'ai jamais oublié ». « Il était un temps où je pensais que la solution à deux États pouvait fonctionner. Maintenant, je pense que cela va être très, très dur ». Son ami Sheldon Adelson pensait qu'il était impossible de conclure un accord pour la solution à deux États. « Je n'étais pas d'accord avec lui. Mais jusqu'à présent, il n'a pas eu tort ».

1118 Donald Trump et les deux Corées

Le candidat Donald Trump a déclaré à *Time Magazine* qu'il retirerait les troupes états-uniennes de Corée du Sud s'il était élu. Il a fait remarquer que Séoul a remis en cause l'accord de paix qu'il avait négocié avec le Nord et que le président Joe Biden a cessé d'exiger que la Corée du Sud finance les troupes US sur son sol.

1119 Selon le FBI, la Chine a attaqué l'Ipac

Selon le FBI, un groupe de hackers travaillant pour les services secrets chinois, Zirconium Judgment Panda (APT31), a envoyé par courriel des images piégées à plus de 400 membres de l'Alliance interparlementaire sur la Chine (Ipac).

1120 Le lobby juif états-unien a soutenu le FISA

On apprend que la Ligue anti-diffamation et la Conférence des présidents des principales organisations juives états-uniennes ont écrit au début avril une lettre au président de la Chambre des représentants, Mike Johnson, et au chef de la minorité, Hakeem Jeffries, pour leur demander d'adopter la section 702 du *Foreign*

Intelligence Surveillance Act (cf. 0973). Selon elles, cette loi garantit la sûreté et la sécurité d'Israël. En outre, elle permet de protéger les juifs états-uniens des attaques terroristes.

1121 La DEA s'apprête à tolérer le cannabis

La Drug Enforcement Administration s'apprête à modifier son regard sur le cannabis. Il devrait être bientôt considéré comme un produit moins dangereux que les autres drogues, indique [Associated Press](#).

👉 Depuis un demi-siècle, les responsables politiques qui classent les drogues selon leur dangerosité plaident pour la libéralisation du cannabis. Cependant, les responsables politiques qui luttent contre les trafics ont conscience que le problème n'est pas une drogue, mais l'interdiction des drogues. Simultanément, ils savent que légaliser toutes les drogues doit impérativement être précédé d'une prévention des masses aux dépendances.

1122 BlackRock investit dans l'armée chinoise

Selon la [Coalition for a Prosperous America](#), qui tiendra sa conférence annuelle les 14 et 15 mai à Washington, le fonds de placement BlackRock a investi des millions de dollars dans une trentaine d'entreprises chinoises liées à l'Armée populaire de libération (APL) et sanctionnées par le gouvernement états-unien.

1123 Le Congrès dévoile les pratiques du docteur Peter Daszak

La sous-commission spéciale sur la pandémie de coronavirus de la Chambre des représentants a rendu un rapport intérimaire intitulé *An Evaluation of the Evidence of the Evidenceing EcoHealth Alliance, Inc.'s Research Activities* (« Une évaluation des preuves des activités de recherche d'EcoHealth Alliance, Inc »).

La sous-commission a mis en évidence le détournement des fonds de l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses (NIAID)

et des instituts nationaux de la santé (NIH) pour réaliser des recherches sur les gains de fonction à l'étranger, précisément au laboratoire de l'OMS à Wuhan (Chine). La sous-commission a transmis les preuves qu'elle a accumulées au secrétariat à la Justice.

1124 Les peintures de George W. Bush à Walt Disney World

Walt Disney World accueillera une exposition de portraits aux couleurs saisissantes de militaires et d'anciens combattants du peintre George W. Bush, ancien président des États-Unis.

1125 Nouvelles manipulations à Haïti

Le Conseil de transition à Haïti a désigné Edgard Leblanc Fils comme nouveau président du Conseil présidentiel et Fritz Bélizaire comme nouveau Premier ministre.

Aucune élection n'ayant eu lieu depuis huit ans et aucune instance n'étant de ce fait légitime, le Conseil de transition doit permettre de désigner une présidence de la République collective transitoire. La désignation d'Edgard Leblanc Fils pour la diriger a été opérée par « consensus » (sic) sans vote au sein du Conseil de transition, restera à définir avec quels autres responsables il gouvernera.

Cependant, ni la désignation d'Edgard Leblanc Fils, ni celle de Fritz Bélizaire n'ont respecté l'accord du 3 avril. Ces personnalités n'ont pas été élues par le Conseil de transition. Contrairement à ce qu'ont annoncé les agences de presse, la minorité du Conseil de transition les conteste déjà.

EUROPE

1126 Londres pourrait envoyer des troupes en Palestine

Le gouvernement britannique envisage d'envoyer des troupes pour participer à la distribution d'aide humanitaire à Gaza depuis l'île flottante que le Pentagone est en train de construire.

👉 Rappelons que cette île flottante est officiellement créée comme un débarcadère. Mais, une fois installée, elle pourrait aussi être utilisée comme un embarcadère. Elle servirait alors à expulser de leurs terres des centaines de milliers de Palestiniens.

1127 Démission d'Humza Yousaf

Humza Yousaf, Premier ministre écossais, a présenté sa démission. Il n'est pas parvenu à former une majorité après avoir évincé les Verts de son gouvernement. Il reste en poste jusqu'à la désignation de son successeur. Si le Parlement ne parvient pas à en élire un nouveau, il convoquera des élections législatives anticipées.

1128 L'Allemagne poursuit un utilisateur allemand d'un réseau social étranger pour grossophobie

L'Office fédéral allemand de la police criminelle (Bundeskriminalamt, BKA) a écrit au réseau social texan Gab afin qu'il lui livre les données d'identification personnelle d'un de ses usagers. En 2022, il avait publié deux posts mettant en cause la parlementaire féministe allemande (Alliance 90/Les Verts) et se moquant de son poids.

Gab a refusé de transmettre les données en rappelant qu'il ne se soumettait qu'aux lois états-uniennes sur la liberté d'expression.

1129 Les Pays-Bas annulent les cérémonies du 8 mai

Le gouvernement de Marc Rutte a annulé les cérémonies commémoratives de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il craint que la guerre en Palestine ne suscite des troubles.

1130 Des associations mettent en garde l'UE face à l'usage des données personnelles de ses propres ressortissants par Israël

Une dizaine d'associations spécialisées dans la protection des données et la défense des Droits de l'homme, dont Statewatch, Amnesty

International et European Digital Rights (EDRi), [ont écrit](#) à la Commission européenne pour demander la révision de la liste États vers lesquels des données personnelles de membres de l'Union européenne peuvent être transférées. La liste, déjà révisée en janvier, comprend 11 États, dont Israël.

Or, depuis le 7 novembre 2023 (Cf. VAI n°60), les FDI ont l'autorisation administrative de récupérer toutes les images de vidéo-surveillance à l'insu des propriétaires des caméras et sans contrôle judiciaire. En outre, les FDI tentent de légaliser des outils de surveillance sophistiqués similaires au logiciel espion Pegasus du groupe NSO. Enfin, elles ont accès aux bases de données biométriques et utilisent la reconnaissance faciale pour surveiller aussi bien les Palestiniens que leurs concitoyens israéliens.

Analyse du Réseau Voltaire

« [Paris 2024 et Berlin 1936 au service d'un impossible rêve impérial](#) », par Thierry Meyssan

La comparaison est choquante : l'organisation des Jeux olympiques de Paris 2024 reprend des artifices de propagande de ceux de Berlin 1936. Elle s'explique pourtant : le président Emmanuel Macron, comme le chancelier Adolf Hitler, poursuit la mise en œuvre du même projet de « Nouvel ordre européen ». À la différence de celui-ci, il s'y prend de manière pacifique, mais comme lui, il échouera parce que, comme lui, il méprise les peuples. En outre, son projet est dépassé : il ne correspond plus aux structures des organisations de l'époque numérique.

1131 Mario Draghi prépare son programme de président de la Commission européenne

Mario Draghi, candidat officieux de l'Otan à la présidence de la Commission européenne, rendra son rapport sur la compétitivité de l'UE après l'élection du Parlement européen. Ce rapport devrait être son programme en tant que futur président de la Commission.

Son rapport devrait souligner que l'UE manque d'une volonté de concurrencer le reste du monde, mais dispose des moyens pour le faire. Il devrait promouvoir un système européen unique de chaînes d'approvisionnement continentales intégrées. Cette vision pour l'Europe implique l'établissement de la dette publique, de la politique budgétaire et de la défense comme piliers de la nouvelle UE, elle-même transformée en État fédéral.

Officiellement Mario Draghi n'est pas candidat à la présidence de la Commission européenne, mais le président français, Emmanuel Macron, fait campagne pour sa désignation.

Mario Draghi est un atlantiste convaincu. Il a joué un rôle central dans le soutien de l'UE à l'Ukraine, lorsqu'il était Premier ministre en Italie, puis dans les sanctions contre la Russie.

👉 Un débat Eurovision entre les candidats à la présidence de la Commission aura lieu le 23 mai dans l'hémicycle, à Bruxelles. Le rapport Draghi ne sera présenté qu'après les élections de juin.

1132 Le Parlement européen soutient Israël contre l'Iran

Le Parlement européen a adopté, le 24 avril, une [résolution condamnant l'attaque d'Israël par l'Iran](#) et appelant à prendre des sanctions contre l'Iran. Cependant, dans le même document, le Parlement déplore l'attaque du consulat iranien à Damas, attribuée à Israël.

1133 L'armée ukrainienne recule

Le général Oleksandr Syrsky, commandant en chef des forces armées ukrainiennes, a annoncé le retrait tactique de ses troupes de trois villages du Donbass.

Les forces russes pourraient libérer le reste du Donbass dans les semaines à venir.

Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'Otan, a attribué cette première défaite aux retards de livraison des matériels annoncés par les États-membres de l'Alliance atlantique.

👉 Rappelons que le mandat présidentiel de Volodymyr Zelenski prend fin le 21 mai. Au-delà de cette date, il n'aura plus aucune légitimité.

👉 L'administration présidentielle ukrainienne a suspendu tous les services consulaires (sauf la remise des cartes d'identité) aux émigrés masculins en âge de servir sous les drapeaux. Il s'agit de rendre impossible la vie des insoumis à l'étranger.

1134 Vers un Traité de Défense ukraïno-états-unien

Suite au vote par le Congrès US du budget de 61 milliards de dollars pour la guerre en Ukraine, une délégation s'est rendue de Washington à Kiev. Elle a débuté le troisième round de négociations pour un Traité de Défense pour les dix ans à venir. Selon [Andriy Yermak](#), directeur de cabinet du président ukrainien, le texte complet a pu être rédigé. Il est actuellement soumis au président Joe Biden.

👉 Il s'agit à la fois de signer un accord comparable à ceux établis avec l'Allemagne, le Canada, la France, l'Italie le Japon et le Royaume-Uni, conformément aux engagements du G7, mais aussi de lier la prochaine administration états-unienne à ce conflit.

1135 L'Ukraine mobilise les artistes occidentaux

L'Administration présidentielle ukrainienne a pris contact avec de nombreux managers et producteurs d'artistes occidentaux afin de mobiliser les artistes qui pourraient soutenir le Sommet mondial pour la paix qui se tiendra en Suisse en juin prochain.

1136 Vague d'arrestation pour corruption dans l'administration russe

En deux semaines, le FSB a arrêté pour corruption
- un groupe de fonctionnaires du ministère du Développement économique ;

Vidéo : Thierry Meyssan et le *Courrier des stratèges*

Thierry Meyssan a poursuivi sa chronique bihebdomadaire avec le *Courrier des stratèges*, consacrée cette fois aux influences étrangères en politique. Il y évoque la contestation de la nouvelle loi en Géorgie ; le rôle étonnant de Raphaël Glucksmann en Géorgie, en Ukraine et dans l'Union européenne ; celui de Jean-Marie Le Pen lors du coup d'État de 1958 ; et plus généralement du rôle de la CIA dans la vie politique française.

- le directeur du département du Développement économique du Nord-Caucase ;
- l'ancien Premier ministre de Karachay-Cherkessie, membre de l'Académie des sciences de Russie ;
- le ministre de l'Énergie et du Logement d'Arkhipov ;
- le maire par intérim de la ville de Tulun ;
- le maire d'Elliazovo ;
- le chef du département du Nord-Est de Rosaviatsiya ;
- le directeur des investissements de Rosatom ;
- le directeur adjoint de la construction du chemin de fer du Nord-Caucase ;
- le directeur du département de l'Urbanisme de la ville de Vassily ;
- le ministre des Ressources naturelles et de la Protection de l'environnement ;
- le ministre adjoint de la Défense ;
- l'ancien premier Vice-Premier Ministre du gouvernement de la région de Moscou.

1137 Moscou montre, preuves à l'appui, que la guerre en Ukraine est une guerre de l'Otan contre la Russie

Le ministère russe de la défense a organisé une grande exposition de matériels lourds saisis en Ukraine. Des chars et des lances missiles provenant de douze États différents ont été exhibés. Il s'agissait de montrer, preuves à l'appui, que la guerre en Ukraine est en réalité une guerre des Occidentaux contre la Russie.

Viktor Medvedchuk, dirigeant du mouvement Autres Ukraine vivant en exil à Moscou, a déclaré que l'Alliance atlantique poussait les Polonais, les Allemands et les Français à s'engager désormais physiquement eux-mêmes dans les combats.

1138 La Russie explique aux Africains la différence entre les sanctions de l'Onu et les mesures unilatérales coercitives des Occidentaux

Intervenant par vidéo au 3^e Forum Russie-Afrique, Vassili Nebenzya, représentant permanent de la Russie au Conseil de sécurité des Nations unies, a déclaré : « Nous nous opposons principalement à l'imposition par l'extérieur de toutes les formules d'organisation politique, et nous préconisons la réduction de la pression des sanctions sur les nations africaines souveraines ».

Moscou mène campagne contre l'extension par les Occidentaux des sanctions prises par le Conseil de sécurité (principalement des embargos sur les armes) en interdictions visant à faire tomber des régimes politiques.

AFRIQUE

1139 Rumeurs égyptiennes

De nombreux médias évoquent un accord secret entre Tel-Aviv et Washington. L'attaque israélienne contre l'Iran aurait été de faible intensité en échange de l'accord des États-Unis et de l'Égypte pour une occupation de Rafah et le transfert d'une large part des gazaouis dans le Sinaï égyptien.

Il ne nous a pas été possible de vérifier cette rumeur.

1140 Le président algérien aurait été victime d'une tentative d'assassinat

Le président algérien, Abdelmadjid Tebboune, et son épouse auraient été victimes d'un grave accident de voiture. Compte tenu de l'omniprésence de son escorte et de la qualité de

sa voiture, de nombreux commentateurs évoquent une tentative d'assassinat en pleine campagne électorale.

1141 Confusion dans le camp d'Abdel Fattah al-Burhan

Des drones non identifiés ont attaqué les régions soudanaises d'Al-Qadarif, d'Atbara et du Nil. Selon certaines sources, ils auraient pu être envoyés pour empêcher le général Abdel Fattah al-Burhan de négocier avec son rival, le « général » Mohamed Hamdan Dogolo (dit « Hemeti »).

1142 Le Burkina Faso sanctionne des médias occidentaux

Le Conseil supérieur de la communication (CSC) du Burkina Faso a annoncé avoir décidé de suspendre « la diffusion des programmes de la télévision internationale TV5 Monde pour une durée de deux semaines » et, jusqu'à nouvel ordre, l'accès aux sites web d'Apanews, Ecofin, TV5 Monde, Deutsche Welle, *Ouest-France*, *Le Monde*, *The Guardian*. Cette série de suspensions intervient deux jours après celle des radios britannique et états-uniennes BBC et Voice of America, également pour deux semaines. Le CSC justifie sa décision par la diffusion des accusations de Human Rights Watch accusant l'armée d'exactions contre des civils ; des « accusations infondées », selon le ministre de la Communication.

ASIE

1143 Ce que pensent les électeurs israéliens

- 58 % des électeurs israéliens pensent que le Premier ministre, [Benjamin Netanyahu](#), devrait [démissionner immédiatement](#) (dont 28 % de ses propres électeurs) ;
- 56 % pensent que le directeur du Shin Beth (contre-espionnage), Ronen Bar, devrait démissionner immédiatement ;
- 54 % pensent que des élections générales devraient être immédiatement convoquées ;

- 50 % pensent que le chef d'état-major des FDI, le général Herzi Halevi, devrait démissionner immédiatement ;
- 48 % pensent que le ministre de la défense, le général Yoav Gallant, devrait démissionner immédiatement ;
- 37 % pensent que les ministres Benny Gantz et Gadi Eisenkot devraient quitter immédiatement le gouvernement.

En cas d'élections anticipées, tous les sondages accordent une large avance au bloc du général Benny Gantz sur celui de Benjamin Netanyahu. Cependant, il ne pourrait gouverner qu'avec l'appui de petits partis dont les positions ne sont pas actuellement connues.

1144 Les crimes de colons de Cisjordanie

55 incidents entre des colons illégaux de Cisjordanie et des Palestiniens ont été enregistrés dans la journée du shabbat du 13 avril. Deux jeunes Palestiniens ont été tués par balle et des dizaines d'autres ont été blessés par balle alors qu'ils tentaient de protéger leurs villages, leurs amis et leur famille. Les assaillants ont incendié plus de vingt maisons et des dizaines de véhicules. Ils ont endommagé des oliviers et des équipements agricoles.

Le général Yoav Gallant, ministre de la Défense, a signé des mandats d'arrêt administratifs contre cinq colons israéliens.

1145 Bezalel Smotrich contre tout accord avec le Hamas

Bezalel Smotrich, ministre israélien des Finances, a déclaré au Premier ministre, Benyamin Nétanyahou, que s'il annulait l'opération à Rafah, le gouvernement qu'il dirige n'aurait pas le droit d'exister.

Il a ajouté que, pendant deux décennies, Netanyahou avait permis au Hamas de se renforcer et que l'acceptation d'un nouveau cessez-le-feu serait « une remise humiliante, une condamnation à mort pour les otages qui ne sont pas inclus dans l'accord et un danger pour l'État israélien ».

1146 Benjamin Netanyahu pour une attaque de Rafah

Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, recevant des familles de victimes du Hamas, a déclaré : « L'idée que nous mettrons fin à la guerre avant d'atteindre tous nos objectifs est inacceptable. Nous entrerons à Rafah et effacerons tous les bataillons du Hamas là-bas - avec ou sans accord, pour remporter une victoire totale ».

1147 Benny Gantz contre l'abandon des otages

Le général [Benny Gantz](#) a posté sur X : « L'entrée dans Rafah est importante pour la longue lutte contre le Hamas. Le retour de nos compatriotes enlevés, abandonnés par le gouvernement du 7 octobre, est urgent et d'une bien plus grande importance. Si un plan responsable pour le retour des personnes enlevées est élaboré avec le soutien de l'ensemble du système de sécurité, ce qui n'implique pas la fin de la guerre, et que les ministres qui ont dirigé le gouvernement le 7 octobre l'en empêchent, le gouvernement n'aura pas le droit de continuer à exister et à mener la campagne ».

1148 La société israélienne coupée en deux

Les déclarations et manifestations se succèdent. La population israélienne est divisée en deux tendances. La première considère qu'il faut poursuivre la guerre jusqu'à la victoire finale sur le Hamas et donc abandonner les otages. La seconde, au contraire, donne la priorité à la libération des otages et s'oppose en cela aux sionistes révisionnistes.

1149 Le cabinet de guerre toujours plus divisé

Gadi Eisenkot, membre de la Knesset, a écrit sur Facebook : « Hier, deux membres du cabinet ont utilisé le chantage avec des menaces politiques. Il s'agit d'un phénomène grave qui nuit à la sécurité nationale d'Israël (...) Je ne

serai partenaire que dans un gouvernement qui prendra des décisions basées sur les intérêts nationaux de l'État d'Israël, et non sur des considérations politiques ».

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

1150 Itamar Ben-Gvir préfère tuer les Palestiniens que les arrêter

Selon le *Times of Israel*, Itamar Ben-Gvir, ministre de la sécurité nationale, aurait demandé au chef d'état-major des FDI, le général Herzl Halevi : « Pourquoi y a-t-il autant d'arrestations ? Ne pouvez-vous pas en tuer ? Voulez-vous me dire qu'ils se rendent tous ? Que devons-nous faire de tant d'arrestations ? C'est dangereux pour les soldats ».

Halevi lui aurait répondu : « Dangereux pour qui ? Nous ne tirons pas sur les gens qui sortent avec leurs mains en l'air. Nous tirons sur ceux qui nous combattent. Il n'y a pas de dilemme ici. Ceux qui se rendent, nous les arrêtons ».

En février, Itamar ben-Gvir avait déclaré : « Il ne saurait y avoir de situation dans laquelle les enfants et les femmes s'approchent de nous. Quiconque s'approche du Mur [de séparation] pour nuire à notre sécurité doit recevoir une balle, sinon nous verrons à nouveau un 7 octobre ».

1151 La police israélienne reçoit l'ordre de protéger la diaspora juive

Itamar Ben-Gvir (*Otzma Yehudit*/Force juive), ministre de la Sécurité nationale, a déclaré : « Les Juifs de la diaspora souffrent actuellement d'une dure vague d'antisémitisme dans les

communautés et sur les campus aux États-Unis, en Europe et dans le monde entier. C'est pourquoi j'ai demandé à la police d'élaborer un plan d'aide à la création d'équipes d'intervention locales qui protégeront les communautés et les institutions juives à l'étranger, y compris avec un programme de formation pour elles et des solutions technologiques pour leur sécurité ».

1152 World Central Kitchen reprend ses distributions à Gaza

World Central Kitchen (WCK) a annoncé la reprise de ses opérations humanitaires à Gaza.

☞ Le 1er avril, les FDI avaient assassiné 7 travailleurs humanitaires de l'association en pleine connaissance de leur présence et de leur trajet. Ces meurtres ont profondément choqué l'opinion publique états-unienne. Après avoir nié les faits, les FDI ont présenté leurs excuses et assuré avoir modifié leurs règles de fonctionnement par rapport aux travailleurs humanitaires.

1153 Bilan humain des combats à Gaza

Selon le ministère gazaoui de la Santé, 34 454 Palestiniens ont été tués. Ce chiffre ne tient pas compte des 13 000 personnes portées disparues, mais uniquement des cadavres recensés. En outre, 77 575 autres personnes ont été blessées dans l'offensive militaire israélienne à Gaza depuis le 7 octobre.

1154 Le Hamas et la Jordanie

Lors de son dernier discours, à l'occasion du 200^e jour de la guerre, Abou Obaida, porte-parole des brigades Al-Qassam, a semblé proposer à la Jordanie d'héberger le bureau politique de l'organisation. Il a souligné que le peuple jordanien était majoritairement palestinien.

Tout contact avec la Résistance palestinienne, Hamas compris, est strictement interdit en Jordanie où l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), de Yasser Arafat, avait tenté de

prendre le pouvoir en 1970-71. Il ne semble pas qu'Amman ait l'intention de changer de politique. Le Hamas n'a donc, pour le moment, pas de point de chute s'il doit quitter le Qatar.

☞ L'avant-dernière subvention des États-Unis pour la Défense d'Israël prévoyait 1,2 milliards pour les Forces armées jordanienne. Ce transfert s'est concrétisé, le mois suivant, avec l'aide de la Jordanie aux interceptions de drones et de missiles iraniens.

1155 Les Frères musulmans reprennent pied au Liban

La Jammaa Islamiya (section libanaise des Frères musulmans) a organisé, dans le Akkar, les funérailles de deux de ses combattants, tués par Israël. Ce fut l'occasion d'un déploiement d'armes et de force. L'armée libanaise s'est retirée pour éviter que la manifestation ne dégénère. Les Frères musulmans comblent le vide laissé dans la population sunnite par le retrait de Saad Hariri.

1156 Accord turco-iraquien contre le PKK

Selon *Al-Araby al-Jadeed*, lors de la réception du président turc, Recep Tayyip Erdoğan, l'Iraq aurait accepté que la Türkiye attaque des objectifs du PKK sur son sol en échange d'une plus grande part des eaux du Tigre et de l'Euphrate.

1157 L'Iraq pénalise l'homosexualité et la transexualité

Le parlement iraquien a discrètement adopté un amendement à la loi anti-prostitution en vigueur dans le pays. Il impose une peine de 10 à 15 ans pour les relations homosexuelles et une peine de prison d'un à trois ans pour les personnes qui subissent ou pratiquent des opérations chirurgicales de transition de genre.

1158 L'Iraq rapatrie 700 membres des familles de Daesh

700 personnes, membres des familles de Daesh, gardées dans la prison d'al-Hol par les mercenaires kurdes (zone syrienne occupée illégalement par les États-Unis) ont été transférées en Iraq.

Il resterait encore 43 000 personnes dans ce camp.

1159 L'Arabie saoudite prépare la normalisation de ses relations avec Israël

L'Arabie saoudite a accepté le principe d'une normalisation avec Israël sous les auspices des États-Unis. Riyad s'interroge pour déterminer le meilleur moment pour cela. La question principale est de savoir s'il doit prendre cette voie avec le président Biden ou avec le futur président Trump. En outre, la famille royale a fait savoir à *Israel National News* que toute opération militaire à Rafah repousserait la normalisation.

1160 Le Qatar s'adresse aux Israéliens

Majed Al-Ansari, conseiller du Premier ministre qatarien et porte-parole du ministère des Affaires étrangères du Qatar, a fait venir à Doha deux journalistes israéliens, de *Haaretz* et de *Kan* (radio-télévision publique), pour leur accorder une interview.

Jusqu'à présent les journalistes israéliens n'avaient pas le droit d'entrer au Qatar. Ces entretiens se sont tenus alors que Doha « réévalue » sa politique face au Hamas (cf. 1020).

Selon Majed Al-Ansari, les échecs répétés des négociations reviennent à la fois à Israël et au Hamas. Tout au long de l'interview, il a insisté sur le fait qu'il y a des années, le Qatar avait accepté de parler avec le Hamas à la demande des États-Unis et non pas de sa propre initiative.

1161 L'Iran libère l'équipage du MSC Aries

Le 13 avril, les Gardiens de la révolution ont saisi le porte-conteneurs *MSC Aries* et arrêté son équipage de 25 personnes dans le détroit d'Ormuz (cf. 1021). C'est, en définitive, la propriété du multi-milliardaire israélo-monégasque Eyal Ofer.

Hossein Amirabdollahia, ministre iranien des Affaires étrangères, a annoncé à son homologue portugais, Paulo Rangel, que, pour des raisons humanitaires, tout l'équipage serait remis à l'ambassadeur du Portugal à Téhéran.

1162 TikTok est déjà internet en Inde

Depuis juin 2020, TikTok et plus de 500 autres applications chinoises sont interdites en Inde après un incident militaire frontalier. À la différence de ce qui se passe aujourd'hui aux États-Unis, aucune de ces applications n'a porté l'affaire devant la Justice.

1163 Pour la presse états-unienne, Narendra Modi est un dictateur

La [presse états-unienne](#) a débuté une campagne visant à faire accroire que Bharat ne serait plus une démocratie, mais une dictature assassinant ses opposants à l'étranger.

☞ Le problème de l'Inde n'est pas d'être un régime autoritaire, mais de transformer sa société, qui jadis absorbait toutes les cultures étrangères, en un organisme intolérant, rejetant tout ce qui n'est pas hindouiste.

1164 Les Philippines accueillent des investissements japonais

Suite au sommet États-Unis/Philippines/Japon du 11 avril, Manille a cessé de négocier des investissements chinois. En définitive, le chemin de fer Subic-Clark (868 millions de dollars), qui reliera les anciennes bases militaires états-uniennes devenues des plates-formes commerciales, devrait être [financé aux](#)

[Philippines par le Japon](#) pour s'intégrer dans corridor économique de Luçon.

☞ Pour les uns, le corridor de Luçon est un vaste projet d'aménagement d'une zone rurale et montagneuse dont sont originaires les Marcos. Pour d'autres, au contraire, il s'agit d'une voie d'exploitation des ressources naturelles de cette île au profit des États-Unis et du Japon.

1165 La Corée du Nord s'enferme un peu plus

La Corée du Nord a réuni tous les responsables des postes de police locaux ; une très grande réunion qu'elle n'avait convoquée depuis douze ans. Il semble que Pyongyang renforce sa censure des tentatives étrangères de manipuler sa population en diffusant des messages anti-révolutionnaires sur les réseaux sociaux.

1166 Hong Kong efface le culte de Chiang Kai-shek

Le gouvernement régional de Hong Kong a annoncé qu'il allait retirer les 760 statues de Chiang Kai-shek présente sur son territoire.

☞ Chiang Kai-shek, d'abord allié des communistes chinois et des Soviétiques, crée son propre gouvernement après la mort de Sun Yat-Sen (1925). Il s'allie alors avec les Occidentaux et avec la mafia (la Bande verte). En 1927, il organise le massacre de Shanghai : 5 000 membres du Parti communiste disparaissent. Il installe progressivement la dictature du Kuomintang. Cependant, en 1931, lorsque le Japon envahit la Mandchourie, il les combat à la tête de l'Armée nationale révolutionnaire. En 1933, il encercle la République soviétique chinoise du Jiangxi, contraignant Mao Zedong et ses hommes à fuir (la « Longue marche »). Il est alors fait prisonnier par un chef de guerre allié des communistes et contraint de se mettre à leur service contre les Japonais. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, il signe les accords avec les Alliés et est élu par le parlement, président de la République de Chine. Simultanément, il reprend la guerre contre les

communistes qu'il perd. Il se replie alors sur Taïwan et est reconnu comme autorité légitime par le Tibet (qui a alors conscience d'être chinois) et par Hong Kong. Abandonné publiquement par les États-Unis, il y instaure une dictature féroce. En 1967, il fonde avec les « nationalistes intégraux » ukrainiens la Ligue anti-communiste mondiale qui rassemble tous les dictateurs capitalistes de la planète. La CIA installe à Taïwan, comme au Panama, une école de torture. Il meurt en 1975. Son fils Chiang Ching-kuo lui succède.

1167 La Marine chinoise renforce sa capacité nucléaire

À l'occasion du 75^e anniversaire de sa Marine, Beijing a publié une vidéo où l'on voit le tir d'un missile balistique JL-2 à partir d'un sous-marin nucléaire lanceur d'engins.

La Chine manifeste ainsi sa capacité de frappe nucléaire depuis la mer.

Cette vidéo a été produite juste avant la visite du secrétaire d'État états-unien, Antony Blinken.

1168 L'amiral Zhang Youxia réaffirme que la Chine ne souhaite pas d'affrontement militaire

S'exprimant lors de la cérémonie d'ouverture du 19^e Symposium naval du Pacifique occidental dans la ville portuaire de Qingdao, l'amiral Zhang Youxia, vice-président de la Commission militaire centrale, a appelé à l'abandon de la « mentalité de Guerre froide » et à la réduction des différences par le dialogue.

« La Chine s'est engagée à régler pacifiquement les différends maritimes par le biais de consultations amicales avec les pays directement concernés, mais elle protégera ses droits légitimes face à une violation délibérée de sa souveraineté et elle prendra des contre-mesures fermes contre des provocations déraisonnables » a commenté l'agence Xinhua.

1169 La Chine organise des négociations entre le Hamas et le Fateh

la Chine a débuté, à Beijing, des négociations entre le Hamas et le Fatah, en vue de réaliser l'unité des factions politiques palestiniennes.

Wang Wenbin, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, a déclaré : « Nous sommes favorables au renforcement de l'Autorité palestinienne et à l'appui de toutes les factions palestiniennes dans la réconciliation et le renforcement de la solidarité, par le dialogue et la consultation ».

☞ Une réunion, rassemblant elle 62 partis et associations palestiniennes, s'est déjà tenue à Moscou. Elle a débouché sur l'acceptation du Hamas de rejoindre l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), qui reconnaît l'État d'Israël.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

1170 La Russie plaide pour une enquête internationale à Gaza

Intervenant devant l'Assemblée générale des Nations unies, lors du débat sur l'adhésion de la Palestine, Vassili Nebenzya, représentant permanent de la Russie, a plaidé pour qu'une enquête internationale établisse les responsabilités dans les charniers découverts à Gaza.

António Guterres, secrétaire général de l'Organisation, a demandé, quant à lui, que des enquêteurs indépendants aient immédiatement accès aux sites des charniers.

1171 Le Conseil de sécurité ne veut pas d'enquête internationale sur le sabotage des gazoducs Nord Stream

Le Conseil de sécurité des Nations unies s'est à nouveau réuni à la demande de la Russie à propos du sabotage des gazoducs Nord Stream, le 26 septembre 2022.

Les enquêtes danoise et suédoise ont été closes sans résultat tandis que l'enquête allemande ne communique pas. Accusant ces États de manquement à leurs obligations au titre de la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif et de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, la Russie a rappelé que l'instance ultime pour l'examen de ce type de différend est la Cour internationale de Justice (CIJ). Elle a demandé que les Nations unies diligentent une enquête internationale.

La Chine a fait remarquer que l'opposition à une enquête internationale dissimule des « desseins cachés ».

Cependant, une fois encore, le Conseil n'est pas parvenu à statuer.

Rappelons qu'outre la Russie, la France, membre permanent du Conseil de sécurité, était co-propriétaire de ces gazoducs.

1172 Situation critique en Bosnie-Herzégovine

Le Conseil de sécurité des Nations unies s'est réuni, le 30 avril, à la demande de la Russie pour examiner la situation en Bosnie-Herzégovine. Selon Moscou, elle est explosive et il appartient au Conseil de sécurité de la résoudre préventivement ; une interprétation que la France a remis en question, assurant que les problèmes y sont mineurs. Cependant Željka Cvijanović, ancienne vice-présidente de la République serbe de Bosnie, est venue appuyer les dires de l'ambassadeur russe.

Les interventions du haut-représentant international, l'Allemand Christian Schmidt, était au cœur des débats. En effet, celui-ci a imposé des lois constitutionnelles rétroactives. En outre, il organise une journée de commémoration du massacre de Srebrenica dont le but ne serait pas d'honorer les victimes, mais de valider une version des meurtres. De son côté, Marko Đurić, envoyé spécial du président de la République de Serbie, a rapporté les propos du ministre des Affaires étrangères

bosniaque qualifiant son propre régime d'« ethnonationaliste ». Il a donc mis en garde face au retour du conflit.

1173 La CIJ déboute le Nicaragua

La [Cour internationale de Justice](#) (CIJ) a statué sur la plainte du Nicaragua contre l'Allemagne. Managua plaidait que Berlin fournit des armes à Tel-Aviv et se rend ainsi complice d'un génocide en cours. Berlin a fait valoir qu'il n'avait pratiquement pas livré d'armes à Israël depuis le 7 octobre 2023. La Cour a considéré que les faits ne justifient pas qu'elle prenne des mesures conservatoires.

1174 La CPI se prépare à inculper des dirigeants israéliens

La Cour pénale internationale (CPI) envisage de lancer des mandats d'arrêt contre de hautes personnalités israéliennes en raison de leur implication dans le nettoyage ethnique à Gaza. Parmi elles, Benjamin Netanyahu (Premier ministre), Yoav Galland (ministre de la Défense) et Herzl Halevi (chef d'état-major).

Les États-Unis ne participent pas à la CPI. Sous la présidence de George W. Bush, ils ont même adopté une loi, la *Hague Invasion Act*, autorisant le Pentagone à attaquer les Pays-Bas pour délivrer des citoyens états-uniens si la Cour inculpait, arrêterait et emprisonnait des ressortissants US à La Haye. Le président Donald Trump, quant à lui, a décrété une urgence nationale pour traiter de la « menace de sécurité nationale et de politique étrangère des États-Unis » posée par la CPI (*Executive Order* 13928). Aujourd'hui, Washington exerce de fortes pressions sur la Cour pour qu'elle ne procède pas à ces inculpations.

Pour sa part, Benjamin Netanyahu a commenté : « La possibilité que le Tribunal de La Haye délivre des mandats d'arrêt pour crimes de guerre contre les commandants et les dirigeants de l'État et des FDI est un scandale. Si cela se produit effectivement, ce sera une tache inexpugnable sur l'humanité, un acte de haine antisémite ».

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),

46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros.

Les abonnements sont automatiquement renouvelés.

Pour annuler le renouvellement de votre abonnement : envoyez à l'avance un e-mail à thierry.meyssan@voltairenet.org.

Pour nous écrire, ne répondez pas aux mails automatiques vous informant des liens de téléchargement. Ils ne nous parviennent pas.

Mais composez vous-même l'adresse courriel de votre destinataire.

Voltaire

Actualité internationale

N°86 - 10 mai 2024

ÉDITORIAL

1175 L'Ukraine au bord du gouffre

La plupart des experts militaires mettent en garde contre un effondrement imminent de l'armée ukrainienne. Les Occidentaux espèrent que l'arrivée, le mois prochain, d'armes états-uniennes la rassérènera. C'est peu probable, car leur problème n'est pas un manque d'armes, mais le taux extrêmement élevé de pertes et l'absence de perspective.

Dans ces conditions, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a ouvert sur son site officiel une pétition pour demander à l'Otan d'envoyer des soldats sur le champ de bataille.

Il a célébré, le 8 mai, la victoire des Alliés sur le nazisme. Il s'agissait de marquer sa proximité avec l'Otan (qui la fête également le 8 mai) et sa différence avec la Russie (qui la fête le 9 mai).

Le président Volodymyr Zelensky a fait très attention à ne pas évoquer la position des dirigeants de son pays durant la Seconde Guerre mondiale, ni l'idéologie raciale des nazis. Il s'est contenté d'accuser la Russie de faire preuve de la même cruauté que les nazis en s'appuyant sur des exemples invérifiables.

☞ Durant la Seconde Guerre mondiale, les disciples de Дмитро Донтсов, commandés par Степан Бандера, proclamèrent l'indépendance de l'Ukraine avec les nazis. La cérémonie mêlait les portraits du *führer* Adolf Hitler et du *providnyk* Степан Бандера, aux cris de *Slava Ukraïni* (« Gloire à l'Ukraine »). Cette proclamation s'accompagna de pogroms anti-juifs.

Par la suite, les nazis entrèrent en conflit entre eux. Степан Бандера fut arrêté. Il prétendit avoir passé le reste de la guerre en prison. Il semble, qu'au contraire, protégé par Alfred Rosenberg, il ait travaillé à l'Inspection générale des camps de concentration près de Berlin. En définitive, il termina la guerre en commandant des unités nazies contre les Bolchéviques.

Дмитро Донтсов, quant à lui, fut nommé administrateur de l'Institut Reinhard Heydrich, à Prague. Il y était chargé de coordonner la « solution finale des questions juives et tsiganes ».

À l'issue de la Guerre, Донтсов et Бандера ne furent pas jugés, mais récupérés par les Anglo-Saxons pour lutter contre les Soviétiques. Contrairement à ce que prétendit la propagande nationaliste intégrale après la Guerre, jamais les troupes de Бандера n'ont combattu les nazis. Au contraire, elles ont massacré 1,5 million d'Ukrainiens (sur les 17 millions de l'époque). (...)

(...) Les chefs d'état-major de l'armée ukrainienne actuelle revendiquent tous l'héritage de Dontsov et Bandera.

Par ailleurs, l'Ukraine met la dernière main à la préparation de la Conférence de paix qu'elle organise, les 15 et 16 juin, en Suisse. Il s'agira de définir avec tous les Alliés occidentaux ce que devrait être un monde en paix. Le chancelier allemand, le Premier ministre du Danemark, le Premier ministre des Pays-Bas et le Secrétaire général du Conseil de l'Europe ont déjà confirmé leur participation. Par rapport à ce qui était attendu, les chefs d'État et de gouvernement semblent indécis à venir participer, d'autant que le président Zelensky ne sera plus légitime à l'expiration de son mandat, le 21 mai, et qu'il n'a pas convoqué d'élection, mais interdit les onze partis d'opposition.

Selon la Chine, qui a décliné l'invitation, cette conférence refuse de prendre en compte les exigences de sécurité de certains États.

Selon la Russie, qui n'y a pas été invitée, cette conférence refuse de prendre en compte de nombreux éléments du Droit international.

Le mandat du président Zelensky se termine le 21 mai. Aucune élection n'a été convoquée pour désigner son successeur.

Le service de Renseignement extérieur de la Fédération de Russie (SVR) a communiqué à propos de son évaluation de la situation en Ukraine. Selon lui, la popularité du président Volodymyr Zelensky est en chute libre. La population lui reproche la guerre qui s'éternise aussi bien que son report de l'élection présidentielle. Les responsables politiques ukrainiens mèneraient des consultations pour déterminer qui sera le prochain président et comment le légitimer.

AMÉRIQUES

1176 La Maison-Blanche bloque les livraisons d'armes à Israël

Selon *Axios*, la Maison-Blanche a bloqué, la semaine dernière, une livraison d'armes à Israël. C'est la première fois, depuis l'attaque de la résistance palestinienne du 7 octobre, que Washington suspend son aide militaire à Israël.

☞ La loi états-unienne interdit des livraisons d'armes aux unités des armées étrangères qui violent les Droits de l'homme. En suspendant toutes les livraisons à toutes les armées israéliennes, la Maison-Blanche reconnaît implicitement que les FDI violent les Droits de l'homme.

1177 Modification de la loi sur le recensement

La Chambre des représentants a adopté une loi visant à relever la citoyenneté de ses habitants lors des recensements décennaux.

☞ Jusqu'à présent les recensements se contentent de chiffrer le nombre d'habitants en relevant leur « race » (sic). C'est sur la base de ces chiffres que le nombre de représentants est attribué à chaque État. Cette nouvelle législation pourrait donc modifier le nombre de représentants par État s'il s'avère que certains abritent beaucoup plus de non-citoyens que d'autres.

1178 Cinquante-neuf professeurs de journalisme dénoncent un article du *New York Times*

Cinquante-neuf professeurs de journalisme ont écrit une lettre au *New York Times* pour dénoncer l'article « Screams Without Words : How Hamas Weaponized Sexual Violence on Oct. 7. » (Des cris sans paroles : Comment le Hamas a transformé la violence sexuelle en arme le 7 octobre).

1179 Convention des Forces spéciales

À l'occasion de son 10^e anniversaire, le commandement des Forces spéciales états-uniennes (USSoCom) organise une semaine de séminaire à Tampa (Floride). Les professionnels de tous les États-membres de l'Otan y ont discuté des leçons de l'opération israélienne en milieu urbain à Gaza. Ils ont également abordé les nouveaux moyens de communication israéliens qui raccourcissent les échanges entre les unités.

Les documents préparatoires montrent que le Pentagone a réalisé, enfin, que de petites forces peuvent l'emporter sur des armées nombreuses lorsqu'elles sont soutenues par la population civile.

Le général Bryan P. Fenton a annoncé que, selon lui, les missions secrètes, confiées aux Forces spéciales, vont se multiplier durant la décennie à venir. Elles pourront intervenir contre des « ennemis intérieurs » aux États-Unis ou chez leurs alliés, et bien sûr contre des « ennemis extérieurs » dans le reste du monde.

Les Forces spéciales doivent traiter les « problèmes épineux ». Ceux-ci sont ainsi définis : « Les problèmes épineux n'ont pas d'énoncé de problème définissable, pas de réponse objectivement correcte, et des couches d'incertitude et d'imprévisibilité qui rendent naïfs les efforts pour les résoudre ».

☞ Les Forces spéciales des États-Unis sont l'instrument central de l'« impérialisme américain ». Elles mènent chaque année, pour le compte de la CIA ou du Pentagone, des actions secrètes dans les deux tiers des pays de la planète, généralement en violation de leur souveraineté. Elles sont capables d'assassiner n'importe qui, n'importe où.

1180 Rapport intérimaire du Congrès sur la censure aux États-Unis

La Sous-commission de la Chambre des représentants sur la militarisation du gouvernement fédéral a publié un rapport

intérimaire intitulé [*The Censorship-industrial Complex : How Top Biden White House Officials Coerced Big Tech to Censor Americans, True Information, and Critics of the Biden Administration*](#) (Le complexe industriel de censure : comment les hauts responsables de la Maison-Blanche de Biden ont contraint les grandes entreprises technologiques à censurer les Américains, des informations vraies et des critiques de l'Administration Biden).

Ce rapport de 98 pages examine les courriels échangés entre la Maison-Blanche d'un côté, Amazon, Facebook et YouTube d'autre part. Il atteste que, durant la pandémie de Covid-19, l'Exécutif a censuré de nombreuses idées relatives à la maladie et à la façon de la combattre, à la fois sur les réseaux sociaux, les vidéos internet et dans les librairies. En outre, l'Exécutif a rapidement étendu les sujets qu'il censurerait aux critiques de son action et aux satires dont il faisait l'objet.

1181 Mort de deux témoins clefs contre Boeing

Deux témoins clefs des failles de sécurité de l'avionneur Boeing sont morts de manière suspecte.

[John Barnett](#), 62 ans, contrôleur qualité des Boeings 737 Dreamliner, se serait suicidé en se tirant une balle dans la tête, après une première audition par le Congrès.

Joshua Dean, 45 ans, ancien auditeur qualité chez Spirit AeroSystems, qui assemble des sections de fuselage pour Boeing, est décédé d'une infection mystérieuse à croissance rapide, indique le *Seattle Times*

Boeing a accusé une perte de 355 millions de dollars de revenu au premier trimestre 2023.

1182 Trinité-et-Tobago reconnaît l'État de Palestine

Trinité-et-Tobago est le 142^e État souverain à reconnaître l'État de Palestine, sur les 192 que

comprennent les Nations unies. La majorité qualifiée des trois-quarts est de 144.

1183 Antigua-et-Barbuda autorise une zone économique spéciale chinoise

Antigua-et-Barbuda a autorisé la construction d'une zone économique spéciale chinoise sur l'île d'Antigua. L'administration de cette zone jouit de plusieurs privilèges d'extra-territorialité. Elle est même autorisée à délivrer ses propres passeports, indique *Newsweek*.

La Chine poursuit sa pénétration dans les Caraïbes.

1184 Le Nicaragua renonce à concurrencer le canal de Panama

L'Assemblée nationale du Nicaragua a annulé la concession qui avait été attribuée à une société chinoise pour construire un canal concurrent de celui de Panama.

1185 Les États-Unis prépareraient un changement de régime en Bolivie

Selon [TeleSur](#), les États-Unis auraient planifié de prendre le contrôle des ressources naturelles de Bolivie, spécialement de ses immenses réserves de lithium. Pour cela, la nouvelle chargée d'affaire de l'ambassade, Debra Hevia, préparerait une crise au sein du Movimiento al Socialismo (MAS) de l'ancien président Evo Morales. Puis, elle promouvrait un candidat de gauche alternatif issu de ce parti.

1186 Le corrompu José Raul Mulino fait campagne contre la corruption et est élu au Panama

Le conservateur José Raul Mulino a été élu président du Panama. Il devait initialement se présenter à la vice-présidence avec l'ancien président Ricardo Martinelli. Mais ce dernier, inculpé pour détournement de fonds, s'est réfugié à l'ambassade du Nicaragua. José Raul Mulino fut son ministre de l'Intérieur et a également été poursuivi pour corruption, puis

acquitté pour défaut de procédure. Il a mené sa campagne électorale contre la corruption.

EUROPE

1187 Les personnels paramédicaux écossais ont été invités à ne pas réanimer les malades de la Covid de plus de 50 ans

Selon le *Scottish Daily Mail*, les personnels paramédicaux écossais ont été avertis de ne plus chercher à réanimer des malades de la Covid de plus de 50 ans..

1188 L'armée britannique surveille Gaza

La Royal Air Force a procédé plus de 200 vols de surveillance au-dessus de Gaza au cours des cinq derniers mois.

☞ Conformément au plan de Lord Herbert Samuel, en 1915, le Royaume-Uni considère toujours l'Etat d'Israël comme indispensable à ses activités et veille à ce qu'il ne puisse pas assurer lui-même sa sécurité, mais reste à jamais dépendant militairement de la Couronne (aujourd'hui de Londres et de Washington).

1189 Ce qu'Emmanuel Macron entend par « défense européenne »

Emmanuel Macron, président français, a reçu *The Economist* à l'Élysée. Il a expliqué à l'hebdomadaire atlantiste que les Européens devaient s'affranchir de la puissance militaire protectrice des États-Unis pour ne pas les obliger, un jour, à choisir entre se battre pour l'Europe ou contre la Chine. Il a également abordé le fossé technique et économique qui se creuse aujourd'hui et dans lequel la puissance européenne risque de s'abîmer. Il a plaidé pour une réorganisation économique de l'Union européenne et une spécialisation de chaque région.

☞ Lorsque le président Emmanuel Macron parle de s'affranchir de la protection du Pentagone, il n'évoque pas son indépendance. Son interview peut être comprise comme

acquérir une autonomie de moyens militaires, mais agir toujours sous commandement US. Il s'agit de libérer les États-Unis du « fardeau européen » et de tenir les Européens prêts à s'engager pour les États-Unis contre la Chine.

1190 Exode du Mali vers l'UE par les Canaries

Selon *La Gaceta*, un rapport confidentiel de Frontex annonce que, dans les prochains mois, 100 000 Maliens pourraient quitter leur pays et entrer dans l'Union européenne via la Mauritanie et les îles Canaries.

1191 Le juge polonais Tomasz Szmydt obtient l'asile politique au Belarus

Le juge polonais [Tomasz Szmydt](#), qui était à la tête du département juridique du Conseil national des juges, a fait défection et demandé l'asile politique au Bélarus. Lors d'une conférence de presse à Minsk, il a dénoncé la tendance de son pays à se diriger vers la guerre par procuration de l'Otan en Ukraine, et les menaces qu'il a endurées. Il a déclaré s'être adressé au Bélarus car sa politique étrangère est pacifique.

Le gouvernement polonais l'a qualifié de « traître ».

1192 Xi Jinping en Hongrie

Le président chinois, Xi Jinping, s'est rendu en visite officielle en Hongrie. Il a déclaré : « Comme le dit un vieux proverbe chinois, "aucune montagne et océan ne peut distancer les gens avec des aspirations communes". Nos amis hongrois disent souvent : "Un bon ami est plus précieux que l'or" ».

☞ Ce voyage devait être une célébration des 75 ans de relations diplomatiques entre les deux nations. Il a été l'occasion pour la Chine de traiter avec un membre de l'Union européenne qui ne s'aligne pas sur les directives de Bruxelles. La rencontre de Xi Jinping avec la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, à Paris avait été explosive.

1193 Josep Borrell admet que, sans armes de l'UE, l'Ukraine ne peut pas résister

Intervenant au St Anthony College d'Oxford, [Josep Borrell](#), haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, a déclaré : « Si je coupe la fourniture d'armes à l'Ukraine, les Ukrainiens ne peuvent pas résister. Ils devront se rendre et la guerre prendra fin », a poursuivi ce vice-président de la Commission européenne. « Mais est-ce ainsi que nous voulons que la guerre se termine ? Moi je ne le veux pas ».

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

1194 L'UE retire le prétendu vaccin anti-Covid AsraZeneca

À la demande du fabricant, l'Union européenne a retiré le médicament ARN-Messenger anti-Covid (abusivement considéré comme un « vaccin ») AstraZeneca (Ref : C(2024) 2239 final). Il avait provoqué des cas mortels de thrombo-embolie. Cette décision a pris effet le 7 mai.

1195 Le Parlement européen reconnaît Sviatlana Tsikhanouskaya comme chef de l'État biélorusse

Le 5 mai à La Valette, Roberta Metsola, présidente du Parlement européen, a reconnu Sviatlana Tsikhanouskaya comme présidente du Cabinet uni de transition de Biélorussie. Les deux femmes ont signé une lettre par laquelle le Parlement européen s'engage à renforcer la coopération avec les « forces démocratiques de Biélorussie ».

👉 Josep Borrell, haut représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, et Charles Michel, président du Conseil européen, avaient déjà reçu Sviatlana Tsikhanouskaya et son gouvernement biélorusse en exil, le 29 juin 2023. Mais ils s'étaient abstenus de les reconnaître en lieu et place de l'administration d'Alexandre Loukachenko .

1196 Préparation d'une révolution de couleur en Géorgie

Les manifestations survenues contre la loi obligeant les groupes financés de l'étranger à le déclarer n'était que la préparation d'une révolution de couleur (cf. 1037). Derrière ces émeutiers, dont le nombre n'excède pas 10 000, se tient la Légion géorgienne, organisée par les nationalistes intégraux ukrainiens. Elle se battait hier contre les Russes en Ukraine, mais se replie aujourd'hui à Tbilissi.

1197 La Serbie et la Chine contre la politique des blocs

Le président chinois, Xi Jinping, s'est rendu en Serbie. Aux côtés de son homologue, le président Aleksandar Vučić, ils ont célébré la première alliance entre Beijing et un État européen. Ensemble, ils ont réaffirmé leur rejet de l'hégémonisme et de la politique des blocs.

👉 Cette rencontre avait lieu à l'occasion du 25^e anniversaire du bombardement par l'Otan de l'ambassade chinoise à Belgrade, au cours duquel trois journalistes chinois avaient trouvé la mort et vingt autres ressortissants chinois avaient été blessés. « L'amitié entre la Chine et la Serbie est imbibée du sang que les deux peuples ont versé ensemble », a déclaré le président Xi. Cependant, il s'est abstenu de se rendre sur le site de l'ambassade.

Rappelons que la Chine ne reconnaît pas le Kosovo.

1198 La Russie émet des mandats d'arrêt contre Petro Poroshenko et Volodymyr Zelensky

Le procureur général de Russie a lancé des mandats d'arrêt contre l'ancien président ukrainien, Petro Poroshenko, le président actuel dont le mandat arrive à expiration le 21 mai, Volodymyr Zelensky, et contre deux responsables des finances publiques ukrainiennes.

👉 Les services de sécurité ukrainiens (SBU) ont affirmé avoir arrêté un espion russe chargé d'assassiner le président Zelensky.

Contrairement aux apparences, il pourrait s'agir d'une mesure visant à protéger la vie de ces personnalités. La Russie tient à dire qu'elle les veut vivants et que s'ils sont assassinés, ce ne sera pas de son fait. Le vice-président du Conseil de Sécurité russe, Dmitri Medvedev, avait évoqué des projets d'assassinat par les États-Unis du président Zelensky.

1199 La Russie se prépare à une éventuelle attaque de l'Otan

Plusieurs haut-responsables ukrainiens et occidentaux ont évoqué la possibilité de l'effondrement de la ligne de front en Ukraine. Certains, dont le président français Emmanuel Macron, ont alors évoqué la possibilité d'envoyer des troupes de l'Alliance sur le front ukrainien.

L'Otan a commencé à simuler une guerre avec la Russie. C'est le scénario des manœuvres « Steadfast Defender 2024 ».

Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, a dénoncé ces préparatifs comme des menaces à la paix mondiale.

L'état-major russe a annoncé procéder à des simulations d'emploi de matériels nucléaires tactiques (pas stratégiques).

AFRIQUE

1200 Ibrahim al-Organî chargé de la répression de l'infiltration palestinienne en Égypte

L'Union des tribus arabes (ATU) rassemble cinq tribus du Sinaï (Égypte). Elles collaborent étroitement avec le gouvernement du président al-Sissi. Elles sont dirigées par l'homme d'affaire Ibrahim al-Organî. Celui-ci fut emprisonné 23 mois sous la présidence du général Hosni Moubarak.

Il avait été chargé par le régime du président al-Sissi de « traiter » le problème palestinien, si des malheureux s'infiltraient en territoire égyptien, sans que l'armée et la police n'aient à s'en mêler. Aujourd'hui, il exploite les fuyards en prélevant des commissions pour leur faire franchir la frontière. Selon *Middle East Eye*, ce trafic lui rapporterait 2 millions de dollars par jour depuis l'attaque des FDI contre Gaza.

1201 La Russie renoue avec Abdel Fattah al-Burhan

Mikhaïl Bogdanov, ministre-adjoint russe des Affaires étrangères pour le Moyen-Orient, s'est rendu à port Soudan. À la surprise générale, il a laissé entendre que Moscou était prêt à soutenir les forces du général Abdel Fattah al-Burhan alors qu'elles sont déjà soutenues par les Forces spéciales ukrainiennes.

Moscou espère toujours installer une base navale militaire en mer Rouge, à Port Soudan.

ASIE

1202 Israël interdit Al-Jazeera

En application de la loi adoptée par la Knesset en avril (cf. 0902), le gouvernement israélien a décidé à l'unanimité d'interdire la chaîne Al-Jazeera et de confisquer ses biens. La décision a été signée par le premier ministre et immédiatement appliquée par Shlomo Karhi, ministre de la communication.

« Les journalistes d'Al Jazeera ont porté préjudice à la sécurité israélienne et incités à commettre des crimes contre des soldats des FDI », a déclaré le Premier ministre, Benjamin Nétanyahou, dans un communiqué de presse

Selon le *Times of Israel*, la chaîne n'est plus disponible, ni en anglais, ni en arabe, chez les fournisseurs d'accès télévision et Internet.

Depuis le 7 octobre 2023, les FDI ont assassiné deux journalistes d'Al-Jazeera qu'ils ont qualifiés d'« agents » terroristes affiliés au Hamas et au Jihad islamique ». Le chef du bureau a été blessé.

1203 Deux prisonniers meurent sous la torture en Israël

Selon le Club des prisonniers et le Comité des affaires des prisonniers palestiniens, le Dr Adnane Ahmed Atiya al-Bourch (50 ans) et Abdel Bari Rajab Khadir (33 ans) sont morts sous la torture à la prison israélienne d'Ofer (Cisjordanie occupée).

1204 Ansar Allah annonce qu'il étend ses opérations en Méditerranée

Yahya Saree, porte-parole d'Ansar Allah, a annoncé le début « de la quatrième phase d'escalade » face à l'État hébreu. Devant une foule immense rassemblée à Sanaa en soutien à la Palestine, il a précisé que cette nouvelle étape comprenait, après l'extension des combats en mer Rouge et dans l'océan Indien, « le ciblage de tous les navires [...] qui se dirigent vers les ports de Palestine occupée à partir de la mer Méditerranée » et ce, dès lors qu'ils se trouveraient dans une « zone atteignable » par les missiles et les drones.

1205 La Türkiye se joint à la plainte de l'Afrique du Sud devant la CIJ

Hakan Fidan, ministre turc des Affaires étrangères, a annoncé que son pays se joignait à la plainte de l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de Justice (CIJ).

La Türkiye est le premier État musulman à s'introduire dans la procédure. Seuls la Colombie et le Nicaragua l'ont tenté jusqu'à présent.

1206 Relations économiques irano-saoudiennes

Des délégations économiques iraniennes se sont rendues en Arabie saoudite, à un moment où une délégation économique saoudienne s'est rendue en Iran pour participer à Iran Expo 2024 à Téhéran.

1207 La Thaïlande va recriminaliser le cannabis

Srettha Thavasin, Premier ministre thaïlandais, a pris position en faveur d'une recriminalisation du cannabis avant la fin de l'année.

👉 La Thaïlande avait décriminalisé le cannabis pour usage médical, en 2018, puis pour usage récréatif en 2022.

1208 La Chine fait valoir qu'il existe un accord oral avec les Philippines sur le banc Second Thomas Shoal

[Rodrigo Duterte](#), ancien président philippin, a reconnu être convenu oralement d'un accord avec la Chine à propos du banc Second Thomas Shoal. Cet accord aurait été évoqué en 1996 et finalisé en 2021.

L'actuel président philippin, Ferdinand Marcos Jr. a déclaré ne pas être au courant de quoi que ce soit.

Selon Rodrigo Duterte, l'accord impliquerait de ne pas réparer le navire volontairement échoué par Manille sur le banc, le *BRP Sierra Madre* ; navire qui fait l'objet d'accrochages militaires entre Manille et Beijing (cf. 0858).

1209 La Chine et la crise ukrainienne

Lors de sa visite en France, le président chinois, Xi Jinping, a déclaré : « La Chine n'a pas déclenché la crise ukrainienne, et n'y a pas

Analyses du Réseau Voltaire

- « [La narration du 7 octobre contredite par l'Histoire](#) », par Thierry Meyssan

Nous reproduisons le texte d'une conférence donnée le 4 mai à Boulogne-sur-mer. Thierry Meyssan y explique que le conflit actuel en Palestine n'est pas imputable aux populations arabes et juives. Il a été organisé, dès 1915, par la puissance coloniale avec l'idée que jamais le ou les États à venir ne devaient parvenir à assurer leur sécurité. À leur insu et à leurs dépens, les Palestiniens et les Israéliens, en jouant l'opération du 7 octobre et sa réplique, ne font que mettre en œuvre cette politique. En ne parvenant pas à arrêter le nettoyage ethnique des gazaouis, les Anglo-Saxons ne manifestent pas leur insensibilité, mais le fait qu'ils considèrent les massacres comme de simples variables d'ajustement.

- « [Le non-sémitisme \(sic\) khazar Netanyahu qualifie d'« antisémites » \(sic\) les universitaires états-uniens anti-génocidaires](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

Le terme « sémitisme » qui, initialement, s'appliquait aux arabes, qu'ils soient juifs, chrétiens ou musulmans, désigne aujourd'hui les juifs, qu'ils soient sémites (les sépharades) ou européens (les ashkénazes). Alfredo Jalife-Rahme, se moquant de ce glissement sémantique, brocarde les grosses ficelles de la propagande de Benjamin Netanyahu.

- Thierry Meyssan a été invité par [Radio Principe TV](#). L'interview a porté sur la situation en Palestine et sur les élections européennes.

participé. Au lieu d'être un observateur, nous avons joué un rôle important pour la paix. Le représentant spécial du gouvernement chinois pour les affaires eurasiennes effectue sa troisième série de navettes diplomatiques. Dans le même temps, la Chine s'oppose aux tentatives d'utiliser la crise ukrainienne pour salir un pays tiers ou pour attiser une nouvelle Guerre froide. L'histoire a prouvé à maintes reprises qu'en fin

de compte, les conflits ne peuvent être résolus que par la négociation. Nous appelons toutes les parties à reprendre l'engagement et le dialogue pour instaurer la confiance mutuelle. Nous appuyons la tenue d'une conférence de paix internationale reconnue à la fois par la Russie et l'Ukraine [donc pas la conférence de Lausanne] et en assurant la participation de toutes les parties sur un pied d'égalité. Nous soutenons une architecture de sécurité équilibrée, efficace et durable en Europe ».

1210 Xi Jinping répond aux accusations d'Ursula von der Leyen

La présidente de l'Union européenne, Ursula von der Leyen, avait évoqué la « surcapacité structurelle » de la Chine et les distorsions qu'elle provoque du marché. Le président chinois, Xi Jinping, lui a répondu : « La nouvelle industrie énergétique chinoise a réellement progressé dans le domaine de la concurrence ouverte et représente une capacité de production avancée. Non seulement elle accroît l'offre mondiale et atténue la pression de l'inflation mondiale, mais contribue également de manière significative à la réponse mondiale face aux changements climatiques et à la transition verte. Le soi-disant « problème de la surcapacité de la Chine » n'existe pas du point de vue de l'avantage comparatif ou à la lumière de la demande mondiale. La coopération entre la Chine et l'UE est par essence complémentaire et mutuellement bénéfique. Les deux parties ont des intérêts communs étendus et un large espace de coopération dans le domaine de la transition verte et numérique. Il est nécessaire qu'elles abordent correctement les frictions économiques et commerciales par le dialogue et la consultation, et qu'elles tiennent compte des préoccupations légitimes des uns et des autres ».

1211 Xi Jinping appelle la France à coopérer en matière de Droit international et de Commerce

Lors de la sixième réunion du Conseil des entreprises Chine-France, le président chinois, Xi Jinping, a dressé un tableau de la manière dont les deux puissances devraient travailler

ensemble aux Nations unies et à l'Organisation mondiale du Commerce (OMC).

1211b Hong Kong censure une chanson séparatiste

Un tribunal de Hong Kong a interdit l'usage de la chanson « Gloire à Hong Kong » pour inciter au séparatisme (mais pas dans les autres cas). Elle avait servi d'hymne durant les manifestations de 2019. Celle-ci fait explicitement référence à « libérer » la ville, ce qui peut être interprété comme la séparer de la Chine.

Par la suite, le moteur de recherche Google la faisait apparaître comme l'hymne de Hong Kong en lieu et place de la « Marche des volontaires ». Il s'en est suivi qu'elle a été jouée par erreur lors des championnats de hockey sur glace, à Sarjevo, en 2023.

1212 Fumio Kishida pourrait accepter de publier l'usage des fonds politiques

Fumio Kishida, Premier ministre japonais, de retour d'un voyage en France, au Brésil et au Paraguay, semble avoir accepté l'idée de rendre désormais public l'usage des fonds récoltés pour les partis politiques. On ne sait toujours pas qui a donné et à quoi ont servi le demi-milliard de dollars que son parti, le Parti libéral démocrate (PLD), a récolté durant les cinq dernières années.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

1213 L'Eurovision et le nettoyage ethnique à Gaza

Le 68° concours de l'Eurovision, à Malmö (Suède), s'annonce mouvementé. La chanteuse israélienne d'origine ukrainienne, Eden Golan, devrait y chanter *Ouragan*. Cette œuvre, initialement dénommée « Pluie d'octobre », fait référence aux événements du 7 octobre. Divers concurrents arboreront des keffieh palestiniens en signe de soutien aux victimes du nettoyage ethnique à Gaza.

☞ Rappelons que l'Eurovision est initialement un concours organisé par l'Otan (cf. documents du [30 novembre 1955](#) et du [17 février 1956](#)).

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

1214 La Cour pénale internationale (CPI) met en garde Israël contre ses tentatives de pression

Le [Bureau du procureur](#) Karim Khan de la Cour pénale internationale (CPI) a publié, le 3 mai, une déclaration sur X.

« L'indépendance et l'impartialité de la Cour sont compromises lorsque des individus menacent la Cour ou son personnel qui, en application de son mandat, mène des investigations dans le domaine de sa juridiction. De telles menaces, même si elles ne sont pas suivies d'effet, constituent une offense envers l'administration de la Justice au titre de l'article 70 du Statut de Rome (...) Le Bureau du procureur insiste : toute tentative d'entraver, d'intimider ou d'influencer indûment son personnel doit cesser immédiatement ».

☞ Le Bureau du procureur se garde bien de désigner la puissance qui menace la Cour. Cependant il n'est pas difficile de comprendre de qui il parle. [Benjamin Netanyahu](#), en sa qualité de Premier ministre israélien, fait l'objet d'investigations. Il s'est adressé à son peuple à la télévision pour dénoncer l'« antisémitisme » de la Cour.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),

46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros.

Les abonnements sont automatiquement renouvelés.

Pour annuler le renouvellement de votre abonnement : envoyez à l'avance un e-mail à thierry.meyssan@voltaire.net.

Pour nous écrire, ne répondez pas aux mails automatiques vous informant des liens de téléchargement. Ils ne nous parviennent pas. Mais composez vous-même l'adresse courriel de votre destinataire.

Voltaire

Actualité internationale

N°87 - 17 mai 2024

ÉDITORIAL

1215 L'Assemblée générale des Nations unies demande à une écrasante majorité l'adhésion pleine et entière de la Palestine à l'Organisation

L'Assemblée générale des Nations unies a adopté, par 143 voix pour, 9 contre (Argentine, États-Unis, Hongrie, Israël, Micronésie, Nauru, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée et République tchèque) et 25 abstentions, une résolution ([A/ES-10/L.30/Rev.1](#)) demandant au Conseil de sécurité de réviser sa position sur l'adhésion pleine et entière de la Palestine.

Des droits supplémentaires lui ont été octroyés : le droit de siéger parmi les États Membres par ordre alphabétique ; le droit de déposer des propositions et des amendements, de les présenter et de s'en porter coauteur ; le droit de présenter des motions d'ordre ; et le droit de réponse au sujet des positions d'un groupe. Cependant, elle ne dispose toujours pas du droit de vote à l'Assemblée générale ni du droit de présenter sa candidature aux organes de l'Onu.

Le représentant permanent d'Israël a déclaré que voter pour ce texte revient à promouvoir la création d'un État terroriste « dirigé par le Hitler de notre époque ». À ses yeux, ce « vote destructeur » ouvre la voie aux « collaborateurs de ceux qui ont brûlé des bébés juifs le 7 octobre ». Cet « acte impardonnable » signifie la destruction de la Charte des Nations Unies. Joignant les actes à la parole, il s'est saisi d'une mini-déchiquteuse de documents et a réduit symboliquement le traité fondateur de l'Onu en confettis.

La Fédération de Russie, favorable au texte, a dénoncé l'usage du droit de veto exercé par les États-Unis sur le projet de résolution présenté le 18 avril au Conseil de sécurité, reprochant à ce pays de vouloir être « le policier du monde ».

Les États-Unis ont justifié leur rejet de ce texte au motif que « les mesures unilatérales à l'Onu et sur le terrain ne promeuvent pas la solution à deux États ». Ils ont toutefois assuré que ce vote négatif ne reflète pas leur position concernant un État palestinien, dont ils appuient l'établissement.

La République islamique d'Iran a jugé qu'Israël n'a pas démontré qu'il mérite son statut d'État-membre, compte tenu du « génocide » auquel il se livre à Gaza. Elle a également noté que le vote d'aujourd'hui laisse voir « l'isolement des États-Unis ».

La République arabe syrienne a dénoncé le « spectacle » offert par Israël au cours de cette séance.

(...) L'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie, la Lettonie, la Finlande, l'Italie, la Roumanie, le Royaume-Uni et la Suisse ont expliqué leur abstention en jugeant prématurée l'admission de la Palestine comme État Membre

La France s'est, elle, déclarée résolument favorable à l'admission de l'État de Palestine comme nouveau membre de l'Onu. Elle a également insisté sur l'urgence d'un règlement politique global du conflit israélo-palestinien, sur la base de la « solution à deux États ».

AMÉRIQUES

1216 Antony Blinken n'a pas vu de plan crédible israélien pour assurer la sécurité des gazaouis

Intervenant à *Face the Nation Sunday* (CBS), le secrétaire d'État Antony Blinken a déclaré : « Nous voyons des parties de Gaza que le Hamas a évacué, où il revient, y compris dans le Nord, y compris à Khan Yunis (...) Nous travaillons depuis de nombreuses semaines à élaborer des plans crédibles pour la sécurité, la gouvernance, la reconstruction. Nous n'avons pas vu que cela vient d'Israël, nous avons travaillé avec les pays arabes et d'autres sur ces plans ».

1217 Les propositions de Washington pour réorienter les FDI du nettoyage ethnique de la Palestine à la lutte contre la branche du Hamas ralliée à la Résistance

Selon le *Washington Post*, les États-Unis ont proposé à Israël de lui donner des photos satellites permettant de localiser les dirigeants du Hamas, si les FDI n'attaquaient pas Rafah. En outre, ils ont déclaré tenir prêtes des milliers de tentes pour héberger les gazaouis.

1218 L'AIPAC demande la reprise des livraisons d'armes à Israël

Selon l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC), le département d'État ne doit pas interrompre les livraisons d'armes à

Israël au nom du *National Security Memorandum on Safeguards and Accountability With Respect to Transferred Defense Articles and Defense Services*.

Selon le lobby juif, Israël n'abuse pas d'équipements d'origine US et n'interdit pas ou ne restreint pas l'aide humanitaire des États-Unis d'entrer à Gaza.

1219 Les Forces armées US ne sont pas capables de livrer des guerres de haute intensité

[13 membres du Congrès ont écrit](#) au secrétaire à l'Air Force (USAF) pour lui demander de protéger les avions basés sur bases des États-Unis dans l'Indo-Pacifique. Ceux-ci ne sont pas protégés. En cas d'attaque de missiles chinois, ils seraient immédiatement détruits.

La Chine a construit 400 bases souterraines pour protéger ses avions, tandis que les États-Unis n'en ont construites que 22 (au Japon et en Corée-du-Sud). Les bases de Guam et des Mariannes n'en ont aucune.

☞ Alors que Washington envisage de conduire deux guerres de haute intensité contre la Russie et la Chine, les alertes se multiplient. La Marine US est dépassée par celle de la Chine. Certains missiles russes ne peuvent pas être interceptés. L'armée de terre n'a aucune formation aux combats de haute intensité. Enfin le système de communication des armées serait dévasté par des tirs, aussi bien russes que chinois, contre les satellites US.

Ce constat peut être étendu à toutes les armées de l'Otan.

1220 La Chine ne s'est pas ingérée dans l'élection présidentielle de 2020

Selon Avril Haines, directrice nationale du Renseignement, témoignant devant la commission sénatoriale du Renseignement, la Chine n'a pas interféré dans l'élection présidentielle US de 2020.

1221 Clarence Thomas et Samuel Alito dénoncent la perte de valeurs aux États-Unis

Clarence Thomas et Samuel Alito, juges de la Cour suprême, ont lancé des avertissements sur la situation des États-Unis.

Le juge Thomas a déclaré lors de la conférence à Point Clear (Alabama) que Washington était devenu un lieu « odieux où les gens se vantent d'être horribles », tout en qualifiant l'Amérique au-delà de la Beltway comme un lieu où les gens ordinaires « ne s'enorgueillissent pas de faire des choses nuisibles ».

Le juge Alito, prononçant un discours d'ouverture à l'Université franciscaine de Steubenville (Ohio), a déploré la diminution du soutien à la liberté d'expression, y compris sur les campus universitaires.

1222 L'élection de José Raul Mulino pourrait avoir été favorisée par Washington

José Raul Mulino, élu président panaméen le 5 mai, vient de s'engager à fermer la route des migrants vers les États-Unis. 500 000 personnes l'ont empruntée l'année dernière. En l'absence de route dans l'isthme, elle passe par une forêt contrôlée par des milices d'extrême-droite et un cartel de la drogue.

EUROPE

1223 Le Royaume-Uni a participé à l'« Opération Oméga » de tortures et d'assassinats en Afghanistan

The Times a révélé qu'un officier supérieur des SAS (Service aérien spécial) avait produit un rapport à la Police militaire royale selon lequel une unité des Forces spéciales britanniques avait mis en œuvre une campagne d'assassinats politiques en Afghanistan, au début des années 2010. Son témoignage n'aurait jamais été suivi de sanctions, mais déposé dans un coffre-fort au quartier général du Special Boat Service (SBS),

équivalent naval du SAS, par le colonel Gwyn Jenkins sur ordre du général Jacko Page.

Suite à la diffusion d'un reportage de *Panorama* (BBC), le 11 juillet 2022, le secrétaire à la Défense, Ben Wallace, a ordonné une enquête, confiée à Sir Charles Haddon-Cave, juge à la cour d'appel d'Angleterre et du pays de Galles. Celle-ci a débuté le 22 mars 2023.

Le juge est parvenu à contraindre le ministère à lui fournir plus de 6 000 documents. Ils attestent que de nombreux officiers étaient conscients des crimes commis. Les victimes n'auraient pas été 54 Afghans comme le soupçonnait la BBC, mais au moins 80. Au minimum 5 soldats auraient alerté en vain le Premier ministre de l'époque, Lord David Cameron. Le magistrat a déclaré la semaine dernière que les SAS avaient imposé leur propre loi et commis des « meurtres multiples » qui ont été « délibérément couverts ».

☞ David Cameron, le chantre du « conservatisme compassionnel », a été nommé secrétaire aux Affaires étrangères, au Commonwealth et au Développement, le 13 novembre 2023, par le Premier ministre Rishi Sunak.

Le Premier ministre, a nommé, le 25 avril 2024, le colonel Gwyn Jenkins conseiller national de Sécurité en remplacement de Tim Barrow.

☞ Selon toute vraisemblance, cette opération des SAS s'inscrivait dans le début de l'opération de contre-insurrection, dite « Opération Oméga », durant l'administration Obama. Il s'agissait de l'équivalent de l'« Opération Phoenix » au Vietnam. Des milliers de personnes ont été torturées et assassinées expliquant le rejet massif des forces occidentales par la population et leur ralliement aux Talibans.

Des centaines d'Afghans membres de la Force territoriale afghane (ATF) 444 et de la Force Commando (CF) 333, c'est-à-dire de collaborateurs de ces opérations d'élimination,

ont été interdits d'accès au Royaume-Uni lors de la [chute de Kaboul](#).

1224 David Cameron ne souhaite pas interrompre les livraisons d'armes britanniques à Israël

Invité du Trevor Phillips Show ([Sky News](#)), David Cameron, ministre des Affaires étrangères britannique, a indiqué que le Royaume-Uni ne prendrait pas de décision de suspendre ses livraisons d'armes à Israël, dans la mesure où, à la différence de Washington, il autorise l'utilisation de ses brevets, mais ne fournit presque pas d'armes. « Je ne pense pas que ce serait une voie sage », a-t-il conclu.

1225 La France en voie de latino-américanisation

Une commission d'enquête du Sénat français a publié un [rapport](#) (n° 588) sur « l'impact du narcotrafic en France et les mesures à prendre pour y remédier ». Un second volume comprend le texte (expurgé) des [auditions](#) auxquelles elle a procédé.

Selon les parlementaires, le marché des drogues en France a franchi un cap : désormais les vendeurs corrompent aussi bien des fonctionnaires que des élus. On assiste à une latino-américanisation du problème.

Au moment de la parution de ce rapport, un individu soupçonné d'être un trafiquant a été extrait d'un fourgon pénitentiaire par un commando armé. Les assaillants ont tué froidement deux fonctionnaires et blessé deux autres personnes. Il s'agit de la première attaque d'un fourgon pénitentiaire à l'arme automatique.

Les parlementaires dressent le constat de dispositifs répressifs à la fois inadaptés et insuffisants, face à une criminalité en réseau, disposant de moyens quasiment illimités. Ils proposent des réformes structurelles de la police et de la chaîne pénale.

☞ Les sénateurs ont parfaitement analysé l'évolution du problème qui n'est plus tant criminel que politique. Malheureusement, ils n'ont pas osé poser la question qui fâche : à ce stade, les exemples étrangers montrent que la lutte contre les narco-trafics est perdue d'avance. Il convient donc de s'interroger sur ce qui a rendu possible ces dépendances qui n'existaient pas lorsque le commerce des drogues était légal.

1226 Des Kanaks réclament leur indépendance

Une insurrection a éclaté en Nouvelle-Calédonie, faisant trois morts et des centaines de blessés. Des dizaines d'entreprises ont été détruites. Des centaines de bâtiments ont été incendiés. Les manifestants contestent une révision constitutionnelle à venir qui aurait accordé le droit de vote à 11 000 personnes, originaires de métropole, marquant la fin du processus de décolonisation et le retour au droit commun.

☞ Depuis 1988, à l'initiative du Premier ministre de l'époque Michel Rocard, la France s'est engagée dans un processus de décolonisation de l'archipel mélanésien au sein de la République française. Un [audit](#), publié le 31 mai 2023, atteste des efforts accomplis.

Selon ce document, la France respecte les sept obligations exigées par les Nations unies. Cependant, le 12 juin 2023, le représentant du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) a remis en question, devant le [Comité spécial de la décolonisation](#) des Nations unies, le dernier référendum, organisé en décembre 2021, en pleine pandémie de Covid-19.

L'insurrection actuelle est probablement soutenue par une puissance extérieure. Elle ne s'appuie pas sur une force politique, mais instrumente de très jeunes gens.

Le président français, Emmanuel Macron, a décrété l'état d'urgence.

☞ Il n'en reste pas moins que, force est de constater que si processus de décolonisation a

réussi, le problème culturel reste entier. Il n'est plus possible de maintenir la Nouvelle-Calédonie au sein de la République française. Les Kanaks sont en droit de réclamer leur indépendance. Cependant, la France est incapable de l'envisager.

Le projet d'Union française, adopté en 1958 et réactivé en 1988, qui aurait permis de maintenir les différents territoires de l'empire colonial dans la République française, a échoué.

1227 La Justice allemande établit que la surveillance de l'AfD est légitime

Le tribunal de Münster a rejeté la plainte de l'AfD selon qui l'Office fédéral de protection de la Constitution (BfV - sécurité intérieure) ne devait pas le surveiller car il ne peut pas être suspecté d'extrémisme.

Au contraire, le tribunal a considéré que la participation de dirigeants de l'AfD à la réunion néo-nazie de Postdam (cf. 0131), l'arrestation d'un assistant parlementaire de l'AfD pour espionnage présumé au profit de la Chine populaire, ainsi que diverses déclarations laissant entendre que le parti n'accorderait aux citoyens allemands issus de l'immigration qu'un statut juridiquement dévalorisé, s'il parvenait au pouvoir, justifient cette surveillance du BfV.

1228 Tentative d'assassinat contre Robert Fico

Robert Fico, président du gouvernement slovaque depuis six mois, a été victime d'un attentat. Un écrivain lui a tiré cinq balles à bout portant. M. Fico est hospitalisé, entre la vie et la mort.

Robert Fico est le seul chef de gouvernement, membre de l'Union européenne, qui se soit clairement positionné, non pas du côté de l'Ukraine, mais de celui de la Russie. Selon lui, Moscou n'a pas envahi l'Ukraine, mais a appliqué les accords de Minsk et la résolution 2202 du Conseil de sécurité des Nations unies, en vertu de son « devoir de protéger » découlant

de la déclaration commune franco-germano-ukraino-russe.

Cette position est également défendue par le Hongrois Viktor Orbán, mais avec moins de clarté.

Robert Fico avait également dénoncé, devant son parlement, le « complot Von der Leyen/Pfizer » qui a, selon son administration, abouti à plus de 20 000 morts dans son pays.

☞ L'élimination d'un chef de gouvernement européen à la veille d'une possible Guerre Mondiale n'est pas sans rappeler un fâcheux précédent.

1229 L'Estonie n'envisage pas d'envoyer des troupes en Ukraine

Hanno Pevkur, ministre estonien de la Défense, a déclaré avec insistance que ni Tallinn ni l'Union européenne n'envisageaient de déployer des troupes en Ukraine. Il rectifiait ainsi les propos de Madis Roll, conseiller de Sécurité nationale.

Analyse du Réseau Voltaire

• « [L'élection du Parlement européen : une onéreuse mascarade](#) », par Thierry Meyssan

Les élections européennes servent à montrer que l'Union européenne est démocratique puisqu'elle organise des élections. Bien sûr, ce Parlement n'a pas du tout les attributs des parlements nationaux. Dans la réalité, il ne sert à presque rien... sauf à être élu. Il coûtera durant sa mandature 15 milliards d'euros, non compris le prix de l'élection.

1230 Josep Borrell prend la défense de l'UNRWA

Josep Borrell, haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, a déclaré sur X : « L'UE condamne fermement l'attaque contre les locaux de l'UNRWA à Jérusalem-Est. Les auteurs doivent en être tenus responsables. Il est

de la responsabilité d'Israël d'assurer la sécurité des travailleurs humanitaires. L'UNRWA est une bouée de sauvetage irremplaçable pour des millions de personnes à Gaza et dans la région ».

1231 Josep Borell dénonce une possible attaque israélienne contre la population civile de Rafah

Josep Borrell, haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, a déclaré sur son compte X : « Forcer les civils à évacuer Rafah vers des zones dangereuses est intolérable. Israël est tenu par le droit international d'assurer la sécurité des civils.

Nous continuons d'exhorter Israël à ne pas lancer d'opération terrestre à Rafah. Cela ne ferait qu'aggraver une crise humanitaire déjà désastreuse ».

1232 Josep Borrell commente le vote de l'Assemblée générale de l'Onu sur l'adhésion de la Palestine

Josep Borrell, haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, a commenté : « L'Union européenne reconnaît le résultat du vote capital d'aujourd'hui à l'Assemblée générale des Nations unies concernant la demande d'adhésion palestinienne aux Nations unies, où une majorité d'États ont voté pour. La Palestine a reçu un appui sans équivoque pour que son statut d'observateur permanent soit renforcé par des droits et privilèges supplémentaires.

L'UE rappelle son engagement de longue date en faveur d'une résolution juste et globale du conflit israélo-palestinien, fondée sur la solution à deux États, avec l'État israélien et un État de Palestine indépendant, démocratique, d'un seul tenant, souverain et viable, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité et la reconnaissance mutuelle, et avec Jérusalem servant de capitale future des deux États. L'UE continuera de soutenir fermement la mise en place d'un État palestinien et le renforcement des institutions

palestiniennes et de leur capacité de préparation à la création d'un futur État ».

Erratum

Dans la brève 1194, nous avons décrit le médicament anti-Covid d'Astra Zeneca à ARN-messenger. En réalité, il est à vecteur viral (introduisant un ADN recombinant dans lequel a été introduit l'ADN de la protéine spike).

1233 Le Conseil européen débloque l'aide financière à l'Ukraine avant la fin du mandat Zelensky

Le gouvernement ukrainien a transmis un plan de réforme à l'Union européenne. À l'examen de celui-ci, le Conseil européen a autorisé la Commission à débiter des versements pouvant atteindre un total de 50 milliards d'euros en quatre ans. Le Conseil évaluera chaque année, la mise en œuvre par le gouvernement ukrainien de ses engagements.

👉 Le 21 mai, le mandat du président Volodymyr Zelensky prendra fin. Aucune élection n'ayant été convoquée, tous les partis politiques d'opposition ayant été dissouts et tous les médias ayant été placés sous le contrôle de la censure militaire, l'Ukraine ne pourra plus prétendre être une démocratie. À partir du 22 mai, tous les versements décidés par le Conseil ne pourront s'effectuer qu'en violation des règles européennes.

1234 Le Conseil européen prend des mesures coercitives unilatérales contre l'Iran

Le Conseil européen a décidé d'étendre ses sanctions par des mesures coercitives unilatérales à l'encontre de l'Iran. Il lui reproche :

- son soutien à la guerre d'agression russe contre l'Ukraine
- de saper la paix et la sécurité dans la région du Moyen-Orient et de la mer Rouge, et notamment de violer l'embargo édicté par les Nations unies sur les armes à destination du Yémen (résolution 2216).

☞ En droit international, seules les sanctions décidées par le Conseil de sécurité des Nations unies sont légales. C'est-à-dire, celles édictées par la résolution 2216 du 14 avril 2015, prolongées par la résolution 2675 du 15 février 2023. En aucun cas, les mesures coercitives unilatérales prises en raison du soutien à l'application de la responsabilité russe de protéger prise en application de la résolution 2202 du 17 février 2015 (accords de Minsk). Pas plus que celles prise en raison de la riposte iranienne au bombardement israélien du consulat iranien à Damas et de la résidence de l'ambassadeur. L'extension des sanctions du Conseil de sécurité par des mesures coercitives unilatérales constitue *de facto* une violation de la Charte des Nations unies, même si l'Assemblée générale de l'Onu, qui en débat depuis trois ans, ne parvient pas à la qualifier.

1235 Étrange « démocratie » du Parlement européen

Roberta Metsola, présidente du Parlement européen organise, le 23 mai, un débat entre certains *Spitzenkandidaten* (c'est-à-dire entre certains candidats des alliances partisanes pour la présidence de la Commission européenne), non pas en studio, mais dans l'hémicycle de Bruxelles. Cependant, les députés européens, dont beaucoup sont violemment opposés à certains *Spitzenkandidaten*, seront absents de leur hémicycle et n'ont pas même été prévenus. Ce débat se déroulera en anglais, bien qu'aucun État membre n'ait déposé l'anglais comme langue officielle (l'Irlande a déclaré le gaélique, tandis que Malte a déclaré le maltais).

Il sera retransmis en Eurovision. Y participeront :

- Walter Baier, Gauche européenne
- Sandro Gozi, Renouveler l'Europe maintenant
- Ursula von der Leyen, Parti populaire européen
- Terry Reintke, Verts européens
- Nicolas Schmit, Parti socialiste européen

☞ Ce débat a été instauré la première fois, en 2014. Cependant, dès 2019, il a été remis en cause puisqu'Ursula von der Leyen, la ministre

allemande de la Défense, a été choisie par le Conseil pour présider la Commission, sans s'être présentée aux élections européennes, ni avoir participé au débat des *Spitzenkandidaten*.

Analyses du Réseau Voltaire

- « [En Europe et au Moyen-Orient, deux scénarios pour la même guerre](#) », par Manlio Dinucci

La guerre actuelle en Ukraine et au Moyen-Orient est la continuation de la manière dont les Anglo-Saxons se sont comportés durant la Seconde Guerre mondiale. A l'époque, ils ont tenté de manipuler la puissance nazie pour vaincre l'URSS. Aujourd'hui, ils manipulent l'Ukraine pour vaincre la Russie.

Ce qui a échoué en 1945, échouera encore.

- « [L'ordre économique mondial se désintègre](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

La narration de la crise économique-financière occidentale n'a pas grand rapport avec la réalité. Cependant, en urgence, celle-ci va contraindre les États-Unis à un choix existentiel.

1236 Aleksandar Vučić souhaite faire un pas vers l'Ukraine

Aleksandar Vučić, président serbe, souhaite s'ouvrir à l'Ouest, sans rompre avec l'Est. Il a discrètement reçu Olena Zelenska, épouse du président Volodymyr Zelensky, qu'il pourrait prochainement rencontrer.

☞ L'Ukraine n'a pas reconnu l'indépendance du Kosovo.

La communauté russe en Serbie est plutôt opposée au président Vladimir Poutine, tandis que la communauté ukrainienne en Serbie lui est plutôt favorable.

1237 Washington menace Tbilissi

James O'Brien, assistant du secrétaire d'État US pour l'Europe et l'Eurasie, a publiquement

menacé le gouvernement géorgien en cas d'application de la nouvelle loi sur la déclaration des subventions étrangères (cf. 1037). Selon les Occidentaux, rendre public les financements des États membres de l'Alliance atlantique priverait les Géorgiens du droit démocratique d'adhérer à l'Otan et à l'UE.

D'autre part, les ministres des Affaires étrangères de l'Estonie, de l'Islande et de la Lituanie, se sont joints aux 30 000 manifestant qui ont défilé à Tbilissi contre la loi.

Rappelons que cette loi est une version édulcorée du *Foreign Agents Registration Act*, adopté à Washington en 1938 et toujours en vigueur.

1238 La CIA contre les hommes de Soros en Arménie et en Géorgie

Les organisations d'émigrés arméniens liées à Washington font campagne pour une démission immédiate du Premier ministre, Nikol Pashinyan, qui tente désormais de faire la paix avec l'Azerbaïdjan.

Elles ont obtenu le soutien de l'archevêque Bagrat Galstanyan (Église apostolique arménienne, indépendante de Rome) et de la Légion géorgienne (combattants géorgiens en Ukraine). Elles espèrent relancer la guerre contre l'Azerbaïdjan avec le soutien de l'Otan.

👉 Nikol Pashinyan est parvenu au pouvoir grâce à une révolution de couleur financée par George Soros.

La Légion géorgienne, quoique ne disposant que d'un petit nombre de combattants, est déjà impliquée dans la tentative de révolution de couleur en Géorgie (cf. 1037) contre le Premier ministre, Irakli Kobakhidze, également issu de l'Open Society de George Soros.

1239 Volodymyr Zelensky tente d'échapper aux poursuites, le 22 mai, en retirant l'Ukraine de certains articles de la Convention européenne des Droits de l'homme

Selon la chaîne de télévision ukrainienne Public, Kiev aurait demandé, fin avril, au Conseil de l'Europe de pouvoir suspendre plusieurs articles de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales. Il y a longtemps déjà qu'ils ne sont plus appliqués, mais le président Volodymyr Zelensky espère éviter des procédures contre son administration après la fin de son mandat, le 21 mai.

1240 Les « nationalistes intégraux » prennent mal le concert de rock d'Antony Blinken

Antony Blinken, secrétaire d'État des États-Unis, a tenu à marquer le soutien de Washington à l'Ukraine. Lors de son dernier voyage à Kiev, il s'est rendu dans un bar branché pour y participer à un concert de rock.

Ses interlocuteurs « nationalistes intégraux » l'ont mal pris : l'Occident leur avait promis de les soutenir militairement dans leur lutte contre la Russie, pas de leur chanter des chansons.

1241 L'armée russe se rapproche de Kharkiv

Les forces russes sont en train de prendre position dans l'oblast de Kharkiv. Ce territoire n'est pas revendiqué par Moscou, mais utilisé par Kiev pour lancer des attaques en Russie, sur Belgorod. Il s'agit de la première offensive russe depuis le dégel.

1242 Andreï Beloussov, nouveau ministre russe de la Défense

Le ministère russe de la Défense a connu une profonde mutation, de l'effondrement de l'Union soviétique à sa renaissance actuelle. Durant les années 90, des centaines de milliers de soldats, principalement des officiers et des sous-officiers ont été limogés et remplacés. Il

s'agissait d'en finir avec la culture des petits chefs alcooliques et de revenir à la tradition militaire. Au début des années 2000, c'est le matériel que l'on a commencé à renouveler. Tous ces changements ont favorisé la corruption. La révolte d'Evgueni Prigojine (groupe Wagner) fut le révélateur du fossé qui s'était creusé entre la troupe et l'administration de ce ministère.

Le président Vladimir Poutine a décidé, quelques jours après sa réélection, de nommer Andreï Belousov (prononcer : Belo-ou-sov) nouveau ministre de la Défense. Il était premier vice-président du gouvernement russe. Ce haut fonctionnaire est réputé pour son honnêteté. Il constituera un cabinet à son image.

L'ancien ministre, Sergeï Choïgu, qui n'a pas démérité, a été nommé secrétaire du Conseil russe de sécurité, en remplacement de Nikolai Patrouchev.

Le service fédéral de coopération militaro-technique, précédemment sous le contrôle du ministère russe de la défense, a été placé sous la subordination directe du président russe. Il est toujours dirigé par Dmitri Shugayev, mais placé sous la supervision de... Sergeï Choïgu.

Une vaste opération anti-corruption a balayé une vingtaine de personnalités russes (cf. 1136), dont au ministère de la Défense : Andreï Tulupov, chef de la gestion des biens et des projets spéciaux, et Yuri Kuznetsov, chef du département du personnel.

AFRIQUE

1243 Israël a violé les accords de Camp David

Sameh Choukri, ministre égyptien des Affaires étrangères, a annoncé que son pays s'associerait à la plainte de l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de Justice (CIJ). Simultanément, il s'est adressé au Conseil de sécurité des Nations unies pour qu'il s'oppose à l'invasion de Rafah.

☞ Pour pénétrer au poste frontière de Rafah, les chars israéliens ont emprunté la zone démilitarisée dite « couloir de Philadelphie ». Il s'agit d'une bande de 14 km de long sur 100 mètres de large. Elle est administrée, depuis 2005, par l'Égypte et par l'Autorité palestinienne. De facto, il s'agit d'une violation israélienne des accords de Camp David.

☞ Au cours des neuf dernières années, le contrôle par l'Égypte, seule, du poste-frontière de Rafah était le moyen utilisé par Le Caire pour faire pression sur le Hamas. En effet, c'est l'artère par laquelle toute l'activité économique transite. L'Égypte l'utilise désormais pour faire pression sur Israël.

Dès à présent, considérant qu'elle ne peut pas obéir à Israël, elle refuse de continuer à coordonner l'aide humanitaire avec les ONG. L'armée israélienne ne faisant qu'occuper le poste frontière, l'aide humanitaire y est bloquée.

1244 Yoweri Museveni met en place une dynastie

Yoweri Museveni, président ougandais, place son fils, le général Muhoozi Kainerugaba, de sorte qu'il puisse lui succéder. Après l'avoir nommé commandant en chef des armées, il mobilise toutes les personnalités de son clan et de l'église pentecôtiste.

L'institution d'une dynastie était déjà le « Projet Muhoozi », depuis 2013 (cf. 0836).

1245 Laurent Gbagbo accepte de se présenter à l'élection présidentielle de 2025

Laurent Gbagbo, ancien président ivoirien, a confirmé qu'il représenterait le Parti des peuples africains – Côte d'Ivoire (PPA-CI) lors de la prochaine élection présidentielle, en 2025 (cf. 0693).

Cependant, il n'est pas sûr que la grâce dont il a fait l'objet nettoie la condamnation à 20 ans de prison dont il a fait l'objet pour cambriolage d'une banque. D'autre part, son parti a fondu

comme neige au soleil. Enfin, il a désormais 78 ans.

1246 Ali Bongo porte plainte contre son successeur

Ali Bongo, ancien président gabonais, et ses deux fils, Bilal et Jalil, ont déposé plainte à Paris contre le général Brice Clotaire Oligui Nguema, actuel président de transition. Ils lui reprochent la séquestration et les actes de torture et de barbarie infligés au fils aîné Noureddin Bongo-Valentin, à l'ex-première dame Sylvia Bongo Ondimba, et à eux-mêmes.

Pour sa défense, le président Brice Clotaire Oligui Nguema précise que « Depuis au moins six mois, Ali Bongo est absolument libre de quitter le Gabon pour toute destination de son choix. C'est lui et lui seul qui s'y oppose parce qu'il exige, pour partir, la libération de son épouse et de son fils »

ASIE

1247 Les agences de notation dégradent Israël

- L'agence de notation Moody's a annoncé qu'elle allait baisser la note d'Israël à A2-.
- L'agence de notation S'P Global avait déjà baissé sa note à AA-.

1248 Le gouvernement israélien divisé sur Gaza et sur le « Jour d'après »

Benyamin Nétanyahou, Premier ministre israélien, a déclaré à CNBC : « Oui, nous avons un désaccord [avec les Etats-Unis] sur Gaza. Plus précisément sur Rafah. Mais nous devons faire ce que nous devons faire. Et, vous savez, parfois vous devez... vous devez juste faire ce qui est nécessaire pour assurer votre survie et votre avenir. Nous ne pouvons pas poursuivre dans l'avenir en demandant au Hamas de reprendre Gaza ».

Par ailleurs, évoquant dans d'autres circonstances, « le jour d'après » (c'est-à-dire l'avenir de Gaza), il a déclaré : « Il n'y a pas de

substitut à la victoire militaire (...) La tentative de contourner la victoire est déconnectée de la réalité. Il n'y a qu'un seul substitut à la victoire : la défaite. Mon gouvernement ne l'acceptera pas ».

Le général Yoav Gallant, ministre israélien de la Défense, s'est publiquement inquiété de l'absence de recherche d'une alternative palestinienne au Hamas. Il a redit l'opposition de l'établissement militaire israélien à exercer le pouvoir à Gaza.

1249 La société israélienne se divise sur la conscription des Haredim

Le Premier ministre a déposé un projet de loi, qui avait été rédigé jadis par le général Benny Gantz, sur la conscription miliaire. Il propose un nouveau compromis avec les Haredim (dits « ultra-orthodoxes ») .

Le soutien des Haredim (environ 1,3 million sur 8,7 millions d'Israéliens) est indispensable à Benjamin Netanyahu pour disposer d'une majorité à la Knesset et gouverner.

Le 28 mars, la Cour suprême a rendu un arrêt provisoire prévoyant à compter du 1er avril le gel des fonds publics (3,7 milliards de shekel, soit 927 millions d'euros) alloués aux étudiants des écoles talmudiques qui ne se présentent pas au service militaire, mais sans donner de date butoir pour des sanctions contre ceux qui refuseraient de se présenter, les insoumis.

Le général Gantz, qui s'oppose à toute exemption du service militaire, a déclaré : « l'État d'Israël a besoin de soldats, pas de tours politiques qui déchirent la population pendant la guerre (...) Ce projet [que j'avais rédigé dans d'autres circonstances] n'est plus pertinent face à la réalité après le 7 octobre ».

☞ Les Haredim souhaitent une organisation de la société qui leur permette de se consacrer au maximum à l'application des 613 préceptes de la Torah. C'est pourquoi ils exigent des allocations élevées leur permettant de ne pas perdre de temps à gagner leur vie.

Identiquement, ils exigent, pour la même raison, d'être exemptés de service militaire. Ils ne soutiennent l'État d'Israël que si celui-ci leur permet d'atteindre leur idéal et donc de ne pas travailler. Selon les Haredim, si Israël parvient à résister aux attaques dont il fait l'objet, c'est grâce à l'engagement spirituel des Haredim.

En 1948, le Premier ministre, David Ben-Gourion, avait accordé une exemption de service militaire aux 400 étudiants des *yechivot*. Ils sont aujourd'hui 66 000.

Depuis le 7 octobre 2023, 300 000 Israéliens ont dû quitter du jour au lendemain leur travail et leur foyer pour effectuer des périodes de réserves, dont certaines de plusieurs mois. 249 militaires ont été tués et près de 1 500 blessés lors d'opérations dans la bande de Gaza. Mais aucun Haredim.

1250 Itamar Ben-Gvir conditionne l'aide humanitaire à la population civile de Gaza à la restitution des otages et des prisonniers de guerre israéliens

Lors d'une manifestation des suprémacistes juifs sous le mot d'ordre Retour à Gaza, Itamar Ben-Gvir, ministre de la Sécurité nationale, a déclaré qu'il s'opposait au transfert de l'aide humanitaire en disant : « Voulez-vous de l'aide humanitaire ?... Voulez-vous de la nourriture pour les enfants de Gaza ? Ils devraient alors restituer les jeunes otages israéliens Ariel et Kfir Bibas. Voulez-vous que les femmes de Gaza aient un toit au-dessus de leur tête ? Alors ils devraient rendre les otages Shiri Bibas et tous les autres ».

1251 Les Prix Israël 2024 appellent Benjamin Netanyahu à ne pas céder aux suprémacistes

Les cinq récipiendaires du prestigieux Prix Israël 2024 ont appelé le Premier ministre, Benyamin Netanyahu, à « tout faire pour la libération immédiate des otages - même au prix d'un douloureux compromis ».

S'exprimant en leur nom, le Professeur Tsevi Mazeh, récipiendaire du Prix Israël de physique, a déclaré que « Le sort des otages à Gaza entache tout notre bonheur et toute notre fierté. En tant que société et en tant qu'État, nous devons libérer nos concitoyens (...) Même la guerre justifiée contre le Hamas ne peut pas contrevenir à notre devoir en tant que société et en tant qu'État de tout faire pour les otages (...) En tant que scientifiques qui tentent de contribuer à faire progresser l'esprit humain en Israël et dans le monde, nous exigeons que le gouvernement ne se rende pas aux extrémistes [les suprémacistes et sionistes révisionnistes] qui déforment l'agenda public (...) Nous devons garder notre humanité et reconnaître les limites du pouvoir - même quand c'est notre devoir ».

1252 Selon *The Times*, le Hamas préparerait l'installation d'une base en Türkiye pour assassiner des dirigeants et personnalités israéliennes

The Times révèle que des documents auraient été saisis par les FDI au domicile de Hamza Abu Shanab, chef d'état-major de Yahya Sinwar.

L'un d'entre eux, intitulé *Établissement d'une base en Turquie*, présenterait un plan pour les trois ans à venir et mentionnerait des assassinats ciblant des « officiers et commandants du Mossad » et des « Israéliens influents » dans des États de la région, y compris un État membre de l'Otan [la Grèce ?]. Il évoquerait également « le sabotage des navires de guerre israéliens ». Il contiendrait des détails sur les personnes qui seront stationnées à la base en Turquie et sur la manière dont ils seront financés.

1253 Hassan Nasrallah reçoit une délégation du Hamas

Le Hezbollah a annoncé que son secrétaire général, sayyed Hassan Nasrallah, avait rencontré de hauts responsables du Hamas. La délégation était composée de trois personnalités violemment opposées à la Confrérie des Frères musulmans :

- Khalil al-Hayya, l'adjoint de Yahya Sinwar qui avait été reçu par le président syrien Bachar el-

Assad et a dirigé les négociations en vue de l'échange des otages civils et des prisonniers de guerre ;

- d'Ossama Hamdan, représentant du Hamas au Liban ;
- et de Muhammad Nasr, qui a qualifié les Frères musulmans de « 'organisation diabolique ».

Selon Al-Manar, la chaîne de télévision du Hezbollah, ils ont évalué de manière approfondie « les événements et les développements en cours dans la bande de Gaza en particulier et en Palestine occupée en général, ainsi que sur les différents fronts de soutien aux Palestiniens ». Ils ont également passé en revue « les résultats des récentes négociations et des positions politiques internationales ainsi que du mouvement étudiant dans divers pays du monde ». Ils ont mis l'accent sur « l'unité de position et la poursuite du déploiement de tous les efforts au niveau jihadiste, politique et populaire afin d'atteindre les objectifs honorables escomptés par le Déluge d'Al-Aqsa et d'obtenir la victoire promise, quels que soient les sacrifices ». Ils ont enfin salué « le niveau de coopération et de solidarité existant entre les différents fronts et mouvements de l'Axe de Résistance ainsi que leurs sacrifices afin d'atteindre ces objectifs ».

1254 Premier rapatriement de Syriens depuis le Liban

Le gouvernement libanais a laissé un groupe de 330 émigrés syriens à retourner chez eux. Les Occidentaux s'opposent à un retour des émigrés syriens à la maison car, en vertu des accords internationaux, les Nations unies seraient tenues de poursuivre l'aide qu'elles leur apportent. Or, cela impliquerait de lever les mesures coercitives unilatérales qu'ils ont prises contre la Syrie. En ouvrant cette brèche, Beyrouth et Damas espèrent, enfin, les rapatrier. Au Liban, leur nombre pose un grave problème depuis plusieurs années.

1255 Tentative de préparation d'un coup d'État en Jordanie

La Jordanie a déjoué un complot, qui, selon Amman, aurait été ourdi par l'Iran avec l'aide des Frères musulmans, pour faire entrer clandestinement des armes dans le royaume afin d'aider les opposants à la monarchie à commettre des actes de sabotage,

1256 L'Iraq augmente ses réserves de pétrole

L'Iraq a augmenté ses réserves pétrolières à plus de 160 milliards de barils, a déclaré Hayan Abdel-Ghani, ministre du Pétrole, lors du lancement de nouveaux cycles d'octroi de licences.

Deuxième pays exportateur de pétrole de l'OPEP, l'Iraq pourrait produire au rythme actuel durant les 96 prochaines années.

☞ Ces chiffres contredisent la théorie du pic pétrolier, telle qu'elle était exprimée dans les années 2000, selon laquelle on ne parviendrait plus à extraire de pétrole dans les 20 années à venir.

1257 Les Émirats arabes unis n'aideront pas Israël à commettre ses crimes en Palestine

Les Émirats arabes unis ont très violemment répondu au Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu. Celui-ci avait évoqué le futur gouvernement de Gaza « avec des gazaouis qui ne sont pas attachés à notre destruction. Peut-être, je pense, avec l'aide des Émirats arabes unis, de l'Arabie saoudite et d'autres pays qui veulent la stabilité et la paix ».

Selon les Émirats, Benjamin Netanyahu « n'a aucune autorité légitime » pour demander une participation d'Abou Dhabi à l'administration civile de Gaza.

1258 La Russie dénonce l'illégalité de la guerre Anglo-Saxonne contre Ansar Allah

Intervenant le 13 mai lors du débat du Conseil de sécurité sur la situation au Yémen, [Vassily Nebenzia](#), représentant permanent de la Russie, a souligné que les attaques des Anglo-Saxons contre Ansar Allah ne sont pas autorisées, ni par la résolution 2722, ni par l'article 51 de Charte des Nations unies (légitime défense). Elles violent donc le Droit international.

1259 Cheikh Mechaal al-Ahmad al-Sabah dissout le nouveau Parlement koweïtien

Cheikh Mechaal al-Ahmad al-Sabah, émir du Koweït, a dissous la nouvelle Assemblée nationale cf. 0952) avant qu'elle ait pu se réunir. En outre, il a suspendu pour quatre ans plusieurs articles de la Constitution.

Selon celle-ci, dans la période actuelle, un député aurait du être associé au gouvernement de l'émir. Cependant aucun des 50 élus n'a accepté.

1260 Recep Tayyip Erdoğan transforme Saint-Sauveur-in-Chora en mosquée

Recep Tayyip Erdoğan, président turc, a confirmé à son homologue grec, Kyriakos Mitsotakis, transformer l'église byzantine Saint-Sauveur-in-Chora en mosquée.

Il avait annoncé cette transformation lors des élections municipales de 2019, en même temps que celle de la basilique Sainte-Sophie.

☞ Ces deux bâtiments avaient été transformés en mosquées à l'époque ottomane, puis rendus aux chrétiens.

1261 La Türkiye soigne les Résistants palestiniens blessés

Recep Tayyip Erdoğan, président turc, a confirmé que plus de 1 000 combattants de la Résistance palestinienne sont soignés dans les hôpitaux turcs.

1262 Les médecins iraniens avaient établi l'efficacité de l'Ivermectine contre la Covid-19

Selon une étude publiée dans le *Jundishapur Journal of Health Sciences* (Iran), 110 patients, dont 62 (56,4 %) hommes et 48 (43,6 %) femmes, d'un âge moyen de $53,36 \pm 15,10$ ans, ont été inscrits à un essai clinique randomisé en double aveugle. Les caractéristiques de base des deux groupes étaient similaires. Les résultats ont démontré que l'Ivermectine réduisait de manière significative le besoin d'admission en unité de soins intensifs (32,7 % contre 5,5 % ; $P < 0,001$), durée d'hospitalisation (six contre quatre jours ; $P < 0,001$) et délai médian jusqu'à la période de résolution des symptômes ($P < 0,05$) dans le cas du COVID-19 patients par rapport au groupe placebo, sans effets secondaires graves ($P > 0,05$). L'Ivermectine semble être un médicament potentiellement efficace et sûr pour les patients atteints de la COVID-19 présentant une maladie modérée.

1263 Arvind Kejriwal, libéré le temps de sa campagne électorale

La Cour suprême de Bharat a libéré provisoirement Arvind Kejriwal, ministre en chef de Delhi, qui est à la tête du parti d'opposition Aam Aadmi Party (« Parti de l'homme ordinaire »). Il avait été arrêté pour corruption en raison de son rôle présumé dans une « escroquerie à l'alcool » liée à la politique de vente de l'alcool introduite en 2021 et annulée désormais à Delhi. Cependant, à ce jour, rien n'est venu étayer cette accusation.

La Cour suprême indienne a considéré que l'enjeu démocratique de sa campagne électorale était plus important que l'accusation non-prouvée dont il fait l'objet. Il devra réintégrer sa prison le lendemain des élections.

1264 Guerre des USA contre la Chine au Myanmar

La guerre civile bat à nouveau son plein au Myanmar. Elle oppose [divers groupes ethniques](#),

soutenus par les États-Unis, mais toujours sans coordination, au gouvernement central.

En avril, l'Union nationale karen (KNU) a annoncé la capture de Myawaddy, une ville située à la frontière entre le Myanmar et la Thaïlande dans l'État de Kayin (Karen). Mais, le 21 avril, elle a perdu cette position et a été contrainte de se replier. La capitale, Naypyidaw, plus à l'intérieur des terres, a également été attaquée par des drones, ce qui a porté un coup au moral de la junte. Aujourd'hui la moitié du territoire serait passée sous le contrôle des divers groupes rebelles. Cependant, ils ne parviennent plus à avancer.

Ceux-ci dépendent très largement de Washington qui finance aussi bien leurs organisations via la National Endowment for Democracy et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), que leurs armées. Ils ciblent prioritairement les installations chinoises de la Route de la Soie (BRI), surtout le gazoduc et le pipeline qui permettent d'acheminer des hydrocarbures du Moyen-Orient vers la Chine, sans passer par le détroit de Malacca.

1265 La loi britannique sur la Sécurité nationale est plus dure que celle de Hong-Kong

Après que deux Hongkongais ont été arrêtés pour espionnage au Royaume-Uni, en vertu de la loi sur la Sécurité nationale (*UK National Security Act of 2023*), les professeurs de droit de Hong Kong font remarquer que la nouvelle [législation britannique est plus dure que celle de Hong Kong](#).

L'adoption de la loi honkongaise, en 2019, avait suscité de larges manifestations de protestation. Ceux qui y ont participé dépeignaient le Royaume-Uni comme un État beaucoup plus démocratique et tolérant.

1266 Le Japon réagit à la propagande états-unienne

Tokyo a exprimé sa préoccupation après que le président états-unien, Joe Biden, a qualifié le Japon de « xénophobe » et que le sénateur Lindsey Graham a justifié l'emploi de la Bombe atomique, à Hiroshima et Nagasaki.

☞ Rappelons que les bombardements atomiques n'ont joué aucun rôle dans la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ils avaient pour but de contraindre le gouvernement japonais à abdiquer non pas devant le général soviétique Alexandre Vassilievski qui libérerait la Mandchourie, mais devant le général états-unien Douglas MacArthur. Cependant, la propagande de guerre états-unienne présente mensongèrement les bombardements atomiques comme ayant contraint le Japon à abdiquer, ce qu'il avait déjà décidé.

1267 Premiers aveux judiciaires dans l'affaire des fonds secrets japonais

Junichiro Matsumoto, ancien trésorier de la faction du Parti libéral démocrate (PLD), autrefois dirigée par l'ancien Premier ministre Shinzo Abe, a plaidé coupable devant les tribunaux pour avoir sous-déclaré des fonds politiques d'un montant total de 670 millions de yens (environ 4 millions de dollars) entre 2018 et 2022.

Trois autres membres de la faction Abe du PLD, Yoshitaka Ikeda, Yasutada Ono et Yaichi Tanigawa, ont été inculpés.

Cette procédure ne porte que sur une goutte d'eau dans l'océan de corruption du parlement japonais : les fonds secrets auraient atteint un demi-milliard de dollars.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),

46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros.

Les abonnements sont automatiquement renouvelés.

Pour annuler le renouvellement de votre abonnement : envoyez à l'avance un e-mail à thierry.meyssan@voltairenet.org.

Pour nous écrire, ne répondez pas aux mails automatiques vous informant des liens de téléchargement. Ils ne nous parviennent pas. Mais composez vous-même l'adresse courriel de votre destinataire.

Voltaire

Actualité internationale

N°88 - 24 mai 2024

ÉDITORIAL

1268 Décès d'Ebrahim Raïssi et de Hossein Amir-Abdollahian

Un hélicoptère transportant plusieurs dignitaires iraniens s'est écrasé dans la forêt de Dizmar, non loin de la frontière azérie. Tous ses passagers et pilotes sont morts, dont le président Ebrahim Raïssi et son ministre des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian.

L'hélicoptère était un vieux modèle états-unien, Bell 212. Il ne semble pas qu'il ait émis de signal de détresse et son transpondeur était coupé. Les téléphones de ses occupants n'ont pas permis de les localiser. Une très forte explosion a été entendue dans les villages alentour. Les services de sécurité ont fait immédiatement appel à la Türkiye, dont un drone Akinci a permis la localisation de l'épave, 12 heures après le crash.

L'aéronef faisait partie d'un convoi de trois hélicoptères. Les deux autres n'ont pas connu d'incident. Ils n'ont pas vu l'hélicoptère présidentiel tomber. En principe, la procédure veille à répartir les membres du gouvernement dans des aéronefs différents. Ce n'était pourtant pas le cas.

Cet incident intervient alors que l'Iran conduit des négociations secrètes, à Oman d'une part, et à New York d'autre part, avec une délégation états-unienne. En outre, les dirigeants israéliens, qui ont bombardé les locaux diplomatiques iraniens à Damas, le 1^{er} avril, assassinant le général Mohammad Reza Zahedi, ne cessent de présenter Téhéran comme l'ennemi public numéro 1 de la paix internationale. Réagissant au bombardement de son consulat et à la mort du commandant de la Force Al-Quods, l'Iran avait attaqué Israël, les 13 et 14 avril, montrant qu'il avait la possibilité de frapper des cibles de son choix avec des missiles hypersoniques sans que Tel-Aviv, ni ses Alliés, aient la possibilité d'intervenir. Enfin, ce crash intervient alors que l'Iran s'était rapproché de l'Azerbaïdjan, jusque-là chasse gardée d'Israël.

La Türkiye a déjoué une tentative d'assassinat du président Erdoğan et de coup d'État, une semaine avant la mort du président Raïssi.

Le président Ebrahim Raïssi était une personnalité au caractère rigide. Dévoué au guide de la Révolution, l'ayatollah Ali Khamenei, il appliquait strictement ses consignes. Ses opposants lui reprochaient son manque d'initiative et son incapacité à comprendre l'économie. Au plan intérieur, il avait fait preuve d'une grande dureté avec le mouvement des femmes, sans toutefois atteindre la sauvagerie avec laquelle il avait réprimé le Parti communiste durant la Révolution. Tandis qu'au plan extérieur, il avait soutenu sans condition les milices chiïtes (...)

(...) comme le souhaitait le guide de la Révolution. Surtout, il a fait adhérer son pays, en tant que membre à part entière, aux BRICS, à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), et à l'Union économique eurasiennne (UEA). Enfin, il était sur le point de conclure un accord avec les États-Unis, au grand dam de Tel-Aviv.

Hossein Amir-Abdollahian, ministre des Affaires étrangères, était apprécié de tous ses interlocuteurs. Il avait su établir des relations avec presque tous les dirigeants arabes, dont il parlait la langue.

Le vice-président Mohammad Mokhber assurera l'intérim jusqu'à l'élection présidentielle du 28 juin, Ali Bagheri, sera le ministre des Affaires étrangères par intérim

On ignore quels candidats seront autorisés à concourir. Ils peuvent être écartés pour non-conformité avec l'islam par les 6 théologiens membres désignés par le Guide de la Révolution au Conseil des gardiens de la Constitution. Ils peuvent aussi être écartés pour non-conformité avec la Constitution, mais cette fois par la totalité des 12 membres de ce Conseil.

Les principaux candidats potentiels à la présidentielle iranienne sont :

- Mahmoud Ahmadinejad, ancien président de la République islamique (partisan de la Révolution anti-impérialiste) ;
- Mohammad Bagher Ghalibaf, actuel président du Majlis (Parlement) (partisan des plus pauvres) ;
- Ali Larijani, ancien président du Majlis (partisans de la Révolution chiite) ;
- Mohammad Mokhber, actuel président par intérim (soutien des petits entrepreneurs) ;
- Mohsen Rezaï, ancien commandant du Renseignement des gardiens de la Révolution (injustement mis en examen en Argentine pour les attentats de Buenos Aires) ;
- Hassan Rohani, ancien président de la République islamique (soutien des commerçants libre-échangistes) ;
- Ali Shamkhani, ex-patron du Conseil suprême de sécurité nationale (récemment licencié pour

avoir laissé un espion britannique pénétrer son entourage ; il a joué un rôle central dans le rapprochement avec l'Arabie saoudite). Selon toute vraisemblance, Ahmadinejad et Rohani ne seront pas autorisés à concourir, car trop indépendants du Guide.

Washington a immédiatement démenti être impliqué dans le crash. Les soupçons qui pesaient sur les États-Unis se concentrent désormais sur Israël.

Le président chinois, Xi Jinping, a écrit : « La mort tragique d'Ebrahim Raïssi est une grande perte pour le peuple iranien, et le peuple chinois a également perdu un bon ami. Le gouvernement et le peuple chinois attachent une grande importance à l'amitié traditionnelle entre la Chine et l'Iran et estiment qu'avec les efforts conjoints des deux parties, le partenariat stratégique global entre la Chine et l'Iran continuera de se consolider et de se développer ».

Dans ce contexte, Wang Yi, ministre chinois des Affaires étrangères, a appelé tous les membres de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) à renforcer leur coopération face au terrorisme, au séparatisme et à l'extrémisme religieux. Il en va de la survie de chacun, a-t-il ajouté.

AMÉRIQUES

1269 Nina Jankowicz dénie avoir dirigé un comité de censure

[Nina Jankowicz](#), ancienne directrice du conseil de gouvernance de la Défense de l'information du département de la Sécurité de la Patrie (DHS), a [déposé devant le Congrès](#).

Elle s'est efforcée de se présenter comme victime d'une campagne diffamatoire. Elle a assuré ne jamais avoir eu l'intention de censurer quoi que ce soit, mais seulement de définir la désinformation.

Au passage, elle a indiqué que, selon elle, la désinformation peut être factuellement vraie, lorsqu'elle vise à détourner le débat.

Elle s'est bien gardée de s'exprimer sur son travail préalable auprès du président ukrainien Volodymyr Zelensky, et sur son travail suivant auprès de l'Union européenne.

1270 Des sénateurs menacent la CPI

Un [groupe de sénateurs républicains a écrit](#) au procureur de la Cour pénale internationale (CPI), Karim Khan, pour s'étonner que la Cour envisage de poursuivre Benjamin Netanyahu et plusieurs commandants des FDI, alors qu'elle n'a rien intenté contre Ali Khameni, Bachar el-Assad, Ismaël Haniyet, ni même contre Xi Jinping. Les sénateurs informent le procureur qu'en cas de poursuite dans cette voie hypocrite, la Cour doit se préparer à de lourdes sanctions.

1271 Les services secrets israéliens surveillent les campus US via une association de droit états-unien

Les manifestations contre le nettoyage ethnique à Gaza sont qualifiées de « pro-palestiniennes » par leurs adversaires. Les attaques dont elles font l'objet proviennent en général de l'Israeli-American Council (IAC) du milliardaire double national Adam Milstein ; une organisation qui s'adresse aux 125 000 doubles nationaux Israéliens et États-uniens. Elle se définit comme « pro-israélienne » et perçoit les « pro-palestiniens » comme « un mouvement de haine sophistiqué engagé dans la destruction du peuple juif ».

Selon [une enquête de The Nation](#), cette organisation, connue pour ses actions contre le mouvement BDS (Boycott, Divestment, Sanctions), était financée par les deux multi-milliardaires doubles nationaux, Haim Saban (donateur du Parti démocrate) et Sheldon Adelson (donateur du Parti républicain). IAC a constitué une milice qui, sur les campus universitaires US, a violemment attaqué les manifestations contre le nettoyage ethnique à Gaza.

En 2016, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a chargé Guilad Erdan, à la fois représentant permanent d'Israël aux Nations unies et ambassadeur d'Israël aux États-Unis, de soutenir les actions de l'IAC contre les mouvements « pro-palestiniens ». C'est ainsi qu'à été créé un système de surveillance des réseaux sociaux et des unités de trolls pour les noyauter, Israel Cyber Shield (Cyber bouclier israélien). Environ 20 000 doubles nationaux y participent avec un budget de 1,1 million de dollars. Ce programme est coordonné depuis Tel-Aviv par Yarden Ben-Yosef (« ancien » major du Shin Bet). De 2016 à août 2021, il travaillait avec le ministère israélien des Affaires stratégiques, dont Guilad Erdan était alors le ministre de tutelle. En 2018, ce dispositif israélien exécutait 1 580 missions par semaine aux États-Unis.

Israel on Campus Coalition (ICC) est une autre structure au service de l'IAC. Grâce au logiciel Radian6, ICC surveille plus de 150 millions de comptes de médias sociaux. Il réalise des dossiers sur les meneurs pro-palestiniens pour le compte du ministère israélien des Affaires stratégiques (aujourd'hui dissout).

👉 L'enquête de *The Nation* établit l'importance de l'IAC aux États-Unis, cependant elle ne parvient pas à déterminer quelle structure du gouvernement israélien la chapeaute aujourd'hui.

1272 Le Congrès découvre les anciennes activités d'EcoHealth Alliance

Auditionné par la sous-commission spéciale sur la pandémie de coronavirus de la Chambre des représentants, le Dr Lawrence Tabak, directeur adjoint des National Institutes of Health (NIH), a révélé qu'EcoHealth Alliance avait été exclu des subventions du secrétariat fédéral à la Santé pour s'être mal conduit dans un programme précédent. La firme, dirigée par le Dr Peter Daszak, était chargée de capturer des chauves-souris au Bengladeh et de les acclimater pour qu'elles soient étudiées par des laboratoires états-uniens.

La commission parlementaire d'enquête a établi qu'EcoHealth Alliance a été financée illégalement par le professeur Anthony Fauci. Par la suite, elle a mené des expériences au laboratoire internationale de l'OMS à Wuhan, là où le virus de la Covid serait apparu. Les parlementaires envisagent qu'EcoHealth Alliance a mené à Wuhan des études sur les gains de fonction chez les chauves-souris et qu'elle aurait ainsi laissé fuiter le virus de la Covid (cf. 1123).

1273 Pfizer a utilisé des doses spéciales de son médicament anti-Covid pour ses employés

Un courrier interne de la transnationale pharmaceutique Pfizer à ses employés du site de recherches de Pearl River (New York), daté du 8 janvier 2021, leur propose d'avoir accès à des doses distinctes de leur médicament ARN-messager anti-Covid.

En juin 2023, le journaliste Alex Jones (InfoWar) avait affirmé que certains lots de ce médicament (improprement désigné comme un « vaccin »), livrés en Allemagne, étaient des placebos.

En août 2023, un officiel de Pfizer avait reconnu devant le Sénat australien que des doses particulières avaient été injectées aux employés de la firme.

1274 L'Argentine viole sa déclaration sur la liberté de la presse

Des organisations de journalistes argentins ont dénoncé la Déclaration de la Conférence sur la liberté mondiale de la presse qui s'est tenue à Buenos-Aires, le 5 mai 2024. Elles ont souligné que les principes de cette déclaration, co-signée par le gouvernement de Javier Milei, est violée quotidiennement par celui-ci depuis son arrivée au pouvoir, il y a cinq mois.

1275 Javier Milei insulte Pedro Sánchez à Europa Viva 2024

Lors du show Europa Viva 2024 à Madrid, le président argentin, Javier Milei, a fait allusion à

la tribune à la femme du Premier ministre espagnol, Pedro Sánchez, en déclarant au milieu de sa diatribe contre les socialistes : « Même quand ils ont une femme corrompue, ils salissent, ils prennent cinq jours pour y réfléchir ! » ; allusion claire à la corruption présumée de son épouse, Begoña Gómez Fernández, qu'il refusa de commenter durant cinq jours.

Pedro Sánchez a fait convoquer l'ambassadeur argentin par sa ministre des Affaires étrangères et a rappelé son ambassadeur à Buenos Aires.

☞ Sur ce qui se cache derrière Europa Viva 2024 (voir la brève ci-après 1309)

EUROPE

1276 Le Saint-Siège ne proclamera plus le caractère divin de phénomènes surnaturels

Le Dicastère pour la doctrine de la Foi (ex-Sainte inquisition) a publié un document de 24 pages, intitulé *Normes procédurales pour le discernement de phénomènes surnaturels présumés*.

L'Église catholique ne se prononcera plus avec certitude sur de tels phénomènes, mais se contentera désormais de dire que rien ne s'oppose à les considérer comme divins. De cette manière, Rome entend souligner qu'y croire n'est pas une obligation pour les fidèles.

1277 L'extradition de Julian Assange reportée

Julian Assange, fondateur de Wikileaks, a obtenu d'un tribunal de Londres que la justice britannique accepte d'examiner un ultime recours contre son extradition vers les États-Unis.

1278 Le scandale du sang contaminé au Royaume-Uni

La Commission d'enquête sur l'affaire du sang contaminé au Royaume-Uni a rendu son [rapport final](#).

Au début de l'épidémie de sida, on réalisait des prélèvements sanguins et des transfusions sanguines sans les précautions minimales. Au moins 3 000 personnes sont mortes de ces négligences et des milliers d'autres ont été contaminées.

Le rapport liste de très nombreuses alertes dont aucun responsable n'a voulu tenir compte. Les précautions étaient jugées trop onéreuses dans un secteur très lucratif.

Rishi Sunak, Premier ministre, a promis d'indemniser toutes les victimes.

☞ Au Royaume-Uni, le sang est un produit qui s'achète et se vend. Les consommateurs sont protégés par le droit de la consommation. En l'occurrence, il y a eu tromperie sur la marchandise.

En France, où la même affaire a secoué la chronique, le sang ne peut s'acheter, ni se vendre. Ce sont les autorités politiques qui assurent la neutralité de ce marché. Ce sont donc elles qui ont été mises en cause.

Ainsi, le président François Mitterrand a fait changer la manière de juger des ministres afin de protéger son Premier ministre, Laurent Fabius. Celui-ci n'a pas été considéré comme coupable, quoique responsable, par la Cour de justice de la République (CJR) nouvellement créée. Il est aujourd'hui président du Conseil constitutionnel.

1279 Précision sur le troisième référendum en Nouvelle-Calédonie

Les indépendantistes kanaks ont demandé le report du troisième référendum (12 décembre 2021) en période de Covid cf. 1226), non pas parce qu'ils craignaient une contamination, mais parce que leur culture leur interdit de faire campagne pendant la période des obsèques. Ils avaient donc d'abord demandé un report d'un an, puis proposé seulement deux mois afin de pouvoir accomplir leurs principaux rites funéraires. À l'époque, ils ont pris à partie tous leurs voisins mélanésiens, à l'occasion d'une

réunion du Forum des îles du Pacifique, et annoncé qu'ils ne feraient pas campagne et boycotteraient donc ce scrutin.

S'appuyant sur le résultat de cette troisième consultation, les Européens installés après 1988 ont fait un forcing pour obtenir le droit de vote sans attendre plus longtemps. Ils ont multiplié les manifestations en Nouvelle-Calédonie et le lobbying en métropole. Les Kanaks ont répondu par des contre-manifestations qui ont été deux fois plus nombreuses. Cependant, le président Emmanuel Macron demande l'inscription à l'ordre du jour du Congrès de la réforme constitutionnelle fixant le corps électoral en Nouvelle-Calédonie.

En réponse, les émeutes du 13 au 18 mai ont fait six morts, auxquels il convient d'ajouter trois décès survenus par manque de soins. Plus de 150 entreprises et 1 500 emplois ont été détruits. Les dégâts sont estimés par la Chambre de commerce et d'industrie à 1 milliard d'euros.

Le président français, Emmanuel Macron, s'est rendu sur place pour rétablir le dialogue. Cependant, les États de la région, témoins de l'insulte faite aux Kanaks en refusant de reporter le troisième référendum (et donc en refusant leur participation au référendum), ne croient pas un retour à la paix possible. Ils ont rapatrié leurs ressortissants.

1280 La parti identitaire et néanmoins atlantiste de Geert Wilders soutiendra la prochaine coalition gouvernementale des Pays-Bas

Geert Wilders, président du Parti des libertés (PVV) a conclu un accord de gouvernement avec la droite ibérale de Mark Rutte (VVD), le centre droit de Pieter Omtzig (NSC) et le Parti des agriculteurs de Caroline van der Plas (BBB).

La coalition soutiendra l'Otan et l'Ukraine face à la Russie, comme celle de Giorgia Meloni en Italie.

Après la Finlande, la Suède, la Croatie et la Slovaquie, c'est le cinquième gouvernement de

l'UE qui sera soutenu par un parti qualifié d'extrême-droite.

La coalition prévoit d'être sévère sur l'immigration, avec la demande d'une dérogation aux politiques européennes d'asile, la suspension sur deux ans du traitement des demandes d'asile, l'accélération des expulsions ou encore le durcissement des règles du regroupement familial.

Certains à Bruxelles estiment que la Commission pourrait s'opposer à plusieurs mesures de ce programme.

1281 Un procureur allemand enquête aussi sur la corruption d'Ursula von der Leyen

Le procureur de Mönchengladbach (Rhénanie-du-Nord- Westphalie) a confirmé que le parquet européen avait ouvert une instruction sur la corruption de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen (cf. 0865).

La confirmation de cette instruction sonne le glas d'un nouveau mandat de Madame von der Leyen à Bruxelles.

1282 La Slovaquie fragilisée par l'attentat contre Robert Fico

Un sondage réalisé en Slovaquie avant l'attentat contre le Premier ministre, Robert Fico, montre que :

- 39 % des électeurs craignent une ingérence de l'Union européenne lors des élections européennes de juin 2024.
- 38 % craignent une ingérence états-unienne ;
- et 36 % une ingérence russe.

1283 Donald Tusk à la recherche de l'influence russe en Pologne

Le libéral Donald Tusk (Plate-forme civique), Premier ministre polonais, a annoncé la création d'une commission d'enquête sur l'influence russe en Pologne. L'été dernier, il avait condamné son prédécesseur, le conservateur

Mateusz Morawiecki (PiS), pour avoir fait la même chose.

☞ Pour imposer leur virage pro-allemand, les libéraux ont besoin de désigner la Russie comme un dangereux adversaire. Tandis que pour faire passer leur politique pro-US, les conservateurs avaient besoin de créer le même ennemi. Cependant, en définitive, il n'y a plus aujourd'hui d'influence russe en Pologne.

Analyse du Réseau Voltaire

- « [La « démocratie », version Union européenne](#) », par Thierry Meyssan

L'Union européenne présente l'élection des eurodéputés et celle du président de la Commission comme des manifestations de son caractère démocratique. Pourtant tout ceci n'est qu'un théâtre d'ombres. L'essentiel a déjà été discuté ailleurs, sans que nul n'en entende parler. Cette mise en scène devrait suffire à faire accroire que la pièce, déjà écrite, surgit soudainement de la volonté populaire.

- « [Le crépuscule rouge sang de l'Occident](#) », par Manlio Dinucci

Avec rage, l'Occident rejette la Russie et la pousse dans les bras de la Chine. Les deux États, culturellement très éloignés l'un de l'autre, se retrouvent pourtant sur la même expérience de leur adversaire. Tous deux souffrent ou ont souffert du « Diviser pour régner ».

1284 La Norvège, l'Irlande et l'Espagne reconnaissent la Palestine

À partir du 28 mai, trois États supplémentaires, membres des Nations unies, la Norvège, l'Irlande et l'Espagne, reconnaîtront l'État de Palestine. Ils seront 146 sur 192 à l'avoir fait.

1285 La Commission européenne censure quatre médias supplémentaires

La Commission européenne a censuré quatre médias supplémentaires proches de l'administration russe :

- *Voix de l'Europe* ;
- RIA Novosti [agence de presse, membre du groupe Rossia Segodnia (« La Russie aujourd'hui »)] ;
- *Izvestia* [l'un des principaux quotidiens de l'époque soviétique] ;
- *Rossiyskaya Gazeta*.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

1286 Le Conseil européen prépare les diplomates du futur État-unique

Le Conseil européen du 21 mai 2024 a voté la création d'une Académie diplomatique de l'Union européenne (PDL). Elle formera des fonctionnaires européens à une compréhension plus approfondie « des principes, des objectifs, des valeurs, des intérêts et du rôle mondial de l'UE ».

Cette académie est en discussion depuis 2021, sous la responsabilité de l'Italienne Federica Mogherini. Celle-ci travaillait avec son compatriote Mario Draghi, potentiel futur président de la Commission européenne, alors qu'il était président de la Banque centrale européenne.

Les professeurs de la PDL seront aux quatre cinquièmes des diplomates, tandis que le dernier cinquième sera composé d'universitaires.

Déjà deux sessions pilotes de quatre mois ont été organisées, suivies d'un mois de stage à Bruxelles.

La création de la PDL indique que l'on se rapproche de la formation d'un État-unique appelé à remplacer les divers États-membres de l'actuelle Union européenne.

1287 Quand débiteront les négociations d'adhésion de l'Ukraine et de la Moldavie à l'UE ?

La France, la Suède, l'Irlande et la Finlande souhaitent que les négociations d'adhésion de l'Ukraine et la Moldavie à l'Union européenne débutent avant le 30 juin. En effet, l'actuelle présidence belge du Conseil y est favorable, alors que la présidence hongroise qui débutera le 1er juillet y est opposée.

1288 Veto présidentiel sur la loi géorgienne sur le financement étranger des organisations politiques

Salomé Zourabichvili, présidente de la Géorgie, a posé son veto sur la loi relative au financement des organisations politiques depuis l'étranger (cf. 1037). Elle a déclaré : « Cette loi est russe dans son essence et dans son esprit. Elle contredit notre constitution et toutes les normes européennes, elle représente donc un obstacle sur notre voie européenne. Ce veto est juridiquement correct et sera transmis au parlement aujourd'hui. Cette loi n'est soumise à aucune modification ou amélioration, de sorte que le veto est très simple. Cette loi doit être abrogée ».

☞ Les États-Unis ont menacé la Géorgie de mesures de rétorsion si la loi était promulguée (cf. 1217).

☞ La Hongrie a refusé de signer le texte de l'Union européenne condamnant la loi géorgienne. Selon Budapest, une telle loi est nécessaire et devrait être promulguée dans tous les États membres de l'UE.

1289 Kiev tente de convaincre ses partenaires de confisquer les avoirs russes saisis

L'Équipe internationale pour la Sécurité et l'Intégration euro-atlantique de l'Ukraine (cf. 0286) a rendu un [rapport intérimaire](#) *Ukraine's Euro-Atlantic Future : Paving the path to peace & security* (L'avenir euro-atlantique de l'Ukraine : Ouvrir la voie à la paix et à la sécurité).

Ce document entend convaincre les membres de l'Otan à consacrer 0,25 % de leur PIB à l'aide militaire à l'Ukraine, ainsi qu'à débloquer 300 milliards de dollars d'avoirs russes gelés et à les utiliser pour soutenir l'Ukraine.

1290 L'ambassadeur Michael McFaul tente de convaincre les partenaires de Kiev de confisquer les avoirs russes saisis

Le Groupe de travail international, présidé par Andriy Yermak, chef de l'administration présidentielle ukrainienne, et l'ambassadeur US Michael McFaul, directeur du Freeman Spogli Institute for International Studies (FSI), a publié un [19° rapport sur l'extension des sanctions à l'égard de la Russie](#).

Les mesures proposées comprennent la « confiscation » des avoirs gelés de la Banque centrale de la Fédération de Russie, qui devraient être utilisés pour l'appui militaire et économique à l'Ukraine et à sa reconstruction. Il s'agit également de l'application du plafond actuel du prix du pétrole et de la suppression de la flotte de pétroliers fantômes.

Les experts proposent d'instaurer un embargo total sur l'uranium, l'aluminium et l'acier et de reprendre les travaux du Comité de coordination des contrôles multilatéraux des exportations visant à faire respecter l'interdiction des exportations de technologies, d'équipements et de composants critiques utilisés dans les secteurs de la défense et du pétrole et du gaz vers la Russie.

1291 Volodymyr Zelensky relaye le mythe du « génocide des tatars de Crimée »

Le président ukrainien, [Volodymyr Zelensky](#), a [rendu hommage](#) aux victimes du « génocide des tatars de Crimée par les Soviétiques », en présence notamment de Moustafa Djemilev, leader des tatars.

☞ Durant la Seconde Guerre mondiale (dite « Grande Guerre patriotique » en Russie), le ministre du Reich pour les territoires orientaux occupés, Alfred Rosenberg, enrôla un grand nombre de Tatars de Crimée au sein des SS. À la chute du Reich, Staline déporta les tatars de Crimée au sein de l'Union soviétique (principalement en Ouzbékistan). Compte tenu des conditions de vie à cette période de l'Histoire, beaucoup moururent durant cet exode. Il n'y a cependant jamais eu de volonté des Soviétiques d'assassiner le peuple tatar.

Par la suite, Gerhard von Mende, le conseiller d'Alfred Rosenberg pour les minorités, fut récupéré par la CIA. Au début des années 60, il traite à la fois les « nationalistes intégraux » ukrainiens de

Stepan Bandera et le jeune Moustafa Djemilev dont il fait le chef des tatars anti-soviétiques.

Durant toute la Guerre froide, Djemilev organise des sabotages en Crimée. En 2004, il participe à la révolution colorée dite « révolution orange » et devient député à la Verkhovna Rada. En 2007, il participe, aux côtés de Dmytro Yarosh, à la création du Front anti-impérialiste qui réunit les organisations néonazies et les jihadistes musulmans contre la Russie (c'était déjà le programme de Gerhard von Mende durant la Guerre mondiale). En 2015, il crée une « Brigade internationale islamique » avec l'aide de la CIA et du président turc, Recep Tayyip Erdoğan. Elle rassemble 700 combattants qui se battent pour Kiev... sous les ordres de Dmytro Yarosh. Moustafa Djemilev (71 ans) se bat aujourd'hui pour « libérer » la Crimée des Russes et y installer une base militaire de l'Otan.

1292 Antony Blinken photographié devant des symboles nazis à Kiev

Vasily Nebenzya, représentant permanent de la Russie au Conseil de sécurité de l'Onu, a relevé que lors de son voyage à Kiev, le secrétaire d'État, Antony Blinken, a improvisé un concert de rock à la Veterano Pizza (cf. 1240). Or, ce restaurant est orné de trophées du Régiment Azov et de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) nazie. Selon lui, il ne peut donc pas ignorer le bien-fondé des accusations russes.

1293 Volodymyr Zelensky n'est plus le président légitime de l'Ukraine

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a fêté le 5^e anniversaire de sa venue au pouvoir en prononçant un discours sur la mobilisation de l'Occident aux côtés de son pays.

Son mandat est désormais expiré. En l'absence d'élections, il s'accroche au pouvoir, mais n'est plus légitime. La Constitution ukrainienne autorise l'élection présidentielle en cas de guerre, mais le Code électoral pose qu'elle peut être suspendue.

1294 La Russie découvre de gigantesques réserves de pétrole en Antarctique

La Russie a déposé, début mai, au Royaume-Uni, en Argentine et au Chili, des preuves attestant qu'elle aurait découvert 511 milliards d'équivalent de barils de pétrole dans la zone contestée par ces trois États dans l'Antarctique.

Il s'agit d'une réserve gigantesque, double de celle que possède l'Arabie saoudite.

À ce jour, le traité sur l'Antarctique de 1959 interdit l'exploitation d'hydrocarbures au pôle Sud.

1295 Dmitri Medvedev met en garde contre toute participation à la conférence sur la « formule de paix ukrainienne »

Dmitri Medvedev, vice-président du Conseil russe de sécurité, a mis en garde les puissances neutres qui participeraient à la Conférence sur l'Ukraine en Suisse. Une « formule de paix » qui exclut *a priori* une des parties à un conflit est « nulle et non avenue ». Y participer, c'est prendre parti contre la puissance qui n'est pas invitée. En l'espèce, la Russie s'en souviendra.

AFRIQUE

1296 Ousmane Sonko s'invite dans les élections françaises

Ousmane Sonko, Premier ministre sénégalais, a reçu le Français Jean-Luc Mélenchon, fondateur du parti La France insoumise, à l'université de Dakar. Il l'a remercié pour son soutien de longue date et en a profité pour souligner que le président français, Emmanuel Macron, avait, lui, soutenu l'ancien président Macky Sall.

Emmanuel Macron avait dépêché auprès de Macky Sall, il y a deux mois, des candidats de son « opposition » aux élections européennes afin qu'il finance leurs listes de diversion. Cependant, la démission surprise du président Sall ne lui a pas permis de verser tous l'argent qu'il avait promis. On ignore si Ousmane Sonko poursuivra les mêmes largesses, cette fois au service des vrais opposants à Emmanuel Macron.

1297 30 ans de prison requis contre l'ancien commandant de la junte guinéenne

Le procureur guinéen, Alghassimou Diallo, a requis la réclusion criminelle à perpétuité contre l'ex-chef de la junte, Moussa Dadis Camara, et six autres anciens responsables militaires ou gouvernementaux, coupables selon lui de crimes contre l'humanité dans le cadre du massacre du 28 septembre 2009. Il a requis, contre Moussa Dadis Camara et six autres accusés, la prison à vie assortie d'une période de sûreté de 30 ans au

cours de laquelle ils ne pourraient bénéficier d'aucun aménagement de peine.

☞ En 1990, une manifestation contre la candidature du président auto-proclamé Moussa Dadis Camara à la présidence de la République avait été violemment réprimée au stade de Conakry, faisant 157 morts.

1298 Tentative de coup d'État en République démocratique du Congo

Six personnes ont été tuées et des dizaines d'autres arrêtées à la suite d'attaques contre la résidence du président Félix Tshisekedi et contre le palais présidentiel, dans ce que l'armée du pays a qualifié de tentative de coup d'État déjouée.

L'opération, conduite par Christian Malanga, aurait été financée par Washington via l'USAID de Samantha Power.

ASIE

1299 Les Frères musulmans participeront aux élections législatives jordaniennes

Des élections internes ont porté cheikh Murad Adaileh à la tête de la Confrérie des Frères musulmans en Jordanie. Il préconise une montée en puissance du Hamas palestinien. Il cumule ses fonctions de Contrôleur général de la Confrérie avec celle de secrétaire général du Front du travail islamique.

Le Parti a immédiatement publié ce communiqué : « Le Conseil de la Choura du Front islamique du travail s'est réuni le dimanche 19 mai 2024 pour discuter de la position sur la participation aux prochaines élections législatives de 2024 (...) À la suite d'une longue discussion entre les membres du Conseil et après avoir passé en revue les développements concernant les défis internes et externes qui menacent le pays et la nation, et après avoir repris le rôle requis que le Parti doit jouer pour atteindre les objectifs faisant partie de la position nationale face à la cupidité sioniste

(...) le Conseil de la Choura du Parti a décidé de prendre part aux prochaines élections ».

1301 La France juge des responsables du Renseignement syrien pour « tortures »

Le général Ali Mamlouk, ancien chef du Bureau de la sécurité nationale, la plus haute instance de renseignement en Syrie, Jamil Hassan, ex-directeur des services de Renseignements de l'armée de l'air, et Abdel Salam Mahmoud, ancien directeur de la branche investigation de ces services, sont accusés de complicité de crimes contre l'humanité et de complicité de délit de guerre. Ils sont jugés par contumace à Paris.

L'accusation soutient qu'ils sont personnellement responsables de la disparition de Mazzen Dabbagh, conseiller principal d'éducation à l'École française, et de son fils Patrick, étudiant à la faculté de lettres et sciences humaines.

L'avocate des parties civiles a annoncé s'appuyer sur les photographies de Cesar, un photographe de l'armée arabe syrienne, qui aurait eu accès aux victimes des tortures du régime et sur d'autres documents de la [Commission internationale pour la justice et la responsabilité \(CIJA\) ; une ONG accusée d'escroquerie.](#)

Étrangement, les prévenus ne disposeront pas d'avocat, même commis d'office.

Selon le gouvernement syrien, ces photographies sont au contraire celles des victimes des jihadistes rassemblées par l'armée. Le président Bachar el-Assad avait interdit toute torture dès le début de la guerre. En Syrie, les partisans des Occidentaux et des Frères musulmans sont persuadés que le régime est tortionnaire, tandis que les partisans de la République arabe syrienne sont, au contraire, persuadés que le régime actuel respecte ses prisonniers.

☞ Nous avons rencontré sur place, de nombreuses personnes qui disent avoir été battues en cellule, mais jamais avoir été

torturées. Nous avons aussi rencontré de nombreux officiers qui n'ont pas hésité à se mettre en danger plutôt que de recourir à ces pratiques.

1302 Vers une alliance des chiites anti-iraniens en Iraq

L'ancien Premier ministre iraquien, Nouri al-Maliki, a tendu la main à Moqtada al-Sadr. Une alliance des leaders chiites formerait un mouvement nationaliste refusant l'influence iranienne.

1303 Les Barzani accusent les Talabani d'héberger le PKK

Le journal *Xebat*, affilié au Parti démocratique du clan Barzani, a accusé le clan Talabani d'héberger les camps d'entraînement du PKK à Souleimaniyeh. L'Union patriotique des Talabani a immédiatement démenti.

Ankara est favorable aux Barzani et entretient des relations difficiles avec les Talabani.

1304 Nouvelle tentative de coup d'État en Türkiye

Le 14 mai 2024, Ali Yerlikaya, ministre turc de l'Intérieur, a supervisé une opération policière à grande échelle dans 62 provinces, au cours de laquelle 544 personnes, vraisemblablement liées à Fethullah Gülen (et donc à la CIA), ont été arrêtées. Elles sont accusées d'avoir ourdi un nouveau coup d'État.

Ayhan Bora Kaplan est un chef mafieux lié à l'ancien ministre de l'Intérieur Süleyman Soyulu (2016-23). Les procureurs ont demandé jusqu'à 169 ans et six mois de prison contre Kaplan pour deux chefs d'accusation de meurtre. Lui et le directeur de la Sécurité d'Ankara seraient au centre de l'opération.

Devlet Bahçeli, président général du Parti d'action nationaliste (MHP), a mis en garde la Grande Assemblée nationale face à la gravité de la situation. Il a déclaré : « Il y a une conspiration qui ne peut être réprimée par

seulement la suspension de quelques chefs de la police, car la cible est le Parti du Mouvement nationaliste, l'AKP, l'Alliance populaire et, en fin de compte, la Türkiye ».

Vidéo : Thierry Meyssan sur *Le Courrier des stratèges*

Thierry Meyssan poursuit sa [chronique sur *Le Courrier des stratèges*](#). Cet épisode est consacré à deux événements traumatiques : la tentative de coup d'État en Türkiye et d'assassinat du président Recep Tayyip Erdoğan la semaine dernière, et l'« accident » qui a coûté la vie au président iranien Ebrahim Raïssi et à son ministre des Affaires étrangères Hossein Amir-Abdollahian. Il explique pourquoi les enquêteurs iraniens et turcs sont persuadés que ces deux opérations sont des assassinats ciblés israéliens avec une complicité états-unienne dans le premier cas et au sein de la sécurité présidentielle iranienne dans le second.

Au passage, Eric Verhaeghe sollicite de nombreuses digressions concernant aussi bien la partialité de la Cour pénale internationale que le guide libyen Mouamar Kadhafi et le financement de la campagne électorale de Nicolas Sarkozy.

1305 Les habits neuf de la Fondation Soros en Asie centrale

Selon le think tank russe [Rybar](#), qui collecte et analyse des sources ouvertes, la Fondation Soros n'a pas été exclue d'Asie centrale.

Elle s'est réorganisée autour de l'université KIMEP (Kazakhstan) et de l'association CAPS Unlock. Elle se propage via deux sectes, les Témoins de Jéhovah (chrétiens) et le Tablighi Jamaat (musulmans).

1306 La Chine n'a pas à rougir de ses produits concurrentiels

L'agence Xinhua a organisé un forum économique.

Les participants ont souligné la volonté de Washington de contenir le développement de la Chine. Pour ce faire, ils promeuvent l'idée d'une « surcapacité chinoise ». Ce concept creux n'a d'autre intérêt pour eux que de masquer leur protectionnisme. Ce n'est ni plus, ni moins, qu'une nouvelle formulation du « péril jaune » ou du « choc des civilisations ».

Ils ont également affirmé que la compétitivité chinoise en matière d'énergie éolienne, solaire ou électrique ne provient pas de subventions cachées de Beijing, mais de la taille du marché intérieur chinois et de l'investissement précoce des Chinois en la matière.

👉 Lors de sa visite en France, le président Xi Jinping avait vivement réagi lorsque la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, avait abordé les questions de la surcapacité chinoise et des subventions cachées au secteur énergétique (cf. 1210).

1307 La Chine n'a pas contredit la Russie

Le communiqué final de la réception du président russe, Vladimir Poutine, par le président chinois, Xi Jinping, est interprété différemment si l'on est russe et chinois ou si, au contraire, on est occidental.

Le passage sur la condamnation de l'apologie du nazisme est vu à Washington comme une simple concessions rhétorique de Beijing. C'est oublier l'engagement de la Chine sur ce sujet aux Nations unies.

Celui sur « l'intégrité territoriale de tous les pays » est compris à Washington comme une condamnation de l'annexion de la Crimée et du Donbass. Or, Beijing n'a jamais contesté que la Crimée soit un territoire russe et non pas ukrainien. Quant au Donbass, son rattachement par référendum est à ses yeux légitime. La Chine ne se réfère pas aux frontières de 1991, mais aux frontières historiques, d'avant la parenthèse soviétique.

Pas plus que les remarques de Xi Jinping à Paris contre la guerre nucléaire n'étaient dirigées

contre Vladimir Poutine. Dans ses conférences de presse, le ministère chinois des Affaires étrangères n'a pas cessé de mettre en cause le refus occidental de négociations sur l'armement nucléaire.

En définitive, l'affirmation de la presse occidentale selon laquelle la Russie serait devenue un nain encombrant pour le géant chinois ne repose sur aucun argument crédible.

1308 Investiture du président séparatiste Lai Ching-te

Lai Ching-te a pris ses fonctions de président de la République de Chine (Taïwan). Lors de son discours d'investiture, il a déclaré : « J'espère que la Chine fera face à la réalité de l'existence [de Taïwan] [et] respectera les choix du peuple de Taïwan. Face aux nombreuses menaces et tentatives d'infiltration en provenance de Chine, nous devons démontrer notre détermination à défendre notre nation ». M Lai a été élu pour son programme économique et non pour ses conceptions de politique étrangère (le refus d'« une seule Chine »). En 1992, le Kuomintang (ancien parti de Tchang Kaï-chek) et le Parti communiste sont parvenus à un consensus. La majorité des Taïwanais s'en contente et n'ambitionne pas de se séparer de la Chine populaire. Au demeurant, Beijing n'entend pas attaquer Taïwan, sauf si elle proclame son indépendance. Des deux côtés, on considère que « des Chinois tuant d'autres Chinois » serait un crime. Beijing et Taipei coopèrent en de nombreux domaines, y compris militaire.

La veille de l'intronisation du nouveau président, les parlementaires en étaient venus aux mains. L'opposition (c'est-à-dire le Kuomintang et le Parti du Peuple) entendait réformer les règles constitutionnelles de sorte que le Yuan législatif (Parlement) puisse devenir un pouvoir de contrôle de l'Exécutif. Les 8 députés du parti présidentiel sur les 113 du Yuan législatif ont tenté en vain de modifier l'ordre du jour et en sont venus aux mains.

ORGANISATION INTERNATIONALE

1309 Les straussiens font main basse sur les nationalistes de l'Union européenne

L'Argentin Javier Milei (président de la République), la Française Marine Le Pen (candidate du Rassemblement national à l'élection présidentielle), le Portugais André Ventura (président de Chega ! - Ça suffit !), l'Israélien Amichai Chikl (ministre de la diaspora), le Chilien José Antonio Kast (président du Parti républicain) et l'Espagnol Santiago Abascal (président de Vox) participeront physiquement à la convention « [Europa Viva 2024](#) », au palais Vistalegre de Madrid.

Le Hongrois Viktor Orbán (Premier ministre), l'Italienne Giorgia Meloni (présidente du Conseil des ministres), les États-Uniens Matt Schlapp (Heritage Foundation) et Roger Severino (Ethics and Public Policy Center) participeront à l'événement par liaison vidéo.

Le lien entre toutes ces personnalités n'est pas idéologique. À la veille des élections européennes, il est financier. C'est le [straussien états-uno-Israélien Elliott Abrams](#), co-fondateur du Project for the New American Century, administrateur de la National Endowment for Democracy (NED) et président du Tikvah Fund qui finance l'événement.

Or, « celui qui paie, décide ».

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

1310 Le débat sur les armes de destruction massive dans l'espace s'embourbe au Conseil de sécurité

Le Conseil de sécurité a voté contre un projet russe de résolution destiné à encadrer le placement d'armes de destruction massive, y compris nucléaires, dans l'espace extra-atmosphérique par 7 voix contre (États-Unis, France, Japon, Malte, République de Corée, Royaume-Uni et Slovaquie), 7 voix pour (Algérie,

Chine, Équateur, Fédération de Russie, Guyana, Mozambique et Sierra Leone) et l'abstention de la Suisse.

Ce débat prolongeait celui du 24 avril où la Russie avait posé son veto contre un projet états-unien sur le même thème (ch. 1103).

Le premier texte reprenait les termes du Traité des Nations unies en la matière, tandis que le second ajoutait une interdiction formelle de placement des armes de destruction massive dans l'espace, mais sans processus de vérification.

1311 Commémoration de la Nakba à l'Onu

Pour la seconde fois, le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a commémoré, le 15 mai, la Nakba de 1948. Des experts et un rabbin anti-sioniste se sont succédés à la tribune. Un médecin palestinien, s'appuyant sur des documents déclassifiés des archives israéliennes, a montré que la Nakba avait été planifiée une décennie à l'avance. Il a estimé que ce premier génocide palestinien n'a jamais été appréhendé comme tel par la communauté internationale, et a appelé à la création d'une commission d'enquête pour se saisir de cette question.

1312 Karim Khan met Israël et la Palestine sur un pied d'égalité

[Karim Khan, procureur général de la Cour pénale internationale](#) (CPI), a demandé à la Chambre d'accusation de la CPI d'émettre des mandats d'arrêt contre le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, et les dirigeants du Hamas, Yahya Sinwar, Mohammed Diab Ibrahim al-Masri, et Ismaïl Haniyeh pour crimes de guerre et crimes contre l'Humanité.

👉 Selon Benjamin Netanyahu : « L'abus d'autorité de Khan transformera la CPI en une simple farce. Il fait autre chose. Il jette impitoyablement de l'huile sur le feu de l'antisémitisme qui fait rage à travers le monde.

Grâce à cette décision incendiaire, M. Khan prend sa place parmi les grands antisémites des temps modernes ».

Josep Borrell, Haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, a déclaré : « Le mandat de la CPI, en tant qu'institution internationale indépendante, est de poursuivre les crimes les plus graves en vertu du droit international. Tous les États qui ont ratifié les statuts de la CPI sont tenus d'exécuter les décisions de la Cour ».

Les États-Unis et le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie et la Tchéquie ont qualifié de « scandaleuse » l'inculpation de dirigeants israéliens par la CPI.

Lloyd Austin, secrétaire US à la Défense, a déclaré que les États-Unis continueront de soutenir la CPI en ce qui concerne son enquête sur la guerre en Ukraine, même si la Cour cherche à émettre un mandat d'arrêt contre des officiels israéliens.

Le représentant républicain Michael McCaul (Texas), président de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants, a annoncé qu'un texte de loi était en préparation pour empêcher la CPI de commettre cette « abomination » (la mise en examen de personnalités alliées des États-Unis).

Rappelons que la loi US (*The Hague Invasion Act*) autorise le président des États-Unis à envahir militairement La Haye pour libérer des ressortissants états-uniens ou alliés détenus par la CPI.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),
46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros.

Les abonnements sont automatiquement renouvelés.

Pour annuler le renouvellement de votre abonnement : envoyez à l'avance un e-mail à thierry.meyssan@voltairenet.org.

Pour nous écrire, ne répondez pas aux mails automatiques vous informant des liens de téléchargement. Ils ne nous parviennent pas. Mais composez vous-même l'adresse courriel de votre destinataire.

Voltaire

Actualité internationale

N°89 - 31 mai 2024

ÉDITORIAL

1313 Les États-membres de l'Otan entreront-ils individuellement ou collectivement en guerre contre la Russie ?

Steffen Hebestreit, porte-parole du gouvernement allemand, a indiqué que son pays s'opposait au déploiement du système anti-missiles de l'Otan sur l'Ukraine.

Le point de vue allemand correspond à celui de Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'Alliance. Lors d'une [interview à The Economist](#), il a déclaré : « Le moment est venu pour les alliés de réfléchir à la question de savoir s'ils doivent lever certaines des restrictions imposées sur l'utilisation des armes données à l'Ukraine (...) Surtout maintenant, alors que de nombreux combats se déroulent à Kharkov, près de la frontière, le fait de refuser à l'Ukraine la possibilité d'utiliser ces armes contre des cibles militaires légitimes sur le territoire russe rend sa défense très difficile ».

Il a également déclaré : « Nous n'avons pas l'intention d'envoyer des troupes terrestres de l'Otan en Ukraine parce que notre objectif... est double : soutenir l'Ukraine comme nous le faisons, mais aussi veiller à ce que cela ne dégénère pas en conflit à grande échelle »

Selon le *New York Times*, le secrétaire d'État Antony Blinken serait favorable à cette seconde proposition. Steffen Hebestreit, quant à lui, a éludé les questions des journalistes à ce propos.

☞ Étendre au territoire ukrainien la protection du bouclier anti-missiles atlantique signifierait entrer en guerre collectivement contre la Russie. Mais autoriser l'Ukraine à attaquer la Russie avec des armes fournies par les États-membres de l'Otan signifierait leur entrée en guerre individuelle contre la Russie.

De son côté, Matteo Salvini, vice-Premier ministre italien, a commenté en déclarant : « Ce monsieur [Jens Stoltenberg] est dangereux parce que parler d'une Troisième Guerre mondiale, d'armes occidentales capables de frapper et de tuer à l'intérieur de la Russie, me semble très, très dangereux et imprudent (...) L'Otan ne peut pas nous forcer à tuer en Russie, ni personne ne peut nous forcer à envoyer des soldats italiens combattre ou mourir en Ukraine ».

Vladimir Poutine, président russe, a répondu à des journalistes : « Cette escalade constante peut entraîner de graves conséquences. Si ces conséquences graves se produisent en Europe, comment les États-Unis se comporteront-ils, compte tenu de notre parité dans le domaine des armes stratégiques ? Dur à dire. Veulent-ils un conflit mondial ? » (...)

(...) « Qu'ils [les États européens membres de l'Otan] se souviennent que leur territoire est petit et leur population dense », a-t-il poursuivi.

Le sénateur Dmitri Rogozine, ancien directeur de Roscosmos, a directement averti Washington : « Nous ne sommes pas seulement sur le seuil, mais déjà au bord, au-delà duquel, si l'ennemi n'est pas arrêté dans de telles actions, un effondrement irréversible de la sécurité stratégique des puissances nucléaires va commencer. »

Selon toute vraisemblance, la Pologne devrait être le premier État-membre de l'Otan à autoriser l'Ukraine à frapper la Russie avec les armes qu'elle a fournies. Moscou devrait alors riposter en frappant au moins le centre logistique de l'Otan sur le territoire polonais à Rzeszów. Il appartiendra aux autres États-membres de l'Otan de considérer s'ils doivent ou non activer l'article 5 du Traité de l'Atlantique-Nord et déclencher la Troisième Guerre mondiale.

D'un point de vue stratégique, le déploiement de missiles états-uniens à moyenne portée aux marches de la Russie et de la Chine les exposent désormais à cette éventualité. C'est pourquoi le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a annoncé que les deux pays avaient conclu un accord de défense mutuel lors de la dernière visite du président Vladimir Poutine à Beijing. En outre, la Russie mène actuellement avec la Biélorussie des simulations de l'emploi d'armes nucléaires tactiques (et non pas stratégiques).

AMÉRIQUES

1314 En 1983, un nazi canadien avait décerné un diplôme *honoris causa* au futur roi Charles III

Declassified UK a relayé une photographie extraite des mémoires en ukrainien de Peter Savaryn, ancien membre de la 14^e division Waffen SS Galicie. On l'y voit, en qualité de chancelier de l'Université de l'Alberta à Edmonton (Canada), remettre en 1983 un

diplôme *honoris causa* de droit au prince de Galles et actuel roi du Canada, Charles III.

Declassified UK note que le Royaume-Uni connaissait parfaitement le passé nazi de Peter Savaryn qui avait dressé une liste d'anciens de la division Galicie à l'usage de Whitehall en vue de leur asile au Royaume-Uni.

☞ Cet épisode éclaire d'un jour nouveau l'ovation du Parlement canadien, en 2023, au [SS Yaroslav Hunk](#).

Il s'ajoute au dossier, déjà épais, du [rôle du Canada](#), depuis les derniers instants du III^e Reich pour blanchir les nazis ukrainiens jusqu'à son soutien actuel aux nationalistes intégraux de Volodymyr Zelensky.

1315 Le Congrès détourne vers le Pentagone une partie du plan en faveur de l'industrie des semi-conducteurs

Le budget pour relancer l'industrie états-unienne des semi-conducteurs devait être utilisé dans des appels d'offres publics (*CHIPS and Science Act*). Or, le Congrès a alloué une partie de ces fonds à un programme secret du secrétariat à la Défense, Secure Enclave (Enclave sécurisée). Cette partie ne fera donc pas l'objet d'appel d'offres et ne devrait concerner qu'une seule entreprise.

1316 Donald Trump s'engage à retirer les États-Unis d'Ukraine

Le candidat Donald Trump a déclaré à la Convention fédérale libertarienne : « Avant même de retourner au Bureau Oval après avoir remporté l'élection présidentielle, je parviendrai à mettre fin à la terrible guerre entre la Russie et l'Ukraine, afin que nous arrêtons de dépenser des centaines de millions de dollars dans les conflits des autres et que nous sauvions des milliers et des milliers de vies ».

1317 Chuck Schumer dénonce une venue de Benjamin Netanyahu aux États-Unis

Le démocrate Chuck Schumer, président pro-Israélien du groupe parlementaire majoritaire au Sénat, a appelé à ne pas inviter le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu aux États-Unis.

Il ne considère plus celui-ci comme représentatif de quoi que ce soit depuis que les deux tiers de la population israélienne exigent sa démission immédiate.

1318 La Chambre des représentants publie les documents de l'affaire Hunter Biden

La commission des Voies et Moyens (Budget) de la Chambre des représentants a rendu publics les documents qu'elle a collectés dans son enquête sur les activités illégales de Hunter Biden (fils du président Joe Biden).

Ces documents contredisent les déclarations de Hunter Biden. Il utilisait bien le nom de son père pour faire des affaires, mais ils ne prouvent pas que celui-ci ait été impliqué, bien que ce soit l'hypothèse la plus plausible.

1319 Le Pentagone assure que la Russie a installé dans l'espace des armes contre les satellites alliés

Selon le major-général Patrick S. Ryder, porte-parole du Pentagone, la Russie a lancé le 16 mai un satellite capable d'attaquer d'autres satellites en orbite basse.

Le Pentagone s'est dit préoccupé par le fait que la Russie puisse placer des armes atomiques dans l'espace, ce qu'elle dément avec véhémence.

Des débats ont opposé Washington et Moscou, au Conseil de sécurité des Nations unies, sur ce sujet (cf. 1103 & 1309), en avril et mai.

1320 Rapport chinois sur les Droits de l'homme aux États-Unis

La Chine a publié son rapport annuel sur les Droits de l'homme aux États-Unis. Il se focalise sur l'incapacité du système à protéger ses citoyens (43 000 personnes victimes d'assassinats, dont 1 247 tués par la police). Le taux d'incarcération est le plus élevé au monde de même que le nombre de personnes incarcérées, en valeur absolue. Il observe les limitations considérables de la liberté d'expression, particulièrement en ce qui concerne les membres du Congrès, les donateurs de campagne du Congrès et les manifestants antiracistes. Il relève le fonctionnement chaotique du Congrès et des institutions démocratiques en général. Il dénonce les législations interdisant aux écoles publiques d'utiliser du matériel éducatif traitant de la race, de certains sujets d'histoire et du sexe. Il s'indigne du développement du racisme, particulièrement contre les Amérindiens, et note que près des trois quarts des Chinois états-unien ont été victimes de discrimination raciale au cours de l'année écoulée. Au plan des Droits économiques et sociaux, la situation n'est pas meilleure : 650 000 citoyens sont sans-abris, le chiffre le plus important depuis que cette population est mesurée. Plus de 2,2 millions de femmes en âge de procréer n'ont pas accès aux soins obstétriques. Des millions d'enfants ont été exclus du programme d'assurance maladie (Medicaid) du Gouvernement fédéral. Des milliers de nourrissons disparaissent chaque année

EUROPE

1321 Boris Johnson reçoit une délégation du régiment Azov

L'ancien Premier ministre Boris Johnson a reçu, dans une salle de la Chambre des communes, une délégation du régiment ukrainien Azov. Plusieurs parlementaires conservateurs et anciens ministres participaient à cette réunion.

👉 Le bataillon, puis régiment, Azov a été créé par le suprémaciste Andrey Biletsky (dit le

Führer blanc) en 2014. Lui et ses hommes ont joué un rôle central dans le renversement du président élu Viktor Ianoukovytch, dans les batailles de Marioupol et de Bakmut (alors constitué en 3^e brigade d'assaut). Le règlement intérieur du régiment fait obligation à ses hommes d'étudier les œuvres de Dmytro Dontsov, fondateur du « nationalisme intégral » et administrateur de l'Institut Reinhard Heydrich, chargé de la mise en œuvre de la solution finale des questions juives et tziganes dans le 3^e Reich.

1322 Rishi Sunak propose de rétablir le service militaire obligatoire

À la veille des élections générales anticipées, le Premier ministre britannique, Rishi Sunak, a proposé de rétablir un service national obligatoire pour tous les jeunes de 18 ans. Un tel service n'a existé au Royaume-Uni que de 1947 à 1960.

Il a indiqué que les jeunes auraient le choix entre un service militaire d'un an ou un service civil durant les week-ends.

La classe politique est partagée, y compris dans le Parti conservateur. Les militaires sont généralement contre ce projet : ils espèrent un budget supérieur, mais pas des jeunes sans formation.

1323 La France s'apprête à adopter une loi interdisant les influences politiques extra-européennes

La loi visant à prévenir les ingérences étrangères en France a été adoptée par le Sénat dans une forme différente de celle de l'Assemblée nationale. Il appartient à la Commission mixte paritaire de rapprocher les deux textes. La version actuelle exclut du champ de la loi toute ingérence venue d'un État membre de l'Union européenne.

Analyse du Réseau Voltaire

• « [Le "Parti colonial" français n'a toujours pas digéré la perte de son Empire](#) », par Thierry Meyssan

Contrairement à une idée répandue, les Français n'ont jamais été partisans de la colonisation, mais un groupe de pression, auto-proclamé « Parti colonial », est parvenu à utiliser leur armée pour se lancer à la conquête de débouchés économiques. Ce groupe de pression, réanimé par les présidents Valéry Giscard d'Estaing, François Hollande, Nicolas Sarkozy et Emmanuel Macron, a posé les éléments de la crise actuelle à Mayotte et en Nouvelle-Calédonie. Si la politique qu'ils ont imposée continue, les populations de ces territoires seront contraintes à la guerre pour retrouver leur dignité, comme ce fut le cas en Indochine et en Algérie.

1324 Le service audiovisuel public français n'est pas neutre

L'Institut Tomas Moore, fondé par l'ancien ministre de la Défense Charles Millon, a publié un [rapport intitulé : L'audiovisuel public français est-il pluraliste ?](#). Selon ses auteurs, le service public audiovisuel viole sa mission de neutralité en invitant six fois plus de personnalités de gauche que de droite et en valorisant certaines idéologies comme la décroissance ou le multiculturalisme.

1325 La Belgique, l'Espagne et le Portugal signent des accords de Sécurité avec l'Ukraine

À l'occasion de la tournée du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, en Europe, la Belgique, l'Espagne et le Portugal ont, tous trois, signé des Accords de coopération en matière de Sécurité avec l'Ukraine.

Rappelons que le texte de l'accord signé avec la France n'a toujours pas été révélé et n'a donc pas pu être ratifié par le Parlement. En

conséquence de quoi, il n'est constitutionnellement pas valide.

En Belgique, le Premier ministre Alexander De Croo a promis de lui fournir 30 F-16, dès qu'il aura reçu les F-35 qu'il a commandé aux États-Unis. C'est-à-dire qu'il devrait les transférer de la fin de cette année à 2028.

Sur le papier, les F-35 sont supérieurs aux F-16. En pratique, c'est autre chose. L'US Air Force a décidé de relancer la fabrique de F-16 en qui elle a plus confiance.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

1326 Rapprochement des points de vue français et allemands

Allemands et Français ont tenté de renouer leur alliance lors de la visite d'État du président Emmanuel Macron ; la première d'un chef d'État français à être ainsi reçu solennellement en Allemagne depuis 24 ans.

Berlin semble plus enclin que par le passé à envisager une défense européenne, c'est-à-dire non pas une indépendance militaire face aux États-Unis, mais une branche européenne de l'Otan. Aujourd'hui, elle s'en remet pour sa propre sécurité au Pentagone.

1327 Annalena Baerbock chahutée en raison de sa politique pro-israélienne

Annalena Baerbock, ministre allemande des Affaires étrangères, a participé à un débat public intitulé « Les temps de tempête : Comment notre politique étrangère garantit la sécurité de notre démocratie ». Elle a été prise à partie par

le public. Elle a d'abord réagi calmement, en disant que l'Allemagne s'employait à faire en sorte que les Israéliens et les Palestiniens puissent vivre en paix. Mais elle s'est énervée lorsque les manifestants, brandissant des pancartes « Arrêtez le génocide ! », l'ont accusée de participer à la destruction de Gaza et de sa population.

1328 Le Danemark et la reconnaissance de l'État de Palestine

Le parlement danois a rejeté un projet de loi visant à reconnaître un État palestinien, après que le ministre danois des Affaires étrangères, Lars Lokke Rasmussen, a déclaré que les conditions préalables nécessaires pour un pays indépendant faisaient défaut.

1329 Selon Radosław Sikorski, le Pentagone aurait prévu de riposter à l'usage de bombes nucléaires tactiques en Ukraine

Radosław Sikorski, ministre polonais des Affaires étrangères, a déclaré au *Guardian* que les États-Unis avaient mis en garde la Russie quant à l'emploi de bombes nucléaires tactiques (et non pas stratégiques) en Ukraine. Même s'il n'y avait aucune victime, le Pentagone aurait prévu de répliquer avec des armes conventionnelles et de détruire un très grand nombre de cibles en Russie.

L'état-major russe a simulé l'emploi de bombes nucléaires tactiques au cas où les forces ukrainiennes franchissaient le Dniepr. Le Kremlin a fait remarquer que cette simulation ne devait pas être interprétée comme une volonté politique de se servir d'armes nucléaires, mais comme une préparation militaire au cas où il aurait à s'en servir.

Dmitri Medvedev, vice-président du Conseil de sécurité de Russie, a commenté les propos de Radosław Sikorski en observant que jamais la Russie ne laisserait les États-Unis déployer des armes nucléaires en Pologne, ainsi que l'a évoqué le président Andrzej Duda (cf. 1057). Il a

conclu en demandant au ministre s'il voulait vraiment une Troisième Guerre mondiale.

La Russie distingue les bombes stratégiques des bombes tactiques. Elle considère les premières comme des armes de destruction massives à n'employer qu'en dernier ressort, mais les secondes comme des armes utilisables sur les champs de bataille.

1330 L'enquête sur la tentative d'assassinat de Robert Fico s'oriente vers une action de groupe

Deux heures après la tentative de meurtre contre le Premier ministre slovaque, Robert Fico, tous les antécédents Facebook et communications de l'auteur, Juraj Cintula, ont été supprimés de son ordinateur personnel. Le coupable lui-même ne pouvait pas le faire, car il était déjà détenu. Les enquêteurs ont établi que sa femme ne pouvait pas non plus avoir accès aux dispositifs informatiques. Par conséquent, le ministre slovaque de l'Intérieur, Matúš Šutaj Eštok, estime qu'il faut tenir compte de la possibilité qu'un groupe soit à l'origine du crime.

1331 Selon Viktor Orbán les médias et politiciens européens préparent leurs opinions publiques à une guerre contre la Russie

Viktor Orbán, premier ministre hongrois, a déclaré sur Kossuth Rádió, que les dirigeants européens préparaient leurs opinions publiques à une guerre contre la Russie.

« Avant les deux guerres mondiales, les médias ont consacré beaucoup de temps à préparer l'entrée en guerre (...) Nous pouvons affirmer que des préparatifs sont en cours pour que l'Europe entre en guerre, cela se produit dans les médias et dans les déclarations des politiciens », a-t-il indiqué.

1332 L'Union européenne tente de contourner la souveraineté hongroise

Le Conseil européen des Affaires étrangères du 27 mai a tourné à l'affrontement lorsque le ministre hongrois Péter Szijjártó a refusé de débloquer 6,5 milliards d'euros en faveur de l'Ukraine et de voter le 14^e paquet de sanctions contre la Russie. Il a expliqué que son pays ne souhaitait pas jeter de l'huile sur le feu et voir mourir encore plus de soldats ukrainiens, tandis que les diplomates allemands et baltes le chahutaient.

Très choqué, le ministre ukrainien, Dmytro Kuleba, participait à la réunion en vidéo.

Après avoir remarqué qu'« environ 41 % des résolutions de l'UE sur l'Ukraine ont été bloquées par la Hongrie », le ministre lituanien Gabrielius Landsbergis a exhorté ses confrères à « contourner » la position hongroise.

1333 L'Union européenne et les Nations unies

L'Union européenne négocie un accord de partenariat stratégique avec les Nations unies. Il s'agit de pouvoir remplir des missions confiées par le Conseil de sécurité. À ce jour seuls l'Otan et l'OTSC ont cette capacité.

Dans la pratique, il s'agira de poursuivre les missions de l'Otan en leur donnant une présentation civile et non pas militaire.

1334 Le Conseil européen consulte des États arabes

Les ministres des Affaires étrangères d'Arabie saoudite, d'Égypte, de Jordanie, du Qatar, des Émirats arabes unis, de la Tunisie, et le Premier ministre palestinien ont participé à un Conseil des Affaires étrangères européen, à Bruxelles.

1335 Selon Allianz, les Européens sont de moins en moins favorables à l'UE

La compagnie d'assurance [Allianz a réalisé un vaste sondage](#) en Autriche, en France, en Allemagne, en Italie, en Pologne et en Espagne.

La croissance reste la première préoccupation des Européens. Les inégalités sont loin derrière et les questions environnementales ne les intéressent pas.

Une écrasante majorité est favorable à une Europe puissance plutôt qu'à un alignement sur l'un des blocs.

Seuls les Espagnols semblent heureux de faire partie de l'UE. En Allemagne (autrefois favorables à l'Union européenne), en Italie et en Autriche, les avis sont presque également partagés, tandis que les Français restent résolument anti-UE.

1336 La Norvège ferme ses frontières aux touristes russes

La Norvège a décidé de fermer ses frontières aux touristes russes. C'est le dernier État européen limitrophe de la Russie qui prend cette décision.

La Norvège n'est pas membre de l'Union européenne, mais elle est signataire des accords de Schengen. Il était donc possible, jusqu'à présent, aux touristes russes de s'introduire dans l'espace Schengen via la Norvège.

1337 La Géorgie adopte définitivement la loi sur les ingérences étrangères

Le Parlement géorgien a annulé le veto présidentiel (cf. 1288) et adopté définitivement la loi sur les ingérences étrangères. La présidente Salomé Zourabichvili devra la promulguer dans les cinq jours

1338 Les ultra-nationalistes arméniens contre l'homme de Soros

L'opposition ultra-nationaliste, conduite par Mgr. Bagrat Galstanyan (cf. 1238), a défilé dans le centre d'Erevan, demandant la démission du Premier ministre, Nikol Pashinyan.

Les ultra-nationalistes n'admettent pas que le Premier ministre ait accepté d'avoir perdu la guerre.

1339 La Biélorussie suspend le Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe

Suivant l'exemple de la Pologne, de la République tchèque et de la Russie, la Biélorussie a suspendu sa participation au Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe du 19 novembre 1990.

À ce jour aucun État membre de l'Otan n'a ratifié les amendements au Traité, qu'ils ont pourtant rédigés en 1997.

1340 Volodymyr Zelensky accuse la Russie de brûler des livres ukrainiens

Dans une adresse à la nation, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a plaidé, dans l'entrepôt d'un libraire détruit par des missiles russes, qu'il ne voulait pas voir détruire les livres de son pays, pas plus que la Charte des Nations unies.

👉 Le 19 mai 2022, le ministère ukrainien de la Culture et de la Politique de l'information avait ordonné à l'Institut ukrainien du livre de [détruire tous les ouvrages](#) édités en Russie, publiés en langue russe ou traduits de la langue russe, soit environ 100 millions de livres au total.

Plusieurs réunions de suivi de cette décision se sont tenues à la Verkhovna Rada. On sait qu'au moins 40 millions de livres ont déjà été détruits, des manuels de couture aux œuvres de Léon Tolstoï.

1341 L'Otan ne parvient toujours pas à utiliser ses munitions guidées dans les zones couvertes par le brouillage russe

Les forces armées ukrainiennes n'utilisent plus certaines munitions guidées car les Russes brouillent leurs systèmes de guidage. Il s'agit notamment, selon le *Washington Post* des obus d'artillerie Excalibur, des roquettes pour les HIMARS et des bombes larguées par des avions JDAM.

Le système de [brouillage russe des commandes de l'Otan](#) a fait son apparition durant la guerre contre la Syrie, il y a dix ans.

Les [États-Unis n'ont toujours pas réussi à le contourner](#).

Depuis le début de l'opération militaire spéciale en Ukraine, la Russie a multiplié par quinze sa production d'armes de brouillage électronique.

1342 L'armée ukrainienne annonce avoir déjà signé l'envoi d'instructeurs français

Le général Oleksandr Syrsky, chef d'état-major de l'armée ukrainienne, a écrit sur sa chaîne Telegram : « J'ai déjà signé les documents qui permettront aux premiers instructeurs français de visiter prochainement nos centres de formation et de se familiariser avec les infrastructures et le personnel »

1343 L'Ukraine attaque un élément de la défense nucléaire russe

Des drones des Forces armées ukrainiennes ont attaqué une station radar russe à Armavir. Selon le sénateur Dmitri Rogozine, ancien directeur de Roscosmos, elle appartient au système d'alerte nucléaire et ne peut avoir été désignée comme cible que par le Pentagone. C'est la première fois que les Occidentaux attaquent un élément de la Défense nucléaire russe.

1344 L'Ukraine utilise des armes chimiques autorisées ou non

Le ministère russe de la défense a répertorié de nombreux cas d'utilisation d'armes chimiques en Ukraine. Il s'agit généralement de substances autorisées pour des opérations de police, mais parfois d'agents indiqués sur la liste de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques.

Rétrospectivement, la Russie assimile l'attaque de la Maison des syndicats d'Odessa, qui fit 28 morts en 2014, à une opération militaire.

1345 Une brigade 110 pratiquerait des expériences médicales sur des prisonniers russes vivants

Selon la [Fondation pour Combattre l'Injustice](#) (FBI), fondée par Evgueni Prigojine, l'armée régulière ukrainienne disposerait d'une Brigade 110, à la fois militaire et scientifique. Elle mènerait des expériences sur des sujets vivants, principalement des prisonniers russes, mais aussi sur des Ukrainiens. Il s'agirait de déterminer les conséquences de conditions extrêmes sur des opérations chirurgicales aussi que de tester la résistance à de nouvelles maladies, selon les groupes ethniques.

À ce stade, il n'est pas possible de vérifier ces informations bien qu'elles soient crédibles.

👉 Au XX^e siècle des expériences similaires ont été menées par le Dr. Josef Mengele au camp d'extermination d'Auschwitz, par l'Unité 731 de l'armée impériale nipponne et par le Project Coast du Dr. Wouter Basson pour le compte de l'Afrique du Sud et d'Israël.

1346 Les révélations de Mikhaïl Khodorkovsky jettent un éclairage troublant sur la privatisation des biens collectifs soviétiques

Mikhaïl Khodorkovsky a accordé un très [long entretien vidéo](#) à Yuri Dudy. Il y déclare, entre autres, que, durant les années 90, Youkos avait un « protecteur », c'est-à-dire une personne

étrangère au conseil d'administration, mais habilité à suspendre des administrateurs qui agiraient à l'encontre des intérêts de la société, et avait autorité pour transférer les actions à une personne de son choix. Ce système était censé protéger la firme des mafias qui auraient fait pression sur tel ou tel administrateur. Pressé par le journaliste, Khodorkovsky déclare que le protecteur était... Jacob Rothschild.

On savait déjà que Mikhaïl Khodorkovsky avait créé la Fondation Open Russia (Russie ouverte) dont Henry Kissinger et Jacob Rothschild étaient administrateurs, en échange de quoi il s'était vu proposé des fonctions au Carlyle Group où il a pu fréquenter George H.W. Bush et James Baker III. De même, son arrestation en 2003, sous l'accusation de fraude fiscale, était intervenue alors qu'il préparait un [coup d'État pour le compte de Washington](#).

Cette révélation bouleverse la lecture communément admise du pillage des biens collectifs lors de la chute de l'Union soviétique. La presse russe découvre qu'à la fin de l'Union soviétique, les biens collectifs étaient passés sous le contrôle de banquiers juifs britanniques, par l'intermédiaire de truands juifs russes. Certains journalistes font le lien entre l'arrestation de Mikhaïl Khodorkovsky, en 2003, et l'aggravation de la seconde guerre de Tchétchénie.

Ce débat intervient alors que le Bureau du procureur de Russie vient d'intenter un nouveau procès contre Mikhaïl Khodorkovsky et son associé, le banquier Platon Lebedev, avec qui il avait volé des biens collectifs, lors d'enchères truquées.

1347 Vladimir Poutine souhaite que son pays conserve son avance technologique en matière d'armement

Vladimir Poutine, président russe, a déclaré, le 25 mai, lors d'une réunion avec des responsables du complexe militaro-industriel : « Je voudrais souligner que nous devons toujours avoir une longueur d'avance sur l'ennemi, et alors la victoire sera garantie ».

L'industrie russe produit beaucoup plus d'armes, de meilleure qualité et beaucoup moins onéreuses que son équivalent états-unien.

1348 Selon Moscou la seule fonction de la Conférence sur la « formule de paix ukrainienne » est de légitimer le président non-élu Volodymyr Zelensky

Interrogé sur d'éventuelles négociations de paix avec Kiev, le président russe Vladimir Poutine, a relevé qu'il lui fallait d'abord déterminer qui avait le pouvoir de représenter l'Ukraine sachant que le mandat du président Volodymyr Zelensky a expiré le 21 mai. Selon lui, la Conférence internationale sur la « formule de paix ukrainienne » qui doit se tenir en Suisse n'a pas d'autre but que de légitimer la poursuite du mandat de Zelensky hors de toute consultation électorale.

Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, avait déclaré, il y a un mois et demi, que tout contact avec Monsieur Zelensky n'aurait plus de sens une fois son mandat terminé.

1349 Le FSB affirme que l'attentat du Crocus City Hall avait été organisé par les services ukrainiens

Lors d'une réunion à Bichkek (Kirghizstan) du Conseil des chefs des agences de sécurité et des services spéciaux (SOBR) des États membres de la CEI, le général Alexander Bortnikov, directeur du service de sécurité russe (FSB), a déclaré que son agence « pouvait déjà affirmer avec certitude que les renseignements militaires ukrainiens sont directement liés à l'attaque du Crocus City Hall [du 22 mars dernier] ».

1350 Proposition de paix ukrainienne de la Chine et du Brésil

Le 23 mai, le ministre des Affaires étrangères chinois, Wang Yi, et le Conseiller principal du Président du Brésil, Celso Amorim, ont présenté un [plan de négociation pour le conflit ukrainien](#). Selon eux,

- chacune des deux parties doit veiller à ne pas étendre le champ de bataille, à ne pas jouer l'escalade, et à ne pas commettre de provocation ;
- les deux parties doivent considérer que le dialogue et la négociation sont la seule solution viable à la crise ukrainienne ;
- les deux parties doivent accroître l'aide aux civils et les protéger ;
- Les deux parties doivent s'engager à ne pas utiliser d'armes nucléaires et d'armes chimiques et biologiques ;
- les deux parties doivent s'engager à ne pas attaquer d'installations nucléaires civiles ;
- les deux parties doivent s'opposer à la division du monde en groupes politiques ou économiques isolés

Selon [Reuters](#) du 24 mai, le président russe Vladimir Poutine est prêt à se battre aussi longtemps qu'il le faudra en Ukraine tout en souhaitant des négociations de paix pourvu qu'elles tiennent compte des réalités du terrain et des intérêts des deux parties.

☞ Les Occidentaux continuent à s'opposer à toute négociation entre l'Ukraine et la Russie. Ils parrainent la conférence sur la « formule de paix ukrainienne », qui doit se tenir en Suisse, en excluant toute invitation de la Russie.

AFRIQUE

1351 La Chine apporte son soutien à l'Égypte

Le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, a été reçu par son homologue chinois, Xi Jinping, en marge de la 10^e conférence ministérielle du Forum de coopération Chine-États arabes.

Les deux chefs d'État ont souligné que les deux parties devraient soutenir fermement les intérêts fondamentaux de l'autre, répondre aux préoccupations de l'autre et soutenir les efforts de lutte contre le terrorisme de l'autre. La partie chinoise a souligné son soutien constant au droit légitime de l'Égypte de préserver sa souveraineté nationale et son unité territoriale et de rejeter l'ingérence extérieure dans ses affaires

intérieures sous quelque prétexte que ce soit. Elle soutient également le droit légitime de l'Égypte de maintenir sa sécurité et sa stabilité, ainsi que son droit légitime de protéger son eau et ses intérêts en matière de sécurité alimentaire et de développement.

☞ Ces déclarations interviennent alors qu'Israël vient de violer les accords de Camp David (cf. 1243) et que l'Égypte envisage d'intervenir militairement en Palestine.

1352 Washington dissuade Tunis de s'allier à Moscou

Il semble que le Pentagone s'inquiète d'une percée de l'armée russe en Afrique du Nord et au Sahel, alors qu'il y prépare une guerre régionale. Des pressions auraient été exercées contre le président tunisien Kaïs Saïed pour le dissuader de s'allier avec la Russie.

1353 Daesh empiète sur Al-Qaïda dans la corne de l'Afrique

La branche somalienne de Daesh a pris le contrôle de la région de Bari dans l'État non-reconnu du Puntland. L'État islamique détient ainsi un accès à la mer et tente de recruter des pirates somaliens. Cette progression se fait au détriment du Mouvement Al-Shabab (branche somalienne d'Al-Qaïda).

1354 Le Kenya reconnu « allié majeur non-membre de l'Otan »

William Ruto, président kenyan, a été reçu par le président Joe Biden à la Maison-Blanche. Lors d'une conférence de presse, ce dernier a annoncé que Washington reconnaissait Nairobi comme « allié majeur non-membre de l'Otan »

Le Kenya a participé au Groupe de contact sur la défense ukrainienne et à une force opérationnelle maritime contre Ansar Allah. Surtout, il enverra une « Mission d'appui à la sécurité multinationale », bien que la Cour suprême ait indiqué que celle-ci n'aurait pas de fondement constitutionnel (cf. 296).

1355 Le Premier ministre tchadien, Succès Masra, démissionne

Le Premier ministre tchadien, Succès Masra, a présenté sa démission après sa défaite à l'élection présidentielle du 6 mai. Mahamat Idriss Déby a été intronisé président du Tchad, dont il présidait jusqu'ici le Conseil de transition.

ASIE

1356 Israël prend des mesures de rétorsion contre l'Espagne

Commentant la reconnaissance par l'Espagne de l'État de Palestine (cf. 1284), Israel Katz, ministre israélien des Affaires étrangères, a déclaré : « Si cette personne ignorante et pleine de haine [Yolanda Díaz, deuxième vice-présidente du gouvernement espagnol] veut comprendre ce que recherche réellement l'islam radical, elle devrait étudier les 700 ans de domination islamique en Al-Andalus, l'Espagne d'aujourd'hui ».

Puis, il a tweeté une [séquence vidéo parodique](#) présentant les remerciements du Hamas à l'Espagne.

Enfin, il a annoncé avoir « décidé de couper le lien entre la représentation espagnole en Israël et les Palestiniens », et interdire au consulat espagnol à Jérusalem de fournir des services aux Palestiniens de Cisjordanie.

1357 Israël Katz accuse Ali Khamenei et Yahya Sinwar de vouloir éliminer les Israéliens et Pedro Sánchez d'être leur complice

[Israël Katz a publié un tweet](#) selon lequel « Ali Khamenei et Yahya Sinwar appellent à l'élimination de l'État d'Israël et à la création d'un État terroriste islamique palestinien du fleuve à la mer ». En outre, écrit-il « Lorsque vous [Pedro Sánchez] ne licenciez pas votre adjointe [Yolanda Díaz] et annoncez la reconnaissance d'un État palestinien, vous êtes

complice de l'incitation au génocide et aux crimes de guerre contre les juifs ».

1358 Les FDI enquêtent sur 70 cas présumés de violations présumées des lois de la guerre

La générale Yifat Tomer-Yerushalmi, avocate générale des armées israéliennes, a déclaré que les FDI enquêtaient sur environ 70 cas présumés de violations présumées des lois de la guerre. Une attention particulière est posée sur la prison de Sde Teiman, considérée à l'étranger comme un centre de torture.

En mars, 27 détenus de Gaza étaient morts en détention dans des locaux militaires israéliens depuis le déclenchement de la guerre, selon *Haaretz*.

1359 Les FDI désignent une commission de surveillance des prisons militaires

Le général Herzl Halevi, chef d'état-major des FDI, a désigné une commission chargée d'examiner les conditions de détention des prisonniers ennemis.

Depuis le 7 octobre, environ 4 000 ennemis ont été faits prisonniers. 1 500 ont été libérés. 2 500 sont donc toujours détenus, y compris au centre de torture de Sde Teiman (cf. 1085).

1360 Attaque d'un camp de l'UNRWA à Rafah

Une attaque des FDI contre des dirigeants du Hamas a provoqué un incendie dans un camp de réfugié administré par l'UNRWA à Rafah. Un éclat d'obus aurait percuté un réservoir de carburant. La zone avait été reconnue comme « humanitaire » par les autorités israéliennes. 80 civils au moins y ont pourtant été tués.

• [L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient \(UNRWA\) a tweeté](#) : « Les informations provenant de Rafah sur de nouvelles attaques contre des familles cherchant refuge sont horribles. Des rapports font état de

victimes massives, parmi lesquelles des enfants et des femmes. La Bande de Gaza est l'enfer sur terre. Les images d'hier soir en sont un autre témoignage ».

- Le bureau du président palestinien Mahmoud Abbas a exhorté à « une intervention internationale immédiate » pour mettre fin aux « crimes et aux massacres à Rafah ».

- Josep Borrell, haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, s'est indigné que cette attaque ait eu lieu après la décision de la Cour internationale de Justice enjoignant Israël de cesser ses opérations à Rafah.

- [Emmanuel Macron, président français, a tweeté](#) : « Indigné par les frappes israéliennes qui ont tué de nombreuses personnes déplacées à Rafah. Ces opérations doivent cesser. Il n'existe aucune zone sûre à Rafah pour les civils palestiniens. J'appelle au plein respect du droit international et à un cessez-le-feu immédiat ».

- Annalena Baerbock, ministre allemande des Affaires étrangères a rappelé que « Le droit international humanitaire s'applique à tous, y compris durant la conduite d'une guerre ».

- Guido Crosetto, ministre italien de la Défense, a déclaré : « Il y a une situation de plus en plus difficile, dans laquelle le peuple palestinien est pressé sans tenir compte des Droits d'hommes, de femmes et d'enfants innocents qui n'ont rien à voir avec le Hamas et cela ne peut plus être justifié ».

- [L'American Israel Public Affairs Committee \(AIPAC\) a tweeté](#) : « Les images qui sortent de Rafah ce soir sont horribles. Cette terrible tragédie est le résultat de la stratégie maléfique du Hamas consistant à cacher ses dirigeants, ses combattants et ses armes au milieu et sous les civils palestiniens. Le Hamas a commencé cette guerre en montrant son mépris pour la vie des Israéliens, et chaque jour depuis, il montre également son mépris pour la vie des Palestiniens en les utilisant comme boucliers humains. Pour contribuer à mettre fin à cette

guerre, la pression internationale sur le Hamas doit augmenter pour forcer le groupe terroriste à se rendre et à libérer les otages ».

- [J-Street a tweeté](#) : « Nous sommes extrêmement affligés par les images et les informations provenant ce soir d'un camp de personnes déplacées à Rafah. Les opérations à Rafah ne peuvent pas se poursuivre sans une protection adéquate des civils qui s'y abritent et de ceux qui sont contraints de fuir ».

- Le général Gadi Eisenkot, ministre sans portefeuille et observateur au sein du Cabinet de guerre, est l'auteur de la « Doctrine Dahiya » selon laquelle les FDI n'ont pas à se préoccuper des pertes civiles ennemies. Il a cependant déclaré que la fin des combats et la libération des otages étaient désormais « des obligations et une nécessité stratégique de l'État israélien ». Les médias ne sont pas autorisés à informer leurs lecteurs qu'un article a été censuré.

- Selon l'[UNRWA](#), environ 1 million de personnes ont fui Rafah au cours des trois dernières semaines.

1361 Omniprésence de la censure militaire israélienne

En 2013, la censure militaire israélienne a caviardé des passages dans 2 703 articles et en a complètement censurés 613 autres, indique le *Magazine* +372 après en avoir eu communication en vertu de la liberté d'information.

La censure militaire ne peut intervenir que si les articles sont susceptibles de causer des « dommages réels à la sécurité de l'État ».

La plupart des articles censurés en 2024 a porté sur l'« opération Déluge d'Al-Aqsa » et sur la riposte qu'elle a occasionnée.

Kobi Mandelblit, major-général chargé de la censure militaire, a déclaré que le Premier ministre Benjamin Netanyahu l'avait contraint à étendre la censure même dans des cas qui n'avaient aucune justification en matière de sécurité.

En octobre 2023, Distel Atbaryan, ministre de l'Information, a démissionné pour protester contre l'extension de la censure militaire. Par la suite, ce sont les principaux officiers chargés de la censure militaire qui ont démissionné parce qu'ils refusaient d'utiliser leur pouvoir pour couvrir des informations indispensables aux citoyens.

Selon l'association française, [Reporters sans frontières](#) (financée par la National Endowment for Democracy - NED), la liberté de la presse en Israël n'est plus classée que comme 101^e sur une liste de 180 (World Press Freedom Index 2023).

☞ Selon toute vraisemblance les articles les plus censurés sont ceux qui révélaient la complicité du Premier ministre avec la branche du Hamas fidèle à la Confrérie des Frères musulmans.

1362 Une commission d'enquête sur l'origine cachée de l'attaque du 7 octobre et sur la riposte équivoque des FDI

Le général Benny Gantz a déposé au Conseil des ministres une proposition de commission d'enquête sur les événements du 7 octobre et la guerre qui a suivi à Gaza. Ce texte inclut la préparation de l'attaque du 7 octobre et les réactions officielles ou l'absence de ces réactions. Concernant la guerre à Gaza, il inclut le débat pour déterminer s'il s'agit de détruire le Hamas ou si elle poursuit un autre but.

☞ Ces thèmes sont ceux que la censure militaire s'acharne à écarter des médias israéliens.

1363 Benny Gantz aurait conclu un pacte secret contre Benjamin Netanyahu avec les Haredim

Selon le général Yoav Galland, ministre de la Défense, le général Benny Gantz aurait secrètement négocié avec les partis Haredim (ultra-orthodoxes) l'exemption du service militaires pour les étudiants des yeshivas (écoles rabbiniques) contre une date d'élections générales anticipées.
Le général Benny Gantz dément.

Il semble qu'un tel accord ait été pris avec cinq des huit organisations haredi.

1364 Le Mossad a tenté de faire chanter et de retourner la procureure Fatou Bensouda de la CPI

Selon une [enquête à venir de](#) +972 Magazine, Local Call et The Guardian, Yossi Cohen, alors directeur du Mossad, aurait menacé la Gambienne Fatou Bensouda, procureure de la Cour pénale internationale, afin qu'elle abandonne une enquête sur les crimes de guerre commis à Gaza.

Les faits se sont déroulés de 2016 à 2021.

Des pièges auraient été tendus à Fatou Bensouda, tandis que sa famille aurait été placée sur écoutes.

Des sources israéliennes informées de l'opération contre Bensouda ont déclaré aux journalistes que Yossi Cohen représentait personnellement Benjamin Netanyahu et que son objectif était de compromettre la procureure ou de l'enrôler comme personnalité coopérant avec Israël.

Le Mossad aurait reçu l'appui du président congolais Joseph Kabila (qui a quitté ses fonctions en 2019), puis de l'administration états-unienne de Donald Trump.

La déclaration solennelle du procureur actuel de la CPI, le Britannique Karim Khan, mettant garde contre toute pression sur le tribunal prend désormais tout son sens (cf. 1214).

1365 Bilan humain de l'opération Épées de Fer

Selon le ministère de la Santé du Hamas, au moins 36 096 Palestiniens ont été tués et 81 136 blessés depuis le 7 octobre. À ce chiffre il faudra ajouter la plupart des 13 000 personnes portées disparues.

1366 La Palestine est soutenue par la Chine à l'Onu

La Chine a reçu avec les honneurs Riyad Mansour, observateur permanent de l'État de Palestine auprès de l'ONU, à l'occasion de la X^e conférence ministérielle du Forum de coopération Chine-États arabes. Elle l'a assuré de tout son soutien pour l'aider à adhérer de plein droit aux Nations unies.

1367 Hassan Nasrallah promet des surprises à Israël

Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah, a déclaré lors d'un discours solennel en hommage au président Ebrahim Raïssi : « Netanyahu se dirige vers une impasse et conduit le front adverse vers une victoire historique et significative (...) Nous disons à l'ennemi : la Résistance vous a surpris au Liban le 8 octobre (...) Vous devez vous attendre à plus de surprises (...) Ni votre tromperie ni les pressions de vos maîtres ne vous aideront, et cette Résistance se poursuivra ».

Le Hezbollah a perdu 314 combattants depuis le 7 octobre.

1368 L'UE reconduit ses mesures coercitives unilatérales contre la Syrie

L'Union européenne a décidé de reconduire jusqu'au 1er juin 2025 ses mesures coercitives unilatérales (abusivement qualifiées de « sanctions » par la propagande atlantiste) contre 316 personnes et 86 entités syriens compte tenu de « la dégradation de la situation » sur place.

1369 L'Arabie saoudite rétablit son ambassade à Damas

L'Arabie saoudite a désigné son ambassadeur à Damas et rétabli une liaison aérienne avec la Syrie. Elle avait rompu tout lien avec la République arabe syrienne depuis 2012.

1370 L'Iran exporte 3,6 millions de barils de pétrole par jour

Mohammad Mokhber, président iranien par interim, a fait l'éloge du défunt président Raïssi devant le Majlis (Parlement). Selon lui, Ebrahim Raïssi est parvenu à élever la production et la vente de pétrole à 3,6 millions de barils par jour, et non pas à 2 millions par jour comme le prétendent les États-Unis.

1371 Le Corridor de transport international Nord-Sud (NTCS) pourrait traverser l'Afghanistan

Moscou s'apprête à reconnaître le gouvernement taliban de l'Émirat islamique d'Afghanistan. Les ministères de la Justice et des Affaires étrangères viennent de proposer au Conseil russe de Sécurité de retirer le mouvement politico-religieux de la liste des organisations terroristes.

Moscou espère faire passer le Corridor de transport international Nord-Sud (NTCS) à travers l'Afghanistan. Il s'en suivrait un accroissement considérable des relations économiques indo-russes.

1372 Sheikh Hasina dénonce l'entrisme états-unien dans le golfe du Bengale

Sheikh Hasina, Première ministre bangladaise, a déclaré qu'« un homme blanc » lui avait proposé d'accepter une base aérienne étrangère en échange de la solution de ses problèmes politiques avec la famille Zia-Rahmane. Selon elle, « Comme le Timor oriental... ils sculpteront un pays chrétien qui occupera des régions du Bangladesh et du Myanmar avec une base dans le golfe du Bengale (...) Je ne laisserai pas cela arriver (...) Ne vous inquiétez pas à ce sujet ».

Elle faisait, selon toute vraisemblance, allusion aux États-Unis qui tentent par tous les moyens de s'introduire dans la région.

1373 La Corée du Nord échoue à lancer un second satellite espion

La Corée du Nord a tenté, le 26 mai, de placer en orbite un second satellite espion depuis la zone de Tongchang-ri. Elle semble avoir rencontré des problèmes avec les moteurs des 2^o et 3^o étages de son lanceur. Les experts russes qui étaient venus assister leurs alliés nord-coréens ne sont pas parvenus à réparer les fusées.

1374 Sommet sino-nippon-sud-coréen

Un sommet a réuni, à Séoul, Li Qiang (Premier ministre du Conseil des affaires de l'État de la République populaire de Chine), Fumio Kishida (Premier ministre du Japon) et Yoon Suk-yeol (président de la Corée du Sud).

Cette réunion, si elle n'a pas permis de prendre de décisions spectaculaires, a relancé les conversations entre les trois voisins alors que les États-Unis tentent d'organiser une confrontation dans la région.

La partie chinoise a insisté sur la ligne rouge de la contestation de l'identité chinoise de Taïwan et sur la responsabilité du Japon dans le rejet des eaux potentiellement contaminées de la centrale nucléaire de Fukushima.

La partie japonaise a exposé son inquiétude face aux manœuvres militaires russo-chinoise et au déploiement en mer de Chine. Elle a insisté sur la situation des îles Senkaku (Diaoyu du point de vue chinois) : au XIX^e siècle, elles furent exploitées par le Japon qui ne sauraient en être privé aujourd'hui.

La partie coréenne a fait part de ses angoisses face à l'armement nucléaire de la Corée du Nord. Elle a demandé à ses partenaires d'intervenir activement pour la dénucléarisation de la péninsule.

Les trois États sont convenus d'assurer la protection sur le long terme de leurs chaînes de production.

1375 La Chine propose sa médiation dans le conflit en mer Rouge

Recevant une délégation yéménite à Beijing, Wang Yi, ministre chinois des Affaires étrangères, a proposé les bons offices chinois pour rétablir la liberté de circulation en mer Rouge.

1376 L'APL simule la prise de Taïwan

Trois jours après l'investiture du nouveau président indépendantiste de Taïwan, Lai Ching-te, l'Armée populaire de libération (APL) a réalisé des exercices de trois jours simulant la prise de l'île.

Selon les experts, ces manœuvres étaient plus courtes que les précédentes. Il semble que Beijing ait affiné ses plans et soit capable de les réaliser plus rapidement.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

1377 L'Assemblée générale de l'Onu instaure une journée mondiale de commémoration du génocide de Srebrenica

L'Assemblée générale a adopté par 84 voix pour, soit moins de la moitié des États Membres, 19 voix contre et 68 abstentions, le 25 mai, une résolution A/78/L.67/REV.1 instituant une « Journée internationale de réflexion et de commémoration du génocide commis à Srebrenica en 1995 ».

☞ Si ce massacre est établi et si la Cour internationale de Justice (CIJ) et la Cour pénale internationale (CPI) l'ont attribué à la partie serbe, de nombreux témoins l'attribuent au contraire à la partie bosniaque. L'adoption de cette résolution ne vise pas en réalité à honorer les victimes, mais à avaliser la première version. Ce faisant, elle « rouvre de vieilles blessures » et encourage à la reprise des hostilités.

☞ Cette résolution a été présentée par l'Allemagne et le Rwanda. Le président serbe,

Aleksandar Vučić, qui s'était rendu à Srebrenica pour y déposer une gerbe en mémoire des victimes et s'y étaient fait violemment agressé, a mis en garde contre l'ouverture d'une boîte de Pandore et la reprise de la guerre.

Le Nicaragua a mis en doute la bonne foi des États qui ont soutenu cette résolution et qui, au même moment, soutiennent le massacre en cours à Gaza.

1378 La Cour internationale de Justice ordonne à Israël de se retirer de Rafah

La Cour internationale de Justice a rendu, le 24 mai, une ordonnance sur la demande de l'Afrique du Sud tendant à la modification et à l'indication de mesures conservatoires à Gaza.

1) Elle réaffirme les mesures conservatoires indiquées dans ses ordonnances des 26 janvier et 28 mars 2024, qui doivent être immédiatement et effectivement mises en œuvre ;

2) Elle indique à titre conservatoire que l'État d'Israël doit, conformément aux obligations lui incombant au titre de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, et au vu de la dégradation des conditions d'existence auxquels sont soumis les civils dans le gouvernorat de Rafah :

- arrêter immédiatement son offensive militaire, et toute autre action menée dans le gouvernorat de Rafah, qui serait susceptible de soumettre le groupe des Palestiniens de Gaza à des conditions d'existence capables d'entraîner sa destruction physique totale ou partielle ;
- maintenir ouvert le point de passage de Rafah pour que puisse être assurée, sans restriction et à grande échelle, la fourniture des services de base et de l'aide humanitaire requis de toute urgence ;
- prendre des mesures permettant effectivement de garantir l'accès sans entrave à la bande de Gaza à toute commission d'enquête, toute mission d'établissement des faits ou tout autre organisme chargé par les organes compétents de

l'Organisation des Nations Unies d'enquêter sur des allégations de génocide ;

3) Elle décide que l'État d'Israël devra, dans un délai d'un mois à compter de la date de la présente ordonnance, soumettre à la Cour un rapport sur l'ensemble des mesures qu'il aura prises pour donner effet à cette ordonnance.

☞ L'importance de l'ordonnance de la CIJ dépendra de son application qui dépendra, à son tour, de la volonté des États-Unis.

Orit Strock, ministre des colonies et des missions nationales, dans un entretien avec le média israélien Kan 11, a qualifié la Cour internationale de Justice de « théâtre antisémite absurde » travaillant pour l'Autorité palestinienne. « Des juges assis discutent de la question de savoir si nous sommes autorisés à détruire la machine de génocide qui a été construite contre nous »

Une vidéo circule largement parmi les FDI appelant à une insubordination massive si l'état-major ordonne de se retirer de Rafah, en application de l'ordonnance de la CIJ. Elle était visible sur le compte de Yaïr Netanyahu.

Après avoir reçu le Premier ministre de l'Autorité palestinienne, Mohammed Mustafa, le haut-représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Josep Borrell, a déclaré : « Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour parvenir immédiatement à la fin des hostilités, pour obtenir la libération immédiate de tous les otages, pour atténuer la catastrophe humanitaire qui se déroule à Gaza ». Faisant valoir l'importance des Nations unies pour l'UE, il a appelé Israël à appliquer l'ordonnance de la CIJ. En outre, il a demandé une enquête internationale sur les allégations de « génocide ».

Également présent à Bruxelles, Kurt Campbell, secrétaire d'État adjoint, a déclaré : « Les États-Unis soutiennent les efforts déployés par l'Autorité palestinienne pour se réformer et estiment qu'il est essentiel que tous les

gouvernements prennent des mesures pour soutenir l'Autorité palestinienne en ce moment critique ».

1379 Des ONG demandent à la CPI de poursuivre Ursula von der Leyen pour « complicité de crimes de guerre »

- L'Institut international de recherche pour la paix de Genève (GIPRI) a présenté une communication à la Cour pénale internationale (CPI), cosignée par Richard Falk président de la Fondation transnationale pour la paix et la recherche future (TFF), an Oberg directeur du Forum. Ils exhortent la CPI à enquêter sur la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, pour complicité de crimes de guerre dans les territoires palestiniens occupés, y compris à Gaza.

- De leur côté, des ONG britanniques tentent d'obtenir des documents sur
 - la fourniture par Londres d'armes à Tel-Aviv ;
 - la formation de personnel des FDI au Royaume-Uni
 - et sur les vols de surveillance de la Royal Air Force au-dessus de la Bande de Gaza.

Elles espèrent ainsi établir les preuves de la complicité de Rishi Sunak, David Cameron, Grant Shapps et Kemi Badenoch aux génocide en cours et demander leur poursuite devant la CPI.

1380 L'OCS résiste aux « trois forces » mises en branle par l'« Occident collectif »

Les ministres des Affaires étrangères de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) se sont réunis à Astana (Kazakhstan).

Le ministre chinois Wang Yi a appelé chaque État membre à veiller à ne pas laisser l'espace de l'OCS se transformer en un champ d'affrontement géopolitique. Il leur a demandé de coopérer plus étroitement encore contre « les trois forces » du terrorisme, du séparatisme et de l'extrémisme religieux que les Occidentaux mettent en œuvre contre eux.

Le ministre russe, Sergeï Lavrov, a souligné que l'OCS traversait un changement d'époque. Désormais les Anglo-Saxons sont en guerre permanente contre la Russie, demain ils le seront contre la Chine. Tandis que l'Otan facilite l'afflux de terroristes du monde entier vers les États de l'OCS.

Les participants ont confirmé que la Biélorussie adhérerait à l'OCS à l'occasion du sommet des chefs d'État, en juillet prochain.

1381 10^e conférence ministérielle du Forum de coopération Chine-États arabes

Hamad bin Isa Al Khalifa, émir de Bahreïn, le général Abdel Fattah El-Sisi, Kaïs Saïed, et cheikh Mohamed bin zayed Al Nahyan, présidents égyptien, tunisien et des Émirats arabes unis, ont ouvert avec leur homologue chinois, Xi Jinping, la 10^e conférence ministérielle du Forum de coopération Chine-États arabes.

De nombreuses autres personnalités arabes étaient présentes comme Ahmed Aboul Gheit (secrétaire général de la Ligue des États arabes), Abdul-Hamid Dbeibah (Premier ministre libyen) ou les ministres des Affaires étrangères Fouad Hussein (Iraq), Mohamed Salem Ould Merzouk (Mauritanie), Ahmed Attaf (Algérie), Faisal Mekdad (Syrie) et Nasser Bourita (Maroc).

☞ En 20 ans, les échanges entre la Chine et le monde arabe ont considérablement progressé, tandis que l'influence des États-Unis dans le monde arabe a régressé. La Chine a précisé que cette concomitance ne doit pas être interprétée comme le fait la presse occidentale : la Chine ne comble pas un vide, car il n'y a pas de vide. Elle développe ses relations sans chercher à exclure quelque concurrent que ce soit car elle espère apporter un plus sans avoir à s'inscrire en concurrence avec d'autres.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),

46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros.

Les abonnements sont automatiquement renouvelés.

Pour annuler le renouvellement de votre abonnement : envoyez à l'avance un e-mail à thierry.meyssan@voltairenet.org.

Pour nous écrire, ne répondez pas aux mails automatiques vous informant des liens de téléchargement. Ils ne nous parviennent pas.

Mais composez vous-même l'adresse courriel de votre destinataire.

Voltaire

Actualité internationale

N°90 - 7 juin 2024

ÉDITORIAL

1382 Joe Biden présente l'offre de paix « israélienne »

Le président Joe Biden a présenté solennellement à la télévision une offre de paix israélienne : « Cette nouvelle proposition comporte trois phases (...) La première phase durera six semaines. Voici ce qu'elle inclurait : un cessez-le-feu complet ; un retrait des forces israéliennes de toutes les zones peuplées de Gaza ; une libération d'un certain nombre d'otages – y compris les femmes, les personnes âgées, les blessés – en échange de la libération de centaines de prisonniers palestiniens (...) Les Palestiniens - des civils - retourneraient dans leurs foyers et leurs quartiers dans toutes les régions de Gaza, y compris dans le nord. L'aide humanitaire augmenterait avec 600 camions transportant de l'aide à Gaza chaque jour (...) Au cours des six semaines de la phase 1, Israël et le Hamas négocieraient les arrangements nécessaires pour arriver à la phase deux, qui est une fin permanente des hostilités (...) Ensuite, la deuxième phase : il y aurait un échange pour la libération de tous les otages vivants restants, y compris les soldats de sexe masculin ; les forces israéliennes se retireraient de Gaza ; et tant que le Hamas sera à la hauteur de ses engagements, un cessez-le-feu temporaire deviendrait, selon les termes de la proposition israélienne, "la cessation des hostilités de façon permanente", fin de la citation. Enfin, à la troisième phase, un vaste plan de reconstruction de Gaza commencera. Et tous les derniers restes d'otages qui ont été tués seraient restitués à leur famille ».

- Le département d'État a rédigé un projet de résolution qu'il a soumis aux membres du Conseil de sécurité des Nations unies. Il s'agit de soutenir la proposition « israélienne » de cessez-le-feu.
- L'ancien président états-unien Barack Obama a déclaré : « Alors que la tragédie de Gaza s'est déroulée au cours des huit derniers mois, nous avons assisté à un débat public souvent féroce ici, chez nous – et dans le monde entier – sur la manière dont les États-Unis devraient réagir. Mais d'où que chacun d'entre nous se tienne dans ces débats plus larges, un cessez-le-feu durable est quelque chose que nous devrions tous soutenir - pour le bien des Israéliens, des Palestiniens et du monde en général. Je suis profondément encouragé par les efforts constants et inlassables du président Biden, du secrétaire d'État Tony Blinken et de notre équipe diplomatique pour mettre fin à cette terrible guerre ».
- L'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC) a communiqué : « Le président Biden a fermement accepté l'offre israélienne et a clairement posé la responsabilité du Hamas d'accepter l'accord-cadre qui ramènerait tous les otages et mettrait fin à la guerre que le groupe terroriste soutenu par l'Iran a lancé lorsqu'il a rompu un cessez-le-feu le 7 octobre. Tous les membres du Congrès devraient soutenir fermement les derniers efforts du gouvernement israélien (...) »

(...) pour garantir la liberté de ses citoyens, et les États-Unis devraient insister pour que la communauté internationale augmente sans équivoque la pression sur le Hamas pour qu'il en accepte les termes ».

- Ophir Falk, conseiller en politique étrangère de Benjamin Netanyahu, a accordé un entretien au *Sunday Times*. Selon lui, en évoquant la proposition de paix « israélienne », le président Joe Biden a fait « un discours politique ». « Il y a beaucoup de détails à définir, et cela inclut qu'il n'y aura pas de cessez-le-feu permanent tant que tous nos objectifs ne seront pas atteints », a-t-il poursuivi. C'est « un accord dont nous sommes convenus. Ce n'est pas une bonne affaire, mais nous voulons sincèrement libérer tous les otages ».

- Itamar Ben Gvir, ministre israélien de la Sécurité, a demandé au Premier ministre à en consulter le texte. Cependant, un premier rendez-vous a été annulé, et Benjamin Netanyahu a refusé de lui montrer le moindre document lors de la seconde entrevue, tandis qu'un de ses assistants s'exclamait : « Quel projet ? Il n'y a pas de projet ».

- Le général Benny Gantz a menacé de démissionner si le massacre continuait, tandis qu'Itamar Ben-Gvir et Bezalel Smotrich ont déclaré qu'ils le feraient si la guerre s'arrêtait. Benjamin Netanyahu essaie donc de ménager la chèvre et le chou. Gideon Sa'ar, qui a déjà démissionné du gouvernement, soutient la même position que les suprémacistes juifs.

- Amichai Chikli, ministre israélien des Affaires de la diaspora, a déclaré lors d'une réunion organisée à l'initiative des colons Besheva à Manhattan : « Nul ne cédera à la pression [de l'administration Biden] (...) Nous n'avons pas d'autre choix que de poursuivre la guerre et d'anéantir le Hamas. Il n'y a pas d'option pour accepter un cessez-le-feu alors que le Hamas est toujours au pouvoir ».

AMÉRIQUES

1383 Emmanuel Macron a obtenu pour Airbus une dérogation aux sanctions canadiennes contre la Russie

Selon Reuters, le président français, Emmanuel Macron, serait personnellement intervenu, le 29 mars 2024, auprès du Premier ministre canadien, Justin Trudeau, afin d'obtenir une dérogation aux mesures coercitives unilatérales (dites « sanctions ») pour Airbus-Canada. Effectivement le Canada a autorisé Airbus à acheter du titane russe (cf. 1038).

1384 Invitation de Benjamin Netanyahu au Congrès

Quelques heures après l'annonce du président Biden, le président de la Chambre des représentants (Mike Johnson), les présidents des républicains au Sénat (Mitch McConnell), des démocrates au Sénat (Charles Schumer) et à la Chambre (Hakeem Jeffries), ont adressé une invitation à Benjamin Netanyahu pour qu'il s'exprime devant les parlementaires réunis en Congrès.

☞ Déjà en 2015, le Congrès avait invité Benjamin Netanyahu alors que le président Barack Obama refusait de le recevoir à la Maison-Blanche. Lors de son discours, selon le *New York Times*, des agents de l'ambassade surveillaient les parlementaires qui n'applaudissaient pas afin de les sanctionner.

1385 Bernie Sanders n'ira pas au Congrès écouter Benjamin Netanyahu

Le sénateur démocrate juif Bernie Sanders (Vermont) a déclaré : « C'est un jour très triste pour notre pays que le Premier ministre Benjamin Netanyahu ait été invité - par les dirigeants des deux partis - à s'adresser à une réunion jointe du Congrès des États-Unis. Netanyahu est un criminel de guerre. Je n'assisterai certainement pas à son discours ».

1386 Interview de Joe Biden à *Time Magazine*

Le président états-unien, Joe Biden, a accordé un [long entretien à *Time Magazine*](#).

Il n'exclut pas qu'Israël ait commis des crimes à Gaza. Il ne pense pas qu'Israël emploie délibérément l'arme de la faim contre les Palestiniens, mais qu'il a lancé une attaque sans en prévoir les conséquences. Il déplore que l'on puisse interpréter les événements en pensant que Netanyahu prolonge la guerre pour sa propre préservation politique.

1387 La Chambre des représentants adopte des sanctions contre Karim Khan

La Chambre des représentants a adopté, le 5 juin, la *Illegitimate Court Counteraction Act* (Loi sur la lutte contre les tribunaux illégitimes) (H.R.8282). Elle donne deux mois au président des Etats-Unis pour prendre des sanctions à l'encontre de Karim Khan, le procureur de la Cour pénale internationale (CPI), coupable d'avoir demandé à la Cour d'ouvrir des poursuites contre Benjamin Netanyahu et Yoav Galland.

1388 L'Administration Biden autorise l'Ukraine à frapper le territoire russe

Selon *Politico*, début mai, des hauts fonctionnaires du Pentagone ont informé à huis clos la Commission des forces armées de la Chambre des représentants. Selon eux, si l'autorisation était donnée aux Ukrainiens de frapper le territoire russe, elle aurait « une valeur militaire ». Ces propos auraient suscité la désapprobation des parlementaires.

Cependant, [toujours selon *Politico*](#), « L'Administration Biden a discrètement autorisé [le 29 mai] l'Ukraine à frapper à l'intérieur de la Russie - uniquement depuis la zone de Kharkiv - en utilisant des armes fournies par les États-Unis ».

☞ L'Administration Biden considère que la ville ukrainienne de Kharkiv n'est pas attaquée

depuis le territoire contesté du Donbass, mais depuis le territoire russe proprement dit. Ce faisant, elle fait l'impasse sur l'attaque de Belgorod par l'armée ukrainienne depuis Kharkiv.

1389 L'Ukraine a forcé la main deux fois à Washington

Selon le *New York Times*, l'Ukraine aurait non seulement pris l'initiative de bombarder des raffineries russes afin de provoquer une hausse des cours mondiaux du pétrole et une attitude plus souple du Congrès, mais aussi de frapper le système russe des radars stratégiques afin d'obtenir le droit de bombarder des objectifs à l'intérieur des terres russes.

1390 Donald Trump s'engage à déclassifier les secrets politiques de son pays

Le candidat républicain Donald Trump s'est engagé sur Fox News, pour rétablir la confiance des électeurs dans les institutions, à déclassifier les dossiers sur le 11 septembre, sur l'assassinat du président Kennedy et sur les crimes de Jeffrey Epstein.

1391 Le complot contre Donald Trump

Selon *Public*, la communauté du Renseignement sous la présidence de Barack Obama a mobilisé ses alliés des « cinq yeux » (Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni) pour espionner 26 conseillers du candidat Donald Trump.

Par la suite, le FBI a lancé des investigations sur un prétendu chantage exercé par la Russie à l'encontre de Donald Trump.

Puis, le Congrès a déployé deux procédures de destitution (*impeachment*) contre le président Donald Trump.

Aujourd'hui la Justice l'a condamné dans l'affaire Stormy Daniels. En 2012, le candidat à la présidentielle John Edwards avait été poursuivi pour des faits similaires. L'accusation

avait été rejetée par la Justice. Mais il en va différemment avec Donald Trump. Les électeurs états-uniens ont vivement réagi à cette différence de traitement. L'équipe de campagne de Donald Trump a enregistré plus de 50 millions de dollars de dons en 24 heures.

1392 Myriam Adelson achète Donald Trump

Selon *Politico*, Myriam Adelson, veuve du casinotier Sheldon Adelson, a proposé 100 millions de dollars au candidat Donald Trump en échange de son soutien à la colonisation israélienne et de la nomination de la pro-israélienne Nikky Haley comme représentante permanente des États-Unis au Conseil de sécurité de l'Onu.

Selon le *Washington Post*, Donald Trump a organisé une réunion avec les principaux donateurs juifs états-unien. Il s'est présenté comme le défenseur d'Israël et un partisan de la guerre à Gaza, quoiqu'il soit critique de Benjamin Netanyahu.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

1393 Le Congrès renvoie James et Hunter Biden pour faux témoignages

Les présidents de trois commissions de la Chambre des représentants, James Comer (Commission de surveillance et de responsabilité), Jim Jordan (Commission des Lois) et Jason Smith (Commission des voies et moyens) ont adressé des renvois criminels au ministère de la Justice, accusant Hunter Biden (fils du président) et James Biden (frère du

président) d'avoir menti lors de leurs dépositions au Congrès.

☞ Les parlementaires ne sont pas parvenus à prouver la corruption du président Joe Biden car ils se sont heurtés aux mensonges de son frère et de son fils. Il est peu probable que le ministère de la Justice les poursuive. Toutes les pistes que les parlementaires ont ouvertes restent donc sans réponse.

1394 Les auteurs des Fake News, selon la CIA

Renee DiResta, « ex-agente » de la CIA et théoricienne de la censure aux États-Unis, publiera chez Hachette, le 11 juin, *Invisible Rulers : The People Who Turn Lies into Reality* (Les dirigeants invisibles : ceux qui transforment les mensonges en réalité).

1395 Élections générales au Mexique

Les élections générales au Mexique comprenaient, entre autres, le renouvellement des deux assemblées fédérales et du président de la République, mais aussi celles de nombreux gouverneurs et d'assemblées régionales et certaines municipalités.

Pour la présidence de la République, les résultats sont :

- Claudia Sheinbaum (Continuons de faire l'histoire) [gauche] : 59,36 % des suffrages exprimés
- Xóchitl Gálvez (Force et cœur pour le Mexique) [droite] : 27,91 %
- Jorge Álvarez Máynez (Mouvement des citoyens) [centre gauche] : 10,41 %

Claudia Sheinbaum, maire de Mexico et ancienne ministre de l'Environnement d'Andrés Manuel López Obrador, est largement élue.

Pour l'assemblée nationale, les résultats sont :

- Mouvement de régénération nationale (MORENA) : 40,44 % des suffrages exprimés
- Parti action nationale (PAN) : 17,17
- Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) : 11,25

- Mouvement citoyen (MC) : 11,02
- Parti vert écologiste du Mexique (PVEM) : 8,30
- Parti du travail (PT) : 5,43
- Parti de la révolution démocratique (PRD) : 2,49

La répartition des sièges n'est pas encore connue. Mais en termes d'alliance cela donne Continuos de faire l'histoire 54,17 %, Force et cœur pour le Mexique 30,91 %, et Mouvement des citoyens 11,02 %. La présidente Claudia Sheinbaum dispose donc d'une coalition majoritaire.

Les résultats sont avant tout une approbation massive des changements opérés par le président Andrés Manuel López Obrador, même s'ils sont très insuffisants en matière de sécurité.

1396 Le Brésil rappelle son ambassadeur en Israël

Frederico Meyer, ambassadeur du Brésil à Tel-Aviv, a été rappelé pour consultation à Brasilia. Le porte-parole du président Luiz Inácio Lula da Silva a précisé que le diplomate ne serait pas remplacé.

Le président de la République fédérative du Brésil avait comparé les pratiques de Benjamin Netanyahu à celles d'Adolf Hitler.

1397 Le Chili se joint à la plainte de l'Afrique du Sud contre Israël

Prononçant un discours devant la représentation nationale, [Gabriel Boric](#), président chilien, a déclaré : « Nous ne cesserons jamais d'être indignés par les actions aveugles et absolument disproportionnées contre des civils innocents, en particulier des femmes et des enfants palestiniens, que mène l'armée israélienne. Il y a déjà plus de 35 000 morts, une situation humanitaire catastrophique et les infrastructures de Gaza sont pratiquement détruites. Ces actes nécessitent une réponse ferme et permanente de la communauté internationale. C'est pourquoi, outre le soutien humanitaire apporté à la Palestine, la consultation de notre ambassadeur

en Israël et la présentation, avec le Mexique, de la situation en Palestine devant la Cour pénale internationale (CPI), j'ai décidé que le Chili deviendrait partie prenante et soutiendrait le dossier que l'Afrique du Sud a présenté contre Israël devant la Cour internationale de Justice (CIJ) de La Haye, dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le génocide. J'ai ordonné aux équipes du ministère des Affaires étrangères de préparer un document reprenant nos arguments à ce sujet ».

EUROPE

1398 L'implication du Royaume-Uni dans le massacre de Gaza

[Selon Declassified UK](#), 60 avions de guerre britanniques ont atterri en Israël depuis le début de l'opération « Épées de fer » à Gaza.

Declassified UK a précédemment révélé que le Royaume-Uni a secrètement déployé 500 soldats supplémentaires dans sa base de Chypre, depuis le début de l'opération.

Le 28 octobre, la Commission « D-Notice » de l'armée britannique (censure militaire) a demandé à tous les rédacteurs en chef des médias de ne pas publier d'informations relatives aux opérations des Forces spéciales de Sa Majesté (SAS) à Gaza.

1399 Standard & Poor's baisse la note de l'économie française

L'agence de notation Standard & Poor's (S&P) a annoncé, le 31 mai, la baisse de la note de la France, du troisième cran « AA » au quatrième « AA- », sanctionnant la « détérioration de la position budgétaire » du pays.

En 2012, Standard & Poor's a retiré à la France sa note « AAA ».

Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances, a commenté : « Il n'y aura pas d'impact sur le quotidien des Français (...) Notre stratégie reste la même : réindustrialiser, atteindre le plein-emploi et tenir notre

trajectoire pour revenir sous les 3 % de déficit en 2027 (...) La raison principale de cette dégradation, c'est que nous avons sauvé l'économie française ».

👉 Fin 2023, la dette publique de la France, s'élevait selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) à 3 101 milliards d'euros, soit 110,6 % du PIB. Le président Emmanuel Macron a provoqué une croissance exponentielle de la dette publique en confinant des Français durant l'épidémie de Covid-19 et en interdisant le commerce avec la Russie durant l'opération militaire spéciale en Ukraine.

1401 Emmanuel Macron appelle à la paix en Palestine

Le président français, [Emmanuel Macron](#) a publié en français, en anglais, en arabe et en hébreu un message sur X : « La guerre à Gaza doit cesser. Nous soutenons la proposition d'accord global des États-Unis. Tout comme nous travaillons avec nos partenaires de la région sur la paix et la sécurité pour tous, la libération des otages, un cessez-le-feu pérenne pour travailler à la paix et avancer sur la solution à deux États ».

1402 Israël interdit à Eurosatory 2024

Le gouvernement français a interdit la venue des 74 sociétés de défense israéliennes qui s'étaient inscrites au salon de la Défense et de la Sécurité Eurosatory 2024 qui se tiendra au Parc des Expositions de Paris-Nord Villepinte du 17 au 20 juin.

Le général Benny Gantz a téléphoné au Premier ministre, Gabriel Attal, pour lui demander de revoir sa décision.

1403 Les îles Cook proposent leur médiation en Nouvelle-Calédonie

Mark Brown, Premier ministre des îles Cook, a écrit au président du gouvernement de Nouvelle-Calédonie, Louis Mapou, pour lui proposer de « fournir » un « espace neutre »,

« afin de trouver une voie à suivre qui préserve les intérêts du peuple de Nouvelle-Calédonie ».

1404 L'Allemagne autorise l'Ukraine à frapper le territoire russe

Le [bureau du chancelier fédéral Olaf Scholz](#) a publié un communiqué : « Les Ukrainiens se battent pour leur pays et leur liberté. De nombreux pays dans le monde les soutiennent, politiquement, économiquement et par du matériel militaire et des armes. Il s'agit de la libération du territoire ukrainien, et nous sommes convenus avec l'Ukraine que les armes que nous fournissons seront utilisées pour le faire conformément au droit international. Avec nos alliés les plus proches et dans le dialogue étroit avec le gouvernement ukrainien, nous adaptons continuellement notre soutien au développement de la guerre. Ces dernières semaines, la Russie a préparé, coordonné et mis en œuvre des attaques et des positions, en particulier dans la région de Kharkiv depuis la zone frontalière russe immédiatement adjacente. Ensemble, nous sommes convaincus que l'Ukraine a le droit de se défendre contre ces attaques. À cette fin, elle peut également utiliser les armes qui lui ont été fournies conformément à ses obligations juridiques internationales, y compris celles que nous lui fournissons ».

👉 L'Allemagne adopte le point de vue des États-Unis : certes, les États qui fournissent des armes à l'Ukraine sont responsables de l'usage qu'elle en fait, mais riposter contre la Russie est un droit de tout État attaqué. Cette rhétorique fait l'impasse sur le point de vue russe selon lequel Moscou n'a pas attaqué l'Ukraine, mais a appliqué la résolution 2202.

1405 Kaja Kallas redéfinit la victoire en Ukraine

Kaja Kallas, Première ministre estonienne, a déclaré : « La victoire en Ukraine ne concerne pas seulement le territoire. Si l'Ukraine rejoint l'Otan, même sans un certain territoire, alors c'est une victoire parce qu'elle sera placée sous l'égide de l'Otan ».

☞ Kaja Kallas est l'un des chefs de gouvernement les plus anti-russes de l'Union européenne. Jusqu'à présent, elle exigeait que la guerre continue jusqu'à la récupération des frontières antérieures à 2014 (c'est-à-dire à la fois de la Crimée, du Donbass et de la Novorossia). Malgré son apparence martiale, cette déclaration est donc bien en deça de son discours précédent.

1406 Andrzej Duda pose son veto à la reconnaissance de la langue de Silésie

Le président polonais, Andrzej Duda, a posé son veto sur une loi reconnaissant la langue particulière de Silésie. Il s'agit, selon lui et la communauté scientifique, d'un dialecte polonais et non pas d'une langue à part entière.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, la Silésie est divisée entre la Pologne, l'Allemagne et la Tchéquie.

☞ Au-delà de la question de savoir si le Smej est une langue à part entière ou pas, la Pologne craint de créer un précédent qui pourrait ultérieurement être invoqué par l'Ukraine, sur le modèle de la République populaire d'Ukraine occidentale (1918-19). Kiev pourrait alors revendiquer toute la Galicie.

1407 Robert Fico ne reviendra pas dans les prochaines semaines

Robert Fico, Premier ministre slovaque, se remet lentement de sa blessure par balle. Il a déclaré sur Internet que « ce serait un petit miracle si je revenais » travailler dans plusieurs semaines.

Il a par ailleurs indiqué que la tentative d'assassinat qu'il a enduré devait être interprétée en fonction de son engagement non-conforme au Conseil européen contre la guerre en Ukraine.

Robert Fico est le seul dirigeant de l'Union européenne à soutenir l'opération spéciale russe en application de la résolution 2202 du Conseil de sécurité des Nations unies.

1408 Viktor Orbán veut stopper le bellicisme de l'UE

Viktor Orbán, Premier ministre hongrois, a déclaré le 1^{er} juin lors d'un discours sur l'île Marguerite : « Nous avons devant nous une tâche gigantesque, que nous n'avons jamais eue auparavant. Nous devons empêcher l'Europe d'entrer dans une guerre qui mènerait à sa propre destruction (...) Lors des élections au Parlement européen, nous essaierons d'arrêter ce train. Nous devons appuyer sur le frein d'urgence pour qu'au moins ceux qui le souhaitent puissent descendre et rester à l'écart de la guerre ».

Sur les rives du Danube, une immense banderole portant l'inscription « Non à la guerre » était déployée.

☞ Durant la Seconde Guerre mondiale, l'armée rouge livra un combat féroce contre les troupes hongroises de Ferenc Szálasi et celles des nazis sur l'île Marguerite, au centre de Budapest.

1409 Les Farmers Defense Forces à Bruxelles

Les Farmers Defense Forces du Néerlandais Jos Ubels ont réuni 500 tracteurs à Bruxelles contre la politique agricole de l'Union européenne. Ils disposent en effet de correspondants en Allemagne, en Belgique, en Espagne, en Italie, en Pologne et en Roumanie.

Les médias qualifient ce mouvement d'« extrême droite » bien que rien ne permette de le classer ainsi.

1410 La Commission européenne dénonce la « propagande » russe

Věra Jourová, commissaire européenne chargée des Valeurs et de la Transparence, a déclaré que la Russie inondait l'Allemagne, la France et la Pologne de messages de propagande durant la période des élections européennes. Ses messages commencent à se répandre également dans les États baltes, en Bulgarie et en Slovaquie. Ils sont adaptés à chaque pays.

Ainsi, en Allemagne, ils traitent des migrants ; en France, ils dénoncent le manque de sécurité des Jeux Olympiques ; et en Pologne, ils décrivent la « charge » que représentent les réfugiés ukrainiens.

1411 Mgr Bagrat Galstanian abandonne son ministère d'évêque arménien

Le théologien canado-arménien Bagrat Galstanian a renoncé à ses fonctions cléricales afin de se consacrer à la politique. Il n'est désormais plus évêque de l'Église apostolique arménienne.

Il est aujourd'hui le leader des manifestations anti-gouvernementales à Erevan. Il entend renverser le Premier ministre Nikol Pachinian et lui succéder.

1412 La Géorgie contre la propagande LGTB

Le parlement géorgien débat d'un ensemble de projets de loi déposé par le parti au pouvoir. Ils impliquent une interdiction de la propagande LGBT, du mariage homosexuel et du changement de genre, ainsi qu'une interdiction de toutes les assemblées et de toutes les campagnes visant à promouvoir les relations intimes, l'inceste, l'adoption ou la tutelle d'un mineur par un couple de même sexe ou une personne de nature non hétérosexuelle. Les interventions médicales liées aux changements de sexe seront également interdites, et les émissions de télévision ne devront pas comprendre de scènes sexuelles LGTB.

Les auteurs de ces projets de loi ont précisé qu'il ne s'agissait en aucun cas de condamner des relations homosexuelles entre adultes consentants, mais exclusivement la propagande LGTB.

1413 Polémique sur la traduction officielle en géorgien du Traité de l'Atlantique-Nord

La traduction officielle du Traité de l'Atlantique-Nord en géorgien, depuis 1949,

n'est pas fidèle à l'original. Elle fait accroire que l'article 5 implique automatiquement l'intervention militaire de tous lorsque l'un des membres est attaqué. Au contraire, le texte original précise que, individuellement et collectivement, les États-membres doivent évaluer si une riposte est « nécessaire ».

Les Géorgiens qui appellent leur gouvernement à adhérer à l'Otan pensent donc, à tort, que cela impliquerait automatiquement une protection militaire.

1414 L'armée russe repousse une attaque contre le pont de Kerch

L'armée ukrainienne a attaqué le pont de Kerch, reliant la Crimée au reste de la Russie, avec des missiles ATACMS (tirés par des HIMARS), des drones aériens et navals. L'attaque a été repoussée. 8 missiles ATACMS se sont abimés en mer d'Azov.

Le ministère russe de la Défense a indiqué que les forces armées russes « continuent de libérer de nouvelles régions de Russie des néo-nazis » et prend des mesures pour protéger la population de la Fédération de Russie.

1415 Volodymyr Zelensky achète le casino de Kyrenia

Le Vuni Palace Casino Hotel de Kyrenia (République turque de Chypre-Nord) a été racheté fin mai 2024 par Film Heritage Inc., une société de Belize.

Le montant exact de la transaction n'est pas connu, mais se situe autour de 150 millions de livres sterling. L'hôtel est l'un des plus grands casinos de la Méditerranée.

Dans un premier temps, le Vuni Palace Casino Hotel a démenti avoir changé de propriétaire, puis il a déclaré être en négociation. Dans un second temps, il a affirmé que la société Film Heritage Inc. n'était pas liée aux Zelensky avant d'expliquer que c'était une société homonyme, également enregistrée au Belize, de celle des Zelensky révélée par les Pandora Papers. Le

Belize étant un paradis fiscal, il n'est pas possible de vérifier cette étonnante assertion.

Les casinos sont le plus sûr moyen de blanchir de l'argent dans le système financier occidental.

Le mandat présidentiel de Volodymyr Zelensky s'est achevé le 21 mai.

1416 Les relations sino-russes selon Volodymyr Zelensky

« C'est dommage qu'une puissance indépendante comme la Chine soit devenue un outil entre les mains de Poutine », a déploré Volodymyr Zelensky le 2 juin, devant la presse, en marge d'un forum sur la sécurité à Singapour.

« Malheureusement, la Russie utilise l'influence chinoise dans la région, par l'intermédiaire des diplomates chinois, et fait tout son possible pour que le sommet [sur la « formule de paix » ukrainienne] n'ait pas lieu (...) La Chine s'efforce aujourd'hui d'empêcher des États de venir au Sommet de la paix », a encore déclaré le président ukrainien, lors d'une conférence de presse en marge du Dialogue Shangri-La de Singapour.

1417 Des instructeurs français déjà en route pour l'Ukraine

Selon une dépêche du 30 mai de l'agence britannique [Reuters](#) : « La France pourrait bientôt envoyer des formateurs militaires en Ukraine malgré les préoccupations de certains alliés et critiques de la Russie, et pourrait annoncer sa décision la semaine prochaine lors d'une visite du président ukrainien [pour la commémoration du débarquement allié], selon trois sources diplomatiques ».

Le député ukrainien [Oleksiy Goncharenko](#), a posté, le 31 mai, un message sur X : « Mes sources m'ont informé que le premier groupe d'instructeurs français est déjà en route pour l'Ukraine ».

1418 L'armée russe bombarde les installations énergétiques ukrainiennes

En réplique au sabotage des installations énergétiques de Donetsk par les forces ukrainiennes, l'armée russe a opéré une « frappe groupée » contre « des installations énergétiques ukrainiennes qui soutiennent le fonctionnement des entreprises du complexe militaro-industriel ».

1419 Le Kremlin examine une réplique asymétrique aux actions des « ennemis » états-uniens

Dmitry Peskov, porte-parole de la présidence russe, a qualifié pour la première fois les États-Unis, non plus d'État « hostile », mais d'« ennemi ».

Cette escalade rhétorique fait suite à l'utilisation par l'Ukraine de Himars US contre le territoire russe.

Vladimir Poutine, président russe, a expliqué à des journalistes que le Conseil de sécurité russe envisageait une réponse asymétrique plutôt qu'une escalade vers la guerre nucléaire. Si les Occidentaux fournissent des armes à l'Ukraine pour frapper la Russie, celle-ci pourrait également fournir des armes aux ennemis de l'Occident.

AFRIQUE

1420 L'armée russe se déploie en Libye

L'armée russe a déployé 1 500 soldats à l'Est de la Libye. Ils s'ajoutent aux 2 000 hommes de Wagner qui sont toujours sur place. Depuis des années, Moscou minore sa présence militaire, sachant qu'il n'y a pas de gouvernement légitime dans le pays. Aujourd'hui, il espère pouvoir installer une base navale à Tobrouk, entre la Syrie et l'Algérie.

1421 Vers un accord russo-soudanais

Malik Agar, adjoint du général Abdel Fattah al-Burhan, s'est rendu à Moscou. Il a négocié un

accord selon lequel la Russie « fournira du matériel militaire à l'armée soudanaise sur la base d'un protocole distinct, notant que la présence russe au point d'appui technique ne devrait pas dépasser 300 éléments et que le nombre de navires autorisés à être basés au centre de soutien militaire technique et logistique russe de Port-Soudan ne devrait pas dépasser 4 ».

Cet accord devrait être signé par général Abdel Fattah al-Burhan et le président Vladimir Poutine.

1422 Élections générales en Afrique du Sud

Les élections des 400 membres de l'Assemblée nationale sont :

- Congrès national africain (ANC) de Cyril Ramaphosa : 40,18 % des suffrages exprimés, soit 159 sièges
- Alliance démocratique (DA) de John Steenhuisen : 21,81 %, 87 sièges
- Umkhonto we Sizwe (MK) de Jacob Zuma : 14,58 %, 58 sièges
- Combattants pour la liberté économique (EFF) de Julius Malema : 9,52 %, 39 sièges
- Parti Inkatha de la liberté (IFP) de Velenkosini Hlabisa : 3,85 %, 17 sièges
- Alliance patriotique (PA), 2,06 %, 9 sièges
- Front de la liberté (VF+) : 1,36 %, 6 sièges
- ActionSA : 1,20 %, 6 sièges.

Les autres partis n'obtiennent pas 1 % des suffrages exprimés, mais se répartissent quand même 19 sièges. Le Congrès national africain perd 71 sièges à la fois en raison de son absence de résultats économiques et parce qu'il a exclu l'ancien président Jacob Zuma de ses rangs. Il ne pourra gouverner qu'en formant une alliance. Cependant son rapprochement avec Umkhonto we Sizwe, qui serait logique en termes de programme, est peu probable en termes humains.

ASIE

1423 Benjamin Netanyahu accepte l'invitation du Congrès

Le Premier ministre israélien, [Benjamin Netanyahu](#), a déclaré : « Je suis très ému d'avoir le privilège de représenter Israël devant les deux chambres du Congrès et de présenter aux représentants du peuple américain et du monde entier la vérité sur notre juste guerre contre ceux qui cherchent à nous détruire ».

Simultanément, [il a déclaré sur X](#) : « Les conditions imposées par Israël pour mettre fin à la guerre n'ont pas changé : la destruction des capacités militaires et gouvernementales du Hamas, la libération de tous les otages et la garantie que Gaza ne constitue plus une menace pour Israël. Selon la proposition, Israël continuera d'insister sur le fait que ces conditions soient remplies avant qu'un cessez-le-feu permanent soit mis en place. L'idée selon laquelle Israël accepterait un cessez-le-feu permanent avant que ces conditions ne soient remplies est vouée à l'échec ».

☞ En mars dernier, le département d'Etat avait invité le général Benny Gantz à Washington, contre l'avis de Benjamin Netanyahu.

1424 Selon la loi israélienne, l'UNRWA est terroriste

La Knesset (parlement) a adopté une demande préliminaire approuvant un projet de loi désignant l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) comme « organisation terroriste ».

1425 Les FDI ont revu leur plan pour Rafah

Selon le *Wall Street Journal*, les FDI, sur pression de la Maison-Blanche, ont accepté de revoir leur plan pour Rafah. Il ne s'agit plus de balayer toute la ville avec deux divisions, mais uniquement de contrôler la frontière entre Gaza

et l'Égypte, et d'opérer des raids au sud de la ville.

1426 Selon Benjamin Netanyahu, créer un État palestinien, c'est récompenser le terrorisme

Accordant un entretien à LCI (groupe TF1), Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, a déclaré : « Notre victoire, c'est la victoire d'Israël contre l'antisémitisme, c'est la victoire de la civilisation judéo-chrétienne contre la barbarie. C'est la victoire de la France ».

« Un État palestinien [reconnu] serait un État terroriste, un État fantoche de l'Iran (...) Si vous leur donnez un État maintenant, ce sera la plus belle récompense pour les terroristes ». D'ailleurs, « Si l'on considérait l'existence d'un État palestinien dans la banlieue parisienne, avec des milliers de terroristes voulant détruire Paris et tuer des Français, vous ne diriez pas cela ».

1427 Yoav Gallant confirme que les combats dureront jusqu'à la destruction du Hamas

Yoav Gallant, ministre israélien de la Défense, a reçu un appel téléphonique du secrétaire d'État Antony Blinken. Il lui a déclaré mener des actions en vue d'établir un organe directeur autre que le Hamas à Gaza, une étape essentielle pour renverser le régime du Hamas et créer des pressions pour restituer les otages. En outre, il a affirmé qu'il n'arrêterait pas les combats tant que tous les otages n'auront pas été rendus à l'État hébreu et que le régime du Hamas à Gaza ne sera pas renversé.

1428 La police israélienne place un manifestant au secret durant cinq jours

Nizar Ganadri, professeur de théâtre à l'université d'Haïfa, a été arrêté lors d'une manifestation contre la guerre. Accusé d'avoir frappé des policiers, il a été placé cinq jours au secret, sans inculpation. Il a finalement été libéré après avoir versé 35 000 shekels (plus de 8 000 euros) de caution.

La police n'a pas présenté de preuve de son accusation. Au contraire, une vidéo a été postée où l'on voit des policiers rouer le jeune homme de coups de pied, alors qu'il est étendu au sol.

☞ On considère généralement que détenir une personne pendant plus de 48 heures sans qu'elle puisse recevoir d'avocat ou de médecin, l'expose à être torturé sans laisser de traces.

1429 Benny Gantz affirme que le statut militaire des Haredim est sans conséquence pour les FDI

Le général Benny Gantz, ministre israélien sans portefeuille, a commenté le procès sur les demandes d'exemption des diplômés des yeshivas ultra-orthodoxes du service militaire obligatoire. Selon lui, le gouvernement aurait dû régler la question « il y a un an, bien avant que la guerre n'éclate, mais ses ministres étaient préoccupés par un coup d'État judiciaire ». « Nous devons dire la vérité : le schéma proposé ne conduira pas à leur engagement, certainement pas dans les proportions dont l'establishment de la Défense et l'État d'Israël ont besoin. Il ne favorisera même pas un peu l'équité nationale que tout le monde sert ».

☞ Selon le général Yoav Galland, ministre de la Défense, le général Benny Gantz aurait secrètement négocié avec les partis Haredim (ultra-orthodoxes) l'exemption du service militaires pour les étudiants des yeshivas (écoles rabbiniques) contre une date d'élections générales anticipées.

1430 Itamar Ben-Gvir affirme que le Mont du Temple appartient aux juifs

Itamar Ben-Gvir, ministre de la Sécurité, a déclaré à la radio de l'armée de terre : « Chaque année, ils ont dit que ce n'était pas le moment, ce n'est pas approprié. Quand vous appliquez leurs conseils, vous obtenez le 7 octobre. Nous marcherons demain depuis la porte de Damas et irons au Mont du Temple, malgré eux. Nous devons les frapper là où c'est le plus important pour eux, et aller dire que le Mont du Temple et Jérusalem sont à nous. Si nous nous considérons

Analyses du Réseau Voltaire

- « [La prise de Rafah par Israël va-t-elle déclencher une guerre régionale incluant l'Égypte ?](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

La presse internationale fait l'impasse sur la grave violation des Accords de Camps David à laquelle les FDI se sont livrées pour prendre le poste frontière de Rafah sans traverser la Bande de Gaza, en envahissant le corridor Philadelphie. Le Caire a pourtant immédiatement considéré que Tel-Aviv lui avait déclaré la guerre. Si l'Égypte se défend, ce sera une guerre régionale qu'Israël ne pourra pas gagner.

- « [Duel : Benjamin Netanyahu face aux États-Unis](#) », par Thierry Meyssan

Benjamin Netanyahu n'a pas fait céder le président Joe Biden, bien qu'en janvier, il ait prétendu pouvoir y parvenir. Toutefois, il a pourtant gagné ce duel en empêchant la Maison-Blanche de s'opposer à sa politique. Sous nos yeux, il refuse d'obéir au Conseil de sécurité des Nations unies et à la Cour internationale de Justice. Il pratique un nettoyage ethnique à la fois à Gaza et en Cisjordanie. Même s'il le souhaite, nul ne peut entreprendre quoi que ce soit pour faire cesser ses crimes.

- « [Grandes manœuvres de guerre en Europe sous commandement des États-Unis](#) », par Manlio Dinucci

Les Occidentaux font monter la pression d'un cran. Ils viennent d'autoriser l'Ukraine à utiliser leurs armes pour attaquer la Russie. En principe, les fabricants d'armes sont responsables de leur usage, mais ils se cachent leur responsabilité en invoquant le droit de l'Ukraine à se défendre. En outre, ils envisagent d'autoriser Kiev à utiliser des missiles à longue portée en feignant d'ignorer qu'ils ne sont pas utilisables sans leur système satellitaire. Enfin, ils envisagent d'autoriser l'usage d'armes atomiques, en violation du Traité de non-prolifération.

comme le propriétaire, nos ennemis nous respecteront ».

☞ Le Mont du Temple tire son nom hébraïque de la présence du Temple de Jérusalem dont il ne reste plus que le Mur des lamentations. C'est aussi là que se trouvent la mosquée al-Aqsa et le dôme du Rocher, d'où son nom arabe d'esplanade des Mosquées.

1431 Plus de camions à Gaza, mais moins d'aide humanitaire

Alors que le gouvernement israélien se félicite d'avoir augmenté le nombre de camions entrant dans la Bande de Gaza, les Nations unies se plaignent de la baisse de l'aide humanitaire disponible.

Les organismes d'aide mettent en garde contre la priorité accordée aux camions commerciaux plutôt qu'à l'aide humanitaire. Selon eux, elle sape gravement les efforts visant à faire face à l'escalade de la crise de la faim.

1432 Israël interrompt le transfert de fonds publics palestiniens à Gaza

Le gouvernement israélien a interrompu le transfert de 270 millions de shekels (environ 72 millions de dollars) de l'argent des impôts palestiniens, que le gouvernement palestinien alloue à la bande de Gaza. Il entend ainsi détruire le peu de crédibilité qui reste à l'Autorité palestinienne.

1433 Le FPLP et le Jihad islamique s'effacent au profit du Hamas

Selon le quotidien *Al-Akbar* proche du Hezbollah, les fonctionnaires des Nations unies qui ont tenté de joindre le FPLP et le Jihad islamique se sont vus renvoyés vers le Hamas. En effet, toutes les composantes de la Résistance palestinienne sont conscientes que les Occidentaux échouent militairement et diplomatiquement. Ils tentent donc de les diviser.

1435 Bilan humain de l'opération « Épée de fer ».

Selon le ministère de la santé de Gaza, les combats depuis le 7 octobre ont fait 36 550 morts et 82 959 blessés parmi les Palestiniens.

1436 Les Forces libanaises contre les réfugiés syriens

Les Forces libanaises de Samir Geagea ont mis en garde les États-Unis face au recrutement de réfugiés syriens par le Hezbollah.

Les Forces libanaises sont hostiles à la présence de réfugiés syriens au Liban, tandis que les États-Unis sont hostiles à leur rapatriement en Syrie car cela impliquerait le versement de l'aide des nations unies au gouvernement de Damas.

Les Occidentaux sont persuadés que les réfugiés syriens ont quitté leur pays parce qu'ils sont opposés à la République arabe syrienne. Cependant, leur participation massive à l'élection présidentielle a infirmé cette analyse. Aujourd'hui, la plupart des réfugiés syriens au Liban retournent dans leur village quand ils sont en vacances.

1437 Les Frères musulmans de Jordanie s'accordent avec la monarchie

Murad Adaileh, nouvel Observateur général de la Confrérie des Frères musulmans en Jordanie, a accordé un entretien à Al-Jazeera. Il a fait état des relations courtoises de l'État jordanien avec la Confrérie, bien que celle-ci engage à un soutien plus fort à sa branche palestinienne, le Hamas.

1438 Bataille au sein de l'opposition pro-occidentale à Afrine

Une bataille a opposé à Afrine (gouvernorat d'Alep) plusieurs unités de l'opposition pro-occidentale : d'un côté la brigade Sulaiman Shah dirigée par Mohammad al-Jassem (alias Abu Amsha) et la brigade Hamza dirigée par Saif Boulad et, de l'autre, le Mouvement pour la

construction et la libération dirigé par Hussein al-Hamadi.

Afrine est contrôlée par l'armée syrienne libre et l'armée turque.

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Israël perd gravement, les États-Unis perdent gravement, l'Iran gagne, dit John Mearsheimer](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

L'attaque israélienne du consulat iranien à Damas n'aura pas eu l'effet escompté par Tel-Aviv. Au contraire, Téhéran a mis à profit cette provocation pour monter la supériorité de ses missiles hypersoniques, impossibles à intercepter, même pour les États-Unis.

1439 Washington pourrait reconnaître un second « Kurdistan », mais toujours pas en Turquie

Les États-Unis pourraient reconnaître prochainement un « Kurdistan » en Syrie. Il s'agirait d'une attaque directe non seulement contre Damas, mais surtout contre Ankara.

👉 En 1919, la [Commission états-unienne King-Crane](#) écrivait : « Les Kurdes revendiquent un très grand territoire, sur la base de leur présence, mais comme ils sont très mélangés avec les Arméniens, les Turcs et les autres, et divisés entre eux en Qizilbash, chiïtes et sunnites, il semble préférable de les limiter à la zone géographique naturelle qui se trouve entre la proposition de l'Arménie sur le nord et de la Mésopotamie au sud, avec le fossé entre l'Euphrate et le Tigre comme la limite Ouest et la frontière persane comme limite Est (...) Il est possible de déplacer la plupart des Turcs et des Arméniens, qui sont peu nombreux, hors de cette zone par un échange volontaire de population et d'obtenir ainsi une province d'environ un million et demi d'habitants, presque tous Kurdes. La sécurité des Chaldéens, Nestoriens et Chrétiens syriens qui habitent dans la région doit être garantie ». Washington entendait affirmer qu'un Kurdistan ne peut être légitime qu'en Turquie. Cependant aujourd'hui,

les États-Unis ont déjà créé un Kurdistan en Iraq et un autre (non-reconnu) en Syrie.

1440 L'Arabie saoudite adapte ses programmes scolaires

L'Arabie saoudite a modifié ses programmes et livres scolaires. Israël n'est plus qualifié d'« ennemi » et le mot « Palestine » ne désigne plus le territoire de la Palestine mandataire, mais uniquement les Territoires palestiniens.

1441 Attaques contre les chaînes de restaurant états-uniennes en Iraq

Le boycott des intérêts états-uniens en Iraq s'accompagne d'actes de vandalisme contre les chaînes de restaurants et d'hôtels états-uniennes, notamment KFC et Chili House.

1442 Le Bahreïn sollicite la médiation chinoise

Le Bahreïn a sollicité les bons offices de la Chine pour se rapprocher de l'Iran, comme elle l'avait négocié pour l'Arabie saoudite, en mars 2023.

Erratum

- Dans certaines éditions de la dépêche 1354, nous avons indiqué par erreur qu'Haïti allait déployer des gendarmes ... à Haïti. Il s'agissait en fait, nos lecteurs l'auront compris, de gendarmes kenyans.
- Dans la dépêche 1361, nous avons mal orthographié la revue israélo-palestinienne +972 *Magazine*. Identiquement, nous avons daté pour 2013 au lieu de 2023, les statistiques des articles censurés en Israël.

1443 Ansar Allah attaque des navires militaires états-uniens

Selon Yahya Saree, porte-parole d'Ansar Allah, le Yémen a mené cinq opérations ciblant un porte-avions états-unien, un destroyer états-unien et trois navires dans la mer Rouge et l'océan Indien.

Vidéo de Thierry Meyssan

Thierry Meyssan a poursuivi sa [chronique](#) avec le Courrier des stratèges. Cette semaine, il traite de la situation au Moyen-Orient. Il aborde également la réécriture de l'histoire à laquelle les Occidentaux procèdent comme dans le roman de George Orwell, 1984.

1444 L'UsCentCom prétend avoir attaqué Ansar Allah en légitime défense

L'[UsCentCom](#) a déclaré : « Les forces de l'USCENTCOM, aux côtés des forces armées britanniques, ont mené, en légitime défense, des frappes contre 13 cibles houthies dans les zones contrôlées au Yémen par les Houthis soutenus par l'Iran. Il a été déterminé que ces drones et sites représentaient une menace pour les forces états-uniennes, les forces de coalition et les navires marchands dans la région. Ces actions sont nécessaires pour protéger nos forces, garantir la liberté de navigation et rendre les eaux internationales plus sûres pour les navires américains, de la coalition et les navires marchands ».

☞ Les Occidentaux persistent à injurier Ansar Allah en le qualifiant de « Houthis », par référence au nom tribal de leur fondateur.

☞ En aucun cas, durant les premiers mois, Ansar Allah n'a ciblé de navires états-uniens parce qu'états-uniens. Il a par contre attaqué des navires, de quelque nationalité qu'ils soient, qui étaient impliqués dans le massacre en cours à Gaza. Les États-Unis n'ont pas été attaqués, et ne peuvent donc pas invoquer un droit à la légitime défense.

Le Conseil de sécurité a refusé aux États-Unis le droit d'attaquer le Yémen. En droit international, ces bombardements constituent donc des agressions. Ils autorisent Ansar Allah à se défendre en attaquant la flotte alliée.

Les derniers raids ont tué 16 civils et blessés 35 autres. [Mohammed Al-Bukhaiti](#), membre du bureau politique d'Ansar-Allah, a commenté : « L'agression états-uno-britannique ne nous

empêchera pas de poursuivre nos opérations militaires en soutien à la Palestine. Nous répondrons d'escalade en escalade. Nous ne nous arrêterons qu'en mettant un terme au crime de génocide à Gaza et en levant le siège de ses habitants. Cibler les installations civiles telles que la radio, les ports et les communications ne brisera pas la volonté du peuple yéménite, mais augmentera plutôt sa stabilité et sa solidité ».

1445 Ali Khamenei commente la vision de la Palestine de Rouhollah Khomeiny

- Célébrant le 35^e anniversaire de la mort de l'imam Rouhollah Khomeiny, le guide de la révolution l'ayatollah Ali Khamenei, a déclaré : « Dès le premier jour du Mouvement islamique, l'imam a souligné la question palestinienne et, avec prévoyance et attention, il a prédit la voie à suivre pour la nation palestinienne. Cette vision très importante de l'imam se réalise progressivement ». L'imam avait expliqué le rejet du recours à de prétendues négociations de paix, la participation active du peuple palestinien à la reprise de ses droits, ainsi que l'aide de toutes les nations, en particulier celle des nations musulmanes pour le peuple palestinien.

« Il a attribué les crimes sans précédent et la brutalité sans limite du régime fou, ainsi que le soutien du gouvernement états-unien à ces atrocités, à des réactions agitées face à la perturbation de la grande conspiration internationale qui prévoyait de permettre au régime sioniste de dominer la région ».

« Malgré la propagande de l'Occident, le régime sioniste fond sous les yeux des peuples du monde. Nous assistons au début de sa fin. En plus des nations, de nombreux hommes politiques internationaux, et même des sionistes, ont reconnu cette réalité », a-t-il poursuivi.

- Le président palestinien, Mahmoud Abbas, a commenté : « L'Iran vise à sacrifier le sang palestinien ! (...) Le peuple palestinien combat depuis 100 ans, et il n'a pas besoin de plus de guerres qui ne servent pas ses intérêts - la liberté

et la protection d'Al Qods et des lieux saints (...) Nous voulons mettre fin à l'occupation et mettre en œuvre la création d'un État palestinien avec Jérusalem comme capitale, et non une politique qui ne sert pas les intérêts du peuple palestinien ».

1446 Téhéran et le plan de paix « israélien » pour Gaza

Selon Asas Media, l'Iran n'a aucune intention de soutenir le plan de paix israélo-US à Gaza, tout au moins en l'état. Le ministre iranien des Affaires étrangères, Ali Bagheri Kani, fait observer que si Washington était de bonne foi, il commencerait par stopper toute aide militaire à Tel-Aviv, ce qui mettrait fin immédiatement au massacre en cours. Il semble que la position de l'Iran pourrait évoluer, s'il était invité à participer aux négociations.

1447 Élections législatives à Bharat

Les élections législatives indiennes ont été les plus larges de l'histoire avec 970 millions d'électeurs. A l'issue de 45 jours de scrutin, les résultats sont :

- Bharatiya Janata Party (BJP) : 240 sièges
- Congrès national indien (INC) : 99
- Samajwadi Party (SP) : 37
- All India Trinamool Congress (AITC) : 29
- Dravida Munnetra Kazhagam (DMK) : 22
- Telugu Desam Party (TDP) : 16
- Janata Dal (Uni) (JD(U)) : 12
- Shiv Sena (UBT) (SS(UBT)) : 9
- Parti du congrès nationaliste - Sharadchandra Pawar (NCP(SP)) : 8
- Shiv Sena (SS) : 7
- Lok Janshakti Party (Ram Vilas) (LJP(RV)) : 5
- Yuvajana Sramika Rythu Congress Party (YSRCP) : 4
- Parti communiste d'Inde (marxiste) (CPI(M)) : 4
- Rashtriya Janata Dal (RJD) : 4
- Aam Aadmi Party (AAP) : 3
- Jharkhand Mukti Morcha (JMM) : 3
- Ligue musulmane de l'Union indienne (IUML) : 3
- Janata Dal (Secular) (JD(S)) : 2
- Jana Sena Party (JSP) : 2

- Parti communiste d'Inde (CPI) : 2
 - Parti communiste d'Inde (marxiste-léniniste) Libération (CPI(ML)L) : 2
 - Conférence nationale (Jammu-et-Cachemire) (JKNC) : 2
 - Viduthalai Chiruthaigal Katchi (VCK) : 2
- 18 autres petits partis ou candidats indépendants obtiennent 1 siège.

En termes d'alliances, cela donne :

- Alliance démocratique nationale (NDA) du Premier ministre Narendra Modi : 293 sièges
- Alliance inclusive de la nation indienne pour le développement (INDIA) du président du Parti du Congrès Mallikarjun Kharge : 234 sièges.

Malgré les apparences, c'est un net recul de Narendra Modi qui perd 93 sièges. Non seulement il n'atteint pas la majorité qualifiée des deux tiers qui lui aurait permis d'amender la constitution, mais il doit se contenter d'une majorité relative et ne pourra gouverner qu'en négociant avec ses alliés.

La politique étrangères de Narendra Modi a ouvert de nouvelles perspectives à Bharat, tout en détruisant les relations privilégiées qu'elle avait avec la Russie par exemple et en renforçant l'inimitié de ses voisins comme les Maldives et le Bangladesh. Les conflits ethniques et sociaux devraient se réveiller comme avant l'arrivée au pouvoir fédéral de Modi, en 2014.

Le Premier ministre devrait interpréter les résultats en modérant sa politique identitaire hindouiste, mais compte tenu de la faible participation (66 %), il pourrait, à l'inverse, mobiliser les abstentionnistes en durcissant sa politique.

1448 Les Maldives interdisent leur entrée aux citoyens israéliens

Les Maldives ont interdit l'entrée de leur territoire aux citoyens israéliens, en rétorsion au massacre en cours à Gaza.

Le président Mohamed Muizzu a annoncé la nomination d'un envoyé spécial chargé

d'évaluer les besoins des Palestiniens et de lancer une campagne de collecte de fonds.

Les Maldives sont un État musulman appliquant la charia. Jusqu'en 2009, il était interdit aux Maldiviens de fréquenter des touristes non-musulmans.

1449 La Chine confirme qu'elle ne participera pas à la Conférence sur la « formule de paix » ukrainienne

Mao Ning, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, a indiqué : « Il existe un décalage évident entre d'un côté les dispositions prises pour la conférence [sur la « formule de paix » ukrainienne] et de l'autre les demandes de la Chine et les attentes générales de la communauté internationale, ce qui rend difficile la participation de la Chine (...) La Chine a toujours insisté sur le fait que la Conférence internationale de paix devait être reconnue à la fois par la Russie et par l'Ukraine, permettre la participation égale de toutes les parties et une discussion juste de tous les plans de paix ».

1450 La Chine et le souvenir de Tiananmen

Les autorités chinoises ne célébreront pas cette année non plus le 35^e anniversaire de la répression des manifestations de la place Tiananmen.

👉 Rappelons que, contrairement à la version admise en Occident, les événements de 1989 n'étaient pas une révolte populaire pacifique en faveur de la démocratie, mais une [tentative de coup d'État du Premier ministre Zhao Ziyang](#), assisté de Gene Sharp et Bruce Jenkins (Albert Einstein Institution) pour l'Otan.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

1451 Le Conseil de sécurité se divise face à la Corée du Nord

À la demande des États-Unis, de la France, de Malte, de la République de Corée et du

Royaume-Uni, le Conseil de sécurité s'est réuni pour une séance d'information sur la République populaire démocratique de Corée (RPDC), après l'échec du lancement d'un satellite de reconnaissance militaire par ce pays en début de semaine.

Une majorité de membres s'est dite inquiète des menaces que l'utilisation par la RPDC de la technologie des missiles balistiques fait peser sur la paix et la sécurité internationale. Au contraire, la Chine et la Fédération de Russie ont imputé cette montée des tensions aux exercices militaires menés dans la région par les États-Unis et leurs alliés.

1452 L'UNRWA met en garde contre des risques de déshydratation à Gaza

Un responsable de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), Scott Anderson, a averti que, compte tenu de la hausse des températures, les risques liés à la pénurie d'eau potable à Gaza augmentent considérablement les risques de déshydratation, d'hépatite A et de diarrhée.

1453 Le Vanuatu dénonce la position coloniale de la France en Nouvelle-Calédonie

Lors de la 4e Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement (PEID4), organisée par les Nations unies, du 27 au 30 mai, à Antigua-et-Barbuda, Ralph Regenvanu, ministre du changement climatique du Vanuatu, a déclaré : « Nous appelons la France à retirer ses propositions législatives, à revenir à la table des discussions et à établir un nouvel accord avec les indépendantistes et les anti-indépendantistes du territoire [calédonien] (...) Si la France ne retire pas les amendements législatifs, les violences continueront (...), la crédibilité de la France est mise en cause ».

1454 L'Otan planifie les transports de troupes et d'armes lourdes en Europe

Le Joint Support and Enabling Command (JSEC) de l'Otan a pris conscience, au vu de la guerre en Ukraine, qu'en cas de guerre contre la Russie, les centres logistiques qu'il avait organisé par exemple en Afghanistan et en Iraq seraient rapidement détruits. L'Alliance, qui n'a connu que des conflits de faible intensité, ne dispose que de très peu de défenses anti-aériennes.

En cas de guerre de haute intensité, le JSEC éviterait de concentrer ses troupes en un seul lieu. Il développe donc un système permettant leur déplacement rapide à travers toute l'Europe. En priorité, il planifie l'arrivée des matériels lourds et des GI's aux ports néerlandais, mais aussi par l'Italie, la Grèce et la Turquie, ainsi que par la Scandinavie. Des lignes de chemin de fer robustes doivent relier ces points d'entrée vers la Pologne, la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),
46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros.

Les abonnements sont automatiquement renouvelés.

Pour annuler le renouvellement de votre abonnement : envoyez à l'avance un e-mail à thierry.meyssan@voltairenet.org.

Pour nous écrire, ne répondez pas aux mails automatiques vous informant des liens de téléchargement. Ils ne nous parviennent pas. Mais composez vous-même l'adresse courriel de votre destinataire.

Voltaire

Actualité internationale

N°91 - 14 juin 2024

ÉDITORIAL

1455 Après l'Ukraine, la Serbie ?

- Moscou est convaincu que les Straussiens vont tenter en Serbie, [et non pas en Transnistrie](#) (comme initialement prévu par la Rand Corporation), la prochaine manche contre la Russie. Il s'agirait de provoquer la 3^e Guerre mondiale en rejouant l'incident de Temešvar qui succéda d'un mois à l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand à Sarajevo. La fausse nouvelle d'une attaque serbe contre des troupes austro-hongroises fit perdre son sang-froid à l'empereur François-Joseph I^{er}. Il déclara la guerre sans avoir vérifié la responsabilité serbe dans la mort de son neveu et héritier. Identiquement, un incident dont les Serbes seraient rendus responsables pourrait pousser l'Union européenne à soutenir une guerre contre la Serbie après une guerre en Ukraine.

- De nombreux accrochages ont eu lieu entre la Serbie et la Bosnie-Herzégovine à propos de la République serbe de Bosnie, en 2023. Une tentative de « révolution colorée » a été organisée en Serbie, en janvier 2024 (cf.0039).

- Le Conseil de Sécurité (cf. 1172), contredisant la Russie, n'a pas observé d'aggravation du conflit actuel opposant la République serbe de Bosnie aux autres composantes de la Bosnie-Herzégovine qui négocient leur adhésion à l'Union européenne (cf. 0686 et 0832). En définitive, l'Assemblée générale a adopté, le 23 mai 2024, une résolution, présentée par l'Allemagne et le Rwanda, instituant une « Journée internationale de réflexion et de commémoration du génocide commis à Srebrenica en 1995 » (cf. 1377). Selon la Russie, celle-ci ne vise pas à honorer les victimes, mais à avaliser la version selon laquelle il serait imputable aux Serbes.

- Moscou, Belgrade et Sarajevo se préparent donc au pire. Milorad Dodik, président de la République serbe de Bosnie, a été [invité, le 6 juin, au Kremlin par le président russe](#), Vladimir Poutine.

Ce dernier l'a assuré que Moscou continuerait à soutenir son pays en conformité avec les accords de Dayton.

- De retour dans les Balkans, le président Milorad Dodik a participé, le 8 juin, avec son homologue serbe, Aleksandar Vučić, à la première réunion de l'Assemblée panserbe autour du slogan « Un peuple, un rassemblement ». [Cette assemblée a adopté une Déclaration sur la protection des droits nationaux et politiques et l'avenir commun du peuple serbe \(...\)](#)

(...) • Lors d'une [interview à l'agence Tass](#), le même jour, le président Milorad Dodik a redit sa volonté d'en finir avec les accords de Dayton, alors qu'au contraire, le président Vladimir Poutine a fondé son action sur ces mêmes accords.

Lors de la conférence de Dayton (1995), la délégation bosniaque conduite par le président Alija Izetbegović (ancien soutien du III^e Reich) comprenait en son sein l'États-unien Richard Perle (un Straussien qui joua par la suite un rôle central dans la guerre occidentale contre l'Iraq et la guerre israélienne contre le Liban).

- Les Occidentaux considèrent officiellement que l'idéologie panserbe fut la cause profonde des guerres de Yougoslavie ; ce que les Serbes démentent. C'est pour créditer cette interprétation que Rudolf Scharping, ministre allemand de la Défense, fit circuler le célèbre plan « Fer à cheval » visant à expulser les non-Serbes du Kosovo. Il justifia la guerre du Kosovo, mais ce document s'avéra être un faux, fabriqué par les services secrets de l'Otan.

AMÉRIQUES

1456 Le Congrès relance la question tibétaine contre la Chine

Le Congrès a adopté une loi amendant la loi sur la politique tibétaine. La lutte contre ce qu'il qualifie de « désinformation » sur l'histoire, le peuple et les institutions du Tibet sera subventionnée.

☞ La Chine affirme que le Tibet est une province depuis l'Antiquité et qu'il l'a administré durant 700 ans. Au contraire, les États-Unis affirment que le Tibet a toujours été auto-administré.

1457 Le département d'État autorise la livraison d'armes aux « nationalistes intégraux » ukrainiens

Le département d'État a abrogé l'interdiction de livrer des armes au régiment Azov, désormais

dénommé 12e Brigade des forces spéciales ukrainiennes et 3e brigade d'assaut.

☞ Commandé par le « Führer blanc », Andriy Biletsky, le régiment Azov est constitué de « nationalistes intégraux ». Son règlement intérieur stipule que la lecture des œuvres de Dmitry Dontsov (administrateur de l'Institut nazi Reinhard Heydrich) y est obligatoire pour tous les soldats.

1458 Création d'un « Groupe de communication sur l'Ukraine » basé à l'étranger

Les États-Unis ont signé un accord, le 10 juin avec la Pologne. Il prévoit la création d'un « Groupe de communication sur l'Ukraine » à Varsovie.

☞ Il s'agit de la première unité mise en œuvre depuis la définition de la stratégie du département d'État, en janvier dernier. L'information en Pologne est déjà contrôlée par l'Otan ainsi que le montre l'ordre du Conseil de sécurité polonais aux opérateurs internet opérant dans le pays de ne pas relayer notre site voltaire.net.org. Il est probable que le Groupe basé à Varsovie ne limitera pas son action aux informations traitant de l'Ukraine et n'hésitera pas à s'ingérer dans la politique intérieure polonaise.

1459 Projet d'accords de Défense USA-Arabie saoudite et USA-Israël

Selon le *Wall Street Journal*, les États-Unis auraient rédigé un projet d'accord de défense pour l'Arabie saoudite et un autre pour Israël. Tel-Aviv s'engagerait à un cessez-le-feu à Gaza en échange de ventes d'armes, de coopération en matière de renseignement et de planification stratégique sur les menaces communes. Tandis que Riyad s'engagerait à ne pas laisser la Chine construire de bases militaires sur son sol en échange d'une aide au développement d'un programme nucléaire civil avec enrichissement d'uranium.

1460 Les médicaments anti-Covid ne sont pas des vaccins

La Cour d'appel de Californie (9^e circuit) a jugé que les prétendus « vaccins anti-Covid » ne sont pas des vaccins, mais des traitements. Le qualificatif de vaccin avait été validé par une loi fiscale, cependant ces médicaments ne visent pas à prévenir la transmission. Ils ne peuvent donc pas être présentés comme des vaccins.

Cette décision conduit à dire que l'« obligation vaccinale » contre la Covid est en réalité un « traitement médical forcé ». Or, la loi fédérale états-unienne reconnaît « le droit fondamental de refuser un traitement médical ».

1461 McDonald achète Omri Padan

McDonald a racheté la totalité de ses 225 restaurants franchisés à Omri Padan en Israël. Après l'attaque du 7 octobre, ils avaient proposé une réduction de 50 % pour les soldats en uniforme dans toutes leurs boutiques. Il s'en était suivi un boycott mondial des restaurants McDonald.

1462 Washington menace les dirigeants du Hamas

Selon le *Wall Street Journal*, le Qatar et l'Égypte ont transmis aux dirigeants du Hamas un message du département d'État : s'ils n'acceptent pas les conditions de l'accord « israélien », ils seront sanctionnés ; leurs avoirs seront gelés et ils seront expulsés du Qatar.

Le Hamas refuse cet accord parce qu'il élude la question de la permanence du cessez-le-feu.

1463 Hunter Biden condamné pour fausse déclaration

Hunter Biden, fils du président Joe Biden, a été condamné par un tribunal de Delaware pour fausse déclaration. Il avait nié consommer des drogues afin de pouvoir acheter une arme à feu.

Le procès, qui a duré une semaine, a été l'occasion de dévoiler des détails sordides sur la vie du fils du président des États-Unis.

Suite à ce jugement, la licence d'avocat de Hunter Biden est contestée.

Erratum

Dans la brève 1390, nous avons présenté par erreur Donald Trump comme candidat démocrate, alors que c'est un jacksonien investi par les républicains.

1464 Selon le CSIS, la Russie pourrait attaquer les États baltes

Selon un [rapport du Center for Strategic and International Studies \(CSIS\)](#), *L'Otan est-elle prête pour la guerre ?*, La Russie pourrait facilement lancer une attaque à grande échelle contre les États baltes, membres de l'UE.

1465 InfoWars ferme ses portes

Le site et l'émission de radio d'InfoWars vont devoir fermer. En 2022, leur propriétaire, Alex Jones, a été condamné à payer 1,5 milliard de dollars de dommages et intérêts aux familles des victimes du massacre de Sandy Hook (2012) pour avoir dit à l'antenne qu'il avait été organisé par l'État fédéral.

Alex Jones était devenu le journaliste états-unien le plus influent des années 2000. Il avait annoncé la destruction du World Trade Center avant les attentats du 11-Septembre, l'obligation du port des masques avant la pandémie de Covid-19 et, également à l'avance, la guerre en Ukraine.

Il devrait poursuivre son travail sous une nouvelle enseigne.

EUROPE

1466 Emmanuel Macron et l'Ukraine

Recevant Volodymyr Zelensky, chef du gouvernement provisoire ukrainien, le président français, Emmanuel Macron, a déclaré : « La Russie a délibérément redessiné ses frontières, intensifié sa guerre hybride contre notre continent européen, contre la sécurité, contre nos démocraties, donc quand il s'agit de la sécurité de l'Ukraine, il s'agit de notre propre sécurité. Et je veux vous assurer que la France sera un partenaire fiable. Les Ukrainiens peuvent compter sur notre soutien à long terme ».

👉 Le président Macron entendait probablement parler de l'Union européenne qu'il a confondue avec le continent européen. La Russie n'est pas membre de la première, mais du second.

1467 Yaël Braun-Pivet reçoit le « président ukrainien » à l'Assemblée nationale française

Volodymyr Zelensky s'est exprimé le 7 juin devant une Assemblée nationale française clairsemée. Il a été présenté mensongèrement par Yaël Braun-Pivet, présidente de l'Assemblée nationale, comme « président de l'Ukraine », ce qu'il n'est plus depuis l'expiration de son mandat, le 21 mai 2024. Lui-même, dont l'armée est commandée par des « nationalistes intégraux » se réclamant du nazi Stepan Bandera, s'est présenté comme le continuateur de la lutte contre les nazis.

1468 Signature de quatre documents ukraino-français

Yuliia Svyrydenko, premier vice-Premier ministre du gouvernement ukrainien provisoire, a signé à Paris quatre documents :

- Une convention de 200 millions d'euros de subvention par la France pour la restauration et l'entretien des infrastructures critiques et des secteurs prioritaires de l'économie ukrainienne ;

- Un accord sur l'établissement et le fonctionnement du bureau de représentation de l'Agence française de développement (AFD) en Ukraine ;
- Le renouvellement de l'accord entre les Gouvernements français et ukrainien sur la coopération dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire ;
- Une déclaration d'intention sur la coopération dans le secteur de la Défense.

1469 Le réseau Atlas en France

L'Observatoire des multinationales (lié aux Amis de la Terre) a publié un [rapport intitulé : Le réseau Atlas, la France, et l'extrême-droitisation des esprits](#).

Il présente un aperçu des organisations liées au réseau Atlas (créé par Antony Fisher sous Margaret Thatcher) : Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques (ifra), Institut de Recherches Économiques et Fiscales (Iref), Institut Molinari, Contribuables associés, Institut des libertés Charles Gave, Institut de formation politique, Génération Libre.

Ce rapport aborde le travail du réseau Atlas à travers des préjugés qui nuisent à sa compréhension, mais il atteste de liens méconnus entre ces organismes.

1470 Olga Petersen demande l'asile politique à la Russie

La députée de Hambourg, Olga Petersen ; a cherché refuge en Russie, déclarant à *Bild* qu'elle craignait que ses enfants ne soient enlevés par l'État allemand en raison de son soutien présumé au président russe Vladimir Poutine.

Olga Petersen est née en Sibérie d'une famille russo-allemande et n'est arrivée en Allemagne qu'à l'âge de 16 ans. Elle a été élue sous l'étiquette d'Alternative pour l'Allemagne (AfD), dont elle a été exclue après avoir participé à une émission d'Yevgeny Popov sur la première chaîne de télévision russe. Les services sociaux ont alors

entamé une procédure pour lui retirer la garde de ses enfants.

1471 Le Tribunal administratif de Berlin ordonne de révéler les noms des experts de l'IRK durant la pandémie de Covid-19

Le scandale des protocoles de l'Institut Robert Koch (IRK) se poursuit (cf. 0884). Le Tribunal administratif de Berlin a ordonné à la Chancellerie fédérale de dévoiler certains passages caviardés des documents. S'il a admis que dévoiler les propos concernant la Chine pourrait avoir des conséquences pour les relations diplomatiques entre les deux pays, il a jugé qu'il n'y avait aucun risque à révéler les noms des experts.

1472 Le Borussia Dortmund prend position pour la guerre

Les footballeurs du Borussia Dortmund arboreront sur leurs maillots le logo du fabricant d'armes Rheinmetall (cf. 0409). La firme de Düsseldorf produit la plupart des obus livrés à l'armée ukrainienne contre la Russie.

1473 Vu de Vienne, « L'Otan a franchi la ligne rouge »

Klaudia Tanner, ministre autrichienne de la Défense, a critiqué les États occidentaux pour avoir autorisé Kiev à utiliser ses armes pour frapper la Russie. Selon elle, « L'Otan a franchi la ligne rouge ».

1474 Accord Hongrie-Otan sur la guerre contre la Russie

Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'Otan, a rencontré Viktor Orbán, Premier ministre hongrois, le 12 juin à Budapest. Les deux hommes sont convenus que l'Otan ne forcera pas la Hongrie à entrer en guerre contre la Russie et que la Hongrie ne s'opposera pas à ce que les membres de l'UE qui le souhaitent entrent en guerre contre la Russie. L'accord, passé par l'Otan, précise que les fonds hongrois de l'UE ne pourront pas être utilisés pour le soutien à l'Ukraine.

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Comment justifier l'agression de l'Otan contre la Russie](#) », par Thierry Meyssan

Joseph Staline faisait corriger les anciennes photographies officielles pour supprimer toute trace de son opposition. Joe Biden, Emmanuel Macron et leurs alliés, eux aussi, réécrivent l'Histoire. Ils viennent de mettre en scène sous le nom de « débarquement de Normandie » des événements qui se sont passés tout autrement. Ils ignorent le très grave conflit qui opposa le Conseil national de la Résistance et le Comité français de libération nationale (la « France libre ») à Franklin D. Roosevelt de juin à août 1944 et le refus de De Gaulle de participer au débarquement. Ils inventent, en outre, une participation ukrainienne.

- « [Soros/Biden contre Netanyahu/Trump](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

La condamnation judiciaire du candidat républicain Donald Trump contredit sans vergogne le précédent de l'affaire du candidat démocrate John Edwards (2012). Contrairement à ce que l'on peut penser à première vue, ce procès truqué n'est pas une initiative de son rival Joe Biden, mais du donateur de ce dernier : la famille Soros.

1475 L'Union européenne s'apprête à instaurer des « droits compensateurs » de douane sur les véhicules électriques chinois

La Commission européenne a provisoirement conclu que la chaîne de valeur des véhicules électriques à batterie (VEV) bénéficie de subventions abusives en Chine. « Si les discussions avec les autorités chinoises n'aboutissent pas à une solution efficace, des droits compensateurs provisoires seront introduits à partir du 4 juillet ».

Les véhicules de l'états-unien Tesla ont été exclus de ces mesures compensatoires.

Le gouvernement chinois a réagi avec colère : « Les conclusions de la partie européenne manquent à la fois de base factuelle et juridique (...) elle a ignoré le fait que les avantages de l'industrie chinoise en ce qui concerne les véhicules électriques proviennent de l'ouverture et de la concurrence. La Commission européenne a également ignoré les règles de l'OMC (...) La Chine prendra toutes les mesures nécessaires pour défendre les droits et les intérêts légitimes des entreprises chinoises ».

1476 Roberta Metsola rend hommage aux victimes du goulag

La présidente du parlement européen sortant, Roberta Metsola, a prononcé, le 12 juin, un discours lors de la commémoration des victimes des déportations de masse soviétiques.

☞ Le goulag est une institution tsariste qui fut utilisée par Staline, jusqu'en 1942, pour emprisonner ses opposants. En l'occurrence, il ne s'agissait pas de monarchistes, mais de mencheviks, c'est-à-dire de l'opposition interne au Parti communiste. Les déportations de masse finirent en 1942, lors de la réconciliation avec l'Église orthodoxe pour résister à l'agression nazie.

1477 Réorganisation de l'Union européenne

La crise qui secoue l'Union européenne après les échecs d'Olaf Scholz et d'Emmanuel Macron aux élections européennes devrait empêcher Mario Draghi de succéder à Ursula von der Leyen à la tête de la Commission.

On se dirige vers le quarter suivant :

- Présidence de la Commission : Ursula von der Leyen
- Présidence du Conseil européen : António Costa
- Présidence du parlement européen : Roberta Metsola
- Haute Représentante pour la politique étrangère et de sécurité commune : Kaja Kallas

Ces quatre personnalités ont en commun d'être russophobes, de soutenir les modes de vie états-unis, et de faire l'objet, ou d'avoir fait l'objet, d'enquêtes pour corruption. Les trois destinées à des fonctions au sein de l'Exécutif sont issues de lignées prestigieuses.

1478 491 millions de dollars détournés en Ukraine

Le député Mikhaïl Bondar a révélé, lors d'une séance d'une commission d'enquête, que les autorités ukrainiennes ont lancé une trentaine de procédures pénales liées au détournement de 20 milliards de hryvnias (491 millions de dollars). Ces fonds étaient destinés à la construction de fortifications défensives.

Selon des organisations ukrainiennes anti-corruption, les autorités de la région de Kharkov ont à elles seules détourné ou volé 176,5 millions de dollars soit plus d'un quart du total détourné.

Le Kharkiv Anti-Corruption Center (KhACC) avait dénoncé des détournements de fonds de la Défense, le mois dernier.

1479 La « Conférence de reconstruction de l'Ukraine » se préoccupe plus d'armement que de reconstruction

La Conférence de reconstruction de l'Ukraine s'est tenue à Berlin, les 11 et 12 juillet. 110 accords, contrats et mémorandums internationaux ont été signés pour une valeur totale de 16 milliards d'euros. On sait déjà que le fabricant d'armes allemand Rheinmetall s'est rapproché de l'ukrainien Ukroboronprom et que le franco-allemand KNDS (KMW+Nexter Defense Systems) s'installera en Ukraine. La perspective de la reconstruction proprement dite s'éloigne d'autant plus que l'Ukraine n'a plus d'ouvriers du bâtiment.

1480 Vladimir Poutine au SPIEF

L'intervention du président russe, Vladimir Poutine, au Forum économique international de Saint-Petersbourg (SPIEF), a été précédée par la projection d'un court documentaire sur

l'exploitation des pays du Sud par les Occidentaux durant la période coloniale. Le narrateur établissait un lien entre l'attitude des pays du Nord autrefois et leur hégémonie actuelle.

Le président Poutine a souligné que les pays d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Asie se positionnent désormais comme des forces de lutte contre les intentions néo-impérialistes de l'Occident. Il a déclaré : « À l'instar des BRICS, nous travaillons au développement d'un système de paiement indépendant qui ne soit pas soumis à des pressions politiques, à des abus et à des sanctions extérieures (...) Les BRICS disposent d'un grand potentiel pour attirer de nouveaux membres ».

1 800 personnes de 139 pays ont participé au SPIEF. 4 216 journalistes de 34 pays l'ont couvert. 1 073 contrats ont été signés dont 55 avec des compagnies étrangères pour un montant cumulé de 65 milliards de dollars.

1481 Pour Sergueï Lavrov, les menaces de Vladimir Poutine ont été entendues

Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, a déclaré en marge du Forum économique international de Saint-Petersbourg (SPIEF) : « Je n'ai aucun doute qu'ils [les Occidentaux] ont entendu [les déclarations du président Vladimir Poutine sur la riposte russe à la livraison d'armes occidentales à l'Ukraine], je n'ai aucun doute qu'ils comprendront (...) Si vous armez notre ennemi, nous déciderons nous-mêmes comment réagir à vos actions hostiles. il y a encore des gens là-bas [en Occident], des gens qui savent analyser et qui ne se livrent pas seulement à l'escalade pour plaire chaque jour à leur électorat radical avant la prochaine campagne électorale ».

1482 Alexandre Bortnikov se prépare aux actions secrètes des services occidentaux

Alexandre Bortnikov, directeur du Service fédéral de sécurité (FSB) a déclaré : « Les services de Renseignement ukrainiens et occidentaux élargissent l'éventail des recrues

possibles pour commettre des crimes très médiatisés en Russie, en les aidant à se préparer et en équipant des organisations terroristes internationales (...) Un exemple est l'implication des services de renseignement militaires ukrainiens dans l'attaque terroriste du Crocus City Hall, près de Moscou ».

AFRIQUE

1483 Des migrants africains au Nicaragua, via la Libye

De très nombreux migrants africains sont envoyés par avion de Libye au Nicaragua. Cette migration inquiète les États-Unis qui y voit une manœuvre russe, impliquant le maréchal Khalifa Haftar, pour accroître l'afflux de migrants à la frontière mexicaine.

1484 L'Indonésie aidera la Tunisie à surmonter la sécheresse

La Tunisieensemencera ses nuages pour lutter contre la sécheresse avec l'aide de l'Indonésie. Il n'est pas possible de prévoir la quantité des pluies et recourir à ce procédé implique des risques d'inondation.

☞ L'ensemencement des nuages a été mis au point par les États-Unis durant leur guerre climatique contre le Vietnam et le Laos (mousson artificielle sur la piste Hô Chi Minh). Elle est encadrée par la *Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles* de 1976.

1485 Réouverture de la ligne ferroviaire Alger-Tunis

La Société nationale des chemins de fer tunisiens (SNCFT) et la Société nationale [algérienne] de transport ferroviaire (SNTF) ont annoncé la reprise des liaisons ferroviaires entre les deux pays après avoir réhabilité des tronçons concernés au cours des six dernières années.

Le projet avait été conçu sous le président Béji Caïd Essebsi, puis accéléré par le président Kaïs Saïed.

1486 Le Malais Lion en Algérie

Le groupe malaisien Lion investira 8 milliards de dollars à Boumerdès (Algérie) pour installer des usines métallurgiques, sidérurgiques et d'aluminium.

1487 La Chine investit au Maroc

Aziz Akhannouch, Premier ministre marocain, a signé avec Zhen Li, président de Gotion High Tech, un contrat d'1,3 milliard de dollars pour la création d'une méga-usine de construction de batteries électriques à Kénitra. Elle entrera en fonctionnement en 2026 et produira alors annuellement des batteries pour une capacité de 20 GWh, c'est-à-dire l'équivalent du projet Renault. Lors d'une seconde phase, qui coûtera 6,6 milliards de dollars supplémentaires, elle parviendra à en produire pour 100 GWh, c'est-à-dire deux fois plus que l'usine allemande de Tesla. Elle emploiera alors 17 000 personnes.

1488 Accord Sud-Sud maroco-brésilien

Nasser Bourita, ministre marocain des Affaires étrangères, et Mauro Vieira, son homologue brésilien, ont mis en place des programmes de coopération conjoints entre l'Agence marocaine de coopération internationale (AMCI) et l'Agence brésilienne de coopération (ABC).

Le Maroc soutient la création d'un siège permanent pour le Brésil au Conseil de sécurité de l'Onu. Le Brésil soutient les démarches du Maroc pour la reconnaissance par l'Onu de sa souveraineté sur le territoire de la République arabe sahraouie démocratique.

Un accord particulier « encourage à l'acquisition de produits et services de Défense ainsi qu'au partage des connaissances et de l'expérience acquise dans les opérations des forces armées des deux nations, y compris les domaines de la science et de la technologie. Il porte également sur la promotion d'actions

conjointes d'entraînement et d'instruction militaires, d'exercices militaires conjoints et d'échanges d'informations en la matière ainsi que la collaboration dans les systèmes et équipements de Défense ».

Cet accord de Défense offre au Maroc une alternative aux accords actuels avec les États-Unis, sans avoir pour autant à s'allier avec la Russie, ce qui impliquerait une rupture avec Washington.

1489 Procès des golpistes de RDC

En RDC, le procès d'une cinquantaine de personnes impliquées dans la tentative de coup d'État du 19 mai a débuté.

Un groupe d'hommes armés en uniforme militaire a temporairement occupé le bureau du président Félix Tshisekedi à Kinshasa après avoir pris d'assaut la maison de Vital Kamerhe, ministre sortant de l'Économie et candidat à la présidence de l'Assemblée nationale. Six personnes auraient été tuées pendant les raids, dont deux officiers de police chargés de protéger Vital Kamerhe. Le chef de l'opération, l'États-uno-congolais Christian Malanga est mort durant les affrontements. Son fils, Marcel Malanga, fait partie des prévenus.

Les personnes qui seront reconnues coupables encourront la peine de mort.

ASIE

1490 600 morts et blessés pour libérer 4 otages

Se faisant passer pour des réfugiés, les FDI ont libéré, le 8 juin, quatre otages du Hamas à Nuseirat (Bande de Gaza). Ils ont, au passage, tué plus de 200 civils palestiniens et blessé 400 autres.

- Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, a déclaré : « Lorsque cette opération m'a été soumise pour approbation finale, j'ai su qu'elle était très complexe et dangereuse. Mais je l'ai approuvée sans hésitation parce que j'ai

confiance dans les FDI, le Shin Bet, la police israélienne, les héros du Shin Bet et de l'Unité nationale de lutte contre le terrorisme. Il s'agit d'une opération héroïque. On se souviendra dans l'Histoire de l'héroïsme du peuple israélien, mais il n'est pas venu sans prix.

- Yoav Gallant, ministre israélien de la Défense, a déclaré : « Nos soldats ont fait preuve d'un courage incomparable, sous un feu intense, dans les endroits les plus difficiles, au cœur d'un camp de réfugiés au milieu de la journée. Je ne me souviens pas que nous avons fait beaucoup de choses comme ça, avec cette force et cette coopération et avec ce succès ».

- Francesca Albanese, rapporteuse spéciale des Nations unies sur la situation Des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, a écrit sur son compte X : « Soulagée que quatre otages aient été libérés. Cela n'aurait pas dû se faire aux dépens d'au moins 200 Palestiniens, dont des enfants, tués et plus de 400 blessés par Israël et des soldats prétendument étrangers, alors qu'ils se cachaient perfidement dans un camion humanitaire.

Il s'agit là d'un « camouflage humanitaire » à un autre niveau.

Israël a utilisé des otages pour légitimer le meurtre, la blessure, la mutilation, affamer et traumatiser des Palestiniens à Gaza. Et tout en intensifiant la violence contre les Palestiniens dans le reste des territoires occupés et en Israël.

Israël aurait pu libérer tous les otages, vivants et intacts, il y a 8 mois, lorsque le premier cessez-le-feu et échange d'otages a été mis sur la table. Pourtant, Israël a refusé afin de continuer à détruire Gaza et les Palestiniens en tant que peuple.

Il s'agit d'une intention génocidaire transformée en action. Clair comme de l'eau de roche ».

- Le [bilan final de cette opération de sauvetage](#) est de 274 morts et 698 blessés graves.

- L'Autorité palestinienne a demandé la réunion en urgence du Conseil de sécurité de l'Onu sur ce « massacre sanglant »

1491 Démission du général Avi Rosenfeld

Le général Avi Rosenfeld, commandant de la division de Gaza, a présenté sa démission considérant son échec à protéger les communautés israéliennes à la frontière de la Bande de Gaza.

Il est, après le général Aharon Halivale, commandant du Renseignement militaire, le second officier supérieur israélien à démissionner depuis le 7 octobre.

Ce jour-là, les toutes les factions de la Résistance palestinienne à l'exception du Fatah, avaient attaqué le quartier général de la division de Gaza, tuant plus de 300 soldats et faisant prisonniers de guerre (et non pas « otages » comme le prétend la propagande israélienne) de nombreux autres.

1492 Démissions du cabinet de guerre

Les généraux Benny Gantz et Gadi Eizenkot ont démissionné, le 9 juin, du cabinet de guerre. Leurs départs ne devraient pas provoquer la chute du gouvernement.

Initialement, ils auraient dû annoncer leur démission la veille, mais ont repoussé leur annonce du fait de l'opération de sauvetage des quatre otages.

Hili Tropper, qui était devenu ministre sans portefeuille lors de l'entrée de Benny Gantz au cabinet de guerre, a démissionné avec lui du gouvernement.

Benny Gantz a déclaré : « [Benjamin] Netanyahu nous empêche de progresser vers une véritable victoire. C'est pourquoi nous quittons le gouvernement d'urgence, aujourd'hui, avec le cœur lourd ».

Le suprémaciste juif Bezalel Smotrich, ministre des Finances, a commenté : « Il n'y a pas d'acte

moins glorieux que de démissionner du gouvernement pendant une guerre (...) C'est exactement ce que Sinwar, Nasrallah et l'Iran cherchaient, et malheureusement vous avez répondu à leur demande ».

1493 Réaction d'Itamar Ben Gvir

Le suprémaciste juif Itamar Ben Gvir, ministre de la Sécurité, a demandé, quant à lui, à Benjamin Netanyahu de le faire entrer au cabinet de guerre. Il a par ailleurs déclaré : « Le départ de Gantz et d'Eisenkot du gouvernement nous permettra d'agir d'une manière beaucoup plus décisive et déterminée contre l'Autorité palestinienne. Leur démission est une grande opportunité. Dans de nombreux cas, lui et Eisenkot ont fait obstacle à la conduite de la guerre (...) Quiconque a demandé à bombarder Gaza et à arrêter l'entrée de travailleurs palestiniens devrait être membre du cabinet de guerre. C'est une excellente occasion d'intensifier et d'obtenir la victoire ».

1494 Yaïr Lapid contre l'exemption militaire des Haredim

Yaïr Lapid, leader de l'opposition parlementaire, a déclaré : « Quiconque vote à l'appui de cette législation [d'exemption de service militaire pour les Haredim], quiconque lève la main [en approbation] est complice d'un crime. Le gouvernement abandonne les soldats au milieu de la bataille en faveur d'une politique intéressée, lâche et cynique (...) L'armée a besoin de plus de personnel. Des réservistes qui ont déjà servi 130, 150 et 180 jours cette année sont à nouveau en train d'être enrôlés. Des citoyens risquent leurs vies et font face à une crise financière, et ceux-ci [les ultra-orthodoxes] restent à la maison et reçoivent une allocation ».

1495 Bezalel Smotrich contre les négociations de libération des otages

Bezalel Smotrich, ministre israélien des Finances, a affronté des familles d'otages lors d'une réunion de commission de la Knesset. Il a déclaré que Yahya Sinwar, dirigeant du Hamas dans la bande de Gaza, « exige la libération de

centaines de meurtriers [tenus par les Israéliens] afin que les otages soient libérés (...) Cela pourrait conduire au meurtre de nombreux Juifs (...) Lorsque le Hamas exige de mettre fin à la guerre alors qu'il survit à Gaza, cela signifie que le groupe s'arme, creuse des tunnels, achète des roquettes et que de nombreux Juifs pourraient être assassinés et pris en otage par un autre 7 octobre (...) C'est le dilemme auquel nous sommes confrontés et c'est douloureux. Il est de notre responsabilité en tant que dirigeant de penser non seulement à la situation actuelle, mais aussi à ses conséquences à long terme ».

1496 Danny Danon bientôt à nouveau à l'Onu

Danny Danon devrait à nouveau servir en tant que représentant permanent d'Israël auprès de l'Onu, en remplacement de Gilad Erdan. Il avait exercé cette fonction de 2015 à 2020.

Danny Danon est ancien dirigeant mondial du Bétar, la milice fasciste créée par Vladimir Jabotinsky à Rome sous l'égide du duc Benito Mussolini.

1497 La Haute Cour israélienne conteste l'interdiction d'Al-Jazeera

La Haute Cour israélienne a rendu une ordonnance exigeant que le gouvernement explique pourquoi il refuse d'annuler une loi lui ayant permis d'interdire la chaîne de télévision qatari Al-Jazeera. Selon l'ONG « Association for Civil Rights in Israel », cette loi nuit à la liberté d'expression et de la presse, et bloque le droit des citoyens israéliens à recevoir diverses informations qui ne respectent pas le récit officiel israélien.

1498 La propagande du Hamas et d'Israël

Selon la société néerlandaise Sensity, la propagande du Hamas sur Internet est destinée aux publics en Europe et aux Etats-Unis, tandis que celle d'Israël est tournée vers les Israéliens et les Palestiniens opposés au Hamas.

1499 Moshe Ya'alon dénonce l'abandon des otages

Prenant la parole lors d'une manifestation à Karmiel Junction, l'ancien ministre de la Défense Moshe (Bogie) Ya'alon a accusé le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, d'avoir conspiré pour favoriser « la croissance du Hamas ». Il a déclaré : Si vos priorités n'étaient pas seulement votre survie personnelle, il serait possible de libérer les otages. Abandonner les otages est un crime impardonnable pour toutes les générations. La victoire totale est un concept emprunté aux sombres dictatures. Une définition du fantasme des chrétiens dont le but est de placer les Juifs dans toute la Terre d'Israël, tout en effaçant les Arabes israéliens et d'autres secteurs de la société ».

1500 Les opérations d'influence d'Israël aux États-Unis

Amichai Chikli, ministre des Affaires de la diaspora, a mis en place un vaste système d'influence ciblé sur les parlementaires états-uniens et la jeunesse progressiste de ce pays, via l'association « Voices of Israel ». Elle diffuse, avec de faux comptes sur les réseaux sociaux, des messages violemment anti-musulmans. L'ensemble de l'opération est techniquement mis en œuvre par la firme d'Intelligence artificielle, Stoic.

1501 Israël doit-il avoir peur des tribunaux internationaux ?

Gali Baharav-Miara, procureure générale d'Israël, a demandé au gouvernement de créer une commission d'enquête sur les risques émanant des tribunaux internationaux. Cependant, après délibération, le gouvernement n'a pas donné suite à sa demande.

1502 La division du Hamas favorise sa résistance aux pressions

Al-Quds al-Arabi établit un parallèle entre les pressions françaises contre le FLN algérien durant la colonisation et celles des États-Unis contre le Hamas aujourd'hui. Selon lui, la

division du Hamas en deux courants, l'un favorable à la Confrérie des Frères musulmans et l'autre à la Résistance palestinienne s'avère être une bénédiction : il permet au Hamas de résister aux pressions en arguant qu'elles ne s'exercent pas sur les bonnes personnes.

1503 Le Hezbollah dispose désormais d'une défense anti-aérienne

Pour la première fois, le Hezbollah a tiré des missiles sol-air contre un avion israélien violant l'espace aérien libanais. L'aéronef ennemi a été contraint de faire demi-tour.

Selon *Axios*, Washington a mis en garde Tel-Aviv face à une guerre contre le Liban au cours de laquelle l'Iran interviendrait.

Chaque mois, l'armée libanaise remet au Conseil de sécurité un relevé des incursions dans son espace aérien par son voisin israélien en violation de la résolution 1701 (2006). Depuis 2011, Israël utilise l'espace aérien libanais pour bombarder la Syrie. Depuis octobre 2023, il l'utilise également pour bombarder le Liban.

Cette nouvelle capacité du Hezbollah remet en cause les plans israéliens de guerre contre le Liban et la Syrie.

1504 Ansar Allah poursuit ses actions en mer Rouge

Deux porte-containers, le suisse Tavvishi, et le MV *Norderney*, propriété d'une firme allemande battant pavillon d'Antigua-et-Barbuda, ont été frappés par des missiles 83NM au sud-est d'Aden.

Pour empêcher Ansar Allah de poursuivre ses attaques sur les navires commerciaux liés à Israël, les États-Unis et le Royaume-Uni, aidés par l'Australie, Bahreïn, le Canada, le Danemark, les Pays-Bas et la Nouvelle-Zélande, procèdent depuis le 12 janvier dernier à des frappes sur les installations militaires yéménites. L'Union européenne a également lancé sa propre mission en Mer Rouge, « Aspides » (bouclier en grec ancien), avec le concours de

l'Allemagne, de la Belgique, de la France, de la Grèce ainsi que de l'Italie. Une opération qui se veut strictement défensive.

Ces opérations n'ont pas dissuadé Ansar Allah de poursuivre ses actions. Le 6 juin, il a dévoilé un nouveau missile hypersonique, nommé « Palestine » et peint aux couleurs du keffieh. Une arme qui ressemble à un missile hypersonique iranien, selon Associated Press.

1505 Ansar Allah arrête du personnel de l'Onu

Selon Stéphane Dujarric, porte-parole du secrétaire général de l'Onu, 11 employés des Nations unies ont été arrêtés par Ansar Allah. Six travaillaient pour le haut-commissariat aux Droits de l'homme, tandis que les cinq autres travaillaient pour le bureau de l'envoyé spécial au Yémen, l'UNICEF, le Programme alimentaire mondial et l'Unesco.

Les raisons de ces arrestations ne sont pas claires.

1506 Téhéran considère Washington complice des crimes du régime israélien

Nasser Kanaani, porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, a affirmé que les États-Unis étaient complices des crimes du régime israélien contre les Palestiniens à Gaza en lui apportant un soutien total.

1507 L'Inde provoque la Chine

- Narendra Modi, Premier ministre de Bharat, a envoyé un message de félicitation à Lai Ching-te pour son élection à la présidence de la République de Chine (Taïwan).

- Le gouvernement indien a décidé de renommer plusieurs villes du Tibet. Il s'agit d'une réplique à la révision des noms de l'Arunachal Pradesh par la Chine.

Cependant, cette nouvelle nomenclature n'a pas le même sens pour chaque partie : l'Inde n'a aucune prétention sur le Tibet chinois, tandis

que la Chine considère l'Arunachal Pradesh comme le Tibet du Sud et revendique donc sa souveraineté sur ce territoire.

1508 Difficile lancement de Nusantara

Joko Widodo, président indonésien dont le mandat expirera le 20 octobre, rencontre des difficultés pour la mise en route de sa nouvelle capitale, Nusantara (« Archipel » en indonésien), à 1 200 kilomètres de Jakarta. Aucun des services de santé et d'éducation ne sont actuellement prêts. Seuls le palais présidentiel, les bureaux et les appartements ont été construits. Les trois quarts des fonctionnaires préfèrent démissionner que de devoir aménager dans cette ville incomplète. En outre, on observe une épidémie de malaria dans cette région.

Déjà 39 milliards de dollars ont été dépensés pour ce projet futuriste, mais il ne semble pas que le prochain président, le général Prabowo Subianto, souhaite le poursuivre. La ville de Jakarta, quant à elle, s'enfoncé rapidement dans le sol et ne dispose plus de l'eau nécessaire pour la vie quotidienne.

1509 Kim Yo Jong menace la Corée-du-Sud

Kim Yo Jong, sœur du dirigeant suprême nord-coréen Kim Jong-un, a averti que la Corée du Sud serait confrontée à une « nouvelle riposte » non spécifiée par le Nord si elle continue d'envoyer des tracts de propagande anti-Pyongyang et de faire hurler par haut-parleurs des émissions de propagande de l'autre côté de la frontière.

1510 Démission de deux juges étrangers de la Cour d'appel suprême de Honk Kong

Deux juges étrangers de la Cour d'appel suprême de Honk Kong ont démissionné. Il s'agit de deux Britanniques, lord Jonathan Sumption et lord Lawrence Collins. Il s'ajoute à deux autres qui ont démissionné en 2022. Il ne reste plus que huit juges étrangers, trois du

Royaume-Uni, quatre d'Australie et un autre du Canada.

En démissionnant, les deux magistrats ont indiqué regretter la situation politique du territoire, mais ajouté qu'ils continuaient à avoir la « plus grande confiance » dans le tribunal et l'indépendance de ses membres.

1511 Fumio Kishida ne parvient pas à rédiger une loi sur le financement des activités politiques

Fumio Kishida, Premier ministre japonais, s'était engagé à faire adopter avant la fin de la session parlementaire, le 23 juin, une nouvelle loi sur le financement des activités politiques après la révélation de la corruption de son parti (dont certains parlementaires se sont partagés un demi-milliard de dollars au cours des cinq dernières années). Le brouillon de cette loi a été plusieurs fois modifié notamment sous l'influence de Komeito, un petit parti, membre de la coalition gouvernementale. Cependant la mouture actuelle du texte ne convient pas aux factions Motegi et Aso, ou plutôt ce qu'il en reste, au sein de son propre parti, le PLD.

OCÉANIE

1512 Anthony Albanese condamne mollement l'attaque du consulat US de Sidney

Anthony Albanese, Premier ministre australien, a condamné la vandalisation du consulat des États-Unis à Sidney lors d'une manifestation pro-palestinienne.

« Je dirais simplement que les gens devraient avoir un débat politique et un discours respectueux », a-t-il déclaré, visiblement compréhensif à l'égard des manifestants.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

1513 Réunion annuelle du groupe de Bilderberg

Le [groupe de Bilderberg](#), un club créé par l'Otan, s'est réuni [à Madrid du 30 mai au 2 juin](#).

Les débats ont porté sur l'Intelligence artificielle et sa sécurité, les changements de visages de la biologie, le climat, l'avenir de la guerre, le paysage géopolitique, les défis économiques de l'Europe et des États-Unis, le paysage politique des États-Unis, l'Ukraine et le monde, le Moyen-Orient, la Chine et la Russie.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

1514 Le Conseil de sécurité approuve un plan de paix pour la Palestine

Le Conseil de sécurité a adopté, par 14 voix en sa faveur et l'abstention de la Fédération de Russie, la résolution 2735 (2024) proposée par les États-Unis et en vertu de laquelle les parties en conflit, Israël et le Hamas, sont invitées à suivre un plan de paix en trois étapes qui garantit la cessation des hostilités, le retour des otages et enfin la reconstruction de Gaza, tout en gardant vivace la vision de la solution des deux États. Ce plan a été présenté le 31 mai par le président Joe Biden. Son principe a été approuvé à la fois par Israël et par le Hamas. Le détail de l'accord reste très flou, de nombreux points n'ayant pas été précisés.

La résolution décrit ainsi le processus :

« a) Étape 1 : cessez-le-feu immédiat, total et complet et libération d'otages, notamment des femmes, des personnes âgées et des blessés, restitution des dépouilles d'otages ayant été tués, échange de prisonniers palestiniens, retrait des forces israéliennes des zones peuplées de Gaza, retour des civils palestiniens dans leurs foyers et leurs quartiers dans tous les secteurs de Gaza, y compris dans le nord, et distribution sûre et effective d'une aide humanitaire en quantité suffisante dans toute la bande de Gaza à tous les

civils palestiniens qui en ont besoin, y compris d'unités de logement fournies par la communauté internationale ;

b) Étape 2 : avec l'accord des parties, cessation permanente des hostilités, en échange de la libération de tous les autres otages qui se trouvent encore à Gaza, et retrait total des forces israéliennes de Gaza ;

c) Étape 3 : lancement d'un vaste plan pluriannuel de reconstruction de Gaza et restitution aux familles des dépouilles des otages décédés qui se trouvent encore à Gaza ; »

- La Chine s'est étonnée que l'on approuve un plan de paix qui n'a pas été négocié par les parties concernées. « Le projet est encore ambigu dans un certain nombre d'aspects. Nous nous inquiétons encore de savoir si les parties concernées accepteront la proposition de cessez-le-feu et si les transitions entre les trois phases peuvent être menées sans heurts », a déclaré l'ambassadeur Fu Cong.

- La Russie s'est étonnée que le texte n'exige même pas, des parties, un cessez-le-feu immédiat et permanent.

- Le quotidien *Al-Araby al-Jadeed* évoque la négociation d'un possible accord partiel entre Israël et la Résistance palestinienne. Il porterait exclusivement sur la libération des otages et des prisonniers de guerre. La question du cessez-le-feu serait renvoyée à plus tard.

1515 Décolonisation en cours

Le Comité spécial de la décolonisation de l'Onu examinera en juin les questions de Gibraltar ; des Tokélaou ; des Samoa américaines ; d'Anguilla ; des Bermudes ; des Îles Vierges britanniques ; des Îles Caïmanes ; de la Polynésie française ; de Guam ; de Montserrat ; de la Nouvelle-Calédonie ; de Pitcairn ; de Sainte-Hélène ; des Îles Turques et Caïques ; et des Îles Vierges américaines

1516 Selon António Guterres, Israël, le Hamas et le Jihad islamique font du mal aux enfants

António Guterres, secrétaire général des Nations unies, a indiqué qu'il inscrirait Israël sur la liste noire des puissances faisant du mal aux enfants. Il devrait également y faire figurer le Hamas et le Jihad islamique.

Cependant, selon Associated Press, l'examen des listes des victimes publiées par le Hamas montre que les FDI ont changé de tactiques. Au début de l'« opération Épée de fer », 60 % des victimes étaient des femmes et des enfants. Aujourd'hui, cette catégorie ne représente plus que 40 % des victimes.

1517 La Chine s'inquiète du risque de guerre mondiale et de ses conséquences sur le commerce et le développement

Xi Jinping, président chinois, a prononcé un discours par vidéo à la cérémonie d'ouverture des célébrations du 60e anniversaire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Il a mis en garde contre la tentation du repli et de la guerre.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

1518 Conférence sur l'aide humanitaire à Gaza

La Jordanie, l'Égypte et les Nations unies ont organisé une conférence internationale : « Appel à l'action : réponse humanitaire urgente à Gaza ». 75 États y participent.

António Guterres, secrétaire général des Nations unies, a appelé toutes les parties à accepter le plan de cessez-le-feu présenté par le président états-unien et soutenu par le Conseil de sécurité.

Martin Griffiths, coordinateur humanitaire des Nations unies, a évalué à 2,5 milliards de dollars les besoins des Gazaouis jusqu'à la fin de l'année.

Antony Blinken, secrétaire d'État des États-Unis, a annoncé le versement de plus de 400 millions de dollars.

Pedro Sánchez, président du gouvernement espagnol, a annoncé que son pays donne 16 millions d'euros (\$17 million).

Prabowo Subianto, prochain président indonésien, a annoncé que son pays est prêt à envoyer à Gaza des équipes médicales, un hôpital de campagne et un navire hôpital, pouvant évacuer 1 000 patients ayant besoin d'un traitement médical.

1519 Les États africains se coordonnent pour faire échec au projet de guerre états-unien au Sahel

Les straussiens états-uniens planifient, depuis mai 2022, une guerre dans l'ensemble du Sahel en s'appuyant sur le Maroc. Celui-ci a [réorganisé ses services secrets](#) en prévision du conflit.

La Russie a, au contraire, fait installer à Rabat le Bureau des Nations unies contre le terrorisme, dirigé par un sous-secrétaire général de l'Onu, le russe Vladimir Ivanovich Voronkov. Elle a aidé le Maroc à la création de la « Plateforme de Marrakech » pour lutter contre le terrorisme en Afrique. Cette dernière a convoqué une conférence internationale réunissant une soixantaine de pays à Fès, les 4 et 5 juin.

Une coordination régionale offre une alternative au projet straussien alors que des armes en provenance d'Ukraine affluent dans la région.

1520 Position des BRICS sur le conflit à Gaza

Les ministres des Affaires étrangères et des Relations internationales des BRICS se sont réunis à Nijni Novgorod (Russie). Ils « se sont déclarés gravement préoccupés par la détérioration de la situation dans le territoire palestinien occupé, en particulier par l'escalade sans précédent de la violence dans la bande de Gaza à la suite de l'opération militaire israélienne qui a entraîné des déplacements massifs de civils, des morts et des pertes en vies humaines, ainsi que la destruction des infrastructures civiles. À cet égard, ils ont appelé à la mise en œuvre effective des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies et de la résolution 2720 du Conseil de sécurité des Nations Unies et à l'acheminement immédiat, en toute sécurité et sans entrave, de l'aide humanitaire à la population civile palestinienne dans toute la bande de Gaza. Ils ont également appelé à l'application effective de la résolution 2728 du Conseil de sécurité des Nations Unies en vue d'un cessez-le-feu immédiat et durable. Ils ont également appelé à la libération immédiate et inconditionnelle de tous les civils qui sont détenus illégalement en captivité (...) Ils ont également réaffirmé qu'ils rejettent toute tentative visant à déplacer, expulser ou transférer avec force le peuple palestinien de sa terre. En outre, ils ont mis en garde contre le débordement des effets de l'escalade des tensions sur le reste de la région du Moyen-Orient. Ils ont pris acte des mesures provisoires que la Cour internationale de Justice avait prises dans le cadre des procédures judiciaires engagées par l'Afrique du Sud à l'encontre d'Israël. Les ministres se sont déclarés gravement préoccupés par le fait que l'État hébreu continue de faire fi du Droit international, de la Charte des Nations unies, des résolutions de l'Onu et des injonctions de la Cour ».

1521 Les Jeux des BRICS appelés à se substituer aux Jeux olympiques

Les jeux des BRICS ont été ouverts le 12 juin à Kazan pour une durée de douze jours. Malgré

les menaces de sanctions du président du Comité international olympique (CIO), Thomas Bach, 5 000 athlètes de 97 pays s’y affrontent dans 27 sports.

Le CIO n’a pas autorisé la Russie à participer aux Jeux olympiques de Paris. Les Jeux des BRICS pourraient à terme se substituer aux Jeux olympiques.

1522 La Chine met en garde le G7

Le sommet annuel du G7 se tient à Borgo Egnazia (Italie) du 13 au 15 juin. Les chefs d’État et de gouvernement devraient y discuter de la manière d’entraver le commerce entre la Russie et la Chine.

Le pape François, le Premier ministre indien (Narendra Modi) et les présidents turc (Recep Tayyip Erdogan), argentin (Javier Milei), brésilien (Luiz Inacio Lula da Silva), algérien (Abdelmadjid Tebboune), tunisien (Kaïs Saïed,) kenyan (William Ruto) et mauritanien (Mohamed Ould Ghazouani), ainsi que l’ancien président ukrainien (Volodymyr Zelensky) feront partie des invités.

D’ores et déjà, Lin Jian, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères a mis en garde : « La Chine n’acceptera jamais de mesures coercitives unilatérales illégales, le commerce normal et la coopération économique entre la Chine et la Russie ne devraient pas être violés, ni soumis à l’intervention de tiers ». Il a prévenu que Beijing prendrait des mesures pour protéger les droits et les intérêts légitimes des entreprises chinoises.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),
46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros.

Les abonnements sont automatiquement renouvelés.

Pour annuler le renouvellement de votre abonnement : envoyez à l’avance un e-mail à thierry.meyssan@voltairenet.org.

Pour nous écrire, ne répondez pas aux mails automatiques vous informant des liens de téléchargement. Ils ne nous parviennent pas. Mais composez vous-même l’adresse courriel de votre destinataire.

Voltaire

Actualité internationale

N°92 - 21 juin 2024

ÉDITORIAL

1523 La domination occidentale sur le reste du monde est désormais finie

- Le G7, sorte de bureau exécutif de l'Occident collectif, s'est réuni du 13 au 15 juin en Italie. Il devait annoncer des mesures fortes en faveur de l'Ukraine et contre la Russie. Mais tous ses chefs d'État et de gouvernement sont en grave difficulté électorale, à l'exception de l'Italienne Giorgia Meloni. Le G7 n'étant plus ce qu'il était, ses décisions ont été limitées à un prêt de 50 milliards de dollars à Kiev, sans que l'on sache qui l'avancera.

L'Allemagne, la France et l'Italie comptent sur les États-Unis, d'autant plus que la Hongrie prend, le 1^{er} juillet, la présidence du Conseil de l'Union européenne. Or, Budapest est opposé à cette guerre. L'UE sera donc paralysée tout le semestre prochain. L'Ukraine n'avait donc que quelques jours pour signer avec l'UE. Sans attendre, Charles Fries, un haut fonctionnaire français auprès du haut représentant de l'UE pour la Politique étrangère et de Sécurité a rédigé le brouillon d'un accord entre Bruxelles et Kiev.

Dans sa déclaration finale, le G7 affirme : « Nous réaffirmons notre soutien indéfectible à l'Ukraine, aussi longtemps qu'il le faudra. Avec nos partenaires internationaux, nous sommes déterminés à continuer à fournir des ressources militaires, budgétaires, humanitaires et financières à l'Ukraine et à son peuple »,

- À peine fini le G7, ses membres se précipitaient en Suisse pour un sommet sur la paix en Ukraine, auquel la Russie n'était pas invitée. Mais Vladimir Poutine avait fait connaître la proposition de paix de Moscou : reconnaissance des référendums d'adhésion de la Crimée, du Donbass et de la Novorossia (sans l'oblast d'Odessa) et renoncement de l'adhésion à l'Otan contre un arrêt immédiat des hostilités.

L'Ukraine et les États-Unis avaient invité 160 États sur les 192 de l'Onu. 91 seulement avaient accepté d'y participer. Mais 75 uniquement ont accepté de signer l'insipide déclaration finale.

La Suisse, qui l'hôte de ce sommet, a annoncé qu'une seconde réunion serait convoquée, mais pas en Occident. Elle se fondera sur la proposition sino-brésilienne et intégrera la Russie.

Les membres du G7 ont beau brocarder la Russie et la Chine, l'influence de Washington et de Londres sur le reste du monde a fondu comme neige au soleil (...)

(...) • C'est dans ce décor en ruines que Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, a dissous le cabinet de guerre après la démission du général Benny Gantz du gouvernement d'urgence et alors que l'envoyé spécial états-unien, Amos Hochstein, était à Tel-Aviv.

Les FDI ont immédiatement annoncé faire une pause tactique chaque jour entre 8h et 19h ; pause qui peut être mise à profit pour acheminer et distribuer de l'aide humanitaire.

Apprenant cette décision, le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, l'a qualifiée d'« inacceptable ».

Selon le *Washington Post*, le Pentagone s'apprêterait à livrer 1 800 bombes de 907,18 kg et 1 700 bombes de 226,8 kg.

Le général Herzl Halevi, chef d'état-major israélien, qui vient de présenter à son gouvernement un plan de sortie du conflit à Gaza, a participé à une réunion secrète à Bahreïn avec ses homologues d'Arabie saoudite, d'Égypte, de Bahreïn, des Émirats arabes unis et de Jordanie. Ces États sont tous officiellement, à l'exception de l'Arabie saoudite, engagés dans un processus de normalisation avec Israël. Tel-Aviv a un devoir d'information à ses alliés militaires d'où cette réunion.

Le général Herzl Halevi a informé ses collègues d'un plan d'attaque du Liban, le 22 juin, sur fond de révélations non-confirmées sur le développement du programme militaire nucléaire iranien.

Il n'en fallait pas plus pour que des comptes rendus de la réunion secrète s'évalent partout dans la presse du Moyen-Orient.

Amos Hochstein s'est précipité à Beyrouth pour éviter le cataclysme. Il est le coordinateur états-unien des Affaires énergétiques internationales. La question israélo-libanaise n'est donc pas en principe de son ressort. Mais outre sa nationalité états-unienne, Hochstein est né en Israël, a acquis la nationalité israélienne et y a fait son

service militaire, soit un profil aussi « neutre » que celui d'un sommet sur la paix en Ukraine sans la Russie. Il a demandé à tous ses interlocuteurs de demander eux-mêmes à Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah, de faire pression sur Yahya Sinwar, leader du Hamas à Gaza, pour qu'il accepte le plan de paix israélien. Une démarche vaine.

Pendant tous ces événements, le Hezbollah a montré une partie de ses nouvelles armes qui renversent l'équilibre des forces dans la région.

- Il y a deux semaines, il a diffusé [une vidéo](#), filmée par un de ses drones, de la destruction par un missile ciblé d'un élément du Dôme de fer.

- La semaine dernière, il a contraint un avion israélien qui s'était introduit dans l'espace aérien libanais, à faire demi-tour. Il dispose en effet désormais aussi de missiles anti-aériens sol-air (cf. 1503).

- Enfin, alors qu'Amos Hochstein discutait avec les officiels libanais, il a diffusé [9 minutes de vidéos](#), filmées par une escadre de drones, de la principale base navale militaire israélienne et du port de Haïfa.

En outre, il a filmé l'usine de Rafael Advanced Defense Systems Ltd connue sous le nom RAFAEL, acronyme hébraïque d' « Autorité pour le développement de l'armement », qui fabrique des composantes du Dôme de fer et toutes sortes de missiles anti-aériens.

En d'autres termes, si les FDI attaquent le Liban, le Hezbollah détruira le Dôme de fer, c'est-à-dire la protection anti-aérienne israélienne. Il pourra faire pleuvoir une grande quantité de missiles sur son ennemi. Le Hamas pourra aussi reprendre ses tirs de roquettes qui, cette fois, ne pourront plus être interceptées et atteindront leurs cibles. Ansar Allah a confirmé qu'il lancera simultanément des missiles balistiques sur Israël et les milices chiïtes irakiennes ont également confirmé qu'elles se joindront à la guerre.

Le 18 juin, le général Oded Basiuk, commandant de la région militaire nord des FDI, a approuvé et validé « des plans opérationnels pour une offensive au Liban »

Dans un discours solennel, prononcé le 19 juin, Hassan Nasrallah a mis en garde Israël et Chypre. « Attendez-nous par voies terrestre, maritime, et aérienne (...) Ce qui attend Israël en Méditerranée sera d'une très grande ampleur », a-t-il déclaré. Par ailleurs : « L'ouverture des aéroports et des bases chypriotes à l'ennemi israélien pour cibler le Liban signifierait que le gouvernement chypriote est partie prenante à la guerre ». Or, Chypre est membre de l'Union européenne et le Royaume-Uni y dispose de deux bases militaires, dont les avions et les bateaux espionnent Gaza.

Surtout, il a laissé planer le doute sur un éventuel transfert d'armes sophistiquées russes à son armée : « Nous n'avons combattu qu'avec une partie de nos armes jusqu'à présent, et nous avons obtenu de nouvelles armes que nous ne révélerons pas ; cela deviendra évident sur le champ de bataille ».

Si Israël attaque l'Iran, Téhéran utilisera ses missiles hypersoniques contre Tel-Aviv. Il a montré, le 14 avril dernier, que personne, pas même les armées occidentales, n'avait la capacité de les intercepter.

L'annonce de l'attaque israélienne contre le Liban n'est probablement qu'un moyen pour Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, de faire pression sur Washington. Il est peu probable qu'Israël se suicide, même si Netanyahu est le fils de Benzion Netanyahu, secrétaire particulier du fasciste Vladimir Jabotinsky. Il espère probablement que l'administration Biden sauvera momentanément Israël et qu'elle acceptera la reprise de son nettoyage ethnique de la Palestine.

Quelle que soit la prochaine étape, l'Occident a perdu son aura et son pouvoir sur le reste du monde.

Après cinq siècles de domination occidentale, le monde change d'ère.

AMÉRIQUES

1524 Le Canada dénonce l'ingérence russe en Moldavie

Le Canada, les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni ont publié un communiqué commun pour dénoncer l'ingérence russe en Moldavie.

Cependant, ils ne donnent aucun exemple de cette ingérence, hormis des déclarations officielles russes critiquant l'action de la présidente Maia Sandu.

1525 Les États-Unis ont organisé une campagne de désinformation sur les vaccins chinois

Selon une [enquête de Reuters](#), le Pentagone a, au début de la pandémie de Covid-19, organisé une campagne de propagande globale pour discréditer les vaccins chinois au profit des médicaments à ARNm occidentaux.

Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères a commenté : « Ces pratiques ne reflètent pas les fortes capacités des États-Unis, mais révèlent leur hégémonie et leur hypocrisie ».

Selon le *South China Morning Post*, la campagne de désinformation du Pentagone a débuté lorsque Beijing a suggéré de s'intéresser aux travaux du centre d'armement biologique de Fort Detrick.

1526 Washington signe un accord de Sécurité avec Kiev

Les États-Unis ont signé, le 13 juin, en marge du G7, un [accord de Sécurité](#) avec l'Ukraine. Il s'agit du plus important depuis l'indépendance. Une annexe de l'accord précise divers points comme la fourniture d'escadrons de chasse.

L'accord lui-même réaffirme que « l'avenir de l'Ukraine se trouve dans l'Organisation du

Traité de l'Atlantique Nord ». Ce faisant, il fait obstacle à la proposition de paix russe, formulée le lendemain par le président Vladimir Poutine.

1527 Selon Microsoft, les services secrets russes et chinois lancent des campagnes jointes de cyberattaques

Brad Smith, président de Microsoft, a témoigné devant le Congrès que les services secrets chinois et russes avaient lancé conjointement de multiples attaques informatiques contre sa société et ses employés. Il a souligné que ces deux États ne se contentaient pas d'additionner leurs forces, mais se renforçaient mutuellement. Il a mis en garde contre leur prochaine alliance, prévisible à ses yeux, avec l'Iran et la Corée du Nord.

Certains parlementaires ont exprimé leur défiance vis-à-vis de Brad Smith et souligné que Microsoft travaillait toujours en Chine.

1528 Le Congrès enquête sur NewsGuard

James Comer, président de la commission de surveillance de la Chambre des représentants, a annoncé que sa commission lançait une enquête sur [NewsGuard](#).

Les parlementaires s'interrogent sur la fiabilité de NewsGuard alors que des médias font état de pression pour réformer leurs contenus. Ils suspectent une influence du principal propriétaire de la société, Publicis Groupe, selon une logique commerciale sans rapport avec les objectifs affichés de la société.

NewsGuard est une société liée à d'anciens responsables de l'Otan et de l'administration Bush. Son second propriétaire est la [Knight Foundation](#) ; une fondation qui exerce une forte influence sur le discours des journalistes.

La principale actionnaire du Groupe Publicis est Elisabeth Badinter, épouse de l'ancien ministre français de la Justice, Robert Badinter. La société est présidée par le Français Arthur Sadoun, époux de la journaliste vedette de France2, Anne-Sophie Lapix.

1529 Des industriels US soutiennent la guerre israélienne

De grands capitaines d'industrie ont organisé une réunion avec des parlementaires sur le thème : « Favoriser un partenariat public-privé en faveur de la sécurité israélienne ainsi que de la paix et de la stabilité régionales ». Alex Karp (PDG de Palantir), Ken Griffin (PDG de Citadel), Safra Catzz (PDG d'Oracle), Horacio Rozanski (PDG de Booz Allen Hamilton), Albert Bourla (Pfizer) et Stephen Schwarzman (PDG de Blackstone) y ont participé.

1530 Les services secrets anglo-saxons sont présents à Gaza depuis le début de l'opération « Épée de fer »

Selon le *New York Times* : « Des équipes de collecte et d'analyse de renseignement des États-Unis et du Royaume-Uni ont été en Israël tout au long de la guerre, aidant les services de Renseignement israéliens à collecter et analyser des informations relatives aux otages, dont certains sont des citoyens des deux pays, selon un haut responsable de la défense israélienne proche du dossier ».

EUROPE

1531 Les partis politiques britanniques publient leurs programmes

Le Parti travailliste britannique a publié [son manifeste](#) pour les élections générales. Rompant avec son passé, il assure ne pas prévoir de hausse d'impôts, mais entend augmenter les revenus de l'État en luttant contre la fraude fiscale.

De leur côté, les partis conservateur et unioniste ont publié un [manifeste commun](#). Ils s'engagent à diminuer les impôts et à lutter contre l'immigration.

1532 Le Tribunal de Commerce de Paris contraint Eurosatory 2024 à recevoir les firmes israéliennes

Le Tribunal de Commerce de Paris a ordonné de lever l'interdiction faite aux sociétés

israéliennes de participer, directement ou par l'intermédiaire de mandataires, au salon de la défense et de la Sécurité, Eurosatory 2024. Il considère cette instruction, énoncée sur injonction du gouvernement, comme « discriminatoire ».

1533 Dick Schoof nouveau Premier ministre des Pays-Bas

Alors que le premier ministre sortant néerlandais, Mark Rutte, devrait être désigné comme secrétaire général de l'Otan, c'est un haut fonctionnaire, Dick Schoof, qui devrait lui succéder à La Haye.

Dick Schoof a la réputation de « rechercher les limites » pour atteindre ses objectifs. Il a été directeur du Algemene Inlichtingen- en Veiligheidsdienst (Service général de Renseignement et de Sécurité). À ce titre, il aurait modifié le [rapport sur le crash du vol MH17](#) en Ukraine en l'attribuant à trois agents russes intégré dans les forces du Donbass.

1534 La Norvège donne 8,7 millions d'euros à l'UNRWA

Anne Beathe Tvinnerheim, ministre norvégienne du Développement international, a annoncé que son pays prévoyait de distribuer 100 millions de couronnes norvégiennes (environ 8,7 millions d'euros) à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

1536 Washington classe le Mouvement de résistance nordique comme « organisation terroriste »

Le département d'État des États-Unis a classé le Mouvement de résistance nordique comme « organisation terroriste ».

Le Mouvement de résistance nordique fait référence à l'Allemand Adolf Hitler et au Roumain Corneliu Codreanu, fondateur de la Garde de fer. Il plaide pour un État nordique refoulant les immigrés non-blancs. Il dispose d'une branche paramilitaire, Nordisk Styrka

(Force nordique) responsable de plus d'une centaine de crimes.

1537 Andrzej Duda appelle à décoloniser la Russie, « prison des peuples »

Intervenant au sommet pour la paix en Ukraine, Andrzej Duda, président polonais, a déclaré : « Dans la partie du monde, que je représente, la Russie est souvent appelée "la prison des peuples" – et pour cause. Parce qu'elle abrite près de 200 groupes ethniques – dont la plupart sont devenus des résidents de Russie à la suite des méthodes utilisées en Ukraine aujourd'hui. La Russie reste le plus grand empire colonial du monde qui, contrairement aux puissances européennes, n'a jamais connu de processus de décolonisation et n'a jamais été en mesure de traiter les démons de son passé. En tant que membres de la communauté internationale, nous devons enfin dire : il n'y a plus d'espace pour le colonialisme dans le monde moderne ».

La Cour suprême russe a interdit la semaine dernière le « Mouvement séparatiste anti-russe », expression qui désigne un « mouvement public international pour détruire l'unité multinationale et l'intégrité territoriale de la Russie ».

1538 Des États-membres de l'UE souhaitent limiter les déplacements des diplomates russes

Selon l'AFP, huit États membres de l'UE ont adressé une lettre à Josep Borrell, haut représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, pour lui demander de limiter, au sein de l'espace Schengen, les déplacements des diplomates russes aux seuls États dans lesquels ils sont accrédités.

1539 Quatre membres de l'Union utilisent du gaz russe

Durant le 1^{er} semestre 2024, la Hongrie, la Grèce, la Slovaquie et l'Autriche ont passé commande pour augmenter de 25 % leur consommation de gaz russe.

1540 La Hongrie prend la présidence pour six mois du Conseil européen

La Hongrie, qui prend la présidence du Conseil européen le 1^{er} juillet pour six mois, a choisi comme devise : « *Make Europe great again* », par analogie avec le slogan de Donald Trump.

Zoltán Kovács, secrétaire d'État à la Diplomatie publique et aux Relations publiques, a précisé qu'« Ensemble nous sommes plus forts que pris individuellement, mais que nous devrions avoir le droit de rester nous-mêmes lorsque nous nous unissons »

1541 Un groupe d'experts de l'Union européenne rédige un plan de surveillance généralisée des « citoyens »

Un groupe d'experts de l'Union européenne a rédigé pour le Conseil des chefs d'État et de gouvernement un [plan en 42 points de surveillance généralisée des « citoyens »](#). Toutes les données de communication internet, y compris avec des objets connectés, devront être conservées par les fournisseurs d'accès. Les messageries cryptées et les localisations GPS devront être tenues à la disposition des autorités.

Les prestataires de services non coopératifs encourront des peines de prison. Les données piratées pourront servir de preuve devant les tribunaux

1542 Opposition à l'enquête de la Commission européenne sur les subventions accordées par la Chine à ses fabricants de voitures électriques

L'enquête de l'Union européenne sur les subventions chinoises à son industrie de voitures électriques a soulevé l'indignation de BMW, Volkswagen, Mercedes-Benz et Stellantis. Ces firmes européennes, qui travaillent en Chine, y voient un protectionnisme masqué.

Durant l'enquête et à partir du 1^{er} juillet, la Chine est considérée comme « coupable » et des droits de douanes augmentés sont appliqués aux

importations de ses voitures dans l'Union européenne.

Trygve Slagsvold Vedum, ministre norvégien des Finances, a déclaré que son pays refusait la décision de la Commission et n'augmenterait pas ses droits de douane.

En rétorsion à la décision de la Commission, la Chine a lancé une enquête sur le subventionnement de la filière porcine par l'UE. La Cuisine chinoise est la seule gastronomie utilisant certains morceaux de porcs, donc le seul débouché possible pour ces morceaux des porcs européens. La filière porcine chinoise, qui est en difficulté depuis la pandémie de Covid-19, a elle-même intérêt à diminuer les importations européennes.

Par ailleurs, la Chine a déjà lancé, en janvier, une enquête sur le subventionnement du cognac par l'UE.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

1543 La Serbie relance le projet d'exploitation de son lithium

Aleksandar Vučić, président serbe, a annoncé dans le *Financial Times* qu'il allait relancer le projet d'exploitation d'une mine de lithium avec le groupe anglo-australien Rio Tinto. Il s'agit évidemment pour lui de monter aux Occidentaux qu'ils ont plus intérêt à stabiliser son pays qu'à faire le contraire (cf. 1455).

1544 L'Arménie se retire de l'OSTC

Nikol Pashinyan, Premier ministre arménien, a annoncé que son pays allait prochainement se

retirer de l'Organisation du Traité de Sécurité collective (OSTC), l'alliance militaire avec la Russie.

L'Azerbaïdjan et la Türkiye devraient alors demander la démilitarisation du pays avant qu'il ne pose sa candidature à l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (Otan), l'alliance militaire avec les États-Unis.

1545 Un parti géorgien souhaite rétablir les relations diplomatiques avec Moscou

Mamuka Pipia, un homme d'affaires et secrétaire international du parti pro-russe Solidarité au nom de la paix, s'est exprimé sur une télévision russe. Il a suggéré que son pays pourrait rétablir ses relations diplomatiques avec Moscou.

Lors du congrès de son parti, le 15 juin, il a enregistré un message vidéo au président russe, Vladimir Poutine, lui demandant d'amnistier ses compatriotes condamnés pour séjour illégal en Russie.

1546 Formation militaire des élèves et étudiants ukrainiens

Le président *de facto* de l'Ukraine, Volodymyr Zelensky, a promulgué une loi instituant une formation à la Défense nationale à tous les élèves et étudiants du secondaire et des universités.

1547 Manifestation gay à Kiev

Quelques soldats ukrainiens et leurs amis ont effectué une manifestation de la « fierté gay » à Kiev devant de très nombreux photographes. La place où ils s'étaient rassemblés était fermée par la police qui craignait une attaque des « nationalistes intégraux ».

1548 Les réseaux nazis de l'Otan

Selon la Fondation russe pour combattre l'injustice, le réseau Centuria de « nationalistes intégraux » ukrainiens dans les forces armées occidentales serait dirigé par Igor Mikhailenko,

bras droit d'Andriy Biletsky (alias le « Führer blanc »). Le réseau serait protégé par Bruno Kahl, directeur du Bundesnachrichtendienst (Service fédéral allemand de Renseignement). Il est placé sous la supervision du général Michael Hohwart et comprendrait aujourd'hui environ 25 000 militaires.

☞ Après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis et le Royaume-Uni créèrent une armée secrète en Allemagne avec d'anciens soldats et officiers nazis. Cette armée fut dirigée par le général nazi Reinhard Gehlen, chef de l'organisation homonyme. Celle-ci prit ultérieurement le nom de Bundesnachrichtendienst.

1549 Vladimir Poutine présente un plan de paix avec l'Ukraine

[Vladimir Poutine](#), président russe, a présenté sa vision de la guerre en Ukraine lors d'un discours prononcé devant ses ambassadeurs réunis au ministère des Affaires étrangères. Selon lui, le conflit n'oppose pas l'Ukraine à la Russie, mais les Occidentaux qui ont pris le pouvoir à Kiev à la Russie. Il ne peut être compris qu'au regard de la stratégie globale des Occidentaux.

S'appuyant sur les conclusions de la Cour internationale de Justice à propos de l'indépendance du Kosovo, il a constaté que l'indépendance du Donbass et de la Novorossia remplissait les critères du Droit international.

Il a révélé que les référendums d'indépendance et d'adhésion à la Russie des oblasts de Novorossia n'ont été décidés qu'après que l'Ukraine ait refusé de garantir un accès terrestre russe à la Crimée.

Il s'est étonné que l'Ukraine n'ait pas procédé à une élection présidentielle en mai et que les Occidentaux fassent semblant de croire que Volodymyr Zelensky est toujours légitime alors que son mandat a expiré et que la constitution ukrainienne désigne le président de Verkhovnaya Rada, Rouslan Stefantchouk, comme président d'Ukraine par intérim.

Il a alors proposé à l'Ukraine un Traité de paix, non pas un gel du conflit, mais une solution définitive : « Les troupes ukrainiennes doivent être complètement retirées des Républiques populaires de Donetsk et Lougansk, ainsi que des régions de Kherson et Zaporijjia. Je voudrais souligner qu'elles doivent être retirées de l'ensemble des territoires de ces régions selon les frontières administratives qu'elles avaient au moment où elles faisaient partie de l'Ukraine.

Dès que Kiev déclare qu'il est prêt à le faire, qu'il commence à retirer ses troupes de ces régions, et qu'il notifie officiellement abandonner ses projets d'adhésion à l'Otan, notre camp appliquera un ordre de cessez-le-feu et nous négocierons rapidement. Je le répète - nous le ferons rapidement. Bien entendu, nous garantissons également un retrait sans entrave et sans danger des unités et formations ukrainiennes ».

Selon Volodymyr Zelensky, président *de facto* ukrainien, cette proposition de paix est « comparable aux ultimatums d'Adolf Hitler ».

Le *New York Times* a publié l'[original du plan de paix russe d'avril 2022](#). Selon ce document, que l'Ukraine a rejeté sur pression du Royaume-Uni, Moscou se serait contenté à l'époque de la Crimée et du Donbass. La Russie n'avait alors aucune visée sur la Novorossia.

1550 Réforme du ministère russe de la Défense

Vladimir Poutine, président russe, a limogé quatre ministres adjoints de la Défense : Nikolai Pankov, Rouslan Tsalikov, Tatiana Chevtsova et Pavel Popov.

Cette décision constitue la dernière étape d'un remaniement radical lancé en mai, lorsque le président Poutine a démis de ses fonctions son ministre de la Défense de longue date, Sergueï Choïgou.

AFRIQUE

1551 Israël interrompt ses livraisons de gaz à l'Égypte

Israël a interrompu fin mai ses livraisons de gaz à l'Égypte. Tel-Aviv espère ainsi provoquer un mécontentement populaire contre le président Abdel Fattah al-Sissi et trouver ainsi un moyen de pression sur lui.

1552 Au G7, la Tunisie dénonce les crimes d'Israël

Lors du sommet du G7, Ahmed Hachani, Premier ministre tunisien, a confirmé que la région méditerranéenne est témoin de l'escalade de la situation tragique dans les territoires palestiniens occupés, et que, face à ce génocide, le silence est devenu un crime qualifié. C'est pourquoi la Tunisie renouvelle son soutien inconditionnel au droit du peuple palestinien à établir son État indépendant avec Al-Qods Al-Sharif pour capitale.

1553 Sans nouvelles de Mohamed Hamdan Dagalo

Le général Abdel Fattah al-Burhan a organisé une réunion avec des responsables de la tribu Rizeigat, laquelle a vivement protesté en soulignant que ces individus n'avaient aucun mandat pour la représenter.

La tribu Rizeigat est un soutien traditionnel du « général » Mohamed Hamdan Dagalo, dont il est membre.

Par ailleurs, le « général » Mohamed Hamdan Dagalo (alias « Hemedti ») n'est pas apparu en public depuis quatre mois. Il n'est pas intervenu lorsque ses troupes ont commis des crimes à Gezira.

Certains observateurs sont convaincus qu'il n'est plus sur le terrain, au Soudan.

ASIE

1554 Gali Baharav Miara met en cause l'interventionnisme d'Itamar Ben-Gvir dans le fonctionnement de la police

Le Bureau de Gali Baharav Miara, procureure générale d'Israël, a saisi la Haute Cour de justice alors que la Knesset débat d'un amendement à la loi sur les relations entre le ministre de la Sécurité nationale et la police.

Selon la procureure, les tentatives du ministre de la Sécurité nationale Itamar Ben-Gvir d'intervenir dans le travail de la police en contactant personnellement le commissaire adjoint de la police constituent « une violation flagrante de la loi et une intervention du ministre dans l'activité opérationnelle de la police ».

Le commissaire de police Kobi Shabtai a informé la Procureure générale qu'Itamar Ben-Gvir avait ordonné, à son insu, à son adjoint de cesser de fournir une escorte de police aux convois d'aide humanitaire à Gaza. Kobi Shabtai a déclaré que lorsqu'il a expliqué au ministre que la police fournirait une protection aux convois d'aide, Ben-Gvir a déclaré : « Il y aura des conséquences ».

1555 Une semaine de résistance israélienne à Benjamin Netanyahu

Après la démission de Benny Gantz, les organisateurs des manifestations nationales appelant à un accord de libération des otages et à un nouveau gouvernement ont proclamé une semaine de résistance. Ils ont déclaré que « la prochaine semaine sera la dernière semaine du gouvernement destructeur de Netanyahu ».

Bonot Alternativa (« Construire une alternative »), les Frères et Sœurs d'armes composées de réservistes des FDI, et le Front rose (LGBTQ) ont tenu une conférence de presse commune.

Analyse du Réseau Voltaire

- « [La France face au changement d'ère](#) », par Thierry Meyssan

Alors que la France s'apprête à des élections législatives anticipées, ses partis politiques se coalisent les uns contre les autres, s'accusant de céder à des formes différentes d'extrémisme. L'inquiétude qu'ils manifestent et la violence qu'ils suscitent ne sont pas à la hauteur de l'enjeu. Chacun relève les erreurs passées des autres, mais aucun n'analyse les raisons de la profonde crise de société que traverse le pays et avec lui tout l'Occident. Or, le problème n'est pas de résoudre tel ou tel manquement, mais de changer radicalement le paradigme de l'action politique et de l'adapter à une société dont l'économie est désormais fondée sur l'informatique et non plus sur l'industrie.

- Vidéo : Thierry Meyssan et *Le Courrier des stratèges*

Thierry Meyssan poursuit sa chronique vidéo pour *Le Courrier des stratèges*. Dans cet épisode, il décrit l'effondrement de l'Occident dans les deux dernières semaines. Selon lui la période de domination de quelques anciennes puissances coloniales sur le reste du monde est définitivement terminée.

Traitant du chantage israélien à une apocalypse imminente, il considère que Benjamin Netanyahu s'est enfermé dans une situation sans issue. Qu'il sacrifie Israël face au Hezbollah ou qu'il poursuive le nettoyage ethnique en Palestine, il a privé Israël de tout soutien à l'étranger.

En fin d'émission, il revient sur les élections législatives en France. Il observe que le changement d'ère ici correspond à celui des relations internationales.

Les manifestations antigouvernementales ne parviennent pas à retrouver la participation qu'elles avaient avant l'attaque du 7 octobre.

1556 Yaïr Lapid dénonce l'exemption de service militaire des Haredim

Yaïr Lapid, chef de l'opposition israélienne, a déclaré à propos de l'exemption de service militaire des Haredim (ultra-orthodoxes) : « Il s'agit d'une trahison des soldats, d'une trahison des réservistes, d'une trahison de la classe moyenne israélienne et d'une trahison des FDI. Le gouvernement israélien sape la sécurité de l'État. Netanyahou vend nos soldats, lui et son sourire ».

1557 Yaïr Netanyahu dénonce la préparation d'une commission d'enquête de l'opposition sur l'attaque du 7 octobre

[Yaïr Netanyahu](#), fils du Premier ministre, s'est étonné sur X que la Haute Cour ait suspendu le contrôle exercé par le Contrôleur de l'État sur la réponse des FDI et du Shin Bet à l'attaque du 7 octobre ; une suspension qui ouvre la voie à la création d'une Commission d'enquête.

« Une commission d'enquête de l'État, malgré son nom pompeux, est toujours présidée par un juge de la Haute Cour et est donc presque toujours utilisée comme comité de dissimulation par la gauche », a-t-il observé.

1558 Une précision sur le rapport des Renseignements israéliens annonçant le 7 octobre

Selon les médias israéliens le rapport de l'Unité d'interception 8 200 annonçant les événements du 7 octobre précisait que le Hamas avait l'intention de capturer 200 à 250 otages.

1559 L'opinion palestinienne selon le Palestinian Center for Policy and Survey research

Selon un [sondage du Palestinian Center for Policy and Survey research](#), réalisé entre le 26 mai et le 1^{er} juin :

- les 3/4 des Palestiniens pensent que le Hamas avait raison de lancer l'attaque du 7 octobre

2023. C'est à peu près ce qu'ils pensaient juste après. L'opinion publique a pourtant faibli en décembre, puis à nouveau en juin.

- moins d'1/4 des gazaouis n'ont pas eu de blessés ou de tués dans leur famille durant l'opération israélienne « Épée de fer ».
- un 1/4 des gazaouis ne savent pas où ils trouveront de l'eau et de la nourriture demain, s'il y en a.
- la moitié des Palestiniens qui ont visionné des vidéos de l'attaque diffusées par les FDI ne croit pas que le Hamas a effectivement commis des atrocités. 96 % de ceux qui n'ont pas regardé ces vidéos pensent aussi que le Hamas n'a pas commis d'atrocités.
- les 2/3 des Palestiniens ne pensent pas que les mandats d'arrêts de la Cour pénale internationale (CPI) seront exécutés.
- 1/2 des gazaouis pensent que le Hamas va sortir victorieux de cette guerre, tandis qu'ils sont 3/4 en Cisjordanie.
- 1/2 des gazaouis espère que Gaza sera gouverné par le Hamas après la guerre, tandis que 3/4 des cisjordaniens l'espèrent.
- 1/2 des Palestiniens sont satisfaits par la déclaration du sommet de Manama (cessez-le-feu immédiat, retrait de l'armée israélienne et conférence internationale de paix). Mais 3/4 d'entre eux pensent que le président Mahmoud Abbas se trompe lorsqu'il dit que l'attaque du 7 octobre sert la rhétorique israélienne ou que la position du Hamas fait le jeu de la séparation entre Gaza et la Cisjordanie.
- 3/4 des palestiniens sont satisfaits par la position du Hamas et un peu moins par celle de Yahya Sinwar. 1/4 par celle du Fatah et moins de 10 % par celles de Mahmoud Abbas et de son Premier ministre, Mohammad Mustafa.
- 80 % des Palestiniens sont satisfaits de la position d'Ansar Allah et 57 % par celle du Hezbollah. 55 % par celle du Qatar et 49 % par celle de l'Iran. 25 % par la Jordanie et 18 % par l'Égypte. Il est à noter que la satisfaction à l'égard de l'Égypte, et plus généralement à toutes les forces combattantes sur le terrain palestinien, est plus important à Gaza qu'en Cisjordanie.
- Les Palestiniens ne voient pas d'alliés au plan international. Cependant la Russie s'en sort

mieux que les autres (1/4 de satisfaction contre 3 % aux États-Unis).

- En cas d'élection, 24 % des Palestiniens s'abstiendraient, 42 % voteraient pour le Dr. Marwan Barghouti, 27 % pour Ismaël Haniyyeh et 5 % pour Mahmoud Abbas. S'il n'y avait que deux candidats, Haniyyeh et Abbas, l'abstention monterait à 43 % et Haniyyeh serait élu. Au contraire s'il n'y avait que Barghouti et Haniyyeh qui se présentaient, l'abstention serait identique à celle d'un match à trois et Barghouti serait élu.
- 89 % des Palestiniens pensent que Mahmoud Abbas devrait démissionner. Ce pourcentage monte à 94 % en Cisjordanie.
- 40 % des Palestiniens soutiennent le Hamas, 20 % le Fatah et 8 % d'autres partis politiques. Cependant, si l'on pratiquait des élections de liste avec panachage, 16 % soutiendraient des candidats issus d'autres partis que le Hamas et le Fateh.
- Seuls 32 % des Palestiniens soutiennent la « solution à deux États ».
- 54 % des Palestiniens sont favorables à la lutte armée, 25 % à des négociations et 16 % à la résistance populaire non-violente.
- Face aux pogroms anti-Arabs que les suprémacistes juifs multiplient en Cisjordanie, 45 % des Palestiniens espèrent être protégés par les groupes armés, 27 % par la police de l'Autorité palestinienne et 19 % par l'armée israélienne d'occupation.

1560 Les Nations unies évaluent la dangerosité du débarcadère états-unien

Lors de l'opération de sauvetage de quatre otages, la semaine dernière, les FDI ont perpétré un carnage (cf. 1490). La bataille s'est poursuivie sur la route utilisée par les Nations unies pour acheminer et distribuer le matériel humanitaire livré sur le débarcadère construit par le Pentagone (cf 0773 et 1112). En conséquence les Nations unies ont cessé de l'utiliser depuis le 8 juin. Ils examinent actuellement s'ils peuvent ou non l'utiliser à nouveau sans mettre en danger leur propre personnel.

1561 Yoav Gallant s'oppose au processus de paix français avec le Liban

[Yoav Gallant](#), ministre israélien de la Défense a tweeté en français son refus du plan de paix français pour le Liban : « Alors que nous menons une guerre juste pour défendre nos concitoyens, la France adopte des politiques hostiles à l'égard de l'état d'Israël, ignorant ainsi les atrocités commises par le Hamas à l'encontre d'enfants, de femmes et hommes israéliens. Nous ne ferons pas partie du comité relatif à la sécurité frontalière nord proposé par la France ».

1562 Levée d'un des mandats d'arrêt internationaux contre Riad Salamé

Le mandat d'arrêt international, émis l'an dernier par le procureur de Munich, contre Riad Salamé, ancien gouverneur de la Banque du Liban, a été annulé pour vice de forme.

Riad Salamé reste sous le coup d'un mandat d'arrêt international émis par la France. En outre ses biens saisis en Allemagne pour 28 millions d'euros restent sous scellés.

1563 Le Liban accepte l'extradition d'Abdel Karim Touil et rappelle sa demande de libération de Georges Ibrahim Abdallah

Le Conseil des ministres sortant libanais a accepté la demande française d'extradition d'Abdel Karim Touil. Ce tunisien de 38 ans avait été arrêté, à Dubaï, à l'occasion d'une visite du ministre français de l'Intérieur Gérard Darmanin. Il avait été relâché par la suite et arrêté de nouveau au Liban. Il fait l'objet d'une condamnation par contumace française pour l'importation de 720 kilos de cocaïne.

Le Conseil des ministres a, simultanément, « demandé à la France de libérer Georges Ibrahim Abdallah, qui a purgé sa peine ».

Georges Ibrahim Abdallah, fondateur des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), a été arrêté à Lyon en 1984 et

condamné à la réclusion criminelle à perpétuité après avoir été reconnu coupable de complicité dans l'assassinat à Paris en 1982 de deux diplomates, l'États-unien Charles Ray et l'Israélien Yacov Barsimantov, et dans la tentative d'assassinat du consul général des États-Unis, Robert Homme, à Strasbourg en 1984. Il aurait dû être libéré, en 1999, comme le veut en pratique le droit français, mais reste incarcéré à la demande pressante des États-Unis.

1564 Les FDI utilisent des trébuchets contre le Sud du Liban

La télévision israélienne a montré les [FDI utilisant des trébuchets](#) pour mettre le feu aux forêts et aux champs libanais.

Les trébuchets étaient les armes les plus puissantes des armées médiévales du XII^e au XV^e siècle. Ils sont beaucoup plus précis que les catapultes. Ils avaient disparu depuis l'invention des canons.

Les FDI affirment les utiliser pour détruire les obstacles naturels que le Hezbollah utilise pour se camoufler. En réalité, il les a utilisés pour rendre la région frontalière inhabitable. Au moins 200 000 Libanais ont dû quitter leurs habitations.

Depuis le début des combats, le 8 octobre, l'armée israélienne a utilisé diverses armes incendiaires, notamment des bombes éclairantes, ainsi que des munitions au phosphore blanc pourtant interdites par le protocole III de la Convention sur les armes classiques (CCAC).

Hicham Younes, président de l'organisation environnementale locale Green Southerners, a déclaré à *L'Orient-Le Jour* que les dégâts environnementaux de ces derniers mois de guerre « sont plus importants que ceux de la [guerre] de 2006 », au cours de laquelle Israël a utilisé des bombes à fragmentation pour frapper le Sud du Liban.

1565 Les Frères musulmans participeront aux législatives jordaniennes

Le Front du travail islamique, émanation jordanienne de la Confrérie des Frères musulmans, participera aux élections législatives du 10 septembre.

1566 Polémique sur l'interprétation du JCPOA

Dans une [lettre distribuée à l'Assemblée générale des Nations Unies](#) le 6 juin, l'Iran a précisé son point de vue sur l'accord de Vienne (JCPOA) sur son programme nucléaire. Téhéran estime qu'en vertu des paragraphes 26 et 36 du Plan d'action, les États-Unis n'avaient pas le droit de s'en retirer unilatéralement et qu'au contraire le constat selon lequel l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni n'étaient plus en mesure d'abroger leurs sanctions le dispensait de ses engagements.

Les ministres Affaires étrangères de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni ont publié, le 15 juin, un [communiqué commun](#) affirmant qu'indépendamment du JCPOA, l'Iran est signataire du Traité de non-prolifération et, à ce titre, s'est engagé à ne pas produire d'uranium enrichi à usage militaire.

1567 Renforcement des relations russo-nord-coréennes

Vladimir Poutine, président russe, a effectué un voyage officiel en Corée du Nord. Il est arrivé avec une demi-journée de retard après une escale à Iakoutsk, en Sibérie.

« Le gouvernement de la République populaire démocratique de Corée exprime son plein soutien et sa solidarité avec le gouvernement, l'armée et le peuple russes dans la conduite de l'opération militaire spéciale en Ukraine en vue de protéger la souveraineté, les intérêts de sécurité et l'intégrité territoriale » a déclaré le leader suprême, Kim Jong-un .

Les deux chefs d'État ont signé un Traité de Défense, incluant une clause de Défense mutuelle en cas d'agression de l'une ou l'autre partie. Ils ont également signé des accords de coopération dans les domaines de la Santé, de l'Éducation médicale et des Sciences.

Ce voyage a élevé les relations entre la Corée du Nord et la Russie au niveau de ce qu'étaient celles de la Corée du Nord avec l'URSS durant la Guerre froide.

En avril, au Conseil de sécurité des Nations unies, la Russie avait bloqué la désignation d'inspecteurs afin de priver d'application les sanctions contre la Corée du Nord.

☞ La signature de ce Traité de défense mutuelle devrait conduire les États-Unis à renforcer leur présence militaire dans la région. Par voie de conséquence, Washington ne pourra plus convenir avec la Chine d'une normalisation de leurs relations, Beijing exigeant le retrait militaire étranger de la région.

1568 Accord de coopération ukraino-japonais

Le Japon et l'Ukraine ont signé un accord formalisant leur coopération. À la différence des textes précédemment passés entre les autres membres du G7 et l'Ukraine, celui-ci ne porte pas sur des transferts d'armes car la Constitution japonaise les interdit, mais sur des équipements non létaux.

1569 Le Japon envisage des sanctions contre les pays commerçant avec la Russie

Yoshimasa Hayashi, secrétaire général du gouvernement Kishida, a déclaré : « Lors du récent sommet du G-7, nous avons annoncé que nous envisageons un nouvel ensemble de sanctions qui inclurait des entreprises en Ouzbékistan, aux Émirats arabes unis, en Chine et en Inde [quatre États qui commercent avec la Russie] ».

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

1570 Selon le SIPRI, la Chine développe son arsenal nucléaire beaucoup plus vite que ses rivaux

Le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) a publié son *Annuaire 2024*. Il observe que l'importance des armes nucléaires ne cesse de s'affirmer et que la Chine est la principale puissance à les développer.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

1571 93 États soutiennent la CPI face à Israël

Dans une déclaration commune, 93 des 123 États parties au Statut de Rome ont signé une déclaration commune.

« Nous maintenons notre engagement à défendre les valeurs et les principes du Statut de Rome et à préserver l'intégrité de la Cour pénale internationale contre la pression et l'ingérence politiques visant la Cour, ses fonctionnaires et les personnes qui coopèrent avec elle. Nous réitérons notre détermination à demeurer solidaires dans notre lutte contre l'impunité.

En tant que première et seule cour pénale internationale permanente au monde, la CPI est un élément essentiel de la paix et de la sécurité internationales. Par conséquent, nous exhortons tous les États à coopérer pleinement avec la Cour, afin qu'elle puisse remplir l'intégralité de son mandat et garantir l'égalité devant la justice pour toutes les victimes de génocide, de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de crime d'agression : tous de graves crimes qui menacent la paix, la sécurité et le bien-être du monde.

En apportant notre soutien intégral à la CPI et en promouvant son rôle, nous contribuons à mettre fin à l'impunité pour de tels crimes et prévenons leur récurrence, tout comme nous défendons les progrès que nous avons réalisés

ensemble pour garantir le respect durable du droit international humanitaire, des droits de la personne, de l'état de droit ainsi que de l'application de la justice pénale internationale ».

1572 L'OMS alerte sur le sort des enfants mal nourris à Gaza

Tedros Adhanom Ghebreyesus, président de l'OMS, a déclaré que 8 000 enfants de moins de cinq ans sont frappés de malnutrition aiguë à Gaza.

1573 Volker Turk dénonce la détérioration des Droits de l'homme à Gaza

L'Autrichien Volker Turk, haut-commissaire des Nations unies aux Droits de l'homme, a déclaré que la situation en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, connaît « une détérioration dramatique ». Il a ajouté qu'il était « consterné » par le mépris des Droits de l'homme et du Droit humanitaire, dont font preuve les deux parties à Gaza.

1574 Fiasco du Sommet pour la paix en Ukraine

Lors de son discours inaugural au Sommet en faveur d'une paix globale, juste et durable pour l'Ukraine, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a déclaré : « Il n'y a plus de Russie ici. Pourquoi ? Parce que si la Russie s'intéressait à la paix, il n'y aurait pas de guerre. Nous devons décider ensemble de ce que signifie une paix juste pour le monde et comment elle peut être réalisée de manière durable. La Charte des Nations unies est la base pour nous. Et puis, lorsque le plan d'action sera sur la table, convenu par tous, et transparent pour les peuples, alors il sera communiqué aux représentants de la Russie. Et pour qu'au deuxième Sommet de la paix, nous puissions réparer la véritable fin de la guerre. Maintenant seulement, nous empruntons cette voie. Ensemble, nous devons prouver que le monde uni est un monde de paix, un monde qui sait agir correctement ».

L'objet du Sommet avait été revu à la baisse après que 69 États, sur 160 ont décliné l'invitation. Il ne s'agissait plus d'apporter son soutien à la glorieuse lutte de Kiev contre Moscou, mais de débattre de trois sujets : la sécurité alimentaire, la sûreté nucléaire et l'aide humanitaire. 91 États et 6 organisations internationales ont accepté de participer au Sommet, malgré la non-invitation de la Russie et le refus par les organisateurs de la médiation sino-brésilienne, mais n'ont envoyé que des diplomates de second rang.

Au regard du [communiqué final](#), le consensus s'est limité à quelques généralités :

« - Premièrement, toute utilisation de l'énergie nucléaire et des installations nucléaires doit être sûre, sécurisée, protégée et respectueuse de l'environnement. Toute menace ou utilisation d'armes nucléaires dans le contexte de la guerre en cours contre l'Ukraine est inadmissible.

- Deuxièmement, la sécurité alimentaire mondiale dépend de la fabrication et de l'approvisionnement ininterrompu de produits alimentaires. La sécurité alimentaire ne doit en aucun cas être militarisée. Les produits agricoles ukrainiens devraient être fournis en toute sécurité et en toute liberté aux pays tiers intéressés.

- Troisièmement, tous les prisonniers de guerre doivent être libérés par un échange complet ».

À la surprise des organisateurs, plusieurs États du Sud, dont l'Inde, ont refusé de signer un communiqué plus agressif et ont proposé leurs bons offices pour organiser des négociations de paix entre l'Ukraine et la Russie.

Ce communiqué final lui-même n'a, en définitive, été signé que par 69 des 91 États participants. Les non-signataires sont : l'Afrique du Sud, le Brésil, les Émirats arabes unis et l'Inde, tous membres des BRICS, ainsi que l'Arabie saoudite, l'Arménie, le Bahreïn, la Colombie, l'Indonésie, l'Iraq, la Jordanie, la Libye, le Mexique, le Saint-Siège et la Thaïlande.

Fumio Kishida, Premier ministre japonais, n'a honoré le sommet de sa présence que 2h30 au

maximum. Kamala Harris, vice-présidente des États-Unis, et Olaf Scholz, chancelier allemand, se sont également discrètement éclipsés.

Jake Sullivan, conseiller national de sécurité US, a déclaré : « Je suppose que les Chinois ne sont pas ici parce que [Vladimir] Poutine leur a demandé de ne pas venir, et qu'ils sont les obligés de Poutine (...) La Chine a affirmé qu'elle défendait la paix en Ukraine. Une bonne façon de le prouver, ce serait de venir ici ». Répondant le lendemain à cette mise en cause, la Chine a proposé que des négociations de paix ukraïno-russes débutent enfin.

1575 La protection de la démocratie, selon le G7

Un passage de la déclaration finale du G7, intitulé « Protection des processus démocratiques », stipule :

« Dans le contexte d'une année électorale où des millions de personnes dans le monde désignent leurs dirigeants et leurs représentants, nous réaffirmons notre détermination à préserver les valeurs démocratiques et les Droits de l'homme. Compte tenu de l'évolution rapide des technologies émergentes, nous sommes plus préoccupés que jamais par les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger et visant nos institutions et nos procédures démocratiques et par la manière dont les tentatives d'ingérence, les actes de cybermalveillance et la répression transnationale contribuent à fragiliser la souveraineté et les valeurs démocratiques.

Nous nous engageons à renforcer la coordination de nos efforts pour mieux prévenir, détecter et contrer la menace représentée par les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger, en adoptant des pratiques respectueuses des Droits de l'homme et en favorisant la liberté d'expression et les médias libres, indépendants et pluralistes. Nous demandons à nos ministres compétents de renforcer le mécanisme de réaction rapide du G7 en créant avant la fin de l'année un cadre de réaction collectif pour

contrer les menaces étrangères visant les démocraties, notamment en rendant publiques les opérations de manipulation de l'information menées depuis l'étranger. Nous appelons également les entreprises du secteur des technologies, notamment les plateformes des réseaux sociaux, à intensifier leurs efforts visant à prévenir et à contrer les campagnes de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger et la possible utilisation frauduleuse de l'IA à cette fin, et à œuvrer à l'élaboration de normes plus rigoureuses en matière de transparence et de responsabilité sur ces questions.

Nous continuerons de coopérer avec les États et les partenaires non gouvernementaux pour œuvrer à la promotion d'informations factuelles, fiables et de qualité et nous soutiendrons les initiatives internationales en la matière, notamment dans le cadre de l'ONU et de l'OCDE ».

☞ Depuis plusieurs années, le G7 a confié aux services secrets canadiens l'infiltration des groupes « complotistes » et le soutien à des extrémistes qui les discréditent.

1576 L'Otan prend prétexte du refus chinois des mesures coercitives unilatérales atlantiques

Selon Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'Otan, « La Chine alimente le plus grand conflit armé en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Et en même temps, elle veut maintenir de bonnes relations avec l'Occident ». C'est pourquoi l'Alliance atlantique se forge des partenariats partout dans le monde, en particulier dans l'Indo-Pacifique, et augmente considérablement ses dépenses de Défense,

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),
[Abonnement annuel](#) : 150 euros
[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°93 - 28 juin 2024

ÉDITORIAL

1577 Israël parviendra-t-il à attaquer le Liban et à pousser les États-Unis à nucléariser l'Iran ?

Les événements s'enchaînent sans qu'on les comprenne bien. Les États-Unis n'ont rien contre le Liban, même s'ils n'aiment pas le Hezbollah. Cependant, ils soutiendront Israël si Tel-Aviv s'engage dans une guerre. Ils risquent alors d'introduire leur doigt dans un engrenage fatidique. Le Hezbollah étant supérieur militairement à Israël, ils seront contraints de venir l'écraser. L'Iran défendra le Liban et les États-Unis, qui négocient actuellement avec Téhéran en secret, se retrouveront en guerre contre lui. Benjamin Netanyahu affirmera, comme il le fait depuis quatorze ans, que Téhéran est sur le point de finaliser des bombes atomiques afin d'en finir avec les juifs. Washington serait alors invité à nucléariser l'Iran.

Ce scénario se heurte aux points de vue de la Russie et de la Chine, deux superpuissances qui ont participé aux négociations de Vienne sur le JCPOA, et qui, l'une et l'autre, sont convaincues qu'il n'y a plus de programme nucléaire militaire iranien depuis 1988.

- Le général Charles Q. Brown, président du Comité des chefs d'états-major états-uniens, a mis en garde contre le fait qu'une offensive israélienne contre le Liban « peut faire monter le risque d'un conflit plus large ». « Le Hezbollah est plus capable que le Hamas en ce qui concerne la capacité globale, le nombre de roquettes, etc. Et je dirais simplement que je verrais l'Iran être plus enclin à fournir un plus grand soutien au Hezbollah », a-t-il confié aux journalistes lors d'un voyage au Cap-Vert. Il a fait remarquer que les États-Unis ont soutenu Israël face à l'Iran, en avril dernier, mais ne seraient probablement pas en mesure de le faire cette fois.

- Cependant, dans une vidéo publiée sur X, le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, a révélé ce qu'il avait dit au secrétaire d'État Antony Blinken : « Il est inconcevable qu'au cours des derniers mois, l'Administration [Biden] ait refusé des armes et des munitions à Israël. L'allié le plus proche de l'Amérique, combattant pour sa vie, luttant contre l'Iran et nos autres ennemis communs (...) Pendant la Seconde Guerre mondiale, Churchill a déclaré aux États-Unis : 'Donnez-nous les outils, nous allons faire le travail'. Et je dis, 'donnez-nous les outils, et nous finirons le travail beaucoup plus vite' ».

Amos Hochstein a prévenu Benjamin Netanyahu qu'il avait « exagéré » en publiant cette vidéo. (...)

(...) • La Maison-Blanche a annulé une réunion stratégique avec l'État hébreu. Elle devait étudier l'avancement du programme nucléaire iranien, sous la présidence du conseiller national de Sécurité Jake Sullivan, et en présence de Ron Dermer, ministre israélien des Affaires stratégiques. En définitive, seul Tzachi Hanegbi, directeur du conseil de Sécurité israélien, sera reçu.

• Dans une [nouvelle vidéo](#), le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, a déclaré : « Nous avons commencé à voir, il y a quelques mois, que des problèmes importants commençaient à émerger. Et en fait, nous avons essayé... d'essayer d'aplanir cette diminution de l'offre. Et nous n'avons pas été en mesure de la résoudre. C'est crucial, dans notre guerre commune qui vise à vaincre le Hamas, et à empêcher qu'une escalade au Liban la transforme en une guerre à part entière ».

• L'amiral John Kirby, porte-parole du conseil états-unien de Sécurité, a jugé ces propos : « profondément décevants et certainement gênants pour nous étant donné le montant du soutien que nous accordons et que nous continuerons d'apporter ». Il les a commenté en disant que « même s'il y avait eu une pause, à propos de ces bombes de 2 000 livres... l'idée que nous avons en quelque sorte cessé d'aider l'État hébreu avec leurs besoins d'autodéfense n'est tout simplement pas exacte ».

• Les États-Unis ont commenté à propos de la baisse des munitions exportées vers l'État hébreu : « Nous avons clairement exprimé notre position à ce sujet à maintes reprises, et nous n'allons pas continuer à répondre aux déclarations politiques du Premier ministre. Nous attendons avec intérêt des consultations constructives avec le ministre de la Défense Gallant à Washington cette semaine ».

• Des responsables israéliens, dont le ministre des Affaires stratégiques Ron Dermer et le conseiller de Sécurité nationale Tzachi Hanegbi, ont rencontré le secrétaire d'État Antony Blinken, le conseiller à la Sécurité nationale, Jake Sullivan, le coordinateur des affaires de la

Maison Blanche au Moyen-Orient, Brett McGurk et d'autres responsables de l'Administration Biden. Selon [CNN](#), les États-Unis sont prêts à soutenir l'État hébreu et à offrir une assistance en matière de sécurité en cas de guerre totale avec le Hezbollah.

• Jacob Lew, ambassadeur des États-Unis à Jérusalem, a déclaré lors d'une conférence à l'Université Reichman (Herzliya) : « Il n'y a pas de changement dans le soutien des États-Unis en faveur d'Israël. Cela signifie que, même si c'était très difficile, Washington a fourni et continue de fournir une énorme quantité d'aide humanitaire, et nous avons été utiles - et cela fait une différence stratégique pour la capacité d'Israël de continuer et de vaincre ».

• Le général Lloyd Austin, secrétaire à la Défense, a reçu son homologue israélien, le général Yoav Gallant. Il a déclaré que « les provocations du Hezbollah menacent d'entraîner les Israéliens et les Libanais dans une guerre qu'aucun d'eux ne veut ». Il a mis en garde contre une guerre qui « serait catastrophique pour le Liban, et qui serait dévastatrice pour les civils israéliens et libanais innocents ».

Mais Yoav Gallant a déclaré : « La plus grande menace pour l'avenir du monde et l'avenir de notre région est l'Iran – et le temps presse. Le moment est venu de réaliser l'engagement des administrations états-uniennes au fil des ans, promettant d'empêcher l'Iran de posséder une arme nucléaire ».

• Le général Yoav Gallant a également rencontré le secrétaire d'État, Anthony Blinken. Ce dernier l'a « informé des efforts diplomatiques en cours pour faire progresser la sécurité, la gouvernance et la reconstruction à Gaza pendant une période d'après conflit et a souligné l'importance de ce travail pour la sécurité d'Israël. »

Selon Matthew Miller, porte-parole du département d'État, le général Yoav Gallant a assuré Antony Blinken, qu'il souhaitait un règlement diplomatique avec l'Iran. « Les yeux

de nos ennemis et de nos amis regardent la relation entre les Israéliens et les États-Unis – nous devons résoudre rapidement nos problèmes, c’est ainsi que nous atteindrons nos objectifs et affaiblirons nos ennemis », a-t-il déclaré.

- Les États-Unis ont reprogrammé la réunion de dialogue stratégique avec Israël. Elle devait avoir lieu la semaine dernière, mais avait été annulée en réaction à une vidéo dans laquelle le Premier ministre Benyamin Nétanyahu avait publiquement critiqué Washington pour avoir ralenti ses livraisons de munitions. La réunion devrait porter sur le programme nucléaire iranien.

- Selon Politico, les responsables états-uniens ont averti le Hezbollah qu’ils pourraient ne pas être en mesure d’empêcher l’État hébreu d’attaquer le Liban.

Deux responsables US ont également déclaré que Washington aiderait l’État hébreu à se défendre si le Hezbollah répliquait à une attaque israélienne. Ils ont souligné que le Liban ne devrait pas compter sur les États-Unis pour freiner la prise de décision d’Israël.

AMÉRIQUES

1578 Le Canada rappelle ses ressortissants au Liban

Mélanie Joly, ministre canadienne des Affaires étrangères, a déclaré : « Mon message aux Canadiens a été clair depuis le début de la crise au Moyen-Orient : ce n’est pas le moment de se rendre au Liban. Et pour les Canadiens actuellement au Liban, il est temps de partir, tandis que les vols commerciaux restent disponibles ».

1579 La Louisiane affiche les *Dix commandements* dans les salles de classes

Le parlement de Louisiane a adopté une loi exigeant que, d’ici 2025, un affichage des *Dix Commandements* au format affiche en « gros

Analyse du Réseau Voltaire

- « Israël provoquera-t-il un cataclysme ? », par Thierry Meyssan

Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, majoritaire à la Knesset, mais largement minoritaire parmi ses concitoyens, menace d’attaquer le Liban. Si cette opération est lancée, l’armée israélienne ne parviendra pas à vaincre seule le Hezbollah. Pour sauver l’État hébreu, Washington sera forcé d’intervenir, mais plutôt que de participer directement à une guerre effroyable, il pourrait soutenir un coup d’État militaire à Tel-Aviv.

- « Attaquer le Liban pour nucléariser l’Iran — Netanyahu va-t-il lancer des bombes nucléaires tactiques (sic) contre le Hezbollah, avec le soutien des États-Unis ? », par Alfredo Jalife-Rahme

La menace d’agression israélienne contre le Liban est tous les jours plus forte. Pourtant, il ne fait aucun doute que le Hezbollah dispose de moyens conventionnels bien plus importants que ceux d’Israël. D’où l’hypothèse que Tel-Aviv pourrait utiliser des bombes atomiques tactiques, telles que celles qu’il a déjà été expérimentées au cours de la guerre saoudienne contre le Yémen. De nombreuses personnalités israéliennes et états-uniennes l’ont évoquée. En martelant que Washington soutiendrait Israël en cas de guerre totale contre le Liban, les officiels états-uniens l’ont rendue possible.

caractères facilement lisibles » soit obligatoire dans toutes les salles de classe publiques, de la maternelle aux universités financées par l’État.

1580 Robert O’Brien présente la politique étrangère du candidat Donald Trump

Robert O’Brien, qui fut conseiller national de sécurité du président Donald Trump et qui pourrait devenir son secrétaire d’État s’il était à nouveau élu, a écrit un article pour Foreign Affairs, la revue du Council on Foreign Relations, sous le

titre : « Le retour de la paix par la force ». Il y dresse le bilan pacifique de Donald Trump dans la tradition du président Andrew Jackson (1829-37). Il avait obtenu la paix en Europe, au Moyen-Orient et en Asie en faisant un usage mesuré de la menace et en substituant le commerce à la guerre.

1581 Donald Trump soutient *Screams Before Silence*

Donald Trump fait la publicité du [documentaire](#) de Sheryl Sandberg sur la « shoah sexuelle du 7 octobre », *Screams Before Silence*.

Ce documentaire se fonde sur les déclarations de l'association de secouristes Zaka, dont [Al-Jazeera](#) a déjà démontré que certaines sont des affabulations.

1582 Des binationaux Israélo-États-Uniens contre Benjamin Netanyahu

UnXeptable, un groupe d'expatriés israéliens basé en Californie, a lancé une campagne « Non Grata ». Il prévoit de manifester, le 24 juillet, devant le Congrès lorsque Benjamin Netanyahu s'y exprimera. Il récolte des fonds pour transporter des binationaux Israélo-États-Uniens de tout le pays vers Washington. La manifestation devrait insister sur le soutien à Israël et la dénonciation de Benjamin Netanyahu qui l'a trahi.

1583 Des personnalités israéliennes s'expriment dans le *New York Times* contre Benjamin Netanyahu

David Harel (président de l'Académie israélienne des sciences et des sciences humaines), Tamir Pardo (ancien directeur du Mossad), Talia Sasson (ancienne directrice du département des tâches spéciales du bureau du procureur de l'État), Ehud Barak (ancien Premier ministre), Aaron Ciechanover (prix Nobel de chimie) et David Grossman (romancier et essayiste) ont publié une [tribune libre](#) dans le *New York Times*.

Ils y qualifient l'invitation de Benjamin Netanyahu au Congrès de « terrible erreur ». Il « ne représentera pas l'État israélien et ses citoyens, et son discours « récompensera son comportement scandaleux et destructeur envers notre pays ».

1584 Procès contre l'UNRWA à Manhattan

Une centaine de citoyens israéliens ont déposé une plainte à Manhattan contre des responsables de l'Office des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), dont son directeur général, Philippe Lazzarini. Ils les accusent d'avoir détourné plus d'un milliard de dollars de leur budget pour financer la construction des tunnels du Hamas.

1585 Le département du Trésor sanctionne à nouveau l'Iran

Le [département US du Trésor](#) a pris des « sanctions » contre un ensemble de bureaux de change et de transfert d'argent qui, selon lui, permettent à l'administration de la Défense iranienne et au Corps des Gardiens de la Révolution de contourner les sanctions états-uniennes.

1586 Tentative de coup d'État en Bolivie

Le général Juan José Zúñiga, chef des forces armées boliviennes, affirmant vouloir « restructurer la démocratie », a attaqué au blindé-bélier le palais présidentiel à La Paz. Après quelques heures de confusion, il a été arrêté.

Le général Juan José Zúñiga est un adversaire de l'ancien président Evo Morales, mais on ne connaissait pas son opposition à l'actuel président Luis Arce.

EUROPE

1587 Emmanuel Macron dénonce le danger de « guerre civile » en France

La tension se renforce en France à la veille des élections législatives anticipées. Le pays est fracturé en deux blocs, autour de l'ex-majorité présidentielle. D'un côté, les partisans d'une reconstruction autour de principes vérifiés, de l'autre, ceux d'une révolution socialiste et écologique. Le président Emmanuel Macron, qui avait été élu en se présentant comme le garant de la stabilité, intervient à temps et à contre-temps. Dans un récent podcast, il a dénoncé sept fois le danger de « guerre civile » imminente. Ce sont ses opposants des deux bords qui ont appelé au calme.

1588 Bernard Barjolet et le trésor de la DGSE

Bernard Barjolet, ancien premier conseiller de l'ambassade de France à Damas (1986-88) et ambassadeur à Alger (2006-08), puis coordinateur national du Renseignement (2008-11) sous la présidence Sarkozy et directeur central de la Direction générale des Services extérieurs (DGSE) (2013-17) sous la présidence Hollande, sera jugé en France pour « complicité de tentative d'extorsion ».

L'homme d'affaire Alain Duménil l'accuse de l'avoir fait chanter pour récupérer l'argent stupidement investi par la DGSE dans une de ses sociétés.

Il avait joué un rôle central auprès de François Hollande pour l'envoi de troupes françaises aux côtés des jihadistes pour lutter contre la République arabe syrienne.

1589 Chypre répond au Hezbollah

[Nikos Christodoulides](#), président chypriote, a répondu au discours d'Hassan Nasrallah, le mettant en garde s'il participait à l'agression israélienne contre le Liban. Il a déclaré : « Ces déclarations ne sont pas agréables, mais elles ne reflètent pas la réalité. Chypre ne participe à

aucun engagement militaire et se positionne comme faisant partie de la solution plutôt que du problème ».

1590 Extension de la censure en Europe

L'interdiction de diffusion de *RIA Novosti*, *Voice of Europe*, *Izvestia* et *Rossiyskaya Gazeta*, décidée par le Conseil de l'UE, est entrée en vigueur le 25 juin.

Par mesure de rétorsion, la Russie a interdit quant à elle, 81 médias européens dont *LCI*, *Le Monde*, *La Croix*, *Libération*, *L'Express*, *Radio France*, *AFP*, *CNews*, *Arte* pour la France, et *Der Spiegel* pour l'Allemagne, *La Repubblica* pour l'Italie, *El Pais* pour l'Espagne.

Le porte-parole de l'UE a qualifié cette mesure d'« infondée ».

1591 L'Arménie reconnaît l'État de Palestine

L'Arménie a officiellement reconnu l'État palestinien. C'est le 147^e sur les 192 États membres des Nations unies à le faire.

1592 BlackRock pourrait se retirer d'Ukraine

Les autorités ukrainiennes ont conduit du 3 au 14 juin des négociations avec leurs investisseurs. Quelques grands fonds de placement ont investi 20 milliards de dollars, il y a deux ans, mais ils n'ont toujours pas reçu de dividendes. Au cours de ces négociations, Kiev a demandé de prolonger la durée de sa dette et de l'annuler en partie, c'est-à-dire de procéder à une restructuration.

Cependant l'États-unien BlackRock, le Français Amundi (Crédit agricole et Société générale) et le Britannique Amia Capital ont mis en cause l'enrichissement de quelques oligarques ukrainiens.

La durée des paiements sur l'enveloppe obligatoire de 20 milliards d'euros expire le 1er août. Les investisseurs disent que si les

dividendes ne sont pas versés aux sous-investisseurs, ils commenceront simplement à retirer des fonds de leurs projets, ce qui remettrait en question la possibilité même de nouveaux investissements.

1593 L'Ukraine célèbre le début de ses négociations d'adhésion à l'UE

Les trois principales personnalités d'Ukraine, le président Volodymyr Zelensky, son Premier ministre et le président de la Verkhovna Rada Ruslan Stefanchuk, ont délivré chacun un message à la nation à l'occasion de l'ouverture des négociations d'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne. Selon eux : « À partir d'aujourd'hui, nous avons toute confiance - l'Ukraine deviendra certainement membre à part entière de l'Union européenne ».

1594 Implication de l'Italie et de l'Otan dans les frappes ukrainiennes sur la Crimée

Selon *GreatGameIndia*, les cinq missiles ATACMS ukrainiens tirés sur le port de Sébastopol, le 23 juin, visaient un centre d'opération particulièrement important pour l'armée russe : l'installation de communication spatiale profonde NIP-16 à Vitino. Les missiles ont été détruits en vol et leurs débris ont tué quatre personnes, dont deux enfants, et blessés 151 autres.

Cependant contrairement la version officielle, ils n'ont pas pu être manœuvrés par les seules forces ukrainiennes. Ils ont nécessité un appui satellitaire pour passer au travers de la défense russe (les S-500 Prometheus). Celui-ci ne peut avoir été fourni que par la base Otan de Signonella (Italie).

Il s'agit d'une extension patente de la guerre.

1595 Violences islamistes en Russie

Des groupes armés ont attaqué deux églises orthodoxes et des synagogues au Daghestan, faisant vingt morts. En octobre dernier, des centaines de personnes avaient pris d'assaut

l'aéroport de Makhachkala. Les services de sécurité avaient accusé leurs homologues occidentaux d'avoir ourdi l'attaque. Le 22 mars, quatre tadjiks, recrutés sur des réseaux sociaux, avaient lancé l'attaque du Crocus City Hall. Les services russes avaient alors accusé directement leurs homologues ukrainiens d'avoir organisé l'opération.

AFRIQUE

1596 Le Niger révoque l'autorisation d'exploitation d'Orano

Le conseil national du Niger pour la sauvegarde de la patrie (CNSP) a révoqué le permis d'exploitation de la mine d'uranium d'Imouraren qui avait été accordé, en 2009, à Orano (ex-Areva).

Le Niger avait exigé, par deux mises en demeure successives, qu'Orano réalise les travaux auxquels il s'était engagé au plus tard dans les trois mois après le 19 mars.

1597 Le Burkina-Faso récupère les munitions de la Minusma

Les 106 tonnes de munitions appartenant à la Minusma, la mission des Nations unies au Mali, qui devaient être détruites en Côte d'Ivoire, ont été transportées par le Mali... au Burkina Faso, qui pourrait se les approprier.

Selon *Jeune Afrique*, le transport a été effectué par un avion-cargo Iliouchine 76 (IL-76) de la compagnie russe Abakan Air, sous « sanctions » états-uniennes.

1998 Émeutes au Kenya

La présentation au parlement kenyan, le 13 juin, du budget 2024-2025, prévoyant notamment une TVA de 16 % sur le pain et une taxe annuelle de 2,5 % sur les véhicules particuliers, a enflammé Nairobi. Un tiers des Kényans vivent sous le seuil de pauvreté, ils ressentent avec colère ces mesures d'austérité, tandis que l'État affiche un train de vie jugé dispendieux.

Les manifestations ont tourné à l'émeute, faisant 22 morts.

Le président William Ruto a retiré son projet.

1599 Cyril Ramaphosa réélu

Bien qu'il n'ait obtenu qu'une majorité relative au Parlement, Cyril Ramaphosa a été réélu président d'Afrique du Sud pour un second mandat. Il avait en effet formé une coalition d'union nationale avec les libéraux de l'Alliance démocratique (DA) et le Parti Inkatha de la liberté de Velenkosini Hlabisa.

ASIE

1600 Le porte-parole des FDI déclare qu'il n'est pas possible d'éradiquer le Hamas

Le général Daniel Hagari, porte-parole de l'armée israélienne, a déclaré lors d'un entretien sur *Channel 13 News Wednesday* que « L'idée que l'on puisse détruire le Hamas, c'est tout simplement jeter du sable aux yeux de l'opinion publique (...) Le Hamas est une idée, le Hamas est un parti politique. Cette idée est enracinée dans le cœur des gens – celui qui pense que nous pouvons éliminer le Hamas se trompe (...) Le Hamas, c'est les Frères musulmans, ça existe depuis de nombreuses années (...) Ce qui peut être fait, c'est développer quelque chose d'autre pour le remplacer. Quelque chose qui fera comprendre à la population que quelqu'un d'autre distribue la nourriture, que quelqu'un d'autre s'occupe des services publics... pour vraiment affaiblir le Hamas, c'est la voie ».

1601 Le ministre Nir Barkat ne votera pas la réforme du service militaire

Nir Barkat, ministre israélien de l'Économie, a prévenu le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, qu'il ne voterait pas en faveur de l'exemption du service militaire pour les Haredim. Yoav Gallant, ministre de la Défense, n'avait pas voté le premier texte.

La Haute Cour a décidé à l'unanimité que les Israéliens ultra-orthodoxes doivent être enrôlés dans l'armée israélienne et que les yeshivas ne devraient pas recevoir de financement du gouvernement si leurs étudiants ne s'enrôlent pas .

Gali Baharav-Miara, procureure générale israélienne, a ordonné au ministère de la défense de recruter immédiatement 3 000 étudiants des yeshivas dans les Forces de défense israéliennes en plus des recrues déjà en service. « Ce nombre ne reflète pas pleinement les besoins actuels de l'armée ni ne fait progresser le partage de la charge sur un pied d'égalité », a-t-elle déclaré.

Yuli Edelstein, président de la commission des Affaires étrangères et de la Défense, a déclaré « La loi passera avec un consensus – ou pas du tout ».

1602 Benny Gantz dénonce l'abandon des otages

Pour le général Benny Gantz, la situation intérieure est revenue au même « état dangereux de fragmentation interne et de division » qui existait avant le 7 octobre. « Netanyahu est en train de démanteler l'unité [nationale] avec sa conduite (...) Il passe ses nuits dans des discussions politiques, mais pas pour se préparer à une escalade dans le nord, ni pour essayer de faire pression sur les dirigeants de la région pour qu'ils ramènent nos otages ».

1603 Querelle Netanyahu-Ben-Gvir

Le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, a déclaré au ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, que s'il voulait rejoindre un cabinet de sécurité limité, il devait « prouver qu'il n'a pas divulgué de secrets d'État, ni de conversations privées ».

Répondant à Netanyahu, Ben-Gvir a demandé qu'une loi soit adoptée pour exiger que tous les membres du cabinet se soumettent au détecteur de mensonges, « y compris ceux qui ont des stimulateurs cardiaques » ; une référence claire au Premier ministre.

1604 Le contrôleur d'État n'a pas accès aux archives de sécurité

Matanyahu Englman, contrôleur d'État, a déclaré que le cabinet du Premier ministre, avait refusé de lui communiquer des documents des réunions de sécurité des dernières années.

Par ailleurs, le cabinet du Premier ministre avait demandé la suspension d'une enquête sur l'attaque du 7 octobre, après que la Haute Cour eut mis fin à une enquête similaire sur l'armée et le Shin Bet. « Leur réponse... est révélatrice d'un état d'esprit que je n'accepte pas », a-t-il commenté.

1605 Où l'on reparle de l'affaire des sous-marins

En pleine guerre, la commission d'enquête de l'État sur l'« affaire 3000 » a envoyé des lettres d'avertissement au Premier ministre Benjamin Netanyahu, à l'ancien directeur du Conseil de sécurité nationale Yossi Cohen, à l'ancien ministre de la Défense Moshe Ya'alon, à l'ancien commandant de la marine Ram Rutberg et à l'ancien employé du Conseil de sécurité nationale Avner Simhoni. Le véritable destinataire des lettres envoyées par la commission, dirigée par le juge de la Cour suprême à la retraite, Asher Grunis, est le public lui-même, et l'avertissement porte d'abord et avant tout sur la personne au sommet du gouvernement. Benjamin Netanyahu n'a toujours pas été jugé.

La Commission écrit notamment : « Le comportement de M. Netanyahu a conduit à une perturbation profonde et systématique des processus de travail et de la mise en place des forces, et a nui aux mécanismes de prise de décisions dans une série de questions sensibles. Ce faisant, il a mis en danger la sécurité nationale et porté atteinte aux relations extérieures et aux intérêts économiques de l'État d'Israël ».

Au même moment, Benjamin Netanyahu a désigné l'amiral à la retraite Eliezer Marom pour superviser les efforts de reconstruction de

la zone frontalière avec le Liban et le général à la retraite Yiftah Ron-Tal à la tête de Tkuma, l'agence chargée de réhabiliter la zone à la frontière de Gaza.

En 2017, l'amiral Eliezer Marom s'était trouvé au cœur de l'« affaire 3 000 ». Des pots-de-vin auraient été versés par la firme allemande ThyssenKrupp, pour contourner l'appel lors de l'achat de trois sous-marins à propulsion nucléaire. L'affaire aurait été organisée par David Shimron, cousin et avocat personnel de Benjamin Netanyahu, travaillant également pour le groupe allemand en Israël. La Commission d'enquête de l'État n'a toujours rien révélé de ses investigations.

1606 Le centre de torture de Sde Teiman hors du Droit israélien et international

Depuis l'attaque du 7 octobre 2023, les visites de la Croix-Rouge internationale aux détenus en Israël sont « suspendues ». L'Association des Droits de l'homme en Israël, Médecins pour les Droits de l'homme, le Centre pour la défense des individus, et Gisha Centre légal pour la liberté de mouvement des Palestiniens ont saisi la Haute-Cour. Selon elles, « Israël a toujours l'obligation de permettre ces visites aux prisonniers palestiniens. Il s'agit d'un État de droit et il doit agir en tant que tel. Ses obligations à l'égard de ceux qu'il détient ne changent pas en raison des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis par le Hamas ».

Le gouvernement a répondu en assurant qu'il élaborait une nouvelle procédure en s'appuyant sur des magistrats et des diplomates plutôt que sur la Croix-Rouge.

Khaled Mahajna, avocat d'un journaliste palestinien, a été autorisé à se rendre au centre de détention de Sde Teiman, dans le sud du pays. Il a déclaré au média qatari *Al Araby* que des cas de viols et d'abus sexuels sur des détenus s'y étaient produits.

Selon lui, les 1 000 prisonniers sont détenus dans un établissement surpeuplé construit pour

accueillir entre 100 et 150 personnes. Ils dorment à même le sol, sans couvertures, ni oreillers. Ils sont menottés et ont les yeux bandés tout au long de la journée, même lorsqu'ils sont endormis. De nombreuses restrictions leur sont imposées - y compris une interdiction de faire des prières et une limite d'une minute pour les déplacements aux toilettes.

1607 Sarah Netanyahu bloque la diplomatie publique israélienne

La direction israélienne de la Diplomatie publique est *de facto* démantelée. Alors que des personnes talentueuses avaient été engagées après la démission de la ministre Galit Distel Atbaryan, en octobre dernier, refusant de cautionner l'omnipotence de la censure militaire (cf. 1361), elles ont presque toutes démissionnées depuis. Les salaires et les commandes n'ont pas été honorés, bloqués selon Moshik Aviv (directeur central, également démissionnaire en mai) par Sarah Netanyahu, épouse du Premier ministre.

1608 Nathan Sharansky désormais responsable occulte de la Diplomatie publique israélienne

Selon [une enquête d'Haaretz](#) et [du Guardian](#), les auditions du Congrès US sur l'antisémitisme qui se cacheraient derrière le soutien au peuple palestinien sur les campus seraient une opération de l'Institute for the study of global antisemitism and policy (ISGASP), une association presque entièrement financée par le gouvernement israélien.

Cette campagne a notamment été soutenue par le National Black Empowerment Council (NBEC) et CyberWell pour ce qui est des suppressions de messages pro-palestiniens sur TikTok et Meta.

ISGAP est présidé par Nathan Sharansky et dirigé par la générale de brigade Sima Vaknin-Gill.

Nous avons déjà remarqué que l'ISGASP n'est pas uniquement destiné à diffuser de la

propagande israélienne dans le monde, mais aussi à endoctriner les citoyens israéliens. Par exemple, c'est une de ses études qui a servi à justifier l'adoption, par la Knesset, d'une loi interdisant de contester la narration officielle des événements du 7 octobre 2023 sous peine de 5 ans de prison (cf. 0375).

Notons que le président de l'ISGAP (et de One Jerusalem, une association pour que Jérusalem soit la capitale d'Israël), l'Ukraino-États-uno-Israélien [Nathan Sharansky](#), est un disciple de Volodymyr Jabotinsky. À ce titre, il s'est autant engagé pour soutenir la colonie juive de Palestine que pour [lutter contre la Russie](#).

1609 Importante manifestation anti-Netanyahu

Environ 150 000 personnes ont manifesté à Tel-Aviv aux cris de : « Netanyahu, Ministre du crime », « Arrêtez la guerre ». Il s'agissait de la plus importante manifestation depuis l'attaque du 7 octobre 2022.

Yuval Diskin, ancien directeur du Shabbak (contre-espionnage) (2005-11), a déclaré à la tribune : « Je m'étonne chaque jour de l'inutilité du gouvernement, de la gestion défailante de la guerre, du mensonge de la "victoire totale", de la fuite complète de nos responsabilités, de la destruction de nos relations stratégiques avec les États-Unis et, surtout, de toutes les opportunités manquées de rendre la liberté à nos frères et sœurs kidnappés, qui continuent de se languir en captivité par le Hamas à Gaza ».

1610 Benjamin Netanyahu insensible aux manifestations

Alors que des milliers d'Israéliens manifestent devant la Knesset, le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, a déclaré : « Il n'y aura pas de guerre civile. Malheureusement, il y a une minorité bruyante, parfois violente, qui est organisée et financée par de l'argent avec des sommes inimaginables, mais elle ne représente pas le peuple. La majorité du peuple soutient nos soldats qui veulent obtenir la victoire sur notre ennemi ».

1611 Sion Oil and Gas prie pour Netanyahu

La société texane Sion Oil and Gas bénéficie d'une nouvelle licence d'exploitation en Israël. Fondée par le chrétien sioniste, John M. Brown, elle est liée au télévangéliste Hal Lindsey. Elle ne se contente pas de proposer des investissements en Israël, mais aussi des prières pour Benjamin Netanyahu et les FDI.

1612 Les FDI nomment un enquêteur sur leurs échecs du 7 octobre

Le général Herzl Halevi, chef d'état-major des FDI, a nommé Adi Sabag, secrétaire du commandement suprême de l'état-major, pour diriger les efforts de l'armée afin d'enquêter sur ses échecs du 7 octobre et pour se concerter avec d'autres organes de l'État, en vue de la création d'une commission d'enquête d'État.

L'armée a souligné que l'organe « n'est pas responsable de l'enquête elle-même, mais plutôt de sa centralisation, de sa coordination et de sa synchronisation » entre les différents organes qui seront impliqués dans le processus d'enquête.

Le 7 octobre est un sujet sensible. Les demandes de l'opposition d'enquêter sur sa préparation, sa réalisation et les échecs des services de sécurité, dont les FDI, sont restées lettres mortes. Au contraire, la majorité parlementaire a adopté une loi punissant toute contestation de la version officielle de 5 ans de prison.

1613 Israël Katz se félicite des nouvelles sanctions US contre l'Iran

Israël Katz, ministre israélien des Affaires étrangères, a tweeté : « Je me félicite des sanctions imposées aujourd'hui par le département US du Trésor à l'encontre des réseaux financiers souterrains du ministère iranien de la Défense et du Corps des Gardiens de la Révolution Islamique. Il s'agit d'une étape importante dans la lutte contre le régime iranien et ses efforts pour financer la terreur, proliférer les armements et déstabiliser le Moyen-Orient et le reste du monde. Une coopération

internationale forte est la clé pour faire face à la menace iranienne ».

1614 À nouveau, la disette à Gaza

Le Hamas a communiqué : « Israël et les États-Unis sont revenus à l'arme de la faim contre les civils dans la bande de Gaza grâce au contrôle total de tous les points de passage de la frontière. Dans toute la bande de Gaza, et en particulier dans le nord, il y a des signes de propagation de la famine. Il s'agit d'un châtement collectif visant à faire pression sur les rangs politiques et à accepter les diktats d'Israël et des États-Unis ».

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est édité en six langues :

- [Allemand](#),
- [Anglais](#),
- [Espagnol](#),
- [Français](#),
- [Italien](#),
- [Néerlandais](#).

1615 Le rôle du Pentagone dans l'aide humanitaire à Gaza

Selon le [commandement des armées des États-Unis pour le Moyen-Orient élargi](#) (CentCom), 4 160 m3 d'aide humanitaire ont pu être déchargés grâce au débarcadère construit par les États-Unis. C'est l'équivalent de 208 petits camions.

1616 Ismail Haniyeh réprecise les conditions du Hamas

Ismail Haniyeh, chef du politburo du Hamas, a déclaré, après l'assassinat de sa sœur lors d'un bombardement des FDI, que « Si l'État hébreu pense que faire du mal aux membres de ma famille va changer ma position et la résistance à l'occupation, alors c'est délirant. ». Il a ajouté que toute personne tuée dans la bande de Gaza était pour lui comme un membre de sa famille.

S'agissant du cessez-le-feu et des négociations sur la libération des otages, Haniyeh a déclaré que « le Hamas faisait preuve d'une grande souplesse et a accepté toutes les propositions de cessez-le-feu pour la fin de la guerre et l'évacuation militaire de la bande de Gaza. Nous nous en tenons à nos principes, et tout accord doit inclure un cessez-le-feu complet ».

1617 Le *Daily Telegraph* accuse le Hezbollah

Selon le *Daily Telegraph*, le Hezbollah stockerait des missiles balistiques, des roquettes d'artillerie non guidées, des missiles antichars guidés par laser et des explosifs RDX à l'aéroport international de Beyrouth.

Le Hezbollah a qualifié ces allégations de ridicules. Elles n'ont d'autre but que de justifier un bombardement de l'aéroport. Des parlementaires du Hezbollah ont annoncé qu'ils déposeraient une plainte de diffamation contre le quotidien britannique.

1618 Bilan des attaques israéliennes au Sud du Liban

Israël continue à bombarder le Sud du Liban au phosphore blanc, ainsi que l'avait rapporté le *Washington Post*, fin 2023. Selon *Al-Jazeera*, Israël aurait utilisé 117 bombes au phosphore blanc pour frapper au moins 32 villes et villages entre octobre et mars.

Les codes de production découverts sur les obus correspondent à la nomenclature utilisée par l'armée US pour classer les munitions produites dans son pays. Elles montrent qu'elles ont été fabriquées en Louisiane et en Arkansas entre 1989 et 1992.

En outre, selon l'AFP, au moins 455 personnes ont été tuées à la frontière libanaise, dont plus de 80 civils.

Le Hezbollah répond quotidiennement à ces attaques en ciblant des casernes et des postes d'observation des FDI.

Les hostilités ont débuté à l'initiative des FDI pour dissuader le Hezbollah d'intervenir pendant les opérations à Gaza.

1619 Hakan Fidan confirme les accusations d'Hassan Nasrallah

Hakan Fidan, ministre turc des Affaires étrangères, a déclaré que son pays disposait de rapports de Renseignement montrant que Chypre était devenue une base pour les opérations militaires à Gaza, utilisée par plusieurs États.

1620 La Türkiye s'éloigne de l'Otan pour les BRICS

Hakan Fidan, ministre turc des Affaires étrangères, s'est rendu à Beijing auquel il a fait allégeance en prononçant la formule rituelle de soutien à la politique d'« une seule Chine ». Il s'est rendu à Urumqi et à Kashgar dans la région autonome du Xinjiang et a constaté par lui-même que l'islam n'y est pas réprimé. Le gouvernement chinois l'a assuré que les BRICS étaient une « bonne alternative » à l'Union européenne pour stimuler ses perspectives économiques.

C'est un nouveau retournement de l'Histoire. Depuis la chute de l'Empire ottoman, la Türkiye ne sait pas vers où se tourner : doit-elle rétablir l'ancien empire, ou vers les Européens ou encore vers les populations turcophones d'Asie centrale ? Après la dissolution de l'URSS, les militaires qui avaient cru pouvoir sauver l'indépendance de leur pays en s'éloignant de Washington pour se rapprocher de Beijing ont tous été arrêtés, jugés et condamnés, dans les années 2010, lors de la mise en scène des [procès Ergenekon](#) (présentés comme des membres des services secrets de l'Otan, ils étaient en réalité ses cibles).

Durant la guerre contre la Syrie, la Türkiye hébergeait l'état-major de l'Otan à Izmir d'où l'ensemble des jihadistes étaient pilotés. Elle autorisa à sa frontière la construction d'[une ville de 18 000 jihadistes ouïghours, al-Zanbaki](#).

Cependant, le soutien apporté par l'Otan aux mercenaires kurdes du PKK et la participation de la CIA à la tentative de coup d'État de 2016, réitéré il y a quelques mois, auront eu raison de l'alliance Ankara-Washington.

1621 La Chine et la Russie soutiennent l'interprétation iranienne du JCPOA

Le 13 juin, la Chine, l'Iran et la Russie ont fait distribuer aux États membres des Nations unies le texte de leur [intervention commune](#), le 4 juin, à l'Agence internationale de l'Énergie atomique (AIEA). Ils y assurent que le traité JCPOA sur le nucléaire iranien est toujours valide, même si les États-Unis s'en sont retirés. Ils constatent alors qu'il fait obligation à tous de lever les sanctions édictées contre l'Iran et que des États signataires ne s'y conforment pas.

1622 Escalade symbolique en Corée

La Corée du Nord répond aux largages de tracts sud-coréens par des envois de déchets suspendus à de petits ballons gonflés à l'hélium. Il s'agit souvent d'ordures, voire de matières fécales. La Corée du Sud, qui protège le droit des transfuges nord-coréens d'envoyer des tracts dans leur pays, pourrait augmenter la tension en envoyant des messages vocaux par haut-parleurs.

1623 Fumio Kishida et le PLD en fin de course

Il aura fallu un an et demi d'enquête sur le versement occulte d'un demi-milliard de dollars aux parlementaires du PLD, par l'Église de l'Unification (secte Moon) en cinq ans, pour que la Diète japonaise se décide, enfin, à réformer sa législation (voir nos très nombreuses dépêches à ce sujet, surtout notre n° 66). Cependant le texte adopté, le 19 juin, ne résout pas tous les problèmes. Il comprend de larges failles et n'interdit pas efficacement la corruption. Le gouvernement Kishida a eu beau passer au travers d'une motion de censure, la désaffection des Japonais vis-à-vis de la classe politique est profonde et le rejet du gouvernement et de son parti, le PLD, massif.

Fumio Kishida, pourrait perdre la présidence du PLD lors du congrès du parti, en septembre. Il devrait alors céder son poste de Premier ministre à son successeur. Au mieux, il pourra continuer à gouverner jusqu'aux élections générales d'octobre.

Océanie

1624 Révélations sur le pacte AUKUS

Selon le journaliste émérite Andrew Fowler, dans son livre *Nuked : The Submarine Fiasco that Sank Australia's Sovereignty* (« Nuked : le fiasco des sous-marins qui a fait sombrer la souveraineté de l'Australie ») (Melbourne University Press), la rupture du contrat australo-français pour des sous-marins et l'adhésion de Canberra au pacte AUKUS étaient inévitables. Ce contrat n'a été signé avec la France que parce que les États-Unis ne construisent pas de sous-marins conventionnels, mais l'establishment militaire australien, viscéralement pro-Yankee, ne voulait pas travailler avec la France.

Au passage l'Australie a tenté de voler les secrets de fabrication du Français Naval Group. En définitive, le pacte AUKUS fait porter le coût de la Stratégie anglo-américaine dans le Pacifique à la seule Australie, qui ne sait plus comment elle obtiendra ses sous-marins.

1625 Reprise des violences en Kanaky

Les violences ont repris en Nouvelle-Calédonie après les émeutes de mai et l'arrestation et la déportation en métropole de leaders indépendantistes.

Cette dernière mesure avait également été employée dans les années 80, provoquant les mêmes effets. Seul le sang-froid et le respect dont fit preuve le président François Mitterrand permirent de rétablir le dialogue. Or, l'actuel président Emmanuel Macron a rouvert les plaies en méprisant la culture kanake et en organisant un référendum en période de deuil, suivie d'une tentative de modification forcée du corps électoral (cf. 1279).

Si la France continue sur cette voie, elle gagnera militairement, mais perdra politiquement et devra quitter ce territoire.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

1626 Bilan des destructions à Gaza

Selon le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la guerre à Gaza a détruit plus de 60 % de son infrastructure d'approvisionnement en eau. Elle a créé quelque 40 millions de tonnes de ruines contenant des matériaux toxiques, c'est à dire cinq fois plus qu'à Mossoul (Iraq) après l'attaque états-unienne contre Daesh.

1627 Situation de l'aide humanitaire à Gaza

L'Onu a déclaré qu'elle n'était pas en mesure de distribuer de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza à partir du point de passage de Kerem Shalom, contrôlé par les Israéliens, en raison de l'anarchie et de la panique parmi les personnes souffrant de la faim dans la région, malgré la pause israélienne dans les opérations militaires. Elle insiste pour que les Gazaouis soient assurés de recevoir de l'aide régulièrement afin qu'ils n'attaquent pas les convois de l'Onu en pensant que celui qu'ils voient est le dernier.

[La Saoudienne Dr. Hanan Balkhy](#), directrice régionale de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour la Méditerranée orientale, a donné un entretien à Associated Press.

Elle y déclare à propos de l'aide humanitaire : « Le débarcadère [construit par le Pentagone] a soutenu un peu, mais ce n'est pas à l'échelle qui est nécessaire pour n'importe quel part de l'imagination (...) Nous devons donc mettre l'accent sur les routes terrestres pour garantir la quantité et l'efficacité. »

Le dernier rapport de la Classification intégrée de la phase de sécurité alimentaire (CPI), un organe des Nations unies, sur la gravité des crises de la faim indique que presque tout le

monde à Gaza a du mal à se nourrir suffisamment. Plus de 495 000 personnes, soit plus d'un cinquième des 2,3 millions d'habitants, devraient connaître le niveau de famine le plus élevé dans les mois à venir.

1628 Situation sanitaire à Gaza

Le Néerlandais Richard Peeperkorn, responsable de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et du Programme alimentaire mondial (PAM) à Gaza, a averti qu'une grave crise de santé publique se profile en raison du manque d'eau potable, de nourriture et de fournitures médicales. « Nous avons assisté à des déplacements massifs au cours des dernières semaines et des derniers mois, et nous savons que la chaleur peut provoquer une augmentation des maladies (...) Nous avons une contamination de l'eau à cause de l'eau chaude, et nous aurons beaucoup plus de détérioration de nourriture en raison de la température élevée. Nous aurons des moustiques et des mouches, des insectes, de la déshydratation, des coups de chaleur ».

D'ores et déjà, le nombre de cas de diarrhée est 25 fois plus élevé qu'à l'habitude.

Depuis le 7 mai, la fermeture du point de passage de Rafah entre l'Égypte et Gaza a empêché les évacuations sanitaires d'au moins 2 000 patients. Selon Rik Peeperkorn, représentant de l'OMS en Cisjordanie et à Gaza, au moins 10 000 patients ont besoin d'être évacués de Gaza

1629 Situation des personnels de l'ONU à Gaza

Stéphane Dujarric, porte-parole de l'Onu, a déclaré aux journalistes : « Les risques, franchement, deviennent de plus en plus intolérables (...) Chaque jour, nous évaluons la situation et examinons la façon dont nous pouvons fonctionner en toute sécurité, à la fois pour notre propre personnel, mais surtout pour ceux qui reçoivent l'aide" (...) Chaque jour, nous devons saisir toutes les opportunités possibles ».

Cependant, selon Jonathan Miller, ambassadeur adjoint d'Israël à l'Onu : « Presque toutes les demandes de coordination des convois humanitaires de l'Onu ont été et sont approuvées, et les pauses quotidiennes dans les opérations contre les terroristes continuent de permettre la distribution de l'aide ».

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),

46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros.

Les abonnements sont automatiquement renouvelés.

Pour annuler le renouvellement de votre abonnement : envoyez à l'avance un e-mail à thierry.meyssan@voltairenet.org.

Pour nous écrire, ne répondez pas aux mails automatiques vous informant des liens de téléchargement. Ils ne nous parviennent pas. Mais composez vous-même l'adresse courriel de votre destinataire.

Voltaire

Actualité internationale

N°94- 5 juin 2024

ÉDITORIAL

1630 Présidence hongroise du Conseil européen

Viktor Orbán, Premier ministre hongrois, a pris pour le second semestre 2024 la présidence tournante du Conseil européen.

Dans une [tribune](#) publiée par le *Financial Times*, il a présenté son programme aux milieux d'affaires : « Notre objectif est d'établir un environnement favorable aux affaires, s'assurer que les entreprises ont accès à une énergie abordable et sûre et qu'elles peuvent faire face à la concurrence avec le moins de charges administratives possible ».

« La transition verte en est le principal exemple, dans lequel l'UE a imposé ses propres objectifs idéologiquement motivés sans consulter de manière adéquate l'industrie. Avec des prix de l'énergie trois à cinq fois plus élevés que ceux des États-Unis, les entreprises européennes perdent leur avantage concurrentiel et sont obligées d'allouer des fonds aux factures de services publics plutôt qu'à l'innovation ».

« Les entreprises sont également confrontées à des charges fiscales de plus en plus lourdes. L'introduction de l'impôt mondial sur les sociétés de l'OCDE en janvier, conçue comme la plus grande réforme fiscale de l'UE, a été un échec catastrophique. Bien qu'environ 140 pays, y compris tous les États membres de l'UE, aient rejoint l'accord, des concurrents clés tels que les États-Unis, la Chine et l'Inde ne l'ont pas encore adopté ».

La présidence hongroise a publié son [programme](#) détaillé.

Concernant la Politique étrangère, elle entend favoriser la paix entre l'Ukraine et la Russie en s'appuyant sur le sommet de la Communauté politique européenne (CPE) initié par Emmanuel Macron.

En matière de voisinage, elle portera sa priorité sur l'intégration des Balkans. Concernant l'Afrique, elle est inquiète des rumeurs de guerre régionale au Sahel et entend s'y opposer. Elle abordera les conflits du Proche-Orient à la manière des accords d'Abraham : substituer le commerce aux guerres, et, compte tenu de son histoire, veillera au rôle de la Türkiye. La Hongrie aborde les Relations internationales avec le souhait d'entretenir les meilleures relations possibles à la fois avec son allié militaire, les États-Unis, et avec ses amis, la Russie et la Chine (...)

(...) En ce qui concerne la Défense, la présidence hongroise ne remet pas en question le parapluie états-unien et veillera au développement des industries d'armement de pointe.

AMÉRIQUES

1631 La Cour suprême des États-Unis précise les conséquences de la séparation des pouvoirs

Par une décision, prise à 6 voix contre 3, les juges de la Cour suprême des États-Unis ont innové en établissant qu'un président jouit d'une « immunité absolue » pour les actes officiels accomplis dans les principaux domaines de responsabilité présidentielle et bénéficie d'une immunité présumée pour de nombreux autres actes officiels.

« Nous concluons qu'en vertu de la séparation constitutionnelle des pouvoirs, la nature du pouvoir présidentiel exige qu'un ancien président bénéficie d'une certaine immunité contre les poursuites pénales pour des actes officiels au cours de son mandat. Au moins en ce qui concerne l'exercice par le président de ses principaux pouvoirs constitutionnels, cette immunité doit être absolue. Quant à ses actions officielles restantes, il a également droit à l'immunité », a écrit le juge en chef, John G. Roberts Jr.

Cette décision a été violemment critiquée par les opposants démocrates à Donald Trump. Ainsi, Nancy Pelosi, ancienne présidente de la Chambre des représentants, a déclaré : « Aujourd'hui, la Cour suprême a pris une décision de voyou, violant le principe états-unien fondamental selon lequel personne n'est au-dessus des lois ».

1632 Lloyd Doggett demande à Joe Biden de ne pas se représenter

Le représentant Lloyd Doggett (Texas) est le premier membre du Congrès à avoir demandé au président Joe Biden de renoncer à sa propre succession.

« Il a l'opportunité d'encourager une nouvelle génération de dirigeants, parmi lesquels un candidat peut être choisi pour unir notre pays à travers un processus démocratique ouvert (...) Ma décision de rendre publiques ces fortes réserves n'est pas prise à la légère et ne diminue en rien mon respect pour tout ce que le président Biden a accompli (...) Sachant que, contrairement à Trump, le premier engagement du président Biden a toujours été envers notre pays, et non envers lui-même, j'espère qu'il prendra la décision douloureuse et difficile de se retirer. Je l'appelle respectueusement à le faire », a-t-il déclaré.

1633 Steve Bannon incarcéré

Steve Bannon, ancien conseiller du président Donald Trump, s'est présenté à la prison fédérale de Danbury (Connecticut), pour y purger une peine de quatre mois pour outrage au Congrès. Il avait refusé de témoigner devant la Commission spéciale sur l'attaque du Capitole du 6 janvier 2021 et de fournir des documents afférents.

S'adressant aux journalistes, Bannon s'est qualifié de « prisonnier politique » Il a déclaré que l'ancien président Donald Trump lui était « très favorable » et a critiqué les démocrates, notamment le procureur général Merrick Garland. « Je suis fier d'aller en prison », a-t-il conclu.

1634 La doctrine Trump de l'« Otan dormante »

L'équipe de Donald Trump (Center for Renewing America) a élaboré une doctrine dite de « l'Otan dormante ».

- Premièrement, l'intérêt clé des États-Unis est de continuer à fournir un parapluie nucléaire et la paix en Europe, tout en déplaçant le fardeau de la logistique, de l'infanterie, des blindages et du renseignement, sous la coordination et le commandement européens. L'accent doit être le déplacement de la charge, au lieu du partage de la charge, qui a échoué, à la fois rhétoriquement et matériellement.

- Deuxièmement, toutes les promesses d'expansion de l'Otan doivent cesser, afin de se regrouper en un club fermé et cohérent, autour d'intérêts géostratégiques défendables.

- Troisièmement, la bureaucratie supranationale de l'Otan doit être réduite, étant donné ses récentes pressions en faveur d'opérations hors de zone, ainsi que pour une politique socialement progressiste. Il faut donc remodeler l'Otan en une alliance strictement défensive, comme cela était initialement prévu.

En outre, selon le général Keith Kellogg, les quatre États membres qui ne consacrent pas 2 % de leur PIB à la Défense « ne jouiraient que partiellement de la garantie de sécurité des États-Unis ».

1635 Joe Biden opposé à une guerre israélo-iranienne

Selon le *New York Times*, lors de la réplique iranienne contre Israël, le président Joe Biden était en salle de commandement, avec le Premier ministre israélien par téléphone. Il aurait dit à Benjamin Netanyahu : « Que je sois parfaitement clair, si vous lancez une grande attaque contre l'Iran, vous êtes seul ». Et lorsque celui-ci a insisté : « Tu fais ça, et je perds l'élection ».

1636 Des bases d'écoutes chinoises à Cuba ?

Selon le *Wall Street Journal*, des [photos satellitaires](#), interprétées par le Center for Strategic and International Studies (CSIS), montreraient la construction de stations d'écoute chinoises à Cuba, dont une à proximité de la base militaire illégale de la Navy, à Guantánamo.

Cette imputation a été réfutée par le vice-ministre cubain des Affaires étrangères, les porte-paroles du ministère chinois des Affaires étrangères et de l'ambassade de Chine aux États-Unis.

1637 Le coup d'État bolivien serait une mise en scène organisée par le président Luis Arce lui-même

Le général Juan José Zúñiga, qui avait attaqué au blindé-bélier le palais présidentiel bolivien a déclaré après son arrestation avoir procédé à cette mise en scène... à la demande du président Luis Arce. Cette version a été reprise par l'ancien président Evo Morales (gauche) comme par son homologue argentin Javier Milei (droite libertarienne).

EUROPE

1638 La police britannique souhaite pouvoir identifier facialement les gens dans la rue

Les autorités britanniques souhaitent, non pas que la police dispose de moyens d'identification faciale dans le cadre d'enquêtes judiciaires, mais équiper des voitures de police de caméras d'identification faciale. En circulant dans la rue, elles reconnaîtraient les délinquants, facilitant leur arrestation.

Cette mesure figure explicitement dans le programme du Parti conservateur et n'a pas soulevé d'objection de son opposition.

1639 Stuart Roden, donateur du Parti travailliste britannique

Selon *Declassified UK*, le magnat sioniste britannique Stuart Roden a donné 570 000 livres au parti travailliste à l'occasion des élections générales anticipées.

Stuart Roden, président de Hetz Ventures, est un soutien des FDI.

1640 Emmanuel Macron appelle au calme en Palestine et au Liban

Lors d'un entretien téléphonique avec le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, le président français, Emmanuel Macron « a redit son extrême préoccupation quant à l'accroissement des tensions entre le

Hezbollah et Israël le long de la Ligne bleue. Il a souligné l'absolue nécessité de prévenir un embrasement qui nuirait tant aux intérêts du Liban que d'Israël, et constituerait un développement particulièrement dangereux pour la stabilité régionale ». Il a également souligné « l'urgence pour toutes les parties d'avancer rapidement vers une solution diplomatique et a rappelé la nécessité d'observer la plus grande retenue ».

1641 Une commission d'enquête parlementaire régionale met en cause les USA dans le sabotage de Nord Stream

La Commission d'enquête régionale du Land de Mecklembourg-Poméranie occidentale a auditionné plusieurs personnalités qui ont témoigné de pressions de diplomates et des services secrets états-uniens afin qu'elles s'opposent à la finalisation des gazoducs *Nord Stream*.

Le 26 septembre 2022, la plus importante action de sabotage de l'après-Guerre détruisait ce gazoduc. À ce jour, aucune responsabilité n'a été établie.

Gerhard Schröder, ancien chancelier fédéral et ancien président du conseil d'administration de Nord Stream 2 AG, comparaitra prochainement comme témoin aux côtés de la Première ministre du Land, Manuela Schwesig.

1642 TeamViewer aurait été attaqué par la Russie

La société allemande TeamViewer, qui gère des logiciels de partage d'écran, a été attaquée par le groupe APT29/Midnight Blizzard. Selon la Maison-Blanche ce groupe travaille pour le service russe de renseignement extérieur (SVR).

1643 Donald Tusk soutien une défense européenne sous responsabilité allemande

Donald Tusk, Premier ministre polonais, a déclaré : « La Pologne, l'une des plus grandes victimes de la Seconde Guerre mondiale, et

l'Allemagne, l'auteur de ces destructions, de cette tragédie de la Seconde Guerre mondiale, devraient aujourd'hui, en tant que nations européennes libres et démocratiques, collaborer efficacement pour garantir la sécurité de l'Europe ». « Je ne peux pas imaginer que l'Allemagne ne devienne pas le pays leader en matière de sécurité commune européenne, y compris polonaise », a-t-il explicité.

1644 Création d'un nouveau groupe de droite au Parlement européen

Viktor Orbán, Premier ministre hongrois et président du parti Fidesz, Herbert Kickl, président du parti autrichien FPÖ et Andrej Babiš, ancien chef du gouvernement tchèque et président du mouvement populiste ANO, ont annoncé vouloir former un nouveau groupe parlementaire européen, lors d'une conférence de presse commune à Vienne.

Ils devraient être rejoints par les Polonais de Droit et Justice (PiS), le parti de l'ancien Premier ministre Mateusz Morawiecki.

1645 L'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne et les migrants illégaux

L'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) a publié une mise à jour de son rapport sur les opérations de recherche et de sauvetage (SAR) des migrants en mer.

Depuis 2017, 81 procédures administratives ou pénales ont été initiées par l'Allemagne, l'Italie, Malte, les Pays-Bas et l'Espagne, affectant principalement les navires de SAR.

Fin mai 2024, 17 navires et trois avions étaient encore déployés par des ONG pour réduire les pertes en vies humaines, bien que huit de ces navires soient en maintenance.

En contradiction avec les Conventions internationales, la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) encourage les ONG à aller chercher les migrants le plus loin possible et à les ramener

sur le sol européen afin qu'ils puissent y déposer des demandes d'asile.

1646 L'Union européenne prend des mesures coercitives unilatérales contre la Biélorussie

Après avoir adopté son 14^e paquet de mesures coercitives unilatérales (abusivement qualifiées de « sanctions ») contre la Russie, le 24 juin, l'UE a adopté un paquet distinct de mesures contre la Biélorussie. Est désormais interdite l'exportation de « biens et technologies à double usage et/ou avancés ».

1647 Nouvelle aide de l'UE à l'Ukraine

Juste avant que la Hongrie ne prenne la présidence du Conseil européen, la Commission européenne a décaissé 1,9 milliard d'euros de préfinancement en faveur de l'Ukraine au titre de la « Facilité pour l'Ukraine », l'instrument budgétaire de l'assistance macrofinancière de l'Union européenne à ce pays, des 50 milliards d'euros prévus d'ici 2027.

Erratum

Dans la dépêche 1592, l'enveloppe obligatoire ukrainienne est de 20 milliards de dollars et non pas d'euros.

1648 Baisse de popularité de Volodymyr Zelensky dans les pays de l'Otan

Le Pew Research Center a réalisé un vaste [sondage](#) sur l'Otan et sur l'Ukraine. Il apparaît que la popularité de l'ancien président Volodymyr Zelensky [Rappel : Son mandat a expiré le 21 mai] s'effondre lentement depuis deux ans.

En général, il baisse de 7 points en un an, mais de 22 points en Pologne où 44 % des électeurs pensent que leur gouvernement donne trop pour l'Ukraine.

1649 Secte : « La Famille » au pouvoir en Ukraine

Depuis 2011, un Dîner national de prière est organisé chaque année à Kiev par « La Famille », le groupe religieux du Pentagone, en présence de l'[ambassadeur des États-Unis](#) à Kiev.

[836 personnes](#), représentant 15 pays et 12 dénominations religieuses y ont participé cette année en présence du président de facto de l'Ukraine (Volodymyr Zelensky, du Premier ministre (Denys Shmyhal), du président de la Verkhovna Rada (Ruslan Stefanchuk), de membres du Parlement, de dirigeants d'Églises et d'organisations religieuses, de volontaires, d'aumôniers, de militaires, de vétérans et d'athlètes.

Mike Johnson, président de la Chambre des représentants des États-Unis, et Mike Pence, ancien vice-président des États-Unis se sont adressés à l'auditoire.

Rappelons que selon les études de Jeff Sharlet et de Wayne Madsen, tous les présidents du Comité des chefs d'état-major US depuis la Seconde Guerre mondiale ont été membres de cette secte secrète. Celle-ci, qui joua un rôle central durant la Guerre froide contre les communistes athées, est aujourd'hui présente dans de nombreux pays. Elle vise exclusivement les dirigeants politiques et militaires et professe une théologie selon laquelle, Dieu pardonne les crimes commis en sa faveur.

« La Famille » a débuté en 1935 à Seattle, sous le nom de « La Fraternité », à l'initiative du pasteur méthodiste pro-nazi Abraham Vereide, et du pasteur luthérien Frank Buchman. De petits-déjeuners de prière ont commencé à être organisés au Congrès dès 1942, mais les choses ne sont devenues publiques qu'à partir de 1945 sous le nom d'International Christian Leadership (ICL) avec l'aide notamment du sénateur Prescott Bush (père et grand-père des futurs présidents des États-Unis). Au début de la Guerre froide, le président Dwight Eisenhower accepta ce groupe de pression, en pleine période

maccarthiste. Progressivement, « La Famille », est devenue la secte attitrée du Pentagone et son principal prêcheur, Billy Graham, l'aumônier de la Maison-Blanche.

« La Famille » est aujourd'hui présente dans de nombreux pays. C'est elle qui a poussé, cette année, au vote de la peine de mort pour les homosexuels en Ouganda.

1650 Tentative déjouée de coup d'État à Kiev

Le Service de sécurité d'Ukraine (SBU) a arrêté des [comploteurs](#) qui prévoyaient d'organiser une grande manifestation à Kiev, le 30 juin, et de la faire dégénérer, sur le modèle de l'EuroMaidan (2014), afin de renverser le gouvernement. Ils avaient loué une salle pour recevoir 2 000 comploteurs.

1651 UE : la Politique agricole commune et l'adhésion de l'Ukraine

Selon une [étude](#) de l'Institut de développement durable et de relations internationales (IDDRI) basé à Paris, les négociations d'adhésion de l'Ukraine à l'UE buteront sur la politique agricole commune (PAC).

En effet, sauf modification de fond, l'Ukraine se taillerait la part du lion des subventions de l'Union avec 10 à 12 milliards d'euros par an. Or, l'agriculture ukrainienne est divisée entre d'une part de micro-exploitations assurant l'approvisionnement du pays et de grandes entreprises capitalistes, propriétés de transnationales US, tournées vers l'exportation.

1652 Viktor Orbán à Kiev

Viktor Orbán, Premier ministre hongrois et président en exercice du Conseil de l'Union européenne (UE), a appelé à Kiev, Volodymyr Zelensky, président non-élu ukrainien, à envisager un « cessez-le-feu », qui serait « limité dans le temps et permettrait d'accélérer les négociations de paix ». Ce dernier lui a répondu sur l'importance d'une « paix juste » pour son pays.

AFRIQUE

1653 La fille de Paul Biya affiche son homosexualité

Brenda Biya, fille unique de Paul Biya, président de la République du Cameroun, a publié sur Instagram une photo d'elle embrassant une jeune femme. « Je suis folle de toi et je veux que le monde le sache ».

Au Cameroun, l'homosexualité est punie de peine allant de six mois à cinq ans d'emprisonnement, et d'une amende allant de 20 000 à 200 000 francs CFA.

L'homosexualité est punie de mort en Mauritanie, au Nigeria, en Ouganda et en Somalie.

ASIE

1654 Manifestation des Haredim à Jérusalem

Une dizaine de milliers de juifs ultra-orthodoxes (Haredim) ont défilé, au son des chofars (trompes rituelles), à Jérusalem pour protester contre la décision de la Cour suprême israélienne de les considérer comme de simples conscrits.

Le rabbin Yitzchak Goldknopf, ministre de la construction et du logement et président du parti Union d'Israël, conduisait le cortège.

1655 Le fasciste Danny Danon à nouveau représentant permanent d'Israël à l'Onu

Le gouvernement Netanyahu a désigné à l'unanimité Danny Danon comme nouveau représentant permanent d'Israël aux Nations unies. Il avait déjà occupé ce poste de 2015 à 2020.

Danny Danon est un sioniste révisionniste. Il a été président mondial du Bétar, la milice fasciste créée par Valdimir Jabotinsky avec l'appui de Benito Mussolini.

1656 Les internements administratifs ne pourront plus concerner les juifs

La Commission des Lois de la Knesset a approuvé un texte précisant les conditions d'internement administratif. Ils ne pourront plus s'appliquer qu'en cas de motifs raisonnables de supposer que le prévenu appartient à une organisation terroriste « dont l'objectif est de saper l'existence de l'État ou de commettre un acte terroriste contre ses citoyens », ce qui exclut les colons juifs de Cisjordanie.

Ce texte est une initiative de Simcha Rothman, l'homme qui a conduit le « [coup d'État judiciaire](#) ».

1657 Des applications d'alerte à domicile

Les FDI installent l'application Pakar TV sur tous les téléviseurs des particuliers installés dans des zones à risques. Cette application permettra d'envoyer des alertes à tous ses utilisateurs en temps réel.

1658 Les généraux israéliens favorables à un cessez-le-feu

Selon le *New York Times*, citant six généraux, les FDI souhaiteraient une [interruption des opérations](#) afin de libérer les otages, de parvenir à un accord avec le Hezbollah, et de donner aux forces le temps de récupérer au cas où une guerre avec le Hezbollah surviendrait.

Mais, selon le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, « Ce n'est pas du tout ce qui se passe. Nous ne mettrons fin à la guerre qu'après avoir atteint tous ses objectifs, y compris la défaite du Hamas et la libération de tous nos otages ».

1659 Calendrier de l'attaque israélienne au Liban

Selon le journal allemand *Bild*, une opération au sol israélienne au Liban commencera la troisième ou la quatrième semaine de juillet.

1660 Israël tente de rendre impossible un État de Palestine

Le Conseil suprême de planification d'Israël discutera vendredi des plans de construction de 6 016 logements dans des dizaines de colonies de peuplement en Cisjordanie. Il doit approuver, entre autres, la construction de plus de 1 000 unités dans l'avant-poste de Gva'ot à l'ouest du bloc de l'Etzion où il y a actuellement 60 logements.

Il s'agit de la plus grande saisie de terres depuis trente ans.

Selon Peace Now : « Il semble que, de toutes parts, des résolutions du Cabinet aux travaux du Conseil de planification, la destruction d'une solution diplomatique est la principale entreprise du gouvernement actuel. Depuis le début de la guerre, le gouvernement israélien construit, développe et investit tous ses efforts dans les constructions en Cisjordanie ».

Analyse du Réseau Voltaire

« [Netanyahu bientôt reçu au Congrès US ? Ce sera déterminant pour la succession dans ce pays et l'invasion du Liban](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

La réception du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, par une session jointe du Congrès US, n'est pas une simple opération contre le président Joe Biden, c'est aussi un appui à la majorité parlementaire israélienne dans sa continuation du massacre à Gaza. En outre, compte tenu du forcing de Netanyahu pour entrer en guerre contre le Hezbollah, impliquer l'Iran, faire intervenir les États-Unis, ce sera un pas de plus dans la stratégie d'atomisation de la Perse.

1661 Mohammad Abu-Salmiya libéré

Mohammad Abu-Salmiya, directeur de l'hôpital Al-Shifa de Gaza, qui avait été arrêté il y a sept mois et interné au centre de torture de Sde Teiman, a été libéré. Les FDI l'accusaient d'avoir fourni de l'électricité au Hamas pour

qu'il éclaire un tunnel dans lequel le caporal Noa Marciano aurait été tué.

La Cour suprême ayant ordonné l'évacuation du centre de torture de Sde Teiman, plusieurs détenus ont été transférés vers la prison militaire d'Ofer.

Le directeur de l'hôpital libéré, a déclaré qu'« Israël arrête tout le monde, y compris des équipes médicales. Il y a des prisonniers qui sont morts de torture, et il y a des médecins et des membres du personnel médical qui sont toujours détenus et ont besoin de soins ».

1663 L'UE prend des mesures coercitives unilatérales contre la Résistance palestinienne et l'Iran

Le Conseil de l'UE a adopté des mesures restrictives à l'encontre de six individus et de trois entités suspectés d'avoir participé au financement du Hamas et du Jihad islamique palestinien (JIP) ou d'avoir facilité leurs actions.

Parmi les personnes sanctionnées figure Ali Morshed Shirazi, un haut responsable iranien du Corps des Gardiens de la révolution islamique, opérant depuis le Liban.

1664 Révolte anti-turque en Syrie occupée

Sept personnes ont été tuées dans le nord de la Syrie, lors de heurts dans des secteurs frontaliers contrôlés par la Turquie, entre des manifestants et des gardes de positions turques.

1665 Préparation de la réconciliation syro-turque

Alexander Lavrentiev, envoyé spécial du président russe Vladimir Poutine, tente de réconcilier la Syrie et la Türkiye.

Bachar el-Assad, président syrien, a déclaré, le 26 juin :« La Syrie est ouverte à toutes les initiatives concernant les relations syro-turques ».

Recep Tayyip Erdoğan, président turc, a répondu le 28 juin : « Nous ne voyons aucun obstacle au rétablissement des relations avec la Syrie ».

Mohammad Chia al-Soudani, Premier ministre irakien, pourrait héberger une première rencontre entre les deux hommes à Bagdad. Côté syrien, on souhaite obtenir le retrait des troupes turques des territoires qu'elles contrôlent ainsi que l'arrêt du soutien d'Ankara aux groupes d'opposition. De son côté, la Türkiye exige que Damas mette fin au contrôle exercé par l'administration autonome kurde sur les régions du nord-est du pays, ainsi que celui de ses forces de sécurité et militaires affiliées. Elle espère en outre pouvoir renvoyer ses réfugiés syriens sans heurts.

1666 Rassemblement de l'Organisation des moudjahiddines du peuple iranien à Berlin

[L'Organisation des moudjahiddines du peuple iranien](#) (OMPI) une secte violente protégée par la CIA en Albanie, a organisé, sous l'égide du Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI), un vaste rassemblement à Berlin (Allemagne), intitulé : « Grand rassemblement pour un Iran libre » et une réunion de haut niveau à Paris.

Préparant cette manifestation, l'OMPI a réuni les signatures de 553 parlementaires britanniques en faveur du plan de Maryam Rajavi pour un Iran Libre. Un autre texte de soutien a été signé par 32 des 60 sénateurs de la République d'Irlande. Idem pour 104 sur 200 sénateurs italiens et pour 68 sur 129 parlementaires écossais. De même pour 30 personnalités états-uniennes conduites par l'ancien speaker de la Chambre des représentants, Newt Gingrich.

Parmi les personnalités présentes à ces meetings, on relevait :

- Matteo Renzi, ancien Premier ministre italien
- Petre Roman, ancien Premier ministre roumain

- Geir Haarde, ancien Premier ministre d'Islande
- Rosalia Arteaga, ancienne présidente de l'Équateur
- Jorge Quiroga, ancien président de la Bolivie
- Jaume Bartumeu Cassany, Premier ministre d'Andorre
- Christian Calderone, représentant du Parlement allemand (Basse-Saxe)
- George Sabra, membre du Parti populaire démocratique syrien
- Général Wesley Clark, ancien commandant suprême des forces alliées en Europe (Otan)
- Alain Vivien, ancien ministre d'État français chargé des Affaires européennes
- Joachim Rueker, ancien président du Conseil des droits de l'homme de l'Onu
- Sam Brownback, ancien sénateur US et ambassadeur itinérant pour la liberté religieuse dans le monde (membre de la Fraternité « The Family »)
- Alan Dershowitz, soutien d'Israël
- Mike Pence, ancien vice-président des États-Unis
- Stéphane Harper, ancien premier ministre du Canada
- Mike Pompeo, ancien secrétaire d'Etat des Etats-Unis
- Liz Truss, ancienne Première ministre du Royaume-Uni
- John Bolton, ancien conseiller à la Sécurité nationale des États-Unis

Avis aux lecteurs

Nous interrompons nos publications à partir du 12 juillet. Nous les reprendrons le 23 août. À cette date, nous aurons terminé la restructuration de notre équipe. Nos tarifs passeront à 500 euros annuels. Cependant, si vous êtes déjà abonnés cela ne changera rien pour vous : nous tenons à vous remercier pour votre soutien et votre renouvellement automatique se fera au tarif réduit en cours.

1667 L'Iran met en garde Israël face à une guerre au Liban

La représentation permanente iranienne aux Nations unies a tweeté : « Bien que l'Iran

considère comme une guerre psychologique, la propagande du régime sioniste sur l'intention d'attaquer le Liban, s'il s'engage dans une agression militaire à grande échelle, une guerre destructrice s'ensuivra. Toutes les options, y compris la pleine participation de tous les fronts de la Résistance, sont sur la table ».

1668 L'Iran se déclare « prêt à coopérer » avec l'Occident

Dans un [entretien](#) au *Financial Times*, Kamal Kharrazi, conseiller de Politique étrangère du Guide suprême iranien, a déclaré que la République islamique n'était « pas intéressée » par une guerre régionale et a exhorté les États-Unis à faire pression sur Israël pour empêcher une nouvelle escalade.

Il a ajouté : « L'expansion de la guerre n'est dans l'intérêt de personne, ni de l'Iran, ni des États-Unis ».

Évoquant l'élection présidentielle en cours, il a affirmé qu'elle créait la chance de « nouvelles ouvertures » entre l'Iran et l'Occident. Mais pour y parvenir, les États occidentaux devraient se retirer « des politiques actuelles et engager des négociations avec l'Iran sur la base de l'égalité et du respect mutuel (...) S'ils décident de coopérer, nous sommes prêts à coopérer ».

1669 Émeutes antimusulmanes à Bharat

Les émeutes antimusulmanes et les destructions de mosquées se multiplient à Bharat depuis les dernières élections générales. Seul le Parti communiste les dénonce.

1670 Anwar Ibrahim, voix des Palestiniens en Asie

Anwar Ibrahim, Premier ministre malais, est devenu la voix la plus écoutée en Asie sur le massacre de Gaza. Il vient de déclarer : « La superpuissance, ce sont les États-Unis... il est totalement fou d'imaginer que des meurtres d'enfants et de femmes puissent se poursuivre et que cette superpuissance, un allié majeur

d'Israël, ne soit pas en mesure de faire quoi que ce soit. Personne ne le croit ».

Depuis décembre, la Malaisie, qui ne reconnaît pas l'État d'Israël, interdit aux navires israéliens de faire escale dans ses ports.

En 1983, Anwar Ibrahim avait représenté la Malaisie au sommet de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) à Alger, où le dirigeant palestinien de l'époque, Yasser Arafat, l'a déclaré « fils de Palestine ».

Le Premier ministre malaisien a organisé une nouvelle controverse lorsqu'il a tenu une réunion publique avec les dirigeants du Hamas lors d'une visite officielle au Qatar le mois dernier,

1671 Ronald dela Rosa admet les abus policiers durant la « guerre contre la drogue » aux Philippines

Le sénateur Ronald dela Rosa, ancien chef de la police sous la mandature de Rodrigo Duterte, a reconnu publiquement que des abus avaient été commis par la police durant la « guerre à la drogue ». Ce témoignage intervient alors que la Chambre des représentants enquête sur la guerre de l'administration de Duterte contre « la » drogue. Celle-ci a fait officiellement 6 000 morts, mais il pourrait y en avoir eu 20 000.

1672 Apaisement philippino-chinois

Le mécanisme consultatif bilatéral philippino-chinois s'est réuni à Manille, sous la coprésidence du vice-ministre chinois des Affaires étrangères, Chen Xiaodong, et de la secrétaire philippine des Affaires étrangères, Theresa Lazaro.

Les deux parties se sont félicitées « des progrès substantiels dans l'élaboration de mesures visant à gérer la situation en mer, bien que des différences importantes subsistent ».

1673 Rodrigo Duterte dénonce l'alignement philippin sur le Pentagone

Rodrigo Duterte, ancien président des Philippines, et ses alliés ont dénoncé la politique du nouveau président Ferdinand Marco Jr. qui « a contribué à amener le monde au bord d'une nouvelle course aux armements nucléaires ». « Nous exigeons que l'administration Marcos ... respecte les décrets constitutionnels de la poursuite d'une politique étrangère indépendante et de la mise en place des Philippines exemptes d'armes nucléaires et de troupes étrangères », ont-ils déclaré.

Rodrigo Duterte a déclaré : « Nous ne nous battons pas auparavant avec la Chine. Nous étions libres de pêcher à l'intérieur et à l'extérieur de la région, personne ne nous surveillait et il n'y avait pas de problème de territoire. Nous n'étions pas molestés, nous étions là pour pêcher, pour gagner notre vie. Cela ne se produit que lorsqu'un dirigeant change de stratégie ».

Vladimir Poutine, président russe, a déclaré qu'en installant des armes en Asie du Sud-est, les États-Unis menaçaient l'équilibre nucléaire mondial et que son pays pourrait être amené à leur répondre.

1674 Taïwan pourrait stocker des armes et des munitions dans ses temples

Le gouvernement taïwanais a informé divers temples qu'il comptait utiliser leurs espaces ouverts pour stocker des munitions en temps de guerre. Il leur a donc demandé de laisser entrer le personnel militaire pour inspection préalable. Certains temples ont publié les courriers qu'ils ont reçus dans la presse locale.

Quatre cinquièmes des Taïwanais pratiquent une religion. En cas de guerre, si les temples devenaient des dépôts d'armes, ils deviendraient des cibles légitimes.

1675 Matthew Pottinger compare les tensions sino-philippines et taïwanaises

Matthew Pottinger, ancien conseiller adjoint à la sécurité nationale du président Donald Trump, a comparé les tensions sino-philippines à l'atoll du Second Thomas Shoal à une répétition du conflit probable de Taïwan.

Selon lui, les gardes-côtes chinois « essaient de démontrer qu'ils peuvent bloquer la situation, créer un sentiment de futilité et discréditer l'idée que les États-Unis vont aider non seulement les Philippines, mais aussi, par extension, Taïwan ».

Liu Pengyu, porte-parole de l'ambassade de Chine à Washington, a répliqué : « Résoudre la question de Taïwan est une question qui se pose à nous-mêmes, Chinois (...) Elle sera résolue par les Chinois ».

1676 La Cour suprême du Japon ouvre la voix aux victimes de lois eugéniques

La Cour suprême du Japon a jugé qu'une défunte loi eugénique en vertu de laquelle des milliers de personnes ont été stérilisées de force entre 1948 et 1996 était inconstitutionnelle. Elle a également déclaré qu'une prescription de 20 ans ne pouvait pas être appliquée, ouvrant la voie à des demandes d'indemnisation présentées par les 16 500 victimes après des années de batailles juridiques. Un avis du gouvernement de 1953 avait établi que la contrainte physique, l'anesthésie et même la « tromperie » pouvaient être utilisées pour ces opérations.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

1677 L'Assemblée générale de l'Onu adopte une résolution sur l'Intelligence artificielle

L'Assemblée générale des Nations unies a adopté à l'unanimité une résolution déposée par la Chine (Référence : A/78/L.86) qui exhorte la communauté internationale à créer un environnement commercial « libre, ouvert, inclusif et non discriminatoire » entre les pays

riches et ceux en développement afin de développer l'intelligence artificielle.

L'ambassadeur Fu Cong a déclaré que la Chine était « très reconnaissante du rôle positif que les États-Unis ont joué dans tout ce processus ».

En mars, Washington a révisé la réglementation limitant davantage l'accès de la Chine aux puces d'IA fabriquées aux États-Unis. Les contrôles à l'exportation ont été initialement introduits en octobre 2022 pour empêcher Beijing de tirer parti de la technologie US pour la modernisation militaire. Ils ont été mis à jour un an plus tard pour éliminer les lacunes. En août 2023, le président Joe Biden a signé un décret interdisant d'investir dans des secteurs « sensibles » en Chine. Les États-Unis devraient donc, au regard de cette résolution, lever ces restrictions.

1678 L'Espagne se joint à la procédure pour « non-prévention de génocide » contre Israël devant la CIJ

Le Nicaragua était intervenu dans la procédure sur l'Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza (Afrique du Sud c. Israël). Il agissait au titre de l'article 62, c'est-à-dire qu'il se disait directement concerné, ce que la Cour lui a dénié. Par la suite, la Colombie (5 avril), la Libye (10 mai), le Mexique (24 mai), l'État de Palestine (3 juin), et enfin l'Espagne (24 juin) se sont joints à la procédure au titre de l'article 63. Ces États, qui sont signataires de la Convention, tiennent à en spécifier sa signification.

1679 Le nouveau juge israélien à la CIJ

Ron Shapira, recteur du Centre universitaire de Peres, remplacera l'ancien juge en chef Aharon Barak, comme juge israélien à la Cour internationale de justice (CIJ). Il a été membre du comité consultatif du Forum de la justice israélienne et de la liberté, un organe qui forme des juristes et des juges conservateurs. Il a été présenté comme un candidat du gouvernement à la Cour suprême.

Au début de la procédure intentée par l'Afrique du Sud contre Israël, il a écrit que « le consensus israélien est que cet organe [la CIJ] illustre et amplifie tous les défauts du discours juridique, où qu'il se trouve : malhonnêteté intellectuelle, manipulation de définitions équivoques, outils trop maladroits pour vérifier et réfuter les mensonges, dissimulation des propres intérêts extérieurs des juges, utilisation de mots qui donnent une fausse impression de neutralité ».

Dans une interview avec Ilana Dayan sur Channel12, Shapira a déclaré qu'il n'était pas nécessaire de créer une commission d'enquête de l'État sur les événements d'octobre.

1680 La Ligue arabe ne considère plus le Hezbollah comme une organisation terroriste

De retour de Beyrouth, Hossam Zaki, sous-secrétaire général de la Ligue arabe, a déclaré que « les États membres de la Ligue sont convenus de ne plus qualifier le Hezbollah d'organisation terroriste ».

Depuis 2016, la Ligue arabe, avait, en l'absence de la Syrie, qualifié l'organisation de la Résistance libanaise d'« organisation terroriste ».

Le Hezbollah a toujours réfuté les accusations israéliennes selon lesquelles il serait impliqué dans des attentats à l'étranger, notamment en Argentine et en Bulgarie.

Cependant, surprise : Hossam Zaki a modéré son enthousiasme à peine arrivé au Caire. Il semble que l'Arabie saoudite ait exigé des clarifications sur l'engagement du Hezbollah au Yémen avant de sceller cette réconciliation.

1681 Mark Rutte, nouveau secrétaire général de l'Otan

Les ambassadeurs des États-membres, réunis le 26 juin à Bruxelles, ont désigné le nouveau secrétaire général de l'Otan, le Néerlandais Mark Rutte, en remplacement du Norvégien Jens Stoltenberg. Il devrait être confirmé par les

chefs d'État et de gouvernement lors du sommet début juillet.

Lorsqu'il était Premier ministre des Pays-Bas, Mark Rutte a participé aux guerres de Libye et de Syrie. Il a veillé à allouer 70 millions d'euros pour financer au moins 22 groupes islamistes et kurdes luttant contre la République arabe syrienne. Il s'est engagé contre la Russie et a fait condamner la Russie pour le crash du vol Malaysia Airlines 17 (MH17) grâce à l'aide de son successeur, en tant que Premier ministre, Dick Schoof. Puis, il a veillé au transfert de 18 F-16 à l'Ukraine.

Sa mission à l'Otan devrait être de développer les technologies de Défense avancées dans lesquelles la famille royale des Pays-Bas a investi.

1682 Création de la Communauté transatlantique du quantique

La Communauté transatlantique du quantique (TQC) a tenu sa réunion inaugurale à Bruxelles. Cet organe de l'Otan entend intensifier la coopération des Alliés dans le domaine des technologies quantiques.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),
46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

[Abonnement annuel](#) : 150 euros

[Abonnement mensuel](#) : 15 euros

Prix de vente au numéro : 5 euros.

Les abonnements sont automatiquement renouvelés.

Pour annuler le renouvellement de votre abonnement : envoyez à l'avance un e-mail à thierry.meyssan@voltairenet.org.

Pour nous écrire, ne répondez pas aux mails automatiques vous informant des liens de téléchargement. Ils ne nous parviennent pas. Mais composez vous-même l'adresse courriel de votre destinataire.

Voltaire

Actualité internationale

N°95 - 12 juillet 2024

ÉDITORIAL

1683 Sommet de l'OTAN à Washington

- Le premier grand sujet du sommet était la consolidation des industries de défense occidentales, car, dans la pratique, les stocks de l'Otan s'épuisent. Il existe une telle différence avec leurs équivalents russes, que les armes détruites en Ukraine ne parviennent plus à être remplacées. Les Alliés ont donc adopté des plans nationaux de production. Ils se sont également engagés à renouveler rapidement des moyens critiques en Ukraine, et plus particulièrement, les munitions et les systèmes de défense aérienne et antimissile.

- Le second thème du sommet était la guerre contre la Russie en Ukraine, alors que la seconde ligne de défense ukrainienne vient d'être percée par les armes russes. Les Alliés ont décidé d'établir le « Programme Otan de formation et d'assistance à la sécurité en faveur de l'Ukraine » (NSATU) afin de coordonner les livraisons d'équipements militaires et les activités de formation militaire organisées par les Alliés et leurs partenaires.

Comme on pouvait s'y attendre, les Alliés comptent dégager une enveloppe de base « d'au moins 40 milliards d'euros » pour l'année à venir et maintenir ensuite l'assistance à la sécurité à un niveau suffisant « pour que l'Ukraine l'emporte » face à la Russie.

- Le troisième objectif du sommet était d'étendre la zone d'intervention de l'Otan à l'Asie-Pacifique dans le but de contenir la Chine. [Jens Stoltenberg poursuit ce projet depuis 2019.](#)

Il a été confirmé par la *National Security Strategy* du président Biden.

C'est pourquoi le Premier ministre japonais Fumio Kishida, le président sud-coréen Yoon Suk-yeol, le Premier ministre néo-zélandais Christopher Luxon et le vice-Premier ministre et ministre de la Défense de l'Australie, Richard Marles, avaient été invités.

☞ Ce projet se heurte cependant à un problème culturel : les pays de l'Asie-Pacifique sont souvent d'anciennes colonies des membres actuels de l'Otan. Ils se sont aujourd'hui affirmés en tant qu'états indépendants et se sont plus développés que les Occidentaux. Ils aspirent à la stabilité, tandis que l'Otan ne leur promet que de jouer un rôle dans des guerres à venir (...)

(...) Les États-Unis ont d'abord pensé étendre l'Otan via le « Quad » (États-Unis, Australie, Japon et Bharat). Mais les Indiens se sont nettement retirés, choisissant de se tenir à égale distance de Washington et de Beijing. Ils ont donc substitué, en mai dernier, les Philippines à l'Inde, dans ce qu'ils nomment désormais le « Squad ». Ils tentent d'y joindre la Corée du Sud, d'où le traité de défense mutuelle, signé en juin par la Corée du Nord et la Russie.

AMÉRIQUES

1684 Les États-Unis apprennent que George Washington a lutté contre l'influence de la Révolution française

Le journaliste Daniel Greenfield vient de publier *Domestic Enemies : The Founding Fathers' Fight Against the Left* (« Ennemis domestiques : le combat des pères fondateurs contre la gauche »). Il y montre que, lors de l'Indépendance des États-Unis, le président George Washington dut affronter un puissant mouvement inspiré des sans-culottes de la Révolution française.

C'est la première fois, aux États-Unis, que l'on met en exergue l'opposition idéologique fondamentale entre les deux révolutions.

1685 La candidature présidentielle de Joe Biden en question

La fronde s'étend à l'intérieur du Parti démocrate pour demander au président Joe Biden de ne pas se représenter après ses mauvaises performances lors d'un débat contre son rival, Donald Trump, puis lors d'une interview à ABC News.

Désormais, la presse révèle ses accès de colère et ses nombreuses absences. Il apparaît que, depuis des années, son cercle restreint gouverne dans l'ombre à sa place.

Le représentant républicain James Comer (Kentucky) soupçonne le Dr Kevin O'Connor, médecin personnel du président Biden, d'avoir eu un intérêt personnel à mentir au public et à

garder Joe Biden au pouvoir. Il pourrait être impliqué dans l'affaire Americore.

Le Dr Kevin R. Cannard, neurologue de Bethesda et spécialiste des troubles du mouvement, est affilié au centre médical militaire national Walter Reed. Il s'est rendu au bureau de l'unité médicale de la Maison-Blanche à dix reprises depuis novembre 2022, selon le registre des visiteurs.

Le candidat Joe Biden a écrit dans une lettre à son parti : « Nous avons eu un processus de nomination de notre candidat et les électeurs se sont exprimés de manière claire et décisive (...) Les électeurs – et eux seuls – décident du candidat du Parti démocrate ».

La convention d'investiture aura lieu du 19 au 22 août à Chicago.

[Les stars de Hollywood](#), soutenant traditionnellement le Parti démocrate, demandent à leur tour le retrait de la candidature de Biden.

1686 Le candidat Donald Trump prend ses distances avec le Project 2025

Le candidat présidentiel Donald Trump vient de prendre ses distances avec le [Project 2025](#) de la Heritage Foundation.

Ce plan prévoit le remplacement de milliers de fonctionnaires par du personnel jugé moins susceptible de faire obstacle au programme d'un président conservateur.

« Je ne suis pas d'accord avec certaines des choses qu'ils disent. Certaines sont absolument ridicules et épouvantables. Quoi qu'ils fassent, je leur souhaite bonne chance, mais je n'ai rien à voir avec eux », a-t-il déclaré.

Kevin Roberts, président de la Heritage Foundation, a fait la Une des journaux cette semaine en faisant la promotion de son projet sur le podcast « War Room » de Steve Bannon.

1687 Le candidat Robert F. Kennedy Jr. souhaite déclassifier les documents sur le 11 Septembre

Le candidat indépendant à la présidentielle, Robert F. Kennedy Jr., a déclaré qu'il « ne prendrait pas parti » sur les théories du complot du 11 septembre et a promis que s'il gagne en novembre, il fera pression pour plus de transparence sur cette attaque terroriste.

1688 Des Alliés cherchent à s'immiscer dans l'élection présidentielle US

Mark Warner, président de la commission sénatoriale spéciale chargée du Renseignement, a déclaré que des quasi-alliés cherchaient à s'immiscer dans les élections de novembre, mais a déclaré qu'il refusait de divulguer des détails à ce sujet.

Le bureau du Directeur national du renseignement (DNI) a déclaré aux journalistes que la communauté du renseignement a identifié de nombreux indices potentiels d'influences étrangères lors des élections à venir.

1689 Fuite de documents sur les F-15 et les F-35

Une personne prétendant être un pilote russe, s'identifiant comme Ivan Ivanov, a divulgué 250 gigaoctets de données militaires états-uniennes sur la chaîne Telegram Fighterbomber. Il s'agit notamment des manuels pour les F-35 et des documents relatifs au F-15 et à ses modifications et systèmes d'armes. Ces déclarations concernent également le drone Switchblade et les missiles à guidage de précision.

1690 Cuba déjoue un complot terroriste

[Les services de renseignement cubains ont déjoué un complot terroriste](#) contre la République de Cuba. En octobre 2023, ils ont arrêté Ardenys Garcia Alvarez (40 ans) qui avait été condamné pour vol. Il avait fui vers les États-Unis en 2014 et était rentré illégalement à Cuba en jet-ski. Cet individu armé était chargé de recruter des complices dans le pays et

d'organiser avec eux divers attentats terroristes. À la suite de sept mois d'enquête, ils ont établi que le commanditaire était un groupe dénommé « La Nueva Nacion Cubana en Armas ».

Il n'a pas été prouvé que ce groupe soit lié aux services secrets états-uniens, mais c'était le cas de tous les groupes précédents depuis le renversement populaire de la dictature de Fulgencio Batista par Fidel Castro.

Cuba en a donc informé les autorités US, leur fournissant en décembre 2023 une liste d'individus impliqués vivant aux États-Unis pour qu'elles prennent des mesures en vertu de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU. Cette résolution, adoptée après les attentats du 11 septembre 2001, fait obligation à tous les États membres des Nations unies de prendre des mesures pour lutter contre le terrorisme.

EUROPE

1691 George Galloway quitte la Chambre des Communes

George Galloway, le député britannique pro-palestinien qui avait récupéré son siège à la Chambre des Communes lors d'une élection partielle, l'a de nouveau perdu lors des élections générales.

1692 Londres devrait réviser sa position sur le conflit israélo-palestinien

Keir Starmer, nouveau Premier ministre britannique, multiplie les consultations pour réviser la position de Londres sur le conflit israélo-palestinien.

David Lammy, le nouveau ministre des Affaires étrangères, avait expliqué durant la campagne électorale qu'il fallait reconnaître l'État de Palestine. Il avait aussi prôné de lever les réserves britanniques quant aux mandats d'arrêts de la Cour pénale internationale (CPI) contre Benjamin Netanyahu et Yoav Galland. Il se rendra prochainement en Israël.

1693 La Cour d'appel de Paris confirme le mandat d'arrêt contre Bachar el-Assad

La Cour d'appel de Paris a confirmé le mandat d'arrêt visant le président syrien, Bachar el-Assad pour son usage allégué d'armes chimiques contre sa propre population.

Le parquet national antiterroriste (PNAT) avait pourtant estimé que ce mandat d'arrêt « introduisait une exception au principe, consacré par la jurisprudence, de l'immunité personnelle absolue dont bénéficient les présidents [...] en exercice de chaque État souverain ».

En outre, quantité d'études ont montré que les allégations portées contre le président syrien sont sujettes à caution. Le président des États-Unis, Barack Obama, les avait lui-même mises en doute et refusé d'attaquer directement Bachar el-Assad après que celui-ci aurait franchi la « ligne rouge ».

On sait par Wikileaks que le rapport de l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques (OIAC), accusant la République arabe syrienne, a été amputé des objections de l'inspecteur Ian Henderson. Ce trucage a été opéré par le Français Sébastien Braha, chef de cabinet du directeur général de l'OIAC.

La France, qui a relancé la guerre contre la Syrie juste après l'élection de François Hollande (2012), poursuit donc ses pressions contre cet État.

1693 Élections législatives anticipées en France

Les résultats des élections législatives anticipées en France portent quatre groupes à l'Assemblée nationale :

- Le Nouveau Front de gauche (NFG) obtient 7,00 millions de suffrages exprimés et 178 sièges ;
- Ensemble (macronistes) obtient 6,31 millions de voix et 150 sièges ;

- Le Rassemblement national (RN) obtient 10,11 millions de voix, mais seulement 142 sièges ;
- Les Républicains (ex-sarkozystes) obtiennent 1,14 million de voix et 39 sièges.

• Il ne sera pas possible de dégager de majorité stable, ni même de majorités ponctuelles sur différents textes dans la mesure où le Nouveau Front de gauche et les macronistes ont axé leur campagne électorale sur la formation d'un « front républicain » pour faire barrage au Rassemblement national. Ils s'interdisent donc d'adopter quelque texte que ce soit avec les 142 élus RN. Cette situation instable est comparable à celle de la IV^e République (1946-1958) où, en pleine Guerre froide, les différents partis de l'époque (à l'exception des gaullistes) s'interdisaient de voter quoi que ce soit avec les élus communistes, représentant alors un tiers des électeurs.

• Les électeurs du Rassemblement national peuvent légitimement dénoncer la technique du prétendu « front républicain », non seulement parce qu'ils ont observé les sanctions internes qui ont frappé tous les responsables qui ont tenu des propos racistes ou antisémites, mais surtout parce que le Nouveau Front de gauche a fait élire à Lyon, Raphaël Arnault, leader d'une milice, Jeune Garde, qui vient d'organiser une ratonnade contre un adolescent juif.

• D'une manière générale, la campagne électorale a consisté à présenter les recettes de chaque parti pour restaurer un système convenable. Cependant aucun des candidats n'a posé la question du changement d'organisation sociale qu'implique le passage d'une économie industrielle à une économie numérique. Les Français se battent donc les uns contre les autres pour réparer une société qui n'existe plus.

• Le président [Emmanuel Macron a publié une lettre aux Français](#) dans la presse régionale. Il y écrit : « Je demande à l'ensemble des forces politiques se reconnaissant dans les institutions républicaines, l'État de droit, le parlementarisme, une orientation européenne et la défense de l'indépendance française,

d'engager un dialogue sincère et loyal pour bâtir une majorité solide, nécessairement plurielle, pour le pays ». En définissant les partis acceptables de manière si restrictive, il confirme l'impossibilité de former des majorités à l'Assemblée.

1694 Étranges erreurs des instituts de sondage français

De manière très surprenante, les instituts de sondage ont réalisé des estimations des résultats en interrogeant des électeurs à la sortie des urnes. À 18 h 15, ils donnaient tous, avec les télévisions belges et suisses, le Rassemblement national vainqueur. Mais à 19 h 45, les résultats étaient inversés et le Rassemblement national perdait.

Il n'y a aucune explication de ce phénomène sans précédent.

1695 La France condamne le bombardement israélien de civils à Khan Younes

Le ministère français des Affaires étrangères a communiqué : « La France se déclare gravement préoccupée par les informations selon lesquelles il y a eu plusieurs frappes aériennes israéliennes sur des écoles hébergeant des personnes déplacées à Gaza, y compris une école de secours et de travaux des Nations unies (UNRWA) et une école liée au patriarche latin à Jérusalem (...) Il est inacceptable que les écoles, qui sont destinées à abriter des civils qui ont été chassés de leurs foyers en raison des combats, soient ciblées ».

Au moins vingt-neuf civils qui s'étaient rassemblés pour un match de football à Khan Younes ont été tués durant cette attaque.

1696 Accord de Défense ukraino-luxembourgeois

Le Luxembourg a signé un accord de Défense avec l'Ukraine. Suite à la Déclaration commune du G7 adoptée à Vilnius le 12 juillet 2023, vingt-deux États ont signé des accords de ce

type : le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, le Danemark, le Canada, l'Italie, les Pays-Bas, la Finlande, la Lettonie, l'Espagne, la Belgique, le Portugal, la Suède, l'Islande, la Norvège, le Japon, les États-Unis, l'UE, l'Estonie, la Lituanie, la Pologne et maintenant le Luxembourg.

1697 Les services de Renseignement néerlandais utilisent des journalistes

Selon la [Commission de surveillance des services de renseignement néerlandais](#) (CTIVD), l'Algemene Inlichtingen- en Veiligheidsdienst (AIVD) et le Militaire Inlichtingen- en Veiligheidsdienst (MIVD), les services de contre-espionnage et de renseignement militaire ont systématiquement enrôlé des journalistes dans les zones de combats.

Selon les articles 7 et 9 de la Charte de déontologie de Munich (ou « Déclaration des devoirs et des droits des journalistes »), les journalistes ne doivent ni recevoir d'instructions de personnes extérieures à leur rédaction ni divulguer la source d'informations obtenues confidentiellement.

L'emploi de journalistes par des services de renseignement sur les zones de guerre est pourtant la règle, comme [nous pouvons l'attester](#).

1698 Accord de Défense polono-ukrainien

Donald Tusk, Premier ministre polonais, a reçu Volodymyr Zelensky, président non élu d'Ukraine, à Varsovie. Les deux hommes ont signé un accord de coopération en matière de défense.

La Pologne fournira à l'Ukraine au moins un escadron de MiG-29 supplémentaire (minimum quatorze avions de chasse).

Le document vise à renforcer la coopération dans le domaine non militaire, en particulier dans les domaines du renseignement, de la cybersécurité, de la sécurité maritime et de

l'information, et de la défense des infrastructures critiques.

Le lendemain de la signature de cet accord, le général Wiesław Kukuła, chef d'état-major des Forces armées polonaises, a déclaré : « Aujourd'hui, nous devons préparer nos forces à des conflits à grande échelle, et non pas à des conflits asymétriques ».

1699 La présidence hongroise de l'UE sommée d'expliquer les initiatives de Viktor Orbán

La présidence hongroise du Conseil européen devrait exposer les motifs qui ont sous-tendu l'initiative du Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, qui s'est rendu la semaine dernière à Kiev, Moscou, Beijing et au sommet informel de l'Organisation des États turciques, dans le cadre de ce qu'il décrit comme une « mission pour la paix ».

Les autorités hongroises ne contestent pas l'absence de mandat de l'UE pour ces déplacements, mais soulignent que la recherche d'une issue à la guerre en Ukraine nécessite de prendre des initiatives politiques, quitte à contredire « l'absurdité bureaucratique bruxelloise ». Elles ont reçu le soutien de Robert Fico, Premier ministre slovaque.

1700 Position de la Hongrie sur le conflit ukrainien

Zoltán Kovács, porte-parole international du gouvernement hongrois, a précisé que Budapest n'avait pas changé de position sur la question ukrainienne en devenant président du Conseil européen. La Hongrie ne lèvera pas son blocage sur sept décisions liées à la « Facilité européenne pour la Paix » en faveur de l'Ukraine.

« Nous suggérons de véritables pourparlers de paix, les violations flagrantes du droit international devraient être résolues par la négociation ».

Viktor Orbán, Premier ministre hongrois, a informé l'Otan qu'il se rendait au nom de son

pays à Moscou et qu'il rencontrerait le président russe, Vladimir Poutine.

Cette visite a provoqué la panique à Bruxelles où les responsables de l'UE ont feint de croire que Viktor Orbán s'était présenté comme agissant au nom de l'UE.

Le président sortant du Conseil européen, Charles Michel, a tweeté : « Le Conseil européen est clair : la Russie est l'agresseur, l'Ukraine est la victime, aucune discussion sur l'Ukraine ne peut avoir lieu sans l'Ukraine ».

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a déclaré que rechercher « l'apaisement ne stoppera pas Poutine ». « Seules l'unité et la détermination ouvriront la voie à une paix globale, juste et durable en Ukraine »

Petteri Orpo, Premier ministre suédois, a jugé « irresponsable et déloyale » l'initiative de M. Orbán, qui envoie « le mauvais message au monde » et constitue « une insulte au peuple ukrainien ».

Mette Frederiksen, Premier ministre danois l'a qualifiée de « profondément troublante ». « Il n'y a rien à discuter tant que la Russie continue d'attaquer l'Ukraine ».

1701 La Hongrie plaide pour une Europe alternative

János Bóka, ministre hongrois des Affaires européennes, a plaidé pour une Europe alternative et non une alternative à l'Europe. Une conception qu'il a décrite comme une « structure institutionnelle où l'initiative politique et la décision politique stratégique sont prises par les représentants des États membres, où la répartition des compétences entre les États membres et les institutions de l'UE est déterminée strictement par traité, où les institutions européennes respectent l'équilibre institutionnel. La Commission européenne n'est pas une commission politique et le Parlement européen accepte ses responsabilités et n'essaie pas de transgresser ses limites ».

1702 La présidence hongroise de l'UE et l'immigration

Bence Rétvári, ministre adjoint hongrois de l'Intérieur, a annoncé que son pays entendait utiliser l'UE pour combattre l'immigration illégale. « Ce n'est pas l'UE qui définit les règles. (...) Mais ce ne sont pas les dirigeants de l'UE non plus qui contrôlent et prennent ces décisions, ce sont les trafiquants d'êtres humains (...) il faut prendre le contrôle, pour que les trafiquants d'êtres humains ne déterminent pas la tendance (...) Notre politique est basée sur notre expérience. Nous voulons assurer la sécurité de l'Europe (...) La première chose à faire est de changer d'attitude, en gérant ce qui se passe à la frontière ».

En 2023, la Hongrie a dépensé 2 milliards d'euros pour le contrôle de ses frontières et empêché un million de migrants d'entrer dans le pays. Elle n'a reçu que l'équivalent de 1 % en soutien financier de la part de l'UE. « Nous n'avons pas reçu de fonds, mais une amende » de la Cour de justice, « car les forces de police n'aident pas les migrants ».

La Cour de justice de l'UE a condamné la Hongrie, le 13 juin 2024, à verser une somme de 200 millions d'euros en raison des restrictions imposées par le pays en matière de droit d'asile.

1703 Viktor Orbán fait l'éloge de Donald Trump

Lors d'un [entretien avec le groupe de presse d'Axel Springer](#), le Premier ministre hongrois et par ailleurs président du Conseil européen, Viktor Orbán, a fait l'éloge de Donald Trump : « C'est l'homme de la paix. Au cours de son mandat de quatre ans, il n'a déclenché aucune guerre et il a fait beaucoup pour instaurer la paix dans des conflits anciens dans des régions très compliquées du monde ».

1704 Deux nouveaux groupes parlementaires au Parlement européen

- Un nouveau groupe, « Patriotes pour l'Europe », a été formé au Parlement européen

avec les députés du Rassemblement National (30 députés), du Fidesz (11), de La Lega italienne (8), du parti tchèque ANO (7), de la formation tchèque Oath & Motorists (2), du FPÖ autrichien (6), du PVV néerlandais (6), de l'espagnol VOX (6), du Vlaams Belang belge (3), du parti portugais CHEGA (2), du danois Danish People's Party (1), du parti grec Voice of Reason (1) et du letton Latvia First (1).

Cette nouvelle alliance concentrera son action sur la lutte contre le transfert de nouvelles compétences à l'UE et « les tendances fédéralistes », contre l'immigration illégale et le Pacte vert.

- Bâti autour du parti allemand AfD, exclu de feu le groupe « Identité et Démocratie » (ID), un nouveau groupe, « Europe des nations souveraines », a été constitué. Il compte 25 élus issus de huit pays de l'UE. Outre l'AfD (14 députés), il réunit le parti bulgare Wasraschdane (3), le français Reconquête (1), le polonais Confédération Liberté et Indépendance (3), le slovaque Republika (1), le lituanien People and Justice Union (1) et le tchèque Liberté et démocratie directe (SPD) (1) ainsi que Notre Hongrie (1).

1705 Les Ukrainiens ne voient pas leur guerre comme les membres de l'UE

Le [European Council on Foreign Relations \(ECFR\)](#) a réalisé un sondage dans une quinzaine de pays sur « le sens de la souveraineté » pour les Ukrainiens.

Trois conclusions se dégagent de ce travail :

- Les Ukrainiens veulent plus d'armes et de munitions pour les aider à gagner la guerre alors que la plupart des Européens veulent, quant à eux, donner à l'Ukraine des armes et des munitions afin de placer Kiev dans une meilleure position de négociation pour mettre fin à la guerre.
- La détermination de l'Ukraine à se battre et le soutien européen à l'armement de l'Ukraine

n'ont pas été affectés par les avancées russes sur le champ de bataille.

- Tandis que les Ukrainiens pensent qu'ils devraient devenir membres de l'UE et de l'Otan pour marquer leur victoire, la plupart des Européens considèrent au contraire que ces adhésions devraient faire partie du règlement négocié de la guerre.

1706 Volodymyr Zelensky entrouvre la porte pour des négociations de paix

Au cours de sa conférence de presse commune avec le Premier ministre polonais, Donald Tusk, à Varsovie, le président non élu d'Ukraine, Volodymyr Zelensky, a déclaré à propos d'une éventuelle paix : « Seules des alliances sérieuses et fortes peuvent servir d'intermédiaires [donc pas la Hongrie] (...) Existe-t-il beaucoup de pays de ce type dans le monde ? Quelques-uns. Je pense que les États-Unis en sont un. Je pense à la Chine et à l'UE. Pas seulement un pays, mais l'ensemble de l'Union européenne ».

1707 Volodymyr Zelensky et l'Holodomor

Le président non élu d'Ukraine, Volodymyr Zelensky, s'est rendu à Washington pour assister au sommet de l'Otan. Il a débuté sa visite par une cérémonie au Mémorial des victimes de l'Holodomor

Dans son discours, il a déclaré : « Comment peut-on vouloir tuer tout un peuple ? Pour effacer toute une nation ? Comment peut-on enlever leur dernière nourriture aux gens ? La dernière nourriture, le dernier moyen de subsistance, le dernier espoir de vie et la dernière chance de salut ? Les gens normaux ne peuvent pas imaginer ou comprendre cela. Mais il y a quelque chose que nous savons avec certitude. Ils ont essayé de nous exterminer, de nous soumettre, de nous torturer. Ils [les Russes] ont échoué. Ils voulaient nous cacher la vérité et effacer leurs terribles crimes pour toujours. Ils ont échoué. Ils voulaient nous embrouiller, nous induire en erreur, nous faire croire, douter, et donc pardonner. Ils ont échoué. Et aujourd'hui,

avec le plus grand chagrin et le plus grand respect, nous honorons la mémoire de millions de nos concitoyens ».

☞ Rappelons que la famine qui toucha une partie de l'Ukraine en 1932-33 n'est aucunement imputable à Joseph Staline, mais à des conditions climatiques particulières qui touchèrent également d'autres régions de l'URSS. Ce mensonge, auquel presque tous les états liés aux États-Unis ont adhéré, est caractéristique de l'idéologie nationaliste intégrale ukrainienne à l'origine de la guerre actuelle.

1708 Polémique sur le bombardement de l'hôpital pédiatrique d'Okhmatdyt

À la demande de la France et de l'Équateur, le Conseil de sécurité des Nations unies s'est penché sur le bombardement de l'hôpital pour enfants Okhmatdyt de Kyïv. Le représentant de l'Ukraine a parlé d'une frappe délibérée de la Russie, tandis que la Russie a démenti parlant d'un missile ukrainien NASAMS détourné et réfutant l'hypothèse d'un missile X-101 russe.

☞ Cette affaire intervient à l'ouverture du sommet de l'Otan. S'il s'agit d'un missile russe, ce serait un crime de guerre. S'il s'agit d'un missile ukrainien détourné, ce serait un accident.

AFRIQUE

1709 Le Sénégal dénonce l'assujettissement de l'Afrique aux Occidentaux

Biram Soulèye Diop, ministre sénégalais des Mines et du Pétrole, a dénoncé, au sommet « Mining on Top Africa », « l'assujettissement » des États africains, notamment le Sénégal, aux pays qui « exploitent leurs ressources ».

Il a fustigé la France qui refuse de partager des données importantes sur l'exploitation aurifère au Sénégal avec les autorités du pays. « Saviez-vous que la France connaît mieux que le Sénégal le cadastre minier du Sénégal ? (...) Ils ont

toujours les données et ne les ont pas partagées avec moi. De quel genre de générosité parlons-nous ? ».

1710 L'AfriCom s'installe en Côte d'Ivoire

Selon *Le Monde*, la [Côte d'Ivoire a autorisé le commandement des États-Unis pour l'Afrique \(AfriCom\) à installer une base militaire près d'Odienné](#). Le Pentagone repense son déploiement en Afrique après avoir été chassé du Niger. Cette base devrait abriter des drones permettant de surveiller à la fois le golfe de Guinée et le Sahel.

La France, quant à elle, réduit sa présence militaire en Afrique, à l'exception de Djibouti.

1711 Création officielle de l'Alliance des États du Sahel

L'Alliance des États du Sahel a été officiellement lancée, le 6 juillet. Réunis en sommet, les présidents de transition du Mali, le colonel Assimi Goïta, du Burkina Faso, le capitaine Ibrahim Traoré, et du CNSP au pouvoir au Niger, le général Abdourahamane Tiani, ont signé le traité portant création de cette confédération.

Au même moment la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se réunit, privée des membres de l'Alliance qu'elle a combattue. L'avenir de cette organisation est désormais en question.

1712 Le Soudan saisit le Conseil de sécurité contre les Émirats arabes unis

Le général Abdel Fattah al-Burhan, président du Conseil de souveraineté de transition, a saisi le Conseil de sécurité des Nations unies pour protester contre les livraisons d'armes des Émirats arabes unis au « général » Mohamed Hamdan Dogolo (alias « Hemeti »), chef des Forces d'appui rapide (Réf ONU : S/2024/457).

1713 La RDC saisit le Conseil de sécurité contre le Rwanda

La République démocratique du Congo a saisi le Conseil de sécurité des Nations unies concernant la violation de sa souveraineté par les Forces de défense du Rwanda, qui appuient le Mouvement du 23 mars (M23). S'appuyant sur les récentes conclusions du rapport du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo (Réf. ONU : S/AC.43/2024/GE/OC.29), la RDC considère qu'environ 3 000 à 4 000

soldats des Forces de défense rwandaises (RDF) opèrent dans les territoires de Nyiragongo, Rutshuru et Masisi.

La RDC demande au Conseil de prendre des sanctions à l'encontre du Rwanda et d'exiger son retrait immédiat du territoire congolais (Réf Onu : S/2024/523).

ASIE

1714 Le Tribunal national du travail israélien reconnaît les droits sociaux des couples gays

Le Tribunal national du travail israélien a reconnu que les couples de même sexe ont les mêmes droits sociaux que les couples hétérosexuels. Cette décision ouvre par exemple le droit à des personnes vivant avec un partenaire de même sexe à ne pas payer de cotisation maladie lorsqu'un des conjoints est au chômage.

1715 Négociations israélo-palestiniennes

Alors que les négociateurs assurent une trêve imminente à Gaza, le cabinet du Premier ministre a publié quatre exigences, probablement pour faire capoter les discussions :

- 1- L'accord doit permettre à Israël de reprendre le combat jusqu'à ce que ses objectifs soient atteints ;
- 2- La contrebande d'armes depuis l'Égypte est interdite ;

- 3- Des milliers de terroristes armés ne seront pas autorisés à retourner dans le nord de Gaza ;
4- Le Hamas doit restituer le maximum d'otages vivants à Israël.

Le directeur de la CIA, William Burns, le Premier ministre qatarien, Mohammed Al Thani, le directeur des services de renseignement égyptiens, Abbas Kamel et le directeur du Mossad, David Barnea, se rencontreront au Qatar.

Ce sommet a une double mission : mettre par écrit les accords déjà conclus avec le Hamas et tenir une discussion approfondie sur de nombreux points qui n'ont pas encore été convenus. Il s'agit notamment des noms des otages israéliens que le Hamas libérera à chaque étape de l'accord, du nombre de prisonniers palestiniens qu'Israël libérera en échange, quels prisonniers palestiniens seront libérés, d'un éventuel droit de veto israélien sur certains des prisonniers sélectionnés par le Hamas et diverses questions liées au cessez-le-feu, telles que la manière dont l'armée se repliera.

1716 The Awakening dénonce la police politique d'Itamar Ben-Gvir

Le mouvement The Awakening (« L'Éveil ») a lancé une campagne avec des flyers et des e-mails dénonçant les responsables du ministère de la Sécurité nationale, qualifiés « d'agents de la police politique ». On y voit, désignés nommément, les surintendants Avshalom Peled, Omri Peretz et Amir Cohen, le commissaire Meir Suissa et le porte-parole de la police Éli Levy. Des membres du personnel du bureau d'Itamar Ben-Gvir, le conseiller stratégique Nevo Cohen et le chef de l'administration, Hanmel Dorfman, ont également été pris pour cibles.

1717 Benny Gantz favorable à l'exécution des auteurs du 7 octobre

Le général Benny Gantz, président du Parti de l'unité nationale, a déclaré que « tout Gazaoui qui a traversé le territoire israélien le 7 octobre est passible de la peine de mort », à la suite

d'une enquête sur trois Israéliens qui sont soupçonnés d'avoir tué un Palestinien non armé qui a traversé la frontière pendant l'attaque du Hamas.

1718 Les FDI ont pris le contrôle de 26 % de la bande de Gaza

Selon *Haaretz*, s'appuyant sur des images satellites, [les FDI contrôlent aujourd'hui 26 % de la bande de Gaza](#). Ils ont entièrement rasé une bande d'environ 1km de largeur le long de la « frontière » israélienne. En outre, en violation des accords de Camp David, ils contrôlent le couloir de Philadelphie qui longe la frontière égyptienne. Enfin, ils ont pris le contrôle d'une zone de 38 kilomètres carrés connue sous le nom de couloir de Netzarim. Elle coupe la bande de Gaza en deux parties distinctes. Ils y ont presque tout rasé. Cependant, ils ont conservé l'hôpital turc qu'ils utilisent comme base secondaire. Cet emplacement est celui de la colonie israélienne de Netzarim, évacuée en 2005.

La route qui traverse le couloir de Netzarim est désignée par les FDI sous le nom de « route bleue et blanche » par référence au châle de prière juif et au drapeau israélien qui le reproduit.

Le Hamas exige le retrait des FDI de toute la bande de Gaza, mais les FDI tiennent à conserver le couloir de Netzarim où ils ont déjà construit une base militaire.

Le débarcadère construit par le Pentagone se trouve au large, face à Netzarim.

1719 Pour Orit Strock, l'occupation militaire de Gaza est un « miracle »

S'extasiant devant l'annonce de nouvelles colonies israéliennes en territoire palestinien, Orit Strock, ministre des colonies, a déclaré sur Galei Tzahal Radio : « Tant que ce gouvernement dure, et il n'est pas clair qu'il durera, mais si avec l'aide de Dieu le gouvernement continue, pour moi, c'est comme une période de miracle. Nous vivons un miracle,

j'ai l'impression d'être devant un feu de circulation, et puis il y a un feu vert ».

1720 Le général Yehuda Fuchs choqué par les crimes de certains colons

Le général Yehuda Fuchs, commandant des Forces centrales des FDI, a quitté ses fonctions. Lors de son [discours d'adieu](#), il a fait son autocritique et celle des FDI.

Il a notamment déclaré : « Ces derniers mois, la criminalité nationaliste a relevé la tête sous le couvert de la guerre et a conduit à la vengeance, à semer la calamité et la peur chez les résidents palestiniens qui ne représentent aucune menace. À ma grande consternation, les dirigeants locaux et les dirigeants spirituels n'ont pas vu la menace comme nous l'avons fait. Ils sont intimidés et n'ont pas trouvé la force de sortir ouvertement et d'agir conformément aux valeurs du judaïsme »

« Sonner la peur parmi les citoyens du pays dans l'ombre des événements du 7 octobre est une erreur dangereuse »

« En tant que commandant, mais d'abord et avant tout en tant que citoyen, j'ai honte et suis blessé par les attaques barbares que vous avez connues. C'est une méthode que certains ont également adoptée ici - des choses terribles sont dites et viennent ensuite des excuses faibles jusqu'à la prochaine attaque irresponsable »

1721 Khalil Al-Hayya reçu par Hassan Nasrallah

Une délégation du Hamas, présidée par Khalil Al-Hayya, a été reçue par Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah, pour discuter de la situation à Gaza et des pourparlers de cessez-le-feu.

Rappelons que le Hamas est scindé en deux courants distincts, l'un soumis à la Confrérie des Frères musulmans, l'autre opposé. Ce second courant est présidé par Khalil Al-Hayya, expulsé du Qatar, qui a renoué avec le président syrien

Bachar el-Assad, après des années de guerre de la Confrérie contre lui.

1722 Le Hezbollah attaque durement la base militaire israélienne illégale du mont Hermon

Le Hezbollah a attaqué la base militaire israélienne du mont Hermon avec plus de 200 drones suicides et missiles. Les dégâts seraient considérables.

La base du mont Hermon permet à Israël de surveiller le Liban, l'Irak la Jordanie et l'Arabie saoudite. Elle se situe sur le plateau du Golan syrien occupé par Israël depuis la guerre des Six Jours (1967) et annexée illégalement en 1981.

Quatre jours plus tard, le Hezbollah a publié des vidéos prises par ses drones. Elles permettent de déduire que le Hezbollah a désormais une parfaite connaissance des installations israéliennes sur le plateau du Golan. Ces vidéos font suite à celles du port d'Haïfa et de sa base navale militaire.

1723 Position d'Hassan Nasrallah sur la guerre avec Israël

Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah, a déclaré lors d'un discours télévisé prononcé en hommage au commandant Mohammad Nehmé Nasser, assassiné par Israël : « Nous atteignons les objectifs de notre campagne : user l'ennemi sur le plan de la sécurité, morale, économique et sociale ». Il s'agit de « faire pression sur l'État hébreu pour qu'il accepte un cessez-le-feu ». Selon lui, « l'équation est claire : s'ils veulent la paix dans le Nord [c'est-à-dire avec le Liban], il doit y avoir un cessez-le-feu à Gaza ».

En ce qui concerne les négociations en vue d'un accord entre Israéliens et Hamas, Hassan Nasrallah a ajouté : « Nous n'avons pas demandé au Hamas de se coordonner avec nous, et nous avons précisé, lors de toutes les réunions avec les représentants du Hamas, que tout ce qui est acceptable pour eux serait acceptable pour nous (...) S'il y a un accord de

cessez-le-feu à Gaza, notre front cessera également sans discussion ni négociation ».

1724 L'Arabie saoudite s'oppose à la saisie des avoirs russes gelés

Selon Bloomberg, l'Arabie saoudite exerce de fortes pressions sur le G7 pour qu'il ne confisque pas les avoirs gelés russes en Europe. Riyad a laissé entendre qu'il riposterait en vendant ses obligations de l'UE et ses bons du Trésor états-unien.

L'Arabie saoudite rejoint ainsi la présidente de la Banque européenne, la Franco-États-unienne Christine Lagarde, pour qui on ne peut pas violer le droit international au prétexte de contraindre la Russie de le respecter.

1725 Ansar Allah menace l'Arabie saoudite

Sur pression de Washington, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont remis en question leur accord de paix avec Ansar Allah, notamment en ce qui concerne l'accès au système SWIFT et le transport aérien.

Ansar Allah a répondu de manière très brutale, menaçant Riyad de l'attaquer et publiant des photos aériennes de ses cibles.

Le Yémen est désormais divisé en deux zones monétaires distinctes. Les Yéménites retirent en liquide leur dépôts bancaires et les émigrés ne peuvent plus faire parvenir d'argent à leur famille.

1726 Élection présidentielle en Iran

Les résultats de l'élection présidentielle anticipée en Iran sont :

- Massoud Pezeshkian obtient 16,38 millions de voix. Il est donc élu.
- Saïd Jalili obtient 13,53 millions de voix.

L'élection avait été convoquée après le décès du président Ebrahim Raïssi, mort dans un « accident » d'hélicoptère.

L'abstention a atteint 50 % au second tour, signe d'un certain scepticisme face à des choix très encadrés.

Le Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamnei, avait autorisé la candidature de Massoud Pezeshkian. Ses conseillers avaient fait savoir qu'il offrait une opportunité de normalisation sur la scène internationale (cf. 1668). Son rival se proposait de continuer sur la lancée du président Raïssi.

Massoud Pezeshkian est un ancien combattant de la « guerre imposée » par les puissances coloniales de l'Iraq contre l'Iran. C'est un soutien de la politique étrangère traditionnelle de la République islamique et du Corps des Gardiens de la Révolution. Simultanément, c'est un partisan des libertés individuelles : il souhaite mettre fin à la police des mœurs. Il pourrait donc reprendre, avec plus de souplesse, la ligne de l'ancien président Mahmoud Ahmadinejad.

Au plan international, l'Iran mène des négociations secrètes avec les Démocrates et conserve un cuisant souvenir du retrait du président Donald Trump du JCPOA. Téhéran espère donc conclure avec le président Joe Biden. Cependant, au même moment, les Démocrates paraissent faibles face au Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, qui menace l'Iran, mais le candidat Donald Trump paraît pire : il ne cesse de donner des gages aux partisans de Netanyahu.

L'Iran dispose du soutien militaire de la Russie, qui lui a fourni des éléments de ses missiles hypersoniques, impossibles à intercepter pour le moment. Aux Nations Unies, Moscou et Beijing soutiennent que l'Iran ne poursuit plus de programme nucléaire militaire.

1727 Narendra Modi présente la « Voix du Sud global » à Vladimir Poutine

Narendra Modi, Premier ministre indien, a rendu visite au président russe, Vladimir Poutine. Bharat a présenté sa vision du monde : non pas une division entre d'un côté les Occidentaux et de l'autre le bloc sino-russe,

mais divisé en trois avec la [« Voix du Sud global »](#). Il s'agit d'un groupe de pays en voie de développement qui s'est réuni virtuellement derrière Bharat depuis janvier 2023.

1728 La Chine s'ouvre au tourisme étranger

La Chine s'ouvre soudain au tourisme étranger. En six mois, 8 millions d'étrangers ont pu s'y rendre sans visa pour des périodes moyennes de six jours.

L'arrivée d'étrangers en Chine devrait profondément changer la vision chinoise du monde.

1729 Visite de Viktor Orbán en Chine

Lors de la visite du président hongrois, Viktor Orbán, à Beijing, le président chinois, Xi Jinping a fait remarquer « qu'il n'y a pas de contradictions géopolitiques ni de conflits d'intérêts fondamentaux entre la Chine et l'Europe. Les relations entre la Chine et l'UE revêtent une importance stratégique et une influence mondiale, et devraient maintenir un développement stable et rationnel afin de relever ensemble les défis mondiaux ».

De son côté, le président Orbán a déclaré : « Face à la situation internationale turbulente actuelle, non seulement la Chine aime la paix, mais elle a également présenté une série d'initiatives constructives et importantes, prouvant par ses propres actions concrètes que la Chine est une force stabilisatrice pour la paix mondiale ».

Le président Xi a souligné, à propos du conflit ukrainien, « qu'un cessez-le-feu rapide et une solution politique étaient dans l'intérêt de toutes les parties. L'objectif actuel est de respecter les trois principes de "pas d'expansion du champ de bataille", de "pas d'escalade des combats" et de "pas attiser les flammes pour un parti quelconque" afin de refroidir la situation. La communauté internationale devrait créer les conditions et fournir un appui aux deux parties pour qu'elles reprennent le dialogue et les

négociations directes. Ce n'est que lorsque toutes les grandes puissances exercent une énergie positive plutôt qu'une énergie négative que le conflit pourra voir l'aube d'un cessez-le-feu le plus rapidement possible. La Chine a activement encouragé les pourparlers de paix à sa manière et appuyé tous les efforts visant à parvenir à un règlement pacifique de la crise. La Chine et la Hongrie ont les mêmes propositions et orientations fondamentales des efforts. La Chine est prête à continuer de maintenir la communication avec la Hongrie et les parties concernées ».

1730 La Chine inquiète de l'accord de défense nippono-philippin

La Chine a appelé le Japon à réfléchir à son histoire après la signature par Tokyo d'un pacte de défense avec les Philippines. « Le Japon devrait sérieusement réfléchir à son histoire d'agression et être prudent dans ses paroles et ses actes dans le domaine de la sécurité militaire », a déclaré Lin Jian, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères.

👉 Le Japon a occupé les Philippines pendant la Seconde Guerre mondiale. Celles-ci à l'époque, étaient sous le contrôle des États-Unis. Leur occupation a fait plus d'un million de morts. Le Japon avait déjà occupé une grande partie de la Chine, commettant plusieurs massacres, dont celui de Nankin en 1937.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

1731 24e sommet de l'OCS

Le 24^e sommet du Conseil des chefs d'État de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) s'est ouvert à Astana (Kazakhstan) par la cérémonie d'adhésion de la Biélorussie.

« Nous devons unir nos forces pour résister aux interférences extérieures, nous soutenir fermement les uns les autres, prendre soin des préoccupations des uns des autres... et contrôler fermement l'avenir et le destin de nos pays et la

paix et le développement régional », a déclaré Xi Jinping, président chinois.

Il a défini un plan en cinq points :

- Premièrement, construire une maison commune de solidarité et de confiance mutuelle (La Chine propose que les États membres de l'OCS fassent davantage pour partager leur expérience en matière de gouvernance et organisent un Forum des partis politiques de l'OCS).
- Deuxièmement, construire une maison commune de paix et de tranquillité (Il s'agit de renforcer tous les mécanismes de coopération en matière de sécurité, en associant tous les acteurs de la région, y compris l'Afghanistan).
- Troisièmement, construire un foyer commun de prospérité et de développement (La Chine propose que 2025 soit désignée année du développement durable. Elle entend développer la place des communications digitales dans les sociétés).
- Quatrièmement, construire une maison commune de bon voisinage et d'amitié.
- Cinquièmement, construire un foyer commun d'équité et de justice (« Nous devons conjointement plaider en faveur d'un monde multipolaire égal et ordonné et d'une mondialisation économique universellement bénéfique et inclusive, mettre en pratique un véritable multilatéralisme et rendre la gouvernance mondiale plus juste et plus équitable »).

1732 75^e anniversaire de l'Otan

Le 75^e anniversaire de l'Alliance atlantique a été célébré à Washington lors d'un sommet de trois jours de l'Otan.

S'exprimant à l'auditorium Mellon où le traité de l'Atlantique Nord a été signé en 1949, Jens Stoltenberg, secrétaire général sortant de l'OTAN, a déclaré qu'elle était « non seulement l'alliance la plus réussie et la plus solide de

l'histoire, mais aussi la plus pérenne », et que ce succès a été mérité tout au long de l'histoire de l'alliance, car « fruit de choix délibérés et de décisions difficiles », à l'instar de la création de l'alliance, des négociations sur la maîtrise des armements, de l'élargissement suite à la Guerre froide et du soutien que l'OTAN apporte aujourd'hui à l'Ukraine.

Il a indiqué que « face à l'agressivité du voisin russe, toutes les options ont un coût [et que,] dans une guerre, toutes les options comportent des risques », expliquant que le coût le plus lourd et le risque le plus important seraient que la Russie vainque l'Ukraine, car cela galvaniserait le président Poutine et d'autres dirigeants autoritaires en Iran, en Corée du Nord et en Chine. Et d'ajouter : « L'heure est venue de défendre la liberté et la démocratie, et c'est en Ukraine que cela se joue ».

Au terme de cette célébration, Joe Biden, président des États-Unis, a remis à M. Stoltenberg la médaille présidentielle de la Liberté, plus haute décoration civile des États-Unis, en reconnaissance de ses dix ans de service à la tête de l'alliance.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),
Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),
46 numéros par an.

Tél : 07 81 90 06 71

Pour nous écrire, ne répondez pas aux mails automatiques vous informant des liens de téléchargement. Ils ne nous parviennent pas. Mais composez vous-même l'adresse courriel de votre destinataire.

Voltaire

Actualité internationale

N°96 - 22 août 2024

ÉDITORIAL

1733 La Chine choisit le Droit international, s'éloigne d'Israël et réunit la Résistance palestinienne

Le 23 juillet, en présence de Wang Yi, ministre chinois des Affaires étrangères, les représentants du Hamas et du Fatah ont signé la Déclaration jointe de Beijing, marquant leur réconciliation. Cependant, quelques jours plus tard, Israël a assassiné le négociateur du Hamas à Téhéran, Ismaël Haniyeh. Wang a alors appelé son homologue iranien, Ali Bagheri. Il lui a offert son soutien et a reconnu le droit de l'Iran à défendre sa souveraineté.

Les derniers contacts diplomatiques entre la Chine et Israël remontent à la conversation téléphonique des deux ministres des Affaires étrangères, il y a dix mois, le 23 octobre.

Le négociateur chinois pour le Moyen-Orient, Zhai Jun, a effectué une tournée dans la région, sauf en Israël. Par contre, la Chine a accusé l'État hébreu de provoquer une crise humanitaire à Gaza.

Les liens entre la Chine et Israël se sont rapidement développés après avoir établi des relations diplomatiques en 1991. La famille du maire de Jérusalem et futur Premier ministre, Ehud Olmert, était originaire de Chine. Les volumes commerciaux ont doublé de 2013 à 2022, catapultant la Chine à la deuxième place derrière les États-Unis, le plus grand partenaire commercial d'Israël. Beijing prévoyait de faire passer la nouvelle route de la soie par Haïfa et avait investi considérablement dans la modernisation de ce port.

Mais lorsque les rivalités entre la Chine et les États-Unis se sont intensifiées sous l'ancien président Donald Trump, le contrôle chinois de Haïfa a été mis en cause et la coopération israélienne avec la Chine n'a cessé de décroître.

Aujourd'hui, Beijing envisage de faire passer la route de la soie par son itinéraire antique, via l'Iran, l'Iraq, Palmyre et Tartous (Syrie).

Une large majorité de juifs israéliens perçoivent désormais la Chine comme une puissance hostile.

Le rapprochement entre le Fatah et le Hamas a été suivi d'un discours du président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, devant la Grande Assemblée nationale de Turquie. Il y a annoncé qu'il se rendrait à Gaza, pour la première fois depuis 2006, et agirait pour réunifier (...)

(...) les Territoires palestiniens. « La victoire ou la mort ! », a-t-il déclaré.

L'Égypte, qui participe aux négociations de Doha, a demandé, quant à elle, aux deux factions de s'entendre sur des points précis, notamment la gestion de Gaza, des postes-frontières et la manière d'acheminer l'aide humanitaire.

En réponse, Israël a assassiné au Liban Khalil Maqdash, un responsable du Fateh, frère du commandant des Brigades d'Al-Aqsa au Liban. Il dirigeait le transfert d'armes iraniennes en Cisjordanie. Tel-Aviv est en effet persuadé que, si les efforts chinois sont couronnés de succès, c'est parce que l'Iran y est secrètement associé.

AMÉRIQUES

1734 Google visé par la loi antitrust

Le département de la Justice envisage de démanteler Google. Le système d'exploitation Android et le navigateur Chrome devraient se séparer de Google. Il est également question de forcer une éventuelle vente de la plateforme publicitaire AdWords.

1735 Washington finance les FDI

En plein nettoyage ethnique à Gaza, les États-Unis ont approuvé des ventes d'armes à Israël pour 20 milliards de dollars.

1736 La Chambre des représentants dénonce l'enrichissement illégal de la famille Biden

Les trois commissions de Surveillance et de Responsabilité, de la Justice, et des Voies et Moyens de la Chambre des Représentants ont rendu public, le 19 août, leur [rapport commun sur la possible destitution du président Joe Biden](#) (291 pages).

Joe Biden a enrichi sa famille de 35 millions de dollars (27 millions, plus 8 millions de « prêts » non remboursés) en utilisant ses fonctions de vice-président, puis de président des États-Unis.

1737 Les secrets de Kamala Harris

La candidate démocrate Kamala Harris entretient un certain flou sur sa biographie. Celle-ci n'est pas présentée sur son site internet et son équipe refuse de répondre à toute question à ce sujet. Elle axe sa campagne sur la défense de la démocratie face à Donald Trump. Elle entend mettre en avant son enfance et son expérience de procureure, mais rien de plus.

À la différence de Joe Biden, elle ne se présente pas comme le rempart pour sauver la démocratie et se contente de décrire son rival Donald Trump, comme « étrange » et « criminel ». Celui-ci réplique en qualifiant ses mesures de distribution de chèques gratuits pour les catégories en difficulté de « communistes ».

Le Parti démocrate fait tout son possible, via l'association ClearChoice, pour empêcher des candidats tiers de se présenter, notamment l'indépendant Robert Francis Kennedy Jr., l'écologiste Jill Stein et la marxiste-léniniste Claudia De la Cruz (Parti du socialisme et de la libération).

1738 Bernie Sanders contre l'AIPAC

Participant à la Convention démocrate, le sénateur Bernie Sanders (Vermont) a appelé à la cessation immédiate des hostilités et du « nettoyage ethnique » à Gaza. Puis, il a mis en cause, sans le nommer, le rôle de l'AIPAC (American Israel Public Affairs Committee) dans le financement des partis politiques, aussi bien lors des élections que des primaires. Contredisant la Cour suprême, il a appelé au vote d'une loi interdisant aux milliardaires d'interférer dans le processus électoral.

EUROPE

1739 Contestation des ventes d'armes britanniques à Israël

Mark Smith, deuxième secrétaire de l'ambassade du Royaume-Uni à Dublin, a démissionné. Selon lui, les membres du gouvernement israélien et des FDI ont exprimé

« une intention génocidaire ouverte ». Il s'est dit troublé que le département ait « ignoré » ses préoccupations sur ce qu'il a appelé « l'illégalité des ventes d'armes continues ». Il conclut : « C'est avec tristesse que je démissionne après une longue carrière dans le service diplomatique, mais je ne peux plus m'acquitter de mes fonctions en sachant que ce département peut être complice de crimes de guerre ».

Simultanément, les trois familles des travailleurs humanitaires de World Central Kitchen, qui sont morts lors d'une attaque délibérée des FDI le 1er avril, ont écrit au Premier ministre Keir Starmer pour lui demander de stopper les livraisons d'armes à Israël.

1740 Paris et Londres soutiendront Tel-Aviv face à Téhéran

[Israël Katz](#), ministre israélien des Affaires étrangères a reçu ses homologues français et britanniques, Stéphane Séjourné et David Lammy, qui lui ont confirmé que leurs pays interviendraient à ses côtés en cas de riposte iranienne à l'assassinat d'Ismaël Haniyeh à Téhéran.

1741 Mike Lynch et Stephen Chamberlain gagnent leur procès et perdent la vie

Le voilier *The Bayesian* de 56 mètres de long, à bord duquel se trouvaient 22 personnes, aurait été percuté par une trombe marine. Son propriétaire, le milliardaire Mike Lynch, qui se trouvait à bord et trois autres passagers sont portés disparus, dont Jonathan Bloomer, président de la banque Morgan Stanley International.

Contrairement aux premières annonces, le voilier mouillait au large, voiles baissées. Il était doté d'un mât principal en aluminium considéré comme le plus grand au monde avec une hauteur de 75 mètres.

Les survivants ont immédiatement été secourus par un petit voilier qui n'a pas eu, lui, de difficultés de navigation.

Une trombe marine pourrait avoir eu la force de casser le mât du *Bayesian*. Cependant s'il y a des témoins d'une tempête, rien ne prouve qu'il ait été frappé par une telle calamité météorologique.

Mike Lynch était membre de l'Ordre de l'Empire britannique. Il avait fait fortune dans les mégadonnées (big data) avec la société Autonomy qu'il avait revendue à Hewlett-Packard. Cependant, la multinationale l'a poursuivi pour comptabilité frauduleuse, exigeant 11 milliards de dommages et intérêts. Il avait été jugé à San Francisco avec son vice-président, Stephen Chamberlain. Les deux hommes avaient été acquittés le 6 juin. Cependant Chamberlain est mort, renversé par une voiture qui s'est enfuie, le 17 août, et Mike Lynch dans cet étrange accident, deux jours plus tard.

1742 Des diplomates norvégiens sanctionnés par Israël

Après que la Norvège ait reconnu l'État palestinien, Israël a révoqué le statut des huit diplomates norvégiens responsables des relations avec cet État.

« À la suite de la décision du gouvernement Netanyahu de ne plus faciliter la représentation de la Norvège auprès de l'Autorité palestinienne, notre bureau de représentation à Al Ram en Palestine doit être fermé à partir d'aujourd'hui », a déclaré Espen Barth Eide, ministre norvégien des Affaires étrangères.

1743 Le gouvernement Scholz censure Compact, Magazin für Souveränität

Le gouvernement allemand a censuré par décret *Compact, Magazin für Souveränität* qui militait pour un rapprochement avec la Russie. Le site internet a été coupé. Son fondateur, le journaliste Jürgen Elsässer est qualifié en Allemagne comme d'extrême-droite. C'est pourtant un ami de l'ancien ministre français de gauche Jean-Pierre Chevènement et de notre rédacteur en chef, Thierry Meyssan.

Après recours devant le tribunal de Leipzig, la censure gouvernementale n'est pas applicable tant qu'un jugement sur le fond n'a pas été rendu. Une procédure a donc été lancée qui devrait durer deux ans.

1744 Le gouvernement Scholz renonce à soutenir l'Ukraine

Selon le *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung*, le prochain budget allemand devrait comporter une aide réduite à l'Ukraine en raison de la récession qui frappe le pays. Les promesses seront honorées, mais aucune nouvelle dépense ne sera engagée. « La fête est finie, le pot est vide ». En définitive, l'Ukraine devrait recevoir en 2025 4 milliards d'euros, soit la moitié de ce qu'elle a reçu en 2024 (8 milliards d'euros) et seulement un dixième en 2027 (800 millions d'euros).

« La sécurité de l'Europe dépend de la capacité et de la volonté politique de l'Allemagne

à continuer à jouer un rôle de premier plan dans l'aide apportée à notre pays », a commenté l'ambassadeur d'Ukraine en Allemagne, Oleksii Makeiev, dans le quotidien *Bild*.

Des élections locales auront lieu en Allemagne en septembre et les partis opposés à la guerre en Ukraine ont le vent en poupe.

1745 Donald Tusk répond aux mises en cause de la Pologne dans le sabotage des gazoducs Nord Stream

August Henning, ancien chef des services secrets allemands de 1998 à 2005, puis employé de Nord Stream AG, Gazprom & Rosneft, a accusé la Pologne d'être impliquée dans le sabotage des gazoducs.

[Donald Tusk](#), Premier ministre polonais lui a répondu : « À tous les initiateurs et mécènes de Nord Stream 1 et 2. La seule chose que vous devriez faire aujourd'hui est de vous excuser et de rester silencieux ».

1746 La Pologne songe à réécrire l'histoire de sa lutte contre les nationalistes intégraux ukrainiens

Sur requête de l'Union des Ukrainiens en Pologne, le Tribunal de Varsovie a ordonné à l'Institut national de la Mémoire (IPN) de procéder à une « évaluation globale des circonstances » de l'opération Vistule (1947).

Officiellement, cette opération militaire, conduite par le gouvernement communiste d'après-guerre, visait à déplacer de force 150 000 Ukrainiens liés à l'OUN de Stepan Bandera ; Winston Churchill avait appelé de ses vœux cette « réinstallation » en déclarant : « Un grand ménage sera fait ». Cependant cette opération fut particulièrement brutale et, en 1990, le Sénat polonais la condamna rétrospectivement ; une position qui fut réaffirmée, en 2002, par le président Aleksander Kwaśniewski, puis à nouveau, en 2007, par le président Jarosław Kaczyński.

L'année dernière, l'IPN, saisi par la même Union des Ukrainiens en Pologne, avait conclu qu'il n'y avait « aucun motif pour conclure que la réinstallation constituait un crime contre l'humanité ou un crime communiste ».

Le récent Pacte de Sécurité ukraino-polonais a appelé les deux pays à « travailler ensemble pour élaborer des instruments communs de recherche historique ainsi que des directives pour les manuels scolaires sur l'histoire des relations entre les deux États et les autres nations ».

On devrait donc assister à une réécriture de l'Histoire par la Pologne, conformément à la réhabilitation de Stepan Bandera par l'OTAN.

1747 L'Azerbaïdjan ne laissera pas ses désaccords avec l'Iran et l'Inde bloquer le corridor de transport Nord-Sud

Le président russe, Vladimir Poutine, a effectué un voyage officiel en Azerbaïdjan. Il s'agissait de débloquent certains aspects du corridor de transport Nord-Sud (NSTC). En effet bien que Bakou soit un allié de Moscou, il existe une

méfiance entre l'Azerbaïdjan et l'Iran en raison de sa proximité avec Israël et une autre, entre l'Azerbaïdjan et l'Inde, proche de l'Arménie.

Compte-tenu des enjeux économiques, les présidents Poutine et Ilham Aliyev sont convenus de dissocier ces questions.

1748 Voldymyr Zelensky reçu par les Mormons

Lors de son voyage à Washington pour le sommet de l'OTAN, le président non-élu ukrainien, Volodymyr Zelensky, s'est rendu à Salt Lake City (Utah) à 3 000 kilomètres de là. Il y a été reçu par les administrateurs de l'Église de Jésus-Christ des saints des Derniers jours (Mormons).

1749 L'Ukraine interdit l'Église orthodoxe fidèle au patriarcat de Moscou

Le président [Volodymyr Zelensky](#) a réuni, le 17 août, par visioconférence les représentants des cultes en Ukraine pour obtenir leur soutien dans sa lutte pour « l'indépendance spirituelle de l'Ukraine » (c'est-à-dire contre le patriarcat orthodoxe de Moscou). À l'issue de la réunion, le Conseil panukrainien des Églises et des organisations religieuses a soutenu sa démarche.

Puis, le 20 août, la Verkhovna Rada a voté une [loi interdisant toute activité du Patriarcat de Moscou sur le territoire ukrainien](#).

Enfin, le président [Zelensky](#) s'est entretenu avec le patriarche Bartholomée Ier de Constantinople pour qu'il valide la loi sur l'indépendance spirituelle de l'Ukraine ; ce qu'il a fait.

8 000 popes ukrainiens sont fidèles au patriarcat de Moscou. Ils représentent la plus importante communauté religieuse en Ukraine.

1750 L'attaque ukrainienne contre la Russie met fin aux négociations de paix entreprises par le Qatar

L'Ukraine et la Russie devaient envoyer au Qatar des délégations pour négocier un accord

de paix lorsque les nationalistes intégraux ont attaqué la Russie dans l'oblast de Koursk, indique le *Washington Post*.

1751 Fitch dégrade la note de l'Ukraine

L'agence de notation [Fitch](#) a dégradé l'économie ukrainienne de la note "C" à la plus basse disponible, "RD".

1752 Volodymyr Zelensky plaide pour la levée des restrictions occidentales aux attaques de son armée

Intervenant, le 19 août 2024, devant le corps diplomatique étranger, le président [Volodymyr Zelensky](#) a souligné qu'il appartenait aux Occidentaux de lever la seule limite qui contraint l'armée ukrainienne : celle d'utiliser des armes à longue portée.

1753 Les États-Unis, le Royaume-Uni et la Pologne ont préparé l'invasion ukrainienne de la Russie

Le Service des renseignements extérieurs de la Fédération de Russie (SVR) a révélé que l'attaque de Koursk a été préparée par les services spéciaux des États-Unis, du Royaume-Uni et de la Pologne. Les unités impliquées dans l'attaque ont été spécialement formées dans des centres d'entraînement au Royaume-Uni et en Allemagne. Des conseillers militaires des États membres de l'Otan aident à la gestion des régions envahies. En outre, les pays de l'Alliance transmettent également des renseignements satellitaires à l'armée ukrainienne sur le déploiement de troupes russes dans la zone de l'opération.

Le ministère des Affaires étrangères russe a convoqué le chargé d'affaires états-unien, Stephanie Holmes, pour protester contre l'entrée illégale sur son territoire de journalistes états-uniens qui accompagnaient les forces ukrainiennes.

1754 La Russie se prépare à devenir le refuge des exilés politiques occidentaux

Le président russe, Vladimir Poutine, a signé le 19 août un [décret, « afin de protéger les droits et libertés fondamentaux de l'homme, soutenir les personnes qui ont fait un choix libre en faveur des liens spirituels, culturels et juridiques avec la Fédération de Russie »](#).

Il s'agit d'un renversement complet de la politique russe jusqu'ici extrêmement réservée quant à toute forme d'immigration. La Russie acceptera désormais les réfugiés spirituels, culturels et juridiques occidentaux. Il n'est plus nécessaire de maîtriser la langue russe et de connaître l'histoire de la Russie pour émigrer.

Un premier permis de séjour de trois mois sera accordé par l'administration avant que le dossier ne soit examiné.

1755 La Russie arme l'Axe de la résistance contre les États-Unis

[La Russie a livré à l'Iran](#) des armes de défense aérienne, des torpilles maritimes avancées et des roquettes qui peuvent être installées sur des drones. Elle a spécifié qu'elles ne pouvaient être utilisées que contre les forces états-uniennes et non pas contre Israël.

Ces armes ont été redistribuées par Téhéran à ses alliés du Hezbollah, des Houthis et des milices irakiennes.

AFRIQUE

1756 L'Algérie fournira du carburant au Liban

Le président algérien Abdelmadjid Tebboune a donné instruction pour fournir gratuitement du pétrole au Liban afin de lui permettre de ravitailler ses centrales électriques. Il n'a cependant pas précisé quelle quantité.

L'Algérie était le fournisseur traditionnel de pétrole d'Électricité du Liban jusqu'à ce qu'en 2020, celle-ci accuse la Sonatrach de lui avoir fourni du « fuel frelaté ».

Électricité du Liban a cessé toute activité depuis le 17 août. Les Libanais ne disposent d'énergie que s'ils sont abonnés à des générateurs privés, mais ceux-ci devraient très rapidement manquer de carburant.

Le pétrole algérien devrait équilibrer les dépendances du Liban.

1757 Possible occupation militaire partielle de la Somalie par l'Éthiopie

Pour affronter de nouvelles attaques des islamistes d'Al-Shebab, la Somalie s'appuie jusqu'au 31 décembre 2024 sur les 20 000 hommes de la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS). Elle est composée de forces du Burundi, de Djibouti, de l'Éthiopie, du Kenya et d'Ouganda. La Somalie pourrait désormais compter sur aide militaire de l'Égypte.

Cependant, l'Éthiopie, qui a signé un accord avec la région séparatiste du Somaliland, vient de déclarer qu'elle n'a pas l'intention de se retirer. La présence de troupes égyptiennes en Somalie apparaît comme une provocation dans le cadre du conflit égypto-soudano-éthiopien du barrage de Grande Renaissance.

En droit international, l'Éthiopie peut légitimement lutter contre les islamistes qui la menacent en utilisant son droit de suite et en franchissant la frontière de la Somalie, tandis que cette dernière peut légitimement exiger le retrait des troupes éthiopiennes permanentes sur son territoire.

ASIE

1758 Les juifs israéliens contre le Droit international

Selon un [sondage](#) de l'Institute for National Security Studies (INSS),

- 26 % des Israéliens, juifs et arabes, expriment une grande confiance en Benjamin Netanyahu tandis qu'ils sont 17 % à le faire pour son gouvernement.

- 47 % des Juifs israéliens estiment qu'il ne faut pas obéir au droit international, ni aux valeurs morales au cours de la guerre actuelle à Gaza.

- 65 % de juifs israéliens pensent que les geôliers accusés d'avoir agressé sexuellement un détenu palestinien ne devraient pas faire l'objet de poursuites pénales et simplement être sanctionnés par l'armée.

1759 Fitch baisse la note d'Israël

L'agence de notation [Fitch](#) a abaissé la note d'Israël de "A+" à "A". Selon elle, la guerre actuelle pourrait se poursuivre encore des mois. « Les finances publiques ont été touchées et nous prévoyons un déficit budgétaire de 7,8 % du PIB en 2024 et une dette qui restera supérieure à 70 % du PIB à moyen terme », précise-t-elle.

Bezalel Smotrich, ministre des Finances, a commenté : « La baisse de la note suite à la guerre et aux risques géopolitiques qu'elle génère est naturelle. Nous adopterons un budget responsable qui continuera à soutenir tous les besoins de guerre sur le front et à l'arrière jusqu'à la victoire, tout en maintenant les cadres fiscaux et en promouvant les moteurs de croissance. Très rapidement, la note de crédit remontera également ».

1760 Cinq membres du G7 défendront Israël face à l'Iran

Dans un communiqué commun publié par la [Maison-Blanche](#), les États-Unis et le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et l'Italie ont déclaré : « Nous avons exprimé notre appui à la défense israélienne contre l'agression iranienne et contre les attaques menées par des groupes terroristes soutenus par l'Iran. Nous avons demandé à l'Iran de lever les menaces actuelles d'une attaque militaire contre Israël et nous avons discuté des graves conséquences pour la sécurité régionale si une telle attaque avait lieu ».

Analyse du Réseau Voltaire

« [Représailles iraniennes limitées ou étendues : ce qui sous-tend la gravité des négociations, c'est la menace de Netanyahu d'une réaction nucléaire](#) », Alfredo Jalife-Rahme

L'Iran cherche une riposte adaptée à l'assassinat par Israël d'un dirigeant étranger, Ismaïl Haniyeh, sur son propre sol. Le problème auquel il doit faire face est à la fois d'en faire assez pour défendre sa souveraineté, mais pas trop pour ne pas engager les États-Unis aux côtés des « sionistes révisionnistes » dans la guerre nucléaire que Tel-Aviv cherche à provoquer.

1761 Ehud Barak appelle à la résistance civile contre la dictature de Benyamin Netanyahu

L'ancien Premier ministre [Ehud Barak](#) a publié une tribune libre dans *Haaretz*. Il y écrit : « Sous couvert de la guerre, un putsch gouvernemental et constitutionnel est en train de se produire en Israël sans qu'un coup de feu soit tiré. Si ce putsch n'est pas arrêté, il transformera l'État hébreu en une dictature de facto dans quelques semaines. Netanyahu et son gouvernement assassinent la démocratie... Le seul moyen d'empêcher une dictature à un stade aussi tardif est de fermer le pays par le biais d'une désobéissance civile non violente à grande échelle, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, jusqu'à ce que ce gouvernement s'effondre... ».

1762 Le Procureur général n'engagera pas de poursuites contre les ministres ayant appelé à des crimes de masse

Le Procureur général d'Israël, Amit Aisman, n'engagera pas de poursuites contre les ministres, dont les propos ont été cités devant la Cour internationale de Justice (c'est-à-dire le Tribunal interne de l'ONU), qui conseillaient de blesser ou de tuer les gazaouis. Le procureur se fonde sur la non-décision de la Cour de stopper l'offensive à Gaza.

1763 Arrestation d'un agent d'influence iranien en Israël

Un Israélien de 30 ans, Eden Debs, a été arrêté et inculpé. Il est accusé d'avoir reçu de l'Iran 12 000 dollars en cryptomonnaies pour placer des affiches appelant à un coup d'État militaire et pour promouvoir le groupe Telegram « The People's Army ».

1764 Les nouvelles conditions des « accords de paix » israélo-palestinien

La nouvelle proposition de négociation de libération des « otages » des États-Unis exclut le retrait total des FDI de Gaza ainsi que l'engagement préalable d'un cessez-le-feu durable. Le point de passage de Rafah serait administré par l'Autorité palestinienne sous la supervision israélienne. Enfin Washington se porterait garant du transfert d'un grand nombre de prisonniers palestiniens vers un pays tiers.

De leur côté, les Israéliens exigent un amendement des accords de Camp David autorisant le maintien d'une présence des FDI dans le corridor de Philadelphie. Ce faisant, ils reconnaissent violer leur propre signature depuis le début de l'opération.

Voici les points principaux de désaccord :

- S'agit-il d'une trêve ou d'une paix ?
- Parle-t-on d'un cessez-le-feu généralisé ou strict ? (c'est-à-dire Israël pourra-t-il lancer des opérations militaires pour libérer les prisonniers durant ce cessez-le-feu).
- Envisage-t-on un retrait total ou partiel des FDI de Gaza ?
- Interdira-t-on uniquement les activités militaires du Hamas ou aussi ses activités civiles ?
- Considère-t-on comme « humanitaire » de libérer les otages civils ou aussi les militaires prisonniers de guerre qui sont blessés ?
- Lorsqu'on parle de libération des « otages » palestiniens en Israël (les détenus administratifs et les personnes condamnées) seront-ils autorisés à vivre à Gaza ou uniquement dans des pays tiers ?

1765 Le kibboutz de Nir Oz refuse de participer aux cérémonies nationales

Les survivants du kibboutz de Nir Oz, le plus touché durant l'attaque du 7 octobre avec un quart de sa population blessée, enlevée ou tuée, ont refusé de participer à la cérémonie nationale en hommage aux victimes.

Les habitants de ce kibboutz sont pacifistes. Ils s'interrogent sur la complicité du gouvernement Netanyahou dans l'attaque de la Résistance palestinienne et ont la certitude que la plupart de leurs morts ont été liquidés, non pas par les assaillants, mais par les FDI en application de la « directive Hannibal ».

Les kibboutz Kfar Aza, Be'eri et Nirim se sont joints à la communauté de Nir Oz.

1766 Situation humanitaire à Gaza

289 travailleurs humanitaires et 885 agents de santé sont morts à Gaza dans l'exercice de leurs fonctions durant les onze mois de guerre.

Selon les données de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 990 000 cas d'infections respiratoires aiguës, 574 000 cas de diarrhée aqueuse aiguë, 107 000 cas de syndrome de jaunisse et 12 000 cas de diarrhée sanglante ont été enregistrés depuis le 7 octobre 2023.

Un cas de polio a été détecté, le 19 août, chez un bébé de dix mois originaire de Deir al-Balah, alors que l'ONU alerte depuis plusieurs semaines sur la nécessité de réaliser une importante campagne de vaccination pour les 640 000 enfants de l'enclave.

Depuis le 27 janvier, un certain nombre de pays membres de l'Union européenne mais aussi le Japon et le Royaume-Uni ont levé les suspensions de financement prises à la suite des allégations israéliennes contre des employés de l'UNRWA, accusés d'avoir pris part à l'attaque du 7 octobre. Les États-Unis ont quant à eux inscrit la suspension des financements dans un texte de loi en mars, pour la prolonger jusqu'en 2025.

1767 Le *WSJ* accuse le Hezbollah de ne plus contrôler son réseau de communication filaire

Selon le *Wall Street Journal*, l'assassinat de Fouad Chokor, alias « Hajj Mohsen », un dirigeant militaire du Hezbollah, le 31 juillet à Beyrouth, révélerait une faille dans le système de sécurité du réseau de résistance. Son système téléphonique filaire aurait été piraté.

Le Hezbollah a vivement critiqué cet article, selon lui fondé sur des rumeurs et non pas une enquête, comportant de nombreuses erreurs factuelles.

1768 Le Hezbollah révèle sa ville souterraine

Le [Hezbollah](#) a diffusé une vidéo de 4 minutes et 36 secondes montrant sa ville souterraine, Imad 4. On peut y voir des missiles de longue portée bien rangés, des rampes de missiles, des camions gigantesques qui transportent ces cargaisons et des motards qui circulent dans un dédale de tunnels taillés dans le roc, éclairés et bien asphaltés. Son slogan est désormais « Nos montagnes sont nos entrepôts ».

Une voix déclare : « La Résistance au Liban, qui possède aujourd'hui des armes, des équipements, des membres, des cadres, des compétences, des capacités, ainsi que de l'expertise et de l'expérience emplie de foi, de détermination, de courage et de volonté. Elle est plus forte que jamais depuis sa création. Elle connaît les cibles israéliennes et leurs coordonnées. Ses missiles sont placés, déployés et dirigés sur ces cibles dans le plus grand secret. La Résistance possède maintenant des missiles de précision et d'autres non guidés ainsi que des capacités d'armement de sorte que si 'Israël' impose une guerre au Liban, il devra faire face à un destin et à une réalité auxquels il ne s'est jamais préparé. Une guerre avec nous s'étendra à travers toute la Palestine de la frontière libanaise à la frontière jordanienne jusqu'à la mer Rouge, de Kiryat Shmona vers Eilat ».

1769 Déjà plus de 110 000 déplacés au Liban

Selon l'Organisation internationale pour les migrations, une agence de l'ONU citée par *L'Orient-Le Jour*, depuis les événements du 7 octobre en Israël et les escarmouches qui opposent les FDI au Hezbollah, 110 099 Libanais ont été contraints de quitter le Sud du pays et de se réfugier plus au Nord. Les besoins financiers s'élèveraient à 110 millions de dollars.

1770 Trois Casques bleus blessés par les FDI

Le 18 août, trois Casques bleus ont été légèrement blessés par une frappe israélienne dans les environs de Yarine. Les soldats onusiens circulaient à proximité dans un véhicule « clairement identifié », a indiqué la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul).

Voltaire, actualité internationale est publié en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

1771 Le Hezbollah remet en cause le pouvoir disproportionné de la minorité chrétienne au Liban

Al-Akhbar, quotidien proche du Hezbollah, milite pour un passage du système confessionnel actuel (un tiers chrétien, un tiers sunnite, un tiers chiite) à un système civil (un homme, une voix). Il vient d'avancer que les chrétiens ne forment plus que 15,7 % de la population libanaise, soulevant un tollé chez les chrétiens.

1772 Le PKK renonce à tenir des élections municipales

Les élections municipales annoncées en mai au « Rojava » (territoire syrien occupé par les États-Unis et administré par leurs mercenaires kurdes), avaient été repoussées en juin puis en août. Elles ne devraient en définitive pas avoir

lieu. Ce serait le seul point d'accord entre les États-Unis, la Turquie et la Syrie.

1773 Le Pentagone teste ses armes antiaériennes en Syrie

Les forces d'occupation des États-Unis en Syrie ont testé de nouvelles défenses antiaériennes. Il s'agirait de la préparation d'une guerre contre l'Iran.

1774 Un ancien conseiller du prince Nayef accuse MBS

Le général Saad bin Khalid Al Jabri, ancien ministre saoudien et ancien conseiller de l'ancien prince héritier Muhammad bin Nayef, a déclaré à la BBC que le prince Mohammed ben Salmane (« MBS ») avait imité la signature du roi pour signer le décret d'entrée en guerre au Yémen, en 2015.

1775 Ankara dément les accusations d'Israël contre Ismaïl Haniyeh

La Türkiye a confirmé la réception des trois fils d'Ismaïl Haniyeh par le président Recep Tayyip Erdoğan. Elle a par contre démenti l'allégation mensongère d'Israel Katz, ministre israélien des Affaires étrangères, selon qui les trois fils d'Ismaïl Haniyeh lui auraient réclamé 3 milliards de dollars déposés au nom du défunt à la Banque centrale turque.

1776 Le Parti de la patrie turc révèle les négociations entre Ankara et Damas

Selon le Parti de la patrie de Sadetine Tantan, une petite formation de droite sans représentation parlementaire, mais fort bien informée, la Türkiye et la Syrie serait sur le point de conclure un arrangement.

Ankara interdirait les activités de l'opposition syrienne (les Frères musulmans) sur son sol ; il restituerait les postes frontières du Nord-Ouest à Damas ; il ferait pression sur Washington pour qu'il se retire de Syrie.

Damas réintégrerait 2 millions d'expatriés en garantissant leur sécurité ; il intégrerait dans son gouvernement des ministres d'opposition n'ayant pas frayed avec l'OTAN ; enfin il neutraliserait les mercenaires kurdes du PKK.

1777 La Force Al-Qods prête à assassiner des dirigeants israéliens

Selon le quotidien koweïtien *Al-Jarida*, le général Ismail Qaani, commandant de la force Al-Qods des Gardiens de la Révolution, a soumis au Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, une liste de 128 personnalités israéliennes qu'il est en mesure d'éliminer en réplique à l'assassinat d'Ismaïl Haniyeh à Téhéran.

Le Guide aurait répondu que liquider Benyamin Netanyahu rendrait le monde meilleur. On ignore si celui-ci figure sur cette liste, mais on sait que le Hezbollah surveille sa maison et que plusieurs ministres figurent sur la liste, dont Itamar Ben Gvir et Bezalel Smotrich.

1778 Révolution colorée au Bangladesh

La Cour suprême bengalaise a restauré le système des quotas dans la fonction publique, en juin. Ceux-ci sont réservés aux vétérans de la guerre d'indépendance et à leurs descendants, ce qui favorise les membres de la Ligue Awami au pouvoir. Les jeunes diplômés se retrouvent sans perspective d'emploi. Une grève est organisée par les syndicats étudiants. Elle est interrompue durant les fêtes musulmanes (Aïd). Le 10 juillet, une marche de protestation se heurte aux miliciens de la Ligue Awami. Le 19 juillet, les manifestants attaquent un centre de détention, libèrent les prisonniers et l'incendient. Les émeutes qui suivent font plus d'une centaine de morts. Le 4 août, de nouvelles émeutes font 97 morts supplémentaires. La conseillère principale (Première ministre), Sheikh Hassina, démissionne après 650 morts en deux mois et s'enfuit en Inde avec un hélicoptère militaire.

Le 6 août, Mohammad Shahabuddin, président de la République, dissout le Parlement et nomme Muhammad Yunus conseiller principal intérimaire (Premier ministre) du Bangladesh

pour diriger le gouvernement après des discussions avec l'armée et le mouvement.

L'économiste Muhammad Yunus (prix Nobel de la Paix 2006 pour sa pratique des micro-crédits) était entré en conflit avec Sheikh Hasina qui contestait l'action de sa banque de micro-crédits. Il avait alors été défendu par l'ancien président de la Banque mondiale et membre du comité directeur du groupe Bilderberg, James Wolfensohn. En outre, Yunus est un ami personnel des Clinton et un donateur majeur de la Clinton Global Initiative (CGI).

Muhammad Yunus s'est auto-attribué 25 ministères. Il a déclaré lors de sa première conférence de presse : « J'ai pris les rênes d'un pays qui, à bien des égards, était un véritable gâchis. Dans ses efforts pour rester au pouvoir, la dictature (sic) de Sheikh Hasina a détruit toutes les institutions du pays. Le système judiciaire a été brisé. Les droits démocratiques ont été supprimés par une répression brutale qui a duré dix ans et demi ».

Nous avons informé nos lecteurs, après les élections bengalaises de janvier, qu'un diplomate étranger avait mis en garde Sheikh Hasina : si elle n'acceptait pas de céder une partie du territoire bengali et de créer un État chrétien à cheval sur le Myanmar et d'installer une base militaire étrangère l'île Saint-Marnel, elle serait renversée (cf. 0321).

Le 24 mai, c'est-à-dire deux semaines avant le début du mouvement, la Sheikh Hasina avait rassemblé les dirigeants des 14 partis politiques de sa coalition pour les avertir de ce complot. En vain.

1779 Coup de théâtre en Thaïlande

Le magnat de l'immobilier, Srettha Thavasin (parti Pheu Thai), qui avait trahi son allié Pita Limjaroenrat (Aller de l'avant) pour se faire nommer Premier ministre à sa place et conclure un accord avec son ennemi Thaksin Shinawa (« chemise jaune »), a été démis de ses fonctions par la Cour constitutionnelle. Il avait pris pour

ministre une personne déjà condamnée pénalement.

Paethongtarn Shinawatra (également Pheu Thai) lui a succédé, le 18 août. À 37 ans, elle est le quatrième membre de famille Shinawatra à exercer ces fonctions. Les Shinawatra, réformateurs et libéraux, sont traditionnellement qualifiés de populistes car opposés à l'establishment de l'armée et de la monarchie.

1780 Fumio Kishida renonce à se représenter

Fumio Kishida, Premier ministre japonais, a annoncé le 14 août qu'il ne se représenterait pas à la tête de son parti (PLD) en septembre, ouvrant la voie à sa succession à la tête du gouvernement. C'est la conclusion du scandale des pots-de-vin d'une valeur d'un demi-milliard de dollars versé en cinq ans par l'Église l'Unification à une centaine de députés de son parti.

Fumio Kishida, qui est un partisan de l'impérialisme japonais d'avant la Seconde Guerre mondiale, est solidaire du système mis en place par ses prédécesseurs.

1781 Beijing prévoit le réchauffement du plateau du Tibet

L'administration météorologique chinoise a déjà averti que la superficie totale des glaciers sur le plateau du Tibet pourrait chuter de 40 % d'ici à 2050, augmentant ainsi le risque de tempêtes et d'inondations dans les zones en aval.

1782 La Russie et la Chine s'accordent sur une vision commune du Droit international

Les Premiers ministres russe et chinois, Mikhail Mishustin et Li Qiang, se sont rencontrés lors de la 29e réunion ordinaire intergouvernementale.

Selon le communiqué final, les relations entre les deux pays sont fondées sur « la non-

confrontation » (c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas d'une alliance militaire contre des ennemis communs). « Les deux parties défendront fermement leurs droits et intérêts légitimes et s'opposeront à toute tentative visant à entraver le développement normal des relations bilatérales, à s'immiscer dans les affaires intérieures des deux pays et à restreindre l'espace économique, technologique et international des deux pays » (c'est-à-dire que les deux parties ont conscience de l'animosité des Occidentaux à leur égard et du fait qu'ils tentent de les diviser pour les coloniser l'un après l'autre). Les deux parties approuvent la politique d'unité de la Chine à la fin de la guerre civile autant que les exigences de la sécurité territoriale russe.

Enfin les deux parties ont la même lecture du droit international et de la Charte des Nations unies, incluant l'illégalité des mesures coercitives unilatérales (dites abusivement "sanctions"). Ils ont « souligné que certains pays, s'accrochant à l'hégémonisme et au néocolonialisme, tentent d'utiliser l'ordre dit "fondé sur des règles" pour maintenir leurs propres privilèges, empiéter sur la souveraineté d'autres nations, s'immiscer dans leurs affaires intérieures, étouffer leur croissance économique et leur développement technologique, et entraver la montée collective des marchés émergents et des pays en développement ».

OCÉANIE

1783 Fermeture de la mine de Koniambo en Nouvelle Calédonie

L'usine de la mine de nickel du Koniambo a fermé. Elle est propriété à 51 % de la province Nord de Nouvelle-Calédonie et cherche un repreneur après le départ de Glencore, qui était actionnaire à 49 %. La mine est devenue déficitaire compte tenu de la concurrence globale. Elle assurait un quart des emplois sur l'île.

Les Indépendantistes réfléchissent désormais à assurer l'autosuffisance de l'île alors que la rupture avec la France semble irréparable.

1784 Accord de défense indonésio-australien

L'Australie et l'Indonésie ont signé un accord de coopération de défense. Cependant, en visite à Canberra, le président indonésien et ancien commandant des forces spéciales, le général Prabowo Subianto, a précisé : « Par tradition, notre peuple ne veut pas que nous soyons impliqués dans des alliances géopolitiques ou militaires. J'ai annoncé à maintes reprises que nous voulions entretenir les meilleures relations avec toutes les grandes puissances, mais surtout avec nos voisins ».

1785 Les armées australiennes créent un Commandement Cyber

Le 9 août, les armées australiennes se sont dotées d'un Commandement Cyber, selon les instructions du Pentagone.

Washington entend utiliser un peu plus l'Australie pour endiguer la Chine.

ANTARCTIQUE

1786 L'alliance AUKUS tente d'imposer sa domination sur l'Antarctique

Sous le titre « Un carrefour pour un nouvel espoir » (*Scientence antarctique : Crossroads for a new hope*), 1 400 scientifiques ont débuté en Argentine une conférence internationale sur l'Antarctique. Les débats sont dominés par la volonté de l'alliance AUKUS (Australie-Royaume-Uni-États-Unis) d'imposer leur domination sur le continent blanc. Washington y dispose déjà, en violation de sa signature du Traité sur l'Antarctique, d'une base militaire opérationnelle.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

1787 Le Conseil de sécurité et la Libye

S'exprimant, le 20 août, devant le Conseil de sécurité, Stephanie Koury, responsable de la

Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), a qualifié la situation dans ce pays « d'intenable ». Selon elle, tout mouvement de groupe armé suscite une mobilisation et on assiste à des tentatives de destitution du gouverneur de la Banque centrale et du gouvernement internationalement reconnu.

Aucune solution ne peut et ne doit être imposée de l'extérieur, a déclaré le représentant russe. Il a espéré que « l'abîme de défiance entre les Libyens depuis l'agression de l'OTAN » pourra être surmontée et l'unité restaurée. Il a plaidé pour un retrait graduel de toutes les forces étrangères du pays, « sans exception », avant de dénoncer le gel des avoirs libyens. Ce sont les pays occidentaux qui ont détruit la Libye, a-t-il tranché, en dénonçant le vol, par des banquiers occidentaux, de 2 milliards d'euros appartenant à la population libyenne.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#),

Secrétaire de rédaction : [Serge Marchand](#),

42 numéros par an.

SMS : 07 81 90 06 71

Abonnement annuel : [500 euros](#)

Vente au numéro : 15 euros

Gestion de votre abonnement sur notre [portail abonnés](#)

Voltaire

Actualité internationale

N°97 - 30 août 2024

ÉDITORIAL

1788 La nouvelle politique étrangère iranienne

Abbas Araghchi, ancien négociateur de l'accord sur le nucléaire (JCPOA) et nouveau ministre iranien des Affaires étrangères, a présenté les orientations internationales du gouvernement du président Massoud Pezeshkian à la télévision publique. L'Iran poursuivra son soutien à l'« Axe de la résistance » (c'est-à-dire à tous les groupes chiites pro-iraniens au Moyen-Orient) et à la Syrie. Il continuera ses partenariats avec la Chine et la Russie. Cependant, il se montrera plus ouvert aux compromis avec toutes les puissances qui le désireront, particulièrement avec l'UE, qui pourrait redevenir une priorité sous réserve d'un abandon de ses mesures coercitives unilatérales (abusivement qualifiées de « sanctions » par la propagande atlantique).

Il a notamment déclaré : « Notre politique étrangère sera globale, active et influente. Nous avons défini trois missions pour notre politique étrangère. La première est de garantir nos intérêts nationaux. La deuxième est de renforcer notre force nationale et notre sécurité. La troisième est d'élever notre dignité nationale et la position de la République islamique d'Iran parmi les nations du monde (...) Nous ne cherchons pas à résoudre l'animosité et les tensions avec les États-Unis, étant donné que la plus grande partie de cette animosité et de ces tensions sont fondées sur des différences fondamentales dans nos perspectives. Fondamentalement, il ne sert à rien d'essayer de le faire. Nous devons gérer cette animosité et ces tensions. Les Iraniens n'ont pas besoin de payer le moindre prix pour cette animosité. Notre politique étrangère devrait s'efforcer de réduire le prix que nous payons pour cette animosité. Notre position concernant la résistance ne changera pas. Elle fait partie de nos idéaux et elle découle de notre croyance et de notre doctrine. Notre soutien à tous les groupes et à tous les pays de l'Axe de la Résistance constitue un principe inébranlable, et nous poursuivrons certainement ces politiques fondamentales ».

L'ayatollah Khamenei a commenté cette interview en disant qu'il n'y a aucun mal à discuter avec l'ennemi, mais qu'il ne faut jamais lui faire confiance.

Le nouveau gouvernement a été investi sans difficultés par le Majlis (parlement) dans une ambiance de compromis et de recherche du consensus.

👉 Abbas Araghchi est un ancien Gardien de la Révolution. Très loyal au Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, il lui rendait compte des étapes des négociations internationales par l'intermédiaire d'Ali Akbar Velayati, au risque de provoquer des conflits avec son supérieur, Saïd Jalili. (...)

(...) Sociologiquement, il est très représentatif de la bourgeoisie pro-occidentale. Sa famille possède une importante société d'exportation de tapis. Il avait inclus dans l'accord JPCoA la libéralisation des ventes de tapis persans dont sa famille a largement profité.

AMÉRIQUES

1789 Robert F. Kennedy Jr. et Tulsi Gabbard rejoignent la campagne de Donald Trump

Robert F. Kennedy Jr. a annoncé, le 23 août, qu'il renonçait à se présenter à l'élection présidentielle états-unienne. Sachant que, d'après les études d'opinion, il n'était plus crédité que de 4 % d'intentions de vote et pouvait espérer surtout des voix au détriment du Parti démocrate (Kamala Harris), il a apporté son soutien à Donald Trump. Celui-ci a promis que, s'il était élu, il publierait tous les dossiers gouvernementaux restants concernant aussi bien l'assassinat du président John F. Kennedy, l'oncle de M. Kennedy, que les attentats du 11 septembre 2001.

La candidature de Robert F. Kennedy Jr. avait été encouragée par Steve Bannon, le stratège de Donald Trump.

En annonçant son retrait, M. Kennedy a déclaré que le Parti démocrate est « le parti de la guerre, de la censure, de la corruption, de Big Pharma, Big Tech, Big Ag [Agriculture industrielle] et Big Money ». Il a dénoncé les entraves mises à sa candidature par les Démocrates ainsi que la désignation de Kamala Harris sans primaire.

S'adressant aux journalistes, il a prétendu que son épouse, traditionnellement démocrate, avait eu beaucoup de mal à accepter sa décision, mais finalement, par amour, la soutenait.

L'ancienne représentante Tulsi Gabbard (Hawaï) et ancienne candidate aux primaires du Parti démocrate a également apporté son soutien à Donald Trump.

Rappelons que Donald Trump, qui est le candidat du Parti républicain, n'est pas un républicain, mais un jacksonien.

1790 Le Parti démocrate et Israël

Les organisateurs du Congrès du Parti démocrate ont donné la parole à une famille d'otages israéliens du Hamas. Ils ont, par contre, refusé de faire monter à la tribune un orateur pro-palestinien. Simultanément, l'époux juif de Kamala Harris, Douglas Emhoff (avocat de Hollywood) a rencontré une association juive pour assurer la communauté juive états-unienne que sa femme est profondément pro-israélienne, indépendamment de qui est au pouvoir à Tel-Aviv.

Par ailleurs, le Parti a prévu de dépenser 4 millions de dollars pour convaincre les hommes noirs du Wisconsin de voter Harris. Selon les sondages, ils seraient 81 % à se dire prêts à le faire, alors que traditionnellement ils sont plus de 90 %. Le Wisconsin est un État clé dans cette élection : traditionnellement démocrate, il avait été gagné par Donald Trump, en 2016.

1791 Bilan économique du ticket Biden-Harris

Les salaires ont augmenté de près de 10 % à l'échelle fédérale depuis mars 2021, tandis que les prix à la consommation ont grimpé de 17,5 %. La baisse du pouvoir d'achat des ménages était d'environ 25 % depuis le début du mandat Biden-Harris.

Selon le département du Travail, l'administration Biden a créé, en 2023, 818 000 emplois de moins que prévus initialement.

Aucun des problèmes liés à l'immigration massive illégale n'a été résolu. Ce dossier était de la compétence directe de la vice-présidente Kamala Harris. Celle-ci viendrait d'abandonner son opposition à la construction d'un mur à la frontière mexicaine, selon certains médias.

1792 Kamala Harris et les médias

Le Parti démocrate presse sa candidate, la vice-présidente Kamala Harris, de ne pas accorder d'interviews et de ne pas donner de conférences de presse. Selon ses conseillers, toute prise de parole de sa part risquerait de lui faire perdre des voix. Depuis le début de sa campagne, il y a cinq semaines, elle s'est contentée de déclarations enflammées de bonnes intentions et a écarté tout point concret. En 37 jours, elle n'a répondu qu'à 15 questions posées par des journalistes. Sa première interview, avec son colistier, le gouverneur du Minnesota Tim Walz, sera diffusée en différé, le 29 août, par CNN.

L'équipe de campagne de Donald Trump a diffusé une liste de 10 questions qui devraient, selon elle, être posées à Mme Harris. Il s'agit principalement de sa position sur le New Deal vert, de sa dissimulation du déclin cognitif du président Biden, de son bilan dans la lutte contre l'immigration clandestine et de sa position actuelle sur ses engagements ultra-libéraux passés.

De son côté, Donald Trump, qui évite les médias démocrates (c'est-à-dire presque tous les médias fédéraux) multiplie les meetings et les interviews aux podcasters régionaux.

1793 Facebook censure les publicités pour le film *Reagan*

Facebook censure tous les extraits et publicités du film biographique *Reagan*, qui devrait sortir en salle aux États-Unis, le 30 août. Le réseau social de Mark Zuckerberg craint que cette production n'encourage les électeurs à voter républicain.

1794 Enquête sur la tentative d'assassinat de Donald Trump

Le FBI a publié, le 28 août, de nouvelles informations sur la tentative d'assassinat dont l'ancien président Donald Trump a été victime, le 13 juillet. L'Agence a surtout démenti plusieurs informations diffusées dans la presse.

Elle n'est toujours pas parvenue à établir le mobile du tireur, Matthew Crooks (20 ans).

« Vous ne pouvez pas nous dire quel était son mobile, mais vous pouvez nous dire qu'il a agi seul ? Vous ne pouvez pas accéder à ses comptes cryptés à l'étranger, mais vous pouvez nous dire qu'il a agi seul ? Je n'y crois donc pas encore », a commenté le représentant Mike Waltz (Républicain, Floride).

Le représentant Clay Higgins (Républicain, Louisiane) a publié son propre rapport. Selon lui, « le FBI a libéré tous les premiers intervenants [Policiers et Ambulanciers] ce soir-là [juste après l'attentat], à la grande surprise de tous ». En outre, « le FBI a nettoyé des traces biologiques sur la scène du crime, ce qui est du jamais vu. Les policiers ne font jamais ça ». Le corps du tireur a été autopsié par le coroner du comté de Butler, puis rendu à sa famille qui l'a incinéré.

Deux enquêtes officielles du Congrès sont en cours, l'une menée par un groupe de travail bipartisan de la Chambre des représentants et l'autre par la commission sénatoriale de la Sécurité intérieure et des Affaires gouvernementales. Un troisième groupe, composé de républicains de la Chambre des représentants, dirigé par les représentants Cory Mills (Floride) et Eli Crane (Arizona), mène une enquête non officielle.

1795 La CIA se félicite de l'offensive ukrainienne contre la Russie

David Cohen, directeur adjoint de la CIA, a déclaré le 28 août, lors du sommet sur le Renseignement et la Sécurité nationale qui s'est tenu dans le Maryland, que l'offensive ukrainienne de Koursk « a le potentiel de changer la dynamique » de la guerre, au moins « un peu à l'avenir (...) Nous pouvons être certains que Poutine lancera une contre-offensive pour tenter de reconquérir ce territoire. Nous nous attendons à ce que ce soit une lutte difficile pour les Russes ».

1796 Le Nicaragua impose les Églises

Le Nicaragua a dissous 1 500 associations religieuses. Cette mesure contraint les Églises à continuer leurs activités sous un autre statut où elles seront soumises à un impôt de 30 % sur leur chiffre d'affaires.

Analyse du Réseau Voltaire

« [Les mensonges de la presse sur l'élection présidentielle vénézuélienne](#) », par Thierry Meyssan

L'élection présidentielle au Venezuela a été une occasion de plus pour les Occidentaux de déstabiliser ce pays. La presse internationale a présenté consciemment une version totalement fautive des événements afin de discréditer le président Nicolás Maduro et de soutenir son principal challenger, Edmundo González.

1797 Diosdado Cabello, ministre de l'Intérieur du Venezuela

Le président Nicolás Maduro a procédé à un remaniement ministériel. Il a notamment désigné Diosdado Cabello comme ministre de l'Intérieur.

☞ Diosdado Cabello, homme fort du parti chaviste, avait été pressenti pour succéder à Hugo Chávez à la place de Nicolás Maduro.

EUROPE

1798 Le Royaume-Uni propose un traité à l'Allemagne

Le nouveau Premier ministre travailliste britannique, Keir Starmer, avance dans ses projets de « réinitialisation » des relations avec l'Union européenne à la suite du Brexit. Il a annoncé, le 28 août, son intention de négocier avec l'Allemagne un traité bilatéral destiné à approfondir les liens commerciaux, de défense et autres entre les deux puissances européennes. Il s'agirait d'une extension des traités déjà signés avec la France. Le chancelier Olaf Scholz a

répondu qu'il fallait saisir la main tendue et annoncé qu'il ajouterait un accord sur l'immigration.

1799 L'interpellation de Pavel Dourov

Paul du Rove, PDG de Telegram, a été interpellé en France. Il est auditionné pour non-coopération avec les autorités judiciaires et complicité avec des groupes criminels.

Dans un premier temps, la presse indiquait que l'Office des mineurs, responsable de la lutte contre la pédophilie, avait procédé à l'interpellation en raison de sa non-coopération pour démasquer un réseau pédophile sur sa plateforme internet. Cette branche de la police est dirigée par une commissaire très politique, Gabrielle Hazan, qui fut conseillère du ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin.

Mais, dans un second temps, le procureur de la République de Paris, Laure Béccuau, indiquait qu'une information judiciaire avait été ouverte le 8 juillet à la suite d'une enquête diligentée par l'office de lutte contre la cybercriminalité. Elle publiait une longue liste de chefs d'inculpation possibles qui pourraient tous s'appliquer à n'importe quel réseau social crypté ou au service postal.

Le président de la République, Emmanuel Macron, a publié un tweet, rédigé à la hâte, assurant que « la France est attachée à la liberté d'expression ». Le texte évoque « l'arrestation » de Paul du Rove, ce qui est inexact. Il a été uniquement « interpellé » et placé en garde à vue (laquelle a duré 4 jours puisqu'il était soupçonné d'avoir commis des infractions en « bande organisée »).

Paul du Rove est né en Russie sous le nom de Pavel Dourov. En 2006, il crée le réseau social VKontakte et, en 2018, le réseau crypté Telegram. Ce libertarien entre en conflit avec le FSB lorsque, en 2011, il refuse de bloquer le compte « Contre la Russie unie ». En 2013-2014, il refuse de transmettre à la justice les données du compte d'Alexei Navalny sur VKontakte. Fasciné par l'Occident, il déclare

alors que la Russie est un État arriéré, prend la nationalité de Saint-Christophe-et-Niévès (Antilles), puis celle des Émirats arabes unis. Il quitte son pays natal, tente de s'installer aux États-Unis et finalement se fixe à Dubaï. Sa fortune est estimée par *Forbes* à 35 milliards de dollars.

En 2018, Roskomnadzor (service fédéral russe de supervision des communications, des technologies de l'information et des médias de masse) a tenté d'interdire Telegram, mais n'y est que partiellement parvenu.

En 2021, Pavel Dourov obtient la nationalité française à titre « émérite », sous le nom de Paul du Rove. Il n'y a eu aucune modification de ses activités depuis, c'est-à-dire que la France le trouvait bon citoyen lorsqu'il se heurtait à la Russie et mauvais aujourd'hui où il a étendu ses activités à tout l'Occident.

En octobre 2022, Telegram a été condamné à 5 millions d'euros d'amende en Allemagne pour avoir permis le transit d'informations entre criminels.

En avril 2023, le Brésil a interdit Telegram sous prétexte que ce réseau était utilisé par des écoliers pour harceler leurs camarades.

En mars 2024, Roskomnadzor a conclu un accord avec Telegram qui a supprimé 256 000 messages illégaux.

Il a été arrêté à l'aéroport du Bourget, à la descente de son avion privé, en provenance d'Azerbaïdjan. La presse internationale masque qu'il avait rencontré le 18 ou le 19 août le président russe, Vladimir Poutine, à Bakou. Il lui avait demandé s'il pouvait rentrer sans encombre en Russie, dont il est désormais nostalgique. Les deux hommes s'étaient réconciliés.

Les services consulaires de la Russie et des Émirats arabes unis à Paris ont demandé à rencontrer leur ressortissant pendant sa garde à vue.

Les services secrets occidentaux s'en prennent souvent aux transfuges qui font marche arrière. La vie de Pavel Dourov est donc aujourd'hui en danger comme hier celle de Boris Berezovsky, retrouvé suicidé à Ascot en 2013, ou celle de Rafic Hariri, assassiné à Beyrouth en 2015.

La question de l'accès des forces de police aux messages cryptés a déjà été réglée par la Convention postale universelle (1964) : la Poste n'est en aucun cas responsable du contenu des échanges. Elle s'engage à ne pas transporter de stupéfiant ou de matériel pédopornographique, mais ne peut pas en principe savoir ce que contiennent des plis fermés. L'interpellation de Pavel Dourov constitue donc une atteinte flagrante aux principes de la liberté d'expression et de la liberté du commerce.

1800 Les Pays-Bas condamnent Uber pour transmission illégale des données personnelles de ses chauffeurs français

L'autorité néerlandaise de protection des données a condamné, le 26 août, la plateforme numérique Uber à une amende de 290 millions d'euros pour transfert illégal, au regard du règlement général de protection des données (RGPD), de données de chauffeurs français vers les États-Unis.

Uber a fait appel de cette décision. L'entreprise estime que l'invalidation par la Cour de justice du « *Privacy shield* », en juillet 2020, a plongé l'Union européenne dans un vide juridique et que la décision de l'autorité néerlandaise de protection des données applique la loi actuelle à une période d'incertitude juridique.

1801 Le président Petr Pavel et la guerre en Ukraine

Dans une interview du 21 août, qui nous avait échappé, le président tchèque, le général Petr Pavel (ancien chef d'état major de l'OTAN), tout en déclarant ne pas avoir d'informations sur le sabotage des pipelines *Nord Stream*, en a défendu le principe. « Les pipelines ont toujours été et seront une cible parce qu'ils ont la

capacité d'influencer un conflit dans une direction ou une autre », a-t-il déclaré.

Il se prononce pour donner à l'Ukraine l'autorisation d'utiliser les armes occidentales contre la Russie (ce qui implique un risque de Guerre mondiale).

Il a également dit que le conflit se prolongerait longtemps, jusqu'à ce que les deux parties acceptent de ne pas pouvoir atteindre leurs objectifs. Enfin, il a comparé l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN à celle de l'Allemagne.

1802 Importante participation française au forum Globsec 2024

Le forum Globsec 2024 se tient à Bratislava du 30 août au 1er septembre. Il rassemble des personnalités atlantistes et est financé par la National Endowment for Democracy (NED).

Parmi les invités français, on relève : Benjamin Haddad (député macroniste), Pierre Heilbronn (ancien membre de la Commission pour la libération de la croissance française aux côtés d'Emmanuel Macron, en 2007), Sylvie Kauffmann (éditorialiste du *Monde*), le général Denis Mercier (ancien commandeur suprême pour la Transformation de l'OTAN), Nathalie Loiseau (députée européenne macroniste), Albéric Mongrenier (représentant à Bruxelles le lobby états-unien de l'Énergie) et Luc Rémont (ancien président du Groupement des entreprises de la filière électronique française et actuel directeur d'Électricité de France).

1803 L'approvisionnement énergétique de la Hongrie et de la Slovaquie coupé par l'Ukraine

La Hongrie et la Slovaquie ont porté plainte devant la Commission européenne contre les sanctions ukrainiennes relatives au transit de pétrole brut de la marque Lukoil sur son territoire. Elles affectent leur approvisionnement, légal au regard de la dispense de boycotter le pétrole russe dont elles bénéficient.

La Commission assure que tout va bien car « les autorités ukrainiennes nous ont confirmé que le transit de pétrole brut de la Russie à la Hongrie et la Slovaquie n'était pas affecté, dans la mesure où Lukoil n'est pas le propriétaire de ce pétrole ».

1804 Mesures du Conseil de l'UE contre la Biélorussie

Le Conseil de l'UE a décrété des mesures punitives à l'encontre de responsables biélorusses de la lutte contre la corruption, de la justice et de la communication.

Les mesures coercitives prises par l'UE à l'encontre de la Biélorussie s'appliquent désormais à 261 personnes et 37 entités. Il s'agit de gel des avoirs dont elles peuvent disposer dans l'UE, de l'interdiction de mettre des fonds à leur disposition, d'une interdiction d'entrer sur le territoire de l'UE ou de transiter par celui-ci.

1805 Réunion informelle des ministres des AE de l'UE sur la guerre en Ukraine

Les 29 et 30 août, les ministres des Affaires étrangères de l'UE se réuniront de manière informelle (réunion de type « Gymnich », du nom du château où se tint la première rencontre de ce type) à Bruxelles et non pas à Budapest. Le haut-représentant Josep Borrell entend ainsi sanctionner la visite en Russie du président tournant de l'UE, Viktor Orbán. L'objet des discussions sera l'éventuelle autorisation donnée à l'Ukraine d'utiliser les armes mises à sa disposition pour attaquer la Russie.

1806 Les journalistes européens demandent la suspension de l'accord d'association UE-Israël

[60 organisations de journalistes européens](#) ont écrit au Haut représentant de l'Union et aux ministres des Affaires étrangères pour leur demander de suspendre l'accord d'association UE-Israël. Cette demande porte exclusivement sur le sort des journalistes, dont plus d'une centaine ont été tués depuis le 7 octobre 2023, et

non pas sur le nettoyage ethnique en cours à Gaza.

1807 L'Ukraine met en garde la Biélorussie

Le ministère ukrainien des Affaires étrangères a publié, le 25 août, un [communiqué](#) mettant en garde la Biélorussie. Kiev considère les manœuvres de troupes à sa frontière, notamment d'anciens membres du Groupe Wagner, comme une menace à la paix internationale.

1808 L'Ukraine ferme ses frontières

Le président Volodymyr Zelensky a réuni l'ensemble des chefs des services de sécurité et de justice, le 26 août. Ils ont pris diverses mesures pour « lutter contre les traîtres, les collaborateurs et ceux qui justifient l'agression russe ».

En outre, Ihor Klymenko, ministre de l'intérieur, a confirmé le renforcement des contrôles aux frontières pour empêcher toute fuite vers l'étranger, et particulièrement à la frontière de l'État non reconnu de Transnistrie.

La moitié de la population ukrainienne a fui le pays depuis le début de l'intervention russe contre les « nationalistes intégraux ».

1809 Alexandre Soros à Kiev

Alexandre Soros a été reçu au palais présidentiel de Kiev, le 27 août. Il a notamment été reçu par Andriy Yermak, le chef de l'administration présidentielle.

1810 L'Ukraine et la Russie échangent des prisonniers

Durant son offensive en Russie, l'armée ukrainienne aurait fait prisonnier 600 soldats russes. Elle vient d'en échanger 115 grâce aux bons offices des Émirats arabes unis. Sur les réseaux sociaux, le président Volodymyr Zelensky a plaisanté en disant qu'il était « reconnaissant envers chaque unité [ayant fait

des prisonniers russes] car elles réapprovisionnent notre fonds d'échange ».

1811 María Corina Machado possible lauréate du Prix des droits de l'homme Václav-Havel du Conseil de l'Europe

Les finalistes du Prix des droits de l'homme Václav-Havel, décerné par le Conseil de l'Europe, sont :

- L'Azeri Akif Gurbanov, activiste des Droits humains ;
- La Vénézuélienne María Corina Machado (leader pro-USA) ;
- La Géorgienne Babutsa Pataraiia (féministe).

1812 La Russie rejette l'offre de négociation de paix ukrainienne

La Russie a rejeté les offres de négociations de paix ukrainienne. Selon Moscou, celles-ci ne pourront pas se tenir, tant que l'armée ukrainienne sera sur son sol.

AFRIQUE

1813 L'Égypte refuse toute modification des accords de Camp David

La chaîne d'information égyptienne Al Qahera a confirmé que Le Caire s'opposait aux amendements des accords de Camp David exigés par le gouvernement israélien pour signer un accord de paix avec le Hamas.

Tel-Aviv, souhaite contrôler le poste frontière égypto-palestinien de Rafah et la zone frontière égypto-palestinienne dite « Couloir de Philadelphie ».

1814 Le président Abdel Majid Tebboune évoque l'armée algérienne à Gaza

Lors d'un meeting électoral, le président algérien, Abdel Majid Tebboune, a déclaré : « L'armée algérienne est tout à fait prête à entrer Gaza, si les frontières sont ouvertes, pour construire trois hôpitaux en vingt jours et envoyer des centaines de médecins dans le

territoire en plus d'aider à reconstruire ce que les sionistes ont détruit ».

La phrase a été largement critiquée. Le cabinet du président, quant à lui, a souligné qu'il ne parlait pas d'une opération militaire proprement dite, mais d'une action humanitaire de l'armée algérienne.

ASIE

1815 La police israélienne désormais commandée par un kahaniste

Le gouvernement de Benyamin Netanyahou a approuvé la nomination du commissaire Danny Levy comme chef de la police.

Danny Levy avait fait l'objet de centaines de plaintes concernant sa répression brutale des manifestations anti-guerre à Haïfa et de celles anti-gouvernementales devant le domicile du Premier ministre Benyamin Netanyahu à Césarée.

La douzième chaîne de télévision a rapporté que Levy a refusé de dire s'il obéirait à son ami, le ministre de la Sécurité nationale Itamar Ben Gvir ou à la procureure générale Gali Baharav-Miara.

1816 Algarade Ben-Gvir/Gallant

Des mots durs ont été échangés entre Itamar Ben-Gvir, ministre de la Sécurité nationale, et Yoav Gallant, ministre de la Défense, à propos de la passivité de la police face aux exactions de colons de Cisjordanie.

1817 Itamar Ben-Gvir relance la polémique sur la judéité de l'esplanade des mosquées

Itamar Ben-Gvir, ministre de la sécurité nationale, a appelé à la prière juive sur le « mont du temple » (dite « esplanade des mosquées » par les musulmans) et à la construction d'une synagogue à cet endroit.

Les disciples du rabbin Meir Kahane, dont Itamar Ben-Gvir, sont persuadés que c'est sur le mont du temple que fut édifié le temple de Salomon. Cependant, aucun archéologue n'en a trouvé la moindre trace. Ils préconisent donc des fouilles sous les mosquées, construites d'après eux sur les ruines de l'édifice.

Dans un communiqué, le Hamas a appelé les Palestiniens à protester contre la présence juive à la mosquée Al-Aqsa et à « accroître la lutte contre l'occupation de la Cisjordanie ».

Le journal ultra-orthodoxe *Yated Ne'eman*, du parti Degel HaTorah (ashkénaze haredi), a publié un titre en hébreu et en arabe à la une : « L'opinion de tous les dirigeants juifs de la Halakha depuis des générations : il est interdit aux juifs de monter au Mont du Temple et cela n'a pas changé. Le pyromane politique [Itamar Ben-Gvir] brûle la région pour la seconde fois ».

1818 Polémique sur les services de sécurité le 7 octobre

Les FDI et le Shin Bet (contre-espionnage) ont déclaré à la Cour suprême qu'ouvrir une enquête sur le comportement des forces de sécurité le 7 octobre 2023 nuirait gravement à la sécurité nationale.

Le général Gadi Eisenkot, membre de la Knesset et ancien chef d'état-major des FDI, a déclaré que tous les commandants des FDI qui étaient en charge de l'échec du 7 octobre devraient démissionner dès qu'il y aura une interruption de la guerre, sans attendre la démission du Premier ministre Benyamin Netanyahou.

1819 La Haute Cour et les droits de la Croix-Rouge

La Haute Cour d'Israël a rendu une ordonnance par laquelle elle exige que le Gouvernement explique pourquoi il n'a pas levé l'interdiction de visite aux détenus et aux prisonniers palestiniens de la bande de Gaza à la Croix-Rouge et pourquoi l'organisation n'a pas reçu d'information sur les détenus.

1820 Le général Yitzhak Brik dénonce le délitement des FDI

Dans une tribune libre, publiée par *Haaretz*, le général [Yitzhak Brik](#), légende vivante de la guerre du Yom Kippour, écrit : « Les attaques terroristes s'intensifient en Cisjordanie et à l'intérieur du pays, l'armée réserviste vote avec ses pieds à la suite de mobilisations récurrentes de soldats de combat, et l'économie s'effondre. (...) Toutes les voies choisies par les dirigeants politiques et militaires israéliens mènent le pays sur une pente glissante. Un dictateur contrôle le sort du pays, et un troupeau de moutons le suit aveuglément. Netanyahu a décidé de « mourir avec les Philistins » – en l'occurrence, les citoyens israéliens – pour conserver son pouvoir (...) Le pays se désintègre dans nos mains à cause de Netanyahu, Gallant, Halevi, et de leurs pions. Il est encore possible de faire quelque chose avant qu'il ne soit trop tard. ».

1821 Opération conjointe du Hamas et du Jihad islamique

Le Hamas et le Jihad islamique ont revendiqué conjointement l'explosion, le 18 août, d'une bombe à Tel-Aviv. C'est la première opération commune des deux réseaux de la résistance palestinienne depuis l'attaque du 7 octobre 2023.

1822 Préparation de la vaccination de 640 000 gazaouis contre la poliomyélite

Le ministère de la Santé de Ramallah a annoncé qu'il avait achevé la mise en place de son programme de vaccination contre la poliomyélite à Gaza, incluant la création de centres de vaccination et la formation d'équipes médicales pour vacciner les patients.

Le programme a été créé avec l'UNRWA, l'Organisation mondiale de la santé, l'UNICEF et d'autres organismes de santé.

Il devrait être suffisant pour vacciner deux fois à un mois d'intervalle plus de 640 000 enfants et nourrissons à Gaza.

Le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a déclaré que deux semaines de cessez-le-feu, à un mois d'écart, sont nécessaires pour réaliser ce plan.

Voltaire, actualité internationale est publié en quatre langues :

- Allemand
- Anglais
- Espagnol
- Français

1823 Échange de tirs israélo-libanais

Israël a mené, préventivement, une attaque contre les rampes de lancement du Hezbollah, dans la nuit du 24 août. L'état-major de Tsahal assure avoir atteint ses cibles, mais Le Hezbollah déclare, quant à lui, n'avoir enduré que des dégâts minimes.

Le lendemain, 25 août, le Hezbollah a tiré sur 320 cibles israéliennes dont il a publié la liste. Il a principalement visé la base aérienne de Gillo, selon lui, principale base de renseignement espionnant le Liban. Il s'agissait d'une réponse aux assassinats d'Ismail Haniyeh à Téhéran et de Fouad Chokr à Beyrouth.

L'absence de blessés parmi les troupes du Hezbollah et sa capacité à tirer immédiatement des missiles sur la totalité des cibles qu'il a annoncé semblent confirmer l'échec de l'offensive israélienne. Cependant, le fait qu'il n'a pas tiré de missiles guidés de haute précision indique également qu'il ne tenait pas à prendre de risque.

L'état-major de Tsahal assure également n'avoir enduré que des dégâts minimes. Ce qui est également probablement vrai, cependant la censure militaire interdit toute communication à ce sujet.

Selon la presse israélienne, l'état-major aurait été prévenu par le général Charles Brown, président du Comité des chefs d'état-major du Pentagone (avant que celui-ci n'arrive en Israël, que le Hezbollah s'apprêtait à lancer un millier

de roquettes. Il aurait donc décidé cette action préventive.

Selon la presse libanaise, le Hezbollah aurait été informé qu'Israël se préparait à lancer une multitude de raids contre le Liban.

Une vive polémique s'est développée pour savoir si le Hezbollah a touché ou non une cible militaire à 7 kilomètres de Tel-Aviv. Si c'est le cas, l'emploi d'un missile à faible précision de guidage indique que l'objectif n'était pas de détruire quoi que ce soit. Le message était plutôt que, désormais, attaquer la banlieue de Beyrouth expose à une riposte sur la banlieue de Tel-Aviv.

1824 Ouverture d'un point de passage entre la Syrie de Damas et celle contrôlée par Ankara

La Syrie et la Turquie ont ouvert le point de passage d'Abou Az-Andeen entre le territoire gouverné par Damas et le gouvernorat d'Idleb, occupé par les jihadistes et placé sous le contrôle de la Türkiye. Les jihadistes ont tenté de s'y opposer en bombardant le « poste frontière ».

L'ouverture de ce passage anticipe le recouvrement de la gouvernance d'Alep par Damas dans le cadre d'un accord syro-turc.

1825 L'Iraq se confessionnalise

Sur proposition de l'imam chiite Moqtada al-Sadr, le parlement iraquien a adopté, le 22 mai, l'Eid al-Ghadir comme fête nationale. Elle commémore un sermon du prophète Mohamed à Ghadir Khumm (localité entre La Mecque et Médine). Ce sermon est interprété différemment par les érudits musulmans : pour les chiites, Mohamed y reconnaît Ali comme son seul successeur (ce qui implique que les califes sunnites sont illégitimes).

Le 24 juillet, le parlement a reporté une réforme du Code civil qui aurait permis à chaque citoyen de choisir la loi civile, ou sunnite, ou chiite qui s'appliquerait à lui. Il s'agirait d'une abrogation de la laïcité adoptée en 1959 à l'initiative du

général Abdel Karim Kassem, alors Premier ministre.

1826 Négociations Iraq/OTAN

Dans le prolongement de leur partenariat de longue date, l'OTAN et l'Iraq ont entamé, le 27 août, un dialogue politique. Depuis 2018, en réponse à une demande des autorités irakiennes, la mission OTAN en Irak conseille les forces de sécurité. L'alliance a communiqué : « Nous franchissons une nouvelle étape dans notre coopération pratique fructueuse en lançant un dialogue politique. Tant l'OTAN que l'Iraq ont intérêt à ce que le Moyen-Orient soit stable et sûr ; il est donc tout naturel que nous réfléchissions à la manière dont nous pouvons travailler ensemble sur cette question ».

1827 Chute des revenus saoudiens

Les revenus saoudiens du pétrole sont retombés au niveau le plus bas depuis trois ans. D'ici un an, le prix du pétrole sur le marché international devrait tomber à 70 dollars le baril, contre les 96 prévus pour équilibrer le budget saoudien.

1828 L'Afghanistan réprime le vice

Le régime Taliban a publié un décret sur la propagation de la vertu et la prévention du vice. Il précise les us et coutumes obligatoires, dont celui pour les femmes de sortir voilées et de ne pas parler en public.

1829 Violences au Baloutchistan

Des hommes armés dans le sud-ouest du Pakistan ont tué au moins 38 personnes lors de trois attaques distinctes, le 26 août. L'armée a déclaré avoir tué 21 insurgés, marquant l'une des journées de violence les plus meurtrières dans la province agitée du Baloutchistan.

23 personnes ont été tuées par balles après avoir été extraites d'autobus, de véhicules et de camions à Musakhail. Lors d'une autre attaque, des hommes armés ont tué au moins 9 personnes, dont 4 policiers et 5 passants, dans le district de Qalat.

Erratum

Dans la brève 1778, nous avons mal orthographié l'île bengalaise sur laquelle les États-Unis souhaitent installer une base militaire. Il s'agit de Saint-Martin. La CIA souhaiterait à la fois encourager le terrorisme en Inde et au Myanmar afin de faire pression sur New Delhi pour qu'il s'éloigne de la Russie et sur Naypyidaw pour qu'il devienne plus coopératif.

1830 Les États-Unis se proposent pour jeter de l'huile sur le feu en mer de Chine méridionale

L'amiral Samuel Paparo, commandant de l'IndoPaCom, c'est-à-dire des forces états-uniennes pour la région Indo-Pacifique, a déclaré lors d'une conférence militaire internationale à Manille, le 27 août, que le Pentagone était ouvert aux consultations sur l'accompagnement des navires philippins en mer de Chine méridionale.

Le général Romeo Brawner Jr, chef des forces armées philippines, lui a immédiatement répondu que rien, pour le moment, ne justifie l'activation du Traité de défense liant les Philippines aux États-Unis.

☞ La Constitution philippine interdit à des forces étrangères de se mêler aux forces locales.

Le conflit en mer de Chine méridionale avait été réglé par le président Rodrigo Duterte (dont la fille, Sara, est aujourd'hui vice-présidente). Les derniers accrochages entre les marines philippine et chinoise ont été mis en scène par Washington.

1831 La Chine fête les 120 ans de la naissance de Deng Xiaoping

La Chine a fêté les 120 ans de la naissance de Deng Xiaoping (1904-97). Le président Xi Jinping a célébré la réforme économique qu'il avait entreprise et qui a fait sortir une grande partie des Chinois du sous-développement. Il a

aussi souligné l'engagement de Deng pour l'unité de la Chine avec le retour de Hong Kong et de Macao. Il n'a pas cependant parlé de la tentative de révolution colorée de Zhao Ziyang et du massacre de Tienanmen qui y mit fin.

1832 Rencontres Wang Yi/ Jake Sullivan

Wang Yi, ministre chinois des Affaires étrangères, et Jacob Jake Sullivan, conseiller national états-unien de Sécurité se sont rencontrés.

M. Wang a souligné que pour améliorer les relations entre les deux pays, il convenait :

- que celles-ci soient pilotées par les deux présidents ;
- que les deux pays évitent les affrontements ;
- qu'ils discutent de chaque problème dès qu'il se pose ;
- qu'ils instruisent leurs opinions publiques des préoccupations de leurs interlocuteurs ;
- qu'ils ne jugent pas leur interlocuteur sur la base de leur propre expérience historique, mais de celle de l'autre.

Enfin, il a souligné que les États-Unis ne devaient pas porter atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Chine sous le prétexte de traités bilatéraux, ni soutenir ou tolérer les infractions des Philippines.

Sullivan a déclaré qu'il existait à la fois des différences et une concurrence entre les États-Unis et la Chine, et qu'il y avait de nombreux domaines dans lesquels les deux parties devaient coopérer. Il a noté que les États-Unis sont d'accord pour dire que les deux pays devraient se considérer comme des égaux et que la concurrence devrait être saine et équitable, et a déclaré que Washington n'avait pas l'intention de se couper de la Chine. Il a déclaré que les États-Unis adhèrent à la politique d'une seule Chine et ne soutiennent pas « l'indépendance de Taiwan ». Il a également souligné que les États-Unis continueraient de prendre « les mesures nécessaires » pour empêcher que les technologies avancées des États-Unis ne soient pas utilisées pour saper leur sécurité nationale,

sans limiter indûment le commerce ou l'investissement.

Les deux parties ont examiné les progrès accomplis et les prochaines mesures à prendre en ce qui concerne la mise en œuvre des engagements du Sommet des chefs d'État de Woodside (2023), y compris la lutte contre les stupéfiants, les communications militaires et la sécurité et les risques liés à l'Intelligence artificielle.

1833 La transition énergétique de la Chine

Le Bureau d'information du Conseil d'État chinois a publié en anglais, le 29 août, un [livre blanc intitulé](#) *La transition énergétique de la Chine*.

1834 Les représentants de l'UE interdits d'assister au procès de Yu Wensheng

Les représentants des missions diplomatiques de l'UE accrédités en Chine se sont vus refuser l'accès à la salle d'audience du procès de l'avocat des droits de l'homme Yu Wensheng et de son épouse, Xu Yan. L'UE a immédiatement demandé leur libération.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

1835 L'ONU se prépare à un règlement du conflit syrien

Geir Otto Pedersen, envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU pour la Syrie, a préconisé, le 28 août devant le Conseil de Sécurité, d'explorer une « nouvelle approche » pour un règlement global d'un conflit qui dure depuis plus de 14 ans.

Cela implique notamment un cessez-le-feu à Gaza ainsi qu'un retour au calme au Liban et de part et d'autre de la Ligne bleue [ligne de cessez-le-feu israélo-libanaise], a-t-il fait remarquer.

Si la Chine, qui entend jouer à un rôle constructif pour atténuer les tensions et

maintenir le cap d'une solution politique, a salué les efforts conjoints des Nations Unies et du gouvernement syrien, à travers le mécanisme transfrontalier de passage de l'aide, elle a pointé du doigt, tout comme les A3+ (Algérie, Sierra Leone, Mozambique et Guyana), les sanctions unilatérales et le pillage des ressources syriennes, qui empêchent le relèvement de ce pays.

Un point de vue partagé par la République islamique d'Iran qui a dénoncé la politisation de l'aide humanitaire et l'obstruction au soutien international à la reconstruction de la Syrie, accusant les États-Unis et leurs alliés d'en être à l'origine. Abondant dans le même sens, la Fédération de Russie a jugé impératif de mettre fin à la présence militaire étrangère qui constitue une violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Syrie.

L'occasion pour le représentant de la République arabe syrienne d'accuser les États-Unis, « présents illégalement » sur son territoire sous prétexte de combattre Daech, de mener des opérations de pillage des ressources syriennes et de maintenir le régime des sanctions. La France a toutefois expliqué que les sanctions ne pourront être levées qu'à la condition de progrès tangibles dans un processus politique crédible et inclusif. Si cette condition est remplie, nous pourrions alors envisager de financer la reconstruction, a-t-elle précisé.

1836 La Cour pénale internationale n'a toujours pas inculpé de dirigeants israéliens et palestiniens

Karim Khan, procureur de la Cour pénale internationale, a exhorté celle-ci à émettre sans attendre les mandats d'arrêt qu'il a requis contre les dirigeants israéliens et palestiniens.

Voltaire, actualité internationale
Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France. Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). 42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71. [Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros

Voltaire

Actualité internationale

N°98 - 6 septembre 2024

ÉDITORIAL

1837 Keir Starmer, agent de la Commission trilatérale

L'actuel Premier ministre britannique, Keir Starmer, militait pour le Brexit, conformément aux intérêts de la classe possédante et à la vision de Winston Churchill. Il était le ministre fantôme du Parti travailliste chargé du référendum. À l'insu de Jeremy Corbyn, alors Premier secrétaire du Parti, il a rejoint la Commission trilatérale, créée par David Rockefeller, Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski pour renforcer les liens économiques des États-Unis et de leurs alliés nord-américains, européens et japonais, dans l'esprit de la Charte de l'Atlantique (c'est-à-dire la domination anglo-saxonne du monde). En violation du règlement de la Chambre des Communes, il n'a pas déclaré son appartenance à la Commission trilatérale.

- Le secrétaire d'État US, Antony Blinken, et le conseiller à la sécurité nationale, Jacob "Jake" Sullivan, étaient également membres de cette organisation, ainsi que l'actuelle Première ministre danoise, Mette Frederiksen, et la commissaire européenne danoise à la Concurrence, Margrethe Vestager. Ils ont cessé de participer aux réunions depuis qu'ils assument des fonctions officielles.
- Les membres français sont Jacques Aschenbroich (Valeo), Laurent Bigorgne (directeur de l'Institut Montaigne où le parti macroniste a été créé), Sophie Boissard (Groupe Korian), Stéphane Boujnah (Euronext), Jean-Louis Bourlanges (ancien député européen), Patrick Buffet (ancien PDG d'Eramet), François Bujon de l'Estang (ancien ambassadeur de France à Washington), Patrick Combes (Compagnie Financière Tradition), Yves-Louis Darricarrère (Lazard frères), Thierry Déau (Mérédiam), Marie-Ange Debon, Élisabeth Guigou (présidente de l'Anna Lindh Foundation), Sylvie Kauffmann (éditorialiste du *Monde*), Jean Lemierre, (BNP Paribas), Hervé Mariton (Fédération des entreprises d'outre-mer), Denis Simonneau (EuropaNova) et Jean-Claude Trichet (ancien président de la Banque centrale européenne).

AMÉRIQUES

1838 *The Bibi Files*

Le Festival international du film de Toronto (7 au 17 septembre) projettera un documentaire d'Alex Gibney (lauréat de l'Oscar 2008) et d'Alexis Bloom, *The Bibi Files* (les dossiers de Netanyahou). Il exploite les 1 000 heures d'enregistrements des dépositions vidéo des époux Netanyahou durant leurs procès de 2016 à 2018. Le documentaire ambitionne de révéler ainsi leurs véritables personnalités. Ces images sont censurées en Israël.

1839 Les Démocrates états-uniens condamnent le Hamas

Le président Joe Biden, puis la vice-présidente Kamala Harris et son époux, Doug Emhoff, ont présenté leurs condoléances à la famille Goldberg-Polin, dont le fils israélo-états-unien a été pris en otage puis abattu par le Hamas et qui s'était exprimé à la Convention démocrate.

Antony Blinken, secrétaire d'État, s'est également entretenu avec eux. Tim Walz, gouverneur démocrate du Minnesota et candidat à la vice-présidence des États-Unis, aussi. Il a déclaré : « Le Hamas est une organisation terroriste brutale. Nous condamnons ses atrocités continues tant contre les "Américains" que contre les Israéliens dans les termes les plus énergiques ».

Jacob "Jake" Sullivan, conseiller national de Sécurité, a accordé une audience virtuelle aux familles des otages à Gaza. Il les a assurés que Washington [à la différence de Tel-Aviv (N.D.L.R.)] faisait tout ce qui était en son pouvoir pour obtenir la libération des otages.

Linda Thomas-Greenfield, représentante permanente des États-Unis au Conseil de sécurité, a déclaré : « Le Conseil de sécurité de l'ONU et le monde entier doivent condamner fermement la brutalité du Hamas, imposer les coûts de ses crimes et exiger le retour immédiat de tous les otages à leurs familles ».

Le représentant démocrate Adam Schiff (Californie), intervenant sur CNN a déclaré que les assassins des six otages israéliens sont des « fils de chiennes », ajoutant qu'ils « doivent être pourchassés et traduits en justice, peu importe le temps que cela prendra ».

Adam Schiff, qui est juif, soutient le mouvement de colonisation de la Cisjordanie.

1840 La Cour suprême devrait préciser si les réseaux sociaux sont responsables des conseils automatiques de leurs algorithmes

Selon la Cour d'appel fédérale du 3e circuit des États-Unis, la responsabilité des réseaux sociaux est engagée lorsque leurs algorithmes conseillent leurs clients. Or, si les algorithmes changent selon les marques, ils conseillent toujours tel ou tel contenu.

La Cour suprême pourrait avoir à statuer si TikTok est responsable d'avoir automatiquement promu un contenu qui aurait incité une fillette de 11 ans à pratiquer un jeu qui lui a coûté la vie.

1841 L'administration Biden dénonce l'ingérence médiatique russe

Le département d'État a dénoncé l'ingérence russe dans les affaires intérieures. Selon lui, des proches du président Vladimir Poutine auraient créé une trentaine de faux sites internet imitant de grands médias états-uniens pour diffuser de fausses nouvelles. Elles auraient été reprises par des blogueurs souvent inconscients de ces manipulations.

Merrick Garland, procureur général, a porté des accusations contre deux dirigeants de médias et le département du Trésor a gelé les avoirs de 10 personnes et de deux groupes russes.

Deux anciens employés de RT auraient réalisé plus de 2 000 vidéos recueillant plus de 16 millions de vues sur YouTube, couvrant « l'immigration, l'inflation et d'autres sujets liés

à la politique intérieure et étrangère ». Ils auraient reçu pour cela 10 millions de dollars.

☞ Il n'est pas interdit à des États de financer des médias à l'étranger, mais de manipuler des informations. Or, à ce jour, il n'a pas été montré en quoi ces sites internet et ces vidéos liés à la Russie étaient moins authentiques que ceux des médias états-uniens.

En France aussi, les États-Unis, Israël et la Russie financent des médias numériques sans le dire.

1842 La Maison-Blanche intervient pour faire interdire les logiciels espions dans l'UE

La Maison-Blanche a [fait écrire](#) par le Center for Democracy & Technology (CDT), une coalition d'associations de défense des Droits de l'homme et de journalistes européens, à la Commission européenne pour qu'elle prenne des mesures à l'encontre des logiciels espions.

☞ Il s'agit pour les « Cinq yeux » de conserver leur avance en matière d'interception téléphonique (réseau Échelon) en coupant la concurrence des interceptions directes sur des smartphones.

1843 Le Mexique veut élire ses juges

Andrés Manuel López Obrador, président du Mexique pour un mois encore, fait campagne pour une modification du système judiciaire de son pays. Sachant que les juges sont presque tous corrompus, il préconise de ne plus les nommer, mais de les élire. La Chambre des députés a approuvé aux deux tiers la réforme, le 4 septembre. Le Sénat doit aussi se prononcer aux deux tiers.

1844 La République Dominicaine saisit le Falcon présidentiel vénézuélien

La République dominicaine a saisi le Falcon 900 (d'une valeur de 13 millions de dollars) de la présidence de la République bolivarienne du Venezuela. Il a été envoyé en Floride, le 2

septembre, à la demande de l'administration Biden « sur la base de violations des lois états-uniennes sur le contrôle des exportations et les sanctions ».

Merrick Garland, procureur général des États-Unis, a déclaré que l'avion avait été acheté illégalement pour Nicolás Maduro par l'intermédiaire d'une société écran et sorti clandestinement des États-Unis en 2023. Il l'utilisait depuis, ainsi que ses collaborateurs.

1845 Le parquet vénézuélien émet un mandat d'arrêt contre Edmundo González

Le parquet vénézuélien a émis un mandat d'arrêt à l'encontre de l'ancien candidat à la présidence de la République, Edmundo González Urrutia, pour usurpation de fonctions, fabrication de documents publics, incitation à la désobéissance civile, conspiration, sabotage de systèmes informatiques et association de malfaiteurs. Il lui est reproché d'avoir coorganisé les attaques par des commandos de bâtiments publics les 29 et 30 juillet, la fabrication de faux procès-verbaux de bulletins de vote et l'attaque informatique du site de la Commission nationale électorale (CNE).

Les Occidentaux, qui ont ignoré [ces événements](#), interprètent cette décision comme une manifestation du caractère autoritaire du régime.

1846 Le Brésil interdit le réseau social X

Un des juges de la Cour suprême du Brésil, Alexandre de Moraes, a interdit les activités du réseau X (ex-Twitter) et de la compagnie Starlink, pourvoyeuse d'accès internet, dans le pays. Ces deux sociétés sont la propriété d'Elon Musk qui a fermé ses bureaux dans le pays où il a été condamné à une amende de 3 millions d'euros.

Le magistrat accuse Elon Musk de diffuser en toute connaissance de cause des propos antidémocratiques sur X et via Starlink.

EUROPE

1847 Le Royaume-Uni suspend certaines de ses livraisons d'armes à Israël

Le gouvernement britannique a décidé de suspendre certaines livraisons d'armes à Israël en raison du risque qu'il court de « faciliter une possible violation grave du droit international humanitaire ». Cette suspension ne devrait concerner qu'environ 10 % des armes vendues à Israël par Londres et n'équivaut pas à un embargo, a-t-il été précisé.

- Sir Ephraim Mirvis, Grand rabbin du Commonwealth, [a twitté](#) : « Alors qu'Israël fait face à la menace de l'Iran et de ses mandataires, non seulement pour son propre peuple, mais pour nous tous dans l'Occident démocratique, cette annonce alimente le mensonge selon lequel Israël viole le droit international humanitaire, alors qu'en fait il fait des efforts extraordinaires pour le faire respecter. Malheureusement, cette annonce servira à encourager nos ennemis communs. Elle ne contribuera pas à obtenir la libération des 101 otages restants, ni à contribuer à l'avenir pacifique que nous souhaitons et pour lequel nous prions, pour tous les peuples de la région et au-delà ».

- Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu [a répliqué sur X](#) : « Cette décision honteuse ne changera pas la détermination d'Israël à vaincre le Hamas, une organisation terroriste génocidaire qui a sauvagement assassiné 1 200 personnes le 7 octobre, dont 14 citoyens britanniques ».

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- Allemand
- Anglais
- Espagnol
- Français

1848 Pavel Durov et Xavier Niel

Lors de son interpellation, Pavel Durov, le PDG de Telegram, a choisi de prévenir Xavier Niel, le PDG de Free (Groupe Iliad), et de prendre

Maître David-Olivier Kaminski, ancien administrateur du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), comme avocat.

1849 Emmanuel Macron annule la Conférence des ambassadeurs de France 2024

Le président Emmanuel Macron a décidé de ne pas réunir au Quai d'Orsay la Conférence annuelle des ambassadeurs de France à l'étranger pour cause de Jeux paralympiques. C'était déjà le cas en 2020 et 2021 pour cause de Covid.

👉 Pour rappel, le président Macron a dissous le Corps diplomatique par décret, le 18 avril 2022.

1850 Le général Thierry Burkhard conscient de la fin de la suprématie occidentale

S'exprimant le 28 août devant le Comité Liaison Défense regroupant les Armées et le patronat (Mouvement des entreprises de France - MEDEF), le général Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées, a déclaré : « Il faut se préparer à des temps assez durs, sinon très durs, pour l'Occident (...) On entre résolument dans une nouvelle ère, un Occident qui est contesté (...) et une fragmentation de l'ordre international extrêmement forte (...) Le recours à la force est désinhibé et apparaît comme la manière la plus forte d'imposer sa volonté et de résoudre les différends (...) Ne croyons pas qu'on va revenir au monde d'avant. Ce qui se met en place, on va devoir vivre avec ».

1851 Succès de l'AfD et du BSW en ex-Allemagne de l'Est

L'Alternative pour l'Allemagne (AfD) a obtenu 32,8 % des suffrages exprimés en Thuringe et 30,6 % en Saxe aux dernières élections régionales. Il arrive en première position à Erfurt et en seconde à Dresde, derrière la CDU (31,9 %). Dans ces deux länder, les trois partis de la coalition du chancelier Olaf Scholz ne totalisent pas plus de 13 %. Au contraire,

l'Alliance Sahra Wagenknecht (BSW), qui n'existait pas il y a six mois, a obtenu respectivement 15,8 et 11,8 %.

Ces deux régions n'ont pas connu l'occupation anglo-saxonne.

1852 La Pologne négocie la réécriture de son histoire avec l'Ukraine

La Pologne et l'Ukraine s'apprêteraient à établir un parallèle entre le génocide de Volhynie et l'opération Vistule (cf. 1746). De la sorte, les deux États pourraient repartir à zéro sans avoir à s'interroger sur le rôle actuel des « nationalistes intégraux » (c'est-à-dire des disciples de Dmytro Dontsov et Stepan Bandera).

☞ On parle de génocide de Volhynie pour les massacres d'environ 100 000 civils polonais par des membres de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) pendant la Seconde Guerre mondiale, entre 1942 et 1944.

En 1947, le gouvernement communiste polonais procéda au déplacement forcé de 150 000 Lemkos, une petite ethnie ukrainienne qui avait collaboré avec l'UPA et les nazis. Elle vivait en Galicie occidentale (Pologne) et a été autoritairement fixée en Prusse orientale (à nouveau Pologne) dont la population allemande avait été également déportée. C'était l'opération Vistule. Elle fut très meurtrière.

Dans le premier cas, c'était un nettoyage ethnique, une extermination théorisée par Dmytro Dontsov et mise en œuvre par les Bandéristes. Dans le second, c'est une punition collective, un déplacement de population particulièrement brutal.

1853 La Commission européenne s'inquiète des quelques visas accordés par la Hongrie à des Biélorusses et à des Russes

La Commission européenne enquête sur le régime des visas accordés par la Hongrie aux Biélorusses et aux Russes. Selon elle, la Hongrie

n'aurait pas de bénéfice économique à en attendre, vu qu'elle devrait trouver les mêmes compétences dans l'Union. Bruxelles craint que ces immigrés ne se livrent à de l'espionnage.

Depuis 2020, la Hongrie n'a accordé au total que 14 visas à des Biélorusses ou Russes.

1854 X n'améliorera pas son modèle d'IA avec des données européennes

La Commission irlandaise pour la protection des données (DPC), qui agit au nom de l'Union européenne, a annoncé, le 4 septembre, que le réseau social X s'était définitivement engagé à ne plus exploiter les données de ses utilisateurs européens pour améliorer son modèle d'intelligence artificielle (IA).

1855 Nouveau groupe de gauche au Parlement européen

Bloco de Esquerda (Portugal), La France Insoumise (France), Podemos (Espagne), Razem (Pologne), Enhedslisten De Rød-Grønne (Danemark), Vänsterpartiet (Suède) et Vasemmistoliitto (Finlande) devraient constituer un nouveau groupe au Parlement européen : l'Alliance de la Gauche européenne pour les peuples et la planète.

1856 Le rapport Draghi est prêt

Le très atlantiste banquier Mario Draghi présentera la semaine prochaine son rapport sur l'avenir de la compétitivité de l'UE. Derrière les recommandations techniques, il précisera l'avenir institutionnel de l'Union européenne voulu par les Anglo-Saxons.

1857 L'UE et la formation des soldats ukrainiens

La mission d'assistance militaire de l'Union européenne, EUMAM Ukraine, formera 15 000 soldats de plus d'ici la fin de l'année pour atteindre 75 000 hommes et femmes depuis sa création en novembre 2022.

Leur apprentissage sera plus rapide que par le passé, exclusivement sur le territoire de l'UE ; les centres d'entraînement ukrainiens étant systématiquement bombardés par la Russie.

1858 Vers une augmentation du budget satellitaire de l'UE

Josep Borrell a appelé à augmenter le budget du Centre satellitaire de l'Union européenne (SatCen). Il n'est actuellement que de 30 millions d'euros alors que ses missions n'ont cessé de se développer. Il surveille notamment le champ de bataille ukrainien, mais pourrait aussi observer les migrations ou les pêches illégales.

1859 La Serbie achète des avions militaires français

La Serbie a reçu le président français, Emmanuel Macron. Elle lui a commandé une douzaine d'avions Rafale de Dassault Aviation. La presse internationale souligne l'étrangeté de cette vente alors que la Serbie est le seul État du continent européen (hormis la Biélorussie) à ne pas participer aux mesures occidentales antirusse.

👉 [Selon Haaretz](#), la Serbie est aussi, depuis le 7 octobre 2023, le principal pourvoyeur d'armes de l'État d'Israël hors États-Unis et Royaume-Uni.

1860 Premier F-16 ukrainien perdu

L'état-major ukrainien a communiqué : « Le contact a été perdu avec l'un des avions alors qu'il suivait un objectif. Il s'est avéré que l'avion s'était écrasé et le pilote est mort ». Il s'agissait de l'un des six F-16 donnés par les États-Unis. Il était piloté par Aleksey Mes (alias « lunfish ») qui avait été la figure publique de la campagne ukrainienne en faveur de la cession d'avions de combat à Kiev.

1861 Remaniement ministériel en Ukraine

Dmytro Kuleba, ministre ukrainien des Affaires étrangères, a présenté sa démission, le 4

septembre. Il a été suivi le lendemain par six autres ministres : celui des Industries stratégiques, Oleksandr Kamyshin, celui de la Justice, Denys Malusyuka, celui de la Protection de l'environnement et des ressources naturelles, Rouslan Strelets, de la vice-Première ministre et ministre de l'Intégration européenne et euro-atlantique, Olha Stefanishyna, et de la vice-Première ministre et Ministre de la réintégration des territoires temporairement occupés, Iryna Vereshchuk.

👉 Rappelons que Volodymyr Zelensky n'est plus élu depuis la fin de son mandat, le 21 mai 2024. La constitution prévoit qu'en l'absence d'élections, il devrait être remplacé par le président de la Rada.

1862 Bénéfice record de Gazprom

Le bénéfice net de Gazprom attribué aux actionnaires de la société s'élevait à environ 1 043 milliards de roubles (11,3 milliards de dollars) à la fin du premier semestre de 2024.

1863 La Russie s'ouvre à la région Asie-Pacifique

Dans un message aux 4 200 participants du Forum économique de l'Est (Vladivostok du 3 au 6 septembre), le président russe Vladimir Poutine a déclaré : « Le rôle de la région Asie-Pacifique dans les affaires internationales se développe rapidement. De nouvelles possibilités de coopération productive sont en train d'être créées, y compris dans le cadre de structures multilatérales faisant autorité telles que l'Union économique eurasiennne, l'Organisation de coopération de Shanghai et les BRICS. Je voudrais réaffirmer que la Russie est ouverte à un dialogue avec tous les partenaires intéressés de la région Asie-Pacifique et qu'elle est déterminée à coopérer activement afin de construire un système de relations internationales plus juste et plus démocratique, exempt de diktat, de pression de force et de sanctions et qui est basé sur une véritable égalité ».

1864 La Russie constitue une flotte de méthaniers fantômes

[Selon le Centre for Research on Energy and Clean Air](#) (CREA) d'Helsinki, la Russie serait en train de constituer une flotte d'une cinquantaine de méthaniers fantômes, comme elle s'est déjà dotée de pétroliers fantômes pour contourner les mesures coercitives unilatérales de l'Occident. Neuf ont déjà été identifiés.

AFRIQUE

1865 Le Forum sur la coopération sino-africaine ouvre de larges perspectives

Le Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) qui se tient à Beijing se concentre sur la croissance industrielle verte de l'Afrique. Il est intitulé : « Joindre nos mains pour faire progresser la modernisation et construire une communauté de haut niveau sino-africaine avec un avenir partagé ».

Dans son discours liminaire, le président chinois, Xi Jinping a annoncé, en présence de 51 chefs d'État et de gouvernement, que son pays consacrerait 50 milliards de dollars, en 2025, au développement de l'Afrique. Tous les droits de douanes ont été abrogés pour les importations africaines. Un millier de dirigeants africains seront formés en Chine. Elle enverra 2 000 médecins en Afrique, construira des centres de formation à l'informatique et supervisera l'installation de liens informatiques entre les centres de production. Elle fournira une aide alimentaire d'urgence et une formation pour les agriculteurs africains. Xi a également annoncé des actions en vue de préserver la biodiversité et de ne pas saccager l'environnement, et aussi dans les domaines nucléaire et militaire.

La Chine prévoit également de construire en Afrique des véhicules électriques de manière à contourner les barrières douanières.

Le président Xi a ensuite reçu séparément ses homologues du Sénégal (Bassirou Diomaye Faye), de Sierra Leone (Julius Maada Bio), de Guinée équatoriale (Teodoro Obiang Nguema

Mbasogo), de Tanzanie (Samia Suluhu Hassan), de Zambie (Hakainde Hichilema), de Mozambique (Filipe Jacinto Nyusi), de Libye (Mohamed al-Menfi), du Gabon (Brice Clotaire Oligui Nguema) et du Cameroun (Paul Biya) ; ainsi que le Premier ministre éthiopien (Abiy Ahmed).

1866 Crise en Libye

Le gouvernement d'Abdel Hamid Dubaiba (internationalement reconnu et basé à Tripoli) a contraint le gouverneur de la banque centrale, El Sadeek Omer el Kabir, à fuir en Türkiye. Cela a interrompu le versement des salaires des fonctionnaires dans la partie orientale du pays. En rétorsion, le gouvernement d'Oussama Hammad (non reconnu et basé à Benghazi) a décidé de fermer les puits de pétrole qu'il contrôle.

La production pétrolière de la Libye a soudain diminué de moitié.

1867 La Russie retire des officiers du Burkina-Faso

Une centaine d'officiers russes de la Brigade des Ours ont été retirés du Burkina Faso pour rejoindre le front ukrainien.

Le 24 août, les jihadistes de la Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin avaient attaqué la ville de Barsalogo, faisant entre 300 et 400 morts.

Un mois plus tôt, les jihadistes avaient tué une vingtaine de combattants russes à Tinzaouatene (Mali) avec l'aide des Forces spéciales ukrainiennes.

☞ Les armées russes ont historiquement une pénurie d'officiers.

1868 Nicolas Sarkozy au Cameroun

La présidence du Cameroun et le cabinet d'avocats Realyze, anciennement Claude & Sarkozy, organisent le voyage au Cameroun d'une importante délégation d'entrepreneurs français conduite par l'ancien président français

Nicolas Sarkozy. Ce dernier pourrait gérer les avoirs du président camerounais, Paul Biya, en France.

1869 Proposition de Djibouti à l'Éthiopie

Mahmoud Ali Youssouf, ministre des Affaires étrangères de Djibouti, a proposé que l'Éthiopie puisse accéder au port de Tadjoura, à environ 100 kilomètres de la frontière éthiopienne. Cette offre pourrait clore le conflit qui divise désormais toute la Corne de l'Afrique.

1870 Purge de l'armée rwandaise

Le président rwandais, Paul Kagame, a procédé à une purge au sein des armées. Il a subitement renvoyé un millier de militaires et placé un autre millier à la retraite. On ignore les motifs de cette réorganisation.

ASIE

1871 Six otages exécutés par le Hamas à l'approche des FDI

Les corps de six otages (Carmel Gat, Eden Yerushalmi, Hersh Goldberg-Polin, Alexander Lobanov, Almog Sarusi et Ori Danino) enlevés lors de l'attaque du 7 octobre ont été retrouvés, le 31 août, dans un tunnel de la bande de Gaza. Cinq d'entre eux avaient été enlevés lors du festival de musique Nova. La dernière était présente dans un kibboutz près de la frontière. Ils ont tous été exécutés d'une balle dans la tête, tirée à bout portant, alors que l'armée israélienne était sur le point de les délivrer.

Cette affaire montre que, loin d'aider à libérer les otages, la présence persistante des Forces de défense israéliennes (FDI) en territoire palestinien a provoqué leur mort.

Isaac Herzog, président israélien, a présenté ses excuses pour ne pas avoir pu ramener vivants les six otages. Il s'est exprimé non pas en hébreu, mais en anglais.

Dans une déclaration télévisée enregistrée, Benjamin Netanyahu, Premier ministre, a

déclaré : « Je le dis aux terroristes du Hamas qui ont assassiné nos otages et je dis à leurs dirigeants : vous le paierez de votre vie. Nous ne nous reposerons pas. Nous vous poursuivrons, nous arriverons et nous réglerons notre combat avec vous (...) Le Hamas refuse de négocier. Ceux qui assassinent des otages ne veulent pas d'accord ».

Israël Katz, ministre des Affaires étrangères, a twitté : « L'organisation terroriste Hamas a brutalement assassiné six otages israéliens hier, détenus depuis le 7 octobre, y compris des binationaux. Malgré les négociations en cours menées par les États-Unis, le Hamas poursuit ses meurtres mû par une idéologie meurtrière et extrémiste. Nous devons arrêter le poulpe iranien et ses organisations indirectes avant qu'il ne soit trop tard ».

1872 Grève générale en Israël

Répondant à l'appel de Yaïr Lapid, chef de l'opposition, la Fédération générale des travailleurs de la Terre d'Israël (Histadrout) a appelé à une grève générale, le 2 septembre, pour contraindre le gouvernement à libérer les otages israéliens à Gaza.

La Histadrout, qui fut omniprésente dans la communauté juive de Palestine avant l'autoproclamation d'Israël, ne comprend plus que 400 000 adhérents. Cette baisse d'influence correspond à celle de tous les syndicats en Occident. Elle reste liée à la gauche israélienne (son secrétaire général en 2005, Amir Peretz, militant de La Paix maintenant, devint président du parti travailliste et ministre).

La dernière grève générale date du printemps 2023, lorsque Benjamin Netanyahu avait renvoyé sans explications son ministre de la Défense, Yoav Gallant. On sait aujourd'hui que le général avait demandé, en conseil des ministres, d'examiner sérieusement les préparatifs d'envergure du Hamas. Le Premier ministre avait considéré que tout cela n'était pas important, laissant la Résistance palestinienne terminer la préparation de l'attaque du 7 octobre. Suite à la grève générale, il avait

néanmoins réintégré son ministre dans son gouvernement.

Le 2 septembre, c'est-à-dire lors de la grève, l'État a déposé une injonction auprès du Tribunal national du travail à Tel-Aviv. Celui-ci a ordonné la fin du mouvement à 14h30 et non pas à 18h. Cette interdiction n'a guère été suivie.

Bezalel Smotrich, ministre du Trésor, a donné instruction à ses services de ne pas payer leurs salaires aux fonctionnaires grévistes.

Lors du principal meeting, Arnon Bar-David, secrétaire général de la Histadrout, a déclaré : « Je suis ici pour me battre, pour que personne ne soit laissé pour compte. Les juifs n'abandonnent pas les juifs, qui ne sait pas cela ? Il n'est pas possible que nos enfants meurent dans les tunnels à cause de considérations politiques ».

Alors que des grévistes manifestaient devant son bureau, Itamar Ben-Gvir, ministre de la Sécurité nationale, a déclaré : « Vous nous donnez de la force, alors continuez à crier, et nous ferons notre travail pour nous assurer que Netanyahu ne se couche pas et qu'il n'y aura pas un accord imprudent (...) Aujourd'hui, nous avons le pouvoir, et je n'ai pas honte de dire que nous utilisons ce pouvoir pour empêcher un accord imprudent et pour arrêter complètement toute négociation [de libération des otages] ».

Le général Yoav Galland, ministre de la Défense, a déclaré lors d'une réunion de cabinet : « Le fait que nous donnions la priorité au corridor de Philadelphie au prix de la vie des otages est une grave honte morale ».

1873 Le changement de politique de Benyamin Netanyahu

Benyamin Netanyahu, Premier ministre israélien, a donné une conférence de presse, le 2 septembre, à la suite de la découverte des corps de six otages exécutés par le Hamas.

Il a présenté sa version des faits, affirmant que « Nous nous sommes fixé quatre objectifs :

Vidéo : Thierry Meyssan et Le Courrier des stratégies

Thierry Meyssan a fait sa rentrée sur le *Courrier des stratégies*. Il répond aux questions d'Éric Verhaeghe sur l'actualité nationale et internationale.

éliminer le Hamas, récupérer tous nos otages, veiller à ce que Gaza ne soit plus une menace pour Israël, et le retour en toute sécurité de nos résidents à la frontière nord ». Cette version contredit toutes ses précédentes déclarations depuis onze mois. Jusqu'à présent, il parlait d'un « effort maximal pour résoudre la question des otages », ce qui n'est pas du tout pareil.

Il a affirmé militer depuis 20 ans pour un contrôle israélien du couloir de Philadelphie (une zone tampon, d'une centaine de mètres de large, longeant la frontière égypto-gazaouie). S'il a effectivement abordé cette question, il y a longtemps, c'est en réalité la première fois qu'il en fait un but de guerre. Selon lui, le premier recul du Hamas est intervenu lorsque les FDI sont entrées dans le couloir de Philadelphie, ce que contredisent tous les autres participants égyptiens et qataris aux négociations.

Selon le portail internet *Ynet* (groupe du *Yediot Aharonot*), réputé centriste et proche de l'administration, si en mai un accord était sur le point d'être conclu avec le Hamas, tout a changé avec le *Document de clarification* du 27 juillet. Ce texte posait soudainement de nouvelles exigences israéliennes afin de rendre tout accord impossible. C'est lui qui, pour la première fois, a posé l'exigence d'une présence des FDI dans le couloir de Philadelphie, c'est-à-dire en territoire égyptien.

1874 Les Kahanistes pour la reconstruction du temple sur les ruines de la mosquée Al-Aqsa

Israël tente de remettre en cause le statut des lieux saints qu'il a lui-même imposé en 1967. Il existe désormais deux zones distinctes, l'une

juive (autour du mur des Lamentations) et l'autre musulmane (autour du dôme du Rocher et de la mosquée Al-Aqsa). Certains juifs considèrent que la mosquée est construite sur l'emplacement du temple de Salomon et que son mur occidental en est un vestige ; une affirmation qui n'est pas confirmée archéologiquement.

☞ La religion juive interdit de se rendre au mont du Temple sans purification appropriée, mais le temps n'étant pas encore venu, aucun juif n'a le droit de s'y rendre en quelque circonstance.

Cependant, lors de la guerre de 1967 (dite « guerre des Six Jours »), certains juifs, autour du rabbin militaire Shlomo Goren (futur Grand rabbin d'Israël), considérèrent que la victoire d'Israël levait cette interdiction. Ils préconisèrent de détruire la mosquée d'Al-Aqsa afin de reconstruire le temple de Salomon. Selon eux, c'est à ce moment que le Messie reviendra et avec lui la paix sur Terre.

Un groupe soutenu par les sionistes révisionnistes, les Fidèles du mont du Temple, alors condamné par presque tous les rabbins, assure depuis que le moment est venu et que la reconstruction du temple est un devoir sacré.

Après les accords d'Oslo, un autre groupe, le [Souterrain juif](#), planifie de faire sauter le Dôme du Rocher et de tuer des Palestiniens pour se venger de leur violence envers les colons.

En 1996, lorsque le sioniste révisionniste Benjamin Netanyahu devient pour la première fois Premier ministre, son gouvernement creuse un tunnel sous le mont du Temple. Par la suite, Netanyahu mettra de l'eau dans son vin, jusqu'à ce qu'il fasse alliance avec les Kahanistes en décembre 2022. Rappelons que le rabbin Meïr Kahane était secrètement financé par le Mossad du sioniste révisionniste Yitzhak Shamir.

En 1997, le rabbinat du Conseil des colonies (illégal) en Cisjordanie publie une déclaration indiquant les purifications à réaliser avant de

« monter au Temple » et d'y préparer la venue du Messie.

En 2000, l'ancien ministre Ariel Sharon fait irruption sur la partie musulmane du mont du Temple provoquant la première *intifada*. Durant les trois ans qui suivirent, le gouvernement israélien d'Ehud Barack interdit aux juifs l'entrée de la partie musulmane du mont du Temple. Celle-ci est à nouveau autorisée, en 2003, mais uniquement par petits groupes de 50. Ils sont désormais plus de 50 000 par an.

Il est important de noter que les rabbins Haredi, à la fois ashkénazes et séfarades, en plus des grands rabbins israéliens, interdisent encore absolument aux juifs d'entrer dans les cours de la mosquée Al-Aqsa.

1875 Le général Elad Goren reconstitue une autorité d'occupation pour la bande de Gaza

La nomination du général Elad Goren au sein de l'Organisme de coordination des activités gouvernementales dans les territoires (COGAT) soulève de nombreuses questions. Selon Tsahal, il s'agirait de coordonner « l'effort humanitaire et civil dans la bande de Gaza ». Cependant, le Commandement Sud des FDI fait valoir que cette fonction aurait dû lui revenir et non au COGAT qui n'a pas la possibilité de coordonner les efforts civils et militaires humanitaires.

Selon Itay Epshtain, spécialiste international du droit humanitaire, cette fonction serait calquée sur une similaire en Cisjordanie et le général Elad Golen dépendrait en fait de Bezalel Smotrich. Il s'agirait donc d'un début de réoccupation de Gaza.

1876 Les FDI préparent une occupation de la Cisjordanie

Les FDI ont lancé une attaque en Cisjordanie, la plus importante depuis 2002, lors de l'opération « Rempart » (2002) d'Ariel Sharon.

Les FDI viennent de déployer 23 bataillons en Cisjordanie contre seulement 7 à Gaza. Leur

objectif officiel fait écho à celui fixé par l'exécutif israélien dans sa guerre à Gaza : éliminer le Hamas et, par extension, toute menace à la sécurité de l'État hébreu émanant notamment de l'« Axe de la Résistance ».

Des bulldozers détruisent des routes au prétexte de trouver des engins explosifs enterrés. Des barrages interdisent l'accès des patients aux hôpitaux. Plusieurs pogroms anti-arabes ont été perpétrés par des colons israéliens sans intervention de l'armée, en violation des accords liant Israël à l'Autorité palestinienne.

Entre le 7 octobre 2023 et le 26 août 2024, 136 Palestiniens ont été tués par des frappes aériennes, selon le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

☞ En réalité cette opération n'est pas une extension de la guerre de Gaza en Cisjordanie : les deux ont été précédées d'opérations des colons de Cisjordanie contre la population arabe (cf. VAI n°30). Elles ont débuté dès la prise de pouvoir du gouvernement de coalition de Benyamin Netanyahu, le 29 décembre 2022. Le plus important [pogrom](#) était le raid contre le village de Huwara, en février 2023.

Chacun peut constater que l'action des FDI à Gaza n'a qu'un lointain rapport avec son but affiché et, compte tenu de ce qui a précédé à Gaza, on distingue clairement le véritable objectif des colons et des FDI : nettoyer ethniquement la Palestine.

1877 Le général Yitzhak Brik annonce l'effondrement d'Israël d'ici un an

Le général Yitzhak Brik a encore frappé. Dans [une tribune libre](#) publiée par le quotidien *Haaretz*, il écrit : « Certains soutiennent que le retrait des FDI de Gaza après la signature d'un échange des otages avec le Hamas équivaldrait à être vaincu et à se rendre. Ils font valoir que par effet boomerang, la prochaine attaque du Hamas causera 10 fois plus de pertes que nous n'en avons subies le 7 octobre (...) Les objectifs de la guerre – "détruire le Hamas" et "libérer

tous les otages par la pression militaire" – n'ont pas été atteints. Si nous continuons à nous battre à Gaza, non seulement nous ne provoquerons pas l'effondrement du Hamas, mais c'est nous qui nous effondrerons (...) Nous devons accepter maintenant un accord pour libérer les otages. C'est peut-être le seul moyen de les ramener à la maison. Nous devons arrêter la guerre à Gaza, ce qui pourrait entraîner la cessation des combats avec le Hezbollah, ainsi que la réduction des risques d'une guerre régionale à plusieurs fronts, pour laquelle nous ne sommes absolument pas préparés ».

1878 Les FDI se préparent à une suspension des livraisons d'armes US

La suspension de livraisons à Israël de certaines armes par le Royaume-Uni pose la question d'une possible attitude identique des États-Unis. L'armée de l'Air israélienne préconise donc d'augmenter considérablement et rapidement la fabrication de bombes israéliennes. En effet, les stocks actuels ne permettraient de poursuivre la guerre que quelques mois.

1879 Le Hezbollah a détruit l'unité 8200 des FDI

Les dommages infligés par le Hezbollah à Israël lors de son attaque de la semaine dernière sont beaucoup plus importants qu'annoncés. Le Parti de Dieu a lancé 320 roquettes en trois phases de sorte à saturer le Dôme de fer. Puis, il a envoyé des escadrons de drones. L'une d'entre elles s'est introduite jusqu'à Tel-Aviv et a détruit le centre de commandement de l'Unité 8200 (*Galilout*). Celle-ci contrôle toutes les interceptions électromagnétiques de la région et assure le décryptage des messages codés. Les conséquences sont multiples. Entre autres, Israël n'est plus en mesure d'écouter les téléphones portables des Libanais.

1880 Riad Salamé en détention provisoire

Riad Salamé a été interpellé à l'issue de son audition sur l'affaire Opitum Invest et placé pour quatre jours en détention provisoire.

Ancien gestionnaire de la fortune personnelle de Rafic Hariri, puis trésorier du patriarcat maronite, Il devient, en 1993, gouverneur de la Banque du Liban, fonction qu'il conservera jusqu'à sa retraite, le 31 juillet 2023.

Durant sa carrière, il a été universellement célébré comme un génie de la finance. En 1996, il est reconnu comme le « meilleur gouverneur de banque centrale arabe ». En réalité, il aurait transformé son pays en place de blanchiment des revenus des cartels des drogues latino-américains. Il a été mis en cause, lui, ses maîtresses et sa famille, dans une série de scandales financiers qui lui ont valu des inculpations en Allemagne et en France. Il fait l'objet d'une notice rouge d'Interpol.

Dans l'affaire Optimum Invest, qui n'est qu'une minuscule partie du dossier Salamé, il est reproché à l'ancien gouverneur d'avoir vendu des bons du Trésor libanais à cette société et de les lui avoir rachetés beaucoup plus cher (2015-2016), la faisant profiter d'une plus-value de 111 millions de dollars aux frais du contribuable.

L'économie du Liban s'est brutalement effondrée, pour une raison inconnue, en octobre 2019. Il est probable qu'un cartel des drogues avait subitement retiré ses avoirs.

1881 Élections générales en Azerbaïdjan

Les élections législatives azerbaïdjanaises se sont tenues le 1er septembre. Les médias étant tous dévoués au président Ilham Aliyev, sa formation, le Parti du nouvel Azerbaïdjan, a raflé 68 des 125 sièges du parlement.

Le Service européen pour l'action extérieure a dénoncé, le déroulé des élections : « Selon la mission d'observation électorale de l'OSCE/BIDDH, le scrutin s'est déroulé dans un environnement politique et juridique restrictif qui n'a pas permis un véritable pluralisme et a donné lieu à un scrutin dénué de toute concurrence ». L'UE a appelé les autorités azerbaïdjanaises à prendre en compte et à mettre en œuvre les recommandations de l'OSCE/BIDDH et s'est dite « prête à aider ».

Analyse du Réseau Voltaire

« [Révolution colorée au Bangladesh](#) », par Thierry Meyssan.

Après avoir organisé le renversement d'Imran Khan au Pakistan, les États-Unis sont parvenus à renverser également Sheikh Hasina au Bangladesh. Un troisième changement de régime serait en préparation dans la région, en Indonésie.

Washington, chef du « monde libre », ne change donc pas : au mépris de la volonté des peuples, il leur impose des dirigeants à sa botte.

1882 La Mongolie reçoit Vladimir Poutine malgré le mandat d'arrêt de la CPI

Ukhnaagiin Khürelsükh, président mongol, a reçu son homologue russe, Vladimir Poutine, avec tous les honneurs dus à son rang. La Mongolie est membre de la Cour pénale internationale (CPI). Elle a choisi d'accorder l'immunité diplomatique à M. Poutine qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt de cette cour.

L'Afrique du Sud, également membre de la CPI, n'avait pas osé le recevoir lors du sommet des BRICS de juillet 2023.

1883 La Corée du Nord approvisionne en munitions l'armée russe

Robert Koepcke, sous-secrétaire d'État adjoint pour la Corée, le Japon et la Mongolie, intervenant lors d'un forum sur la sécurité à Washington, a indiqué que la Russie a importé plus de 16 500 conteneurs de munitions et de matériel connexe en provenance de Corée du Nord, depuis septembre 2023.

1884 L'engagement de la Chine contre la domination occidentale

Dans un discours prononcé en 2015 devant le Comité central du PCC, Xi Jinping a déclaré que l'engagement du parti en faveur d'un

développement centré sur l'être humain et d'un système d'économie de marché socialiste doit être complété par un nouveau rôle stratégique dans la gouvernance mondiale, c'est-à-dire « participer activement à la gouvernance économique mondiale et à pousser l'ordre économique mondial dans une direction plus juste, plus équitable, plus coopérative et plus bénéfique ».

C'est pourquoi, la Chine :

- contrecarre les mesures coercitives unilatérales (qualifiées abusivement de « sanctions » par la propagande occidentale) à l'encontre notamment de Cuba, de l'Iran, du Nicaragua, de la Syrie et du Venezuela.
- réunit des camps rivaux au sein des BRICS (accord entre l'Iran et l'Arabie saoudite ; réadmission de la Syrie au sein de la Ligue arabe, rapprochement Iran-Égypte, accord Hamas-Fatah).
- défend la décolonisation en Palestine. Ainsi a-t-elle réaffirmé en février dernier devant la Cour internationale de Justice que « l'usage de la force pour résister à l'oppression est un droit inaliénable ».

Dans cet état d'esprit, la Chine prépare :

- La Chine prépare le Yuan numérique, pour le moment utilisé uniquement en Chine, à devenir une monnaie digitale internationale. Elle concurrencerait alors le dollar et le système d'échange SWIFT.
 - La Chine pourrait soutenir la proposition iranienne d'organisation d'un référendum en Palestine.
 - La Chine, qui avec la Russie a signé un accord avec Ansar Allah (qualifié par les Occidentaux du sobriquet de « Houthis »), pourrait le reconnaître comme le seul gouvernement légitime du Yémen.
 - La Chine pourrait aider à la normalisation des relations de l'Iran, son allié historique, avec l'Extrême-Orient.
- (d'après [un article](#) de Tim Anderson).

1885 La Russie et la Chine ont soldé leurs différends territoriaux

Le président taïwanais, Lai Ching-te, accordant un entretien à la presse, a déclaré : « Si

l'annexion de Taïwan est dans l'intérêt de l'intégrité territoriale chinoise, pourquoi Beijing ne reprend-il pas les terres occupées par la Russie qui ont été prises lors du traité d'Aïgoun ? La Russie est maintenant plus faible que jamais ».

Le Traité d'Aïgoun, signé en 1858, autorise la Russie à annexer la rive Nord de la rivière Amour. La Chine l'a longtemps considéré comme un traité inégal et revendiqué ces territoires.

Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, [a immédiatement répondu](#) au président taïwanais : « La renonciation mutuelle aux revendications territoriales de Moscou et de Pékin avait été consacrée dans le Traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération du 16 juillet 2001, avec Moscou et Beijing qui pondèrent une fois pour toutes les questions frontalières en signant l'accord additionnel sur la partie orientale de la frontière entre la Russie et la Chine le 14 octobre 2004 et en ratifiant le document plus tard ».

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

1886 La Cour pénale internationale examine une possible inculpation de dirigeants palestiniens et israéliens

La Cour pénale internationale (CPI) a reçu 64 avis sur la possible inculpation de dirigeants israéliens et palestiniens. 38 sont opposés à Israël, tandis que 26 lui sont favorables, dont l'Allemagne, l'Argentine, la Hongrie, la République tchèque, le Congo et les États-Unis (qui n'est pas membre du tribunal mais a donné un avis), ainsi que l'Association internationale des juristes juifs, et le sénateur états-unien Lindsey Graham.

Les partisans d'Israël déploient deux arguments :

- En vertu du principe de complémentarité, la Cour ne peut instruire d'affaires qui font déjà l'objet d'une procédure crédible. Cependant,

aucune des enquêtes israéliennes n'a aboutie et le gouvernement a rejeté l'idée, préconisée par Gali Baharav Miara, procureure générale d'Israël, d'une commission d'enquête d'État sur l'ensemble des événements liés à l'attaque du 7 octobre.

- L'autre argument juridique est celui de l'absence de compétence : Israël n'est pas membre de la CPI, tandis que l'Autorité palestinienne l'est. Or, en vertu des Accords d'Oslo, l'Autorité palestinienne n'a pas le pouvoir de juger des Israéliens, et par conséquent, elle ne peut pas non plus déléguer ce pouvoir à la CPI.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France. Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). 42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71. [Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros. [Portail](#) pour la gestion de vos abonnements.

Voltaire

Actualité internationale

N°99 - 13 septembre 2024

ÉDITORIAL

1887 Pour le lobby financier, la construction européenne doit revenir aux banquiers

Le banquier italien Mario Draghi a remis, le 9 septembre, son rapport sur le « [futur de la compétitivité européenne](#) ».

Le document, en deux volumes de plus de 400 pages, plaide pour une construction européenne par les banquiers.

Il constate le peu d'investissement de l'UE (32 % du PIB) par rapport aux États-Unis (142 % du PIB) en raison de la persistance de système de retraite par répartition (sauf aux Pays-Bas, au Danemark et en Suède). Il préconise donc de développer des systèmes de retraite privés dans l'ensemble des États membres afin de rassembler des capitaux et de les canaliser vers les marchés financiers.

Il insiste sur la nécessité de transformer l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) en un véritable régulateur unique, à l'image de la *Securities and Exchange Commission* (SEC) aux États-Unis. « Une étape essentielle pour transformer l'AEMF est de modifier sa gouvernance et ses processus de prise de décision dans le même sens que ceux du Conseil des gouverneurs de la BCE, en les détachant autant que possible des intérêts nationaux des États membres de l'UE ».

Enfin, il plaide pour une relance du marché de la titrisation afin d'augmenter les capacités de financement des banques et invite la Commission européenne à proposer une révision des exigences prudentielles concernant les actifs titrisés.

En d'autres termes, Mario Draghi dresse un éloge de l'endettement allant à l'encontre de la doctrine allemande qui prévaut jusqu'ici.

Ce rapport, au raisonnement impeccable, dresse un constat imparable. Il crie à l'urgence, ce qui coupe court à toute réflexion sur les méthodes pour y répondre. Il élude la question des causes du déclin industriel de l'UE, c'est-à-dire de la vassalité face aux USA qui ont saboté le gazoduc Nord Stream et organisent la guerre en Ukraine. Il considère comme allant de soi que la construction d'une UE fédérale est indispensable pour mener à bien les réformes sans envisager qu'elles pourraient être conduites plus facilement par des coopérations entre États souverains. Sur ce point, il est étonnant au XXI^e siècle de promouvoir une structure pyramidale plutôt qu'un réseau pour favoriser les entreprises. Mais Mario Draghi est l'ancien vice-président pour l'Europe de Goldman Sachs.

AMÉRIQUES

1888 Selon Washington, aucune des deux parties israélo-palestiniennes ne veut d'accord de paix

William Burns, directeur de la CIA, a multiplié les contacts avec les médiateurs égyptiens et qataris, ainsi qu'avec Israël et le Hamas. Cependant la discussion de la proposition de paix états-unienne reste au point mort. Selon la partie états-unienne, ni Israël, ni le Hamas n'ont la volonté de conclure. Le problème ne vient pas d'une difficulté particulière, mais uniquement d'une absence de volonté politique.

Techniquement, les négociations actuelles butent sur le retrait des FDI lors de la première phase du projet d'accord. Le Hamas exige qu'elles se retirent non seulement des centres urbains, mais aussi des corridors de Philadelphie et de Netzarim, tandis qu'Israël s'accroche à ce stade aux deux corridors (le premier servant de frontière entre l'Égypte et Gaza, le second coupant Gaza en deux)

Le Hamas craint que Benjamin Netanyahu recherche uniquement la libération des femmes et des enfants et ne souhaite pas enclencher la seconde phase du projet.

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

1889 Washington envisage un accord de paix séparé avec le Hamas

Selon *NBC News*, l'administration démocrate étudie la possibilité de conclure un accord séparé avec le Hamas en vue d'obtenir la libération des quatre otages états-uniens détenus à Gaza. L'administration Biden a dressé une liste de prisonniers détenus par les États-Unis dont la libération pourrait intéresser le Hamas, parmi lesquels cinq dirigeants d'une organisation basée au Texas, reconnus coupables en 2008 d'avoir fourni plus de 12 millions de dollars au mouvement islamiste.

Robert O'Brien, l'un des principaux conseillers de Donald Trump, a appelé les États-Unis à envoyer le FBI et des forces spéciales en Israël pour libérer les otages états-uniens.

1890 Washington face à l'assassinat par les FDI d'une de ses ressortissantes

Une binationale états-uno-turc, Aysenur Ezgi Eygi, a été abattue d'une balle dans la tête par l'armée israélienne alors qu'elle manifestait pacifiquement en Cisjordanie contre la colonie illégale d'Evyatar, à Beita. Elle était membre de l'International Solidarity Movement (ISM - Mouvement international de solidarité). Le sénateur démocrate Chris Van Hollen (Maryland) a déclaré : « Le gouvernement Netanyahu – y compris des extrémistes racistes comme Smotrich et Ben-Gvir – a alimenté la violence des colons en Cisjordanie en même temps qu'il a annoncé de nouveaux règlements illégaux. Les États-Unis ne peuvent fermer les yeux sur ces actions, y compris le meurtre de citoyens américains. L'administration Biden doit faire davantage pour demander des comptes et user de son influence pour exiger la poursuite des responsables de préjudices contre des citoyens américains. Si le gouvernement Netanyahu ne veut pas rendre justice aux Américains, le ministère de la justice le doit ». Phil Gordon, assistant de la vice-présidente, pressenti pour devenir le secrétaire d'État de Kamala Harris si elle devait être élue à la présidence, a twitté : « Nous déplorons la mort d'Aysenur Ezgi, une citoyenne états-unienne de Cisjordanie, et nous adressons nos condoléances les plus sincères à sa famille et à ses proches. Nous recherchons davantage d'informations sur cette terrible tragédie ».

Le président [Joe Biden](#) s'est dit « indigné et profondément attristé ». Il a déclaré qu'Israël avait reconnu sa responsabilité accidentelle — ce que réfute Hamid Ali, compagnon de la jeune femme — et diligenter une enquête à laquelle les États-Unis ont accès. Il a décrit le conflit en Cisjordanie et conclu : « Je continuerai à soutenir les politiques qui tiennent tous les extrémistes - Israéliens et Palestiniens - responsables de la violence et de faire obstacle à la paix ».

1891 La commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants analyse la débâcle d'Afghanistan

La commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants a publié un [rapport sur la débâcle états-unienne en Afghanistan](#), *Willful Blindness. An Assessment of the Biden Harris Administrations Withdrawal from Afghanistan and the Chaos that Followed* (Cécité volontaire. Une évaluation du retrait d'Afghanistan de l'administration Biden-Harris et du chaos qui a suivi). En 353 pages, il montre que le président Biden et sa vice-présidente Harris ont privilégié leurs objectifs politiques au mépris des alertes de leurs fonctionnaires.

1892 Selon la CIA, les menaces de guerre nucléaire russes ne sont pas crédibles

Lors d'une apparition publique surprise, le 7 septembre, avec le chef du MI6 britannique, Richard Moore, à Londres, William Burns, directeur de la CIA, a déclaré que les analystes de la CIA avaient évalué qu'il y avait eu un réel danger, en 2022, que le président russe, Vladimir Poutine, mette à exécution ses menaces d'utiliser son vaste arsenal nucléaire contre l'Ukraine et ses alliés, mais que les menaces plus récentes étaient beaucoup moins plausibles. « Poutine est un tyran. Il va continuer à proférer des menaces de temps à autre ». Lors de la même soirée, Richard Moore, directeur du MI6, a déclaré que, selon lui, l'Iran n'avait pas renoncé à répliquer à l'assassinat d'Ismail Haniyeh à Téhéran.

1893 Le Nicaragua libère 135 prisonniers politiques

La Maison Blanche a annoncé jeudi avoir obtenu la libération de 135 prisonniers politiques au Nicaragua, dont 13 membres de l'organisation *Mountain Gateway*, basée au Texas. Ils ont été arrêtés parce que M. Ortega les considérait comme « une menace pour son régime autoritaire », a déclaré Jacob Sullivan, le conseiller de Sécurité des États-Unis.

1894 L'Espagne poursuit la stratégie des présidents alternatifs du Venezuela

Le candidat pro-US Edmundo González Urrutia, qui a refusé de reconnaître le résultat de l'élection présidentielle vénézuélienne à la différence des huit autres candidats, ne s'est pas présenté devant le Tribunal suprême de justice pour répondre de son rôle dans les violences des 29 et 30 juillet. Il s'est réfugié à l'ambassade d'Espagne, puis a été exfiltré vers Madrid par un vol militaire espagnol. À son arrivée, alors qu'il n'était plus aussi affirmatif sur sa prétendue victoire, le Congrès des députés espagnol l'a reconnu comme seul président du Venezuela en remplacement de Juan Guaidó.

De son côté, Elliott Abrams, ancien représentant spécial pour le Venezuela du Département d'État états-unien, s'est indigné au *Council on Foreign Relations* du soutien apporté par la multinationale états-unienne Chevron à Nicolás Maduro.

EUROPE

1895 Lindsay Hoyle plaide pour la censure

Sir Lindsay Hoyle, speaker de la Chambre des Communes, a déclaré le 2 septembre à Matt Chorley sur la radio publique *5 Live* : « Le gouvernement devrait réfléchir longuement à ce qu'il va faire avec les réseaux sociaux. La désinformation est dangereuse. Aucune désinformation, menace ou intimidation ne doit être autorisée sur les réseaux sociaux ».

1896 Le Bundestag a débattu du Covid-19 sans se référer à des conclusions scientifiques, mais à des instructions politiques

Le professeur [Lars Schaade](#), directeur de l'Institut Robert Koch, a déposé devant le tribunal administratif d'Osnabrück, le 3 septembre, à titre de témoin. Il a indiqué que son équipe ne s'était jamais prononcée sur l'obligation des vaccins anti-COVID. Il a spécifié que les « questions de gestion, ne sont pas des questions scientifiques ».

☞ Jusqu'à présent, les Allemands pensaient que les débats du Bundestag ayant conclus à l'obligation vaccinale se fondaient sur un avis scientifique de l'Institut Robert Koch. Ils découvrent désormais que celui-ci ne s'est jamais préoccupé de cette question et que le Bundestag se fondait en réalité sur une instruction politique du ministère de la Santé à cette institution.

1897 Olaf Scholz change radicalement de politique

Suite à son échec électoral en ex-Allemagne de l'Est (cf. VAI 1851), le chancelier Olaf Scholz a annoncé modifier sa politique migratoire et son approche de la guerre en Ukraine sans jamais reconnaître sa défaite.

Les douanes allemandes procéderont à des contrôles volants, durant les six prochains mois, pour empêcher les entrées illégales de migrants sur son territoire. Ces mesures s'ajouteront aux contrôles déjà en place aux frontières avec la Pologne, la République tchèque, l'Autriche et la Suisse. Donald Tusk, Premier ministre polonais, s'est insurgé contre ces contrôles inacceptables. Ne souhaitant pas être en reste, la Commission européenne a immédiatement précisé que ces contrôles doivent rester « proportionnés » et « nécessaires ».

En outre, le chancelier [Olaf Scholz a déclaré sur la ZDF](#) : « Je pense que le moment est venu de discuter de la manière dont nous pouvons sortir de cette situation de guerre plus rapidement (...) Il y aura certainement une nouvelle conférence de paix, et le président [Zelensky] et moi-même sommes d'accord pour dire que la Russie doit y participer ».

1898 La Hongrie enverra des autobus de migrants illégaux à Bruxelles

En juin 2020, la Cour de Justice de l'UE avait infligé, une amende de 200 millions d'euros à la Hongrie pour non application des directives concernant le droit d'asile. Elle a réitéré sa condamnation le 13 juin dernier.

L'Union considère que la politique hongroise, en rendant presque impossible le droit d'asile au sens de la CEDH, transfère ses responsabilités

sur les autres membres de l'UE. Au contraire, la Hongrie estime que le dispositif européen l'empêche d'appliquer sa propre politique. En conséquence de quoi, Budapest vient d'annoncer qu'il enverra des migrants illégaux dans son pays par autobus à Bruxelles sur le modèle de ce qu'ont fait certains États états-unis.

1899 La Commission européenne continue à soutenir l'Ukraine

La Commission européenne a annoncé, le 6 septembre, la fourniture de 40 millions d'euros à l'Ukraine pour se préparer à affronter l'hiver. Ce nouveau financement porte à 966 millions d'euros le montant total alloué par la Commission européenne à des programmes d'aide humanitaire destinés à aider les civils touchés par la guerre en Ukraine depuis le début de l'opération spéciale russe de février 2022 en application de la résolution 2202 du conseil de sécurité de l'ONU (qualifiée improprement par les Occidentaux d'invasion).

De plus, la Commission européenne a annoncé, le 9 septembre, la livraison d'un premier lot d'un million de manuels d'informatique et d'art à destination des écoliers ukrainiens. Ces livres en ukrainien portent à 1,5 million le nombre total de manuels scolaires destinés à l'Ukraine depuis le début de la guerre. Les fichiers à imprimer ont été finalisés aux Pays-Bas, le papier pour les livres a été livré d'Allemagne en Pologne, où le produit final a été imprimé et expédié en Ukraine.

1900 Selon Washington, l'Iran fournirait des missiles à courte portée à la Russie

Selon le *Wall Street Journal*, les États-Unis ont informé leurs alliés européens de la livraison de missiles à courte portée iraniens à la Russie. Le Kremlin s'est gaussé en soulignant que « ce type d'information (n'est) pas toujours vrai ». Téhéran a vivement démenti exporter des armes vers un pays en conflit. Le Service européen pour l'action extérieure a communiqué : « Nous examinons la question avec les États membres et, si elle était confirmée, cette livraison représenterait une escalade matérielle

importante dans le soutien de l'Iran à la guerre d'agression illégale de la Russie contre l'Ukraine ».

1901 L'élargissement de l'UE est inévitable

Le commissaire européen à l'Élargissement et à la Politique européenne de voisinage, le Hongrois Olivér Várhelyi (favorable à la suppression de l'aide humanitaire de l'UE aux Palestiniens) s'est exprimé devant la Conférence interparlementaire sur la politique étrangère et de sécurité commune et la politique de sécurité et de défense commune. Il y a affirmé que « la question n'est plus de savoir si nous aurons un élargissement, mais de savoir quand nous aurons un élargissement. C'est inévitable, car il n'y a pas de paix, de prospérité, de sécurité en Europe sans élargissement ».

1902 La Serbie revendique son alliance avec la Russie

Aleksandar Vulin, vice-Premier ministre serbe, a rencontré à Vladivostok le président russe, Vladimir Poutine. Sur place, il a déclaré que la Serbie est alliée de la Russie, ajoutant que, « dirigée par Aleksandar Vučić, la Serbie ne deviendra jamais un membre de l'OTAN, n'imposera jamais de sanctions à la Russie et n'autorisera jamais que des actions antirusses soient menées depuis son territoire ». L'Union européenne a réagi, rappelant que de telles relations sont « incompatibles » avec le souhait serbe d'intégrer l'UE.

1903 Rouslan Stefantchouk accompagne le président non élu Volodymyr Zelensky

Volodymyr Zelensky, président ukrainien non-élu, et Rouslan Stefantchouk, président du Parlement ukrainien (Verkhovna Rada) ont participé à la réunion des amis de l'Ukraine sur la base militaire états-unienne de Ramstein (Allemagne). Ils ont plaidé pour que les présents leur donnent plus d'armes, notamment des systèmes de défense anti-aérienne. Ils ont aussi réitéré leur appel à pouvoir utiliser les armes à longue portée fournies par leurs partenaires

« non seulement sur le territoire occupé de l'Ukraine, mais aussi sur le territoire russe ». Les États-Unis ont annoncé débloquent une nouvelle aide de 250 millions de dollars, le Royaume-Uni un contrat de 192 millions d'euros pour 650 missiles légers multirôles à courte portée et l'Allemagne a annoncé envoyer douze obusiers de type 2000, dont six cette année et les autres en 2025.

☞ Rappelons que le mandat électif de Volodymyr Zelenski a expiré le 21 mai. Selon la Constitution ukrainienne, en l'absence d'élection, sa charge échoit temporairement au président du parlement, d'où la présence de celui-ci à Ramstein.

1904 Les États-Unis et le Royaume-Uni consultent avant d'entrer en guerre contre la Russie

Le secrétaire d'État, Antony Blinken et le ministre britannique des Affaires étrangères, David Lammy, se sont rendus à Kiev. Ils ont discuté avec le président non-élu ukrainien, Volodymyr Zelensky, de l'usage éventuel de missiles US Atacms et franco-britanniques Storm Shadow (Scalp-EG) contre la Russie. Puis le Premier ministre britannique, Keir Starmer, s'est rendu à Washington en discuter avec le président Joe Biden.

☞ En droit international, les États ayant fourni des armes à un tiers pour qu'il en agresse un autre sont co-belligérants. L'État agressé est en droit de se retourner contre eux.

Si Joe Biden et Keir Starmer autorisaient publiquement cet usage, les États-Unis et le Royaume-Uni entreraient officiellement en guerre contre la Russie. S'ils l'autorisaient en secret, la Russie pourraient l'interpréter à sa guise.

☞ Dans une interview à *Kommersant*, [Sergueï Karaganov](#), président honoraire du Présidium du conseil de la politique étrangère et de défense, a indiqué qu'au stade actuel de révision de la doctrine nucléaire russe, il appartient au président d'évaluer le degré de riposte nucléaire que lui autorise l'attaque contre le territoire russe à Koursk et, éventuellement, celui qu'autoriserait une attaque contre Moscou. Il

plaide pour un usage déterminé de la force nucléaire, mais gradué.

1905 L'Ukraine organise le quatrième Sommet du Programme d'action international contre la Crimée

Plus de 60 participants ont participé au quatrième Sommet du Programme d'action international contre la Crimée, le 10 septembre. Le président non-élu ukrainien, Volodymyr Zelensky, a déclaré : « Nous ne laisserons rien ni personne en captivité. Je voudrais que tous nos citoyens en Ukraine et dans les territoires temporairement occupés de l'Ukraine l'entendent - où que vous soyez aujourd'hui, et peu importe à quel point c'est difficile pour vous. L'Ukraine ne vend pas ses terres et n'abandonne pas son peuple ! ».

☞ Rappelons que le parlement de Crimée a proclamé l'indépendance de ce pays, le 24 août 1991, tandis que l'Ukraine ne l'a proclamée que le 1er décembre 1991. Par la suite, la Crimée a décidé de se rattacher à l'Ukraine. Cependant durant deux ans, tous les fonctionnaires de Crimée ont été payés non pas par l'Ukraine, mais par la Russie.

☞ À la suite du coup d'État des nationalistes intégraux ayant renversé le président élu ukrainien, Viktor Ianoukovytch, la Crimée proclame à nouveau son indépendance, le 11 mars 2014, tandis que la Russie envoie des soldats sans insigne se mettre au service de la Crimée pour assurer sa sécurité. Le 16 mars, la population de Crimée demande par référendum son adhésion à la Fédération de Russie.

1906 Le Conseil de l'Europe appelle à la constitution d'un tribunal spécial pour le crime d'agression de la Russie contre l'Ukraine

Les ministres de la justice du Conseil de l'Europe, réunis le 5 septembre à Vilnius, se sont félicités de l'importance du « Registre des dommages de la guerre en Ukraine » installé à La Haye, désormais opérationnel et destiné à enclencher à terme un mécanisme d'indemnisation. Ils ont également approuvé le lancement du processus de ratification par

l'Ukraine du Statut de Rome de la Cour pénale internationale et apporté leur soutien à l'enquête de la CPI visant à traduire en justice les auteurs de crimes commis en Ukraine relevant de sa compétence. Enfin, ils ont réaffirmé la nécessité de créer un tribunal spécial pour le crime d'agression de la Russie contre l'Ukraine.

☞ Rappelons que la Russie n'a pas agressé l'Ukraine, mais a appliqué la résolution 2202 du Conseil de sécurité. Il ne viendrait à l'idée de personne d'accuser, par exemple, la France d'avoir agressé le Rwanda lorsque, s'appuyant sur une résolution du Conseil de sécurité, elle y envoyait son armée s'opposer à un génocide

1907 La Russie n'a toujours pas reçu d'information sur le sabotage de Nord Stream

Sergey Nechayev, ambassadeur de Russie à Berlin, a déclaré à l'agence TASS : « Nous n'avons reçu aucune information fiable en réponse à nos nombreuses demandes [d'informations sur le sabotage des gazoducs Nord Stream], qu'il s'agisse d'appels au ministère des Affaires étrangères [allemand], pour qu'il s'enquiert auprès du ministère public sur l'assistance juridique, qu'il s'agisse d'un débat au Conseil de sécurité des Nations unies, que ce soit l'appel du Premier ministre russe aux gouvernements, y compris à l'Allemagne, sur l'enquête internationale et la divulgation des participants à cet acte terroriste, nous n'avons pas encore reçu de documents convaincants, et encore moins d'explications. C'est déprimant ».

☞ La Russie a soumis à plusieurs reprises des demandes d'entraide judiciaire sur la base de la Convention internationale de 1997 pour la répression des attentats terroristes à l'explosif et de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme de 1999. Depuis octobre 2022, 15 demandes ont été adressées au Danemark, à la Finlande, à l'Allemagne, à la Suède et à la Suisse. Treize ont été refusées, seules deux ont été acceptées par la Finlande. En août et septembre 2023, le Bureau du Procureur général russe a envoyé des lettres de désaccord avec les refus d'entraide judiciaire

et les demandes de réexamen au Danemark, à l'Allemagne, à la Suède et à la Suisse.

AFRIQUE

1908 Déclaration finale de la FOCAC

La Déclaration finale du sommet Chine/Afrique (FOCAC) souligne que toutes les parties soutiendront les efforts des autres pour se développer en renforçant leur indépendance. Elle prend au passage position contre la politisation des débats sur les Droits de l'homme aux Nations unies et contre l'usage de mesures coercitives unilatérales (qualifiées abusivement de « sanctions » par les Occidentaux). Les signataires plaident pour l'équité et les responsabilités communes mais différenciées, ainsi que pour le respect de leur choix de transition énergétique conformément à leurs réalités nationales respectives. Ils soutiennent les principes de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) et mettent en garde face aux tentatives de rupture des chaînes d'approvisionnement.

Alors que l'Union européenne a souligné les dangers en matière de dette que représentent les 50 milliards de dollars d'investissements chinois en Afrique, la [Déclaration finale](#) loue la manière dont la Chine aborde ce problème et plaide pour une responsabilité partagée (y compris des Occidentaux) face à l'épuration des dettes africaines.

La FOCAC a également adopté un [Plan d'action](#) sur deux ans.

La Chine se propose d'aider l'Afrique en matière anti-terroriste (comprendre face aux jihadistes du Sahel soutenus par les Anglo-Saxons). Elle propose également de former les policiers africains et d'organiser des échanges de renseignements.

1909 Blocage des comptes libyens aux USA

Les États-Unis ne reconnaissent pas le limogeage du gouverneur de la Banque centrale libyenne. Or, pour avoir accès aux comptes libyens de J.P. Morgan et de la Bank of New York Mellon, la banque doit avoir l'approbation

des départements d'État et du Trésor. En conséquence, les avoirs libyens aux États-Unis sont bloqués.

1910 Élection présidentielle algérienne

L'élection présidentielle algérienne n'a pas déplacé les foules. Le taux de participation était officiellement de 26,46 % à 17 heures. Il est subitement monté à 48,03 % à 20 heures ; un chiffre contesté par l'opposition. Selon les rapports confidentiels du gouvernement français, il serait en réalité de 10 % environ.

Les résultats officiels sont :

- Abdelmadjid Tebboune (Indépendant), 5 329 253 voix (94,65 %) ;
- Abdelaali Hassani Cherif (Mouvement de la société pour la paix), 178 797 voix (3,17 %) ;
- Youcef Aouchiche (Front des forces socialistes), 122 146 voix (2,16 %).

☞ La mythologie algérienne veut que le peuple manifeste massivement son soutien au Raïs. Selon toute vraisemblance les scores des deux perdants auraient été divisés par deux ou trois.

ASIE

1911 Pour Benjamin Netanyahu, Israël est encerclé

Benjamin Netanyahu a déclaré qu'Israël était « entouré d'une idéologie meurtrière dirigée par l'Axe du Mal iranien. Ces derniers jours, des terroristes méprisables ont assassiné de sang-froid six de nos otages et trois policiers israéliens. Les meurtriers ne font pas de distinction entre nous, ils veulent nous tuer tous, jusqu'au dernier ; de droite et de gauche, laïcs et religieux, juifs et non-juifs ».

1912 Le Hamas rejette le déploiement de soldats US dans le corridor de Philadelphie

Le Hamas a démenti l'article du *Washington Post* évoquant un projet états-unien pour le corridor de Philadelphie (« Une force palestinienne formée par les États-Unis est l'arrangement le plus probable pour sécuriser la frontière »). L'organisation islamiste de la résistance

palestinienne souligne que cette affaire est purement interne et que les propositions de Washington ont toutes été des échecs.

1913 L'Autorité palestinienne organise des funérailles nationales pour l'états-uno-turque assassinée par les FDI

L'Autorité palestinienne a organisé une cérémonie militaire en l'honneur de la binationale états-uno-turque, Aysenur Ezgi Eygi, assassinée par les FDI lors d'une manifestation pacifique contre la colonisation.

1914 Londres projetterait d'implanter des soldats au Liban

Selon *Al-Akhbar* (proche du Hezbollah), Londres négocierait un accord avec Beyrouth l'autorisant à poster des militaires au sol et en mer en vue d'une évacuation des ressortissants occidentaux. Le quotidien libanais, s'appuyant sur un brouillon de l'accord, souligne que cette présence militaire sans contrepartie serait assimilable à une occupation.

☞ En février 2014, Londres avait proposé d'édifier des tours de surveillance entre Israël et le Liban. Le Hezbollah avait à la fois mis en cause les lieux d'implantation (frontière ou ligne de démarcation ?) et les équipements de ces tours (que vont-elles surveiller ?). En définitive, le projet a été abandonné.

☞ Le 19 juin, Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah, avait déclaré dans un discours : « Nous avertissons Nicosie : l'ouverture des aéroports et des bases chypriotes à l'ennemi israélien pour cibler le Liban signifierait que le gouvernement chypriote est partie prenante dans la guerre ». Les « bases chypriotes » faisaient allusion aux deux bases militaires permanentes du Royaume-Uni à Chypre.

1915 Le Hezbollah dispose désormais de drones FPV

Depuis le mois de juin, le Hezbollah a publié plusieurs vidéos de caméras embarquées à bord de ses drones. Il dispose désormais de la technologie FPV (*First Person View*) : grâce à un

Analyses du Réseau Voltaire

- « [10 semaines avant l'attaque du Hamas, Netanyahu était au courant, selon le Shin Bet ; non, un an plus tôt, selon le *New York Times*](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

Les mensonges de Benyamin Netanyahu se fissurent. Il est désormais admis que le contre-espionnage avait prévenu le Premier ministre 10 semaines avant l'opération de la Résistance palestinienne. Celui-ci ne peut plus nier ce qu'il niait lorsque le *New York Times* relatait des rapports d'alerte un an auparavant.

- « [Opposés à Netanyahu, deux tiers des Israéliens veulent négocier avec le Hamas](#) », par Thierry Meyssan

La grève générale qui vient de se dérouler en Israël n'est pas seulement une manifestation contre la rhétorique selon laquelle il ne faudrait pas négocier avec les terroristes et que les FDI vont libérer les otages détenus à Gaza. Elle marque le début d'une prise de conscience que le Premier ministre, Benyamin Netanyahu, ne défend pas les juifs.

Certes, les Israéliens juifs ne sont pas encore conscients du nettoyage ethnique à Gaza, mais ils le deviennent des pogroms anti-arabes en Cisjordanie. Progressivement, ils commencent à admettre que leurs ennemis ne sont pas leurs voisins, mais sont parmi eux. Ce sont les sionistes révisionnistes.

• Podcast

Édouard Husson, Thierry Meyssan et Éric Verhaeghe proposent désormais un [podcast](#) (format uniquement audio) afin de pouvoir écouter leurs débats sur l'actualité.

Dans ce premier épisode, ils examinent le débat Harris-Trump et le rapport de Mario Draghi.

casque vidéo, l'opérateur peut s'immerger dans la réalité et voir directement comme s'il était à bord de l'appareil. Il peut donc facilement viser et détruire ses cibles.

Cette technologie a fait la première fois son apparition sur le champ de bataille ukrainien, côté nationalistes intégraux. Elle a rapidement été en possession de l'armée russe et se généralise désormais. Compte tenu de leur vitesse, il n'existe pas à ce jour de défense efficace contre les drones FPV. Leur seule limite est leur portée. Elle ne peut être que de quelques kilomètres afin de maintenir la communication radio entre l'opérateur et le drone.

1916 La Türkiye pose de nouvelles exigences à la Syrie

Les négociations syro-turques se poursuivent. Damas n'exige plus le retrait complet de l'armée turque du gouvernorat d'Idleb, mais la reconnaissance de sa souveraineté y compris sur ce gouvernorat. Une rencontre entre les présidents Assad et Erdogan se profilait à Moscou. Cependant, la partie turque a posé de nouvelles exigences politiques, crispant à nouveau les relations entre les deux pays. Fayçal Mekdad, ministre des Affaires étrangères syrien, et toute sa délégation ont quitté la salle de réunion de la Ligue arabe, le 11 septembre, lorsqu'on a annoncé la prise de parole d'Hakan Fidan, ministre turc des Affaires étrangères. Ils ne sont revenus qu'une fois son discours terminé.

La Syrie avait voté pour inviter M. Fidan, alors que la Turquie ne l'avait pas été depuis 13 ans.

1917 Alliance égypto-turque

Le président Recep Tayyip Erdoğan et son homologue égyptien, Abdel Fattah el-Sissi, ont tenu une conférence de presse conjointe à la suite de leur réunion au complexe présidentiel à Ankara, le 4 septembre. M. Erdoğan s'est d'abord félicité de la reprise de leurs relations diplomatiques en février. Elles avaient été interrompues, en 2013, avec le renversement du président Mohamed Morsi, élu légalement selon Ankara, ayant fait chanter le conseil électoral selon Le Caire.

Puis, il a déclaré : « Nous sommes convenus de tenir régulièrement des consultations pour le règlement des questions régionales, avant tout de la bande de Gaza. La Türkiye et l'Égypte ont

une position commune sur la question palestinienne. La fin du génocide qui dure depuis 11 mois, l'instauration immédiate d'un cessez-le-feu permanent et le flux sans entrave de l'aide humanitaire continuent d'être nos priorités (...) Comme vous le savez, l'Égypte a joué le médiateur avec le Qatar et les États-Unis. Nous, pour notre part, avons appuyé ce processus par l'intermédiaire de notre ministère des Affaires étrangères et de nos services de renseignement. La position israélienne reste à la fois intransigeante et d'obstruction systématique. En martyrisant son interlocuteur pendant la négociation, il a démontré sa mentalité. Je tiens à préciser que nous rejetons les allégations de Netanyahu contre l'Égypte. En ce qui concerne ces questions, nous avons fait et continuons de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour accroître la pression sur l'État hébreu ».

1918 Recep Tayyip Erdoğan dénonce l'expansionnisme israélien

S'exprimant, le 7 septembre, lors du 21^e Congrès des anciens de l'école Imam Hatip, le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, a déclaré : « Aujourd'hui, ils visent à occuper la Cisjordanie et Gaza, en commettant également un génocide dans ces zones. Hier, ils ont odieusement assassiné notre jeune enfant, Ayenur Ezgi Ezgi. À ce jour, ils ont tué plus de 40 000 civils innocents, dont 17 000 enfants. Ils s'attaquent de manière barbare et ont versé le sang sans distinction, qu'il s'agisse d'enfants, de femmes, de jeunes ou de personnes âgées (...) Comme je l'ai déjà dit, ils ne s'arrêteront pas à Gaza. Si l'on continue ainsi, ils viseront également d'autres endroits après avoir occupé Ramallah. Ensuite, le tournant viendra pour d'autres pays de la région, pour le Liban, pour la Syrie. Ils pointeront vers nos terres entre le Tigre et l'Euphrate. Ils l'expriment ouvertement dans chaque carte qu'ils exposent. Ils déclarent déjà qu'ils ne s'arrêteront pas uniquement à l'occupation de Gaza. C'est pourquoi nous disons : "Le Hamas résiste pour les musulmans". C'est pourquoi nous disons : "Le Hamas défend non seulement Gaza, mais aussi les terres islamiques et la Türkiye. S'opposer à la terreur

d'État d'Israël est pour nous un devoir islamique et de foi, une question patriotique. Il s'agit bien sûr d'une question nationale (...) Au cours d'une période aussi critique, les pays islamiques doivent immédiatement se réveiller, voir le danger et étendre leur coopération. Les mesures prises récemment avec l'Égypte et la Syrie visent à forger une ligne de solidarité contre la menace croissante de l'expansionnisme. Tous les pays islamiques doivent adopter une position unie contre l'occupation israélienne, dont le point final n'est pas clair. Nous lançons cet appel depuis le tout début. La seule mesure qui puisse mettre fin à l'arrogance, au banditisme et au terrorisme d'État israélien est l'alliance des pays islamiques. Le nouveau processus que nous avons entamé avec l'Égypte servira au profit de Gaza et de la Palestine. Les pourparlers que nous menons avec les pays voisins seront dans l'intérêt de la région ».

1919 Accusations contre une implication de l'Iran en Ukraine

Le 10 août, [Reuters](#) a avancé que des militaires russes se formeraient en Iran au maniement de missiles à courte portée Fath-360.

☞ Cette imputation est étrange, d'autant que ce devrait être l'inverse : des Fath-360 auraient dû être livrés en Russie, des formateurs iraniens se seraient alors déplacés pour instruire les artilleurs russes. On imagine mal des soldats russes vivant dans une caserne des Gardiens de la Révolution.

Selon le [quotidien koweïtien Al-Jarida](#), l'Iran aurait prévu d'envoyer 1 000 Gardiens de la Révolution sur le front ukrainien, mais pas pour participer directement à des combats. Le président Masoud Pezeshkian aurait convoqué une réunion du Conseil suprême de sécurité nationale pour repousser l'envoi de ces troupes en attendant une confirmation du Guide la Révolution, l'ayatollah Ali Khamenei.

☞ Cette seconde imputation est encore plus étrange. L'envoi de Gardiens de la Révolution hors des communautés chiïtes alliées est contraire à la doctrine militaire iranienne depuis l'expédition en Bosnie-Herzégovine, en 1992. Les États-Unis ont transmis à leurs alliés des informations selon lesquelles l'Iran aurait

transféré 200 missiles à courte portée Fath-360 vers un port non précisé de la Russie en vue d'être utilisés contre l'Ukraine. [La France, l'Allemagne et le Royaume-Uni](#) ont annoncé, le 10 septembre, qu'ils se joindraient à des mesures états-uniennes.

Le [département du Trésor états-unien](#) a communiqué, le 11 septembre, des mesures coercitives unilatérales (qualifiées abusivement de « sanctions » par la propagande atlantiste) à l'encontre de plusieurs sociétés et personnes iraniennes et russe, dont Iran Air.

OCÉANIE

1920 Les Cinq Yeux mettent en place en Australie une plateforme d'échange d'information, « Migration 5 »

Selon la Radio néo-zélandaise, les « Cinq yeux » auraient progressivement et sans débat public mis en place un système d'échange des données nominatives de tous les voyageurs entrant dans leur pays.

Le fichier des voyageurs, initialement basé en Australie, est dénommé « Migration 5 ». Il permet au Royaume-Uni d'instituer l'*Electronic System for Travel Authorization* (ETA).

☞ Les Cinq Yeux sont composés de l'Australie, du Canada, des États-Unis, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni, réunis en vertu d'un accord signé en 1942 lors de la Conférence de l'Atlantique.

Si vous voyagez dans l'un de ces États, les quatre autres auront un accès immédiat aux données personnelles dont dispose votre hôte.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

1921 Le conseil de Sécurité examine la situation en Ukraine

Le conseil de Sécurité des Nations unies s'est réuni, le 10 août, pour débattre de la situation humanitaire sur le front ukrainien, pour la septième fois depuis le début de l'année. Joyce Msuya, secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires par intérim, a rappelé les

conséquences des attaques russes systématiques contre les infrastructures énergétiques de l'Ukraine sur l'accès aux services de base comme l'eau, le chauffage, les télécommunications, les services de santé ou le système éducatif.

Lors de la discussion qui a suivi, le représentant de l'Ukraine a déploré l'impuissance de l'ONU qui n'a ni la mission de forcer la Russie à respecter le droit international ni la capacité à le faire.

La Suisse a rappelé « les limites clairement établies par le droit international humanitaire que toutes les parties doivent respecter en toutes circonstances », insistant sur la séparation entre combattants et non-combattants et entre biens civils et militaires.

Les délégations occidentales ont répété que la Russie devrait rendre des comptes pour ses multiples violations du droit international et ses exactions. Certaines, dont l'Union européenne, faisant référence au récent voyage de Vladimir Poutine en Mongolie, ont rappelé que la Cour pénale internationale avait lancé des mandats d'arrêt contre six responsables russes et que tout État partie au Statut de Rome de la Cour devait exécuter ces mandats d'arrêt.

La Corée du Sud a rappelé l'illégalité des transferts d'armes de la Corée du Nord à la Russie. Elle a demandé à cette dernière de cesser sa coopération militaire avec la Pyongyang et de « remplir son devoir de membre permanent du Conseil de sécurité en mettant fin à cette guerre ».

Le représentant des États-Unis a expliqué que son pays avait prévenu l'Iran « en privé et en public » que le transfert de missiles balistiques à la Russie constituerait une « escalade dramatique », ajoutant que son pays annoncerait ultérieurement de nouvelles sanctions contre l'Iran.

Au contraire, le représentant de la Russie s'est félicité des frappes menées par les forces armées de son pays contre l'Ukraine, qu'il a jugées « impressionnantes et très efficaces », affirmant qu'elles visaient des cibles militaires, à l'exemple de l'école militaire de Poltava « qui forme des spécialistes d'appareils de détection électromagnétique et de guerre radioélectronique ». Ces frappes ont détruit

également de nombreuses installations énergétiques importantes, des entrepôts, des moyens aériens et de munitions d'artillerie, des lieux de fabrication de drones et des aéroports de déploiement, ainsi que des centres de formation nationaliste et de mercenaires étrangers, a-t-il détaillé. Il a également relevé que ces frappes avaient été suivies par un grand nombre d'annonces de décès de militaires hauts gradés, dont « des États-Uniens, des Britanniques, des Français, des Polonais ou des Suédois ». Tout ce qui viendrait aider « la clique de Zelenskyy » deviendrait une cible légitime pour la Russie, a-t-il averti.

Le représentant russe a certes reconnu « des tragédies qui n'ont pas pu être évitées ces derniers jours », mais a attribué les victimes civiles des frappes russes à des problèmes rencontrés par « le système de défense antiaérienne défaillant de l'Ukraine », citant le cas d'une « erreur de tir qui a tué sept personnes le 30 août à Kharkov ». Il a aussi dénoncé le placement de la défense antiaérienne dans des lieux habités en violation du droit international humanitaire. Les pays occidentaux devraient apprendre aux Ukrainiens de ne pas placer les installations de tirs dans les écoles, les crèches et les hôpitaux ; ils devraient également leur apprendre à ne pas transporter des militaires dans des ambulances et des bus scolaires, a-t-il ajouté.

Le représentant a également dénoncé « l'aventure de Koursk », accusant « des égorgeurs ukrainiens » introduits dans la région d'avoir lancé contre des civils pacifiques un véritable régime de terreur, tuant des enfants ou enlevant des civils qui n'ont pas eu le temps d'être évacués. Il a dénoncé comme un exemple flagrant de politique de « deux poids, deux mesures » le mutisme de ses « collègues occidentaux » face aux crimes commis par les Ukrainiens sur le territoire de Koursk et leur silence sur les tirs du « régime de Kiev » sur des villes russes pacifiques, comme le 28 août dans la région de Zaporojie. Il a dénoncé à de multiples reprises les agissements de « nazis » ou de « néonazis », dont il a aussi longuement énuméré les activités menées ouvertement sur le territoire d'États soutiens de l'Ukraine, comme le Canada ou le Japon, État membre du Conseil

qui a ensuite dénoncé des propos « malicieux » à l'égard de son pays.

1922 Le conseil de Sécurité examine la situation au Soudan

Le conseil de Sécurité de l'ONU a examiné la situation au Darfour, le 11 septembre. Les deux parties au conflit (les Forces d'appui rapide et les Forces armées soudanaises) se livrent un combat sans tenir compte des populations civiles. Il s'ensuit de très graves violations de leurs droits, des destructions massives d'infrastructures indispensables, de très nombreuses victimes et un exode massif.

Le représentant des Forces armées soudanaises (seules reconnues internationalement) a exhorté à faire pression sur les autorités des Émirats arabes unis pour qu'elles cessent leur « guerre secrète » au Soudan. Il les a accusées d'en profiter pour exploiter illégalement de l'or, s'appuyant sur plusieurs sources dont le Groupe d'action financière (GAFI). Le représentant des Émirats a catégoriquement démenti cette accusation, rappelant au passage que son pays avait déjà donné 200 millions de dollars d'aide humanitaire aux Soudanais.

Le Conseil a décidé de reconduire les sanctions pour un an, notamment l'embargo sur les armes. La Chine a souligné que les sanctions sont un moyen et non pas une fin, celles-ci ne doivent pas remplacer la diplomatie ou devenir un outil politisé. La Russie a fustigé le « caractère inadmissible » des mesures coercitives unilatérales imposées par certaines parties aux autorités soudanaises. Toute mesure d'aide extérieure doit être constructive et se faire en coordination avec les autorités centrales du pays ».

1923 Le conseil de Sécurité examine le programme militaire chimique de la Syrie

Le conseil de sécurité a examiné, le 5 septembre, le conflit opposant l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) à la Syrie. L'Organisation a posé 29 questions à la Syrie dont 19 restent en suspens. Elle attend notamment des informations supplémentaires

sur des mouvements non autorisés de deux cylindres en lien avec l'incident du 7 avril 2018 à Douma. En l'état actuel des choses, le Secrétariat technique de l'Organisation considère que la déclaration soumise par la Syrie ne peut toujours pas être considérée comme exacte et complète conformément à la Convention sur les armes chimiques.

Le rapport détaillé de l'OIAC des déclarations syriennes fait état d'activités non déclarées éventuellement liées à des moutardes azotées et du soman, voire à la présence d'un indicateur d'agent neurotoxique EA 1699.

Damas a accepté de prolonger l'accord tripartite avec le secrétariat technique de l'OIAC et le bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets pour six mois supplémentaires.

La coopération de la Syrie avec l'OIAC se heurte à l'insistance du secrétariat technique de l'Organisation à politiser ce dossier au lieu d'adhérer aux principes de professionnalisme, de neutralité et de crédibilité, a déploré la délégation syrienne, selon qui les rapports mensuels du Directeur général de l'OIAC continuent de promouvoir les mêmes fausses allégations et accusations que les pays occidentaux hostiles portent contre Damas. Elle a évoqué le [rapport du « Berlin Group 21 »](#) qui détaille les graves lacunes du travail des équipes du secrétariat technique de l'OIAC.

👉 Le « Berlin Group 21 » est une ONG créée autour de l'ancien directeur de l'OIAC, le Brésilien José Mauricio Bustani ; de l'ancien rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme en Palestine occupée, l'États-unien Richard Falk ; et du directeur de *l'Organisation for Propaganda Studies*, le Britannique Piers Robinson.

« Cette fiction politisée n'a qu'un seul objectif : tromper le Conseil et suivre la ligne de l'Occident collectif pour maintenir sans fin le dossier chimique syrien à flot », a fustigé la délégation russe. En 10 ans, 150 réunions techniques ont eu lieu, 45 visites de sites ont été effectuées, 180 échantillons ont été prélevés et 350 documents ont été reçus de Damas, a ajouté la Russie pour qui « nier les succès obtenus dans ces domaines, c'est aller à l'encontre de la vérité ».

Israël a bombardé le 8 septembre, c'est-à-dire trois jours après cette réunion, un centre de recherche militaire à Mesyaf (Syrie), tuant 21 personnes. Pour justifier son agression, Tel-Aviv a prétendu qu'il s'agissait d'un centre de recherche sur des armes chimiques.

1924 La Palestine siège désormais à l'Assemblée générale de l'ONU

En vertu de la résolution ES-10/20, l'État de Palestine a été admis de plein droit à l'Assemblée générale.

Israël a répondu que cette résolution était motivée par un « favoritisme politique » qui modifie la Charte des Nations Unies et permet à des entités non étatiques d'atteindre le plus haut niveau de représentation internationale « sans respecter les conditions de base du statut d'État ». Toute action ou mesure qui améliore le statut de la Palestine revient à promouvoir le terrorisme du Hamas. De fait, cette décision de l'Assemblée générale appuie le terrorisme et empêche de trouver une solution au conflit, a-t-il conclu.

☞ Qualifier la Palestine d'État est effectivement discutable, mais beaucoup moins que le dire d'Israël. Rappelons que la [résolution 273](#) par laquelle Israël a été admis à l'ONU faisait explicitement référence à sa lettre du 29 novembre 1946. Celle-ci l'engage à accepter, sans réserve aucune, les obligations découlant de la charte des Nations unies et à les observer du jour où il deviendra membre des Nations unies. Or, Israël a immédiatement violé ses engagements et continue à le faire comme on le voit aujourd'hui avec le nettoyage ethnique de la Bande de Gaza, les pogroms en Cisjordanie, l'occupation du plateau du Golan syrien, des fermes de Shebaa libanaises et du corridor égyptien de Philadelphie, sans parler de la préparation de l'annexion de la ville de Gaza.

1925 Selon António Guterres, la pénurie alimentaire à Gaza empire

Stéphane Dujarric de La Rivière, porte-parole du secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a déclaré : « Il convient de répéter que la situation humanitaire à Gaza reste au-delà de

la catastrophe et que nous n'avons toujours pas toutes les conditions nécessaires pour soutenir les populations proches à l'échelle dont elles ont réellement besoin ».

Entre le 19 août et la fin du mois, 450 000 repas ont été fournis quotidiennement aux familles de l'ensemble de la bande de Gaza. Il en aurait fallu plus du double.

Plus d'un million de personnes n'ont pas reçu de rations alimentaires en août dans le sud et le centre de Gaza. Elles ont dû se débrouiller seules.

1926 Volker Turk exige que l'on tire les conséquences des décisions de la CIJ

Volker Turk, haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, inaugurant la 57^e session du Conseil des droits de l'homme, a cité la décision de la Cour internationale de justice qualifiant l'occupation israélienne des territoires palestiniens d'illégale. Il a déclaré : « Aucun État ne doit accepter de mépris flagrant pour le droit international, y compris les décisions contraignantes du Conseil de sécurité de l'ONU et les ordonnances de la Cour internationale de Justice, ni dans cette situation, ni dans toute autre situation ».

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France. Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand. 42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71. [Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros. Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°100 - 20 septembre 2024

ÉDITORIAL

1927 La Russie arme Ansar Allah contre Israël en riposte à l'armement de l'Ukraine par les États-Unis

Les États-Unis ont retiré leurs deux groupes navals du Proche-Orient, l'*USS Theodore Roosevelt* et l'*USS Abraham Lincoln*.

Ansar Allah (les « partisans de Dieu », qualifiés péjorativement de « Houthis », c'est-à-dire la « bande de la famille Houthi », par la propagande atlantiste) a tiré un missile sur le centre d'Israël, le 15 septembre. Selon son [porte-parole](#), il a traversé 2 040 kilomètres en 11 minutes.

Au contraire, selon les FDI, il ne s'agissait pas d'un missile hypersonique. Il a été touché par la défense antiaérienne israélienne, mais n'a pas été abattu.

Un incendie s'est déclaré près de Lod, causé par le missile ou par des débris de celui-ci.

Imitant le comportement des FDI à Gaza, Ansar Allah a publié un avis aux Israéliens déclarant que Tel-Aviv est une « zone de guerre » et qu'ils doivent l'évacuer pour le désert du Néguev qu'ils considèrent comme une « zone humanitaire ».

Le 16 septembre, Ansar Allah a déclaré que le gouvernement états-unien lui avait proposé de le reconnaître à la condition qu'il cesse d'attaquer Israël. Le département d'État a démenti.

👉 Observons le changement de règle du jeu, non pas en Israël et en Palestine, mais à l'échelle mondiale. Le missile yéménite n'a pas été intercepté par la défense israélienne. Il s'agissait donc d'un engin hypersonique guidé depuis un satellite, comparable aux sept missiles hypersoniques iraniens qui ont frappé leur cible le 14 avril. Ansar Allah n'ayant pas de technologie spatiale à sa disposition, qui lui a fourni les données de guidage ? Il est peu probable que Téhéran se soit lancé dans cette aventure au moment où le président Masoud Pezeshkian tente de renouer avec les Occidentaux.

Nous avons appris que le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, s'était secrètement rendu la semaine dernière, quelques heures, en Russie. L'information a été strictement censurée par les FDI en Israël. Son entretien avec son ex-ami, le président Vladimir Poutine, ne s'est pas bien passé (...)

(...) Le retrait des porte-avions états-uniens indique que Washington n'entendait pas se mêler de la querelle russo-israélienne.

Mais le plus important est ailleurs : Moscou avait prévenu qu'il répondrait aux États-Unis, qui donnent des armes à l'Ukraine pour aggraver la Russie, en donnant aussi des armes à des ennemis de Washington pour le frapper en retour. L'Ukraine vient de frapper un gazoduc russe avec des armes états-uniennes. En riposte, le Yémen a frappé l'oléoduc reliant Ashkelon à Eilat avec des données satellitaires russes.

AMÉRIQUES

1928 La Ligue de défense juive réapparaît au Canada

Le 13 septembre, une manifestation propalestinienne à Toronto a été perturbée par des militants kahanistes. Ils se revendiquaient de la [Ligue de défense juive](#), une organisation suprémaciste juive interdite aux États-Unis, mais tolérée au Canada et en France.

Les ministres israéliens Itamar Ben-Gvir et Bezalel Smotrich se revendiquent du rabbin Meïr Kahane.

1929 Des élus démocrates demandent une enquête états-unienne sur la mort d'Aysenur Ezgi Eygi

Des élus de Washington, la sénatrice Patty Murray et la représentante Pramila Jayapal, présidente du *Congressional Progressive Caucus*, [ont écrit le 11 septembre au président Joe Biden](#) pour lui demander de trouver les responsables de l'assassinat d'Aysenur Ezgi Eygi. Ils lui ont rappelé que les enquêtes israéliennes sur la mort de Rachel Corrie (2003) et sur celle de Shireen Abu Akleh (2022) n'avaient rien donné.

Le sénateur démocrate Bernie Sanders (Vermont) a déclaré, le 13 septembre : « Aysenur Ezgi Eygi a été abattue par les forces de sécurité israéliennes alors qu'elle protestait pacifiquement contre une colonie israélienne illégale en Cisjordanie le 6 septembre. Il n'y

aura pas de coupable si les États-Unis s'en remettent au gouvernement israélien extrémiste pour enquêter sur leurs propres actions.

Bien sûr, il n'y a pas eu de coupable pour les près de 700 Palestiniens, dont 150 enfants, tués en Cisjordanie au cours des 11 derniers mois par les forces de sécurité et les colons israéliens. Il n'y a pas eu de coupable pour les attaques répétées des colons israéliens, rendues possibles par les forces de sécurité, contre des villes et des villages palestiniens, ni aucune réponse significative aux incendies de maisons et d'entreprises palestiniennes.

Les États-Unis ne peuvent pas continuer à fermer les yeux sur les actions illégales du gouvernement israélien extrémiste. Nous ne pouvons pas permettre que des citoyens états-uniens et des Palestiniens innocents soient tués en toute impunité. Nous devons agir ».

1930 Hillary Clinton met en cause la responsabilité de Benjamin Netanyahu dans l'attaque du 7 octobre

Dans son livre *Something Lost, Something Gained : Reflections on Life, Love, and Liberty* (Quelque chose de perdu, quelque chose de gagné : réflexions sur la vie, l'amour et la liberté), Hillary Clinton analyse les conséquences de l'attaque du 7 octobre en Israël sur les campus états-uniens. Elle s'étonne que Benjamin Netanyahu n'ait assumé aucune responsabilité.

1931 Un États-unien lié aux nationalistes intégraux ukrainiens tente d'assassiner Donald Trump

La police de Floride a arrêté Ryan Routh qui s'apprêtait à assassiner le candidat Donald Trump sur son golf de West Palm Beach. Le tireur était en possession d'un AK-47, d'une lunette de visée et d'une caméra GoPro.

👉 Ryan Routh est un ancien combattant de la Légion internationale en Ukraine. Il est lié au régiment Azov. Selon les autorités russes la Légion internationale rassemble des mercenaires

et des soldats masquant leur appartenance à des forces armées étrangères régulières.

👉 Edward Snowden a immédiatement souligné que l'engagement de Ryan Routh comme mercenaire en Ukraine impliquait qu'il ait été en contact avec les services secrets états-unis.

1932 Washington tente de faire interdire RT partout

Le 13 septembre, Antony Blinken, secrétaire d'État, a affirmé que la chaîne de télévision publique russe RT était « un organe *de facto* de l'appareil de renseignement russe ». « Nous exhortons chaque allié et chaque partenaire à traiter les activités de RT comme ils le font avec d'autres activités de renseignement menées par la Russie à l'intérieur de leurs frontières ».

👉 RT en anglais et en français devrait être interdit à terme dans tous les États développés liés aux Occidentaux. Cependant son canal arabe et son canal espagnol s'imposent dans les pays du Sud comme des sources d'information bien plus fiables que les canaux occidentaux.

1933 Linda Thomas-Greenfield qualifie les bombardements israéliens de civils comme « évitables »

Linda Thomas-Greenfield, représentante permanente des États-Unis au conseil de sécurité de l'ONU, a déclaré en séance que les bombardements d'Israël ces dernières semaines contre des écoles, des travailleurs humanitaires et des civils étaient « évitables ».

Les États-Unis s'adaptent à la décision de la Cour internationale de justice.

1934 Alexandria Ocasio-Cortez s'interroge sur une implication états-unienne dans l'attaque israélienne contre des bipeurs civils au Liban

La représentante Alexandria Ocasio-Cortez (New York) a déclaré : « L'attaque israélienne contre des bipeurs au Liban a fait exploser des milliers d'appareils à travers quantité d'espaces

publics, blessant et tuant des civils innocents. Cette attaque viole clairement et sans équivoque le droit international humanitaire et sape les efforts des États-Unis pour prévenir un conflit plus large. Le Congrès a besoin de savoir si une assistance états-unienne a été fournie pour le développement ou le déploiement de cette technologie ».

1935 Le Venezuela saisit une cargaison d'armes états-uniennes destinée à des actions terroristes

Diosdado Cabello, vice-président vénézuélien en charge de la sécurité, a déclaré lors d'une conférence de presse, le 14 septembre, que 400 armes à feu (fusils et pistolets de gros calibres) ont été saisies. Elles étaient importées illégalement des États-Unis dans des conteneurs de nourriture pour chien et destinées à des opérations terroristes.

1936 Le Venezuela émet des mandats d'arrêt contre Javier et Karina Milei

En août 2022, l'Argentine a saisi un avion Emtrasur Cargo Boeing 747-300FM, propriété du Venezuela. Il a depuis été transféré aux USA. Buenos-Aires appliquait une mesure coercitive unilatérale états-unienne (abusivement qualifiée de « sanction » par la propagande atlantiste) car cet avion avait été acheté par le Venezuela à Mahan Air (Iran).

Tarek Saab, procureur général vénézuélien, a indiqué avoir nommé deux procureurs pour traiter les mandats d'arrêt contre Milei, sa sœur Karina Milei, qui dirige le bureau du président, et la ministre argentine de la sécurité, Patricia Bullrich.

Il a ajouté que les actions des dirigeants argentins constituent sept crimes différents selon la loi vénézuélienne, dont le « vol aggravé » et le blanchiment d'argent. Selon Saab, « un tribunal compétent ici au Venezuela » se prononcera bientôt sur les mandats d'arrêt.

Diana Mondino, ministre argentine des Affaires étrangères a publié une déclaration

« répudiant » les mandats d'arrêt. Elle fait valoir que la remise de l'avion avait été autorisée par le système judiciaire argentin conformément à un traité bilatéral avec Washington. « Le pouvoir judiciaire est un pouvoir indépendant, dans lequel le gouvernement ne peut et ne doit interférer en aucune façon », a-t-elle déclaré.

L'Argentine a récemment demandé à la Cour pénale internationale d'ordonner l'arrestation du président vénézuélien Nicolás Maduro, qu'elle a qualifié de « dictateur » et accusé de violations des droits de l'homme.

EUROPE

1937 Benyamin Netanyahu tente de faire valider ses intoxications par le *Jewish Chronicle*

Le *Jewish Chronicle*, la revue juive la plus ancienne au monde, a publié un communiqué : « Nous avons conclu une enquête approfondie sur le journaliste indépendant Elon Perry, après que des allégations ont été faites au sujet de certains aspects de son dossier. Bien que nous croyions qu'il ait servi dans les Forces de défense israéliennes, nous n'avons pas été satisfaits de certaines de ses affirmations. Nous avons donc supprimé ses articles de notre site web et mis fin à toute association avec M. Perry ».

Elon Perry a publié plusieurs articles fondés sur des « sources de renseignement » et présentant un plan de fuite de Gaza vers l'Iran de Yahya Sinwar, ainsi que des révélations sur le nombre et la situation des otages vivants. Ses sources ont été contestées par des spécialistes du renseignement israélien, dont les experts de la Douzième chaîne, et ses articles dénoncés comme de la propagande pro-Netanyahu. Ses révélations viseraient uniquement à accréditer les imputations du Premier ministre selon qui, le Hamas utiliserait des souterrains sous le corridor de Philadelphie. D'autres ont contesté sa prétendue participation personnelle au raid d'Entebbe (1976).

👉 Deux autres journalistes ont annoncé démissionner de la revue, compte tenu du flou

autour des conditions de recrutement d'Elon Perry. Officiellement le *Jewish Chronicle* a été sauvé de la faillite et transformé en Charitable Trust. Selon *Prospect magazine*, cette structure cacherait le nom du véritable nouveau propriétaire de la revue, Paul E. Singer. Ce multimilliardaire états-unien est le patron du fonds d'investissement Elliott Management. Il serait aussi sioniste révisionniste et le principal donateur de la Foundation for Defense of Democracies. Enfin, depuis le mariage de son fils Andrew avec un autre homme, il finance des campagnes en faveur du mariage homosexuel.

👉 La semaine dernière, le quotidien allemand *Bild* avait affirmé disposer d'un [document du Hamas](#), daté du printemps 2024, qui aurait été trouvé dans un ordinateur de son chef, Yahya Sinwar. L'organisation y aurait décrit la manière d'utiliser les otages pour obtenir le plus grand nombre d'avantages.

1938 Réunion intergouvernementale à Madrid pour la « solution à deux États »

Accueillis à Madrid, le 12 septembre, des responsables arabes, turcs et européens, y compris des représentants de la Ligue des États arabes et de l'Organisation de la coopération islamique, ont discuté d'une « solution à deux États » entre Israël et la Palestine et d'une aide humanitaire d'urgence pour Gaza.

1939 La Russie proteste contre la rétention d'informations par l'Allemagne dans l'affaire Nord Stream

La Russie a écrit, le 16 août, au conseil de sécurité (Réf. ONU S/2024/619). Elle fait remarquer que les articles parus dans *Die Zeit* le 14 août 2024, le *Süddeutsche Zeitung* le 14 août 2024, et *ARD* le 15 août 2024 montrent que l'Allemagne détient des informations sur le sabotage des gazoducs Nord Stream.

L'Allemagne lui a répondu, le 9 septembre, en écrivant à son tour au conseil de sécurité pour l'assurer que « le Bureau du Procureur fédéral continue de mener des enquêtes criminelles sur le sabotage commis contre les gazoducs Nord

Stream 1 et 2. Ces enquêtes sont menées de manière impartiale et indépendante et dans le respect des principes fondamentaux de l'état de droit. Elles sont toujours en cours. L'Allemagne reste déterminée à honorer ses obligations internationales » (Réf. ONU S/2024/665).

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

1940 L'UE prépare des mesures coercitives contre Iran Air

Suite aux informations confidentielles (cf VAI 1900), jugées « crédibles » par Bruxelles, l'Union européenne prépare de nouvelles mesures coercitives unilatérales (abusivement qualifiées de « sanctions » par la propagande atlantiste) contre l'Iran.

L'Allemagne et la France ont déjà annoncé préparer des « sanctions » contre Iran Air.

Les États-Unis assurent que l'Iran fournit des missiles à moyenne portée à l'armée russe pour se battre sur le front ukrainien. Téhéran et Moscou démentent.

1941 L'UE se divise à propos des sanctions contre la Russie

Le conseil des chefs d'État et de gouvernement européens devra se prononcer sur la poursuite des sanctions contre la Russie. L'Allemagne propose que le gel de tous les avoirs publics russes soit valable pendant 5 ans et soit inclus dans le régime des sanctions européennes visant les personnes et entités russes, ce régime étant révisé chaque année. La France, au contraire, propose de séparer les règles visant les profits générés par le gel des avoirs de la Banque centrale de Russie, qui seraient revues tous les 3 ans, du régime des sanctions européennes visant les personnes et les entités russes. Enfin, la Hongrie propose de ne rien décider avant l'élection présidentielle états-unienne, étant

entendu qu'une victoire de Donald Trump mettrait fin aux sanctions occidentales contre la Russie.

1942 Ursula von der Leyen veut étendre la financiarisation de l'écologie

Les services de l'ONU réfléchissent à créer des « crédits nature » sur le modèle des « crédits carbone » qui s'échangent à la bourse de Chicago. La Commission européenne pense déjà à la manière dont les préoccupations écologiques pourraient être financiarisées, a indiqué la présidente Ursula von der Leyen lors d'un discours à la conférence *Digital Life Design* de Munich, le 13 septembre.

1943 La nouvelle équipe de la Commission européenne

L'Estonienne Kaja Kallas devrait devenir haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente exécutive de la Commission. Elle devrait chapeauter quatre commissaires : la Slovène libérale Marta Kos pour l'élargissement, la Croate conservatrice Dubravka Šuica pour la Méditerranée, le Tchèque conservateur Jozef Síkela pour les partenariats internationaux et la Belge libérale Hadja Lahbib chargée de l'aide humanitaire.

La haute représentante travaillera également en étroite collaboration avec le Lituanien conservateur Andrius Kubilius pour la défense et l'espace, qui sera sous la direction de la vice-présidente exécutive pour la souveraineté technologique, la sécurité et la démocratie, la Finlandaise Henna Virkkunen

1944 La Cour de justice de l'UE ordonne que la Hongrie change le sexe d'une personne sans demander de preuve d'intervention chirurgicale

La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a rendu, le 12 septembre, une décision contraignant la Hongrie à changer la mention du genre d'un immigré transsexuel dans les

registres officiels sans demander de preuve d'intervention chirurgicale.

1945 La Cour de justice de l'UE annule l'amende de Google

La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a annulé l'amende de 1,49 milliard d'euros imposée par Bruxelles à Google en mars 2019 pour abus de position dominante dans la publicité en ligne.

1946 La Géorgie s'engage pour le « corridor du Milieu »

La Géorgie et la Chine ont signé un mémorandum d'accord sur le développement des couloirs de transport pour l'express ferroviaire Chine-Europe et la route de transport international transcaspienne, également connue sous le nom de « corridor du Milieu ».

1947 Commission d'enquête géorgienne sur la guerre de 2008

La commission d'enquête géorgienne sur les causes de la guerre de 2008 a débuté ses travaux. De nombreux hommes politiques, dont l'ancien Premier ministre Bidzina Ivanishvili, accusent l'ancien président Mikheil Saakashvili d'avoir organisé cette guerre pour le compte d'une puissance étrangère.

L'ex-président Saakashvili, après avoir renoncé à sa citoyenneté géorgienne et être devenu gouverneur d'Odessa (Ukraine), est rentré dans son pays. Il y a été arrêté, jugé, et condamné à 6 ans de prison pour abus de pouvoir. Il purge actuellement sa peine dans un hôpital. Son état de santé mental s'est considérablement détérioré.

☞ La guerre osséto-géorgienne de 2008 avait été provoquée par l'administration Bush. Deux ministres étrangers avaient été placés à des postes clés au sein du gouvernement Saakashvili. Cependant, si le président russe, Dmitri Medvedev, avait paru dépassé, son Premier ministre, Vladimir Poutine, avait réagi

en envoyant l'armée russe défendre l'Ossétie du Sud. Celle-ci, bien que désorganisée et sous-équipée remporta la victoire. Au passage, la Russie détruisit les deux aéroports militaires qui avaient été loués par la Géorgie à l'Israël pour attaquer l'Iran. Cette guerre a encouragé Moscou à réformer son armée et à investir dans la recherche militaire. Elle a aussi soudé la Russie et l'Iran.

1948 Alexeï Navalny n'a pas été assassiné sur ordre de Vladimir Poutine, mais de Leonid Nevzlin

Selon la Fondation anti-corruption (ACF) d'Alexeï Navalny, dont fait partie son épouse Ioulia Navalnaïa, ce ne sont pas les autorités russes qui auraient fait assassiner l'opposant à Vladimir Poutine au centre pénitentiaire de Kharp, en février 2024, mais un autre opposant, l'oligarque Leonid Nevzlin.

C'est également lui qui aurait commandité les attaques contre Leonid Volkov, l'assistant de Navalny, à Vilnius (mars 2024), contre Ivan Jdanov, un responsable de l'ACF, à Genève (juin 2024) et contre Alexandra Petrakova à Buenos Aires. De même, M. Nevzlin aurait donné instruction pour faire suivre Maria Pevchikh, actuelle présidente de l'ACF.

L'ACF et le parquet russe ont reçu une capture de conversation vidéo qui ne laisse aucun doute sur la culpabilité de Leonid Nevzlin. Elle leur aurait été transmise par un homme de main, Andrey Matus.

☞ Leonid Nevzlin, qui était un assistant de Mikhaïl Khodorkovski, a subitement quitté la Russie après l'arrestation de son patron, officiellement pour fraude fiscale, officieusement pour tentative de coup d'État. Il a pris la nationalité israélienne et possède aujourd'hui 25 % des parts du quotidien *Haaretz*.

1949 Le Kremlin inquiet des conséquences des explosions au Liban et en Iraq

Dmitry Preskov, porte-parole du Kremlin, a déclaré : « Les causes et les circonstances de l'affaire des bipeurs libanais [et iraqiens] doivent être établies et ceux qui l'ont organisée doivent être identifiés ». Selon lui, cette opération fait courir un vrai risque de guerre régionale au Moyen-Orient.

☞ Le Kremlin ne pense pas qu'Israël soit l'unique responsable de cette affaire.

AFRIQUE

1950 Plus personne ne défend la sincérité de l'élection présidentielle algérienne

Le président réélu Abdelmadjid Tebboune a signé un communiqué commun avec ses concurrents malheureux pour dénoncer ensemble les incohérences majeures des résultats électoraux publiés par la Commission nationale.

1951 L'Alliance des États du Sahel fête son premier anniversaire

Le 15 septembre, les membres de l'Alliance des États du Sahel (AES) ont fêté le premier anniversaire de leur coalition. À cette occasion le président de l'Alliance, le colonel malien Assimi Goïta, a prononcé un discours retransmis non seulement par la télévision de son pays, mais aussi par celles du Burkina-Faso et du Niger.

Après avoir dressé le bilan des actions accomplies, il a annoncé l'introduction d'un passeport biométrique, la création d'une banque d'investissement, d'un fonds de stabilisation pour soutenir les projets d'intégration économique et d'une chaîne d'information commune pour renforcer la cohésion régionale.

1952 Réunion secrète de chefs d'entreprises africains

Le Nigérian Aliko Dangote, l'homme le plus riche d'Afrique, a réuni 52 chefs d'entreprise au Rwanda du 6 au 8 septembre pour l'African Renaissance Retreat.

Un dîner officiel a été offert par le président rwandais, Paul Kagame. Son homologue kényan, William Ruto, et trois anciens chefs d'État Ellen Johnson Sirleaf (Libéria), Olusegun Obasanjo (Nigeria) et Jakaya Kikwete (Tanzanie) y ont participé.

Aucune information n'a filtré de ces échanges.

ASIE

1953 Poursuite des manifestations en Israël contre Benyamin Netanyahu

Des manifestations contre la politique du gouvernement Netanyahu pour des discussions avec le Hamas afin d'obtenir la libération des otages se poursuivent dans tout le pays.

Des militants ont peint un ruban jaune, symbole des otages, sur toutes les routes du pays.

1954 Le gouvernement Netanyahu décline toute responsabilité à Gaza

Interrogé par la Haute Cour d'Israël, le gouvernement Netanyahu a indiqué qu'il n'y avait pas de raison, selon lui, d'augmenter l'aide humanitaire à Gaza, vu qu'il ne contrôle pas ce territoire et n'y exerce donc pas de responsabilité juridique.

1955 Démission du général Yossi Sariel

Le général Yossi Sariel, commandant de l'unité 8200 responsable du renseignement électromagnétique de l'armée israélienne, a annoncé qu'il démissionnait de sa position en raison de ce qu'il avait appelé sa « responsabilité personnelle » pour l'échec de son unité le 7 octobre.

☞ La base de l'unité 8200, située à Galilout, près de Tel-Aviv, a été bombardée la semaine dernière par des drones FPV du Hezbollah, faisant de gros dégâts (cf. VAI 1879). Cette opération fait l'objet d'une stricte censure militaire dans la presse israélienne.

☞ Le 5 avril, le *Guardian* avait révélé [l'identité du commandant de l'unité 8200](#) à la suite d'une erreur de sécurité.

1956 Les FDI relancent leurs accusations contre l'UNRWA

L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a affirmé que plusieurs de ses employés avaient été tués dans une attaque perpétrée par les FDI, le 11 septembre, dans le camp de réfugiés de Nuseirat à Gaza.

Selon les FDI deux des victimes, Yasser Ibrahim Abu Sharar et Iyad Matar, étaient à la fois des employés de l'UNRWA et des membres du Hamas.

Les FDI ont déclaré avoir contacté l'agence pour demander un complément d'information mais ne pas avoir reçu de réponse.

1957 Les FDI recrutent des mercenaires étrangers

Les Forces de défense israéliennes (FDI) recrutent des demandeurs d'asile iraniens, russes, turcs et noirs africains pour aller se battre à Gaza. Elles leur promettent une régularisation de leur statut s'ils s'engagent.

1958 Yoav Galant en sursis

Benjamin Netanyahu envisage de renvoyer son ministre de la Défense, le général Yoav Galant, parce qu'il s'oppose à une opération militaire au Liban (comme le ministre des Affaires étrangères). Il serait remplacé par Gideon Sa'ar qui se présentait comme l'anti-Netanyahu au sein du Likoud et doit toujours affronter l'opposition de Sara Netanyahu (l'épouse de

« Bibi »). M. Sa'ar aurait promis au Premier ministre de nommer qui il voudrait à la tête des FDI.

Amos Hochstein, un double national israélo-états-unien qui est l'envoyé spécial de la Maison-Blanche, a convoqué MM. Netanyahu et Galant ensemble pour dissuader le Premier ministre d'attaquer le Liban.

Analyse du Réseau Voltaire

« [Le 10 septembre, les colons israéliens sont devenus des migrants illégaux](#) », par Thierry Meyssan

Nous sommes habitués à voir Israël se livrer à des exactions sous le prétexte de sa sécurité et les Anglo-Saxons à le défendre au conseil de sécurité. De sorte que nous assistons à des crimes sans aucune conséquence judiciaire. Cette situation est désormais terminée. La Cour internationale de justice a balayé le raisonnement de Tel-Aviv et l'État de Palestine est devenu un membre de plein droit des Nations unies. Il ne sera donc plus possible de détourner le regard sur la situation des Palestiniens et ceux-ci disposeront de la capacité de poursuivre leurs bourreaux.

1959 Yaïr Lapid appelle les États-Unis à l'aide

Yaïr Lapid, chef de l'opposition parlementaire israélienne, a été reçu à Washington par le conseiller national de sécurité, Jacob "Jake" Sullivan. Il l'a imploré de conclure un accord avec le Hamas et de libérer les otages.

1960 Israël a pénétré les principaux VPN

Selon *MintPress*, l'[Unité 8200 des FDI contrôlerait des réseaux privés virtuels](#) (VPN). Il s'agirait de ExpressVPN, CyberGhost, Private Internet Access, ZenMate et Intego Antivirus via la société Kape Technologies (ex-Crossrider).

1961 Benyamin Netanyahu critique Keir Starmer

Dans un entretien au *Daily Mail*, [Benyamin Netanyahu](#), Premier ministre israélien, critique les messages contradictoires du gouvernement Starmer. « Le précédent gouvernement britannique était clair dans son soutien. Malheureusement, le gouvernement actuel envoie des messages mitigés. Il dit que nous avons le droit de nous défendre, mais il sape notre capacité à exercer ce droit à la fois en renversant la position de la Grande-Bretagne sur les allégations absurdes faites par le procureur de la CPI contre Israël et en bloquant les ventes d'armes à l'État hébreu alors que nous luttons contre l'organisation terroriste génocidaire qui a perpétré le massacre du 7 octobre », déclare-t-il.

1962 Khaled Mechal pense que le Hamas gagne

[Khaled Mechal](#), chef de la branche politique en exil du Hamas depuis l'assassinat d'Ismail Haniyeh, a déclaré au *New York Times* que si son groupe ne se précipite pas pour conclure un accord, c'est parce qu'il a la conviction de prendre le dessus. À titre d'exemple, il relève que les États-Unis ne parlent plus de Gaza après le Hamas, mais de Gaza après la guerre.

1963 Nawaf Moussaoui provoque une polémique sur l'influence du Hezbollah

Nawaf Moussaoui, ancien député du Hezbollah, a donné une interview à la chaîne de télévision de son parti, Al-Manar, le 14 septembre, c'est-à-dire à l'occasion du 42e anniversaire de l'assassinat du président libanais pro-israélien Bachir Gemayel. Il a évoqué la possible désignation d'un nouveau président de la République par l'Assemblée nationale contre l'avis du Hezbollah en déclarant : « Il ne pourra jamais y parvenir. Et à supposer qu'il réussisse à être élu, ce président ne vivra pas ».

Immédiatement, deux notes d'information ont été présentées contre lui au ministre de la Justice, l'accusant d'incitation au meurtre.

Nawaf Moussaoui, a donné sa démission des instances dirigeantes du Hezbollah en 2019 à la suite d'autres erreurs de langage.

1964 Les États-Unis font exploser des bipeurs et des talkies-walkies trafiqués par Israël au Liban, en Syrie et en Iraq

Israël a fait exploser au Liban, en Syrie et en Iraq environ 5 000 appareils de communication : des bipeurs, le 17 septembre vers 15 heures 30 minutes, et des talkies-walkies, le lendemain 18 septembre vers 17 heures, faisant au moins 37 morts (dont 12 enfants) et 4 000 blessés, dont 450 grièvement (95 ont été transportés par avion vers des hôpitaux en Iran).

Ces matériels avaient été récemment importés et pourraient avoir été piégés avant leur arrivée au Liban et en Iraq. Les bipeurs ont été fabriqués il y a quelques mois par la société hongroise BAC Consulting KFT (aujourd'hui disparue), sous licence de la société taïwanaise Gold Apollo. Les talkies-walkies portaient le logo de la société japonaise Icom Inc.

Selon le *New York Times*, de petites quantités d'explosif et des détonateurs auraient été implantés dans les engins. Cependant, ceci n'est qu'une hypothèse à ce stade de l'enquête. La seule chose certaine est que les batteries au lithium ont d'abord chauffé, puis explosé.

Najib Mikati, Premier ministre démissionnaire libanais, a déclaré que l'incident représentait une « grave violation de notre souveraineté ».

Parmi les victimes, on relève l'ambassadeur d'Iran au Liban. Téhéran a déclaré suivre cette agression.

Cette attaque spectaculaire est sans impact ni sur les armes du Hezbollah au Liban et en Syrie, ni sur celles des milices chiites irakiennes, qu'elle désorganise, mais elle ne change pas grand-chose au rapport de force.

Selon *Al-Monitor*, une alerte aurait été lancée au sein du Hezbollah, le 15 septembre, selon laquelle ces appareils étaient possiblement

compromis. Israël aurait donc décidé d'agir sans attendre alors que l'opération n'aurait dû avoir lieu que lors de l'attaque du Liban.

Selon CNN, le général Yoav Galant, ministre israélien de la Défense, aurait averti le jour même de l'opération son homologue états-unien, le général Lloyd Austin, mais sans lui donner de détail. Il se serait contenté de l'informer d'une opération à venir au Liban.

☞ Selon nos sources sur place, deux appareils Lockheed EC-130H Compass Call de l'US Air Force ont survolé les côtes libano-syriennes ainsi que l'Iraq. Ils ont déclenché les explosions sur leur passage.

1965 Les FDI attaquent un centre de recherche militaire syrien

Selon le *New York Times*, les FDI ont réalisé une [opération très sophistiquée](#) contre le Centre d'études scientifiques et de recherche militaire près de Masyaf, dans le nord-ouest de la Syrie. Elle combinait des forces spéciales hélicoptées et des fantassins.

L'opération visait quatre bâtiments qui, entre autres, fournissaient des missiles au Hezbollah libanais.

L'opération aurait reçu l'aval du général Michael E. Kurilla, commandant des forces états-uniennes pour le Moyen-Orient élargi (CentCom), lors de son déplacement à Tel-Aviv.

Les sites auraient été partiellement détruits et des documents auraient été saisis permettant de connaître plus précisément les missiles dont dispose le Hezbollah.

Selon l'agence Sana, l'attaque a fait 18 morts, mais selon l'OSDH, il y en aurait eu 25 et une dizaine de blessés.

1966 Bachar el-Assad désigne un nouveau secrétaire du conseil des ministres

Le président syrien, Bachar el-Assad, a désigné, le 14 septembre, un nouveau président du conseil des ministres, Mohammad Ghazi Jalali. C'est un ancien ministre des Télécommunications et de la Technologie (2014-2016).

☞ Contrairement à ce qu'indique la presse occidentale, il n'y a pas de Premier ministre en Syrie, qui dispose d'un régime présidentiel comme les États-Unis. Le rôle du président du conseil des ministres n'est donc pas politique. Il se contente d'animer l'équipe ministérielle du président.

1967 Les Frères musulmans arrivent en tête des élections législatives jordaniennes

Les élections législatives jordaniennes se sont tenues le 10 septembre avec une participation de seulement 32 % des inscrits.

Le Front islamique d'action, branche jordannienne de la Confrérie des Frères musulmans, obtient 31 des 138 sièges de la Chambre des représentants. Il s'agit de son meilleur score depuis les élections de 1989. Il n'est pas clair s'il s'agit d'une adhésion à son programme ou d'un soutien à la branche palestinienne de la Confrérie, le Hamas. Quoi qu'il en soit, ils espèrent emporter la présidence du Parlement.

Les résultats sont :

- Front islamique d'action : 28,33 % des suffrages exprimés, 31 sièges ;
- Parti de la Charte (centriste) : 5,72 % des voix, 21 sièges ;
- Erada : 19 sièges ;
- Parti du progrès : 9 sièges ;
- Parti islamique national : 7 sièges ;
- Azem : 5 sièges ;
- Union nationale : 5 sièges ;
- Indépendants : 31 sièges.

Les petites formations politiques totalisent 10 sièges.

1968 Mohammed bin Salman confirme le soutien saoudien à un État palestinien

Mohammed bin Salman, prince héritier et Premier ministre saoudien, a fermement condamné, le 18 septembre, les « crimes d'occupation israélienne » contre le peuple palestinien et a déclaré que le royaume ne reconnaîtrait pas l'État israélien sans un État palestinien.

1969 Masoud Pezeshkian tente de renouer avec les deux partis kurdes irakiens

Masoud Pezeshkian, président iranien, s'est rendu en visite officielle au Kurdistan irakien. Il a abordé d'une manière nouvelle les relations entre cette région et son pays : il a tenté de se rapprocher des deux frères ennemis, le Parti démocratique du Kurdistan (famille Barzani) et l'Union patriotique du Kurdistan (famille Talabani). Jusqu'à présent, l'Iran ne s'intéressait qu'au second.

1970 Réunion secrète pour les otages israéliens à Paris

Sheikh Mohammed bin Abdulrahman al-Thani, Premier ministre qatari, a rencontré des familles d'otages israéliens, ainsi que Benny Gantz, le 10 septembre à Paris. Ronald S. Lauder, président du Congrès juif mondial, aurait également participé à cette réunion de haut niveau, dans le cadre des nouveaux efforts déployés pour obtenir la libération des derniers otages israéliens détenus par le Hamas à Gaza.

1971 Les Émirats pourraient déployer une force de paix à Gaza

Les Émirats arabes unis se préparent à déployer une force de paix à Gaza. Mais, selon leur ministre des Affaires étrangères, Abdullah bin Zayed, ce ne sera possible que si Israël reconnaît l'État de Palestine.

1972 La Türkiye enquête sur l'assassinat d'Aysenur Ezgi Ezgi

Yilmaz Tunç, ministre turc de la Justice, a déclaré que le bureau du procureur général d'Ankara enquêtait sur « les responsables du martyre et de l'assassinat de notre sœur Aysenur Ezgi Ezgi ». Il a précisé que la Türkiye disposait de preuves concernant le meurtre et présenterait des demandes d'arrestation à l'échelle internationale.

1973 Masoud Pezeshkian affirme que les Iraniens sont frères des États-Unis

Masoud Pezeshkian, président iranien, a déclaré lors d'une conférence de presse télévisée, le 16 septembre, que Téhéran n'avait pas envoyé de missiles hypersoniques à Ansar Allah. Il a indiqué : « Nous ne sommes pas hostiles aux États-Unis, ils devraient mettre fin à leur hostilité à notre égard en montrant leur bonne volonté. Nous sommes également frères des États-Unis ».

☞ Depuis 46 ans, toute manifestation en Iran comprend des cris « *Mort à l'Amérique !* »

1974 Washington tente de contraindre Bharat à interdire RT

Selon *The Hindu*, l'ambassade des États-Unis à New Delhi a demandé au gouvernement Modi d'[interdire la chaîne de télévision publique russe RT](#), d'abroger les accréditations de ses journalistes et de les désigner comme « agents étrangers ».

Le gouvernement Modi a fait savoir que Bharat ne suivrait pas les mesures coercitives des États-Unis et de l'Union européenne sans que le conseil de sécurité de l'ONU ne décide de sanctions.

1975 La Chine prend des mesures contre les sociétés qui arment sa région de Taïwan

Le ministère chinois des Affaires étrangères a pris des mesures contre neuf sociétés états-

uniennes qui fournissent des armes à Taïwan, en violation du principe internationalement reconnu d'une seule Chine. Il s'agit de Sierra Nevada Corporation, Stick Rudder Enterprises LLC, Cubic Corporation, S3 AeroDefense, TCOM, Limited Partnership, TextOre, Planate Management Group, ACT1 Federal et Exovera.

☞ Rappelons que la Chine considère Taïwan comme une de ses régions en vertu de la résolution 2758 de l'assemblée générale de l'ONU (1971) et du Consensus de 1992, cosigné par Beijing (PCC) et Taipei (Kuomintang).

☞ La vente d'armes états-uniennes à Taïwan viole trois déclarations communes des États-Unis et de la Chine populaire, dont le [communiqué du 17 août 1982](#).

☞ Contrairement à ce que laisse entendre la propagande états-unienne, la Chine populaire n'a jamais déclaré vouloir envahir Taïwan, mais se préparer à y intervenir militairement si une puissance étrangère y installait des troupes. Les officiels des deux côtés chinois ont dit et redit que jamais des Chinois ne devraient tuer d'autres Chinois.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

1976 L'Assemblée générale somme Israël d'évacuer sous 12 mois les territoires palestiniens occupés

S'adressant à l'assemblée générale de l'ONU, le 17 septembre, Riyad Mansour, observateur permanent de l'État de Palestine a déclaré : « Je me tiens sur cette tribune pour vous dire que la justice est le seul chemin vers la paix. Je vous demande à tous de respecter le droit international et de ne pas le sacrifier sur l'autel de calculs politiques froids et irresponsables ». « Nous ne sommes pas un peuple de trop. Nous ne sommes pas un problème. Nous voulons vivre dans la liberté, la souveraineté, la dignité, la paix et la sécurité sur notre terre ancestrale. Ce qui se passe aujourd'hui à Gaza pourrait bien être le dernier chapitre de la tragédie endurée par le peuple palestinien, ou bien le premier chapitre

d'une réalité encore plus tragique pour notre région », a-t-il ajouté en déposant un projet de résolution demandant la fin de l'occupation israélienne des territoires palestiniens.

Danny Danon, représentant permanent d'Israël a répliqué qu'un tel texte ressort du « terrorisme diplomatique ». « Comment pouvez-vous adopter une résolution unilatérale sans réfléchir à ce qu'a enduré le peuple israélien le 7 octobre ? », a-t-il poursuivi.

Pourtant, sans justice et sans état de droit, les Israéliens comme les Palestiniens n'atteindront pas ce à quoi ils aspirent le plus : la paix et la sécurité, a fait valoir le Camerounais Philémon Yang, président de l'Assemblée générale.

En définitive, le 18 septembre, l'assemblée générale a adopté, par 124 voix pour, 14 contre (Argentine, États-Unis, Fidji, Hongrie, Israël, Malawi, Micronésie, Nauru, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Tchéquie, Tonga, Tuvalu) et 43 abstentions, [une résolution](#) qui exige d'Israël qu'il mette fin sans délai à sa présence illicite dans le Territoire palestinien occupé, laquelle constitue un fait illicite à caractère continu engageant sa responsabilité internationale, et qu'il le fasse au plus tard 12 mois après l'adoption du texte.

En outre, l'Assemblée générale demande la convocation dans un délai de six mois d'une conférence des Hautes Parties contractantes à la quatrième Convention de Genève, relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, pour que celles-ci examinent les mesures à prendre pour faire appliquer la Convention dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est.

1977 La Russie menace l'OTAN au conseil de sécurité

Le 13 septembre, Vassili Nebenzia, représentant permanent russe au conseil de sécurité de l'ONU, a averti les délégations occidentales qu'en cas d'usage par les forces ukrainiennes d'armes occidentales contre le territoire russe en profondeur, « les pays de l'OTAN entreraient

directement en guerre contre la Russie et nous serions contraints de prendre les décisions qui s'imposent ». Cela pourrait impliquer une « guerre nucléaire pour le secteur agricole de l'est de l'Europe ». « La faute ne peut être entièrement rejetée sur Kiev » puisque l'emploi de telles armes n'est possible qu'avec l'aide de données provenant de satellites états-unis et européens. Le problème n'est donc pas l'emploi de ces armes, mais la détermination des « cibles à frapper ».

Accusant par ailleurs l'armée ukrainienne d'utiliser, avec l'aval occidental, des substances toxiques et chimiques « dans la zone de l'opération militaire spéciale », la Russie a réfuté les « insinuations » du « chef de la junte néonazie » sur la livraison de missiles balistiques iraniens à la Russie.

Dénonçant « la propagande et les mensonges hallucinants » de la délégation russe, les États-Unis ont estimé que le seul « fait nouveau » depuis la dernière réunion sur cette question concerne la livraison à la Russie, début août, du premier lot de missiles iraniens d'une portée de 120 kilomètres. Ces missiles s'ajoutent aux milliers de drones envoyés par l'Iran à la Russie depuis 2022 et utilisés par les forces russes avec des effets dévastateurs sur les civils et les infrastructures civiles de l'Ukraine.

☞ Rappelons que l'Iran et la Russie ont démenti ces transferts d'armes et que s'il y a un doute concernant les drones, aucun missile iranien n'a été utilisé en Ukraine.

1978 L'OMS confirme avoir procédé à la première vague de vaccination à Gaza

Richard Peepkorn, représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a confirmé, le 12 septembre, que 552 000 enfants ont reçu leur première dose de vaccin oral contre la poliomyélite à Gaza. Il convient de leur distribuer une seconde dose dans un mois.

1979 Préparation d'un Tribunal international pour juger les crimes russes en Ukraine

41 États et organisations intergouvernementales se sont réunis, le 18 septembre, à Vienne en vue de créer un tribunal spécial international pour juger « l'agression » russe en Ukraine. C'était la 11^e réunion de ce type. Les participants ont défini la manière dont ce tribunal serait constitué et les pouvoirs dont il disposerait.

Ce tribunal est une [initiative de Gordon Brown](#), ancien Premier ministre britannique, soutenu par le Conseil de l'Europe.

☞ Rappelons que, d'un point de vue russe, l'opération spéciale en Ukraine n'est pas une agression, mais une application de la résolution 2202 du conseil de sécurité et de son annexe 2.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France. Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand. 42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71. [Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros. Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°101 - 27 septembre 2024

ÉDITORIAL

1980 Le projet de cessez-le-feu au Liban est-il franco-états-unien ou israélien ?

Amos Hochstein, en sa qualité de représentant spécial du président Joe Biden et non pas en tant qu'officier israélien, a suggéré au président français, Emmanuel Macron, de proposer une initiative de paix pour le Liban.

Les présidents Joe Biden et Emmanuel Macron ont immédiatement publié un [communiqué](#) : « Il est temps de parvenir à un règlement à la frontière israélo-libanaise qui garantisse la sécurité et permette aux civils de rentrer dans leurs foyers.

Les échanges de tirs qui ont eu lieu depuis le 7 octobre, et en particulier au cours des deux dernières semaines, menacent d'élargir le conflit et de porter atteinte aux civils.

C'est pourquoi nous avons travaillé ensemble ces derniers jours sur un appel conjoint à un cessez-le-feu temporaire afin de donner à la diplomatie une chance de réussir et d'éviter de nouvelles escalades de part et d'autre de la frontière. »

Cette déclaration a été approuvée dans l'heure par l'Australie, le Canada, l'Union européenne, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Royaume-Uni et le Qatar.

Washington et Paris espèrent négocier un cessez-le-feu ou une trêve de trois semaines, durant laquelle Amos Hochstein effectuera des navettes diplomatiques entre le Liban et Israël, jusqu'à parvenir à un accord global, à l'image de ce qui s'est produit en 2022 quand un accord sur la délimitation de la frontière maritime entre les deux pays avait été conclu.

Bien entendu, Israël a rejeté cette proposition, comme il l'avait fait avec celles sur une paix à Gaza. Ce remue-ménage, ne marge de l'assemblée générale de l'ONU, n'était qu'une mise en scène afin de permettre aux FDI de poursuivre leur guerre pendant que les chefs d'État se succédaient à la tribune.

☞ L'accord israélo-libanais sur la frontière maritime prévoyait une répartition des zones d'exploitation des ressources d'hydrocarbures. Par la suite, il s'est avéré que les données dont on disposait à l'époque étaient fausses et que la partie attribuée au Liban est bien moins dotée qu'on l'avait cru. Amos Hochstein est un expert mondialement reconnu des exploitations pétrolières.

☞ Il importe de rappeler que durant les cinq semaines suivant l'opération Déluge d'Al-Aqsa, (...)

(...) les FDI ont pilonné l'extrême-sud du Liban pour prévenir toute incursion du Hezbollah.

Celui-ci n'a réagi qu'après le déplacement d'environ 100 000 Libanais, l'assassinat d'un photographe de Reuters et les blessures infligées à six autres journalistes. La presse internationale ayant refusé de couvrir ce front dangereux, le Hezbollah a décidé de riposter et de provoquer le déplacement de 100 000 Israéliens.

Il ne fait donc aucun doute qu'Israël est le seul responsable du conflit en cours.

☞ Le Mossad a lancé, les 17 et 18 septembre, une opération faisant exploser les bipeurs et talkies-walkies du service de sécurité civile du Hezbollah (cf. VAI 1964). Ces matériels n'étaient pas utilisés par les combattants du Hezbollah, mais par son service de sécurité, équivalent des polices municipales dans les communes où le Hezbollah a remporté les élections.

Cette opération constitue une violation de l'article 7 du Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs (dixit Convention de Genève du 10 octobre 1989). Elle a été unanimement condamnée par tous les États membres des Nations unies et n'a pas été publiquement revendiquée par Israël.

☞ Immédiatement après, les FDI ont débuté des bombardements sur de nombreuses villes libanaises et des assassinats ciblés de commandants du Hezbollah, tandis que celui-ci répliquait.

☞ Ces opérations correspondent à une déclaration du gouvernement de Benyamin Netanyahu, le 23 septembre, devant la Haute Cour d'Israël, reconnaissant qu'il avait perdu face au Hamas à Gaza (cf. VAI 2000)

AMÉRIQUES

1981 Le Canada et les États-Unis négocient leur frontière arctique

Le Canada et les États-Unis ont débuté des négociations pour délimiter leurs frontières en mer de Beaufort. Les deux pays revendiquent les réserves d'hydrocarbures de cette région à la limite de l'Arctique.

1982 Après avoir dit le contraire, les États-Unis soutiennent Israël pour écraser le Liban

- John Kirby, porte-parole du conseil de Sécurité nationale de la Maison-Blanche, a déclaré le 22 septembre que les États-Unis font tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher une « guerre totale » entre Israël et le Hezbollah. « Nous ne croyons pas que l'escalade de ce conflit militaire soit dans l'intérêt de Tel-Aviv. »

- Le 23 septembre, le général Lloyd Austin, secrétaire états-unien à la Défense, « a exprimé son soutien au droit israélien de se défendre lui-même » face au Liban, tout en soulignant « l'importance de trouver une solution diplomatique qui permettra aux résidents des deux côtés de la frontière de retourner dans leurs foyers aussi rapidement que possible et en toute sécurité. »

- Joe Biden, président des États-Unis, a déclaré de manière lénifiante à la tribune de l'assemblée générale des Nations unies : « Depuis le 7 octobre, nous sommes déterminés à empêcher une guerre plus large qui engloutit toute la région. Le Hezbollah, qui n'a pas été provoqué, s'est joint à l'attaque du 7 octobre en lançant des roquettes en direction de l'État hébreu. Près d'un an plus tard, un trop grand nombre de personnes de part et d'autre de la frontière israélo-libanaise sont toujours déplacées. La guerre à grande échelle n'est dans l'intérêt de personne. Même si la situation s'est aggravée, une solution diplomatique est encore possible. En fait, elle reste la seule voie vers une sécurité durable qui permettra aux résidents des deux pays de retourner à la frontière en toute sécurité.

C'est à cela que nous travaillons sans relâche. Nous nous tournons vers l'avenir. »

1983 Dennis Ross produit une série documentaire contre le Hezbollah

L'ancien ambassadeur états-unien pro-israélien Dennis Ross a produit la [série documentaire](#) en huit épisodes, *Otages du Hezbollah* de l'universitaire libanaise pro-israélienne Hanin Ghaddar. Elle expose, à partir d'interviews d'anciens membres du parti, « sa tyrannie sur le Liban, son occupation de la Syrie, sa mafia, ses trafics de sexe et de drogue, et son rôle dans l'Empire arabe iranien » (sic). Elle est diffusée en anglais sur internet et en arabe par la chaîne de télévision saoudienne al-Arabiya.

1984 Inutile réunion du Quad

Les États-Unis ont d'abord pensé étendre l'Otan dans la région Indo-Pacifique via le « Quad » (États-Unis, Australie, Japon et Bharat) selon une idée du Premier ministre japonais Shinzo Abe. Mais les Indiens se sont nettement retirés, choisissant de se tenir à égale distance de Washington et de Beijing. Ils ont donc annulé le sommet prévu en Australie puis ont substitué, en mai dernier, les Philippines à l'Inde, dans ce qu'ils nomment désormais le « Squad ». Ils tentent d'y joindre la Corée du Sud, d'où le traité de défense mutuelle, signé en juin par la Corée du Nord et la Russie.

Cependant, le président Biden a reçu les chefs d'État et de gouvernement du Quad (Anthony Albanese, Fumio Kishida et Narendra Modi), le 21 septembre à Wilmington (Delaware). Ils ont dressé le maigre bilan de leur groupe en matière de sécurité maritime et de cyberdéfense. Surtout, ils sont convenu de plusieurs positions communes au plan international.

Ce sommet était donc celui de l'hypocrisie. Les États-Unis ont reçu Narendra Modi, le Premier ministre indien, avec tous les honneurs, alors qu'ils l'ont accusé l'année dernière d'avoir commandité l'assassinat d'un séparatiste sikh (en fait un chef terroriste) sur leur sol et qu'ils

viennent d'organiser une révolution colorée au Bangladesh contre Bharat.

1985 Luiz Inácio Lula da Silva dénonce le droit israélien de se venger

Luiz Inácio Lula da Silva, président brésilien, a déclaré devant l'assemblée générale des Nations unies : « Ce qui a commencé [en Palestine] comme une action terroriste perpétrée par des fanatiques contre des civils israéliens innocents est devenu un châtement collectif pour l'ensemble du peuple palestinien. » Le droit de se défendre est devenu un droit de se venger, empêchant ainsi un accord pour la libération des otages et différant tout cessez-le-feu.

EUROPE

1986 Fernando Sampedro Marcos souhaite que l'UE s'accorde face au Venezuela

Fernando Sampedro Marcos, secrétaire d'État espagnol aux Affaires européennes, a indiqué, mardi 24 septembre, que son pays souhaitait « élever la discussion » sur la crise politique au Venezuela au niveau des dirigeants européens, qui se réuniront les 17 et 18 octobre à Bruxelles.

👉 L'Espagne, qui avait déjà reconnu Juan Guaidó comme président du Venezuela, a exfiltré Edmundo González Urrutia à l'issue de l'élection présidentielle et lui a accordé l'asile politique. Le Congrès des députés espagnol et le Parlement européen l'ont reconnu comme seul président du Venezuela.

1987 Pedro Sánchez dénonce l'accroissement des guerres

Pedro Sánchez, président du gouvernement espagnol, a relevé devant l'assemblée générale de l'ONU, le 25 septembre, que pour la première fois depuis deux décennies, le nombre de conflits est en hausse, de même que le nombre de victimes, de blessés et de personnes déplacées. Selon certaines études, l'impact économique de la violence correspondrait à 13 % du PIB mondial, soit l'équivalent de toute

la richesse créée en un an par 180 pays, a-t-il signalé.

1988 La Suède et la Finlande veulent conditionner les fonds de l'UE au respect de l'État de droit

La Suède et la Finlande ont écrit aux institutions européennes, le 23 septembre, pour conditionner tous les fonds de l'UE au respect de l'État de droit, en vertu des valeurs communes de l'UE énoncées à l'article 2 du Traité sur l'Union européenne et de la nécessité, pour les citoyens européens, « d'avoir confiance dans le fait que les fonds communs de l'UE sont utilisés de manière appropriée et responsable ».

La Slovaquie s'est montrée réticente à cette initiative.

János Bóka, ministre hongrois des Affaires européennes, a indiqué que la présidence hongroise du conseil de l'Union européenne tiendrait des discussions sur la situation spécifique d'États membres, dont la Pologne, au regard du respect de l'État de droit. Une discussion sur la situation en Hongrie aura lieu sous la présidence polonaise au premier semestre 2025.

1989 L'UE attaque préventivement la Chine sur les produits laitiers à l'OMC et s'apprête à imposer des droits de douane sur ses véhicules électriques

La Commission européenne a demandé l'ouverture de consultations avec la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) concernant l'enquête antisubventions chinoise sur certains produits laitiers européens.

👉 Il s'agit de la première étape de la procédure de règlement des différends à l'OMC. Si les deux parties ne s'entendent pas pour régler le problème dans un délai de 60 jours, l'UE sera en droit de réclamer l'ouverture d'un tribunal d'arbitrage.

En parallèle, l'enquête antisubventions européenne sur les véhicules électriques chinois

se poursuit et devrait conclure à des tarifs compensateurs définitifs d'ici le 30 octobre.

1990 La présidence hongroise de l'UE accepte d'inscrire à l'ordre du jour un prêt à l'Ukraine gagé sur les profits générés par les avoirs russes bloqués

Répondant aux pays scandinaves et baltes, lors du débat sur les priorités de la présidence hongroise au Conseil des affaires générales, le ministre hongrois des Affaires européennes, János Bóka, a assuré, mardi 24 septembre à Bruxelles, que la présidence hongroise du conseil de l'UE entendait continuer les travaux destinés à poursuivre l'aide des États membres à l'Ukraine. Il a donc consenti à inscrire à l'ordre du jour de la réunion des ambassadeurs des États membres auprès de l'UE (Coreper) le paquet législatif visant à concrétiser la décision des pays du G7 d'octroyer un prêt de 50 milliards de dollars gagé sur les profits futurs générés par les avoirs de la Banque de Russie immobilisés dans l'UE.

1991 L'UE soutient l'Ukraine

- Le Parlement européen a invité, le 19 septembre, les États membres à lever immédiatement les restrictions sur l'utilisation des systèmes d'armes occidentales livrées à l'Ukraine contre des « cibles militaires légitimes » sur le territoire russe. Il presse en outre les États membres de « peser activement » sur le gouvernement hongrois pour qu'il mette un terme au blocage de la « Facilité européenne pour la paix » et du nouveau Fonds d'assistance à l'Ukraine. 6,6 milliards d'euros sont actuellement bloqués.

- Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, s'est rendue à Kiev, les 19 et 20 septembre. À l'issue d'un entretien avec le président Volodymyr Zelensky, elle a annoncé un prêt de 35 milliards d'euros accordé par le conseil des chefs d'État et de gouvernement de l'UE, en application de la décision du sommet du G7 de Savilletri, le 13 juin dernier. En outre, elle a débloqué un don supplémentaire de 160

millions d'euros pour résoudre les problèmes de chauffage de l'Ukraine durant l'hiver.

• De son côté, Josep Borrell, haut représentant de l'UE, a déclaré, le 24 septembre, à l'issue de la réunion du conseil de Sécurité de l'ONU sur ce thème : « Tant que les Ukrainiens voudront résister, nous devons les soutenir. Sinon, nous ferons une erreur historique [...] Les 'peace lovers' (amoureux de la paix) veulent la paix rapidement, de la manière la plus rapide possible. Mais ils n'ont pas mentionné que le moyen le plus rapide pour y parvenir est que la Russie retire ses troupes d'Ukraine. Oui, il existe un autre moyen, la reddition ukrainienne. Mais nous ne voulons pas de ce genre de fin de guerre. »

AFRIQUE

1992 Emmanuel Macron pourrait reconnaître la responsabilité de la France dans la mort de Larbi Ben M'hidi

Le président français Emmanuel Macron a reçu, le 19 septembre, cinq membres français (Benjamin Stora, Florence Hudowicz, Jacques Frémeaux, Jean-Jacques Jordi et Tramor Quemeneur) de la commission mixte algéro-française chargée du travail mémoriel sur la colonisation française en Algérie. L'entretien a porté sur une possible reconnaissance de l'assassinat par le commandant Paul Ausaresses de Larbi Ben M'hidi, un des neuf chefs historiques qui ont déclenché l'insurrection algérienne de 1954.

Larbi Ben M'hidi avait été détenu durant neuf jours dans une ferme abandonnée dans la Mitidja où, selon la version officielle actuelle, il se serait suicidé.

👉 En 2017, le président Emmanuel Macron avait reconnu la responsabilité de la France dans la mort du mathématicien communiste français Maurice Audin.

1993 Bassirou Diomaye Faye dénonce l'imposition de normes civilisationnelles comme normes universelles

Bassirou Diomaye Faye, président sénégalais, a déclaré devant l'assemblée générale des Nations unies que les êtres humains sont tous porteurs d'une même dignité, que ce soit à Tel-Aviv, à Gaza ou à Dakar. Qualifiant le conflit en Palestine de « plaie ouverte sur la conscience internationale », il s'est ému du sort de générations entières qui ont grandi sous l'oppression. Il a lancé un appel au cessez-le-feu et affirmé le soutien de son pays à une solution à deux États avec Jérusalem-Est comme capitale de la Palestine.

Enchaînant sur la situation du Sahel, il s'est refusé à fermer les yeux sur la tragédie qui s'y déroule. Il a dénoncé l'inaction du Conseil de sécurité face aux meurtres et aux pillages des terroristes dans la région. De même, il a dénoncé les tentatives d'ingérence : « Nous ne pouvons accepter que le Sahel devienne le théâtre de rivalités étrangères. »

La paix n'est pas seulement l'absence de guerre, a-t-il déclaré, considérant qu'elle incluait également la possibilité de vivre dans la dignité, de pouvoir se nourrir, de s'éduquer et de recevoir des soins. Il a prôné la rupture avec toute tentative d'imposer unilatéralement des normes civilisationnelles, estimant qu'aucune nation ne peut imposer ses pratiques et valeurs comme normes universelles. « Le respect des différences est un fondement de la paix dans le monde », a-t-il conclu.

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

1994 Arrestation de deux membres du Groupe Wagner au Tchad

Maxime Chougaleï et Samir Seïfan ont cette fois été arrêtés à l'aéroport de N'Djamena, le 19

septembre. On ignore les raisons de l'arrestation de ces deux Russes liés au groupe Wagner.

1995 Le Burkina Faso dénonce des opérations de déstabilisation

Le Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration du Burkina Faso a affirmé avoir déjoué « plusieurs tentatives de déstabilisation », impliquant selon lui l'ancien président de transition, le lieutenant-colonel Paul Henri Sandaogo Damiba, ainsi que d'anciens ministres. « Nous avons pu déjouer plusieurs tentatives de déstabilisation aussi pernicieuses qu'incessantes », a indiqué le ministre de la Sécurité, Mahamoudou Sana, dans une déclaration lue à la télévision nationale.

Début juillet, le capitaine Ibrahim Traoré, président du Burkina Faso, avait affirmé « qu'un centre d'opérations pour déstabiliser » le Burkina était installé à Abidjan.

1996 Un membre du Groupe Wagner conseiller spécial du président centrafricain

Dmitri Podolsky, ancien membre du Groupe Wagner, a été nommé conseiller spécial Sécurité du président centrafricain Faustin-Archange Touadéra.

1997 Condamnation à mort de Jean-Jacques Wondo en RDC

Le Belge Jean-Jacques Wondo, expert international en matière militaire, collaborateur du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (Grip) de Bruxelles, a été condamné à la peine de mort à Kinshasa pour sa participation à la tentative de coup d'État du 19 mai.

Le ministère public l'a accusé d'avoir mis sa jeep privée au service du chef de l'opération, Christian Malanga, mais n'a pas été capable de dire de quelle couleur elle était.

1998 Cyril Ramaphosa dénonce l'apartheid israélien

Cyril Ramaphosa, président sud-africain, a déclaré à l'Assemblée générale des Nations unies qu'au cours des 11 mois qui se sont écoulés depuis le 7 octobre, « l'État hébreu s'est engagé dans un acte de châtement collectif dans son assaut contre la population de Gaza. Le tourment de la population de Gaza se poursuit sans relâche. La violence à laquelle le peuple palestinien est soumis est une sombre continuation de plus d'un demi-siècle d'apartheid qui a été perpétré contre des Palestiniens par les Israéliens. Nous, Sud-Africains, savons à quoi ressemble l'apartheid. Nous avons vécu l'apartheid. Nous avons souffert et nous sommes morts sous l'apartheid. Nous ne resterons pas silencieux. »

☞ La structuration de l'apartheid sud-africain et la politique des Bantustans (définie par le Black Homelands Citizenship Act de 1970) ont été menées par John Vorster avec les sionistes révisionnistes. Il s'agissait, pour Golda Meir et Yitzhak Rabin, de tester avec des noirs la politique qui serait appliquée avec des Arabes.

ASIE

1999 Israël contre Al-Jazeera

• Le 22 septembre, aux alentours de trois heures du matin, des soldats israéliens armés et masqués ont pénétré de force dans les locaux d'Al-Jazeera à Ramallah avant de confisquer les caméras des journalistes, de les sommer de partir et de remettre au chef du bureau, Walid al-Omari, un ordre de fermeture de 45 jours. Les FDI ont également posé deux grandes plaques de métal soudées à l'entrée du bâtiment pour en condamner l'accès.

☞ Ramallah est la capitale de l'Autorité palestinienne. Cette opération viole les accords d'Oslo qui définissent ce secteur comme la « zone A », exempte de forces israéliennes.

En mai, le gouvernement israélien a décidé l'interdiction des activités d'Al-Jazeera en Israël

après que la Knesset a adopté une loi autorisant la fermeture de chaînes étrangères si le contenu était considéré comme une menace pour la sécurité du pays.

- « Les efforts d'Israël pour censurer Al-Jazeera portent gravement atteinte au droit du public à l'information sur une guerre qui a bouleversé tant de vies dans la région », a alerté dans un communiqué [Carlos Martínez de la Serna](#), directeur des programmes du Comité pour la protection des journalistes (CPJ).

2000 Le gouvernement Netanyahu reconnaît avoir échoué face au Hamas

Le gouvernement de Benyamin Netanyahu a déclaré à la Haute Cour d'Israël, le 25 septembre, que « maintenant, le Hamas a la capacité d'exercer son autorité gouvernementale dans la bande de Gaza [...] Il détermine la politique, active les mécanismes de sécurité et crée de nouvelles organisations de sécurité pour gérer l'ordre public, dont l'objectif est de prendre le contrôle de l'aide humanitaire, de l'affecter aux besoins du mouvement, de canaliser l'argent vers la bande de Gaza, de payer les salaires et de distribuer l'aide [...] Les capacités militaires du Hamas n'ont pas encore été éliminées et les affrontements violents se poursuivent. Cela est particulièrement vrai à la lumière du retour à l'activité du Hamas dans les zones d'où les Forces de défense israéliennes se sont retirées, et de la reconstruction par l'organisation de ses capacités dans la région. »

2001 Israël déploie l'unité 98 à sa frontière nord

Israël a déployé l'unité 98 des FDI à la frontière libanaise, soit environ 10 000 hommes. Cette unité, aux méthodes particulièrement brutales et cruelles selon la Commission israélienne Winograd (2007), aurait pour mission de prévenir les infiltrations du Hezbollah.

Analyse du Réseau Voltaire

- « [La guerre cognitive en Occident](#) », par Thierry Meyssan

En Occident, la censure n'est plus qu'une méthode de gouvernement d'un autre âge. L'OTAN mène une guerre cognitive, non pas contre des idées et des raisonnements, mais pour altérer la capacité des citoyens à prendre en compte la manière de penser des autres cultures. Cette guerre a d'abord conduit à interdire les médias russes, RT, Sputnik, etc. Puis, aujourd'hui, à exercer de très fortes pressions à l'encontre de leaders d'opinion, comme Scott Ritter ou Jürgen Elsässer, qui ne perçoivent pas les Russes comme des ennemis, car ils sont capables de les comprendre.

- « [Le cybercide du Mossad au Liban et ses répercussions mondiales](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

Les explosions de bipeurs et de talkies-walkies du Mossad au Liban ne sont pas uniquement des crimes de guerre contre les civils. Ils n'ont pas touché les combattants, mais la force de police du Hezbollah et les civils au milieu desquels ils sont. Ils posent une question de sécurité beaucoup plus vaste. Immédiatement les gardiens de la Révolution iraniens ont stoppé net l'usage de matériels électroniques fabriqués en Occident, et pas seulement des outils de communication. Israël est le spécialiste mondial des logiciels espions. Désormais, nous savons qu'ils peuvent non seulement nous écouter à notre insu, mais aussi nous tuer. C'est vrai au Liban et partout dans le monde.

- Vidéo : Thierry Meyssan reprend sa chronique sur le Courrier des stratèges

Thierry Meyssan a repris sa chronique vidéo bimensuelle. Il traite cette fois de la [guerre israélienne contre le Liban en général et le Hezbollah qui le défend](#).

2002 Yoav Gallant annonce une opération contre le Liban

Le général Yoav Gallant, ministre israélien de la Défense, a déclaré le 23 septembre, que « dans les jours à venir, le public devra faire preuve de calme, de discipline et de pleine conformité avec les instructions du Commandement du Front. Nous intensifions nos frappes au Liban ; cette série d'actions se poursuivra jusqu'à ce que nous atteignions nos objectifs, ramenant les habitants du Nord chez eux en toute sécurité. Ce succès dépend également de la bonne conduite du front intérieur. »

2003 Benyamin Netanyahu récidive ses allégations sur le corridor de Philadelphie

Benyamin Netanyahu, Premier ministre israélien, a soutenu, le 22 septembre à la Knesset, que les informations publiées par le *Jewish Chronicle* et *Bild* (cf. VAI 1937) sont vraies. Selon lui, le Hamas utiliserait des tunnels sous le couloir de Philadelphie.

2004 Israël Katz accuse le Hezbollah de faire le jeu des terroristes

Israël Katz, ministre israélien des Affaires étrangères, a [posté sur son compte X](#) en anglais et en arabe, que le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah « brûle le Liban pour le bien du Hamas à Gaza. »

☞ Cette accusation montre qu'Israël ne parvient pas à convaincre toute sa population que le Hezbollah n'est pas un réseau de résistance libanais, mais une organisation terroriste.

2005 Israël attaque le Liban

- Des avions israéliens ont tiré quatre missiles sur un immeuble civil, dans la banlieue sud de Beyrouth, le 21 septembre, le rasant jusqu'au deuxième sous-sol. Deux des chefs de la force Al-Radwan, Ibrahim Akil (adjoint de Fouad Chokor, assassiné le 30 juillet) et Ahmad Mahmoud Wehbé, ainsi que 14 autres

combattants s'y étaient réunis. Ils sont morts, ainsi qu'une quarantaine de civils habitant le même immeuble.

☞ Ibrahim Akil avait été brièvement hospitalisé après l'explosion de son bipeur. Il était considéré comme un des responsables de l'attentat contre l'ambassade des États-Unis, le 18 avril 1983 (avant la création du Hezbollah). 63 personnes furent tuées pendant qu'une réunion régionale secrète de la CIA s'y tenait. Sa recherche faisait à ce titre l'objet d'[une prime](#) du secrétariat d'État (Diplomatic Security Service) de 7 millions de dollars.

Lors de la guerre de 2006, il a servi d'agent de liaison avec le général Hassan Turkmani, ministre syrien de la Défense. Lors de la guerre contre la Syrie, il s'est battu aux côtés de l'armée arabe syrienne contre les jihadistes, le Hamas, les Israéliens et l'Otan. En 2014, il organisait au Yémen l'approvisionnement en armes d'Ansar Allah.

Il avait été nommé commandant de la force ad-Radwan suite à l'assassinat, le 8 janvier, de Wissam al-Tawil. Il avait supervisé l'attaque de la base militaire israélienne du mont Méron deux jours avant son assassinat.

- En riposte, le Hezbollah a d'abord tiré une centaine de missiles sur Haïfa (1 million d'habitants), le 22 septembre. C'est la première fois que le Parti de Dieu attaque ainsi une grande ville israélienne. Plusieurs centaines de milliers d'Israéliens ont dû se réfugier dans des abris antiaériens pendant que le Hezbollah s'en prenait à deux sites : la base et l'aéroport militaire de Ramat David, situé au sud-est de Haïfa, soit à 46 kilomètres de la ligne bleue, et le siège de l'entreprise de technologie militaire Rafael Advanced Defense System situé dans une zone industrielle dans le nord de la même ville.

☞ Si l'on ignore exactement la fonction de la base de Ramat David, dont le Hezbollah avait publié une vidéo de reconnaissance le 24 juillet, l'usine de Rafael fabrique des éléments indispensables à l'entretien du Dôme de fer.

☞ Pour la première fois, le Hezbollah a utilisé des roquettes Fadi-1 et Fadi-2.

Fadi-1 est une roquette dérivée des iraniennes Khaybar-1. Elle mesure de 220 mm de diamètre et plus de 6 mètres de long. Elle transporte au moins 150 kilos d'explosifs et est tirée à partir d'un système de lance-roquettes multiple (MLRS), avec une portée allant jusqu'à 80 kilomètres. Selon le Center for Strategic and International Studies (CSIS), la roquette Khaybar-1 est « une roquette d'artillerie non guidée ». Bien qu'elle soit non guidée, elle est tout de même « plus précise que la plupart des roquettes indigènes du Hezbollah et du Hamas, et peut être stockée plus facilement en raison de sa durabilité accrue. »

Les Fadi-2 sont des dérivées des roquettes syriennes M302 Tishreen, beaucoup plus précises. Elles mesurent 30,2 centimètres de diamètre, sont également tirées à partir d'un MLRS, et ont une portée de 105 kilomètres.

Le nom « Fadi » fait référence à Fadi Tawil, mort au combat le 30 mai 1987, contre l'Armée du Liban Sud (une milice collaborationniste).

- Les FDI ont déclaré, le 23 septembre, lancer une vaste opération contre le Hezbollah. Elles ont bombardé principalement le sud du pays, mais aussi Baalbek et Byblos.

Plusieurs opérations ont été conduites contre des civils en espérant assassiner Ali Karaki. La presse israélienne tente d'établir la biographie de ce Libano-Guinéen.

Le ministre démissionnaire de l'Éducation du Liban a annoncé la fermeture des écoles et leur réquisition pour loger les 500 000 déplacés.

Le ministre démissionnaire de la Santé a indiqué que le nombre de morts, s'élevait déjà, au deuxième jour (le mardi 24 au soir), à 569.

La population a fait des stocks, vidant les épiceries, les boulangeries et les pharmacies.

- Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien a posté sur X une vidéo adressée aux Libanais. Il y déclare : « La guerre d'Israël n'est pas contre vous mais contre le Hezbollah. Cela fait longtemps que le Hezbollah se sert de vous en tant que boucliers humains. Il stocke des roquettes dans vos salons et des missiles dans vos garages, qui sont dirigés vers nos cités et nos citoyens. Je vous demande instamment de prendre cet avertissement au sérieux. Ne laissez pas le Hezbollah mettre en danger vos vies et celles de vos proches. [...] S'il vous plaît, mettez-vous à l'abri maintenant, une fois notre opération terminée, vous pourrez rentrer chez vous en toute sécurité. »

Les FDI ont bombardé plusieurs villages chrétiens, avertissant ainsi cette communauté que son soutien éventuel au Hezbollah la transformerait en cible. La division des Libanais est une [stratégie](#) mise en œuvre depuis qu'elle a été énoncée par David Ben Gourion et Moshe Sharett, au début d'Israël.

- Puis le 25 septembre, le Hezbollah a tiré un missile Qader sur la base militaire de Gilot où se trouve le quartier général du Mossad. Il a été intercepté par la défense antiaérienne israélienne.

Les missiles Qader, de fabrication iranienne, ont 1,25 mètre de diamètre et 16 mètres de long pour une portée de 1 600 kilomètres et une charge de 750 kilos d'explosif. C'est la première fois que le Hezbollah utilise une telle arme.

2006 Israël conseille aux civils libanais de fuir

« Nous conseillons aux civils des villages libanais situés à l'intérieur ou à proximité de bâtiments et de zones utilisés par le Hezbollah à des fins militaires, tels que ceux utilisés pour stocker des armes, de se mettre immédiatement à l'abri pour leur propre sécurité », a déclaré le porte-parole de l'armée, le contre-amiral Daniel Hagari, lors d'un point presse, le 23 septembre.

Simultanément, selon le service public libanais, un organe israélien a lancé environ 80 000

appels téléphoniques aux habitants du sud du Liban pour les mettre en garde et leur demander de quitter leur région.

2007 Abdallah II dénonce les violations systématiques des lieux saints de Jérusalem par Israël

Le roi Abdallah de Jordanie a déclaré à l'Assemblée générale des Nations unies que « le moment est venu d'assurer la protection du peuple palestinien. Il est du devoir moral de la communauté internationale de mettre en place un mécanisme de protection à l'ensemble des territoires occupés. Cela garantira la sécurité des Palestiniens et des Israéliens contre les extrémistes qui emmènent notre région au bord d'une guerre totale.

À Jérusalem, les violations flagrantes du statu quo historique et juridique sur les lieux saints musulmans et chrétiens se poursuivent sans relâche sous la protection et l'encouragement des membres du gouvernement israélien. »

2008 La Syrie réunit ses tribus contre les mercenaires kurdes

La République arabe syrienne a organisé une réunion des clans bédouins à Homs. 15 000 personnes y auraient participé. Il s'agissait pour Damas d'organiser une manifestation de force et d'affirmer que ces hommes sont prêts à se battre contre les mercenaires kurdes dès le retrait militaire des États-Unis.

La conférence a été observée avec intérêt par des émissaires turcs.

2009 Rétorsion de Damas contre les responsables de la milice Katerji qui ont fui le pays

Suite à l'assassinat, le 15 juillet, par les FDI de Bara' Katerji, un homme d'affaires syrien proche du président Bachar el-Assad, plusieurs responsables de sa milice ont fui à l'étranger emportant avec eux des documents relatifs à l'implication iranienne dans le pays, ce qui

constitue un acte de haute trahison. Le gouvernement a brusquement saisi leurs biens immobiliers.

2010 Israël attaque Tartous

Les FDI ont bombardé le port syrien de Tartous. Il semble que la totalité de leurs missiles a été arrêtée par la défense antiaérienne syro-russe.

2011 Certains jihadistes d'Idleb s'opposent à la normalisation turco-syrienne

Certains des groupes jihadistes d'Idleb se sont opposés à l'ouverture du point de passage d'Abou al-Andeen comme les gouvernements turcs et syriens en avaient convenu. Malgré l'intercession d'une délégation des services de Renseignement turcs, le désaccord s'est transformé en affrontement ouvert au sein de la coordination des groupes jihadistes.

2012 Tamim bin Hamad Al Thani dénonce la volonté génocidaire d'Israël

Cheikh Tamim bin Hamad Al Thani, émir du Qatar, a déclaré à l'Assemblée générale des Nations unies que « l'agression flagrante qui frappe le peuple palestinien dans la bande de Gaza aujourd'hui est l'agression la plus barbare, la plus odieuse et la plus étendue qui viole les valeurs humaines, les conventions et les normes internationales. Il ne s'agit pas d'une guerre dans le cadre du concept de guerre bien connu des relations internationales, mais d'un crime de génocide au moyen des armes les plus sophistiquées contre des personnes assiégées dans un camp de détention où il n'y a pas d'échappatoire aux bombardements aériens. Après une année de guerre, et avec tout ce qui continue d'avoir lieu, il n'est plus possible de parler du droit d'Israël de se défendre sans être complice de la justification du crime. Il n'y a pas de partenaire israélien pour la paix avec le gouvernement actuel. »

2013 Recep Tayyip Erdoğan dénonce les meurtres de masse israéliens à Gaza et appelle l'assemblée générale à leur faire obstacle par la force

Recep Tayyip Erdoğan, président turc, a déclaré, dans une très longue intervention à l'assemblée générale des Nations unies, que « les fuites d'images des prisons israéliennes montrent qu'elles ont été transformées en "camps de concentration" et indiquent très clairement le type de persécution auquel nous sommes confrontés. À la suite des attaques israéliennes, Gaza est devenue le plus grand cimetière pour les enfants et les femmes dans le monde. Plus de 17 000 enfants ont été la cible de balles et de bombes israéliennes.

Le Hamas a déclaré à plusieurs reprises son acceptation de la proposition de cessez-le-feu. Toutefois, le gouvernement israélien a très clairement indiqué qu'il ne veut pas la paix en entravant continuellement le processus, en trouvant constamment des excuses, en tuant de manière perfide l'interlocuteur avec lequel il avait négocié à un moment où le cessez-le-feu était le plus proche.

Dans un environnement où la résolution 2735 du Conseil de sécurité des Nations unies n'est pas mise en œuvre, les mesures coercitives à l'encontre d'Israël devraient être mises à l'ordre du jour. L'attitude israélienne a une fois de plus montré qu'il est essentiel que la communauté internationale mette au point un mécanisme de protection des civils palestiniens. Tout comme Hitler a été arrêté par l'alliance de l'humanité il y a 70 ans, Netanyahu et ses assassins doivent être arrêtés par l'alliance de l'humanité. »

2014 Les gardiens de la révolution cessent tout contact numérique

L'un des responsables de la sécurité iranienne a déclaré à Reuters que le corps des gardiens de la révolution (CGRI) menait une opération de grande envergure pour inspecter tous ses matériels, et pas seulement ceux de communication. Il a déclaré que la plupart de ces appareils étaient faits maison ou importés de

Chine et de Russie. En attendant la fin de cette enquête, tous les gardiens se sont vu ordonner d'arrêter d'utiliser n'importe quel type d'engin de communication.

2015 Masoud Pezeshkian se propose de négociier avec les Occidentaux

Masoud Pezeshkian, président iranien, a déclaré en partant à l'assemblée générale des Nations unies : « Au lieu d'effusions de sang, de guerre et de meurtres, nous devons créer un monde où tous les êtres humains peuvent vivre confortablement, indépendamment de leur couleur, de leur race, de leur appartenance ethnique et de leur origine. » Il a en outre souligné que, « malheureusement, dans le monde dans lequel nous vivons en ce moment, ce n'est pas le cas en raison de l'application de certaines normes de deux poids, deux mesures. »

L'Iran se propose de discuter avec ceux qui le souhaitent des questions nucléaires, des mesures coercitives qui le frappent et de la non-participation iranienne au conflit ukrainien.

2016 L'Iran refuse d'intervenir au Liban

Selon *Axios*, le [Hezbollah a demandé à Téhéran](#) de bombarder directement Israël pour stopper l'attaque du Liban. L'Iran a le droit de frapper Israël après l'assassinat sur son sol d'Ismaël Haniyeh, le 31 juillet.

Le gouvernement iranien aurait répondu que le moment ne se prête pas à un affrontement direct.

2017 Discours de Masoud Pezeshkian à l'ONU

S'adressant à l'assemblée générale des Nations unies, Masoud Pezeshkian, président iranien, a déclaré : « Il est impératif que la communauté internationale arrête immédiatement la violence, instaure un cessez-le-feu permanent à Gaza et mette fin à la barbarie désespérée d'Israël au Liban avant qu'elle n'englobe la région et le monde. Israël a été vaincu à Gaza et aucune violence barbare ne peut rétablir son

mythe d'invincibilité. Naturellement, le terrorisme d'État israélien, aveugle ces derniers jours au Liban, suivi d'une agression massive avec des milliers de victimes, ne peut rester sans réponse. La responsabilité de toutes les conséquences incombera à tous les gouvernements qui ont contrecarré tous les efforts mondiaux pour mettre fin à cette horrible catastrophe, et qui ont l'audace de s'appeler eux-mêmes "défenseurs des droits de l'homme". »

2018 Mohamed Muizzu dénonce l'assassinat systématique des journalistes par Israël

Mohamed Muizzu, président des Maldives, a évoqué, à la tribune de l'assemblée générale des Nations unies, le fait qu'Israël tue les journalistes, « les yeux et les oreilles de l'humanité, les meurtres de journalistes palestiniens, de journalistes libanais, de journalistes d'Al Jazeera, la fermeture des bureaux d'Al Jazeera... comment pouvons-nous interpréter cela comme autre chose que des tentatives brutales pour empêcher le monde de connaître les crimes en cours ? »

2019 Élection présidentielle au Sri Lanka

L'élection présidentielle s'est tenue au Sri Lanka, le 21 septembre. Le Premier ministre, Mahinda Rajapaksa, et son frère le président Gotabaya Rajapaksa avaient été contraints de démissionner lors de la crise économique de 2021. L'ancien Premier ministre Ranil Wickremesinghe, neveu de l'ancien président Junius Richard Jayewardene, avait assuré l'intérim et négocié le sauvetage économique du pays avec le FMI.

Le système électoral est dit de « vote alternatif ». Les électeurs classent les candidats par ordre de préférence. Les résultats sont :

- Anura Kumara Dissanayaka – JJB (Pouvoir populaire national) : 5 634 915 suffrages exprimés au premier décompte, soit 42,31 %. 5 740 179 voix au second décompte, soit 55,89 % ;

- Sajith Premadasa – SJB : 4 363 035 voix au premier décompte, soit 32,75 %. 4 530 902 voix au second décompte, soit 44,11 % ;
- Ranil Wickremesinghe – UNP : 2 299 767 voix au premier décompte, soit 17,27 %.

Le nouveau président, Anura Kumara Dissanayaka, est un ancien guérillero marxiste-léniniste devenu populiste de gauche. Il n'a pas fait campagne pour une révolution économique, mais contre la corruption et l'échec de la classe politique dominante.

Dès son investiture, il a dissous le parlement et convoqué des élections générales, conformément à ses promesses électorales.

OCÉANIE

2020 L'Australie soutient les civiles à Gaza

Penny Wong, ministre australienne des Affaires étrangères, a déclaré le 22 septembre que son pays fournirait une aide vitale, de 6,8 millions de dollars US, aux femmes et aux filles à Gaza, par l'intermédiaire des agences des Nations Unies, UNICEF et FNUAP.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

2021 Le conseil de Sécurité examine la situation en Ukraine

À l'initiative des États-Unis, de la France, du Japon, de Malte, de la République de Corée et du Royaume-Uni, le conseil de Sécurité s'est réuni le 24 septembre au niveau ministériel pour examiner la situation en Ukraine. Après une intervention d'António Guterres, secrétaire général de l'ONU, sur le respect de la Charte des Nations Unies, Volodymyr Zelensky, président ukrainien, a déclaré : « Poutine a violé tellement de normes internationales qu'il ne s'arrêtera pas tout seul [...] Dans son monde retors, Poutine choisit d'investir dans la haine et non dans la paix. C'est pourquoi il faut le

contraindre à faire la paix, sinon le cynisme russe continuera à frapper. »

Antony Blinken, secrétaire d'État états-unien, a accusé l'Iran et la Corée du Nord d'aider la Russie, de même que la Chine qui est le principal fournisseur d'électronique et d'outils utilisés par ce pays pour renforcer sa machine de guerre. Wang Yi, ministre chinois des Affaires étrangères a rétorqué que son pays ne prend pas parti dans la guerre en Ukraine, ajoutant que la diplomatie est le seul moyen de résoudre la crise.

Vassily Nebeniza, représentant permanent de la Russie s'est défendu des multiples accusations portées contre son pays en présentant sa vision du déroulement des événements de la dernière décennie. La Russie ne lance pas de frappes contre des cibles civiles ukrainiennes, a-t-il affirmé, et l'armée ukrainienne est « au bord de la déroute ». Il a regretté « le petit numéro de relations publiques du président ukrainien » qui « joue le rôle du mec cool et de l'allié de l'Occident, nourri dès le berceau aux idées de suppôt d'Hitler ». Selon lui, le fond du problème n'est pas le non-respect de la Charte mais bien le non-respect des droits de la population russophone en Ukraine. La Russie ne fait que défendre son droit à l'autodétermination. « L'Ukraine est devenue la dictature d'un seul homme, sacrifiant des jeunes qui ne veulent pas se battre », a-t-il conclu.

👉 Nous observons une évolution de l'argumentaire russe. Au départ, il était centré sur la dénonciation du gouvernement de Kiev, qualifié de « bande de néonazis », puis sur « la responsabilité de protéger » et l'application de la résolution 2202. Désormais il parle de l'application de la charte des Nations unies. La diplomatie russe insiste sur les nombreux textes des Nations unies spécifiant que le respect de l'intégrité territoriale d'un pays est soumis au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

2021 Volker Türk affirme que l'opération israélienne contre les bipeurs et les talkies-walkies libanais est contraire au droit international humanitaire

L'Autrichien Volker Türk, haut-commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme, a indiqué à propos des explosions de bipeurs et de talkies-walkies au Liban, que « le droit international humanitaire interdit l'utilisation d'appareils piégés ayant l'apparence d'objets inoffensifs. C'est un crime de guerre de commettre des violences destinées à propager la terreur parmi les civils », a-t-il ajouté. « La guerre a des règles », a-t-il martelé, appelant à une enquête « indépendante, rigoureuse et transparente ».

« Cibler de façon simultanée des milliers d'individus, que ce soit des civils ou des membres de groupes armés, sans savoir qui est en possession des appareils concernés, de leur localisation et de leur environnement au moment de l'attaque, viole le droit humanitaire international », a-t-il insisté. « Il est ainsi difficile de concevoir comment, dans ces circonstances, de telles attaques pourraient être conformes aux principes clés de distinction, de proportionnalité et de précaution ». « Ces attaques représentent un nouveau développement dans la guerre, où les appareils de communication deviennent des armes. [...] Cela ne peut pas être la nouvelle normalité », a-t-il conclu.

2022 Le G7 appuie le relèvement et la reconstruction de l'Ukraine

[Le G7](#), réuni le 26 septembre en marge de l'assemblée générale de l'ONU, a adopté une *Déclaration commune d'appui au relèvement et à la reconstruction de l'Ukraine*. Celle-ci a immédiatement été cosignée par une vingtaine d'autres États et par l'UE.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France. Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand. 42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71. [Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros. Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°102 - 4 octobre 2024

ÉDITORIAL

2023 Assassinat de Hassan Nasrallah

- Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah, a été assassiné le 28 septembre 2024, cinquante-quatre ans, jour pour jour après la mort subite de Gamal Abdel Nasser, président de la République arabe unie (Égypte).

☞ La référence à Nasser n'est pas fortuite : le raïs était mort (officiellement d'un problème cardiaque) alors qu'il venait de refuser le plan de paix israélo-arabe du secrétaire d'État William P. Rogers et qu'il s'apprêtait à destituer son troisième vice-président, Anouar el-Sadate. Hassan Nasrallah a été éliminé alors qu'il se battait pour l'indépendance de la Palestine et alors qu'il s'interrogeait sur les objectifs de certains de ses compagnons. Hassan Nasrallah venait d'accepter le plan de cessez-le-feu franco-américain, mais n'avait eu le temps que de le rendre public (voir ci-dessous VAI 2048).

- Hassan Nasrallah était un Sayyed, c'est-à-dire qu'il était un descendant direct du prophète Mohamed. Il était surnommé « Saïd al-Muqawama » (M. Résistance), en raison de son action opiniâtre contre l'occupation israélienne de la Palestine, du Liban et de la Syrie. Sa mort n'a pas été ressentie qu'au Liban, en Syrie et en Iran, mais dans tout le monde musulman, particulièrement le monde arabe.

À la différence des autres leaders chiïtes, il s'adressait à tous, n'utilisant jamais de référence religieuse lorsqu'il s'adressait à des non-musulmans. Bien que chef spirituel, il défendait une vision laïque de l'État.

Sous son commandement, le Hezbollah est devenu la plus puissante armée populaire au monde. D'abord soutenu financièrement par la Syrie, puis par l'Iran, il constitua progressivement ses propres réseaux de financement dans le monde, particulièrement en Afrique. Il disposait d'un armement gigantesque offert principalement par l'Iran.

Le Hezbollah était devenu la principale force de défense du Liban au point que l'armée régulière du pays lui demanda volontiers de se déployer à la frontière libanaise, ce qui rendit, du point de vue israélien, inefficace la résolution 1701, rédigée à la fin de la guerre de 2006 par Victoria Nuland et amendée par Jacques Chirac.

Contrairement à la vision occidentale de son action, (...)

(...) il n'a jamais conduit d'opérations terroristes à l'étranger (ni en Argentine, ni en Bulgarie) ni jamais utilisé ses armes contre les autres partis politiques libanais (l'opération de 2008 n'a visé que les immeubles utilisés par l'OTAN et Israël, pas ceux utilisés par la famille Hariri).

Le système politique libanais liant les élections aux appartenances religieuses, Hassan Nasrallah n'a pas pu se présenter à la présidence du Liban. Cependant, si le Liban avait choisi son président sur le principe « un homme, une voix », il aurait été élu à une large majorité.

Au demeurant, le Hezbollah s'est progressivement substitué aux carences de l'État, aussi bien en matière de voirie que de santé ou d'éducation.

Hassan Nasrallah s'était rendu avec l'envoyé iranien Abbas Nilforoushan au siège du Hezbollah à Haret Hreik (sud de Beyrouth) pour une réunion avec 22 commandants, dont Ali Karaki. Ceux-ci souhaitent se plaindre du refus de soutien de l'Iran (cf. VAI 2016). Une « taupe iranienne » (ou une taupe en Iran) a alors prévenu le Mossad. Benyamin Netanyahou a donné instruction de le tuer et de lancer l'opération « nouvel ordre régional » depuis sa chambre d'hôtel à New York. Il a interrompu son séjour aux États-Unis et est revenu en Israël. Le Sayyed est mort hors de la présence des commandants, avec ses gardes du corps, soufflé par l'explosion.

👉 Pour en savoir plus, lire *L'Effroyable Imposture 2* de Thierry Meyssan, sur la guerre de 2006.

AMÉRIQUES

2024 Réaction des États-Unis à l'assassinat d'Hassan Nasrallah

- Le président Joe Biden, tout en prenant ses distances avec l'opération israélienne, a qualifié l'exécution d'Hassan Nasrallah de « mesure de justice pour ses nombreuses victimes, y compris des milliers d'Américains, d'Israéliens et de civils libanais ».

La vice-présidente et candidate à sa succession, Kamala Harris, a déclaré qu'Hassan Nasrallah était un « terroriste avec du sang américain sur ses mains ».

👉 Des hommes qui par la suite ont rejoint le Hezbollah ont fait exploser l'ambassade des États-Unis à Beyrouth lors d'une réunion régionale de la CIA, puis les bases états-uniennes et françaises de la Force multinationale de sécurité à Beyrouth, le 18 avril et le 23 octobre 1983. D'un point de vue états-unien et français, cette force était chargée du maintien de la paix et validée par les Nations unies (bien que ne dépendant pas d'eux). Ces attentats sont donc criminels. Au contraire, d'un point de vue libanais, cette Force multinationale avait été demandée par le président collaborationniste Bachir Gemayel (ancien commandant suprême de la milice des Forces libanaises), au nom d'Israël qui occupait le pays. Elle prêtait main-forte à l'occupant israélien et ces attentats étaient donc justifiés.

- Le général Llyod Austin, secrétaire à la Défense, a souligné que les États-Unis sont déterminés à « empêcher l'Iran et ses partenaires et proxys d'exploiter la situation ou d'étendre le conflit ». Il a renforcé la présence militaire états-unienne au Moyen-Orient qui avait été allégée après la visite secrète de Benyamin Netanyahou au Kremlin (cf. VAI 1927).

L'US Central Command, c'est-à-dire le commandement militaire des États-Unis pour le Moyen-Orient élargi, a annoncé le déplacement sur zone de trois escadrons aériens de F-15E, F-16, et A-10, dont un est déjà arrivé.

Il a par ailleurs confirmé à son homologue israélien, le général Yoav Gallant, « la nécessité de démanteler les infrastructures d'attaque le long de la frontière pour faire en sorte que le Hezbollah libanais ne puisse pas mener des attaques du type de celle du 7 octobre contre les communautés israéliennes du nord du pays. » Les deux hommes ont également évoqué la riposte possible en cas d'une attaque de l'Iran.

- Antony Blinken, secrétaire d'État, a déclaré : « Il ne s'agit pas simplement d'avoir un cessez-le-feu entre le Hezbollah qui tirait sur l'État hébreu et l'État hébreu qui répondait coup pour coup. Ce qui est nécessaire, c'est de créer les conditions – incluant celles de faire reculer les forces – afin que les populations du nord d'Israël et du Sud-Liban aient la confiance nécessaire pour rentrer chez elles. »

- Le porte-parole du Conseil national de sécurité a déclaré le 1^{er} octobre : « Nous comprenons que les Israéliens mèneront des opérations limitées pour détruire les infrastructures du Hezbollah qui pourraient être utilisées pour menacer les citoyens israéliens. Cela est conforme au droit d'Israël de défendre ses citoyens et de ramener les civils en toute sécurité dans leurs foyers. Nous soutenons le droit d'Israël de se défendre contre le Hezbollah et contre tous les groupes terroristes soutenus par l'Iran. Bien sûr, nous savons que le glissement de la mission peut être un risque et nous continuerons à en discuter avec les Israéliens. Et en fin de compte, une résolution diplomatique est le seul moyen de parvenir à une stabilité et à une sécurité durable à travers la frontière israélo-libanaise. »

👉 Le Hezbollah a proclamé l'unité des fronts de Palestine et du Liban lors du discours d'Hassan Nasrallah du 11 novembre. Il n'a pas attaqué Israël auparavant, mais uniquement ses forces stationnées aux fermes de Chebaa qu'il considère comme un territoire libanais occupé.

- Mike Johnson, président de la Chambre des représentants, a déclaré : « Le règne d'Hassan Nasrallah, de son oppression et de sa terreur a pris fin. Marionnette du régime iranien, il était l'un des terroristes les plus brutaux de la planète, et un lâche qui se cachait derrière des femmes et des enfants pour perpétrer ses attaques. Grâce aux femmes et aux hommes courageux de l'armée israélienne, la justice a été rendue aux victimes israéliennes de ses crimes odieux, à leurs familles et aux États-Unis. Le monde est mieux sans lui. »

- L'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC) a commenté : « Hassan Nasrallah était

un archterroriste qui a tué des centaines d'Américains et d'Israéliens. Notre allié, Israël, a atteint notre ennemi commun. Le monde est un endroit plus sûr sans Hassan Nasrallah. »

2025 L'administration Biden refuse de révéler sa stratégie pour l'Ukraine

L'administration Biden a [classifié](#) le document exposant sa stratégie pour l'Ukraine. Il lui avait été demandé par le Congrès.

2026 Stanley McChrystal face aux massacres israéliens

Le général Stanley McChrystal, ancien commandant des Forces spéciales qui fut révoqué par le président Obama pour s'être ouvertement moqué du vice-président Biden, a déclaré à *Face The Nation* (CBS), à propos du Moyen-Orient, qu'il faut regarder vers l'avenir : « Je sais que c'est difficile à faire, parce qu'une fois que vous avez versé autant de sang, l'émotion est profonde. Vous tuez les parents, les enfants et les frères et sœurs des deux côtés. Et donc je pense que là où nous en sommes maintenant, nous partons dans une spirale. Il est peu probable que la violence aboutisse à un bon résultat. Et pourtant, je peux sympathiser avec les deux parties, éprouver le désir viscéral d'aller vers l'autre. »

2027 Lindsey Graham inquiet des conséquences stratégiques de l'assassinat d'Hassan Nasrallah

Sur CNN, le sénateur républicain, Lindsey Graham (Caroline du Sud), s'est déclaré inquiet que « l'exécution » d'Hassan Nasrallah par Israël n'encourage l'Iran à se doter de l'arme nucléaire.

2028 Jared Kushner appelle à « finir le travail » à Gaza et au Liban

[Jared Kushner](#), gendre de l'ancien président Trump, a twitté sur X : « Quiconque a demandé un cessez-le-feu dans le Nord [d'Israël] a tort. Il n'y a pas de retour en arrière pour l'État hébreu. Ils ne peuvent pas se permettre maintenant de

ne pas achever le travail et de démanteler complètement l'arsenal qui leur a été destiné. Ils n'auront jamais une autre chance [...] La bonne démarche pour l'Amérique serait de dire à l'État hébreu de finir le travail. Cela aurait dû être fait depuis longtemps. »

2029 L'administration Biden tente d'empêcher l'annexion de Gaza

Le [Trésor états-unien](#) a sanctionné, le 1^{er} octobre, Hilltop Youth, un groupe de jeunes colons israéliens de Cisjordanie. Ces individus avaient notamment organisé les pogroms contre les villages palestiniens de Turmus Aiya (juin 2023) et d'al-Mughayyir (avril 2024).

☞ En février 2024, 12 ministres en exercice, dont Benjamin Netanyahu assistaient à Jérusalem à la « [Conférence pour la victoire d'Israël - les colonies apportent la sécurité : retourner dans la bande de Gaza et le nord de la Samarie](#) ». Ils annonçaient leur volonté d'annexer Gaza. Le président Joe Biden s'y opposait personnellement en signant un décret interdisant à tous ses alliés de financer ou de laisser financer les associations de colons.

Actuellement, après avoir dynamité toutes les maisons du couloir de Netzarim et y avoir construit une route coupant la bande de Gaza en deux, les FDI évacuent, pâté de maisons après pâté de maisons, les 300 000 personnes encore présentes au nord de la bande de Gaza. Il s'agit de préparer la colonisation du nord de la bande de Gaza, ville de Gaza incluse, puis son annexion. Le département du Trésor vient donc de sanctionner Hilltop Youth qui a déjà expérimenté la possibilité de construire rapidement des maisons en bois à Gaza.

2030 La CELAC obtient le report des règles européennes contre la déforestation

Eduardo Enrique Reina García, ministre hondurien des Affaires étrangères, dont le pays assure la présidence de l'association des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), a transmis à l'Union européenne la demande de la

CELAC de « reporter indéfiniment l'entrée en vigueur » des règles européennes n'autorisant d'importation que si les pays exportateurs veillent à lutter contre la déforestation. Les États latino-américains considèrent qu'appliquer cette directive provoquera des famines dans les régions concernées.

La COPA-COGECA, qui regroupe les organismes des agriculteurs européens, avait déjà dénoncé les conséquences de cette disposition, suivie par les États-Unis, Eurocommerce, l'Allemagne, l'Autriche et le Parti populaire européen.

La Commission européenne a, en définitive, accepté le 2 octobre un report d'un an provoquant une forte opposition des Verts. Selon eux, ce report signifie la disparition de 80 000 hectares de forêt par jour et alimente 15 % des émissions mondiales de carbone.

2031 Washington et ses alliés dénoncent les poursuites contre l'équipe de María Corina Machado

57 États, l'UE et l'OEA, tous liés aux États-Unis, ont publié une [déclaration commune](#) dénonçant la répression des violences qui ont suivi l'élection présidentielle et l'autorisation pour six personnes réfugiées à l'ambassade d'Argentine de quitter le pays.

☞ Après que l'ambassade d'Espagne a accordé l'asile pendant 18 mois à Leopoldo Lopez, puis à Edmundo González Urrutia (aujourd'hui à Madrid), puis l'ambassade de France à Juan Guaidó, l'ambassade d'Argentine a recueilli six membres de l'équipe de María Corina Machado. Ils sont accusés d'avoir ourdi plusieurs actions terroristes. Les agents de la Direction des actions stratégiques et tactiques (DAET), de la Police nationale bolivarienne (PNB) et du Service bolivarien de Renseignement (Sebin) encerclent l'ambassade.

EUROPE

2032 Le pape François tente d'en finir avec les prétentions de l'Église catholique

Le pape François a présidé une cérémonie de pardon avant l'ouverture de la seconde session du synode des évêques « pour une Église plus synodale ». Il a fait présenter par sept cardinaux les sept péchés qui rongent l'Église catholique. « Comment pourrions-nous être crédibles dans la mission si nous ne reconnaissons pas nos erreurs et si nous ne nous mettons pas à genoux pour soigner les blessures que nous avons provoquées par nos péchés ? », a-t-il déclaré.

Ces péchés sont :

- le péché contre la paix ;
- le péché contre la création ;
- le péché contre les peuples indigènes, contre les migrants ;
- le péché contre les femmes, la famille, les jeunes ;
- le péché de la doctrine utilisée comme des pierres à jeter ;
- le péché contre la pauvreté ;
- le péché contre la synodalité, le manque d'écoute, de communion et de participation de tous.

☞ Le pape François tente de clarifier le mélange historique entre la spiritualité chrétienne et l'héritage étatique de l'Empire romain. C'est effectivement indispensable aujourd'hui. Cependant, cela devrait conduire à la fin de l'État du Vatican et du Saint-Siège sous sa forme actuelle comme la Perestroïka a conduit à la dissolution de l'URSS.

2033 Unité de la droite et de la gauche est-allemande contre la guerre en Ukraine

Une manifestation « *Nie wieder Krieg – Die Waffen nieder !* » (Plus jamais de guerre, déposez les armes !) se tiendra le 3 octobre à Berlin. Pour la première fois, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) défilera aux côtés de l'Alliance Sahra Wagenknecht (BSW).

2034 La Cour constitutionnelle allemande invalide la loi sur la surveillance policière

La Cour constitutionnelle de Karlsruhe a invalidé plusieurs dispositions de la loi sur les pouvoirs de la Bundeskriminalamt (BKA), c'est-à-dire de la police fédérale allemande. C'est la cinquième fois en sept ans qu'elle entre en conflit avec les méthodes de collecte d'informations de la police. Celle-ci a une fâcheuse tendance à multiplier les interceptions de communications, les filatures, les écoutes sur site, le recours à des taupes ou à des enquêteurs sous couverture pour finalement ficher sans limites les relations des suspects.

Analyse du Réseau Voltaire

- « [La place des États-Unis et d'Israël dans les gouvernements de l'UE et de la France](#) » par Thierry Meyssan

L'Union européenne a été fondée non pas par les Européens, mais par les États-Unis et le Royaume-Uni pour mieux les contrôler. La Commission européenne (autrefois dénommée Haute Autorité) est l'administration non élue chargée d'imposer leur volonté aux États Membres. Au cours des dernières années, elle est parvenue à élargir les compétences de la Commission au détriment de la souveraineté des États Membres sans changer pour autant quoi que ce soit dans les traités. Suivant cette même ligne, Michel Barnier fait entrer les démocrates états-uniens et la faction fasciste d'Israël au sein du gouvernement français.

2035 Le FPÖ triomphe aux élections législatives en Autriche

Les élections législatives autrichiennes se sont tenues le 29 septembre. Les résultats sont :

- FPÖ (Parti de la Liberté) Herbert Kickl, 28,90 % des suffrages exprimés, 57 sièges ;
- ÖVP (Nouveau parti populaire - chrétien-démocrate) Karl Nehammer, 26,32 %, 51 sièges ;
- SPÖ (Parti social-démocrate) Andreas Babler, 21,12 %, 41 sièges ;

- NEOS (La nouvelle Autriche et le Forum libéral) Beate Meinel-Reisinger, 9,11 %, 18 sièges ;
- Grünen (les Verts) Werner Kogler, 8,19 %, 16 sièges.

Bien qu'ayant obtenu une majorité relative, le FPÖ est considéré comme pestiféré par les autres partis en raison de ses origines à l'extrême droite néo-nazie. Il a fait campagne sur la question des abus de pouvoir durant la pandémie de Covid, sur l'afflux d'immigrants et contre la guerre en Ukraine.

2036 La Pologne propose de placer la Crimée sous administration de l'ONU

Radosław Sikorski, ministre polonais des Affaires étrangères et membre du club de Bilderberg (le *think tank* de l'OTAN), a proposé de [placer la Crimée sous administration de l'ONU](#) durant 20 ans, puis d'y procéder à un référendum afin de décider si elle souhaite adhérer à la Russie ou à l'Ukraine.

Le parlement tatar en exil a crié à la trahison.

2037 Viktor Orbán propose ses bons offices à la Bulgarie et à la Macédoine du nord

Depuis plusieurs années, la Macédoine du nord refuse de reconnaître sa minorité bulgare, tandis que la Bulgarie considère la langue macédonienne non comme une langue à part entière, mais comme un dialecte bulgare.

Le 25 septembre, l'UE a décidé de dissocier les négociations d'adhésion de l'Albanie et de la Macédoine du Nord en raison de la persistance de conflits.

Viktor Orbán, Premier ministre hongrois, a déclaré le 27 septembre à Skopje : « Il revient aux deux parties d'accepter la Hongrie comme médiateur. Nous y sommes prêts et nous voulons le faire. »

2038 L'UE se propose de veiller au financement de l'Autorité palestinienne

Gert Jan Koopman, directeur général de la Direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement (DG NEAR) de la Commission européenne, a annoncé le 30 septembre : « Nous travaillons sur un programme ambitieux pour les deux années qui viennent. C'est très important. Grâce à cet instrument financier, l'UE, si elle réussit, pourra jouer un rôle accru sur le plan politique, car on aura un cadre de coordination pour la communauté internationale pour soutenir l'Autorité palestinienne, l'aider dans ses réformes. » Il a précisé que, pour que le programme fonctionne, il faudra qu'Israël veille à ce que les taxes qu'il collecte pour l'Autorité palestinienne soient pleinement transférées à celle-ci, que les restrictions aux mouvements de travailleurs soient levées, en tenant compte des inquiétudes liées à la sécurité, et que les institutions bancaires puissent fonctionner normalement.

2039 La Commission européenne face aux réfugiés syriens et aux déplacés libanais

La Commission européenne a débloqué 10 millions d'euros pour les populations vivant au Liban, réfugiés syriens inclus.

👉 Environ 100 000 personnes ont demandé asile à la Syrie, mettant à mal le plan de l'Union européenne pour empêcher le retour des Syriens réfugiés au Liban.

2040 Mario Draghi promeut le renforcement du marché intérieur prioritairement par rapport aux emprunts joints

L'Italien Mario Draghi a minimisé son appel à un endettement joint de l'UE, lors d'une conférence au centre de réflexion Bruegel, le 30 septembre. Il a au contraire recentré son propos sur la nécessité d'augmenter la productivité et de renforcer le marché intérieur. « Si nous réformons la structure du marché intérieur et

l'intégrons parfaitement et rapidement, le volume de financements publics sera réduit », a-t-il déclaré.

2041 La Cour de justice de l'UE déboute les indépendantistes catalans

La Cour de justice de l'Union européenne a définitivement rejeté, le 27 septembre, les pourvois des indépendantistes catalans Carles Puigdemont et Antoni Comín. Les deux plaignants contestaient le refus de reconnaître leur qualité de parlementaires européens que leur avait opposé, en 2019, le président du parlement. La Cour a considéré que ce dernier avait raison de ne se fonder que sur la lettre du gouvernement fédéral de Madrid et de ne pas chercher à vérifier la validité des résultats.

2042 María Corina Machado primée par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a attribué le Prix des droits de l'homme Václav Havel 2024 à l'opposante vénézuélienne María Corina Machado.

Recevant le prix, elle a déclaré le dédier « aux millions de Vénézuéliens qui, chaque jour, incarnent les valeurs et les idées de Havel, certains sans même s'en rendre compte. »

☞ María Corina Machado participa au coup d'État contre le président Hugo Chávez, en 2005. Elle fut candidate libérale contre lui, en 2012. Elle préconisait alors la privatisation des ressources naturelles, notamment du pétrole. Elle a qualifié le président Chávez de « voleur » pour avoir procédé à des expropriations. Elle fut destituée de son mandat parlementaire, en 2014, car elle avait accepté d'être nommée par le président panaméen Martín Torrijos, ambassadrice à l'Organisation des États

américains (OEA). En 2005, alors que son parti était financé par la NED, elle a été reçue par le président états-unien George W. Bush dans le Bureau ovale. En 2014, elle fut l'une des principales figures de La Salida, une campagne

visant à renverser le président Nicolás Maduro. En 2020, elle signe la Charte de Madrid qui rassemble des nostalgiques des dictatures latino-américaines et décrit les gouvernements de gauche latino-américains comme des affidés du communisme cubain. Elle a été condamnée sur la base de ses courriels qui attestaient de la préparation d'un coup d'État. Elle n'a pas pu se présenter à l'élection présidentielle de 2024 et a promu Edmundo González Urrutia pour la remplacer.

ASIE

2043 Moody's dégrade encore l'économie israélienne

L'[agence de notation Moody's](#) a baissé l'évaluation de l'économie israélienne de Aa2 à Baa1, le 27 septembre. On observe, par ailleurs, un exode des principaux leaders du high-tech israélien.

2044 Yaïr Lapid souhaite mettre un terme à l'opération au Liban

Yaïr Lapid, chef de l'opposition parlementaire, a invité le gouvernement à autoriser les habitants du nord d'Israël à regagner leurs foyers après la mort du leader du Hezbollah. Il s'agit pour lui de prévenir une invasion et une occupation du Liban.

2045 Gideon Sa'ar rejoint le gouvernement Netanyahu

Gideon Sa'ar a rejoint le gouvernement Netanyahu en tant que ministre sans portefeuille. Il était pressenti pour succéder au ministre de la Défense, le général Yoav Gallant, mais celui-ci n'a pas été à nouveau révoqué.

☞ Gideon Sa'ar appartenait à l'aile droite du Likoud, mais s'en est séparé pour former Nouvel Espoir - La Droite Unie (תקווה חדשה הימין (הממלכתי). Il milite pour l'annexion des colonies israéliennes illégales dans l'État de Palestine et pour restreindre les pouvoirs de la Cour suprême.

☞ Yoav Gallant avait été révoqué, au printemps 2023, après avoir mis en cause le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, pour son inaction face aux préparatifs d'attaque du Hamas (qui se réalisèrent le 7 octobre). Bien qu'il soit très à droite, le syndicat de gauche Histadrout organisa une grève générale pour obtenir sa réintégration.

2046 Yoav Gallant assure que l'invasion du Liban n'a pas d'autre but que celle de Gaza : lutter contre les terroristes

Yoav Gallant, ministre de la Défense, a annoncé une vaste opération au sud du Liban contre la Force Al-Radwan. Il s'agit, selon lui, de permettre aux habitants du nord d'Israël de regagner leurs foyers en empêchant « l'opération Capture de la Galilée » planifiée par le Hezbollah.

Les FDI ont mobilisé quatre brigades de réserve supplémentaires pour entrer au Liban, en plus de la 36^e division blindée, qui comprend la brigade Golani, de la 188^e brigade blindée et de la brigade Etzioni.

Le contre-amiral Daniel Hagari, porte-parole des FDI, a confirmé que l'armée israélienne est entrée de nombreuses fois au Liban, immédiatement après l'opération « Déluge d'Al-Aqsa » du Hamas. Au cours de ces raids, « les forces militaires ont recueilli de précieux renseignements et complètement détruit et neutralisé les armes et les complexes, y compris les infrastructures souterraines et les armes avancées produites en Iran », a-t-il déclaré.

2047 Israël déclare António Guterres *persona non grata*

[Israël Katz](#), ministre israélien des Affaires étrangères a publié sur X : « Aujourd'hui, j'ai déclaré le secrétaire général de l'ONU *persona non grata* en Israël et lui a interdit d'entrer dans le pays.

Quiconque ne peut condamner sans équivoque l'attentat odieux perpétré par l'Iran contre l'État

hébreu, comme presque tous les pays du monde l'ont fait, ne mérite pas de mettre les pieds sur le sol israélien.

Il s'agit d'un secrétaire général qui n'a pas encore dénoncé le massacre et les atrocités sexuelles commis par les assassins du Hamas le 7 octobre et n'a pas non plus dirigé d'efforts pour les déclarer organisation terroriste. Un secrétaire général qui soutient les terroristes, les violeurs et les assassins du Hamas, du Hezbollah, des Houthis et maintenant de l'Iran - le vaisseau de terreur mondiale - restera dans les mémoires comme une tache sur l'histoire de l'ONU.

Israël continuera de défendre ses citoyens et de défendre sa dignité nationale, avec ou sans António Guterres. »

☞ Les sionistes révisionnistes n'acceptent pas l'existence d'un droit international au-dessus de leur interprétation du Talmud. Ils n'ont pas respecté leur engagement du 29 novembre 1948 pour entrer aux Nations unies, ont assassiné son représentant spécial Folke Bernadotte, ont qualifié l'ONU d'antisémite et appelé à en détruire le siège et désormais, refusent à son secrétaire général d'entrer en Israël.

2048 Le Liban confirme qu'Hassan Nasrallah avait accepté la proposition de cessez-le-feu franco-américaine

[Abdallah Bou Habib](#), ministre libanais des Affaires étrangères, a déclaré à Christiane Amanpour sur CNN, le 2 octobre : « Il [Nasrallah] a accepté [la proposition franco-américaine d'un cessez-le-feu de 21 jours], il a accepté [...] Nous sommes tout à fait d'accord. Le Liban a accepté un cessez-le-feu après avoir consulté le Hezbollah. Le président de la Chambre, Nabih Berri, a consulté le Hezbollah et nous avons informé les États-Unis et les Français de ce qui s'est passé. Et ils nous ont dit que M. Benjamin Netanyahu, a également marqué son accord sur la déclaration qui a été publiée par les deux présidents (Biden et Macron). »

Le conseiller principal de la Maison-Blanche, Amos Hochstein, a ensuite préparé son voyage au Liban, mais Hassan Nasrallah a été assassiné avant qu'il ne puisse arriver à Beyrouth.

2049 Hachem Safiedinne succède à Hassan Nasrallah

Selon la presse israélienne, Hachem Safiedinne (ou Hashem Safi al-Din) avait été désigné par le Hezbollah, en 2008, comme successeur de Hassan Nasrallah, dont il est un cousin maternel. Ce point a été démenti et son élection vient d'être effectuée par la choura (parlement) du Hezbollah, dont il était jusqu'ici le président.

Son frère, Abdallah, est le représentant permanent du Hezbollah en Iran. Son fils, Reza Hashem, a épousé Zainab Soleimani, fille de l'ancien commandant de la Force Al-Quods, Qassem Soleimani.

2050 Selon Mark Kelly et le NYT, ce sont des bombes états-uniennes qui ont tué Hassan Nasrallah

Selon le sénateur démocrate et astronaute Mark Kelly, membre de la commission sénatoriale des Forces armées, le bombardement qui a tué Hassan Nasrallah, a été réalisé avec des bombes Mark 84 de 907 kilos chacune.

Selon le *New York Times*, l'armée israélienne a utilisé [80 bombes](#) en moins de 10 minutes pour assassiner Hassan Nasrallah. Il s'agissait principalement de bombes non guidées Mark 84, mais aussi de quinze BLU-109, de 874 kilos, capables de pénétrer à 7 mètres de profondeur.

2051 Mohammad Ali Al-Husseini accuse l'Iran d'avoir trahi Hassan Nasrallah

L'universitaire chiite libanais Mohammad Ali Al-Husseini, qui a quitté le Hezbollah pour devenir fonctionnaire de la Ligue islamique mondiale à La Mecque, a déclaré sur la chaîne saoudienne Al-Arabiya, s'adressant à feu Hassan Nasrallah : « Celui qui t'a acheté t'a vendu. Si seulement tu savais ce que l'Iran a dit de toi et l'ampleur des renseignements qu'il a fournis [à

l'ennemi, notamment sur les déplacements du secrétaire général et les lieux où il se cache], si tu savais aussi combien ils ont demandé en échange de ton assassinat. »

2052 Confusion autour de la résolution 1701

Le président de l'Assemblée nationale libanaise, Nabih Berry, parlant au nom du Hezbollah, a prié le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, de faire appliquer la résolution 1701. Il a donc proposé le retrait du Hezbollah du sud du Liban et son remplacement par l'armée régulière libanaise.

☞ Rappelons que la résolution 1701 a été rédigée par la straussienne Victoria Nuland à la fin de la guerre de 2006. Il s'agissait pour elle d'éviter une défaite cuisante à Israël. Mais ce texte a été amendé par le président français Jacques Chirac permettant à l'armée libanaise sous-équipée de se faire remplacer par le Hezbollah à la frontière. Contrairement à ce que répète la presse occidentale, le Liban respecte actuellement la résolution 1701 (mais pas sa première version) puisque l'armée libanaise lui a demandé de garder la frontière. Seul Israël la viole.

• Podcast : Meyssan et Cie : l'Iran a-t-elle vraiment bombardé Israël ?

Édouard Husson, Eric Verhaeghe et Thierry Meyssan poursuivent leur podcast sur l'actualité internationale. Cette semaine, ils ont remplacé celui annoncé sur la Commission trilatérale par les exigences de l'actualité. Ils se demandent qui a trahi Hassan Nasrallah et si l'Iran ne surjoue pas sa réaction.

Disponible en [vidéo](#) ou en [podcast](#).

2053 Étrange attaque iranienne d'Israël

L'Iran a envoyé 180 missiles contre des objectifs militaires israéliens, dans la nuit du 1^{er} au 2 octobre. Comme le 7 avril, Téhéran a prévenu à l'avance plusieurs États occidentaux, mais pas officiellement les États-Unis. Par contre, il n'a

pas utilisé les missiles hypersoniques qui avaient atteint leur cible ce jour-là.

Les États-Unis et leurs alliés ne sont pas intervenus pour détruire ces projectiles en vol. Très peu ont atteint leur cible. Ils n'ont causé que des dégâts mineurs.

Cette opération a été très médiatisée donnant plus l'impression d'une mise en scène que d'une offensive réelle.

2054 Ali Khamenei annoncera la stratégie iranienne face à Israël

L'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême iranien, dirigera la prière du vendredi, le 4 octobre, pour annoncer la stratégie de l'Iran face à Israël. La dernière fois qu'il avait dirigé la prière, c'était à l'occasion de l'assassinat du général Qassem Soleimani.

2055 Mahmoud Ahmadinejad révèle l'infiltration israélienne en Iran

Intervenant sur CNN Türk, l'ancien président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, a révélé qu'une unité spéciale avait été créée en Iran pour lutter contre les infiltrations du Mossad. Cependant, il s'est avéré, en 2021, que son responsable et une vingtaine de ses collaborateurs étaient des agents israéliens. Ce sont eux qui ont organisé notamment les assassinats des scientifiques nucléaires, le vol des archives, etc.

2056 La Thaïlande autorise le mariage gay

La loi thaïlandaise autorisant le mariage entre personnes du même sexe est entrée en vigueur.

👉 La culture thaïlandaise n'a aucun problème avec l'homosexualité. La série télévisée KinnPorsche, qui rencontre un succès régional, met en scène la romance entre un chef de la mafia et son garde du corps. Les deux acteurs sont devenus des stars et font ensemble les couvertures des revues de mode.

2057 Le militariste et révisionniste Shigeru Ishiba désigné Premier ministre japonais

- L'outsider Shigeru Ishiba a été élu président du Parti libéral-démocrate japonais (PLD) par les parlementaires du parti et son million d'adhérents. Il a obtenu 215 voix, dont 189 de députés et 26 de sections préfectorales au second tour, contre 194 voix pour la favorite Sanae Takaichi, la dauphine de feu Shinzo Abe, dont 173 de députés et 21 de sections préfectorales. Il a automatiquement été désigné Premier ministre.

👉 Cette élection n'est qu'une mise en scène visant à imposer le choix des États-Unis. Elle fait suite au gigantesque scandale de corruption qui a marqué la dernière année du mandat de Fumio Kishida : certains députés du PLD avaient touché 500 000 dollars états-uniens de pots-de-vin de l'Église de l'unification (dite « secte Moon ») sans conséquences judiciaires notables. Ce sont ces parlementaires corrompus qui ont élu le président du parti et donc désigné le Premier ministre.

👉 Pour la première fois, le Premier ministre japonais est un protestant. C'est en outre un ami personnel de l'ambassadeur des États-Unis, ancien rédacteur du rapport de la commission sur le 11-Septembre et chef de cabinet du président Barack Obama, le sioniste révisionniste Rahm Emmanuel.

- Ancien directeur de l'Agence de la Défense (il n'y avait pas encore de ministère de la Défense), Shigeru Ishiba a créé une force amphibie, sur le modèle des Marines états-uniens et travaillant avec eux. Il s'est prononcé pour le rétablissement de la conscription et la création d'une Garde nationale, étant entendu que la taille de l'armée japonaise est limitée depuis ses crimes lors de la Seconde Guerre mondiale.

Il a révisé des ouvrages historiques traitant du sanctuaire Yasukuni où reposent les principaux criminels de guerre japonais. Il a concilié l'honneur de ces militaristes avec l'histoire de la Chine et de la Corée. Il semble ne s'être jamais

rendu dans ce sanctuaire controversé. Il est *gunji otaku*, c'est-à-dire collectionneur de souvenirs militaires et lui-même militariste, quoique veillant à ne pas insulter ses interlocuteurs étrangers. Selon lui, la dernière guerre a été menée pour la « juste cause » de libérer l'Asie de la domination blanche, et la plupart des crimes de guerre signalés en Chine, en Corée du Sud et en Asie du Sud-Est sont des « complots visant à dénigrer le Japon ». En outre, il a déclaré que le gouvernement et l'armée de l'époque devraient être tenus pour strictement responsables du déclenchement d'une guerre impossible à gagner.

« Je travaille dans le domaine de la défense depuis longtemps. Je protégerai le pays. Et je protégerai le peuple. Je ne manquerai pas de créer un Japon où chacun pourra connaître le bonheur et la sécurité », a-t-il déclaré lors de son élection.

Shigeru Ishiba appelle à créer « une version asiatique de l'OTAN, qui doit assurer la dissuasion

face à l'alliance nucléaire de la Chine, de la Russie et de la Corée du Nord ». Il propose de combiner les cadres de sécurité existants, à commencer par les alliances américano-japonaise et américano-sud-coréenne.

- L'indice Nikkei de la bourse de Tokyo a baissé de 5 % à l'annonce de sa nomination, car c'est un critique des Abenomics (c'est-à-dire de la politique économique de Shinzo Abe), un antilibéral privilégiant la redistribution aux régions et aux ménages.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

2058 Mahmoud Abbas s'adresse à l'assemblée générale de l'ONU

Arrivé sous les applaudissements à la tribune de l'assemblée générale des Nations Unies, Mahmoud Abbas, président palestinien, a martelé : « Nous ne partirons pas, nous ne partirons pas, la Palestine est notre patrie ! »

ajoutant que si quelqu'un doit partir, c'est l'occupant. Il a accusé Israël d'être responsable d'une « guerre génocidaire » à Gaza, qui a fait plus de 40 000 morts, dont 30 000 femmes et enfants, 100 000 blessés et 2 millions de personnes déplacées. « Faites cesser ce génocide, faites cesser l'envoi d'armes à Israël ! » a-t-il imploré, « cette folie ne doit pas continuer, le monde entier est responsable ».

Il a affirmé que la Cisjordanie était victime du terrorisme de groupes de colons, qui, avec le soutien du Gouvernement et de l'armée israélienne, détruisent des centaines de maisons, notamment dans le but de modifier le statut historique de Jérusalem. « Israël lance aujourd'hui une nouvelle agression génocidaire contre le peuple frère libanais », a-t-il poursuivi, condamnant cette offensive et exigeant qu'elle cesse. Constatant que la bande de Gaza avait été réoccupée, presque totalement détruite et qu'elle n'offrait plus des conditions de vie acceptables, il a estimé que la communauté internationale devait sanctionner Israël. « Les crimes perpétrés par Israël contre le peuple palestinien depuis sa création en 1948 jusqu'à ce jour ne resteront pas impunis, il n'y a pas de prescription pour cela », a-t-il affirmé.

M. Abbas a déploré que les États-Unis aient opposé par trois fois, seuls, leur veto au Conseil de sécurité à des projets de résolution appelant au cessez-le-feu. Estimant que la fourniture continue d'armes par les États-Unis à Israël constituait un encouragement, il a ajouté qu'ils étaient aussi le seul pays membre du Conseil de sécurité à avoir voté contre l'octroi à la Palestine du statut d'État Membre à part entière. Selon lui, c'est Israël, qui refuse d'appliquer les résolutions de l'ONU et dont le représentant a affirmé ici même que ce bâtiment devrait être rasé, qui « ne mérite pas d'être Membre de l'ONU ». [\[M2\]](#) Expliquant qu'en 1949, les conditions d'adhésion posées par l'ONU à Israël impliquaient la mise en œuvre des résolutions 181 (1947) et 194 (1948) de l'Assemblée générale, il a annoncé que l'État de Palestine allait saisir l'Assemblée pour dénoncer ce défaut d'application.

Enfin, il a demandé un retour de la souveraineté et de la juridiction de l'État de Palestine sur Gaza, la tenue dans l'année d'une conférence de paix sous les auspices de l'ONU pour mettre en place la solution des deux États, et la mise en place d'une force de maintien de la paix de l'ONU entre l'État de Palestine et Israël.

2059 Sergueï Lavrov s'adresse à l'assemblée générale de l'ONU

Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères a d'abord rappelé que les États-Unis s'étaient engagés, lors du « Sommet mondial » des Nations Unies de 2005, à « établir un monde juste conformément aux principes et aux objectifs de la Charte des Nations Unies ». Cependant, cela ne les a pas empêchés de pousser le dirigeant géorgien de l'époque, Mikheil Saakachvili, à déclencher une agression armée contre l'Ossétie du Sud et les soldats de maintien de la paix russes, en 2008. De même, « trois ans plus tard, l'OTAN a organisé l'intervention militaire en Libye, détruisant son État et déstabilisant les pays voisins. »

Sergueï Lavrov a également reproché au camp occidental d'être incapable de renoncer à des pratiques néocoloniales consistant à siphonner les richesses naturelles et culturelles des pays du Sud. Il a invité l'assistance à regarder « les statistiques sur la réalisation des promesses pour financer le développement des pays du Sud et y transférer des technologies respectueuses de l'environnement ». Il a également accusé les États-Unis et leurs alliés de poursuivre, contre l'écrasante majorité des États Membres, des velléités d'hégémonie mondiale tous azimuts, en voyant une preuve dans le maintien de l'embargo commercial contre Cuba depuis plus de 60 ans et les bâtons que Washington n'a de cesse de mettre dans les roues de l'Organisation mondiale du commerce.

Il a également vivement critiqué le fonctionnement du Conseil de sécurité, dénonçant le sabotage par les Occidentaux des processus relatifs au Kosovo, à la Bosnie-Herzégovine et à la création d'un État palestinien indépendant vivant dans la paix et la

sécurité aux côtés d'Israël. Jugeant sévèrement tous ceux qui exigent que le reste du monde suive leurs « règles », le ministre a soutenu que c'est la présence d'une « célèbre coalition » qui, en envahissant l'Afghanistan, a provoqué la formation d'Al-Qaïda, que l'invasion de l'Iraq eut pour conséquence directe la création de l'État islamique, que le déclenchement de la guerre en Syrie a donné naissance au Front Al-Nosra et que la destruction de la Libye a ouvert les vannes de la pénétration du terrorisme dans la région saharo-sahélienne et de l'afflux de millions de migrants illégaux vers l'Europe.

Les incantations des maîtres occidentaux de Kiev sur l'absence d'alternative aux négociations basées sur la fameuse « formule de paix » sont insensées, a ajouté M. Lavrov, qui a comparé cette formule à un ultimatum voué à l'échec. Il a rappelé que la Charte des Nations Unies ne pose pas seulement comme principe l'intégrité territoriale, ainsi que son article premier le proclame, mais aussi l'obligation de respecter les principes d'égalité et d'autodétermination des peuples, base juridique internationale au processus de décolonisation.

Voltaire, actualité internationale est publié en quatre langues :

- Allemand
- Anglais
- Espagnol
- Français

2060 Israël informe l'ONU de son entrée au Liban

Israël a informé la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) que les FDI allaient entrer au Liban pour des opérations ponctuelles.

Le général espagnol Aroldo Lázaro Sáenz, qui commande la FINUL, lui a répondu : « Tout passage au Liban constitue une violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Liban, ainsi qu'une violation de la résolution 1701 du Conseil de sécurité de l'ONU. »

2061 Selon l'UNRWA, 10 000 malades gazaouis devraient être évacués d'urgence

Selon Louise Wateridge, porte-parole de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), 10 000 malades gazaouis devraient être immédiatement évacués.

2062 Création de l'Alliance mondiale pour la mise en œuvre de la solution à deux États

« Avec (le ministre saoudien des Affaires étrangères) Faisal bin Farhan, le secrétaire général de la Ligue arabe, le groupe de contact de l'Organisation de la coopération islamique et la Norvège, nous avons réuni un grand nombre de membres des Nations Unies pour lancer l'Alliance mondiale pour la mise en œuvre de la solution à deux États », a twitté sur X [Josep Borrell](#), haut-commissaire de l'Union européenne.

Cinq réunions ont été planifiées à Riyad, au Caire, à Oslo, à Amman et à Ankara. « Il appartient aux Israéliens et aux Palestiniens de négocier leur propre paix, mais ils ne le feront pas seuls. Ils ont besoin de nous tous pour les aider à y parvenir. En préparant le terrain pour le pont qu'ils doivent construire, en proposant à la fois des carottes et des bâtons, et en unissant nos forces au sein d'une Alliance mondiale concrète et tournée vers l'avenir », a expliqué aux journalistes le haut-commissaire.

☞ La solution à deux États reprend la proposition coloniale de la Commission présidée par Lord William Peel en 1937.

2063 Mark Rutte nouveau secrétaire général de l'OTAN

Mark Rutte, ancien Premier ministre des Pays-Bas, a pris ses fonctions de secrétaire général de l'OTAN en remplacement de l'ancien Premier ministre norvégien, Jens Stoltenberg.

« L'OTAN est l'alliance politico-militaire la plus efficace de l'histoire. Mais les Alliés de l'OTAN sont confrontés à de sérieux défis. Et nous avons du travail à faire », a-t-il assuré.

Soutenir l'Ukraine, « c'est la bonne chose à faire. Et c'est aussi un investissement dans notre propre sécurité, car une Ukraine indépendante et démocratique est vitale pour la paix et la stabilité en Europe. » Cependant, « en soutenant l'industrie militaire russe, la Chine est devenue un élément décisif de la guerre menée par la Russie en Ukraine. La Chine ne peut pas continuer à alimenter le plus grand conflit en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale sans que cela nuise à ses intérêts et à sa réputation », a-t-il menacé.

Toutefois, « l'Union européenne est le partenaire unique et essentiel de l'OTAN. Notre coopération pourrait être renforcée dans de nombreux domaines : du soutien à l'Ukraine à la lutte contre les menaces hybrides »

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France. Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand. 42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71. [Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros. Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°103 - 11 octobre 2024

ÉDITORIAL

2064 Les Anglo-Saxons poursuivent leurs bombardements au Yémen bien que West Point les considère comme inefficaces

Les armées états-uniennes et britanniques ont bombardé le Yémen, le 4 octobre. Elles s'en sont prises aux bases militaires d'Ansar Allah.

Les médias yéménites ont déclaré que sept bombardements avaient frappé l'aéroport de Hodeida, une grande ville portuaire, et la région de Katheib, qui possède une base militaire contrôlée par Ansar Allah. Quatre autres ont frappé la région de Seiyana. Deux ont frappé la province de Dhamar. Le bureau des médias d'Ansar Allah a également rapporté trois raids aériens dans la province de Bayda, au sud-est de Sanaa.

☞ Ces bombardements ont été entrepris au moment où les chercheurs de l'[académie militaire de West Point](#) montrent qu'Ansar Allah (qualifié péjorativement de « Houthis », c'est-à-dire de « bande de la famille Houthi ») résiste moralement aux destructions. Elles sont donc militairement inutiles.

☞ Ansar Allah n'est pas un groupuscule de fanatiques qui se serait ingéré dans le conflit israélo-palestinien sous l'impulsion de l'Iran. C'est un parti politique issu de la Résistance victorieuse à une guerre de dix ans contre l'Arabie saoudite et Israël qui avaient installé un état-major commun de l'autre côté de la mer Rouge, dans l'État non reconnu du Somaliland.

AMÉRIQUES

2065 Le Canada récupèrera les données personnelles des voyageurs de l'UE et les transmettra aux « Cinq Yeux »

Dominic LeBlanc, ministre canadien de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales, a signé, le 4 octobre, avec Ylva Johansson, commissaire européenne aux Affaires intérieures, un accord pour le transfert des données des dossiers des passagers (PNR) sur les vols entre le Canada et l'UE.

Par ailleurs, le Canada étant membre des « Cinq Yeux », toutes les données dont il dispose sont immédiatement stockées en Australie dans la base de données « Migration 5 » et communiquées à ses alliés (Australie, États-Unis, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni) (cf. VAI 1920).

Selon Ylva Johansson : « Nous savons tous que les négociations ont pris beaucoup de temps. Et il est important de se rappeler pourquoi cet accord est si important. Il s'agit d'assurer la sécurité des citoyens canadiens et européens en disposant des connaissances et en observant les schémas d'activités criminelles. »

2066 Pour Hillary Clinton et John Kerry la liberté d'expression est l'obstacle majeur au contrôle des esprits

- Interrogée sur CNN à propos des réseaux sociaux, l'ancienne secrétaire d'État démocrate [Hillary Clinton](#) a déclaré : « Nous devrions, à mon avis, abroger ce qu'on appelle l'article 230, qui donne aux plateformes sur Internet l'immunité parce qu'on pensait qu'elles n'étaient que des intermédiaires, qu'elles ne devaient pas être jugées pour le contenu qu'elles publiaient. Mais nous savons maintenant que c'était une vision trop simple, que si les plateformes, que ce soit Facebook ou Twitter/X ou Instagram ou TikTok, si elles ne modèrent pas et ne surveillent pas le contenu, nous perdons le contrôle total, et il ne s'agit pas seulement des effets sociaux et psychologiques, il s'agit d'un véritable préjudice ».

- [John Kerry](#), ancien secrétaire d'État démocrate, avait déclaré la semaine dernière lors d'un événement du Forum économique de Davos : « Vous savez, il y a maintenant beaucoup de discussions sur la façon dont vous freinez ces entités afin de garantir que vous allez avoir une certaine responsabilité sur les faits, etc. Mais regardez, si les gens ne vont qu'à une seule source, et que la source vers laquelle ils vont est malade, ils sont en train d'être désinformés. Notre Premier Amendement est l'obstacle majeur. »

2067 Washington interprète l'attaque du 7 octobre

- Joe Biden, président des États-Unis, a déclaré : « L'attaque du 7 octobre a mis à la surface des souvenirs douloureux laissés par des millénaires de haine et de violence contre le peuple juif. »

- Antony Blinken, secrétaire d'État a publié un communiqué où l'on peut lire : « Aujourd'hui, nous célébrons un anniversaire dévastateur et tragique. Le 7 octobre 2023, plus de 1 200 hommes, femmes et enfants, dont 46 Américains et citoyens de plus de 30 pays, ont été massacrés par le Hamas – le plus grand massacre de Juifs depuis l'Holocauste. Les filles et les femmes ont été agressées sexuellement. La dépravation des crimes du Hamas est presque inqualifiable. »

☞ Les simplifications auxquelles se livrent les autorités états-uniennes donnent une idée fausse des événements : Nous ne savons pas qui a tué les 1200 victimes israéliennes, ni commis ces crimes barbares : les assaillants étaient au nombre de quatre (FPLP, FPLP-CG, Jihad Islamique et Hamas). En outre, près de la moitié des victimes ont été tuées par les FDI elles-mêmes en application de la « doctrine Hannibal (cf. VAI N°63) ». Par ailleurs qualifier cette opération de « massacre de juifs » implique que toutes les victimes étaient juives (ce qui est faux) et sous-entend qu'une opération de libération nationale contre l'occupant israélien ne serait en fait qu'un pogrom antisémite.

- Le général Lloyd Austin, secrétaire à la Défense, est allé plus loin encore que son collègue en assimilant le Hamas, « un groupe terroriste impitoyable », à l'Iran. Toutefois, c'était pour introduire ce passage : « Comme chaque administration américaine depuis la guerre des Six Jours de 1967, nous pensons que les Israéliens et les Palestiniens doivent trouver un moyen de partager les terres qu'ils appellent tous les deux 'chez eux'. Cela signifie qu'il faut travailler à trouver un chemin vers deux États, vivants côte à côte dans la sécurité mutuelle, dans le cadre d'un avenir plus large et plus radieux de normalisation arabo-israélien qui inclut l'intégration israélienne dans la région. »

2068 Joe Biden considère Benjamin Netanyahu comme un « putain de menteur »

Dans son livre *Guerre (War)*, à paraître le 15 octobre, Bob Woodward rapporte les réflexions du président Joe Biden sur Benjamin

Netanyahou : « Ce fils de pute, Bibi Netanyahou, c'est un mauvais gars. C'est un putain de méchant » ou « C'est un putain de menteur. »

2069 Selon le NYT, Yahya Sinwar est vivant

Selon le *New York Times*, [Yahya Sinwar](#), le chef du Hamas dans la bande de Gaza, serait toujours vivant. Il s'opposerait à toute négociation avec Israël et se préparerait à une guerre de longue haleine.

EUROPE

2070 Londres évacue ses ressortissants du Liban

Le Royaume-Uni a affrété plusieurs vols pour aider ses ressortissants à quitter le Liban. Londres les a prévenus que, s'ils restent sur place, leurs assurances ne les prendront plus en charge au-delà de ce rapatriement.

2071 Les mémoires contestées de Boris Johnson

Les mémoires de [Boris Johnson](#), « Déchaîné » (« *Unleashed* »), sont des charges contre ses adversaires. Ainsi qualifie-t-il le chef d'État français, de « véritable nuisance ».

Les critiques s'interrogent pour déterminer s'ils doivent considérer ces mémoires comme une œuvre d'histoire ou de fiction.

2072 Le contre-espionnage britannique déjoue des complots russes et iraniens

Le général [Ken McCallum](#), directeur du MI5 (contre-espionnage) a délivré un discours au Centre des opérations anti-terroristes (CTOC), le 8 octobre. Selon lui, la Russie et l'Iran ont tenté de nombreuses opérations au Royaume-Uni l'année dernière.

2073 La communauté juive de France considère le président Macron comme un ennemi d'Israël

Invité à une soirée, organisée par le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), le 7 octobre à Paris, le Premier ministre français, Michel Barnier, a déclaré : « Vous pouvez compter sur le président de la République, sur le Premier ministre (...), sur tous les membres du gouvernement pour protéger nos compatriotes de confession juive », soulevant la colère de l'assistance.

👉 Les personnes présentes à cette soirée considèrent le président Emmanuel Macron comme un ennemi depuis qu'il a fait remarquer, lors du sommet de la Francophonie, que l'on ne peut pas à la fois appeler à un cessez-le-feu à Gaza et au Liban et livrer des armes à l'une des parties.

2074 Plainte aux Pays-Bas contre des responsables du Mossad pour leurs opérations de manipulation de la Cour pénale internationale

Une vingtaine de plaignants palestiniens ont déposé une plainte devant la justice néerlandaise après la publication par le *Guardian* (UK), *Local Call* (Israël) et *972 Magazine* (Palestine) d'une enquête sur les opérations secrètes d'Israël pour faire pression sur la Cour pénale internationale (CPI) domiciliée à La Haye (cf. VAI1364).

Il semble que la plainte désigne nommément les officiers israéliens responsables de cette opération.

2075 L'US Navy était à proximité des gazoducs Nord Stream, transpondeurs désactivés, avant le sabotage

Selon le quotidien danois *Politiken*, le capitaine du port de Christiansø, [John Anker Nielsen](#), a déclaré : « Quatre ou cinq jours avant les explosions du Nord Stream, je me trouvais avec les services de secours de Christiansø car il y avait là-bas des navires avec leurs radios éteintes. Il s'est avéré qu'il s'agissait de navires de la

marine états-unienne. Et lorsque les services de secours les ont approchés, le commandement naval leur a demandé de faire demi-tour ». Cet incident inexpliqué a eu lieu trois mois après l'exercice de l'OTAN BALTOPS22. Celui-ci visait à tester des drones sous-marins capables de transporter des explosifs. Il en existe trois : le D19 du constructeur français Naval Group, le LDUUV Snakehead développé par le Naval Undersea Warfare Center de l'US Navy (le NUWC a officiellement participé au BALTOPS22), et enfin, le XLUUV Orca développé par Boeing.

2076 Pour la Cour de justice de l'UE, la Moldavie n'est pas un État sûr

La Cour de justice de l'UE a considéré, le 4 octobre, que les États-membres ne peuvent pas désigner comme sûrs des pays dont une partie du territoire a fait sécession. Par conséquent, un Moldave ne peut pas être renvoyé dans son pays car la République moldave du Dniestr (dite « Transnistrie ») a fait sécession dès le premier jour de son indépendance, bien que l'UE considère toujours le pays comme uni.

2077 19,6 % des citoyens européens ont été victimes de discrimination en 2023

Selon l'Office statistique de l'Union européenne (Eurostat), 19,6 % des personnes auraient été victimes de discrimination en 2023. Les jeunes de 16 à 29 ans signalent un taux de discrimination particulièrement élevé (28%), notamment en raison de leur origine ethnique (12 %) et de leur orientation sexuelle (8 %).

2078 Le Parlement européen et le « recul démocratique en Géorgie »

Le Parlement européen, « profondément préoccupé par le recul démocratique en Géorgie », a adopté une résolution (2024/2822(RSP)) affirmant que la loi relative à la transparence de l'influence étrangère et celle sur la protection des valeurs familiales et des mineurs sont « incompatibles avec les valeurs et les principes démocratiques de l'Union européenne, contraires aux ambitions de la

Géorgie en matière d'adhésion à l'UE et (...) mettent en péril son intégration euroatlantique ».

2079 Le Parlement européen a auditionné Viktor Orbán et Ursula von der Leyen

Le parlement européen a auditionné le président pour six mois du Conseil des chefs d'État et de gouvernements de l'UE, Viktor Orbán, et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Les deux invités se sont copieusement attaqués, tandis que les parlementaires dénonçaient le « petit dictateur » hongrois.

Cette dernière a déclaré : « Le monde a été témoin des atrocités de la guerre menée par la Russie. Et pourtant, certains rejettent encore la responsabilité de cette guerre non pas sur l'envahisseur, mais sur le peuple envahi. Ils n'incriminent pas la soif de pouvoir de (Vladimir) Poutine, mais la soif de liberté de l'Ukraine. Je voudrais donc leur poser cette question : est-ce qu'ils reprocheraient aux Hongrois l'invasion soviétique de 1956 ? »

« C'est une intifada politique ! Vous répétez les mensonges de la gauche hongroise, c'est juste de la propagande politique », s'est exclamé Viktor Orbán.

2080 Troisième sommet Ukraine-Europe du Sud-Est

Le troisième sommet Ukraine-Europe du Sud-Est s'est tenu à Dubrovnik (Croatie), le 9 octobre. Les deux précédents s'étaient tenus à Athènes (2023) et à Tirana (2024). Les participants ont réaffirmé leur engagement antérieur pour une Ukraine stable.

Au cours de ce sommet, l'Ukraine et la Croatie ont signé un « accord de coopération et d'appui à long terme ».

Pendant son discours, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a déclaré : « Le premier point du plan [de paix] est de savoir si

l'incertitude géopolitique en Europe sera résolue. L'Ukraine a-t-elle sa place dans l'OTAN ? Si oui, —et cela est correctement confirmé— Poutine perdra géopolitiquement. La Russie doit accepter que l'Europe ait des frontières, des nations indépendantes, et que chaque nation a le droit de choisir son avenir. La vérité est que l'acceptation de cette réalité par la Russie ne peut que commencer par la compréhension que l'Ukraine ne sera plus jamais assujettie par la Russie. »

☞ Les stratèges anglo-saxons considèrent que la Russie est un pays asiatique, tandis que les géographes persistent à dire que la Russie est européenne jusqu'à l'Oural.

☞ La Russie ne s'est jamais opposée à ce que l'Ukraine adhère au Traité de l'Atlantique-Nord, mais elle a mis en garde contre l'installation d'armes états-uniennes sur son sol.

2081 Selon Mark Rutte l'objet de l'OTAN est de défendre la liberté, donc l'Ukraine

Mark Rutte, nouveau secrétaire général de l'OTAN, a consacré son premier déplacement à l'étranger à l'Ukraine. Il a déclaré à Kiev, le 3 octobre : « Le dévouement de vos forces armées et la détermination du peuple ukrainien nous rappellent à quel point la liberté est précieuse. Et combien il est crucial que nous fassions tout ce qui est en notre pouvoir pour la défendre. Et c'est pourquoi l'OTAN a été fondée il y a 75 ans - sauvegarder la liberté et la sécurité de tous nos membres. Et c'est pourquoi nous nous sommes si engagés à soutenir l'Ukraine. Parce que votre sécurité compte pour la nôtre, et votre lutte pour la liberté reflète nos principes et valeurs fondamentaux. »

☞ Rappelons que l'OTAN n'a pas été constituée pour défendre la liberté et la sécurité de ses membres face à l'URSS, mais selon les mots de son premier secrétaire général, Lord Ismay, pour « garder les Américains à l'intérieur, les Russes à l'extérieur et les Allemands sous tutelle. »

Tout au long de son histoire, l'OTAN a développé des réseaux *stay-behind* qui ont assassiné des dirigeants politiques des États membres et organisé des coups d'État pour réaliser l'objectif énoncé par Lord Ismay (cf. *Les armées secrètes de l'OTAN*, [Daniele Ganser](#), Demi-Lune.)

2082 Discours de Julian Assange au Conseil de l'Europe

Le discours prononcé le 1^{er} octobre par [Julian Assange](#) au Conseil de l'Europe est enfin disponible. Il y présente la manière dont les États-Unis se sont comportés pour le faire taire, en violation de tous les principes, y compris les leurs.

Voltaire, actualité internationale est publié en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

2083 Pour Alexandre Loukachenko, la Biélorussie défendrait l'Ukraine si elle devait être attaquée par la Pologne

Le président biélorusse, Alexandre Loukachenko, a déclaré le 3 octobre : « Beaucoup de choses se sont passées pendant la guerre (de 1939-1945) (...) Les [Nationalistes intégraux] Ukrainiens [du 118^e bataillon Schutzmannschaft] ont brûlé Khatyn dans notre pays. Ce qu'ils ont fait dans la région de Pripyat sur ordre des fascistes est un cauchemar (...) Pourtant, les Polonais veulent dominer l'ouest de la Biélorussie et l'ouest de l'Ukraine. C'est inacceptable pour nous. Si les Polonais envahissent l'Ukraine et tentent de s'emparer de son territoire occidental, nous soutiendrons les Ukrainiens car nous nous rendons compte que nous serons les prochains. »

2084 Viktor Bout de retour

Le négociant en armes russe, [Viktor Bout](#), qui a été libéré en 2022 dans le cadre d'un échange d'espions entre Washington et Moscou, est

désormais élu local en Russie. Selon le *Wall Street Journal*, il a rencontré à Moscou une délégation d'Ansar Allah venue acheter des armes légères.

2085 Négociations russo-iraniennes

Le président russe, Vladimir Poutine, rencontrera le 11 octobre son homologue iranien, Masoud Pezeshkian, au Turkménistan. Ils pourraient signer un document actualisé de partenariat stratégique.

AFRIQUE

2086 Incarcération du directeur de la police algérienne

Le criminologue Farid Bencheikh, directeur de la police nationale algérienne, a été démis de ses fonctions, puis placé en détention. Il est accusé de « connexion avec des cyberactivistes algériens établis à l'étranger, avec un ancien ambassadeur de la France en Algérie ainsi qu'avec un officier de la représentation diplomatique française ».

2087 Abdelmadjid Tebboune précise ce qu'il attend de la France

Lors d'une interview télévisée, le président algérien, Abdelmadjid Tebboune, a déclaré à propos de la colonisation française : « L'Algérie a été choisie pour [...] le vrai grand remplacement », qui consiste à « chasser la population locale pour ramener une population européenne avec des massacres, avec une armée génocidaire ». Il a brocardé la manière dont la droite française, ce « lobby haineux », aborde la question des reconduites à la frontière et le statut particulier des Algériens en France (conclu en 1968).

Il a indiqué que pour améliorer les relations entre les deux pays, Paris devrait traiter les sites de ses 17 essais nucléaires dans les années 1950-1960. « Vous voulez qu'on soit amis, venez nettoyer les sites des essais nucléaires ».

2088 Reprise de la production pétrolière libyenne

Les différentes parties libyennes sont parvenues à désigner un nouveau gouverneur de la banque centrale, Naji Essa, ancien conseiller de son prédécesseur, Sadiq Al-Kabir (cf. VAI 1909). La production pétrolière qui avait été interrompue par les autorités de Benghazi, suite à la révocation du gouverneur, a donc pu reprendre. Les forces de Saddam Haftar (fils du maréchal Khalifa Haftar) ont retiré la menace qu'elles exerçaient sur le champ pétrolier de Sharara (exploité par l'Espagnol Repsol, dont le gouvernement avait lancé une procédure judiciaire pour trafic d'armes contre Saddam). Après avoir été totalement interrompue, la production est aujourd'hui le double de celle du mois dernier.

2089 Conflit entre le Burkina-Faso et la Côte d'Ivoire

- Léon Adom Kacou Houadja, ministre ivoirien des Affaires étrangères, a convoqué début septembre le chargé d'affaires burkinabè en poste à Abidjan pour l'informer que les services de Renseignement de son pays avaient découvert l'existence d'un camp dans lequel vivaient une cinquantaine de démobilisés de l'armée ivoirienne. Ces hommes auraient été entraînés à Bobo-Dioulasso, au Burkina Faso, dans le but de mener des opérations de déstabilisation en Côte d'Ivoire
- Mahamoudou Sana, ministre burkinabè de la Sécurité, a affirmé, le 23 septembre, que la Côte d'Ivoire hébergeait des personnalités impliquées dans « une entreprise de subversion contre [le Burkina Faso] ». Interrogé à ce sujet, le porte-parole du gouvernement ivoirien, Amadou Coulibaly, a nié l'implication de son pays dans de telles activités tout en assurant que la Côte d'Ivoire était « une terre d'hospitalité et d'accueil. »
- Début octobre, tout le personnel diplomatique burkinabè en Côte d'Ivoire, aussi bien de l'ambassade que des consulats d'Abidjan et de Bouaké, a été rappelé.

ASIE

2090 Les FDI diffusent des images de tunnels du Hezbollah

Les FDI ont diffusé des images de tunnels du Hezbollah à la frontière israélienne qu'ils auraient détruits. Cependant, les observateurs sur place assurent que ces images datent de 2009. Au demeurant ces images n'ont aucun rapport avec celles que le Hezbollah a lui-même diffusées de sa ville souterraine secrète.

2091 L'incertitude sur les dégâts causés par l'Iran aux FDI persiste

Selon *Maariv*, l'Iran a gravement touché la base aérienne de Névatim (désert du Neguev) où sont entreposés les F-35 des FDI.

Des médias internationaux ont publié des analyses de photographies par satellite indiquant qu'un grand nombre de missiles ont touché non seulement la base du Névatim dans le sud, mais qu'un plus petit nombre d'entre eux ont frappé la base de Tel Nof dans la région de Gilot.

Le ministre de la Défense, Yoav Gallant s'est rendu sur les lieux. Il y a déclaré : « Les Iraniens n'ont même pas égratigné les capacités de l'armée de l'air. Il n'y a pas eu de perturbation dans nos opérations. Ceux qui pensent qu'essayer de frapper Israël nous dissuadera de répondre devraient regarder ce qui se passe à Gaza et à Beyrouth. Nous sommes forts à la fois dans la défense et l'offensive, et nous le démontrerons de la manière de notre choix, en désignant nous-mêmes la date et le lieu. »

👉 [L'Iran](#) a écrit au Conseil de sécurité pour justifier de son attaque du 1^{er} octobre. Téhéran précise « qu'après une longue période de retenue », elle a été conduite en vertu du « droit naturel de légitime défense visé à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies ». En outre, il n'a pris pour cible que des « installations militaires et de sécurité du régime ».

Analyse du Réseau Voltaire

- « [L'Iran et Israël](#) », par Thierry Meyssan

Nous commettons une grave erreur en pensant que tout l'Iran est opposé à la colonisation de la Palestine par Israël. Un groupe d'Iraniens, certes minoritaire, espère toujours relancer le commerce avec les Occidentaux au prix d'une entente avec le régime génocidaire de Benjamin Netanyahou.

- « [Poutine a-t-il empêché l'ukrainisation de l'Iran par Netanyahou et ses alliés du gouvernement états-unien ? Existe-t-il un accord militaire entre la Russie et l'Iran ?](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

Après l'aller-retour secret de Benjamin Netanyahou au Kremlin, il y a trois semaines, et le tir d'un missile hypersonique yéménite guidé par la Russie sur un oléoduc israélien, les champs de bataille d'Ukraine et du Moyen-Orient se confondent.

Cependant, désormais Téhéran a la possibilité de lancer un missile hypersonique sur la centrale nucléaire de Dimona. Les retombées ne manqueraient pas de toucher plusieurs États de la région.

- [Vidéo : Thierry Meyssan et la situation au Moyen-Orient](#)

Le *Courrier des stratèges* interroge Thierry Meyssan à propos des sept fronts d'Israël : la Palestine, Le Liban, l'Iraq, la Syrie, le Yémen et la Syrie. Il s'agit d'un récapitulatif, mis à jour, de ce qui a été déjà abordé dans diverses vidéos.

2092 Benjamin Netanyahou désigne ses « sept fronts » et s'exclame « Honte à lui ! » en parlant du président Macron

Dans une allocution télévisée, le 5 octobre, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahou, a déclaré : « Aujourd'hui, Israël se défend sur sept fronts contre les ennemis de la civilisation.

(1) Nous nous battons à Gaza contre le Hamas, les sauvages qui ont assassiné, violé, décapité et brûlé notre peuple le 7 octobre. (2) Nous luttons au Liban contre le Hezbollah, l'organisation terroriste la plus lourdement armée du monde, qui prévoyait un massacre encore plus grand que le 7 octobre à notre frontière nord, et qui a tiré à la roquette sur les villes israéliennes pendant près d'un an. (3) Nous luttons contre les Houthis au Yémen, et (4) les milices chiïtes en Irak et (5) en Syrie, qui ont lancé ensemble des centaines de drones et d'attaques de missiles contre Israël. (6) Nous luttons contre les terroristes en Judée et en Samarie, qui tentent d'assassiner des civils au cœur de nos villes. (7) Et nous luttons contre l'Iran, qui a tiré la semaine dernière plus de 200 missiles balistiques directement sur Israël et qui se tient derrière cette guerre de front contre l'État hébreu.

Alors qu'il combat les forces de barbarie menées par l'Iran, tous les pays civilisés devraient rester fermement du côté israélien.

Pourtant, le président Macron et d'autres dirigeants occidentaux réclament aujourd'hui des embargos sur les armes à l'encontre d'Israël. Honte à lui ! »

2093 Le cabinet de Netanyahu envisage de confier aux FDI l'aide humanitaire à Gaza

Le cabinet de Netanyahu étudie un plan pour satisfaire ses obligations internationales en matière d'aide humanitaire à Gaza. Les FDI achèteraient des produits stockés dans des entrepôts près de la frontière de Gaza. Ils seraient ensuite envoyés par deux postes-frontières, dont celui de Kerem Shalom, vers les centres de distribution à bord de camions des FDI. Enfin, les marchandises seraient distribuées aux habitants par les soldats des FDI. Ce plan demande un personnel très important et comporte de très nombreux risques, c'est pourquoi les FDI y sont opposés.

Bezalel Smotrich, ministre des Finances, pourrait être chargé de sa mise en œuvre, ce qui

lui donnerait la possibilité de conditionner les distributions à la dénonciation de combattants.

2094 L'Industrie israélienne de Défense s'inquiète de ne plus pouvoir importer ses productions à l'étranger

Alors que le Royaume-Uni, les États-Unis et plusieurs États européens ont limité les exportations d'armes vers Israël, les sociétés israéliennes d'armement s'inquiètent de ne plus pouvoir importer de pièces détachées de leurs usines à l'étranger.

2095 130 soldats israéliens avertissent qu'ils désertent si le gouvernement persiste à ne pas négocier la libération des otages

130 soldats israéliens ont adressé une lettre à leur hiérarchie pour l'informer qu'ils refuseront de servir si le gouvernement persiste à ne pas négocier la libération des otages. Ils écrivent : « Il est maintenant clair que la poursuite de la guerre à Gaza ne retarde pas seulement le retour des otages de leur captivité, mais met également en danger leur vie : de nombreux otages ont été tués par les frappes des FDI, beaucoup plus que ceux qui ont été secourus dans des opérations militaires pour les sauver. Nous, qui servons et avons servi avec dévouement, nous annonçons par la présente que si le gouvernement ne change pas immédiatement de cap et ne se met pas au service des otages, nous ne pourrions pas continuer à servir. Pour certains d'entre nous, la ligne rouge a déjà été franchie ; pour d'autres, elle approche rapidement. Le jour approche où nous allons, avec des cœurs brisés, cesser de remplir notre devoir. »

2096 Selon Benjamin Netanyahu, l'Iran veut renvoyer le monde civilisé dans un âge sombre

Recevant le 9 octobre une délégation de la Conférence des présidents des principales organisations juives états-uniennes, Benjamin Netanyahu a déclaré : « Il n'y a qu'une seule force au monde qui combat l'Iran en ce

moment. Il n'y a qu'une seule force au monde qui se dresse sur le chemin de la conquête de l'Iran. Et cette force, c'est Israël. Si nous ne nous battons pas, nous mourrons. Mais ce n'est pas seulement notre combat, c'est le combat du monde libre, et je dirais même le combat du monde civilisé. Il y a pas mal de dictatures dans le monde, elles sont toutes mauvaises. Mais cette dictature est différente parce qu'elle veut nous renvoyer tous dans un âge sombre. Ils veulent nous détruire et détruire les autres. Nous d'abord, parce que nous nous dressons sur leur chemin pour conquérir le Moyen-Orient, mais ils veulent soumettre le monde et le ramener à l'âge sombre. »

2097 Pour Yoav Gallant, le Hezbollah est une organisation sans tête

Yoav Gallant, ministre israélien de la Défense, a déclaré le 8 octobre : « Le Hezbollah est une organisation sans tête : Nasrallah a été tué, et son successeur a probablement été tué aussi. »

☞ Les combattants du Hezbollah ont été formés par le général Qassem Soleimani à se battre, non pas pour obéir et vaincre, mais pour défendre leur foi, seuls s'il le faut.

2098 Les FDI auraient utilisé des armes à uranium appauvri au Liban

Selon le professeur Raïf Reda, président de l'Association libanaise de médecine sociale, les FDI auraient utilisé des armes à l'uranium appauvri durant le bombardement qui a assassiné Hassan Nasrallah.

☞ Les munitions à uranium appauvri ont la particularité de percer les blindages les plus épais ou de pénétrer en profondeur. Cependant elles polluent la zone qu'elles détruisent et la rendent inhabitable pour très longtemps.

2099 Hachem Safieddine aurait, lui aussi, été assassiné par les FDI

Hachem Safieddine, le successeur d'Hassan Nasrallah à la tête du Hezbollah, aurait été assassiné le 3 octobre par les FDI. Le général

Esmail Qa'ani, successeur du général Qassem Soleimani à la tête de la Brigade al-Qods, la force d'élite du Corps des gardiens de la révolution, l'aurait peut-être été aussi.

2100 Les FDI somment la FINUL de leur laisser le passage

Les FDI ont demandé, le 4 octobre, aux [Forces irlandaises](#) de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) de se retirer d'un poste-frontière afin qu'elles puissent pénétrer plus facilement au Liban. Les autorités irlandaises leur ont fait savoir que les missions de la FINUL sont fixées par le Conseil de sécurité et qu'en l'absence d'instruction, elles ne bougeraient pas.

La [FINUL](#) a publié un communiqué le 6 octobre : « La FINUL est profondément préoccupée par les activités récentes menées par les FDI immédiatement à côté de la position 6-52 de la Mission, au sud-est de Marun-ar-Ras (secteur Ouest), à l'intérieur du territoire libanais. Les FDI ont été informées à maintes reprises de cette situation par les voies régulières. Il s'agit d'une évolution extrêmement dangereuse. Il est inacceptable de compromettre la sécurité des soldats de la paix des Nations unies qui accomplissent les tâches qui leur sont fixées par le Conseil de sécurité. La FINUL rappelle d'urgence à tous les acteurs qu'ils ont l'obligation de protéger le personnel et les biens de l'ONU. »

2101 Les FDI assassinent Saeed Atallah et sa famille au nord du Liban

Les FDI ont assassiné, le 5 octobre, Saeed Atallah, un dirigeant des brigades armées Al-Qassam (Hamas), dans un immeuble de Tripoli (Liban). Ils ont également assassiné trois membres de sa famille dans un camp de réfugié non loin de là.

☞ En droit international aucun de ces meurtres n'est justifiable : ils ont été réalisés dans un pays étranger et ne concernent pas seulement une cible militaire, mais aussi, de manière distincte, des civils appartenant à sa famille.

2102 Les FDI progressent avec la fuite de la population libanaise

Les troupes israéliennes, qui ont conquis le Liban au sud de la rivière Litani, ont donné instruction aux populations civiles habitant entre le Litani et l'Awali de quitter cette zone. Elles progressent ainsi lentement.

2103 Benyamin Netanyahou s'adresse aux Libanais

Benyamin Netanyahou s'est adressé aux Libanais, le 8 octobre. Dans son allocution, il déclare d'un ton calme : « Le pays qui a réellement conquis le Liban, ce n'est pas l'État hébreu. C'est l'Iran. L'Iran, qui finance et arme le Hezbollah pour servir les intérêts de l'Iran aux dépens du Liban. Celui-ci a transformé le Liban en un stock d'armes de munitions et en une base militaire iranienne. Un jour à peine après le massacre du 7 octobre, il y a un an, le Hezbollah s'est joint à la guerre contre l'État hébreu. Il a lancé une attaque non provoquée contre nos villes et contre nos citoyens. Il a depuis tiré plus de 8 000 missiles sur Israël, tuant des civils sans distinction — juifs, chrétiens, musulmans et druzes.

Israël a décidé d'y mettre fin. Nous avons décidé de faire tout ce qui est nécessaire pour que notre peuple soit en sécurité chez lui. Il a le droit de se défendre. Il y a aussi le droit de gagner. Et c'est l'État hébreu qui l'emportera.

Nous avons dégradé les capacités du Hezbollah. Nous avons éliminé des milliers de terroristes, y compris Nasrallah lui-même, et le remplaçant de Nasrallah, et le remplaçant de son remplaçant. Aujourd'hui, le Hezbollah est plus faible qu'il ne l'a jamais été depuis de nombreuses années.

Maintenant, vous, le peuple libanais, vous vous trouvez à un carrefour important. C'est votre choix.

Aujourd'hui, je pose une question simple à chaque mère et à chaque père au Liban : cela en vaut-il la peine ?

Ne laissez pas ces terroristes détruire votre avenir, pas plus qu'ils ne l'ont déjà fait. Levez-vous et éliminez-les de votre pays. Vous avez une opportunité qui n'a pas existé depuis des décennies. Une occasion de prendre soin de l'avenir de vos enfants et petits-enfants. Vous avez l'occasion de sauver le Liban avant qu'il ne tombe dans l'abîme d'une longue guerre qui conduira à des destructions et des souffrances comme nous le voyons à Gaza. Cela n'a pas besoin d'être comme ça. Chacun d'entre vous peut faire un pas pour son avenir. Même un petit pas. Vous pouvez faire la différence.

Je vous dis, peuple libanais : libérez votre pays du Hezbollah afin que cette guerre puisse prendre fin.

Libérez votre pays du Hezbollah afin que votre pays puisse prospérer à nouveau, afin que les futures générations d'enfants libanais et israéliens ne connaissent ni la guerre, ni l'effusion de sang, mais qu'elles continuent à vivre ensemble en paix ».

Erratum

Les lecteurs de la première édition de notre lettre 101 ont pu remarquer que notre éditorial était contredit par la brève 2048. Le gouvernement libanais avait eu le temps d'informer Washington et Paris que le Hezbollah acceptait leur proposition de paix. Les deux capitales auraient fait savoir à Beyrouth que Tel-Aviv l'acceptait aussi. Ce second point est aujourd'hui démenti. S'il est authentique, cela signifierait qu'Israël aurait endormi la vigilance de son adversaire en l'assurant d'une paix et en préparant simultanément l'assassinat d'Hassan Nasrallah.

2104 Khaled Meshal appelle à « poursuivre la lutte »

Khaled Meshal, dirigeant du Hamas courant historique (c'est-à-dire affilié à la Confrérie des Frères musulmans), en exil au Qatar, a déclaré : « Le Déluge d'Al-Aqsa a ramené l'État hébreu à la case départ et l'a confronté à un dilemme existentiel, avec de nombreux Israéliens qui

souhaitent quitter leur pays. Nous appelons les pays arabes et les nations islamiques à prendre des mesures décisives pour mettre fin à la guerre et à intensifier le boycott contre les Israéliens. Nous exhortons le peuple palestinien à renforcer sa lutte contre les forces d'occupation. Nous poursuivrons notre lutte jusqu'à ce que la liberté du peuple palestinien soit atteinte. »

☞ Rappelons que les Frères musulmans ne cherchent pas l'indépendance de la Palestine, mais l'établissement d'un califat.

2105 Al-Jazeera diffuse un documentaire sur les crimes des soldats israéliens à Gaza

La chaîne qatarie [Al-Jazeera](#) a publié un documentaire, principalement réalisé à parti des propres vidéos des soldats israéliens, sur les crimes qu'ils commettent à Gaza. Il révèle une série d'activités illégales, allant de la destruction et du pillage aveugles à la démolition de quartiers entiers et à des meurtres.

2106 Les missiles Fattah iraniens ne peuvent être stoppés ni par Israël, ni par l'OTAN

Selon [Reuters](#), l'Iran aurait utilisé des missiles hypersoniques Fattah, qui peuvent être manœuvrés en vol, lors de son attaque d'Israël. Ceux-ci ne peuvent pas être arrêtés par des antimissiles états-unis, plus lents. Les autres missiles, de plus faible vitesse, n'étaient là que pour troubler les systèmes de défense israéliens. Si cela est vrai, les Fattah ont atteint immanquablement leurs cibles.

2107 L'Iran pourrait abandonner le principe de l'Axe de la Résistance

La République islamique envisagerait de signer des accords bilatéraux de défense réciproque avec ses alliés. Ce schéma mettrait fin à l'Axe de la Résistance de Qassem Soleimaniit, un réseau d'acteurs souverains travaillant pour le même but.

2108 Reza Pahlavi adresse un message aux peuples du Moyen-Orient

[Reza Pahlavi](#), fils aîné de l'ancien Shah Mohamed Reza Pahlavi, a adressé sur X un message aux peuples du Moyen-Orient : « Depuis 45 ans, trop d'entre nous ont été contraints de vivre dans la peur : la peur de la prochaine attaque terroriste, la peur de la guerre, la peur de l'instabilité économique, la peur du chantage nucléaire. C'est parce qu'il y a 45 ans, mon pays a été emprisonné par un régime radical qui ne veut pas seulement garder mon peuple enchaîné, mais aussi exporter sa révolution vers vos pays et vos peuples. » Le conflit qui oppose Israël à ses voisins parrainés par la République islamique « n'est pas la guerre des Iraniens, c'est celle d'Ali Khamenei et de son régime. Les tyrans de Téhéran déguisent leur guerre en nationalisme iranien, mais ils ne parlent pas au nom de notre nation. Les crimes que ce régime a commis contre vous, nos voisins, sont une insulte aux Iraniens et à nos valeurs. »

« La République islamique est notre ennemi commun, l'ennemi de tous ceux qui cherchent la paix dans notre région, peu importe leur nation ou leur foi. Alors, je vous dis, à vous, nos amis du Moyen-Orient : notre région a tant de richesses, mais pour réussir, ce régime qui nous tient en otage depuis près d'un demi-siècle doit partir. »

2109 Le Pakistan doit affronter à la fois son opposition populaire et des attaques terroristes

Après que le président du Pakistan Tehreek-e-Insaf (PTI) de la province de Khyber Pakhtunkhwa (KPK), Ali Amin Gandapur, ait été arrêté illégalement et qu'il soit détenu, son parti a organisé une manifestation à Islamabad. Le gouvernement pakistanais a durement réprimé les fidèles à l'ancien Premier ministre Imran Kahn, puis il les a accusés de tenter de saboter le prochain sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai, prévu les 15 et 16 octobre.

Par ailleurs, et sans lien avec cette manifestation pacifique, une embuscade de Tehreek-e-Taliban Pakistan (TTP) à Khyber Pakhtunkhwa a tué 16 soldats et un kamikaze de l'Armée de libération de Baloch (LEB) s'est fait exploser à l'aéroport de Karachi.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

2110 Huit nouveaux territoires demandent leur décolonisation à l'ONU

La Quatrième commission de l'Assemblée générale des Nations unies, en charge de la décolonisation, a approuvé l'inscription de trois pétitionnaires des Samoa américains, de deux des Îles Vierges britanniques, de vingt-huit de la Polynésie française, un de Gibraltar, un de Guam, dix-huit de la Nouvelle-Calédonie, un des Îles Turques et Caïques, et deux des Îles Vierges américaines.

2111 La fuite des Libanais devant les massacres des FDI

Le [haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés](#) a indiqué : « Le nombre de déplacés augmentant chaque jour, les 892 abris de fortune mis en place par le gouvernement au Liban ont presque atteint leur capacité maximale. Dans les rues de Beyrouth, même sur des sites emblématiques comme la Corniche, des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants en détresse dorment à la belle étoile. Environ 60 % des nouveaux arrivants sont des enfants et des adolescents. Certains enfants sont arrivés seuls, sans famille. Certaines personnes déplacées fuient maintenant le Liban vers l'Iraq. Selon le ministère de l'Intérieur, plus de 5 000 personnes ont fui, depuis le 24 septembre, par le point de passage d'Al-Qaim, et sont arrivées par avion à Bagdad ou à Najaf. »

Les FDI ont bombardé, le 4 octobre, la route menant au poste-frontière de Masnaa, principal point de passage vers la Syrie.

2112 Le G7 prend position pour Israël et contre l'Axe de la Résistance

Selon une déclaration du G7, du 3 octobre : « un dangereux cycle d'attaques et de représailles risque d'alimenter une escalade incontrôlable au Moyen-Orient, ce qui n'est dans l'intérêt de personne. » Cependant le G7 prend clairement position : « Nous réitérons sans équivoque notre engagement envers la sécurité d'Israël. Les actions profondément déstabilisatrices de l'Iran dans tout le Moyen-Orient, à travers des proxies terroristes et des groupes armés — y compris les Houthis, le Hezbollah et le Hamas — ainsi que des milices alignées sur l'Iran en Irak, doivent cesser. »

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France. Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand. 42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71. [Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros. Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°104 - 18 octobre 2024

ÉDITORIAL

2213 La Chine publie un rapport sur l'espionnage états-unien de l'Internet

Les autorités chinoises ont publié, le 14 octobre, un [rapport](#) intitulé *Volt Typhoon III : A Cyber Espionage and Disinformation Campaign conducted by US Government Agencies* (Volt Typhoon III : une campagne de cyberespionnage et de désinformation menée par des agences gouvernementales états-uniennes). Il fait suite à ceux publiés le 15 avril (sur le kit « Marble ») et le 8 juillet 2024 (sur l'archivage et le traitement de toutes les données envoyées par les câbles sous-marins).

Selon ce document, la dénonciation par Washington d'une prétendue opération d'espionnage chinoise, « Volt Typhoon », était un leurre. En réalité, c'est Washington lui-même qui a créé ce virus en l'attribuant à d'autres pour masquer sa surveillance générale de toutes les communications par Internet.

Le document examine notamment plusieurs opérations contre les autorités françaises (sous Jacques Chirac et François Hollande), allemandes et japonaises.

AMÉRIQUES

2214 Vogue Magazine fait campagne pour Kamala Harris

La vice-présidente des États-Unis en campagne pour son élection en tant que présidente, [Kamala Harris](#), fait l'objet d'un reportage de *Vogue Magazine*, dont elle illustre la couverture.

L'article débute par le soutien de Liz Cheney, la fille du vice-président républicain Dick Cheney. Il évoque toute sa carrière, les liens de sa mère avec l'éditeur de gauche Matthew Rothschild. Il se poursuit par la promesse d'un chèque de 6 000 dollars aux parents pour chacun de leurs enfants. L'article se conclut avec une envolée lyrique sur l'ascension sociale de cette fille d'immigrés.

2215 L'administration Biden entend utiliser la mort d'Hassan Nasrallah pour faire élire Joseph Aoun à la présidence du Liban

Selon le *Wall Street Journal* du 9 octobre, l'administration Biden entend s'appuyer sur le président du gouvernement démissionnaire libanais, Najib Mikati, et sur celui de la chambre, Nabih Berry, pour mettre à profit l'assassinat d'Hassan Nasrallah et faire élire le commandant en chef des armées libanaises, le général [Joseph Aoun](#), président de la République.

L'Égypte et l'Arabie saoudite ont mis en garde les États-Unis contre un forcing en l'absence du Hezbollah. Selon Le Caire et Riyad, ce type de manœuvre est susceptible de relancer la guerre civile.

☞ Le général Joseph Aoun, sans lien avec le général Michel Aoun, a été formé aux États-Unis.

☞ L'article 49 de la Constitution libanaise interdit aux fonctionnaires de première catégorie d'être élus à la présidence lorsqu'ils exercent des fonctions et dans les deux ans qui suivent leur démission. En 2012, seul un parlementaire avait évoqué cet article et demandé qu'il soit abrogé avant l'élection à la présidence du général Michel Sleiman. Ses successeurs ne devraient pas être plus regardants.

2216 Le Pentagone envoie officiellement une centaine d'hommes en Israël

Le Pentagone a confirmé avoir envoyé en Israël une des sept unités de défense antiaérienne THAAD (*Terminal High-Altitude Area Defense*). Une centaine d'hommes en assurera le fonctionnement, contredisant les propos du président Joe Biden selon lesquels il n'enverrait jamais de soldats états-uniens se battre en Israël.

☞ Il y a déjà depuis longtemps des forces spéciales états-uniennes qui se battent aux côtés des Israéliens à Gaza et d'autres, britanniques, qui se battent au Liban. Cependant ces faits sont niés par Washington et Londres, alors que le département de la Défense assume aujourd'hui le personnel de son THAAD en annonçant qu'il n'interviendra ni en Palestine ni au Liban, mais répondra aux attaques de l'Iran.

2217 Washington met en garde Israël contre l'absence d'aide humanitaire aux Gazaouis

• Le secrétaire d'État, Antony Blinken, et le secrétaire à la Défense, Lloyd Austin, ont adressé le 13 octobre une lettre au ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, et à celui des Affaires

stratégiques, Ron Dermer. Ils leur demandent de leur transmettre sous 30 jours leur plan d'aide aux civils gazaouis.

• L'AIPAC a accusé le gouvernement Biden d'affaiblir l'État hébreu, de saper les intérêts « américains » et « d'envoyer un message dangereux à nos ennemis communs sur le soutien des États-Unis à nos alliés démocratiques. »

2218 Les États-Unis et le Canada contre une association du FPLP

Le département du Trésor et le Canada ont pris des mesures coercitives unilatérales contre l'association [Samidoun, Palestinian Prisoner Solidarity Network](#).

Ils l'accusent de n'être qu'une coquille vide destinée à [financer](#) le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP).

2219 Message de Xi Jinping au gala du NCUSCR à New York

Le président chinois, Xi Jinping, a adressé une lettre au dîner de gala annuel du Comité national sur les relations entre les États-Unis et la Chine (NCUSCR), le 15 octobre à New York. Selon lui, les liens entre la Chine et les États-Unis sont l'une des relations bilatérales les plus importantes au monde, qui ont trait au bien-être des deux peuples et à l'avenir de l'humanité. Xi a déclaré que la Chine a toujours géré les relations sino-US sur la base des principes du respect mutuel, de la coexistence pacifique et de la coopération gagnant-gagnant, et croit toujours que le succès de chaque pays présente des opportunités pour l'autre. Ils devraient s'encourager l'un et l'autre plutôt que de poser des obstacles, a déclaré M. Xi, ajoutant que la Chine est disposée à travailler avec les États-Unis en tant que partenaire et amie, ce qui profitera non seulement aux deux pays, mais aussi au monde entier.

EUROPE

2220 Les Forces spéciales états-uniennes sont deux fois plus nombreuses à transiter par une base britannique à Chypre pour se rendre secrètement en Israël

Selon *Declassified UK*, les [vols spéciaux des Forces spéciales états-uniennes](#) depuis la base britannique de Chypre vers Israël ont doublé sous le gouvernement de Keir Starmer.

2221 Londres prend des sanctions contre les colons israéliens

Après les États-Unis et le Canada, le Royaume-Uni a pris des [sanctions](#) contre 3 avant-postes illégaux de colons (ferme de la vallée de Tirzah, Meitarim Outpost et Shuvi Eretz Outpost) et 4 organisations (Od Yosef Chai Yeshiva, Hashomer Yosh, Torat Lechima et Amana) qui ont soutenu et parrainé la violence contre les Arabes en Cisjordanie.

Keir Starmer, Premier ministre britannique, a déclaré lors d'une discussion à la Chambre des communes que son gouvernement envisageait d'imposer des sanctions aux ministres israéliens Bezalel Smotrich (selon qui la famine à Gaza est justifiée) et Itamar Ben-Gvir (selon qui les colons de Cisjordanie sont des héros).

2222 Fitch évalue la France en « perspective négative »

L'agence de notation Fitch a maintenu sa note de « Aa- » pour la France, mais l'a accompagnée d'une « perspective négative ».

2223 Manifestations en Martinique

Il n'y a aucun bilan des manifestations contre la vie chère, des pillages et émeutes qui ont eu lieu en Martinique les 10 et 11 octobre.

La Martinique est un département français depuis 1946. Cependant, les prix des denrées alimentaires y sont beaucoup plus élevés qu'en métropole.

Le budget de la Nation prévoit une baisse de 9 % des fonds attribués aux territoires ultra-marins.

2224 L'Allemagne reprend ses livraisons d'armes à Israël

Au 13 octobre, le gouvernement allemand a approuvé des exportations de matériel et de munitions militaires d'une valeur d'environ 33,7 millions de dollars, soit plus de deux fois plus que pendant tout le reste de l'année.

Ces livraisons font suite à l'opposition des Verts qui, en plein nettoyage ethnique à Gaza, avaient bloqué le gouvernement Scholz.

☞ L'Allemagne est le second fournisseur d'armement à Israël après les États-Unis

2225 Jens Stoltenberg, de l'OTAN, à la conférence sur la sécurité de Munich

Jens Stoltenberg, ancien Premier ministre de Norvège (2005-2023) et secrétaire général de l'OTAN (2014-2024), présidera désormais les conférences sur la sécurité de Munich. Il remplacera l'ambassadeur allemand aux Nations unies, Christoph Heusgen.

☞ L'octroi de la présidence de cet événement de portée internationale à une personnalité de l'OTAN, au détriment d'un Allemand, manifeste l'évolution du pouvoir à Berlin.

2226 Le Conseil européen sanctionne les indépendantistes gagaouzes

Le Conseil de l'UE a adopté, le 14 octobre, des sanctions à l'encontre de cinq personnes responsables d'actions déstabilisatrices en République de Moldavie. Il s'agit principalement de Evghenia Guțul, la gouverneure élue de Gagaouzie, qui plaide pour l'indépendance de la Moldavie.

☞ L'indépendance de la Gagaouzie donnerait une ouverture sur la mer Noire à l'État non reconnu de Transnistrie. Elle pourrait aussi

permettre à la Russie de prendre en tenaille l'oblast d'Odessa (Ukraine).

2227 Le Conseil européen incapable de choisir entre deux formes d'organisation des relations internationales

Le Conseil européen a adopté le 17 octobre une déclaration selon laquelle « alors que l'on observe une tendance alarmante au mépris du droit international », il réaffirme « son attachement indéfectible à l'ordre international fondé sur des règles, en soutenant résolument les Nations unies et les principes consacrés par la Charte des Nations unies, notamment ceux de la souveraineté et de l'intégrité territoriale ainsi que de l'indépendance politique et de l'autodétermination. »

☞ Cette déclaration, loin de clarifier la position de l'UE, la trouble un peu plus : depuis soixante-seize ans, les Anglo-Saxons, puissances tutélaires de l'UE, tentent d'abroger le [droit international](#), fondé par la Russie et la France lors de la conférence de La Haye (1899), et de lui substituer des règles changeantes.

2228 32 États ont signé la déclaration du G7 de soutien à l'Ukraine

Kiev déclare avoir conclu 26 accords de sécurité bilatéraux et obtenu la signature de 32 États à la déclaration commune 2023 du G7 sur l'appui à l'Ukraine.

2229 Le plan ukrainien de la Victoire

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a présenté, le 16 octobre, son plan pour la Victoire devant la Verkhovna Rada (parlement). Il se compose de cinq points et de trois annexes secrètes.

- L'OTAN doit inviter l'Ukraine à adhérer au Traité de l'Atlantique-Nord ce qui aura pour conséquence de rendre l'adhésion à l'Union européenne inévitable.
- L'Ukraine doit disposer d'une longue liste d'armes lui permettant de repousser l'invasion

russe. Celles-ci sont listées dans une annexe secrète, accessible uniquement aux parlementaires accrédités (probablement parce qu'elles mentionnent des armes à longue portée capables de bombarder Moscou).

- Pour dissuader la Russie, Kiev propose de déployer un ensemble global de mesures non nucléaires sur son territoire. Elles font l'objet d'une seconde annexe secrète, déjà partagée avec les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Italie et l'Allemagne.

- L'Ukraine offre à ses partenaires un accès privilégié à ses ressources énergétiques, à ses métaux et minerais (y compris l'uranium, le titane, le lithium, le graphite) ainsi qu'à sa production agricole en échange de leur protection. Ce point fait l'objet d'une troisième annexe secrète.

- Enfin, à l'issue de la guerre, les héros ukrainiens remplaceront les forces états-uniennes en Europe pour assurer la sécurité du continent.

☞ Ce plan n'est pas une stratégie militaire pour emporter la guerre. Il vise à formaliser les relations entre l'Ukraine et les Occidentaux. Les « [nationalistes intégraux](#) » souhaitent anéantir la culture russe, conformément aux écrits de leur fondateur Dmytro Dontsov (1883-1973). Pour cela, ils doivent disposer d'un approvisionnement continu en armes qu'ils sont prêts à payer en laissant les multinationales états-uniennes exploiter leur pays. À terme, ils espèrent protéger l'ensemble de l'Europe occidentale contre la Russie, comme leur « commandant suprême », Adolf Hitler, l'avait tenté durant la Seconde Guerre mondiale.

- Commentant ce plan, Mark Rutte, secrétaire général de l'OTAN, a déclaré sceptique : « Nous travaillons avec les Ukrainiens pour mieux comprendre comment il pourrait aider à mettre fin à la guerre. »

AFRIQUE

2230 Pourquoi les États-Unis ont poussé au renvoi de Sadiq al-Kabir

Le département états-unien du Trésor a organisé une réunion en Tunisie avec les deux autorités rivales libyennes pour clôturer le conflit autour de la Banque centrale. Il apparaît que Washington avait poussé Tripoli à limoger le gouverneur Sadiq al-Kabir pour prévenir le transfert d'argent à la Légion africaine, c'est-à-dire aux forces russes de l'ex-groupe Wagner.

2231 Rien ne va plus entre Félix Tshisekedi et Emmanuel Macron

Félix Tshisekedi, président de la RDC, a brutalement quitté le sommet de la Francophonie, à Villers-Cotterêts, le 5 octobre, très fâché contre son homologue français, Emmanuel Macron. Il lui reproche de feindre l'impartialité dans le conflit qui oppose son pays au Rwanda alors qu'il privilégie délibérément ce dernier.

La France appelle en effet à reprendre le dialogue avec le mouvement armé du M-23, alors que la RDC négocie directement avec le Rwanda via la médiation angolaise du président Joao Lourenço.

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

ASIE

2232 La Haute Cour demande au gouvernement Netanyahu de publier son plan d'évacuation des Gazaouis

Sur requête de l'Association des droits civils, la Cour suprême d'Israël a ordonné à l'État d'expliquer pourquoi il n'a pas établi de plan pour superviser l'évacuation des civils et des blessés de Gaza dans un pays tiers. Elle lui a

donné jusqu'au 11 novembre pour présenter sa réponse.

2233 Les FDI refusent de répondre à la Haute Cour sur l'attaque du 7 octobre

Les FDI ont informé la Haute Cour israélienne qu'ils ne pourront pas répondre à ses requêtes sur la réponse à l'attaque du 7 octobre. En effet, cela « détournerait l'attention des commandants de l'effort de guerre, nuirait à la sécurité de l'État et à la réalisation des objectifs de la guerre ». En outre, l'armée a déclaré que la récente escalade « a considérablement alourdi le fardeau imposé aux commandants de l'armée et du Shin Bet, au milieu de la longue guerre, et d'une manière qui illustre davantage la difficulté d'ajouter des tâches à ces organisations, y compris la supervision du contrôleur de l'État pendant les combats. »

2234 Pourquoi les FDI ont retardé l'attaque de l'Iran

Les FDI ont retardé l'attaque de l'Iran en raison de (1) leur épuisement après leur engagement à Gaza et au Liban (2) la faiblesse de leur défense antiaérienne et (3) le refus états-unien de leur donner accès à leur système de défense antiaérien satellitaire.

2235 Accord de Défense secret depuis cinq ans entre Israël et le Royaume-Uni

Anonymous for Justice a publié des documents piratés des FDI. Parmi ceux-ci, un accord signé par Israël avec le gouvernement de Boris Johnson pour renforcer la collaboration en matière de Défense avec le Royaume-Uni, « [EHUCK](#) ». Cet accord visait à améliorer les capacités militaires, assurer la liaison avec les services de sécurité israéliens, rechercher des possibilités de prospérité en matière de défense et avoir accès aux autorisations de survol.

2236 Israël libère le journaliste Jeremy Loffredo

Le journaliste juif états-unien, Jeremy Loffredo, qui avait publié une [enquête vidéo](#) pour *The*

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Israël attaque les Nations unies](#) », par Thierry Meyssan

Contrairement à une idée reçue, l'Assemblée générale des Nations unies n'a accepté l'adhésion d'Israël que sous condition (résolution 273). Or, Tel-Aviv n'a jamais respecté ses engagements. Il refuse d'appliquer 229 résolutions du conseil de Sécurité et de l'assemblée générale. Il vient de déclarer une agence de l'ONU « organisation terroriste », a appelé à raser son siège à New York, a désigné *persona non grata* son secrétaire général António Guterres, et vient d'attaquer quatre fois les forces de l'ONU au Liban (FINUL), blessant deux casques bleus.

- « [Israël est prêt à lâcher des bombes nucléaires sur les installations nucléaires pacifiques de l'Iran, selon Scott Ritter](#) », par Alfredo Jalife-Rahme

L'ancien inspecteur d'armement des Nations unies, Scott Ritter, affirme qu'Israël est sur le point de bombarder les installations nucléaires civiles iraniennes. Si cela est vrai, ce serait au risque d'un bombardement conventionnel de sa centrale nucléaire militaire de Dimona. Cela signifierait une escalade vers la guerre mondiale. À moins qu'un arrangement ne soit déjà en cours de négociation.

- **Vidéo** : Thierry Meyssan a été invité par Éric Montana et Claude Janvier dans « [Où va le monde ?](#) », sur TV-ADP.

Il y présente une synthèse de ce qui se passe au Moyen-Orient.

- **Podcast** : Éric Verhaeghe, Édouard Husson et Thierry Meyssan à propos de la Commission trilatérale sur *Le Courrier des stratégies*

Disponible [en audio et en vidéo](#).

Grayzone sur les dégâts causés par la riposte iranienne du 1^{er} octobre, a été arrêté par les FDI.

Il a finalement été relâché après trois jours de détention.

2237 Les Haredim menacent de quitter le gouvernement

Le rabbin Itzhak Goldknopf, ministre de la Construction et du Logement et tête de liste de Judaïsme unifié de la Torah, a déclaré que si la loi exemptant les Haredim de la conscription n'était pas adoptée avant l'approbation du budget de l'État à la fin du mois, son parti quitterait le gouvernement.

Au sein du gouvernement, seul le général Yoav Galland s'y opposant, le Premier ministre pourrait être poussé un peu plus à le révoquer.

2238 Selon Haaretz, Israël finance les colons illégaux de Cisjordanie

Selon une enquête de *Haaretz*, le gouvernement Netanyahou ne se contente pas de soutenir le mouvement des colons en Palestine, il les finance par l'intermédiaire du Fonds national juif (FNJ) (קרן קיימת לישראל - KKL).

2239 Disproportion des bombardements à Gaza

Depuis le 7 octobre, 79 000 tonnes d'explosifs auraient été utilisées par les FDI à Gaza, un territoire de 36 km², tandis que « seulement » 13 000 tonnes ont été utilisées par les États-Unis contre l'île d'Hiroshima, un territoire de 905 km².

2240 Le Hezbollah accepte de se retirer au nord du Litani

- Le Premier ministre démissionnaire libanais, Najib Mikati, a déclaré que le Hezbollah acceptait de se retirer au nord du fleuve Litani (ce qui inclut la ville de Tyr).

☞ À la fin de la guerre de 2006, l'ambassadrice des États-Unis à l'OTAN, la straussienne Victoria Nuland, avait rédigé une première version de la résolution 1701. Ce texte imposait un retrait du Hezbollah au nord du Litani. Mais le texte adopté par le Conseil de sécurité avait été modifié par le président français, Jacques Chirac. Cette seconde rédaction se contente de préciser que seule l'armée libanaise pourra se trouver dans cette zone. Jusqu'à présent, celle-ci avait autorisé le Hezbollah à s'y déployer. Najib Mikati a demandé de mettre fin à cet accord, ce que le Hezbollah a accepté.

- Cheik Naïm Qassem, secrétaire général adjoint du Hezbollah, a précisé : « Nous avons demandé la cessation des combats et nous nous retirerons de 10 kilomètres afin de ne pas provoquer l'État hébreu, mais nous avons exigé qu'il y ait un cessez-le-feu à Gaza. Il n'est pas possible de séparer le Liban de la Palestine, Israël commet des crimes, et il nous oblige à prendre position. »

- Le Hezbollah assure que sa stratégie dite du « Front de soutien » à Gaza est terminée depuis qu'Israël a lancé son attaque terroriste contre des civils avec l'explosion des bipeurs des services de police municipale du Hezbollah. Il ne s'agit plus de fixer des unités des FDI à la frontière libanaise pour les empêcher de massacrer les Gazaouis, mais bien de leur livrer directement une guerre.

2241 L'armement du Hezbollah

- Le Hezbollah a reconstitué sa chaîne de commandement. Ses combattants sont prêts pour une longue guerre. Ils ont instruction de retarder le plus possible l'emploi de missiles guidés à moyenne portée afin de [préserver leur puissance de tir](#).

- Le 14 octobre, le Hezbollah a mis en service deux nouveaux types de missiles dont il n'avait jamais mentionné l'existence.

Le Nasr 1 est un « missile sol-sol de précision développé par les ingénieurs de la résistance islamique ». Il est utilisé « pour frapper des

cibles et des infrastructures vitales avec une précision pouvant atteindre 5 mètres » et se distingue par sa capacité à « tromper les systèmes de défense aérienne », ainsi que par « la robustesse de son système contre le brouillage ». Nasr 1 a un diamètre de 302 mm, sa tête explosive pèse 100 kg et sa portée est de 100 km.

Le Qader 2 est un « missile balistique sol-sol également développé par les ingénieurs de la résistance islamique ». Il est utilisé « pour frapper des cibles vitales avec une précision pouvant atteindre 5 mètres » et se distingue par « sa forte capacité de destruction ». Le missile Qader 2 a un diamètre de 620 mm, une longueur de 8,6 mètres et pèse 3 200 kg. Sa tête explosive pèse 405 kg, et sa portée est de 250 km.

2242 Une résolution sur le Liban en préparation au Conseil de sécurité

Selon *Al-Modon*, une [résolution est en préparation](#) sur le modèle suivant :

1. Elle appelle à l'arrêt total des hostilités.
2. Elle soutient la feuille de route internationale suggérée par les États-Unis et la France pour mettre fin à la guerre et résoudre la crise politique au Liban, y compris la reformulation de l'autorité par l'élection d'un président et la formation d'un cabinet indépendant de membres neutres, ainsi que la mise en œuvre d'élections libres et transparentes dans un délai de soixante jours.
3. Elle soutient le respect de la ligne de démarcation (dite « ligne bleue »).
4. Elle affirme la souveraineté du Liban.
5. Elle invite la communauté internationale à prendre en charge l'aide humanitaire au peuple libanais.
6. Elle appelle les autorités israéliennes et libanaises à parvenir à un cessez-le-feu permanent et à une solution à long terme fondés sur les principes et éléments suivants :

- Respect strict par toutes les parties de la souveraineté et de l'intégrité territoriale d'Israël et du Liban.

- Respect de la Ligne bleue par les deux parties.
- Délimitation des frontières internationales du Liban, en particulier dans les zones où la frontière est contestée ou incertaine, y compris la zone des fermes de Chebaa.
- Mise en place d'arrangements de sécurité empêchant la reprise des hostilités, y compris l'établissement entre la Ligne bleue et le Litani d'une zone exempte d'éléments, de matériel et de combattants, en particulier du Hezbollah.
- Déploiement d'une force internationale au Liban.

2243 La Syrie, nouvel objectif israélien ?

Les FDI ont attaqué les avant-postes syriens sur la ligne de démarcation du Golan annexé. Selon certaines sources, des chars seraient entrés un kilomètre au-delà de la ligne de démarcation et les FDI ont posé des barbelés, s'appêtant à attaquer plus en profondeur la République arabe syrienne.

Les troupes russes stationnées à Tal Hara (gouvernorat de Deraa) se sont repliées dans le cadre d'un redéploiement préalablement décidé.

Identiquement, l'armée de l'air israélienne a attaqué le port de Lattaquié.

2244 Le CCG demande à Washington de veiller à ce qu'Israël ne bombarde pas les installations pétrolières iraniennes

Les membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont demandé à Washington de renforcer ses pressions sur Israël pour qu'il ne bombarde pas les installations pétrolières iraniennes. Ils craignent que, dans un tel cas, les alliés de l'Iran ne s'en prennent aux leurs.

2245 Stagnation des négociations israélo-Hamas

À l'issue du sommet UE-Conseil de coopération du Golfe, le 16 octobre à Bruxelles, cheikh Mohammed bin Abdulrahman Al Thani, Premier ministre du Qatar, a déclaré : « Sur les perspectives de la négociation [israélo-Hamas], en gros au cours des trois à quatre dernières

semaines, il n'y a aucune conversation ou engagement, et nous tournons en rond avec le silence de toutes les parties. »

2246 Le clan Talabani compte sur Bagdad pour reprendre le pouvoir à Erbil

Le clan Talabani (Union démocratique du Kurdistan) tente de faire jouer ses appuis parmi les chiïtes du pouvoir central à Bagdad pour modifier la loi électorale au Kurdistan iraquien. Il semble qu'un redécoupage électoral lui permettrait de renverser le clan Barzani (Parti démocratique du Kurdistan) au pouvoir à Erbil.

2247 Ankara reprend les négociations avec Abdullah Öcalan

Ankara a repris des négociations avec son prisonnier politique le plus célèbre : Abdullah Öcalan.

☞ Abdullah Öcalan (dit « Apo ») a fondé, en 1978, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Il s'agissait d'un parti marxiste-léniniste. Durant toute la guerre froide, il fut un allié de Moscou et représenta un grave danger pour Ankara et l'OTAN. Progressivement, le PKK est passé de lutte sociale à la demande d'une patrie pour les Kurdes. Il s'est réfugié en Syrie, mais le président Hafez el-Assad fut contraint de lui demander de trouver un autre asile afin de prévenir une invasion turque. Durant la période d'errance qui suivit, il fut enlevé dans les locaux de l'ambassade de Grèce au Kenya par les services turcs et israéliens. Il est jugé en Türkiye et condamné à mort. Sa condamnation est muée en prison à vie afin de préserver les négociations d'adhésion à l'UE. Il devient alors l'unique prisonnier de l'île d'İmralı.

Durant sa détention, il lit les œuvres de l'anarchiste états-unien Murray Bookchin. Il semble ignorer les liens de Bookchin avec la CIA et se convertir à sa pensée. En son absence, le PKK est pénétré par les services israéliens et états-uniens. Il évolue lentement jusqu'à devenir une force d'appoint de l'OTAN contre la République arabe syrienne.

2248 Pour Recep Tayyip Erdoğan, Israël détruit la conscience de l'humanité

Le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, a déclaré lors de la Conférence sur l'avenir de la Palestine, organisée par son parti le 15 octobre : « Avec les atrocités qu'elle a commises à Gaza et au Liban, l'administration israélienne a non seulement massacré des dizaines de milliers de civils, mais aussi toutes les structures, les règles et les valeurs que le monde a construites au cours du siècle dernier. Ce ne sont pas seulement les hommes, les femmes, les personnes âgées ou les enfants qui meurent à Gaza et au Liban, mais aussi la conscience de l'humanité, et le patrimoine partagé depuis des millénaires. Nous avons exprimé nos objections et nos avertissements au plus haut niveau face à ce génocide. »

2249 Le général Esmail Qaani soupçonné d'être un agent israélien

Al-Qods al-Arabi indique que le général [Esmail Qaani](#), commandant de la force d'élite Al-Qods, s'était rendu à Beyrouth deux jours après l'assassinat d'Hassan Nasrallah et du numéro deux des Gardiens de la révolution, le général Abbas Nilforoushan. Il a été interrogé, à son retour à Téhéran, par la police de son corps qui le suspectait, lui et/ou son directeur de cabinet, d'être des agents israéliens. Il a été victime d'une crise cardiaque au cours de son interrogatoire.

2250 Obsèques du général Abbas Nilforoushan

Le général Esmail Qaani, commandant de la Force Al-Quods, a été vu lors du rapatriement à Téhéran du corps du général Abbas Nilforoushan, représentant spécial du guide de la Révolution à Beyrouth, assassiné par les FDI avec Hassan Nasrallah.

L'amiral Ali Fadavi, commandant adjoint des Gardiens de la révolution, a assisté aux funérailles. Il y a déclaré : « Le Liban est un petit pays. Ce n'est pas plus grand que l'une des petites provinces iraniennes. Si nous le voulons, nous pouvons en effacer tous les sionistes. »

2251 L'Indonésie peut compter sur la Chine pour les 70 ans de la conférence de Bandung

Recevant le président de la République d'Indonésie, Joko Widodo, son homologue chinois, Xi Jinping, a déclaré : « L'année prochaine sera le 70^e anniversaire de la conférence de Bandung. La Chine est disposée à collaborer avec l'Indonésie pour promouvoir les cinq principes de la coexistence pacifique et l'esprit de Bandung, promouvoir l'unité et la coopération entre les pays du Sud, sauvegarder les intérêts communs du grand nombre de pays en développement et promouvoir le développement, la prospérité et la stabilité dans la région et dans le monde. »

2252 Accord entre Maurice et le Royaume-Uni sur la rétrocession des îles Chagos

- En 2017, l'Assemblée générale des Nations unies demandait à la Cour internationale de justice, c'est-à-dire au tribunal interne des Nations unies, de prendre position, à titre consultatif, sur le conflit opposant l'île Maurice au Royaume-Uni.

Le 25 février 2019, la Cour établissait que le processus de décolonisation (1965-68) avait contrevenu aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale (notamment la résolution 1514 qui interdit de démembrer un territoire à décoloniser).

Le Royaume-Uni avait déporté toute la population de ces îles afin de louer ce territoire aux États-Unis pour y installer leur base de Diego Garcia. Elles abritent désormais une base militaire aéronavale US et une base d'interception (Echelon) des « Cinq Yeux ». En droit international, les dédommagements financiers offerts par le Royaume-Uni aux habitants des Chagos ne peuvent compenser leur perte de souveraineté.

Le 22 mai 2019, l'assemblée générale des Nations unies enjoignit le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de

quitter dans un délai de six mois l'archipel des Chagos, qu'il occupe illégalement, et de le restituer à Maurice.

☞ Dans, *Island of Shame : The Secret History of the U.S. Military Base on Diego Garcia* (L'île de la honte : l'histoire secrète de la base militaire US de Diego Garcia), Princeton University Press, 2011), David Vine a montré que le Royaume-Uni a en réalité cédé aux pressions des USA. Ceux-ci avaient choisi, en 1958 dans leur *Strategic Island Concept* (Concept d'île stratégique), un certain nombre d'îles pour contrôler les océans et endiguer l'URSS (*containement*). L'état-major US ordonna l'expulsion par la force des populations comme à Pearl Harbor (1887), Guam (1889), Panama (1831), Attu (1942), Vieques (1942), Culebra (1948), Okinawa (1948), Thule (1953), et Marshall (1960). Lorsque Londres accepta le bail de Diego Garcia, le Premier ministre britannique s'inquiéta des conséquences à long terme de ce crime et d'un possible retour de bâton devant l'ONU.

- Dans un [communiqué](#), le Foreign Office répondait inflexible, le 22 novembre 2019 : « Le Royaume-Uni n'a aucun doute sur sa souveraineté sur les Territoires britanniques de l'océan Indien (BIOT), qui ont été de manière continue sous la souveraineté britannique depuis 1814 [...] Maurice n'a jamais eu de souveraineté sur les BIOT et le Royaume-Uni ne reconnaît pas cette revendication. »

- L'Inde est intervenue discrètement comme médiateur dans ce conflit. À l'issue de deux années de négociations, Maurice et le Royaume-Uni ont publié un communiqué commun annonçant qu'ils rédigeaient un traité sur la souveraineté des îles Chagos. Le Royaume-Uni devrait les louer à Maurice pour 99 ans. Les Mauriciens déplacés seront autorisés à revenir s'installer aux îles Chagos, à l'exception de Diego Garcia. Londres créera un Fonds d'aide aux déplacés et payera un loyer annuel pour occuper les îles Chagos, dont Diego Garcia (qu'il sous-loue aux États-Unis). Les deux États assureront conjointement la sécurité de l'archipel.

2253 Négociation sur la décolonisation de la Nouvelle-Calédonie

Le Groupe des États mélanésiens a exprimé sa satisfaction envers les références à la Nouvelle-Calédonie contenues dans le rapport du Comité spécial de la décolonisation de l'ONU, tout en soulignant l'importance que l'archipel demeure sur la liste des territoires non autonomes de l'ONU afin que le peuple kanak puisse réaliser ses aspirations à l'indépendance. Le Forum des îles du Pacifique mènera d'ailleurs une mission de haut niveau en Nouvelle-Calédonie, du 27 au 29 octobre, avec l'appui de ce territoire et de la France, Puissance administrante, afin de favoriser la compréhension et la paix. « Les troubles qui ont éclaté en mai de cette année ont été un tournant pour la région et ne doivent pas se répéter », a mis en garde le représentant fidjien.

2254 Beijing entend utiliser le bouddhisme pour étendre son influence

Wang Huning, l'éminence grise de Beijing, a présidé le 6^e Forum bouddhiste mondial à Ningbo. Environ 800 représentants bouddhistes, experts et universitaires de 72 pays y ont participé.

Wang Huning a déclaré que « la Chine adhère à la politique de liberté religieuse et encourage et appuie la communauté religieuse à mener des échanges internationaux sur la base de l'indépendance, de l'égalité, de l'amitié et du respect mutuel. Le bouddhisme chinois a toujours été une force motrice importante pour l'héritage et le développement du bouddhisme mondial. Le Gouvernement chinois aide la communauté bouddhiste chinoise à participer activement aux dialogues mondiaux sur les religions et les civilisations, à des échanges amicaux avec les communautés bouddhistes de divers pays, afin de promouvoir les échanges interpersonnels et d'améliorer la compréhension mutuelle. »

☞ La Chine populaire accepte depuis longtemps les religions. Elle reste cependant avec un gros problème : la dépendance de

certaines églises à une autorité étrangère, comme l'Église catholique dépendante de l'État du Vatican et surtout, le [Falun Gong](#), manipulé par les Anglo-Saxons.

2255 La Chine active l'impôt sur les revenus perçus à l'étranger

Selon Bloomberg, la Chine est en train d'appliquer un vieil [impôt sur les revenus acquis à l'étranger](#). Par conséquent, on assiste depuis trois ans à un exil fiscal important des Chinois les plus riches.

Beijing a désormais accès aux comptes de ses ressortissants à l'étranger.

2256 Le point sur la nouvelle route de la soie

L'institut Xinhua a publié un [rapport](#) intitulé : *"Eight Major Steps" Heralds Promising New Decade of Belt and Road Cooperation* (Huit étapes majeures annoncent une nouvelle décennie prometteuse pour la coopération dans le cadre de la nouvelle route de la soie).

2257 La Chine dénonce la stratégie des Quad

Wu Qian, porte-parole du ministère de la Défense nationale, a déclaré à propos des exercices de Malabar, impliquant les marines états-uniennes, indiennes, japonaises et australiennes, que « le mécanisme des Quad est devenu un outil politique pour les États-Unis afin de contenir la Chine et de maintenir son hégémonie. » La Chine estime que la coopération en matière de sécurité entre les pays concernés ne devrait pas nuire aux intérêts d'une tierce partie ou saper la paix et la stabilité régionales. « Nous nous opposons fermement aux parties concernées qui utilisent la Chine comme excuse pour attiser la confrontation et exacerber les tensions régionales. Nous exigeons des pays concernés qu'ils renoncent à leur obsession pour un état d'esprit à somme nulle et qu'ils déploient davantage d'efforts pour protéger la sécurité régionale, au lieu de faire le contraire », a-t-il ajouté.

2258 La position de la Chine sur les conflits israélo-arabes

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a déclaré que la communauté internationale était profondément préoccupée par l'escalade prolongée du conflit au Moyen-Orient. Notant que toutes les vies sont tout aussi précieuses, indépendamment de leur nationalité ou de leur appartenance ethnique, il a insisté pour que la catastrophe humanitaire à Gaza cesse. Il a noté que la lutte contre la violence ne peut pas répondre aux préoccupations légitimes de toutes les parties. Soulignant que le conflit à Gaza a une fois de plus démontré que la question palestinienne demeure une question centrale au Moyen-Orient, il a déclaré que les voix de la communauté internationale étaient claires : elles espèrent que toutes les parties rejoindront la voie politique d'une solution à deux États dès que possible. Cela se traduira par la coexistence pacifique d'Israël et de la Palestine et la coexistence harmonieuse des peuples juif et arabe. C'est la bonne façon de parvenir à la stabilité et à une sécurité durable pour toutes les parties, y compris l'État hébreu.

Il a souligné que la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) était chargée par les résolutions du Conseil de sécurité d'effectuer des missions de maintien de la paix, ajoutant que la partie israélienne devrait prendre des mesures concrètes pour assurer la sécurité du personnel de la FINUL.

👉 20 000 travailleurs chinois sont restés en Israël pendant la guerre.

2259 Nihon Hidankyo, récipiendaire du Prix Nobel de la paix 2024

L'association japonaise Nihon Hidankyo, qui lutte contre le recours aux armes nucléaires stratégiques, a reçu le prix Nobel de la paix 2024.

L'attribution du prix Nobel de la paix a été profondément modifiée après le changement politique survenu aux États-Unis à l'occasion des attentats du 11 septembre 2001. S'il n'a pas

été perçu en 2002, il est devenu évident par la suite que ce prix n'est plus attribué qu'à des personnalités [agissant dans le même sens que Washington](#) très loin de la volonté de son fondateur.

La désignation de Nihon Hidankyo doit donc être interprétée en fonction de la supériorité nucléaire actuelle de la Russie sur les États-Unis.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

2260 Après l'attaque de la FINUL, les Occidentaux commencent à se désolidariser des FDI

- Le ministère français des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur d'Israël à Paris pour lui exprimer sa vive réprobation après l'attaque des FDI contre la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL). Les assaillants ont notamment attaqué, par deux fois en deux jours, le quartier général du contingent français à Naqoura.
- Réagissant aux attaques israéliennes contre la FINUL, le ministère canadien des Affaires étrangères qui avait jusqu'ici largement soutenu l'offensive militaire israélienne au Liban, a qualifié les incidents « d'alarmants et d'inacceptables. » Il a appelé à « la protection des soldats de la paix et des travailleurs humanitaires, et à la mise en conformité de toutes les parties au droit international humanitaire. »
- Antonio Tajani, ministre italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, a accordé une [interview](#) au *Corriere della Sera* du 10 octobre. Il y déclare : « Ce qui s'est passé au détriment de certaines positions de la FINUL dans le sud du Liban est inacceptable, il est inacceptable que les bases de la FINUL soient touchées par des erreurs ou pire encore intentionnellement. Pendant quelques semaines, le gouvernement italien avait mis en garde le gouvernement israélien contre ce danger : j'ai moi-même appelé mon collègue israélien Katz trois fois ces derniers jours. Et puis, puisque

nous avons établi une relation très intense pendant des années, j'ai appelé le président Herzog à deux reprises [...] Israël peut se défendre militairement, il a toute possibilité de répondre à l'assaut barbare du 7 octobre. Mais ses opérations doivent à tout moment respecter le droit international, les civils et, en l'occurrence, les contingents de l'ONU.

2261 L'OTAN devient de facto une alliance dans le Pacifique

Les ministres de la Défense de l'OTAN ont tenu leur réunion mensuelle à Bruxelles, les 17 et 18 octobre, pour la première fois sous la présidence du nouveau secrétaire général, Mark Rutte. Pour la première fois, cinq ans après le lancement du projet, les ministres du Japon, de la Corée du Sud, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande y participaient. Il s'agit désormais de constituer une [alliance militaire globale](#) face à la Chine, la Russie, la Corée du Nord et l'Iran.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France. Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand. 42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71. [Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros. Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°105 - 25 octobre 2024

ÉDITORIAL

2262 Les colons préparent leur « réinstallation à Gaza »

• Itamar Ben-Gvir, ministre de la Sécurité nationale, a participé à une rencontre de deux jours à la frontière sud d'Israël, intitulée « Se préparer à notre réinstallation à Gaza », à l'occasion de la fête juive de Souccot. Il a notamment déclaré : « Ce que nous avons appris cette année, c'est que tout dépend de nous. Nous sommes les propriétaires de cette terre. Oui, nous avons connu une terrible catastrophe. Mais nous devons comprendre, qu'un an plus tard, tant d'Israéliens ont changé de mentalité. Ils ont changé d'état d'esprit. Ils comprennent qu'agir comme les propriétaires légitimes de cette terre donne des résultats. » Évoquant les prisonniers palestiniens, il a poursuivi : « Nous avons pris leurs sandwiches à la gelée. Nous avons pris leur chocolat. Nous avons pris leurs téléviseurs. Nous avons pris leurs tables de ping-pong et leur temps d'exercice. Vous devriez les voir pleurer et pleurer dans leurs cellules. C'est notre preuve : quand nous décidons que nous le pouvons, nous réussissons. » « Nous encouragerons le transfert volontaire de tous les citoyens de Gaza. Nous leur offrirons la possibilité de déménager dans d'autres pays parce que cette terre nous appartient », a-t-il conclu.

• Sima Hasson, porte-parole du « défilé des Mères », a déclaré : « Je vais dire quelque chose que tout le monde ici n'est pas prêt à dire, mais je suis, et je sais que beaucoup d'entre vous sont, prêts à dire : "conquérir, expulser, réinstaller". Je ne parle pas seulement d'une zone de Gaza. Je ne parle pas seulement du nord de Gaza. Je veux dire chaque aire de terre. C'est la seule façon d'éviter à nos garçons d'aller constamment à la guerre. Pour tous ceux qui, en Europe, ont une opinion sur ce qui se passe ici, je dis : ne vous en mêlez pas. Tout votre continent est envahi par l'islam radical ! »

• Daniella Weiss, la passionaria du mouvement des colons, a déclaré : « Nous sommes venus ici avec un objectif clair : occuper toute la bande de Gaza... Chaque pouce du nord au sud. Nous sommes des milliers de personnes et nous sommes prêts à nous rendre à Gaza. Le 7 octobre a changé l'histoire. À la suite du massacre brutal, les Arabes de Gaza ont perdu leurs droits d'être ici pour toujours, ils n'y resteront pas. »

• Yitzhak Wasserlauf, ministre du Néguev, de Galilée et de la Résilience nationale, a déclaré : « Pendant 2 000 ans, nous rêvions de revenir dans notre patrie juive. Je sais que ceux qui ne sont pas d'accord avec nous appellent cela du messianisme. Je l'appelle sionisme. Nous sommes de vrais sionistes. Nous aimons notre terre, nous aimons notre peuple, et nous valorisons la vie. Et nous avons la responsabilité de créer une nation sûre et juive sur la terre que Dieu nous a donnée. » (...)

(...) • May Golan, ministre de l'Égalité sociale et de la Promotion des Femmes, a déclaré : « Nous les frapperons là où cela fera mal : leurs terres. Quiconque utilise sa parcelle de terre pour planifier un autre holocauste recevra de nous, avec l'aide de Dieu, une autre *Nakba* [catastrophe]. »

☞ En février 2024, le mouvement des colons avait déjà organisé, à Jérusalem, une « [Conférence pour la victoire d'Israël - les colonies apportent la sécurité : retourner dans la bande de Gaza et le nord de la Samarie](#) ». Ils y avaient menacé les États-Unis et le Royaume-Uni de ressusciter le groupe terroriste Stern.

AMÉRIQUES

2263 Joe Biden recadre la politique occidentale face à l'Ukraine

Le président états-unien, Joe Biden, a effectué un déplacement d'une seule journée en Allemagne, le 18 octobre, pour fixer la politique des Européens face à l'Ukraine, après l'échec du Conseil européen de la veille. Si le président français, Emmanuel Macron, le chancelier allemand, Olaf Scholz, et le Premier ministre britannique, Keir Starmer, ont participé à la réunion, ni le Premier ministre polonais, Donald Tusk, ni le président illégitime ukrainien Volodymyr Zelensky n'y ont été invités. Le président Biden avait annoncé une nouvelle aide états-unienne à l'Ukraine, le 16 octobre, de 425 millions de dollars, mais aucun de ses partenaires n'a annoncé d'aide de son côté. Aucune des propositions du « plan de la victoire » du président illégitime ukrainien Volodymyr Zelensky n'a été acceptée par les responsables présents à cette réunion.

2264 Lloyd Austin annonce une nouvelle aide à l'Ukraine

Le général Lloyd Austin, secrétaire à la Défense, s'est rendu à Kiev pour annoncer une nouvelle aide de 400 millions de dollars en matériel militaire, armement et munitions.

2265 Des photographies satellitaires d'une attaque à venir contre l'Iran

Des images satellitaires de l'Agence nationale de renseignement géospatial (NGA) et de l'Agence nationale de sécurité (NSA) attestant de la préparation d'une attaque contre l'Iran sont apparues sur des chaînes Telegram. L'amiral John Kirby, porte-parole du Conseil national de sécurité, a déclaré qu'à ce stade, il ne savait pas si ces photographies avaient été volontairement distribuées par des fonctionnaires malveillants ou piratées.

La fuite a finalement été identifiée : la chaîne Telegram Middle East Spectator, proche de la Résistance, le 17 octobre. Deux documents classifiés ont également été diffusés. Ils attestent du suivi par les services de Renseignement états-unien de la préparation israélienne de l'attaque.

Voltaire, actualité internationale est publié en quatre langues :

- Allemand
- Anglais
- Espagnol
- Français

2266 Bernie Sanders demande une enquête états-unienne sur l'attaque israélienne contre des journalistes au Liban, en octobre 2023

Le 13 octobre 2023, sept journalistes étrangers étaient victimes au Liban d'un tir d'obus d'un char israélien. Ce tir avait pour but d'empêcher toute couverture internationale des événements sur la Ligne bleue (ligne de démarcation). Effectivement, depuis un an, les agences de presse internationale ne savent plus ce qui s'y passe.

Le 21 juillet 2024, deux journalistes de l'AFP, la Libanaise Christina Assi en chaise roulante, poussée par l'États-Unien Dylan Collins (déjà blessé en Ukraine en juillet 2023), portaient la flamme olympique à Vincennes.

Une [douzaine de parlementaires démocrates](#) états-unien, conduits par le sénateur Bernie Sander (élu du Vermont dont Collins est originaire), viennent d'écrire au Procureur général Merrick Garland pour lui demander

d'ouvrir une enquête indépendante sur cet incident, vu l'absence d'enquête israélienne.

2267 Étrange avis de recherche du département d'État

Le [département d'État](#) a créé une prime de 10 millions de dollars pour toute information sur les auteurs de la chaîne Telegram Rybar, anciennement financée par Evgueni Prigojine (groupe Wagner), qui diffuse des informations militaires russes et s'ingère dans la campagne électorale états-unienne. Or, le chroniqueur de cette chaîne ne se cache pas. Il s'agit de Mikhail Swintschuk, qui donne des interviews à visage découvert depuis longtemps. M. Swintschuk a donc envoyé son adresse au département d'État et demandé les 10 millions de dollars que l'on a refusé de lui donner. Il semble que le département d'État considère comme de l'ingérence la création d'une chaîne connexe TEXASvsUSA qui publie des informations sur la question migratoire.

2268 L'accord Mercosur-UE proche de la signature malgré l'opposition de certains agriculteurs européens

L'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay seraient sur le point de signer l'accord de libre-échange Mercosur-UE ; les négociations, qui se sont tenues la semaine dernière à Brasilia, ayant été concluantes. La plupart des États latino-américains sont associés au Mercosur.

La Commission européenne a accepté de reporter pour un an la directive liant ces échanges à la lutte contre la déforestation amazonienne (cf. VAI 2030) et s'appropriant à indemniser une fois pour toutes les agriculteurs européens qui seront ruinés.

Cependant, l'Autriche, la France, l'Irlande et les Pays-Bas restent toujours opposés à un accord qui [détruit la politique agricole commune](#) en faisant entrer des produits qui échappent aux compensations financières.

EUROPE

2269 Emmanuel Macron rééquilibre sa position face au conflit israélo-arabe

À l'issue du Conseil européen du 17 octobre, le président français, Emmanuel Macron, a déclaré à propos du Levant : « L'Iran et le Hezbollah portent une très lourde responsabilité dans la situation actuelle (au Liban) ». Il a accusé Téhéran d'avoir « fait le choix cynique d'exposer les Libanais et de se préserver lui-même ». Il a appelé pour la première fois au désarmement du parti de Dieu. « Le Hezbollah a des obligations, d'abord celle de renoncer aux armes, au terrorisme et à la violence », a-t-il lancé, sans oublier d'inciter Israël à mettre un terme à sa guerre contre le Liban et Gaza. Selon lui, l'Iran a « activé le Hezbollah contre Israël en dépit de l'intérêt fondamental du Liban de se tenir à l'écart de la guerre ». Il a « précipité l'assassinat du [secrétaire général du Hezbollah, Hassan] Nasrallah, et le déclenchement des opérations israéliennes. » Ces propos tranchent avec ses précédents sur l'obligation de ne pas livrer d'armes aux deux parties. Ils semblent avoir été inspirés par le secrétaire général de l'Élysée, Alexis Kohler.

2270 Le secrétariat général du gouvernement français envisage une suspension de la démocratie

Le secrétariat général du gouvernement français a rédigé une note sur ce qu'il convient de faire en cas d'échec du vote du Budget par le Parlement. Selon lui, cette situation de crise correspond aux conditions pour que le président de la République exerce les pleins pouvoirs. L'article 16 de la Constitution précise que : « lorsque les institutions de la République, l'indépendance de la Nation, l'intégrité de son territoire ou l'exécution de ses engagements internationaux sont menacés d'une manière grave et immédiate et que le fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels est interrompu, le Président de la République prend les mesures exigées par ces circonstances, après consultation officielle du Premier ministre, des

Présidents des Assemblées ainsi que du Conseil constitutionnel. »

2271 Annalena Baerbock face à un dilemme quant aux livraisons d'armes à Israël

Annalena Baerbock, ministre allemande des Affaires étrangères, a déclaré le 23 octobre à Beyrouth que son pays affrontait « un dilemme » face aux exportations d'armes vers l'État hébreu. Sa première responsabilité est de respecter le droit international et donc de protéger la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL).

2272 Les Polonais s'inquiètent de l'abandon du projet d'Intermarium pour celui de Mitteleuropa

Le journaliste et ancien ambassadeur, [Witold Jurasz](#), a provoqué une polémique en Pologne en soulignant la détérioration des relations de son pays avec l'Ukraine. Après les polémiques sur les massacres de la Seconde Guerre mondiale, Kiev n'a pas transmis les annexes secrètes de son « plan de la victoire » à Varsovie (cf. VAI 2229).

L'Allemagne a exclu la Pologne de l'actuelle politique occidentale ukrainienne, privilégiant son concept de Mitteleuropa à celui d'Intermarium (dite aujourd'hui « initiative des trois mers »). Berlin veille à ne pas laisser l'influence politique de Varsovie se développer. Il s'ensuit que la Pologne a investi pour rien plus de 25 milliards d'euros dans une guerre qu'elle ne contrôle plus.

Cette interprétation a été confirmée par l'exclusion de la Pologne de la réunion à Berlin, le 18 octobre, à la quelle participaient le président français, Emmanuel Macron, le chancelier allemand, Olaf Scholz, et le Premier ministre britannique, Keir Starmer, autour du président états-unien, Joseph R. Biden.

☞ La Mitteleuropa est une vision stratégique de l'Europe centrale, placée sous hégémonie allemande après la défaite russe en Crimée (1856). L'Intermarium est une vision concurrente de l'Europe centrale, développée

par Józef Piłsudski, autour de la Pologne et de la Lituanie.

2273 Les Polonais ne sont plus en phase avec les Ukrainiens

Selon le [Centre polonais de recherche sur l'opinion publique](#), 53 % des Polonais sont favorables à l'accueil d'un plus grand nombre de réfugiés ukrainiens, tandis que 67 % souhaitent expulser les Ukrainiens âgés de 25 à 60 ans. 46 % pensent que l'Ukraine continuera de lutter contre la Russie, 39 % pensent qu'elle doit renoncer à des territoire et négocier la paix, 44 % pensent que cela finira par se produire dans tous les cas.

2274 Władysław Kosiniak-Kamysz dénonce les avantages financiers injustes des Ukrainiens

[Władysław Kosiniak-Kamysz](#), ministre polonais de la Défense, a déclaré que « le fait est que notre société est très choquée par la vue de jeunes hommes ukrainiens conduisant les meilleures voitures, passant des week-ends dans des hôtels cinq étoiles. C'est injuste pour les Polonais, qui contribuent aux soins de santé, aux prestations, à l'éducation, sans parler des fournitures d'armement et d'autres formes d'assistance. »

2275 Polémique au sujet des événements de Budapest en 1956

Balazs Orban, directeur politique du Premier ministre hongrois, Viktor Orban (sans lien de parenté), a ouvert une polémique sur les événements de Budapest en 1956. Il a considéré, lors d'une interview « qu'avec notre expérience de 1956, nous n'aurions pas fait comme le président Zelensky il y a deux ans et demi, car c'était irresponsable ». Il a, en définitive, présenté ses excuses le lendemain. Le Premier ministre a publiquement qualifié ces déclarations « d'erreur » tout en prenant sa défense. Il a déclaré à son tour : « Quand on y réfléchit, nous ne nous sommes pas battus en 1956 parce que nous aurions pensé que nous allions vaincre l'Union soviétique. Nous nous

sommes engagés dans une révolution et un combat pour la liberté afin d'imposer un cessez-le-feu et un accord de paix. »

2276 Nouvelle approche de l'immigration du Conseil européen

Le Conseil européen du 17 octobre a consacré quatre heures de discussion aux innovations dans la politique migratoire. Les chefs d'État et de gouvernement doivent désormais affronter non pas l'immigration qu'ils provoquent, mais aussi celle que la Biélorussie et la Russie soutiennent contre eux.

Le Conseil est convenu de distinguer trois sujets distincts :

- Les migrants ayant besoin d'une protection internationale, mais pas forcément de l'UE.
- La question des centres de retour (du type italien en Albanie) dont il reste à définir combien de temps des migrants pourront y être retenus et ce qu'il adviendra d'eux si aucun pays n'accepte de les reprendre.
- La coordination avec l'Organisation internationale des migrations (OIM) et l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR). Le Premier ministre conservateur néerlandais, Dick Schoof, a annoncé étudier un projet d'envoi en Ouganda de demandeurs d'asile africains déboutés.

2277 Des parlementaires européens dénoncent les meurtres de 177 prisonniers de guerre ukrainiens

Des députés européens ont dénoncé, le 23 octobre, les meurtres, y compris par décapitation ou brûlures à vif, les mauvais traitements, les viols, les privations de nourriture, etc. auxquels 177 prisonniers de guerre ukrainiens auraient dû faire face dans les prisons russes.

2278 Le référendum moldave manifestement truqué

- Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, s'est rendue en Moldavie début octobre. Elle y a promis deux

Analyse du Réseau Voltaire

- « L'OTAN, les migrants dans l'UE et la guerre à venir en Moldavie », par Thierry Meyssan <https://www.voltairenet.org/article221413.html>

Si nous avons souvent montré que l'UE n'est qu'une chambre d'enregistrement de l'OTAN, c'est pour la première fois une décision de la Cour de justice du Luxembourg qui l'illustre. Selon elle, l'UE ne peut pas renvoyer de migrants en attente d'une décision d'asile vers des pays tiers dont les frontières légales ne correspondent pas à leurs frontières réelles. Il s'ensuit que l'Italie ne peut pas transférer de migrants égyptiens et bengalis dans des centres de rétention en Albanie. Tout cela en prévision d'un exode massif de Moldaves pour justifier d'une guerre en Transnistrie.

- Vidéo : chronique de Thierry Meyssan pour le *Courrier des stratèges* <https://www.youtube.com/watch?v=DWSUW2uABpc>

Dans cet épisode, il revient sur les élections truquées en Moldavie. Eric Verhaeghe établit un parallèle intrigant avec les deux dernières élections en France : il existe une nouvelle méthode de trucage des élections qui a peut-être été déjà appliquée en France, sous nos yeux. Thierry Meyssan revient aussi sur la situation au Moyen-Orient.

milliards d'euros de dons pour aider la Moldavie à se préparer à rejoindre l'UE, si elle le souhaite évidemment.

- L'[ambassade de Moldavie en Russie](#) n'avait prévu que 10 000 bulletins de vote dans ses consulats pour l'élection présidentielle et le référendum d'adhésion à l'UE du 20 octobre. Il y a environ 500 000 Moldaves vivant en Russie, principalement à Moscou et Saint-Petersbourg. Ils ont manifesté devant leurs consulats pour protester contre cette fraude.
- Après avoir annoncé la sélection au second tour de l'europhile Maia Sandu à la présidence de la République et du russophile Igor Dodon, ainsi que l'échec du référendum constitutionnel, la Commission électorale a, au dernier moment,

modifié ses résultats et annoncé la victoire du « oui » à 50,38 % et 51,68 % de participation.

- L'article 1 de la Constitution devrait désormais reconfirmer « l'identité européenne du peuple de la République de Moldavie et l'irréversibilité du parcours européen de la République de Moldavie » et déclarer l'intégration dans l'Union européenne comme « objectif stratégique » du pays. Un autre article de la Constitution fait référence au fait que la Moldavie joindra les traités fondateurs de l'UE. Cet amendement, qui touche la souveraineté du pays, a davantage fait polémique.

2279 L'ingérence de l'UE en Géorgie

Des élections législatives auront lieu le 26 octobre en Géorgie. Ce pays tentait de se rapprocher de l'Occident lorsque celui-ci lui a demandé de participer aux mesures coercitives unilatérales (dites abusivement « sanctions ») contre la Russie. Depuis lors, les Occidentaux font tout ce qui est en leur pouvoir pour renverser le gouvernement de Tbilissi.

- Début octobre, l'ambassade des États-Unis en Géorgie a publié plusieurs tweets dont : « Un pays ne se développe pas isolément. L'isolement de la Géorgie de l'Occident va à l'encontre des intérêts de son peuple. »

- Le 4 octobre, le représentant de l'UE en Géorgie a publié ce tweet : « En juin de cette année, il y a quelques mois, nous avons eu une discussion avec les États membres sur la manière de traiter les dirigeants géorgiens, qui, selon nous, se caractérisent par une attitude hostile à l'égard de l'UE, et comment nous pouvons surmonter les récits et la propagande anti-Européens et anti-Occidentaux, ainsi que par les théories du complot. Et nous avons décidé que nous ne procéderions pas à des réunions de haut niveau avec les dirigeants géorgiens actuels. » Le 8 octobre, il a annoncé que la Géorgie perdrait un financement de 121 millions d'euros en raison de son « abandon de la démocratie ».

- Le 7 octobre, Irakli Kobakhidze, Premier ministre, a déclaré lors de la présentation du

programme électoral du parti au pouvoir que régler le différend avec la Russie était l'une des principales priorités de la Géorgie pour les années à venir.

- À partir du 12 octobre, les partis d'opposition et les ONG financées par l'UE ont commencé une campagne visant à discréditer les prochaines élections législatives, prévues pour la semaine prochaine.

- Le 18 octobre, le Conseil européen a suspendu les négociations d'adhésion de la Géorgie.

- Selon le média russe RT : « Le plan des Occidentaux est le suivant : si le parti au pouvoir remporte la majorité des voix, ce qui lui permet de prendre des décisions au parlement de manière indépendante et sans coalition, les forces de l'opposition revendiqueront d'abord que les élections ont été truquées, les déclareront invalides et illégitimes, puis commenceront des manifestations indéfinies, y compris sous la forme d'un Maïdan. »

Erratum

Dans la brève 2226, nous avons écrit que « L'indépendance de la Gagaouzie donnerait une ouverture sur la mer Noire à l'État non reconnu de Transnistrie. » Or, la Moldavie n'a pas d'accès direct à la mer Noire. Nous parlions du port franc international de Giurgiulești, sur l'estuaire du Prout et du Danube, qui permet d'accéder sans difficulté à cette mer.

2280 Le « plan pour la victoire » de l'Ukraine

Le président illégitime ukrainien, Volodymyr Zelensky, a présenté son « plan pour la victoire » au Conseil européen du 17 octobre. Il a insisté sur la nécessité d'ouvrir des négociations d'adhésion à l'OTAN, bien qu'il ne se soit pas adressé aux chefs d'État et de gouvernement de l'OTAN, mais à ceux de l'Union européenne. « Comment pouvons-nous tous préparer la Russie à une véritable diplomatie et la forcer à une paix réelle ? C'est la vraie question. C'est ce

que propose le plan de victoire. Si nous commençons maintenant et suivons le plan de victoire, nous pourrions mettre fin à cette guerre au plus tard l'année prochaine », a estimé M. Zelensky. Selon le président illégitime ukrainien : « Dix-huit des chefs d'État et de gouvernement sont intervenus pour faire leur commentaire, et j'ai aussi eu des discussions plus restreintes avec certains d'entre eux. La majorité des intervenants ont exprimé un soutien plein et entier pour le plan ». Cependant, selon l'Agence Europe, « deux États membres ont clairement indiqué que ce n'était pas la voie à suivre ». Au-delà de son plan, M. Zelensky a demandé au Conseil européen de mettre en place, le plus vite possible, les prêts des pays du G7 à son pays, garantis par les profits exceptionnels futurs générés par les avoirs immobilisés de la Banque de Russie.

2281 Pour Vladimir Poutine, les BRICS ne sont pas anti-occidentaux

Recevant des chefs d'agence de presse des BRICS, le président russe, Vladimir Poutine, a présenté avec insistance cette organisation dans les termes choisis par le Premier ministre indien : « Les BRICS ne forment pas une alliance anti-occidentale ; ils sont tout simplement non-occidentaux ».

AFRIQUE

2282 Bouleversement politique en Libye

Le Parti du Rassemblement national libyen, le Parti du flambeau, le Parti de la Charte nationale, le Parti porte-voix national, le Parti de la réforme nationale, le Parti de la souveraineté nationale, le Parti du Mouvement du futur, le Parti libyen unique, le Parti conservateur, le Parti du consensus démocratique national, le Parti du foyer, le Parti du Forum et le Parti de la dignité de la Libye se sont réunis pour former l'Union nationale des partis libyens. Chacun des participants s'est engagé à ne pas rejoindre les deux blocs qui dominent aujourd'hui la vie politique libyenne. Ils espèrent ainsi être entendus.

2283 Accord de sécurisation des frontières Tchad-Centrafrrique

Un protocole d'accord visant la création d'une « force mixte de sécurisation des frontières » a été signé, le 23 octobre, par les ministres de la Défense du Tchad et de la Centrafrique au terme de quatre jours de commission mixte à Bangui.

2284 L'Angola accuse le M23 de violation du cessez-le-feu en RDC

Le 22 octobre, l'Angola, pays médiateur dans le conflit entre Kigali et Kinshasa, a accusé pour la première fois les rebelles du M23 soutenus par le Rwanda d'avoir violé le cessez-le-feu d'août dans l'est de la RDC.

ASIE

2285 Le Hezbollah attaque la résidence de Benyamin Netanyahu

Trois drones en provenance du Liban sont entrés en Israël, le 20 octobre. Deux ont été abattus, tandis que le troisième s'est rendu à Césarée. Très rapide, il a doublé un hélicoptère et a atteint la résidence du Premier ministre, Benyamin Netanyahu, où il a été détruit. M. Netanyahu a commenté : La tentative du Hezbollah, mandataire de l'Iran, de nous assassiner, moi et ma femme, aujourd'hui a été une grave erreur. Cela ne me dissuadera pas, ni l'État d'Israël, de poursuivre notre guerre juste contre nos ennemis afin de garantir notre avenir. Je dis à l'Iran et à ses mandataires dans son Axe du Mal que quiconque tente de nuire aux citoyens d'Israël paiera un lourd tribut. Nous continuerons d'éliminer les terroristes et ceux qui les envoient. Nous ramènerons nos otages de Gaza. Et nous ramènerons nos citoyens qui vivent à notre frontière nord en toute sécurité dans leurs foyers. Israël est déterminé à atteindre tous ses objectifs de guerre et à changer la réalité sécuritaire dans notre région pour les générations à venir. Ensemble, nous combattons et, avec l'aide de Dieu, ensemble, nous vaincrons. »

Le Hezbollah avait communiqué quatre jours auparavant qu'il entrait dans une nouvelle phase de la guerre que l'on ne tarderait pas à percevoir. Israël ayant choisi d'assassiner, un à un, tous les responsables du Hamas palestinien, puis du parti libanais, « l'Axe de la Résistance » a choisis de lui répondre par des mesures équivalentes.

2286 Danny Danon dénonce un rapport du secrétaire général de l'ONU

Danny Danon, représentant permanent d'Israël aux Nations unies, a vivement protesté contre la diffusion à l'assemblée générale d'un rapport sur le droit à l'alimentation des gazaouis, le 21 octobre. « Ce rapport honteux est une tentative de réécrire le conflit israélo-palestinien et de promouvoir la violence à l'encontre de l'État israélien. Au lieu d'identifier les tendances générales liées au droit à l'alimentation de tous, conformément à la décision du Conseil des droits de l'homme, le rapport est un manifeste politique sous le couvert d'un manifeste factuel, dont le seul but est de déformer l'histoire juive et israélienne et de promouvoir des récits antisémites. En outre, le rapport ne mentionne pas la famine des otages qui sont toujours retenus captifs par l'organisation terroriste Hamas ; et il ne mentionne pas la responsabilité du Hamas dans la répartition et le pillage inadéquats de l'aide humanitaire à Gaza. »

2287 Arrestation de sept Israéliens pour espionnage au profit de l'Iran

Le Bureau du Procureur de l'État d'Israël a arrêté sept citoyens, originaires d'Arménie. Ils auraient réalisé 600 à 700 missions de collecte de renseignements sur une période de deux ans, sous la direction des services de Renseignement iraniens, y compris sur les bases des FDI et les batteries du Dôme de fer. Trois des suspects ont été appréhendés alors qu'ils photographiaient des sites sensibles dans le sud d'Israël, et la police a découvert des dizaines de documents en leur possession.

2288 Israël Katz saisit la justice française à propos de l'exclusion d'Israël du salon Euronaval

Le gouvernement français a interdit à Israël de participer au salon Euronaval, organisé à Paris-Villepinte du 4 au 7 novembre.

Israël Katz, ministre des Affaires étrangères, a immédiatement ordonné à son ambassade en France d'ester en justice contre cette décision. Il a écrit sur X : « Le boycott des entreprises israéliennes et ce, pour la deuxième fois, avec l'imposition de conditions inacceptables, sont des mesures antidémocratiques qui à nos yeux ne sont pas acceptables, de surcroît entre nations amies. J'exhorte le Président Macron à les annuler complètement. »

2289 Un clip messianique dénigrant les FDI

La chaîne de télévision israélienne 14, proche des kahanistes, a diffusé le 22 octobre au soir un clip vidéo contre les FDI après qu'au Liban un officier ait ordonné à ses soldats de retirer des autocollants qu'ils posaient pour le retour du Messie.

Daniel Hagari, porte-parole des FDI, a immédiatement demandé le retrait de cette vidéo « dénigrant les FDI et de leurs commandants en temps de guerre »

2290 Israël confirme une occupation militaire à long terme de la bande de Gaza

Selon *Haaretz*, le gouvernement israélien a confirmé à Antony Blinken, secrétaire d'État, que les opérations et la présence des FDI dans la bande de Gaza seront fondées sur des besoins opérationnels, « dans le but d'éliminer les capacités militaires et gouvernementales du Hamas, d'obtenir la libération de tous les otages et de veiller à ce que Gaza ne représente plus une menace pour Israël ».

2291 Le nettoyage ethnique du nord de la bande de Gaza se poursuit

Plusieurs milliers de Palestiniens du camp de réfugiés de Jabaliya (nord de la bande de Gaza) ont pris la route de l'exode vers le sud de la bande de Gaza. Les FDI veillent à expulser tout arabe au nord du couloir de Nétzarim afin de préparer l'arrivée des colons.

2292 Khalil Hayyé nouveau leader du Hamas

C'est Khalil Hayyé, et non pas Khaled Meshaal, qui devrait succéder à Yahya Sinwar à la tête du Hamas.

☞ Khalil Hayyé est un militant pur et dur de la Confrérie secrète des Frères musulmans. La mort de M. Sinwar replace le Hamas dans la logique britannique de la Confrérie : empêcher la paix par tous les moyens.

2293 Selon les FDI, six journalistes d'Al-Jazeera seraient des membres du Hamas et du Jihad islamique

Les FDI ont révélé divers documents récupérés dans la bande de Gaza, confirmant l'affiliation de [six journalistes d'Al Jazeera au Hamas et au Jihad islamique](#). Ces documents comprennent des dossiers du personnel, des listes de cours de formation sur le terrorisme, des annuaires téléphoniques et des listes de paie pour les membres du Hamas, établissant clairement les liens des journalistes avec les groupes.

Les six journalistes affiliés au Hamas ou au Jihad islamique ont été identifiés par les FDI comme Anas al-Sharif, Alaa Salama, Hossam Shabat, Ashraf Saraj, Ismail Abu Omar et Talal al-Aruki.

☞ Il est possible que des journalistes employés par le Qatar soient des membres du Hamas dont certains dirigeants vivent également au Qatar et fréquentent la famille princière. Mais la nouvelle selon laquelle ils seraient membres du Jihad islamique est peu probable, celui-ci étant directement une création iranienne.

2294 Stratégie israélo-US pour le Liban

Amos Hochstein, double citoyen israélo-états-unien et néanmoins envoyé spécial du président Biden au Moyen-Orient, a apporté à Beyrouth une lettre de parlementaires états-uniens.

☞ M. Hochstein souhaite faire appliquer les résolutions 1559 (2004) et 1701 (2006). Or, la première, adoptée pour empêcher l'élection d'Émile Lahoud à la présidence libanaise, contient un paragraphe demandant que « toutes les milices libanaises et non libanaises soient dissoutes et désarmées ».

Tandis que la seconde, adoptée lors de la défaite israélienne de 2006, préconise une solution à long terme, dont un des aspects est ainsi défini : « L'adoption d'un dispositif de sécurité qui empêche la reprise des hostilités, notamment l'établissement, entre la Ligne bleue et le fleuve Litani, d'une zone d'exclusion de tous personnels armés, biens et armes autres que ceux du Gouvernement libanais et des forces de la FINUL autorisées au paragraphe 11, déployés dans la zone. »

Jusqu'à présent, le gouvernement libanais n'a pas considéré le Hezbollah comme une milice parmi d'autres, mais comme le pilier de la « Résistance libanaise ». Il ne l'a donc pas dissout. Identiquement l'armée libanaise a autorisé le Hezbollah à se déployer dans la zone allant de la Ligne bleue à la rivière Litani afin de contrer « les tentatives d'invasion de l'ennemi israélien ». Ce dernier point pourrait être révisé, Hassan Nasrallah ayant donné son accord, juste avant d'être assassiné. Le Premier ministre démissionnaire, Mijab Mikati, a déclaré que de nouveaux accords étaient possibles qui permettraient d'appliquer la résolution 1701 de manière plus satisfaisante.

Les demandes des stratèges israéliens des années 2000 ne correspondent plus aux armements actuels. À l'époque, pour garantir sa sécurité, un État devait s'assurer qu'aucune roquette ne soit positionnée à moins d'une trentaine de kilomètres de sa frontière. Aujourd'hui, les missiles ont des portées atteignant des milliers de kilomètres. La première version de la résolution 1701 n'a plus d'intérêt stratégique, sauf à préparer l'annexion d'une partie du Liban.

Lors d'une conférence de presse sur l'attaque de la résidence de Benyamin Netanyahu, Mohammad Afif Naboulsi, porte-parole du Hezbollah, a déclaré que les États-Unis sont « des partenaires à part entière de l'attaque contre le Liban menée par Israël, à qui ils fournissent les armes. »

Par ailleurs, l'élection du président de la République par l'Assemblée nationale sera bloquée durant toute la guerre, les députés du Hezbollah ne pouvant plus se rendre dans le bâtiment de l'assemblée sans mettre leur vie en danger.

2295 Les FDI fantasment leurs cibles

Durant toute la journée du 23 octobre, les FDI ont tenté de justifier leur bombardement de l'hôpital Sahel de Beyrouth en affirmant que le Hezbollah avait entreposé « des centaines de millions de dollars en espèces et en or sous l'hôpital Sahel à Haret Hreik pour financer ses activités terroristes ». La direction de l'hôpital a organisé une visite des sous-sols pour les journalistes qui n'ont rien trouvé. Le porte-parole arabe des FDI, Avichay Adraee, a alors donné une adresse extrêmement précise, dans un bâtiment adjacent, où rien non plus n'a été trouvé.

2296 Les fantasmes du journaliste Renaud Girard provoquent, volontairement ou non, un imbroglio diplomatique

- Dans un article du *Figaro*, du 18 octobre, signé par [Renaud Girard](#), on peut lire : Mohammad Ghalibaf, « le président du Parlement iranien, nous déclare que l'Iran serait prêt à négocier concrètement les mesures d'application de la résolution 1701 avec la France, qui agirait en pays médiateur entre le Hezbollah et Israël. »

- Le Premier ministre démissionnaire libanais, [Najib Mikati](#), a immédiatement publié un communiqué : « Nous sommes surpris par cette position, qui constitue une ingérence flagrante dans les affaires libanaises, et une tentative d'établir une tutelle inacceptable sur le Liban, sachant que nous avons informé le ministre

iranien des Affaires étrangères et le président du Conseil de la Choura lors de leurs récentes visites au Liban de la nécessité de comprendre la situation libanaise, d'autant plus que le Liban est soumis à une agression israélienne sans précédent, et nous travaillons avec tous les amis du Liban, y compris la France, pour faire pression sur Israël pour qu'il cesse le feu. Le sujet des négociations pour la mise en œuvre de la Résolution internationale n°1701 est entrepris par l'État libanais, et chacun est tenu de le soutenir dans cette direction, et non de chercher à imposer de nouveaux commandements qui sont rejetés par toutes les considérations nationales et souveraines. »

- Une source proche de M. Ghalibaf, citée par *al-Mayadeen*, a ultérieurement affirmé que les propos rapportés par Renaud Girard pour *Le Figaro* étaient « totalement erronés ». 🗞 Le chroniqueur Renaud Girard est persuadé que « l'Axe de la Résistance » n'est qu'une fiction et que Téhéran dirige d'une main de fer tous ses mandataires, dont le Hezbollah.

2297 Les FDI détruisent les associations caritatives liées au Hezbollah

Les FDI ont bombardé et détruit dans une trentaine de villes tous les locaux d'Al-Qard Al-Hassan, une association caritative de microcrédit liée au Hezbollah. Le Secours islamique, association caritative de pompiers, Al-Sajjad, chaîne de supermarchés, Amana, chaîne de pompistes, Jihad el-Bina, société de reconstruction, et l'association Green Without Borders, tous liés au Hezbollah pourraient représenter des cibles civiles pour les FDI.

2298 Les Frères musulmans jordaniens soutiennent la même position face à Israël que l'Iran

Le 18 octobre, des jeunes Palestiniens et Jordaniens se sont infiltrés du côté israélien des terres jordaniennes par la zone de la mer Rouge et ont lancé une attaque qui a blessé des soldats israéliens. Les FDI ont annoncé que les deux intrus avaient été tués. Le Front islamique du travail, branche jordanienne de la Confrérie des

Frères musulmans, a rapidement exprimé ses félicitations pour l'opération dans une première déclaration. Il a appelé le gouvernement à « reconsidérer tous les accords signés avec l'ennemi sioniste et à fermer le point de passage ». Une deuxième déclaration a suivi quelques heures plus tard et a porté un contenu différent, qualifiant l'opération « d'individuelle » pour réduire l'impact de la première. Les commentateurs locaux se sont étonnés de voir la Confrérie se rapprocher de la position iranienne.

2299 Tentative de relance de la guerre contre la Syrie

Les jihadistes présents en Syrie retrouvent vigueur à la faveur de l'agression de leur allié israélien.

- Des combattants de Zakyah (banlieue de Damas) ont négocié la libération de 400 détenus contre le dépôt de leurs armes et l'engagement de quitter la ville. Cependant, pour une raison inconnue, l'accord n'a pas été mis en œuvre. La 4^e division, placée sous le commandement de Maher el-Assad (frère du président el-Assad) a encerclé la ville.

- Hay'at Tahrir Al-Sham et le Front de libération nationale préparent une offensive contre Alep.

2300 L'Arabie saoudite reprend le narratif israélien contre la résistance à la colonisation

Le Hamas et le Hezbollah ont vivement protesté après la diffusion d'un reportage sur la chaîne saoudienne MBC (Middle East Broadcasting Center). Il décrivait les deux réseaux de la résistance comme des « organisations terroristes », reprenant le narratif colonial, et comparait Al-Qaëda, Daesh et l'Axe de la Résistance, reprenant le narratif israélien pour les Occidentaux.

Les locaux de MBC à Bagdad ont été saccagés par des inconnus. Ceux de Beyrouth ont été immédiatement fermés et relocalisés en Arabie. L'Algérie a suspendu la diffusion de MBC sur son territoire.

Le 7 octobre 2023, la chaîne saoudienne d'information continue, al-Arabiya, avait déjà interviewé en direct Daniel Hagari, porte-parole des FDI. Puis elle s'était adressée à Khaled Mechaal, dirigeant du Hamas, pour lui donner l'occasion de s'excuser pour les 1 200 morts israéliens (civils et militaires, tués par la résistance palestinienne ou par l'armée israélienne) de l'opération Déluge d'Al-Aqsa.

☞ L'Arabie saoudite revendique d'être le leader de la cause palestinienne et exècre la Confrérie des Frères musulmans, dont elle fut la principale donatrice. Le Hamas est divisé en deux groupes, l'un fidèle à la Confrérie, l'autre à la résistance palestinienne sponsorisée par les Gardiens de la révolution iraniens.

2301 Mort de Fethullah Gülen

Le prédicateur Fethullah Gülen est mort à 83 ans en Pennsylvanie, le 21 octobre. Il avait créé le Hizmet (« service »), un mouvement musulman enseignant qu'Allah récompense ses fidèles dans cette vie. Son influence s'étendait surtout en Türkiye, en Asie centrale, en Afrique et aux Etats-Unis. Sa fondation servait de couverture à des opérations de la CIA. Il avait été l'allié de Recep Tayyip Erdoğan avant de se retourner contre lui, en 2012.

Il était considéré comme le maître d'œuvre de la tentative d'assassinat du président Erdoğan et du coup d'État du 27 juillet 2016 pour le compte de la CIA.

2302 Abbas Araghchi menace de riposte les États qui participeraient à une attaque contre son pays

Abbas Araghchi, ministre iranien des Affaires étrangères, a effectué une tournée des capitales arabes pour les mettre en garde contre tout soutien à une attaque israélienne contre l'Iran. À Koweït, le 22 octobre, il a déclaré que Téhéran n'était pas intéressé par la guerre au Moyen-Orient et que son pays s'efforçait de réduire les tensions régionales. Il a souligné « qu'une attaque contre des installations nucléaires est un crime international majeur, l'usage de sa simple menace va à l'encontre du droit international. »

La presse arabe comprend qu'en cas d'attaque israélienne, les mandataires de l'Iran attaqueraient les installations pétrolières des pays impliqués. Cependant, les membres de l'Axe de la Résistance ne se conforment pas obligatoirement aux instructions de Téhéran. Ils disposent, depuis la réforme de Qassem Soleimani, d'une indépendance stratégique complète.

2303 Menace d'attentat anti-Israéliens et/ou anti-Américains au Sri Lanka

Le Sri Lanka redoute une opération contre des Israéliens ou des États-Uniens dans la zone de la baie d'Arugam ou sur les plages du sud et de l'ouest du pays (y compris dans les villes d'Ahangama, de Galle, de Hikkaduwa et de Weligama). Il a demandé à ceux-ci de quitter la zone côtière et de se regrouper dans la capitale, Colombo.

2304 La Corée du Nord participe à la Défense de la Russie

Les services de Renseignement sud-coréens ont déclaré que la Corée du Nord avait décidé d'envoyer environ 10 000 soldats en Russie, dont 1 500 membres des forces spéciales déjà envoyés au début du mois.

CNN, citant les documents fournis par les services ukrainiens, a indiqué que la Russie avait établi un questionnaire en coréen pour la distribution de matériel militaire aux soldats nord-coréens déployés sur son territoire.

Le président illégitime ukrainien, Volodymyr Zelensky, a déclaré que la Corée du Nord prépare deux unités composées de 12 000 hommes pour participer à la guerre aux côtés de la Russie.

Un compte Telegram prorusse a publié une photo montrant les drapeaux russe et nord-coréen côte à côte sur un champ de bataille. La Corée du Sud a confirmé ces informations et étudié la manière dont elle pourrait aider militairement l'Ukraine.

☞ Les Nations unies interdisent de former des soldats nord-coréens ou de fournir des armes à la Corée du Nord. Cependant, rien n'interdit à la Corée du Nord d'envoyer ses propres soldats

aider à la défense de la région russe de Koursk attaquée par l'Ukraine, voire de poursuivre les troupes ukrainiennes sur leur propre territoire. Cette affaire semble être la seconde réponse de la Russie à l'engagement de l'OTAN en Ukraine, sans avoir recours à l'arme nucléaire. Le 15 septembre, Moscou avait fourni des données satellites à Ansar Allah pour qu'il bombarde un oléoduc en Israël en riposte au bombardement d'un gazoduc en Russie (cf. VAI 1927).

2305 Les objectifs de Xi Jinping dans son alliance avec la Russie

Lors de la rencontre des présidents russe et chinois, Xi Jinping a déclaré qu'en tant que membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies et des grandes puissances mondiales, la Chine et la Russie devraient approfondir leur coopération stratégique globale, renforcer la communication et la coordination dans des cadres multilatéraux tels que l'ONU et l'OCS, promouvoir une vision correcte de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, protéger fermement le système international avec les Nations unies au cœur de ses préoccupations et maintenir conjointement la stabilité stratégique mondiale ainsi que l'équité et la justice internationales.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

2306 Selon la CNUCED, il faudrait 350 ans pour reconstruire la bande de Gaza

Le secrétaire général de l'ONU a distribué à l'assemblée générale un « rapport établi par le secrétariat de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) sur les coûts économiques de l'occupation israélienne pour le peuple palestinien : conséquences économiques de l'opération militaire israélienne à Gaza d'octobre 2023 à mai 2024 » (Référence A/79/343). Selon ce document, avec les moyens dont disposent les Palestiniens, il ne faudrait pas quelques dizaines d'années pour reconstruire la bande de Gaza, mais trois siècles et demi.

2307 Benyamin Netanyahou ignore l'UNICEF et le PAM

Selon Reuters, Catherine Russell, directrice générale de l'UNICEF, et Cindy McCain (veuve du sénateur républicain John McCain, et directrice générale du Programme alimentaire mondial (PAM), ont écrit au Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou, le 11 octobre. Dans leur lettre, elles écrivent : « Une action humanitaire efficace et significative est possible avec votre volonté et votre engagement politiques. » Elles n'ont pas obtenu de réponse.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France. Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand. 42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71. [Abonnement annuel](#) : 500 euros. Vente au numéro : 15 euros. Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N° 106 - 1^{er} novembre 2024

ÉDITORIAL

2308 Luis Arce aurait planifié l'assassinat de son rival Evo Morales

- En décembre 2023, l'ancien président Evo Morales dénonçait un « plan noir » visant à l'éliminer avec les leaders de son parti, Andrónico Rodríguez, Leonardo Loza et Gualberto Arispe.
- Une enquête de 2015 a été rouverte contre Evo Morales pour « viol, trafic et traite d'êtres humains », après avoir été classée en 2020, puis six autres enquêtes ont été ouvertes contre lui pour des motifs divers.
- Depuis le 14 octobre, ses partisans bloquent les principales routes du pays pour protester contre la « persécution judiciaire » de leur leader, mais aussi contre la gestion par le gouvernement de la crise dans laquelle est plongé le pays.

Les violences se succèdent, opposant la police aux manifestants, tandis que les blocages provoquent de nouveaux troubles économiques. Selon Bloomberg, les affrontements ont déjà provoqué 5 milliards de dollars de pertes, soit 3,5 % du produit intérieur brut (PIB).

- Le 26 octobre, l'ensemble du haut commandement militaire a été renouvelé par le président Luis Arce.
- Le 27 octobre, Evo Morales, a été victime d'une tentative d'assassinat lorsqu'il circulait dans la région de Chapare, dans le centre du pays. Ses deux véhicules ont été criblés de 14 balles et son chauffeur a été blessé. Il avait déjà fait l'objet de tentatives d'assassinats en 2009 et lors du coup d'État de 2019.

Il a déclaré : « La voiture avec laquelle je suis arrivé a reçu 14 balles. Moi, ça m'a surpris. Heureusement, aujourd'hui, nous sommes en vie [...]. Ce sont des hommes encagoulés qui ont tiré [...]. C'était planifié, c'était pour tuer Evo [...]. [Le président] Luis Arce a détruit la Bolivie et maintenant il veut éliminer notre mouvement en en finissant avec la vie d'Evo. On va voir comment on va se préparer [...]. Un état de siège est en marche. »

- Les assaillants ont utilisé des hélicoptères militaires et se sont repliés dans la caserne de la 9^e division (...)

(...) • Eduardo del Castillo, ministre de l'Intérieur, a réfuté cette version, affirmant qu'il s'agissait d'une « mise en scène » d'Evo Morales. Il a expliqué lors d'une conférence de presse que l'incident était survenu lors d'un contrôle routier mis en place dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue dans le Chapare. Roberto Rios, vice-ministre de la Sécurité, a avancé l'hypothèse d'un « auto-attentat » de la part d'Evo Morales.

- Evo Morales a admis que sa voiture et son véhicule d'escorte appartenaient au Venezuela. Il a déclaré : « Je ne quitterai pas la Bolivie, je suis avec mon peuple et avec les gens nous allons résister et nous allons faire face et vaincre un gouvernement corrompu, un gouvernement de narcos. »

- Les avocats d'Evo Morales ont saisi la Commission interaméricaine des droits de l'homme.

- Le président Luis Arce envisage de décréter l'état d'urgence.

☞ Depuis quatre ans, la gauche latino-américaine se divise et s'aligne progressivement sur la gauche nord-américaine et européenne. Elle abandonne la défense des prolétaires pour celle des minorités. En Équateur, le président Lenín Moreno a tourné le dos à son prédécesseur, Rafael Correa, pour s'aligner sur Washington et mener des politiques néolibérales. Au Pérou, le président Pedro Castillo a été renversé et emprisonné pour être remplacé par son ancienne ministre du Développement, Dina Boluarte, désormais alliée à la droite.

AMÉRIQUES

2309 Robert Kennedy Jr. appelle à voter contre les néoconservateurs de Kamala Harris

[Robert Kennedy Jr.](#) a appelé à faire opposition aux néoconservateurs en votant contre Kamala Harris et pour Donald Trump. C'est, selon lui, le seul moyen de prévenir une guerre nucléaire.

2310 Pour Washington, l'Iran ne participe pas à la course nucléaire militaire

Selon le *New York Times*, Washington n'a aucune information permettant d'affirmer que l'[Iran se lancerait dans une course à l'arme nucléaire](#).

2311 Netflix supprime des films palestiniens de son catalogue

Le 25 octobre 2021, Netflix avait mis en ligne une collection de 32 films, baptisée « Histoires palestiniennes », explorant la famille, la résilience et la vie sous occupation. Aujourd'hui, seuls 7 films restent disponibles. Il s'agit de : *A House in Jerusalem* de Muayad Alayan, *200 mètres* de Ameen Nayfeh, Ibrahim, *A Fate to Define* de Lina el-Abed, *Paradise Now* de Hany Abu Assad, *The Stranger* de Ameer Fakher Eldeen, *Between Heaven and Earth* de Najwa Najjar et *Farha* de Darin J. Sallam.

☞ Susan Rice, ancienne conseillère de sécurité du président Obama est administratrice de Netflix.

2312 Le plan de paix états-unien à Gaza

Bill Burns, directeur de la CIA, a rédigé un accord pour un cessez-le-feu de 28 jours à Gaza, la libération de huit otages par le Hamas et la libération de dizaines de prisonniers palestiniens par Israël. Il l'a soumis au Qatar (représentant le Hamas) et à Israël.

EUROPE

2313 Le soutien de Londres à un génocide n'est pas nouveau

Selon l'historien britannique Mark Curtis, il n'est pas étonnant de constater le soutien du Royaume-Uni au nettoyage ethnique de Gaza lorsque l'on se souvient de l'attitude de Londres face à de nombreux génocides après la Seconde Guerre mondiale.

- En 1963, les Premiers ministres conservateurs, Harold Macmillan et Alec Douglas-Home, ont

envoyé des armes en Iraq, alors présidé par Abdel Salam Aref, pour une « campagne de terrorisme » contre les Kurdes. « Il y a des avantages commerciaux considérables à gagner », a déclaré un comité ministériel, et « les possibilités d'exportations militaires sont considérables ».

- Le gouvernement travailliste d'Harold Wilson a secrètement armé et soutenu l'agression du Nigeria contre la région sécessionniste du Biafra au cours de la période 1967-1970 pour promouvoir les intérêts pétroliers de BP et de Shell. Cette guerre a fait 3 millions de morts.

- Lorsque le général indonésien Suharto a brutalement envahi le territoire du Timor oriental en 1975, l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Jakarta, John Ford, a écrit : « Il est certain que vu d'ici, il est dans l'intérêt du Royaume-Uni que l'Indonésie absorbe le territoire » du Timor oriental « aussi discrètement que possible ». 200 000 Timorais ont été tués.

- Lors du génocide au Rwanda, en 1994, le représentant permanent de Grande-Bretagne aux Nations unies, Sir David Hannay, a proposé que l'ONU retire sa force ; une proposition que les États-Unis ont soutenue. Ce massacre a fait au moins 800 000 victimes.

☞ La constitution non écrite du Royaume-Uni est imprégnée par le concept d'immunité de la Couronne. Les ministres ne peuvent pas commettre de préjudice juridique. Ils agissent en tant qu'agents de la Couronne, et sont donc intouchables en vertu de la loi.

2314 Londres considère qu'Israël doit soutenir l'UNRWA, plutôt que de l'interdire

[David Lammy](#), secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement, a déclaré que les lois israéliennes « restreignant l'action de l'UNRWA sont totalement erronées. Aux côtés de ses partenaires internationaux, le Royaume-Uni a clairement indiqué qu'Israël doit s'assurer que

l'UNRWA puisse fournir une aide à la vitesse et à l'échelle nécessaires pour répondre à l'urgence humanitaire à Gaza. »

2315 Conférence internationale de soutien à la population et à la souveraineté du Liban

La Conférence internationale de soutien à la population et à la souveraineté du Liban s'est réunie à Paris, le 24 octobre.

Les États-Unis se sont engagés à contribuer à hauteur de 300 millions de dollars, devant la France (108 millions), l'Allemagne (103 millions) et l'UE (80 millions).

Un comité technique militaire, réunissant la plupart des chefs d'état-major européens, a été mis en place il y a six mois. Présidé par un officier italien, il doit contribuer, en coopération avec la Force intérimaire des Nations Unies (Finul), à la mise en œuvre de la résolution 1701 du Conseil de sécurité de l'ONU. C'est pourquoi la Conférence de Paris a consacré 200 millions d'euros à renforcer l'armée libanaise.

« Je regrette qu'Israël poursuive ses opérations militaires au Liban, au sud, à Beyrouth, ailleurs, et que le nombre des victimes civiles continue d'augmenter », a déclaré le président français, Emmanuel Macron, à l'entame de la conférence, réaffirmant les « liens séculaires qui lient la France au Liban ». Il a condamné les « frappes indiscriminées » du Hezbollah au-delà de la « ligne bleue » (ligne de démarcation) et a exigé que le groupe cesse ses « provocations ».

Le haut représentant de l'UE, Josep Borrell, a déclaré : « Israël a certainement le droit de se défendre contre les attaques du Hezbollah, mais tout droit a des limites. Et cette limite, c'est le droit international et les dommages collatéraux causés à la population civile. Le pays doit être respecté. Tous les Libanais ne sont pas membres du Hezbollah, donc la communauté internationale doit faire pression. »

2316 L'Allemagne se prépare à rétablir le service militaire obligatoire

Le ministère fédéral allemand de la Défense et ceux des Länder consacreront 60 milliards d'euros à la construction de casernes afin de pouvoir restaurer le service militaire obligatoire.

2317 Le Conseil nordique soutient le régime Zelensky

Le Conseil nordique a reçu le président non élu d'Ukraine, Volodymyr Zelensky, le 28 octobre. Les Premiers ministres du Danemark, de la Finlande, de l'Islande, de la Norvège et de la Suède l'ont assuré de leur soutien face à « l'invasion russe ».

2318 L'Autriche condamne l'attaque israélienne de la Finul

Le ministère autrichien de la Défense a condamné, le 29 octobre, l'attaque par les Forces de défense israéliennes (FDI) de huit de ses soldats, membres de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul), « dans les termes les plus énergiques et exigé qu'elle fasse immédiatement l'objet d'une enquête ».

2319 Vers une coordination du Renseignement européen

L'ancien président finlandais, Sauli Niinistö (2012-2024), a présenté le [rapport](#) que la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, lui avait demandé le 20 mars. Intitulé *Safer Together. Strengthening Europe's Civilian and Military Preparedness and Readiness* (Ensemble, plus en sécurité. Renforcer la préparation et l'état de préparation civil et militaire de l'Europe), il plaide pour une coordination européenne du Renseignement.

Alors que l'OTAN exige que 3 % du PIB soit consacré aux dépenses militaires, le rapport suggère « qu'au moins 20 % du budget total de l'UE contribue à la préparation de l'UE en matière de sécurité et de crise ».

☞ En 2003, Sauli Niinistö, s'est trouvé impliqué dans des scandales sexuels avec de jeunes femmes, notamment l'ancienne Miss Finlande et ministre de la Culture, Tanja Karpela. Il survécut néanmoins politiquement à ces affaires. À partir de ce moment, il modifia son approche de la politique internationale et devint moins enclin à tenter d'équilibrer les influences des États-Unis et de la Russie.

2320 La Commission européenne exerce des pressions sur la Serbie, la Géorgie et la Türkiye pour qu'elles condamnent la Russie

La Commission européenne s'est félicitée des progrès de cinq pays des Balkans occidentaux (l'Albanie, le Monténégro, le Kosovo, la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine du Nord) et de deux voisins de la Russie (l'Ukraine et la Moldavie) dans leurs efforts pour intégrer l'UE.

Cependant, dans un [rapport consacré à la Serbie](#) (Réf. : SWD(2024) 695 final), elle constate que Belgrade persiste dans sa complaisance envers la Russie. En matière de politique étrangère, « aucun progrès n'a été réalisé », conclut-elle.

Josep Borrel, haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, a commenté : « Nous voulons compter sur la Serbie en tant que partenaire et nous avons besoin qu'elle nous rassure sur son orientation stratégique. L'approfondissement des liens avec la Russie ou la Chine est une préoccupation majeure à la lumière du contexte géopolitique actuel. » Si elle échoue à s'aligner sur les valeurs et stratégies de l'Union, son adhésion « sera compromise ».

Dans un autre [rapport consacré à la Géorgie](#) (Réf. : SWD(2024) 697 final), la Commission européenne s'indigne que l'alignement du pays sur la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE reste faible (49 %).

Enfin dans son [rapport sur la Türkiye](#) (Réf. : SWD(2024) 696 final), la Commission européenne observe que « le très faible taux d'alignement de la Turquie sur la politique

étrangère et de sécurité commune a continué de diminuer » (5%, contre 9% en 2023). En outre, elle espère qu'Ankara soutienne activement « les négociations sur un règlement juste, global et viable de la question chypriote dans le cadre de l'ONU ».

☞ Observons que ce dernier point est purement rhétorique : la Commission européenne, qui soutient être un facteur de paix, a accepté l'adhésion de Chypre, en 2003, alors qu'une partie de son territoire est occupée par la Türkiye depuis 1974. Elle n'a jamais levé le petit doigt pour défendre Chypre.

2321 L'UE n'aidera pas les réfugiés libanais en Syrie

Des représentants des États membres de l'Union européenne se sont réunis le 30 octobre pour délibérer d'un document non officiel (et donc secret) sur la politique face à la Syrie.

Entre 2016 et 2023, seuls 391 488 réfugiés syriens au Levant sont retournés dans leur pays. Cependant avec l'attaque israélienne du Liban, 100 000 Libanais et 200 000 réfugiés syriens se sont repliés en Syrie. Vu la misère de la population syrienne soumise à des mesures coercitives unilatérales draconiennes (qualifiées abusivement de « sanctions » par la propagande de l'OTAN), ces déplacements de population posent à court terme un grave problème alimentaire. Surtout, vu les capacités de ces populations, elles sont susceptibles à moyen terme d'aider l'économie syrienne à se relancer.

Les besoins de la Syrie pour gérer leur intégration sont évalués à 324 millions de dollars.

Selon l'Agence Europe, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Suède auraient souligné la difficulté à trouver la bonne voie, entre volonté de soutenir ces populations et l'importance de maintenir les principes actuels de la politique de l'UE à l'égard de la Syrie. Cependant, les pays du sud de l'UE, l'Autriche et la République tchèque ont plaidé pour une politique plus ouverte.

En définitive, les représentants des États membres sont convenus de ne pas aider directement la Syrie, mais de verser une aide au Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) et à l'Organisation internationale des migrations (OMI) pour qu'elles aident ces populations. L'UNHCR est présidé par l'Italien Filippo Grandi, tandis que l'OMI est dirigée par Amy Pope, ancienne conseillère du président Joe Biden et collaboratrice des Premiers ministres Liz Truss et Boris Johnson. Les deux organisations (UNHCR et OMI) dépendent désormais des Nations unies. À ce titre, elles sont tenues d'appliquer la [note](#), toujours en vigueur, du sioniste révisionniste Jeffrey Feltman, interdisant toute aide à la Syrie qui puisse faciliter sa reconstruction.

Depuis 2011, l'OTAN manipule la population syrienne, utilisant « les migrations comme arme de guerre », selon la théorie de Kelly M. Greenhill.

2322 Le Prix Sakharov pour l'opposition pro-occidentale vénézuélienne

À l'initiative des groupes PPE et CRE, le Prix Sakharov 2024 pour la liberté de pensée a été attribué par le Parlement européen aux représentants de l'opposition politique vénézuélienne, María Corina Machado et Edmundo González Urrutia.

En septembre, le Parlement européen avait reconnu González Urrutia, aujourd'hui en exil en Espagne, comme le président « légitime, élu démocratiquement du Venezuela », dans une résolution portée initialement par les groupes PPE, CRE et PSE.

2323 Selon l'UE, la Russie viole les résolutions de non-prolifération nucléaire de l'ONU

Selon Josep Borrell, Haut Représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, l'intensification de la coopération militaire entre la Russie et la Corée du Nord prouve que, « malgré sa volonté déclarée de

négocier, la Russie n'est pas sincèrement intéressée par une paix juste, globale et durable ». En outre, en changeant sa position vis-à-vis de la dénucléarisation de la Corée du Nord, le Kremlin renonce à ses obligations découlant du traité de non-prolifération (TNP) des armes nucléaires et viole des résolutions des Nations Unies adoptées avec le soutien de la Russie.

2324 Les Nations unies et l'UE dénoncent la loi polonaise interdisant l'avortement en cas de malformations

Le Parlement européen a vivement critiqué l'interdiction des avortements en cas de malformations fœtales, prononcée par le Tribunal constitutionnel polonais en 2020.

Le 21 août 2024, le comité des Nations unies chargé du suivi de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes avait énoncé, à l'attention de la Pologne, [22 recommandations pour qu'elle respecte la Convention](#).

En outre, selon Helena Dalli, commissaire européenne à l'Égalité, « la Cour européenne des droits de l'homme a reconnu plusieurs fois que le manque d'accès à l'avortement peut constituer une violation du droit à la vie familiale et privée. »

2325 Selon la Commission européenne, la Chine déforme la résolution 2758 de l'ONU

Nicolas Schmit, commissaire européen à l'Emploi, aux Affaires sociales et à l'Insertion, délégué par Josep Borrell, Haut Représentant de l'UE aux Affaires étrangères et à la Politique de sécurité, a expliqué au Parlement européen que la Chine populaire déformait la résolution 2758 des Nations Unies. Celle-ci reconnaît effectivement que les représentants du gouvernement de la RPC sont les seuls représentants légitimes de la Chine à l'ONU, mais n'indique pas qu'une participation pleine et entière de Taïwan aux réunions des Nations

Unies ne soit pas possible. Il n'a pas précisé à quel titre Taïwan devait y participer.

2326 Conférence internationale pour la libération des prisonniers et des déportés ukrainiens

L'Ukraine, le Canada, et la Norvège ont organisé à Montréal une conférence ministérielle sur la « libération des prisonniers et des déportés », conformément à la « formule de paix ukrainienne ».

2327 La Russie ne parvient pas à payer sa part à l'OCS

[Bakhtier Khakimov](#), représentant permanent de la Fédération de Russie à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), a révélé, le 22 octobre, que son pays ne parvenait pas à payer sa contribution à l'organisation, car ses statuts précisent qu'elle doit être versée en dollars états-unis.

AFRIQUE

2328 Le Maroc reçoit Emmanuel Macron

- La Cour de justice de l'Union européenne (Luxembourg) a statué, début octobre, sur une contestation de certains accords liant l'UE au Maroc. Elle a constaté que le peuple du Sahara occidental n'a pas été consulté sur son appartenance au Royaume du Maroc. En conséquence de quoi, elle a décidé que les melons et les tomates produits au Sahara occidental devaient désormais faire étiqueter leur origine « Sahara occidental » et non pas « Maroc ».

- Suite à l'alignement de la France sur la position états-unienne de 2019 reconnaissant le caractère marocain du Sahara occidental (ex-colonie espagnole), le roi Mohammed VI a reçu le président français Emmanuel Macron accompagné d'une très imposante délégation de chefs d'entreprise, dont Ross McInnes (Safran), Jean-Philippe Puig (groupe Avril), Philippe Delleur (Alstom) et Philippe Le Grand (InfraNum).

Le voyage a été troublé par la présence de plusieurs invités du président français, notamment par celle de son ami, l'humoriste Yassine Belattar, accusé d'être un compagnon de route de la Confrérie des Frères musulmans.

ASIE

2329 Israël bombarde l'Iran

Le 25 octobre, Israël a bombardé l'Iran. Cette opération de riposte aux attentats du 7 octobre 2023 s'est tenue à l'occasion de l'anniversaire de l'évènement selon le calendrier liturgique. Israël avait célébré le même anniversaire trois semaines auparavant, selon le calendrier laïque. À cette occasion, il s'était abstenu de désigner l'Iran comme donneur d'ordre de l'attaque. Les FDI ont dit avoir « achevé la réponse aux attaques de l'Iran ».

Cette riposte, sous réserve de la culpabilité iranienne (qui paraît improbable), serait légale en droit international. Une riposte à la riposte iranienne du 1^{er} octobre 2024 ne le serait pas.

Les États-Unis se sont opposés à une attaque israélienne contre des installations nucléaires ou énergétiques. Israël s'est donc contenté de ne toucher que des sites de fabrication de missiles dans les provinces de l'Ilam, du Khouzistan et de Téhéran. De la sorte, il espère priver l'Iran de la possibilité de l'attaquer directement. Il a également visé des systèmes de défense antiaérienne.

Cette attaque a été réalisée par des avions porteurs de missiles air-sol et non pas directement avec des missiles sol-sol. Elle a nécessité l'usage de données satellitaires, probablement états-uniennes. En outre, les avions israéliens ont dû être ravitaillés en vol, ce qui sous-entend un soutien tactique du Pentagone, Tsahal n'ayant pas le matériel pour cela.

Officiellement, une centaine d'avions israéliens ont survolé la Syrie et l'Iraq pour se rendre à la frontière iranienne. Cependant, les systèmes de protection antiaériens russo-syriens ne sont pas

parvenus à en abattre. Il est donc plausible que la Jordanie ait secrètement ouvert son espace aérien aux FDI.

Les Kahanistes (Itamar ben Gvir et Bezalel Smotrich) ont donc obtenu une attaque de l'Iran, mais pas celle qu'ils demandaient. Il n'est pas impossible que cette opération sans dégâts de grande ampleur ait été conduite comme les attaques iraniennes, non pas en cherchant à occasionner des dommages, mais en cherchant à tester la défense ennemie.

Yair Lapid, chef de l'opposition israélienne, a critiqué la décision d'éviter « les objectifs stratégiques et économiques », déclarant sur X que « nous aurions pu et dû exiger un prix beaucoup plus lourd pour l'Iran ».

Voltaire, actualité internationale est publié en quatre langues :

- Allemand
- Anglais
- Espagnol
- Français

2330 Un reporter vedette de la chaîne 12 détruit un immeuble au Liban

La chaîne 12, la plus populaire en Israël, a diffusé le 26 octobre un reportage de 26 minutes dans le village de Aïta el-Chaab (Liban). « Cet endroit ressemblait à un village pastoral il y a deux ou trois semaines et maintenant c'est la destruction totale », déclare le reporter vedette Danny Kushmaro. Puis, il déclare qu'une seule maison reste encore debout, mais que c'est d'elle que partaient des tirs du Hezbollah. Un fantassin lance le compte à rebours : « Quatre, trois, deux, un, détone ! » Le journaliste déclenche les explosifs et lâche face aux volutes de fumée : « Une maison avec un stock d'armes, surplombant Israël, a été détruite, éliminant une menace pour l'État d'Israël. » La vidéo se conclut par le regard souriant du journaliste à la caméra, lançant fièrement en anglais, le doigt levé : « Don't mess with the Jews » (« Ne vous frottez pas aux Juifs »).

23331 La Knesset autorise le ministre de l'Intérieur à expulser des parents de terroristes

La Knesset a adopté une loi permettant au ministre de l'Intérieur d'ordonner l'expulsion d'un parent d'un terroriste, s'il est établi qu'il « avait eu connaissance de la préparation de l'acte terroriste et n'a pas fait tout ce qui était en son pouvoir pour l'empêcher » ou « s'il a exprimé son soutien à l'acte terroriste ou s'il a publié des paroles de louange, sa sympathie ou ses encouragements. »

2332 État médical des soldats israéliens

Selon le ministère israélien de la Défense, depuis le 7 octobre 2023, environ 12 000 soldats ont été blessés et le nombre de patients dans les services de réadaptation a augmenté d'environ 20 % pour atteindre 74 000. 51 % des blessés ont entre 18 et 30 ans, et 43 % souffrent d'anxiété, de dépression et de symptômes post-traumatiques. D'ici à 2030, il devrait y avoir environ 100 000 soldats handicapés, dont la moitié gravement perturbée psychologiquement.

2333 Israël interdit l'UNRWA

Les lois interdisant les activités de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) en Israël et retirant le statut diplomatique de ses membres ont été définitivement adoptées par la Knesset par 92 voix pour et 10 contre.

Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, a publié une déclaration en anglais sur X, déclarant que les travailleurs de l'UNRWA étaient « impliqués dans des activités terroristes » contre Israël et qu'ils devaient « être tenus responsables ». Il a ajouté que « dans les 90 jours de l'entrée en vigueur de cette législation - et après - nous serons prêts à travailler avec nos partenaires internationaux pour veiller à ce qu'ils continuent de faciliter l'aide humanitaire aux civils à Gaza d'une manière qui ne menace pas la sécurité d'Israël. »

António Guterres, secrétaire général de l'ONU, a déclaré le 28 octobre que l'application de ces lois « pourrait avoir des conséquences dévastatrices pour les réfugiés palestiniens dans le territoire palestinien occupé, ce qui est inacceptable. L'application de ces lois est préjudiciable au règlement du conflit israélo-palestinien, à la paix et à la sécurité dans l'ensemble de la région. Comme je l'ai déjà dit, l'UNRWA est indispensable. »

Philippe Lazarini, directeur de l'UNRWA, a déclaré que cette interdiction « prive plus de 650 000 filles et garçons de leur éducation, mettant en danger toute une génération d'enfants. Ces lois augmentent les souffrances des Palestiniens. Elles ne sont rien de moins que des châtiments collectifs. Mettre fin à l'UNRWA ne privera pas les Palestiniens de leur statut de réfugié. Ce statut est protégé par une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies jusqu'à ce qu'une solution juste et durable soit trouvée au sort des Palestiniens. »

Danny Danon, représentant permanent d'Israël à l'ONU, a déclaré « qu'Israël continuera de coopérer avec les organisations humanitaires, mais pas avec celles qui coopèrent avec les terroristes du Hamas. »

2334 Conséquences des accords passés entre les Haredim et Benjamin Netanyahu

- Naftali Bennett, ancien Premier ministre israélien, a accusé le gouvernement de nuire aux réservistes en promouvant une loi qui accorderait des subventions à la communauté Haredi. Selon lui, la communauté ultra-orthodoxe doit être recrutée dans l'armée et le meilleur moyen d'y parvenir est de ne procurer des avantages financiers qu'à ceux qui s'enrôlent.

- Benjamin Netanyahu, Premier ministre, aurait promis la semaine dernière aux haredims qu'il renverrait son ministre de la Défense, le général Yoav Gallant après le bombardement de l'Iran.

2335 Projet de loi raciste du Likoud

Le député Ofir Katz (Likoud) a déposé un projet de loi visant à amender la loi fondamentale pour interdire aux citoyens israéliens arabes de se présenter à la Knesset.

☞ Si la solution à deux États devait être adoptée, il est probable que les citoyens israéliens arabes seraient collectivement discriminés (ce qui n'est pas le cas aujourd'hui des Arabes druzes). C'est pourquoi les Nations unies avaient initialement prévu un seul État binational, dans lequel chaque citoyen aurait été égal en droit aux autres, quelles que soient son ethnie et sa religion.

2336 Position du Hamas dans les négociations

Des sources du Hamas ont déclaré à la chaîne d'information saoudienne Al-Sharq que l'organisation était prête à accepter la proposition égyptienne de libération de quatre otages en échange d'un cessez-le-feu de deux jours et de la libération des prisonniers palestiniens. Toutefois, elles ont déclaré que le groupe avait l'intention de parvenir à un accord conforme à la proposition de Biden et avec le retrait complet d'Israël de la bande de Gaza.

2337 Raid des FDI contre l'hôpital Kamal Adwan

Les FDI ont procédé à un raid sur l'hôpital Kamal Adwan à Beit Lahiya, dans le nord de la bande de Gaza. Elles ont arrêté une centaine de membres présumés du Hamas dont 44 membres du personnel masculin. Des armes, de l'argent et d'autres matériels ont été trouvés à l'hôpital, selon le porte-parole des FDI. L'hôpital, qui soignait environ 200 patients, a été gravement endommagé lors de cette descente.

2338 Campagne contre les institutions littéraires israéliennes

Les responsables cisjordanien du festival palestinien de littérature font circuler une [pétition](#) dans les milieux de l'édition

internationale afin que ceux-ci s'engagent à cesser leurs collaborations avec les institutions littéraires israéliennes en raison de leur silence coupable sur le nettoyage ethnique à Gaza.

2339 Bilan humain à Gaza

Selon le ministère de la Santé de Gaza, 43 020 Palestiniens ont été tués dans la bande de Gaza depuis le début de la guerre. Ce chiffre ne tient pas compte des morts dont les cadavres n'ont pas pu être extraits des décombres. Il doit être multiplié par cinq environ si l'on compte les morts durant les déplacements, les victimes des maladies et de la famine.

2340 Les FDI détruisent un tunnel du Hezbollah au risque de provoquer un tremblement de terre

Avichay Adraee, porte-parole arabe des FDI, a reconnu que la 98^e division et « l'unité de génie Yahalom » ont utilisé 400 tonnes d'explosifs pour détruire « une installation militaire souterraine stratégique que le Hezbollah avait construite au cours des 15 dernières années » à Adaïssé.

Cette explosion a été ressentie dans toute la région.

Une [alerte au tremblement de terre](#) a été envoyée par l'Institut de géologie israélien à 284 localités de l'État hébreu, allant du nord jusqu'en Cisjordanie occupée, à plus de 100 kilomètres de la frontière avec le Liban.

Selon le professeur libanais Tony Nemr : « Ce qui s'est passé aujourd'hui à Adaïssé et qui a déclenché les sismographes dans le nord d'Israël équivaut à modifier le cours de la nature au nord de la dépression de Houla, où la faille de la mer Morte se sépare en failles de Yammouné et de Roum. »

2341 Évolution du Hezbollah

L'assemblée du Hezbollah a désigné cheikh Naïm Qassem (70 ans) comme nouveau secrétaire général. Il succède au sayyed Hachem

Safieddine, assassiné le 3 octobre, qui succédait lui-même au sayyed Hassan Nasrallah, assassiné le 27 septembre.

[Yoav Gallant](#), ministre de la Défense israélien, a accueilli cette élection d'un tweet :
« Nomination temporaire. Pas pour longtemps. »

Cette élection intervient alors que la base du réseau de résistance remet de plus en plus en cause le rôle de l'Iran. Jusqu'ici le Hezbollah prêche la doctrine du *velayet-e faqih* selon laquelle le chef de l'Église chiite et chef militaire suprême est le guide de la Révolution iranienne, l'ayatollah Ali Khamenei. Or, son autorité est remise en cause depuis des années en Iran, d'une part parce que si ce rôle était acceptable par tous avec l'ayatollah Rouhollah Khomeiny, il n'était pas prévu de l'institutionnaliser et, d'autre part, parce qu'Ali Khamenei devenait de plus en plus âgé et malade.

Rappelons que le chiisme libanais est antérieur au chiisme iranien et que ses théologiens disposent d'une aura incontestée.

L'assassinat de Hassan Nasrallah est intervenu alors qu'il allait présider une réunion de chefs militaires du Hezbollah venus dire à l'envoyé spécial de l'Iran leur déception après le refus de Téhéran de les soutenir face à l'agression israélienne. Il a été trahi par un responsable iranien qui a informé les FDI de son arrivée dans le bâtiment qu'ils ont bombardé.

La nomination de sayyed Hachem Safieddine relevait d'une volonté de renforcer les liens avec l'Iran dont il était l'un des obligés. Celle de cheikh Naïm Qassem répond à la même logique. Il a été l'adjoint religieux de Hassan Nasrallah et son œuvre, contrairement à la sienne, est purement juridique. Il est un soutien sans faille de l'autorité des mollahs et du *velayet-e faqih*.

Sauf changement significatif de l'action de Naïm Qassem, le Hezbollah ne sera plus sous son autorité un réseau de résistance multiconfessionnel, mais exclusivement une émanation du chiisme. Il ne sera plus un

membre de l'Axe de la Résistance du général Qassem Soleimani, mais un simple mandataire de Téhéran, comme le décrivent les Occidentaux.

Dans une intervention, le 30 octobre, cheikh Naïm Qassem a déclaré : « Nous nous battons pour défendre notre territoire, pas pour défendre l'Iran. » Il a qualifié le guide suprême iranien, Ali Khamenei, « d'homme exceptionnel qui a lancé la bataille de l'annihilation d'Israël et la libération de la Palestine. »

2342 Ansar Allah reprend ses attaques contre les navires liés à Israël

Ansar Allah a déclaré, le 28 octobre, avoir mené trois opérations contre des navires liés à Israël dans la mer d'Oman et la mer Rouge : le *Motaro* avec des missiles balistiques, le *Maersk Kowloon* avec un missile et le *SC Montréal* avec deux drones.

Il n'y avait pas eu d'attaque de ce type depuis 18 jours.

2343 L'attaque israélienne de l'Iran

Sous pression états-unienne, les FDI n'ont pas bombardé d'installations nucléaires ou pétrolières, mais exclusivement des cibles liées aux Gardiens de la révolution. Elles ont tué un civil et quatre militaires.

Selon *Axios*, citant trois sources militaires israéliennes, le [bombardement israélo-états-unien](#) de l'Iran a détruit quatre systèmes antiaériens russes S-300 et douze « mélangeurs planétaires » chinois permettant de produire le combustible solide des missiles balistiques à longue portée. L'Iran aurait donc momentanément une impossibilité de renouveler son arsenal.

- L'armée iranienne a publié, le 26 octobre, une déclaration soigneusement formulée, suggérant un cessez-le-feu dans la bande de Gaza et au Liban contre toutes représailles contre l'État hébreu.

- Abbas Araghchi, ministre iranien des Affaires étrangères, a déclaré le même jour que l'Iran avait « le droit et l'obligation de se défendre ».

- Le guide suprême iranien, Ali Khamenei, n'a pas appelé directement à des représailles, le 27 octobre. Affirmant plutôt que l'attaque israélienne « ne doit être ni exagérée ni minimisée », il s'est contenté de dire, dans des déclarations écrites, que « nous devons faire comprendre aux sionistes la puissance du peuple iranien », ajoutant que la manière de le faire « appartient à nos responsables, qui prendront les mesures qui serviront le mieux ce pays ».

2344 Attaque baloutche contre l'Iran

L'organisation jihadiste séparatiste sunnite Jaïch al-Adl, basée au Pakistan et active dans la zone frontalière avec l'Afghanistan, a revendiqué l'attaque contre l'Iran sur la messagerie Telegram. Elle a fait au moins dix morts parmi les policiers.

2345 Exécution de l'espion allemand Jamshid Sharmahd

L'Iran a exécuté le journaliste germano-iranien Jamshid Sharmahd pour son rôle dans l'attentat contre une mosquée à Chiraz, qui avait fait 14 morts et quelques 200 blessés en avril 2008.

Selon la presse allemande, l'exécution aurait été décidée en représailles après l'attaque israélienne.

Olaf Scholz, chancelier allemand, l'a qualifiée de « scandale », qu'il « condamne avec la plus grande fermeté ». De son côté, le ministère allemand des Affaires étrangères a convoqué le chargé d'affaires iranien et a rappelé son ambassadeur à Téhéran, Markus Potzel, « pour consultations ».

2346 Le Parti Libéral-démocrate japonais perd la majorité

Les élections de la Chambre des représentants japonaise se sont tenues le 27 octobre. La participation a été particulièrement basse

(53 %), les électeurs ne parvenant pas à comprendre ce qui se passe en coulisse. Les résultats sont :

- Parti libéral-démocrate (PLD) : 191 sièges ;
- Parti démocrate constitutionnel (PDC) : 148 sièges ;
- Parti de l'innovation (Ishin) : 38 sièges ;
- Parti démocrate du peuple (PDP) : 28 sièges ;
- Kōmeitō (K) : 24 sièges ;
- Reiwa Shinsengumi : 9 sièges ;
- Parti communiste japonais (PCJ) : 8 sièges ;
- Autres : 7 sièges.

Le Premier ministre, le militariste et révisionniste Shigeru Ishiba (cf. VAI 2057), perd la majorité absolue avec son parti, le PLD, mais également avec l'appui de son allié, le Kōmeitō. Il n'a pas démissionné, mise sur la division de son opposition et fait le pari de trouver de nouveaux alliés avant l'ouverture de la session parlementaire, le 11 novembre, probablement avec le PDP.

Depuis l'assassinat du Premier ministre, Shinzō Abe, le 8 juillet 2022, la classe dirigeante japonaise doit affronter des révélations sur le rôle secret de l'Église de l'unification (dite secte Moon) dans la vie politique (cf. VAI N°66). Celle-ci a joué un rôle international clé durant la guerre froide en Asie et en Amérique latine. Durant les cinq dernières années, elle a versé plus d'un demi-milliard de pots-de-vin à des députés du PLD. À ce jour, on ignore toujours ce qu'elle achetait.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#).

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.
42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros.

Vente au numéro : 15 euros.

Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Analyse du Réseau Voltaire

- « [À Kazan, l'ordre du monde a basculé](#) », par Thierry Meyssan

Le sommet des BRICS à Kazan a marqué la fin de la domination du G7 sur le monde. Les règles anglo-saxonnes qui organisaient les relations internationales seront progressivement remplacées par les engagements pris par chacun qui devront désormais être respectés. Cette révolution nous ramène aux tentatives de la Russie et de la France, en 1899, de fonder un droit international, mis à mal par la Conférence de l'Atlantique et le duopole États-Unis/Royaume-Uni.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

2347 L'OTAN et l'UE mettent sur pied une équipe spéciale de haut niveau chargée de renforcer leur coopération

Mark Rutte, secrétaire général de l'OTAN, et Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne ont établi le 30 octobre une équipe spéciale de haut niveau chargée de renforcer la coopération entre les deux organisations.

Selon leur communiqué : « La guerre d'agression menée par la Russie sur le sol européen constitue la plus grave menace pour la paix et la sécurité du continent ».

☞ Rappelons que, selon le droit international, la Russie ne conduit pas de « guerre d'agression sur le sol européen », mais met en œuvre la résolution 2022 du Conseil de sécurité des Nations unies.

Voltaire

Actualité internationale

N° 107 - 8 novembre 2024

ÉDITORIAL

2348 La vision russe de la situation en Ukraine

Vassily Nebenzia, représentant permanent de la Russie à l'ONU, a [présenté au Conseil de sécurité](#), le 31 octobre, un tableau de la situation en Ukraine.

Selon lui, l'armée ukrainienne a gagné 250 km² en un an, durant sa contre-offensive, mais perd 30 km² par jour aujourd'hui et même a perdu 478 km² durant le seul mois d'octobre. Pourtant le régime Zelensky continue à se féliciter de ses avancées et à proclamer sa victoire.

Les États-Unis entendent piller le sous-sol ukrainien (uranium, titane, lithium et graphite) que le sénateur Lindsey Graham a évalué entre 10 000 à 12 000 milliards de dollars. Le Conseil de l'UE évoque un possible prêt à l'Ukraine, soutenu par des avoirs russes gelés, sous condition du transfert du contrôle du complexe militaro-industriel ukrainien à Bruxelles. Comme les ressources du sous-sol n'appartiennent pas au gouvernement mais au peuple ukrainien, le « plan de paix Zelensky » a classé « secret défense » les annexes qui en autorisent le pillage.

Les sanctions illégitimes occidentales ne sont pas parvenues à entraver la croissance économique russe (3,94 % cette année), tandis que l'économie allemande s'effondre.

L'isolation de la Russie est un échec comme le montre la présence de 36 chefs d'État et de gouvernement à Kazan la semaine dernière.

Kiev tente de recruter de nouveaux soldats par tous les moyens, abaissant sans cesse l'âge des recrues, alors que la moitié de sa population s'est déjà enfuie, dont 5,3 millions en Russie la première année. Il y a 100 000 à 170 000 soldats absents dont 30 000 font l'objet de poursuites pour désertion. Le régime a fait abattre au moins une centaine de ses soldats pour refus d'obéissance et recrute des mercenaires étrangers.

Les sociétés militaires privées « Academi », « Cubic », « Darkhorse Benefits », « Dyn Corporation », « Forward Observations Group », « Hyperion Services », « Sons of Liberty International », « ASBS Othago » et « European Security Academy » envoient les mercenaires qu'elles parviennent à recruter à l'étranger.

En définitive, les objectifs de la Russie de démilitarisation et de dénazification de l'Ukraine n'ont pas changé. Cette guerre, si elle dure encore, (...)

(...) ne peut se conclure que par des pertes supplémentaires ukrainiennes.

AMÉRIQUES

2349 La guerre hybride du Canada contre Bharat

Danny Morrison, ministre adjoint canadien des Affaires étrangères, a confirmé à une commission parlementaire être la source de la fuite au *Washington Post* sur l'assassinat au Canada du leader indépendantiste Hardeep Singh Nijjar : « Le journaliste m'a appelé et m'a demandé si c'était cette personne. J'ai confirmé que c'était cette personne (Amit Shah, ministre indien de l'Intérieur). » Étrangement, Morrison n'a publié aucune information pour prouver son accusation.

👉 Hardeep Singh Nijjar a été assassiné, le 18 juin 2023, à Surrey (Colombie-Britannique). Il était le leader de l'organisation séparatiste du Khalistan (État sikh) (cf. VAI n°53).

Le 3 novembre, des indépendantistes du Khalistan, considérant qu'ils étaient soutenus par le Canada, ont [attaqué sans complexe un temple hindou](#) près de Toronto.

2350 YouTube censure une interview du candidat Donald Trump

YouTube a retiré [l'interview de trois heures du candidat Donald Trump](#) par Joe Rogan, postée le 1^{er} novembre. Elle avait été visionnée plus de 34 millions de fois. L'interviewer l'a reportée sur X et sur Spotify. YouTube l'a finalement rétablie.

2351 Le Pentagone poursuit son déploiement au Moyen-Orient

Selon le Pentagone : « Conformément à nos engagements en faveur de la protection des citoyens et des forces américaines au Moyen-Orient, de la Défense israélienne et de la désescalade par la dissuasion et la diplomatie, le secrétaire à la Défense a ordonné le déploiement de destroyers de défense antimissiles balistiques supplémentaires, d'escadrons de chasse et

d'avions ravitailleurs, et de plusieurs autres avions états-uniens. »

Le [Centcom](#) a confirmé l'arrivée de B-52, après celles de systèmes antiaériens THAAD (Terminal High-Altitude Area Defense) et des forces spéciales de l'unité expéditionnaire amphibie Ready Group (ARG/MEU).

Attaque contre Voltairenet.org

Le site Voltairenet.org a été violemment attaqué les 2, 3 et 4 novembre 2024. De puissants ordinateurs, disposant de nombreux accès internet, ont opéré une attaque DDoS, saturant le site avec 60 000 requêtes par heure (soit plus de trois millions de requêtes au total), tandis que des hackers pénétraient dans la partie privée du site.

Cette opération, nécessitant des moyens très importants, a correspondu avec la publication de notre [article](#) sur le sommet des BRICS, disponible en treize langues, dans le contexte de l'élection présidentielle états-unienne.

Notre site, qui n'a pas été accessible durant trois jours, a été rétabli et réparé.

Par le passé, nous avons subi des attaques importantes sans pouvoir identifier leurs origines, à l'exception de celles de 2006, revendiquées dans la presse israélienne par l'unité 8200 des FDI .

EUROPE

2352 Londres a secrètement et illégalement envoyé des pièces de F-35 à Israël

Selon *Declassified UK* et *The Ditch*, le Royaume-Uni a secrètement [envoyé en Israël](#) les pièces manquantes des F-35 achetés par les FDI au Pentagone.

Les pièces ont été expédiées par FedEx en survolant l'espace aérien irlandais, en violation de la loi irlandaise. Le porte-parole du Taoiseach (Premier ministre), [Simon Harris](#), a précisé :

« Tous les avions militaires étrangers qui souhaitent survoler ou atterrir sur le territoire souverain irlandais sont tenus d'obtenir l'autorisation diplomatique. Celle-ci est soumise à des conditions strictes, notamment le fait que l'aéronef ne soit pas armé, qu'il ne porte pas d'armes, de munitions ou d'explosifs, qu'il ne se livre pas à des activités de renseignement et que le vol en question ne fait pas partie d'un exercice ou d'une opération militaire. Cette procédure d'autorisation diplomatique est pleinement compatible avec la politique de neutralité militaire de l'Irlande. »

2353 Des professionnels des médias dénoncent le traitement des crimes d'Israël par les médias britanniques

De nombreux professionnels britanniques des médias ont signé une [pétition](#) pour dénoncer le manque de professionnalisme de leurs collègues dans le traitement des violations par Israël du droit international à Gaza alors même que le conflit dure depuis plus d'un an.

2354 Bezalel Smotrich à Paris

Israel for ever, association des forces sionistes francophones, organise un gala à Paris, le 13 novembre en présence de sa présidente, maîtresse Nili Kupfer-Naouri, et du ministre des Finances d'Israël, Bezalel Smotrich.

☞ Plusieurs associations et syndicats — Association France Palestine Solidarité (AFPS), Ligue des droits de l'Homme (LDH), Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), Confédération Générale du Travail (CGT), Fédération Syndicale Unitaire (FSU) — ont demandé l'interdiction de ce gala. Lors de sa dernière venue à Paris, en mars à titre privé, Smotrich avait déclaré que « le peuple palestinien est une invention, il n'existe pas. »

2355 Storebrand se retire de Palantir, compte tenu de son implication dans les agissements d'Israël en Palestine

Le Norvégien Storebrand, qui gère environ 1 000 milliards de couronnes (91,53 milliards de dollars) d'actifs, a [vendu ses parts de Palantir Technologies](#), environ 262 millions de couronnes (24 millions de dollars) d'actions. Cette cession fait suite à une recommandation du gouvernement norvégien, en mars, mettant en garde les entreprises concernant l'activité économique ou financière dans les colonies israéliennes illégales implantées dans les territoires de l'Autorité palestinienne.

Palantir fournit des produits et des services « y compris des systèmes de police prédictifs basés sur l'IA » qui soutiennent la surveillance israélienne des Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza. Or selon Storebrand, les systèmes de Palantir sont censés « identifier les individus susceptibles de lancer des attaques terroristes de loups isolés, facilitant leur arrestation de manière préventive avant les frappes qu'ils projetaient ». Selon l'ONU, les autorités israéliennes ont des antécédents d'incarcération de Palestiniens sans inculpation ni jugement.

2356 Ikea versera des indemnités aux prisonniers politiques qu'il a exploités en RDA

Le vendeur de meubles suédois Ikea paiera des indemnités aux prisonniers politiques et de droit commun qu'il a exploité, jusqu'en 1983, en République démocratique allemande.

☞ Le fondateur de la marque, Ingvar Kamprad, était, durant sa jeunesse un militant du *Svensk socialistsk samling* (SSS), le parti nazi suédois. Il aurait participé à la construction de camps de concentration à Sjöbo et Stora Karlsö, pour la déportation de Juifs et de communistes suédois.

2357 L'UE espère voir les conséquences de ses sanctions antirusses d'ici un an

Elisabeth Svantesson, ministre suédoise des Finances, a présenté à ses collègues européens, le

6 novembre, le [rapport](#) de l'Institut de la transition économique de Stockholm (SITE) sur la résistance de l'économie russe aux « sanctions » occidentales. Selon les experts, « l'économie russe n'est pas aussi forte que le prétend Vladimir Poutine ». Bien qu'une crise économique soit peu probable à court terme, ils observent un mélange de plus en plus incohérent de mesures de relance budgétaire et de resserrement monétaire. « Les réserves qui ont contribué au financement des dépenses de guerre ne seront pas éternelles et pourraient s'épuiser d'ici un an. »

2358 Polémique slovaquo-britannique

Robert Fico, Premier ministre slovaque, a déclaré sur la 1^{re} chaîne de télévision russe, le 30 octobre : « En Europe, le mot “paix” n'a plus de sens, il n'existe tout simplement pas. Quiconque parle de paix est considéré comme un fauteur de guerre. Et quiconque parle de guerre est considéré comme un partisan de la paix. »

Nigel Baker, ambassadeur britannique en Slovaquie, a réagi : « L'affirmation selon laquelle l'Occident ne s'intéresse pas à la paix est fausse. Nous soutenons le plan de paix de Zelensky. Le moyen le plus rapide d'atteindre la paix serait que la Russie quitte le territoire de l'Ukraine. »

Ce à quoi Fico a répondu : « Je ne sais pas ce qui vous donne le droit d'interférer dans mes activités médiatiques. Le fait que vous représentiez un État plus grand et plus fort que la Slovaquie ne justifie pas votre comportement inacceptable. »

2359 Polémique polono-ukrainienne

L'Ukraine reproche à la Pologne d'avoir retenu des MIG-29 qui lui avaient été promis gratuitement.

Radosław Sikorski, ministre polonais des Affaires étrangères a fait valoir que son pays devait conserver les armes indispensables à sa défense et qu'il avait déjà consacré 3,3 % de son PIB pour soutenir l'armée ukrainienne. Puis, il a proposé de vendre à crédit différentes armes,

sous réserve de leur paiement à l'issue de la guerre.

2360 Interférence en Hongrie des réseaux *stay-behind* de l'OTAN

Selon le *Magyar Nemzet*, les services de renseignement de « deux pays membres de l'OTAN ainsi que certains de l'extérieur du bloc » ont tenté d'acheter des armes et des munitions fabriquées en Hongrie pour les fournir aux combattants en Ukraine et en Afrique.

[Gergely Gulyás](#), chef de cabinet de Viktor Orbán, Premier ministre hongrois, a déclaré : « En effet, il y a eu des tentatives d'utiliser l'industrie militaire hongroise pour envoyer des armes en Ukraine, mais notre contre-espionnage les a découvertes et les a arrêtées ».

La Hongrie est strictement neutre dans les conflits extérieurs, y compris ceux opposant la Russie à l'Occident collectif en Ukraine et en Afrique.

2361 Comment accéder aux documents internes de l'UE

L'association Accés Info, principalement financée par l'Adessium Foundation (au même titre que diverses associations européennes pro-états-uniennes), a publié un [rapport](#) intitulé *Making Access to EU Documents a Reality : Access Info Publishes Key Recommendations* (Faire du droit d'accès aux documents de l'UE une réalité : recommandations relatives au règlement d'application 1049/2001).

2362 L'UE s'engage contre la Transnistrie et contre les déserteurs ukrainiens

La Mission de l'Union européenne d'assistance à la frontière entre la Moldavie et l'Ukraine ([EUBAM](#)) a fourni, le 29 octobre, une assistance de 5 millions de lei (la monnaie moldave), soit 280 426,22 euros pour prévenir le franchissement de la frontière transnistrienne et la fuite des Ukrainiens.

2363 L'UE signe un partenariat de sécurité et de défense avec le Japon et la Corée du Sud

L'UE a signé un partenariat en matière de sécurité et de défense avec le [Japon](#), le 1^{er} octobre, et avec la [Corée du Sud](#), le 4 octobre. Ils renforcent la coopération et le dialogue dans des domaines tels que la sécurité maritime, la participation aux missions et opérations de l'UE, la sécurité spatiale et la défense, les questions cybernétiques, la manipulation et l'interférence des informations étrangères (FIMI) ainsi que la désinformation, la lutte contre le terrorisme, la non-prolifération et le désarmement, l'industrie de la défense.

☞ Ces partenariats correspondent à l'ouverture de l'OTAN à ces deux pays, ainsi qu'à l'Australie.

2364 La Moldavie se prépare à rejoindre l'UE après une élection frauduleuse

Le résultat du second tour de l'élection présidentielle moldave (cf. VAI 2278) est :

- Maia Sandu (PAS) : 930 512 voix, soit 55,41 % des suffrages exprimés ;
- Alexandr Stoianoglo (PSRM) : 748 781 voix, soit 44,59 % des suffrages exprimés.

Le scrutin n'a pas été sincère : seuls deux bureaux de vote avaient été ouverts dans les consulats en Russie pour une population expatriée d'environ 500 000 Moldaves.

L'UE s'est félicitée de ce résultat inespéré.

2365 Les mots d'ordre de la propagande ukrainienne

Les militaires ukrainiens ont reçu [l'ordre](#) d'utiliser les mots « offensive », « victoire », « en avant » et « bouter l'ennemi » lors de la communication avec les journalistes. Ils doivent aussi éviter le mot « retraite » ou l'expression « l'ennemi a pénétré nos défenses ».

2366 La Russie évacue ses citoyens du Liban

Moscou a organisé un vol spécial pour évacuer ses ressortissants du Liban.

AFRIQUE

2367 Incarcération d'un chercheur français en Tunisie

La police tunisienne a arrêté et incarcéré un chercheur français, [Victor Dupont](#) (26 ans), doctorant contractuel en sciences politiques, rattaché à l'Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans (Iremam), structure qui dépend du CNRS et de l'université d'Aix-Marseille. Il menait une étude sociologique tout à fait banale. Ses recherches n'avaient, semble-t-il, aucun caractère politique, aucun lien avec les dissidents du régime. Il a été placé sous mandat de dépôt par la justice militaire dont il dépend désormais. Il serait soupçonné « d'atteinte à la sûreté de l'État ». Il est emprisonné à la Mornaguia, faute de places disponibles dans une prison militaire. Cette prison « héberge » depuis février 2023 plus de 60 prisonniers politiques, dont la quasi-totalité est constituée d'opposants à Kaïs Saïed.

2368 Élection du nouveau président du Botswana

Après la victoire de la Coalition pour un changement démocratique aux élections législatives du Botswana, l'Assemblée nationale a désigné Duma Boko comme président de la République. Il a prêté serment le 1^{er} octobre. Jusqu'à présent, le Botswana était gouverné, sans interruption depuis l'indépendance (1966), par le Parti démocratique.

ASIE

2369 Les manipulations de Benjamin Netanyahu

Depuis six mois, l'unité Lahav 433 de la police judiciaire israélienne enquête sur les événements

survenus depuis le début de la guerre. Selon *Yedioth Ahronoth*, le général Avi Gil, ancien secrétaire militaire du Premier ministre Netanyahu, avait alerté le Procureur général que des fonctionnaires du cabinet du Premier ministre tentaient de modifier les protocoles des réunions du cabinet tenues pendant la guerre. Le signalement indiquait que les services de sécurité avaient été informés de la question et que certains de leurs responsables avaient signalé des divergences entre les protocoles et ce qui était effectivement discuté au cours des réunions. Il indiquait en outre que certaines sessions du cabinet de la guerre avaient été transférées du siège du ministère de la Défense à Tel-Aviv, où les discussions sont généralement enregistrées, au cabinet du Premier ministre où elles ne le sont pas.

Le 1^{er} novembre, le tribunal de première instance du pays (qui avait précédemment ordonné aux médias le silence sur cette affaire) a dévoilé, dans un communiqué, l'arrestation de plusieurs personnes liées au bureau du Premier ministre pour leur implication potentielle dans une divulgation de documents sensibles suspectée de nuire aux objectifs de guerre à Gaza. Les prévenus seraient à l'origine des allégations mensongères, publiées par *Bild* et *The Jewish Chronicle* (cf. VAI 1937), selon lesquelles le Hamas n'aurait nullement l'intention de conclure un cessez-le-feu. En outre, Yahya Sinwar aurait projeté de s'échapper vers l'Iran, via un tunnel creusé sous le couloir de Philadelphie. Ces imputations avaient permis de justifier la position du Premier ministre lors des négociations.

Plusieurs sources citées par la presse israélienne affirmaient que le capitaine Eli Feldstein, porte-parole de Benjamin Netanyahu pour les questions de défense, figurait parmi les personnes arrêtées. Interrogé par Channel 12, un de ses proches avait déclaré que le suspect « travaillait pour M. Netanyahu et était son conseiller depuis un an et demi ». « Il a consacré sa vie au Premier ministre et se mettait en danger pour lui. Dès que le scandale a éclaté, M. Netanyahu l'a jeté sous le bus et a même

menti en disant qu'il ne travaillait pas pour lui », avait-il ajouté.

« L'establishment militaire israélien estime que Netanyahu a peut-être mis en danger l'effort de guerre pour torpiller un accord de libération des otages [...] Nous attendons tous le résultat de l'enquête. Mais la gravité des accusations est sans précédent et ahurissante », a souligné sur X l'animateur de podcast Shaiel Ben-Ephraim.

Analyse du Réseau Voltaire

« [Les enchères israélo-iraniennes masquent la réorganisation des alliances au Moyen-Orient](#) », par Thierry Meyssan

Les déclarations tonitruantes de frappes définitives et douloureuses de l'Iran sur Israël et vice-versa se sont avérées illusoires. Nous n'avons pas assisté au cataclysme annoncé, mais à un repositionnement des principaux acteurs. Les hommes et les femmes qui, dévoués à l'indépendance de leur pays, ont tout sacrifié à Gaza, au Liban et au Yémen doivent se réorganiser sans le soutien de leurs anciens parrains.

2370 Conflit entre l'état-major et le ministre de la Défense d'une part, et le Premier ministre israélien, d'autre part

Le différend entre l'establishment militaire et le gouvernement de Benjamin Netanyahu se développe en raison de l'accroissement des pertes économiques et militaires. Les généraux font pression pour qu'il soit mis fin rapidement à la guerre et que les politiques soient à la recherche de solutions. C'est dans ce contexte que M. Netanyahu a limogé son ministre de la Défense, le général Yoav Gallant. Il a immédiatement nommé Israël Katz, actuel ministre des Affaires étrangères, pour le remplacer.

M. Netanyahu avait [déjà limogé](#) le général Gallant cet été lorsque celui-ci avait, en conseil des ministres, dénoncé l'inaction du gouvernement face aux préparatifs de l'attaque du 7 octobre 2023 par la résistance

palestinienne. Le syndicat de gauche Histadrout avait alors organisé une grève générale jusqu'à sa réintégration.

Yoav Gallant avait signé, le 4 novembre, un projet de recrutement de 7 000 étudiants des yeshivas (écoles talmudiques) mettant en cause l'exception de service militaire dont ils jouissent et l'alliance du Premier ministre avec les Haredim (ultra-orthodoxes).

Lors d'une conférence de presse, le général Gallant a déclaré : « J'ai été viré pour trois raisons : ma position ferme sur la conscription universelle, l'engagement de libérer les otages et l'appel à une commission d'enquête d'État sur l'échec du 7 octobre. »

[Yaïr Lapid](#), chef de l'opposition, a twitté : « Le Premier ministre a perdu la tête et néglige la sécurité d'Israël, c'est un acte de folie. Israël Katz aurait dû dire "non" au poste de ministre de la Défense. Et ne pas assumer la responsabilité de la vie de nos soldats. »

Itamar Ben-Gvir, ministre de la Sécurité nationale, a déclaré : « Je félicite le Premier ministre pour la décision de licencier Gallant. Avec Gallant, qui est encore profondément piégé dans ses propres conceptions, il est impossible d'obtenir une victoire complète. »

Dans une déclaration commune, les chefs de l'opposition, Benny Gantz, Yaïr Lapid, Avigdor Lieberman et Yaïr Golan, déclarent : « Choisir le ministre de la Défense pour faire adopter une législation exonérant les ultra-orthodoxes du service militaire inflige de graves dommages à la sécurité et à l'esprit du peuple israélien. Mais il ne nous brisera pas. »

Des manifestations contre la révocation du général Gallant, avec la participation des familles des otages, ont éclaté partout dans le pays et bloqué les grands axes routiers.

Une pétition demandant l'annulation de la révocation du général Gallant a été présentée à la Haute Cour. Celle-ci pourrait suspendre cette décision en arguant que l'on ne peut pas

changer de ministre de la Défense en temps de guerre.

2371 Giora Eiland, auteur du « plan des généraux »

Le général Giora Eiland serait l'auteur du projet connu sous le nom de « plan des généraux » visant à affamer tout Palestinien qui refuserait de quitter le nord de la bande de Gaza afin qu'il puisse être colonisé. Ce projet viole la quatrième Convention de Genève et la Convention de La Haye de 1907.

2372 Israël adopte la loi permettant l'expulsion des familles de résistants

La Knesset a adopté définitivement la loi autorisant le ministre de l'Intérieur à expulser d'Israël les familles des « terroristes » arabes pendant 20 ans (cf. VAI 2331).

2373 Les FDI contre le FPLP

Les FDI et le Shin Bet ont enlevé 60 dirigeants du Front de libération de la Palestine (FPLP) en Cisjordanie et au Liban.

2374 Un député de Force juive relevé des forces de réserve

Yitzhak Kroizer, député israélien d'Otzma Yehudit (Force juive), a été démis de ses fonctions de combattant réserviste au sein des FDI après avoir été photographié dans une maison au Liban-Sud avec un graffiti derrière lui indiquant « Bureau du député Kroizer ». Les FDI considèrent que le graffiti et la diffusion de la photo sont « une action qui ne sert pas un besoin opérationnel sur le champ de bataille » et les considèrent comme une violation de ses règles.

2375 Mouvement pour la suspension d'Israël des Nations unies

L'Institute for Palestine Studies a publié une [étude](#) de Luigi Daniele, Nicola Perugini et Francesca Albanese intitulée *Humanitarian Camouflage : Israel Rewrites the Laws of War to*

Legitimize Genocide in Gaza (Camouflage humanitaire : Israël réécrit les lois de la guerre pour légitimer le génocide à Gaza).

Saul Takahashi, ancien représentant du haut-commissariat des Nations unies pour les droits de l'homme en Palestine occupée, a lancé une [pétition](#) pour demander la suspension d'Israël de l'assemblée générale de l'ONU, sur le modèle de ce qui avait été fait, en 1974, vis-à-vis du régime d'apartheid d'Afrique du Sud.

2376 Le Moyen-Orient applaudit l'élection de Donald Trump

La totalité des chefs d'État et de gouvernement du Moyen-Orient a salué l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis, y compris Masoud Pezeshkian, président iranien et Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien.

Cet unanimisme s'explique à la fois parce que les pays qui aspirent à la paix se souviennent que, durant son premier mandat, Donald Trump avait tenté de mettre fin à « l'impérialisme américain » et de substituer le commerce à la guerre et, d'autre part, parce que les affidés des États-Unis les suivront quoi qu'il arrive.

2377 Nouvelle procédure contre Riad Salamé

Une seconde procédure a été ouverte contre l'ancien gouverneur de la Banque du Liban, Riad Salamé, déjà détenu depuis deux mois (cf. VAI 1880) dans l'affaire Optimum. Nicolas Mansour, premier juge d'instruction du Mont-Liban, le poursuit cette fois pour la location de prestigieux locaux avenue des Champs-Élysées, à Paris.

2378 Les destructions israéliennes au Liban

Israël a fait évacuer un immeuble en plein centre de Beyrouth. Il abritait deux ambassades et un studio d'Al-Jazeera.

Les FDI ont assassiné trois journalistes en ciblant un groupe de dix-huit journalistes. Ziad Makary, ministre libanais de l'Information, a dénoncé un crime de guerre.

Selon NNA, l'agence de presse officielle libanaise, « plus de 37 villes du Liban-Sud ont été rasées depuis le début de la guerre et plus de 40 000 bâtiments résidentiels auraient été complètement détruits. Cela se produit dans une zone de trois kilomètres de profondeur, qui s'étend de Naqoura jusqu'à la périphérie de Khiam. »

Selon le ministère libanais de la Santé, déjà 3 000 Libanais sont morts, victimes directes de l'invasion israélienne.

2379 Vidéo des tunnels du Hezbollah

Le Hezbollah a diffusé une vidéo de ses tunnels interconnectés, Imad 5 (par référence au commandant Imad Moghniyé, assassiné à Damas en 2008). Il entend ainsi démentir les assertions du porte-parole arabophone de l'armée israélienne, Avichay Adraee, selon qui les FDI auraient détruit toutes les installations de la résistance libanaise.

2380 Israël contrôle l'accès libanais à la mer

Le 1^{er} novembre, la force d'élite israélienne « Shayetet 13 » a enlevé Imad Amhaz, un jeune capitaine de la marine marchande, à Batroun, près de l'Institut des sciences de la mer de Marsati où il suivait des cours. Cette localité est chrétienne, sa sécurité est assurée par l'armée libanaise. Les commandos israéliens sont arrivés par la mer sans être détectés ni par la FINUL, ni par l'armée libanaise. L'enlèvement n'a duré que quatre minutes. Les FDI considèrent Amhaz comme un membre important de la force navale du Hezbollah. Pourtant sa famille souligne qu'il « n'est lié à aucun parti politique et ne s'implique pas en politique ». Il « achète une carte SIM dans chaque pays où il se rend » dans le cadre de son travail, « pour rester en contact avec sa femme, ses trois enfants et sa mère ».

L'armée libanaise s'est déployée à Batroun et a saisi les enregistrements des caméras de surveillance. Les habitants de la ville sont persuadés que les FDI ont disposé d'appuis de membres du gouvernement libanais et de membres du contingent allemand de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL), responsables de la surveillance maritime.

Mahmoud Qomati, vice-président du Conseil politique du Hezbollah, a déclaré sur OTV qu'Imad Amhaz « a été présenté (comme lié au Hezbollah) par le biais des médias » alors qu'il n'a aucune « affiliation organisationnelle ou militaire » avec lui.

La semaine dernière, la Shayetet 13 était parvenue à opérer identiquement dans le port de Tyr.

2381 Israël contrôle les frontières terrestres libanaises

Après avoir rendu impraticable l'accès au poste-frontière syrien de Masnaa, les FDI ont bombardé celui de Joussiyé près de Qaa, toujours dans la Bekaa. Ils viennent de bombarder les voies de passage entre le Liban et la Syrie à la frontière du Akkar. Toujours pour les prétendues mêmes raisons : c'est par là que le Hezbollah acheminerait ses armes depuis l'Iran. Aucun camion ne peut plus entrer ou sortir du pays.

2382 Destruction du patrimoine archéologique libanais

Les bombardements israéliens ont gravement endommagé deux murailles d'enceinte du sanctuaire romain de Baalbek et de la forteresse des croisés de Bint Jbeil. L'UNESCO se réunira le 18 novembre pour défendre le patrimoine architectural libanais.

Le Comité exécutif et l'assemblée du Festival international de Baalbek ont écrit à toutes les missions diplomatiques au Liban pour leur demander d'aider à sauver le site.

2383 Position de Najib Mikati

- Recevant, le 12 octobre, Mohammad Ghabber Ghalibaf, président du Parlement iranien, Najib Mikati, Premier ministre démissionnaire libanais, a déclaré qu'il devrait « revoir à la baisse son affection démesurée » envers le Liban. « Nous serons à l'affût de toute ingérence dans les affaires libanaises ».

- Le 30 octobre, Mikati s'est prononcé pour « l'application de la résolution 1701 dans toutes ses clauses ». Celle-ci suppose l'application préalable de la résolution 1559 qui prévoit le désarmement des milices. Or, le chef démissionnaire du gouvernement parle de garantir « l'absence des armes au sud du Litani » et non sur l'ensemble du territoire, une démarche à laquelle les ministres du Hezbollah auraient « convenu », d'après lui.

- « La persistance de l'ennemi israélien dans son agression contre le Liban et dans les crimes et destructions qu'il commet est permise par une communauté internationale silencieuse, alors que ces pays défenseurs des droits de l'Homme devraient exercer une pression maximale sur Israël pour que son agression cesse », a fustigé Najib Mikati, le 3 novembre, auprès des ambassadeurs de Chine, des États-Unis, de la Russie, de la France et du Royaume-Uni

2384 Amos Hochstein au Liban

Les négociations conduites au Liban par Amos Hochstein, au nom du président Biden, n'aboutiront pas. Il n'y aura, pas de cessez-le-feu, et encore moins de paix. Le but de Netanyahu n'est pas, contrairement à son discours, de permettre à ses concitoyens de pouvoir revenir à la frontière libanaise, mais d'annexer progressivement le Liban.

☞ Amos Hochstein est né à Jérusalem de parents états-uno-israéliens. Il a servi dans les FDI. Il se décrit comme un juif orthodoxe moderne ; un courant théologique dont les sionistes religieux, y compris les kahanistes (Itamar Ben-Gvir et Bezalel Smotrich), se réclament. Spécialiste des questions pétrolières,

il fut conseiller spécial du président Barack Obama. À ce titre, il organisa la résistance états-unienne aux gazoducs Nord Stream et devint administrateur de l'Ukrainien Naftogaz. Il ne s'intéressa au Liban qu'en 2022, lorsqu'il conclut le traité sur les frontières maritimes israélo-libanaises. Il convainquit le Liban de signer un accord qui paraissait équitable en matière de répartition des réserves d'hydrocarbures offshore. Cependant, quelques mois plus tard, il s'avéra que les données à partir desquelles les Libanais raisonnaient étaient fausses. C'est Amos Hochstein qui les leur avait données.

2385 Israël poursuit l'action de Daesh à Damas

Les FDI ont attaqué la mosquée Sayyida Zeinab à Damas, abritant le tombeau de Zeinab, petite-fille du prophète Mahomet, fille d'Ali et de Fatima. Il s'agit d'un sanctuaire chiite qui avait été attaqué par Daesh en 2016. Selon Israël, ce serait un « repaire du Hezbollah libanais ».

2386 La Jordanie inquiète d'une extension du conflit sur son sol

La Jordanie multiplie les approches diplomatiques de la situation au Liban ; Amman est très inquiet d'un éventuel débordement des hostilités, depuis Gaza et le Liban, sur son territoire.

Selon le général [Qased Ahmad](#), ancien commandant adjoint de l'armée jordanienne, l'interdiction de l'UNRWA et l'envoi d'une division militaire aux frontières avec la Jordanie laissent entrevoir le vrai plan d'Israël en Cisjordanie : expulser les Palestiniens comme ils le font déjà à Gaza. Israël ne devrait pas tarder à dénoncer le traité qu'il a signé avec la Jordanie à la suite des accords d'Oslo (Wadi Araba, 1994).

2387 L'Iran préparerait une attaque d'Israël depuis l'Iraq

Selon Axios, les services de renseignement israéliens suggèrent que l'Iran se prépare à attaquer Israël depuis le territoire iraquien dans

les jours à venir, selon deux sources israéliennes. Ils utiliseraient un grand nombre de drones et de missiles balistiques.

L'ayatollah Ali Sistani, la plus haute autorité chiite iraquienne, a fait une longue déclaration au représentant des Nations unies. Mais ses propos vagues n'ont pas clarifié la situation. Il semble que les chiites irakiens, aussi, soient circonspects sur les véritables intentions de Téhéran.

Antony Blinken, secrétaire d'État du président Biden, a téléphoné à Mohammed Shia al-Sudani, Premier ministre iraquien. Washington s'inquiète que, ne pouvant agir depuis l'Iran, les khomeynistes ne mènent une action depuis l'Iraq.

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

2388 Baisse des revenus pétroliers saoudiens

La compagnie nationale des pétroles saoudiens, Aramco, a annoncé une baisse de son bénéfice net de 27,56 milliards de dollars cette année, après une de 32,58 milliards de dollars en 2023. Elle serait « principalement due à l'impact de la baisse des prix du brut et à l'affaiblissement des marges de raffinage. »

☞ Depuis plusieurs années, les géologues assurent que l'Arabie saoudite a franchi son cap de production et que ses puits ont amorcé une lente décroissance.

2389 Négociations saoudo-états-uniennes

Les négociations entre Riyad et Washington mettent désormais à part la normalisation des relations diplomatiques avec Israël, l'Arabie saoudite exigeant la reconnaissance d'un État palestinien, conformément aux accords d'Oslo.

Les pourparlers s'orientent vers un accord de type C-SIPA (Comprehensive Security Integration and Prosperity Agreement), comme celui signé entre autres avec Bahreïn en septembre 2023. Washington pourrait reconnaître Riyad comme un allié majeur non membre de l'OTAN, comme il fait avec le Qatar depuis 2022. Cela permettrait de faciliter les ventes d'armes sophistiquées au royaume, après avoir levé l'interdiction qui portait depuis 2021 sur les contrats d'armement offensif.

2390 Le Qatar remet en question l'existence de son parlement consultatif

Le Qatar, qui avait annoncé en 2003 créer un parlement consultatif, mais ne l'a effectivement élu qu'en 2021, s'est prononcé par référendum à 90,60 % contre cette expérience. L'émir, Mohammed ben Abderrahmane Al-Thani, avait fait valoir que les élections de ce parlement consultatif divisaient le pays et que son rôle restait le même qu'il soit élu ou nommé.

2391 Ansar Allah ne croit plus en l'Iran

- Selon Arabi21, Adel Shuga, professeur de sciences politiques à l'Université de Sana'a, a fait remarquer que 100 avions israéliens n'ont tué que deux Iraniens, tandis que 300 missiles et drones iraniens n'ont tué qu'un seul Israélien. Tandis qu'à Gaza et au Sud-Liban, ils tuent des dizaines de milliers de personnes, en plus des premiers et des deuxièmes chefs de commandement du Hezbollah et du Hamas. Selon lui, il y a à l'évidence un accord entre Téhéran et Tel-Aviv. Selon lui, les deux États seraient convenus d'éliminer également les dirigeants d'Ansar Allah.

Aussi, des mesures de sécurité ont été prises pour prévenir une tentative de bombardement ciblé contre [Abdel Malek al-Houthi](#), le chef charismatique d'Ansar Allah.

- Selon *Al-Arab*, les sunnites d'[Al-Qaïda](#) au Yémen s'unissent avec les chiïtes zaïdites d'Ansar Allah pour lutter contre les envahisseurs.

2392 L'Iran pourrait revoir sa doctrine nucléaire

Kamal Kharrazi, ancien ministre iranien des Affaires étrangères et actuel conseiller du guide suprême, a déclaré à Al-Mayadeen que l'Iran pourrait revoir sa doctrine nucléaire si la nation était confrontée à une menace existentielle.

2393 Le Pakistan et l'Iran dénoncent le rôle d'Israël dans le terrorisme baloutche

Abbas Araghchi, ministre iranien des Affaires étrangères, a été reçu à Islamabad par son homologue pakistanais, Ishaq Dar. Les deux États entendent résister au « terrorisme israélien », c'est-à-dire à la fois aux actions des FDI à Gaza et au Liban et surtout aux prétendus séparatistes du Baloutchistan.

2394 La Chine contre les fabricants d'armes US

La République populaire de Chine a décidé de contrer la guerre asymétrique des États-Unis contre elle. Elle vient ainsi de sanctionner diverses sociétés du complexe militaro-industriel états-unien, dont le fabricant de drones militaires Skydio qui fournit certains de ses produits à la région rebelle de Taïwan (dite « République de Chine »). Skydio ne parvient plus à se fournir en batteries à Dongguan ni dans les filiales japonaises de la société chinoise. Selon Skydio, Beijing tente « d'éliminer la première compagnie US de drones. »

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

2395 Washington et Tel-Aviv contre tous et contre Cuba

L'assemblée générale des Nations unies a condamné le blocus états-unien de Cuba, le 1^{er} novembre, comme elle le fait chaque année. 187 États ont voté pour la levée du blocus, l'Ukraine s'est abstenue, Israël et les États-Unis ont voté contre.

2396 Communiqué des quinze agences humanitaires de l'ONU

Les quinze plus hauts responsables des agences humanitaires de l'ONU ont signé un [communiqué](#) commun, le 1^{er} novembre. « Les attaques contre la population palestinienne de Gaza et contre celles et ceux qui tentent de les aider doivent cesser : la situation dans le nord de Gaza est apocalyptique. La zone est assiégée depuis près d'un mois. Tandis que les bombardements et autres attaques se poursuivent, la population est privée de l'aide la plus élémentaire et d'un approvisionnement vital. Rien que ces derniers jours, des centaines de Palestiniennes et de Palestiniens ont été tués, pour la plupart des femmes et des enfants, et des milliers ont été une fois de plus déplacés de force. [...] L'ensemble de la population palestinienne du nord de Gaza est en danger imminent de mort du fait des maladies, de la famine et de la violence. [...] Les personnes blessées et malades doivent recevoir les soins dont elles ont besoin. Le personnel médical et les hôpitaux doivent être épargnés. Les hôpitaux ne doivent pas se transformer en champs de bataille. [...] Israël doit se conformer aux ordonnances provisoires et décisions de la Cour internationale de Justice. [...] Toute la région est au bord du précipice. »

2397 Campagne de cybersécurité des « Cinq yeux »

Les « [Cinq yeux](#) », c'est-à-dire l'alliance des services de renseignement australiens, britanniques, canadiens, états-uniens et néo-zélandais, ont lancé, le 28 octobre, une campagne d'alerte des grandes entreprises de leurs pays aux attaques informatiques.

Cette opération fait suite au premier sommet de cette organisation, fondée en 1942 lors de la Conférence de l'Atlantique, qui s'est tenue, le 16 octobre 2023, à Paolo Alto (Californie).

Aucune communication n'a été faite sur le second sommet des « Cinq yeux ».

2398 La Russie favorable à l'élargissement des BRICS

[Sergey Lavrov](#), ministre russe des Affaires étrangères, a accordé un entretien à TV-BRICS, le 2 novembre. Il y explique que les BRICS poursuivront leur ouverture, en 2025 : il sera possible d'être déclaré « partenaire » et de participer à toutes réunions, aussi bien au niveau des ministres que des chefs d'État et de gouvernement. Une dizaine de pays devraient rapidement obtenir ce statut.

2399 Des ONG dénoncent la corruption de la COP19

Transparency International et Anti-corruption data ont publié un [rapport](#) intitulé *COP Co-opted ? How corruption and undue influence threaten multilateral climate action* (La COP cooptée ? Comment la corruption et l'influence induue menacent l'action climatique multilatérale). Selon ces ONG, liées au Parti démocrate états-uniens, « en organisant la COP19, l'Azerbaïdjan, avec son gouvernement autocratique, son important secteur des combustibles fossiles et ses niveaux élevés de corruption dans le secteur public, illustre clairement plusieurs risques pour l'intégrité des conférences des Nations unies sur le climat ».

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#).

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.

42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros.

Vente au numéro : 15 euros.

Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°108 - 15 novembre 2024

ÉDITORIAL

2400 Les trois objectifs de l'administration Trump

Le président réélu Donald Trump n'est plus l'homme inexpérimenté de son premier mandat. Il a éprouvé la manière dont fonctionne les États-Unis et s'est constitué une équipe de fidèles. Il n'entend nommer dans son administration que des loyalistes MAGA (*Make America great again* !) c'est-à-dire les personnalités qui ont soutenu sa contestation du scrutin de 2020.

Son cabinet à la Maison-Blanche sera organisé avec les mêmes personnes qui formaient son cabinet de campagne électorale.

- 1) Son gouvernement devrait d'abord être chargé d'expulser de l'administration les généraux ayant participé au « gouvernement de continuité » (créé par décret présidentiel), c'est-à-dire à l'État profond (*Deep State*), et de purger les services de Sécurité nationale des individus impliqués dans la déclaration mensongère selon laquelle l'affaire de l'ordinateur de Hunter Biden ne serait qu'une désinformation russe.
- 2) Son second objectif, dans la tradition d'Andrew Jackson, sera de diminuer le plus possible l'État fédéral au profit des États fédérés. C'est la revanche des sudistes sur les nordistes ou plutôt de Thomas Jefferson sur Alexander Hamilton.
- 3) Son troisième objectif devrait être de mener une guerre économique contre la Chine tout en mettant fin aux conflits en Ukraine et peut-être au Moyen-Orient. Ce deuxième point sera particulièrement difficile vu le nombre de chrétiens sionistes qui l'entourent.

AMÉRIQUES

2401 Donald Trump commence à former son administration

Donald Trump a déjà annoncé les nominations suivantes :

- sa cheffe de cabinet à la Maison-Blanche, **Susie Wiles**. Ancienne collaboratrice du président Ronald Reagan, elle fut la responsable de l'équipe de campagne de Donald Trump. Elle est réputée pour son calme et son sang-froid.

- un de ses chefs adjoints de cabinet, **Stephen Miller**. Membre de l'équipe de campagne de Donald Trump. Il a pensé la nouvelle politique migratoire et a déclaré lors de son discours au meeting du Madison Square Garden qu'il défendait « le droit à vivre dans un pays où les gangs criminels ne peuvent pas passer la frontière et violer et assassiner avec impunité. Les cartels dehors, les migrants criminels dehors, les gangs dehors, l'Amérique est pour les Américains ! »

- un autre de ses chefs adjoints de cabinet, **Dan Scavino**. C'est un employé de l'empire des affaires Trump. Il a dirigé ses réseaux sociaux lors de son premier mandat. Il a une pratique des messages ciblés sur Internet tels ceux mis en œuvre par Cambridge Analytica de Steve Bannon.

- deux autres chefs de cabinets adjoints, **Taylor Budowich** et **James Blair**. Le cabinet de la Maison-Blanche correspondra ainsi au cabinet de campagne du candidat Trump. Budowich était un collaborateur du fils du président, Donald Trump Jr.

- son conseiller à la Sécurité nationale, **Michael Waltz**. Cet ancien « béret vert » et colonel de la garde nationale a été représentant du Texas au Congrès. Il a siégé dans la commission spéciale sur la Chine et celle des Forces armées. Il pourrait retirer leur habilitation secret-défense aux 51 responsables du Renseignement qui ont signé la déclaration (rédigée par Antony Blinken) alléguant que le portable de Hunter Biden n'existait pas et n'était qu'une désinformation russe.

- son directeur de la CIA, **John Ratcliffe**. Cet ancien représentant républicain du Texas avait été directeur national du Renseignement lors du premier mandat.

- sa directrice nationale du Renseignement, **Tulsi Gabbard**. Cette ancienne représentante démocrate de Hawaï a soutenu la candidature présidentielle du sénateur marxiste Bernie Sanders. Elle a rencontré le président syrien Bachar el-Assad et mis en doute les accusations

portées contre lui. C'est une personnalité très intelligente capable de reconnaître ses erreurs de jugement, ainsi elle est persuadée que les démocrates ont trahi le peuple états-unien et que seul Donald Trump est capable de sauver son pays. Sa nomination est très contestée, bien que confirmée, elle pourrait être remise en cause par le Sénat.

- son secrétaire à la Défense, **Pete Hegseth**. C'est un officier d'infanterie, ayant un parcours universitaire impressionnant, devenu animateur de Fox News. Il pense de manière très primaire en « bons » et en « méchants ». Il a participé à un meeting d'Arutz Sheva (7^e chaîne israélienne) et s'est prononcé pour la reconstruction du Temple de Salomon. Dans un podcast, il a appelé au limogeage du général Charles Q. Brown, président du comité des chef d'état-major. Il pourrait créer un conseil chargé d'évaluer tous les généraux des armées afin de révoquer ceux qui sont à ses yeux incompetents. Il s'agit pour Donald Trump de « faire le ménage » en « virant » tous les généraux liés au gouvernement de transition, selon lui responsable des attaques du 11 septembre 2001, et qui ont mis en œuvre la doctrine Rumsfeld/Cebrowski, puis ceux qui ont soutenu l'entrée de l'idéologie woke dans les armées.

- son secrétaire d'État, **Marco Rubio**. Fils d'immigrés cubains ayant quitté l'île pour fuir la dictature de Fulgencio Batista, il s'est forgé une image de contre-révolutionnaire pour se rapprocher de la forte minorité d'immigrés cubains ayant fui à Miami la révolution de Fidel Castro. Il n'a cessé de soutenir les mesures coercitives unilatérales contre Cuba. Sur la question libyenne, il a soutenu l'opération militaire de 2011 avant de se raviser en constatant ce qu'était ce pays sans Mouammar Kadhafi. Il s'est longtemps opposé à Donald Trump avant de se rallier à lui durant la dernière campagne électorale.

- sa secrétaire à la sécurité de la Patrie, **Kristi Noem**. Cette ancienne gouverneure du Dakota du Sud avait été envisagée comme colistière de Donald Trump, mais elle avait été écartée après la polémique sur son livre *No Going Back : The*

Truth on What's Wrong with Politics and How We Move America Forward (Pas de retour en arrière : la vérité sur ce qui ne va pas en politique et comment nous faisons avancer l'Amérique). Elle y défendait des décisions difficiles, mais selon elle nécessaires, comme l'abatage d'animaux dans une ferme. Selon elle, l'opposition à la Russie n'a fait qu'accroître la menace posée par la Chine.

- ses deux responsables du département de l'Efficacité gouvernementale, **Elon Musk** et **Vivek Ramaswamy**. Ils ne devraient garder que 99 agences gouvernementales sur les 428 actuelles. Leur idée, plus que de privatiser des domaines d'intervention (libertarisme) est de supprimer certaines prérogatives indues du pouvoir fédéral et de les renvoyer aux États fédérés (jacksonisme).
- son procureur général, **Matt Gaetz**. Cet avocat, représentant de Floride, a mené l'opération de destitution du président de la Chambre, le républicain Kevin McCarthy, qui avait conclu une alliance avec les démocrates en abandonnant certains amendements budgétaires de son parti.
- sa représentante permanente à l'ONU, **Elise Stefanik**. Ancienne représentante républicaine de New York (depuis 2014). Elle soutient l'*Equality Act* interdisant les discriminations contre les personnes LGBT. Elle critique également le retrait par Donald Trump de l'accord de Paris sur le climat. Elle se rapproche toutefois de la tendance pro-Trump du parti. Elle considère notamment que l'élection présidentielle de 2020 n'est pas sincère. Elle est proche de l'Institute for the study of global antisemitism and policy (ISGASP) du « sioniste révisionniste » Nathan Sharansky (cf. VAI 1608) et a conduit les auditions du Congrès contre les manifestations propalestiniennes sur les campus. À propos de l'ONU, elle a déclaré en octobre : « Les contribuables n'ont aucun intérêt à continuer de financer une organisation que Joe Biden et Kamala Harris ont permis de pourrir à coups d'antisémitisme. »

Analyse du Réseau Voltaire

« [La réélection de Trump redistribue les cartes](#) », par Thierry Meyssan

Nous traversons un des rares moments où les grandes puissances changent toutes en même temps de politique. Attention à ne pas se tromper : ceux qui ratent le train devront attendre le prochain.

La réélection de Donald Trump, malgré la campagne de la quasi-totalité des intellectuels occidentaux contre lui, redistribue les cartes.

- son « tsar » des frontières, **Tom Homan**. Cet ancien policier et directeur de l'Immigration and Customs Enforcement (ICE) est le maître d'œuvre de la théorie de Stephen Miller sur la séparation des familles immigrées comme mesure dissuasive. Cette pratique, qui s'est avérée efficace, est considérée par la Cour européenne des Droits de l'homme comme violant la vie privée des immigrés. Il devrait aussi mettre fin aux autorisations systématiques de résidence accordées aux migrants en provenance de Cuba, du Nicaragua, du Honduras et du Venezuela. Enfin, il devrait terminer la construction du mur frontalier avec le Mexique.
- son « tsar » de la santé, **Robert Kennedy Jr.** Il devrait restreindre les agissements de l'industrie pharmaceutique.
- son ambassadeur en Israël, **Mike Huckabee**. Cet ancien gouverneur de l'Arkansas, et ancien pasteur baptiste, est surtout connu pour son action lors de l'ouragan Katrina et ses positions bibliques. À propos de la colonisation des territoires palestiniens, il avait déclaré en 2017 : « La Cisjordanie occupée, ça n'existe pas. Il y a la Judée et la Samarie. Une colonie, ça n'existe pas. Il y a des communautés, des quartiers, des villes. L'occupation, ça n'existe pas. »
- son envoyé spécial au Moyen-Orient, **Steven Witkoff**. Cet ancien avocat spécialisé dans l'immobilier et ami personnel de Donald Trump

n'a aucune expérience diplomatique. C'est un juif qui, à ce titre, revendique être un soutien d'Israël. À la différence de Mike Huckabee, il ne semble pas lié ni aux « sionistes révisionnistes », ni kahanistes. Il a reçu instruction de conclure rapidement la paix.

2402 Assemblée générale des Fédérations juives d'Amérique du Nord à Washington

Les Fédérations juives d'Amérique du Nord, représentant plus de 350 associations juives, ont commencé leur assemblée générale annuelle à Washington, D.C., le 10 novembre, avec un rassemblement au Nationals Park.

Ritchie Torres, représentant démocrate de New York, a déclaré lors de son discours : « Nous vivons dans un monde renversé, où le bien est qualifié de mal, le terrorisme de résistance, et où le droit israélien de se défendre est considéré comme un crime. Ceux qui exercent une charge publique doivent avoir le courage de faire briller une lumière de vérité dans un monde rempli d'obscurité et de haine. Je suis pro-israélien, non pas malgré mes valeurs progressistes, mais à cause de celles-ci. À l'ère de l'antisémitisme croissant, ne vivez pas dans la peur, mais dans la liberté. Soyez fiers d'être juifs. »

Mike Herzog, ambassadeur d'Israël à Washington, a déclaré : « L'année dernière, des centaines de milliers d'entre nous se sont réunis pour défendre l'État hébreu. Nous avons appelé à sa défense, au retour des otages et à la lutte contre l'antisémitisme, à l'annonce de l'unité. Aujourd'hui, nous sommes ici pour renouveler ce vœu avec force et détermination. J'aimerais remercier le Congrès sortant pour son soutien à l'État hébreu l'année dernière. Nous nous réjouissons à la perspective de renforcer notre relation avec les États-Unis dans les années à venir. »

2403 Selon Bishara Bahbah, Donald Trump veut la paix au Moyen-Orient

Le fondateur et président national des « Arabes-Américains pour Trump », Bishara Bahbah, a déclaré, dans une interview le 10 novembre à la

12^e chaîne de télévision israélienne, que le président élu, Donald Trump, a promis « à 100 % » de rechercher une solution à deux États au conflit israélo-palestinien.

Le Palestino-États-unien Bishara Bahbah, qui s'était opposé au président Trump lors de son décret interdisant l'immigration depuis certains États arabes, est convaincu qu'il a changé et ne répétera pas les mêmes erreurs.

Il a déclaré : « Assez, c'est assez. Il est temps pour la paix. Nous avons soutenu le président Trump parce que nous voulions la fin des guerres. Nous voulions qu'il soit mis fin à l'effusion de sang des deux côtés. Nous voulons tous vivre en paix. Tel est le message que j'apporte en tant qu'Américain palestinien à l'opinion publique israélienne. Nous croyons en la paix. S'il vous plaît, rejoignez-nous pour instaurer la paix au Moyen-Orient sur la base de la reconnaissance des besoins de chaque partie : votre besoin d'un État et de sa sécurité, et la nécessité pour les Palestiniens de leur propre État vivant en paix aux côtés d'Israël. »

2404 Richard Haass plaide pour une paix avec la Russie en Ukraine

[Richard Haas](#), ancien président du Council on Foreign Relations, a publié, le 4 novembre, dans la revue du CFR, *Foreign Affairs*, un article *The Perfect Has Become the Enemy of the Good in Ukraine. Why Washington Must Redefine Its Objectives* (Le parfait est devenu l'ennemi du bien en Ukraine. Pourquoi Washington doit redéfinir ses objectifs). Il y prend acte de l'échec des sanctions et des pertes considérables pour l'Ukraine. Il se prononce pour une adhésion définitive de l'Ukraine à l'OTAN, assortie de l'engagement de ne pas stationner d'armes états-uniennes dans le pays.

EUROPE

2405 Keir Starmer pourrait se rapprocher de Donald Trump

L'Irlandais Morgan McSweeney, chef de cabinet du Premier ministre britannique, Keir Starmer,

pousse le Royaume-Uni à se rapprocher de l'administration Trump. Selon lui, ce dernier a compris ce qui ne fonctionne plus dans les sociétés occidentales. Il s'oppose en cela à son secrétaire aux Affaires étrangères, David Lamy, pour qui Trump n'est « qu'un sociopathe et un sympathisant néo-nazi ».

Keir Starmer, aujourd'hui en difficulté, pourrait créer une nouvelle idéologie faisant le pendant au trumpisme, sur le modèle du thatchérisme et du reaganisme.

2406 La France contre la colonisation des territoires palestiniens

Jean-Noël Barrot, ministre français des Affaires étrangères, a déclaré au Forum de la paix, le 11 novembre : « Nous avons joué un rôle déterminant dans la mise en place du régime de sanctions [de l'UE] qui a déjà été activé à deux reprises, et qui pourrait être activé une troisième fois bientôt. Nous pensons que les colons violents et leurs activités intensives de colonisation sont illégaux, qu'il doivent s'arrêter dans l'intérêt d'Israël et de sa sécurité. »

2407 Israël attaque une possession française à Jérusalem

Le 8 novembre, la police israélienne est entrée à Eléona (l'olivieraie), une propriété française à Jérusalem, prétendument pour assurer la sécurité de la visite du ministre français des Affaires étrangères. Elle y a arrêté deux gendarmes français qui refusaient de lui obéir. L'incident, « inacceptable », a convaincu Jean-Noël Barrot, de ne pas entrer sur le site. Les deux gendarmes ont été ultérieurement libérés et le Quai d'Orsay n'a pas convoqué l'ambassadeur d'Israël à Paris.

☞ La France possède à Jérusalem, outre Eléona (le lieu où Jésus enseigna le *Notre Père*), le Tombeau des Rois (autrefois considéré à tort comme le tombeau des rois de Judée), le domaine de Saint-Anne (construit par les croisés au XIIe siècle sur le site présumé de la maison des parents de la Vierge) et le monastère bénédictin d'Abou Gosh (ancienne

commanderie bâtie au XIIe siècle par l'Ordre des Hospitaliers pour les pèlerins). Ces quatre biens sont placés sous l'autorité de la délégation diplomatique française et jouissent donc du privilège d'extra-territorialité au titre de la Convention de Vienne sur les statuts diplomatiques. Certains experts estiment qu'ils sont un territoire français de plein droit, l'annexion de Jérusalem par Israël étant nulle en droit international.

☞ En 1996, un incident identique opposa les forces israéliennes au président Jacques Chirac, au domaine Sainte Anne. Il semble que ces violations du droit international soient volontairement réalisées par Israël dans le but de contraindre la France à accepter l'annexion de Jérusalem et à ne protester qu'au titre de la Convention de Vienne.

2408 L'Allemagne contre la colonisation des territoires palestiniens

Steffen Seibert, ambassadeur d'Allemagne en Israël, a déclaré que l'appel lancé par le ministre des Finances israélien, Bezalel Smotrich, pour « appliquer la souveraineté » sur la Cisjordanie est « un appel ouvert à l'annexion » et que « toute préparation à la mise en œuvre de cet objectif est en totale violation du droit international. »

2409 Le Triangle de Weimar et la Géorgie

Emmanuel Macron, président français, Olaf Scholz, chancelier allemand, et Donald Tusk, Premier ministre polonais, « préoccupés par les nombreuses irrégularités et l'intimidation des électeurs dont il y est fait état » ont appelé, le 7 novembre, les autorités géorgiennes « à mener rapidement des enquêtes transparentes pour instruire toutes les plaintes » liées aux élections législatives du 26 octobre et « à faire la lumière sur les irrégularités rapportées ».

« Nous examinerons avec soin le rapport final de la mission internationale d'observation, qui doit être rendu dans les délais attendus. Si la Géorgie ne change pas de cap en faisant preuve d'efforts concrets en matière de réforme, notamment en

abrogeant sa législation récente qui est contraire aux valeurs et aux principes européens, nous ne serons pas en mesure de soutenir l'ouverture de négociations d'adhésion à l'Union européenne avec ce pays », ont affirmé les trois dirigeants du Triangle de Weimar dans une [déclaration commune](#).

2410 Polémique en Pologne sur l'avenir de la guerre en Ukraine

Un journaliste de *Newsweek*, [Gregory Rzeczkowski](#), a publié *Szpiedzy Putina. Jak ludzie Kremla opanowują Polskę* (Les espions de Poutine : comment les gens du Kremlin prennent le contrôle de la Pologne).

Selon lui, la Pologne souhaitait, au début de la guerre en Ukraine, voir la Russie gagner.

👉 Le 30 mars 2022, le Premier ministre de l'époque, Mateusz Morawiecki (PiS), s'était vanté, lors d'une conférence de presse aux côtés de Sundar Pichai (Alphabet/Google), que la Pologne avait lancé certaines idées : « Ce que l'on appelait russophobie est aujourd'hui courant, c'est accepté comme une réalité », avait-il déclaré.

Le président polonais, Andrzej Duda (PiS), a publié, le 11 novembre, une [fiche](#) présentant l'aide polonaise à l'Ukraine. Elle débute par sa célèbre citation : « Au début de la guerre, alors qu'il était vraiment très difficile d'obtenir de l'aide pour l'Ukraine, quand tout le monde avait peur et était réticent, les Allemands ont donné des casques, nous, nous avons donné des chars. » Puis, il se félicite que la Pologne a été le pays qui a le plus donné en termes de PIB (4,91 %).

2411 Huit États-membres de l'UE favorables à de nouvelles « sanctions » contre la Russie

Huit ministres européens des Affaires étrangères, de l'Économie ou du Commerce (d'Estonie, du Danemark, de Pologne, de Finlande, d'Irlande, de Lettonie, de Lituanie et de Suède) ont appelé la Commission européenne, dans une lettre datée du 8 novembre, à « présenter une

proposition globale visant à augmenter encore les droits de douane pour la plus large gamme possible d'importations de produits russes et biélorusses dans l'UE ».

2412 L'UE poursuit la formation des militaires ukrainiens

Le Conseil européen du 8 novembre a décidé de prolonger le mandat de la mission d'assistance militaire de l'Union européenne à l'Ukraine (EUMAM Ukraine) pour deux années supplémentaires. Il s'agit de former 75 000 militaires ukrainiens sur le sol de l'UE.

2413 L'Acte pour la liberté des médias entre en vigueur dans l'UE

Le 8 novembre, l'Acte pour la liberté des médias est entré en vigueur dans l'UE. Il pose le [droit des citoyens d'avoir accès à une pluralité de sources journalistiques fiables](#). Ce texte envisage l'ensemble des médias quels que soient leurs supports (presse écrite, audiovisuelle ou numérique) et engage les États à harmoniser leurs réglementations. Cependant, il ne précise pas ce qu'elles doivent être.

2414 La Russie prévient Israël de ne pas bombarder ses bases en Syrie

La Russie a mis en garde Israël contre tout bombardement à proximité de ses installations en Syrie.

Selon le *Wall Street Journal*, le Kremlin étudie un plan d'absorption de Gazprom Neft, filiale du géant du gaz Gazprom, et de l'indépendant Lukoil par Rosneft Oil. La nouvelle société serait la seconde transnationale des hydrocarbures mondiale après la saoudienne Aramco.

ASIE

2415 Yaïr Netanyahu accuse le Shin Bet de comploter contre son père

Yaïr Netanyahu, fils du Premier ministre, a accusé, sur X, le Shin Bet d'orchestrer les

enquêtes sur le bureau de son père. Elles portent sur des fuites de documents utilisées pour répandre la propagande de celui-ci et justifier de l'échec des négociations avec le Hamas, ainsi que sur les accusations selon lesquelles les procès-verbaux de réunions tenues au début de la guerre ont été falsifiés.

2416 Conflit entre le Premier ministre et la procureure générale

- Yossi Fuchs, directeur de cabinet du Premier ministre, a accusé les services de la procureure générale de se placer au-dessus du gouvernement et de conduire le pays à « l'anarchie la plus complète ».
- Benjamin Netanyahu a déclaré, lors du conseil des ministres du 4 novembre, que la juge Gali Baharav-Miara était « une procureure générale à charge ». Il a affirmé qu'en raison de ses orientations politiques, elle a donné son accord à la mise en œuvre de décisions « illégales » prises par le précédent gouvernement, à commencer par l'accord maritime conclu avec le Liban et par certaines nominations.
- Commentant les enquêtes sur ses collaborateurs (cf. VAI 2369), Benjamin Netanyahu a déclaré, le 10 novembre : « Mon bureau est soumis à une attaque sauvage et sans retenue. Il s'agit d'une chasse aux sorcières organisée, visant à nuire aux dirigeants du pays. Bien que je gère la guerre et repousse les attaques internationales sur divers fronts, nous sommes de plus en plus confrontés à un autre front : les fausses nouvelles des médias. »
- Benjamin Netanyahu a déclaré, lors d'une réunion du cabinet de sécurité le 11 novembre, évoquant le projet de la procureure générale d'appuyer la destitution du ministre de la Sécurité nationale Itamar Ben-Gvir, que c'est « le moyen le plus rapide de provoquer une crise constitutionnelle que cette façon d'essayer de licencier un ministre sans inculpation. »
- David Amsalem, ministre chargé des Relations avec la Knesset, a déclaré, le 11 novembre, que

la procureure générale, avait ouvert la saison de la chasse au Premier ministre. « Si quelqu'un lui fait quelque chose ou lui fait du mal, elle a un rôle dans l'affaire. »

2416 Bezalel Smotrich, la colonisation et Donald Trump

Bezalel Smotrich, ministre israélien des Finances, a déclaré, lors d'une réunion du parti sionisme religieux le 11 novembre, qu'au cours du précédent mandat du président réélu Donald Trump, « nous étions juste à un pas de l'application de la souveraineté israélienne sur les colonies de Judée et de Samarie (la Cisjordanie), et maintenant le moment est venu de l'établir. »

2417 Le Conseil national de sécurité interdit aux Israéliens de participer à des évènements à l'étranger

Après les échauffourées d'Amsterdam, le Conseil national de sécurité israélien a publié, le 10 novembre, une déclaration appelant le public à éviter d'assister à des manifestations sportives et culturelles à l'étranger impliquant des équipes israéliennes.

Un match de football France-Israël et un meeting avec Bezalel Smotrich sont annoncés à Paris.

☞ Il semble que, contrairement aux affirmations de la presse dominante, l'opération anti-israélienne d'Amsterdam ait été anticipée par les services de Renseignement néerlandais et israéliens. Elle devrait donc avoir des suites.

2418 Le nouvel ambassadeur d'Israël à Washington pour le Grand Israël

Benjamin Netanyahu a désigné Yechiel Leiter, son ancien chef de cabinet, comme ambassadeur à Washington. Il est membre de l'aile idéologique des colons (son fils Moshe, un commandant adjoint du bataillon de réserve des parachutistes, a été tué en service l'année dernière dans le nord de Gaza). Sa mission est de faire reconnaître par les États-Unis

l'annexion par Israël des colonies de Cisjordanie.

2419 Pas de report judiciaire pour Benjamin Netanyahu

Le ministère public s'oppose à la demande de Benjamin Netanyahu de report de deux mois et demi de son audition dans les affaires de corruption le concernant. Selon le Premier ministre, « une série d'évènements extraordinaires se sont produits qui ont rendu impossible la préparation du témoignage dans ces affaires dans le délai en cours. »

2420 Les pillages à Gaza ne sont pas le fait du Hamas

Selon *Haaretz*, les groupes qui pillent les convois humanitaire sont exclusivement des [gangs agissant sous le contrôle des FDI](#) et non pas des militants du Hamas. Ces groupes contrôlent aussi l'unique distributeur de billets de Gaza qui fonctionne encore. Ils prélèvent 30 % sur tous les retraits.

2421 Le projet Hochstein d'accord pour le Liban

Selon *L'Orient-Le Jour*, le président Biden aurait donné instruction à son émissaire au Liban, l'israélo-états-unien Amos Hochstein, de conclure un [accord](#) sur la base des points suivants :

- Cessation de toutes les opérations militaires entre Israël et les Libanais ;
- Déploiement de l'armée libanaise dans le sud du pays ;
- Retrait de l'armée israélienne des zones où elle a récemment pénétré ;
- Retrait du Hezbollah et de ses armes du sud du fleuve Litani ;
- Renforcement du rôle des forces de la Force intérimaire des Nations unies (FINUL) ;
- Les États-Unis seront la partie garante du cessez-le-feu ainsi que de l'application de la résolution 1701 et du respect de ses dispositions par les deux parties ;

- Élaboration d'un programme clair pour le retour des populations, avec la tenue d'une conférence pour fournir des aides et un soutien à la reconstruction ;
- Réactivation des négociations en vue de finaliser le tracé de la frontière terrestre en réglant les six points de contentieux restants ;
- Lancement des négociations pour une solution aux questions épineuses des fermes de Chebaa, du village de Ghajar et des collines de Kfarchouba ;
- Renforcement des discussions politiques sur la scène libanaise pour l'élection d'un président de la République dès l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Le pouvoir nouvellement constitué serait en charge des négociations sur tout ce dossier.

☞ Le même Amos Hochstein aurait déjà conclu un accord avec Israël selon lequel il dispose de la liberté d'opérer dans l'espace aérien libanais et du droit de frapper toute cible du Hezbollah.

2422 Benjamin Netanyahu revendique une opération terroriste

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a reconnu, lors du conseil des ministres du 10 novembre, avoir donné son aval à l'attaque aux bipeurs et aux talkies-walkies contre la sécurité des municipalités tenues par le Hezbollah (cf. VAI 1964), les 17 et 18 septembre, a annoncé à l'Agence France-Presse (AFP), son porte-parole, Omer Dostri.

☞ Ces explosions, en pleine rue pour la plupart, ont fait 39 morts et près de 3 000 blessés. Elles constituent une violation de l'article 7 du « Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs » (dite Convention de Genève du 10 octobre 1989).

2423 Selon le Liban, Israël est en train de créer une zone tampon invivable

Abdallah Bou Habib, ministre démissionnaire libanais des Affaires étrangères, a précisé en marge du sommet arabe de Riyad, le 10 novembre, que l'objectif de l'État hébreu est de

« créer une zone tampon invivable » le long de la frontière-sud du Liban.

2424 Les FDI demandent aux Libanais d'évacuer toujours plus de villes

Avichay Adraee, porte-parole arabophone des FDI, a déclaré, le 11 novembre sur X, à l'attention des habitants de 21 villages du sud du Liban : « Pour votre sécurité, vous devez évacuer vos maisons immédiatement et vous déplacer au nord de la rivière Awali. Quiconque se trouve près du personnel du Hezbollah, de ses installations ou de ses armes met sa vie en danger. »

2425 Position de l'Arabie saoudite face à Israël

Mohammed ben Salman, prince héritier saoudien, a déclaré que la poursuite de l'agression israélienne contre le peuple palestinien entrave les efforts de paix. « Nous soulignons notre opposition au génocide qu'il commet à l'encontre du peuple palestinien et les actions militaires délibérées qui violent la souveraineté du Liban », a-t-il poursuivi.

Dans la lignée de la réconciliation saoudo-iranienne, il a ajouté : Israël doit « respecter la souveraineté territoriale de la République islamique d'Iran » et « s'abstenir d'attaquer son territoire ».

2426 Le Qatar doit chasser le Hamas

L'administration Biden-Harris a demandé au Qatar de ne plus héberger de dirigeants du Hamas au vu de l'échec répété des négociations.

2427 Nouvelle définition de l'espionnage en Türkiye

La Grande assemblée nationale turque examine une « proposition de loi portant modification de la loi sur le notariat et d'autres lois », le texte comporte un article qui élargit sensiblement la définition de l'espionnage. Il prévoit trois à sept ans de prison pour ceux qui « commettent un crime contre la sécurité de l'État ou ses intérêts

politiques intérieurs ou extérieurs conformément aux intérêts stratégiques ou aux instructions d'un État étranger ou d'une organisation étrangère ». Il suffira donc de dire ou d'écrire quelque chose correspondant aux intérêts d'un État étranger pour être condamné pour espionnage sans que le lien avec des services étrangers ait pu être prouvé.

Vidéos

- Deux interventions de Thierry Meyssan sur le *Courrier des stratèges*, le [8](#) et le [13 novembre](#).
- Thierry Meyssan sur [Où va le monde ?](#) (JSF-TV)

2428 Les aéroports et compagnies aériennes indiennes font l'objet de fausses alertes à la bombe

Les compagnies aériennes indiennes et les aéroports ont dû faire face à un nombre sans précédent de fausses alertes à la bombe en octobre (plus de 500), causant des retards et des détournements de vols affectés sur des centaines de liaisons nationales et internationales.

La police n'a pu déterminer ni les auteurs, ni les mobiles de ces fausses alertes.

Voltaire, actualité internationale est publié en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

2429 Le Myanmar reçoit le soutien de la Chine pour ses élections de 2025

Min Aung Hlaing, chef de l'armée birmane et de la junte au pouvoir, a réalisé son premier voyage officiel en Chine depuis le coup d'État de 2021. Li Qiang, Premier ministre chinois, a exprimé son soutien aux plans de réconciliation politique du Myanmar et aux élections de 2025. Les groupes sécessionnistes ne seront pas autorisés à y participer, en conséquence de quoi

les Occidentaux considèrent à l'avance ces élections comme factices.

2430 Conflit philippino-chinois

La Chine a dénoncé le projet de loi sur les zones maritimes des Philippines. Selon elle, « la Chine est souveraine sur les îles Nansha et leurs eaux adjacentes, ainsi que sur les îles Jongsha, y compris l'île de Huangyan et leurs eaux adjacentes. Elle exerce des droits souverains et une juridiction sur les eaux pertinentes. La souveraineté territoriale et les droits et intérêts maritimes susmentionnés de la Chine ont une base historique et juridique suffisante et sont conformes au droit international, y compris la Convention des Nations unies sur le droit de la mer. La portée territoriale des Philippines est déterminée par une série de traités internationaux et n'a jamais inclus l'île de Huangyan et les récifs des îles Nancha. Pendant longtemps, les Philippines ont illégalement occupé l'archipel des Nansha. Elles ont arbitrairement dépassé leur propre portée territoriale et ont établi le soi-disant « groupe de l'île de Kalayaan », enfreignant illégalement la souveraineté territoriale de la Chine. L'insistance des Philippines à promouvoir la législation de la « loi sur les zones maritimes des Philippines » a une fois de plus exposé le véritable but des Philippines de voler les gains obtenus illégalement sur la mer de Chine méridionale en manipulant la législation nationale, reflétant ses ambitions d'expansion en mer de Chine méridionale. »

En outre, toutes les voies de circulation désignées sont adjacentes à des bases militaires états-uniennes aux Philippines. Il ne peut être exclu que les Philippines s'entendent avec les États-Unis pour surveiller les navires de passage.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

2431 La FINUL, victime de l'agression israélienne, constate que les FDI veulent supprimer la « ligne bleue »

La FINUL a publié un [communiqué](#), le 8 novembre : « Hier, deux excavateurs des FDI et un bulldozer des FDI ont détruit une partie d'une clôture et d'une structure en béton dans une position de la FINUL à Ras Naqoura. En réponse à nos protestations urgentes, les FDI ont nié toute activité en cours à l'intérieur de la position de la FINUL.

La destruction délibérée et directe par les FDI de biens clairement identifiables de la FINUL constitue une violation flagrante du droit international et de la résolution 1701. Nous rappelons à nouveau aux FDI et à tous les acteurs leur obligation d'assurer la sûreté et la sécurité du personnel et des biens de l'ONU et de respecter l'inviolabilité des locaux de l'ONU à tout moment.

Depuis le 30 septembre, les FDI ont exigé à plusieurs reprises que les soldats de la paix quittent leurs positions près de la Ligne bleue « pour leur sécurité ». L'incident d'hier, comme sept autres incidents similaires, n'est pas une question de soldats de la paix pris entre des tirs croisés, mais d'actions délibérées et directes des FDI.

Nous notons également avec préoccupation la destruction et le retrait de deux des barils bleus qui marquent la ligne de retrait délimitée par l'ONU entre le Liban et l'État hébreu (la Ligne bleue). Les soldats de la paix ont observé directement les FDI enlever l'un d'entre eux.

Malgré les pressions inacceptables exercées sur la mission par divers moyens, les soldats de la paix continueront d'entreprendre les tâches de surveillance et d'établissement de rapports qui nous ont été confiées en vertu de la résolution 1701. »

2432 Sommet arabe et islamique de Riyad

Les chefs d'État et de gouvernement de la Ligue des États arabes et de l'Organisation de la coopération islamique ont tenu un sommet commun à Riyad, le 11 novembre, contre l'agression israélienne du peuple palestinien.

Les [deux organisations ont réaffirmé](#) « le caractère central de la cause palestinienne et le ferme appui au peuple palestinien pour réaliser ses droits nationaux légitimes et inaliénables, au premier rang desquels son droit à la liberté et à un État indépendant et souverain avec Al Qods-Est pour capitale, et le droit des réfugiés de retourner et/ou d'être indemnisés conformément aux résolutions pertinentes de la légitimité internationale, en particulier la résolution 194. »

2433 Sommet annuel de la Communauté politique européenne

La Communauté politique européenne (CPE) a tenu sa réunion annuelle à Budapest, le 7 novembre, en l'absence du chancelier allemand, Olaf Scholz, empêché pour des raisons de politique intérieure. Outre la séance plénière, les dirigeants européens ont participé à des tables rondes sur la migration, la sécurité économique et la connectivité.

La plupart des 42 dirigeants européens qui y participaient estiment que la réélection de Donald Trump doit pousser le Vieux Continent au dialogue avec Washington. Car « une guerre commerciale n'est bonne pour personne », a souligné le Premier ministre belge, Alexander De Croo.

Cette réunion n'a pas permis de dégager une position commune sur le conflit ukrainien. C'est pourtant la raison d'être de cette instance. « Il y a toujours des opinions divergentes sur le fait de continuer la guerre ou d'avoir un cessez-le-feu, mais une chose est évidente : ceux qui veulent la paix sont de plus en plus nombreux », a affirmé Viktor Orbán, Premier ministre hongrois. « Certains d'entre vous le [Orbán] serrent dans

leurs bras depuis 20 ans, et les choses ne font qu'empirer », a commenté le président illégitime d'Ukraine, Volodymyr Zelensky.

En marge de cette réunion, les chefs d'État ou de gouvernement de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, de la Pologne, de la Roumanie, du Royaume-Uni ainsi que les présidents du Conseil européen et de la Commission européenne ont [souligné](#), leur « détermination collective à soutenir la Moldavie dans la défense de sa souveraineté et de son intégrité territoriale. »

👉 La CPE réunit tous les dirigeants du continent européen à l'exception de la Russie et de la Biélorussie.

2434 La CPI ouvre une enquête sur son procureur

Paivi Kaukoranta, présidente de l'Assemblée des États Parties (AEP) de la Cour pénale internationale (CPI), a annoncé l'ouverture d'une enquête contre le procureur de la Cour, Karim Khan, accusé de comportements sexuels inappropriés avec ses collaboratrices.

👉 Karim Khan avait demandé un mandat d'arrêt contre le Premier ministre israélien et son ex-ministre de la Défense, Benjamin Netanyahu et le général Yoav Gallant. La semaine dernière, le représentant permanent d'Israël au Conseil de sécurité et ancien président de la milice des « sionistes révisionnistes » (Betar), Danny Danon, avait annoncé s'attendre à des pressions de Washington sur la CPI.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#).

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.

42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros.

Vente au numéro : 15 euros.

Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°109 - 22 novembre 2024

ÉDITORIAL

2435 Joe Biden et Keir Starmer autorisent l'OTAN à guider des missiles ATACMS et Storm Shadows d'Ukraine contre la Russie

- Selon le *New York Times* du 17 novembre, le président états-unien, Joe Biden, a finalement autorisé le [Pentagone](#) à fournir des données satellitaires à l'Ukraine pour qu'elle puisse utiliser des missiles ATACMS (Army TACTical Missile System) états-uniens contre les forces nord-coréennes à Koursk (Russie).

Le Royaume-Uni s'est immédiatement aligné sur les États-Unis pour l'usage de ses missiles Storm Shadow/SCALP. Mais, semble-t-il pas la France pour ses missiles SCALP.

☞ Les missiles ATACMS peuvent être tirés depuis des lanceurs mobiles HIMARS. Les derniers modèles ont une portée de 300 kilomètres et volent à une altitude de 50 000 mètres. Les dernières versions des missiles Storm Shadow/SCALP, quant à eux, ont une portée d'environ 400 kilomètres.

☞ Guider des missiles vers le territoire russe reconnu et non plus le territoire après adhésion à la Russie est un acte de guerre. Les États-Unis s'engagent donc dans un affrontement sans savoir comment la Russie y répondra. La doctrine militaire russe prévoit de répondre à ce type d'attaque, mais le président Vladimir Poutine avait évoqué un autre type de réplique, non nucléaire cette fois : soutenir des adversaires de l'agresseur sur d'autres théâtres d'opération. C'est ce qui a été fait, le 15 septembre, avec le bombardement d'un oléoduc par Ansar Allah en Israël en rétorsion à celui d'un gazoduc par l'Ukraine en Russie (cf. VAI 1927).

- L'Ukraine a tiré des missiles ATACMS sur le territoire russe, puis le lendemain des missiles Storm Shadow. En réplique, la Russie a promulgué sa nouvelle doctrine nucléaire (cf. VAI 2455) et tiré, pour la première fois sur un champ de bataille, un missile balistique RS-26 Rubezh capable de porter une charge nucléaire.

AMÉRIQUES

2436 Le Congrès est prêt à sanctionner la Cour pénale internationale

Le sénateur républicain John Thune (Dakota du Sud), futur chef de la majorité au Sénat, a déclaré : « Si la Cour pénale internationale et son procureur n'inversent pas leurs actions scandaleuses et illégales pour obtenir des mandats d'arrêt contre des fonctionnaires israéliens, le Sénat devrait immédiatement adopter une loi pour la sanctionner, comme l'a déjà fait la Chambre des représentants sur une base bipartite. »

2437 Le Sénat états-unien échoue à bloquer les ventes d'armes à Israël

Le sénateur démocrate Bernie Sanders (Vermont) a présenté trois propositions de loi pour bloquer des ventes d'obus de 120 mm, de mortier de 120 mm et de bombes guidées (JDAM). Il était soutenu par les associations juives J Street et Americans for Peace Now. Il n'a pas réussi à réunir de majorité, mais a tout de même obtenu le soutien de 19 de ses collègues démocrates.

Durant les débats, il a déclaré : « Le gouvernement des États-Unis doit obéir à la loi. Nous devons adopter ces résolutions d'un point de vue moral. Les États-Unis ne doivent pas fournir d'appui à un gouvernement qui a créé l'une des pires catastrophes humanitaires de l'histoire moderne. Nous devons adopter ces résolutions pour nos meilleurs intérêts de politique étrangère »

2438 Donald Trump poursuit la composition de son administration

Le président réélu, Donald Trump, poursuit la formation de son administration. Il a nommé

- secrétaire à l'Intérieur (conservation du patrimoine naturel), Doug Burgum. Ce gouverneur du Dakota du Nord est un défenseur de l'industrie pétrolière.

Analyse du Réseau Voltaire

« [Donald Trump, un Andrew Jackson 2.0 ?](#) », par Thierry Meyssan

Le président Donald Trump n'est pas un républicain, bien qu'il ait été soutenu par le parti républicain. Il se définit comme jacksonien et a multiplié les références à l'ancien président Andrew Jackson (1829-1837). Pour le comprendre et juger son action, il est nécessaire de connaître celle de son prédécesseur.

Dans l'histoire des États-Unis, le général Jackson a tenté de transformer son pays d'une monarchie sans noblesse en une véritable démocratie et de remplacer les guerres par le commerce.

- secrétaire à l'Énergie, Chris Wright. Il a été directeur d'une grande société de fracturation hydraulique, Liberty Energy.
- secrétaire à la Santé, Robert Kenedy Jr. Nous avions annoncé par erreur (cf. VAI 2401) sa nomination comme « tsar de la Santé ». Il dirigera en définitive tout ce département malgré l'opposition de l'industrie pharmaceutique.
- secrétaire aux Anciens combattants, Doug Collins. Ancien aumônier baptiste de la Navy, puis représentant de Géorgie.
- attachée de presse de la Maison-Blanche, Karoline Leavitt. Elle avait eu la même fonction dans l'équipe de campagne du candidat Trump.
- directeur de la communication de la Maison-Blanche, Steven Cheung. Il fut porte-parole des trois campagnes présidentielles de Donald Trump.
- superviseur du bureau personnel du président, Sergio Gor. C'est son ancien éditeur.
- ambassadeur à l'OTAN, Matthew Whitaker. Il fut procureur général par intérim.

- commissaire fédéral aux communications, Brendan Carr. Cet avocat avait déjà occupé ce poste lors du premier mandat. Il est connu pour ses positions favorables à la liberté d'expression et son refus de lutter contre les positions dominantes de grandes sociétés d'Internet.

2439 Les deux mobiles de la cure d'amaigrissement de l'administration US

Comme nous l'indiquions la semaine dernière (cf. VAI 2401), le secrétariat à l'Efficacité économique (DOGE) sera surtout en charge de fermer les agences fédérales qui se sont arrogées des pouvoirs dépendants des États fédérés (jacksonisme). Il économisera aussi en mettant fin à des dépenses idéologiques (par exemple les 100 milliards de dollars attribués aux énergies vertes) (libertarisme).

2440 Campagne contre la confirmation de Robert Kennedy Jr.

Robert Kennedy Jr, prochain secrétaire à la Santé, a annoncé son intention de réformer la Food and Drug Administration et les National Institutes of Health. Selon lui, les hauts fonctionnaires de ces agences sont trop liés aux intérêts industriels. En outre, il prévoit d'éliminer les aliments transformés dans les repas scolaires.

Le ministère US de la Santé emploie plus de 80 000 fonctionnaires dispose d'un budget de plus de 1 000 milliards de dollars.

Big Pharma et certains secteurs de l'industrie alimentaire ont commencé une campagne de diffamation contre M. Kennedy. Ils prétendent qu'il serait opposé par principe aux vaccins et considérerait qu'ils peuvent provoquer l'autisme. Or, il a fait vacciner ses enfants.

2441 Le Pentagone poursuit son observation des ovnis

Le Bureau de résolution des anomalies dans tous les domaines (secrétariat à la Défense) a publié un [rapport](#) selon lequel 700 rapports

d'observations d'ovnis ont été déposés entre mai 2023 et le 1er juin 2024.

EUROPE

2442 Gaza : le pape François dénonce la mondialisation de l'indifférence

Le pape François Ier a accordé une longue interview à Hernán Reyes Alcaide. Elle sera publiée sous forme de livre, en 2025 sous le titre *L'espoir ne déçoit jamais. Les pèlerins vers un monde meilleur*.

Dans un extrait, publié par la *Stampa*, il déclare : « Selon certains experts, ce qui se passe à Gaza présente les caractéristiques d'un génocide. Nous devrions étudier avec soin pour déterminer si cela s'inscrit dans la définition technique formulée par les juristes et les organismes internationaux. » Et plus loin : « Tout comme nous voyons qu'il y a une mondialisation de l'indifférence, nous devons réagir avec la mondialisation de la charité et de la coopération. »

2443 Le Sénat français révèle le déni de la réalité budgétaire par les gouvernements Borne et Attal

Sous la présidence de Claude Raynal (socialiste, écologiste et républicain), Jean-François Husson (les républicains) étant rapporteur, la mission d'information du Sénat sur les finances publiques a rendu un [rapport](#) cinglant sur la gestion de la France entre fin 2023 et début 2024. Après avoir notamment auditionné Bruno Le Maire (ministre des Finances), Thomas Cazenave (ministre des Comptes publics), ainsi que les Premiers ministres Elisabeth Borne et Gabriel Attal, elle établit que les gouvernements étaient conscients de la dérive du budget : le déficit public était annoncé fin 2023 à 4,9 % du PIB, alors qu'il était de 5,6 %. Selon le Sénat, les ministres cités ont opposé leur déni à la réalité.

Les personnalités citées ont répondu en dénonçant un rapport à charge quoiqu'ils en reconnaissent toutes les données factuelles.

2444 Procès des indépendantistes catalans contre NSO

Maître Andreu Van den Eynde, avocat et professeur d'université spécialisé dans la cybersécurité, a porté plainte, en 2022 avec le soutien de l'association Iridia, devant le tribunal de Barcelone contre le fabricant de logiciels espions israélien NSO. Il vient de demander l'extension du procès contre Omri Lavie et Shalev Hulio, fondateurs de la société NSO, ainsi que contre Yuval Somekh, un de leurs employés.

Les plaignants, se fondant sur un [rapport](#) de Citizen Lab (université de Toronto), estiment que l'avocat a été espionné par un logiciel de NSO afin d'intercepter ses conversations avec ses clients dans le cadre de la tentative de sécession de la Catalogne.

En 2020, le *Guardian* et *El País* avaient révélé que le Centro Nacional de Inteligencia (agence de renseignement espagnole) avait acquis les logiciels de NSO.

2445 Olaf Scholz rétablit le contact avec Vladimir Poutine

Lors d'une conférence de presse, le 24 octobre, le président Poutine avait déclaré : « Il existe toujours un pipeline fonctionnel dans la mer Baltique – il fait partie du gazoduc Nord Stream 2. Tout ce que les autorités allemandes doivent faire, c'est simplement appuyer sur un bouton pour reprendre les fournitures. Mais ils ne le font pas pour des raisons politiques. »

L'économie allemande poursuit sa récession, entamée après le sabotage non-revendiqué des gazoducs Nord Stream (28 septembre 2022). Les États-Unis vont changer de politique ukrainienne avec l'accès au pouvoir du jacksonien Donald Trump (21 janvier 2025).

Le 15 novembre, le chancelier allemand, Olaf Scholz, a téléphoné au président russe, Vladimir Poutine. Cet appel mettait fin à l'isolation de la Russie par l'UE, alors même qu'en juillet le chancelier avait fait le reproche au Premier

ministre hongrois, Viktor Orbán, de discuter avec la Russie.

Au cours de son entretien avec le chancelier, le président Poutine a réaffirmé que la Russie avait toujours honoré ses engagements, dans le cadre de divers traités et contrats dans le secteur de l'énergie, et est toujours disposée à promouvoir une coopération mutuellement bénéfique. De son côté, le chancelier a demandé à nouveau que la Russie retire ses troupes d'Ukraine et confirmé le soutien de Berlin à Kiev.

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a commenté cette prise de contact en déclarant que son pays n'avait pas besoin d'un accord de Minsk 3, mais d'une paix réelle. Il a dénoncé l'ouverture par l'Allemagne d'une boîte de Pandore.

2446 Andrzej Duda confirme que les bases états-uniennes en Pologne sont dirigées contre la Russie

Le président polonais, Andrzej Duda (PiS), a cité son prédécesseur, Lech Kaczynski (fondateur du PiS), lequel lui aurait déclaré que les bases anti-missiles états-uniennes en Pologne n'étaient pas construites contre l'Iran, ainsi que le prétend le narratif officiel, mais contre la Russie.

À l'approche de l'élection présidentielle, le PiS entend rappeler à ses électeurs qu'il a toujours été opposé à la Russie, à une époque où les libéraux ne l'étaient pas.

2447 Le programme de la présidence polonaise du Conseil de l'UE

La Pologne a fait connaître son programme pour la présidence du Conseil européen du premier semestre 2025. Elle visera à renforcer la sécurité de l'Union autour de sept piliers : -

- la sécurité extérieure et militaire, notamment la réponse à la guerre en Ukraine ;
- la sécurité énergétique ;
- la sécurité économique ;
- la sécurité alimentaire ;
- la sécurité climatique ;
- la sécurité sanitaire ;

- et la sécurité de l'information

2448 Des députés européens concluent un accord secret pour valider la Commission Von der Leyen 2

Les groupes PPE, S&D et Renew Europe du Parlement européen ont conclu un accord secret afin de voter ensemble la composition de la prochaine Commission européenne Von der Leyen 2.

Les traités européens prévoient que chaque commissaire doit être validé par le Parlement. Celui-ci les auditionne un à un pour vérifier à la fois leur compétence et leur absence d'intérêts privés dans le domaine qui leur est attribué. Cependant, exceptionnellement, le Parlement votera cette fois-ci sur l'ensemble des commissaires et non plus sur chacun d'entre eux. Il veillera ainsi à ce que la Commission respecte le même rapport de force entre les colorations politiques que celui du PE.

Vous pouvez [consulter cet accord ici](#).

2449 La présidence hongroise de l'UE s'oppose à la réforme de l'équilibre des traités européens

Bálint Ódor, représentant permanent de la présidence hongroise du Conseil des chefs d'État et de gouvernement de l'UE, a écrit aux présidentes du Parlement et de la Commission pour exprimer son refus de l'accord passé entre les deux institutions. Celui-ci prévoit un « traitement égal » entre elles, alors que les traités prévoient un équilibre entre elles. Cet accord bouleverse les traités en reconnaissant un droit d'initiative du Parlement que ceux-ci n'ont attribué qu'à la seule Commission.

👉 Rappelons que la Commission européenne est la successeure de l'Autorité militaire alliée (AMGOT) qui, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, était chargée d'administrer les territoires ouest-européens au nom des États-Unis et du Royaume-Uni. C'est un groupe de hauts-fonctionnaires chargé de prendre l'initiative d'introduire dans le droit des États-

membres les normes édictées par l'OTAN. Le Parlement européen, quant à lui, est chargé de veiller à ce que ce travail législatif ne heurte pas les intérêts des populations des États-membres.

L'évolution institutionnelle proposée renforcerait les pouvoirs du Parlement pour en faire une instance de contrôle démocratique des décisions, sans pour autant modifier la Commission. Il s'ensuivrait que le Conseil perdrait de sa légitimité. On se dirigerait alors vers l'abandon d'une coopération entre les États-membres, sous contrôle des Anglo-Saxons, au profit d'un système supranational, toujours sous contrôle des Anglo-Saxons, au détriment des États-membres.

2450 Le Conseil de l'UE souhaite relancer « l'Europe de la défense à deux vitesses »

Après l'échec de la Constitution européenne, les États-membres de l'UE étaient convenus, lors du Traité de Lisbonne, de créer une « Europe de la défense à deux vitesses ». D'un côté certains États-membres prenaient des initiatives entre eux (c'était la « coopération structurée permanente » — CSP), tandis que de l'autre, seule la « politique de sécurité et de défense commune » (PSDC) s'imposait à tous les États-membres.

Lors de sa réunion du 19 novembre, le Conseil de l'UE a souhaité relancer la CSP. Celle-ci patine autour de trois projets : la rénovation de l'hélicoptère d'attaque Tigre, la solution EU Radionavigation (EURAS) pour géolocaliser les forces avec précision, et le partage des bases militaires. Dans le contexte de la fin de la guerre en Ukraine, le Conseil souhaite que l'on définisse une vingtaine de nouveaux projets.

2451 L'UE décide de poursuivre son accord avec Israël malgré ses violations des droits de l'homme

Josep Borrell, haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, a demandé, lors du Conseil européen des Affaires étrangères du 18 novembre, de suspendre le

dialogue politique de l'UE avec Israël dans le cadre de l'accord d'association. Celui-ci prévoit, dans son article 2, que les deux parties s'engagent à respecter les droits de l'homme.

Le haut-représentant n'a pas été suivi par les ministres.

2452 Le ministère ukrainien de la Défense envisage de fabriquer des armes atomiques

Le 14 novembre, le *Times* de Londres a publié un [article](#) intitulé : *Could Zelensky use nuclear bombs ?* (Zelensky peut-il utiliser des bombes nucléaires ?). L'article se fonde sur une note du ministère ukrainien de la Défense selon laquelle le front est sur le point de tomber alors que le complexe militaro-industriel est en passe de produire des missiles à longue portée. Il plaide pour un soutien britannique après l'abandon du pays par les États-Unis. L'Union soviétique avait installé ses savants nucléaires en Ukraine.

👉 Le 19 février 2022, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, annonçait lors de la conférence annuelle sur la Sécurité de Munich qu'il allait remettre en cause le *Mémoire de Budapest* afin de réarmer son pays au plan nucléaire. Cinq jours plus tard, le 24 février 2022, la Russie lançait son opération spéciale contre le gouvernement de Kiev en vue d'appliquer la résolution 2202.

2453 Démission d'Aslan Bjanja

Aslan Bjanja, président abkhaze, a démissionné « afin de maintenir la stabilité et l'ordre constitutionnel dans le pays ». Puis Alexandre Ankvab, Premier ministre, et Dmitri Dbar, chef du Service de sécurité d'État, ont également démissionné.

Des manifestations avaient éclaté pour protester contre un projet de loi jugé « trop favorable aux intérêts commerciaux russes ». La foule était entrée au Parlement.

Il semble que ce mouvement ait été spontané et sincère, sans manipulations étrangères.

2454 Le Conseil de l'Europe réaffirme son soutien à l'Ukraine

Dans un [communiqué](#), les 46 ministères des Affaires étrangères de tous les États-membres du Conseil de l'Europe, ont déclaré : « Aujourd'hui, nous restons déterminés à soutenir l'Ukraine dans sa lutte pour la liberté, la démocratie, la souveraineté et l'intégrité territoriale à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, et nous continuerons à travailler avec nos partenaires internationaux pour assurer la reconstruction et le redressement du pays ainsi que pour tenir la Russie responsable de ses crimes et pour garantir une paix juste et durable en Ukraine ».

2455 La nouvelle doctrine nucléaire russe

Le président russe, Vladimir Poutine a signé un décret modificatif « portant approbation des principes fondamentaux de la politique de la Fédération de Russie en matière de dissuasion nucléaire. »

Le décret du 2 juin 2020 donnait autorisation d'emploi de la force de frappe « en réponse à l'utilisation d'armes nucléaires et d'autres types d'armes de destruction massive » contre la Russie ou ses alliés, ainsi « qu'en cas d'agression » contre la Russie et la Biélorussie avec des armes classiques qui menacent « leur souveraineté et/ou leur intégrité territoriale. »

Celui du 19 novembre 2024 précise que toute agression contre la Russie par une puissance non nucléaire avec la « participation ou le soutien d'une puissance nucléaire » sera considérée comme une « attaque conjointe » contre la Russie. Il autorise l'usage de l'arme nucléaire dans cinq nouveaux cas :

- si des informations fiables sont reçues sur le lancement de missiles balistiques ciblant le territoire de la Russie ou ses alliés.
- si des armes nucléaires ou d'autres armes de destruction massive frappent le territoire de la Russie ou de ses alliés, ou sont utilisées pour frapper des unités ou des installations militaires russes à l'étranger.

- si l'impact d'un ennemi sur le gouvernement ou sur les installations militaires russes sont d'une importance critique susceptibles de saper la capacité de frappe nucléaire en représailles.
- si l'agression contre la Russie ou la Biélorussie avec des armes classiques fait peser une grave menace sur leur souveraineté et leur intégrité territoriale.
- si des informations fiables sont reçues sur le décollage ou le lancement d'avions stratégiques et tactiques, de missiles de croisière, de drones, de véhicules hypersoniques ou d'autres véhicules volants et de leur franchissement de la frontière russe.

AFRIQUE

2456 La Libye prend des mesures islamiques contre les femmes

Abdelhamid Dbeibah, Premier ministre par intérim du gouvernement d'Union nationale libyen (Tripoli), a annoncé la création d'une Administration générale pour la protection de la moralité publique. Ce nouveau département est placé sous la tutelle du ministre de l'Intérieur, Imed Trabelsi. Les lois qu'il est chargé d'appliquer sont entrées en vigueur le 15 novembre.

Le ministre a taclé les salons de coiffure qui ne respectent pas les règles de bienséance puis a attaqué la mixité dans les cafés, qu'il dit contraire au Coran et à la Sunna (orthodoxie religieuse sunnite), ainsi que dans les autres lieux publics. Il a demandé que le port du voile soit rendu obligatoire pour les étudiantes.

« Nous n'autoriserons pas les comportements déplacés entre hommes et femmes, et notre police recevra une formation sur le Coran et la Sunna », a-t-il déclaré.

👉 Après la destruction de la Jamahiriya arabe libyenne par l'OTAN, les États-Unis avaient placé les [jihadistes d'Al-Qaïda au pouvoir à Tripoli](#). Cependant, ce n'est que treize ans plus tard qu'ils tentent d'imposer leur vision de la charia que Mouammar Kadhafi combattait.

2457 Le Mali récupère les impayés des compagnies minières

Quatre employés de la compagnie canadienne Barrick Gold ont été détenus plusieurs jours fin septembre, puis relâchés après que la compagnie ait versé 50 milliards de francs CFA (81 millions de dollars) d'impayés.

Terence Holohan, directeur général du groupe Resolute, et deux de ses collègues ont été interpellés et placés en garde à vue « de manière inattendue », lors d'une rencontre avec le Comité national pour le salut du peuple (CNSP). Ils ont été interrogés dans une affaire de faux présumés et d'atteinte aux biens publics. Resolute a déclaré qu'elle verserait 80 millions de dollars prélevés sur ses « réserves de trésorerie existantes », et qu'elle effectuerait un autre versement de 80 millions de dollars dans les « mois à venir » comme solde de tout compte « y compris ceux relatifs aux impôts, aux droits de douane et à la gestion de comptes offshore. »

2458 Élections législatives au Sénégal

Le président sénégalais, Bassirou Diamaye Faye, a dissous le Parlement après que celui-ci se soit opposé à une réforme, proposée par son Premier ministre, Ousmane Sonko, de suppression du Conseil économique, social et environnemental.

Les élections législatives anticipées ont marqué la victoire incontestable du parti du nouveau gouvernement, le PASTEF (Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité), qui a emporté 131 sièges sur 165. Après avoir contesté les résultats, Takku Wallu Sénégal de l'ancien président Macky Sall et de Karim Wade a accepté n'obtenir que 16 sièges. La liste Jamm al Njariñ (Paix et prospérité) dirigée par Amadou Bâ, ancien Premier ministre, n'obtient qu'un siège.

Pour la première fois depuis près de quarante ans, les résultats ne sont pas contestés. Cependant seule la moitié de la population a participé aux élections.

2459 Le Niger arrête un agent présumé de la DGSE

Marius Bercea, consultant en sécurité français chez Hill & Associates (Group 4 Securicor), a été interpellé au Niger. Il est soupçonné d'être un agent de la Direction de la sécurité du territoire (DGSE). Le gouvernement français assure tout faire pour obtenir sa libération.

ASIE

2460 Benyamin Netanyahou compare les événements d'Amsterdam à la « nuit de cristal »

En conseil des ministres le 8 novembre, le Premier ministre, Benyamin Netanyahou, a comparé les événements d'Amsterdam à la « nuit de cristal » (le « pogrom de novembre »).

☞ Sur tout le territoire du Reich, 267 synagogues et lieux de culte furent détruits, 7 500 commerces et entreprises gérés par des juifs saccagés ; une centaine de juifs furent assassinés, des centaines d'autres se suicidèrent ou moururent des suites de leurs blessures.

Ce pogrom fut organisé par le chancelier Adolf Hitler, mais présenté au public comme une réaction spontanée de la population à l'assassinat d'un diplomate allemand par un juif.

Comparer les événements d'Amsterdam à un pogrom fait l'impasse sur les provocations qui ont précédées et sous-entend une responsabilité du gouvernement néerlandais.

2461 Pour Bezalel Smotrich, la menace d'annexer Gaza permettra de récupérer les otages

Bezalel Smotrich, ministre israélien des Finances, a déclaré : « Pour récupérer les otages, nous devons occuper tout le nord de la bande de Gaza et informer sans équivoque le Hamas que si les otages ne reviennent pas, nous y exercerons notre souveraineté et y resterons éternellement. À ce moment-là, le Hamas trouvera la motivation pour les maintenir en vie. »

2462 Le jihad islamique prêt pour des négociations séparées

Le Jihad islamique a ouvert la possibilité de négociations séparées avec Israël. Pour ce faire, il a publié deux vidéos avec un de ses otages, le Russe Alexander (Sasha) Troufanov. Cette organisation détiendrait plusieurs dizaines d'otages.

2463 L'enquête sur le BibiGate avance

L'enquête sur les fuites organisées par le Bureau du Premier ministre se poursuit. Il apparaît que l'un de ses porte-paroles, Eli Feldstein, a fait parvenir un document classifié au *Bild* (ce qui constitue en droit israélien un grave délit d'espionnage) après que la censure militaire lui a interdit de le donner à 12ème chaîne israélienne. De plus, un réserviste aurait transmis un document distinct, également classifié, à Feldstein, tandis qu'un autre protagoniste aurait assisté à la scène, sans la dénoncer.

Le tribunal de première instance de Rishon Lezion a prolongé les détentions des suspects.

2464 Isaac Herzog contraint d'annuler sa participation à la COP

Le président israélien, Isaac Herzog, a annulé son voyage à la conférence des Nations unies sur le climat en Azerbaïdjan pour des raisons de sécurité.

2465 Gali Baharav-Miara demande la révocation d'Itamar Ben Gvir

Une majorité d'Israéliens a été choquée par les révélations d'un documentaire de la chaîne 13. Il montre comment le kahaniste Itamar Ben Gvir, ministre de la Sécurité nationale, instrumentalise la police. Cela a conduit Gali Baharav-Miara, procureure générale, à demander au Premier ministre de « reconsidérer le mandat du ministre Ben Gvir » dont le comportement, selon elle, « compromet la garantie que la police agira loyalement envers les citoyens plutôt qu'envers les dirigeants politiques. »

2466 Les FDI découvrent le soutien russe au Hezbollah

Les FDI ont saisi des arsenaux du Hezbollah au Liban. Elles ont été surprises de l'importance du matériel russe de dernière génération. Tel-Aviv n'a pour le moment pas été en mesure de savoir s'il s'agit d'armement russe livré à la Syrie, puis transmis par le président Bacher el-Assad au Hezbollah ou s'il a été livré directement par Moscou.

Depuis 2014, et l'intervention russe en Syrie, l'armée russe s'est considérablement rapprochée du Hezbollah, allant même, en 2017, à inviter les résistants libanais à donner des conférences dans ses académies militaires.

Les FDI évaluent désormais entre 60 et 70 % de l'armement du Hezbollah comme provenant de Russie et non pas d'Iran.

Le Premier ministre, Benyamin Netanyahou, a tout intérêt à souligner l'hostilité de Moscou. Il pourrait ainsi justifier l'envoi d'armes en Ukraine alors que le général Benny Gantz s'y était opposé. Ce dernier avait déclaré : « Moi vivant, aucune arme de l'État hébreu ne parviendra aux massacreurs de juifs » (les « nationalistes intégraux » ukrainiens).

2467 Une délégation diplomatique fouillée à l'aéroport de Beyrouth

La délégation diplomatique iranienne conduite par Ali Larijani, conseiller du guide iranien Ali Khamenei, a été fouillée à sa descente d'avion à l'aéroport international de Beyrouth sur instruction du général anti-iranien Fady Kfoury.

2468 Bilan de la guerre au Liban

Selon le gouvernement démissionnaire libanais, 3 300 personnes ont été tuées depuis l'invasion israélienne du 8 octobre 2023.

Selon le Haut-Commissariat pour les réfugiés de l'ONU, 440 000 personnes ont fui le pays.

Selon l'Organisation internationale des migrations, au moins 875 000 Libanais ont été déplacées à l'intérieur du Liban.

Selon le [rapport](#) de la Banque mondiale, *Lebanon Interim Damage and Loss Assessment* (Évaluation provisoire des dommages et des pertes au Liban), les pertes de l'économie libanaise s'élèvent à 8,5 milliards de dollars, dont 82 % pour les destructions directement imputables aux bombardements. De leur côté, l'Independent Task Force for Lebanon (ITFL) parle de 13 milliards de dollars et le Lebanese Institute for Market Studies (LIMS) de 20 milliards.

La Banque mondiale souligne que le PIB libanais devrait se contracter d'au moins 6,6 % en 2024.

2469 Actes de guerre et terrorisme au Liban

Selon le *Washington Post*, les FDI ont utilisé une bombe guidée états-unienne de 900 kilos pour détruire un immeuble de 11 étages à Tayouné (Beyrouth).

Les FDI ont assassiné Mohammad Afif, chef du porte-parolat du Hezbollah.

2470 Les négociations israélo-libanaises patinent

Les négociations de paix israélo-libanaises butent principalement sur un éventuel droit des FDI de poursuivre leurs actions au Liban contre la Résistance en général et le Hezbollah en particulier.

2471 Les FDI bombardent aussi la Syrie

Les FDI, après avoir bombardé l'accès libanais aux postes-frontières, ont bombardé l'accès syrien des mêmes postes-frontières, de sorte qu'aucun camion ne puisse plus les franchir.

En outre les FDI ont poursuivi leurs bombardements des domiciles de responsables iraniens et palestiniens habitant en Syrie, y

compris dans la banlieue diplomatique de Mazzeh (Damas). Le jihad islamique a confirmé l'assassinat de deux de ses responsables en exil à Damas.

La Russie a fait savoir par Alexander Lavrentiev, envoyé spécial du président Poutine, que ses militaires stationnés en Syrie n'avaient pas pour mandat de prévenir des livraisons d'armes (iraniennes ou syriennes) au Hezbollah.

2472 La Türkiye rompt avec Israël

La Türkiye, membre de l'OTAN, a rompu, le 14 novembre, ses relations diplomatiques avec Israël. Le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, a précisé, en se rendant au sommet arabe et islamique de Riyad, qu'il pensait être prochainement en mesure de rencontrer son homologue syrien, Bachar el-Assad, et de remettre les relations syro-turques sur la bonne voie.

On ignore cependant si les deux hommes se sont rencontrés ou non en marge du sommet.

2473 Masoud Pezeshkian fête ses 100 jours au pouvoir

Masoud Pezeshkian, président iranien, a fêté ses 100 jours au pouvoir. Le rial a plongé d'environ 20 % depuis son entrée en fonction. Les prix des produits de base, de l'électricité, de l'eau et des transports ont augmenté de 25 à 70 %. Plus de 440 personnes ont été exécutées. Le projet de budget pour l'année prochaine comprend de fortes réductions des dépenses sociales et un plan d'augmentation du prix de l'essence d'environ 40 %, tandis que les sommes allouées aux Gardiens de la révolution, devraient augmenter d'environ 200 %.

2474 Le Bangladesh demande l'extradition de Sheikh Hasina

Le gouvernement de Muhammad Yunus a demandé à Bharat d'extrader l'ancienne Première ministre, Sheikh Hasina.

2475 Takeshi Iwaya apporte le soutien des impérialistes japonais à Kiev

Le révisionniste Takeshi Iwaya, ministre japonais des Affaires étrangères du gouvernement Ishiba, s'est rendu à Kiev, le 16 novembre.

☞ Comme les trois derniers Premiers ministres, M. Iwaya est membre de la Nippon Kaigi (Conférence japonaise). Il est partisan de l'impérialisme japonais, dénonce le procès de Tokyo fait aux militaristes à la fin de la Seconde Guerre mondiale et demande la révision de la Constitution pour mettre fin à la neutralité imposée par les alliés à son pays.

En 2019, il aurait reçu 1 million de dollars d'un casinotier chinois pour qu'il vote en faveur d'une licence d'exploitation au Japon. Surtout, il a fait partie des parlementaires du groupe Aso qui, de 2018 à 2022, ont bénéficié des généreux pots-de-vin de la CIA, via l'Église de l'unification (dite « secte Moon »).

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

2476 La Russie appose son veto à un projet britannique de résolution sur le Soudan

La séance du Conseil de sécurité consacrée au Soudan, le 18 novembre, a été le théâtre d'un affrontement entre les Occidentaux et la Russie qui a, en définitive, censuré la proposition britannique. Au premier abord le projet de résolution (S/2024/826) était satisfaisant : il exigeait que les Forces armées soudanaises et des Forces d'appui rapide, les deux parties belligérantes, mettent en œuvre la Déclaration d'engagement de Djedda en faveur de la protection des civils du Soudan.

Cependant, la Russie y a apposé son veto, faisant hurler le ministre britannique des Affaires étrangères, David Lam, qui présidait la séance. « Honte à Poutine pour son agression de l'Ukraine, honte à Poutine pour le déploiement de ses mercenaires en Afrique, honte à Poutine

de se prétendre l'allié du Sud mondial. La Russie montre son véritable visage ! ».

Or, la Russie a expliqué son geste. Selon elle, le Conseil de sécurité doit en effet aider les parties soudanaises à conclure un cessez-le-feu, mais sans rien imposer des vues « colonialistes » de certains de ses membres. La situation au Soudan ne doit pas être instrumentalisée par le Royaume-Uni pour flatter la diaspora soudanaise qui vit sur son sol.

Sa délégation a qualifié « d'absurde » le choix de ne pas mentionner le gouvernement soudanais dans ce texte, alors que ce dernier est le premier responsable de la protection des civils. Elle a dénoncé les ingérences dans les affaires intérieures d'un pays souverain, s'élevant contre tout mécanisme d'établissement des responsabilités, compte tenu notamment de l'« inconstance » de la Cour pénale internationale (CPI). Rendre la justice est la prérogative exclusive des autorités soudanaises, a-t-elle conclu.

Le représentant russe a également déploré que le Soudan soit sommé d'ouvrir ses frontières aux fins d'acheminement de l'aide humanitaire alors que des armes peuvent transiter par les points de passage. Cette aide doit être dépolitisée, a-t-il dit, en demandant que les préoccupations de Khartoum soient prises en compte. Le délégué a enfin dénoncé le double jeu, deux mesures sur ce dossier, le Soudan voyant son droit à se défendre remis en cause, là où Israël a « carte blanche » à Gaza.

2477 Les États-Unis apposent leur veto à un projet de résolution sur Gaza

Les États-Unis ont apposé leur veto à un projet de résolution (S/2024/835) présenté par les 10 membres non-permanents du Conseil de sécurité. Ce texte exigeait un « cessez-le-feu immédiat, inconditionnel, permanent et respecté par toutes les parties ». Il soulignait l'importance de « la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages ». Il rappelait aux parties leur devoir de respecter pleinement le droit international et de se conformer aux

résolutions précédentes du Conseil, en particulier la résolution 2735 adoptée en juin. Au plan humanitaire, il visait à garantir un « accès immédiat aux services de base et à l'aide humanitaire essentielle », et réprouvait « tout effort visant à affamer les Palestiniens ». Il demandait en outre une entrée rapide et sans entrave de l'aide humanitaire à travers Gaza, en insistant sur sa distribution équitable à tous les civils, « y compris les civils de Gaza-Nord assiégée », et ce, « sous la coordination de l'Organisation des Nations Unies ». Enfin, il reconnaissait le rôle central de l'UNRWA, « épine dorsale de la réponse humanitaire à Gaza », et demandait à toutes les parties de permettre à l'organisation de remplir son mandat dans toute la région, sans entrave.

Expliquant leur veto, les États-Unis ont assuré qu'ils ne pouvaient pas appuyer un cessez-le-feu sans condition n'aboutissant pas à la libération des otages car cela signifierait l'acceptation de la mainmise du Hamas sur Gaza.

Voltaire, actualité internationale est publié en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

2478 De nombreux États s'opposent à propos de la formulation ambiguë de résolutions sur les femmes

Les débats de la Troisième commission de l'Assemblée générale de l'ONU, le 18 novembre, ont vu une fracture, non pas sur le fond, mais sur la forme entre les États à propos des textes consacrés aux « Mariages d'enfants, mariages précoces et mariages forcés » (A/C.3/79/L.19/Rev.1), aux « Traite des femmes et des filles » (A/C.3/79/L.16/Rev.1), ainsi qu'à ceux visant à « Intensifier l'action engagée pour en finir avec la fistule obstétricale » (A/C.3/79/L.20/Rev.1) et à la question des « Droits humains et extrême pauvreté » (A/C.3/79/L.43/Rev.1).

L'Arabie saoudite, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, l'Égypte, l'Iraq, la Malaisie, le Nicaragua, le Niger, la République islamique d'Iran, le Saint-Siège et le Sénégal ont dénoncé des formules « ambiguës et non consensuelles ». Selon eux, les propositions de textes ne visent pas seulement à résoudre des problèmes, mais aussi à véhiculer une idéologie et à l'imposer au reste du monde.

2479 La Quatrième commission apporte son soutien à l'UNRWA

La quatrième commission de l'Assemblée générale des Nations unies, chargée des questions politiques spéciales et de la décolonisation, a examiné, le 15 novembre, la situation de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) après l'adoption de deux lois d'interdiction par Israël, le 28 octobre.

L'UNRWA fait l'objet d'allégations de collusion avec le Hamas de la part d'Israël et se heurte à des obstacles croissants dans l'accomplissement de son mandat de la part de Tel-Aviv. Pourtant, aucune des trois enquêtes ouvertes —celles du Bureau des services de contrôle interne (BSCI), celle du groupe indépendant sur la transparence et la neutralité dirigée par l'ancienne ministre française des Affaires étrangères, Catherine Colonna, ainsi que l'enquête interne de l'UNRWA— n'a trouvé de preuves à l'appui de ces allégations.

Tous les participants ont apporté leur soutien à l'UNRWA. La commission poursuivra ses travaux.

2480 Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive

La cinquième session de la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive (ZEANMO) s'est ouverte, le 18 novembre à New York, au siège de l'ONU.

La Conférence tire son mandat de la résolution sur le Moyen-Orient adoptée par la conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) de 1995. Le processus de négociation a été décidé en 2018 par l'Assemblée générale dans sa décision 73/546. Celle-ci avait été adoptée par 88 voix contre 4 —dont Israël et les États-Unis— et 75 abstentions. Par ce texte, l'Assemblée générale confiait au Secrétaire général le soin de convoquer la Conférence, dont la première session s'est tenue au Siège de l'Organisation, à New York, du 18 au 22 novembre 2019. La quatrième session a été reportée en raison de l'épidémie de COVID. Les sessions suivantes se sont tenues en 2021, 2022 et 2023. La cinquième session devrait se terminer le 22 novembre.

Alors qu'Israël avait approuvé ces négociations, il refuse d'y participer depuis 2018. Au contraire l'Iran, qui a abandonné ses recherches nucléaires militaires en 1988 et ne les a jamais reprises, s'est [engagé](#) depuis 2010 pour la « Création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient »

2481 L'UNESCO place 34 sites culturels libanais sous sa protection

Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a placé, le 18 novembre, 34 sites culturels libanais, menacés de bombardements israéliens, sous « protection renforcée provisoire. »

Ils « bénéficient désormais du plus haut niveau d'immunité contre les attaques et les utilisations à des fins militaires. Le non-respect de ces clauses constituerait une violation grave de la convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et ouvrirait la possibilité de poursuites », précise l'organisation dans un [communiqué](#).

2482 Nouvel échec du G20

Le G20, qui s'est réuni les 18 et 19 novembre à Rio de Janeiro pour traiter de sept sujets :

- L'inclusion sociale et la lutte contre la faim et la pauvreté ;
- La transition énergétique et lutte contre le changement climatique ;
- La réforme des institutions de gouvernance mondiale ;
- Les partenariats à plusieurs niveaux pour l'action pour le climat ;
- La réforme des banques multilatérales de développement (BMD) ;
- La transition climatique et la création d'emplois verts ;
- Le financement de la résilience urbaine.

Le G20 a affirmé le principe d'une coopération entre les États pour prévenir la fuite fiscale des super-riches, sans pour autant convenir de mesures concrètes. Il a aussi annoncé, à l'initiative du Brésil, la création d'une Alliance globale contre la faim et la pauvreté, réunissant 82 États et une vingtaine d'organisations internationales —dont l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui hébergera le secrétariat de cette initiative à Rome, et le Programme alimentaire mondial (PAM)—. Cependant, on ne sait pas ce que cette nouvelle structure présentera comme avantage par rapport aux anciennes.

Le G20 n'est pas parvenu à avancer plus que la COP29 de Bakou sur le financement de la lutte contre le réchauffement climatique. Pas plus qu'il n'a avancé sur la réforme des institutions de gouvernance mondiale et la gestion des banques multilatérales de développement.

En définitive, cette réunion, si elle a été marquée par les bonnes relations du Brésil avec chacun, n'a servi à rien, sauf à montrer que les États-Unis ne comptent plus comme avant face à la Chine.

2483 Assemblée générale du Processus de Kimberley

L'assemblée générale du Processus de Kimberley, qui s'est réunie à Dubaï du 12 au 15 novembre, a levé l'embargo sur les diamants centrafricains malgré l'opposition des gouvernements occidentaux.

Un vif incident a opposé le président de séance, Sultan Ahmed bin Sulayem, président des Ports émiratis, au représentant de l'UE, à propos du contrôle de l'UE sur les exportations de diamants du Botswana et du refus de la présidence de la conférence d'inscrire à l'ordre du jour le rôle des diamants russes dans le conflit en Ukraine.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#).

Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.

42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71.

[Abonnement annuel](#) : 500 euros.

Vente au numéro : 15 euros.

Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°110 - 29 novembre 2024

ÉDITORIAL

2484 Cessez-le-feu oral au Liban

Un accord de cessez-le-feu israélo-libanais—purement oral— a été annoncé par les présidents états-unien et français, Joe Biden et Emmanuel Macron. Au moment où nous terminons cet article, aucun document n'avait été signé par les protagonistes.

Cet accord a été imploré par Benjamin Netanyahu, via le négociateur états-unien Amos Hochstein, en totale contradiction avec ses positions précédentes. La diaspora juive est désormais profondément divisée et, majoritairement, ne le soutient plus (cf. 2488). Son armée est épuisée et n'a plus de munitions. Son objectif de guerre officiel (permettre le retour de 100 000 Israéliens dans leurs foyers à la frontière libanaise) n'a absolument pas été réalisé. Au contraire le Hezbollah attaque désormais des bases militaires jusqu'à Tel-Aviv. Son objectif officieux (étendre Israël au nord) a aussi échoué. Les FDI, qui sont incontestablement victorieuses dans les airs et peuvent détruire tout ce qu'elles veulent, ne parviennent absolument pas à occuper le territoire libanais dont la population résiste.

Cet accord de cessez-le-feu est, paraît-il, valable pour 60 jours. Cela signifie que les hostilités peuvent reprendre dans deux mois ou n'importe quand par la suite. Benjamin Netanyahu prétend qu'il a obtenu le droit d'attaquer le Hezbollah s'il reconstitue ses forces, ce qui est absolument faux et est démenti par toutes les sources libanaises ayant participé aux négociations.

Le Premier ministre désigne l'Iran comme sa prochaine cible. Or Téhéran a participé aux négociations et a confirmé [abandonner sa stratégie « d'Axe de la Résistance »](#) pour se diriger vers un accord global avec les Occidentaux.

La Ligue arabe, quant à elle, est consciente que la guerre de 80 ans n'est pas finie, mais se déplace vers l'Iraq et la Syrie. C'est pourquoi l'Iran a repris contact avec les deux partis kurdes irakiens (cf. VAI 1969) et que la Türkiye a relancé les négociations avec Abdullah Öcalan (cf. VAI 2247). Pendant ce temps, les FDI ont bombardé jusqu'à la dernière minute toutes les routes reliant la Syrie au Liban et détruit ses ponts (cf. VAI 2711 et 2712), tandis que les jihadistes ont repris leurs attaques contre Damas, comme lors de guerre de 2011 lorsque [Benjamin Netanyahu rendait visite aux officiers d'Al-Qaïda hospitalisés en Israël](#).

AMÉRIQUES

2485 Joe Biden et Emmanuel Macron annoncent une cessation permanente des hostilités au Liban

Les présidents Joe Biden et Emmanuel Macron ont annoncé la conclusion d'une trêve de 60 jours (c'est-à-dire jusqu'à l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche) entre Israël et le Liban (cf. VAI 2485 et 2489). Le Hezbollah et les FDI devront se retirer avec leurs armes du sud du pays dont la sécurité sera assurée par l'armée libanaise sous contrôle de la FINUL.

Le président [Biden a déclaré](#) : « Il s'agit d'une cessation permanente des hostilités. Ce qu'il reste du Hezbollah et d'autres organisations terroristes ne sera pas autorisé - j'insiste : il ne sera pas permis de menacer à nouveau la sécurité d'Israël. Il n'y aura pas de troupes "américaines" déployées dans le sud du Liban. Cela est conforme à mon engagement envers le peuple "américain" de ne pas mettre les troupes "américaines" au combat dans ce conflit. Au lieu de cela, nous apporterons, avec la France et d'autres, l'assistance nécessaire pour nous assurer que cet accord est mis en œuvre intégralement et efficacement.

Tout comme le peuple libanais mérite un avenir de sécurité et de prospérité, la population de Gaza le mérite aussi. Elle mérite également la fin des combats et des déplacements. Et donc, maintenant, le Hamas a le choix de le faire. Sa seule obligation est de libérer les otages, y compris les citoyens "américains" qu'ils détiennent, et de mettre fin aux combats.

En ce qui concerne l'ensemble de la région du Moyen-Orient, l'annonce d'aujourd'hui nous rapproche de la réalisation de l'agenda positif que j'ai fait avancer au cours de toute ma présidence : une vision de l'avenir d'un Moyen-Orient pacifique et prospère et intégré au-delà des frontières ; un avenir où les Palestiniens ont un État qui leur est propre, un avenir qui réalise les aspirations légitimes de leur peuple et qui ne peut menacer les Israéliens ou abriter des groupes terroristes. »

2486 Le Front large emporte les élections générales en Uruguay

Les élections générales uruguayennes de 2024 ont eu lieu les 27 octobre et 24 novembre 2024 afin d'élire simultanément le président et le vice-président ainsi que les 99 membres de la Chambre des représentants et les 30 membres du Sénat. Un double référendum constitutionnel a eu lieu en même temps que le premier tour.

- Yamandú Orsi (Front large, gauche) a été élu président et sa colistière Carolina Cosse, vice-présidente, par 1 196 798 suffrages exprimés (soit 52,08 %). Ils obtiennent 48 députés et 16 sénateurs.

- Álvaro Delgado (Parti national, droite) et sa colistière, Valeria Ripoll, n'ont obtenu que 1 101 296 suffrages (47,92 %). Ils obtiennent 29 députés et 9 sénateurs.

Le nouveau président dispose d'une majorité au Sénat, mais se trouve en cohabitation à la Chambre.

EUROPE

2487 Londres a décidé d'expédier des pièces de F-35 en Israël dès juillet

En juillet dernier, John Healey, secrétaire britannique à la Défense, a écrit à son homologue des Affaires et du Commerce, Jonathan Reynolds, pour souligner qu'un embargo complet sur les armes contre Tel-Aviv « saperait la confiance des États-Unis dans le Royaume-Uni et l'OTAN à un moment critique de notre histoire collective et ferait reculer nos relations ».

Londres a secrètement « acheminé » des pièces de F-35 à Tel-Aviv (cf. VAI 2352).

2488 Conférence de la diaspora juive sur Israël après le 7 octobre

Une conférence s'est tenue à Londres, le 27 novembre, sous le titre : « *Israel After October 7th : Allied or Alone ?* » (Israël après le 7 octobre : avec

des alliés ou seul ?). Elle était coorganisée par le quotidien israélien *Haaretz* et les associations New Israel Fund, Yachad, A Land for All et Standing Together. Elle réunissait des orateurs de la politique israélienne et britannique, des universités et des médias. La conférence n'a pas promu la « solution à deux États », mais s'est intéressée à la solution d'un possible « État unique binational » garantissant l'égalité politique de chacun et la liberté de circulation.

Amos Schocken, l'un des propriétaires de *Haaretz*, a déclaré : « Le gouvernement Netanyahu se moque d'imposer un cruel régime d'apartheid à la population palestinienne. Il écarte les coûts de la guerre des deux camps pour défendre les colonies tout en combattant les résistants de la liberté palestiniens qualifiés de terroristes. Dans un sens, ce qui se passe actuellement dans les territoires occupés et dans une partie de Gaza est une seconde *Nakba*... Un État palestinien doit être établi et le seul moyen d'y parvenir, je pense, est d'appliquer des sanctions contre Israël, contre les dirigeants qui s'y opposent et contre les colons. »

Mick Davis, ancien directeur général du parti conservateur et ancien dirigeant du Conseil du leadership juif, a déclaré : « Quand les gens comme moi veulent parler de règlement pacifique avec les Palestiniens, d'équité dans la société, on me regarde comme si je devais être un idiot complet ou que disais des choses inappropriées. La menace existentielle israélienne est entièrement interne et non pas externe. Ce n'est pas le 7 octobre, mais la relation avec le peuple palestinien et le fait que l'occupation est corrosive dans tous les sens du terme dans la société israélienne. »

Ayman Odeh, chef du parti arabe juif israélien Hadash, a déclaré : « Les Palestiniens eux-mêmes sont à la recherche d'un avenir différent, et ils soulignent qu'il est urgent de mettre fin au conflit et d'établir une nouvelle réalité pour Gaza, une réalité qui lui assure la sécurité dont il a besoin. »

Lors d'un débat avec le docteur Nasser al-Kidwa, membre du comité central du Fatah, Ehud Olmert, ancien Premier ministre israélien, a défendu la « solution à deux États ». Olmert a déclaré qu'utiliser le 7 octobre comme argument contre la création d'un État palestinien est une « grave erreur ». Al-Kidwa a jugé la situation désastreuse. « Nous devons l'arrêter, nous devons changer de cap, et nous devons commencer par nous parler les uns aux autres. » Certains diront que maintenant, ce n'est pas le moment d'une proposition de paix parce que « tout le monde cherche à se venger, tout le monde veut du sang. C'est exactement le moment nécessaire pour vous lever et dire que vous devez changer de cap ! »

2489 Rôle de la France dans le cessez-le-feu au Liban

[La France a annoncé](#) conjointement avec les États-Unis le cessez-le-feu intervenu au Liban.

Le rôle de la France dans la négociation n'a pas été précisé. Il pourrait avoir été avec l'Iran. L'envoyé spécial français, Jean-Yves Le Drian s'est immédiatement rendu au Liban.

2490 Nan Goldin soutient les Palestiniens à Berlin

La photographe juive états-unienne, Nancy « Nan » Goldin, a inauguré l'exposition sur son œuvre à la Neue Nationalgalerie de Berlin. Elle y a prononcé un [discours](#) de 17 minutes en soutien aux populations de Gaza et du Liban massacrées par Israël. Elle a insisté pour dire que lutter contre Israël n'a rien d'antisémite. Or, depuis 2019, les positions des artistes face aux massacres israéliens sont censurées en Allemagne.

Les personnes présentes à la galerie, dont la réalisatrice israélienne Ruth Patir, ont bruyamment manifesté leur soutien à Nan Goldin et déployé des drapeaux palestiniens, tandis qu'à l'extérieur des manifestants brandissaient une banderole pour un embargo sur les armes à destination de l'État hébreu génocidaire.

Claudia Roth, ministre de la Culture, a déclaré qu'elle était « horrifiée » par les commentaires de Goldin et les actions des manifestants. « Aussi louable que soit l'art de Nan Goldin, je rejette les opinions de l'activiste politique et sa vision unilatérale d'Israël. »

2491 La création du Tribunal spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine piétine

La douzième réunion du [Groupe restreint sur la création du Tribunal spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine](#) (cf. 1906) s'est tenue à Riga, le 22 novembre. 41 États y ont participé. La réunion a permis de définir la compétence du tribunal et d'établir le processus de sa mise en place. Alors que les États-Unis seront gouvernés à partir du 20 janvier prochain par Donald Trump opposé à cette interprétation de la guerre, un appel a été lancé à d'autres États pour qu'ils soutiennent cette démarche.

2492 La Hongrie protégera Benjamin Netanyahu face à la CPI

Après l'inculpation de Benjamin Netanyahu par la CPI, Viktor Orbán, Premier ministre hongrois, lui a écrit « pour l'encourager et le soutenir, ainsi que l'État d'Israël, et pour l'inviter à effectuer une visite diplomatique en Hongrie. » Il a expliqué à la radio : « Nous n'avons pas d'autre choix que de nous opposer à cette décision outrageusement éhontée et cynique ». « Je vais le convier à venir en Hongrie, où je peux lui garantir que le jugement de la CPI n'aura pas d'effet ».

☞ La Hongrie est signataire du Traité de Rome instituant la CPI. À ce titre, elle a l'obligation d'appliquer ses décisions. Cependant n'importe quel État signataire du Traité de Rome peut s'affranchir d'une mise en examen en prenant un décret accordant l'immunité diplomatique à son invité. Ce fut, par exemple, le cas de Vladimir Poutine lors de sa visite en Mongolie (cf. VAI 1882).

☞ Le mouvement sioniste a été créé en Hongrie.

2493 Călin Georgescu qualifié pour le second tour d'élection présidentielle roumaine

L'actuel Premier ministre roumain, Marcel Ciolacu, aurait manipulé les juges de la Cour suprême pour éliminer la députée européenne [Diana Iovanovici-Șoșoacă](#) (AUR) de la course à la présidence pour « incitation à changer les fondements démocratiques de l'État et à violer l'ordre constitutionnel ».

Dès lors, les sondages annonçaient la progression électorale de George Simion, jeune président (38 ans) de la jeune Alliance pour l'unité des Roumains (AUR) (4 ans) et de son challenger Călin Georgescu, dissident de l'AUR. Ce sont des adeptes de Vladimir Poutine et de Donald Trump, ils sont donc qualifiés « d'extrême-droite » par la presse internationale. Cependant, les derniers sondages, effectués à la sortie des urnes, le 24 novembre à 21 heures, ont crédité chacun des deux hommes de 16 % des voix. Las ! les résultats officiels ont reconnu 22 % des voix au chrétien Călin Georgescu contre 21,6 % à Marcel Ciolacu.

Călin Georgescu a déclaré « prier pour la nation » afin qu'elle donne une voix aux « humiliés, à ceux qui pensent qu'ils n'ont pas d'importance, mais en réalité en ont ».

Un second tour se tiendra dans deux semaines.

2494 La Commission européenne s'inquiète du soutien hongrois à Benjamin Netanyahu face à la CPI

Réagissant à l'annonce de l'invitation de Benjamin Netanyahu en Hongrie (cf. VAI 2492), le Slovène [Janez Lenarčič](#), commissaire européen à l'Aide humanitaire et à la Réaction aux crises, a rappelé aux membres de l'UE qu'il se sont engagés à respecter les décisions de la CPI : « Il est important aujourd'hui de rappeler que les [conclusions du Conseil de l'UE du 26 juin 2023](#) sur la Cour pénale internationale, déclarent entre autres : 'Le Conseil appelle tous les États à assurer une coopération totale avec la

Cour, y compris par l'exécution rapide des mandats d'arrêt en suspens' ».

2495 Le gazoduc Nord Stream 2 ne serait plus profitable s'il était réparé

La Cour de justice de l'UE a, le 27 novembre, [jugé](#) que le gazoduc *Nord Stream 2* était tenu d'appliquer la directive 2009/73/CE, malgré l'état de ses travaux de construction à cette date. Ce faisant, elle a astreint rétroactivement l'entreprise à une imposition qui remet en question les profits qu'elle a réalisés avant sa destruction.

☞ Le gazoduc Nord Stream 2 pourrait être réparé, selon le président russe, Vladimir Poutine (cf. VAI 2445).

2496 Volodymyr Zelensky condamne 34 personnalités « traîtres »

Après avoir confisqué leurs biens, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a retiré tous les avantages et révoqué les décorations dont jouissaient 34 « traîtres ». Parmi eux, un ancien Premier ministre, un ancien ministre, un ancien procureur général et de nombreux artistes.

2497 Le plan russe pour l'Ukraine, selon Interfax-Ukraine

Selon l'agence de presse ukrainienne *Interfax*, la Russie aurait préparé à l'attention de Donald Trump un [plan de division de l'Ukraine en trois parties différentes](#). Les oblasts déjà occupés par l'armée russe seraient définitivement annexés, la partie centrale du pays serait démilitarisée, tandis que la partie nord-ouest serait divisée entre la Hongrie, la Pologne et la Roumanie.

2498 La Biélorussie dénonce un plan d'invasion de l'OTAN

La télévision biélorusse ONT a diffusé un [documentaire](#) selon lequel l'opposition en exil se forme pour attaquer militairement le pays.

Selon le témoignage de Maksim Ralko, ancien membre du régiment illégal de formation armée

Kalinovski, les unités combattantes s'entraînent en Ukraine, en Pologne et en Lituanie. Des cellules dormantes ont été organisées en Biélorussie à la faveur de la guerre en Ukraine. Elles prévoient d'attaquer quatre régions : le sud-ouest à la jonction des frontières de la Biélorussie, de la Pologne et de l'Ukraine, puis le district de Kobryn, celui de Pinsk et enfin celui de Luninets.

Analyse du Réseau Voltaire

• « [La Russie se prépare à répondre à l'Armageddon que souhaite l'administration Biden](#) », par Thierry Meyssan

La Russie a répondu au tir de missiles balistiques états-uniens et britanniques par Kiev, Washington et Londres contre elle en modifiant sa doctrine nucléaire et en tirant un missile hypersonique à moyenne portée capable de véhiculer une charge nucléaire.

• « [Sur TV-ASP, "Où va ce monde ?" confronte les visions de Tariq Ramadan et de Thierry Meyssan](#) »

L'islamologue et notre directeur débattent des liens du Hamas et de Benyamin Netanyahu, puis de l'inculpation de ce dernier par la Cour pénale internationale. Ils diffèrent par leur conception de l'engagement politique : pour le professeur Ramadan, il faut s'appuyer sur les outils existants pour résister à l'impérialisme, tandis que pour M. Meyssan en s'appuyant sur des institutions corrompues, on corrompt l'avenir.

2499 Allocution de Vladimir Poutine sur le lancement réussi d'un Oreshnik

Intervenant solennellement le 21 novembre à la télévision, le président russe, [Vladimir Poutine](#), a dressé le tableau des attaques ukrainiennes avec des missiles ATCAMS états-uniens et Storm Shadow britanniques, guidés par le système satellitaire anglo-saxon. Puis, il a révélé, qu'en réponse, les forces armées de la fédération avaient utilisé, à titre expérimental, un missile hypersonique à moyenne portée, Oreshnik, et

non pas un RS-26 Rubezh (comme nous avions annoncé par erreur dans VAI 2435). Enfin, il a annoncé que ce tir ayant été réussi, il lançait la production en série de ces nouvelles armes.

Afin d'éviter la 3ème Guerre mondiale, la Russie a informé les États-Unis du tir de ce missile une demi-heure auparavant.

2500 La vision russe de l'avenir de l'Occident

Sergueï Narychkine, directeur du Service des renseignements extérieurs de la fédération de Russie, a accordé le 20 novembre une [interview](#) à Национальная оборона (Défense nationale). Selon lui, le déclin de l'Occident correspond au développement de l'Eurasie. Malgré leurs efforts, les États-Unis ne parviendront pas à maintenir leur hégémonie sur le monde. Ils ne peuvent que tenter de durer, notamment avec le dollar. La guerre nucléaire n'est pas nécessaire, la suite de l'Histoire est prévisible.

AFRIQUE

2501 L'ordre moral en Tunisie

Au moins sept influenceurs tunisiens ont été condamnés pour avoir créé des contenus attentatoires à la morale. Ainsi, Lady Samara (un million d'abonnés) a été condamnée à trois ans et deux mois de prison ferme pour avoir, entre autres, tenu des propos à caractère sexuel.

2502 Arrestation de Boualem Sansal

L'écrivain franco-algérien Boualem Sansal a été arrêté en Algérie. Cet ancien haut-fonctionnaire du ministère algérien de l'Industrie est un critique du gouvernement algérien auquel il reproche, entre autres, sa « dérive islamiste ». Une forte mobilisation s'effectue en France, à l'initiative d'Israël, dans les milieux littéraires et politiques en faveur de sa libération

2503 Accord RDC-Rwanda

Le président angolais, João Lourenço, a annoncé la signature d'un accord par Olivier

Nduhungirehe, ministre des Affaires étrangères rwandais, et son homologue congolaise, Thérèse Kayikwamba Wagner, visant à résoudre le conflit entre les deux pays. Au cours des trois prochains mois, l'armée rwandaise cessera son soutien aux rebelles du M-23, tandis que l'armée congolaise cessera le sien aux Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) qu'elle « neutralisera ».

ASIE

2504 Allocution de Benjamin Netanyahu contre la Cour pénale internationale

Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, s'est [exprimé devant la nation](#), le 21 novembre : « La décision antisémite de la Cour pénale internationale de La Haye est un procès moderne de Dreyfus, qui prendra fin de la même manière. Il y a cent trente ans, l'officier juif français Alfred Dreyfus a été accusé à tort de trahison par une cour française partielle. En réponse à ces fausses accusations, le grand écrivain français Émile Zola a écrit son essai monumental, *J'accuse !*. Il accusa le tribunal français de mensonges antisémites contre un officier innocent, qui fut par la suite exonéré de toute culpabilité. Aujourd'hui, un tribunal international, également dirigé par un juge français, répète cette infraction scandaleuse. Il m'accuse à tort, moi, le Premier ministre démocratiquement élu de l'État israélien et l'ancien ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, de prendre délibérément pour cible des civils, ce lorsque nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour éviter les pertes civiles. Nous envoyons des millions de SMS, nous faisons des appels téléphoniques, distribuons des dépliants aux citoyens de Gaza pour les protéger des dangers – tandis que les terroristes du Hamas font tout ce qui est en leur pouvoir pour les mettre en danger, y compris en les utilisant comme des boucliers humains lors de fusillades. Le tribunal de La Haye nous accuse d'une politique délibérée de famine. Cela, lorsque nous avons fourni à Gaza 700 000 tonnes de nourriture pour sa population. C'est 3 200 calories pour chaque homme, femme et

enfant à Gaza. Et ces approvisionnements sont pillés systématiquement par les terroristes du Hamas, qui privent leur peuple de la nourriture dont ils ont tant besoin. Pourtant, au cours des dernières semaines, Israël a facilité la vaccination de 97 % de la population de Gaza contre la polio. Cela n'empêche pas le tribunal de nous accuser de génocide.

Au nom de Dieu, de quoi parlent-ils à La Haye ?

La vérité est simple. Aucune guerre n'est plus juste que celle que nous avons menée à Gaza, après que le Hamas nous a attaqué sans provocation, en lançant le pire massacre contre le peuple juif depuis l'Holocauste. La décision de délivrer un mandat d'arrêt contre moi, le Premier ministre démocratiquement élu de l'État israélien et notre ancien ministre de la Défense, a été prise par un procureur voyou qui tente de se sortir des accusations de harcèlement sexuel, et par des juges partiels motivés par des sentiments antisémites contre le seul et unique État juif. Ces juges n'ont rien fait ! Ils n'ont rien fait contre les véritables crimes de guerre commis contre des millions de personnes qui ont été assassinées ou déracinées par les dictatures en Iran, en Syrie et au Yémen. Au lieu de cela, ils accusent faussement l'unique démocratie du Moyen-Orient, ce qui met en péril le droit de toutes les démocraties à se défendre contre les terroristes et les tyrans meurtriers. Le tribunal n'a rien fait non plus contre les terroristes du Hamas qui ont violé nos femmes, décapité nos hommes, brûlé des bébés vivants devant leurs parents et enlevé des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants dans les cachots clandestins de Gaza. Ils détiennent toujours 101 otages, citoyens de nombreux pays, y compris des États-Unis. En y réfléchissant, le tribunal a émis un mandat d'arrêt contre le Hamas. Maintenant, entendez ceci. Ils ont délivré un mandat d'arrêt contre le cadavre de l'archi-terroriste du Hamas, Muhammad Deif. Son cadavre. Quelle absurdité. Aucune décision partielle contre les Israéliens à La Haye n'empêchera l'État israélien de défendre ses citoyens. Je tiens à remercier nos nombreux amis du monde entier, en particulier ceux des États-Unis, qui ont condamné cet outrage et qui ont dit que cette

décision aura de graves conséquences pour la CPI et ceux qui coopèrent avec sa décision. Nous ne reconnaissons pas la validité de cette décision. Nous continuerons à faire tout ce que nous devons faire pour défendre nos citoyens et défendre notre État contre l'Axe de la Terreur iranien. L'Iran et ses proxies terroristes, qui comprennent le Hamas, le Hezbollah, les Houthis et d'autres. Nos ennemis sont vos ennemis, et notre victoire sera votre victoire, la victoire de la civilisation sur la barbarie et la tyrannie. »

2505 Les étranges relations de Benjamin Netanyahu avec le Hamas et le Qatar

Selon *Haaretz*, avec l'assentiment d'Israël, le Qatar a secrètement donné 1,1 milliard de dollars au Hamas entre 2012 et 2018, puis publiquement 1,5 milliard de dollars entre 2018 et 2023, jusqu'à l'opération « Déluge d'Al-Aqsa ». En outre, le Hamas a reçu de l'argent de l'Union européenne et de l'Arabie saoudite. Il a aussi perçu des taxes sur l'essence et sur les importations via les postes-frontières de Kerem Shalom et de Rafah. De son côté, le Qatar fournissait aussi le combustible pour la centrale électrique de Gaza et des allocations à 100 000 familles gazaouies. Le total de l'argent versé par Doha à Gaza a excédé 3 milliards de dollars.

Selon l'historien Adam Raz (הסכסוך והידרדרותה המוסרית של ישראל שיתוף

באמצעות אימייל שיתוף בפייסבוק שיתוף

בטוויטר, Pardes publishing, 2024), le véritable objectif politique de Benjamin Netanyahu est d'empêcher la division de la terre palestinienne en deux États, non pas parce qu'il entend créer un État binational, mais parce qu'il souhaite confisquer toute la Palestine. Les versements mensuels du Qatar au Hamas durant les dernières années ont été négociés par le Premier ministre avec le chef du Hamas à Gaza, Yahya Sinwar, alors emprisonné en Israël (opération « risque calculé »).

Selon une enquête de *Haaretz* du 21 novembre, deux collaborateurs de Benjamin Netanyahu, Yonatan Urich et Israel Einhorn, (alias le « Hasid », c'est-à-dire « l'homme divin ») ont

mis à profit la courte période au cours de laquelle il ne fut pas Premier ministre (juin 2021 à décembre 2022) pour organiser une campagne de relations publiques améliorant l'image du Qatar. Ils ont agi pour le compte des sociétés Perception et Einhorn. Leur message était que le Qatar ne finance pas le terrorisme, mais travaille plutôt avec de nombreuses autres nations et investit pour apporter la paix et la stabilité dans les zones de conflit.

2506 Benyamin Netanyahou demande à nouveau le report de son procès pénal à Jérusalem

Benyamin Netanyahou, Premier ministre israélien, a déposé une nouvelle fois une demande de report de son procès devant le tribunal de Jérusalem. La précédente demande avait été rejetée. Cette fois, ses avocats font valoir qu'il a aussi à se préparer pour son procès devant la Cour pénale internationale.

2507 Le gouvernement Netanyahou cesse tout contact avec un grand quotidien qui conteste sa politique

Réagissant aux propos tenus lors de la conférence de *Haaretz* à Londres (cf. VAI 2488), Shlomo Karhi, ministre israélien des Communications, a demandé au gouvernement de cesser tout contact avec le journal, ce qui a été approuvé à l'unanimité du Conseil des ministres.

2508 Annonce par Benyamin Netanyahou du cessez-le-feu au Liban

Benyamin Netanyahou, Premier ministre israélien, a [annoncé à la Nation](#), le 26 novembre, le cessez-le-feu au Liban : « Je vous ai promis la victoire, et nous obtiendrons la victoire. Nous accomplirons la tâche consistant à effacer le Hamas, nous ramènerons chez nous tous nos otages, nous veillerons à ce que Gaza ne représente plus une menace pour Israël et nous ramènerons les résidents du nord en toute sécurité. La guerre ne s'arrêtera pas tant que nous n'aurons pas réalisé tous ces objectifs [...] Tout d'abord, la tête de la pieuvre : l'Iran. Nous

avons détruit de grandes parties du système de défense aérienne et des capacités de fabrication de missiles en Iran, et nous avons démolé une composante importante de leur programme nucléaire [...] Pour moi, l'élimination de cette menace est la mission la plus importante pour assurer l'existence et l'avenir de l'État israélien. À Gaza, nous avons démantelé les bataillons du Hamas et tué près de 20 000 terroristes. Nous avons tué Sinwar, nous avons tué Deif, nous avons tué de hauts responsables du Hamas et nous avons ramené 154 otages. Nous sommes déterminés à les ramener tous chez eux, les 101 otages encore à Gaza, ceux qui sont encore en vie comme les morts, et à mettre fin à la terrible angoisse de leurs familles. Nous sommes bien sûr déterminés à achever l'anéantissement du Hamas. En Judée et en Samarie [Cisjordanie], nous éradiquons des terroristes, nous détruisons des infrastructures terroristes et nous opérons dans tous les bastions terroristes. Il n'y a pas d'endroit hors de notre portée. Au Yémen, nous avons attaqué le port de Hodeïda tenu par les Houthis, ce que la coalition internationale n'avait pas fait. En Iraq, nous avons réussi à déjouer et nous luttons contre de nombreuses attaques de drones, bien que de nombreux défis persistent. En Syrie, nous empêchons systématiquement l'Iran, le Hezbollah et l'armée syrienne de transférer des armes au Liban. Assad doit comprendre qu'il joue avec le feu.

Et maintenant, pour le septième front : le Liban [...] Avec la pleine compréhension des États-Unis, nous maintenons la pleine liberté d'action militaire. Si le Hezbollah viole l'accord et tente de s'armer, nous attaquerons. S'il s'efforce de reconstruire l'infrastructure terroriste près de la frontière, nous attaquerons. S'il lance une fusée, s'il creuse un tunnel, s'il amène un camion transportant des roquettes, nous attaquerons.

Pourquoi devrions-nous avoir un cessez-le-feu maintenant ? Pour trois raisons principales : la première raison est de se concentrer sur la menace iranienne, et je ne vais pas m'étendre là-dessus. La deuxième raison est de donner une respiration à nos forces et de reconstituer nos stocks. Et je le dis ouvertement, ce n'est un

secret pour personne qu'il y a eu de grands retards dans les livraisons d'armes et de munitions. Ces retards seront bientôt résolus. Nous recevrons des fournitures d'armes de pointe qui assureront la sécurité de nos soldats et nous leur donneront davantage de force de frappe pour achever notre mission. Et la troisième raison d'avoir un cessez-le-feu est de séparer les fronts et d'isoler le Hamas. Dès le deuxième jour de la guerre, le Hamas comptait sur le Hezbollah pour se battre à ses côtés. Avec le Hezbollah désormais hors-jeu, le Hamas se retrouve tout seul. Nous accroîtrons notre pression sur le Hamas et nous l'aiderons dans notre mission sacrée de libération de nos otages ».

2509 Israël a délibérément tué trois journalistes au Liban

Selon une [enquête](#) de Human Rights Watch en date du 25 novembre, les trois journalistes d'Al-Manar (Hezbollah) et d'Al-Mayadeen qui ont été tués dans leur sommeil au Hasbaya Village Club Resort (sud du Liban) par un tir israélien, le 25 octobre, ont été délibérément assassinés. L'usage par les FDI de bombes guidées états-uniennes, Joint Direct Attack Munition (JDAM), met en cause les États-Unis s'ils ne réagissent pas à ces meurtres.

2510 Le Hezbollah tire son bilan de la guerre

Dressant le bilan de la guerre, le Hezbollah a fait remarquer qu'elle s'est déroulée en trois temps :

- (1) Les escarmouches à la frontière visant à contraindre l'armée israélienne à se diviser en deux fronts (Gaza et le Liban) ;
- (2) « L'unité des fronts » visant à attaquer des bases militaires en Israël tant que la paix ne serait pas revenue à Gaza, à chasser la population israélienne de la bande frontalière comme l'armée israélienne chassait la population libanaise du sud du pays et la population palestinienne du nord de la bande de Gaza ;

(3) la riposte à l'invasion israélienne du Liban visant à attaquer les centres de commandements israéliens jusqu'à Tel-Aviv.

Soit au total 4 637 opérations militaires (annoncées) pendant 417 jours. Au cours de ces opérations, le Hezbollah a tué plus de 130 soldats et officiers et fait plus de 1 250 blessés ; il a détruit 59 chars Merkava, 11 bulldozers, 2 Hummers, 2 véhicules blindés et 2 véhicules blindés de transport de troupes. Six drones de type Hermes 450, deux drones Hermes 900 et un quadcopter ont été abattus. Ce bilan n'inclut pas les pertes israéliennes dans les bases militaires, les positions, les casernes, les colonies et les villes occupées.

Voltaire, actualité internationale est publié en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

2511 La Syrie prochaine cible d'Eretz Israel

Durant toute la guerre, la Syrie s'est abstenue de prises de position publique, mais a renforcé son soutien au Hezbollah. Il semble qu'elle soit aujourd'hui son principal allié, alors que l'Iran a mis fin à la politique de Qassem Soleimani « d'Axe de la résistance ». On en revient à ce qui était jusque dans les années 2000, lorsque le ministère syrien de la Défense contrôlait la milice chiite.

Juste avant l'annonce du cessez-le-feu au Liban, les FDI ont bombardé les routes, les ponts et les postes-frontières reliant la Syrie au Liban, occasionnant des dégâts considérables à Al-Dabbousieh, Jisr Qamar et Al-Jubanieh dans la banlieue occidentale de Homs, et Al-Arida à Tartous.

Juste après l'annonce du cessez-le-feu, les réseaux terroristes affiliés au Front al-Nosra, qui se trouvent dans la banlieue d'Alep et d'Idleb,

ont mené une attaque sur un large front, le 27 novembre, avec un grand nombre de combattants et en utilisant des armes lourdes et moyennes, ciblant des villages ainsi que des positions militaires.

2512 Les attaques israéliennes contre la Syrie le mois dernier

Selon [Navvar Şaban](#), chercheur au centre Omran d'Istanbul, les frappes israéliennes en Syrie entre le 15 octobre et le 15 novembre 2024 ont avant tout ciblé l'infrastructure militaire et logistique liée au Hezbollah, visant des points de passage et des ponts avec une concentration particulière sur la ville de Qusseir, hub logistique de premier plan pour l'organisation. « Quant aux cibles qualitatives, elles comprenaient des installations de sécurité et des appartements résidentiels pour des dirigeants éminents, notamment des commandants de l'unité 4400 à Damas et un certain nombre de dirigeants du mouvement du Jihad islamique palestinien. »

2513 Assassinat du rabbin Zvi Kogan

Le rabbin Zvi Kogan israélo-moldave, délégué du mouvement Chabad-Loubavitch aux Émirats arabes unis, a été enlevé le 21 novembre. Son corps sans vie a été retrouvé par la police émiratie le 24 novembre dans sa voiture à la frontière omanaise. Il était marié avec une citoyenne états-unienne, nièce du rabbin Gavriel Noach Holtzberg, qui avait été assassiné en 2008 lors des attentats de Mumbai.

Trois ouzbeks ont été arrêtés. Ils ont été accusés d'être des hommes de main de Téhéran, ce que celui-ci a démenti.

2514 La Russie recrute des combattants yéménites

Selon le *Financial Times* du 25 novembre, [l'armée russe a recruté](#) des centaines de mercenaires au Yémen. Ces combattants s'ajoutent à ceux recrutés en Inde et à ceux envoyés par la Corée du Nord. Il n'est pas clair s'il serviront pour défendre la Russie ou pour intervenir en Ukraine.

2515 Pour Ali Khamenei, Netanyahu et Galland méritent la peine de mort

L'ayatollah Ali Khamenei, guide Révolution iranienne, a déclaré le 25 novembre, que des condamnations à mort devraient être prononcées contre les dirigeants israéliens, plutôt que des mandats d'arrêt internationaux.

2516 Ali Larijani assure que Téhéran prépare sa riposte

Dans un entretien à l'agence de presse iranienne Tasnim, [Ali Larijani](#), conseiller du guide suprême Ali Khamenei, a dressé le bilan de son déplacement en Syrie et au Liban. Selon lui, l'entité sioniste ne parviendra pas à reformer les groupes jihadistes au Sud de la Syrie, tandis que les combattants du Hezbollah sont animés par l'esprit de l'Achoura (commémoration du massacre de l'imam Ali). En outre, il a annoncé que le gouvernement préparait une réplique à l'attaque israélienne du 26 octobre.

2517 Réponse ambivalente de Téhéran à l'AIEA

Le gouvernement du président iranien Masoud Pezeshkian cherche une solution à l'impasse nucléaire avant l'investiture, le 20 janvier 2025, du président Donald Trump. Après que l'Agence internationale de l'Énergie atomique (AIEA) a adopté une résolution contre Téhéran, celui-ci a répondu en annonçant l'activation de nombreuses nouvelles centrifugeuses avancées et en proposant à la fois une négociation avec l'Allemagne, la France, les États-Unis et le Royaume-Uni.

2518 Manifestation de l'opposition pakistanaise

À la demande de l'ancien Premier ministre, aujourd'hui emprisonné, Imran Khan, ses partisans (toujours majoritaires) ont manifesté le 24 novembre derrière son épouse, Bushra Bibi, et son ancien bras droit, Ali Amin Gandapur. Ils exigent la libération d'Imran Khan, appellent à de nouvelles élections et à l'annulation des

amendements constitutionnels qui ont réduit les pouvoirs judiciaires.

Selon le gouvernement, qui a imposé un confinement de la capitale et bloqué les routes principales, un policier a été tué par des manifestants.

2519 Le Bangladesh organise une montée de la tension avec Bharat

Le moine hindou Chinmoy Krishna Das (alias Krishna Das Prabhu), porte-parole de la Société internationale pour la conscience de Krishna (ISKCON) (dite secte « Hare Krishna ») a été arrêté à l'aéroport de Dhaka, le 26 novembre, pour sédition.

Il avait dirigé une manifestation, en octobre, pour protester contre le traitement des hindous par l'État musulman du Bangladesh au cours de laquelle il aurait manqué de respect au drapeau national du pays.

Son arrestation a immédiatement provoqué une émeute. Bharat a réagi en exprimant sa préoccupation.

☞ Cet incident semble avoir été délibérément organisé par le gouvernement pro-US de Muhammad Yunus pour provoquer une tension avec Bharat. Il devrait déboucher sur des mesures visant à accroître la protection du pays et l'acceptation de [l'installation d'une base militaire états-unienne sur l'île Saint-Martin](#) (revendiquée par le Myanmar) permettant à Washington de contrôler la baie du Bengale.

2520 Les États-Unis et la Chine suscitent une crise aux Philippines

L'alliance de convenance entre les familles Marcos et Duterte ne tient plus. Le président Marcos Jr. est pro-US, tandis que sa vice-présidente, Sara Duterte est prochinoise.

Le président Marcos a autorisé l'enquête de la Cour pénale internationale sur les 30 000 morts de l'opération anti-drogue de son prédécesseur, Rodrigo Duterte (le père de la vice-présidente).

Puis, un colonel de la police à la retraite a déclaré que Rodrigo Duterte avait payé en espèces pour faire tuer des caïds de la drogue (ce qu'il nie) ; que le maire élu de la municipalité de Bamban, qui a été photographié avec M. Duterte, pourrait être un espion chinois, et que le frère d'un ancien conseiller de M. Duterte a des liens avec un réseau criminel.

En octobre dernier, la Chambre des représentants a annoncé qu'elle bloquait les fonds discrétionnaires demandés dans les budgets de 2024 de deux organismes dirigés par la vice-présidente Sara Duterte.

La vice-présidente, exaspérée, a déclaré à la sénatrice Imee Marcos (sœur du président) « Si les attaques ne s'arrêtent pas, je vais vraiment déterrer le corps de votre père et le jeter dans la mer des Philippines occidentales. » Puis, elle a déclaré avoir pris des dispositions pour que le président, sa femme, Liza, et le président de la Chambre des représentants, Martin Romualdez, qui est la cousine du président, soient assassinés si elle était tuée.

2521 La Chine rappelle sa position inchangée sur les droits du peuple palestinien

Comme chaque année depuis douze ans, le président chinois, Xi Jinping, a adressé un message de félicitation à l'Assemblée générale des Nations unies, le 28 novembre, date de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien.

Il a assuré l'Assemblée générale que la Chine continuerait de travailler avec la communauté internationale pour mettre fin à la guerre et mettre fin aux meurtres, qu'elle appuierait l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA) pour continuer à fournir une aide humanitaire au peuple de Gaza et ramener la question de Palestine sur la bonne voie vers la « solution à deux États » pour parvenir rapidement à un règlement global, juste et durable. Cette solution consiste à promouvoir le règlement politique de la question de la

Palestine, à établir un État palestinien indépendant jouissant de la pleine souveraineté sur la base des frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale, et à garantir le droit du peuple palestinien à un État, son droit à l'existence et son droit au retour.

☞ La Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien a été instaurée, en 1977, chaque 29 novembre, date anniversaire de l'adoption de la résolution 181 (dite « plan de partage de la Palestine »), prévoyant un État unique binational avec un statut internationalisé pour les lieux saints.

2522 Le gouvernement militariste nippon d'Ishiba relance la polémique avec la Corée

Durant la Seconde Guerre mondiale, l'entreprise Mitsubishi a employé des esclaves sud-coréens pour extraire de l'or et de l'argent des mines de l'île de Sado. Les Premiers ministres successifs Shinzo Abe et Fumio Kishida, qui ont organisé la reconnaissance de ces lieux de mémoire par l'UNESCO, étaient tous deux des militaristes japonais. L'actuel Premier ministre, Shigeru Ishiba, est membre d'une association fasciste célébrant le souvenir du militarisme japonais et un collectionneur des reliques de la Seconde Guerre mondiale (cf. VAI 2057).

Lors de l'inscription des mines de Sado au patrimoine mondial de l'UNESCO, l'été dernier, le Japon s'était engagé à refléter leur histoire complète, y compris avec des expositions liées au travail forcé des Coréens.

Le gouvernement révisionniste japonais a célébré seul la mémoire des mineurs d'or de Sado, sans faire référence aux esclaves sud-coréens. La cérémonie était présidée par Akiko Ikuina, ministre-adjointe des Affaires étrangères, qui a participé par le passé à des cérémonies en honneur des criminels de guerre au sanctuaire de Yasukuni.

Au contraire, l'ambassadeur de Corée du Sud à Tokyo, en présence de familles de victimes et de

journalistes, a présidé une célébration distincte en mémoire des esclaves coréens.

En marge de la réunion des ministres des Affaires étrangères du G7 (cf. VAI 2527), le 25 novembre en Italie, Cho Tae-yul, ministre des Affaires étrangères sud-coréen, a rencontré son homologue japonais, Takeshi Iwaya. Les deux hommes sont convenus d'apaiser leurs relations.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

2523 Le Conseil de sécurité et la guerre russo-ukrainienne

Le Conseil de sécurité de l'ONU a débattu, le 27 novembre, de l'escalade militaire en Ukraine et en Russie avec le tir de missiles ATACMS et Storm Shadow par l'Ukraine et celui d'Oreshnik par la Russie.

Les Occidentaux ont accusé la Russie d'avoir installé 10 000 soldats nord-coréens sur le front. Le représentant russe a balayé comme « absurdes » les accusations concernant cette présence nord-coréenne, tout comme celles plus anciennes concernant l'utilisation par Moscou de missiles iraniens, avant d'ironiser sur ce que Kiev et les Occidentaux « pourraient imaginer la prochaine fois : des Martiens ? des petits hommes verts ? »

2524 Vers un instrument juridiquement contraignant sur la prévention et la répression des crimes contre l'humanité

La Sixième commission de l'Assemblée générale des Nations unies, chargée des questions juridiques, a adopté sans vote, le 22 novembre, un projet de résolution. Selon ce texte, l'Assemblée générale déciderait que la Conférence des plénipotentiaires se réunirait au siège de l'ONU à New York pendant trois semaines consécutives début 2028 et pendant trois semaines consécutives début 2029, en vue d'élaborer et de conclure un instrument juridiquement contraignant sur la prévention et la répression des crimes contre l'humanité.

2525 La CPI inculpe Benjamin Netanyahu et Yoav Galland

La Chambre préliminaire de la Cour pénale internationale a délivré, le 21 novembre, des [mandats d'arrêt](#) contre Benjamin Netanyahu, Premier ministre d'Israël, et Yoav Gallant, ministre de la Défense au moment des faits, pour avoir « affamé des civils comme méthode de guerre, constitutif d'un crime de guerre, et perpétré des crimes contre l'humanité, des meurtres, persécutions et autres actes inhumains. »

2526 La Ligue arabe, inquiète de l'agression israélienne en Iraq et en Syrie

La Ligue des États arabes a adopté, le 25 novembre au Caire, une résolution condamnant « les crimes d'agression, de génocide et de nettoyage ethnique commis par "Israël" contre le peuple palestinien et des crimes d'agression contre les territoires de la République libanaise et de la République arabe syrienne. »

Elle a donné mandat à ses représentants à New York, et notamment l'Algérie au Conseil de sécurité, pour s'opposer à l'extension d'*Eretz Israel* (le « grand Israël ») en Iraq et en Syrie.

2527 Réunion des ministres des Affaires étrangères du G7

Les ministres des Affaires étrangères du G7 se sont réunis à Rome durant deux jours. Ils ont débattu de la manière de critiquer la mise en examen par la Cour pénale internationale (CPI) de Benjamin Netanyahu et de Yoav Galland, alors qu'ils ont applaudi celle de Vladimir Poutine par la même cour.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.

42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71. [Abonnement annuel](#) : 500 euros.

Vente au numéro : 15 euros.

Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N° 111 - 6 décembre 2024

ÉDITORIAL

2528 Tentative de coup d'État en Corée du Sud

- Le 3 décembre à 22 h 25 (heure locale), Yoon Suk Yeol, président sud-coréen, a délivré un message surprise à la nation. À la quatrième minute de son allocution, il a déclaré : « Chers citoyens, je proclame la loi martiale pour protéger la République de Corée des menaces communistes de la Corée du Nord et des factions anti-États pro-nord sapant notre liberté et notre ordre constitutionnel. » Il entendait ainsi « éradiquer les forces pro-nord-coréennes et protéger l'ordre constitutionnel de liberté ». Et « reconstruire » et « sauvegarder » la nation, qu'il a décrite comme étant confrontée à des défis importants. Bien que cela puisse causer « quelques désagréments » aux citoyens, Yoon a promis de « normaliser » le pays rapidement, affirmant que le gouvernement reste attaché à sa politique étrangère et qu'il s'acquittera de ses responsabilités au sein de la communauté internationale.

- Le président Yoon a assuré que les réductions budgétaires demandées par l'opposition saperaient les fonctions essentielles du gouvernement, y compris la prévention de la criminalité liée à la drogue et les mesures de sécurité publique, affirmant qu'elles ont déjà poussé le pays à devenir un « refuge pour la drogue et ont laissé la sécurité publique dans un état de crise ». Selon lui, « l'Assemblée nationale est devenue un havre pour les criminels, paralysant les systèmes judiciaires et administratifs et tentant de renverser le système démocratique libre par le biais de la dictature législative. »

☞ Seul un député de l'opposition Kim Min-seok, avait évoqué auparavant une possible tentative de coup d'État via l'instauration de la loi martiale. Il avait été considéré comme un « complotiste » et ses propos n'avaient pas été pris en considération.

☞ 22 motions de destitution ont été déposées contre des responsables gouvernementaux depuis leur prise de fonction en mai 2022. L'opposition a déclenché 10 procédures de mise en accusation depuis la formation de la 22^e Assemblée nationale, en juin.

- Il ne semble pas que les États-Unis aient été prévenus à l'avance des intentions putschistes du président.

- Un décret a immédiatement été signé confiant le commandement de la loi martiale au général Park An-su, chef d'état-major de l'armée. Il a prononcé une interdiction générale des activités politiques, y compris des manifestations et des activités des partis politiques (...)

(...) • Les boutiques alimentaires en ligne et les magasins ouverts la nuit ont été pris d'assaut par les citoyens qui ont commandé frénétiquement des provisions.

- La Constitution prévoit que l'Assemblée nationale peut lever la loi martiale à la majorité simple. Aussi vers 23 h, le président de l'Assemblée nationale, Woo Won-shik, a lancé un appel urgent aux législateurs, déclarant : « Tous les membres de l'Assemblée nationale doivent se réunir immédiatement dans la salle plénière. »

- 280 militaires des Forces spéciales, équipés de fusils d'assaut, sont entrés de force dans le bâtiment de l'Assemblée nationale ; une mesure sans précédent, marquant le premier incident de ce type depuis la déclaration de la loi martiale, lors de l'assassinat du dictateur Park Chung-hee et l'instauration de la dictature de Chun Doo-hwan, en 1979. Le personnel de l'Assemblée a tenté vainement d'empêcher l'entrée des soldats tandis que les parlementaires débutaient leur séance.

- Une centaine d'autres soldats ont pénétré dans les locaux de la Commission électorale nationale, à Gyeonggi. Ils ont saisi les téléphones portables du personnel et fermé les issues.

- Un mandat d'arrêt aurait été lancé contre le célèbre youtubeur Kim Ou-joon, très critique du président Yoon (ce point n'a pas été confirmé).

- Bravant la loi martiale, une foule s'est rassemblée devant le siège de l'Assemblée face à l'armée.

- Les réseaux sociaux ont été couverts de fausses annonces d'arrestation de personnalités et de simples citoyens. Elles ont immédiatement été démystifiées par les internautes. Au contraire, la vidéo de Lee Jae-myung, président du Parti démocrate de Corée, grimpant un mur pour entrer dans le bâtiment de l'Assemblée nationale, a été vue par 2,38 millions de téléspectateurs en temps réel.

- Vers 1 h du matin, soit deux heures et demie après la proclamation de la loi martiale, une majorité de députés a voté son abrogation.

- Les soldats qui avaient envahi la Commission électorale nationale l'ont évacuée.

- Le président Yoon a convoqué son gouvernement pour lever la loi martiale, alors qu'elle avait été imposée par le Conseil national de sécurité. Il a déclaré : « Une réunion du Cabinet a été convoquée, mais en raison de l'heure matinale, le quorum n'a pas encore été atteint. La loi martiale sera levée dès que le quorum sera atteint. »

- Vers 4 h 20, soit trois heures vingt après le vote de l'Assemblée, le gouvernement a levé officiellement la loi martiale. Celle-ci n'aura donc duré que six heures.

- Dans un communiqué, Antony Blinken, secrétaire d'État des États-Unis, a déclaré : « Nous continuons d'attendre que les désaccords politiques soient réglés pacifiquement et conformément à l'état de droit. Nous réaffirmons notre soutien au peuple coréen et à l'alliance États-Unis/Corée du Sud fondée sur des principes communs de démocratie et d'État de droit. » La réunion du Groupe consultatif nucléaire (NCG) qui devait se dérouler à Washington a été annulée *sine die*. Kurt M. Campbell, secrétaire d'État adjoint, a vivement critiqué la tentative de coup d'État du président Yoon.

Depuis les années cinquante, 13 000 soldats US stationnent en Corée du Sud. Celle-ci a fourni le troisième contingent lors de la guerre contre l'Iraq après les USA et le Royaume-Uni. En mars dernier, Séoul hébergeait le sommet mondial pour la démocratie.

- Le 4 décembre, à 18 h 20, environ 10 000 personnes se sont rassemblées à la gare de Gwanghwamun (Séoul). Une banderole proclamait : « Le président Yoon doit démissionner. » La foule a chanté « Tout le pouvoir en République de Corée vient du peuple », comme lors des manifestations de

2016 qui aboutirent à la destitution de la présidente Park Geun-hye (la fille du dictateur Park Chung-hee vivait sous l'influence de celle d'un célèbre chaman).

- Le 5 décembre, six partis d'opposition, dont le principal parti d'opposition, le Parti démocrate de Corée (DPK) (majoritaire avec 170 sièges sur 300), ont déposé un projet de loi de destitution du président Yoon. Selon le DPK, « la déclaration de la loi martiale viole à la fois les aspects procéduraux et les aspects de fond de la Constitution et de la loi, en prévoyant des motifs complets de destitution. Yoon est le chef d'une rébellion, telle que définie par notre Constitution. En tant que dirigeant d'une rébellion, Yoon doit immédiatement démissionner de la présidence. » Le vote de la destitution est annoncé pour le 7 décembre.

☞ La Constitution prévoyant une majorité qualifiée et un quorum des deux tiers pour destituer le président, il faudrait qu'au moins huit députés de son propre parti approuvent son renvoi. Si la motion de destitution est adoptée, l'autorité de Yoon sera immédiatement suspendue jusqu'à ce que la Cour constitutionnelle prenne une décision et le Premier ministre, Han Duck-soo, assumera l'intérim.

- Les parlementaires considèrent que le ministre de la Défense, le général Kim Yong-hyun, est l'inspirateur de la tentative de coup d'État et qu'il la préparait depuis trois mois. Beaucoup pensent qu'il devrait être condamné à la prison à vie pour trahison. Certains estiment que le ministre de l'Intérieur, Lee Sang-min, était également complice de la tentative de coup d'État, mais son implication n'est pas prouvée. Enfin quelques-uns considèrent que le président Yoon a basculé dans la folie.

- Les principaux assistants présidentiels, y compris le chef d'état-major Chung Jin-suk, le conseiller à la sécurité nationale Shin Won-sik, et des secrétaires de haut niveau, ont présenté leur démission. La plupart d'entre eux assurent qu'ils ignoraient que le président avait planifié de décréter la loi martiale.

- Le général Kim Yong-hyun, ancien responsable de la sécurité du président, n'a été nommé ministre de la Défense que le 12 août dernier. Il a présenté sa démission une demi-heure après la levée de la loi martiale par le gouvernement. Elle a été acceptée par le président Yoon qui l'a remplacé par Choi Byung-hyuk, jusque-là ambassadeur en Arabie saoudite. Considéré comme le principal suspect de la tentative de coup d'État, Kim Yong-hyun s'est vu notifier une interdiction de quitter le territoire dès que l'on a su qu'il préparait sa fuite.

AMÉRIQUES

2529 Joe Biden gracie son propre fils pour tous les crimes qu'il a pu commettre

Le président Joe Biden a gracié son fils Hunter, un mois et demi avant la fin de son mandat. Cette grâce est très inhabituelle d'abord en raison de la proximité entre le président et le gracié, puis par son étendue. Elle ne cite pas les crimes et délits graciés et s'appliquera même à ceux qui ne font pas encore l'objet d'une enquête (comme [les crimes commis en Ukraine](#)).

De nombreux parlementaires, y compris démocrates, ont critiqué ce pardon. Le président Biden s'était forgé une image de personnalité soutenant l'état de droit face à Donald Trump qui n'aurait pas respecté les règles communément admises. Le président réélu a laissé entendre qu'il pourrait gracier toutes les personnes condamnées pour l'assaut du Capitole, le 6 janvier 2021.

2530 Antony Blinken accorde encore une fois de l'aide militaire à l'Ukraine

Antony Blinken, secrétaire d'État, a annoncé, le 2 décembre, que les États-Unis enverraient une aide militaire supplémentaire de 725 millions de dollars à Kiev, incluant des munitions contre les drones et d'autres pour le système de fusée HIMARS, ainsi que des mines terrestres antipersonnelles.

Voltaire, *actualité internationale* est publié. en quatre langues :

- Allemand
- Anglais
- Espagnol
- Français

2531 Les dessous de la guerre commerciale envisagée par Donald Trump

[Donald Trump](#) a déclaré, le 8 septembre, lors d'un meeting dans le Wisconsin : « Je déteste quand les pays sortent du dollar... Je leur dirais : “Vous quittez le dollar, alors vous ne ferez pas affaire avec les États-Unis parce que nous allons mettre des droits de douane à 100 % sur vos marchandises”. »

le 25 novembre 2024, le président réélu a déclaré vouloir imposer au Mexique et au Canada des droits de douane de 25 % sur l'ensemble des produits qu'ils exportent aux États-Unis, malgré l'accord de libre-échange en vigueur entre Washington et ces deux pays. Il a promis qu'il maintiendra cette surtaxe « jusqu'à ce que les drogues, en particulier le fentanyl, et tous les immigrants illégaux arrêtent cette invasion de notre pays ! »

Le 30 novembre, il a rajouté sur TruthSocial : « L'idée que les pays membres des BRICS essaient de s'éloigner du dollar pendant que nous restons les bras croisés est TERMINÉE. Nous exigeons que ces pays s'engagent à ne pas créer une nouvelle monnaie BRICS, ni à soutenir une autre monnaie pour remplacer le puissant dollar américain, sinon ils seront confrontés à des droits de douane de 100 % et doivent s'attendre à dire adieu à la vente dans la merveilleuse économie américaine. Ils peuvent aller chercher un autre “pigeon” ! Il n'y a aucune chance que les BRICS remplacent le dollar américain dans le commerce international, et tout pays qui essaierait devrait dire adieu à l'Amérique. »

👉 Le président russe, Vladimir Poutine, a déjà ouvert une solution en déclarant lors du forum des BRICS que le problème n'était pas le dollar

en lui-même, mais les mesures coercitives unilatérales qu'impose Washington en interdisant à la Russie de payer en dollars. Il suffirait donc que ces prétendues sanctions soient levées pour que le problème soit réglé.

👉 La Chine vient d'émettre des bons obligataires, non pas en yuan, mais en dollars états-uniens. Elle espère les vendre à l'Arabie saoudite. Beijing espère ainsi permettre à ses partenaires du Sud global d'emprunter des dollars à 5 %, et non pas à 30 %, comme le propose le Fonds monétaire international (FMI).

2532 Donald Trump appelle à la libération des otages du Hamas avant sa prise de fonction

Le président réélu, Donald Trump, a tweeté sur SocialTruth : « Tout le monde parle des otages qui sont détenus de manière si violente, inhumaine et contre la volonté du monde entier, au Moyen-Orient. Mais ce ne sont que des paroles et aucune action ! S'il vous plaît, laissez cette VÉRITÉ servir à montrer que si les otages ne sont pas libérés avant le 20 janvier 2025, date à laquelle je prends fièrement mes fonctions de président des États-Unis, il y aura TOUT L'ENFER À PAYER au Moyen-Orient, et pour ceux qui sont aux commandes et qui ont perpétré ces atrocités contre l'humanité. Les responsables seront frappés plus durement que quiconque dans la longue et riche histoire des États-Unis d'Amérique. LIBÉREZ LES OTAGES MAINTENANT ! »

EUROPE

2533 La complicité des gouvernements de Rishi Sunak et de Keir Starmer dans les crimes commis à Gaza

Declassified UK a montré que les avions de surveillance britanniques basés à Chypre jouent un rôle crucial dans les opérations militaires israéliennes à Gaza. L'organisation a collecté les plans de vol et filmé le décollage des appareils. S'exprimant lors d'une foire aux armements, le commodore de l'air Ian Gale a souligné que « lorsque vous avez un avion dont on cache les

sorties très, très soigneusement, vous devez savoir que ce qu'il fait est absolument crucial ».

[Naledi Pandor](#), ministre sud-africaine des Affaires étrangères, qui a déposé plainte contre Israël devant la Cour internationale de justice (CIJ), a déclaré que, dans cette situation, fournir des renseignements aériens aux FDI constitue un crime contre l'humanité.

2534 La France n'appliquera pas les mandats d'arrêt de la CPI contre des personnalités israéliennes

Le ministère français des Affaires étrangères a publié un communiqué, le 25 novembre, une heure après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu au Liban. Il stipule :

« La France respectera ses obligations internationales, étant entendu que le Statut de Rome exige une pleine coopération avec la Cour pénale internationale (CPI) et prévoit également qu'un État ne peut être tenu d'agir d'une manière incompatible avec ses obligations en vertu du droit international en ce qui concerne les immunités des États non parties à la CPI. De telles immunités s'appliquent au Premier ministre Netanyahu et aux autres ministres concernés et devront être prises en considération si la CPI devait nous demander leur arrestation et remise.

Conformément à l'amitié historique qui lie la France à Israël, deux démocraties attachées à l'État de droit et au respect d'une justice professionnelle et indépendante, la France entend continuer à travailler en étroite collaboration avec le Premier ministre Netanyahu et les autres autorités israéliennes pour parvenir à la paix et à la sécurité pour tous au Moyen-Orient. »

Ce document contredit la position préalablement exprimée d'application du mandat d'arrêt de la CPI concernant Benjamin Netanyahu. Il semble qu'il ait permis à Paris d'obtenir l'agrément de Tel-Aviv au comité international chargé de l'application du cessez-le-feu.

2535 L'Assemblée nationale française censure le gouvernement

L'Assemblée nationale a censuré, le 4 décembre, le gouvernement de Michel Barnier lors d'un vote lié au projet de budget 2025. Il a donc remis sa démission au président de la République.

👉 La crise institutionnelle ne provient pas ni de la dissolution de l'Assemblée nationale, ni de la personnalité de Michel Barnier, mais de l'alliance tactique, dite « Front républicain », survenue entre les deux tours de l'élection législative anticipée (30 juin et 7 juillet). En excluant le Rassemblement national (32 % des suffrages exprimés) de toute majorité, la classe politique s'est engagée dans une voie sans issue.

2536 Didier Reynders à nouveau mis en cause pour blanchiment d'argent

Didier Reynders, ancien commissaire européen chargé de l'État de droit et de la lutte contre la corruption, est soupçonné de s'être livré à des activités de blanchiment par le biais d'achats de jeux de hasard quand il était ministre du gouvernement fédéral belge. La police a perquisitionné son domicile bruxellois, le 3 décembre.

Lors de sa nomination à la Commission européenne, il avait déjà été mis en cause à propos de la construction de l'ambassade de Belgique à Kinshasa. L'argent avait été blanchi, selon les accusations, par la vente d'antiquités et de biens immobiliers.

2537 Le PPE et Renew Europe s'opposent à l'entrée d'un parti antisémite au gouvernement lituanien

L'Allemand Manfred Weber, président du groupe parlementaire PPE, et la Française Valérie Hayer, présidente de Renew Europe, ont demandé au Parti social-démocrate lituanien (LSDP) et au parti Union des démocrates pour la Lituanie (DSVL), le 29 novembre, de « rejeter immédiatement » le parti Aube sur Niemen

(NA) de la nouvelle coalition gouvernementale en Lituanie.

« Accorder une légitimité au parti dirigé par le leader ouvertement antisémite, R. Žemaitaitis, qui a violé la Constitution et fait l'objet de poursuites pénales pour ses déclarations antisémites, porte atteinte aux principes démocratiques et à l'engagement de la Lituanie en faveur d'une société inclusive », estiment les deux dirigeants dans un communiqué.

2538 La Hongrie modifie les conseils d'administration de ses universités pour se mettre en conformité avec l'UE

La Hongrie a notifié à la Commission européenne, le 2 décembre, avoir modifié une loi qui gère les conflits d'intérêts et les questions de transparence dans les universités administrées par des fonds d'intérêt public afin d'empêcher les politiciens de haut rang de siéger dans les conseils d'administration.

La Commission européenne a désormais un mois pour évaluer la législation et, si les progrès attendus sont constatés, transmettre le dossier au Conseil de l'UE. Ce dernier décidera alors, en dernière instance, de redonner à la Hongrie un accès aux fonds Erasmus+ et Horizon Europe, dont 6,3 milliards d'euros ont été gelés.

2539 L'UE poursuivra son soutien à l'Ukraine même après l'investiture de Donald Trump

Le président du Conseil européen, António Costa, qui a pris la succession de Charles Michel, et la nouvelle haute représentante de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Kaja Kallas, ont consacré leur premier déplacement à l'Ukraine.

À Kiev, António Costa a déclaré : « Ce mois-ci, l'Union européenne fournira à l'Ukraine un montant supplémentaire de 4,2 milliards d'euros pour soutenir le budget ukrainien. En outre, à partir du mois prochain, nous fournirons 1,5 milliard de dollars par mois pour une autre année. Ces fonds proviennent d'avoirs russes

gelés et peuvent également être utilisés à des fins militaires. »

Il a également souligné que l'Europe continuera à faire pression sur l'économie russe pour qu'elle affaiblisse la capacité de l'État agresseur à faire la guerre. Selon le président du Conseil européen, l'UE prépare son 15^e paquet de sanctions.

Les [négociations](#) ont porté sur l'adhésion de l'Ukraine à l'UE et sur le renforcement de la défense anti-aérienne.

2540 Le pillage des entreprises publiques ukrainiennes par les Anglo-Saxons

Le programme SOERA (*State-owned enterprises reform activity in Ukraine*, Réforme des entreprises publiques en Ukraine) a été créé par l'USAID (Agence des États-Unis pour le développement international) avec l'aide du ministère britannique des Affaires étrangères, à la suite de la Conférence sur la réforme de l'Ukraine (Londres, 6 juin 2017). Ce programme prévoyait des opportunités d'investissement pour les entreprises anglo-saxonnes. Il s'agissait en fait de piller les anciennes propriétés collectives de l'époque soviétique comme cela avait été fait en Russie, sous le président Boris Eltsine et la coordination de Jacob Rothschild.

Au cours de la guerre, ce programme a été accéléré lors des conférences pour la réforme (Londres, 21-22 juin 2023 et Berlin, 11-12 juin 2024). Selon des documents britanniques, la SOERA avait alors préparé 25 textes législatifs, dont 13 ont déjà été adoptés. Les programmes de la Banque mondiale (593 millions de dollars), du FMI (Country Report No. 2024/314) et de l'Union européenne (38,25 milliards d'euros) (PE 755.733) pour l'Ukraine sont tous conditionnés à ce projet de privatisation. L'ensemble des investissements étrangers est géré par le Fonds de développement de l'Ukraine. Celui-ci est dirigé, depuis mai 2023, par BlackRock Financial Market Advisory.

C'est dans ce contexte que le président illégitime ukrainien, Volodymyr Zelensky, a signé, le 17

octobre, une [loi No. 11474](#). Elle permet de terminer de privatiser d'anciennes entreprises publiques qui étaient entrées dans le portefeuille de banques ukrainiennes.

2541 Le Conseil de l'Europe soutient les aspirations européennes d'une partie des Géorgiens

Le 1^{er} décembre, le gouvernement géorgien a accusé l'UE d'utiliser les négociations d'adhésion pour « faire chanter » le pays et « organiser une révolution » en Géorgie. C'est pourquoi il a « décidé de ne pas mettre la question de l'ouverture des négociations avec l'Union européenne à l'ordre du jour avant fin 2028 ». « De plus, nous refusons toute subvention budgétaire de l'Union européenne jusque fin 2028 ».

L'Estonienne Kaja Kallas, haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, et la Slovène Marta Kos, commissaire européenne à l'Élargissement, ont commenté : « Cette annonce marque un changement par rapport aux politiques de tous les gouvernements géorgiens précédents et aux aspirations européennes de la grande majorité du peuple géorgien, telles qu'elles sont inscrites dans la Constitution géorgienne. »

Tout en soulignant sa « détermination à soutenir la Géorgie dans ses aspirations européennes », le Suisse Alain Berset, secrétaire général du Conseil de l'Europe, a exprimé, quant à lui, « ses préoccupations quant à l'aggravation de la polarisation et de l'impasse politique en Géorgie ».

2542 Les missiles Oreshnik bouleversent les analyses militaires traditionnelles

Intervenant au conseil de sécurité de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), [Vladimir Poutine](#), président russe, a précisé : « Le système Oreshnik, bien sûr, n'a pas d'équivalents dans le monde, et je doute que nous voyions quelque chose de comparable dans un avenir prévisible. Permettez-moi d'expliquer

brèvement son fonctionnement, comme demandé.

Il déploie des dizaines d'ogives sur une tête unique qui frappent la cible à une vitesse de Mach 10, soit environ trois kilomètres par seconde. La température des éléments d'impact atteint 4 000 degrés Celsius, proche la température de surface du Soleil, qui est d'environ 5 500 à 6 000 degrés. Par conséquent, tout ce qui se trouve dans l'épicentre de l'explosion est réduit en miettes, des particules élémentaires, qui se transforment essentiellement en poussière. Le missile est capable de détruire des structures même fortement fortifiées et celles situées à des profondeurs importantes.

Les experts militaires et techniques notent que, lors de frappes massives à l'aide de plusieurs missiles Oreshnik simultanément, leur impact est comparable à celui d'une arme nucléaire. Toutefois, l'Oreshnik n'est pas classé comme une arme de destruction massive. Cette distinction s'explique par deux facteurs clés : premièrement, comme l'a confirmé le test du 21 novembre, le système fait preuve d'une précision exceptionnelle ; deuxièmement, et surtout, il fonctionne sans ogive nucléaire, ce qui signifie qu'aucune contamination radioactive ne suit son utilisation.

À partir d'aujourd'hui, nous disposons de plusieurs systèmes de ce type prêts à être déployés. Naturellement, comme indiqué précédemment, nous continuerons à réagir aux bombardements en cours. Ils ont été exécutés sur le territoire russe avec des missiles à longue portée de fabrication occidentale.

Le ministère de la Défense et l'état-major général de l'armée russe déterminent les cibles des frappes en Ukraine. Il peut s'agir notamment des installations militaires, des sites de l'industrie de la défense ou des centres de décision à Kiev. D'autant plus que le régime de Kiev a tenté à maintes reprises d'attaquer les infrastructures critiques en Russie, y compris à Saint-Petersbourg et à Moscou ; des tentatives qui se poursuivent.

La production en série du système Oreshnik a commencé. »

AFRIQUE

2543 Le Tchad met fin aux accords de défense avec la France

Le Tchad a annoncé, le 28 novembre, mettre fin à l'accord de défense signé avec la France en 2019. Le président [Mahamat Idriss Déby](#) l'a confirmé le 1^{er} décembre. Il a spécifié que l'accord de défense entre les deux pays datait d'une autre époque et qu'il est devenu obsolète. Le Tchad ne peut plus accepter ce système sans réciprocité, il doit renforcer ses propres capacités. Cette décision de rupture ne signifie aucunement une remise en question des relations diplomatiques avec la France, mais l'aboutissement de l'indépendance.

2544 Célébration des tirailleurs sénégalais

- Le 1^{er} décembre, le Sénégal a commémoré le 80^e anniversaire du massacre des tirailleurs sénégalais, des soldats africains ayant servi la France durant la Première et la Seconde Guerre mondiale.
- Plusieurs chefs d'État africains ont participé à l'évènement : Adama Barrow, président gambien ; Umaro Embaló, président de la Guinée-Bissau ; Mohamed Ould Cheikh, président de la Mauritanie et président en exercice de l'Union africaine ; Azali Assoumani, président des Comores ; Brice Oligui Nguema, président gabonais. Abderaman Koulamallah, ministre tchadien des Affaires étrangères et Jean-Noël Barrot, ministre français des Affaires étrangères, étaient également présents.
- Bassirou Diomaye Faye, président sénégalais, a déclaré lors de son discours qu'un mémorial sera érigé à Thiaroye pour servir de lieu de recueillement dédié aux tirailleurs sénégalais. Ce site, qui sera ouvert à toutes les nations africaines concernées, vise à conserver la mémoire des 16 pays d'Afrique subsaharienne représentés par ces soldats. Un centre de

documentation et de recherche y sera également construit pour compiler et préserver l'histoire des tirailleurs, en rendant hommage à leur rôle dans la libération de la France pendant la Seconde Guerre mondiale.

- Dans un entretien à [France Télévisions](#), le président sénégalais a indiqué avoir reçu, le 28 novembre, une lettre de son homologue français, Emmanuel Macron, dans laquelle il reconnaît que le massacre de Thiaroye a bien eu lieu. Il a commenté : « Ce pas doit ouvrir la porte à une collaboration parfaite pour la manifestation de toute la vérité sur ce douloureux événement. »

Au cours du même entretien, il a annoncé mettre fin prochainement à l'accord de défense signé avec la France, sans pour autant remettre en question les relations diplomatiques avec l'ancien colonisateur.

👉 Durant la Première Guerre mondiale, entre 135 000 et 180 000 tirailleurs sénégalais se battirent pour la France. Ils furent 140 000 Africains à se battre pour la France libre durant la Seconde Guerre mondiale, notamment durant le débarquement de Provence.

👉 À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, deux incidents, profondément marqués de racisme, eurent lieu. En novembre 1944, des soldats, rassemblés près de Dakar, à Thiaroye, réclamèrent leurs indemnités et pensions. Considérant qu'ils n'y avaient pas droit, leurs supérieurs les massacrèrent, faisant entre 70 et plusieurs centaines de morts. Une deuxième affaire survint en 1946 avec la révolte des tirailleurs sénégalais, astreints à des tâches ingrates à Cayenne (Guyane française). Elle fit au moins 7 morts.

- Après les expulsions des troupes états-uniennes et françaises de plusieurs États africains, les Occidentaux devraient redéployer leur dispositif colonial en s'appuyant sur le Niger et la Côte d'Ivoire. Nous employons ici le terme « colonial » et non pas l'expression « de coopération » puisque, comme l'a fait remarquer le président Bassirou Diomaye Faye,

Washington et Paris n'envisagent aucune réciprocité en matière militaire.

2545 Saisie de drones tchèques au Soudan

Selon [l'armée soudanaise](#), un convoi d'armes a été saisi, le 1^{er} décembre, près de la ville de Nyala, capitale de l'État du Darfour-Sud. Il visait à importer des armes dangereuses d'un État européen à travers le Tchad au Darfour, en particulier vers la ville d'Al-Fasher. Trois grands drones capables de transporter quatre missiles air-sol en plus de six petits drones capables de transporter deux missiles de ce type ont été confisqués. « Les armes comprenaient des drones Danger à hélices portant le numéro de série J/DF24-23-01-043A. Ils sont produits par Woodcomp Propellers, basé en République tchèque au centre de l'Europe. Ils ont été modifiés à des fins militaires, et leur entrée au Soudan est considérée comme sans précédent. Ce convoi était soutenu et financé par les Émirats arabes unis. »

ASIE

2546 Moshe Ya'alon accuse Netanyahu d'avoir ordonné aux FDI de commettre un nettoyage ethnique

Le général Moshe Ya'alon, ancien ministre israélien de la Défense (2013-2016), a déclaré le 1^{er} octobre à la radio KAN que sa vision des choses était « exacte » et qu'il n'y avait « tout simplement pas d'autres mots » que le nettoyage ethnique, les ministres israéliens parlant de la façon dont « la bande de Gaza sera nettoyée des Arabes ».

Puis, le même jour, il a déclaré sur la chaîne de télévision Democrat TV : « Je ne dis plus [que l'armée israélienne est] l'armée la plus morale au monde à cause de l'ingérence des politiciens, qui corrompent l'armée ». Revenant sur l'expression nettoyage ethnique lors de son interview du matin, il a poursuivi : « Je ne parle pas de meurtre de masse, mais d'une "définition différente"... le fait d'évacuer une population de

chez elle, de détruire les maisons – c'est ce qui se passe à Beit Hanoun et Beit Lahiya. »

Sur l'antenne de radio KAN, Yoav Gallant a exigé que Ya'alon présente des excuses et rappelé que les soldats israéliens respectaient les principes les plus exigeants qui soient lors de cette « guerre complexe et difficile qui nous a été imposée ».

Gideon Saar, ministre des Affaires étrangères a commenté sur X : « Les propos irresponsables de l'ex-ministre Moshe Ya'alon sont inexacts, infondés et calomnieux envers Israël. Je l'invite à revenir sur ses propos. » « Ce n'est désormais plus l'armée la plus morale du monde », a-t-il répété. « Et cela m'est difficile de le dire. »

2547 La France dénonce les violations répétées du cessez-le-feu par Israël

Le 1^{er} octobre, Paris a fait état de 52 violations présumées de l'accord de cessez-le-feu au Liban par l'armée israélienne et a accusé Israël de contourner le Comité international chargé de veiller au respect de l'accord.

2548 Le Comité international chargé de veiller au respect du cessez-le-feu

Au comité international de surveillance de la 1701, le Liban est représenté par le général Edgard Lawandos, la France par le général de brigade Guillaume Ponchin, les États-Unis par le général Jasper Jeffers III.

Ce dernier, commandant des Forces spéciales US (USSoCom), est arrivé au Liban à la tête d'une délégation d'une douzaine d'officiers. Il pourrait aussi superviser des actions spéciales dans la région, notamment en Syrie. Au sein de l'armée états-unienne, il est perçu comme un « futuriste », c'est-à-dire un militaire imaginatif intégrant les dernières technologies.

On ignore encore qui représentera Israël et le Royaume-Uni.

2549 Le Hezbollah respecte le cessez-le-feu oral

Le Hezbollah a renoncé à son triptyque « l'armée, le peuple, la résistance » pour se rallier au soutien de l'État libanais, bien que celui-ci soit communautaire et non pas démocratique. Il a désormais conscience qu'il ne pourra pas être défendu ni par la Syrie, ni par l'Iraq, ni par l'Iran, alors que son adversaire, Israël, est soutenu par les États-Unis. Il joue donc le jeu et se conforme aux instructions de l'armée pour appliquer la résolution 1701. Il n'a répondu qu'à deux violations du cessez-le-feu après les 54 d'Israël et encore, sa riposte n'était que contre des zones contestées (les fermes de Chebaa inhabitées et Roueissat el-Alam). À terme, le Hezbollah pourrait devenir la composante populaire de l'armée libanaise.

2550 La Russie et le Hezbollah en Syrie

Il y a une quinzaine de jours, Alexander Lavrentiev, envoyé spécial du président Poutine au Moyen-Orient, avait fait savoir que ses militaires stationnés en Syrie n'avaient pas pour

mandat de prévenir des livraisons d'armes au Hezbollah (cf. VAI 1471). Puis, l'armée russe aurait refusé à un avion transportant des armes iraniennes d'atterrir sur sa base syrienne de Hmeimim.

2551 Les jihadistes d'HTC prennent Alep

- Hay'at Tahrir al-Cham (Organisation de libération du Levant) (HTC) est issue de Jabhat al-Nosra (Front Al-Nosra), la branche syrienne d'al-Qaëda. Son chef, Abou Mohammad al-Jolani, a rompu avec al-Qaëda en 2016 sans motif, afin de paraître plus présentable aux yeux de l'opinion publique internationale.

- Selon Abou Maria al-Qahtani, l'idéologue de HTC, « notre jihad est réel, mais il est dirigé contre les Russes et le régime syrien pour libérer la Syrie. Rien de plus. »

- HTC traite désormais les chrétiens comme des mustamin (classification islamique pour des

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Ce qui change au Moyen-Orient](#) », par Thierry Meyssan

La première conséquence des massacres israéliens à Gaza, en Cisjordanie, au Liban, en Syrie, en Iraq et au Yémen n'est pas celle que nous attendions. À ce jour les criminels au pouvoir à Tel-Aviv continuent leur conquête avec les armes qu'on leur donne. La transformation a d'abord été en Israël même et dans la diaspora juive, contraignant les FDI à accepter un cessez-le-feu non écrit au Liban, tout en bénéficiant de l'aide de Washington pour déplacer les combats en Syrie. Les fronts ukrainiens et libanais ont fusionné et se sont déplacés en Syrie.

- Vidéo : [Chronique de Thierry Meyssan pour le Courrier des stratèges](#)

Reprenant sa chronique pour le *Courrier des stratèges*, Thierry Meyssan explique le changement de paradigme au Moyen-Orient depuis l'assassinat de Hassan Nasrallah. En neuf semaines, il apparaît que l'Iran a conclu un accord secret avec Israël et a abandonné la stratégie de l'Axe de la résistance. Israël a accepté un cessez-le-feu oral au Liban et a le même jour lancé une attaque jihadiste au nord de la Syrie. La Türkiye s'y est jointe pour annexer Alep et bientôt Mossoul en Iraq.

étrangers non musulmans qui résident de manière limitée sur un territoire musulman), leur épargnant le pacte du dhimmi (série de droits et de devoirs réservés aux non-musulmans) et le paiement de l'impôt de la jizy. En septembre 2022, pour la première fois en une décennie, une cérémonie en l'honneur de sainte Anne a pu avoir lieu dans l'église arménienne d'al-Yacoubiyah, dans la campagne de Jisr al-Shugur, à l'ouest d'Idleb.

- Abdoullakh Anzorov, l'assassin de Samuel Paty (professeur d'histoire décapité, le 16 octobre 2020) était en contact avec HTC.

- « HTC est comme de nombreux autres régimes de la région en termes de tendances autoritaires et de répression des opposants, qu'il met en prison et qu'il torture, suggère Aaron Y. Zelin. C'est un peu comme s'ils étaient passés du jihadisme international à un régime local. »

- HTC a subitement envahi un territoire de 7 millions d'habitants, profitant du retrait des Gardiens de la révolution iraniens et de l'Armée arabe syrienne.

2552 Bachar el-Assad interprète la guerre contre la Syrie comme une étape de la recolonisation du Moyen-Orient

Dans un entretien téléphonique avec son homologue iranien, Massoud Pezeshkian, Bachar el-Assad a déclaré que « l'escalade terroriste » visait à « tenter de morceler la région, d'effriter ses États et de redessiner la carte régionale conformément aux intérêts et objectifs de l'Amérique et de l'Occident ».

2553 L'armée US ne réagit pas à la prise d'une ville des mercenaires kurdes par la Türkiye

Des jihadistes proturcs ont pris la ville de Tal Rifaat, entre Alep et la frontière turque. La ville était administrée, depuis sept ans, par des mercenaires kurdes pro-US. Le même groupe poursuit son offensive contre les mercenaires kurdes sans intervention des forces d'occupation états-uniennes.

Simultanément, la coalition internationale anti-Daesh, menée par les États-Unis, n'est pas intervenue contre les jihadistes d'HTC, mais a bombardé l'armée arabe syrienne et les milices chiïtes (anciennement pro-Iran) dans la région de Deir ez-Zor.

2554 Tareq Khouri appelle Amman à miser sur Damas

Alors que le gouvernement jordanien est muet, l'homme d'affaires et parlementaire jordanien Tareq Khouri a déclaré que l'attaque de HTC à Alep est une nouvelle conspiration au service

d'Israël. Il a appelé à maintenir le contact avec la République arabe syrienne.

2555 Les chiïtes irakiens sont conscients que les jihadistes en Syrie agissent pour Israël

Plusieurs experts militaires ont annoncé ces derniers mois que Daesh avait installé six camps de formation à la frontière irako-syrienne.

Le bloc Sadiqoun (c'est-à-dire les chiïtes au Parlement iraquien) a déclaré que « ce qui se passe en Syrie révèle clairement les tentatives des groupes terroristes de faire leur retour, soutenu par un plan états-unien et sioniste visant à relancer l'anarchie et à mettre en œuvre des programmes servant les intérêts de l'occupation israélienne. »

Harakat Ansar Allah al-Awfiya (le mouvement des supporters loyaux de Dieu), la milice chiïte iraquienne, a déclaré que « tout le monde a compris que Daesh est une création états-unienne. Actuellement, l'entité sioniste (Israël) tente d'agiter Daesh après sa défaite face à l'Axe de la Résistance au Liban, en Iraq, en Palestine et au Yémen, de sorte qu'elle est revenue au terrorisme et à la confusion. Toutes les factions de la résistance sont prêtes à protéger le pays de tout danger, et nous sommes prêts à vaincre le terrorisme sioniste, et nous n'ignorerons donc pas les plans sionistes comme ceux-ci qui visent à affaiblir l'Iraq, menaçant parfois de le bombarder et de le détruire, et d'autres fois de soutenir les groupes terroristes qui tentent de créer le chaos et de ramener Daesh. »

De son côté, Harakat Hezbollah al-Nujaba ou HHN (le mouvement des nobles du parti de Dieu), l'autre milice chiïte iraquienne, a déclaré « le retour des organisations terroristes wahhabites pour altérer et menacer les lieux saints de la Syrie sous l'instigation sioniste après l'échec du projet de Netanyahu sur le front libanais, signifie le retour des groupes islamiques. Le champ de bataille sera le meilleur témoin, et s'ils reviennent, nous y reviendrons ».

2556 L'Arabie saoudite renonce à la normalisation avec Israël

L'Arabie saoudite a renoncé à conclure un ambitieux traité de défense avec Washington en échange de la normalisation de ses relations avec Israël et cherche désormais à conclure un accord de coopération militaire plus modeste, ont déclaré vendredi à l'agence Reuters deux responsables saoudiens et quatre responsables occidentaux.

2557 Concertation entre MBS et MBZ

Le Premier ministre saoudien et prince héritier, Mohammed ben Salmane (MBS), et le président des Émirats arabes unis, Mohamed ben Zayed el-Nahyane (MBZ), se sont rencontrés le 1^{er} décembre à Al Aïn, une oasis émiratie à la frontière d'Oman, quelques heures après un sommet du Conseil de coopération du Golfe (CCG) qui s'est tenu au Koweït. La visite, qualifiée de « privée » par l'agence officielle saoudienne SPA, a eu lieu après que les rebelles syriens ont pris le contrôle d'Alep, la deuxième ville du pays, lors d'une offensive fulgurante. Les deux dirigeants ont « passé en revue les derniers développements régionaux et internationaux, avec un accent particulier sur le Moyen-Orient », a précisé l'agence de presse officielle des Émirats WAM. « Ils ont souligné, selon l'agence, la nécessité de déployer des efforts concertés pour maintenir la stabilité régionale et empêcher la région de sombrer dans de nouvelles crises qui pourraient menacer sa sécurité ».

☞ Riyad et Abou Dhabi soutiennent Damas face aux jihadistes, mais les Saoudiens envisagent que toute aide militaire à la Syrie pourrait déplaire à Donald Trump.

2558 Abou Dhabi aurait tenté de négocier avec Washington la levée des sanctions contre la Syrie

Selon [Reuters](#), les Émirats arabes unis et les États-Unis ont discuté, durant les mois précédents, des possibilités d'éloigner la Syrie de l'Iran. Abou Dhabi a demandé à Washington de

lever les mesures coercitives unilatérales contre Damas si la Syrie continue de s'extraire de l'axe iranien et coupe l'approvisionnement en armes du Hezbollah.

2559 Hakan Fidan dément toute implication turque dans la guerre en Syrie

Lors d'une conférence de presse le 2 décembre, Hakan Fidan, ministre turc des Affaires étrangères, a nié toute implication de la Syrie dans l'offensive jihadiste sur Alep. Il a déclaré : « Il serait faux à ce stade d'expliquer les incidents en Syrie avec toute intervention étrangère. »

☞ La région d'Idleb, d'où proviennent les jihadistes, est entièrement contrôlée par l'armée turque. Il paraît improbable que des armes aient pu y parvenir en nombre à l'insu d'Ankara.

2560 L'Iran et le Türkiye relancent le processus d'Astana

Abbas Araghchi, ministre iranien des Affaires étrangères, s'est rendu à Damas le 1^{er} décembre, puis à Ankara, le 2. Il a accepté de reprendre les négociations d'Astana où la Russie avait aplani les différends politiques intrasyriens et favorisé les relations entre la Türkiye et l'Iran.

2561 Le Bangladesh s'apprête à aider le Pentagone contre le Myanmar

Les États-Unis ont organisé, en août, une révolution colorée au Bangladesh parce que la conseillère principale (Première ministre), [Sheik Hasina](#) refusait de laisser le Pentagone installer une base militaire sur l'île de Saint-Martin.

Il semble que le gouvernement de Muhammad Yunus y soit disposé. Dans ce cas, les États-Unis seraient en mesure de s'ingérer plus encore dans la guerre civile birmane et de contrer la Belt and road initiative (BRI) chinoise. Afin de protéger son projet de nouvelle route de la soie, Beijing envisage d'autoriser le déploiement de sociétés militaires privées chinoises au Myanmar. Cependant cette stratégie pourrait dégénérer,

car les sociétés militaires privées chinoises sont inexpérimentées et le Pentagone pourrait utiliser cette guerre civile, comme celle de l'Ukraine, pour aider certaines ethnies birmanes à lancer des attaques contre la Chine.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

2562 Les Nations unies convoquent une conférence sur la Palestine

L'Assemblée générale des Nations unies a convoqué, du 2 au 4 juin 2025, une conférence internationale de haut niveau « chargée d'examiner l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives à la question de la Palestine et à la solution des deux États, en vue de l'instauration d'une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient » (A/79/L.23). Elle sera coprésidée par l'Arabie saoudite et la France.

Par ailleurs, l'Assemblée générale a examiné un rapport du secrétaire général sur les coûts économiques de l'occupation israélienne pour le peuple palestinien (A/79/343). Il établit que les pertes cumulées, imputables à 17 années de blocage jusqu'à la guerre actuelle (non comprise), s'élèvent au minimum à 35,8 milliards de dollars (en dollars constants de 2015) en termes de PIB potentiel non réalisé, soit 17 fois le PIB de Gaza en 2023.

2563 L'existence de la CPI menacée

S'adressant aux membres de la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye, la présidente de la cour, Tomoko Akane, a déclaré que la juridiction était confrontée à « des mesures coercitives, des menaces, des pressions et des actes de sabotage. Nous sommes à un tournant de l'histoire [...] Le droit international et la justice internationale sont menacés. Tout comme l'avenir de l'humanité. La cour est menacée de sanctions économiques draconiennes par les institutions d'un [...] membre permanent du Conseil de sécurité [les États-Unis] comme s'il s'agissait d'une organisation terroriste. Si la cour disparaît, cela

impliquera inévitablement l'effondrement de toutes les affaires [...] Le danger pour la cour est existentiel. La Cour pénale internationale continuera de remplir son mandat légal, de manière indépendante et impartiale, sans céder à aucune ingérence extérieure. »

2564 L'Organisation des États turques envisage une évolution comparable à celle de l'UE

L'Organisation des États turques a tenu son 11^e sommet à Bichkek (Kirghizistan). Elle offre à ses membres la possibilité d'une intégration turque comparable à l'intégration européenne.

2565 Mark Rutte pose la question de savoir comment les dépenses militaires doivent être engagées

Réunissant les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, le secrétaire général de l'organisation, le Hollandais Mark Rutte, s'est félicité que chaque État-membre se dirige vers les 2 % du PIB de dépense militaire prévue. Mais il a aussi posé la question de savoir si cet objectif sera suffisant ou s'il faudra aussi déterminer pour chacun les secteurs où cet argent devra être dépensé.

2566 70^e session de l'assemblée parlementaire de l'OTAN

L'assemblée parlementaire de l'OTAN s'est réunie pour sa 70^e session, du 22 au 25 novembre à Montréal (Canada). Cinq [résolutions](#) ont été adoptées en guise de recommandations politiques à l'intention des gouvernements des pays membres de l'OTAN :

- L'OTAN après le sommet de Washington : préparer l'Alliance aux aléas de l'avenir et soutenir l'Ukraine jusqu'à la victoire ;
- Renforcer la défense aérienne et antimissile intégrée de l'OTAN ;
- Rompre le silence au nom de la dignité : combattre les violences sexuelles liées aux conflits ;
- Stimuler les avancées technologiques au renfort de la prospérité et la sécurité des Alliés ;

- Exploiter le potentiel d'une utilisation responsable de l'IA dans le domaine militaire.

2567 Sommet de l'Alliance mondiale pour la mise en œuvre de la solution à deux États

90 délégations, mais pas Israël, se sont réunies, le 28 novembre à Bruxelles, à l'initiative de l'UE dans le cadre de l'Alliance mondiale pour la mise en œuvre de la solution à deux États, afin « de rassembler toutes les initiatives et toutes les capacités pour être actifs [...] pour mettre déjà en place une dynamique ».

Josep Borrell, ancien haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères, a déclaré :
« Malheureusement, la société israélienne est colonisée de l'intérieur par l'extrémisme et des gens violents. Le problème, c'est qu'il y a des forces qui ne veulent pas (de la solution à deux États), ni avec ces paramètres ni avec aucun paramètre. (Le problème avec) les paramètres sont une obstruction claire (du gouvernement Netanyahu). Ils ne cachent pas (qu'ils veulent) empêcher par tous les moyens l'existence d'un État palestinien. Et c'est à ça qu'il faut s'attacher. »

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.

42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71. [Abonnement annuel](#) : 500 euros.

Vente au numéro : 15 euros.

Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N° 112 - 13 décembre 2024

ÉDITORIAL

2568 Israël adopte une loi autorisant quatre ans de détention sans jugement et sans preuve

Avika Fogel, un député israélien kahaniste (*Otzma Yehudit*, Force juive), président de la Commission de la sécurité nationale, a fait adopter par la Knesset, en septembre, une loi autorisant la police à effectuer une surveillance généralisée avec de nouvelles technologies, sans contrôle judiciaire.

Il a fait adopter en novembre, en première lecture, une loi autorisant un commandant de police et d'autres fonctionnaires à demander l'autorisation du président d'un tribunal de district ou de son adjoint pour infiltrer un ordinateur personnel ou un téléphone portable.

Il vient de faire adopter une troisième loi autorisant la police, sur instruction du procureur général, à prendre des mesures restrictives de liberté que le prévenu devra respecter au risque d'être soumis à quatre années d'emprisonnement. Il pourra s'agir d'une détention administrative, c'est-à-dire sans jugement, sur la seule base de renseignements classifiés, sans que la police ait à apporter de preuves.

AMÉRIQUES

2569 Les États-Unis n'ont jamais imposé d'embargo sur les armes à destination d'Israël

Jack Lew, ambassadeur des États-Unis en Israël, a donné une interview à la radio publique KAN. Selon lui, Washington n'a jamais imposé d'embargo sur les armes pour la guerre à Gaza et les affirmations contraires ne sont rien d'autre que des « distorsions » et des « fictions. » Seules les bombes d'une tonne n'ont pas été livrées et encore la question est toujours « ouverte ». Par ailleurs, il a déclaré à propos des négociations : « Dans l'ensemble, le Hamas a été très rigide. Certaines des choses qui ont été faites par le gouvernement israélien ont détourné l'attention du fait que le Hamas a été si rigide. » Durant les pourparlers, le Hamas a « exigé des conditions plus sévères, mais le monde ne le sait pas nécessairement ».

2570 Donald Trump face aux conflits en Ukraine et au Levant

Le président réélu, Donald Trump, a posté un message sur son réseau social : « Assad est parti. Il a fui son pays. Son protecteur, la Russie, dirigée par Vladimir Poutine, n'était plus intéressé à le

protéger. Il n'y avait aucune raison pour que la Russie soit là en premier lieu. Ils ont perdu tout intérêt pour la Syrie à cause de l'Ukraine, où près de 600 000 soldats russes étaient blessés ou morts, dans une guerre qui n'aurait jamais dû commencer, et pourrait continuer éternellement. La Russie et l'Iran sont dans un état affaibli en ce moment, l'un en raison de l'Ukraine et d'une mauvaise économie, l'autre à cause du succès de l'État israélien et de ses combats. De même, les Zelensky et l'Ukraine aimeraient conclure un accord et arrêter la folie. Ils ont ridiculement perdu 400 000 soldats, et beaucoup d'autres civils. Il devrait y avoir un cessez-le-feu immédiat et des négociations devraient commencer. Trop de vies sont si inutilement gaspillées, trop de familles détruites, et si elle continue, elle peut se transformer en quelque chose de beaucoup plus grand, et bien pire. Je connais bien Vladimir. C'est le moment où il est venu d'agir. La Chine peut aider. Le monde attend. »

2571 Le département d'État propose toujours 10 millions de dollars pour arrêter Abou Mohammed al-Jolani

Le site internet du département d'État, [Rewards for Justice](#), a publié la biographie suivante du chef des jihadistes syriens. Elle est toujours en ligne, site du conflit entre ce département et celui de la Défense.

Rewards for Justice offre une récompense pouvant aller jusqu'à 10 millions de dollars pour des informations sur Muhammad al-Jawlani, également connu sous le nom d'Abou Muhammad al-Golani et Muhammad al-Julani. Al-Jawlani dirige le Front al-Nusrah (ANF), affiliée à Al-Qaida (AQ) en Syrie. En janvier 2017, l'ANF a fusionné avec plusieurs autres groupes d'opposition de pour former Hayat Tahrir al-Sham (HTS). Bien qu'al-Jawlani ne soit pas le chef du HTS, il reste le chef de l'ANF affiliée à l'AQ, qui est au cœur du HTS.

Sous la direction d'al-Jawlani, l'ANF a mené de multiples attaques terroristes dans toute la Syrie, ciblant souvent des civils. En avril 2015, l'ANF aurait enlevé, puis relâché, environ 300 civils

kurdes à un poste de contrôle en Syrie. En juin 2015, l'ANF a revendiqué la responsabilité du massacre de 20 résidents dans le village druze de Qalb Lawzeh, dans la province d'Idlib, en Syrie.

En avril 2013, al-Jawlani a prêté allégeance à AQ et à son chef Ayman al-Zawahiri. En juillet 2016, al-Jawlani a fait l'éloge d'AQ et d'al-Zawahiri dans une vidéo en ligne et a affirmé que l'ANF changeait son nom en Jabhat Fath Al Sham (« Conquête du Front du Levant »).

Le 16 mai 2013, le Département d'État a désigné al-Jawlani comme terroriste mondial spécialement désigné en vertu du décret 13224 modifié. Du fait de cette désignation, entre autres conséquences, tous les biens et intérêts d'al-Jawlani qui sont soumis à la juridiction des États-Unis sont bloqués, et les citoyens états-unis se voient interdire toute transaction avec al-Jawlani. En outre, c'est un crime que de tenter ou de conspirer sciemment, de fournir un soutien matériel ou des ressources à l'ANF, une organisation terroriste étrangère désignée par les États-Unis.

2572 Anthony Blinken prudent face à HTC

Antony Blinken, secrétaire d'État, a déclaré le 8 décembre : « Ne vous y trompez pas, certains des groupes rebelles qui ont abattu Assad ont leur triste bilan de terrorisme et de violations des droits de l'homme. Nous avons pris note des déclarations faites par les dirigeants rebelles ces derniers jours, mais comme ils assument une plus grande responsabilité, nous évaluerons non seulement leurs paroles, mais aussi leurs actions. Nous appelons de nouveau tous les acteurs à respecter les droits de l'homme, à prendre toutes les précautions nécessaires pour protéger les civils et à faire respecter le droit international humanitaire. »

2573 Le Pentagone bombarde massivement Daesh

Les États-Unis ont bombardé, le 8 décembre, des camps de l'État islamique à l'intérieur de la

Syrie. Des avions B-52, F-15 et A-10 ont frappé plus de 75 cibles dans le centre de la Syrie.

« Toutes les organisations syriennes devraient savoir que nous leur demanderons des comptes si elles s'associent ou soutiennent de quelque manière que ce soit l'État islamique », a déclaré le général Michael E. Kurilla, chef du Commandement central (CentCom), c'est-à-dire des troupes états-uniennes au Moyen-Orient élargi.

Cette opération, nécessitant des marquages laser, avait été préparée très en avance.

EUROPE

2574 Les banquiers néerlandais inquiets des conséquences d'une guerre sur les transactions informatiques

Le porte-parole de l'Association bancaire néerlandaise (NVB) a confirmé que les banques néerlandaises conseillent aux consommateurs de conserver des liquidités en raison des menaces géopolitiques croissantes.

2575 Olaf Scholz demande un vote de confiance

Après la censure du gouvernement français de Michel Barnier, le 4 décembre, ce devrait être le tour du gouvernement allemand d'Olaf Scholz, le 16 décembre.

👉 Le gouvernement Scholz est désormais minoritaire. Cependant, la constitution allemande prévoit que la censure du gouvernement n'est possible que si le Parlement désigne le nouveau chancelier. Il n'est pas certain qu'une coalition alternative puisse être formée.

2576 La Pologne pourrait pénaliser la glorification de Stepan Bandera

L'opposition polonaise a déposé un projet de loi visant à pénaliser la glorification de Stepan Bandera au même titre que celle du nazisme, du fascisme et du stalinisme.

Cette proposition constitue une surenchère nationaliste avec le gouvernement Tusk. Celui-ci mène campagne pour prouver son nationalisme tout en soutenant l'Ukraine où les partisans de Bandera sont au pouvoir.

2577 Annulation de l'élection présidentielle roumaine

Marcel Ciolacu, Premier ministre roumain, a déclassifié des rapports des services secrets selon lesquels la Russie aurait planifié une opération de manipulation du réseau social TikTok en faveur du candidat Călin Georgescu. En conséquence de quoi, la Cour constitutionnelle a annulé, le 6 décembre, le premier tour de l'élection présidentielle du 24 novembre et le second programmé le 8 décembre.

👉 Le même Marcel Ciolacu avait déjà fait pression sur la Cour constitutionnelle pour éliminer la candidature de la députée européenne Diana Iovanovici-Șoșoacă (cf. VAI 2493). Le rapport des services de Renseignement n'apporte aucune preuve, au demeurant ces manipulations ne violent aucune loi.

2578 Christine Lagarde et Bruegel souhaitent augmenter les importations d'énergie et de matériel militaire états-uniens

L'institut Bruegel a publié un [rapport](#) recommandant de prévoir des mesures si le président réélu Donald Trump décrète des droits de douane à 20 % pour les produits européens. S'appuyant sur un conseil de Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne, il conseille d'instaurer une dynamique positive et d'aller dans le sens des intérêts états-uniens. Par exemple, les Européens pourraient augmenter les importations d'énergie, mais aussi de matériel militaire.

👉 En 2003, [Christine Lagarde](#), qui travaillait alors au cabinet Baker & McKenzie de Chicago, était venue avec Zbigniew Brzezinski à Varsovie pour vendre 48 chasseurs F-16 Lockheed-Martin. Ceux-ci avaient été payés (3,5 milliards

de dollars) avec l'argent de l'UE destiné à mettre à niveau l'agriculture polonaise.

2579 Liberté d'expression : les procédures-bâillons augmentent en Europe

La Fondation Daphne Caruana Galizia et la Coalition contre les poursuites-bâillons en Europe ont publié un [rapport](#) intitulé *Mapping Trends and Cases* (Cartographie des tendances et des cas).

Il recense les cas connus d'interdiction judiciaire (et non pas gouvernementale) de publier certaines informations. Il identifie 1 049 cas entre 2010 et 2023, tout en précisant que ces chiffres « ne font qu'effleurer la surface du problème ». Les procédures ont au moins doublé, passant de 85 cas en 2017 à 166 cas en 2023. En 2016, les auteurs en dénombraient 27. L'Italie, la Roumanie, la Serbie et la Turquie y ont eu particulièrement recours en 2023. À noter que Monaco, la Lituanie, l'Azerbaïdjan et le Danemark rejoignent la liste, après avoir été absents des rapports précédents.

2580 La Russie ne pourra pas sauver la République arabe syrienne

Bloomberg a rapporté le 6 décembre qu'une personne proche du Kremlin a déclaré que la Russie n'avait pas de plan pour sauver le président syrien Bachar al-Assad et qu'il était peu probable que la Russie crée un tel plan tant que les forces gouvernementales continueraient d'abandonner leurs positions.

L'ambassade de Russie en Syrie a demandé, le 6 décembre, à ses citoyens vivant en Syrie de quitter le pays par des vols commerciaux en raison de la « situation militaire et politique difficile ».

Moscou a accepté, le 8 décembre à Doha, un plan de capitulation de la République arabe syrienne.

AFRIQUE

2581 Réorganisation politique en Égypte

Selon le journaliste Gamal Sultan (*Al-Mesryoon*) : « Depuis la publication de la décision mystérieuse du président al-Sissi de renvoyer le général Abbas Kamel de son poste de directeur du Renseignement intérieur égyptien, et son équipe, d'étranges événements ont eu lieu... L'un d'eux est l'annonce d'un nouveau parti fondé par Ibrahim al-Arjani..., qui a récemment émergé d'une manière très ambivalente. Cela n'a pas été décidé par l'homme lui-même. Des instructions lui ont été données par les services de sécurité..., ce qui signifie que les partis existants fondés par les services de Renseignement égyptiens, tels que celui du Futur de la nation, disparaîtront bientôt... »

2582 Le Maroc renoue avec l'Iran

Le Maroc a renoué avec l'Iran avec qui il a rompu ses relations diplomatiques depuis 2018. Rabat reprochait à Téhéran de soutenir le Front Polisario au Sahara par l'intermédiaire du Hezbollah.

👉 Le Haut Conseil marocain des oulémas avait émis une fatwa à l'époque du roi Hassan II, accusant l'ayatollah Al-Khomeini d'être un « infidèle ».

Voltaire, actualité internationale est publié en quatre langues :

- Allemand
- Anglais
- Espagnol
- Français

ASIE

2583 Amnesty International accuse Israël de génocide

La direction d'Amnesty International a publié un [rapport](#) accusant Israël de « génocide » à Gaza. Il a été critiqué par la branche israélienne de l'ONG selon qui, bien que l'ampleur des attaques contre les civils à Gaza soit importante,

il est douteux qu'il y avait « une intention de procéder à une destruction complète ou partielle de la population palestinienne dans le cadre de la guerre ».

2584 Benyamin Netanyahou sera jugé pour ses crimes commis en Israël

Benyamin Netanyahou devra déposer trois jours par semaine, de 10 h à 16 h, devant le tribunal de Jérusalem, à partir du 10 décembre.

Au cours de la première audience, M. Netanyahou a présenté son action en soulignant qu'il est le seul dirigeant israélien à s'être clairement opposé à la solution à deux États, car elle est « contraire aux intérêts des Israéliens ».

2585 Sondage israélien

Selon un sondage Olan Shishi, pour la chaîne 12,

- 71 % des Israéliens souhaitent un accord de paix à Gaza pour la libération des otages. Seuls 15 % s'y opposent, tandis que 14 % sont sans opinion.
- 51 % des Israéliens sont opposés à l'installation de colonies juives à Gaza. Au contraire, 33 % les souhaitent et 16 % sont sans opinion.
- 48 % des Israéliens pensent avoir gagné au Liban, tandis que 16 % pensent avoir perdu et 31 % pensent qu'il n'y a ni vainqueur ni vaincu. 5 % sont sans opinion.
- 58 % des Israéliens sont opposés au projet du ministre de la Communication de fermer la chaîne publique KAN, tandis que 22 % y sont favorables et 20 % sont sans opinion.
- S'ils avaient le choix comme Premier ministre entre Benyamin Netanyahou et Naftali Bennett, 39 % choisiraient Bennett contre 33 % pour Netanyahou.
- S'ils avaient le choix comme Premier ministre entre Benyamin Netanyahou et Yaïr Lapid,

36 % choisiraient Netanyahou contre 28 % pour Lapid.

- S'ils avaient le choix comme Premier ministre entre Benyamin Netanyahou et Benny Gantz, 35 % choisiraient Netanyahou contre 30 % pour Gantz.

- S'ils avaient le choix comme Premier ministre entre Benyamin Netanyahou et

Gadi Eizenkot, 35 % choisiraient Netanyahou contre 33 % pour Eizenkot.

2586 La faction iranienne pro-occidentale dénonce les espions iraniens en Israël

Suite à l'assassinat par les FDI de Hassan Nasrallah grâce à des renseignements iraniens, le Shin Bet (contre-espionnage) a arrêté en Israël une trentaine d'espions iraniens.

2587 Selon le Hamas, un accord de cessez-le-feu est rapidement possible

Bassem Naim, membre du bureau politique du Hamas exilé en Turquie, a donné une interview à l'Associated Press. Selon lui, trouver un accord avec Israël sera facile si Tel-Aviv le souhaite vraiment. Le Hamas est prêt à faire preuve de souplesse dans le calendrier du retrait militaire israélien, si celui-ci est acquis.

2588 Israël même une campagne d'assassinat des dirigeants du Hamas où qu'ils se trouvent

Selon le Hamas, Israël mène une campagne de liquidation complète des dirigeants de l'organisation où qu'ils se trouvent. Ainsi, Mohammad Walid Hussein vient de mourir sous la torture dans la prison de Nour Chams, quelques jours après son arrestation. C'est déjà ce qui était arrivé à Omar Daraghme et à Arafat Hamdan. Ou encore avec Tarek Ghanem Zaidan qui a été éliminé par une bombe placée à son domicile de Tulkarem (Cisjordanie).

2589 Concessions du Hamas aux FDI

Le Hamas est désormais disposé à accepter la présence temporaire de soldats israéliens dans le corridor de Philadelphie, une petite bande de terre à la frontière entre Gaza et l'Égypte, et dans le corridor de Netzarim, qui divise l'enclave en son centre. Il aurait également concédé la gestion du point de passage de Rafah côté palestinien, au sud de l'enclave, à la frontière avec l'Égypte.

Le Hamas a également établi une liste de ses otages et de ceux des Israéliens dont il exige la libération.

👉 En droit international, les détenus administratifs israéliens sont des otages séquestrés par l'État hébreu.

2590 Les engagements du Hezbollah

Cheik Naim Qassem, secrétaire général du Hezbollah, a déclaré : « Nous avons gagné parce que l'ennemi [Israël] n'a atteint aucun de ses objectifs. Nous avons gagné parce que l'unité nationale a été créée et que les tentatives de sédition ont échoué. » Parlant du cessez-le-feu, il l'a décrit comme un « mécanisme d'application de la résolution 1701 ». Ce n'est donc pas un nouvel accord. Il a également accusé Israël de ne pas respecter l'accord et d'avoir commis « 60 violations ». Selon lui, « l'agression contre la Syrie est orchestrée par les États-Unis et l'État hébreu ».

Enfin, il s'est également engagé à fournir une compensation financière aux résidents libanais dont les maisons ont été détruites dans les combats, en accordant « 8 000 dollars pour restaurer leur maison », tandis que les résidents du sud de Beyrouth recevront « 6 000 dollars pour payer leur location pendant un an », et ceux « qui résident en dehors de Beyrouth recevront 4 000 dollars ». Il a ajouté que « chaque personne qui a perdu son domicile recevra donc entre 12 000 et 14 000 dollars pour un an. »

2591 Wafic Safa organise le retrait du Hezbollah du sud du Liban

Wafic Safa, commandant militaire du Hezbollah, a rencontré le général Joseph Aoun, commandant des forces armées libanaises, afin de coordonner le retrait de la milice du sud du Liban et son remplacement par l'armée libanaise, en application de la résolution 1701.

2592 Manifestation pour la libération des islamistes détenus au Liban

Le cheikh Ahmad Chemali a organisé une manifestation devant la prison de Roumié (Liban) pour obtenir la libération de plusieurs centaines d'islamistes. Il fait valoir que ces militants se battaient contre le régime infidèle de Bachar el-Assad aux côtés d'HTC, aujourd'hui au pouvoir à Damas.

Ces islamistes sont les disciples du cheikh Ahmad Al-Assir qui tentèrent d'assassiner à Beyrouth notre secrétaire de rédaction, en 2012, et se battirent contre l'armée libanaise lors d'une bataille mémorable à Saïda, en 2013.

Analyse du Réseau Voltaire

• Podcast et [Vidéo](#) : Thierry Meyssan et Édouard Husson sur la chute de la République arabe syrienne

Thierry Meyssan présente les accords secrets qui ont permis au Pentagone de renverser la République arabe syrienne. Sa narration est très différente de celle des grands médias quoiqu'elle ne les contredise pas. Édouard Husson réagit à ces révélations en les plaçant dans leur contexte des pratiques gouvernementales occidentales.

Puis Thierry Meyssan dément la présentation que les médias internationaux font de la République arabe syrienne et de son président Bachar el-Assad. Sur ce point, il s'inscrit en faux contre la narration officielle. Édouard Husson pose la question des conséquences de cette propagande.

2593 Exil d'Ali Mamlouk et de Boutheina Chebaan

Bassam Mawlawi, ministre libanais démissionnaire de l'Intérieur, a souligné devant la presse « qu'aucun membre de l'ancien régime syrien n'était entré au Liban » ajoutant que « des instructions fermes ont été données pour empêcher l'entrée au hasard de quiconque n'a pas de permis de séjour légal au Liban, d'un passeport étranger ou d'un permis de résidence étranger ».

Le général Ali Mamlouk, qui fut le bras droit du président Bachar el Assad, et Boutheina Chebaan, ancienne traductrice de Hafez el-Assad puis ministre de la présidence de son fils Bachar, se sont réfugiés au Liban sous la protection du Hezbollah. La famille de Rami Makhlouf est descendue à l'hôtel Phoenicia, tandis que celle de Thoulhemma Shalish est à l'hôtel Mövenpick.

2594 Michael Kurilla assure la Jordanie de la protection US

Le 9 décembre, le général Michael Kurilla a rencontré le général Yousef Al-H'naity, président des chefs d'état-major de Jordanie, à Amman, en Jordanie. Ils ont discuté des efforts visant à renforcer la coopération et la sécurité régionales, du renforcement de la coopération militaire entre les États-Unis et la Jordanie, ainsi que de l'évolution rapide de la situation sur le terrain en Syrie. La Jordanie a longtemps été un partenaire stratégique fiable pour la paix et la stabilité dans la région. Le général Kurilla a réaffirmé l'engagement des États-Unis à soutenir la Jordanie si des menaces émanent de la Syrie au cours de la période de transition actuelle.

2595 Les FDI coupent les communications entre le Liban et la Syrie

Les FDI ont bombardé deux postes-frontières libano-syriens, côté syrien à Arida et Jousieh. Selon Israël, ces frappes avaient pour but d'empêcher le transfert d'armes syriennes vers le

Hezbollah libanais. Selon la Syrie, elles visaient à empêcher les miliciens du Hezbollah de rejoindre les forces syriennes défendant la ville de Homs de l'attaque jihadiste.

2596 Le nouveau visage d'Abou Mohammed al-Jolani

Conseillé par ses mentors britanniques, Abou Mohammed al-Jolani, commandant de HTC (ex-Al-Qaïda) s'est adressé aux Syriens lors d'un discours à la Grande mosquée des Omeyyades (Damas). Il a déclaré que sa victoire était « une victoire pour l'ensemble de la nation islamique » et que la Syrie « retrouvait sa santé ». Le régime d'Assad a causé de nombreux maux à la Syrie, y compris le sectarisme et la corruption, il a laissé le pays devenir « une cible pour la cupidité iranienne ».

2597 Pas de salle de torture à Sednaya

Les jihadistes de HTS ont libéré tous les prisonniers dans la partie de la Syrie qu'ils ont « libérée ». Selon *L'Orient-Le Jour*, parmi eux se trouverait une dizaine de Libanais qui auraient été emprisonnés depuis la guerre civile libanaise, dans les années 1980. Leur libération n'a toujours pas été confirmée.

Les jihadistes n'ont pas trouvé de salle de torture dans la prison de Sednaya, surnommée « l'abattoir humain ».

2598 Pillage du palais du président syrien

Des Syriens ont envahi le palais présidentiel et la résidence privée du président Bachar el-Assad. Les vidéos confirment ce que nous avons toujours dit : ces bâtiments sont grands, meublés de manière moderne, extrêmement sobres, et décorés avec des œuvres de grands artistes syriens contemporains.

Seul signe de richesse : ces bâtiments étaient chauffés, ce que la plupart des Syriens ne peuvent plus se permettre.

2599 Accord secret de la Russie et de l'Iran pour la chute de la République arabe syrienne

Le 7 décembre, [en marge du Forum de Doha](#), l'Iran, la Russie et la Turquie réunis au format d'Astana, ainsi que l'Égypte, l'Arabie saoudite, l'Irak, la Jordanie et le Qatar sont convenus de la fin de la République arabe syrienne.

Le 8 décembre, le président Bachar el-Assad a accepté de partir non sans s'être assuré que son armée serait amnistiée et que les sanctuaires chrétiens et chiites seraient préservés. De son côté, la Russie a obtenu une garantie de sécurité pour ses bases militaires en Syrie.

2600 Le jihadiste Mohammed al-Bachir, nouveau Premier ministre syrien

Le secrétaire du Conseil des ministres syriens, qui s'était déclaré prêt à assumer le transfert du pouvoir, a été installé à l'hôtel Four Seasons (propriété du Qatar).

Notez bien que la République arabe syrienne était un système présidentiel. Comme les États-Unis, elle n'a donc pas de Premier ministre, mais un secrétaire du Conseil des ministres, ce qui n'est pas du tout pareil.

Hayat Tahrir al-Sham (HTS) a désigné, le 10 décembre, le jihadiste Mohammed al-Bachir, ancien gouverneur d'Idlib pour HTS, comme Premier ministre du nouveau régime. C'est un cadre de la Confrérie des Frères musulmans. Il a fait sa première apparition dans une mise en scène orchestrée par les services britanniques (MI6).

Le drapeau vert/blanc/noir à trois étoiles est devenu le drapeau officiel. C'était celui du mandat français.

La nomination de Mohammed al-Bachir indique que l'accord conclu entre les services secrets britanniques, français, israéliens et turcs, qui a permis le changement de régime, ne tient plus. Celui-ci prévoyait le gouvernement suivant qui ne verra jamais le jour :

- Premier ministre : Riad Hijab (ancien secrétaire du Conseil des ministres en 2012) ;
- Ministre de l'Éducation : Haitham Manna (ancien gestionnaire de la Confrérie des Frères musulmans au Soudan) ;
- Ministre de la Défense : Ahmed Al-Sharaa (chef des jihadistes sous le nom de Abou Mohammed Al-Joulani) ;
- Ministre des Affaires étrangères : Hadi Al-Bahra (ancien président de la Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syrienne, en 2014-2015) ;
- Ministre de l'Industrie : Ahmed Jarba (ancien président de la Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syrienne, en 2013-2014) ;
- Ministre de l'Information : Faisal Al-Qasim (journaliste d'Al-Jazeera) ;
- Ministre de l'Agriculture : Ahmed Moaz Al-Khatib (ancien président de la Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syrienne, en 2012-2013) ;
- Ministre de l'Industrie : Anas Al-Abdah (ancien président de la Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syrienne, en 2016-2017) ;
- Ministre du Tourisme : Ahmed Touma (avait été initialement désigné comme Premier ministre, en 2014) ;
- Ministre de l'Administration locale : Anas Ayrout (prédicateur) ;
- Ministre des Dotations : Muhammad Rateb Al-Nabulsi (prédicateur, auteur de l'Encyclopédie Nabulsi des sciences islamiques) ;
- Ministre des Finances : Hisham Mroua ;
- Ministre du Pétrole et des Ressources minérales : Mustafa Al-Mousa ;
- Ministre de la Culture : Riad Naasan Agha ;
- Ministre de la Santé : Nasr Hariri ;
- Ministre de l'Intérieur : Kamal Al-Labwani.

2601 Michael Kurilla visite les troupes US en Syrie

Le général Michael Kurilla, commandant en chef des troupes US au Moyen-Orient élargi (CentCom), a visité, le 10 décembre, ses troupes et celles des Forces démocratiques syriennes (mercenaires kurdes), dans plusieurs bases en Syrie. Il a reçu une évaluation de première main

des mesures de protection de la force, de l'évolution rapide de la situation et des efforts en cours pour empêcher l'EI d'exploiter la situation actuelle.

2602 Assassinat d'un scientifique syrien

Ismail Hamdi Nada, scientifique de renom en chimie organique, a été assassiné chez lui en Syrie.

☞ Cette opération n'a pas été revendiquée. Au Moyen-Orient, cet assassinat rappelle celui des principaux scientifiques nucléaires iraniens par les services secrets israéliens. La même technique avait été utilisée par l'Empire britannique contre des scientifiques de ses colonies.

2603 Le Pentagone négocie un accord entre la Turquie et ses mercenaires kurdes

Le Pentagone a négocié à Mambij (nord de la Syrie) un cessez-le-feu entre ses mercenaires kurdes et les troupes turques.

2604 Les Palestiniens réfugiés en Syrie déposent les armes

Les principales factions palestiniennes (Front populaire de libération de la Palestine, Front démocratique de libération de la Palestine, Mouvement du Jihad islamique, Front palestinien de lutte populaire, Commandement général) se sont réunies à Yarmouk (Damas) en présence de délégués de HTC (Département des opérations militaires). Le Fatah et le Hamas n'ont pas participé à la réunion. Il a été décidé qu'aucune faction ne disposerait d'un statut privilégié et que toutes seraient traitées identiquement. Chaque groupe s'est engagé à déposer les armes.

2605 Michael Kurilla s'assure de la neutralité militaire de l'Iraq

Après s'être rendu en Syrie, le général Michael Kurilla s'est rendu à Bagdad où il a rencontré le Premier ministre iraquien, Mohammed Shia' al

Sudani, le chef d'état-major, le général Abdul Amir Rashid Yarallah, et le commandant adjoint des opérations conjointes en Iraq, le général Qais al-Muhammadawai. Ils ont discuté du renforcement de la coopération bilatérale et de la sécurité régionale, de l'évolution rapide de la situation en Syrie, ainsi que des opérations contre Daesh en Iraq. Ils ont également discuté de la poursuite du partenariat entre la Coalition et les forces irakiennes.

En outre, le général Kurilla a rencontré le général Kevin Leahy, commandant de l'opération Inherent Resolve (CJTTF-OIR) et son personnel pour une évaluation de la mission contre Daesh en Iraq et en Syrie. « Nous restons attachés à la défaite durable de Daesh et attachés à la sécurité de nos partenaires voisins, la Syrie, l'Iraq, la Jordanie, le Liban et l'État hébreu », a-t-il déclaré.

2606 Le CentCom bombarde Ansar Allah

Le Commandement des États-Unis pour le Moyen-Orient élargi (CentCom) a publié un communiqué, le 10 décembre : « Les destroyers de la Navy *USS Stockdale* (DDG 106) et l'*USS O'Kane* (DDG 77) ont détruit une série d'armes lancées par les Houthis tout en transitant par le golfe d'Aden, les 9 et 10 décembre.

Les destroyers escortaient trois navires marchands appartenant aux États-Unis, exploités et battant pavillon des USA. Les attaques imprudentes n'ont fait aucun blessé et aucun dommage à des navires, à des civils.

Les destroyers ont réussi à engager et à vaincre de multiples systèmes aériens à voie continue (WOAS), et un missile de croisière antinavire (ASCM), assurant la sécurité des navires et de leur personnel, ainsi que des navires civils et de leur équipage. Au cours d'un transit le 30 novembre et le 1^{er} décembre, les destroyers ont vaincu une attaque Houthi soutenue par l'Iran ».

Erratum

Dans la brève 2559, nous avons mal formulé la phrase. Il fallait lire « Lors d'une conférence de presse le 2 décembre, Hakan Fidan, ministre turc des Affaires étrangères, a nié toute implication en Syrie dans l'offensive jihadiste sur Alep ».

2607 Le BJP accuse l'administration Biden de financer les journalistes enquêtant sur Gautam Adani

Le Bharatiya Janata Party (BJP), citant un [article](#) du 2 décembre de *Médiapart*, a accusé l'administration Biden de subventionner l'Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP) pour diffamer et déstabiliser New Delhi.

L'OCCRP enquête sur les fraudes présumées de l'archi-millionnaire Gautam Adani, proche du Premier ministre Narendra Modi.

Analyse du Réseau Voltaire

• « [Comment des dictatures ont manqué d'être installées dans l'Extrême-Orient pro-US](#) », par Thierry Meyssan

La tentative de renversement de la démocratie par le président sud-coréen, le 3 décembre, n'est pas un acte improvisé ni isolé. Elle doit être évaluée en relation avec la bagarre qui s'est déroulée au parlement de Taïwan, en mai, et surtout avec la désignation, au Japon, d'un Premier ministre militariste et négationniste. Comme en Ukraine et en Israël, les nostalgiques de la Seconde Guerre mondiale ont tenté un coup de force.

2608 Conséquences de la tentative de coup d'État en Corée du Sud

Le président sud-coréen, Yoon Suk-yeol, s'est adressé à la nation pour nier avoir tenté un coup d'État. Selon lui, la proclamation de la loi martiale était une manière de répondre à un réel danger (cf. VAI 2528).

Tous les parlementaires du Parti conservateur sud-coréen, sauf un, ont quitté l'hémicycle lors du vote de la motion de destitution du président Yoon Suk-yeol. Ils avaient auparavant déposé une motion visant à nommer un procureur spécial pour enquêter sur la première dame. La majorité des deux tiers n'ayant pas été réunie, le président n'a pas été destitué.

Selon des sondages, seuls 13 % des Sud-Coréens maintiennent leur confiance en Yoon Suk-yeol.

Kim Yong-hyun, ancien ministre de la Défense, a été placé en détention provisoire.

Le ministère de la Défense a suspendu trois généraux alors que les procureurs enquêtent sur leurs rôles possibles dans la déclaration de loi martiale. L'un d'eux, le général Kwak Jong-geun, a déclaré que l'ancien ministre de la Défense lui avait ordonné d'envoyer les Forces spéciales à l'Assemblée nationale. Selon lui, Kim lui avait également dit d'expulser les parlementaires de l'Assemblée où ils se réunissaient pour voter contre le régime militaire de Yoon, mais qu'il n'avait pas suivi son ordre.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

2609 Relance des accusations contre la Syrie au Conseil de sécurité

Le 5 décembre, c'est-à-dire pendant la prise d'Alep par les jihadistes d'HTS, le Conseil de sécurité des Nations unies a examiné le rapport de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) sur la Syrie. Avec constance, l'OIAC a accusé Damas d'avoir présenté des rapports incomplets sur la mise en œuvre de la résolution 2118 (2013) sur 26 questions en suspens, dont 19 irrésolues, tandis que la Syrie a affirmé s'être acquittée de toutes ses obligations internationales.

À la demande de la présidence états-unienne du Conseil et malgré les critiques de la Russie, le directeur général du Centre de documentation des violations chimiques de la Syrie a été autorisé à s'exprimer. Il a indiqué que son organisme a recensé pas moins de 20 occurrences d'emploi d'armes chimiques en Syrie, pour un bilan évalué à plus de 14 000 morts parmi les civils. Les preuves sur l'utilisation d'armes chimiques sont selon lui irréfutables. « Nous avons identifié les responsables et reconstitué la chaîne de commandement », a-t-il affirmé.

☞ À la fin de la réunion, la ville d'Alep tombait aux mains des jihadistes d'HTS.

2610 Le Conseil de sécurité décide d'exemptions humanitaires pour les jihadistes

À la demande des États-Unis et de la Suisse, le Conseil de sécurité des Nations unies s'est réuni, le 6 décembre à New York, pour prolonger les exemptions humanitaires aux sanctions prononcées contre Al-Qaëda et Daesh. La résolution 2761 (2024) a été adoptée à l'unanimité.

☞ Deux jours plus tard, les jihadistes de HTS renversaient la République arabe syrienne. Un jihadiste, Mohammed al-Bachir, gouverneur de l'Émirat d'Idleb, était nommé Premier ministre du nouveau régime, sans président.

2611 Filippo Grandi s'inquiète d'une possible expulsion des réfugiés syriens en Europe

Filippo Grandi, haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, a exhorté les pays membres à ne pas brûler les étapes en ce qui concerne le sort des réfugiés syriens : « Il faudra faire preuve de patience et de vigilance, en espérant que les développements sur le terrain évolueront de manière positive, permettant enfin des retours volontaires, sûrs et durables, avec des réfugiés capables de prendre des décisions éclairées. »

La plupart des États de l'UE, notamment la France, l'Allemagne et l'Autriche souhaitent suspendre, voire retirer, les attributions du statut de réfugiés politiques.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand.

42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71. [Abonnement annuel](#) : 500 euros.

Vente au numéro : 15 euros.

Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).

Voltaire

Actualité internationale

N°113 - 20 décembre 2024

ÉDITORIAL

2612 Le Pentagone pourrait créer un second État kurde

- Les mercenaires kurdes du PKK/YPG qui administrent le nord-est de la Syrie au bénéfice de l'occupation états-unienne ont hissé, le 12 décembre, le drapeau du nouveau régime sur leurs bâtiments afin de manifester l'unité du pays.
- Les troupes turques se massent à la frontière, face à Aïn al-Arab (Kobané).
- Tous les observateurs s'accordent à penser que, sans le soutien militaire des États-Unis, les mercenaires kurdes ne tiendront pas longtemps face à une offensive turque.

☞ Après que l'ANS/Türkiye a chassé les combattants kurdes de leur bastion de Tell Rifaat, dans la région d'Alep, puis de la ville de Manbij, les États-Unis ont négocié un cessez-le-feu provisoire entre le PKK/YPG et la Türkiye. Il est déjà remis en question.

☞ La guerre du Golfe de 1991 (opération « Tempête du désert ») avait permis aux États-Unis de créer un premier État kurde en Iraq. La guerre contre la Syrie de 2011 leur a permis de créer tout aussi artificiellement une zone kurde en Syrie. Cependant la Commission King-Crane, formée par le président Woodrow Wilson en 1919, indiquait que le Kurdistan ne devait être qu'en Turquie. Elle mettait en garde contre toute extension territoriale au détriment d'autres minorités. Le [référendum](#) d'indépendance de 2017 au Kurdistan iraquien devait permettre de créer un État satellite d'Israël, mais la Türkiye, l'Iran et l'Iraq s'y sont opposés.

AMÉRIQUES

2613 Joe Biden gracie ses amis

Après avoir gracié son propre fils dans les affaires où il était poursuivi et dans celles qui pourraient advenir (cf. VAI 2529), le président Biden a commué les peines de près de 1 500 personnes, le 12 décembre. En outre, il a gracié 39 personnes condamnées pour des crimes non violents.

2614 Le prochain directeur du FBI était espionné par le FBI

Le prochain directeur du FBI, Kash Patel, a annoncé qu'il allait nettoyer le bureau de tous les agents qui ont abusé de leurs fonctions afin d'accuser Donald Trump d'être un espion russe. Mais, le *New*

York Post révèle que le bureau a surveillé [Kash Patel](#) lui-même lorsqu'il travaillait au Congrès sur les abus du FBI.

2615 Ted Cruz annonce un renversement de régime à Téhéran

Lors d'une rencontre bipartisane au sénat consacrée à l'Iran, le 11 décembre, le sénateur [Ted Cruz](#) (républicain, Texas) a déclaré : « Et je suis, pour ma part, incroyablement heureux qu'un nouveau commandant en chef [Donald Trump] arrive à Washington, le 20 janvier prochain. Et je peux vous dire que l'ayatollah tremble de terreur. Nous reviendrons le 20 janvier à une politique de "pression maximale". Nous priverons ce régime cruel et oppressif de ressources dans toutes les directions possibles.

Cela implique d'imposer des sanctions vigoureuses et d'utiliser tous les moyens à notre disposition pour fermer les installations de recherche nucléaire, y compris celle de Fordow. Et nous allons leur couper l'approvisionnement en pétrole [...] Je vais conclure comme j'ai ouvert : le changement arrive, et il arrive très bientôt. »

2616 Washington ambivalent vis-à-vis de la Syrie

L'ambassade de Syrie à Washington a été autorisée à hisser le drapeau du nouveau régime de Damas. Cependant, le même jour, le département d'État a demandé à ses ressortissants de quitter la Syrie en raison de l'instabilité de la situation.

2617 Une fondation juive subventionne une ONG propalestinienne

Le Walter and Elise Haas Fund (du nom du directeur des jeans Levi Strauss), qui subventionne habituellement les organisations juives aux États-Unis, a offert un don de 100 000 dollars au Centre arabe de ressources et d'organisation (AROC) de San Francisco, une ONG connue pour son activisme antisioniste.

2618 Selon le Pentagone, la Chine peut bombarder nucléairement les États-Unis

Le département états-unien de la Défense a remis au Congrès, le 18 décembre, son [rapport](#) annuel *Military and Security Developments Involving the People's Republic of China* (Développements militaires et sécuritaires impliquant la République populaire de Chine).

Selon le Pentagone, la Chine a considérablement développé son arsenal nucléaire, ainsi que ses lanceurs. Elle pourrait désormais attaquer directement les États-Unis.

2619 Jair Bolsonaro accusé de complot

Un projet d'assassiner le président Lula, le vice-président élu Geraldo Alckmin et le juge de la Cour suprême Alexandre de Moraes, impliquant de nombreux militaires, a été déjoué. Selon la police fédérale, les conspirateurs auraient songé à empoisonner Lula pour causer un « effondrement organique ». L'ancien président Jair Bolsonaro, qui nie toutes les accusations, est accusé d'avoir eu connaissance de leur plan.

EUROPE

2620 Les proches de Trump subventionnent les conservateurs européens

Le super-milliardaire Elon Musk, responsable de la réforme de l'État fédéral aux États-Unis, a fait don de 100 millions de dollars à Reform UK de Nigel Farage.

L'ensemble des groupes qui avaient été sélectionnés par Steve Bannon, lors de son voyage en Europe, reçoivent un soutien de personnalités états-uniennes liées au président réélu Donald Trump.

2621 Le gouvernement Starmer a secrètement reçu le général Halevi

Selon *The National* (Écosse), le gouvernement travailliste de Keir Starmer, apprenant que la

Cour pénale internationale (CPI) pourrait délivrer un mandat d'arrêt contre Herzl Halevi, chef d'état-major israélien, lui a attribué un « [certificat d'immunité diplomatique en mission spéciale](#) ». Il l'a secrètement invité quatre jours après que la CPI a lancé deux mandats d'arrêt contre Benyamin Netanyahu et Yoav Gallant.

2622 Israël ferme son ambassade à Dublin

Compte tenu de « la politique anti-israélienne extrême du gouvernement irlandais », c'est-à-dire après que l'Irlande s'est jointe à la procédure intentée par l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de justice, Israël a annoncé la fermeture de son ambassade à Dublin. Tel-Aviv a précisé qu'il ne rompait pas ses relations diplomatiques pour autant.

Yair Lapid, le dirigeant centriste de l'opposition parlementaire, a commenté dans un billet sur X : « La décision de fermer l'ambassade israélienne en Irlande est une victoire pour l'antisémitisme et les organisations anti-israéliennes. La manière de faire face aux critiques n'est pas de s'enfuir, mais de rester et de se battre. »

2623 Le pro-US François Bayrou nommé Premier ministre en France

Le président français, Emmanuel Macron, a désigné François Bayrou comme Premier ministre.

☞ En 2010, François Bayrou concluait un accord avec la National Endowment for Democracy pour co-présider l'Alliance des démocrates (AD). En 2014, il s'était rendu place Maïdan à Kiev pour se faire photographier aux côtés des « nationalistes intégraux ».

2624 Moody's baisse la note de la France

Au vu de la « fragmentation politique » après la nomination de François Bayrou, l'agence de notation Moody's a baissé la note de l'économie française à Aa2, assortie d'une « perspective négative ».

2625 Les Ukrainiens n'aiment pas les Polonais tant que cela

Le [Centre Mieroszewski](#), un institut public polonais, a réalisé une étude sur l'opinion que les Ukrainiens ont des Polonais.

L'une des conclusions les plus sensibles est la baisse significative des opinions positives concernant la Pologne et les Polonais. En 2022, pas moins de 83 % des Ukrainiens avaient une bonne opinion des Polonais, alors qu'en novembre 2024 ce pourcentage était tombé à 41 %. En même temps, le nombre de personnes ayant une attitude neutre a augmenté, ce qui indique le caractère de plus en plus pragmatique de la relation.

2626 L'Union européenne réactive son conseil d'association avec Israël

Kaja Kallas, haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, a proposé la convocation, le 23 décembre, du conseil d'association avec l'État hébreu. Elle a précisé qu'elle prenait également contact avec l'Autorité palestinienne.

☞ Contrairement aux apparences, cette initiative ne revient pas à Bruxelles, mais à Tel-Aviv. Elle a fait l'objet d'une démarche de Gideon Sa'ar, le ministre israélien des Affaires étrangères, lors d'une rencontre avec Kaja Kallas à Malte.

☞ Les accords liant l'UE à Israël prévoient d'être suspendus si l'une des parties viole les Droits de l'homme. Cependant, l'UE n'a pas sanctionné le massacre à Gaza ni l'agression contre le Liban.

2627 Ursula von der Leyen annonce une aide de l'UE à la Syrie

• 46 tonnes de produits de santé, d'éducation et d'abris provenant d'un stock de l'UE au Danemark seront acheminées par camion à Adana et fournies à l'UNICEF et à l'Organisation mondiale de la santé pour être distribuées à l'intérieur de la Syrie.

• À la sortie du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'UE, le 16 décembre, Kaja Kallas, haute représentante de l'Union, a déclaré : « L'extrémisme, la Russie et l'Iran ne devraient pas avoir de place en Syrie. » De son côté, Caspar Veldkamp, ministre néerlandais des Affaires étrangères, a ajouté : « Nous voulons que les Russes se retirent. »

• Lors d'un déplacement à Ankara, le 17 décembre, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a déclaré : « L'Europe est prête à faire sa part pour soutenir la Syrie dans cette conjoncture critique. [...] Nous devons intensifier nos efforts et poursuivre notre engagement direct avec HTS et d'autres factions. » Elle a annoncé une aide « notamment en matière de services de base, comme l'électricité et l'eau, et d'infrastructures. »

De son côté, le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, a déclaré : « La communauté internationale n'a malheureusement pas apporté et n'a pas pu apporter suffisamment de soutien au peuple syrien pendant les 13 années de massacres qu'il a subis. Il est désormais possible de compenser cela. Le moyen d'y parvenir est de soutenir les efforts de reconstruction et de développement de la Syrie. »

Voltaire, actualité internationale est publié. en quatre langues :

- [Allemand](#)
- [Anglais](#)
- [Espagnol](#)
- [Français](#)

2628 L'UE adopte un 15^e paquet de sanctions contre la Russie

Le Conseil de l'Union européenne a adopté formellement, le 16 décembre, un 15^e paquet de sanctions visant la Russie ainsi que des personnes ou des entités de pays tiers qui la soutiennent dans son opération militaire spéciale en Ukraine.

Selon Kaja Kallas, haute représentante des Affaires étrangères de l'Union, ce paquet inclut

« la “flotte fantôme” russe » et « des sanctions à l'encontre de responsables nord-coréens, ainsi que des entreprises chinoises qui permettent cette guerre. »

2629 Lancement du programme IRIS

Après Galileo (géolocalisation) et Copernicus (observation de la Terre), l'Union européenne lance le programme Iris (Infrastructure pour la résilience, l'interconnectivité et la sécurité par satellite). Il s'agit du « placement de 264 satellites en orbite basse et de 18 en orbite moyenne, interconnectés sur ces différentes orbites, permettant à la constellation de communiquer de manière sûre et rapide et de rester connectée en permanence sans avoir besoin de milliers de satellites. »

Le budget est de 10,6 milliards d'euros, dont 6 milliards provenant du budget de l'UE, 550 millions de l'Agence spatiale européenne et 4,1 milliards des opérateurs européens SES SA, Eutelsat SA et Hispasat SA, du consortium SpaceRISE.

La phase de conception de la constellation devrait prendre un an (en 2025), puis la validation aura lieu entre 2026 et 2028. Le premier satellite devrait être lancé mi-2029 et l'objectif est que tous les satellites soient lancés d'ici fin 2030.

2630 La Suisse dénonce les attaques contre les infrastructures électriques ukrainiennes

La Suisse, citant les rapports de la mission de surveillance des droits de l'homme en Ukraine et de la Commission internationale indépendante d'enquête sur l'Ukraine, a averti le Conseil de sécurité des Nations unies, le 16 décembre, que les attaques contre les infrastructures électriques ukrainiennes sont susceptibles de violer les principes fondamentaux de distinction, de précaution et de proportionnalité en temps de guerre.

2631 La Géorgie s'enfonce dans une crise politique

- En vertu de la nouvelle Constitution géorgienne, adoptée en 2018, le président est élu au suffrage universel indirect par un collège de 300 membres (150 députés et 150 élus locaux) et non plus au suffrage universel direct.

- À l'issue du mandat de la présidente Salomé Zourabichvili, le parlement géorgien (*Sakartvelos Parlamenti*) a donc procédé à l'élection de son successeur, le 14 décembre.

Mikhaïl Kavelachvili a été élu par 224 voix, 1 contre et 75 électeurs refusant de prendre part au vote.

👉 Salomé Zourabichvili a été formée par Zbigniew Brzezinski à l'université de Columbia. Elle avait été choisie par le secrétaire d'État des États-Unis, le général Colin Powell, lors de la « révolution des roses ». Elle était alors ambassadrice de France à Tbilissi. Le président français, Jacques Chirac, avait accepté sa démission et son changement de nationalité. Elle a défendu une intégration de la Géorgie dans l'UE et dans l'OTAN.

Mikhaïl Kavelachvili est une ancienne star du football, élu député en 2016. Il a cofondé le parti Pouvoir au peuple qui dénonce l'ingérence des États-Unis et rejette l'adhésion à l'UE.

- Faisant valoir que l'objectif de l'adhésion à l'UE est inscrit dans la Constitution, Salomé Zourabichvili a accusé Pouvoir au peuple d'être anticonstitutionnel. Elle a tenté de le faire interdire et ne reconnaît pas l'élection de Mikhaïl Kavelachvili pour lui succéder.

- La présidente sortante, Salomé Zourabichvili, a prononcé un discours, le 18 décembre, au Parlement européen. Elle a déclaré : « L'Europe a mis du temps à se réveiller et à réagir. Alors que les drapeaux européens sont interdits à Tbilissi, les Géorgiens attendent toujours des mesures fortes de la part de l'Europe et de Washington. Et j'espère que nous n'aurons pas à

attendre qu'une crise plus profonde survienne pour que l'Europe agisse. »

2632 La Serbie espionne ses concitoyens avec une technologie israélienne

Selon [Amnesty International](#), la Serbie est parvenue à infester les téléphones portables de 13 de ses citoyens grâce à la technologie de la société israélienne Cellebrite.

Depuis le 7 octobre 2022, les exportations d'armes serbes vers Israël ont considérablement augmenté.

Contrairement aux logiciels espions, Cellebrite doit être physiquement connectée à un smartphone. En outre, la technologie Cellebrite ne peut être utilisée que pour extraire le contenu existant de smartphones. Une fois déconnectée, elle ne permet ni une surveillance active ni une localisation du smartphone.

Cependant, l'agence de sécurité intérieure serbe a réussi à installer son propre logiciel malveillant, NoviSpy, après avoir déverrouillé des smartphones, abusant des technologies de Cellebrite non pas pour collecter des informations, mais pour surveiller.

2633 Volodymyr Zelensky à l'OTAN et à l'UE

Le président non élu ukrainien, Volodymyr Zelensky, est arrivé à Bruxelles, le 18 décembre, pour deux jours de réunions avec des dirigeants de l'OTAN, de l'UE et des États membres, dans le but d'obtenir de leur part des garanties de sécurité, à court et moyen termes.

Mark Rutte, secrétaire général de l'OTAN, et Volodymyr Zelensky devaient s'entretenir, dans la soirée, avec des responsables européens à propos d'un déploiement de troupes européennes en Ukraine pour garantir un éventuel cessez-le-feu. Des représentants allemand, polonais, italien, britannique, français, danois et les présidents du Conseil européen, António Costa, et de la Commission

européenne, Ursula von der Leyen, devaient être présents.

2634 L'UE attribue 30 millions d'euros à l'opposition biélorusse en exil

Marta Kos, commissaire européenne à l'Élargissement, a annoncé, le 12 décembre, un nouveau soutien, de 30 millions d'euros, pour « contribuer à soutenir les voix indépendantes biélorusses, à protéger les défenseurs des droits de l'homme et à aider la culture et l'éducation en exil ».

2635 Une centaine de soldats nord-coréens tués en Russie

Selon l'agence de Renseignement sud-coréenne, la National Intelligence Service (NEI), plus de 100 soldats nord-coréens ont été tués lors d'attaques ukrainiennes en Russie et un millier de blessés.

Les Nord-Coréens qui défendent la Russie n'ont aucune expérience du combat et sont particulièrement vulnérables aux drones.

👉 Rappelons que les soldats nord-coréens défendent le territoire russe et ne participent pas à l'opération militaire spéciale en Ukraine.

AFRIQUE

2636 Les Frères musulmans menacent à nouveau l'Égypte

La Confrérie des Frères musulmans a appelé à renverser le président Al-Sissi comme son homologue syrien.

Le président Abdul Fattah Al-Sisi a réuni son conseil de sécurité afin de faire face à la menace d'une nouvelle « révolution ».

2637 Retour probable de djihadistes tunisiens

On s'attend au retour d'environ 3 000 djihadistes tunisiens de Syrie. Ils ne pourront pas être considérés comme des « terroristes », mais

comme des « révolutionnaires » ayant combattu aux côtés d'HTC.

2638 La RDC porte plainte contre Apple

La République démocratique du Congo (RDC) a porté plainte contre Apple en France et en Belgique. S'appuyant sur un rapport du secrétaire général de l'ONU, le plaignant considère qu'Apple – mais aussi Microsoft, Alphabet, Tesla et Dell – exploite des « minerais de sang » sur lesquels la rébellion du M23 (soutenue par le Rwanda) prélève des taxes.

Une plainte identique vient d'échouer aux États-Unis dans la mesure où le droit local impose de prouver une collusion entre les accusés et le M23. Les droits français et belge se contentent d'observer que les accusés avaient conscience de participer à des crimes.

ASIE

2639 Israël détruit les armes de la Syrie

Profitant de la chute de la République arabe syrienne, les FDI ont mené plus de 350 bombardements à travers la Syrie ces derniers jours, visant les restes de l'ancienne marine gouvernementale, ainsi que les prétendues armes chimiques, les avions de combat et les caches de missiles à longue portée.

Après avoir fait visiter les fortifications syriennes vides le long de la côte, Benny Kata, un commandant militaire local, a déclaré : « Il est clair que nous resterons ici pendant un certain temps. Nous y sommes préparés. »

2640 Publication de la conversation Netanyahu-Gil, le 7 octobre à 6 h 40

La télévision israélienne a publié une partie de l'enregistrement de la conversation entre le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, et son aide de camp, le général Avi Gil, le 7 octobre 2022 à 6 h 40.

Il a été établi que le chef d'état-major particulier du Premier ministre avait falsifié les documents

officiels pour faire accroire que la conversation avait eu lieu plus tôt, à 6 h 29.

2641 Création d'une nouvelle division de Tsahal

Les FDI ont indiqué, le 16 décembre, qu'une division militaire de 17 000 hommes en cours d'établissement serait composée principalement de volontaires âgés de 38 à 58 ans qui avaient déjà été exemptés de droits de réserve.

2642 La Knesset adopte une loi pour protéger Netanyahu

Selon Hanoch Milwidsky, député du Likoud, la « loi Eli Feldstein », qui dépénalise les fuites d'informations classifiées vers le Premier ministre ou vers le ministre de la Défense, vise exclusivement à stopper l'inculpation du collaborateur du Premier ministre impliqué dans les fuites au *Bild* et au *Jewish Chronicle*.

Le texte a été adopté par 59 voix pour et 52 contre.

2643 Israël Katz veut qu'Israël occupe tous les territoires palestiniens

[Israël Katz](#), ministre israélien de la Défense, a précisé sur X : « En réponse à diverses publications, ma position concernant Gaza est claire. Après la défaite du pouvoir militaire et gouvernemental du Hamas à Gaza, Israël contrôlera Gaza en toute sécurité avec une totale liberté d'action, tout comme en Judée et Samarie. Nous ne permettrons l'existence d'aucune organisation terroriste ni contre les colonies israéliennes ni contre les citoyens israéliens de Gaza. Nous ne permettrons pas un retour à la réalité d'avant le 7 octobre. »

2644 Les Occidentaux mettent en garde Israël contre de nouvelles annexions de territoires palestiniens

Lors de la réunion, le 18 décembre, du Conseil de sécurité de l'ONU, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni ont mis en garde Israël contre toute annexion supplémentaire de

territoires palestiniens. « La politique de colonisation est un obstacle majeur à une paix juste et durable fondée sur la solution des deux États ; elle constitue également un facteur de tensions et de violences sur le terrain », a fait remarquer la délégation de la France. Celle du Royaume-Uni a tranché : « le nord de Gaza ne doit pas être coupé du sud ; il ne doit pas y avoir de transfert forcé des habitants de Gaza depuis ou à l'intérieur de la bande de Gaza ; il ne doit pas y avoir de réduction du territoire de la bande de Gaza . »

2645 Le plan Netanyahu pour le Golan syrien occupé

Le plan de Benyamin Netanyahu, Premier ministre israélien, pour encourager la croissance démographique dans le Golan syrien annexé et dans la ville de Katzrin a été approuvé par le cabinet, le 15 décembre, « à la suite de la guerre et de l'ouverture d'un nouveau front en Syrie, dans l'intention de doubler la population du Golan ».

- 3 millions de shekels provenant du budget supplémentaire seront alloués à la remise en état des zones ouvertes qui ont été endommagées par la guerre.
- 2 millions de shekels seront alloués à la rénovation et au rééquipement des bâtiments publics existants.
- 4 millions de shekels iront à la création d'un village étudiant.
- 4 millions de shekels iront à des projets plus économes en énergie, des transports à base d'électricité et des panneaux solaires.
- 5 millions de shekels supplémentaires seront investis dans la mise au point de la structure organisationnelle du Conseil régional du Golan, afin qu'il puisse atteindre les objectifs du gouvernement.

☞ En 2022 et 2023, 200 millions de shekels du budget ont été investis dans le conseil régional, avec 1 100 nouvelles familles rejoignant les communautés existantes.

☞ L'annexion du Golan viole le droit international. Chaque année, l'Assemblée

générale des Nations unies somme Israël d'évacuer ce territoire.

2646 Accord entre le Hamas et le Fatah

Selon l'agence turque Anadolu du 11 décembre, un accord serait intervenu entre le Fatah et le Hamas pour réaliser la proposition égyptienne de gouvernance conjointe des deux organisations à Gaza. Cependant, peu après, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) – dont le Fatah est le principal membre – exprimait des réserves.

2647 Le bombardement du camp de Mawasi était injustifiable

Le 4 décembre, les FDI ont bombardé l'énorme campement de Mawasi (Khan Younès), dans le sud-ouest de Gaza, pourtant désigné comme zone humanitaire. Elles visaient de hauts responsables du Hamas sur le site. L'explosion secondaire qui a eu lieu, tuant 23 personnes, aurait indiqué qu'il y avait des munitions dans la zone de frappe. Cependant, selon les informations dont dispose le Bureau des droits de l'homme de l'ONU, les explosions secondaires ont été causées par des bouteilles de gaz de cuisine, a indiqué, le 18 décembre, au Conseil de sécurité Khaled Khiari, sous-secrétaire général pour le Moyen-Orient, l'Asie et le Pacifique.

2648 Des colons israéliens ont tenté de s'implanter au sud du Liban

Les FDI ont officiellement confirmé que des [colons israéliens](#) de l'organisation « Uri Tzafon » (Réveiller le Nord) se sont installés, début décembre, à Bint Jbeil (Liban). Ils ont été expulsés après le cessez-le-feu israélo-libanais du 27 novembre. Ils avaient planté des tentes et déployé une banderole à Maroun el-Ras : « Le Liban est à nous. »

Par ailleurs, les FDI ont pris le contrôle de tout le sud de la Syrie, jusqu'au fleuve Yarmouk.

2649 Le Hezbollah salue le nouveau gouvernement syrien

Le cheikh Naïm Qassem, secrétaire général du Hezbollah, a déclaré, le 14 décembre, qu'il négociait avec le nouveau pouvoir à Damas la possibilité de continuer à faire passer des armes iraniennes à travers le pays. Selon lui, cela ne devrait pas poser de problème étant entendu que, durant cette période de changement, il y aura de nombreux groupes syriens qui proposeront leur aide.

2650 Préparation des funérailles d'Hassan Nasrallah

Le Hezbollah envisage d'organiser, en janvier 2025, des funérailles grandioses pour son ancien secrétaire général, Hassan Nasrallah, et pour son successeur pressenti, Hachem Safieddine.

Hassan Nasrallah était la principale personnalité politique arabe depuis Gamal Abdel Nasser, Yasser Arafat et Hafez el-Assad.

2651 Le Liban à la recherche d'une protection turque

Najib Mikati, Premier ministre démissionnaire libanais, s'est rendu, le 18 décembre, en Türkiye pour rencontrer le président Recep Tayyip Erdoğan.

Le Liban, qui n'est plus protégé par la Syrie depuis l'assassinat de Rafic Hariri, ni par l'Arabie saoudite, depuis la séquestration de Saad Hariri, est à la recherche d'un nouveau protecteur qui pourrait être la Türkiye, après sa victoire en Syrie.

2652 Les États arabes face au nouveau pouvoir à Damas

Les ministres des Affaires étrangères de sept États arabes (la Jordanie, l'Iraq, l'Arabie saoudite, l'Égypte, les Émirats arabes unis, Bahreïn et le Qatar) ont tenu trois jours de pourparlers à Aqaba (Jordanie), sous la responsabilité de la Ligue arabe. Le secrétaire d'État, Antony Blinken, qui avait convoqué ce

sommet était présent, ainsi qu'un délégué de la France et de l'Union européenne, mais ni le ministre israélien, Gideon Saar, ni un représentant de la Syrie.

Ils ont appelé à « une transition politique pacifique en Syrie qui réponde aux aspirations de toutes les composantes du peuple syrien par le biais d'élections libres sous la supervision de l'ONU ». Ils ont souligné la nécessité de « respecter les droits du peuple syrien sans discrimination sur la base de leur secte, de leur religion ou de leur appartenance ethnique et de garantir la liberté et la justice pour tous les citoyens. » Surtout, ils ont cité comme référence du droit international, la résolution 2254 (2015) qui appelle à un dialogue et à un cessez-le-feu l'opposition et le gouvernement al-Assad.

2653 Israël assassine de grands scientifiques syriens

La chimiste syrienne, Shadia Habbal, surnommée, Lady of the Sun, a été assassinée chez elle à Damas avec son mari. Le biologiste Hamdi Ismail a également été retrouvé mort chez lui avec des empreintes israéliennes claires. Les avions israéliens ont aussi assassiné quatre scientifiques alors qu'ils quittaient l'Institut de recherche scientifique de Siqaliyeh près d'Alep. Les instituts de recherche scientifique de Masyaf, Lattaquié et Hama ont également été détruits, et tous les scientifiques et étudiants qui n'ont pas été autorisés à partir ont été tués.

Il convient de noter que ces instituts et ces personnalités sont un trésor scientifique pour la Syrie et ne sont pas la propriété de personne, ni d'un régime ni d'une famille.

2654 L'émir Abou Mohammed al-Jolani dissout les factions armées

L'émir Abou Mohammed al-Jolani, émir de Hayat Tahrir al-Cham (HTC), a déclaré que les factions armées syriennes seraient « dissoutes » et tous leurs combattants intégrés au ministère de la Défense, où « tous seront soumis à la loi ».

Analyse du Réseau Voltaire

- « [Comment Washington et Ankara ont changé le régime à Damas](#) », par Thierry Meyssan

Avec un aplomb surprenant, la presse internationale nous assure que nous n'assistons pas à un changement militaire de régime en Syrie, mais à une révolution renversant la République arabe syrienne. La présence de l'armée turque et des forces spéciales états-uniennes nous est cachée. On nous abreuve avec une propagande plusieurs fois démentie sur les crimes imputés à « Bachar ». On transforme des égorgeurs cannibales en respectables révolutionnaires. Encore une fois, la presse internationale, consciemment, nous ment.

- Vidéo : [Thierry Meyssan explique comment les armées US, turques et israéliennes ont changé le régime en Syrie](#)

Dans un entretien avec JSF-TV, Thierry Meyssan explique comment les Forces spéciales US, les fantassins turcs et l'armée de l'Air israélienne ont, ensemble, détruit la République arabe syrienne.

- Vidéo : [Thierry Meyssan sur le « régime de Bachar »](#)

Thierry Meyssan est interrogé par Éric Verhaeghe sur le « régime de Bachar ». Il explique que celui-ci était complètement différent de l'image que l'on a faite de lui et dresse l'éloge de son action.

Au passage, il répond aux questions sur son rôle en Syrie.

Cet entretien permet de comprendre ce que sont les narratifs de l'OTAN.

En outre, toutes les organisations paramilitaires seront désarmées. Elles ne seront autorisées à porter des armes individuelles légères qu'à l'intérieur de leurs bureaux. Il leur est désormais interdit de porter des uniformes militaires, une

décision qui affecte également les gardes du corps des dirigeants de ces organisations.

2655 L'émir Abou Mohammed al-Jolani décide de ficher les membres du « régime Assad »

L'émir Abou Mohammed al-Jolani a appelé tous les membres du « régime Assad » à rendre leurs armes et à s'enregistrer auprès des nouvelles autorités afin d'obtenir des cartes d'identité provisoires.

Selon le *New York Times*, HTS a désormais collecté des milliers d'armes de poing, d'AK-47 et d'autres équipements militaires.

Alors que HTS a annoncé une amnistie générale pour tous les conscrits des « forces d'Assad », certains soldats ont été arrêtés.

Avis aux lecteurs

Notre rédaction prendra des repos bien mérités pour les fêtes de fin d'année. La prochaine parution de notre lettre confidentielle sera le 10 janvier.

2656 L'émir Abou Mohammed al-Jolani s'ingère dans l'élection présidentielle libanaise

Abou Mohammad el-Jolani, émir de Hay'at Tahrir al-Cham (HTC), s'est dit prêt à soutenir le commandant en chef de l'armée libanaise, le général Joseph Aoun, comme prochain président du Liban si telle était la volonté des Libanais ; des propos qui ont soulevé une vague d'indignation au Liban.

2657 Succession d'ambassades à Damas

Des délégations de la Türkiye, du Qatar, de l'Union européenne, du Royaume-Uni, de la France, de l'Espagne, de l'Italie et d'Allemagne ont successivement rencontré les nouvelles autorités de Damas.

Kaja Kallas, haute représentante des Affaires étrangères de l'UE, a déclaré au Parlement

européen que l'Union européenne rouvrirait son ambassade à Damas.

2658 Maher el-Assad s'exile en Iraq avec ses soldats

• Le 5 décembre, l'émir Abou Mohammed al-Jolani a adressé un message vidéo au gouvernement iraquien. Il y évoquait la possibilité d'une nouvelle guerre. Les autorités irakiennes craignent une nouvelle attaque jihadiste, comme en 2014, qui pourrait envahir leur territoire.

• [Turki Muhammad](#), maire du district d'Al-Qaim à l'ouest du gouvernorat d'Al-Anbar, a déclaré à *Al-Araby al-Jadeed* : « Au cours des derniers jours, l'Iraq a reçu environ 3 000 soldats et officiers de l'armée régulière syrienne. Ils sont entrés avec des autorisations officielles après avoir remis leurs armes aux gardes-frontière irakiens. Des tentes ont été installées pour eux à l'intérieur du poste-frontière iraquien d'Al-Qaim, et ils ont reçu tout ce qui était nécessaire à leurs besoins essentiels. Ils ont été accueillis par les tribus irakiennes à Al-Anbar. Ces soldats relèvent désormais de la responsabilité des militaires irakiens compétents et ont été transférés dans une base militaire du district de Rutba. Il n'y a pas lieu de les accueillir en tant que réfugiés. Mais les parties irakiennes concernées attendent que la situation en Syrie s'installe pour organiser leur retour et garantir leur sécurité. Ils resteront les invités de l'Iraq au cours de la phase à venir jusqu'à ce que leur situation soit organisée et que leur retour en toute sécurité soit garanti. »

☞ Ces soldats syriens seraient conduits par Maher el-Assad, le frère du président Bachar el-Assad.

• Les forces de sécurité irakiennes ont sécurisé 618 kilomètres de la frontière avec la Syrie.

2659 Résurgence du courant chiite indépendant de l'Iran en Iraq

La chute de la République arabe syrienne après celle du Hezbollah libanais a rebattu les cartes en Iraq.

Hachd al-Chaabi (Forces de mobilisation populaire), lié à l'Iran, a conscience que Téhéran privilégiera la stabilité politique en Iraq au soutien de ses alliés irakiens.

L'ancien Premier ministre chiite Haider al-Abadi, qui s'était opposé à un alignement sur l'Iran sans pour autant s'aligner sur les États-Unis, revient sur le devant de la scène.

De son côté, le Premier ministre Mohammed Chia el-Soudani tente d'utiliser le renversement de la République arabe syrienne pour s'affranchir du Cadre de coordination chiite à qui il doit son élection.

2660 Le droit international exige des négociations avec Bachar el-Assad

- Geir Pedersen, envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU pour la Syrie, a rencontré le 16 décembre l'émir Abou Mohammad al-Jolani. À sa sortie de la réunion, il a indiqué avoir plaidé pour une « transition politique inclusive et crédible, dirigée et prise en charge sur la base des principes énoncés dans la résolution 2254 du Conseil de sécurité ».

☞ La résolution 2254 (2015) est le texte de droit international faisant actuellement référence. Il exhorte les parties à se réconcilier et à conclure un cessez-le-feu. Dans la situation actuelle, il implique une négociation entre le nouveau et l'ancien pouvoir, c'est-à-dire un retour de Bachar el-Assad sur la scène politique.

- La référence à la résolution 2254 a été reprise dans la déclaration du Conseil de sécurité des Nations unies du 17 décembre.

2661 Ibrahim Kalin à Damas

Ibrahim Kalin, directeur de l'Organisation nationale de renseignement turque (Millî İstihbarat Teşkilatı - MIT), a été le premier haut fonctionnaire étranger à se rendre à Damas après la chute de la République arabe syrienne.

2662 La Türkiye se tourne à nouveau vers l'UE

Recevant Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, a déclaré : « L'adhésion à l'Union européenne reste un objectif stratégique pour la Türkiye. Il est clair que notre adhésion apportera des contributions importantes non seulement à notre pays, mais aussi à l'Union. »

☞ Depuis les années soixante, la Türkiye ne parvient pas à s'insérer dans l'Union européenne, ou à s'épanouir dans l'ancien Empire ottoman, ou encore à se tourner vers les États turquises. Ankara n'a cessé de balancer entre ces trois options, sans en choisir aucune.

☞ Depuis 1963, la Türkiye ambitionne de s'intégrer à l'Union européenne (ou à ses prédécesseurs). Elle perçoit aujourd'hui des aides de l'UE pour harmoniser son économie avec celle de l'Union. En outre, elle touche une aide substantielle pour contenir l'afflux de réfugiés.

2663 Pour Ali Khamenei, les USA et Israël sont les responsables de la chute de la Syrie

L'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême de la révolution iranien, a déclaré, le 11 décembre : « Il ne fait aucun doute que ce qui s'est passé en Syrie a été planifié dans les salles de commandement des États-Unis et d'Israël. Nous en avons la preuve. L'un des pays voisins de la Syrie a également joué un rôle, mais les principaux planificateurs sont les États-Unis et le régime sioniste. » Il n'a pas cité explicitement la Türkiye.

2664 Grave crise énergétique en Iran

Les centres commerciaux et les galeries marchandes de Téhéran vont limiter leurs horaires à partir du 17 décembre, fermant deux heures plus tôt en raison de graves pénuries d'énergie. La crise du carburant a déjà entraîné de fréquentes coupures de courant et des fermetures d'écoles et d'entreprises dans tout le pays. Bien que le pays possède l'une des plus grandes réserves de pétrole et de gaz naturel au monde, des années de mauvais entretien et de mauvaise gestion ont entraîné des pannes d'électricité tournantes.

2665 Nouvelle loi contre les femmes en Iran

La « loi sur la protection de la famille par la promotion de la culture de la chasteté et du hidjab » est entrée en vigueur le 13 décembre en Iran. Quiconque milite contre son application encourt la peine de mort. Elle prévoit la flagellation, l'emprisonnement, de lourdes amendes, des interdictions de voyager, mais aussi des restrictions à l'éducation et à l'emploi pour celles

qui la défient. Elle sanctionne les entités privées qui ne l'appliquent pas, tout en offrant l'impunité aux fonctionnaires et aux milices autoproclamées qui attaquent violemment les femmes pour la faire respecter.

2666 L'Iran renoue avec l'Égypte

Abbas Araghtchi, son ministre des Affaires étrangères, est arrivé au Caire, le 18 décembre. Son président, Masoud Pezeshkian, arrivera un peu plus tard pour participer au sommet de l'Organisation de coopération économique D-8.

2667 Bharat n'est pas pour la dédollarisation

Subrahmanyam Jaishankar, ministre indien des Affaires étrangères, a précisé au début du mois que « Bharat n'a jamais été pour la dédollarisation. À l'heure actuelle, il n'y a pas de proposition d'avoir une monnaie BRICS. Les

BRICS discutent des transactions financières, mais les États-Unis sont notre premier partenaire commercial et nous n'avons aucun intérêt à affaiblir le dollar. »

2668 Nouvelles révélations sur le coup d'État en Corée du Sud

- Le président Yoon Suk Yeol n'a pas comparu devant le Bureau d'enquête sur la corruption de hauts fonctionnaires (chargé de l'enquête sur la tentative de coup d'État) qui l'avait convoqué le 18 décembre.

- La Cour constitutionnelle a ordonné au président Yoon Suk Yeol de soumettre, au plus tard le 24 décembre, le décret de loi martiale qu'il avait publié le 3 décembre, ainsi que les procès-verbaux de deux réunions du Cabinet tenues avant et après la loi martiale. Le ministère de l'Intérieur a assuré que les procès-verbaux de ces réunions n'existaient pas.

- La police sud-coréenne soupçonne le général Noh Sang-won, ancien commandant du Renseignement militaire admis à la retraite en 2018 après une affaire de violence sexuelle sur une stagiaire, d'avoir rédigé le décret proclamant la loi martiale.

En outre, il aurait exigé du général Moon Sang-ho, qu'il mobilise tous les hommes du détachement de Renseignement (HID) pour enlever le personnel de la Commission électorale nationale. « Une liste des 30 personnes visées a été fournie aux 38 membres de la HID qui se sont réunis vers 21 h avant la déclaration de la loi martiale. Ils ont reçu pour instruction de lier leurs poignets et leurs chevilles avec des colliers de serrage, de couvrir leur visage avec des masques et de les transporter. »

La HID est une unité d'élite formée pour éliminer les dirigeants nord-coréens en cas de guerre ouverte.

- Jusqu'à présent, seuls sept militaires ont été arrêtés : le général Kim Yong-hyun (ancien ministre de la Défense, qui a tenté de se suicider en prison), le général Yeo In-hyung

(commandant du contre-espionnage), le général Kwak Jong-keun (commandant des Forces spéciales), le général Lee Jin-woo (gouverneur militaire de Séoul), le général Park An-su (chef d'état-major des armées), le général Noh Sang-won (ancien commandant du Renseignement militaire) et le général Moon Sang-ho (lui aussi ancien commandant du Renseignement militaire).

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

2669 Le Conseil de sécurité examine le JCPoA

Le 17 décembre, le Conseil de sécurité de l'ONU a examiné l'état de l'application du Plan d'action global commun sur le nucléaire iranien (JCPoA).

L'États-Unienne Rosemary DiCarlo, secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, a souligné qu'aucune avancée n'avait eu lieu depuis le retrait unilatéral des États-Unis, en mai 2018. Washington n'a pas levé ou renoncé aux mesures coercitives unilatérales qu'il a réimposées après s'être retiré du Plan d'action. Téhéran, pour sa part, n'est revenu sur aucune des mesures prises depuis mai 2019 pour s'éloigner de ses engagements liés au nucléaire (notamment l'enrichissement de l'uranium à 60 %). Quant à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), elle n'est toujours pas en mesure de vérifier les stocks d'uranium enrichi du pays, depuis février 2021.

L'Allemagne, la France et le Royaume-Uni ont indiqué rechercher activement une solution diplomatique.

Les États-Unis ont lancé un ferme avertissement : « Un Iran nucléaire ne sera jamais envisageable, et nous sommes prêts à utiliser tous les outils à notre disposition au niveau national pour atteindre cet objectif. »

Promouvoir « agressivement » des menaces imaginaires ne permettra pas de faire porter à

Téhéran la responsabilité des erreurs de calcul des Occidentaux, ainsi que de leurs violations flagrantes de la résolution 2231 (2015) et du JCPoA, a rétorqué la Russie, espérant que les acteurs clés feront preuve de la volonté politique nécessaire à cet effet, sachant que cette résolution reste en vigueur jusqu'en octobre 2025. Le Conseil doit adresser un signal fort et sans ambiguïté aux « faucons » états-uniens et israéliens, a-t-elle estimé.

Pour la Chine, les parties au Plan ne devraient pas exercer de pressions ni imposer de sanctions, et la confiance ne doit pas être remise en cause, en particulier à la lumière des turbulences au Moyen-Orient.

Selon l'Iran, les accusations infondées portées contre lui par les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne ne peuvent déformer les faits sur le terrain ni servir à obscurcir ou justifier leurs propres échecs dans le respect de leurs engagements au titre du Plan d'action global commun et de la résolution 2231 (2015). « Le programme nucléaire iranien est et a toujours été exclusivement pacifique et fonctionne sous le régime de surveillance le plus rigoureux de l'histoire de l'AIEA. »

2670 Selon le HCR, les Syriens se croisent

Selon l'agence des Nations unies pour les réfugiés, environ 1 million de réfugiés syriens devraient retourner dans le pays au cours des six premiers mois de 2025. La même agence avait indiqué qu'un autre million de Syriens avait fui devant HTC.

2671 Financement de l'avis consultatif de la CIJ sur les obligations d'Israël

Le 17 décembre, la Cinquième commission de l'Assemblée générale des Nations unies a examiné la demande de financement d'un avis consultatif de la Cour internationale de Justice, soit 298 000 dollars.

La question posée à la Cour était : « Quelles sont les obligations d'Israël, en tant que puissance occupante et État membre des Nations Unies, en ce qui concerne la présence et les activités de l'ONU, y compris ses organismes et organes, d'autres organisations internationales et d'États tiers dans le Territoire palestinien occupé, s'agissant d'assurer et de faciliter la fourniture sans entrave d'articles de première nécessité essentiels, les services de base, l'aide humanitaire, l'aide au développement et l'appui au droit du peuple palestinien à l'autodétermination ? ».

La demande a été adoptée par 111 voix pour, l'opposition de l'Argentine, du Honduras, d'Israël et du Paraguay et les abstentions du Cameroun, de l'Équateur, des États-Unis, de l'Éthiopie, de la Lituanie, de la République de Moldavie, de la Roumanie et de la Tchéquie.

2672 La Russie s'oppose à une rallonge budgétaire pour le Conseil des droits de l'homme de l'ONU

Le 18 décembre, la Cinquième commission de l'Assemblée générale des Nations unies a examiné les demandes de rallonge budgétaire. La Russie s'est catégoriquement opposée au vote d'une enveloppe de 82 953 100 dollars pour l'application, en 2025, de 62 résolutions et 3 décisions du Conseil des droits de l'homme. Elle a déploré que le Conseil soit devenu un organe instrumentalisé par « l'Occident collectif » pour une propagande antirusse.

De son côté, l'Union européenne a indiqué que c'était la dernière fois qu'elle votait en faveur d'un budget dont les documents n'ont pas été traduits dans les six langues officielles des Nations unies.

Voltaire, actualité internationale

Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros. Adresse : ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.

Directeur de la publication : [Thierry Meyssan](#). Secrétaire de rédaction : Serge Marchand. 42 numéros par an. SMS : 07 81 90 06 71. [Abonnement annuel](#) : 500 euros.

Vente au numéro : 15 euros.

Gestion de votre abonnement depuis ce [portail](#).